

Thèse de Doctorat

Alexis VRIGNON

*Mémoire présenté en vue de l'obtention du
grade de Docteur de l'Université de Nantes
sous le label de L'Université Nantes Angers Le Mans*

École doctorale : 496 – Sociétés, Cultures, Echanges

Discipline : Histoire contemporaine

Laboratoire : Centre de Recherches en Histoire Internationale et Atlantique (CRHIA – EA 1163)

Soutenu le 29 septembre 2014

Les mouvements écologistes en France (de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingt)

JURY

Rapporteurs : **Olivier DARD**, Professeur, Université Paris-Sorbonne
Bernard LACHAISE, Professeur, Université Michel-de-Montaigne Bordeaux 3

Examineurs : **Mathias BERNARD**, Professeur, Université Blaise-Pascal Clermont-Ferrand
Geneviève MASSARD-GUILBAUD, Directrice d'études, EHESS

Directeur de Thèse : **Bertrand JOLY**, Professeur, Université de Nantes

Résumés

Cette thèse s'interroge sur l'émergence et la structuration de la nébuleuse écologiste en France entre la fin des années soixante et le milieu des années quatre-vingt en mêlant les apports de l'histoire politique et de l'histoire environnementale. A l'origine, l'écologisme est caractérisé par une grande diversité d'orientations, allant des groupes naturistes aux associations de protection de la nature en passant par des militants issus du gauchisme. Deux facteurs permettent à cette nébuleuse de gagner en cohérence, l'institutionnalisation des mouvements d'une part et la participation des écologistes d'autre part.

Redoutant l'avènement d'une crise écologique d'une ampleur sans précédent, ces mouvements considèrent qu'il est impératif de réformer en profondeur la société pour y faire face. Etudier l'écologisme permet donc d'enrichir notre compréhension de la manière dont les militants des années soixante-dix envisagent la transformation de la société en faisant de la politique autrement. Enfin, les désillusions nées de l'échec de la lutte antinucléaire et des scores relativement modestes réalisés lors des élections amènent à la fin des années soixante-dix un profond mouvement de renouvellement des idéaux, des pratiques et des discours des militants. Ces sorties des années 68 conduisent alors à la création des Verts en janvier 1984.

Mots clés : France, écologisme, XXe siècle, années 68, nucléaire, militantisme, géographie électorale, histoire environnementale

The aim of this thesis is to study the emergence of political environmentalism in France from the late sixties to the mid eighties by combining political history and environmental history perspectives. Originally, political environmentalism is characterized by a great variety of orientations, from naturist groups to conservationists including lefty activists. Two factors improve the coherence of this nebula: the institutionalization of movements on the one hand and participation of environmentalists on the other.

Fearing the advent of an ecological crisis of unprecedented magnitude, these movements aim at reforming the whole society. Thus, studying political environmentalism enriches our understanding of how activists considered the

transformation of society by doing politics differently. Finally, the failure of the anti-nuclear struggle and the relatively low election results lead at the end of the seventies to a profound renewal of movement's ideals, practices and discourses. These exits from the 68's years lead to the creation of the Greens in January 1984.

Key words: France, Environmentalism, XXth Century, Nuclear, Activism, Electoral Geography, Environmental History

A Barbara

*How happy is the blameless Vestal's lot!
The world forgetting, by the world forgot;
Eternal sunshine of the spotless mind!
Each pray'r accepted, and each wish resign'd.
Alexander Pope, Eloisa to Abelard*

Remerciements

Il en va d'une thèse comme d'un long voyage. L'anticipation des difficultés et des découvertes, des embuches et des rencontres n'empêche pas d'être touché lorsque celles-ci surviennent. Tout au long de ces cinq années, de nombreuses personnes m'ont aidé et soutenu. Il est juste que ces quelques lignes leur soient consacrées.

Je tiens d'abord à exprimer ma gratitude à l'égard de Bertrand Joly dont la disponibilité, l'attention et surtout la confiance n'ont jamais fait défaut tout au long de ce travail.

Je suis également très reconnaissant à Mathias Bernard, Olivier Dard, Bernard Lachaise et Geneviève Massard-Guilbaud de m'avoir fait l'honneur d'accepter de participer au jury devant lequel je soutiendrai ma thèse.

J'ai par ailleurs eu la chance au cours de ce doctorat d'enseigner au sein de deux universités différentes ce qui m'a permis de mêler harmonieusement enseignement et recherche et de rencontrer de nombreux collègues au contact desquels j'ai pu découvrir le métier. A l'université de Nantes, Michel Catala n'a jamais ménagé ses conseils, notamment dans le domaine du montage de projet. A l'université de Poitiers, toute l'équipe m'a accueilli dans une grande convivialité et je l'en remercie.

Tout voyage suppose une carte et des guides, en l'occurrence des archivistes sans lesquels l'historien se trouverait bien démuni. Il me faut donc rendre hommage au personnel du CHT (Patsy, Xavier Nerrière et Manuela Noyer), d'Etopia (Marie-Laurence Dubois et Szymon Zareba) et du Musée du Vivant (Laurent Gervereau, Yolène Maresse et Aurélie Utzéri) ainsi qu'à Pascal Geneste des archives nationales.

En outre, je souhaite remercier Dominique Avon qui, en tant que coordinateur du projet DCIE, m'a permis de bénéficier d'une bourse pour me rendre dans différents centres d'archives à l'étranger.

J'ai également une pensée toute particulière pour tous les acteurs de cette époque qui ont accepté de consacrer un peu de leur temps à l'évocation d'un passé bien souvent encore plein de promesses à leurs yeux.

Quelques mois après le début de ma thèse, j'ai découvert l'existence du RUCHE (Réseau universitaire des chercheurs en histoire environnementale) qui venait à peine d'être créé. Un peu par hasard, je décidai d'y adhérer et d'assister à la première assemblée générale. Bien m'en a pris puisque j'y ai rencontré des chercheurs passionnés et accueillants au contact desquels j'ai beaucoup appris au fil des séminaires et des conseils d'administration. Je ne saurais citer toutes les personnes avec lesquelles j'ai échangé ces dernières années mais je tiens malgré tout à remercier Geneviève Massard-Guilbaud, Stéphane Frioux, Elsa Devienne, Patrick Fournier, Charles-François Mathis et Jean-François Mouhot.

Merci enfin à mes proches qui m'ont soutenu tout au long de ces cinq dernières années. Ma gratitude va à mes parents ; un jour que je m'interrogeais sur les raisons qui m'avaient poussé à entreprendre cette thèse, j'ai jeté un coup d'œil à la bibliothèque familiale : *Ecotopie* y voisine *Libres enfants de Summerhill* et j'ai compris. Merci à Maxime dont la bougeotte nous a poussé à nous lancer dans de merveilleux voyages ; merci à Constance pour s'être exclamé avec ingénuité « quoi, déjà cinq ans ? » ; merci à Jean-Marc, Anne-Marie et Vincent qui m'ont si souvent accueilli sur Nantes ; merci à mes amis et en particulier au Commandant Shepard ; merci à Théodore qui perd sa tétine à côté de moi au moment où j'écris ces lignes. Enfin, merci à Barbara pour ton soutien sans faille tout au long de ces cinq années et surtout pour la joie de vivre dont tu es chaque jour la source.

Sigles et abréviations

ACFDT : Archives confédérales de la CFDT.

AD : Archives départementales.

AFRPN : Association fédérative régionale pour la protection de la nature.

AHPNE : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de
l'environnement ?

AJEPNE : Association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de
l'environnement.

APPR : Association pour la promotion du papier recyclé.

APRI : Association pour la protection contre les rayonnements ionisants.

AT : Amis de la Terre.

BPUN : Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel.

CAC : Centre des archives contemporaines (Fontainebleau).

CAN : Comité anti-nucléaire.

CARAN : Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (Paris)

CCPAH : Comité contre la pollution atomique dans La Hague.

CEASE : Coordination écologique et alternative du sud-est.

CED : Coordination énergie développement.

CFDT : Confédération française démocratique du travail.

CIFE : Comité d'initiative pour une fédération écologiste.

CIME : Coordination interrégionale des mouvements écologiques.

CIR : Conseil interrégional.

CLE : Comité de liaison écologique.

CGT : Confédération générale du travail.

CNAN : Comité national anti-nucléaire.

CNPME : Collectif national provisoire du Mouvement écologique.

CODENE : Comité pour le désarmement nucléaire en Europe.

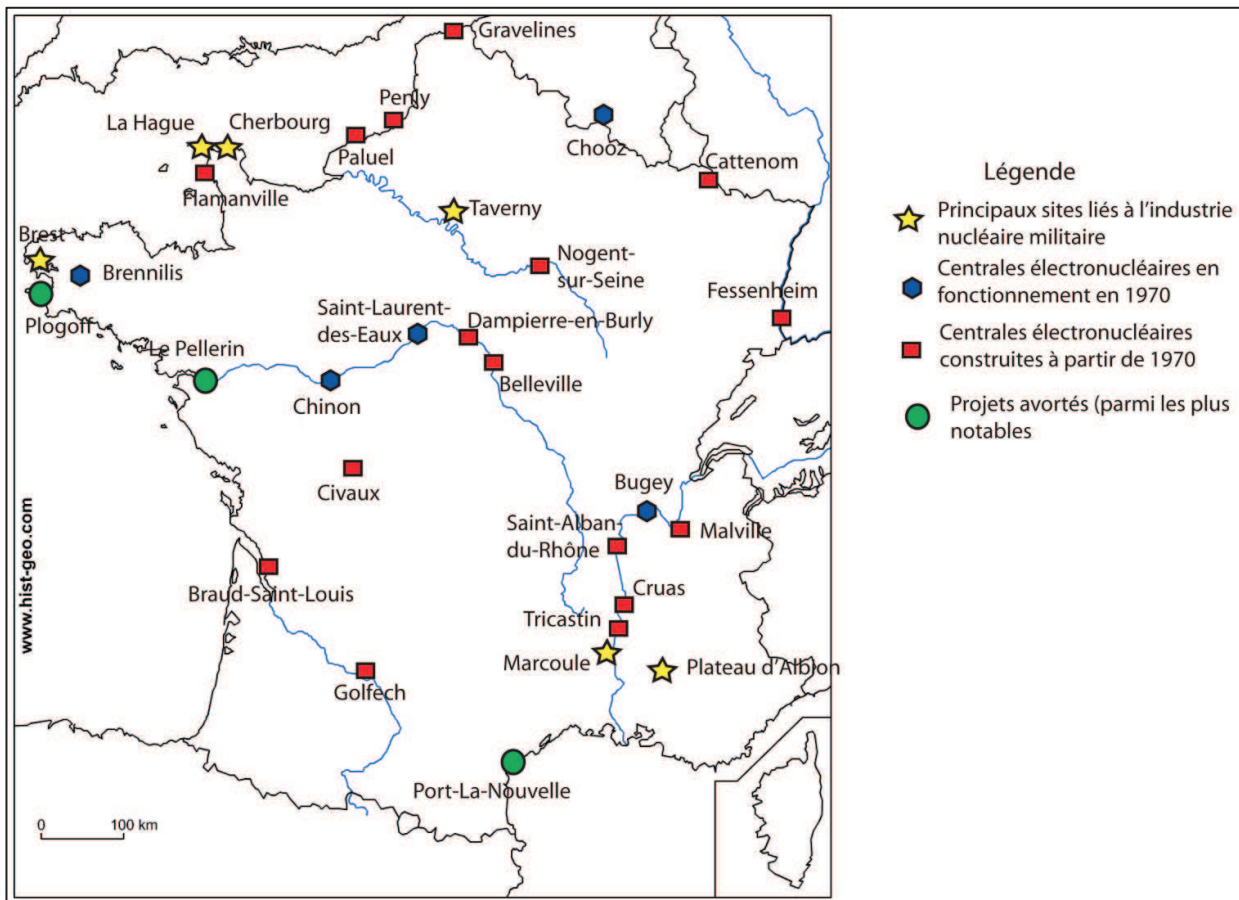
COLINE : Comité législatif d'information écologique.

CSCV : Confédération syndicale du cadre de vie.

CREPAN : Comité régional pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature

CRIN : Comité régional d'information nucléaire.

FANEF : Fédération antinucléaire des environs de Fessenheim.
FDSEA : Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.
FEM : Fédération écologiste du Midi.
FFSPN : Fédération française des sociétés de protection de la nature.
FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FOE : Friends of the Earth.
FRAPNA : Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature.
GED : Groupe énergie développement.
GRANV : Groupe de recherche et d'action non-violente.
GREN : Groupe de réflexion sur l'énergie nucléaire.
GSIEN : Groupe des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.
LPO : Ligue française pour la protection des oiseaux.
ME : Mouvement écologique.
MEP : Mouvement d'écologie politique.
MERA : Mouvement écologique Rhône-Alpes.
MV : Musée du vivant
PCF : Parti communiste français.
PS : Parti socialiste.
PT : Paysans travailleurs.
RAT : Réseau des Amis de la Terre.
SEPANSO : Société d'étude et de protection de la nature dans le Sud-Ouest
SEPNB : Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne.
UFC : Union Fédérale des Consommateurs.
VCE : Les Verts confédération écologiste
VPE : Les Verts parti écologiste

Figure 1. Carte des principaux sites nucléaires français (années soixante-quatre-vingt)¹

¹ « Le nucléaire près de chez vous », *Greenpeace.org*, <http://www.greenpeace.org/france/fr/campagnes/nucleaire/pres-de-chez-vous/>, consulté le 20/06/14.

Introduction

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs » constate gravement Jacques Chirac, alors président de la République, dans un discours prononcé à l'occasion du Sommet de la Terre de Johannesburg (2 septembre 2002). « La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre – poursuit-il. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril, et nous sommes tous responsables »².

L'emploi récurrent du « nous » entend mettre en avant l'existence d'une communauté de destin de l'ensemble de l'humanité face au changement climatique et plus largement aux défis environnementaux auxquels celle-ci est appelée à répondre. Unanimement salué à l'époque, ce discours apparaît pourtant *a posteriori* comme un symbole de l'incapacité des sociétés à faire de cette communauté de destin théorique le fondement d'une action collective efficace. Dans cette perspective, Johannesburg n'est que l'un des maillons d'une longue chaîne de sommets internationaux dont les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances placées en eux. Le « nous », si présent dans ce texte, apparaît alors comme une figure rhétorique sans réalité tangible.

De fait, sur les questions environnementales plus encore que dans d'autres domaines, le passage du « dire » au « faire », du discours à l'action s'avère éminemment problématique. Il existe même un véritable paradoxe entre le caractère souvent consensuel des appels à la protection de la nature et de l'environnement et les conflits parfois virulents qui surgissent dès lors que des mesures concrètes doivent être mises en oeuvre.

A bien des égards, les années soixante et soixante-dix constituent la matrice de cette situation paradoxale. C'est en effet à cette époque qu'apparaissent les premières politiques publiques spécifiques, mises en œuvre par des administrations spécialement dédiées à cette question, que s'élabore et se formalise un droit de l'environnement et qu'émergent des formations politiques qui font de ces enjeux leur raison d'être. Ces évolutions peuvent être rassemblées sous l'expression de « tournant environnemental »

² Jacques Chirac, « Discours d'ouverture devant l'assemblée plénière du IVe Sommet de la Terre », 2 septembre 2002, <http://www.un.org/events/wssd/statements/franceF.htm>

car durant cette période, l'environnement a progressivement été érigé en une nouvelle catégorie pour appréhender les rapports de l'homme à la nature dans nos sociétés. Cette expression doit cependant être précisée ; elle n'implique pas que les sociétés contemporaines soient les seules à se préoccuper de leur environnement, au contraire de civilisations plus anciennes qui s'en seraient désintéressées. En outre, le fait que la France, à l'image des autres pays industrialisés, ait été marquée par un tournant environnemental ne signifie pas une généralisation sans heurt de comportements vertueux dans ce domaine. Le « tournant environnemental » désigne ainsi un rapport spécifique entretenu par les sociétés humaines à leur environnement, dans toute sa complexité et ses paradoxes, sans établir *a priori* de jugement de valeur sur la qualité de ces évolutions.

Cette thèse entend éclairer la genèse du tournant environnemental, en saisir les caractéristiques, les contours et les apories en s'intéressant plus particulièrement à un ensemble d'acteurs, les mouvements écologistes des années soixante-dix. Cette nébuleuse d'associations aux orientations diverses, de collectifs informels et de militants isolés émerge durant cette période marquée par la contestation antinucléaire et la participation croissante des candidats dits écologistes aux élections qui rythment l'histoire politique de la décennie.

Etudier ces groupes doit permettre de rendre compte du travail progressif de construction et de définition de l'écologisme entre la fin des années soixante et 1984, date de fondation des Verts, première organisation politique véritablement pérenne créée en France. Durant cette période, l'écologisme se construit au travers des controverses et des débats nés de la rencontre et de la confrontation sur le terrain d'univers sociaux distincts, tels que les militants gauchistes, les groupes nostalgiques de l'ère préindustrielle ou les technocrates progressistes promoteurs d'une forme alternative d'aménagement du territoire. Il n'est donc pas possible de proposer dès maintenant une définition stricte et définitive de l'écologisme ; nous commencerons par étudier l'ensemble des acteurs³ qui associent la transformation de la société à l'instauration d'un autre rapport entre l'homme et la nature⁴. Dans cette perspective, l'écologisme est le terme choisi pour caractériser

³ Les principales données biographiques des acteurs évoquées dans ce travail sont présentées dans l'annexe 2.

⁴ Sauf exception dument précisée, nous suivons sur ce point Gérard Hess qui utilise le terme « nature » dans sa dimension la plus large, qui implique que les humains font partie intégrant de la biosphère, considérant les termes « environnement » ou « milieu » comme des déclinaisons spécifiques, qui induisent une

leur démarche, réservant l'expression « écologie politique » à sa traduction partisane et électorale.

En associant histoire politique et histoire environnementale, notre travail entend ainsi analyser la construction de l'écologisme français au niveau des groupes et sur le terrain. Notre hypothèse est que la politisation de ce courant, loin d'être le résultat d'une évolution naturelle, est l'aboutissement de l'action consciente d'un certain nombre d'entrepreneurs politiques. Loin d'être un épiphénomène, ce processus, notamment la participation des militants aux élections, paraît crucial dans la construction de l'écologisme et, au-delà, dans l'évolution de l'ensemble du champ de la protection de la nature. Il est en effet à la source d'un infléchissement du message, d'une sélection des acteurs légitimes pour parler en son nom et de l'établissement d'un certain type de rapport avec les pouvoirs publics, les partis politiques et les autres mouvements sociaux.

Notre approche diffère donc de celle de Jean Jacob dont *L'histoire de l'écologie politique* consiste essentiellement en une analyse des positions philosophiques des intellectuels proches de ces mouvements⁵. En effet, notre démarche envisage les idées et les doctrines non pas seulement comme un discours clos sur lui-même mais comme des actions inscrites dans des stratégies et destinées à infléchir le cours des choses ou des événements⁶. Par ailleurs, nous avons choisi de réaliser une histoire des groupes écologistes au niveau national. En effet, bien qu'une étude régionale voire locale de ces mouvements soit propice à de riches analyses⁷, elle aurait impliqué de reconstituer l'ensemble de l'écosystème militant d'un territoire donné, ce qui aurait prolongé ce travail au-delà du raisonnable.

définition plus précise des rapports de l'homme au monde extérieur. Gérard Hess, *Ethiques de la nature*, Paris, PUF, 2013, p. 16.

⁵ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999.

⁶ Nicolas Belorgey, Frédéric Chateigner, Mathieu Hauchecorne, Etienne Penissat, « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, p. 7. Voir également Vincent Bonnacase, « Retour sur la famine au Sahel du début des années 1970 : la construction d'un savoir de crise », *Politique africaine*, 2010/3, n°119, pp. 23-42.

⁷ Cette approche est notamment mobilisée dans des thèses en cours. Cf. Josselin Sibille, « Du mouvement écologique à la technocratie verte, les cas de Grenoble et Lille, de la fin des années 60 à nos jours », thèse de doctorat en histoire sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset, Université de Grenoble ou encore Martin Siloret, « La structuration partisane du mouvement écologiste dans les années 1970 et 1980 : une comparaison du Pays de Galles et de la Bretagne », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Jacqueline Sainclivier, Université de Rennes 2.

Attentifs aux régulations environnementales immédiates comme aux transformations de la société sur le long terme, l'analyse des mouvements écologistes constitue donc un point d'observation particulièrement intéressant pour confronter les idées et les actes et ainsi comprendre les évolutions heurtées de la société française dans le cadre du tournant environnemental, des années soixante aux années quatre-vingt.

Dans la suite de cette introduction, nous préciserons notre démarche en analysant d'abord les apports et les limites des travaux antérieurs consacrés aux mouvements écologistes puis nous expliciterons plus en détail notre démarche en passant en revue les grands enjeux de notre étude. Enfin, nous présenterons les sources utilisées dans ce travail.

Historiographie : les approches antérieures et leurs limites

La France, la nature et l'environnement, une relation spécifique ?

Depuis plus d'une dizaine d'années, l'histoire environnementale connaît un grand développement en France même si, pour l'heure, les années soixante-dix restent moins étudiées que des périodes plus anciennes⁸. Malgré cette réserve, toute nouvelle recherche dans ce domaine peut s'appuyer sur un nombre de travaux conséquents traitant de l'histoire des politiques publiques environnementales en France⁹ comme à l'étranger¹⁰ ou encore de l'action d'acteurs spécifiques et de militants dans ce domaine¹¹. Par ailleurs,

⁸ Fabien Locher, Grégory Quenet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspective d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009/4, n°56, pp. 7 sqq.

⁹ Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle en France, 1979-1914*, Paris, EHESS, 2010. Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003. Pierre Lascombes (dir.), *Instituer l'environnement. Vingt-cinq ans d'administration de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1999. Graeme Hayes, *Environmental Protest and the State in France*, New York, Palgrave and Macmillan, 2002.

¹⁰ Céline Pessis, *Du développement à l'environnement : sciences agronomiques et engagement politique dans la trajectoire de René Dumont (1930-1992)*, thèse de doctorat en cours sous la direction de Jean-Paul Gaudillière et Dominique Pestre, EHESS. Yannick Mahrane, *Mesurer et monétiser pour gouverner la nature et la biodiversité. Les circulations de concepts et de métaphores entre écologie et économie, des « ressources » aux « services écosystémiques » (1960-2000)*, thèse de doctorat en cours sous la direction de Jean-Paul Gaudillière et Christophe Bonneuil, EHESS/Centre Alexandre Koyré.

¹¹ Daniel Boulet, « La politique de l'environnement industriel en France (1960-1990). Pouvoirs publics et patronat face à une diversification des enjeux et des acteurs », in Stéphane Frioux, Vincent Lemire (dir.), *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2012/1, n°113, pp. 155-168. Renaud Bécot, « Essor et mutation des préoccupations environnementales dans les organisations syndicales de salariés dans le second vingtième siècle en France », thèse de doctorat en cours sous la direction de Geneviève Massard-Guilbaud, EHESS. Maurice Le Démezet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne. La SEPNB (1953-2003)*, Rennes, PUR, 2003. Jean-François Malange, *Histoire sociale des pratiques de pêche à la ligne en*

compte tenu de la spécificité de la France dans ce domaine, de nombreuses recherches ont été consacrées à la question de l'énergie nucléaire¹².

En dépit de la qualité de ces travaux, il subsiste une analyse persistante selon laquelle la France entretiendrait une relation spécifique à la nature, se montrant en définitive peu sensible aux enjeux environnementaux. Roger Cans ouvre ainsi l'avant-propos de son ouvrage consacré à une histoire générale des mouvements écologistes en constatant que la conscience écologique a été tardive et timide en France comparée à « l'amour spontané de la nature manifesté par nos voisins anglo-saxons, germaniques et scandinaves »¹³. Si l'on suit cet auteur, il existerait donc un obstacle culturel – peut-être la latinité – à l'émergence d'une sensibilité à l'égard de la nature en France. Une telle analyse n'est pas isolée et se retrouve, sous des formes parfois euphémisées, dans les travaux de recherche plus récents. Il est ainsi souvent soutenu que l'histoire environnementale serait apparue aux Etats-Unis alors que la France serait restée en retrait¹⁴. De même, en 2010, l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) consacre un grand colloque à « une protection de la nature et de l'environnement à la française ? » pour s'interroger sur les éventuelles spécificités du pays sur ces questions¹⁵.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la principale synthèse consacrée à l'histoire de la place de la nature et de l'environnement en France depuis la Seconde Guerre mondiale s'ouvre sur ces prémisses. *The light green society*, écrit par Michael Bess¹⁶, entend en effet démontrer que la France entretient un rapport spécifique à la nature et aux questions environnementales qu'il qualifie de « verdissement partiel »¹⁷. Ainsi, loin d'être un pays peu sensible à ces enjeux, comme l'importance du programme électronucléaire le

France de 1829 à 1941 : aux origines d'une conscience environnementale, thèse de doctorat en histoire, Université de Toulouse 2, 2011.

¹² Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France : Energie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 2004. Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, thèse de doctorat en histoire des sciences et des techniques, EHESS, 2010.

¹³ Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, p. 9.

¹⁴ Fabien Locher, Grégory Quenet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspective d'un nouveau chantier », *art. cit.*, p. 8.

¹⁵ « Une protection de la nature et de l'environnement à la française ? », colloque de l'AHPNE organisé par Charles-François Mathis et Jean-François Mouhot, Paris, 23-25 septembre 2010, <http://ahpne.fr/spip.php?rubrique53>, consulté le 05/06/2014.

¹⁶ Une traduction française est parue récemment : Michael Bess, *La France vert clair. Ecologie et modernité technologique 1960-2000*, Seyssel, Champ Vallon, 2011. Nous l'avons lu dans sa version originale, *The light green society : ecology and technological modernity in France 1960-2000*, Chicago, Chicago University Press, 2003.

¹⁷ *Ibid.*, p. 4.

laisserait penser, la France serait un hybride où cohabiteraient harmonieusement deux tendances en apparence antagonistes associant la recherche incessante de la modernité technologique et la nostalgie lancinante pour un monde rural qui s'en va¹⁸. Bien qu'il lui apporte de sérieuses nuances, Michael Bess reprend donc la thèse d'une spécificité de la France dans son rapport à l'environnement.

La parution de la traduction française de cet ouvrage a conduit à la parution de plusieurs comptes-rendus détaillés qui en ont souligné les limites, appelant à la conduite de nouveaux travaux dans ce domaine. Geneviève Massard-Guilbaud relève ainsi qu'il est profondément problématique de postuler « une spécificité de la France dans le domaine de l'environnementalisme » sans mettre en œuvre une série de comparaisons avec d'autres pays qui permettraient de démontrer rigoureusement cette position¹⁹. Par ailleurs, faire de la nostalgie d'un monde paysan immémorial en voie de disparition le fondement de la prise de conscience environnementale en France apparaît comme un point de vue très américano-centré, qui ferait de la campagne le pendant français de la *wilderness* américaine. Or, une telle perspective occulte d'autres perceptions de l'environnement qui ont pourtant joué un rôle fondamental dans l'avènement du tournant environnemental²⁰. De son côté, François Jarrige considère que faire de la société vert-claire un hybride idéal qui concilie modernité et ruralité dans une synthèse proprement française du développement durable revient à occulter les conflits et les rapports de force socio-politiques qui conduisent à cette configuration spécifique²¹.

Le travail de Michael Bess en postulant l'existence d'une culture environnementale nationale, calquée sur l'idée d'une culture politique nationale chère aux politologues américains, évacue donc la conflictualité et la concurrence des visions des rapports de l'homme à son environnement. Dans cette perspective, une étude précise de la démarche des écologistes et de leurs positions à l'égard des pouvoirs publics et du champ politique apparaît d'autant plus nécessaire.

La science politique : intégrer l'écologisme à une théorie globale de la société des années soixante-dix

¹⁸ *Ibid.*, p. 7-8.

¹⁹ Geneviève Massard-Guilbaud, « La France, une « société vert clair » ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 206.

²⁰ *Ibid.*, p. 209.

²¹ François Jarrige, « De l'écologie politique en France », *La vie des idées.fr*, 13 décembre 2011, p. 5, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20111213_jarrigevertclair.pdf.

Les mouvements écologistes sont un phénomène relativement nouveau au regard des perspectives habituelles de la discipline historique ; il n'est donc pas étonnant que les premiers travaux dans ce domaine aient été avant tout le fait de politologues²² et de sociologues ou encore de journalistes²³.

Ainsi, dès la fin des années soixante-dix, plusieurs articles se saisissent de cette actualité pour analyser le vote écologiste²⁴, les conflits environnementaux²⁵ ou encore les idées professées par le mouvement²⁶. Néanmoins, au-delà de ces travaux isolés, dont l'intérêt n'est pas moins grand, les recherches autour de l'écologisme français et européen se sont très largement appuyées sur deux concepts majeurs issus de la sociologie politique, celui de nouveau mouvement social et celui de structure des opportunités politiques. Or, cette perspective a largement influencé l'approche de l'écologisme dans les premières thèses consacrées à ce courant au cours des années quatre-vingt dix voire au-delà.

Les « nouveaux mouvements sociaux » désignent en sociologie les formes et les types de mobilisations qui émergent dans les années soixante et soixante-dix, qu'il s'agisse de l'écologisme, du féminisme ou du pacifisme²⁷. En France, Alain Touraine a été l'un des principaux promoteurs de ce concept, auquel il a donné un sens particulier, et qu'il a tenté d'appliquer à la contestation antinucléaire²⁸. Par la suite, dans de nombreux travaux ultérieurs consacrés à ces questions jusqu'à la fin des années quatre-vingt dix, le statut de nouveau mouvement social de l'écologisme ne fait aucun doute et ne prête donc à guère à débat, que ce soit dans les premières thèses soutenues dans ce domaine²⁹ ou dans les

²² Dominique Allan Michaud, *Le discours écologique*, certificat international d'écologie humaine, université de Bordeaux 1, 1979.

²³ Roger Cans, *Les flibustiers de la science*, Paris, Sang de la terre, 1997. *Id.*, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006.

²⁴ Daniel Boy, « Le vote écologiste en 1978 », *Revue française de science politique*, 1981/2, vol. 31, pp. 394 *sqq.*

²⁵ Alexandre Nicolon, « Oppositions locales à des projets d'aménagement », *Revue française de science politique*, 1981/2, vol. 31, pp. 417 *sqq.*

²⁶ Claude Journe, « Les idées politiques du mouvement écologique », *Revue française de science politique*, 1979/2, vol. 29, pp. 230 *sqq.*

²⁷ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 62.

²⁸ Alain Touraine et alii, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980, p. 11.

²⁹ Guillaume Sainteny, *La constitution de l'écologisme comme enjeu politique en France*, thèse en science politique, université de Paris-I, 1992. Agnès Roche, *Raisons et significations de l'émergence de l'écologie politique en France à la fin des années 80*, thèse de doctorat en sociologie politique, EHESS, 1992. Bruno Villalba, *De l'identité des Verts. Essai sur la constitution d'un nouvel acteur politique*, thèse de doctorat en science politique, université de Lille II, 1995.

travaux d'Hanspeter Kriesi et son équipe³⁰. Or, cette approche est problématique dans la mesure où le concept de nouveau mouvement social répond à une définition précise qui occulte de nombreux aspects de la diversité de l'écologisme des années soixante-dix.

Pour être considéré comme tel, un nouveau mouvement social doit en effet répondre à plusieurs caractéristiques³¹. Son organisation et son répertoire d'action doivent être marqués par une défiance à l'égard de la hiérarchisation des tâches et de la délégation de pouvoir, ce qui favorise la promotion de formes peu institutionnalisées de protestation (comme le *sit-in*, la grève de la faim ou la recherche du coup d'éclat médiatique). Alors que les organisations anciennes (syndicats ou partis politiques), caractéristiques de la société industrielle, se définiraient en fonction de rapport de classe ou de questions religieuses, les nouveaux mouvements sociaux rejetteraient de telles approches pour exprimer une aspiration à des valeurs non plus quantitatives mais qualitatives, au premier rang desquelles se trouveraient l'autonomie, l'épanouissement individuel ou encore la recherche de temps libre. En cela, les nouveaux mouvements sociaux seraient l'apanage des nouvelles classes moyennes, de la même manière que les syndicats représentaient le monde ouvrier du XIXe siècle³².

Considérer l'écologisme comme un nouveau mouvement social témoigne d'une volonté d'intégrer ce nouveau phénomène dans une réflexion plus large des transformations sociologiques propres à la période dite des « Trente Glorieuses » et de comprendre le choc politique et idéologique suscité par le déclin du marxisme et l'affaiblissement du mouvement ouvrier³³. Pour autant, une telle approche n'est pas sans poser des problèmes de fond car elle assimile l'écologisme à une forme de postmatérialisme tel qu'il a été théorisé par Ronald Inglehart³⁴. Ce faisant, les écologistes se voient presque mécaniquement assignés une identité politique spécifique unilatérale

³⁰ Hanspeter Kriesi, Ruud Koopmans, Jan Willem Duyvendak, Marco G. Giugni, *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.

³¹ Le passage qui suit s'appuie sur la mise au point d'Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 62.

³² Marie-Hélène Bacqué, Stéphanie Vermeersch, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2007, p. 21.

³³ Ronald Inglehart, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993, p. 23.

³⁴ Ronald Inglehart, *La transition culturelle*, *op. cit.*, p. 455.

qui relèverait de la nouvelle gauche sans que cela ne puisse véritablement prêter à discussion³⁵.

En faisant de ce courant le fruit des évolutions sociologiques et économiques de la période de l'après-guerre, le concept de nouveau mouvement social restreint donc la définition de son objet, occultant certaines de ses manifestations plus anciennes. Le féminisme, loin d'apparaître dans les années soixante-dix, a par exemple une longue histoire derrière lui avec une première vague qui prend forme dès la fin du XIX^e siècle pour revendiquer l'égalité des droits politiques entre hommes et femmes³⁶. Il en va de même des mouvements de protection de la nature qui n'attendent pas les années soixante-dix pour se structurer³⁷ tout comme les militants de la cause animale³⁸. Tout indique que la nouveauté des mouvements sociaux est relative : l'analyse de leur situation dans la France des années soixante-dix ne doit donc pas postuler leur apparition *ex-nihilo*.

En outre, les promoteurs de ce concept, en particulier Hanspeter Kriesi et son équipe, considèrent implicitement qu'il existerait différents nouveaux mouvements sociaux stables, cohérents et indépendants les uns des autres tels que le pacifisme, l'écologisme ou la contestation antinucléaire³⁹. Une telle classification est pourtant en contradiction avec l'idée que ces mouvements seraient radicalement hostiles à toute structuration et ne prend pas en compte la fluidité des appartenances militantes observables dans les années soixante-dix. Ainsi, la pertinence du concept de nouveau mouvement social apparaît pour le moins fragile et sa remise en cause doit amener à une réflexion nouvelle sur la réalité de l'écologisme durant les années soixante-dix.

Autre concept particulièrement mobilisé par la sociologie politique durant les années quatre-vingt et quatre-vingt dix, la structure des opportunités politiques semble à l'heure actuelle poser plus de difficultés qu'elle n'en résout dans l'interprétation des transformations politiques et militantes des années soixante-dix⁴⁰.

³⁵ Herbert Kitschelt, « La gauche libertaire et les écologistes français », *Revue française de science politique*, 1990/3, n°40, p. 342.

³⁶ Christine Bard, Frédérique El Amrani, Bibia Pavard, *Histoire des femmes dans la France des XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Ellipses, 2013.

³⁷ Charles-François Mathis, *In Nature We Trust. Les paysages anglais à l'ère industrielle*, Paris, PUPS, 2010.

³⁸ Christophe Traïni, *La cause animale. 1820-1980. Essai de sociologie historique*, Paris, PUF, 2011.

³⁹ Hanspeter Kriesi et alii, *New Social Movements*, op. cit., p. XXIII.

⁴⁰ Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 2002/1, vol. 52, p. 76.

A l'origine, ce concept vise à comprendre l'évolution des mouvements sociaux en s'intéressant à l'environnement politique auquel ils sont confrontés⁴¹. Ainsi, la structure des opportunités politiques sera dite ouverte quand le contexte est favorable à un mouvement et que le système politique se montre réceptif à ses revendications. Inversement, celle-ci sera réputée fermée si un système refuse tout dialogue ou lui préfère la répression⁴². Cette approche a été notamment mobilisée par Hanspeter Kriesi et son équipe dans le cadre d'un ambitieux projet de recherche international mené dans les années quatre-vingt dix visant à comparer l'impact de l'action des nouveaux mouvements sociaux dans quatre pays européens (France, RFA, Hollande, Suisse)⁴³. Elle est également adoptée par Herbert Kitschelt dans son analyse des mouvements antinucléaires en Europe⁴⁴. De même, Guillaume Sainteny considère que la fermeture de la structure des opportunités politiques sous la V^e République est telle qu'elle rend très difficile l'installation dans le champ politique de nouveaux courants. Cette situation expliquerait que les écologistes n'auraient eu d'autre choix que de s'institutionnaliser sous la forme d'un parti politique pour perdurer⁴⁵.

Le grand mérite de ce concept est de souligner que l'étude purement interne d'une contestation ne suffit pas pour comprendre son impact sur la société. La structure des opportunités politiques met donc en lumière l'importance d'une étude précise des relations entre action protestataire et politique conventionnelle⁴⁶. Par ailleurs, ce concept se prête à la mise en œuvre d'une démarche comparatiste à l'échelle européenne qui n'est pas sans intérêt⁴⁷.

De fait, ce concept a connu un grand succès auprès des chercheurs avant d'être remis en cause du fait de sa trop grande plasticité⁴⁸. Ainsi, Hanspeter Kriesi considère d'un côté que la structure des opportunités politiques d'un Etat donné est stable mais, d'un autre côté, il intègre à son analyse des facteurs informels ou conjoncturels comme la victoire de

⁴¹ Lilian Mathieu, « Contexte politique et opportunités », in Olivier Fillieule et alii (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 39 sqq.

⁴² *Ibid.*, p. 40.

⁴³ Hanspeter Kriesi et alii, *New Social Movements*, op. cit., p. XXIII.

⁴⁴ Herbert Kitschelt, « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 1986/1, n°16, pp. 57 sqq.

⁴⁵ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français ?*, op. cit., pp. 12 sqq.

⁴⁶ Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 2002/1, vol. 52, p. 76.

⁴⁷ Marco Giugni, « L'impact des mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes sur les politiques publiques. Le cas des Etats-Unis, de l'Italie et de la Suisse, 1975-1995 », *Revue française de sociologie*, 2001/4, n°42, p. 644.

⁴⁸ Lilian Mathieu, « Contexte politique et opportunités », art. cit., p. 42.

la gauche en 1981, impliquant que cette structure pourrait varier au fil des événements⁴⁹. De ce fait, la valeur heuristique de ce concept se trouve réduite pour en faire un synonyme au terme « contexte ». Par ailleurs, Graeme Hayes a démontré que dans le domaine des politiques publiques environnementales, il est totalement réducteur d'envisager l'Etat comme une entité homogène, à l'action toujours cohérente, réagissant mécaniquement aux stimuli des mouvements sociaux⁵⁰. L'auteur souligne au contraire qu'au sein d'un même Etat, il existe des variations substantielles dans la manière dont les politiques publiques sont menées, tout particulièrement dans le domaine de l'environnement dont la marginalité laisse à l'occasion une marge de manœuvre parfois importante aux acteurs⁵¹. Dans le cas français, la structure des opportunités politiques appliquée à la contestation antinucléaire a installé l'idée que les institutions du pays seraient naturellement peu propices à l'émergence d'un écologisme puissant. A l'évidence, les critiques visant ce concept soulignent la nécessité d'une nouvelle enquête.

Ainsi, la structure des opportunités politiques et le nouveau mouvement social, deux concepts marquants de la sociologie des mouvements sociaux des années quatre-vingt et quatre-vingt dix, ont marqué les analyses de l'écologisme français de leur empreinte en y imprimant plusieurs biais dommageables. Au fil des travaux et des interprétations, leur dimension analytique s'est en effet affaiblie pour en faire un carcan qu'il est désormais nécessaire de dépasser.

La célébration du grand récit écologiste

Une autre tendance marquante de l'historiographie des mouvements écologistes est la propension à s'inscrire dans le cadre d'un « grand récit écologiste »⁵². Celui-ci fait du tournant des années soixante et soixante-dix un moment crucial, une rupture fondamentale dans la marche des sociétés, matrice d'une prise de conscience lente mais continue des dégâts du progrès et des dangers qui pèseraient sur l'environnement⁵³.

⁴⁹ Hanspeter Kriesi et alii, *New Social Movements*, op. cit., p. 247.

⁵⁰ Graeme Hayes, *Environmental Protest and the State in France*, op. cit., p. 45.

⁵¹ *Ibid.*, p. 52.

⁵² Jean-Paul Bozonnet, « Les métamorphoses du grand récit écologiste et son appropriation par la société civile », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 39, n°3, juillet-septembre 2007, p. 311.

⁵³ *Ibidem.*

Le grand récit écologiste a d'abord été façonné par les acteurs du mouvement eux-mêmes dans le courant des années soixante-dix. A leurs yeux, l'évolution de la société industrielle et la crise écologique obligent dès cette époque à opérer un choix fondamental dans un monde confronté à la « fin d'une civilisation »⁵⁴. Dans ces conditions, Pierre Fournier voit dans les premiers militants antinucléaires les hérauts d'une civilisation nouvelle « à la juste mesure de l'homme libre »⁵⁵. Ainsi, les écologistes semblent persuadés que le monde ne peut continuer sans être écologiste⁵⁶ : ils se considèrent alors comme les précurseurs voire les prophètes d'une nouvelle ère qui, parce qu'ils sont en avance sur leur temps, sont condamnés à ne pas être totalement compris.

Il n'est guère étonnant que les militants d'une cause nouvelle cherchent à en assoir la légitimité et à en montrer le caractère essentiel. En tant que telles, ces déclarations ne suffisent donc pas à fonder un « grand récit écologiste » susceptible d'être repris et développé en dehors des cercles les plus convaincus. Il est donc intéressant de relever que ces prises de position ont inspiré les analyses élaborées *a posteriori* sur le mouvement et ses origines. Yves Frémion consacre ainsi le second chapitre de son *Histoire de la révolution écologiste* aux « Pionniers et penseurs de l'écologie moderne. Avant la politique »⁵⁷. Loin de nuancer la chronologie du grand récit écologiste, cette généalogie intellectuelle ne fait que le conforter : la période antérieure aux années soixante-soixante-dix ne prend véritablement son sens qu'à la faveur de la grande mutation qui donne naissance à l'écologisme. Ce grand récit se déploie alors à la manière des âges de la vie. A la jeunesse turbulente des années soixante et soixante-dix, caractérisée par les mouvements sociaux et les premières incursions en politique succéderait l'institutionnalisation partidulaire des années quatre-vingts marquant le passage à l'adolescence⁵⁸. De même, Jean-Paul Bozonnet, pourtant à l'origine du concept de « grand récit écologiste », concède que « la défense de la nature a pu être une préoccupation ancienne mais le mouvement écologiste n'en est pas moins un phénomène radicalement nouveau, qui remonte à la fin des années soixante : « Rupture avec les idées passées : l'écologisme se sentira mal à l'aise dans les idéologies désormais révolues de

⁵⁴ René Dumont, *L'utopie ou la mort !*, Paris, Seuil, 1974 [1973 pour la première édition], p.3. C'est ainsi que l'auteur intitule l'introduction de son ouvrage.

⁵⁵ Pierre Fournier, « Premier et dernier éditorial », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 4.

⁵⁶ [Mouvement Ecologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 12.

⁵⁷ Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke, 2007, pp. 29 *sqq.*

⁵⁸ Jean-Luc Bennahmias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs*, Paris, Albin Michel, 1992, p. 13.

l'aventure industrielle, et il revendiquera constamment le fait de se trouver « ailleurs »⁵⁹.

La reprise de l'idée de grand récit écologiste par les chercheurs s'explique par la circularité du discours savant et du discours militant sur ces questions⁶⁰. De par leur profil sociologique, les écologistes sont en effet capables de s'ériger en expert de leur propre cause et d'élaborer une analyse qui reprenne les codes en vigueur dans le monde académique, facilitant ainsi la circulation des analyses entre ces deux univers sociaux⁶¹. De fait, l'idée d'une prise de conscience portée par les classes moyennes et révélatrice de nouvelles valeurs caractéristiques d'une société postindustrielle est congruente avec la théorie des nouveaux mouvements sociaux. La cohérence conceptuelle et militante est un facteur crucial dans l'émergence de ce grand récit mais celui-ci présente l'inconvénient majeur de conduire à l'installation d'une vulgate dont il est difficile de s'extraire. Ainsi, l'idée d'un grand récit écologiste est d'autant plus acceptée qu'elle s'insère dans un courant de pensée vaste et divers qui voit dans le dernier tiers du XX^e siècle le début d'une transformation de grande ampleur, que certains qualifient de postmodernité et d'autres de modernité avancée⁶², dont l'écologisme serait l'une des facettes.

En retraçant le développement inexorable de l'écologisme depuis les réflexions isolées de quelques penseurs jusqu'à l'institutionnalisation et la prise de conscience généralisée, le grand récit écologiste postule donc une différence incommensurable entre un avant et un après, entre une ère industrielle et une hypothétique ère écologique. De ce fait, une telle vision des choses naturalise des processus sociaux, politiques et culturels complexes et heurtés et s'interdit d'envisager sur le long terme les raisons de l'émergence de ce courant ou les motifs de son originalité.

Ainsi, à l'image du grand récit national, celui porté par les écologistes est par essence normatif ; en cela, il occulte autant qu'il révèle. La mise en œuvre d'une histoire incarnée de l'écologisme français passe donc nécessairement par sa déconstruction, qui, plus

⁵⁹ Jean-Paul Bozonnet, « Introduction » in Jean-Paul Bozonnet, Joël Jakubec (dir.), *L'écologisme à l'aube du XXI^e siècle. De la rupture à la banalisation ?*, Chêne-Bourg/Genève, Georg Editeur, 2000, p. 12.

⁶⁰ Sylvie Ollitrault, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 1996/9, n°36, p. 142.

⁶¹ *Ibid.*, p. 157.

⁶² Yves Bonny, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou postmodernité ?*, Paris, Armand Colin, 2004. S'inscrivent dans ce courant de pensée des chercheurs tels qu'Ulrich Beck (*La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2008) ou encore Anthony Giddens (*Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 2000).

largement, implique un examen critique de la manière dont est conçue l'histoire des mouvements sociaux dans les années soixante et soixante-dix. Notre démarche repose sur ces prémices.

L'écologisme français entre histoire politique et histoire environnementale

Problématique générale

Consacré à l'émergence et à la construction des mouvements écologistes français de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingt, ce travail a pour ambition d'associer les démarches propres à l'histoire environnementale et à l'histoire politique. En effet, durant cette période, les écologistes refusent de se considérer comme un courant politique classique qui se cantonnerait aux seules activités électorales ; leur objectif est de travailler, par divers procédés, à la remise en cause de la société industrielle et à la résolution de la crise écologique. Dès lors, laisser de côté les conflits environnementaux et notamment les manifestations antinucléaires, les réflexions autour d'une écologie de la vie quotidienne ou encore la définition de la crise écologique reviendrait à amputer notre objet d'étude d'aspects cruciaux.

Cependant, la mobilisation conjointe de l'histoire environnementale et de l'histoire politique ne va de soi. Il est donc nécessaire de se pencher sur les spécificités de ces deux démarches historiographiques avant de détailler les enjeux de cette étude.

Apparue aux Etats-Unis dans les années soixante dans le sillage de la *new left history*, l'histoire environnementale est alors portée par de jeunes historiens comme Roderick Nash⁶³ ou Donald Worster⁶⁴ qui conçoivent leur pratique comme un acte militant visant à révéler la dégradation des écosystèmes en faisant une place aux non-humains dans le récit historique⁶⁵. Inspirée par l'importance des enjeux environnementaux dans le débat contemporain, la recherche historique dans ce domaine a également été stimulée par les

⁶³ Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 2001 [1967 pour la première édition].

⁶⁴ Donald Worster, *Dust Bowl: The Southern Plains in the 1930s*, Oxford, Oxford University Press, 2004 [1979 pour la première édition].

⁶⁵ Fabien Locher, Grégory Quenet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56/4, 2009, pp. 7-8.

réflexions des anthropologues et des philosophes qui font de la relation de l'homme à son environnement un facteur essentiel et trop souvent négligé de l'évolution des sociétés. En cela, l'histoire environnementale ne saurait être réduite à la seule étude rétrospective de la protection de la nature.

Ce constat implique notamment de revenir sur une séparation trop nette entre ce qui relèverait de la culture, qui appartiendrait alors au domaine de l'historien et des autres chercheurs en sciences humaines, et ce qui appartiendrait à la nature, qui serait l'apanage des sciences dites exactes⁶⁶. De fait, comme le souligne Bruno Latour, la dichotomie nature/culture, souvent considérée comme l'un des fondements de la modernité, ne résiste pas à l'analyse car l'homme est perpétuellement contraint d'inventer des « hybrides » qui permettent de faire le lien entre ces deux dimensions⁶⁷. Or, ces constructions peuvent d'autant plus varier que la définition de la nature est relative à une culture donnée et, en tant que telle, est susceptible de varier notablement⁶⁸. Fort de ces réflexions, Joachim Radkau considère que l'histoire environnementale ne doit pas avoir pour projet de démontrer comment l'humanité a profané une nature immaculée mais doit rendre compte des processus d'organisation et de déclin des combinaisons hybrides entre la nature et la culture⁶⁹.

A l'heure actuelle, l'histoire environnementale s'est divisée en plusieurs rameaux qui ont adopté des perspectives différentes. L'étude de l'évolution des environnements peut ainsi être envisagée sur le temps long, dans une optique braudélienne où le rôle de l'homme est finalement limité⁷⁰. D'autres chercheurs envisagent leurs travaux dans la perspective d'une histoire globale, partant du principe que les problèmes environnementaux ignorent les frontières⁷¹.

⁶⁶ Dipesh Chakrabarty, "The Climate of History: Four Theses", *Critical Inquiry*, winter 2009, n°35, pp. 201-202.

⁶⁷ Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 2001.

⁶⁸ Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

⁶⁹ Joachim Radkau, *Nature and Power, A Global History of the Environment*, New York and Washington D.C., Cambridge University Press and German Historical Institute, 2008, p. 4.

⁷⁰ Corinne Beck, Robert Delort (dir.), *Pour une histoire de l'environnement*, Paris, CNRS Editions, 1993. Emmanuel Leroy Ladurie, *Histoire humaine et comparée du climat*, Paris, Fayard, 2009.

⁷¹ John R. McNeil, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010. Joachim Radkau, *Nature and Power, op. cit.*

Une troisième tendance cherche pour sa part à associer l'histoire environnementale à d'autres traditions historiographiques, qu'il s'agisse de l'histoire culturelle⁷² ou de l'histoire sociale. Dans cette optique, Geneviève Massard-Guilbaud et Stephen Mosley insistent sur le fait que les enjeux environnementaux sont fréquemment traversés par des controverses liées aux relations de genre ou aux tensions entre classes sociales ou entre ethnies, ce qui doit notamment amener à envisager conjointement ces différents enjeux⁷³. Il a ainsi été démontré aux Etats-Unis que les comtés où les communautés noires sont majoritaires ont plus de risque d'accueillir des industries polluantes ou des centres de traitement des déchets dangereux⁷⁴. Une telle approche est précieuse pour la compréhension des mouvements écologistes car elle souligne que les conflits environnementaux ne sont pas uniquement le fait d'une classe moyenne soucieuse de préserver pour elle-même un cadre de vie agréable. Désormais bien identifiés aux Etats-Unis, les mouvements se réclamant de la justice environnementale commencent à être étudiés en France et laissent augurer un renouvellement de la compréhension du militantisme dans ce domaine⁷⁵.

Quant à l'histoire politique, elle a connu depuis deux décennies un grand essor en s'enrichissant d'apports conceptuels venus d'autres traditions historiographiques – comme dans l'histoire culturelle du politique⁷⁶ – ou en dialoguant avec d'autres disciplines⁷⁷. Ces évolutions ont ainsi permis de jeter un regard neuf sur des objets classiques tels les origines des partis⁷⁸, les réseaux militants⁷⁹, les études de cas locales⁸⁰

⁷² William Cronon, "The Trouble with Wilderness; or, Getting back to the Wrong Nature", in William Cronon (ed.), *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, New-York, W. W. Norton and Co, 1990, pp. 69-90.

⁷³ Geneviève Massard-Guilbaud, Stephen Mosley, "Breaking Down Borders: Integrating the Social and Environmental in History", in Geneviève Massard-Guilbaud, Stephen Mosley (ed.), *Common Ground: Integrating the Social and Environmental in History*, Newcastle-upon-Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2011, p. 4.

⁷⁴ Michael Egan, "Subaltern Environmentalism in the United States: A Historiographic Review", *Environment and History*, 2002/1, n°8, p. 22.

⁷⁵ Geneviève Massard-Guilbaud, Richard Rodger, "Reconsidering Justice in the Past Cities: When Environmental and Social Dimension Meet", in Geneviève Massard-Guilbaud, Richard Rodger (ed.), *Environmental and Social Justice in the City. Historical Perspectives*, Isle of Harris, White Horse Press, 2011, p. 4.

⁷⁶ Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998/1, n°57, p. 125.

⁷⁷ Michel Offerlé, Henry Rousso, « Le goût de l'indiscipline et de la curiosité », in Michel Offerlé, Henry Rousso (dir.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 11.

⁷⁸ Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

ou encore les modes de socialisation politique⁸¹. Ces nouvelles orientations historiographiques sont décisives pour amener l'historien du politique à s'intéresser aux mouvements écologistes. L'étude de ces derniers a en effet longtemps été délaissée au profit de formations plus structurées et plus anciennes et, en tant que telles, réputées plus fortes, donc, implicitement, plus intéressantes, comme le PCF⁸². A l'inverse, à l'heure actuelle, la crise des modes de représentation rend l'étude des partis politiques classiques moins attrayante et incite à la prise en compte de structures plus souples, tels que les associations ou encore les collectifs électoraux, qui assurent une fonction de socialisation politique⁸³.

A la croisée de cette histoire politique renouvelée et d'une histoire environnementale en pleine émergence, notre travail sur les mouvements écologistes envisagés du point de vue des groupes amène donc à se confronter à un certain nombre d'enjeux qu'il convient désormais de détailler. Dans quelle mesure la prise en compte des enjeux environnementaux conduit-elle à reconsidérer la chronologie politique communément admise ? Comment l'émergence et la structuration des mouvements écologistes remettent-elles en cause l'équilibre entre ce qui est traditionnellement considéré comme politique et ce qui ne l'est pas ? Quels sont les usages politiques possibles de la nature ? Comment les clivages politiques, sociaux et culturels induisent-ils chez les militants différentes approches de l'écologisme ?

Premier enjeu. Le tournant environnemental à la croisée des chronologies

Durant une longue période, les années soixante et soixante-dix, alors peu arpentées par les historiens, ont fait l'objet d'une approche chronologique relativement consensuelle.

⁷⁹ François Prigent, « Les élus socialistes en Bretagne : réseaux, trajectoires et identités des années 1930 aux années 1980 », in Christian Bougeard (dir.), *Un siècle de socialismes en Bretagne, de la SFIO au PS (1905-2005)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

⁸⁰ Tudi Kernalegenn, François Prigent, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

⁸¹ Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

⁸² Julien Fretel, Rémi Lefebvre, « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique », in Michel Offerlé, Henry Rousso (dir.), *La fabrique interdisciplinaire, op. cit.*, pp. 149 *sqq.*

⁸³ François Audigier, « Enjeu – Le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/4, n°96, p. 130.

D'un côté, Jean Fourastié avait, par une formule heureuse, installé l'idée que ces décennies constituaient le cœur et le crépuscule des « Trente Glorieuses » marquées par une croissance économique forte et durable, par l'avènement de la société de consommation et d'une manière générale par le progrès social⁸⁴.

D'un autre côté, à partir des années quatre-vingt, les deux décennies précédentes ont commencé à être considérées comme la matrice d'un tournant environnemental marqué par une réflexivité nouvelle des sociétés à l'égard de leur environnement⁸⁵ : cette période a donc là encore été regardée de manière positive par les chercheurs.

Ces deux approches chronologiques, parallèles l'une à l'autre plutôt qu'entremêlées, ont longtemps été tenues pour acquises. Or, de nombreux débats historiographiques tendent désormais à les remettre en cause : l'étude des mouvements écologistes, qui émergent et se structurent précisément à cette époque, permet alors d'éclairer une « période faillée, aux chronologies entremêlées, décalées et parfois cumulées »⁸⁶.

L'idée selon laquelle les années soixante et soixante-dix constitueraient la matrice d'un tournant environnemental décisif a d'abord été développée durant les années quatre-vingt par Ulrick Beck dans *La société du risque*⁸⁷. Dans cet ouvrage au grand retentissement, l'auteur annonce l'avènement d'une nouvelle modernité caractérisée par sa réflexivité à l'égard des innovations techniques. Désormais conscients que celles-ci pourraient donner lieu à des catastrophes d'une incommensurable ampleur, les individus seraient à même de s'interroger sur l'opportunité de recourir à telle ou telle technologie au regard des risques pour l'environnement et les hommes⁸⁸. Cette prise de conscience, dont l'émergence des mouvements écologistes ne serait qu'une manifestation parmi d'autres, aurait des conséquences sur l'ensemble de la société amenant « la fin de la société industrielle classique et de ses catégories : la souveraineté nationale, la

⁸⁴ Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979. Voir également Régis Boulat, « Jean Fourastié ou le prophète repentant », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006/3, n°91, pp. 111-123.

⁸⁵ Jean-Baptiste Fressoz, Fabien Locher, « Le climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », *La vie des idées.fr*, 20 avril 2010, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20100420_climat.pdf, p. 2.

⁸⁶ Jean Vigreux, *Histoire de la France contemporaine. T. 9. Croissance et contestations (1958-1981)*, Paris, Seuil, 2014, p. 12.

⁸⁷ Ulrick Beck, *La société du risque*, op. cit., p. 37.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 37.

systématicité du progrès, les classes, la valorisation de la notion de mérite, la nature, la réalité, la connaissance scientifique, etc. »⁸⁹.

La thèse d'Ulrich Beck a notamment été reprise par les chercheurs qui étudient l'émergence d'une démocratie technique⁹⁰, caractérisée par de nouveaux modes de gouvernance des innovations et des risques technologiques, marqués par l'apparition de nouvelles formes de régulation des conflits⁹¹. Ainsi envisagées, les années soixante et soixante-dix constitueraient une rupture nette, quasi-anthropologique, avec la période précédente.

Sur cette question, une seconde école rejette l'idée d'un caractère décisif du tournant environnemental et entend démontrer que la réflexivité des sociétés à l'égard des progrès techniques, loin d'être un phénomène récent, est une démarche beaucoup plus ancienne dont les manifestations ont varié selon les époques⁹². Mobilisant les outils de l'histoire environnementale, Jean-Baptiste Fressoz démontre ainsi que dès le XIX^e siècle, des voix se sont inquiétées des dangers liés à l'éclairage au gaz ou à l'inoculation⁹³. De même, dès la fin du XVIII^e siècle, les sociétés modernes s'inquiètent des conséquences du déboisement sur le climat, émettant l'hypothèse que l'homme peut l'altérer par ses activités⁹⁴. D'autres recherches ont démontré que des mouvements sociaux se sont émus dès le XIX^e siècle des conséquences sanitaires de l'industrialisation⁹⁵, de la transformation des paysages⁹⁶ ou encore des risques de dégénérescence liés à la vie moderne⁹⁷. A tout le moins, ces travaux suggèrent que l'exceptionnalisme du tournant environnemental devrait être nuancé.

⁸⁹ Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2008, p. 18.

⁹⁰ Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

⁹¹ Daniel Boy, Dominique Donnet Kamel, Philippe Roqueplo, Un exemple de démocratie participative : la « conférence de citoyens » sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de science politique*, 2000/4-5, vol. 50, pp. 779-810.

⁹² Jean-Baptiste Fressoz, Fabien Locher, « Le climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », *art. cit.*, p. 2.

⁹³ Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil, 2012, p. 8.

⁹⁴ Jean-Baptiste Fressoz, Fabien Locher, « Le climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », *La vie des idées.fr*, 20 avril 2010, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20100420_climat.pdf, p. 2.

⁹⁵ Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle en France, 1789-1914*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010, p. 69.

⁹⁶ Charles-François Mathis, *In Nature We Trust. Les paysages anglais à l'ère industrielle*, Paris, PUPS, 2010, pp. 82 *sqq.*

⁹⁷ Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme. Le mythe du retour à la nature*, Rennes, PUR, 2004, p. 9.

Dans cette perspective, ces chercheurs les plus critiques considèrent que l'enjeu essentiel n'est pas de vanter la réflexivité des sociétés mais de comprendre « pourquoi, en toute connaissance de cause, « les « modernes » ont détruit leur environnement »⁹⁸. Le tournant environnemental perdrait alors son caractère exceptionnel et ne pourrait être envisagé que dans un cadre plus large, l'Anthropocène, période qui débute avec l'invention de la machine à vapeur à la fin du XVIII^e siècle, au cours de laquelle l'humanité serait devenue une force géologique de première grandeur⁹⁹.

Parce que les mouvements écologistes ont tenu un discours accréditant l'idée d'un tournant environnemental, leur étude peut apporter une contribution intéressante à ce débat historiographique. Par ailleurs, les réflexions autour de l'anthropocène invitent à tout le moins à ne pas postuler la nouveauté radicale et absolue de la démarche écologiste et amènent à s'interroger sur leur enracinement historique dans une généalogie intellectuelle et militante renouvelée.

Dans une autre perspective, les recherches récentes sur les années soixante et soixante-dix contribuent à remettre en cause la notion de « Trente Glorieuses » dont l'utilisation pour caractériser la période s'étendant de l'après-guerre au choc pétrolier ne suscitait jusqu'à une date récente aucune objection¹⁰⁰. Ainsi, à rebours d'une tendance à l'idéalisation nostalgique des *sixties*, où les jeunes n'auraient connu que la libération des mœurs et le plein-emploi, les promoteurs du concept d'« années 68 » proposent un autre découpage chronologique¹⁰¹.

Ces derniers soulignent la nécessité d'aller au-delà de Mai 68 pour replacer cet événement dans une perspective chronologique et spatiale plus large ; cette nouvelle approche présenterait l'intérêt de ne pas considérer cet épisode comme une éruption incompréhensible, un éclair dans un ciel sans nuage. Les « années 68 » invitent au contraire à décentrer le regard et à envisager la période qui s'étend du début des années soixante à la fin des années soixante-dix comme un ensemble chronologique cohérent marqué par une forte conflictualité sociale, d'intenses affrontements politiques et une

⁹⁸ Jean-Baptiste Fressoz, « L'apocalypse joyeuse : réfléchir sans rien changer », *La vie des idées.fr*, 19 octobre 2012, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20121019_fressoz-3.pdf, p. 6.

⁹⁹ Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris Seuil, 2013, p. 8.

¹⁰⁰ Rémy Pawin, « Retour sur les « Trente Glorieuses » et la périodisation du second XX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60, p. 157.

¹⁰¹ Jean-Philippe Legois, Francis Parent, Franck Veyron, Xavier Vigna, « Les années 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand, *Les années 68. Un monde en mouvement*, Paris, Syllepse, 2008, pp. 13 *sqq.*

effervescence culturelle multiforme¹⁰². A l'heure actuelle, les chercheurs redécouvrent donc l'intensité et l'inventivité des conflits sociaux¹⁰³, mettent en lumière le manque de confiance des contemporains dans la durabilité de la situation économique¹⁰⁴ ou encore sur l'accélération de la dégradation de l'environnement après la Seconde Guerre mondiale¹⁰⁵.

Cette approche est ainsi très attentive aux critiques à l'égard de la société industrielle et à la circulation de celles-ci au sein de groupes sociaux différents¹⁰⁶, notamment au sein des groupes jugés jusqu'à présents marginaux. Notre travail sur les mouvements écologistes s'inscrit dans cette démarche en ne considérant pas ce courant comme un phénomène clos ou replié sur lui-même. Compte tenu des premières conclusions tirées du recours au concept d'années 68, il semble au contraire nécessaire d'envisager la manière dont la circulation des pensées critiques a pu influencer les militants écologistes et comment les luttes ont pu se féconder les unes les autres à l'échelle de ces deux décennies.

Loin d'être gratuits, ces débats portant sur les découpages chronologiques du second vingtième siècle permettent donc de révéler des points aveugles de l'historiographie tant en histoire environnementale qu'en histoire politique. Ils contribuent à renforcer l'approche problématisée des mouvements écologistes. En retour, l'étude de ce courant politique devrait permettre d'éclairer ces débats sous un nouveau jour.

Deuxième enjeu. Les multiples avatars de la politisation

A l'orée des années soixante-dix, les mouvements écologistes français choisissent très rapidement d'investir le terrain électoral, décision qui illustre une politisation plus large de leur action. Sur le moment, les militants présentent ce processus comme le résultat d'une prise de conscience inévitable des implications politiques des enjeux

¹⁰² *Ibidem*.

¹⁰³ Vincent Porhel, « Introduction. L'Ouest dans l'historiographie des années 68 : nouvelle approche, nouveaux enjeux », in Christian Bougeard, Vincent Porhel, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, PUR, 2012, p. 14.

¹⁰⁴ Rémy Pawin, « Retour sur les « Trente Glorieuses » et la périodisation du second XX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60, p. 156.

¹⁰⁵ Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013, p. 8.

¹⁰⁶ Xavier Vigna, Michelle Zancarini-Fournel, « Les rencontres improbables dans les « années 68 » », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n°101, pp. 163-177.

environnementaux ; il serait en quelque sorte naturel que les conflits environnementaux et le spectacle de la dégradation des écosystèmes amènent les militants à la critique générale d'un système politique et social. Pourtant, une telle approche du processus de politisation de l'écologisme apparaît simpliste et doit donc être revue

D'une part, ainsi décrit, le phénomène se rapproche du modèle de la prise de conscience marxiste-léniniste dans lequel un petit groupe de militants professionnels devraient éveiller les masses¹⁰⁷. Or, cette vision assigne un rôle messianique à l'écologisme, le ramenant à un statut de grand récit coupé de la réalité des évolutions de la société¹⁰⁸. D'autre part, la notion de prise de conscience ne retient de l'activité politique que la défense de l'intérêt général et la célébration de la vie de la cité, autrement dit ses fonctions les plus nobles¹⁰⁹. Pourtant, le concept de politisation suggère que les processus à l'œuvre sont beaucoup plus complexes et équivoques.

Plus généralement, l'entrée en politique est souvent jugée selon des critères moraux, tour à tour présentée comme l'aboutissement nécessaire de principes désintéressés ou dénoncée comme un dévoiement des idéaux originels au nom d'une ambition personnelle condamnable. C'est pourquoi le concept de politisation se révèle particulièrement précieux pour analyser la démarche des écologistes sans être prisonnier du discours tenu par les acteurs du mouvement.

La candidature de René Dumont à la présidentielle de 1974 apparaît comme l'une des manifestations les plus spectaculaires de la politisation précoce de l'écologisme français. Néanmoins, il existe, au-delà de la participation aux élections, de nombreuses autres formes de politisation en apparence plus souterraines et plus diffuses, qualifiées par les chercheurs d'« officieuses » ou d'« informelles » tant elles se distinguent des pratiques ordinairement considérées comme politiques¹¹⁰.

L'organisation de fêtes militantes, les sociabilités associatives quotidiennes, la participation à des réunions d'information ou le dialogue avec des élus locaux sont en effet autant de « formes, [de] pratiques, [d'] activités, [d'] expressions qui, faute de

¹⁰⁷ James C. Scott, *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998, pp. 169 *sqq.*

¹⁰⁸ François Jarrige, « De l'écologie politique en France », *La vie des idées.fr*, 13/12/11, <http://www.laviedesidees.fr/De-l-ecologie-politique-en-France.html>, pp. 8-9.

¹⁰⁹ Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 362.

¹¹⁰ Michel Offerlé, Laurent Le Gall, « Introduction. La politique informelle entre incertitudes et inconstances », in Laurent Le Gall, Michel Offerlé, François Ploux (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIXe-XXe siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 8.

bénéficier d'une reconnaissance et d'une légitimité de la part des prescripteurs et des agents les plus influents du champ, sont « rejetées » en dehors de ce champ quand bien même elles participent, pleinement ou accessoirement, à sa constitution »¹¹¹. De fait, une analyse complète des processus de politisation se doit de prendre en compte ces activités qui constituent souvent l'ordinaire des groupes écologistes qui ne sauraient donc, à cette époque, être assimilés à des partis politiques classiques.

Le phénomène de politisation peut en outre être envisagé comme un processus de « requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités »¹¹². Cette approche convient tout particulièrement à l'analyse de l'écologisme qui repose, du moins en partie, sur une remise en cause de la frontière entre science et politique, entre l'écologie scientifique d'une part et sa déclinaison militante de l'autre. Le concept de politisation conduit alors à s'interroger sur les multiples usages politiques possibles de l'idée de nature.

Pour certains chercheurs, la politisation de la nature peut en effet avoir des conséquences incommensurables. Soulignant que les enjeux environnementaux brouillent la « frontière entre le savant et le politique », Bruno Latour considère que cette forme de politisation est susceptible de transformer radicalement la manière dont les procédures démocratiques sont envisagées¹¹³. Le philosophe souligne par exemple combien les questions climatiques ou encore les débats autour de la brevetabilité du vivant remettent en cause l'idée que les pouvoirs publics seraient les seuls acteurs légitimes pour gérer ces nouveaux problèmes, posant donc des questions cruciales liées à la notion souveraineté¹¹⁴. Cette approche de la politisation peut fournir des outils utiles pour analyser la manière dont les écologistes envisagent la contestation antinucléaire et plus largement les questions énergétiques comme une matrice pour envisager d'autres relations sociales reposant sur des principes antiautoritaires et autogestionnaires

¹¹¹ *Ibid.*, p. 16.

¹¹² Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, *op. cit.*, p. 360.

¹¹³ Bruno Latour, « Pour un dialogue entre science politique et *science studies* », *Revue française de science politique*, 2008/4, vol. 58, pp. 657 et 661.

¹¹⁴ *Ibid.*, pp. 664-665.

Néanmoins, parce qu'elle repose sur une analyse non seulement des discours mais également des pratiques, la politisation ne doit pas uniquement prendre en compte les positions les plus radicales qui appellent à une nécessaire et inéluctable transformation de la société. Il existe en effet d'autres usages politiques de la nature qui impliquent notamment d'analyser les relations entretenues par les militants avec les pouvoirs publics ou encore avec les autres structures partisans¹¹⁵ dont il faudra rendre compte.

Selon Jacques Lagroye, toute démarche de politisation relève de la transgression des frontières établies entre des univers sociaux différents¹¹⁶. En tant que telle, il s'agit d'un processus instable et conflictuel, susceptible d'être combattu par les acteurs politiques déjà en place qui n'ont souvent pas intérêt à voir s'imposer de nouveaux concurrents¹¹⁷. Dès lors, le concept de politisation peut avoir une grande utilité pour mieux évaluer les phases d'expansion et de rétractation d'une définition politique du militantisme écologiste. Cette expansion est notamment visible quand les écologistes appellent dans les années soixante-dix à « faire de la politique autrement »¹¹⁸. Caractéristique des années 68, cette aspiration implique tout à la fois l'idée de transformer la manière dont l'activité politique est conduite, de renouveler les formes de l'action collective tout en influant effectivement sur les politiques menées.

Par ailleurs, en tant que phénomène instable, la politisation peut connaître des phases de rétractation. Comme le démontrent les travaux de Nina Eliasoph, les associations peuvent ainsi être un lieu de neutralisation du politique dès lors que les membres évitent de tenir des propos conflictuels, susceptibles de créer des dissensions au sein du groupe, ce qui remettrait en cause l'objectif de renforcement des liens de sociabilité¹¹⁹. De même, Julian Mischi souligne l'intérêt de ne pas réduire la crise du PCF dans les années quatre-vingt à l'essoufflement de son offre idéologique mais d'analyser concrètement les modalités sociales et historiquement situées de son délitement¹²⁰. Cette perspective

¹¹⁵ Jean-Pierre Raffin, « De l'écologie scientifique à l'écologie politique », in Marc Abélès (dir.), *Le défi écologique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 31.

¹¹⁶ Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, op. cit., p. 362.

¹¹⁷ Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, op. cit., pp. 361-362.

¹¹⁸ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS – Presses Universitaires de Rennes, 2005.

¹¹⁹ Carole Viaud-Gayet, « Est-il devenu indécent de parler politique ? », *La vie des idées.fr*, <http://www.laviedesidees.fr/Est-il-devenu-indecent-de-parler.html>, 08/02/10, p. 3.

¹²⁰ Julian Mischi, « Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste », in Florence Haegel, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de science-po, 2007, p. 63.

implique d'envisager le parti non pas seulement comme une institution mais comme un milieu partisan qui inclut l'ensemble des personnes qui participent de fait aux activités d'un mouvement politique sans y être formellement investis¹²¹. Là encore, ces approches des processus de dépolitisation sont particulièrement adaptées aux écologistes dans la mesure où elles fournissent d'utiles outils conceptuels pour analyser les phénomènes observables à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt quand l'écho de l'écologisme dans la société semble se rétracter

Ces différentes approches du phénomène de politisation sont complémentaires plus qu'exclusives les unes des autres. Elles présentent l'intérêt de problématiser un processus trop souvent présenté comme naturel par les militants tout en faisant le lien entre les enjeux politiques et environnementaux.

Troisième enjeu. Diversité et labellisation de l'écologisme

Il est de coutume de souligner la forte diversité des origines idéologiques et militantes de l'écologisme¹²². De fait, celle-ci semble défier toute analyse et, sur ce point, le constat dressé par Pierre Laborie sur un tout autre sujet semble également valable pour l'écologisme : il « ne sert à rien de s'abuser sur la possibilité de dominer totalement le concept de Résistance et de parvenir à en traduire la réalité dans une synthèse probante. Le phénomène, à la fois protéiforme et unique, est d'une telle complexité et d'une telle plasticité qu'il s'adapte mal à un mode de conceptualisation envisagé comme un corset mal ajusté »¹²³.

De fait, l'écologisme n'est pas un phénomène clos, dont la nature et l'étendue pourraient être définies une fois pour toute ; en constante évolution, il agglomère des groupes aux orientations variées et dont l'implication dans le mouvement peut ne durer qu'un temps avant qu'ils ne s'en éloignent.

Ce constat influe nécessairement sur l'orientation des recherches. André Micoud souligne ainsi l'intérêt d'analyser le parcours des « hommes-Protées » appartenant simultanément à plusieurs univers sociaux (monde associatif, université, haute fonction

¹²¹ *Ibid.*, p. 64.

¹²² Bruno Villalba, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1997/1, n°53, pp. 85-97.

¹²³ Pierre Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Seuil, 2003, cité par Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Perrin, 2013, p. 14.

publique...) et qui participent à la co-construction du champ environnemental¹²⁴. De même, il paraît peu souhaitable de réduire l'écologisme aux seules grandes organisations, telles que les Amis de la Terre ou le Mouvement écologique, qui ont laissé des archives parfois abondantes. La contribution à l'émergence de l'écologisme des associations de protection de la nature, des partis politiques ou encore de la nébuleuse naturiste doit donc faire l'objet d'une analyse approfondie.

La mise en avant de la diversité des groupes qui contribuent à l'émergence de l'écologisme n'a pas seulement pour conséquence de restituer la part d'improvisation inhérente à tout phénomène historique. Elle conduit également à ne pas chercher à assigner à l'écologisme une identité définitive : en fonction des acteurs, du contexte politique et des impératifs stratégiques, ce courant politique a ainsi pu être présenté comme un nouvel avatar de la troisième voie¹²⁵, une expression caractéristique de la société civile¹²⁶ ou un symptôme des aspirations de la classe moyenne¹²⁷. Contre une forme d'histoire intellectuelle du politique¹²⁸, il faut donc reconstituer la part de « bricolage » inhérente à l'invention de toute nouvelle doctrine¹²⁹. De ce fait, au travers des mouvements écologistes, c'est tout un ensemble de pensées politiques alternatives propres aux années 68 qui se trouvent éclairées.

Une telle approche n'est cependant pas sans poser problème car elle risque de réduire l'écologisme à une manifestation arbitraire et contingente, résultat de jeux de langage ou des intérêts sociaux des acteurs impliqués¹³⁰. Comment dès lors analyser l'écologisme sans se borner à constater la diversité de ses influences et de ses constituants ?

Si toute déconstruction comporte un danger relativiste, celui-ci peut néanmoins être conjuré¹³¹. En effet, malgré leur diversité et les multiples formes qu'elles peuvent prendre, les différents avatars de l'écologisme ne peuvent se décliner à l'infini. Claude Lévi-Strauss relève ainsi que le répertoire à disposition pour « bricoler » une pensée

¹²⁴ André Micoud, « Associations et environnement : une « histoire » pleine d'enjeux », in Pierre Lascoumes (dir.), *Instituer l'environnement, op. cit.*, p. 159.

¹²⁵ Thomas Keller, « Les Verts allemands, des troisièmes voies à l'Europe rhénane », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°55-56, 1999, p. 40.

¹²⁶ Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977, p. 46.

¹²⁷ Ronald Inglehart, *La transition culturelle, op. cit.*, p. 455.

¹²⁸ François Chaubet, « Enjeu – Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle. Bilan provisoire et perspective », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n°101, p. 180.

¹²⁹ Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 26.

¹³⁰ Cyril Lemieux, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix*, 2012/4, n°100, p. 180.

¹³¹ Nicolas Mariot, Philippe Olivera, « Constructivisme », in Christian Delacroix, François Dosse, Philippe Garcia, Nicolas Offenstadt, *Historiographies. Tome II. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, pp. 709-710.

mythique est étendu mais « reste tout de même limité »¹³². A bien des égards, les écologistes sont comme le bricoleur dépeint par l'anthropologue :

« Regardons-le [le bricoleur] à l'œuvre : excité par son projet, sa première démarche pratique est pourtant rétrospective : il doit se retourner vers un ensemble déjà constitué, formé d'outils et de matériaux ; en faire, ou en refaire, l'inventaire ; enfin et surtout, engager avec lui une sorte de dialogue, pour répertorier, avant de choisir entre elles, les réponses possibles que l'ensemble peut offrir au problème qu'il lui pose »¹³³.

Ainsi, les militants et les intellectuels combinent, réarrangent, inventent sans pour autant procéder à une création *ex-nihilo* ; ils s'inspirent au contraire des doctrines politiques alors en vigueur, des analyses scientifiques à sa disposition, se plient à un certain contexte social tout en aspirant à le transformer.

Par ailleurs, le bricolage n'est pas une activité gratuite et infinie, elle a un coût et ses résultats sont plus ou moins concluants. C'est pourquoi, progressivement, la construction tend vers une stabilisation sous la forme de tendances au sein du mouvement et d'institutions qui ne sont pas malléables et qui contribuent, progressivement, à structurer l'écologisme, donc à en encadrer la construction¹³⁴.

Ainsi, l'étude de l'émergence et de la construction de l'écologisme observées au niveau des groupes et des militants soulèvent trois enjeux majeurs, tant en histoire environnementale que politique. Elle conduit en effet à s'interroger sur les découpages chronologiques du second XXe siècle, à enrichir notre approche des phénomènes de politisation ainsi qu'à porter un regard nouveau sur la manière dont s'édifie un mouvement politique.

Sources

Parce qu'il traite des années soixante-dix et, dans une moindre mesure, des années quatre-vingt, ce travail s'inscrit dans le cadre de l'histoire du temps présent et s'installe donc sur le « polder » progressivement investi par l'historien à mesure que le temps s'écoule¹³⁵. A bien des égards, cette période constitue donc un « front pionnier » pour

¹³² Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, p. 26.

¹³³ *Ibid.*, p. 28.

¹³⁴ Carole Waldvogel, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2011, pp. 23 *sqq.*

¹³⁵ Jean-François Sirinelli, « L'histoire politique à l'heure du « transnational turn » : l'agora, la Cité, le monde...et le temps », *Revue historique*, n°658, avril 2011, p. 405.

notre discipline avec toutes les difficultés que cela comporte dans la mesure où l'administration de la preuve requiert une « documentation stable, dense et référencée »¹³⁶.

Sur cette question, entreprendre la réalisation de cette thèse constituait à l'origine un pari ; elle supposait en effet de mettre au jour des archives suffisamment variées pour ne pas se contenter des seules sources imprimées et des témoignages oraux qui ont constitué l'essentiel de la documentation des ouvrages antérieurs, qu'ils soient le fait de politologues¹³⁷, de sociologues¹³⁸ ou de journalistes¹³⁹.

D'une manière générale, les chercheurs travaillant sur l'histoire des partis politiques sont confrontés à des situations archivistiques très diverses selon leur objet d'études. Alors que les archives du Parti socialiste ou encore du Parti communiste sont désormais conservées et inventoriées au sein de centres dédiés et ouverts à tous, celles de la majorité des formations de droite pour la même période restent inaccessibles, quand elles n'ont pas tout simplement disparu¹⁴⁰. Or, il est étonnant de constater que malgré une propension des écologistes à mettre en avant la transparence et l'accès des citoyens aux données publiques, il n'existe à l'heure actuelle aucune structure conçue pour entretenir la mémoire du mouvement et stimuler la recherche dans ce domaine. Ainsi, l'écologie politique française n'a jusqu'à présent jamais été en mesure d'organiser un lieu conservant ne serait-ce que les archives des Verts, contrairement à certains de ses homologues européens. En Belgique, Ecolo, parti écologiste francophone et germanophone, a créé dès 1983 le Centre d'études et de formation en écologie (CEFE) devenu Etopia en 2004. Localisé à Namur, il comporte de nombreux fonds d'archives liés à l'écologie belge voire français¹⁴¹. En Allemagne, la Fondation Heinrich-Böll remplit de son côté les mêmes fonctions et conserve notamment les archives des Grünen¹⁴². Néanmoins, la tendance récente des Verts à s'intéresser davantage à leur propre

¹³⁶ *Ibid.*, p. 407.

¹³⁷ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologie française*, *op. cit.*

¹³⁸ Bruno Villalba, *De l'identité des Verts*, *op. cit.*

¹³⁹ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992.

¹⁴⁰ François Audigier, « Enjeu – Le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/4, n°96, p. 134.

¹⁴¹ Marie-Laurence Dubois, « La situation des archives privées environnementales en Belgique francophone : états des lieux et perspectives », *Etopia*, n°13, décembre 2013, pp. 98 *sqq.*

¹⁴² « Archiv Grünes Gedächtnis » <http://www.boell.de/de/gruene-geschichte-zugaenglich-machen>, consulté le 07/06/2014.

histoire¹⁴³ laisse supposer que la très récente Fondation de l'écologie politique jouera à l'avenir pour Europe-Ecologie-les-Verts un rôle similaire à celui de la Fondation Jean-Jaurès pour le Parti socialiste.

Malgré cette situation révélatrice des difficultés d'institutionnalisation de l'écologie politique française dans les années quatre-vingt et quatre-vingt dix, les archives des mouvements des années soixante-dix existent bel et bien et commencent à être accessibles aux chercheurs. Ainsi, celles des Amis de la Terre ont été versées au Centre d'archives contemporaines (CAC) de Fontainebleau en 2004 et constituent un fonds de dix mètres linéaire¹⁴⁴. Par ailleurs, le Musée du Vivant, créé en 2005 par AgroParisTech, se dote progressivement d'un centre d'archives très riche dans ce domaine. C'est ainsi que le château de Grignon (Yvelines) abrite plusieurs fonds intéressant directement notre sujet : ceux de René Dumont, Yves Cochet, Philippe Saint-Marc, Dominique Voynet et surtout les archives des Verts et des mouvements qui les ont précédés. A l'heure actuelle, ces dernières n'ont pas fait l'objet d'un classement définitif et se trouvent donc encore en l'état où les membres du parti les ont laissées. C'est pourquoi notre état des sources indique systématiquement le nom écrit sur le carton et y ajoute un descriptif détaillé, de manière à ce que nos lecteurs puissent retrouver les documents signalés en note après la réorganisation à venir du fonds. Malgré ces contraintes, ces archives contiennent une partie de la correspondance interne aux mouvements et permettent de mieux comprendre la constitution des collectifs électoraux ou encore l'écriture des programmes. Grâce à ces archives, il est possible donc de suivre la construction de l'écologisme de l'intérieur bien plus efficacement que les sources imprimées ne le permettraient.

Pour importante qu'elles soient, ces archives restent souvent parcellaires puisque les mouvements écologistes des années soixante-dix sont peu comparables aux organisations bureaucratiques et centralisées beaucoup plus prodigues dans la production d'écrits¹⁴⁵. Par ailleurs, s'en tenir aux archives des mouvements qui ont précédé les Verts aurait impliqué l'idée qu'il aurait existé, dans les années soixante-dix, un noyau dur de l'écologisme autour duquel l'ensemble de la nébuleuse aurait gravité, en contradiction de nos analyses sur le processus de construction du mouvement.

¹⁴³ Ainsi, l'un des principaux thèmes des journées d'été de Bordeaux d'Europe-Ecologie-les-Verts (21-23 août 2014) portera sur les quarante ans d'histoire du mouvement.

¹⁴⁴ « Amis de la Terre », http://www.developpement-durable.gouv.fr/Repertoire-d-archives-detaille_14695.html, consulté le 07/06/14.

¹⁴⁵ Romain Ducoulombier, « Mission à Moscou : une semaine dans les archives du RGASPI », *ANR PAPRIK@2F*, 23/04/2014, <http://anrpaprika.hypotheses.org/1976>, consulté le 07/07/2014.

Nous nous sommes donc efforcés de compléter cette documentation par l'apport d'autres fonds d'archives permettant de rendre compte de l'activité de groupes apparemment plus marginaux. Ainsi, les archives confédérales de la CFDT (Paris), celles du Centre d'histoire du travail (Nantes), d'Etopia (Namur) ou encore de la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel offrent une diversité de regards sur un même sujet, comme un prisme au travers duquel la lumière serait diffractée. Elles permettent également de ne pas être prisonnier du point de vue des militants parisiens les plus investis, qui sont les principaux producteurs des archives recueillies au Musée du Vivant.

Outre le dépouillement de ces fonds d'archives militants, notre principale difficulté dans l'établissement de l'état des sources a résidé dans l'accès aux archives publiques. La loi du 15 juillet 2008 a introduit le principe de la libre communicabilité des archives ; dès lors, seuls les documents évoquant des intérêts ou des secrets protégés sont censés être concernés par un délai de communication s'échelonnant de vingt-cinq à cent ans selon les cas¹⁴⁶. Ainsi, les archives évoquant des « secrets de la défense nationale, [des] intérêts fondamentaux de l'Etat en matière de politique extérieure [ou de] sécurité de l'Etat » sont protégés durant soixante ans après leur production¹⁴⁷.

Au début de notre travail, nous souhaitions tout particulièrement avoir accès aux archives du ministère de l'Intérieur ayant trait à la surveillance de la contestation antinucléaire. De telles archives n'auraient évidemment pas été exemptes de biais, tout particulièrement dans une période où les services de police sont prompts à voir derrière tout manifestant un militant gauchiste en puissance¹⁴⁸. Leur consultation nous aurait néanmoins permis de mieux cerner les interactions entre les autorités et les manifestants et de disposer d'une source alternative d'information sur le fonctionnement des groupes locaux, leurs effectifs et leurs actions. Au total, nous avons effectué vingt-cinq demandes de dérogation pour pouvoir consulter des cartons ayant essentiellement trait à la surveillance de la contestation antinucléaire mais aussi, plus généralement, aux associations écologistes¹⁴⁹. Aucune dérogation ne nous été accordée alors que cela a été le cas, en 2011, pour 94 % des 1 677 demandes introduites auprès des Archives de

¹⁴⁶ « Archives publiques. Principes généraux », *Commission d'accès aux documents administratifs*, <http://www.cada.fr/archives-publiques,6093.html>, consulté le 07/07/14.

¹⁴⁷ *Ibidem*.

¹⁴⁸ Michelle Zancarini-Fournel, « Récit. 1968-1974. Changer le monde ou changer la vie », in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, Paris, La Découverte, 2008, p. 422.

¹⁴⁹ La liste de ces cartons figure à la fin de notre état des sources.

France¹⁵⁰.

Nous avons donc cherché à palier cette absence en dépouillant le fonds de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, conservé au CARAN (Paris). Accessible lui aussi sous dérogation, celui-ci s'est révélé particulièrement riche dans la mesure où le président et son équipe se sont très tôt intéressés à l'écologie en raison de son poids politique grandissant et de la vigueur de la contestation antinucléaire¹⁵¹. Bien que la consultation de certains cartons nous ait été refusée, nous avons malgré tout pu avoir accès à de nombreux documents analysant l'attitude des écologistes durant les élections ainsi qu'à un certain nombre de rapports de synthèse des Renseignements généraux. De la sorte, nous avons pu compenser en partie le refus qui nous a été opposé lors de nos demandes de consultation des archives du ministère de l'Intérieur.

En outre, nous avons eu recours aux sources imprimées produites en grand nombre par les différents mouvements écologistes dans une période où la « nouvelle presse » est en plein essor¹⁵². L'histoire du temps présent a ceci de particulier que la quantité de documents disponibles excède souvent le temps disponible pour les dépouiller dans leur intégralité. De fait, il nous était impossible de consulter *in extenso* l'ensemble de la presse écologiste de l'époque. Nous nous sommes donc d'abord concentrés sur trois titres choisis en raison de l'importance de leur tirage, de la diversité de leurs positions et de leur pérennité : *Le Sauvage*, *La Gueule Ouverte* et *Le Courrier de la Baleine*, à quoi s'ajoutent plusieurs autres périodiques eux-aussi intégralement dépouillés mais dont la durée de vie a été beaucoup plus courte (*Survivre et Vivre* ou encore *Action écologique*). Par ailleurs, nous avons opéré des sondages dans une quinzaine d'autres titres, principalement édités par des groupes locaux (*Le Vert luisant*, *L'Arapède*...). Outre les informations contenues dans les articles, nous avons systématiquement recueillis les mentions de tous les groupes évoqués dans ces publications de manière à bâtir une base de données d'environ un millier de groupes actifs durant les années soixante¹⁵³. Celle-ci comporte le nom de l'association, son orientation, le département et la ville où elle a été

¹⁵⁰ « Observatoire des dérogations », *Archive de France*, <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/archives-publiques/chiffres-clefs-rapports-et-etudes/observatoire/>, consulté le 07/07/14.

¹⁵¹ Pascal Geneste, (assisté de Violaine Chatelain et Gabrielle Vitali), *Archives de la Présidence de la République. Valéry Giscard-d'Estaing*, Paris, Archives Nationales – Somogy, éditions d'art, 2007.

¹⁵² Laurent Martin, « La « nouvelle presse » en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n°98, p. 57.

¹⁵³ Le principe de constitution de ces bases de données est présenté dans l'annexe 1.

déclarée, la date de sa première mention et, parfois, celle de sa disparition. Si elle n'est pas exempte de biais, cette base de données présente néanmoins l'intérêt de permettre une approche quantitative de l'émergence de l'écologisme dans les années soixante-dix.

Nous avons également dépouillé de manière sélective *Le Monde* sur toute la période étudiée. Le choix de ce quotidien n'est pas uniquement motivé par son statut de journal de référence mais aussi par le fait que Marc Ambroise-Rendu y est responsable de la rubrique « environnement » à partir de 1974. Or, ce journaliste est dès cette époque très investi dans la protection de la nature et de l'environnement, ayant participé au mensuel *Mieux Vivre* en 1971 avant que celui-ci ne fusionne avec *Combat Nature* en 1974¹⁵⁴. Sa présence au sein du *Monde* fait de ce journal l'un des mieux informés de l'époque sur les questions de protection de la nature et de l'environnement, ce qui justifie notre choix.

Enfin, la richesse de l'histoire du temps présent tient en partie au fait que l'historien peut y mobiliser des sources qui font défaut à ses homologues travaillant sur des périodes plus anciennes. Ainsi, les entretiens réalisés avec des acteurs de l'époque, tout comme les archives de l'INA constituent des sources d'information de premier ordre bien que leur maniement requiert des précautions méthodologiques particulières¹⁵⁵. Nous avons donc conduit seize entretiens d'une durée moyenne d'une heure trente en nous efforçant de solliciter des acteurs investis dans l'ensemble des tendances du mouvement. Ces témoignages sont d'une grande importance car ils permettent de porter un autre regard sur certains épisodes où l'informel l'emporte sur la mise en archive, comme lors de la campagne de René Dumont. En outre, nous avons analysé une quarantaine d'émissions et de reportages télévisés, qui nous ont notamment permis de mieux saisir le message des écologistes lors des deux élections présidentielles de 1974 et 1981.

Plan

Ce travail de thèse est divisé en trois parties chronologiques couvrant une période totale d'une quinzaine d'années, allant de la fin des années soixante à 1984. La première se penche sur l'émergence de l'écologisme qui s'opère par l'amalgame instable et

¹⁵⁴ « L'équipe », *Mieux Vivre. Mensuel des mouvements de défense de l'environnement*, n°7-8, juillet-août 1973, p. 2.

¹⁵⁵ Jean-François Soulet, *L'histoire immédiate, historiographie, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2009. Françoise Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2005.

incomplet des formes de militantisme très diverses allant des protecteurs de la nature jusqu'aux naturalistes en passant par les hauts-fonctionnaires impliqués dans l'aménagement du territoire. Cette instabilité est telle que la participation à l'élection présidentielle de 1974 est envisagée non seulement comme un moyen de faire connaître l'écologisme aux Français mais aussi d'en fixer le message en rédigeant un programme, apportant une première définition de ce qu'est l'écologisme.

La deuxième partie s'intéresse aux années 1974-1978 qui apparaissent comme une première apogée des écologistes tant dans les urnes que sur le terrain où la contestation antinucléaire mobilise les foules à défaut d'infléchir le programme conduit par le gouvernement.

Enfin, la troisième partie analyse les « sorties des années 68 », autrement dit la manière dont les militants et les organisations évoluent et s'adaptent à un nouveau contexte politique, social et économique dans lequel la France entre à la fin des années soixante-dix. A bien des égards, la création des Verts en 1984 constitue une réponse aux questions soulevées par ces évolutions, qu'il s'agisse de la banalisation des enjeux environnementaux ou de l'affaiblissement relatif de la contestation sociale qui contraint les militants à s'institutionnaliser pour perdurer.

Première partie. L'insoutenable légèreté de l'écologisme (des années soixante à la campagne de René Dumont)

S'interroger sur l'émergence de l'écologisme dans la France des années soixante-dix confronte immédiatement avec la question des origines. Est-il possible de dater, si possible avec précision, l'apparition de cette nouvelle forme de militantisme ? A l'évidence, l'annonce de la candidature de René Dumont au début du mois d'avril 1974 ne saurait constituer un point de départ satisfaisant. Cette entreprise manifeste certes aux yeux des Français et des partis politiques l'existence d'un mouvement mais il n'en constitue au mieux que l'acte de naissance médiatique. En effet, cette campagne présidentielle répond plus fondamentalement à un besoin et à des insatisfactions bien antérieurs à 1974 et qui ont déterminé les acteurs à s'investir dans cette cause.

Ce serait en outre une erreur de considérer que la question des origines se résume à un problème de datation car c'est également la définition du mouvement qui est cause. La campagne de René Dumont opère un coup de force symbolique en revendiquant l'existence d'un « mouvement écologique français », terme jusqu'alors inusité¹⁵⁶. Ainsi, à ses débuts en 1971, la contestation des paysans sur le Larzac n'est pas considérée comme écologiste¹⁵⁷. Il s'agit donc dans cette première partie de définir les contours et les manifestations d'un phénomène divers, éclaté, sans appellation consensuelle.

Notre première partie se propose donc de partir à la recherche d'un phénomène sous-jacent, sans dénomination stable ni frontières clairement définies. Pour mener à bien cette enquête, il nous fallait une définition de travail qui permette de faire sens à une réalité caractérisée avant tout par son « insoutenable légèreté »¹⁵⁸. C'est pourquoi nous avons choisi de ranger ces mouvements, ces groupes et ces individus sous le vocable

¹⁵⁶ Claude-Marie Vadrot, « Histoire d'une campagne », in [Collectif], *L'écologie ou la mort*, Paris, Pauvert, 1974, p. 13.

¹⁵⁷ Pierre-Marie Terral, *Larzac. De la lutte paysanne à l'altermondialisme*, Toulouse, Privat, 2011, p. 39.

¹⁵⁸ Milan Kundera, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Paris, Gallimard, 1990.

d'écologisme en donnant à ce terme la définition la plus large possible, à savoir la volonté de lier la refondation des rapports de l'homme à la nature à la transformation de la société.

Pour comprendre la genèse de l'écologisme, nous nous intéresserons dans un premier chapitre à la complexité du tournant environnemental qui s'opère en France au tournant des années soixante et soixante-dix et qui interroge profondément le rapport de l'homme à la nature sur un plan théorique mais surtout dans ses dimensions politiques et environnementales.

Le second chapitre nous conduit à la découverte de la nébuleuse écologiste en formation. Des publications et des groupes militants apparaissent, principalement à partir de 1973. Progressivement, l'écologisme cesse d'être uniquement une idée pour devenir un ensemble de pratiques et de théories militantes¹⁵⁹.

Cependant, le contenu et la portée de l'écologisme continuent de susciter de vifs débats au sein même de la nébuleuse et c'est pourquoi sa politisation ne permet pas seulement de populariser ses idées auprès d'un plus large public mais surtout d'en préciser le contenu. C'est à cette démarche, dont la campagne présidentielle de René Dumont constitue le point d'orgue, que nous consacrons notre troisième chapitre.

¹⁵⁹ Nicolas Belorgey et *alii*, « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, pp. 5 *sqq.*

Chapitre 1. Le tournant environnemental des années soixante

« Chaque siècle est parcouru par une interrogation essentielle qui mobilise ses forces vives. Du dix-huitième siècle, on peut dire qu'il a été mû tout entier par la *question politique*. [...]. Le XIX^e siècle donne la primauté à la *question sociale*. [...]. Si nous nous tournons vers l'époque contemporaine, nous nous apercevons qu'au premier plan de ses préoccupations figure la nécessité de situer l'humanité parmi les forces de l'univers matériel [...]. A cette nécessité s'associe le mouvement qui tend à faire du progrès scientifique le critère des rapports entre les sociétés existantes et des relations à l'intérieur de chacune d'elles. Les deux tendances convergent pour soulever dans notre siècle la *question naturelle* »¹⁶⁰.

Au moment où Serge Moscovici publie son *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, l'Unesco prépare la conférence de Paris consacrée à l'usage et la conservation de la biosphère de septembre 1968 cependant que les préparatifs du sommet de la Terre de Stockholm – qui a lieu en septembre 1972 – commencent à peine. En l'espace d'une décennie, les Français ont découvert les supermarchés et l'électricité d'origine nucléaire, assisté à l'explosion de la raffinerie de Feyzin (1966) puis à la marée noire du Torrey Canyon (1967). En France comme ailleurs dans le monde, différentes initiatives éclosent telles que la création de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (octobre 1968) jusqu'à la nomination du premier ministre délégué à la protection de la nature et de l'environnement, Robert Poujade, en janvier 1971¹⁶¹.

De fait, dans les années soixante, la « question naturelle » évoquée par Serge Moscovici semble se poser avec une acuité nouvelle pour les experts, les citoyens et les militants au point qu'on peut évoquer un « tournant environnemental » dont il convient de définir les caractéristiques et la portée. En effet, il s'agit encore alors d'un processus balbutiant, fait de réflexions éparses, parfois à peine esquissées par des acteurs au parcours divers et n'entretenant parfois pas de liens directs entre eux, qui concourent à redéfinir les relations de l'homme à la nature en leur donnant une importance nouvelle.

Ainsi, pour « situer l'humanité parmi les forces de l'univers matériel », de nouveaux concepts apparaissent et des termes déjà anciens se voient enrichis de nouvelles

¹⁶⁰ Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1968, pp. 10-11.

¹⁶¹ On trouvera de nombreux renseignements utiles sur ces événements dans le livre de Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, pp. 74 *sqq.*

réflexions. Le tournant environnemental est donc d'abord un travail de redéfinition et de conceptualisation dont il ne faut pas exagérer la cohérence. De fait, l'« environnement » des hauts-fonctionnaires ne correspond pas totalement à la « nature » des critiques hétérodoxes du progrès ou à l'« écologie » dont se réclament très tôt les militants américains.

Comme le souligne Serge Moscovici, la place du progrès scientifique dans l'évolution des sociétés est de plus en plus débattue et l'idée que celui-ci soit la source principale du bonheur de l'humanité est critiquée. Dans ce domaine, la gamme des positions peut aller de la mise en cause de la technocratie à la revendication d'une plus grande implication des citoyens dans les processus de décision jusqu'à la dénonciation radicale des finalités de la recherche scientifique. C'est à ce tournant environnemental, décisif mais tâtonnant, riche mais conflictuel que nous allons consacrer cette première sous-partie afin de mieux comprendre les multiples origines conceptuelles et militantes de l'écologisme français.

Dans les années soixante, on ne parle pas encore en France de militants écologistes mais l'émergence de leurs mouvements, les controverses qui les animent et les parcours des acteurs ne peuvent pleinement se comprendre sans revenir sur ces débats. Ils structurent le champ naissant de l'environnement, où, malgré un consensus de façade sur la nécessité de prendre en compte les enjeux environnementaux, plusieurs tendances sont en concurrence pour imposer leur définition de la question et de la meilleure manière de la résoudre¹⁶².

Il est fréquent de souligner la diversité des sources d'inspiration de l'écologisme français¹⁶³. En insistant sur l'importance du tournant environnemental des années soixante, nous n'entendons pas affirmer qu'il serait l'unique source dont découlerait naturellement les mouvements écologistes et de l'écologie politique. Il est certain que de nombreux facteurs ont joué dans ce domaine un rôle parfois fondamental, depuis l'émergence de la deuxième gauche jusqu'au fédéralisme européen en passant par le tiers-mondisme ou l'appétence des classes moyennes pour le militantisme associatif¹⁶⁴.

¹⁶² Cette analyse est inspirée par Carole Waldvogel, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2011, pp. 14 *sqq.*

¹⁶³ Daniel Boy, « L'écologie, une nouvelle culture politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1994-1, vol. 44, p. 46, Bruno Villalba, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997-1, vol. 53, p. 86.

¹⁶⁴ Sur ces différents aspects, on peut consulter Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, Paris, La Découverte, 2008.

De fait, la genèse de l'écologisme ne peut être dissociée des années 68 mais il serait peu concevable de consacrer à ces différents mouvements de larges développements. Outre la nécessité de contenir ce travail dans des dimensions raisonnables, une telle démarche risquerait de définir *a priori* l'écologisme comme une simple composante du mouvement social propre aux années 68 en négligeant d'autres aspects pourtant essentiels. En nous concentrant dans un premier temps sur le tournant environnemental, nous pourrions plus aisément analyser la complexité de la construction de l'écologisme en France en partant de l'idée qu'il doit être défini comme la volonté de placer la question naturelle au cœur des questionnements et des débats qui agitent la société.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la manière dont l'exemple américain a pu influencer les militants français, puis nous étudierons comment la manière dont les scientifiques écologues redéfinissent leur rôle dans la résolution de la crise écologique et contribuent à rénover le militantisme de la protection de la nature. Par la suite, nous verrons que le bouillonnement culturel et politique des années soixante amènent les critiques hétérodoxes du progrès à sortir de leur marginalité. Enfin, dans une dernière partie, nous analyserons comment la sphère politique s'approprie cette question et contribue ainsi à la politiser.

1. Un vent venu d'Amérique ?

Les mobilisations en faveur de la protection de la nature et de l'environnement dans les années soixante aux Etats-Unis se distinguent par leur importance et leur précocité, à tel point que certains auteurs en font la source d'inspiration principale des mouvements écologistes européens du tournant des années soixante et soixante-dix¹⁶⁵. L'écologisme est-il une invention américaine¹⁶⁶ ? Ce cliché apparaît dès les années soixante-dix : les Amis de la Terre, l'une des principales associations écologistes de cette période, n'est-elle pas une filiale de Friends of the Earth, organisation américaine fondée par David Brower ? Le fameux rapport du Club de Rome, intitulé *Halte à la Croissance* en France, n'a-t-il pas été élaboré grâce aux ordinateurs du MIT¹⁶⁷ ?

L'historiographie a longtemps contribué à accrédiiter cette idée. Les historiens américains ont longtemps été les plus actifs dans le domaine de l'histoire environnementale avant des groupes de recherche ne se structurent dans le reste du monde¹⁶⁸. Il n'est donc pas étonnant que les travaux sur l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement aient longtemps fait des Etats-Unis leur terrain privilégié, au moins d'un point de vue quantitatif. De même, adoptant un point de vue de politiste, Sylvie Ollitrault considère que les registres d'action collective, les slogans propre à l'écologisme comme une cause planétaire émergent sur les campus et dans les organisations militantes anglo-saxonnes des années soixante¹⁶⁹.

Il convient donc d'étudier cette effervescence propre aux Etats-Unis durant les années soixante, qui culmine avec le *Earth Day* du 22 avril 1970 durant lequel près de 20 millions d'Américains participent à des manifestations variées dans tout le pays¹⁷⁰, avant d'évaluer l'ampleur et la diversité de la circulation transnationale des idées et des pratiques militantes entre les deux rives de l'Atlantique.

¹⁶⁵ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, op. cit., pp. 131 sqq. Voir également Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération Verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992, p. 35.

¹⁶⁶ Ce passage est consacré au contexte social et politique des années soixante propre à la France et aux Etats-Unis ; c'est pourquoi nous n'aborderons pas ici la question essentielle de la variété des perceptions de la nature, qui fera l'objet d'un développement plus complet dans la sous-partie suivante consacrée plus précisément à la protection de la nature et à sa contribution à l'émergence de l'écologisme.

¹⁶⁷ Philippe Lamour, *L'écologie oui, les écologistes non !*, Paris, Plon, 1978, p. 43.

¹⁶⁸ Fabien Loche, Grégory Quenet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009/4, n°56, pp. 12-13.

¹⁶⁹ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, op. cit., pp. 131 sqq.

¹⁷⁰ Adam Rome, "Give Earth a Chance": the Environmental Movement and the Sixties", *The Journal of American History*, 1993/2, n°90, p. 550.

a. Une effervescence précoce, un contexte social, politique et culturel spécifique

Le nucléaire, les polluants chimiques, les excès de la planification urbaine ou encore la qualité de l'eau des rivières : la thématique des mobilisations en faveur de l'environnement sont multiples dans l'Amérique des années soixante et, à première vue, semblent similaires à celles qui agitent la France des années soixante-dix. Cette apparente précocité accrédièterait l'idée que la société américaine aurait en quelque sorte une dizaine d'années d'avance sur l'Europe de l'Ouest¹⁷¹. Pour le meilleur et pour le pire, le miroir américain reflèterait l'avenir de l'Europe, et les premiers militants de l'écologisme sur le vieux continent formeraient ainsi l'avant-garde d'un mouvement inéluctable et appelé à prospérer.

De fait, les années soixante marquent un tournant dans l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement aux Etats-Unis ; les militants deviennent plus nombreux, les causes sont plus variées et rencontrent un écho croissant dans l'opinion publique. De fait, le foisonnement, qu'il vienne des pouvoirs publics, des scientifiques, des militants politiques ou encore des classes moyennes ne prend véritablement sens que s'il est relié à l'histoire politique, sociale et culturelle spécifiques des Etats-Unis¹⁷².

Certes, l'ensemble des pays industrialisés connaissent une longue phase de croissance économique et de transformations sociales similaires mais cette coïncidence n'est pas suffisante pour expliquer l'émergence de l'écologisme, ni *a fortiori* pour le considérer comme un mouvement uniforme. Dans le domaine de l'histoire des circulations et des transferts, Geneviève Massard-Guilbaud souligne la nécessité de comparer soigneusement les espaces concernés pour ne pas postuler aveuglément la spécificité de l'attitude d'un pays à l'égard de la nature et de l'environnement ou, au contraire l'uniformité des mouvements environnementalistes autour du globe.

Ainsi, l'analyse des réflexions et des mobilisations en faveur de la protection de la nature et de l'environnement propres aux Etats-Unis est une étape nécessaire pour ne pas

¹⁷¹ Edgar Morin, *L'esprit du temps. Essai sur la culture de masse*, Paris, Grasset, 1962.

¹⁷² Adam Rome, "Give Earth a Chance", *art. cit.*, p. 527.

assimiler la circulation des idées et des pratiques militantes entre les deux rives de l'Atlantique à une pure et simple transposition de l'écologisme américain en France¹⁷³.

En 1962, la biologiste et écrivain Rachel Carson, déjà connue à cette époque pour ses ouvrages sur les océans, publie *Silent Spring*¹⁷⁴. Dans ce livre, l'auteur s'inquiète de l'usage irréfléchi des pesticides – et notamment DDT – sur les écosystèmes et les êtres humains et s'efforce de démontrer scientifiquement ses positions. Porté par des critiques favorables dans la presse – dont le *New York Times* –, soutenu par une large partie de la communauté universitaire et légitimé par les réactions virulentes de l'industrie chimique, l'ouvrage rencontre un succès inattendu et rencontre un large public. Les 40 000 premiers exemplaires s'écoulent en quelques mois et les 150 000 suivants, dans la collection du Book-of-the-Month Club, connaissent le même engouement¹⁷⁵. Malgré son ampleur exceptionnelle, cet épisode n'est qu'un signe parmi beaucoup d'autres de la montée en puissance des mouvements en faveur de la protection de la nature et de l'environnement aux Etats-Unis durant les années soixante. En témoigne l'augmentation spectaculaire des adhésions aux associations de protection de la nature : les effectifs du Sierra Club, vieille organisation fondée en 1892, doublent dans les années cinquante, doublent à nouveau entre 1960 et 1965 et triplent entre 1965 et 1970¹⁷⁶. Ces quelques chiffres témoignent de la vitalité des mouvements de protection de la nature et de l'environnement aux Etats-Unis qui concernent des acteurs très divers, des femmes, des associations déjà anciennes ou au contraire créées pour l'occasion. Qu'elles s'intéressent à la protection de la faune, à

¹⁷³ Geneviève Massard-Guilbaud, « La France, une « société vert clair » ? Retour sur *The Light Green Society : Ecology and Technological Modernity in France, 1960-2000* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 206.

¹⁷⁴ Le livre paraît en 1962 aux Etats-Unis et dès 1963 en France sous le titre *Le Printemps Silencieux*. Cf. Marc Hamilton Lytle, *Rachel Carson. Silent Spring, and the Rise of the Environmental Movement*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 166. Au sein de l'historiographie américaine, Rachel Carson occupe une place à part au point d'être parfois considérée comme la « mère » de l'environnementalisme. Ce jugement est excessif mais l'écho rencontré par *Le Printemps Silencieux* permet ici d'analyser les caractéristiques de l'environnementalisme américain dans les années soixante pour pouvoir le comparer par la suite à la situation en France.

Le DDT, ou dichlorodiphényltrichloroéthane, est un insecticide abondamment utilisé dans la lutte contre les insectes transmettant le paludisme et le typhus. Rachel Carson souligne dans son livre que ce produit est potentiellement cancérigène et empêche la reproduction des oiseaux.

¹⁷⁵ Roger Meiners, Pierre Desrochers, Andrew Morriss, « Silent Spring at 50 », in Roger Meiners, Pierre Desrochers, Andrew Morris (ed.), *The False Crises of Rachel Carson. Silent Spring at 50*, Washington D.C., Cato Institute, 2012, p. 1. A ce jour, près de deux millions d'exemplaires de *Silent Spring* ont été vendus. Cf. Eliza Griswold, « How 'Silent Spring' Ignited the Environmental Movement », *The New York Times*, 21 septembre 2012, http://www.nytimes.com/2012/09/23/magazine/how-silent-spring-ignited-the-environmental-movement.html?pagewanted=all&_r=0, consulté le 15/03/2013.

¹⁷⁶ Adam Rome, « "Give Earth a Chance" », *art. cit.*, p. 527.

la régulation des activités industrielles ou à la lutte contre l'étalement urbain, elles participent toutes à une démarche rapidement envisagée comme cohérente voire globale.

Durant cette période, alors que le pays connaît une croissance continue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la réflexion des libéraux proches du Parti démocrate est cruciale pour intégrer les enjeux environnementaux aux politiques publiques. Dans *The Affluent Society*, paru en 1958, l'économiste John Kenneth Galbraith se fait ainsi l'écho d'une inquiétude diffuse de la société à l'égard de la détérioration de son environnement¹⁷⁷. De concert avec Arthur M. Schlesinger, autre intellectuel proche des démocrates, il insiste sur l'extension nécessaire du champ de l'action publique pour assurer non pas seulement l'abondance de biens matériels mais aussi et surtout la qualité de la vie – concept nouveau qui émerge alors¹⁷⁸. Cette nouvelle perspective, qui doit donner un sens nouveau à l'action publique, inspire tant John F. Kennedy (1960-1963) que son successeur Lyndon B. Johnson (1963-1969).

Le concept de qualité de la vie n'est pas la seule proposition formulée alors pour intégrer les questions de protection de la nature et de l'environnement aux débats sociaux et politiques plus généraux. Barry Commoner utilise par exemple la notion d'écologie pour donner un sens nouveau aux enjeux liés à l'impact des découvertes scientifiques et techniques sur la société¹⁷⁹. Quant à Murray Bookchin, il s'efforce d'intégrer les enjeux environnementaux à une version renouvelée du socialisme libertaire fondé sur le municipalisme qu'il nomme « social ecology »¹⁸⁰. Ainsi, insensiblement, les réflexions des experts et des écologues conduisent à passer de la protection de la nature et de l'environnement à l'écologie, perçue non pas seulement comme une science mais comme une méthode pour penser, critiquer et transformer la société.

L'étude précise de ces différentes théories dépasse largement le cadre de ce travail mais il faut souligner la précocité des réflexions qui, aux États-Unis, décloisonnent les enjeux environnementaux pour les intégrer à une démarche plus large. La notion de qualité de la vie tout comme la démarche de Rachel Carson participent de l'idée que

¹⁷⁷ Ce livre paraît en France dès 1958 sous le titre *L'Ere de l'opulence*. Adam Rome, « 'Give Earth a Chance' », *art. cit.*, pp. 528-529.

¹⁷⁸ *Ibidem*.

¹⁷⁹ Il en tire quatre lois que les sociétés devraient observer pour ne pas endommager les écosystèmes de manière irréversible donc compromettre leur survie. Barry Commoner, *The Closing Circle: Man, Nature and Technology*, New York, Knopf, 1971, cité par Michael Egan, *Barry Commoner and the science of survival*, PHD in philosophy in history, Washington State University, 2004, p. 9.

¹⁸⁰ Murray Bookchin, « An Ecological Society », in Janet Biehl (ed.), *The Murray Bookchin Reader*, Montréal, Black Rose Books, 1999, p. 20.

l'abondance de biens matériels n'est pas en soi une source de progrès et peut même avoir des conséquences dramatiques. Elles traduisent les interrogations d'une société américaine sur des conséquences de la société d'abondance voire sur son modèle politique. Sur ce point, comme l'a montré Gabrielle Hecht, le contexte culturel et politique est totalement différent dans la France des années cinquante et du début des années soixante¹⁸¹. Les pouvoirs publics s'y font les hérauts de la modernisation du pays qui doit être menée grâce à l'industrie et à la haute technologie¹⁸². Les contestataires sont alors voués à la marginalité et les réticences des populations locales ne trouvent pas vraiment de relais pour exprimer leurs inquiétudes¹⁸³.

La contestation antinucléaire qui se développe aux Etats-Unis dès les années cinquante témoigne pareillement des différences entre les deux pays, tant dans le contexte politique et culturel que dans les modes de régulation des conflits environnementaux¹⁸⁴.

Une contestation des activités nucléaires militaires émerge certes à la fin des années cinquante aux Etats-Unis comme en France mais les objectifs et les pratiques qui apparaissent alors sont cependant très différents. Les Etats-Unis maîtrisent depuis déjà plusieurs années la technologie de la bombe atomique (1945) et de la bombe thermonucléaire (1952) et procèdent à des essais nucléaires sur leur territoire continental, notamment dans le Nevada. A l'inverse, la France ne pratique ses expérimentations que dans ses colonies et territoires d'outre-mer, d'abord en Algérie (1960) en Polynésie Française (1966). Ainsi, aux Etats-Unis, dès les années cinquante, les retombées de radioéléments affectent directement le territoire national, alimentant des polémiques sur leur nocivité potentielle pour les populations¹⁸⁵. Les débats de ce genre n'émergent pas en France au sujet de territoires lointains, soumis à une domination postcoloniale.

Par ailleurs, l'existence en France d'un Parti Communiste puissant conduit les organisations impliquées à se positionner sur le terrain politique dans le cadre du conflit Est-Ouest. Le Mouvement de la Paix est proche des communistes alors que le Mouvement contre l'Arme Atomique (MCAA), créé en 1963 par Jean Rostand et Claude

¹⁸¹ Gabrielle Hecht, « Peasants, Engineers, and Atomic Cathedrals: Narrating Modernization in Postwar Provincial France », *French Historical Studies*, 1997/3, n°20, p. 395.

¹⁸² *Ibid.*, p. 392.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 398.

¹⁸⁴ Centre des Archives Contemporaines – Fontainebleau [désormais CAC]. Fonds des Amis de la Terre. 42. Agence Internationale de l'Energie Atomique, section de l'Information, *Etude sur les débuts de la controverse suscitée par l'énergie atomique aux Etats-Unis. 1954-1971*. S.d.

¹⁸⁵ Michael Egan, *Barry Commoner, op. cit.*, p. 70.

Bourdet s'efforce de promouvoir une approche plus neutraliste, axée sur l'opposition à toutes les armes nucléaires¹⁸⁶. A l'inverse, aux Etats-Unis, la culture de la Guerre Froide rend quasi-impossible tout aveu public de sympathie à l'égard du communisme et pose aux scientifiques des problèmes spécifiques, notamment liés au financement de leurs recherches par des organisations liées au complexe militaro-industriel¹⁸⁷. Ce contexte propre aux Etats-Unis conduit les scientifiques critiques à l'égard du nucléaire – comme Barry Commoner – à ne pas prendre des positions directement politiques mais à insister sur la nécessité d'une information contradictoire et transparente du public qui doit pouvoir se prononcer sur les grandes orientations technologiques de son temps¹⁸⁸. Ainsi, la question des implications sociales de la recherche scientifique, voire la thématique de la démocratie technique, émergent dès la fin des années cinquante aux Etats-Unis, notamment à la faveur des débats sur le degré de nocivité des essais nucléaires pour la santé des populations, ce qui n'est pas le cas en France¹⁸⁹.

Outre les thématiques abordées, l'organisation des filières nucléaires civiles, très différentes entre les deux pays, induisent des modes de régulation forte dissemblable. En France, le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) est le maître d'œuvre du programme électronucléaire civil, de concert avec EDF (Electricité de France), entreprise publique, fleuron du secteur nationalisé, donc très étroitement lié à l'Etat¹⁹⁰. La situation est très différente aux Etats-Unis où la construction des centrales nucléaires productrices d'électricité implique une grande diversité de partenaires tant publics (les Etats fédérés, l'Etat fédéral ainsi que l'AEC chargée de la régulation des questions nucléaires civiles) que privés (les différentes entreprises qui produisent et distribuent l'électricité)¹⁹¹. En France, la construction des centrales électronucléaires fait l'objet d'une politique globale de l'Etat qui culmine avec le plan Messmer de 1973-1974 ; aux Etats Unis, sans négliger le rôle incitateur du gouvernement fédéral, l'essor de ce domaine dépend avant tout de la

¹⁸⁶ Jean Planchais, « Les réactions de l'opinion à travers la presse et les sondages », [Institut Charles de Gaulle], *L'Aventure de la Bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire (1958-1969)*, Paris, Plon, 1984, p. 247. Relevons cependant que, comme aux Etats-Unis, le MCAA réclame également un traité interdisant les essais nucléaires atmosphériques.

¹⁸⁷ Michael Egan, *Barry Commoner, op. cit.*, p. 23.

¹⁸⁸ *Ibid.*, pp. 65 *sqq.*

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 96.

¹⁹⁰ Frédérique de Gravelaine, Sylvie O'Dy, *L'Etat EDF*, Paris, Editions Alain Moreau, 1978, pp. 66 *sqq.*

¹⁹¹ CAC. AT. 42. Agence Internationale de l'Energie Atomique, section de l'Information, *Etude sur les débuts de la controverse suscitée par l'énergie atomique aux Etats-Unis. 1954-1971*. S.d, p. 1. L'AEC (United States Atomic Energy Commission) est une agence créée en 1946.

rentabilité potentielle de ces centrales, comparée à d'autres modes de production d'énergie.

Cette organisation est un facteur qui, parmi d'autres, explique que la contestation du nucléaire ait plus de chances d'aboutir aux Etats-Unis qu'en France. Dès 1956, une première controverse éclate autour d'un projet de construction d'un prototype de surgénérateur à Laguna Beach, dans le Michigan. L'AEC, malgré un avis négatif de l'un de ses comités internes, délivre un permis de construire provisoire sans attendre que les pouvoirs publics se soient prononcés sur la question¹⁹². L'agence gouvernementale est alors accusée de négliger les questions de sécurité au nom de l'expansion de l'industrie nucléaire, étant à la fois chargée de promouvoir cette technologie et d'en édicter les normes de sécurité. Suite à cette controverse, l'AEC accepte de revoir ses procédures. Depuis lors, une enquête doit avoir lieu dans la région concernée par le projet d'implantation et toutes les parties intéressées peuvent s'adresser à l'agence pour présenter des réclamations au cours de l'enquête¹⁹³.

Durant les années soixante, plusieurs controverses éclatent au gré des projets de construction de centrales. Ces mobilisations restent cependant régionales et s'apaisent rapidement quand l'entreprise concernée renonce à son projet, comme c'est le cas pour la Pacific Gas and Electric à Bodega Head (au nord de San Francisco) ou encore de la Consolidated Edison à New York¹⁹⁴. Au-delà des arguments mobilisés, sur lesquels nous reviendrons, les enquêtes publiques, qui doivent garantir une large diffusion des informations et une plus grande transparence dans les processus de décision, le recours aux contre-expertises et aux tribunaux, l'efficacité relative des campagnes de presse pour faire pression sur les porteurs du projet attestent d'un mode de régulation des conflits d'usage qui, dans le cas du nucléaire, est plus ouvert aux Etats-Unis qu'en France¹⁹⁵. A l'inverse, dans sa thèse récente consacrée à la contestation antinucléaire en France, Sezin Topcu a démontré combien l'Etat français et les entreprises publiques étaient beaucoup

¹⁹² Il s'agit de l'Advisory Committee on Reactor Safeguards. *Ibid.*, p. 3.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 8.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 10.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 14. Soulignons que ces controverses ne concernent qu'une minorité des projets. Les autres aboutissent, parfois au prix de négociations avec les groupes de protection de la nature comme c'est le cas de la centrale nucléaire de Diablo Canyon (Californie) dont la localisation fait l'objet d'une négociation entre le Sierra Club et la Pacific Gas and Electric.

moins perméables à la critique et aux recours juridiques et combien les démarches d'information du public étaient limitées¹⁹⁶.

Cette comparaison n'implique pas que la régulation des questions environnementales s'opère dans une harmonie et une transparence totales aux Etats-Unis et qu'au contraire la population française toute entière soit livrée pieds et poings liés au centralisme et à la raison d'Etat. Cette comparaison, esquissée de manière synthétique, n'a d'autre but que de clarifier la portée des circulations transnationales et d'éclairer la réception en France des idées d'outre-Atlantique. Certes, une nouvelle forme de préoccupation à l'égard de la nature et de l'environnement émerge dans une même période dans les différents pays industrialisés mais les similitudes ne doivent pas occulter la spécificité du contexte politique, social et culturel propre à chaque territoire, comme en atteste l'ampleur variable des mouvements environnementaux et la diversité des modes de régulation des conflits environnementaux.

D'un tel constat, il ne faudrait pas conclure à l'incommensurabilité des contextes nationaux. La dissemblance ne condamne pas la circulation transnationale des idées et des pratiques à rester anecdotique. Dans une certaine mesure, c'est au contraire l'hétérogénéité des situations qui fait l'intérêt de l'étude des échanges, des traductions et des entrecroisements. Réfléchissant sur les révolutions atlantiques de la fin du XVIII^e siècle¹⁹⁷, Pierre Serna souligne combien ces circulations induisent un jeu de miroir perpétuel, où les expériences se répondent les unes aux autres, parfois dans un écho atténué ou déformé, fondant un ensemble d'idées et de pratiques en perpétuelle évolution, dans une dialectique constante entre la quête d'une voie originale et la recherche d'un modèle normatif¹⁹⁸. C'est à ce jeu de miroir que nous allons maintenant consacrer notre analyse.

b. Jeux de miroir. L'écho des débats américains en France

¹⁹⁶ Sezin Topcu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, thèse de doctorat en histoire des sciences et des techniques sous la direction de Dominique Pestre, EHESS, 2010, pp. 64 *sqq.*

¹⁹⁷ Pierre Serna, « Introduction. Le Directoire, miroir de quelle République ? », in Pierre Serna, *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 13.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 15.

Vus de France, au tournant des années soixante et soixante-dix, les Etats-Unis apparaissent comme une terre pionnière en matière d'écologie. Que ce jugement doive être relativisé n'enlève rien au fait qu'entre les deux rives de l'Atlantique, les informations et les idées circulent sous de multiples formes. Ainsi, le mouvement des scientifiques critiques comme la contre-culture véhiculent des notions d'écologie et d'écologisme qui contribuent en France à la construction des questions environnementales comme des enjeux publics, susceptibles d'être intégrés dans un combat politique.

Dès la fin des années cinquante, les scientifiques américains engagés dans la contestation des essais nucléaires aériens puis du nucléaire civil ont voulu fonder leur action sur une démonstration scientifique rigoureuse car du fait de la Guerre Froide, ils entendent affirmer leur volonté de se placer au service de l'intérêt général pour ne pas être accusés de servir les intérêts soviétiques¹⁹⁹. Formulées dans un contexte politique et culturel spécifique aux Etats-Unis, ces observations traversent l'Atlantique à partir de la fin des années soixante. Ainsi, en 1957, le St Louis Citizen's Committee for Nuclear Information – dont Barry Commoner est la cheville ouvrière – rédige de concert avec Linus Pauling une pétition soulignant les risques de contamination radioactive induites par les retombées des essais nucléaires. Ils s'inquiètent particulièrement de la possible concentration des radioéléments dans la chaîne alimentaire, donc dans l'organisme humain et leurs actions de sensibilisation font grand bruit²⁰⁰. A la fin des années soixante, le débat évolue et se focalise sur l'éventuelle nocivité des faibles doses de radiation. Selon la théorie officielle de l'AEC, les risques sont nuls en-dessous d'un certain seuil mais certains chercheurs, et notamment John Gofman et Arthur Tamplin, établissent que même de très faibles doses de radiation peuvent avoir des conséquences néfastes pour l'organisme en favorisant l'apparition de cancers et de mutations génétiques²⁰¹.

En France, plusieurs acteurs sont au cœur de cette circulation d'informations scientifiques, jouant le rôle de relais entre les deux rives de l'Atlantique, favorisant la circulation des informations au sein des scènes militantes locales. Il s'agit notamment des

¹⁹⁹ Michael Egan, *Barry Commoner, op. cit.*, pp. 59 et 85.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 71. Il s'agit notamment du strontium-90, produit de la fission de l'uranium et du plutonium, et de l'iode-131. Les scientifiques s'inquiètent alors particulièrement de la concentration des radioéléments dans l'herbe broutée par les vaches, qui se retrouvent par la suite dans le lait.

²⁰¹ « John Gofman. Nuclear and antinuclear scientist », *The Mother Earth News*, march/april 1981, <http://ratical.org/radiation/CNR/PlowboyIntrv.html>, consulté le 04/10/2011.

associations qui renouvèlent le mouvement antinucléaire en contestant la construction des centrales et des revues qui contribuent à structurer le champ émergent de l'écologie française.

En Alsace, où s'organise dès 1971 un mouvement de contestation contre le projet de centrale électronucléaire à Fessenheim (Haut-Rhin), les fondateurs du Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin (CSFR), parmi lesquels Solange Fernex, rassemblent des brochures écrites au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Etats-Unis pour les diffuser dans le milieu associatif local²⁰². Selon Solange Fernex, militante antinucléaire de la première heure, les écrits contestant le nucléaire civil et militaire circulent alors mieux entre les Etats-Unis et la RFA qu'avec la France : il est donc fréquent que les brochures américaines soient traduites en allemand avant de l'être en français²⁰³. Dans le milieu antinucléaire alsacien, Esther Peter Davis, traductrice au sein des institutions européennes et épouse de Garry Davis, un américain fondateur après la Seconde Guerre mondiale du Mouvement des citoyens du monde, constitue un autre relais propice à la circulation et au transfert des savoirs et des savoir-faire entre la France et les Etats-Unis²⁰⁴.

Les informations factuelles et les démonstrations scientifiques concernant le nucléaire circulent par l'entremise des revues, sans toujours tenir compte des droits d'auteurs – et souvent avec la bénédiction de ces derniers. Philippe Lebreton, Daniel Parker ou encore l'auteur de la brochure signée sous le pseudonyme d'Yves Le Hénaff veulent démythifier l'atome, ne pas laisser le public dans l'ignorance et dénoncer les choix énergétiques des pouvoirs publics²⁰⁵. Dans ce cadre, les éléments d'informations contenus dans les articles américains sont particulièrement précieux. De fait, les premiers articles parus dans *La Gueule ouverte* sur les dangers du nucléaire font explicitement référence aux travaux américains des années soixante et leur rendent souvent hommage en regrettant l'absence d'écrits similaires en France²⁰⁶.

²⁰² Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, l'insoumise. Ecologie, féminisme, non-violence*, Barret-sur-Méouge, Editions Yves Michel, 2004, p. 36.

²⁰³ *Ibid.*, p. 37.

²⁰⁴ Musée du Vivant [désormais MV]. Fonds Les Verts. Carton « 79-80. Adhérents, CR ». Marcel Massiou, Marcel Mayeur, « Ecologie et mondialisme ». S.d. [fin des années soixante-dix].

²⁰⁵ Yves Le Hénaff, *La pollution radioactive. Supplément à Survivre et Vivre*, Paris, Survivre et Vivre, s.d. [vers 1972].

²⁰⁶ Daniel Parker, « L'impasse atomique », *La Gueule Ouverte*, n°2, décembre 1972, p. 15. L'auteur s'appuie explicitement sur un livre de John W. Gofman et Arthur R. Tamplin, *Poisoned Power : the case against nuclear Power Plants*, paru aux Etats-Unis en 1971. De même dans le n°3 de la *Gueule Ouverte*, paru en janvier 1973, on trouve p. 32 l'extrait d'un rapport de Gofman devant le comité d'études nucléaire

L'usage de ces références aux travaux américains va au-delà de la seule démonstration scientifique. Dans le contexte d'un essor de la contestation du nucléaire civil en France au début des années soixante-dix, les promoteurs du nucléaire s'efforcent de discréditer ces premiers mouvements en fustigeant leur absence de fondement scientifique²⁰⁷. Les articles de d'Arthur Tamplin ou John Gofman, cardiologue réputé, qui a également contribué au projet Manhattan, permettent d'affirmer la légitimité de la cause et pas seulement la véracité des arguments mobilisés, montrant, à tout le moins, que le doute existe quant à l'innocuité de l'industrie nucléaire²⁰⁸. Par ailleurs, l'existence-même de ces écrits venus d'outre-Atlantique est mise en avant pour démontrer l'absence des scientifiques français sur ces questions, voire, selon certains militants, leur collusion avec le pouvoir. La vulgarisation et la diffusion de ces données s'accompagnent alors d'un appel à une plus large information du public en France et d'une dénonciation du manque de démocratie dans les choix techniques opérés par le gouvernement²⁰⁹.

La circulation des écrits n'est donc pas un simple transfert d'information, il exprime un contraste entre deux contextes politiques et scientifiques ; à partir de ces travaux, les premiers écologistes français peuvent reconstituer une Amérique plus ou moins fictive, ouverte et pratiquant à la démocratie technique avant l'heure. L'usage de cette construction est essentiellement domestique : c'est la preuve scientifique par laquelle le scandale environnemental arrive, mais c'est aussi l'indice déterminant qui fonde la dénonciation politique et la démonstration qu'un changement de société est possible et souhaitable puisqu'il se réalise de l'autre côté de l'Atlantique.

Au-delà de ces emprunts conscients, raisonnés, impliquant des acteurs identifiés, il faut souligner l'ampleur – du reste très difficile à évaluer – de la circulation indirecte des savoirs et des idées via le vecteur plus large de la contre-culture américaine. Adam Rome a montré l'importance de ce mouvement dans le combat environnemental de la seconde moitié des années soixante²¹⁰. Ces normes, ces valeurs, ces traits de comportement

du Parlement de l'Etat de Caroline du Sud, où il critique le projet de construction d'une usine de retraitement à Barnwell.

²⁰⁷ Sezin Topcu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, op. cit., p. 161.

²⁰⁸ John W. Gofman, « Pollution radioactive et Atomic Energy Commission », *Survivre*, n°5, décembre 1970, p. 6. Il s'agit de la traduction d'un rapport au Congrès des Etats-Unis.

²⁰⁹ Philippe Lebreton, « De la contestation du nucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°7, mai 1973, p. 33.

²¹⁰ Adam Rome, « "Give Earth a Chance" », art. cit., pp. 541 sqq.

contestant la culture dominante²¹¹ deviennent rapidement des modes qui touchent un large public ; or elles recèlent en leur sein de nombreuses réflexions dont l'écologisme naissant fait son miel. Ainsi, la littérature de science-fiction se saisit très rapidement de la notion d'environnement définie comme la somme de systèmes physiques et sociaux en constante interdépendance et de la nécessité pour l'homme de les respecter pour ne pas mettre la civilisation en péril.

Parmi les multiples ouvrages qui paraissent durant cette période, *Dune* de Frank Herbert est parmi les premiers à faire explicitement référence au terme « écologie »²¹². L'action se déroule sur une planète désertique dont les habitants – y compris ceux qui viendraient de planètes plus clémentes - doivent respecter les contraintes pour espérer y survivre. Cette histoire permet à l'auteur d'élaborer une réflexion sur le lien intime qui doit se tisser entre l'homme avec son environnement, grâce à une technologie qui se veut réaliste et surtout par une prise de conscience presque spirituelle.

De même, le livre de Robert Henlein, *Révolte sur la Lune*, se fait l'écho de nombreux débats écologiques de l'époque²¹³. L'intrigue nous plonge au cœur d'une révolte de la colonie lunaire, peuplée de marginaux considérés comme indésirables sur leur planète d'origine, contre la métropole terrienne. Celle-ci est confrontée à la surpopulation et à une pollution généralisée de son écosystème²¹⁴ alors que celle-là vit dans une situation d'anarchie relative qui valorise l'individualisme et l'esprit d'innovation²¹⁵.

Aux Etats-Unis, ces deux ouvrages ont particulièrement séduit les tenants de la contre-culture et ceux qui parmi les écologistes voient dans la recherche technique amateur la solution pour résoudre la crise écologique²¹⁶. En France, ces ouvrages vulgarisent certains

²¹¹ Les recherches sur ce thème ont commencé à la suite de l'étude pionnière de Théodore Roszak, *The Making of a Counter Culture : Reflections on the Technocratic Society and Its Youthful Opposition*, Berkeley, University of California Press, 1969.

²¹² Frank Herbert, *Dune*, Paris, Robert Laffont, 1970 [1965 aux Etats-Unis].

²¹³ Robert A. Henlein, *Révolte sur la lune*, Paris, Editions Opta, 1971. L'ouvrage est paru aux Etats-Unis en 1966 sous le titre *The Moon is a harsh mistress*.

²¹⁴ En cela, le livre se fait l'écho des craintes néo-malthusiennes qui agitent les Etats-Unis dans les années soixante. Pierre Desrochers, Christine Hoffbauer, « The Post War Intellectual Roots of the Population Bomb. Fairfield Osborn's *Our Plundered Planet* and William Vogt's *Road to Survival* in retrospect », *The Electronic Journal of Sustainable Development*, vol. 1, n°3, été 2003, pp. 75 sqq.

²¹⁵ Andrew G. Kirk, *Counterculture green. The Whole Earth Catalog and American Environmentalism*, Lawrence, University Press of Kansas, 2007, p. 157. Il est à noter que le livre de Robert A. Henlein popularise l'expression « There Ain't No Such Thing As A Free Lunch » (autrement dit « Il n'y a pas de repas gratuit ») qui sera reprise par l'écologiste Barry Commoner dans *L'encerclément* : il en fait l'une de ses quatre lois de l'écologie, signifiant que l'exploitation de la nature amène inévitablement la transformation de ressources utiles en quelque chose d'inutile.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 189.

termes issus des réflexions écologistes en dehors des cercles militants directement concernés²¹⁷. Dans son témoignage sur une expérience communautaire au début des années 70, Christian Dupont raconte par exemple que, parmi les militants qui l'entourent, tous lisaient beaucoup de science-fiction car ces mondes imaginaires, souvent miroir à peine déformé de la société de l'époque, leur permettent de penser les mutations en cours²¹⁸.

Au-delà de ces lectures probablement autant récréatives que sociologiques, l'écrivain Jean-Pierre Andrevon est probablement la personne qui mène à l'époque la réflexion la plus approfondie sur les liens entre science-fiction et écologisme²¹⁹. Outre sa production littéraire, il écrit régulièrement dans *Charlie Hebdo*, *Combat non-violent* et surtout *La Gueule Ouverte* où il tient une chronique consacrée aux liens entre écologie et science-fiction²²⁰. Jean-Pierre Andrevon évoque ainsi *Nous autres*, d'Eugène Zamiatine, écrit en 1920, qui décrit une civilisation totalitaire dont le seul but est de construire un vaisseau spatial destiné à convertir les civilisations extraterrestres au bonheur tel que le définit l'Etat : la chronique est donc l'occasion de dénoncer le centralisme, les aliénations et la perte d'identité²²¹. Jean-Pierre Andrevon justifie sa démarche en constatant que les écrits théoriques et spéculatifs ne sont pas suffisants pour penser la future société écologique :

« Les lecteurs de la G.O. nous réclament souvent un plan concerté pour la construction d'un futur écologique. Mais il est plus facile de crier « casse-cou » et d'expliquer pourquoi que d'imaginer un « scénario » de synthèse où tout deviendrait magiquement radieux (où est ton « Plan 01 », Gébé ?). Alors on reste secs, vous renvoyant à Marcuse, Illich, McLuhan... »²²².

Ainsi, la chronique « Attention ! Science-fiction » n'a pas seulement une finalité culturelle ou récréative ; à partir de ces œuvres de fiction, il s'agit également de réfléchir en militant au changement de société, aux transitions possibles comme aux évolutions

²¹⁷ Les deux ouvrages cités dans le paragraphe précédents ont remporté le prix Hugo du meilleur roman, l'une des récompenses les plus prestigieuses du genre, gage d'une large diffusion.

²¹⁸ Christian Dupont, *Osons l'utopie ! Le fol été des communautés*, Paris, Les Editions libertaires, 2011, pp. 102-103.

²¹⁹ Né en 1937, *Les Hommes-machines contre Gandahar*, paru en 1969 chez Denoël, est son premier roman. Il y dépeint la lutte entre une paisible civilisation agraire, qui se consacrait aux arts et à la poésie, contre une armée de robots, associant ainsi la technologie à l'expansion agressive. A noter que la BNF conserve désormais les manuscrits de Jean-Pierre Andrevon dont l'étude présenterait un grand intérêt. Cf. Clément Pieyre, « Science-fiction », *Revue de la Bibliothèque Nationale de France*, n°28, mars 2008, p. 3.

²²⁰ Jean-Pierre Andrevon, « Une biographie éclair », jp.andrevon.com, <http://jp.andrevon.com/bio.htm>, consulté le 17/03/2013.

²²¹ Jean-Pierre Andrevon, « Attention ! Science-fiction », *La Gueule Ouverte*, n°19, mai 1974, p. 27.

²²² Jean-Pierre Andrevon, « Attention ! Science-fiction ! », *La Gueule Ouverte*, n°17, mars 1974, p. 27.

qu'il faudrait éviter. En considérant la littérature de science-fiction comme un support de réflexion aussi digne d'intérêt que des ouvrages de sciences humaines réputés ardu, les militants adoptent une démarche contre-culturelle, cherchant à subvertir les normes de distinction couramment admises, dans laquelle l'écologie peut s'épanouir²²³.

Au-delà de l'exemple de la science-fiction, l'aventure du magazine *Actuel* constitue une autre preuve du rôle de la contre-culture dans la circulation des idées écologistes des Etats-Unis vers la France mais aussi de ses limites.

A l'origine fanzine consacré au jazz d'avant-garde, *Actuel* est repris en 1970 par Jean-François Bizot qui le transforme en une sorte de vitrine de la contre-culture, notamment américaine²²⁴. Curieux de tout et surtout des alternatives en tout genre, *Actuel* traite de la libération sexuelle, des drogues, de la *beat generation* mais aussi d'écologie au point d'y consacrer un numéro spécial, dont l'éditorial est intitulé de manière suggestive « beuark ! »²²⁵. Dans ce numéro, la plupart des références et des idées relatives à l'environnement sont inspirées par les Etats-Unis. Les auteurs considèrent par exemple que « pour défendre le vaisseau Terre contre la désintégration qui le menace nous avons maintenant une arme : l'écologie »²²⁶. Or la notion de « vaisseau spatial Terre » a été imaginée par l'architecte et essayiste américain Richard Buckminster Fuller pour souligner la nécessité de conserver les ressources qui se trouvent sur notre planète en quantité limitée et de ne pas les dépenser inconsidérément²²⁷. Par ailleurs, les idées américaines sont également mobilisées pour envisager les diverses solutions qui s'offrent à l'humanité, comme le *New Alchemy Institute* fondé par l'océanographe John Todd ou encore le groupe Ecology Action fondé en 1967 par de jeunes ingénieurs de Berkeley²²⁸. En cela, *Actuel* n'est qu'une illustration parmi d'autres de l'intérêt des contestataires européens à l'égard des mouvements radicaux américains qui se développent dans les années soixante²²⁹.

Ce serait néanmoins une erreur que de croire que les références aux Etats-Unis sont systématiquement positives et que ce pays est perçu comme un nouvel Eden écologique.

²²³ Philippe Olivera, « Les livres de Mai », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2008, p. 147.

²²⁴ Jean Guisnel, « La nouvelle presse : de *Hara-Kiri* à *Libération* », in Philippe Artières, Michèle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective*, op. cit., p. 603.

²²⁵ Colette Saint-Cyr, Henri Gougaud, « Beuark ! », *Actuel*, n°13, octobre 1971, pp. 2 sqq.

²²⁶ *Ibidem*.

²²⁷ Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*, Stewart Brand, un homme d'influence, Caen, C&F éditions, 2012, pp. 103 sqq.

²²⁸ Colette Saint-Cyr, Henri Gougaud, « Beuark ! », art. cit., p. 10.

²²⁹ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, op. cit., p. 131.

La représentation des Etats-Unis chez les militants – et plus largement dans la société française toute entière – est profondément ambivalente²³⁰. Dans une période où la guerre du Vietnam alimente une dénonciation vigoureuse de l'impérialisme américain et constitue une occasion de première socialisation militante pour de nombreux lycéens et jeunes étudiants, il aurait été étonnant qu'il en fût autrement²³¹. Ainsi, les deux auteurs de l'éditorial d'*Actuel* s'interrogent sur le nombre « de Viêt-Nam « naturels » [...] ainsi concoctés dans les cerveaux des dévoreurs d'arbre »²³². De même, le magazine publie une longue interview de Barry Weisberg – l'inventeur de la notion d'écocide – qui dénonce l'usage des défoliants au Vietnam comme arme de guerre et se montre extrêmement critique à l'égard de l'organisation sociopolitique des Etats-Unis, considérant qu'il est dans la nature du capitalisme que de polluer²³³. La perception des Etats-Unis comme un contre-modèle environnemental se retrouve lors de la campagne de René Dumont où l'on fustige la consommation énergétique excessive de ce pays²³⁴ ou encore la pollution alarmante de Los Angeles due à l'étalement urbain et à l'usage irréfléchi de la voiture²³⁵.

Relayée par les groupes antinucléaires comme par les premières revues intéressées par l'écologisme ou par la contre-culture, la réception des savoirs et savoir-faire venus d'Amérique mêle donc une large part de fascination pour un pays érigé en symbole de la société écologique à venir et condamnation des excès de cette même société. Cette ambivalence traduit non pas la diffusion globale d'un modèle uniforme mais une circulation asymétrique – la France influence peu les Etats-Unis dans ce domaine – qui se révèle finalement essentiellement dépendante du contexte de réception. Comme le souligne Pierre Serna²³⁶, le jeu de miroir déformant est inséparable de la circulation transnationale des idées et des pratiques. Il n'en demeure pas moins que la circulation des savoirs entre les deux rives de l'Atlantique permet aux premiers militants français d'affirmer la légitimité d'une cause nouvelle et d'enrichir leur réflexion tant au sujet du nucléaire que sur les caractéristiques de la société écologique à venir.

²³⁰ « America, America, la haine, vraiment ? », *Revue française d'études américaines*, 2004/1, n°99, pp. 103-126.

²³¹ Laurent Jalabert, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997, pp. 69 sqq.

²³² Colette Saint-Cyr, Henri Gougard, « Beuark ! », *art. cit.*, p. 5.

²³³ Barry Weisberg, « Le capitalisme pue », *Actuel*, n°13, octobre 1971, p. 12.

²³⁴ René Dumont, *L'écologie ou la mort. La campagne de René Dumont et ses prolongements. Objectifs de l'écologie politique*, Paris, Pauvert, 1974, p. 54.

²³⁵ *Ibid.*, p. 51.

²³⁶ Pierre Serna, « Introduction. Le Directoire, miroir de quelle République ? », *art. cit.*, p. 13.

Par ailleurs, au-delà de ces contributions indirectes à l'éclosion de l'écologisme français, il arrive que l'influence de l'écologisme américain sur les militants français soit plus directe et parfois décisive dans la structuration des organisations et dans les parcours militants.

c. De l'écologisme américain à l'écologisme français

La circulation transnationale des idées et pratiques relatives à l'écologisme concerne des domaines aussi divers que la structure des organisations, la traduction d'ouvrages ou encore la constitution de réseaux interpersonnels. Le témoignage des acteurs de cette époque rend compte de l'importance des idées et des rencontres faites aux Etats-Unis qui ont parfois durablement influencé leur parcours militant. Il est néanmoins frappant de constater qu'aucun de ces acteurs n'envisage cette circulation transnationale comme l'alpha et l'oméga de leur prise de conscience écologiste ; par des jeux de miroir complexes, la réception en France s'effectue donc au travers d'une large adaptation critique.

En 1969, David Brower quitte le poste de directeur exécutif du Sierra Club qu'il occupe depuis 1952²³⁷. C'est le point culminant de deux ans de tensions au sein du conseil d'administration de cette association américaine autour du nucléaire mais également du fait des désaccords sur la gestion de l'organisation²³⁸. Brower fonde alors Friends of the Earth, qu'il envisage à la fois comme un lobby à l'échelle nationale et une organisation transnationale. L'association a donc dès l'origine vocation à essaimer dans d'autres pays : c'est dans ce cadre qu'Alain Hervé est sollicité pour constituer une structure similaire en France.

Né en 1932, Alain Hervé effectue des études de philosophie puis entre au Centre de Formation des Journalistes avant de travailler dans la presse écrite à partir de la seconde moitié des années cinquante²³⁹. De 1964 à 1967, cherchant l'aventure, désireux de découvrir le monde, il se lance dans un tour du monde à la voile de trois ans qui le mène jusqu'à San Francisco. A son retour en Europe en 1968, il prend la direction de la

²³⁷ David Brower, *For Earth's Sake. The Life and Times of David Brower*, Salt Lake City, Peregrine Smith Books, 1990, p. 239.

²³⁸ *Ibid.*, p. 240.

²³⁹ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010. Sauf mention contraire, les informations du passage qui suit sont extraites de cet entretien.

rédaction française de la FAO²⁴⁰ intitulée *Cérès* ; cet épisode est selon lui fondateur dans son engagement écologiste. Il découvre en effet une organisation toute entière tournée vers la promotion de la révolution verte dans les pays du tiers-monde²⁴¹. Comme Alain Hervé en témoigne après coup :

« Ça m'est tout de suite apparu comme une entreprise colonisatrice et américaine – les Américains avaient déjà un rôle déterminant à la FAO parce qu'ils la finançaient en grande partie et ils étaient très influents à l'intérieur de la FAO. Il y avait une sorte de religion du progrès technique à la FAO ».

Il démissionne donc rapidement de son poste de rédacteur de *Cérès* pour ne pas « être le vecteur de la propagande technocratique qui s'y exprimait ». Alain Hervé se souvient que c'est à cette époque qu'il découvre Jean Dorst²⁴² et René Dubos²⁴³, ce qui le conduit à réfléchir sur l'impact de l'homme sur son environnement. Ainsi, Alain Hervé est un homme déjà sensibilisé aux enjeux environnementaux lorsqu'il se rend aux Etats-Unis à la fin des années soixante.

C'est en 1969 qu'il se rend aux Etats-Unis pour réaliser un reportage sur les primaires démocrates pour le compte du magazine *Réalités*. A l'occasion d'une soirée donnée chez Robert Kennedy, il rencontre Gary Soucié, membre du groupe new-yorkais de Friends of the Earth. Ce dernier évoque avec Alain Hervé les enjeux environnementaux tels qu'ils sont alors posés aux Etats-Unis et il lui propose dans la foulée de fonder un groupe Friends of the Earth en France.

Comme le souligne Alain Hervé, « Ce qui m'a frappé le plus, ce n'est pas la création de l'association mais c'est ce qu'il m'a dit sur la planète Terre. J'étais réceptif dans la mesure où je l'avais parcourue moi-même »²⁴⁴. C'est donc la démarche de

²⁴⁰ Food and Agriculture Organization of the United Nations soit l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

²⁴¹ La révolution verte est une politique de transformation des agricultures du tiers-monde fondée sur la sélection de variétés à haut rendement, l'utilisation massive d'intrants et l'extension de l'irrigation. Sa mise en place commence dès les années quarante mais c'est dans les années cinquante et soixante qu'elle s'étend considérablement dans un contexte où les instances onusiennes craignent qu'une explosion démographique ne condamne l'humanité à la famine. Cf. Yannick Mahrane, Marianna Fenzi, Céline Pessis, Christophe Bonneuil, « De la nature à la biosphère. L'invention politique de l'environnement global, 1945-1972 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 132.

²⁴² Jean Dorst (1924-2001) est un biologiste spécialisé en ornithologie, enseignant au Muséum National d'Histoire Naturelle. Dans *Avant que nature meure*, paru en 1964, il s'inquiète des déséquilibres à venir du fait de la propension de l'homme à éradiquer la nature sauvage et son cadre de vie.

²⁴³ René Dubos (1902-1982) a fait l'essentiel de sa carrière comme chercheur en biologie. Il publie *L'Homme et son environnement* en 1966, signe de son intérêt pour l'écologie qui le conduit à préparer avec Barbara Ward le rapport de la conférence de Stockholm (1972) intitulé *Nous n'avons qu'une Terre*.

²⁴⁴ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

décloisonnement des questions environnementales, menée aux Etats-Unis depuis plusieurs années déjà et encore balbutiante en France, qui frappe Alain Hervé. Gary Soucié l'invite alors à entrer en contact avec Edwin Matthews, avocat d'affaire américain travaillant en France au sein du cabinet Coudert Brothers et déjà impliqué dans Friends of the Earth. Selon son propre témoignage, Alain Hervé est très intéressé par les idées écologistes, qui font écho à sa propre sensibilité à l'égard de la nature, mais peu enthousiaste à l'idée de fonder une association, n'ayant jamais été un militant politique. De surcroît, le nom de cette association lui paraît « tout à fait ridicule » car un peu infantile et étranger aux traditions culturelles et philosophiques françaises²⁴⁵. Selon lui, l'appellation Friends of the Earth renvoyait à l'univers de Henry Thoreau et Ralph Waldo Emerson donc à une vision des relations de l'homme à la nature qui n'avait selon lui pas cours en France.

C'est finalement Edwin Matthews qui prend l'initiative de lui proposer une rencontre. Alain Hervé accepte, surtout par curiosité. Entre les deux hommes, le contact passe immédiatement d'autant que Matthews déborde de projets, envisageant dès l'origine d'ouvrir un bureau permanent à Paris et de nouer des contacts réguliers avec les écologistes anglais. A cette époque, Alain Hervé est pigiste pour *Réalités* et dispose donc d'un emploi du temps relativement souple ; il accepte alors de s'impliquer et contacte Philippe Viannay (1917-1986), ancien résistant et journaliste au *Nouvel Observateur*, qu'il avait connu au Centre de Formation des Journalistes. Ce dernier lui trouve les premiers bureaux de l'association, Quai-Voltaire à Paris et l'assemblée générale constitutive des Amis de la Terre-France a lieu le 11 juillet 1970²⁴⁶.

Ce voyage aux Etats-Unis est donc crucial dans le parcours militant et professionnel d'Alain Hervé car c'est lors de cet épisode que sa sensibilité à l'égard de la nature, déjà bien affirmée, gagne en cohérence et en profondeur théorique. Ce processus ne le conduit pas à adopter une vision des relations de l'homme à la nature propre à la culture américaine ni même d'importer directement des pratiques organisationnelles propres aux Etats-Unis mais, par un jeu de miroir, à préciser ses propres idées. Il faut ici parler de déclic plutôt que de source durable d'inspiration. Il en va de même pour les actions mises en œuvre par les Amis de la Terre en France durant les premières années d'existence de l'association. Grâce à un partenariat avec les éditions Fayard, l'association se lance dans

²⁴⁵ *Ibidem*.

²⁴⁶ CAC. Fonds AT. Carton 1. Procès-verbal de l'assemblée générale fondatrice. 11 juillet 1970.

la traduction et la publication en France d'ouvrages américains²⁴⁷. De fait, *La bombe P* de Paul R. Ehrlich paraît en 1972 avec une postface d'Alexandre Grothendieck et de Pierre Samuel²⁴⁸. Pourtant, de l'aveu même d'Alain Hervé, les ventes sont catastrophiques et cet échec semble signer la fin prématurée de la collection des Amis de la Terre des éditions Fayard²⁴⁹. Par ailleurs, la correspondance éparsée des premières années de l'association, conservée aux Archives nationales, semblent indiquer que, passée l'année 1970, où plusieurs lettres sont échangées avec David Brower au sujet du comité de parrainage de l'association, les relations entre les deux rives de l'Atlantique semblent se réduire à un échange périodique d'informations sans coordination véritable des actions²⁵⁰. Ainsi, la création des Amis de la Terre ne constitue pas la transposition d'un modèle reproduit à l'identique mais se traduit par l'élaboration d'une voie originale au miroir de l'expérience américaine. Celle-ci agit alors comme un révélateur et qui actualise des prédispositions antérieures.

D'autres organisations sont fondées en collaboration ou sous l'impulsion de militants américains même s'il semble rare que des liens organiques se maintiennent sur le long terme entre les groupes. Ainsi, c'est en marge d'une *summer school* à Montréal, en juillet 1970, qu'est créé Survivre (qui devient par la suite Survivre et Vivre), groupe à vocation pacifiste puis écologique²⁵¹. A l'origine, le groupe s'attache surtout à dénoncer la contribution des scientifiques au complexe militaro-industriel et donc à la guerre du Vietnam. Très vite, se donnant pour but la lutte pour la survie de l'espèce humaine et de la vie sur la planète en général, le groupe dénonce également le déséquilibre écologique induit par la société industrielle et les menaces représentées par les conflits militaires effectifs ou potentiels²⁵². Cependant, les liens effectifs avec le monde anglo-saxon semblent se distendre rapidement : pendant plus d'un an, chaque numéro contient plusieurs articles écrits par des anglo-saxons²⁵³ avant que ce ne soit plus le cas²⁵⁴. Ainsi

²⁴⁷ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

²⁴⁸ Paul R. Ehrlich, *La bombe P*, Paris, Fayard, 1972.

²⁴⁹ *La fin du ciel bleu. Les supersoniques* de Catherine Delsol paraît également dans cette collection aux éditions Fayard mais par la suite les ouvrages seront édités par Stock (Pierre Samuel, *L'escroquerie nucléaire*, Paris, Stock, 1975) ou chez Jean-Jacques Pauvert ([Les Amis de la Terre du Morvan], *Histoire d'U : propos sur les exploitations minières d'uranium en France*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1977).

²⁵⁰ CAC. Fonds AT. 1. Lettre d'Edwin Matthews à David Brower. 23 octobre 1970 puis lettre de David Brower à Jacques-Yves Cousteau. 5 novembre 1970. Le faible nombre de lettres conservées pour cette période ne permet cependant pas d'être totalement affirmatif.

²⁵¹ Alexandre Grothendieck, *Récoltes et semailles. Témoignage sur un passé de mathématicien*, s.l.n.d (achevé vers 1984), <http://www.math.jussieu.fr/~leila/grothendieckcircle/RetS.pdf>, p. 621.

²⁵² « Lignes directrices pour le mouvement international », *Survivre*, n°1, août 1970, p. 3.

²⁵³ Colin Clark, « Un code personnel d'une éthique de l'environnement », *Survivre et Vivre*, n°7, février-mai 1971, p. 9. Cf. dans le même numéro, Elain, « Papier vert écologique », pp. 10-12.

l'association française s'affranchit de la seule critique de la science pour se livrer, sous l'égide d'Alexandre Grothendieck, à une subversion culturelle tous azimuts.

Pour certains acteurs de l'émergence de l'écologisme français, la précocité et l'ampleur du mouvement en faveur de la protection de la nature et de l'environnement constitue une source d'inspiration. C'est le cas de Pierre Samuel et son fils Laurent, tous deux membres de *Survivre et Vivre* de 1970 à 1973 puis des Amis de la Terre²⁵⁵. Pierre Samuel (1921-2009) enseigne les mathématiques à l'université de Clermont-Ferrand puis à Paris XI. Selon ses propres mots, c'est lors d'un séjour à Harvard durant l'année universitaire 1969-1970 qu'il a été « converti à l'écologie » par ses lectures et à l'occasion des débats autour du projet de voies express à Boston qui aurait amené l'altération des vieux quartiers de la ville²⁵⁶. Son fils Laurent se souvient lors de ce séjour avoir assisté aux manifestations du Earth Day en avril 1970 : c'est à partir de là qu'il commence à lire certains auteurs américains, tel Paul Ehrlich ou Barry Commoner²⁵⁷, qui insistent à cette époque sur la menace que représente la dégradation de l'environnement pour la survie de l'homme sur Terre²⁵⁸. Ce premier contact avec une écologie présentée comme un outil d'analyse globale, à la fois scientifique et préoccupé du devenir de la société, ne représente cependant qu'une étape dans son parcours militant ; une fois rentré en France, il intègre Science-po Paris, où il suit les cours de Philippe Saint-Marc consacré à l'aménagement du territoire et découvre, dans un tout autre genre, les articles de Pierre Fournier dans *Hara-Kiri Hebdo* à la fin de l'année 1970²⁵⁹.

D'autres futurs acteurs de l'écologisme séjournent, pour des durées plus ou moins longues, aux Etats-Unis ; dans leur parcours militant, ces épisodes n'ont pas la même centralité que pour Alain Hervé, voire pour Pierre et Laurent Samuel, mais contribuent à alimenter chez eux une réflexion plus large. Ainsi, Jean Carlier (1922-2011), alors directeur du service des informations de RTL, se rend aux Etats-Unis à la fin des années soixante où il observe la montée d'une sensibilité nouvelle de l'opinion et des pouvoirs

²⁵⁴ Ainsi, tous les auteurs de *Survivre...et Vivre*, n°11, sorti au printemps 1972 sont des Français.

²⁵⁵ Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre, 1970-1989. 20 ans au coeur de l'écologie*, 2006. http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/Histoire_des_AT_1970-1989.pdf, consulté le 11 mars 2010, p. 5.

²⁵⁶ *Ibidem*.

²⁵⁷ Jacques Grinevald, « Barry Commoner (1917-2012) », *Lesauvage.org*, paru le 18 octobre 2012, <http://www.lesauvage.org/2012/10/barry-commoner-1917-2012/>, consulté le 11 mars 2013.

²⁵⁸ Entretien avec Laurent Samuel. 18 mars 2010.

²⁵⁹ *Ibidem*.

publics à l'égard de l'environnement²⁶⁰. Il est d'ailleurs probable qu'il s'inspire de la notion apparue aux Etats-Unis de « *quality of life* » pour le titre des chroniques qu'il tient sur RTL de 1974 à 1982, *La qualité de la vie*.

Au-delà du miroir de la circulation transnationale des idées, l'écologisme américain a eu une influence directe sur un certain nombre d'acteurs français importants. Ces échanges et ces inspirations n'ont pour la plupart eu qu'une influence ponctuelle et n'ont concerné qu'un petit nombre d'individus dont la plupart rejoignent par la suite les Amis de la Terre. Il n'y a donc pas lieu d'évoquer pour la période une quelconque internationale écologiste dont l'existence paraît bien incertaine.

En définitive, quel sens donner aux circulations transnationales et aux transferts de savoir et de savoir-faire entre les Etats-Unis et la France ? Comment évaluer leur importance dans la genèse de l'écologisme français ? Au tournant des années soixante et soixante-dix, les idées et les pratiques militantes traversent l'Atlantique mais ce serait adopter une vision bien naïve de l'histoire transnationale que de considérer *a priori* que ces échanges ont, par leur seule existence, une portée cruciale.

Tout bien considéré, les jeux de miroir entre la France et les Etats-Unis reflètent une circulation des idées et des savoir-faire profondément asymétrique et finalement limitée. En l'état actuel des recherches, les circulations identifiées s'effectuent essentiellement du Nouveau Monde vers l'Ancien, sans véritable réciprocité. Par ailleurs, on chercherait en vain l'établissement d'une collaboration durable entre les acteurs. Les Amis de la Terre sont certes fondés sous l'impulsion de David Brower et Edwin Matthews mais, très rapidement, les échanges entre les deux organisations deviennent superficiels, d'autant que sous l'impulsion de Brice Lalonde, l'association française s'oriente vers une action plus directement politique, étrangère à Friends of the Earth. Au final, les expériences américaines fournissent un ensemble de réflexions, parfois un exemple, ou une impulsion décisive mais rarement un modèle. Ces échanges illustrent ainsi les paradoxes de la circulation des idées nouvelles dans les années 68 dont l'accélération se traduit à la fois

²⁶⁰ Alexis Vrignon, « Jean Carlier (1922-2011), *Dictionnaire biographique en ligne de l'Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement*, paru le 21 avril 2011, <http://www.ahpne.fr/spip.php?article125>

par l'émergence de modèles transnationaux mais, simultanément, par l'approfondissement de chaque expérience nationale.

Néanmoins, ces transferts, même indirects, épisodiques ou sans lendemain ont leur importance. Grâce à la circulation transnationale des idées et des savoir-faire, les premiers militants français rassemblent des informations, des exemples, des analyses qui attestent de la réalité de la crise écologique ; en outre, ils sont amenés à envisager d'autres futurs possibles, différents de l'eschatologie marxiste traditionnelle centrée sur la révolution politique. Par son existence même, ces transferts permettent un décentrement, un pas de côté par rapport au contexte national. En faisant de l'écologie, en tant qu'instrument d'analyse critique de la société, une démarche venue des Etats-Unis, les premiers militants mettent en œuvre une rhétorique de la nouveauté. L'écologie serait ainsi un souffle nouveau, posant des questions inédites, apportant des réponses qui le sont tout autant, offrant une vision originale de la société, présente comme à venir.

Le foisonnement des idées en faveur de la protection de la nature et de l'environnement aux Etats-Unis donne ainsi le sentiment aux militants de découvrir une vérité longtemps occultée et facilite donc l'investissement dans une nouvelle cause, d'abord considérée comme marginale. Il n'en reste pas moins que l'exemple américain ne saurait être considéré comme la seule source entraînant l'émergence de l'écologisme français. Il nous faut maintenant envisager le rôle du renouvellement de l'écologisme scientifique dans ce domaine.

2. Science, écologie et société

En France, contrairement aux pays anglo-saxons, le terme « écologiste » peut aussi bien désigner le « spécialiste de l'écologie » et le « partisan de l'écologisme, de la protection de la nature, de la recherche de formes de développement respectant l'environnement »²⁶¹ : le savant et le militant semblent ainsi se mêler, indissolublement, sans qu'il soit possible de déterminer où passe précisément la frontière entre les deux domaines.

Cette assimilation n'est certes pas dénuée de vérité. Dès les années cinquante, l'écologue²⁶² américain Eugène Odum insiste sur le rôle social des membres de sa profession²⁶³. Dans *Fundamentals of Ecology*, son manuel universitaire particulièrement utilisé aux Etats-Unis jusqu'aux années soixante-dix, il considère que les chercheurs doivent être des scientifiques mais également être des experts capables d'apporter des solutions aux dysfonctionnements de la biosphère. Selon Odum, les principes de coopération et d'interdépendance s'appliquent autant aux écosystèmes qu'aux communautés humaines, dès lors les écologues peuvent et doivent apporter leur contribution à la résolution des problèmes de la société.

Néanmoins, comme le rappelle Jean-Paul Deléage, d'autres scientifiques, comme Paul Colinvaux (né en 1930), défendent une conception plus naturaliste de l'écologie en considérant qu'elle n'est pas une science de la lutte contre la pollution mais une science de la marche globale du monde vivant²⁶⁴. Dans cette perspective, l'écologue n'aurait pas à s'ériger en expert, si ce n'est de manière ponctuelle. En France, la promotion du terme « écologue » à partir de 1979 est révélatrice d'une volonté de se démarquer de l'écologie militante et de réaffirmer l'existence d'une frontière entre les deux activités²⁶⁵.

La fluidité et la polysémie des termes révèlent la complexité des relations entre le scientifique et le militant, entre la connaissance du monde vivant et sa protection. L'analyse synthétique des relations entre ces deux démarches à partir du XIX^e siècle doit permettre de mieux comprendre les modalités, l'ampleur et les limites du rapprochement

²⁶¹ Josette Rey-Debove, Alain Rey (dir.), *Le Petit Robert de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2004, p. 828.

²⁶² Par souci de clarté, nous préférons employer ce terme dont l'usage remonte à 1979 pour désigner un « scientifique spécialiste de l'écologie ». Cf. Josette Rey-Debove, Alain Rey (dir.), *Le Petit Robert, op. cit.*, p. 828.

²⁶³ Joël B. Hagen, « Teaching Ecology during the Environmental Age, 1965-1980 », *Environmental History*, 2008/4, vol. 13, p. 705.

²⁶⁴ Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, Paris, Seuil, 1991, p. 10.

²⁶⁵ Josette Rey-Debove, Alain Rey (dir.), *Le Petit Robert, op. cit.*, p. 828.

qui s'opère dans les années soixante et soixante-dix sous l'égide du tournant environnemental. Après avoir souligné combien la science écologique et la protection de la nature sont liées à l'avènement de la société industrielle, nous étudierons la manière dont un certain nombre de scientifiques insistent à partir des années cinquante sur l'idée d'une crise écologique globale, ce qui les conduit à s'investir plus directement dans la définition de l'intérêt général.

a. Ecologie et protection de la nature. Une naissance dans le cadre de révolution industrielle

L'écologie naît formellement en 1866 lorsque le biologiste Ernst Haeckel (1834-1919) propose de désigner sous ce terme « la science des rapports des organismes avec le monde extérieur, dans laquelle nous pouvons reconnaître d'une façon plus large les facteurs de la 'lutte pour l'existence' »²⁶⁶. Comme c'est souvent le cas en histoire des sciences, cette date, qui constitue un point de repère commode, ne doit pas occulter la longueur du processus de problématisation, de définition des concepts et d'institutionnalisation de l'écologie. L'allusion d'Haeckel aux « facteurs de la 'lutte pour l'existence' » témoigne par exemple de l'importance des travaux de Jean-Baptiste de Lamarck (1744-1829) et surtout de Charles Darwin (1809-1882) dans la genèse de cette nouvelle approche scientifique. D'autres savants apportent par la suite à l'écologie une contribution essentielle comme Karl Möbius qui propose le concept de biocénose en 1877 ou encore Stephen A. Forbes (1844-1930) qui s'intéresse à celui de microcosme²⁶⁷. Il faut également souligner que la constitution des écologues en groupe professionnel est relativement lente puisque la British Ecological Society n'est fondée qu'en 1913²⁶⁸.

L'écologie apparaît donc au cours du XIX^e siècle, dans une Europe radicalement transformée par l'industrialisation et l'urbanisation. Faut-il dès lors considérer, comme le fait Jean-Paul Deléage, que cette science naît d'une interrogation sur les conséquences de l'exploitation de la nature²⁶⁹ ? Certes, le monisme promu par Haeckel entend retisser un lien entre le monde de la nature et le monde de l'homme, lien qui aurait été distendu par la révolution industrielle : les sociétés devraient selon lui s'inspirer de l'ordre de la

²⁶⁶ Ernst Haeckel, *Generelle Morphologie der Organismen*, t. II, Berlin, Reimer, 1866, p. 235, cite par Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, op. cit., p. 63.

²⁶⁷ Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, op. cit., pp. 71 sqq.

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 9.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 61.

nature²⁷⁰. De même, les recherches de Karl Möbius sur les facteurs de disparition des populations d'huîtres sont stimulées par l'analyse des conséquences de la surexploitation des ressources dans la région de Rochefort et de Marennes, lorsque l'arrivée du chemin de fer dans la région stimule la demande en produits de la mer dans les villes de l'intérieur des terres²⁷¹. Néanmoins, les naturalistes et les biologistes qui, au cours du XIX^e siècle, élaborent le corpus théorique de l'écologie, ne sont pas tous animés par une démarche critique à l'égard de la société industrielle. A bien des égards, l'écologie est aussi une science qui a pour but de connaître le monde pour permettre à l'homme de se l'approprier. Cet aperçu synthétique vise donc à déconstruire l'idée que la volonté de protéger la nature découlerait de sa connaissance et à dresser une typologie des différentes attitudes possibles dans ce domaine.

L'évolution de la Société d'acclimatation en France illustre la difficile articulation entre connaissance et protection de la nature²⁷². A sa fondation en 1854 par Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, la Société zoologique d'acclimatation a pour objectif essentiel d'introduire en France de nouvelles espèces animales et végétales aussi diverses que le yak ou le cerf Sika dans le but de favoriser l'essor de l'agriculture et de l'industrie nationale²⁷³. Elle est donc à l'origine guidée par une approche utilitarisme de la nature où les enjeux de protection sont alors absents. Grâce à son savoir scientifique, l'homme peut et doit dominer une nature potentiellement hostile pour en tirer le meilleur²⁷⁴. Dans un contexte d'essor de la colonisation outre-mer, l'acclimatation, et plus généralement les savoirs naturalistes, sont donc présentés comme une démarche essentielle pour assurer la mise en valeur de ces territoires.

Progressivement pourtant, les membres de la Société d'acclimatation, naturalistes professionnels ou amateurs, en viennent à souligner la nécessité de protéger la nature et non pas seulement de l'exploiter, allant même jusqu'à remettre en cause la notion d'acclimatation. C'est ainsi qu'au travers des débats sur le caractère utile ou nuisible de telle ou telle espèce émerge l'idée essentielle d'équilibre naturel. Dès les années 1860,

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 65.

²⁷¹ Une biocénose désigne l'ensemble des êtres vivants coexistant dans un espace défini. Cf. Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, *op. cit.*, p. 71.

²⁷² Rémi Luglia, *L'émergence de la protection de la nature en France (1854-1939). La Société d'acclimatation, témoin et acteur du courant naturaliste*, thèse d'histoire sous la direction de Jean-Noël Jeanneney, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2012.

²⁷³ Rémi Luglia, *L'émergence de la protection de la nature en France*, *op. cit.*, pp. 90 *sqq.*

²⁷⁴ *Ibid.*, pp. 131 *sqq.*

certaines membres de l'association émettent l'idée que tous les êtres vivants seraient également utiles car tous auraient à jouer dans la nature, quand bien même l'homme n'en aurait pas conscience. Cette position, d'abord minoritaire, est officiellement admise par la Société en 1891²⁷⁵.

Sous la présidence d'Edmond Perrier (1901-1921), alors directeur du Muséum National d'Histoire Naturelle, la Société s'inquiète de plus en plus de la disparition de la faune et de la flore, notamment dans les colonies, et promeut officiellement l'idée de mise en réserve de territoires au nom de leur intérêt scientifique²⁷⁶. Ainsi, en 1912, la réserve des Sept-Îles est mise en place pour protéger les macareux moines et sa gestion est confiée à la Ligue pour la protection des oiseaux, sous-section de la Société Nationale d'Acclimatation de France créée pour l'occasion²⁷⁷.

L'exemple de la Société d'acclimatation démontre que l'articulation entre la connaissance scientifique et la protection de la nature n'est jamais univoque, d'autant que le fait de déplorer les atteintes à la faune ou à la flore n'implique pas de s'investir personnellement pour y remédier. Ce serait donc une erreur de considérer que la connaissance scientifique de la nature et des outrages qui lui sont infligés précède systématiquement l'action militante. De fait, si la frontière entre connaissance et protection de la nature est nécessairement poreuse, si les deux démarches ont pour point commun de réagir à l'avènement de la société industrielle, elles n'en restent pas moins profondément distinctes.

Comme la science écologique, le militantisme en faveur de la protection de la nature et de la lutte contre les nuisances se structurent dans les sociétés en cours d'industrialisation d'Europe et d'Amérique du Nord. Il ne s'agit donc pas, comme on l'a parfois cru, d'une démarche marquée par l'idéologie postmatérialiste du dernier tiers du XX^e siècle²⁷⁸. Sur ces questions, l'avancement des travaux est malheureusement inégal. Les penseurs américains couramment regardés comme les pionniers et les inspirateurs de l'écologisme actuel ont d'ors et déjà fait l'objet de biographies solides²⁷⁹. En revanche, l'importance

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 167.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 405.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 549.

²⁷⁸ Ronald Inglehart, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993, p 42.

²⁷⁹ Citons, à titre d'exemple et sans chercher l'exhaustivité, Donald Worster, *A Passion for Nature : The Life of John Muir*, Oxford University Press, 2008, ou encore Julianne Lutz Newton, *Aldo Leopold's Odyssey*, Washington, Island Press/Shearwater Books, 2006.

quantitative des recherches consacrées aux groupes européens se donnant pour mission de protéger la nature ou de lutter contre les nuisances de la ville industrielle varie selon les pays. L'Angleterre²⁸⁰, l'Italie²⁸¹ ou encore les pays germanophones ont fait l'objet d'investigations poussées alors que nous ne disposons pour la France que de recherches ponctuelles qui demandent maintenant à être élargies et précisées²⁸².

Faire pression sur les parlementaires pour obtenir une réglementation plus stricte sur les fumées d'usine, acheter des terrains pour les soustraire à l'urbanisation dévorante, gérer une réserve naturelle ou lancer une campagne de presse pour protéger un paysage pittoresque, telles sont en effet quelques unes des activités fort diverses des associations et des individus engagés dans la protection de la nature, essentiellement à partir des années 1860²⁸³. Les protecteurs de la nature ne forment pas un groupe uni ou cohérent, les approches et les terrains d'action sont divers et peuvent alimenter des clivages durables. En Angleterre, comme le souligne Charles-François Mathis, les « réformistes » se distinguent des « utopistes » qui rejettent la modernité telle qu'elle est apparue à la fin du XVIII^e siècle²⁸⁴. De même, les riverains, maraîchers et petits propriétaires, qui protestent près de Nantes contre les nuisances générés par une usine toute proche n'ont que peu de points communs les grandes figures intellectuelles telles qu'Octavia Hill ou John Ruskin²⁸⁵. Par ailleurs, comme le démontre Christophe Traïni, la cause animale peut tout aussi bien mobiliser des vétérinaires soucieux de promouvoir les progrès de la science appliquée en diminuant toute souffrance contre-productive que des notables qui voient dans l'amélioration des conditions de vie des animaux une action pédagogique en direction du peuple ou des dames patronnesses pour qui la souffrance des bêtes est moralement insupportable²⁸⁶. Le militantisme en faveur de la protection de la nature est donc loin de se réduire à des motivations scientifiques, c'est aussi un phénomène tout à la

²⁸⁰ Charles-François Mathis, *In Nature We Trust. Les paysages anglais à l'ère industrielle*, Paris PUPS, 2010.

²⁸¹ Luigi Piccioni, *Il volto amato della patria. Il primo movimento italiano per la protezione della natura (1883-1934)*, Camerino, Università degli Studi di Camerino, 1999.

²⁸² Citons Patrick Matagne, *Aux origines de l'écologie, les naturalistes en France (1800-1914)*, Paris, CHTS, 1999, Remi Luglia, *L'émergence de la protection de la nature en France (1854-1939). La société d'acclimatation, témoin et acteur du courant naturaliste*, thèse d'histoire sous la direction de Jean-Noël Jeanneney, Institut d'Études Politiques de Paris, 2012, ou encore Jean-François Malange, *Histoire sociale des pratiques de pêche à la ligne en France de 1829 à 1941 : aux origines d'une conscience environnementale*, thèse d'histoire sous la direction de Jean-Marc Olivier et Patrick Cabanel, Toulouse-2, 2011.

²⁸³ Charles-François Mathis, *In Nature We Trust, op. cit.*, pp. 271 sqq.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 427.

²⁸⁵ Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle*, Paris, EHESS, 2010, pp. 163-165.

²⁸⁶ Christophe Traïni, *La cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*, Paris, PUF, 2011, respectivement p. 28, 40, 103.

fois social et politique, ancien et complexe et par là-même profondément divers dans ses manifestations.

L'un des points d'entrée possibles pour saisir et faire sens à ce foisonnement est la définition de la nature propre aux différents acteurs car cela conditionne en partie la manière dont ils entendent la protéger²⁸⁷. Qu'est-ce que la nature ? Quelle doit être la place de l'espèce humaine en son sein ? La réponse à ces questions peut mobiliser les savoirs naturalistes sans que ceux-ci ne permettent de clore le débat, beaucoup plus vaste et toujours renouvelé comme le montre une célèbre controverse entre protecteurs de la nature aux Etats-Unis.

Au début du XX^e siècle, la construction d'un barrage dans la vallée d'Hetch Hetchy (Californie) oppose deux tendances de la protection de la nature, les préservationnistes et les conservationnistes incarnés par les positions respectives de John Muir²⁸⁸ et Gifford Pinchot²⁸⁹. Destiné à alimenter San Francisco en eau, ce projet aurait pour conséquence d'inonder une vallée proche du parc Yosemite. Muir y est opposé, au nom de la préservation du site dans son état originel, Pinchot y est au contraire favorable, soulignant l'utilité du barrage pour la communauté. Au-delà des arguments directement mobilisés, cette controverse illustre la manière dont une perception différente de la nature et des rapports de celle-ci avec la société peuvent inspirer des politiques publiques distinctes voire opposées chez des individus qui se donnent pourtant pour mission de la protéger.

Le regard porté par John Muir sur la nature est indissociable de la notion de *wilderness*, cette nature sauvage qui acquiert au cours du XIX^e siècle une valeur particulière aux yeux de la société américaine²⁹⁰. Alors qu'au début de ce siècle la *wilderness* désigne des lieux sauvages et désolés, inspirant la terreur plutôt que la révérence, elle est progressivement assimilée à un nouvel éden. A mesure que la société industrielle transforme le paysage et la société américaine, la *wilderness*, symbolisée par les parcs du Yosemite et de Yellowstone, apparaît comme le spectacle de la création telle que l'a voulu Dieu ; c'est aussi le lieu d'une régénération des individus, loin des délices

²⁸⁷ Philippe Descola, « A qui appartient la nature ? », *La vie des idées*, », www.laviedesidees.fr, le 21 janvier 2008, p. 2.

²⁸⁸ Donald Worster, *A Passion for Nature*, *op. cit.*

²⁸⁹ Char Miller, *Gifford Pinchot and the Making of Modern Environmentalism*, Washington, Island Press, 2001.

²⁹⁰ William Cronon, « The Trouble with Wilderness; or, Getting back to the Wrong Nature », in William Cronon (ed.), *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, New York, W.W. Norton and Co, 1995, pp. 69 *sqq.*

amollissants de la civilisation moderne. Les Américains, en s'immergeant dans la *wilderness*, peuvent redécouvrir leur énergie raciale primitive, réinventer une démocratie directe, redevenir des individus pleins et entiers²⁹¹. Ainsi, pour des préservationnistes, protéger la nature signifie avant tout protéger la *wilderness*.

Bien qu'étant également animés par le souci de protéger la nature, les conservationnistes soutiennent des positions très différentes. Pinchot, leur représentant le plus connu, est un forestier, fondamentalement soucieux de la conservation des ressources naturelles pour en permettre le renouvellement ou du moins l'usage raisonné et économe. Alors que les préservationnistes insistent sur la dichotomie entre nature et culture en glorifiant la *wilderness* face à une société industrielle en pleine expansion, les conservationnistes voient dans cette dernière le cadre de vie de l'homme moderne²⁹².

L'action des protecteurs de la nature ne peut donc se comprendre en dehors des évolutions culturelles globales des sociétés concernées. Les travaux de William Cronon²⁹³ comme ceux de Philippe Descola²⁹⁴ attestent que la « nature » est une construction culturelle, dont les composantes varient selon individus, les périodes et les milieux sociaux. Les travaux des naturalistes peuvent être donc mobilisés pour décrire la nature, la comprendre ou en justifier la protection mais ils sont loin d'épuiser les représentations que les sociétés peuvent en avoir.

Sous leur forme contemporaine, la protection de la nature et la lutte contre les nuisances n'apparaissent donc pas dans le dernier tiers du XX^e siècle mais remontent au XIX^e siècle dans une Europe transformée par l'industrialisation et l'urbanisation. Dès cette époque, les actions militantes entretiennent un rapport complexe, fait de rapprochements, d'exclusions et d'instrumentalisations réciproques, avec la science écologique. Pourquoi l'écologisme apparaît-il à partir des années soixante-dix ? Pour le comprendre, il faut saisir l'importance de la notion de crise écologique, qui, dans la seconde moitié du XX^e siècle, amène progressivement un rapprochement décisif entre écologie et protection de la nature.

²⁹¹ La *wilderness* est alors indissociable de l'idéologie de la frontière. Celle-ci est formalisée par Frederick Jackson Turner dans son article fondateur « The Significance of the Frontier in American History » paru en 1893. Cf. William Cronon, « The Trouble with Wilderness », *art. cit.*, p. 73.

²⁹² Carl H. Moneyhon, « The Environmental Crisis and American Politics, 1860-1920 », *The Ecologist*, vol. 12, n°1, janvier-février 1982, pp. 25 *sqq.*

²⁹³ William Cronon, « William Cronon, « The Trouble with Wilderness », *art. cit.*, pp. 60 *sqq.*

²⁹⁴ Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

b. Dénoncer « La dégradation souvent irréversible de la nature »²⁹⁵

« Nous détruisons les forêts, nous exterminons et nous gaspillons nombre d'espèces animales, nous utilisons et pis encore nous stérilisons les sols agricoles, nous épuisons les ressources des océans, empoisonnons l'eau des rivières et jusqu'à l'air que nous respirons et le plus grave de tout, c'est notre inconcevable ignorance du danger »²⁹⁶

Tel est le constat sans appel dressé par le journaliste Pierre Ichac dans son émission *Controverses* à l'occasion de la parution du livre de Jean Dorst, *Avant que Nature meure* (1965). Constatant « la dégradation souvent irréversible de la nature qui nous entoure et dont jusqu'à présent l'humanité a vécu », il souligne qu'il s'agit là du « phénomène le plus angoissant de notre siècle de progrès technique accéléré »²⁹⁷.

Dès cette époque, les lanceurs d'alerte ne manquent pas et certains naturalistes ne se contentent plus à partir des années cinquante de mettre en garde contre les dangers qui pèsent sur telle ou telle espèce ; se réclamant de l'écologie, ils s'alarment du rôle dévastateur de l'homme à l'échelle de la planète. Celui-ci, devenu une force géologique à part entière, menace la nature et l'ensemble de la civilisation par son usage irraisonné des ressources et par une croissance démographique sans frein : il devient tout à la fois l'acteur principal et la première victime de la crise écologique²⁹⁸.

Dès lors, la guerre, la faim et la maladie seraient le seul horizon de l'humanité à moins d'un profond changement d'attitude et de politique. Cette idée de crise globale est, en France du moins, d'abord cantonnée aux milieux scientifiques avant d'acquiescer un écho grandissant auprès de la population et des pouvoirs publics au cours des années soixante au point de constituer l'un des facteurs essentiels de la genèse de l'écologisme dans la décennie suivante.

Aux Etats-Unis, deux livres lancent ce débat dès 1948, *La planète au pillage* de Fairfield Osborn et *Road to Survival* de William Vogt²⁹⁹. Alors que le monde entre dans

²⁹⁵ Pierre Ichac, *Controverses*, émission du 22 mai 1965 « *Avant que Nature meure* de Jean Dorst », <http://www.ina.fr/video/PHD94029036>.

²⁹⁶ *Ibidem*. Il faut souligner que Pierre Ichac est loin d'être un néophyte dans ce domaine car, en tant que reporter et ethnologue, il a eu l'occasion de parcourir l'Afrique et le Moyen-Orient avant de contribuer à la fondation de l'Association des Journalistes et Ecrivains pour la Protection de la Nature en 1969 aux côtés de Pierre Pellerin et Jean Carlier.

²⁹⁷ *Ibidem*.

²⁹⁸ Yannick Mahrane, Marianna Fenzi, Céline Pessis, Christophe Bonneuil, « De la nature à la biosphère. L'invention politique de l'environnement global, 1945-1972 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 129.

²⁹⁹ *Ibidem*.

la Guerre Froide, tandis que les Etats-Unis installent leur leadership sur le monde occidental et se préoccupent du développement du tiers-monde, ces ouvrages sont des best-sellers retentissants, au moins dans leur pays d'origine³⁰⁰. En France, Roger Heim (1900-1979), alors directeur du Muséum National d'Histoire Naturelle, fait figure de pionnier lorsqu'il publie *Destruction et protection de la nature* en 1952. Mycologue reconnu, il est également l'un des fondateurs de l'Union Internationale pour la Protection de la Nature (UIPN) en 1948³⁰¹. Dans une France qui achève sa reconstruction, ce livre n'obtient pas l'effet escompté³⁰². Ce n'est pourtant que le premier jalon d'une série d'avertissements lancés dans les années soixante parmi lesquels se distinguent la préface de Roger Heim à l'édition française du *Printemps silencieux* (1963)³⁰³ et l'ouvrage de Jean Dorst (1924-2001), *Avant que Nature meure*, qui fait l'objet de pas moins de dix-sept éditions étrangères³⁰⁴. Professeur au Muséum et spécialiste des oiseaux, ce dernier aide en 1956 le gouvernement équatorien à créer une réserve naturelle sur les îles Galápagos³⁰⁵. Il est lui aussi membre de l'UIPN/UICN, ce qui témoigne du caractère transnational de l'idée de crise écologique dans laquelle se retrouve un grand nombre de scientifiques liés aux institutions onusiennes³⁰⁶. Relevons que ces deux auteurs, scientifiques reconnus, participant pleinement aux débats transnationaux, préférèrent cependant le terme « nature » à celui d'« environnement », sans que cela n'implique une appréhension purement romantique des problèmes traités ni une méconnaissance des mécanismes de fonctionnement des écosystèmes. Il faut sans doute voir dans l'usage de ce terme commun la volonté de ne pas rebuter le public par l'usage d'un jargon trop spécialisé. Peut-être est-ce une volonté de marquer la spécificité de leur approche par rapport à leurs confrères anglo-saxons en insistant sur les dimensions indissociablement scientifiques et morales de leurs inquiétudes. Quoiqu'il en soit, la mise en avant de la « nature » par des scientifiques insistant sur la gravité de la crise écologique montre qu'on ne peut tirer argument de la rareté du terme « environnement » dans la France des

³⁰⁰ *Ibidem*.

³⁰¹ L'UIPN est rebaptisée Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources naturelles en 1956.

³⁰² Philippe Guinier, « La protection de la nature (à propos d'un livre récent) », *Revue forestière française*, n°7-8, 1953, p. 500.

³⁰³ L'ouvrage a été récemment réédité avec sa préface : Rachel Carson, *Le printemps silencieux*, Revest-Saint-Martin, Coyote éditions, 2009.

³⁰⁴ Jean Dorst, *Avant que nature meure*, Neuchâtel, Paris, Delachaux et Niestlé, 1969.

³⁰⁵ Yvon Le Maho, « Jean Dorst (1924-2001) », *La Bibliothèque de l'écologie*, <http://asbric.pagesperso-orange.fr/bibli/e-dorst.html>, consulté le 22/04/2013.

³⁰⁶ L'UIPN/UICN est dotée d'un statut hybride semi-gouvernemental et non-gouvernemental. S'y ajoutent l'UNESCO et la FAO.

années soixante pour démontrer un éventuel retard du pays dans la prise en compte de ces questions.

A l'heure actuelle, il n'existe pas à notre connaissance de recherche de fond sur les naturalistes français de cette période et leur rôle dans les débats scientifiques et intellectuels de leur temps. Les développements qui suivent, qui analysent la définition donnée à la crise écologique, s'appuient donc essentiellement sur les sources imprimées, notamment les livres de Roger Heim³⁰⁷ et Jean Dorst³⁰⁸.

Les analyses des deux auteurs se rejoignent sur les autres menaces que l'humanité fait courir à elle-même. La transformation irréfléchie des milieux est ainsi vigoureusement dénoncée. En effet, en agissant ainsi, l'homme risque de rompre des équilibres naturels dont il ignorait jusqu'à l'existence mais qui sont essentiels au fonctionnement des écosystèmes, donc à sa propre survie. Derrière cette analyse se révèle une conception holistique de la nature et de ses relations avec l'homme. Dans ses travaux de mycologie, Roger Heim insiste sur le fait qu'« entre les champignons et l'Homme, se sont noués ainsi des liens étroits » dont on peine à prendre la mesure³⁰⁹. Cette approche holistique n'est pas inédite mais elle est confortée dans les années cinquante et soixante par les travaux sur les cycles naturels, qu'il s'agisse de la photosynthèse, des réseaux trophiques ou de la thermodynamique.

Or, selon Jean Dorst, « beaucoup de nos contemporains estiment [...] qu'ils sont en droit de couper les ponts avec le passé. Toutes les lois qui présidaient jusqu'à présent aux rapports de l'homme avec son milieu paraissent désuètes. Le vieux pacte qui unissait l'homme à la nature a été brisé »³¹⁰. Pourtant, malgré les progrès de la science et de la technologie, l'homme reste dépendant des cycles naturels. Roger Heim souligne par exemple les « agencements insaisissables » de la forêt tropicale, résultat des interactions entre plus de deux mille essences différentes et irrémédiablement détruits par la surexploitation du bois³¹¹.

Ainsi, les deux auteurs livrent derrière l'analyse scientifique une interprétation sociale des ressorts de cette crise : c'est la méconnaissance des mécanismes de la nature qui entraîne une action destructrice parfois inconsciente, souvent peu perceptible avant

³⁰⁷ Roger Heim, *Destruction ou protection*, op. cit.,

³⁰⁸ Jean Dorst, *Avant que Nature meure*, op. cit.,

³⁰⁹ Roger Heim, *Les champignons toxiques et hallucinogènes*, Paris, Boubée, 1978, p. 10.

³¹⁰ Jean Dorst, *Avant que Nature meure*, op. cit., p. 16.

³¹¹ Roger Heim, *Destruction ou protection de la nature*, Paris, Armand Colin, 1952.

d'avoir atteint un point de non-retour. Il faut néanmoins souligner certaines évolutions dans l'appréhension des problèmes posés. Dans *Destruction ou protection de la nature* (1952), Roger Heim consacre de longs passages à la disparition des espèces animales et végétales, qu'il considère comme le signe le plus évident des pulsions destructrices de l'homme. Ce type d'acte, écrit-il, « est, sur le plan philosophique et scientifique, aussi grave peut-être que le meurtre d'un homme et aussi irréparable que la lacération d'un tableau de Raphaël »³¹². Ces destructions sont donc avant tout considérées d'un point de vue moral qui s'apparente au préservationnisme de John Muir, analysé plus haut. Dans les années soixante, Jean Dorst adopte un autre point de vue, qui s'apparente davantage au conservationnisme. Il met ainsi en garde contre les risques de famines généralisées si l'explosion démographique se poursuit et si l'homme continue à dilapider les ressources non renouvelables³¹³.

Cette crise écologique se traduit en outre par une menace directe sur la santé humaine. Ce dernier aspect est plus souvent souligné dans les années soixante que dans la période précédente. Ainsi, dans sa préface à l'édition française du *Printemps silencieux* de Rachel Carson, Roger Heim s'insurge de manière particulièrement virulente contre l'usage irraisonné des produits chimiques. « On arrête les 'gangsters', on tire sur les auteurs des 'hold-up', on guillotine les assassins, on fusille les despotes - ou prétendus tels - mais qui mettra en prison les empoisonneurs publics instillant chaque jour les produits que la chimie de synthèse livre à leurs profits et à leurs imprudences ? »³¹⁴. Il adhère donc pleinement aux analyses de Rachel Carson et à ses mises en garde contre les effets du DDT sur la faune et l'organisme humain. D'une part, souligne-t-il, les pesticides tuent sans distinction, le nuisible comme l'insecte utile : selon Roger Heim, ces pratiques représentent donc une véritable déclaration de guerre aux insectes dont il n'est pas certain que l'homme sorte vainqueur³¹⁵. D'autre part, à chaque étape de la chaîne alimentaire, les polluants tendent à se concentrer davantage, et non à se diluer ; l'homme, situé à l'extrémité de la chaîne alimentaire, est donc particulièrement menacé par les

³¹² Roger Heim, *Destruction ou protection*, op. cit., p. 53.

³¹³ Jean Dorst, *Avant que Nature meure*, op. cit., p. 16.

³¹⁴ Roger Heim « Hommage à Rachel Carson », in *L'Angoisse de l'an 2000 : quand la nature aura passé, l'homme suivra*, Paris, Editions de la Fondation Singer-Polignac, 1973, p. 261.

³¹⁵ « Fort heureusement pour ces arthropodes, et pour la vie terrestre, l'Insecte, précurseur de l'Homme depuis 500 millions d'années, peut découvrir encore dans son sac les astuces que les espèces qui le composent sont fort capables de mettre en oeuvre. Si l'Homme veut la guerre, l'Insecte la lui fera, et l'Homme saura l'aider par son imprévoyance et sa stupidité, que son génie ne suffira point à compenser. C'est la moralité objective de cet ouvrage. Livrons-là comme un souverain avertissement », *Ibid.*, p. 266.

concentrations toujours plus fortes de produits chimiques et radioactifs, ce qui entraîne des risques de développer des cancers et des mutations génétiques³¹⁶.

Cette crise environnementale, à la fois globale et insidieuse, qui traduit un déséquilibre dans le fonctionnement des écosystèmes provoqué par l'homme. Cette posture holistique, qui aborde la nature et l'homme dans sa globalité, ne s'arrête cependant pas à des analyses strictement scientifiques. La définition de la crise environnementale va en effet plus loin car les auteurs soulignent également la gravité de certains périls sociaux.

Enfin, aux yeux de ces scientifiques, le péril le plus inquiétant reste en effet la croissance démographique ininterrompue durant le XXe siècle.

Figure 2. Evolution de la population mondiale au XX^e siècle (en milliards)³¹⁷

1910	1.750
1930	2.07
1960	3.023
1975	4.073

Cette croissance à la fois massive et rapide de la population mondiale s'explique par la transition démographique dans les pays du tiers monde et par le baby-boom dans les pays industrialisés ; elle suscite aux Etats-Unis des inquiétudes néomalthusiennes bien connues grâce au succès du livre de Paul R. Ehrlich, *La bombe P*, paru en 1968³¹⁸. Cet ouvrage n'est pourtant que la manifestation médiatique la plus éclatante d'une série de travaux et d'alarmes qui remontent à l'après-guerre. Selon les auteurs, les chiffres et le détail des analyses peuvent varier mais le constat demeure : la croissance de la population mondiale est insoutenable à moyen terme, les terres cultivables et les ressources nécessaires à la vie quotidienne viendront bientôt à manquer si rien n'est fait pour enrayer cette évolution dramatique. Selon Paul R. Ehrlich ou encore Garrett Hardin, ce phénomène est le facteur principal de la crise écologique qui ne pourra donc être résolu que par une limitation

³¹⁶ Alain Dubois, *Jean Rostand, un biologiste contre le nucléaire*, Paris, Berg International, 2012, p. 18.

³¹⁷ [ONU], *World Population to 2300*, Department of Economic and Social Affairs, 2004, <http://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/trends/WorldPop2300final.pdf>, p. 200, consulté le 23/04/2013.

³¹⁸ Pierre Desrocher, Christine Hoffbauer, « The Post-War Intellectual Roots of the Population Bomb. Fairfield Osborn's *Our Plundered Planet* and William Vogt's *Road to Survival* in retrospect », *The Electronic Journal of Sustainable Development*, vol. 1, n°3, été 2003, p. 73.

drastique de la natalité, éventuellement par des moyens autoritaires³¹⁹. Ainsi, dans ces ouvrages, la conservation des ressources naturelles se mêle à la conscience de la finitude de la planète ainsi qu'à une tradition eugéniste plus durable qu'on ne l'a parfois cru³²⁰.

Or, cette analyse n'est pas propre aux écologues américains et se retrouvent dans les ouvrages des scientifiques français qui considèrent eux-aussi l'explosion démographique comme une composante à part entière de la crise écologique. En 1952, Roger Heim souligne combien la croissance de la population mondiale, associée à la destruction des sols, détruit l'équilibre naturel et pose donc le « problème de l'avenir même de notre espèce »³²¹. Jean Dorst souligne quant à lui qu'il est impossible de dissocier ce phénomène de la dégradation plus générale de la nature car pour nourrir ces bouches toujours plus nombreuses, l'homme doit exploiter les sols et les ressources de manière toujours plus intense, au mépris des règles de conservation³²². Ainsi, contrairement à l'analyse de Jean-Louis Fabiani³²³, lorsque ces écologues mettent en garde contre l'explosion démographique, ils n'ont pas le sentiment de se livrer à une naturalisation du monde social ou de sortir de leur rôle mais bien de faire d'une description aussi complète que possible de la crise écologique³²⁴.

Néanmoins, il est certain que ces auteurs prolongent parfois leurs analyses pour mettre en garde contre certains fléaux sociaux qui trouveraient en partie leur origine dans le déséquilibre entre l'homme et la nature. Selon Roger Heim, « en un siècle et demi, la population du monde a triplé. Dans cinquante ans, elle aura doublé. Il reste à l'enfermer dans d'immenses fourmilières où l'attendent promiscuité, indiscretions, névroses et suicides »³²⁵. Alors que la superficie des villes françaises a doublé au cours des années soixante, que de grands ensembles ont été construits pour héberger une population toujours plus nombreuse³²⁶, l'auteur va au-delà du seul rapport de l'homme à la nature pour envisager les conséquences psychiques de l'environnement sur les individus. Il en

³¹⁹ *Ibid.*, p. 77.

³²⁰ *Ibid.*, p. 79.

³²¹ Roger Heim, *Destruction ou protection de la nature*, *op. cit.*, p. 68.

³²² Jean Dorst, *Avant que Nature meure*, *op. cit.*, p. 215.

³²³ Jean-Louis Fabiani, « Science des écosystèmes et protection de la nature », in Anne Cadoret (dir.), *Protection de la nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 81.

³²⁴ La responsabilité de la croissance démographique dans le déclenchement de la crise écologique suscite cependant d'après débats dans les années soixante et soixante-dix qui culminent avec la controverse entre Paul R. Ehrlich et Barry Commoner à ce sujet. Cf. Michael Egan, *Barry Commoner*, *op. cit.*, pp. 161 *sqq.*

³²⁵ Roger Heim, « Nature Morte », in *L'angoisse de l'an 2000*, *op. cit.*, p. 324.

³²⁶ Grégory Busquet, *Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958-1981*, thèse en urbanisme et aménagement, université Paris XII-Val de Marne, Institut d'urbanisme de Paris, 2007, p. 95.

va de même pour Jean Dorst qui, citant Robert Hainard, estime que l'homme mourra de dégoût avant de mourir de faim³²⁷. De ce fait, la mise en avant de la crise écologique s'insère dans un contexte plus large d'interrogations sur le sens et les bienfaits de la société industrielle dont Mai 68 constitue, dans une autre perspective, une illustration.

De fait, la crise écologique n'est pas seulement un concept scientifique proposé par des naturalistes qui dresseraient la liste des différentes facettes de la destruction de la nature, c'est aussi une réflexion plus globale sur les liens que l'homme entretient avec celle-ci, sur sa dépendance et le danger qu'il court à trop la négliger. Pour reprendre le vocabulaire de Bruno Latour, la crise écologique est donc un « hybride », qui n'appartient pas seulement au monde scientifique ou technique, mais qui participe également du politique et du culturel³²⁸. En cela, la crise écologique remet en cause le « grand partage » issu du discours sur la modernité et qui entend distinguer le savant et le politique, le culturel et le naturel³²⁹. En brouillant la frontière entre des domaines parfois présentés comme imperméables les uns aux autres, en invitant à établir des liens entre des éléments auparavant disparates, la crise écologique constitue donc une contribution fondamentale à la politisation des questions environnementales dans la France des années soixante. Elle fournit un cadre conceptuel qui fait sens et justifie un militantisme ancien qui accède à une dignité supérieure : il ne s'agit plus seulement de défendre la faune et la flore par sentimentalisme ou par égoïsme mais bien de livrer un combat dont dépend l'avenir de l'humanité.

Dès lors, la crise écologique est mise en avant pour justifier une implication des scientifiques dans les questions d'aménagement et, plus largement, dans les débats portants sur la définition de l'intérêt général.

c. Un militantisme renouvelé

A première vue, la situation de l'écologie française dans les années cinquante et soixante semble peu propice à ce que cette discipline joue un rôle décisif dans la définition des politiques publiques. Depuis l'entre-deux-guerres, l'écologie occupe en

³²⁷ Jean Dorst, *Avant que nature meure*, op. cit., p. 34.

³²⁸ Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1997, p. 8.

³²⁹ *Ibid.*, p. 10.

effet une place mineure dans la hiérarchie académique des sciences du vivant et reste concurrencée par la géographie³³⁰.

Par ailleurs, jusqu'aux années soixante et parfois au-delà, la plupart des naturalistes se considèrent avant tout comme des savants : toute incursion sur la scène médiatique ou politique serait à leurs yeux une violation de l'éthique d'une science pure et désintéressée³³¹. Jean-Pierre Raffin, qui enseigne à la faculté des sciences de Paris à la fin des années soixante souligne ainsi que la plupart des chercheurs ne se préoccupent pas à l'époque des implications possibles de leurs recherches pour la société : à leurs yeux, celles-ci devraient rester socialement neutres pour être légitimes³³². Ainsi, durant les années soixante, malgré l'action vigoureuse de quelques individus comme Roger Heim ou Jean Dorst, l'écologie reste dans l'ensemble peu audible et rétive à une organisation sous forme de groupe de pression³³³.

Ces observations invitent donc à la prudence quant à l'ampleur de la conversion des écologues au militantisme politique ou associatif. C'est pourtant durant cette période que de nombreuses évolutions sont discernables ; certains scientifiques cherchent à peser directement sur les politiques publiques, de nouvelles associations apparaissent et chacun s'interroge sur la portée de la crise écologique et les moyens d'y remédier. L'apparente contradiction d'une discipline qui peine à trouver sa place dans le champ académique mais qui rencontre de plus en plus d'écho dans la société invite à analyser précisément la structure de cette nouvelle forme de militantisme. En saisir la portée et les limites doit permettre de mieux comprendre les rapports entre écologie et politique.

Dans le champ de la recherche et de l'enseignement en biologie, l'écologie occupe une place secondaire : ainsi, ce n'est qu'en 1970 que Jean-Pierre Raffin et François Ramade mettent sur pied un enseignement d'écologie à la faculté des sciences de Paris où il n'existait pas en tant que tel³³⁴. Cette marginalité relative à l'université explique que certains écologues insistent sur l'utilité sociale de leurs recherches et sur l'apport que cela

³³⁰ Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, op. cit, p. 14.

³³¹ « Je connais certains collègues, excellents spécialistes de leur branche écologique, qui ne sont pas des écologistes : ils foncent en voiture à 130 km/h sans se préoccuper de la crise du pétrole ; ils se tiennent à l'écart des actions et mouvements écologistes ». Philippe Lebreton, *L'ex-croissance. Les chemins de l'écologie*, Paris, Denoël, 1978, p. 168.

³³² Entretien avec Jean-Pierre Raffin. 31 mars 2011.

³³³ Maurice Le Démezet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne. La SEPNE (1953-2003)*, Rennes, PUR, 2003, pp. 17 sqq.

³³⁴ *Ibidem*. Voir également Jean-Louis Fabiani, « Science des écosystèmes et protection de la nature », art. cit., p. 76.

pourrait représenter pour les pouvoirs publics de manière à obtenir en dehors du monde académique les gratifications qu'ils ne peuvent recevoir en son sein.

En dénonçant le péril de la crise écologique, Roger Heim tout comme Jean Dorst n'entendent pas se faire les prophètes d'une cause perdue, pas plus qu'ils n'ont l'intention d'en faire une analyse uniquement scientifique. Leur objectif est bien davantage d'infléchir l'attitude des citoyens et des pouvoirs publics et de faire valoir l'expertise spécifique des écologues en prônant la mise en oeuvre de politiques rationnelles et raisonnées de conservation des ressources. Cette politique de « saine gestion des ressources naturelles »³³⁵ n'a pas pour priorité la préservation d'écosystèmes mais une stratégie de développement qui tire parti de la nature sans la détruire. Dans cette perspective, Jean Dorst se dit convaincu qu'une « bonne entente entre les économistes et les biologistes peut et doit mener à des solutions de bon sens et assurer le développement rationnel de l'humanité dans un cadre en harmonie avec les lois naturelles »³³⁶. Ces auteurs insistent ainsi sur la contribution fondamentale qu'ils peuvent apporter à un aménagement du territoire efficace. Evoquant l'usage des produits chimiques, Pierre Aguesse, enseignant à l'université d'Orléans, prend l'exemple de l'implantation d'une nouvelle papeterie au confluent de la Loire et de l'Allier, qui provoque une intense pollution des eaux et entrave le développement des activités de loisir en aval³³⁷. Selon l'auteur, les services d'un écologue serait très utile pour évaluer si la plus-value locale liée à la création d'une nouvelle usine était supérieure à la perte économique régionale consécutive à la diminution des activités touristiques³³⁸. Une nouvelle alliance devrait se nouer entre les protecteurs de la nature et les planificateurs, qui doivent, selon Jean Dorst, « admettre que l'homme ne peut s'affranchir de certaines règles naturelles »³³⁹.

De fait, l'avènement de la V^e République et d'un Etat aménageur et planificateur offre paradoxalement aux écologues une opportunité de faire valoir leur point de vue. L'appropriation de l'aménagement du territoire par les écologues s'apparente donc à une stratégie de légitimation de leur propre expertise et de leur discipline à laquelle il faut trouver une nouvelle utilité sociale dans un contexte géopolitique nouveau³⁴⁰. L'analyse de Sezin Topçu sur le positionnement des scientifiques critiques à l'égard du nucléaire

³³⁵ Pierre Aguesse, *Clefs pour l'écologie*, Paris, Seghers, 1971, p. 125.

³³⁶ Jean Dorst, *Avant que Nature meure*, op. cit., p. 31.

³³⁷ Pierre Aguesse, *Clefs pour l'écologie*, op. cit., p. 49.

³³⁸ *Ibidem*.

³³⁹ Jean Dorst, *Avant que Nature meure*, op. cit., p. 30.

³⁴⁰ Jean-Louis Fabiani, « Science des écosystèmes et protection de la nature », art. cit., p. 78.

peut donc également s'appliquer aux écologues qui se situent à mi-chemin entre l'intellectuel universel et l'intellectuel spécifique³⁴¹. Le premier tient un discours désintéressé, dont la portée se veut universelle : c'est la mise en garde contre la crise écologique ; le second s'appuie sur sa compétence professionnelle pour affirmer la légitimité de son discours³⁴².

Les transformations du champ de la protection de la nature ne se réduisent cependant pas à la seule évolution de quelques écologues soucieux dans le débat public. On assiste en effet dans les années soixante à un profond renouvellement du militantisme dans le champ de la protection de la nature. Au début des années soixante, il existe déjà en France des associations de protection de la nature dont certaines datent du XIX^e siècle³⁴³ mais comme le montre la figure suivante – qui ne prétend pas à l'exhaustivité – de très nombreuses organisations sont créées durant cette décennie à l'échelle nationale comme régionale. Ces nouvelles associations renouvèlent le répertoire d'action traditionnel des sociétés savantes en adoptant des stratégies de pression sur les pouvoirs publics et de mobilisation des citoyens.

Figure 3. La floraison des associations de protection de la nature en France dans les années soixante

Nom	Sigle	Date de création
Société d'Etudes et de Protection de la Nature en Bretagne	SEPNB	1959
Association Fédérative Régionale de Protection de la Nature	AFRPN	1965
Comité Régional d'Etude pour la Protection et l'Aménagement de la Nature en Basse-Normandie	CREPAN	1968
Fédération Française des Sociétés de	FFSPN	1968

³⁴¹ Sezin Topçu, « Nucléaire : de l'engagement des « savants » aux contre-expertises associatives », *Natures Sciences Sociétés*, 2006, n°14, p. 251.

³⁴² *Ibidem*.

³⁴³ Patrick Matagne, *Aux origines de l'écologie, les naturalistes en France (1800-1914)*, Paris, Editions du CTHS, 1999.

Protection de la Nature		
Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest	SEPANSO	1969
Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature	FRAPNA	1971
Union Régionale Vie et Nature	URVN	1971
Fédération Nord-Nature	-	1971

Ces nouvelles structures sont bien souvent des fédérations qui rassemblent à l'échelle régionale des associations plus anciennes qui, sans abandonner leur spécificité, entendent gagner en visibilité et en efficacité dans le domaine de la protection de la nature³⁴⁴. Cette fleuraison d'association s'accompagne d'un profond renouvellement du répertoire d'action des adhérents, qui pour un certain nombre d'entre eux du moins, se font militants.

Le répertoire d'action est un concept sociologique développé par Charles Tilly pour désigner l'ensemble des modes d'intervention auxquels peut avoir recours un acteur pour se faire entendre et défendre sa cause dans un milieu donné³⁴⁵. Les actions envisagées par les militants ne sont en effet pas infinies mais dépendent de certains scripts prédéfinis qui évoluent avec le temps en fonction des contextes politiques, culturelles ou technologiques³⁴⁶. Or, durant les années soixante, les protecteurs de la nature, comme d'autres groupe de pression, découvrent l'utilité des pétitions, des réunions publiques ou encore des recours en justice pour faire valoir leur cause.

Ainsi, dès 1958, Philippe Lebreton s'inspire d'expériences suisses et anglo-saxonnes pour créer le Groupe Ornithologique Lyonnais qui se mobilise pour la protection des

³⁴⁴ Carole Waldvogel, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2011, p. 51. Les motivations sont les mêmes dans le Nord avec la création de la Fédération Nord-Nature. Emile Vivier, « Ensemble pour la Nature. Naissance et développement de Nord Nature », http://www.nord-nature.org/la_federation/30ah/histoire_naissance.htm, consulté le 19/09/2011.

³⁴⁵ Sidney Tarrow, « Charles Tilly and the Practice of Contentious Politics: From France to England and [Not quite] Back Again », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°10, janvier-avril 2010, p. 2. www.histoire-politique.fr

³⁴⁶ *Ibid.*, p. 4.

rapaces³⁴⁷. En 1963, il s'investit dans la défense du marais des Echets (entre Lyon et la Dombes), menacés par un projet d'assèchement : cette longue controverse, qui ne s'achève qu'en 1972, lui apprend à discuter avec les fonctionnaires et les élus, à utiliser la législation en vigueur, à organiser des réunions publiques et à rédiger des communiqués³⁴⁸. Pour les membres de ces associations, souvent des scientifiques ou des enseignants, le militantisme est donc synonyme d'action et d'apprentissage. En Bretagne, les membres de la SEPBN connaissent un itinéraire similaire en œuvrant par exemple pour la création d'une réserve ornithologique dans le cap Sizun³⁴⁹. Dans ces combats, les militants cherchent autant à convaincre les autorités par des arguments scientifiques qu'à gagner la population à sa cause par des actions d'éducation populaire : cela montre que la démarche des sociétés naturalistes, qui mettent très tôt en avant une dimension pédagogique, n'est pas oubliée mais réinterprétée. Il ne s'agit plus seulement d'éveiller l'intérêt des individus aux merveilles de la nature mais de les sensibiliser collectivement à la gravité de la crise écologique voire de les pousser à la mobilisation sur des sujets précis.

A bien des égards, l'affaire de la Vanoise à la fin des années soixante traduit et amplifie des évolutions à l'œuvre durant toute la décennie. En 1968, le promoteur d'un projet de station de ski à Val Thorens envisage d'établir une piste de ski sur glacier à l'intérieur du parc national de la Vanoise (Savoie), remettant ainsi en cause son intégrité pour des motifs purement économique³⁵⁰. Aux yeux des associations de protection de la nature, l'affaire est d'autant plus grave qu'elles avaient été associées à la définition des caractéristiques des parcs nationaux lors du vote de la loi de 1960, elles se mobilisent donc fortement sur ce dossier qui les conduit à se structurer davantage et à gagner en visibilité³⁵¹.

Les associations françaises n'ont certes pas à l'époque une organisation aussi professionnalisée que leurs consœurs anglo-saxonnes, qui font notamment appel à une

³⁴⁷ Isabelle Mauz, « Philippe Lebreton », *Dictionnaire biographique en ligne de l'Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement*, www.ahpne.fr, parue le 19 janvier 2011, consulté le 16 octobre 2011.

³⁴⁸ *Ibidem*.

³⁴⁹ Maurice Le Démezet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne*, op. cit., pp. 32-33.

³⁵⁰ Jean Carlier, *La Vanoise, victoire pour demain*, Paris, Calmann-Lévy, 1971. Voir également Florian Charvolin, « L'affaire de la Vanoise et son analyste. Le document, le bouquetin et le parc national », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, pp. 83 sqq.

³⁵¹ Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, pp. 80 sqq.

main-d'œuvre salariée non négligeable et mènent des campagnes de sensibilisation de grande ampleur. En France, le bénévolat reste la règle mais la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature [FFSPN] joue néanmoins un rôle de coordinateur de la campagne au niveau national. En son sein, Jean-Pierre Raffin, alors doctorant en science naturelle, est implicitement détaché à plein temps avec l'accord de son directeur de recherche pour assurer la coordination de cette campagne³⁵². Par ailleurs, Jean Carlier, alors directeur du service des informations à RTL, utilise sa position et ses relations dans les médias pour mobiliser l'opinion³⁵³. Dès lors, les associations mobilisent leurs membres, organisent des réunions publiques, font signer des pétitions et introduisent des recours en justice. Cette campagne est couronnée de succès lorsqu'en 1970, Georges Pompidou réaffirme le principe d'inviolabilité du parc, au grand soulagement des associations³⁵⁴. Ainsi, par son retentissement national et par la mobilisation de la toute jeune FFSPN, l'affaire de la Vanoise contribue donc à l'intégration du nouveau répertoire d'action par les défenseurs de la nature et couronne une décennie d'évolution dans ce domaine.

La transformation du territoire français dans les années soixante, le spectre de la crise écologique, la volonté de se faire entendre des pouvoirs publics mais aussi la difficulté à réaliser cette ambition sont autant de facteurs qui expliquent donc l'adoption d'un nouveau répertoire d'action par ces associations.

Par ailleurs, les évolutions de l'action militante durant les années 68 contribuent à transformer la démarche des protecteurs de la nature. Contrairement à l'idée reçue qui différencie clairement une démarche politique d'un côté et associative de l'autre³⁵⁵, bon nombre de militants écologistes des années soixante-dix font leurs premières armes au sein des associations de protection de la nature à la fin des années soixante. On peut sur ce point distinguer deux cas de figure. D'une part, un militant peut être à la fois membre d'une association de protection de la nature et d'un mouvement plus politisé, on le qualifie alors de multipositionné³⁵⁶, ce qui facilite la définition de convergences dans les démarches et les combats des deux champs. D'autre part, l'adhésion à une association

³⁵² Entretien avec Jean-Pierre Raffin. 31 mars 2011.

³⁵³ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

³⁵⁴ Jean Carlier, *La Vanoise, op. cit.*, pp. 175 *sqq.*

³⁵⁵ Claude-Marie Vadrot, *L'écologie. Histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 249.

³⁵⁶ Thibaut Rioufreyt, « Les passeurs de la « troisième voie ». Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, 2013/2, n°59, p. 33.

peut aussi être une étape dans un parcours militant, représentant une période de formation et de maturation des convictions.

L'exemple alsacien est particulièrement révélateur des liens durables qui s'établissent dès le milieu des années soixante entre protecteurs de la nature et militants plus investis en politique. En 1965, plusieurs naturalistes et universitaires strasbourgeois, dont Roland Carbiener, Henri Ulrich ou encore Henri-Jean Maresquelle, créent l'Association Fédérative Régionale de Protection de la Nature [AFRPN] pour œuvrer à la sauvegarde du patrimoine et des ressources naturelles de la région³⁵⁷. Solange Fernex (1934-2006) et Antoine Waechter (né en 1949), qui deviennent par la suite des figures de l'écologisme alsacien, participent à ses instances décisionnelles dès la fin des années soixante. Solange Fernex devient ainsi membre du Conseil d'Administration du Fonds Français pour la Nature et l'Environnement, présidé par Jean Sainteny³⁵⁸, puis, en 1974, présidente de l'AFRPN du Haut-Rhin³⁵⁹. De même, Antoine Waechter fonde à seize ans sa première association, une antenne locale des Jeunes Amis des Animaux³⁶⁰. En 1969, à l'âge de vingt ans, il est président départemental de l'AFRPN³⁶¹ tout en poursuivant des études d'ingénieur écologue. L'importance de ces liens se vérifie dans le fait que le Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin [CSFR], investit dans la lutte contre la centrale de Fessenheim dès juillet 1970, est par ailleurs membre de l'AFRPN, ce qui montre le caractère mouvant de la frontière entre le mouvement associatif à fondement scientifique et la démarche plus explicitement politisée.

Au-delà des acteurs multipositionnés, l'importance des associations de protection de la nature dans le parcours militant se vérifie avec l'exemple d'Alain-Claude Galtié, membre des Amis de la Terre de 1971 à 1974³⁶². En 1968, de sensibilité libertaire, il décide d'œuvrer à l'émergence d'une société à la fois plus proche de la nature et fonctionnant sur des principes antiautoritaires. Il recherche alors une structure militante pour concrétiser cette aspiration et ne trouve comme débouché à ses aspirations que des associations de protection de la nature. Il adhère donc à Jeunes et Nature qui vient d'être créé par François Lapoix et en devient un membre actif jusqu'en 1971, ce qui l'amène à

³⁵⁷ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, l'insoumise. Ecologie, féminisme, non-violence*, Barret-sur-Méouge, Editions Yves Michel, 2004, p. 75.

³⁵⁸ Carole Waldvogel, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2011, p. 57.

³⁵⁹ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex*, op. cit., p. 36.

³⁶⁰ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992, p. 104.

³⁶¹ *Ibid.*, p. 105.

³⁶² Entretien avec Alain-Claude Galtié. 18 septembre 2011.

fréquenter très souvent le Muséum et à encadrer des classes d'élèves. Rétrospectivement, il considère ce passage dans cette association comme une période de formation au contact de personnes détenant un savoir en science naturelle et en écologie difficile à acquérir à l'époque faute de documentation accessible³⁶³.

Insatisfaits de l'organisation hiérarchisée de l'association et désireux d'aller plus loin dans la contestation du système social, plusieurs militants de Jeunes et Nature, dont Alain-Claude Galtié, décident d'organiser une Semaine de la Terre en 1971 sur le modèle du Earth Day américain du 22 avril 1970. Le relatif succès de cette manifestation les conduit à prendre leur autonomie par rapport à Jeunes et Nature avant de rejoindre les Amis de la Terre en septembre 1971³⁶⁴. Dans ce cas, les associations de protection de la nature font office de propédeutique au militantisme écologiste, en apportant à la fois une formation pratique (rapports aux médias, organisation et animation d'une réunion publique) et théorique en donnant les bases conceptuelles de l'écologie et de la crise écologique.

Michelle Zancarini-Fournel et Xavier Vigna soulignent dans un article récent combien les années 68 sont propices à des « rencontres improbables » entre ouvriers, paysans et étudiants³⁶⁵. A la faveur de la multipositionnalité des acteurs et au cours d'épisodes de contestation, les frontières sociales traditionnelles se font plus poreuses. C'est dans ce contexte que des liens se nouent entre les protecteurs de la nature et des militants plus politisés, contribuant à l'émergence du champ de l'écologisme.

Ainsi, la crise écologique, l'investissement de certains scientifiques dans le débat public et le renouveau des associations de protection de la nature contribuent à apporter une réponse nouvelle à la question toujours renouvelée depuis le XIX^e siècle des rapports entre connaissance et protection de la nature, entre science et politique.

Cependant, de même que l'écologisme n'est pas uniquement inspiré par les évolutions propres aux Etats-Unis, de même on ne saurait considérer que les seules alarmes des

³⁶³ *Ibidem*.

³⁶⁴ Alain-Claude Galtié, *Naufrage planétaire ou restauration*, http://naufrageplanetaire.blogspot.com/2009/01/restoration-of-ecosystems-restoration_08.html, consulté le 25/09/11

³⁶⁵ Xavier Vigna, Michelle Zancarini-Fournel, « Les rencontres improbables dans « les années 68 » », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°101, 2009/1, pp. 163 *sqq.*

scientifiques amènent un type nouveau de militantisme. Dans ce bouillonnement social, culturel et militant des années 68, l'écologisme se constitue à partir d'apports très divers, ce qui démontre l'ampleur et la complexité du tournant environnemental dans la société française des années soixante et soixante-dix. Dans ce cadre, nous allons maintenant étudier l'apport des critiques du progrès à la genèse de l'écologisme.

3. Les critiques hétérodoxes du progrès

Dans le courant des années cinquante et soixante, alors que la société française plonge dans les Trente Glorieuses et découvre la société de consommation, des discours marginaux se font entendre et constituent un ensemble hétérogène de critiques hétérodoxes du progrès. Leur argumentation repose sur une dénonciation radicale des dégâts du progrès, soulignant qu'ils ne sont pas de simples accidents de parcours ou d'excès aisément réparables mais qu'ils seraient consubstantiels au progrès technique et industriel. Or, ces dégâts seraient d'autant plus inquiétants qu'ils menaceraient non seulement la nature mais aussi l'homme d'un point de vue physique et même ontologique. Aux yeux des critiques hétérodoxes du progrès, il deviendrait dès lors nécessaire et urgent de remettre en cause le consensus industrialiste né au XIX^e siècle pour imaginer une autre société dont les fondements économiques, culturels et moraux seraient différents.

De fait, les fondements de ces critiques hétérodoxes du progrès sont très divers et en rangeant Jacques Ellul et Bernard Charbonneau dans cette catégorie, nous n'entendons pas les confondre avec d'autres groupes et penseurs, tels Robert Hainard ou La Vie Claire inspirés par une pensée traditionaliste héritière du naturisme du XIX^e siècle. Ce sont les trajectoires parallèles dans l'évolution de la réception de ces discours, ainsi que la convergence de certaines analyses, qui fonde l'unité de cette partie.

Ces discours hétérodoxes entretiennent donc un rapport critique à la modernité : leur analyse doit être d'autant plus précise que, depuis les années soixante-dix, l'écologisme est régulièrement accusé d'exprimer des pulsions antimodernes et réactionnaires³⁶⁶. Pourtant, ces études se contentent de retracer des filiations intellectuelles plus ou moins argumentées sans s'interroger sur la réception et l'appropriation de ces concepts hétérodoxes. La prise en compte de la circulation des textes et des idées est pourtant cruciale pour saisir le sens et la portée de ces critiques.

Il s'agit donc ici de mieux appréhender les caractéristiques et la diversité des critiques hétérodoxes du progrès mais aussi d'analyser l'évolution de leur réception jusqu'au seuil des années soixante-dix. En effet, après avoir été marginalisées, parfois de leur propre

³⁶⁶ Luc Ferry, *Le Nouvel Ordre Ecologique*, Paris, Grasset, 1992, Stéphane François, *L'écologie politique : une vision du monde réactionnaire ? Réflexions sur le positionnement idéologique de quelques valeurs*, Paris, Cerf, 2012.

chef, durant les années cinquante et soixante, ces critiques hétérodoxes du progrès sont redécouvertes et discutées dans un cadre beaucoup plus large dans la décennie suivante.

a. Une critique « personnaliste » du progrès

Les années trente sont propices à la remise en cause des idéologies en vigueur voire de la société industrielle dans son ensemble : la crise économique, dont beaucoup considèrent alors qu'elle signifie la fin du capitalisme, l'impuissance de la classe politique à la résoudre, le sentiment issu de la Première Guerre mondiale d'un déclin et d'une crise de la culture européenne contribuent en effet à remettre en cause l'idée de progrès³⁶⁷.

C'est dans ce contexte qu'émerge le « personnalisme gascon » porté par Bernard Charbonneau (1910-1996) et Jacques Ellul (1912-1994) dont la critique de la société industrielle s'apparente aux yeux de certains chercheurs à une première forme d'écologie politique³⁶⁸. « Unis par une pensée commune »³⁶⁹, poursuivant sur plusieurs décennies un dialogue fécond, les deux hommes mènent également une recherche profondément personnelle, souvent à l'écart des courants de pensée dominant. Cette position en retrait s'exprime sur un plan géographique car Bernard Charbonneau a enseigné toute sa vie à l'école normale de Lescar (Pyrénées-Atlantiques) tandis qu'Ellul a influencé des générations d'étudiants en tant que professeur de droit à Bordeaux (de 1943 à 1980).

Particulièrement prolifiques – Ellul a écrit 58 ouvrages et Charbonneau 21³⁷⁰ – ces deux penseurs ont longtemps été relativement méconnus avant d'être redécouverts depuis quelques années³⁷¹. Cette courte présentation est l'occasion de s'interroger sur leur statut

³⁶⁷ Cette période a été étudiée par Jean-Louis Loubet del Bayle dans *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française* (Paris, Seuil, 2001) ainsi que par Olivier Dard dans *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF, 2002.

³⁶⁸ Christian Roy, « Aux sources de l'écologie politique : le personnalisme 'gascon' de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », *Annales Canadiennes d'histoire*, XXVII, avril 1992, p. 67.

³⁶⁹ Titre d'un article de Bernard Charbonneau, in *Foi et Vie*, décembre 1994, cité par Jean-Luc Porquet, *Jacques Ellul. L'homme qui avait (presque) tout prévu*, Paris, le cherche midi, 2003, p. 28.

³⁷⁰ Frédéric Rognon, « Bernard Charbonneau et Jacques Ellul. Aux sources de l'écologie radicale du XXI^e siècle », *Ecologie et Politique*, n°44, 2012, p. 70.

³⁷¹ Citons notamment la thèse en cours de Sébastien Morillon, *Jacques Ellul et Bernard Charbonneau : une pensée commune au fil du siècle (1910-1996)*, sous la direction de Laurent Vidal, université de La Rochelle, ainsi les recherches menées par Daniel Cérézuelle. Quant à l'œuvre d'Ellul, elle fait l'objet depuis plus d'une décennie de recherches de la part de Patrick Troude-Chastenet. Citons, sous sa direction, *Jacques Ellul, penseur sans frontière*, Paris, PUF, 2005.

de précurseur et de mieux évaluer la circulation de leur pensée – dans son retentissement comme dans son isolement – jusqu’au tournant des années soixante-dix³⁷².

Les deux hommes se rencontrent à Bordeaux à la fin des années vingt³⁷³. Dans les années qui suivent, alors que Charbonneau étudie l’histoire et Ellul le droit, ils participent au mouvement personnaliste en formant un groupe régional d’Esprit dans le sud-ouest de la France (1934-1937) ; ils sont également proches de la revue *Ordre nouveau* qui rassemble notamment Robert Aron, Alexandre Marc ou encore Denis de Rougemont³⁷⁴. Ils connaissent ainsi Claude Chevalley, membre de ce groupe et futur animateur de *Survivre et Vivre*, depuis le lycée³⁷⁵. Dès cette période, Ellul et Charbonneau s’efforcent d’œuvrer dans le sens d’une « révolution personnaliste »³⁷⁶, qui garantisse la liberté de chacun au sein d’une communauté élective et dans un cadre fédéral³⁷⁷. Pourtant, chacun à sa manière et souvent de concert, les deux hommes entreprennent également une réflexion critique plus personnelle sur la société de leur temps.

Dès les années trente, Bernard Charbonneau réfléchit aux relations entre l’homme et la nature ainsi qu’aux implications politiques de la « grande mue » provoquée dans la condition humaine par la technique³⁷⁸. En juin 1937, il fait paraître dans le *Journal Intérieur des Groupes Personnalistes du Sud-Ouest* un article intitulé « Le sentiment de nature, force révolutionnaire »³⁷⁹. Il y évoque notamment le scoutisme, qu’il a personnellement pratiqué dans les années vingt au sein des Eclaireurs unionistes, expérience qu’il réédite dans les années trente et cinquante avec Jacques Ellul³⁸⁰. Charbonneau souligne combien cette pratique peut d’abord apparaître comme une compensation à l’avancée de la société technicienne, qui se construit dans les années

³⁷² Nous reviendrons dans la suite ce travail les relations de ces deux penseurs avec la nébuleuse écologiste dans les années soixante-dix.

³⁷³ Patrick Troude-Chastenet souligne qu’un doute subsiste sur la date exacte de cette rencontre qu’Ellul fait remonter à 1927, alors qu’ils sont lycéens, et Charbonneau à 1929, au sein de la fédération des étudiants protestants. Cf. Patrick Troude-Chastenet, « Jacques Ellul précurseur de l’écologie politique ? », *Ecologie et Politique*, n°22, printemps 1998, p. 108.

³⁷⁴ Patrick Troude-Chastenet, « Enfance, jeunesse et années 1930 » in *Association Internationale Jacques Ellul*, <http://www.jacques-ellul.org/jacques-ellul/livre-dune-vie/enfance-jeunesse-et-annees-1930>, consulté le 28/05/13.

³⁷⁵ Céline Pessis, *Les années 68 et la science*, op. cit., p. 88.

³⁷⁶ Frédéric Rognon, « Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », art. cit., p. 72.

³⁷⁷ Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF, 2002, p. 10.

³⁷⁸ Bernard Charbonneau, *Le jardin de Babylone*, Paris, Editions de l’Encyclopédie des Nuisances, 2002, p. 8.

³⁷⁹ Frédéric Rognon, « Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », art. cit., p. 71.

³⁸⁰ Jean-Luc Porquet, *Jacques Ellul. L’homme qui avait (presque) tout prévu*, Paris, le cherche midi, 2003, p. 28.

trente à la fois contre la nature et la liberté – les deux dimensions sont étroitement associées aux yeux de Charbonneau. Pourtant, il estime que le scoutisme recèle en son sein un potentiel révolutionnaire et peut être le ferment d'une « révolution personaliste »³⁸¹. Il voit en effet dans cette pratique une manifestation d'« anarchisme concret » dont la nature constituerait le révélateur³⁸². Dès lors, Bernard Charbonneau envisage de jeter les bases d'une Fédération des Amis de la Nature dont il précise les statuts en conclusion de l'article³⁸³. Comme le souligne Francis Jauréguiberry, la pensée de Charbonneau est profondément moderne en ce qu'elle est réflexive, critique, tendue vers les conséquences du présent sur le futur mais, dans le même temps, elle constitue une critique du modernisme, défini comme la traduction agressive, prométhéenne et suffisante de la modernité³⁸⁴.

Quant à Ellul, il commence au travers du personalisme une réflexion sur la technique qu'il poursuit durant une grande partie de sa vie. Dans les « Directives pour un manifeste personaliste », manifeste en quatre-vingt trois points coécrit avec Charbonneau, et rédigé en 1935 ou 1937, Ellul pense la technique comme un « procédé général » et non pas un simple moyen industriel³⁸⁵. Face au gigantisme et au productivisme induit par la technique, seule une révolution personaliste pourrait garantir la liberté de l'homme³⁸⁶.

Dès 1937, Ellul et Charbonneau rompent avec *Esprit* suite à des divergences à la fois stratégiques et de fond³⁸⁷. A leurs yeux, Le mouvement devient en effet trop centralisateur et parisien alors qu'ils désirent fonder une fédération souple de groupes locaux à vocation révolutionnaire, impliquant un changement radical dans la vie quotidienne³⁸⁸. Ils reprochent également au groupe d'Emmanuel Mounier d'être trop naïf à l'égard des implications de la technique.

³⁸¹ Frédéric Rognon, « Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », *art. cit.*, p. 72.

³⁸² *Ibidem.*

³⁸³ Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*, Paris, Edition de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002, p. 8.

³⁸⁴ Francis Jauréguiberry, « Discours d'ouverture. L'actualité de la pensée de Bernard Charbonneau », in [Collectif], *Bernard Charbonneau : habiter la terre. Actes du colloque du 2-4 mai 2011. Université de Pau et des Pays de l'Adour*, 2012, <http://web.univ-pau.fr/RECHERCHE/SET/CHARBONNEAU/>, p. 9.

³⁸⁵ Patrick Troude-Chastenet, « Jacques Ellul », *art. cit.*, p. 115.

³⁸⁶ *Ibidem.*

³⁸⁷ Frédéric Rognon, « Bernard Charbonneau et Jacques Ellul. Aux sources de l'écologie radicale du XXI^e siècle », *Ecologie et Politique*, n°44, 2012, p. 68.

³⁸⁸ *Ibidem.*

Cette rupture se confirme après la Seconde Guerre mondiale. En septembre 1945, Mounier propose à Charbonneau de collaborer à nouveau à *Esprit*³⁸⁹. Charbonneau refuse en rappelant son désaccord avec les positions de Mounier ; il insiste notamment sur le fait que le véritable progrès doit créer pour l'homme les conditions de sa liberté en développant sa puissance d'action personnelle, en lui donnant du temps et non du confort³⁹⁰. De fait, cette correspondance montre combien la Seconde Guerre mondiale puis la Libération transforment la configuration intellectuelle et politique dans un sens peu favorable à la diffusion des idées d'Ellul et Charbonneau. En témoignent une série de conférences d'Emmanuel Mounier données dans la seconde moitié des années quarante et publiées en 1949 sous le titre *La Petite Peur du XX^e siècle*³⁹¹. L'auteur y dénonce les prophètes qui se complaisent dans l'idée de décadence et maudissent la machine au nom de la nature, considérant que l'angoisse de l'avenir a toujours conduit les hommes à rejeter la nouveauté technique. Mounier estime que désormais le catholicisme doit à nouveau penser le progrès de manière positive sans se réfugier dans l'esprit de catastrophe³⁹².

L'évolution d'Emmanuel Mounier est d'autant plus remarquable qu'*Esprit*, comme de nombreux mouvements non-conformistes, exprime dans les années trente des idées nettement anti-industrialistes au nom d'une révolution avant tout spirituelle et hostile au matérialisme³⁹³. Pour expliquer cette évolution, Michel Winock souligne l'importance de la découverte par de très nombreux intellectuels du marxisme à la Libération³⁹⁴. De fait, la mystique du prolétariat comme agent historique de la transformation de la société, le prestige de l'Union Soviétique, l'attrait du marxisme comme théorie scientifique de la révolution pour toute une génération donnent un coup de jeune à l'idée de progrès : le futur devient l'horizon d'attente privilégié³⁹⁵. Un discours similaire est d'ailleurs tenu par des acteurs peu suspects de sympathie à l'égard du marxisme, comme Jean Fourastié, qui souligne dès 1945 « le pouvoir que [l'homme] peut exercer sur les esclaves mécaniques

³⁸⁹ Christian Roy, « Une critique du 'progrès' à contre-courant du mouvement personnaliste : Bernard Charbonneau face à Emmanuel Mounier au sortir de la guerre », *Encyclopédie de L'Agora. Pour un monde durable*, http://agora.qc.ca/documents/progres--une_critique_du_progres_a_contre-courant_du_mouvement_personnaliste_par_christian_roy, consulté le 15 février 2013.

³⁹⁰ *Ibidem*.

³⁹¹ Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950)*, Paris, Seuil, 1975, p. 354.

³⁹² *Ibid.*, p. 355.

³⁹³ *Ibid.*, p. 94.

³⁹⁴ *Ibid.*, p. 356.

³⁹⁵ Robert Frank, « 68 après 68 : de la contestation du passé à la crise de l'avenir », in Philippe Artières, Michèle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, p. 774.

que sa science a créés »³⁹⁶. Ce type de déclaration montre combien la rhétorique du progrès donne le ton dans la France de la Libération.

Dans la France des années trente, les mouvements personnalistes étaient très minoritaires en France et, au sein de cette mouvance, Ellul et Charbonneau représentaient une tendance pour le moins confidentielle. Néanmoins, à cette époque, ces idées s'inscrivent dans la nébuleuse de la pensée non-conformiste qui a dans le pays un écho certain. C'est dire si le climat intellectuel change à la Libération : les positions d'Ellul et Charbonneau ne sont plus seulement minoritaires, elles sont devenues hétérodoxes, se distinguant radicalement des idées communément admises.

La précocité et la continuité des réflexions d'Ellul et Charbonneau leur valent à l'heure actuelle une certaine célébrité posthume et un statut de précurseur de l'écologie politique. Ainsi Jean-Luc Porquet intitule-t-il son ouvrage consacré à Ellul *l'homme qui avait (presque) tout prévu*³⁹⁷, jugement partagé par l'Association Internationale Jacques-Ellul, présidée par Patrick Chastenet, qui souligne que « c'est parce qu'il décrit l'état généralisé de cet aveuglement chez ses contemporains [à l'égard de la technique] qu'Ellul est lui-même...difficilement perçu »³⁹⁸.

A la fin de sa vie, Bernard Charbonneau semble partager ce point de vue. A l'occasion de la mort de Jacques Ellul en 1994, il lui rend hommage dans un texte intitulé « Unis par une pensée commune »³⁹⁹. S'interrogeant sur la diffusion de leurs idées, il déplore *a posteriori* que des « talents d'organiseurs » leur aient faits défaut⁴⁰⁰. « Si nous avions pu nous y consacrer, ce n'est pas en Californie, mais à Bordeaux que le mouvement, étiqueté plus tard écologiste, aurait pris racine [...] Notre échec a été celui de tous les précurseurs »⁴⁰¹. Cette esquisse d'analyse invite à aller plus loin et à dépasser la seule notion de précurseur, qui enferme la réflexion dans la recreation parfois artificielle d'une généalogie intellectuelle. De fait, plutôt que d'enfermer Ellul et Charbonneau dans un statut de précurseur incompris, il peut être intéressant de réfléchir aux autres rôles qu'ils

³⁹⁶ Jean Fourastié, Henri Montet, *L'économie française dans le monde*, Paris, PUF, 1945, cité par Régis Boulat, « Jean Fourastié ou le prophète repenté », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006/3, n°91, 112.

³⁹⁷ Jean-Luc Porquet, *Jacques Ellul. L'homme qui avait (presque) tout prévu*, Paris, le cherche midi, 2003.

³⁹⁸ [Association Internationale Jacques-Ellul], « Présentation de l'AIJE », <http://www.jacques-ellul.org/lassociation/presentation-de-laije>, consulté le 28/05/2013.

³⁹⁹ *Foi et Vie*, décembre 1994, cité par Jean-Luc Porquet, *Jacques Ellul*, p. 28.

⁴⁰⁰ *Ibidem*.

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 29.

auraient pu jouer à certaines époques, et notamment à ceux d'« éveilleur » et d'« organisateur ».

Pour comprendre l'influence exercée par Alain sur ses disciples dans l'entre-deux-guerres, Jean-François Sirinelli utilise la notion d'« éveilleur »⁴⁰². Sans être nécessairement sur le devant de la scène médiatique, l'éveilleur marque par son enseignement et sa pensée de jeunes individus ; cette rencontre représente alors un moment-clé dans leur parcours militant. Jean-François Sirinelli insiste sur l'influence intellectuelle mais également sur la constitution d'une sociabilité spécifique suscitée par l'éveilleur⁴⁰³. Ainsi, alors que la notion de précurseur confine l'analyse dans une étude des textes, celle d'éveilleur amène à s'interroger sur les mécanismes de circulation de cette influence.

De fait, dans le courant des années soixante, Ellul et Charbonneau commencent à influencer un certain nombre de jeunes dont le parcours militant s'en trouve alors infléchi. Dans *Mes vertes années*, Noël Mamère raconte comment, jeune étudiant issu d'une famille catholique de Libourne, il fait la connaissance à l'université de Bordeaux de Simon Charbonneau, fils de Bernard Charbonneau, recruté comme assistant de droit en 1969⁴⁰⁴. Il participe alors aux « camps du Boucau », sorte de séminaires de réflexion organisés par la famille Charbonneau, consacrés aux problèmes d'environnement, de développement ou encore à la question de la liberté⁴⁰⁵.

« Nous refaisons le monde et passions en revue les actions prioritaires auxquelles nous devons impérativement nous atteler. Je baignais dans cette effervescence avec bonheur. J'avais pour ainsi dire trouvé mon « biotope » et aussi le plaisir de débattre tout en me nourrissant de la pensée des autres, ce qui devait être la base de toute pensée politique. Sous l'influence de Bernard, devenu mon père spirituel, je pouvais développer et cultiver sans complexe ce qui m'avait jusque-là fait défaut : un esprit critique »⁴⁰⁶.

Le témoignage de Noël Mamère atteste du caractère marquant de cette rencontre et permet de mieux saisir le statut d'éveilleur de Bernard Charbonneau. Il ne s'agit pas seulement de délivrer un message mais d'initier un dialogue, et, par ce biais, de faire mûrir des convictions militantes. La relation entre un maître et son disciple ne passe alors

⁴⁰² Jean-François Sirinelli, « Alain et les siens. Sociabilité du milieu intellectuel et responsabilité du clerc », *Revue française de science politique*, 1988/2, vol. 38, pp. 272 *sqq.*

⁴⁰³ *Ibid.*, p. p. 276.

⁴⁰⁴ Noël Mamère, *Mes vertes années*, Paris, Fayard, 2002, p. 66.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p. 68.

⁴⁰⁶ *Ibidem.*

pas par des liens hiérarchiques mais par une admiration reconnue et une réelle proximité humaine.

Noël Mamère n'est pas la seule personne durablement marquée par sa rencontre avec Bernard Charbonneau. Dans un témoignage récent, Michel Rodes, très impliqué dans les activités de la SEPANSO dans les années soixante-dix, raconte qu'il assiste pour la première fois à une conférence de Bernard Charbonneau en 1965⁴⁰⁷. Il noue des relations étroites avec de nombreux membres de la famille Charbonneau et fréquente assidument leur table le dimanche⁴⁰⁸.

« Le maître des lieux avait toujours mille sujets de réflexions, de méditations, de diatribes, fournis par l'actualité. On le sait, il avait souvent un thème qui le préoccupait et il dissertait un peu longuement sur la question, alertant l'entourage sur la gravité du phénomène dénoncé. Surtout, il attirait notre attention sur les mécanismes de la grande mutation : des mécanismes à la fois profonds et implacables. Puis, B. C. passait assez vite sur un autre registre plus souriant appréciant les dons de la campagne, le bon repas, les palombes, les cèpes ou les plats savamment cuisinés »⁴⁰⁹.

Ces repas dominicaux sont donc l'occasion pour Bernard Charbonneau d'endosser une fonction d'éveilleur et de transmettre ses idées de manière peut-être aussi efficace que par ses écrits. Dans ces moments, il semble jouer le rôle principal, occupant le devant de la scène : il y a transmission plus que débat.

Comme le reconnaît Charbonneau lui-même, ses critiques anciennes ne redeviennent audibles que dans la foulée de Mai 68⁴¹⁰. A mesure que la France entre dans les années 68, que survient une relative déprise intellectuelle du marxisme et que la critique de la vie quotidienne et des normes sociales gagne en ampleur, la pensée des non-conformistes semble reçue avec une plus grande attention, en France mais également en RFA⁴¹¹. A l'étiquette de précurseur peut donc alors s'ajouter la fonction d'éveilleur pour un public qui demeure restreint. Ainsi, la critique du progrès d'Ellul et Charbonneau reste hétérodoxe mais sort d'une complète marginalité. Nous nous interrogerons plus loin sur leur rôle joué dans le cours des années soixante-dix, alors que l'écologisme occupe le devant de la scène et se structure non plus seulement sur le plan intellectuel mais également organisationnel, les éveilleurs deviennent-ils alors des organisateurs ?

⁴⁰⁷ Michel Rodes, « Bernard Charbonneau : quel militantisme entre réflexions théoriques et pratiques de terrain ? », in [Collectif], *Bernard Charbonneau, op. cit.*, p. 129.

⁴⁰⁸ *Ibid.*, p. 130.

⁴⁰⁹ *Ibidem.*

⁴¹⁰ Bernard Charbonneau, *Le Feu vert : autocritique du mouvement écologique*, Lyon, Parangon/VS, 2009, p. 13.

⁴¹¹ Thomas Keller, *Les verts allemands, op. cit.*, p. 69.

Bernard Charbonneau et Jacques Ellul entretiennent un rapport critique à la modernité sans pour autant être des antimodernes. A cet égard, les milieux naturistes cultivent une critique beaucoup plus radicale qu'il nous faut examiner maintenant.

b. Les fondements d'une critique naturiste du progrès

Si le mythe du retour à la nature est récurrent dans l'histoire de l'humanité, Arnaud Baubérot a montré qu'à la fin du XIX^e siècle plusieurs courants dits naturistes soulignent les vertus régénératrices et moralisatrices de cette démarche face au développement de l'industrialisation et de l'urbanisation⁴¹². Sans être un mouvement unifié, ces courants possèdent cependant certaines caractéristiques récurrentes qui leur confèrent une cohérence relative⁴¹³.

Pour le naturisme, comme tout phénomène dans l'univers, l'homme serait traversé par une force vitale, le rendant capable de résister aux maladies et de se maintenir en bonne santé, à condition de respecter certaines lois. Or, les naturistes considèrent que le mode de vie moderne affaiblit les capacités de résistance de l'organisme. L'effort physique devenant inutile, la stimulation vivifiante des éléments naturels se fait de plus en plus rare, l'homme ne peut alors plus recharger son énergie vitale et l'équilibre s'en trouve rompu. Le retour à la nature devient alors le seul remède possible pour éviter la décadence et la dégénérescence.

Arnaud Baubérot relève qu'au fil des temps la nature a pu être définie de bien des façons mais l'idée qu'il existe des lois naturelles qui s'imposent à la raison est toujours présente dans les courants naturistes⁴¹⁴. Ceux-ci s'apparentent alors à un programme de réforme hygiénique des modes de vie dont l'objectif est de rendre les mœurs conformes à ces lois.

Au début du XX^e siècle, ces courants se préoccupent avant tout du corps humain, de sa corruption et de sa régénération et non pas de la nature en elle-même. A cette époque, le naturisme n'est donc pas un pré-écologisme mais se rattache bien davantage à un hygiénisme qui rejetterait les principes de la médecine moderne⁴¹⁵. Il se définit alors par

⁴¹² Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme. Le mythe du retour à la nature*, Rennes, PUR, 2004, p. 9.

⁴¹³ *Ibidem*.

⁴¹⁴ *Ibidem*.

⁴¹⁵ Mathieu Faullimmel, « Nature et société : un entretien avec Arnaud Baubérot », *Organdi. Culture, création, critique*, http://www.organdi.net/article.php3?id_article=25, consulté le 04/06/13.

une série de pratiques (végétarisme, bains de soleil, recherche d'une alimentation « saine »...) au sein de petits groupes dont un certain nombre se reconnaissent dans un projet politique réactionnaire – c'est par exemple le cas du Dr Paul Carton – sans que cela soit systématique⁴¹⁶.

Au cours des années cinquante et soixante, la critique naturiste du progrès rejette toujours radicalement certains traits de la société industrielle et s'efforce de promouvoir de nouvelles pratiques, essentiellement autour de l'alimentation et de l'agriculture. Parmi les acteurs majeurs de cette nébuleuse, on peut citer Raoul Lemaire, pionnier de l'agriculture biologique en France et principal promoteur du procédé de culture Lemaire-Boucher, Henri-Charles Geffroy, fondateur des magasins La Vie Claire ou encore André Birre, agronome membre – entre autres – de l'association Nature et Progrès⁴¹⁷.

Il ne saurait être question ici de retracer dans le détail l'histoire de ces mouvements mais d'analyser le fondement de cette critique de la société industrielle et son rapport au progrès dans les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, critique qui va être réinterprétée à l'aune du tournant environnemental.

D'une manière générale, la critique naturiste du progrès repose sur des présupposés vitalistes⁴¹⁸. Considérant que la Vie n'est pas réductible aux lois physico-chimiques ni à l'âme individuelle, les naturistes la définissent comme un principe quasi-transcendantal. André Birre évoque à ce propos « les lois de concordance entre l'évolution humaine et celle de la Nature et de la Vie universelle »⁴¹⁹. Tout serait lié dans l'univers et, dans une certaine mesure, le clivage opposant la nature à la culture n'aurait aucun sens. André Birre préfère ainsi distinguer le naturel, autrement dit tout ce qui suit les principes de la Vie, et l'artificiel, qui s'oppose à ces principes dans le cadre de la société industrielle⁴²⁰. Ainsi, un paysan qui suivrait les méthodes traditionnelles tout comme un individu qui chercherait à se nourrir sainement appartiendraient au domaine du naturel. Dès lors, tout processus mettant en cause le fonctionnement normal de la vie menace la nature et surtout l'homme. Comme le signale Günther Schwab dans *La danse avec le Diable*,

⁴¹⁶ Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme*, op. cit., p. 269.

⁴¹⁷ On trouvera des informations utiles sur leurs parcours dans Gil Rivière-Wekstein, *Bio. Fausses promesses et vrai marketing*, Paris, Le Publieur, 2011.

⁴¹⁸ Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme*, op. cit., p. 34.

⁴¹⁹ André Birre, *Une autre révolution. Pour se réconcilier avec la terre*, Paris, Jean-Pierre Delarge éditeur, 1976, p. 15.

⁴²⁰ André Birre, *Une politique de la terre. Une espérance de nature biologique et humaine*, Lille, Vie et Action, 1967, p. 6.

ouvrage à mi-chemin entre le roman et le pamphlet, « ces lois, intangibles et immuables, s'imposent à tout ce qui est vivant »⁴²¹. Ce sont ces principes vitalistes qui guident les naturistes dans leur interprétation du monde moderne.

Il semble qu'après la Seconde Guerre mondiale, le combat pour une alimentation dite « saine » ou « normale »⁴²² devienne le principal cheval de bataille des naturistes, avant même les questions médicales. Ce basculement relatif s'explique par l'ampleur de la transformation des pratiques culturelles dans la France des Trente Glorieuses par le biais de la mécanisation, de l'usage massif des produits phytosanitaires et du remembrement⁴²³. Ces bouleversements ne sont pas seulement interprétés comme un changement dans le mode de production mais comme la disparition funeste d'une civilisation rurale, la fin des paysans, qui permettaient la perpétuation de la Vie dans la répétition de gestes immémoriaux.

Schwab fustige particulièrement la cuisson excessive des aliments, l'élimination des céréales et l'abus des graisses⁴²⁴. Dénonçant les conséquences génétiques de l'abus de viande cuite – qui se manifesteraient par un rétrécissement du visage, une asymétrie de la mâchoire et de la dentition – l'auteur affirme que seule une alimentation à base de crudités est naturelle et peut permettre une régénération de l'homme et de la société⁴²⁵. Les principaux acteurs de la nébuleuse naturiste se font ainsi les propagandistes de cette alimentation alternative. Victime d'une attaque au gaz pendant la Première Guerre mondiale, Henri-Charles Geffroy recouvre la santé selon lui grâce à un régime excluant la viande et les produits industriels⁴²⁶. En 1946, Henri-Charles Geffroy fonde la revue *La Vie Claire* qui devient en 1948 une coopérative qui doit fournir aux abonnés des « aliments sains ». De même, Raoul Lemaire (1884-1972), influencé par Paul Carton dans l'entre-deux-guerres, imagine en 1959 une méthode d'agriculture qui exclut les engrais chimiques et les pesticides⁴²⁷. S'associant avec Jean Boucher en 1963, ils mettent au point le procédé Lemaire-Boucher, un engrais organique à base d'algues. Enfin, en 1964, André Louis et Mattéo Tavera créent l'association Nature et Progrès, orientée vers

⁴²¹ Günther Schwab, *La danse avec le Diable*, Paris, La Colombe, 1963, p. 27.

⁴²² Il existe ainsi une Association française de Recherche pour une Alimentation Normale, créée en 1952 et présidée par Jacques William Bas.

⁴²³ Michael Bess, *The light green society: ecology and technological modernity in France (1960-2000)*, Chicago, Chicago University Press, 2003, pp. 38 sqq.

⁴²⁴ Günther Schwab, *La danse avec le Diable*, op. cit., p. 73.

⁴²⁵ *Ibid.*, p. 74.

⁴²⁶ [Association « Les Guides de la Nature, de la Vie et de la Santé », « Biographie d'Henri-Charles Geffroy (1895-1981) », http://agnvswebmestre.free.fr/biographie_nadh.html, consulté le 21 novembre 2011

⁴²⁷ Olivier Landron, *Le catholicisme vert. Histoire des relations entre l'Eglise et la nature au XXe siècle*, Paris, Cerf, 2008, p. 204.

la recherche des meilleures méthodes en agrobiologie et le renforcement des liens entre producteurs et consommateurs⁴²⁸. Une alimentation saine est donc aux yeux des naturalistes le principal instrument de la régénération de l'individu et, partant, de la société toute entière.

Si la critique naturaliste du progrès se concentre sur l'alimentation et l'agriculture, c'est bien la société industrielle dans son ensemble qui est dénoncée, de manière plus ou moins radicale. Les principes vitalistes défendus par ces courants permettent alors un élargissement de la critique à l'ensemble de la modernité. Comme le déclare le Diable, personnage principal de l'ouvrage de Günther Schwab :

« J'empoisonne les animaux, les plantes, les campagnes, toute la Nature sans laquelle l'être humain ne peut vivre. [...] Je fais passer cette misère criante pour de la prospérité et les hommes ne remarquent pas qu'ils sont bernés. J'empoisonne les âmes. Je répands la haine. J'enrichis les gredins et j'appauvris les âmes nobles. Je plante l'orgueil et la prétention dans le cœur humain, si bien qu'il méconnaît le monde et lui-même. Je le frappe de sottise et d'aveuglement, de telle sorte qu'ils ne puissent plus trouver la Vérité. Je leur ai inculqué l'envie et je les corromps par le confort ou la perspective du confort. Je suis parvenu, grâce à tous les moyens de propagande dont je dispose, à créer un état d'esprit visant à la destruction de toutes les valeurs qui concourent au maintien de la vie »⁴²⁹.

Günther Schwab est probablement l'auteur qui pousse au plus loin la critique naturaliste du progrès jusqu'à remettre en cause la réalité de celui-ci, dans une perspective clairement réactionnaire. A ses yeux, le progrès ne serait qu'une illusion car la société industrielle n'est que désordre : l'ordre social conforte l'injustice et l'immoralité puisque le gredin s'enrichit au détriment des âmes nobles ; la décadence et la dégénérescence sont acceptées avec reconnaissance ; les valeurs véritables, qui concourent au maintien de la vie, sont oubliées. Ainsi envisagée, la destruction de la nature n'apparaît que comme l'une des multiples facettes d'une crise beaucoup plus large, aux innombrables implications morales. La délinquance juvénile, le désordre des mœurs ou les conduites addictives sont alors perçus comme les signes précurseurs d'un effondrement inévitable de la société si celle-ci ne change pas diamétralement d'orientation. Bien qu'il adopte un ton plus mesuré, André Birre partage globalement les mêmes positions, déplorant que les êtres humains multiplient les désirs sans aucune nécessité vitale ou spirituelle et sans

⁴²⁸ Gérard Gobi, *André-Henri Louis. Un agronome anticonformiste de l'après-guerre. 40 ans de lutte et de passion au service de la nature et de l'environnement*, s.l.n.e., août 2011, p. 12.

⁴²⁹ Günther Schwab, *La danse avec le Diable*, op. cit., p. 24.

pouvoir les satisfaire, ce qui condamne au bout du compte l'homme à la souffrance⁴³⁰. Ce n'est donc pas la dégradation des écosystèmes en eux-mêmes qui pousse les naturistes à rejeter la société industrielle mais le fait que, selon eux, elle mette en péril l'homme et la société.

La seule solution pour éviter une catastrophe consiste donc en une redéfinition des critères qui définissent le bien et le souhaitable dans une société. André Birre évoque la réalisation prochaine de « l'assomption commune et glorieuse de l'être humain et de la Nature » qui permettrait de revenir à un Eden perdu⁴³¹. Cela passe par le retour à une paysannerie nombreuse, qui aurait la priorité sur l'industrie, dans une société où l'agronome occuperait une place essentielle et où « ce bon gouvernement des œuvres de la terre » garantirait une bonne administration des hommes⁴³². L'humanité reviendrait à une division sexuée des tâches où l'homme serait chargé de la relation avec la Terre et la femme se consacrerait à l'enfantement⁴³³.

Günther Schwab est beaucoup plus radical dans la conclusion de son roman. Au terme d'une journée de discussion avec le Diable, qui incarne l'ensemble des principes contraires à la vie, quatre personnes, représentant l'ensemble du genre humain, doivent faire un choix. Le technicien et le journaliste américains nouent une alliance avec le Diable ce que refusent la médecin et le poète⁴³⁴. Attaqués par des créatures infernales, ces derniers en appellent alors à Dieu qui provoque un gigantesque bouleversement sur toute la surface du globe ; en une nuit, toutes les réalisations de la société industrielle s'effondrent. Tels Adam et Eve, les deux personnages se retrouvent seuls sur Terre. Soudain, la médecin se souvient d'« une très antique complainte que chantaient lors des semailles les paysans d'une époque révolue » et qu'enfant elle avait apprise de son grand-père⁴³⁵. Le couple retrouve alors le geste du semeur et une nouvelle ère commence dans le retour à la société paysanne immémoriale sous l'égide du créateur.

Si tous les courants naturistes s'accordent à considérer qu'une refondation de la société selon les principes vitalistes est indispensable, ils divergent sur le degré de rupture avec la société moderne. Ainsi, André Birre rêve clairement de l'avènement d'une société

⁴³⁰ André Birre, *Une autre révolution*, op. cit., p. 379.

⁴³¹ *Ibid.*, p. 380.

⁴³² *Ibid.*, p. 377.

⁴³³ *Ibid.*, p. 382.

⁴³⁴ Günther Schwab, *La danse avec le Diable*, op. cit., p. 272.

⁴³⁵ *Ibid.*, p. 282.

agraire mais ne l'envisage pas comme un retour à un âge d'or de l'antique paysannerie. Ainsi, il ne condamne pas totalement l'usage des engrais minéraux mais seulement ses excès⁴³⁶. De même, s'il est globalement peu favorable à la mécanisation de l'agriculture, il concède qu'une faucheuse-lieuse permet d'éviter les pertes et de supprimer les fatigues sans diminuer la qualité des pailles. Il conclut donc que « la solution se trouve alors dans une position moyenne d'ordre à la fois collectif et individuel »⁴³⁷. D'autres auteurs, comme Günther Schwab ou Henri Charles-Geffroy sont quant à eux plus radicaux dans leur refus de la modernité.

La radicalité de la critique naturaliste du progrès et de la société industrielle conduit à s'interroger sur le positionnement politique de cette nébuleuse au cours des années cinquante et soixante. D'une manière générale, les courants naturalistes participent d'une culture politique de la droite traditionaliste voire réactionnaire et n'hésitent pas à se réclamer d'auteurs marginalisés du fait de leurs opinions politiques.

Un consensus s'opère ainsi au sein des courants naturalistes pour célébrer Alexis Carrel (1873-1944) comme l'un des grands penseurs inspirant leur action. Ainsi, le Dr Jacques-William Bas (1899-1974), président de l'Association Française de Recherche pour une Alimentation Normale fondée en 1952, membre de *Nature et Progrès* dès 1964, se réclame des analyses de Carrel sur la dégénérescence de la civilisation du fait de mauvaises habitudes alimentaires⁴³⁸. De même, Geffroy fait sienne les observations du chercheur français selon lequel l'homme n'est pas fait pour vivre en ville⁴³⁹. Enfin, André Louis, agronome, fondateur de *Nature et Progrès*, cite trois personnes comme ses références intellectuelles : Rudolf Steiner (inspirateur de l'agriculture biodynamique), Paul Carton et Alexis Carrel⁴⁴⁰.

Dans le même ordre d'idées, les penseurs du naturisme n'hésitent pas à célébrer des auteurs partisans de la Révolution nationale et par là-même marginalisés après guerre. Jean Yole (1878-1956), écrivain et sénateur de Vendée, ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940, nommé au Conseil national en 1941 avant d'être déclaré inéligible à la Libération, est ainsi cité avec bienveillance par André Birre. Dans son œuvre, notamment

⁴³⁶ André Birre, *Une politique de la terre. Une espérance de nature biologique et humaine*, Lille, Vie et Action, 1967, p. 12.

⁴³⁷ *Ibid.*, p. 165.

⁴³⁸ Gil Rivière-Wekstein, *Bio, op. cit.*, pp. 55-56.

⁴³⁹ *Ibid.*, p. 172.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 181.

La Terre et les Vivants (1941), il célèbre notamment le paysan comme le continuateur de Dieu, le perpétuateur de la Création⁴⁴¹. Birre souligne également la préscience d'Henri Pourrat (1887-1959) qui met en garde « dès 1940 » du « danger de disette et de démence, de dégénérescence et de déflagration ». Il nous prévenait ainsi de l'immense péril dont il voyait l'avenir se charger⁴⁴². Récipiendaire du prix Goncourt pour *Vent de mars* en 1941 au cours d'une cérémonie placée sous le patronage du maréchal Pétain, il fait figure d'« intellectuel organique » du régime de Vichy » prêchant le retour à la terre⁴⁴³.

Certaines analyses de la mouvance écologiste ont mis en avant cette connivence intellectuelle des naturistes avec les courants traditionnalistes et réactionnaires⁴⁴⁴. Il est cependant nécessaire de saisir l'usage que les auteurs font de ses références pour mieux évaluer leur implication politique éventuelle.

Il faut ainsi souligner que ce n'est que dans les années quatre-vingt dix, à la faveur de plusieurs polémiques, qu'Alexis Carrel est sorti de l'oubli pour être classé parmi les penseurs de l'extrême-droite des années trente, voire comme un partisan du fascisme⁴⁴⁵. Il ne faut cependant pas oublier qu'Alexis Carrel était de son vivant une sommité intellectuelle, couronnée par le prix Nobel en 1912 et dont l'ouvrage, *L'Homme, cet inconnu* (1935), connaît jusqu'aux années cinquante un grand succès. Ainsi, dans les années soixante, si la référence à Alexis Carrel ne classe pas son utilisateur dans le camp du progressisme, elle ne l'étiquette pas non plus à l'extrême-droite.

André Birre se réclame d'écrits remontant à cette période et célèbre des écrivains marqués par la Révolution nationale, non pas seulement pour leurs qualités littéraires mais comme des réflexions dignes d'être mobilisées dans les débats contemporains. Cette attitude le place de fait en marge de la culture politique qui s'installe à la Libération et qui repose sur une condamnation sans appel du régime de Vichy. Cependant, André Birre n'en est pas pour autant un laudateur inconditionnel de la période vichyste. Il déclare ainsi qu'il a « suivi le phénomène [du retour à la terre] durant la Deuxième Guerre mondiale, alors que les appels de Giono, et ceux d'ailleurs du Maréchal Pétain,

⁴⁴¹ André Birre, *Une politique de la terre*, op. cit., p. 270.

⁴⁴² *Ibid.*, p. 24.

⁴⁴³ Gisèle Sapiro, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996/2, n°111-112, p. 6.

⁴⁴⁴ Gil Rivière-Wekstein, *Bio*, op. cit., pp. 165 sqq.

⁴⁴⁵ Marc E. Weksler, « Les rues de Paris : « L'affaire Alexis Carrel », *M/S : médecine sciences*, vol. 20, n°6-7, 2004, p. 707.

sensibilisaient les cœurs à ce retour à la terre nourricière. Dirais-je que l'idée m'avait séduit ? » avant d'ajouter « Mais en raison de mon instinct demeuré paysan, je mesurais avec trop d'acuité les risques d'échec pour me laisser entraîner »⁴⁴⁶. Cette observation est significative du rapport entretenu par André Birre avec la politique qui est finalement peu déterminé par l'idéologie. Intimement convaincu que seules des pratiques agricoles conformes à ses positions pourront sauver la société de la dégénérescence, Birre subordonne à cet impératif son jugement sur toutes les autres questions. Dès lors, ce n'est pas le caractère réactionnaire de la politique vichyste du retour à la terre qui l'a arrêté, pas plus que l'orientation autoritaire et collaborationniste du régime, mais bien ses doutes quant à l'efficacité des politiques envisagées.

André Louis se situe dans la même position : marginalisé du fait de son militantisme en faveur de l'agrobiologie, formé à l'Institut National d'Agronomie de Paris mais occupant un poste d'enseignant dans un lycée agricole de Gironde, il est de fait plus libre de mobiliser des auteurs conformes à ses convictions profondes, sans avoir à craindre pour sa trajectoire professionnelle. Dans une certaine mesure, la marginalité de l'acteur dans le champ de l'agronomie facilite voire encourage la lecture et la réflexion sur des auteurs eux-mêmes déjà marginalisés, y compris pour leurs positions politiques, sans que cela n'implique de la part d'André Birre ou d'André Louis un engagement concret dans les mouvances d'extrême-droite de leur époque.

En revanche, d'autres animateurs de courants naturistes tiennent un discours ouvertement politisé et vont jusqu'à se présenter aux élections. Raoul Lemaire s'est ainsi engagé en politique dès 1936, en réaction à la victoire du Front Populaire et à la création de l'Office National Interprofessionnel du Blé, qu'il considère comme une immixtion insupportable de l'Etat dans les pratiques des paysans⁴⁴⁷. Il est par la suite candidat poujadiste aux législatives de 1956 et 1958 et, en 1957, il prend la présidence du Rassemblement paysan créé par Henri Dorgères⁴⁴⁸. Lemaire se reconnaît ainsi dans un projet politique corporatiste et agrarien marqué à droite⁴⁴⁹. Il en va de même pour Henri-Charles Geffroy dont l'écrivain et propagandiste d'extrême-droite Henry Coston dira de lui : « Il était de droite, comme on l'était dans la première moitié du XX^e siècle, c'est-à-

⁴⁴⁶ André Birre, *Une politique de la terre*, op. cit., p. 134.

⁴⁴⁷ Gil Rivière-Wekstein, *Bio*, op. cit, p. 184.

⁴⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁴⁹ Olivier Dard, *La synarchie. Le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998, pp. 156 sqq.

dire fermement attaché à notre sol et à nos traditions, et non moins fermement hostile aux puissances d'argent »⁴⁵⁰. Les livres de Coston sont d'ailleurs distribués à partir de 1958 dans les magasins du réseau La Vie Claire, qui appartient à Geffroy⁴⁵¹.

Des références communes à des auteurs traditionnalistes voire réactionnaires donnent donc une relative cohérence idéologique aux courants naturistes. Cependant, les usages de ces références peuvent varier en fonction du rapport des acteurs au champ politique. Pour Henri-Charles Geffroy, naturisme et militantisme au sein des réseaux d'extrême-droite se confondent. En revanche, André Birre ou André Louis, bien que marqués par une culture politique traditionnaliste, pratiquent un militantisme avant tout consacré à la recherche agronomique et à la promotion de nouvelles pratiques et dans lequel l'idéologie politique n'occupe somme toute qu'une place mineure⁴⁵².

Le naturisme associe à la nature des vertus régénératrices et modernisatrices. Si ce courant émerge en réaction au XIX^e siècle à l'industrialisation et à l'urbanisation, il se livre durant les Trente Glorieuses à une critique globale du progrès et de la société industrielle marquée par une culture politique traditionnaliste.

Or, dans le cadre du tournant environnemental, ce courant longtemps isolé sinon groupusculaire découvre avec surprise que les thèmes qu'il évoque depuis des décennies rencontrent un écho nouveau dans l'opinion publique en général et en particulier chez certains militants dont la culture politique les positionne *a priori* à gauche sur l'échiquier politique. C'est donc aux facteurs qui expliquent cette réception nouvelle de la critique naturiste du progrès que nous allons consacrer la partie suivante.

c. Nature et Progrès, entre naturisme et écologisme

Il arrive de temps à autres que des auteurs se donnent pour objectif de révéler, sur un ton plus ou moins polémique, les origines traditionnalistes, antimodernes ou encore

⁴⁵⁰ Henry Coston cité par Gil Rivière-Wekstein, *Bio, op. cit.*, p. 192.

⁴⁵¹ *Ibidem.*

⁴⁵² Si les idées marquées à droite semblent dominer au sein des courants naturalistes, cela n'a rien de systématique. Dès la fin du XIX^e siècle, de groupes, certes très minoritaires, mêlent naturisme et anarchisme. Dénonçant la décadence moderne, vantant l'abondance et la bonne santé de l'homme préhistorique avant l'invention funeste de l'agriculture, certains de ces naturiens – ou anarchistes naturistes – cherchent au tout début du XX^e siècle à créer des communautés rurales, libérées du capitalisme et du salariat. Cf. Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme. Le mythe du retour à la nature*, Rennes, PUR, 2004, pp. 166 *sqq.*

réactionnaires de l'écologisme⁴⁵³. En s'appuyant sur les penseurs de ces mouvements, ils identifient des convergences ou bâtissent une généalogie intellectuelle qui irait dans ce sens ; selon ce schéma, la critique du progrès passerait de la droite vers la gauche jusqu'à contribuer à l'émergence de l'écologisme. Cette analyse n'est pas dénuée de fondements mais, trop souvent, ces études relèvent d'une histoire intellectuelle classique dans laquelle la circulation effective des idées et des pratiques n'est pas étudiée en tant que telle.

L'accueil supposé favorable de l'écologisme à ces idées est alors expliqué par la naïveté politique et l'inculture des militants de gauche qui ne perçoivent pas le caractère dangereux des doctrines qu'ils mobilisent⁴⁵⁴, par les conséquences de Mai 68⁴⁵⁵ ou encore, de manière tautologique, par l'essence fondamentalement réactionnaire de l'écologie⁴⁵⁶. Quelle que soit l'explication avancée, on considère alors que les militants de gauche s'approprieraient la critique naturiste du progrès dont seul le discours se ferait moins radical pour des raisons purement tactiques mais dont les idées traditionalistes voire réactionnaires resteraient inchangées.

De telles explications restent rudimentaires et ne permettent pas de saisir la complexité du tournant environnemental que connaît la France au tournant des années soixante et soixante-dix. De fait, la circulation des idées ne s'opère que si des acteurs et des réseaux jouent un rôle de passeur⁴⁵⁷ : c'est le cas de Nature et Progrès dont l'objectif est de soutenir la recherche et les expérimentations dans le domaine de l'agrobiologie et d'établir des liens directs entre les producteurs et les consommateurs. Fondée en 1964 par André Louis, Mattéo Tavera et André Birre, l'association participe d'abord pleinement de la critique naturiste du progrès ; pourtant, progressivement, elle s'ouvre à la question de la conservation de la nature et fait évoluer son projet jusqu'à devenir, au début des années soixante-dix, l'une des matrices de l'écologisme naissant.

⁴⁵³ Gil Rivière-Wekstein, *Bio, op. cit.*, pp. 165 *sqq.*, Stéphane François, *L'écologie politique : une vision du monde réactionnaire, op. cit.*, Henry Coston, *Non ! L'écologie n'est pas de gauche. Elle n'est d'aucun parti. Petite histoire de l'écologie de Geffroy à Lalonde et Waechter*, s.l., Publications Henry Coston, 1995.

Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique, op. cit.*

⁴⁵⁴ Jean Jacob, *Le retour de « l'ordre nouveau ». Les métamorphoses du fédéralisme européen*, Genève, Droz, 2000, p. 68.

⁴⁵⁵ Gil Rivière-Wekstein considère que Mai 68, par son mélange de conservatisme et de gauchisme libertaire, ouvre la voie à une réception de la critique naturiste du progrès par les militants de gauche. Cf. Gil Rivière-Wekstein, *Bio, op. cit.*, pp. 195 *sqq.*

⁴⁵⁶ Par sa généalogie philosophique de l'écologisme, qui passerait par le Moyen-Age et le nazisme, Luc Ferry entend donner de cette doctrine politique une image profondément et irrémédiablement antimoderne. Cf. Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique, op. cit.*

⁴⁵⁷ Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 2004, n°57, p. 115.

Dès 1964, Nature et Progrès s'inscrit dans une démarche qui rompt avec les groupes naturistes plus anciens. Ses fondateurs refusent en effet les prétentions de Raoul Lemaire à déterminer lui-même les seules méthodes d'agriculture biologique acceptables⁴⁵⁸. L'association se veut donc ouverte à tous les procédés et toutes les expérimentations à condition qu'ils respectent certains grands principes⁴⁵⁹. Cette démarche expérimentale est essentielle aux yeux des fondateurs, eux-mêmes très investis dans ce domaine. André Louis, ingénieur-agronome, directeur des services agricoles de la Charente avant d'enseigner dans un lycée agricole en Gironde, échange par exemple une très importante correspondance technique avec Matteo Tavera, architecte et ingénieur, qui cultive des arbres fruitiers dans le sud de la France⁴⁶⁰. Ces recherches n'ont pas seulement pour but d'améliorer le rendement et la qualité des productions agrobiologiques mais aussi de conférer à ces pratiques une validation empirique et scientifique. C'est pourquoi Nature et Progrès recherche systématiquement le dialogue avec les organismes de recherche en agronomie ainsi qu'avec le ministère de l'Agriculture : il s'agit de sortir l'agrobiologie de sa marginalité et de son folklore pour la faire pleinement accepter comme une pratique culturelle légitime.

Nature et Progrès entend également transformer les pratiques militantes en vigueur au sein des courants naturistes : les conférences dénonçant les méfaits de la chimie devant un auditoire conquis d'avance ne suffisent plus, pas plus que la vente de produits sains dans des coopératives où l'on ne se retrouve qu'entre soi⁴⁶¹. En insistant sur son caractère totalement apolitique – dans le sens où elle ne prend aucune position partisane –, l'association cherche à s'ouvrir au plus grand nombre. La volonté de nouer des liens entre les producteurs et les consommateurs, tant par la revue éponyme que par des rassemblements réguliers, participe également de cette ambition de sortir le naturiste de sa marginalité pour s'ouvrir au grand public⁴⁶². De fait, la croissance régulière du nombre d'adhérents semble attester de la réussite de ce projet.

Figure 4. Evolution du nombre d'adhérents à Nature et Progrès (1968-1977)

⁴⁵⁸ Gil Rivière-Wekstein, *Bio, op. cit.*, p. 185.

⁴⁵⁹ Roland Chevriot, « En témoignage de fidélité », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°3, juillet-septembre 1970, p. 3.

⁴⁶⁰ Musée du Vivant. Fonds André Louis. Correspondance avec Matteo Tavera. Cf. par exemple lettre de Matteo Tavera à André Louis. 22 juillet 1961 ou encore lettre du 27 mai 1969.

⁴⁶¹ Raymond Zimmer, « Des hommes d'action au service du biologique », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°2, avril-juin 1970, p. 34.

⁴⁶² Matteo Tavera, « Le président vous parle », *Nature et Progrès*, 4^e année, n°1, janvier-mars 1967, p. 1.

Novembre 1968	2 000 ⁴⁶³
Janvier 1974	4 000 ⁴⁶⁴
Décembre 1977	6 000 ⁴⁶⁵

Esquissé dans les années soixante, ce projet est approfondi dans les années soixante-dix avec l'organisation de grands congrès à Paris puis la création de Marjolaine en 1976, un grand salon ouvert à tous, mêlant conférences sur la vie saine et vente de produits biologiques⁴⁶⁶.

Dès sa fondation, Nature et Progrès s'efforce donc de dépasser le seul cercle des sympathisants habituels du naturisme et d'en renouveler les fondements tant dans la démarche que dans le militantisme. En outre, la distance prise à l'égard de la culture politique d'extrême-droite permet à Nature et Progrès d'être moins marquée idéologiquement que La Vie Claire, d'Henri-Charles Geffroy⁴⁶⁷. Dans ces conditions, Nature et Progrès joue un rôle important dans l'intégration des idées naturistes au tournant environnemental.

Si la démarche de Nature et Progrès rompt avec certaines pratiques habituelles des courants naturalistes, en est-il de même pour le message véhiculé ? De fait, si l'inquiétude grandissante de la population et des pouvoirs publics à l'égard de la pollution constitue aux yeux de Nature et Progrès une confirmation de leurs idées exprimées de longue date, les articles publiés dans la revue éponyme permettent également d'observer une profonde rénovation de la perception de la nature et des relations de l'homme à son milieu.

Evoquant sa propagande en faveur de la protection de l'humus menée depuis la Seconde Guerre mondiale et restée longtemps sans écho, André Birre souligne qu'il a fallu « sous un autre aspect, toute l'autorité des experts de l'UNESCO, en 1968, pour que l'on prévint l'opinion publique des dangers mortels des pollutions »⁴⁶⁸. De fait, les

⁴⁶³ Matteo Tavera, « Activités de l'association », *Nature et Progrès*, 5^e année, n°3, juillet-septembre 1968, p. 4.

⁴⁶⁴ Roland Chevriot, « Dix ans d'existence », *Nature et Progrès*, 11^e année, janvier-mars 1974, p. 1.

⁴⁶⁵ Claude-Marie Vadrot, *L'écologie. Histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1977, p. 193.

⁴⁶⁶ Roland Chevriot, « Pourquoi Marjolaine », *Nature et Progrès*, 13^e année, n°49, janvier-mars 1976, p. 3.

⁴⁶⁷ Durant toute cette période, Henri-Charles Geffroy entretient des liens étroits avec l'extrême-droite – par exemple en proposant à la vente dans ses magasins les ouvrages d'Henry Coston. Cf. Henry Coston, *Non ! L'écologie n'est pas de gauche*, op. cit., pp. 6-7.

⁴⁶⁸ André Birre, *Une autre révolution. Pour se réconcilier avec la terre*, Paris, Jean-Pierre Delarge éditeur, 1976, p. 19. Il fait ici allusion à la conférence organisée par l'UNESCO à Paris en 1968 et intitulée « Man

milieux naturistes ont toujours été convaincus du caractère scientifique de leurs positions et vivaient leur marginalisation comme une injustice insupportable. Les alarmes des chercheurs – qu'ils soient écologues, biologistes ou économistes – face à la montée des nuisances sont donc perçues comme une occasion de gagner en légitimité voire de s'intégrer enfin à cette communauté d'experts qui regardent alors l'agrobiologie avec condescendance. Ainsi, en 1970, *Nature et Progrès* participe à de multiples conférences organisées à l'occasion de l'année européenne de la conservation de la nature, dialoguant même avec des représentants de l'industrie chimique : cela montre que le naturisme sort de l'anathème pour adopter une posture de dialogue et d'ouverture⁴⁶⁹.

De fait, le tournant environnemental se traduit au sein de *Nature et Progrès* par un enrichissement de la perception de la nature propre au naturisme. Auparavant envisagée d'un point de vue essentiellement moral et symbolique, sa définition intègre désormais une dimension écologique, comme en atteste l'utilisation de plus en plus régulière des termes « écologie » et « environnement » dans la revue *Nature et Progrès*⁴⁷⁰. Si l'homme, sa santé et sa régénération restent au cœur des préoccupations des naturistes, il semble désormais acquis aux yeux de *Nature et Progrès* que cette transformation ne pourra s'opérer sans une attention prêtée à toutes les composantes de la nature. Ainsi, en 1968, un article s'inquiète de l'inévitable épuisement des ressources naturelles sans lesquelles l'homme n'est rien puisqu'il « est un maillon de la nature »⁴⁷¹. L'année suivante, c'est le problème de la raréfaction et de la pollution de l'eau qui est soulevé⁴⁷². Matteo Tavera, pourtant fervent partisan d'une perception ésotérique des relations de l'homme à l'univers, se prononce également en faveur d'une gestion rationnelle de la planète⁴⁷³. L'appropriation du discours conservationniste traduit l'importance des ajustements opérés au sein de *Nature et Progrès* qui ne se contente pas de renouveler sa propagande mais dont le message évolue grandement : ces deux facteurs combinés lui permettent

and Biosphere ». Consacrée à l'utilisation rationnelle et à la conservation des ressources naturelles, elle débouche sur un vaste programme de recherche lancé en 1971.

⁴⁶⁹ Matteo Tavera, « Le président vous parle », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°2, avril-juin 1970, p. 3.

⁴⁷⁰ Ces deux termes apparaissent respectivement dans les numéros d'avril-juin 1970 (n°2) et juillet-septembre 1970 (n°3) de *Nature et Progrès*.

⁴⁷¹ Konrad Richli, « Priorité à la vie ! », *Nature et Progrès*, 5^e année, n°1, janvier-mars 1968, p. 36.

⁴⁷² Vincent Ménager, « Le problème de l'eau douce en France », *Nature et Progrès*, 6^e année, n°2, avril-juin 1969, pp. 39-40. L'auteur s'inquiète des pollutions par les engrais et pesticides qui se diffusent jusqu'en Antarctique.

⁴⁷³ Matteo Tavera, « Le président vous parle », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°1, janvier-mars 1970, p. 3.

alors de jouer un rôle de passeur de la critique naturiste du progrès auprès d'un plus large public.

Dans une certaine mesure, *Nature et Progrès* tente de définir une doctrine où cohabitent les multiples sens du terme « pollution », sa signification contemporaine de « phénomène ou élément perturbateur d'un équilibre établi » mais également son sens étymologique qui renvoie à la souillure et à la profanation religieuse⁴⁷⁴. Ce serait en effet une erreur de croire que *Nature et Progrès* se rallie purement et simplement aux théories conservationnistes. Ainsi, lors du congrès de l'association à Tours en 1970, on déplore que l'écologie ne se concentre que sur les pollutions industrielles et les parcs nationaux, oubliant trop souvent l'agriculture⁴⁷⁵. Les membres de l'association craignent en effet que la politique de conservation de la nature n'aboutisse à une approche américaine de l'espace, préservant quelques îlots de *wilderness*, livrant le reste du pays à l'urbanisation et à la monoculture⁴⁷⁶. Voilà pourquoi l'un des adhérents insiste sur le fait que « la défense de l'homme, de la nature et de l'agriculture sont indissolublement liées »⁴⁷⁷. De fait, la nature et la complexité des relations entre ses éléments sont prises en compte, l'homme reste la préoccupation majeure des naturistes de *Nature et Progrès*. Cette inquiétude à l'égard de l'homme confronté à une crise de civilisation explique que l'association ne promeut pas seulement des dispositifs institutionnels ou des mesures techniques pour y faire face mais s'inscrit plus largement dans une perspective de transformation de la société.

Dès 1967, André Birre propose ainsi d'adopter une approche « biopolitique », terme utilisé en Allemagne dès le début des années soixante lors des congrès de la Société Internationale pour la Recherche sur les Maladies de la Civilisation et les Substances Vitales⁴⁷⁸. André Birre définit le terme comme « la science et l'art de la conduite des Etats, compte tenu des limites imposées par les lois naturelles et les données

⁴⁷⁴ Christoph Bernhardt, Geneviève Massard-Guilbaud, « Ecrire l'histoire de la pollution », in Christoph Bernhardt, Geneviève Massard-Guilbaud (dir.), *Le démon moderne. La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002, p. 10.

⁴⁷⁵ « Congrès « Nature et Progrès » des 20-22 novembre à Tours », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°3, juillet-septembre 1970, p. 38.

⁴⁷⁶ *Ibidem*.

⁴⁷⁷ Roland Chevriot, « En témoignage de fidélité », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°3, juillet-septembre 1970, p. 3.

⁴⁷⁸ André Birre, « Pourquoi la biopolitique dans « Nature et Progrès » ? », *Nature et Progrès*, 6^e année, n°3, juillet-septembre 1969, p. 30. La définition de la biopolitique au sein de *Nature et Progrès* diffère donc complètement de celle donnée quelques années plus tard par Michel Foucault.

ontologiques »⁴⁷⁹ et crée les *Cahiers de la biopolitique* pour approfondir une réflexion collective. Si cette publication, tout comme les groupes de jeunes qui apparaissent à Paris et Toulouse, semblent n'avoir fonctionné que quelques mois, il n'en reste pas moins que cette expérience traduit un décloisonnement de la critique naturiste du progrès. Celle-ci ne se contente plus de fulminer contre le monde moderne mais cherche à en comprendre la dynamique pour mieux l'infléchir⁴⁸⁰. La biopolitique constitue donc une politisation du naturisme par la montée en généralité et l'acceptation d'un débat serein qui implique des concessions de part et d'autre. Curieusement, il revient donc à André Birre, militant de longue date, dont la culture politique est marquée par le traditionalisme, d'ouvrir le naturisme aux enjeux des années 68. Il dénonce ainsi l'accélération du temps, l'aliénation du travail en usine et l'absurdité d'une société qui pousse à prendre des vacances sur des plages où chacun retrouve la foule plutôt que le contact de la nature⁴⁸¹. De même, René Duchet s'inquiète du sort du tiers-monde, où la famine menace du fait de l'explosion démographique et de l'amenuisement des ressources naturelles, et conclut qu'il s'agit là d'un « problème de répartition et de justice sociale et internationale...et qui nous concerne tous »⁴⁸². Certes, André Birre se réfère plus volontiers à Alexis Carrel qu'à Che Guevara et son projet d'une société composée de communautés rurales reposant sur l'interconnaissance possède une nette dimension traditionaliste⁴⁸³. Cependant, il envisage également que ces communautés puissent pratiquer une activité industrielle et accueillir des touristes, ce qui montre qu'il ne s'agit pas d'un projet réactionnaire animé uniquement par la quête illusoire d'un âge d'or préservé des influences néfastes de la modernité.

Par son souci de placer l'homme au centre des enjeux de conservation de la nature, par son attention portée aux problèmes de société, la biopolitique permet de construire des convergences entre des univers politiques jusqu'à présents disjoints. Il est cependant difficile d'en saisir l'influence. En tout état de cause, le groupe permanent d'études de la biopolitique réuni au sein de Nature et Progrès ne compte que onze membres, sous la

⁴⁷⁹ *Ibidem*.

⁴⁸⁰ André Birre, « Les structures agricoles vue sous l'angle de la biopolitique », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°1, janvier-mars 1970, p. 29.

⁴⁸¹ *Ibid.*, p. 31.

⁴⁸² René Duchet, « La défense de l'homme, c'est aussi la protection de la nature et la sauvegarde de l'agriculture », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°1, janvier-mars 1970, p. 37.

⁴⁸³ André Birre, « Les structures agricoles vue sous l'angle de la biopolitique », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°1, janvier-mars 1970, p. 31.

présidence d'André Birre⁴⁸⁴. Néanmoins, la publication de ses articles dans *Nature et Progrès*, dont le nombre d'adhérents ne cesse d'augmenter, peut assurer à ses idées une diffusion appréciable.

Le 3 mai 1970, André Louis, Matteo Tavera et sa femme trouvent la mort sur les routes de Bretagne. Ce drame amène un profond renouvellement des instances dirigeantes de *Nature et Progrès* dont Roland Chevriot prend alors la présidence. L'ouverture militante et doctrinale de l'association prend alors de l'ampleur. Constatant que les idées défendues par *Nature et Progrès* bénéficient en ce moment d'une forte audience, Roland Chevriot veut en effet s'ouvrir au plus grand nombre⁴⁸⁵. Cette ambition animait déjà les fondateurs de l'association mais leur utilisation des médias restait timide et leur réflexion était malgré tout centrée sur l'agriculture : Roland Chevriot conduit *Nature et Progrès* à changer d'échelle en organisant, du 3 au 5 novembre 1972, un grand congrès à Versailles⁴⁸⁶. L'objectif est d'informer le grand public, de lui faire découvrir les produits d'origine biologique et de faire de *Nature et Progrès* un lieu de débat sur les questions environnementales. Cette première grande manifestation est un succès puisqu'elle réunit 3 500 congressistes (contre 350 les années précédentes) tandis que 5 000 personnes parcourent le « salon de la qualité » qui réunit dans le grand hall près de 80 exposants. En trois jours, 130 journalistes visitent le congrès à l'issue duquel 90 articles sont publiés⁴⁸⁷. Ce congrès est d'autant plus important dans l'émergence de l'écologisme qu'il rassemble pour des débats organisés ou informels toutes les tendances qui réfléchissent aux rapports de l'homme à la nature, aux enjeux environnementaux et leurs implications politiques. Cet évènement permet donc des échanges d'idées – voire leur confrontation – et l'ébauche d'une interconnaissance : le champ de l'écologisme commence à se structurer.

Ainsi, Max Crouau, ingénieur agronome, prononce une conférence intitulée « Pourquoi l'agriculture biologique ? » ou il replace cette question « dans le cadre de la crise de l'environnement et de l'écologie »⁴⁸⁸ tandis qu'une table-ronde consacrée à la surpopulation mondiale rassemble Alain Hervé (fondateur des Amis de la Terre), Edward

⁴⁸⁴ « Groupe d'études de la biopolitique. Compte-rendu de la réunion de Dourdan », *Nature et Progrès*, 7^e année, n°1, janvier-mars 1970, p. 33.

⁴⁸⁵ Roland Chevriot, « Quand « *Nature et Progrès* » sort de l'ombre », *Nature et Progrès*, 8^e année, n°2, avril-juin 1971, p. 1.

⁴⁸⁶ Roland Chevriot, « Au-delà de Versailles », *Nature et Progrès*, 10^e année, n°1, janvier-mars 1973, p. 1.

⁴⁸⁷ *Ibidem*.

⁴⁸⁸ « Le congrès de Versailles (3-5 novembre 1972) », *Nature et Progrès*, 10^e année, n°1, janvier-mars 1973, p. 5.

Goldsmith (écologiste anglais, auteur du remarquable *Plan pour la survie*) et le Dr Jacques Pez  (qui s'inscrit dans la tendance naturiste)⁴⁸⁹. François Lapoix (de la FFSPN), Bernard Charbonneau et Philippe Saint-Marc (auteur de *Socialisation de la Nature*) s'interrogent quant à eux sur la manière de « repenser le progrès »⁴⁹⁰. Les débats sont passionnés, parfois virulents, notamment sur la limitation des naissances ou la place de la technique dans une société  cologique⁴⁹¹. On fr le même l'incident lors du débat sur « les nouvelles formes de vie communautaires et autarciques » quand certains participants dénoncent la trop grande place faite aux marchands dans le salon et envisagent d'envahir la grande salle de conf rence⁴⁹².

Il semble donc que toutes les personnes intéressées en France et en Europe par les questions de protection de la nature et d'écologie se soient retrouvées à Versailles pour le congrès de Nature et Progrès qui a ainsi permis une large circulation des idées mais aussi des pratiques, sur des sujets aussi divers que les premières expériences des communautaires ou la meilleure manière de faire son compost.

Les milieux naturistes participent donc au tournant environnemental dont ils parviennent à s'approprier l'essentiel du message tout en adaptant leurs idées à cette nouvelle donne. Cela montre que la plus grande réceptivité aux thèses des naturistes n'est pas réductible aux seules conséquences de Mai 68 mais qu'elle est la conséquence d'une réflexion menée en amont par un certain nombre d'acteurs qui ont su faire circuler ces idées entre des univers politiques et sociaux distincts.

La critique naturiste du progrès est essentielle à la génèse de l'écologisme car elle insiste sur le fait que les dégâts de la société industrielle ne sont pas seulement d'ordre esthétique (dépôts d'ordure ou immeubles disgracieux) ni uniquement localisés autour des usines mais qu'ils remettent en cause l'homme en tant que tel. Elle contribue ainsi à radicaliser l'idée de crise écologique jusqu'à faire le procès de la société industrielle, rejoignant ainsi les critiques de gauche énoncées depuis le début des années soixante.

d. « Dans le fond, Fournier, t'es de droite »⁴⁹³

⁴⁸⁹ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁹⁰ *Ibidem.*

⁴⁹¹ *Ibid.*, p. 10.

⁴⁹² *Ibidem.*

⁴⁹³ [L'équipe de la Gueule Ouverte], « Allez, salut ! », *La Gueule Ouverte*, n 5, mars 1973, p. 3.

Pierre Fournier (1937-1973) occupe une place à part dans le panthéon écologiste ; la vigueur de ses prises de positions et la diversité de ses sources d'inspiration, sa mort brutale alors qu'il venait de créer en 1972 *La Gueule Ouverte*, journal emblématique de la contestation écologique des années soixante-dix, en font une référence incontournable⁴⁹⁴, parfois considéré comme un prophète martyr de sa cause⁴⁹⁵.

Né en Savoie, Pierre Fournier est élevé par des parents instituteurs, amis de Célestin Freinet⁴⁹⁶. Après des études d'art à Paris et plusieurs années difficiles sur le plan matériel, il commence dans la seconde moitié des années soixante une collaboration régulière avec le journal satyrique *Hara-Kiri*. Il y dispose d'abord d'une page mensuelle, puis hebdomadaire où, progressivement, le texte occupe plus de place que le dessin⁴⁹⁷. Au fil des articles et des critiques qui lui sont formulées, il élabore une critique hétérodoxe du progrès qui emprunte au naturisme comme à la pensée libertaire des années 68. Ne se souciant pas de formaliser une œuvre au sens intellectuelle du terme, radical par conviction et par goût de la provocation, Pierre Fournier a irrité autant qu'il été célébré et sa réflexion hétérodoxe, qui met en cause le progrès au nom du nécessaire enracinement de l'homme dans la nature, a parfois été mise en cause⁴⁹⁸.

Pour comprendre la spécificité des positions de Pierre Fournier, il ne faut pas adopter un point de vue surplombant, qui chercherait à embrasser cette pensée comme une œuvre construite selon des critères de validation et de diffusion propres au monde universitaire. Il en va de Pierre Fournier comme des lecteurs évoqués par Michel de Certeau : « ils circulent sur les terres d'autrui, nomades braconnant à travers les champs qu'ils n'ont pas écrits, ravissant les biens d'Égypte pour en jouir »⁴⁹⁹. Mobilisant des écrits aux statuts et aux origines très diverses, empruntant à *La Vie Claire* comme aux ouvrages de John Kenneth Galbraith, Pierre Fournier se livre à un véritable bricolage intellectuel dont il s'agit ici de rendre compte⁵⁰⁰.

⁴⁹⁴ Yves Frémion intitule ainsi le quatrième chapitre de son livre « Les années Fournier. Naissance d'un mouvement d'écologie politique en France (1968-1974) ». Cf. Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, op. cit., pp. 95 sqq. Voir également Jean-Luc Benhamias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo*, Paris, Albin Michel, 1992, p. 24

⁴⁹⁵ [L'équipe de la Gueule Ouverte], « Allez, salut ! », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973, p. 3.

⁴⁹⁶ Danielle Fournier, « Préface », in Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Editions du Square, 1975, p. 8.

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁹⁸ Jean Jacob évoque ainsi la « naïveté » de ses positions qu'il explique par son ignorance « de la philosophie politique, de l'histoire des idées politiques ». Jean Jacob, *Le retour de « l'ordre nouveau »*, op. cit., p. 68.

⁴⁹⁹ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, t.1, Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p. 252.

⁵⁰⁰ Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, pp. 26 sqq.

Comme Pierre Fournier aime à le souligner, son militantisme n'a pas pour point de départ une réflexion métaphysique ou la lecture de Karl Marx mais une inquiétude concrète, presque organique ; il est en effet convaincu que la société industrielle va à l'encontre des réalités biologiques et que cela ne pourra qu'aboutir à la mort de l'homme⁵⁰¹. Cette analyse s'enracine dans son expérience personnelle : en 1960, au cours de son service militaire, il subit une lourde opération de l'aorte qui le rend particulièrement sensible aux questions de santé⁵⁰².

Aux yeux de Pierre Fournier, la pollution n'est pas seulement le résultat d'une catastrophe exceptionnelle, qui envahirait une nature préservée⁵⁰³, mais un empoisonnement quotidien. Le journaliste est par exemple un infatigable contempteur des plaquettes insecticides Vapona faites de résine plastique jaune imprégnée d'un gaz toxique, le dichlorvos. Fournier les compare à une arme silencieuse, invisible et inodore braquée sur chaque membre de la famille⁵⁰⁴. Il s'oppose également à la pilule qui ne profiterait qu'aux trusts pharmaceutiques qui, promettant le meilleur des mondes, ne vendraient qu'un produit mortifère⁵⁰⁵. Ainsi, la pollution n'est donc pas synonyme pour Fournier de destruction de la nature mais avant tout d'une mort lente et insidieuse, qui gagnerait chaque jour du terrain et contre laquelle personne ne pourra bientôt se prémunir.

Cette attention prêtée au corps dans sa matérialité et à sa dégradation le conduit à livrer une critique radicale du progrès. Parodiant les réactions suscitées par son refus de la plaquette Vapona, il s'exclame : « Elle l'a payée sa plaquette, pour rien au monde elle jetterait un truc qu'elle a payé et qui fonctionne. [...] Alors vous êtes contre le progrès ? On refuse pas le progrès, croyez-moi, c'est pas possible parce que le progrès c'est l'avenir et sans le progrès jamais on pourra résoudre les problèmes qui se posent de plus en plus à l'homme »⁵⁰⁶. C'est donc à partir de la vie quotidienne que Pierre Fournier réfléchit au progrès, considérant que c'est dans ce domaine qu'il a le plus d'impact sur les individus. Comme la plupart des critiques hétérodoxes du progrès, le statut de la

⁵⁰¹ Pierre Fournier, *Où on va ? J'en sais rien mais on y va*, Paris, Editions du Square, 1973, p. 28.

⁵⁰² Danielle Fournier, « Préface », in Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Editions du Square, 1975, p. 10.

⁵⁰³ Christian Delporte, « 'N'abîmons pas la France !'. L'environnement à la télévision dans les années 1970 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°113, janvier-mars 2012, p. 55.

⁵⁰⁴ Pierre Fournier, *Où on va ? J'en sais rien mais on y va*, Paris, Editions du Square, 1973, p. 9.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, p. 42.

⁵⁰⁶ *Ibid.*, p. 9.

technique dans les sociétés contemporaines est pour lui central car elle permet à l'homme de nier les « réalités biologiques » qui concernent l'homme comme le reste du vivant⁵⁰⁷. C'est pourquoi il refuse d'utiliser le terme « environnement » car « il pue l'anthropocentrisme alors que, justement, la prise de conscience qui l'a mis à la mode annonce la fin d'un anthropocentrisme dépassé »⁵⁰⁸. Ainsi, Pierre Fournier insiste sur le fait que l'homme est enraciné dans la nature, dans son corps et de sa vie quotidienne : dans ces conditions, toute abstraction risquerait d'être mortifère⁵⁰⁹.

Tels sont les fondements de la réflexion de Pierre Fournier pour livrer une critique hétérodoxe du progrès où se mêlent une critique naturiste du progrès et les acquis de la pensée critique des années 68⁵¹⁰.

Pierre Fournier s'appuie en effet sur des doctrines très diverses qui témoignent des spécificités de sa culture politique qui le conduit à relativiser l'importance des questions idéologiques. A vingt ans, il se considère de droite car ces courants politiques lui semblent alors s'appuyer sur des faits contrairement aux idéologues de gauche dont l'irréalisme l'horripile⁵¹¹. Quinze ans plus tard, il est devenu de gauche après avoir perdu tout espoir de voir un jour la droite choisir la voie de la subversion au nom des réalités biologiques. Il estime depuis lors qu'il revient aux forces de gauche de mener une révolution qui concilie la survie de l'espèce et le libre épanouissement de l'individu⁵¹².

A l'inverse, Fournier ne fait jamais mystère de son adhésion aux idées naturistes et de sa lecture assidue de *La Vie Claire* et de *Vie et Action*⁵¹³. Les lois biologiques qu'il faudrait respecter, l'importance de l'alimentation et la volonté de mettre fin à des pratiques culturelles dévoyées par la mécanisation et l'usage des engrais minéraux participent de fait de la critique naturiste du progrès. Fournier souligne à l'occasion qu'il n'aurait probablement rien compris à l'écologisme sans le naturisme et l'hygiénisme⁵¹⁴. Pourtant, il se livre régulièrement à une critique acerbe des idées politiques qui animent la plupart des animateurs des courants naturistes. Il précise ainsi qu'Henri-Charles Geffroy, fondateur de *La Vie Claire*, lui est profondément antipathique du fait de son rigorisme

⁵⁰⁷ *Ibid.*, p. 28.

⁵⁰⁸ *Ibid.*, p. 50.

⁵⁰⁹ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris Editions du Square, 1975, p. 119.

⁵¹⁰ Jean Jacob, *Le retour de « l'ordre nouveau »*, *op. cit.*, p. 63.

⁵¹¹ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, *op. cit.*, p. 161.

⁵¹² *Ibidem.*

⁵¹³ *Vie et Action* est animée par André Passebecq, naturothérapeute. Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, *op. cit.*, p. 107.

⁵¹⁴ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, *op. cit.*, p. 109.

outrancier⁵¹⁵. Au-delà de l'antipathie personnelle entre deux hommes, la manière dont Fournier lit *La Vie Claire* s'apparente clairement à la lecture braconne théorisée par Michel de Certeau :

« Si vous êtes capables d'en prendre ou d'en laisser, si vous n'êtes pas de ces types qui lâchent un bouquin quand un mot surprenant leur saute à la gueule, achetez quand même « La Vie Claire » pour vous informer. Et si ça vous étonne que je vous invite à lire le journal d'un type que je considère comme un sectaire, un pourri, un margoulin et un individu dangereux, c'est d'une part, que vous faites des illusions sur les auteurs de livres et les directeurs de journaux en général, d'autre part, que vous n'avez pas bien lu ce qui précède »⁵¹⁶.

Sans être dupe de l'idéologie qui anime nombre de naturalistes, Pierre Fournier fait donc preuve de pragmatisme en distinguant clairement l'œuvre et les informations qui y sont contenues de leur auteur. La lecture est un acte de sélection et d'interprétation où chacun mobilise des compétences qui lui sont spécifiques : c'est à cette opération exigeante que Fournier convie ses lecteurs, ce qui s'accompagne chez lui d'un peu de provocation⁵¹⁷. De cette manière, le journaliste bricole sa propre interprétation de la crise écologique, c'est-à-dire qu'il mobilise un répertoire d'idées et de réflexions hétéroclites qu'il extrait de leur contexte d'origine pour en faire un nouvel outil d'analyse adapté à ses propres objectifs⁵¹⁸. Ainsi, la pensée de Fournier mêle dans une synthèse éminemment personnelle et parfois provocatrice des éléments issus du naturisme et de la pensée libertaire.

Pierre Fournier ne se contente pas de distinguer le naturisme de l'idéologie d'extrême-droite de certains de ses promoteurs, ses lectures braconnes et son bricolage intellectuel s'étendent à la pensée libertaire et il noue un dialogue constant, bien que parfois rude, avec les lecteurs de sensibilité gauchistes d'*Hara-Kiri* puis de *Charlie-Hebdo*.

« Avant la « révolution de mai », quand j'osais dire à mes amis que le but de la vie, quel qu'il fût, ne pouvait pas être d'acheter la télé à crédit sans versement au départ, je les voyais sourire de ma naïveté. Les nécessités économiques, la loi du progrès, il faut vivre avec son temps, ils savaient, eux. Maintenant, ça y est, ils ont pigé au moins ça. [...]. Enfin je vais pas me plaindre parce qu'ils ont compris déjà un tout petit bout du problème, c'est mieux que rien, c'est un premier pas. Encore deux ou trois chaos, et ils comprendront peut-être le reste »⁵¹⁹.

⁵¹⁵ *Ibid.*, p. 35.

⁵¹⁶ Pierre Fournier, *Où on va*, *op. cit.*, p. 35.

⁵¹⁷ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, *op. cit.*, p. 246.

⁵¹⁸ Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, *op. cit.*, p. 28.

⁵¹⁹ Pierre Fournier, *Où on va*, *op. cit.*, p. 13.

Cette observation de Fournier traduit le rôle de Mai 68 dans la diffusion et la radicalisation d'une critique de la société de consommation, de l'aliénation de la vie quotidienne et de l'exploitation par le travail⁵²⁰. Les manifestations, l'occupation des usines et des universités ont permis à une partie de la jeunesse de se retrouver dans une analyse critique de la société que les partis de gauche ne parviennent pas totalement à capter⁵²¹. Dès lors, les critiques hétérodoxes du progrès semblent plus facilement admises dans les milieux militants d'extrême-gauche même si elles impliquent une remise en cause de l'organisation et des finalités classique de la gauche, axées sur la justice sociale et le combat contre l'exploitation⁵²².

De fait, Fournier ne cesse de dénoncer ce qu'il considère comme des erreurs et des combats sans issue menés par les gauchistes en particulier et plus généralement les partis de gauche. A ses yeux, ces derniers n'auraient d'autre but que de récupérer les mouvements sociaux pour ne pas se faire déborder et arriver au pouvoir⁵²³. De même, il juge les nationalisations inutiles voire dangereuses dans la mesure où elles ne permettent pas de résoudre les vrais problèmes : il faut selon lui abolir la production et non pas s'emparer d'elle⁵²⁴. Fondamentalement, et au-delà de toute provocation, Fournier considère que le marxisme est une pensée abstraite donc morte, en ce qu'elle ne permet pas de saisir des vrais problèmes, et encore moins de les résoudre⁵²⁵. Ses fonctions de journaliste à *Charlie-Hebdo*, ses fréquentations et certains traits de sa réflexion renvoient donc Fournier à l'univers de l'extrême-gauche dans lequel il se sent pourtant bien à l'étroit.

Fournier est en effet un homme pour qui la liberté est une vertu cardinale mais qu'il refuse de définir comme un concept car il veut en faire une habitude qui anime chaque individu dans sa vie quotidienne⁵²⁶. Face à la crise de la société industrielle, il considère par ailleurs que l'homme ne survivra que s'il s'adapte, ce qui implique qu'il fasse l'usage le plus large possible de sa liberté⁵²⁷.

⁵²⁰ Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-juin 1968*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2008, p. 279.

⁵²¹ Boris Gobille, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008, p. 17.

⁵²² Il faut cependant différencier les milieux militants et les appareils partidaires d'extrême-gauche dont Philippe Buton a montré que leur prise en compte des enjeux environnementaux a été très progressive. Cf. Philippe Buton, « L'extrême-gauche et l'écologie. Une rencontre difficile (1968-1978) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°113, janvier-mars 2012, pp. 191 sqq.

⁵²³ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, op. cit., p. 26.

⁵²⁴ *Ibid.*, p. 27.

⁵²⁵ *Ibid.*, p. 35.

⁵²⁶ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, op. cit., p. 84.

⁵²⁷ *Ibid.*, p. 83.

C'est dans cette optique qu'à plusieurs reprises, il tente de mettre sur pied des communautés qui synthétiseraient les apports de la pensée libertaire et des courants naturistes. Le retour à la terre serait inévitable car enfreindre les lois naturelles serait selon lui une erreur⁵²⁸. Néanmoins, Fournier se distingue des positions naturistes classiques quand il souligne que l'établissement de ces communautés ne signifie pas copier le mode de vie des paysans d'autrefois mais inventer une nouvelle forme de société, à la fois organique, au contact de la terre mais égalitaire, démocratique et animée par de perpétuelles expérimentations pour garantir la liberté de chacun⁵²⁹. En cela, la démarche du journaliste se situe dans le prolongement du naturisme libertaire du début du XX^e siècle lorsque des anarchistes comme Georges Butaud, Sophia Zaïkowska ou encore Louis Rimbault réfléchissent sur le végétalisme comme moyen de s'affranchir de la logique de production et de consommation, ce qui aboutit à des projets de « milieux libres » et de « cité végétaliennes »⁵³⁰.

De ce fait, Fournier tente d'élaborer un conservatisme non réactionnaire où le respect des lois organiques qu'il considère immuables serait la règle tout en faisant de la liberté individuelle la clé de la mobilisation de chacun. Cette nouvelle organisation de la société reposant sur des communautés de base permettrait d'éviter la catastrophe écologique à venir.

« Moi, je m'en fous que tout soit con, j'aime trop la terre, les racines de la vie, la nourriture et le sang de la terre, les vieilles maisons, les arbres, les petits oiseaux, les fleurs et la douceur des paysages pour pouvoir supporter sans rien faire que les cons détruisent ça »⁵³¹.

Alors que Mai 68 a donné un coup de fouet au marxisme et à l'idée de révolution, que l'usine est plus que jamais un lieu de lutte politique, la critique du progrès de Fournier et ses objectifs subversifs apparaissent véritablement marqués du sceau de l'hétérodoxie. Les fréquentes critiques adressées à Fournier – dont il se fait amplement l'écho dans ses articles – montre que si ces réflexions sont désormais audibles, elles sont loin de faire l'unanimité, d'autant plus qu'il s'agit d'une pensée éruptive, en recherche constante, dans laquelle il ne faut pas chercher une cohérence absolue⁵³².

⁵²⁸ *Ibid.*, p. 129.

⁵²⁹ *Ibid.*, p. 73.

⁵³⁰ [Anonyme], *Louis Rimbault et « Terre libérée », 1923-1949. Ecole de pratique végétalienne et Retour à la Terre*, Rimogne, Les Brochures de l'en dehors, 2005, pp. 6-8.

⁵³¹ Pierre Fournier, *Où on va*, *op. cit.*, p. 16.

⁵³² Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, *op. cit.*, p. 152.

En cherchant à mobiliser les militants gauchistes influencés par Mai 68 tout en affirmant qu'ils se trompent de combat, en voulant faire accepter la critique naturiste du progrès, réinterprétée dans un sens libertaire, Pierre Fournier formalise et diffuse une critique hétérodoxe du progrès qui n'est pas sans retentissement. Son dynamisme et son rayonnement permettent à *Hara-Kiri* puis à *Charlie-Hebdo* de diffuser auprès des militants gauchistes de toute obédience des idées sur la crise écologique avant que, las des querelles à la rédaction, Fournier ne fonde *La Gueule Ouverte* en novembre 1972. Sa mort trois mois plus tard, avant même que l'écologie ne se structure véritablement, assoit son image de prophète incompris qui apparaît dès les années soixante-dix⁵³³.

Les critiques hétérodoxes du progrès ont pour dénominateur commun la radicalité de leur analyse de la crise écologique ; à leurs yeux, il sera bientôt impossible de faire face aux dégâts du progrès qui mettent en péril l'homme d'un point de vue biologique et même ontologique. Dans leur volonté de revenir à une analyse fondamentale de la situation, ces critiques tendent à minorer le rôle des affrontements politiques quotidiens et des idéologies qui n'auraient à leurs yeux qu'une importance secondaire par rapport à un enjeu essentiel : la technique, qui altère la relation de l'homme à la nature.

Dans cette première décennie des années 68, ces théories suscitent un intérêt plus grand qu'auparavant. Elles profitent d'une part d'une inquiétude grandissante de l'opinion publique à l'égard de la dégradation de la nature. Elles entrent d'autre part en convergence avec d'autres critiques de la société industrielle, portées notamment par la mouvance gauchiste. En ce sens, la réception des critiques hétérodoxes du progrès illustre un relatif desserrement des clivages et des cloisonnements intellectuels et idéologiques, phénomène propre aux années 68.

En retour, ces critiques hétérodoxes du progrès évoluent en étant plus attentives aux actions qui pourraient être entreprises, en dialoguant davantage avec l'opinion publique et les militants politiques. Au tournant des années soixante et soixante-dix, ces évolutions conduisent à une politisation relative des critiques du progrès qui, sans envisager pour le moment de s'investir dans le monde politique ou de concourir aux élections, conçoivent

⁵³³ Roland de Miller, « Comment j'ai compris Fournier », in Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, op. cit., p. 12.

désormais leur action dans le cadre de *la* politique, autrement dit de la vie de la cité et de la défense de l'intérêt général.

Ces critiques hétérodoxes du progrès s'inscrivent donc dans le tournant environnemental auquel elles contribuent à donner une dimension catastrophiste car la civilisation industrielle menacerait l'humanité à brève échéance. Il serait tentant de rapprocher cette analyse de la crise écologique évoquée par les écologues. Néanmoins, au-delà des convergences esquissées, les écologues et les critiques hétérodoxes du progrès diffèrent sur de nombreux points fondamentaux. La crise écologique concerne en effet avant tout les écosystèmes, même si elle a d'évidentes implications pour la société. Les critiques hétérodoxes du progrès postulent au contraire que la crise est anthropologique, sinon ontologique, et qu'au travers de la nature, c'est l'homme en tant que tel qui est mis en péril. Les deux analyses diffèrent également sur la manière de résoudre cette situation. Alors que les écologues estiment qu'une action adéquate des pouvoirs publics éclairés par les lois de l'écologie permettrait de mitiger les conséquences d'une société de croissance et d'en corriger efficacement les excès, les tenants des critiques hétérodoxes du progrès sont au contraire convaincus que seul un changement culturel radical, qui reviendrait sur certaines caractéristiques de la modernité occidentale, est l'unique solution.

Ainsi, le tournant environnemental apparaît comme un processus éminemment conflictuel dans la mesure où il met en relation des acteurs aux conceptions à la fois convergentes et très éloignées les unes des autres. Comme nous allons le voir, la politisation du tournant environnemental contribue à approfondir cette évolution mais aussi à en faire un champ concurrentiel.

4. Les inventions politiques de l'environnement

Une fois la reconstruction achevée, la France entre une période de croissance forte et continue. Les « Trente Glorieuses » sont alors placées sous le signe de l'industrialisation et de la modernisation de l'appareil productif. Les pouvoirs publics jouent le rôle de chef d'orchestre et disposent de nombreux leviers, incitatifs ou contraignants, pour soutenir et amplifier cette expansion. C'est pourquoi cette démarche s'accompagne d'une rhétorique qui fait du progrès économique et technique une évolution nécessaire qui doit mobiliser toutes les forces du pays : « La France a épousé son siècle » constate le général De Gaulle le 12 juillet 1961 dans une allocation radiotélévisée⁵³⁴.

La V^e République constitue ainsi l'apogée de cet impératif modernisateur qui accompagne et donne sens à une transformation profonde du territoire et de la société française. Cette période n'est pourtant pas uniquement marquée du sceau de l'industrialisation et de l'urbanisation car c'est également durant cette période que s'inventent en France les politiques publiques de l'environnement⁵³⁵.

Au sein des pouvoirs publics, le rôle des hauts fonctionnaires impliqués dans la définition de la politique d'aménagement du territoire a été analysé finement par Florian Charvolin⁵³⁶. De ce fait, on a longtemps mis en avant l'action des grands serviteurs de l'Etat, comme Serge Antoine, magistrat à la Cour des comptes avant d'intégrer la DATAR en 1963, pour expliquer l'invention de l'environnement en France. Pourtant, à l'heure actuelle, il semble nécessaire d'élargir le champ d'investigation car si certains hauts fonctionnaires ont en effet joué un rôle fondamental dans l'invention *administrative* de l'environnement, la contribution d'autres acteurs ne doit pas être négligée pour autant⁵³⁷. Il semble donc nécessaire d'employer le pluriel pour évoquer *des* inventions de l'environnement à la fois concurrentes et convergentes.

Durant cette période, dans la majorité comme dans l'opposition, certains hommes politiques et penseurs se saisissent de la question de l'environnement, bien souvent

⁵³⁴ Serge Berstein, *La France de l'expansion. T. 1. La République gaullienne (1958-1969)*, Paris, Seuil, 1989, p. 121.

⁵³⁵ Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003, p. 15.

⁵³⁶ Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003.

⁵³⁷ Renaud Bécot, « L'invention syndicale de l'environnement dans la France des années 1960 », in Stéphane Frioux, Vincent Lemire (dir.), *L'invention politique de l'environnement. Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 172.

envisagée avant tout sous l'angle de l'aménagement du territoire. Qu'il s'agisse de Georges Pompidou ou de certains courants du PSU ou de la CFDT, tous ont en commun de vouloir faire sens aux transformations à l'œuvre dans la France des Trente Glorieuses et donc de rénover leur doctrine politique pour la mettre en adéquation avec la modernité. Cette dimension modernisatrice explique que dans ces milieux les termes « environnement » et « cadre de vie » soient alors au moins autant employés que celui de « nature ». Dans cette perspective, à l'instar d'autres secteurs pionniers, tels le nucléaire ou l'aménagement du territoire, l'environnement doit contribuer à la transformation volontariste de la France en pleine croissance. Cependant, comme on le verra, dans la foulée de Mai 68, la connotation modernisatrice de l'environnement s'affaiblit à mesure que la notion se diffuse plus largement dans le champ politique.

Avant même l'émergence de l'écologisme, l'environnement et la relation de l'homme à la nature ne sont donc pas seulement débattus dans quelques cercles de scientifiques ou militants. La floraison de propositions convergentes et contradictoires dans le champ politique conduit à la structuration progressive des positions et à l'émergence de clivages nouveaux. Afin de mieux cerner les caractéristiques des inventions politiques de l'environnement, nous nous intéresserons d'abord à l'action des pouvoirs publics puis aux réflexions de la gauche modernisatrice avant d'analyser la manière dont certains militants politiques se sont approprié cette question.

a. Le consensus industrialiste des années soixante remis en perspective

Dès la première moitié du XIX^e siècle, un consensus industrialiste est édifié en l'espace d'une génération : l'industrie et le progrès technique sont alors promus comme des facteurs essentiels de prospérité, de bien-être et de civilisation⁵³⁸. Cette injonction constitue dès lors un cadre de référence pour la plupart des acteurs politiques ou syndicaux quelques soient leurs positions par ailleurs : ainsi, à la fin du XIX^e siècle, le mouvement anarchiste prend position en faveur du machinisme comme instrument d'émancipation du travailleur⁵³⁹. Remis en cause dans les années trente, ce consensus modernisateur et industrialiste est réactivé dans les années qui suivent la Seconde guerre

⁵³⁸ Jean-Baptiste Fressoz, « Circonvenir les *circumfusa*. La chimie, l'hygiénisme et la libéralisation des « choses environnantes » : France, 1750-1850 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°56, 2009/4, p. 66.

⁵³⁹ Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme. Le mythe du retour à la nature*, Rennes, PUR, 2004, p. 167.

mondiale et les pouvoirs publics s'en font les soutiens les plus constants avant que la république gaullienne ne l'intègre à sa politique de grandeur⁵⁴⁰.

Dans son article consacré à l'environnementalisme aux Etats-Unis dans les années soixante, Adam Rome souligne la spécificité de cette période, partagée entre une forte croissance et débats sur les conséquences environnementales de cette situation économique exceptionnelle⁵⁴¹. En France, de la même manière, les années soixante apparaissent comme une période de transformation profonde de l'environnement, dont les pouvoirs publics se font tout à la fois les hérauts et les acteurs.

Dans la France de la Libération, profondément marquée par la crise des années trente, la défaite et l'Occupation, les principales forces politiques ainsi que les pouvoirs publics partagent la même préoccupation de restaurer le rang de la France par sa modernisation et son industrialisation⁵⁴². Cette « Nouvelle Donne à la Française »⁵⁴³, aboutissement de réflexion et d'expérimentation qui remontent parfois à l'entre-deux-guerres, fruit d'un consensus politique large allant des communistes aux gaullistes, a pour pilier un Etat très présent dans la vie des citoyens comme dans l'aménagement du territoire.

Dès les années cinquante, l'industrie nucléaire, qu'elle soit civile ou militaire, est l'un des terrains privilégiés de cette rhétorique et de ces réalisations modernisatrices : la grandeur et l'indépendance de la France passent par le développement d'innovations technologiques décisives dont la maîtrise de l'atome sera l'une des pierres angulaires⁵⁴⁴. L'usine de Marcoule est ainsi édifiée par le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) pour fabriquer du plutonium à usage militaire et sa mise en service en 1956 est saluée par les technocrates et les pouvoirs publics comme une prouesse technologique, une réalisation industrielle décisive et le symbole du savoir-faire national⁵⁴⁵. Ce discours va au-delà de l'autosatisfaction des gouvernants, ce qui atteste de la diffusion de cette rhétorique modernisatrice dans la société française. En effet, sur le plan local, la construction de l'usine est présentée comme l'occasion inespérée de faire enfin entrer la

⁵⁴⁰ Gabrielle Hecht, « Rebels and Pioneers: Technocratic Ideologies and Social Identities in the French Nuclear Workplace, 1955-1969 », *Social Studies of Science*, 1996/3, vol. 26, p. 486.

⁵⁴¹ Adam Rome, « 'Give Earth a Chance': the Environmental Movement and the Sixties », *The Journal of American History*, 2003/2, vol. 90, p. 525.

⁵⁴² Michael Bess, *The light-green society: ecology and technological modernity in France. 1960-2000*, Chicago, Chicago University Press, pp. 21 sqq.

⁵⁴³ Philip Nord, *France's New Deal: From the Thirties to Postwar Era*, Oxford et Princeton, Princeton University Press, 2010, p. 145.

⁵⁴⁴ Gabrielle Hecht, « Peasants, Engineers, and Atomic Cathedrals: Narrating Modernization in Postwar Provincial France », *French Historical Studies*, 1997/3, vol. 20, p. 381.

⁵⁴⁵ *Ibid.*, p. 385.

région dans la modernité en la sortant du sous-développement industriel. La ville de Bagnols-sur-Cèze, proche de Marcoule, qui accueille de nombreux travailleurs de l'usine et leur famille, connaît ainsi selon son maire, Pierre Boulot, une révolution dont chacun, anciens habitants comme nouveaux venus, ne pourra que profiter par la construction de nouveaux équipements collectifs⁵⁴⁶.

Ces bouleversements de la vie quotidienne, envisagés *a priori* comme positifs par les pouvoirs publics, n'impliquent cependant une volonté de faire table rase du passé. Bien au contraire, dans les discours d'inauguration comme dans les comptes-rendus dans la presse, l'ouverture de l'usine de Marcoule est célébrée comme le symbole de la modernité qui s'intégrerait harmonieusement au passé, mieux, qui le prolongerait. De manière significative, l'usine est comparée à une cathédrale : de la même manière que ces édifices faisaient la gloire de la période médiévale, l'atome prend le relais et prolonge une brillante tradition⁵⁴⁷. Ainsi, dans le temps comme sur le territoire, l'harmonie prévaut.

Si sur bien des aspects le gaullisme rompt avec la IV^e République, il en reprend cependant la rhétorique modernisatrice à laquelle l'impératif de grandeur national confère un écho plus grand encore. Ainsi, lors de l'inauguration de l'usine marémotrice de la Rance en novembre 1966, le général de Gaulle salue « un monument aussi expressif de sa [il s'agit de la patrie] grandeur et de sa splendeur que l'est le Mont-Saint-Michel » et exalte « cet ouvrage moderne par excellence [qui] s'encadre dans un des sites géographiques et historiques les plus émouvants qui soit sans en briser aucunement l'harmonie et la signification. Comme la Rance coule vers la mer, parce que sa source l'y envoie, ainsi la France est fidèle à elle-même lorsqu'elle marche vers le progrès »⁵⁴⁸. Les trois facettes de la rhétorique du progrès identifiées plus haut sont bel et bien présentes. La prouesse technologique est d'autant plus remarquable qu'elle n'est pas isolée, elle a au contraire pour vocation d'irriguer tout un territoire, de le faire définitivement entrer dans l'ère de l'expansion, sans pour autant perturber un équilibre harmonieux. Ce progrès est nécessaire, inévitable car inscrit dans une longue et glorieuse histoire dont il écrit un nouveau chapitre ; en tant que tel, il transcende la distinction entre la nature et la culture, l'artificiel et l'authentique pour en réaliser une synthèse en constante évolution.

⁵⁴⁶ De fait, entre 1954 et 1962, la population de Bagnols-sur-Cèze double, passant 5 500 à 13 000 habitants. Cf. *ibidem*.

⁵⁴⁷ *Ibid.*, p. 387.

⁵⁴⁸ Charles de Gaulle in *Bretagne actualités*, « Inauguration du barrage de la Rance », 26 novembre 1966, <http://www.ina.fr/video/RXF01028950/edition-speciale-inauguration-du-barrage-de-la-rance-video.html>

Durant la période de profonde transformation des villes et des espaces productifs que représentent les années soixante, les pouvoirs publics se distinguent par leur engagement dans la modernisation et la stimulation de l'expansion économique. S'appuyant sur l'héritage de la IV^e République, le général De Gaulle remet au premier plan les outils de planification et d'aménagement du territoire⁵⁴⁹. La création de la DATAR [Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale] en 1963, dont la direction est confiée à Olivier Guichard, figure du gaullisme, signale le rôle central dévolu à cette politique publique et plus largement à l'Etat dans ces processus⁵⁵⁰. Reposant sur la technologie la plus avancée et sur des experts sûrs de leur savoir-faire, l'aménagement du territoire se veut ainsi volontariste et massif.

Dans le cadre du quatrième (1962-1965) et du cinquième plan (1965-1970), l'Etat encourage la modernisation des secteurs jugés « en retard » par le développement de la mécanisation, la mise en œuvre de nouvelles techniques de production et la construction de nouvelles infrastructures. Il s'attache également à la correction des inégalités sociales et régionales par des incitations d'ordre divers mais aussi par une action directe dans les domaines de l'urbanisme, des transports ou de la déconcentration industrielle⁵⁵¹. Cette implication de l'Etat, dans la conception comme dans la réalisation des projets, s'accompagne de la promotion des « technocrates » dont Armand Frémont livre un portrait sans concession.

« A ce jeu, les nouveaux maîtres sont de jeunes têtes aussi bien faites pour l'étude que pour l'action, très confiants en la croissance qui les porte et en la science qu'ils maîtrisent, un peu méprisants de tous ceux qui ne « savent pas », mais sachant bien le cacher. On les appelle les technocrates »⁵⁵².

Cette figure du technocrate, dont l'apparition remonte aux années trente, au moment où l'Etat est pressé d'assumer un rôle plus important dans l'économie du pays, est âprement discutée dans la France des années soixante : on reconnaît l'étendue de son savoir théorique mais on critique son désintérêt pour les spécificités locales, on salue ses compétences techniques en fustigeant son supposé dédain pour la concertation et les

⁵⁴⁹ Michel Philipponneau, « Industrie et aménagement du territoire. Essai de périodisation » in Patrice Caro, Olivier Dard et Jean-Claude Daumas (dir.), *La politique d'aménagement du territoire. Racines, logiques et résultats*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 111.

⁵⁵⁰ Marc-Olivier Baruch, « Les élites d'Etat dans la modernisation » in Serge Berstein et alii, *De Gaulle et les élites*, op. cit., p. 96.

⁵⁵¹ Vincent Guigueno, « L'aménagement du territoire en action », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2003/3, n°79, p. 37.

⁵⁵² Armand Frémont, « L'aménagement régional en France. La pratique et les idées », *L'Espace géographique*, 1978/2, n°7, p. 77.

prises de décision démocratiques⁵⁵³. La polysémie et les multiples connotations qui accompagnent le terme de « technocrate » témoigne donc du caractère équivoque du regard porté sur l'aménagement du territoire et plus largement sur l'action de l'Etat.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, les élites mettent en avant le rôle des technologies avancées qui doivent être un moteur pour l'économie française, en contribuant à ses exportations comme en manifestant sa puissance⁵⁵⁴. L'aérotrain – projet de véhicule glissant au dessus d'un coussin d'air au dessus d'une voie spéciale – est ainsi envisagé comme l'instrument d'une contraction spatiale et temporelle du territoire français⁵⁵⁵. Dans les années soixante-dix, l'industrie nucléaire civile joue un rôle similaire dans une France en recherche de transition énergétique.

Par leur importance et leurs répercussions sur la vie des Français, la mission interministérielle d'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon, dite Mission Racine (1963) ou encore le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris (1965) illustrent les pratiques d'aménagement du territoire en vigueur sous la république gaullienne⁵⁵⁶. Qu'il s'agisse de créer huit villes nouvelles autour de Paris (dont le nombre est ensuite ramené à cinq), de faire surgir *ex-nihilo* un ensemble de stations balnéaires dans le Languedoc ou encore de mener à bien la déconcentration industrielle de Paris, la république gaullienne considère que l'aménagement du territoire, tout comme la planification, constitue une « ardente obligation »⁵⁵⁷. Dans cette perspective, la concertation, voire l'information des usagers et des citoyens, apparaît comme un problème bien secondaire.

A bien des égards, l'aménagement du territoire promu lors de la République gaullienne est révélateur du « *high modernism* »⁵⁵⁸. La confiance dans la technologie et

⁵⁵³ Gilles Le Béguec, « Pierre Mendès-France et la technocratie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2001/1, vol. 63, p. 112.

⁵⁵⁴ Vincent Guigueno, « Une région capitale à grande vitesse : Georges Pompidou et l'Aérotrain (1965-1974) » in Mathieu Flonneau et alii, *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, op. cit., p. 137.

⁵⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁵⁶ Philippe Nivet, « Les acteurs politiques et administratifs » in Mathieu Flonneau, Pascal Geneste, Philippe Nivet, Emilie Willaert (dir.), *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, Paris, Archives Nationales, Association Georges-Pompidou, Somogy, 2010, p. 12.

⁵⁵⁷ « La modernisation de l'industrie », *Charles-De-Gaulle.org*, <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/1958-1970-la-ve-republique/la-modernisation-de-l-economie/analyses/la-modernisation-de-l-industrie.php>, consulté le 24/06/14.

⁵⁵⁸ James C. Scott, *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1999, p. 4.

l'expertise, la volonté de domestiquer la nature pour la plier aux besoins des sociétés, la prévalence d'une approche conceptuelle de situations concrètes et la projection vers le futur et l'expansion en sont les caractéristiques révélatrices⁵⁵⁹. Il faut cependant souligner que ce « *high modernism* », s'il imprègne la démarche d'aménagement du territoire, reste un discours tenu par les technocrates. Il donne ainsi accès à une certaine vision de cette politique publique sans en épuiser la signification et il constitue la version la plus absolue d'une rhétorique du progrès beaucoup plus largement répandue, sous une forme atténuée, au sein des élites françaises de cette période.

Il faut donc maintenant aller au-delà du seul discours célébrant l'expansion et l'aménagement du territoire pour étudier comment, dans les années soixante, dans un contexte de forte transformation de l'environnement des Français, les pouvoirs publics envisagent la possibilité d'une politique de protection de la nature et de l'environnement, notamment comme un correctif aux conséquences de l'aménagement du territoire.

b. Une France transfigurée ou défigurée ?

Dès la Libération, la rhétorique du progrès est mise en avant par les pouvoirs publics, la plupart des forces politiques et syndicales ainsi que par une partie du monde intellectuel. Le succès de l'expression « Trente Glorieuses »⁵⁶⁰ ne doit cependant pas occulter la spécificité des années soixante. Comme le rappelle Jean-François Sirinelli, dans la première moitié des années cinquante, « les fruits de la croissance conquérante sont encore, dans la vie quotidienne, des fruits verts »⁵⁶¹. Certes, dès les années cinquante, le taux de croissance annuel du PIB atteint des valeurs inédites (4,6 % en moyenne sur la période 1950-1959). De même, certains aménagements peuvent dès cette époque bouleverser la vie d'une région au nom de sa modernisation, comme l'usine de Marcoule dans le Gard (1956) ou le barrage de Serre-Ponçon dans les Hautes-Alpes (mis en eau en 1960). Cependant, ces profonds changements se font sentir essentiellement sur un plan local alors que les évolutions – bien réelles – dans le reste du territoire s'effectuent à un rythme plus lent et moins traumatique.

⁵⁵⁹ *Ibidem*. Dans les années soixante-dix, le plan électronucléaire décidé par le gouvernement Messmer répondra aux mêmes enjeux de réduction des inégalités spatiales par une production d'électricité plus distribuée sur le territoire et par l'industrialisation en considérant que ces centrales pourront susciter la venue d'autres entreprises attirées par la perspective d'une électricité à bas coût

⁵⁶⁰ Régis Boulat, « Jean Fourastié ou le prophète repent », *art. cit.*, p. 111.

⁵⁶¹ Jean-François Sirinelli, « 1965, l'aube des vingt décisives », in Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.), *La France d'un siècle à l'autre*, Paris, Hachette, 2002, p. 81.

En 1962, lorsque la France sort de la guerre d'Algérie, avec des institutions renouvelées, commence véritablement la grande période de transformation de l'environnement quotidien des Français et leur entrée dans la société de consommation. Avec les années soixante, la France entre véritablement dans la société des Trente Glorieuses. Pour les pouvoirs publics, de nouveaux problèmes émergent, de nouvelles interrogations se font jour sur la signification de la croissance et de la consommation comme sur la manière dont on pourrait atténuer voire remédier aux problèmes environnementaux dont on prend conscience alors.

Sur de nombreux points, les statistiques rendent compte de l'entrée de la France dans une nouvelle phase de son histoire. Outre un taux de croissance annuel moyen du PIB sensiblement plus élevé que dans les années cinquante – 5,5 % sur la période 1960-1973 – en deuxième position des pays industrialisés derrière le Japon – la France entre pleinement dans l'ère de la consommation de masse⁵⁶². Ainsi, en 1959, 28 % des foyers possèdent une automobile et 9 % un poste de télévision. Dès 1965, 40 % des foyers peuvent suivre les allocutions télévisées de la campagne présidentielle et, en 1973, le taux d'équipement en automobile est monté à 70 %⁵⁶³.

Le territoire français connaît également une urbanisation particulièrement rapide, notamment en région parisienne. Ainsi que le souligne Grégory Busquet, trois phénomènes transforment la France dans les années soixante : la croissance urbaine, l'expansion spatiale des villes et les bouleversements des morphologies urbaines⁵⁶⁴.

Figure 1. Taux d'urbanisation de la population française (1936-1982)⁵⁶⁵

Année	Population totale de la France métropolitaine	Taux d'urbanisation	Population urbaine
1936	41 500 000	52.9 %	21 953 000
1954	42 885 138	57.3 %	24 573 000

⁵⁶² Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2000, p. 5.

⁵⁶³ Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française*, op. cit., p. 56.

⁵⁶⁴ Grégory Busquet, *Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958-1981*, thèse en urbanisme et aménagement, université Paris XII-Val de Marne, Institut d'urbanisme de Paris, 2007, p. 95.

⁵⁶⁵ *Ibid.*, p. 94. Ces chiffres sont tirés des données de l'INSEE.

1962	46 422 000	63.2 %	29 338 704
1968	49 723 072	70.1%	34 855 873
1972	51 485 953	72.9 %	37 533 259
1981	54 028 630	73.4 %	39 657 014

Comme le montre la figure ci-dessus, dans une France en forte croissance démographique, le nombre d'urbains, en termes relatif et absolu, connaît une forte augmentation notamment durant la période 1962-1972 (+ 9,7 points) soit presque autant que durant la période 1936-1962 (+ 10,3 points). Il n'est donc pas étonnant qu'entre 1962 et 1968 la surface urbanisée augmente presque de moitié sur le territoire du fait de la construction de grands ensembles en périphérie des centres anciens.

Cette urbanisation de la France est d'autant plus marquante qu'elle s'accompagne d'un changement d'échelle ; jusqu'aux années cinquante, sont réputées villes des bourgs ruraux de plus de 2 000 habitants qui, du point de leurs fonctions ou du mode de vie de leurs habitants, appartiennent en fait au monde rural⁵⁶⁶. L'évolution morphologique des villes, spectaculaire à la fin des années cinquante, est symbolisée par la mise en place des Zones à urbaniser en priorité (ZUP) en 1959 puis des villes nouvelles dans le cadre du Schéma directeur d'aménagement de la région parisienne en 1965⁵⁶⁷. Pour les contemporains, la ville devient donc l'espace de référence et Bernard Charbonneau constate ainsi que « la société – la ville – sera partout, jusque sous les apparences de la nature »⁵⁶⁸.

Ces transformations de la France de l'expansion ne sont pas uniquement d'ordre économique ou territorial : c'est toute la société qui connaît une « grande mue »⁵⁶⁹.

Figure 2. Pourcentage des exploitants et salariés agricoles dans la population active
(1962-1975)⁵⁷⁰

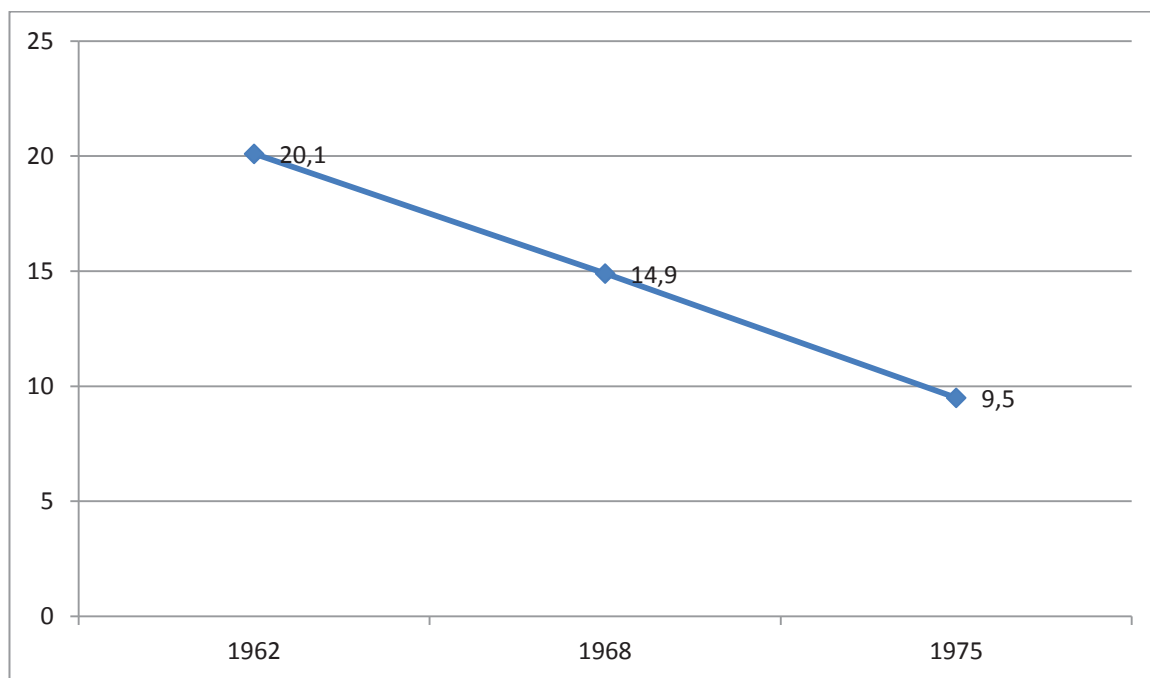
⁵⁶⁶ *Ibidem.*

⁵⁶⁷ *Ibid.*, p. 95. Pour répondre à la demande croissante de logements, les ZUP sont une procédure administrative permettant la création *ex nihilo* de quartiers nouveaux (logements, commerces, équipements) sous la forme de grands ensembles.

⁵⁶⁸ Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002 [1969 pour la première édition], p. 248.

⁵⁶⁹ *Ibid.*, p. 8.

⁵⁷⁰ Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française, op. cit.*, p. 25.



Dans *The light green society*, Michael Bess fait des bouleversements de la société rurale française l'un des facteurs clé de l'émergence de l'écologisme⁵⁷¹. Selon lui, dans les années soixante, l'exode rural et l'effondrement du nombre d'actifs agricoles auraient constitué une des préoccupations culturelles dominantes, la ruralité perçue comme authentique et proche de la nature serait ainsi menacée par l'affirmation inexorable de la société urbaine⁵⁷². Cette position n'est pas malheureusement pas étayée de manière convaincante dans l'ouvrage si ce n'est par quelques exemples ponctuels⁵⁷³. De fait, l'évolution sociologique globale est une chose, son interprétation, variable selon les individus et les groupes sociaux, en est une autre.

Au-delà du seul monde rural, soulignons plus largement que le cadre économique et commercial relativement fermé de la France des années cinquante a permis la survivance de catégories sociales telles que les paysans, les petits commerçants et les artisans⁵⁷⁴. L'ouverture sur l'Europe décidée dès 1957 et mise en œuvre sous la V^e République ainsi que la politique de modernisation impliquent la mise en place de la Politique agricole commune, la croissance des exportations, mais aussi des importations : cette ouverture

⁵⁷¹ Michael Bess, *The light green society: ecology and technical modernity in France, 1960-2000*, Chicago, Chicago University Press, 2003, pp. 38 *sqq.* Cet ouvrage est paru récemment en français sous le titre *La France vert*, Seyssel, Champ Vallon, 2011.

⁵⁷² *Ibid.*, p. 47.

⁵⁷³ Geneviève Massard-Guilbaud a livré un compte-rendu détaillé des problèmes méthodologiques posés par cet ouvrage dans « La France, une « société vert clair ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 208.

⁵⁷⁴ Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française*, *op. cit.*, p. 26.

contribue fortement aux transformations sociales et économiques des années soixante et sont par la suite la cible des critiques des écologistes.

Il en va de même pour les catastrophes industrielles et environnementales qui surviennent dans la seconde moitié des années soixante. Lorsqu'en 1966 une explosion survient à la raffinerie de Feyzin, quand les nappes de pétrole du Torrey Canyon se répandent sur les côtes anglaises et françaises en 1967, l'opinion publique ou l'administration ne se convertit pas naturellement à la nécessité de préserver les écosystèmes, pas plus que cela n'induit subitement une remise en cause de l'évolution de la société industrielle. Comme l'a souligné Victor Pereira à propos de l'émigration portugaise sous la dictature de Salazar, l'élaboration d'une politique publique suppose que les pouvoirs publics diagnostiquent un problème, fruit d'une construction cognitive⁵⁷⁵. Cependant, d'autres groupes sociaux peuvent chercher à formuler le problème – et ses solutions – d'une manière alternative voire concurrente à celle des pouvoirs publics⁵⁷⁶. C'est à cette constitution des phénomènes en problèmes de société que nous allons maintenant consacrer la suite de notre analyse.

c. Concilier expansion et protection de la nature et de l'environnement

Face aux impératifs d'expansion et de modernisation du pays propres à l'ère gaullienne, les enjeux liés à la protection de la nature n'ont d'abord aux yeux des pouvoirs publics qu'une importance secondaire. Pourtant, à mesure que le territoire et la société se transforment, que les nuisances et les pollutions se font davantage sentir, certains acteurs liés à la politique de modernisation commencent à exprimer leurs doutes et leurs inquiétudes : c'est notamment le cas de Serge Antoine voire de Jean Fourastié⁵⁷⁷. Parallèlement, le monde politique ne reste pas aussi unanimement indifférent à ces enjeux qu'on a pu le croire. Ainsi, d'initiatives isolées en lois pionnières, l'invention administrative de l'environnement connaît un premier aboutissement en 1971 avec la création du premier ministère délégué chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement⁵⁷⁸.

⁵⁷⁵ Victor Pereira, *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'Etat portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Science Po, 2012, p. 31.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, p. 32.

⁵⁷⁷ Régis Boulat, « Jean Fourastié ou le prophète repent », *art. cit.*, p. 121.

⁵⁷⁸ Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement, op. cit.*, p. 10.

Comme le souligne Daniel Boulet, les années soixante constituent un moment d'élaboration d'une politique de l'environnement avant même que le terme ne soit couramment utilisé⁵⁷⁹. Cette démarche, bien réelle, reste pourtant limitée, ponctuelle et, qui plus est, secondaire aux yeux des pouvoirs publics.

Ainsi, la loi sur l'eau de 1964 est révélatrice des tensions sous-jacentes liées à l'utilisation d'une ressource essentielle dont l'Etat doit réguler l'usage d'une manière ou d'une autre. Au début des années soixante, les besoins croissants des industriels pour le refroidissement de certaines machines comme pour l'évacuation des effluents rend en effet nécessaire la mise en place d'un système de régulation collective, ne serait-ce que pour éviter de léser les industriels situés en aval des fleuves et rivières⁵⁸⁰. L'Etat est alors contraint de légiférer mais cherche avant tout à ne pas entraver le développement industriel et à ne pas générer de nouvelles charges pour son budget. Le projet de loi proposé en 1963 prévoit donc un classement des cours d'eau sans contrainte particulière pour les industriels. Cependant, ce projet est rejeté en première lecture au Sénat du fait de l'opposition de l'intergroupe parlementaire de la chasse et de la pêche, soucieux de préserver les ressources en eau pour des usages récréatifs⁵⁸¹. Après d'intenses discussions, la loi finalement votée le 16 décembre 1964 est plus contraignante qu'initialement envisagée en créant les agences de bassin⁵⁸². Cet épisode illustre la nécessité pour les pouvoirs publics de prendre en compte les conséquences de la modernisation pour éviter que celles-ci ne remettent en cause l'ensemble du processus.

Ainsi, bon gré, mal gré, l'Etat commence à se saisir des enjeux environnementaux, essentiellement au travers des questions d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Dans un contexte de forte transformation des villes et de développement de la circulation automobile, la loi Malraux du 4 août 1962 crée ainsi les secteurs sauvegardés, permettant la protection et la mise en valeur patrimoniale des centres anciens, comme le Vieux-Lyon dès 1962 ou Sarlat en 1964⁵⁸³. L'objectif de patrimonialisation d'un espace se retrouve dans la mise en place des parcs nationaux⁵⁸⁴. La sauvegarde des espèces et des

⁵⁷⁹ Daniel Boulet, « La politique de l'environnement industriel en France (1960-1990). Pouvoirs publics et patronat face à une diversification des enjeux et des acteurs » in Stéphane Frioux et Vincent Lemire (dir.), *L'invention politique de l'environnement. Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 155.

⁵⁸⁰ *Ibid.*, p. 157.

⁵⁸¹ *Ibidem.*

⁵⁸² *Ibidem.*

⁵⁸³ Pierre Guillaume et Sylvie Guillaume, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 155.

⁵⁸⁴ La loi est votée le 22 juillet 1960 et le parc national de la Vanoise est créé en 1963. Jean Carlier, *Vanoise. Victoire pour demain*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 9.

écosystèmes n'est alors qu'une préoccupation parmi d'autres. En effet, les réserves naturelles, dont l'accès est strictement limité pour protéger la faune et la flore, ne couvrent que 3 % de la surface du parc alors que la zone périphérique, largement ouverte aux activités humaines, y compris les stations de ski, représente 71,5 % de la superficie totale. Ainsi, pour le législateur, les parcs nationaux à la française doivent contribuer à la mise en valeur économique d'espaces souvent isolés, encore peu touchés par l'expansion et au contraire confrontés à une profonde désertification⁵⁸⁵.

De fait, malgré ces avancées législatives, l'aménagement du territoire et l'urbanisme restent dans la France gaullienne essentiellement déterminés par l'impératif de modernisation et d'expansion. L'environnement n'est alors pas considéré comme un problème en soi que les pouvoirs publics pourraient traiter de manière cohérente mais comme une question ponctuelle à régler au cas par cas.

Florian Charvolin a montré dans ses travaux l'intérêt de ne pas aborder les pouvoirs publics comme une entité uniforme. Il a notamment souligné le rôle de certains hauts-fonctionnaires qui, en franc-tireur et souvent sous l'égide de la DATAR, ont imaginé dès les années soixante les contours de la future politique française de l'environnement⁵⁸⁶.

Enarque, magistrat à la Cour des Comptes (1954) avant de rejoindre la DATAR dès 1963, Serge Antoine apparaît comme l'un de ces pionniers⁵⁸⁷. Homme de réseau, il est en relation avec d'autres hauts-fonctionnaires intéressés par ces questions au sein d'administrations très variées : Jean-François Saglio, ingénieur des mines, directeur de l'Agence financière de bassin Rhin-Meuse (1966-1969) avant d'être directeur de la prévention des pollutions et nuisances⁵⁸⁸ ou encore Philippe Saint-Marc, président de la Mission Interministérielle pour l'Aménagement de la Côte Aquitaine (1967-1970)⁵⁸⁹. Serge Antoine œuvre également aux côtés de Louis Armand à la rédaction du *Livre blanc sur l'environnement* remis au premier ministre Jacques Chaban-Delmas le 11 avril 1970,

⁵⁸⁵ Florian Charvolin, « L'affaire de la Vanoise. Le document, le bouquetin et le parc national », in Stéphane Frioux et Vincent Lemire, *L'invention politique de l'environnement*, op. cit., p. 83.

⁵⁸⁶ Roger Cans, Florian Charvolin, « Serge Antoine. Aux origines du ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement », *Pour Mémoire*, n°5, hiver 2008, pp. 9 sqq.

⁵⁸⁷ *Ibid.*, p. 12.

⁵⁸⁸ Pascal Geneste et Christèle Noulet, *Témoignages oraux sur Georges Pompidou*, « Notice de l'entretien de Jean-François Saglio, réalisé par Vincent Léonard et Noëlline Castagnez-Ruggiu », http://chan.archivesnationales.culture.gouv.fr/sdx-222-chan-pleade-1/pl/toc.xsp?id=FRAD078_00001_d0e6692&qid=sdx_q0&fmt=tab&idtoc=FRAD078_00001-pleadetoc&base=fa&n=1&ss=true&as=true&ai=standard%257C

⁵⁸⁹ Alexis Vrignon, « Philippe Saint-Marc », *Dictionnaire biographique en ligne de l'Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement*, www.ahpne.fr, publié le 25 janvier 2012.

qu'André Bettencourt, alors ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, baptise les « Cent mesures pour l'environnement »⁵⁹⁰.

L'invention administrative de l'environnement doit donc beaucoup à ces hauts-fonctionnaires modernisateurs, qui ont confiance en la technologie et le progrès mais qui s'inquiètent de l'augmentation des pollutions et des nuisances. Par leurs analyses, leurs voyages d'études à l'étranger et leurs expérimentations sous l'égide de la DATAR, ils diffusent en France la notion d'environnement et préparent le terrain à la création d'un ministère dans ce domaine⁵⁹¹. Néanmoins, à trop mettre en avant l'action jugée décisive de ces hauts-fonctionnaires, on en vient à épouser le discours modernisateur tenu à l'époque par les pouvoirs publics et à considérer qu'en France, face à une société civile atone, l'Etat est la principale force de transformation de la société⁵⁹². On peut au contraire faire l'hypothèse qu'il n'existe pas une invention de l'environnement mais de multiples définitions et propositions, parfois convergentes, mais souvent distinctes. Au-delà de cette technocratie éclairée, le rôle joué par les acteurs politiques est parfois déterminant. Engagé depuis longtemps dans les mouvements gaullistes, député et maire de Dijon, Robert Poujade est par exemple déjà sensibilisé à la protection de la nature dans les années soixante en tant que membre de la Ligue urbaine et rurale, fondée par Jean Giraudoux en 1943, et de la Ligue contre le bruit⁵⁹³. D'autres hommes politiques paraissent s'intéresser à ces questions, notamment Roland Nungesser, député-maire UDR de Nogent-sur-Marne, Gabriel Péronnet, député de l'Allier, ou encore Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines, président de plusieurs associations de protection de la nature et auteur en 1970 de *L'Homme ou la nature*⁵⁹⁴. Plus largement, les parlementaires sensibles à ces questions s'organisent à la fin des années soixante pour mieux faire valoir leurs préoccupations. Le groupe d'études parlementaire pour la protection de la nature est ainsi fondé en 1967 par Pierre de Montesquiou, député réformateur du Gers⁵⁹⁵. Il existe par ailleurs un comité sénatorial pour la protection de la nature et de l'environnement créé en 1969 par Antoine Béthouart (représentant les Français établis hors de France)⁵⁹⁶.

⁵⁹⁰ Roger Cans, Florian Charvolin, « Serge Antoine », *art. cit.*, p. 16.

⁵⁹¹ Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement*, *op. cit.*, p. 22.

⁵⁹² Alexis Vrignon, « Ecologie et politique dans les années 1970. Les Amis de la Terre en France », in Stéphane Frioux, Vincent Lemire, *Vingtème Siècle. Revue d'histoire*, *op. cit.*, p. 180.

⁵⁹³ Stéphane Frioux, « Le premier ministère de l'Environnement (1971-1974). L'invention d'un possible. Entretien avec Robert Poujade » in Stéphane Frioux, Vincent Lemire, *L'invention politique de l'environnement*, *op. cit.*, p. 52.

⁵⁹⁴ CARAN. Fonds VGE. 5 AG 3. 2396. Note de Pierre Richard à Valéry Giscard-d'Estaing. 20 mai 1976.

⁵⁹⁵ *Ibidem*.

⁵⁹⁶ *Ibidem*.

Si à bien des égards Georges Pompidou se veut le continuateur de la politique suivie par le général de Gaulle, la position des pouvoirs publics à l'égard des enjeux environnementaux évolue notablement sous son mandat. En effet, entre 1969 et 1974, Pompidou est tout autant le héraut de l'impératif industriel et le conducteur enthousiaste d'une Porsche que l'auteur du discours de Chicago dans lequel il appelle à la création et à la diffusion d'« une sorte de « morale de l'environnement » imposant à l'Etat, aux collectivités, aux individus, le respect de quelques règles élémentaires fautes desquelles le monde deviendrait irrespirable »⁵⁹⁷. Pour résumer cette ambivalence, Robert Poujade, premier titulaire du ministère délégué à la Protection de la Nature et de l'Environnement, créé en 1971, parle d'un homme « passionné par la bagnole et en insurrection contre les types qui abattaient les arbres le long des routes »⁵⁹⁸. De prime abord, les positions de Pompidou semblent singulièrement manquer de cohérence. Dès lors, comment comprendre qu'il écrive à propos de la toute nouvelle Direction générale de la protection de la nature, le 15 octobre 1970, « C'est donc une action à laquelle je tiens à attacher mon rôle pendant la durée de mes fonctions »⁵⁹⁹ ?

De fait, l'attitude et l'action de Georges Pompidou reflète les ambivalences d'une époque. Pour le président, la France doit avant tout épouser son siècle, ce qui passe par l'automobile, la reconfiguration des villes – en particulier Paris – et de larges programmes de construction d'autoroutes⁶⁰⁰. Ce faisant, Pompidou représente bien l'opinion d'une large partie des Français qui, quoique conscients des contraintes nées de la massification automobile, n'en sont pas moins de fervents utilisateurs⁶⁰¹.

La note qui suit, adressée le 6 novembre 1973 par Georges Pompidou à Bernard Esambert, illustre bien la complexité de la position du président face à ces enjeux :

« La France n'est pas faite uniquement pour permettre aux Français de circuler en voiture, et quelle que soit l'importance des problèmes de sécurité routière, cela ne doit pas aboutir à défigurer son paysage [...]. La sauvegarde des arbres plantés au bord des routes – je pense en particulier aux

⁵⁹⁷ Georges Pompidou, « Discours du 28 février 1970 à Chicago », http://www.georges-pompidou.org/Documentation/Discours/1970_02_Chicago.html, consulté le 29/03/2013.

⁵⁹⁸ Stéphane Frioux, « Le premier ministre de l'Environnement (1971-1974). L'invention d'un possible. Entretien avec Robert Poujade », *art. cit.*, p. 51

⁵⁹⁹ Note manuscrite du 15 octobre 1970, citée par Florian Charvolin, « « Georges Pompidou et la création de la Direction générale de la Protection de la nature en 1970 », in NOEL Gilbert, WILLAERT Emilie (dir.), *Georges Pompidou et le monde des campagnes (1962-1974)*, Bruxelles, Peter Lang, 2007, p. 264.

⁶⁰⁰ Mathieu Flonneau, « Georges Pompidou, président conducteur, et la première crise urbaine de l'automobile », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1999/1, vol. 61, p. 33.

⁶⁰¹ *Ibidem*.

magnifiques routes du Midi bordées de platanes – est essentielle pour la beauté de notre pays, pour la protection de la nature, pour la sauvegarde d'un milieu humain »⁶⁰².

Aux yeux de Pompidou, l'expansion ne doit donc pas dépasser certains seuils et il ne saurait donc être question de transformer le territoire française en une vaste aire d'autoroute. Fondamentalement, Pompidou est un conservateur, très éloigné de toute volonté de transformer les structures sociales, convaincu que les grands bouleversements de l'histoire ont été avant tout une source de souffrance pour la population⁶⁰³. Dès lors, la modernisation n'a d'autre but que de révéler la France à elle-même en lui permettant de tenir son rang et non d'en altérer l'essence. Son approche des problèmes environnementaux s'inscrit dans cette perspective.

Par ailleurs, dans l'esprit du président, le rôle de l'Etat n'est pas d'imposer des décisions contraignantes – ce serait sans doute contradictoire avec l'impératif industriel – mais de faire preuve de pédagogie auprès de l'opinion. L'expression de « morale de l'environnement » employée lors du discours de Chicago montre bien que l'action du gouvernement ne sera pas nécessairement législative : elle doit avoir un rôle d'incitation, d'entraînement tout en reposant sur la responsabilité individuelle⁶⁰⁴.

La création du premier ministère délégué à la Protection de la nature et de l'Environnement, confié en 1971 à Robert Poujade, s'inscrit dans cette logique incitative voire morale⁶⁰⁵. Celui-ci exerce ces fonctions ministérielles sous les gouvernements de Jacques Chaban-Delmas et de Pierre Messmer, du 7 janvier 1971 au 1^{er} mars 1974⁶⁰⁶. Georges Pompidou, qui considère ce nouveau ministère avec une réelle bienveillance, l'envisage comme une administration de mission, dont les moyens, tant humains que financiers, restent faibles au point que son premier titulaire le qualifie de « ministère de l'impossible » ; dans le récit qu'il en livre quelques années plus tard, Robert Poujade souligne qu'« à la vérité, chaque mois, chaque semaine de notre existence a été un combat »⁶⁰⁷.

Dans une certaine mesure, le quinquennat de Georges Pompidou semble révélateur des contradictions des pouvoirs publics, tout à la fois promoteurs de la modernisation de la

⁶⁰² Citée in *ibid.*, p. 37.

⁶⁰³ Serge Berstein, Jean-Pierre Rioux, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. La France de l'expansion. Tome 2. L'apogée Pompidou (1969-1974)*, Paris, Seuil, 1995, p. 28.

⁶⁰⁴ *Ibid.*, p. 39.

⁶⁰⁵ Robert Poujade, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 20.

⁶⁰⁶ *Ibid.*, p. 51.

⁶⁰⁷ Robert Poujade, *Le ministère de l'impossible, op. cit.*, p.

France et présentant les problèmes environnementaux qui peuvent en découler. Cette politique n'est pas exempte de contradictions et les appels aux Français pour qu'ils modèrent leur vitesse sur la route cohabitent difficilement avec l'ouverture de nouvelles voies express à Paris. Plus largement, il est parfois difficile de concilier l'expansion industrielle du pays décidée de manière centralisée et l'appel à la contribution des « forces vives » à cette grande entreprise⁶⁰⁸.

Néanmoins, au-delà de ces contradictions bien réelles, qui alimentent d'ailleurs des mécontentements sur lesquels nous reviendrons, Pompidou et son gouvernement s'efforcent de mettre en œuvre une politique de juste milieu, qui transforme la France tout en l'enracinant dans une tradition, qui la fasse entrer dans la modernité sans lui faire perdre son âme. Dans ce cadre, les enjeux environnementaux sont présents, bien qu'à une place mineure. L'approche morale des questions de protection de la nature et de l'environnement constitue une réponse aux enjeux du moment qui s'intègre dans tout un ensemble de valeurs et d'objectifs politiques, culturels et économiques. En cela, sur le plan théorique du moins, elle a sa cohérence. Dans le courant de ces années soixante, d'autres acteurs, à partir d'un diagnostic parfois proche, élaborent des propositions alternatives que nous allons maintenant analyser.

d. La deuxième gauche ou la politisation des questions urbaines

Alors que les pouvoirs publics impriment leur marque sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme, la deuxième gauche alors en constitution⁶⁰⁹ conteste leur prééminence et cherchent à promouvoir des pratiques alternatives. Ce courant s'apparente à une nébuleuse car elle conserve un caractère diffus sans s'ordonner autour d'une organisation spécifique. Elle se compose de syndicats (et notamment la CFDT), d'associations, de clubs (au premier rang desquels se trouve le club Jean-Moulin) voire de partis politiques du fait de la position particulière du PSU⁶¹⁰.

Si chaque groupe, chaque sensibilité conservent des orientations politiques et idéologiques spécifiques, deux objectifs fondent néanmoins leur convergence dans les

⁶⁰⁸ Alain Chatriot, « A la recherche des forces vives », in Serge Berstein, Pierre Birnbaum, Jean-Pierre Rioux (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte, 2008, p. 221.

⁶⁰⁹ Marc Sadoun, « Deuxième gauche », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 2004, p. 355.

⁶¹⁰ Tudi Kernalegenn, François Prigent, « Introduction » in Tudi Kernalegenn, François Prigent, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Paris, Presses Universitaires de Rennes, p. 15.

années soixante : le combat contre la guerre d'Algérie et la volonté de restaurer l'autorité de l'Etat d'une part et, d'autre part, la volonté de favoriser l'épanouissement d'une gauche moderne, en prise directe avec les nouveaux défis propre à une société industrielle⁶¹¹. La deuxième gauche a donc en commun avec le pouvoir gaulliste de vouloir adapter la France à l'expansion, tant sur le plan social qu'économique ou encore politique⁶¹².

Dans ce domaine, l'apport essentiel de la deuxième gauche réside dans la volonté de donner un sens nouveau à la démocratie en politisant de nouveaux enjeux. Face à une transformation rapide et profonde de la société, la deuxième gauche prône donc l'extension des procédures démocratiques à de nouveaux domaines, et notamment les questions liées à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire⁶¹³. En effet, les procédures définies par les pouvoirs publics sont considérées comme trop autoritaires et peu adaptées aux besoins et aux aspirations des populations⁶¹⁴.

Dès lors, à mesure que les pouvoirs publics essaient d'articuler expansion et protection de la nature et de l'environnement, la deuxième gauche émet des propositions concurrentes qui se structurent autour des mots d'ordre tels que la « planification démocratique » ou le « droit à la ville ». Dans la mesure où ces analyses sont reprises par la suite par les mouvements écologistes, elles apparaissent donc comme une contribution décisive à une critique progressiste de l'expansion.

Après l'avènement de la V^e République, certains militants ancrés à gauche s'inquiètent de l'émergence d'un mode de gouvernement fondé sur la technocratie plutôt que sur la délibération de l'ensemble des citoyens⁶¹⁵. Dès lors, les vrais besoins des populations seraient négligés, leurs propositions et leurs aspirations ne seraient pas entendues et, en définitive, l'aliénation serait leur seul horizon. A partir de ce constat général, il est possible de distinguer plusieurs sensibilités différentes dont l'identification éclaire la variété des modes de politisation des questions spatiales.

⁶¹¹ Alain Chatriot, « A la recherche des forces vives » *art. cit.*, pp 220 *sqq.*

⁶¹² *Ibid.*, p. 222.

⁶¹³ Grégory Busquet a consacré une grande partie de sa thèse à ces questions. Cf. Grégory Busquet, *Idéologie urbaine et pensée politique*, *op. cit.* et notamment la quatrième partie « L'urbanisation des positions politiques et le statut de l'espace urbain : l'espace aliéné/aliénant et potentiellement libérateur ».

⁶¹⁴ *Ibidem.*

⁶¹⁵ *Ibid.*, p. 102.

La première démarche s'appuie sur les réflexions des clubs politiques, particulièrement actifs à partir de la fin des années cinquante⁶¹⁶. Parmi ceux-ci, le Club Jean-Moulin s'attache plus particulièrement à définir l'articulation souhaitable entre expertise et démocratie. Ses membres sont des syndicalistes, des ingénieurs, des universitaires et des hauts-fonctionnaires, leur profession et leurs compétences les rendent donc particulièrement sensibles à l'accusation de dérive technocratique. Ils s'efforcent alors de redéfinir la place de l'expert de manière à ce que celui-ci participe au débat démocratique, en y apportant sa contribution, sans pour autant y prendre la place du citoyen⁶¹⁷. Leurs conclusions sont synthétisées dans *L'Etat et le citoyen*, ouvrage collectif des membres du Club paru en 1964. On y lit qu'au-delà des querelles politiciennes voire idéologiques, l'essence de la démocratie se trouverait dans la participation des citoyens, notamment par l'intermédiaire des corps intermédiaires, dans le cadre d'un Etat décentralisé⁶¹⁸ ; cette participation permettrait d'aller au-delà de la seule démocratie représentative en promouvant l'information et la concertation des citoyens, organisées et mises en forme par les associations, les syndicats et les experts.

Au-delà du succès de librairie de *L'Etat et le citoyen*, il est possible d'identifier au sein du Club Jean-Moulin certains acteurs très investis par la suite dans les mouvements écologistes. Ainsi, André Gorz, qui travaille alors aux *Temps Modernes*, adhère au Club à la fin de l'année 1958⁶¹⁹. Il est par la suite l'un des piliers du *Sauvage* et l'un des inspirateurs des Amis de la Terre de Paris⁶²⁰. De même, le psychosociologue Serge Moscovici, bien qu'il ne soit pas formellement membre du Club, participe à sa sociabilité informelle, en passant notamment des vacances à Cadaquès avec d'autres membres du Club dès l'été 1958⁶²¹. Il se lance au milieu des années soixante dans une réflexion sur la place de la nature dans les sociétés et rejoint les Amis de la Terre de Paris dans les années soixante-dix⁶²². Il en va de même pour Serge Mallet, l'un des contributeurs essentiels du livre *L'Etat et le citoyen*. Ce dernier, avant sa disparition prématurée en 1973, s'intéresse à l'écologisme au travers la défense des minorités nationales et la contestation de

⁶¹⁶ Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean-Moulin (1958-1970)*, Paris, Fayard, 2002, pp. 23 *sqq.*

⁶¹⁷ *Ibid.*, p. 193.

⁶¹⁸ *Ibid.*, pp. 126 *sqq.*

⁶¹⁹ *Ibid.*, p. 117.

⁶²⁰ Entretien avec Alain Hervé réalisé par l'auteur 12 avril 2010.

⁶²¹ Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République*, *op. cit.*, p. 265.

⁶²² Serge Moscovici, « 'Construire une nouvelle forme de vie'. Entretien avec Erwan Lecoœur », *Multitudes*, <http://multitudes.samizdat.net/Créerunouvelleformedevie>, 6 p., consulté le 22/05/12, p. 1.

l'aménagement de la côte aquitaine⁶²³ et participe à la création en 1971 d'un groupe qui se donne pour objectif d'étudier les nuisances de la société actuelle, en s'inspirant des méthodes de l'américain Ralph Nader⁶²⁴.

Il serait excessif de considérer le Club Jean-Moulin comme une organisation pré-écologiste ; néanmoins, ses réflexions sur la démocratie dans une société marquée par l'abondance et le poids de l'expertise ouvrent une voie qui sera arpentée par la suite par une tendance de l'écologisme sensible à la question de la société civile.

C'est au sein de la CFTC (puis de la CFDT à partir de 1964) et du PSU que l'on peut identifier une deuxième sensibilité qui oppose à l'aménagement du territoire planifié de manière centralisée par l'Etat la « planification démocratique »⁶²⁵. Cette démarche entend mettre l'économie au service de l'homme et non des puissances financières, comme ce serait le cas sous la république gaullienne en plaçant le citoyen en capacité de véritablement influencer sur le mode de développement.

Dans la CFTC des années cinquante, la planification démocratique est notamment théorisée par les minoritaires du groupe Reconstruction, qui travaillent à la déconfessionnalisation du syndicat⁶²⁶. Envisagée comme une possible troisième voie, la planification démocratique doit beaucoup à l'idée de subsidiarité avancée par l'Eglise catholique ainsi qu'au personnalisme des années trente, ce qui explique sa dimension antimatérialiste⁶²⁷. Cette idée est précisée et plus clairement orientée à gauche au cours des années soixante en insistant à la fois sur la maîtrise publique de l'investissement et sur l'élaboration démocratique des objectifs de consommation⁶²⁸.

Dans un syndicat encore très marqué par ses origines chrétiennes, on s'interroge alors sur les conséquences de la technique sur la personne humaine, craignant qu'elle n'entraîne une déshumanisation et une aliénation grandissantes⁶²⁹. Constatant que la planification mise en œuvre par les pouvoirs publics accroît les inégalités entre les régions et la diffusion des nuisances, ce syndicat condamne une démarche marquée par la

⁶²³ Joël Roman, « Serge Mallet », in Jacques Julliard, Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 2002, p. 894.

⁶²⁴ « Communiqué », *Le Courpatier*, n°2, s.d., p. 10.

⁶²⁵ Frank Georgi, *L'invention de la CFDT*, op. cit., pp. 47 et sqq.

⁶²⁶ *Ibid.*, p. 35.

⁶²⁷ Julien Barroche, « La subsidiarité chez Jacques Delors. Du socialisme chrétien au fédéralisme européen », *Politique européenne*, 2007/3, n°23, p. 155.

⁶²⁸ Frank Georgi, *L'invention de la CFDT*, op. cit., p. 35.

⁶²⁹ *Ibid.*, p. 100.

recherche du profit propre au capitalisme et par le productivisme⁶³⁰. La planification démocratique apparaît alors comme une réponse à la fois conforme à la culture politique et religieuse du groupe mais également adaptée au monde moderne, une démarche apte à satisfaire les besoins de chacun tout en préservant les biens communs.

Beaucoup d'auteurs ont déjà relevé des analogies entre les idées écologistes et les propositions des relèves des années trente sans toujours parvenir mettre en évidence l'influence directe de ces dernières sur les militants des années soixante-dix⁶³¹. La « planification démocratique » de la CFDT pourrait bien constituer l'un de ces relais en actualisant certaines réflexions de ces relèves. En effet, cette approche démocratique, progressiste mais critique à l'égard de la technique sera reprise dans les années soixante-dix par les écologistes.

La notion de planification démocratique s'efforce de définir les conditions d'une démocratie renouvelée, où les experts, les techniciens et les travailleurs auraient toute leur place sans remettre en cause le rôle des citoyens, où la technique serait un facteur de progrès sans menacer la dignité de la personne humaine ; à ce titre, cette notion se veut largement détachée des querelles idéologiques. Il n'en va pas de même des propositions du philosophe et sociologue Henri Lefebvre, qui émergent durant cette même période.

Nommé en 1961 professeur de sociologie à Strasbourg, Henri Lefebvre entreprend à cette époque un dialogue avec Guy Debord et les situationnistes dans le cadre d'une réflexion sur la ville et l'espace⁶³². Ses recherches débouchent sur une critique de la société de consommation et de la modernité telle qu'elle est promue par le pouvoir gaulliste. Selon Lefebvre, l'espace n'est pas neutre car c'est un produit politique, l'urbanisme n'est pas une pratique purement technique mais un instrument au service d'une politique donnée⁶³³. Lefebvre dénonce donc très tôt les grands ensembles, considérant que ce type d'habitat génère sciemment l'ennui et l'individualisme pour encourager la passivité et l'aliénation des citoyens et faire ainsi le jeu du pouvoir. Dès lors, pour le sociologue, la lutte des classes et la contestation sociale peuvent et doivent investir ce nouveau terrain.

⁶³⁰ Renaud Bécot, « L'invention syndicale de l'environnement dans la France des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 172.

⁶³¹ Claude Journes, « Les idées politiques du mouvement écologique », *Revue française de science politique*, 1979/2, Vol. 29, p. 254. Jean Jacob, *Le retour de « l'ordre nouveau »*, *op. cit.*, p. 7.

⁶³² Michel Trebitsch, « Henri Lefebvre », Jacques Julliard, Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 2002, p. 835.

⁶³³ Grégory Busquet, *Idéologie urbaine et pensée politique*, *op. cit.*, p. 143.

Un marxisme renouvelé permet donc à Lefebvre d'envisager une politisation de la ville : l'usine ne doit plus être le seul lieu des luttes sociales. Dans un ouvrage éponyme, Lefebvre revendique le « droit à la ville »⁶³⁴, c'est-à-dire une réelle appropriation par les habitants de leur vie de citoyens. Dans l'esprit du sociologue, les habitants auraient toute latitude pour aménager et gérer leur espace. Il revendique par ailleurs le droit au ludique et à l'imprévu donc à une vie quotidienne désaliénée et libérée, analyse où il faut sans doute voir l'influence des situationnistes.

Ainsi, à partir de sources d'inspirations aussi diverses que le personnalisme catholique ou le marxisme rénové, une nouvelle politisation de l'espace et notamment de la ville émerge dans les années soixante et conteste la démarche des pouvoirs publics. Cette politisation naît en insérant l'urbanisme dans une réflexion plus large de nature idéologique et en imaginant un mode de résolution proprement politique aux problèmes soulevés. Il faut également souligner que ces propositions ne restent pas dans le domaine de la spéculation intellectuelle. Dans une période où les partis de la gauche non-communiste sont affaiblis⁶³⁵, d'autres groupements affinent ces propositions sur le terrain. Dans ce cadre, les GAM (Groupes d'Action Municipale) apparaissent comme un acteur essentiel de cette « politisation informelle »⁶³⁶.

Ces groupes sont des associations locales, constituées à l'échelle d'une ville ou d'une métropole et tournées vers la promotion d'une gouvernance démocratique des questions liées à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire et au cadre de vie⁶³⁷. Apparus au début des années soixante, les GAM se développent tout au long de la décennie à tel point qu'on en compte pas moins de 150 en 1971, coordonnés de manière souple par un secrétariat général⁶³⁸. Ces associations expriment les préoccupations des classes moyennes face à la croissance démographique et spatiale des villes qui pose des problèmes d'inadaptation des équipements collectifs, de congestion des centres et

⁶³⁴ Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968. Grégory Busquet consacre de larges développements aux idées de Lefebvre dans sa thèse déjà citée, pp. 139 *sqq.*

⁶³⁵ Laurent Jalabert, « La convention des institutions républicaines (1964-1971) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/4, n°104, p. 125.

⁶³⁶ Michel Offerlé, Laurent Le Gall, « Introduction. La politique informelle entre incertitudes et inconstances », in Laurent Le Gall, Michel Offerlé, François Ploux (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp. 7 *sqq.*

⁶³⁷ Patrick Lecomte, Jean-Pierre Bernard, Jean-Marc Blancherie, « Les Groupes d'action municipale dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry », *Revue française de science politique*, 1972/2, vol. 22, p. 296.

⁶³⁸ *Ibidem.*

d'augmentation des nuisances – c'est par exemple le cas à Chambéry, Valence ou encore Hérouville-Saint-Clair⁶³⁹. En règle générale, les GAM sont essentiellement composés d'individus souvent syndiqués, politisés et orientés à gauche bien que leurs rapports avec les appareils politiques soient souvent délicats⁶⁴⁰.

Malgré ces réserves à l'égard des appareils politiques et l'usage d'une rhétorique de la société civile⁶⁴¹, certains groupes constituent des listes à l'occasion des élections municipales. Le GAM de Grenoble est probablement le plus célèbre de tous car son animateur, Hubert Dubedout, conquiert la mairie de la ville en 1965, grâce à un accord électoral avec le PS et le PSU⁶⁴². De même, en 1971, des listes comprenant des membres des GAM se présentent à Valence (liste Valence Renouveau avec le PS et le PSU) ou encore à Chambéry (liste Chambéry Demain avec le PSU et Objectif 72)⁶⁴³.

Ces groupes, partagés entre la société civile et les partis politiques, focalisés sur l'échelle locale, traduisent donc très rapidement les interrogations des classes moyennes face aux transformations et à la gouvernance des villes dans les années soixante. Ils conduisent à une politisation « par le bas » des questions urbaines et, dans une certaine mesure, à l'intégration de ces problématiques par les partis de gauche.

La variété des réseaux de la deuxième gauche impliqués montre que cette réflexion sur l'espace ne peut se comprendre de manière univoque : par son ambition de concilier modernité, démocratie et expertise, elle oscille entre une technocratie éclairée et un appel plus radical à une révolution de la vie quotidienne.

Par son appel à un nouveau civisme, par les réflexions qu'elles suscitent sur la maîtrise de la technique ou la formulation des besoins, la politisation de l'espace menée par la deuxième gauche influence un certain nombre d'écologistes des années soixante-dix.

Il faut cependant souligner que cette réflexion sur l'espace et la nécessaire participation des citoyens à sa définition n'implique pas une mise en avant de la question des nuisances, des pollutions dans une période où le terme « environnement » est très rarement utilisé. Ce n'est que dans un deuxième temps, au tournant des années soixante et

⁶³⁹ *Ibid.*, p. 303.

⁶⁴⁰ *Ibid.*, p. 304.

⁶⁴¹ Sur cette démarche, voir Alexis Vrignon, « Ecologie et politique dans les années 1970. Les Amis de la Terre en France », in Stéphane Frioux, Vincent Lemire, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, art. cit., p. 182.

⁶⁴² Bernard Bruneteau, « Le « mythe de Grenoble » dans les années 1960 et 1970, un usage politique de la modernité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998/1, vol. 58, p. 114.

⁶⁴³ Patrick Lecomte et alii, « Les Groupes d'action municipale », art. cit., pp. 309-312.

soixante-dix, ces organisations de la deuxième gauche, notamment les GAM, la CFDT et le PSU, forment la matrice d'une invention militante de l'environnement.

e. L'invention militante de l'environnement

Au tournant des années soixante et soixante-dix, la deuxième gauche procède à une véritable invention militante de l'environnement. Ce processus se traduit par l'agrégation de faits et d'analyses éparses qui, par un processus de montée en généralité, sont regroupés sous un même label appelé « environnement » ou « cadre de vie ». Dès lors, des institutions spécifiques apparaissent et les organigrammes sont redéfinis pour laisser une place à ce nouvel objet.

Dès le milieu des années soixante, les archives de la CFDT se font l'écho d'actions menées sur le terrain sans être impulsées par les instances syndicales nationales. Ainsi, un tract de l'Union de la Région Parisienne-CFDT, daté de 1965, dénonce les conditions de vie devenues intenable dans la capitale⁶⁴⁴. Intitulé « Mieux vivre à Paris », il insiste sur la lenteur et l'inconfort des transports collectifs alors que le temps nécessaire pour se rendre de son domicile à son lieu de travail ne cesse d'augmenter. Un autre tract dénonce quant à lui un air pollué par les fumées et les poussières et la faiblesse des espaces verts⁶⁴⁵. Il réclame donc un dépoussiérage efficace de toutes les cheminées d'usine, l'installation d'appareils pour détruire les gaz nocifs et la construction de centrales thermiques modernes. Parallèlement, sur les rives de l'Erdre, en amont de Nantes, des collectifs emmenés par divers groupes dont la CFDT refusent la privatisation des berges par les propriétaires aisés de résidence toutes proches et revendiquent le libre accès à ces espaces, notamment pour des promenades récréatives, considérant que les bords de l'Erdre « sont un site naturel remarquable et donc propriété publique »⁶⁴⁶. Comme on le voit, ces premières revendications ne s'inscrivent pas dans un cadre conceptuel explicite mais expriment malgré tout des revendications nées d'un sentiment de dégradation des conditions de vie alors qu'ils ont le sentiment en tant que travailleurs d'être particulièrement exposés aux nuisances.

⁶⁴⁴ Archives Confédérales de la CFDT [désormais ACFDT]. 8H 1457. Tract de l'URP CFDT « Mieux vivre à Paris ». Juin 1965.

⁶⁴⁵ *Ibid.* Tract de l'URP CFDT « Mieux vivre à Paris ». 1965.

⁶⁴⁶ *Ibid.* Communiqué l'UD-CFDT de Loire-Atlantique, « La CFDT et les bords de l'Erdre ». 10 juin 1971.

Au tournant des années soixante et soixante-dix, ces épisodes de contestation semblent se multiplier ce qui pousse les instances dirigeantes, au PSU comme à la CFDT, à s'y intéresser de plus près. Néanmoins, les archives du groupe « cadre de vie » de la CFDT invitent à une certaine prudence car les questionnaires formulés à l'époque attestent que la sensibilisation des militants à la base aux problèmes du cadre de vie reste très inégale⁶⁴⁷. En effet, beaucoup d'entre eux estiment que l'action syndicale n'est pas possible en dehors du lieu de travail, ils ne participent alors à des actions de protestation contre les nuisances que dans la mesure où ils ont le sentiment que leurs conditions de travail sont en cause⁶⁴⁸. Ainsi, les actions menées à la base dans les années soixante restent le fait d'un nombre limité d'individus dont la démarche pionnière conduit les organisations à évoluer sur ces questions.

Les archives internes du PSU comme de la CFDT attestent d'une certaine perplexité à l'égard de ces luttes. Comment les désigner ? Quelle est leur importance politique ? Le cas échéant, comment agir ? Ainsi, lorsque Michel Rocard reçoit un dossier envoyé par le Comité de Défense des riverains de l'aéroport de Paris-Nord, qui dénoncent les nuisances générées par les avions et les atteintes à la propriété, il avoue à Georges Gontcharoff⁶⁴⁹ ne pas savoir comment répondre et suggère une action de la section locale du PSU, sans en préciser la nature⁶⁵⁰. Cette hésitation est révélatrice d'une période de transition : Michel Rocard reconnaît que la question requiert une action du PSU mais ramène le problème à un enjeu local – relevant de la section – alors que les riverains s'adressent à lui en tant que député. Il manque encore au secrétaire national du PSU un ensemble d'analyses pour faire le lien entre une contestation localisée et une situation générale. Le jour suivant pourtant, il répond au Comité de défense en soulignant son grand intérêt pour les problèmes d'aménagement du territoire et de l'environnement⁶⁵¹. Il est probable que Georges Gontcharoff, investis dans ces milieux depuis plusieurs années déjà, lui ait soufflé quelques éléments de langage qui clarifient la position de Michel Rocard.

⁶⁴⁷ ACFDT. 8H 1455. Note du groupe de travail « Cadre de vie » sur la réunion du 4 juillet. 9 juillet 1970.

⁶⁴⁸ *Ibidem*.

⁶⁴⁹ Géographe de formation, fondateur et président de l'ADELS, membre des GAM, Georges Gontcharoff est le secrétaire de la Fédération PSU Seine-Banlieue et le responsable national de l'action municipale au sein du parti dans les années soixante. Cf. Grégory Busquet, *Idéologie urbaine et pensée politique, op. cit.*, p. 412.

⁶⁵⁰ Centre d'Accueil et de Recherche des Archives Nationales [CARAN]. AP 581 65. Note de Michel Rocard pour Georges Gontcharoff. 20 avril 1970.

⁶⁵¹ *Ibid.* Lettre de Michel Rocard au Comité de défense des riverains de l'aéroport Paris-Nord. 21 avril 1970.

On retrouve le même type d'hésitations au sein de la CFDT face aux luttes liées au cadre de vie dont l'augmentation remet en question les modes d'action d'un syndicat, qui par définition, a avant tout vocation à intervenir au sein des entreprises. Dans une note de juillet 1970, intitulée « La CFDT et le cadre de vie », l'auteur (dont l'identité n'est pas précisée) se livre à une définition de ce qu'est le cadre de vie, non seulement pour clarifier la notion, mais surtout pour en montrer la légitimité dans le cadre de l'action syndicale⁶⁵². Constatant que « la nouvelle appellation [cadre de vie] manifeste la prise de conscience de plus en plus grande de l'importance pour la construction de la personnalité de chaque être humain de l'ensemble des éléments composant le milieu dans lequel il vit », il rappelle que la CFDT a été très tôt mobilisée sur le thème des « économies régionales » et donne différents exemples de ce qu'est le cadre de vie et de la manière dont la planification démocratique et l'autogestion peuvent s'y appliquer⁶⁵³. L'organisation met alors en place un groupe de travail « cadre de vie » chargé de réfléchir sur cette notion et, à l'issue de ces discussions, Marcel Gonin constate que « l'organisation du cadre de vie est essentiellement un problème politique »⁶⁵⁴. Ainsi, après plusieurs mois de réflexion et de concertation, la CFDT en vient à définir le cadre de vie comme une réflexion sur des enjeux essentiellement urbains (industrialisation, poussée démographique et exode rural, urbanisation), au travers de laquelle sont abordées des questions aussi diverses que les relations entre les travailleurs et les consommateurs ou encore la dignité de la personne et du travailleur dans la société industrielle⁶⁵⁵.

L'invention militante de l'environnement apparaît donc comme un phénomène complexe qui fait intervenir une grande variété d'acteurs. Les cadres des organisations qui cherchent à affirmer leur légitimité à intervenir sur ces nouveaux enjeux. Ce processus implique un travail de définition et de montée en généralité, par la création de structures adaptées mais aussi par l'intégration des nouveaux enjeux dans l'histoire, l'idéologie et les pratiques plus anciennes de l'organisation. Le compte-rendu de la commission confédérale « cadre de vie » de la CFDT rappelle ainsi que le secteur « Action sociale et Cadre de vie » est né des nouvelles actions qu'il faut analyser mais qu'il s'appuie aussi sur les acquis de la commission « Habitat »⁶⁵⁶. Pour faire accepter le

⁶⁵² ACFTD. 8H 1455. « La CFDT et le cadre de vie ». Note pr les ENO. Juillet 1970.

⁶⁵³ *Ibidem*.

⁶⁵⁴ *Ibid*. Lettre de Marcel Gonin au groupe de travail « Cadre de vie ». 9 juillet 1970.

⁶⁵⁵ *Ibid*. Compte-rendu de la Commission confédérale « Cadre de vie ». 7 octobre 1971

⁶⁵⁶ *Ibidem*.

nouvel enjeu par les adhérents et les militants, il faut donc aussi l'intégrer, de manière plus ou moins convaincante, dans une continuité.

En dehors de la CFDT, l'exemple de la municipalité Dubedout à Grenoble montre que l'invention militante de l'environnement s'inscrit – dans les années soixante du moins – dans la perspective d'un socialisme réformiste, moderne et pragmatique, s'appuyant sur des classes moyennes conquérantes⁶⁵⁷.

En 1965, Hubert Dubedout, animateur du GAM de Grenoble, est élu maire de la ville dans le cadre d'un accord électoral avec la SFIO (majoritaire sur la liste) et le PSU. Durant son premier mandat (1965-1971), Hubert Dubedout affirme sa volonté d'assurer la maîtrise de l'aménagement de la ville par ses habitants, en y intégrant l'ensemble de ses composantes, y compris ses périphéries⁶⁵⁸. La création d'une Agence d'urbanisme doit ainsi permettre à la population de s'exprimer et de décider des réalisations à accomplir dans le cadre de projets où les espaces civiques et les relations interpersonnelles sont mis en avant⁶⁵⁹. Cette planification urbaine se veut citoyenne tout autant que moderne.

Dans les premières années de la municipalité Dubedout, cet urbanisme par et pour les citoyens symbolise une aspiration à mieux vivre en ville mais les références aux nuisances, aux pollutions, *a fortiori* à l'environnement, restent très rares⁶⁶⁰. En effet, entre 1965 et décembre 1968, le terme « pollution » n'apparaît qu'une seule fois dans la *Revue municipale de Grenoble* ; de même, le nombre excessif de voitures dans le centre de Grenoble est d'abord considéré comme une source d'embarras matériels plutôt que comme un vecteur de pollutions⁶⁶¹.

Progressivement, ces différents problèmes, qu'il s'agisse de la place de l'automobile dans la ville, de l'eau ou des espaces verts, sont rassemblés sous le vocable du cadre de vie et dans une démarche qui insiste d'abord sur la participation des citoyens à la définition des politiques urbaines plutôt que sur les nuisances, les pollutions et leurs conséquences. De fait, ce n'est qu'en octobre 1970 que le n°23 de la *Revue Municipale*

⁶⁵⁷ Bernard Bruneteau, « Le « mythe de Grenoble » dans les années 1960 et 1970, un usage politique de la modernité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998/1, vol. 58, p. 114.

⁶⁵⁸ *Ibid.*, p. 117.

⁶⁵⁹ *Ibid.*, p. 119.

⁶⁶⁰ Josselin Sibille, *Grenoble : les municipalités Dubedout face à l'environnement (1965-1983)*, mémoire de Master 1 sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset, Université Pierre-Mendès-France Grenoble 2, 2011, pp. 27 *sqq.*

⁶⁶¹ *Ibidem.*

de Grenoble évoque dans un dossier intitulé « Vivre ou Survivre à Grenoble » les pollutions de l'air, de l'eau ainsi que le bruit⁶⁶². Le terme « environnement » est désormais abondamment employé et un lien direct et explicite est établi entre les diverses formes de pollutions, abordées comme un phénomène global touchant de multiples manières un espace spécifique⁶⁶³. Dans ce cas précis, la définition retenue pour l'environnement est proche de celle des pouvoirs publics à ceci près que la municipalité grenobloise l'intègre dans une démarche de participation des citoyens qu'elle avait définie au préalable.

De manière significative, avant que l'environnement ne soit une catégorie reconnue de l'action publique, il semble que ce soit sous la pression des associations de quartier – avec lesquelles la municipalité se targue d'être en contact étroit – que cette dernière prend réellement en compte ces enjeux⁶⁶⁴.

La deuxième gauche n'a pas le monopole de l'appréhension des enjeux environnementaux. Dans la foulée de Mai 68, d'autres groupes contribuent à l'invention militante de l'environnement, bien que ces questions soient abordées sans nécessairement constituer une partie fondamentale de leur corpus doctrinaire.

A partir de la fin des années soixante, le maoïsme connaît durant quelques années un fort retentissement dans la société française avant de s'étioler⁶⁶⁵. Les recherches récentes tendent à démontrer que certains groupes ont joué un rôle non négligeable dans la politisation des questions environnementales au niveau national⁶⁶⁶ comme au niveau local⁶⁶⁷. Dans ce domaine, la manière dont les groupes maoïstes appréhendent le changement social est essentielle pour comprendre pourquoi certains se saisissent des enjeux environnementaux pendant que d'autres y restent indifférents. De fait, si les marxistes-léninistes insistent sur le rôle du parti dans le processus révolutionnaire et se sentent peu concernés par les questions de société, il n'en va pas de même du courant spontanéiste qui valorise le peuple et sa spontanéité révolutionnaire dans le processus

⁶⁶² Josselin Sibille, *Grenoble, op. cit.*, p. 45.

⁶⁶³ *Ibidem.*

⁶⁶⁴ *Ibid.*, p. 33.

⁶⁶⁵ Christophe Bourseiller, *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Seuil, 2008, p. 134.

⁶⁶⁶ Philippe Buton, « L'impensé écologiste de l'extrême gauche française avant 1968 », *Ecologie et Politique*, n°44, 2012, p. 95. *Id.* « L'extrême gauche et l'écologie. Une rencontre difficile (1968-1978) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°113, 2012/1, pp. 192 *sqq.*

⁶⁶⁷ Thomas Lerosier, *Culture technoscientifique et émergence d'une contre-culture dans la construction d'une capitale scientifique. Grenoble (1960-2011)*, mémoire de Master 2 sous la direction de Guillaume Lachenal, Université Paris 7 – Denis Diderot, 2011, pp. 71 *sqq.*

révolutionnaire⁶⁶⁸. Dès lors, pour des groupes comme Vive La Révolution ou la Gauche Prolétarienne, il n'y a pas de centralité partidariaire dans le processus de transformation de la société et toute action de contestation, réelle ou potentielle, menée par la population est scrutée avec attention. Par ailleurs, la pratique de l'établissement, auprès des ouvriers comme des paysans, conduit les militants à découvrir non seulement l'ouvrier mais les conditions de vie dans les banlieues ouvrières, à proximité immédiate des usines, donc des nuisances éventuelles⁶⁶⁹.

Ces facteurs idéologiques et stratégiques créent une situation propice au dévoilement de nouveaux enjeux. Ainsi, autour de l'usine Progil à Pont-de-Claix, dans l'agglomération grenobloise (qui fabrique du chlore), le Secours Rouge (organisation caritative gravitant autour du maoïsme) crée en 1971 un journal *Vérité Chimie* qui se fait l'écho des dangers et des nuisances environnementales locales. Il informe ainsi les populations riveraines de l'usine de la nature des rejets et contacte les agriculteurs pour les informer sur la pollution du bétail⁶⁷⁰. Quelques années plus tard, dans le cadre de la lutte contre la construction du surgénérateur de Creys-Malville, Cédric Philibert, un des animateurs de la lutte sur Grenoble, profite des réseaux maoïstes pour susciter des comités Malville dans la région⁶⁷¹. On manque de renseignements aussi précis concernant le reste de la France mais divers indices laissent à penser que l'exemple grenoblois n'est pas isolé. On sait que des groupes maoïstes sont actifs sur les questions environnementales à Lyon⁶⁷² ou encore à Toulouse ; à Lille, Pierre Radanne, qui devient en 1973 animateur des AT-Lille, s'est fait OS après avoir arrêté son école de commerce, sans qu'il soit possible pour l'instant de déterminer s'il y est poussé par des motivations politiques⁶⁷³.

Ainsi, les militants maoïstes portent un regard suffisamment décalé sur les conditions de vie dans les banlieues ouvrières pour percevoir les nuisances industrielles comme un scandale auquel il faut remédier et pas seulement comme un mal inévitable, ou du moins un problème secondaire, tel qu'il était traité et régulé par les organisations liées au PCF. Il faut toutefois noter que pour les maoïstes, en ce début des années soixante-dix, les

⁶⁶⁸ Philippe Buton, « L'extrême gauche et l'écologie », *art. cit.*, p. 193.

⁶⁶⁹ Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine*, Paris, Belin, 2000.

⁶⁷⁰ Thomas Lerosier, *Culture technoscientifique, op. cit.*, p. 74-75.

⁶⁷¹ Entretien avec Cédric Philibert. 24 mars 2011.

⁶⁷² Thomas Lerosier, *Culture technoscientifique, op. cit.*, p. 77.

⁶⁷³ Raymond Pronier, Vincent Jacques le Seigneur, *Génération verte, op. cit.*, p. 30.

nuisances industrielles et la pollution ne sont pas l'enjeu central de leur lutte mais une composante dans le cadre d'une contestation plus large de la société capitaliste⁶⁷⁴.

L'invention militante de l'environnement est le résultat des réflexions sur la politisation de l'espace mais aussi de l'analyse des contestations qui se développent sur le terrain et auxquelles les acteurs politiques veulent faire sens. A la fin des années soixante, parfois sous l'influence de Mai 68, l'action en faveur de l'environnement tend à s'élargir à d'autres milieux militants extérieurs à la deuxième gauche.

Au tournant des années soixante et soixante-dix, l'invention militante de l'environnement s'opère de manière parallèle au processus mené au sein de l'administration. Une telle simultanéité ne doit évidemment rien au hasard et ne s'explique pas uniquement par une réaction aux transformations sociales, économiques et culturelles de la France à cette époque. Au sein de la deuxième gauche, les pionniers de l'invention militante de l'environnement répondent explicitement aux propositions, aux prises de position et aux manquements des pouvoirs publics dans ce domaine. Marcel Gonin souligne ainsi que le « cadre de vie » tel que l'entend la CFDT se distingue de « l'environnement » défini par les pouvoirs publics qui ne concerne que les nuisances et la protection de la nature⁶⁷⁵. De même, une lettre adressée à Michel Rocard le 19 juin 1970, soit quelques jours après qu'André Bettencourt, ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, ait présenté en Conseil des ministres les « Cent mesures pour l'environnement », l'auteur (anonyme) fait part de sa crainte que les intentions du gouvernement ne restent lettre morte⁶⁷⁶. Cet auteur souligne l'importance des cas de pollutions industrielles non sanctionnés et les décisions de justice inappliquées et appelle à une manifestation pour éclairer la population sur ces enjeux et faire pression sur les pouvoirs publics⁶⁷⁷.

L'aménagement du territoire et l'urbanisme, le constat d'une transformation du territoire et la volonté de contrôler ces évolutions occupent donc une place fondamentale dans les inventions parallèles de l'environnement, menées essentiellement par le pouvoir

⁶⁷⁴ Philippe Buton, « L'extrême gauche et l'écologie », *art. cit.*, p. 201.

⁶⁷⁵ ACFDT. 8H 1455. Lettre de Marcel Gonin au groupe de travail « Cadre de vie ». 9 juillet 1970.

⁶⁷⁶ CARAN. AP 581 65. Lettre à Michel Rocard, secrétaire national du PSU. Le 19 juin 1970.

⁶⁷⁷ *Ibidem*.

politique et la deuxième gauche. De fait, dans les deux cas, cette démarche ne traduit pas une volonté de remettre en cause le progrès mais tout au plus d'en infléchir la marche, d'en corriger les excès, bref, de définir les conditions d'un progrès véritable.

Dans cette perspective, l'environnement participe d'une démarche modernisatrice plus large caractéristique de la France des années soixante. Ce consensus central n'empêche cependant pas l'apparition de profonds clivages dans la manière de concevoir politiquement la relation de l'homme à la nature. Faut-il faire de l'environnement une nouvelle catégorie de l'action publique et en faire le domaine des experts ? Faut-il au contraire utiliser le cadre de vie comme un combat politique pour donner aux citoyens un plus grand pouvoir sur leur vie quotidienne ? Ces questions se posent dès le tournant des années soixante et soixante-dix et, qu'ils le revendiquent ou non, les mouvements écologistes sont aussi les héritiers de ces débats.

Le tournant environnemental des années soixante – conclusion

Le tournant environnemental dans la France des années soixante apparaît donc comme un processus complexe associant des réflexions et des pratiques qui remontent parfois à plusieurs décennies en arrière et qui se trouvent réactualisées. Au-delà du consensus naissant sur la nécessité de se saisir de la « question naturelle »⁶⁷⁸, les acteurs sont en concurrence pour imposer la meilleure définition des enjeux et des problèmes, donc les moyens de les résoudre. Dans le cadre du tournant environnemental s'expriment ainsi des critiques du progrès aussi bien naturistes que progressistes. Dans une certaine mesure, l'écologisme des années soixante-dix est l'héritier de ces débats, autant, sinon plus, que de Mai 68.

Ce n'est qu'au début des années soixante-dix que les premiers groupes militants se réclament de l'écologisme, c'est-à-dire qu'ils placent la question des relations de l'homme à la nature au centre de leur réflexion et en font le fondement de leur militantisme. C'est à ces premiers groupes constitués en nébuleuse que nous allons maintenant nous intéresser pour comprendre pourquoi ils choisissent de s'investir dans ces combats.

⁶⁷⁸ Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, op. cit., p. 11.

Chapitre II. La formation de la nébuleuse écologiste

Dans le début des années soixante-dix, on assiste à l'émergence de groupes et de périodiques qui font de l'écologie le fondement de leur militantisme. Qu'ont en commun entre *La Gueule Ouverte*, fondée par Pierre Fournier, ancien journaliste de *Charlie-Hebdo*, et *Le Sauvage*, dirigé par Alain Hervé dans le giron du *Nouvel Observateur* ? Quels sont les points de convergence entre les Amis de la Terre de Paris et les écologistes alsaciens ? De fait, dans une période où aucune institution ne peut prétendre imposer seule une définition légitime de l'écologisme, toute tentative d'inventaire raisonné s'avère périlleuse.

Dans son *Histoire de la révolution écologiste*, Yves Frémion tente de combiner deux démarches contradictoires pour définir l'écologisme⁶⁷⁹. D'une part, il veut saisir « l'élaboration du concept [...] dans ses hésitations, ses erreurs, ses impasses, sa diversité, la difficulté de sa construction »⁶⁸⁰. D'autre part, il donne une définition *a priori* de l'écologisme « comme ce qui articule la défense de la nature et de l'environnement, la solidarité sociale, le combat démocratique pour une citoyenneté pleine et entière, et enfin l'équité entre pays du Nord et du Sud »⁶⁸¹. Autrement dit, il hésite entre une posture constructiviste qui suppose que tout fait institutionnel est avant tout une construction sociale qui suppose la mise en œuvre de conventions discursives et juridiques⁶⁸² et une posture naturaliste qui postule l'existence d'une essence de l'écologisme⁶⁸³.

Pourtant, en adoptant une définition figée et objective comme point de départ de la démonstration, il existe un risque réel de ne tenir compte du processus de construction que dans la mesure où il conforte le postulat de départ. A l'inverse, le fait de pousser la démarche de déconstruction jusqu'à son extrême limite conduirait à une posture

⁶⁷⁹ Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke, 2007, p. 13.

⁶⁸⁰ *Ibid.*, p. 12.

⁶⁸¹ *Ibid.*, p. 13.

⁶⁸² Nicolas Mariot, Philippe Olivera, « Constructivisme », in Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographies. Tome II. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, p. 705.

⁶⁸³ Cyril Lemieux, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *art. cit.*, p. 179.

relativiste qui dénierait à l'écologisme toute réalité tangible pour n'en faire qu'un discours arbitraire parmi d'autres⁶⁸⁴.

Pour sortir de cette aporie, Nicolas Mariot et Philippe Olivera soulignent à ce sujet qu'à un certain moment, les mots se cristallisent jusqu'à devenir des institutions moins aisément malléables. Dès lors, il faut étudier les « actions d'énonciation »⁶⁸⁵, autrement dit la manière dont l'écologisme s'est progressivement constitué, au travers des réflexions théoriques, des luttes sur le terrain et de la concurrence entre les groupes, sans pour autant considérer que ce processus doit conduire à une définition canonique.

Nous avons donc retenu comme point de départ de notre enquête les publications qui, à partir du début des années soixante-dix, entendent construire une définition de l'écologisme. Notre première partie s'intéresse donc à ces journaux et ces revues, souvent éphémères, parfois durables, qui se donnent pour objectif de construire une nouvelle forme de militantisme autour de l'écologie : c'est ce sens très large que nous donnons pour l'instant au terme « écologisme ».

L'étude de la presse écologiste est d'autant plus précieuse qu'elle permet de recenser les groupes qui se reconnaissent dans cette nouvelle démarche. Notre deuxième partie nous conduira donc à dresser un état des lieux de cette nébuleuse avant qu'elle ne s'organise au travers de la campagne présidentielle de René Dumont.

Enfin, notre troisième partie sera plus spécifiquement consacrée à deux sensibilités, les Amis de la Terre et l'écologisme alsaciens, dont les débuts sont particulièrement bien documentés et dont l'analyse permet de mieux comprendre les processus d'émergence de l'écologisme dans la France du début des années soixante-dix.

1. Le poing et la plume

Les années qui suivent les événements de Mai 68 sont propices à l'éclosion d'une « nouvelle presse » qui, derrière des orientations politiques et des partis pris graphiques très divers, a pour dénominateur commun de promouvoir une véritable libération de la

⁶⁸⁴ « En vidant les mots de toute substance, un travail de déconstruction radicale peut conduire à rendre vain ou sans fondement le simple usage des notions qui nous permettent de décrire le monde social ». Nicolas Mariot, Philippe Olivera, « Constructivisme », *art. cit.*, p. 709.

⁶⁸⁵ Cyril Lemieux, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *art. cit.*, p. 182.

parole⁶⁸⁶. Il n'est donc pas étonnant que la première moitié des années soixante-dix voit l'apparition de nombreux journaux écologistes. *La Vache Enragée*, *Le Courrier de la Baleine*, *L'Or Vert* ou encore *Pollution-Non* pour ne citer que ces quelques titres, sont bien souvent l'émanation d'un groupe ou d'une association pour qui l'acte de publier est en soi une démarche militante⁶⁸⁷.

La mise en page peut varier de quelques feuilles ronéotypées à une qualité professionnelle et certains titres ne survivent que durant quelques numéros tandis que d'autres traversent les années soixante-dix. Cependant, au-delà de cette diversité, ces périodiques ont pour point commun de considérer que la crise écologique est un enjeu majeur pour les sociétés industrielles, hypothéquant la survie de l'espèce humaine à moyen voire à court terme. Ce constat amène les militants à remettre en question le concept d'objectivité journalistique pour prôner un engagement militant, établissant un lien explicite entre la protection de la nature et de l'environnement, l'écologie et la transformation de la société.

L'étude des principaux titres de la presse écologiste est d'autant plus précieuse pour comprendre l'émergence de l'écologisme en France que les archives des groupes écologistes sont au mieux lacunaires et trop souvent inexistantes pour le début des années soixante-dix. Pour ces différentes raisons, ces publications seront étudiées comme un organe de presse mais également comme une organisation militante au service de l'écologie.

Dans une première partie, nous évoquerons l'exemple de *Survivre...et Vivre*, aujourd'hui considéré comme l'un des acteurs essentiels de l'émergence de l'écologisme dans la France du début des années soixante-dix. *La Gueule Ouverte* nous permettra ensuite d'analyser comment une partie de la nébuleuse, désireuse de prolonger Mai 68, définit le militantisme écologiste. Enfin, avec *Le Sauvage*, nous verrons comment une partie de la presse militante s'efforce de concilier, avec plus ou moins de succès, radicalité de l'analyse et ouverture à un large public.

⁶⁸⁶ Laurent Martin, « La « nouvelle presse » en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°98, 2008/2, p. 58.

⁶⁸⁷ Entretien avec Guy Bennaroche, membre du Comité de Lutte anti-pollution de Marseille et très impliqué dans fabrication de *L'Or Vert*. 25 avril 2013.

a. *Survivre...et Vivre*, « laboratoire idéologique de la révolution écologique »⁶⁸⁸

Survivre est un groupe fondé le 20 juillet 1970 à Montréal par des mathématiciens français américains et canadiens en marge d'une *Summer School*⁶⁸⁹. Outre l'organisation de conférences et de débats, il édite un journal éponyme, rebaptisé par la suite *Survivre...et Vivre*⁶⁹⁰, autour duquel gravitent un grand nombre de militants, dont le plus célèbre est sans nul doute le mathématicien Alexandre Grothendieck.

Tournés à l'origine vers l'antimilitarisme et la critique du scientisme, les militants de Survivre font rapidement de l'écologie un objet central dans leur réflexion au point de faire du périodique le « laboratoire idéologique de la révolution écologique »⁶⁹¹. Entre 1970 et 1973, Survivre cherche ainsi à faire de l'écologie le creuset d'une transformation radicale de la société sans que le groupe n'entende imposer une vision univoque de cette nouvelle idéologie. Le journal fourmille au contraire de débats, de controverses entre différents groupes et de pistes de réflexion à peine esquissées ; par ses tâtonnements comme par ses prises de position, Survivre contribue de façon essentielle à la formation intellectuelle pour de nombreux militants à travers toute la France⁶⁹².

A l'origine, le mouvement, qui se veut international, entend lutter pour la survie de l'espèce humaine, menacée aux yeux de ses fondateurs par les conflits militaires et, dans une moindre mesure, par les déséquilibres environnementaux générés par la société industrielle⁶⁹³. Dans leur grande majorité, les animateurs du groupe sont des scientifiques, en particulier des mathématiciens : Survivre se montre donc tout particulièrement sensible à la question de la place du chercheur dans la société et à son éventuelle responsabilité dans l'apparition de nouveaux périls qui menacent l'humanité. A l'heure où les pays industrialisés se lancent dans la construction de centrales électronucléaires, ces militants entendent apporter leur contribution aux débats sur la technique et l'utilisation de la science, sans pour autant adopter une posture d'expert qui prendrait les

⁶⁸⁸ Pierre Fournier, *Charlie Hebdo*, n°86, 10 juillet 1972, p. 10, cité par Céline Pessis, *Les années 68 et la science. Survivre...et Vivre, des mathématiciens critiques à l'origine de l'écologisme*, master 2 sous la direction de C. Bonneuil, Centre A. Koyré, 2008-2009, p. 30.

⁶⁸⁹ Alexandre Grothendieck, *Récoltes et semailles. Réflexions et témoignage sur un passé de mathématicien*, <http://www.math.jussieu.fr/~leila/grothendieckcircle/RetS.pdf>, p. 621.

⁶⁹⁰ « Survivre...et Vivre », *Survivre...et Vivre*, n°9, août-septembre 1971, p. 32.

⁶⁹¹ Pierre Fournier, *Charlie Hebdo*, n°86, 10 juillet 1972, p. 10, cité par Céline Pessis, *Les années 68 et la science*, op. cit., p. 30.

⁶⁹² Céline Pessis, *Survivre...et Vivre*, op. cit., pp. 4-6.

⁶⁹³ « Lignes directrices pour le mouvement international », *Survivre*, n°1, août 1970, p. 3.

décisions à la place des citoyens⁶⁹⁴. Ainsi, comme le montre le parcours de quelques-uns des fondateurs du mouvement, *Survivre* se situe à la confluence de plusieurs courants de contestation qui agitent le monde au cours des années 68.

Par son implication dans le groupe et l'ampleur de sa réflexion, Alexandre Grothendieck est l'une des figures centrales de *Survivre*. Né en 1928 à Berlin d'une mère journaliste et d'un père anarchiste et apatride, juif et originaire de Russie, Alexandre Grothendieck échappe à la déportation en se cachant au Chambon-sur-Lignon⁶⁹⁵. Il reprend ses études après la guerre, obtient un doctorat en 1953 et est rapidement considéré comme l'un des plus brillants mathématiciens de son siècle, dont les recherches révolutionnent le domaine de la géométrie algébrique⁶⁹⁶. Après avoir passé plusieurs années à enseigner à l'étranger, il devient à la fin des années cinquante chercheur au sein de l'Institut des Hautes Etudes Scientifiques (IHES) où, bénéficiant de conditions de travail idéales, il reconnaît après coup qu'il ne prend pas le temps de réfléchir aux implications sociales de ses activités⁶⁹⁷.

C'est dans la seconde moitié des années soixante que les positions politiques d'Alexandre Grothendieck se radicalisent comme si celui-ci sortait d'une tour d'ivoire où ses recherches l'avaient enfermé. En 1967, à la faveur d'un long séjour au Vietnam du Nord, il découvre les ravages causés par les bombardements américains sur les hommes et les écosystèmes, ce qui le conduit à affirmer un antimilitarisme déjà présent en lui depuis sa prime jeunesse⁶⁹⁸. L'année suivante, Mai 68 constitue un autre tournant qui lui fait prendre conscience de l'importance de la question de l'enseignement à l'université qu'il considérait jusqu'à présent comme du temps perdu au détriment de la recherche⁶⁹⁹. En novembre 1969, apprenant que l'IHES est subventionné par des fonds militaires, il quitte son poste et abandonne quasiment la recherche pour consacrer l'essentiel de son temps au militantisme dans le cadre de *Survivre*⁷⁰⁰.

Le tournant militant d'Alexandre Grothendieck s'opère donc à la confluence de trois grands débats qui agitent les années 68 : la remise en cause des hiérarchies et des normes

⁶⁹⁴ *Ibidem*.

⁶⁹⁵ Alexandre Grothendieck, « Des adhérents se présentent », *Survivre*, n°2-3, septembre-octobre 1970, p. 37.

⁶⁹⁶ Ces travaux lui valent de recevoir la médaille Fields – considéré comme l'équivalent du prix Nobel de mathématique, en 1966.

⁶⁹⁷ Alexandre Grothendieck, « Comment je suis devenu militant », *Survivre*, n°6, janvier 1971, p. 9.

⁶⁹⁸ Alexandre Grothendieck, « Des adhérents se présentent », *Survivre*, n°2-3, septembre-octobre 1970, p. 37.

⁶⁹⁹ Alexandre Grothendieck, « Comment je suis devenu militant », *Survivre*, n°6, janvier 1971, p. 9.

⁷⁰⁰ *Ibidem*.

qui allaient jusqu'alors de soi, une réflexion critique sur les finalités de la recherche scientifique et enfin une inquiétude grandissante quant à la survie de l'espèce humaine menacée à la fois par les guerres et la destruction de l'environnement.

Pierre Samuel (1921-2009) est une autre figure centrale de Survivre où il occupe les fonctions de trésorier avant de quitter le groupe en 1973 pour rejoindre les Amis de la Terre qu'il préside entre 1982 et 1989⁷⁰¹. Mathématicien, il enseigne à l'École normale supérieure de Sèvres au moment de Mai 68, période qui le marque durablement, tout comme ses confrères Alexandre Grothendieck et Claude Chevalley. Il décide alors d'œuvrer pour une réforme du système universitaire et de la recherche scientifique qui refuse une démarche élitiste et prône une ouverture sur la société⁷⁰². L'année universitaire 1969-1970 constitue une seconde étape dans son éveil militant : enseignant à Harvard, il est choqué par la destruction des vieux quartiers de Boston dans le cadre de la construction d'une autoroute urbaine⁷⁰³. A l'image de son fils Laurent Samuel qui s'investit également dans Survivre puis aux Amis de la Terre, il découvre alors l'écologie militante américaine par la lecture des ouvrages de Barry Commoner et de Paul R. Ehrlich⁷⁰⁴.

Comme Pierre Samuel le reconnaît lui-même, c'est l'influence de Grothendieck qui l'amène à son retour en France à se faire militant en s'investissant au sein de Survivre dont il constitue, entre 1970 et 1973, une véritable cheville ouvrière⁷⁰⁵. Dans son autobiographie, Alexandre Grothendieck salue « [son] bon sens et [sa] bonne humeur souriante qu'il mettait dans le travail en commun », acceptant d'endosser le rôle de « l'affreux réformiste » face à des analyses plus radicales, apaisant des conflits parfois vifs entre les membres du groupe⁷⁰⁶.

Comme son nom l'indique, Survivre se forme à l'origine pour tenter d'empêcher l'extinction de l'espèce humaine ; l'antimilitarisme et le refus de soumettre la recherche scientifique à des finalités militaires sont donc les principaux sujets de préoccupations

⁷⁰¹ Pierre Samuel, « Grothendieck's Environmental Inspiration », *Notices of the American Mathematical Society*, vol. 52, n°3, p. 322.

⁷⁰² Céline Pessis, *Survivre...et Vivre*, *op. cit.*, pp. 91-92.

⁷⁰³ *Ibid.*, p. 86.

⁷⁰⁴ *Ibidem.*

⁷⁰⁵ Pierre Samuel, « Grothendieck's Environmental Inspiration », *Notices of the American Mathematical Society*, vol. 52, n°3, p. 322.

⁷⁰⁶ Alexandre Grothendieck, *Récoltes et semailles*, *op. cit.*, p. 143.

des premiers militants. Très vite pourtant, l'écologie occupe une place essentielle dans la réflexion des membres du groupe⁷⁰⁷.

La guerre et la course aux armements, dépeintes dans le premier numéro de *Survivre* comme les principales menaces pour la survie de l'espèce humaine⁷⁰⁸, cèdent donc peu à peu la place à la crise écologique. En novembre 1970, *Survivre* envisage la diffusion de monographies sur des sujets considérés comme essentiels et, parmi les vingt-deux thèmes évoqués, dix ont trait aux enjeux environnementaux, qu'il s'agisse de la pollution de l'air, de la question de l'alimentation industrielle ou de l'équilibre écologique⁷⁰⁹.

La dégradation des écosystèmes est dès lors évoquée avec précision en s'appuyant notamment sur des ouvrages américains. Cette vulgarisation scientifique s'inscrit dans les réflexions qui ont présidé à la création de la revue : ne pas réserver la science aux seuls experts mais en diffuser les principes au plus grand nombre. Dans les colonnes de la revue, Pierre Samuel s'attache ainsi à dresser un panorama le plus complet possible de la crise écologique, insistant sur le fait que les problèmes sont liés entre eux :

« Il y a une évidente parenté entre la pollution des mers par les produits pétroliers, celle des rivières par les déchets, l'abus des insecticides chimiques, la dégradation des sols tropicaux due à l'économie prédatrice, et les dangers biologiques et génétiques des centrales atomiques : partout de très gros intérêts financiers sont en jeu, et ils s'appuient sur la philosophie que l'homme est sur terre pour exploiter la nature, pour s'opposer à elle et que « tout ce qu'on peut faire, on doit le faire »⁷¹⁰

Aux yeux de Pierre Samuel, les manifestations de la dégradation de l'environnement sont diverses et spécifiques mais participent toute d'une menace globale dont l'homme est le principal responsable et, *in fine*, la victime. Pierre Samuel va au-delà de ce seul constat pour y détailler les critiques de la société industrielle largement diffusées durant les années soixante, tout en les réinterprétant à l'aune de la crise écologique. S'appuyant par exemple sur les analyses de Jean Baudrillard, il démontre combien l'augmentation de la consommation est source d'aliénation et d'accroissement des inégalités mais il ne s'agit pour lui que d'une facette du problème. En effet, une multiplication par dix de la consommation impliquerait une hausse similaire de la pollution et se heurterait, à court ou moyen terme, à l'épuisement inévitable des ressources naturelles : la prise de conscience de la finitude du monde est donc un aspect essentiel dans la mise en avant de

⁷⁰⁷ *Survivre*, n°7, février-mai 1971.

⁷⁰⁸ « Lignes directrices pour le mouvement international », *Survivre*, n°1, août 1970, p. 3.

⁷⁰⁹ M. Escuder, Alexandre Grothendieck, « Monographies de *Survivre* », *Survivre*, n°4, novembre 1970, p. 16.

⁷¹⁰ Pierre Samuel, « Vie, survie, population », *Survivre*, n°8, juin-juillet 1971, p. 15.

l'urgence environnementale⁷¹¹. Grâce à Pierre Samuel, mais également à Denis Guedj ou encore à Alexandre Grothendieck, *Survivre* est donc le lieu où s'opère pour la première fois une synthèse élaborée et réfléchie qui mêle les alarmes quant à la destruction des écosystèmes et la pensée critique des années 68 dans son sens le plus large.

Cet effort de synthèse est motivé par la conviction que ces multiples crises ont une origine commune. Dans le texte « Vers un mouvement », élaboré par le comité de rédaction de *Survivre* et destiné à résumer les réflexions du groupe, la crise écologique est présentée comme la conséquence d'une mentalité technicienne affichant une foi inconditionnelle dans le progrès et un désir de puissance sans limite⁷¹². Loin d'être une question purement technique ou idéologique, la dégradation des écosystèmes exprimerait donc plus fondamentalement une « crise des valeurs »⁷¹³ dont la domination des experts sur la vie quotidienne et l'aliénation culturelle constituerait d'autres manifestations tout aussi cruciales.

En réponse, *Survivre* en appelle donc à œuvrer à l'éclosion d'une « mentalité écologique » au travers de laquelle chaque individu aurait conscience d'être une partie intégrante de la nature. Cette réaffirmation du lien avec le reste du vivant n'implique pas seulement une limitation de la puissance de l'homme car de manière plus positive, les membres de *Survivre* sont persuadés que la mentalité écologique libérera l'homme en permettant la libre expression des besoins et des désirs de chacun⁷¹⁴.

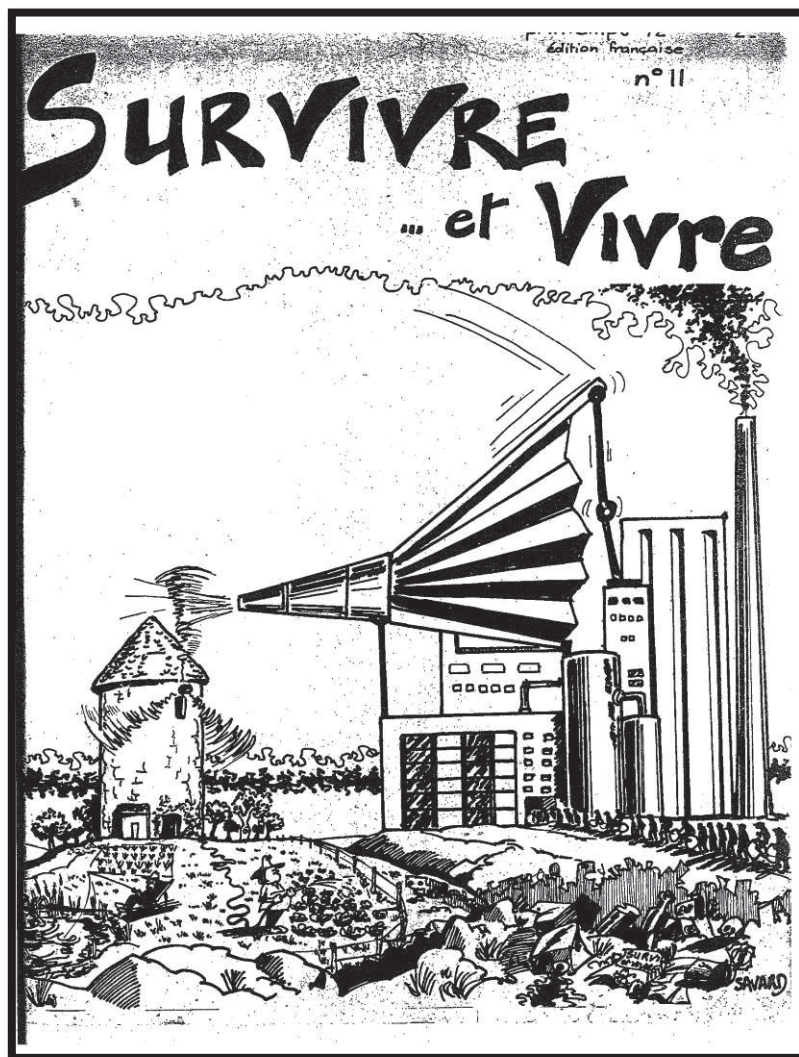
Illustration 1. Couverture de *Survivre... et Vivre*, n°11, mai 1972

⁷¹¹ *Ibid.*, p. 16.

⁷¹² Le comité de rédaction de *Survivre*, « Vers un mouvement », *Survivre...et Vivre*, n°12, juin 1972, pp. 2 *sqq.*

⁷¹³ *Ibidem.*

⁷¹⁴ *Ibid.*, pp. 4-5.



Ce dessin de Didier Savard est particulièrement révélateur de l'opposition pensée par Survivre entre la société industrielle et la mentalité écologique. La première réduirait l'homme à un statut de simple rouage anonyme, figuré ici par la file de travailleurs se rendant à l'usine, et ne ferait que singer les processus naturels au moyen d'une machinerie complexe et en définitive inefficace. A l'inverse, la mentalité écologique, qui impliquerait un retour aux pratiques anciennes qui ont fait leur preuve, serait une source de libération comme l'illustre le pêcheur à la ligne à la gauche du dessin, qui suit les rythmes naturels plutôt que de les corseter. Pour en hâter l'avènement, Survivre prône la « subversion culturelle » qui consiste à faire prendre conscience aux individus des contradictions des valeurs dominantes pour favoriser l'éclatement chez eux de « révolutions personnelles »⁷¹⁵.

⁷¹⁵ *Ibid.*, p. 6.

Cette posture traduit donc la pénétration de la contre-culture caractéristique des années 68⁷¹⁶ dans l'écologisme naissant : l'individu devient le lieu d'une transformation fondamentale de la société qui s'opère non plus seulement par le combat politique mais par la subversion des valeurs dominantes, d'autant plus mortifères qu'elles conduisent à la dégradation des écosystèmes.

Survivre accueille cependant des prises de position diverses qui ne se résument pas à l'établissement d'un lien entre écologie et contre-culture. Un auteur uniquement connu sous le nom de Diogène s'attache ainsi à clarifier le rapport de l'écologie au gauchisme⁷¹⁷, alors à l'apogée de son influence en France et prétendant incarner la seule force de transformation de la société légitime et efficace⁷¹⁸. Aux yeux de Diogène, le militantisme écologique ne peut être réduit à une déviance du gauchisme dont il diffère sur des points essentiels tout en étant lui aussi éminemment politique⁷¹⁹. D'une manière un peu provocante, Diogène estime que si Marx et Lénine avaient vécu dans les années soixante-dix, ils auraient pris conscience de la gravité des problèmes écologiques et figureraient parmi les premiers écologistes. Cela n'étant pas le cas, il serait vain de se référer au marxisme que l'écologisme aurait dès lors vocation à remplacer. Diogène en conclut que le marxisme ne serait donc plus une doctrine politiquement révolutionnaire et « le désastre écologique qui guette toute la terre est en même temps une force politique » qu'il faut réveiller pour en faire le moteur de la transformation à venir⁷²⁰.

Illustration 2. Couverture de *Survivre...et Vivre*, n°10, octobre-novembre 1971

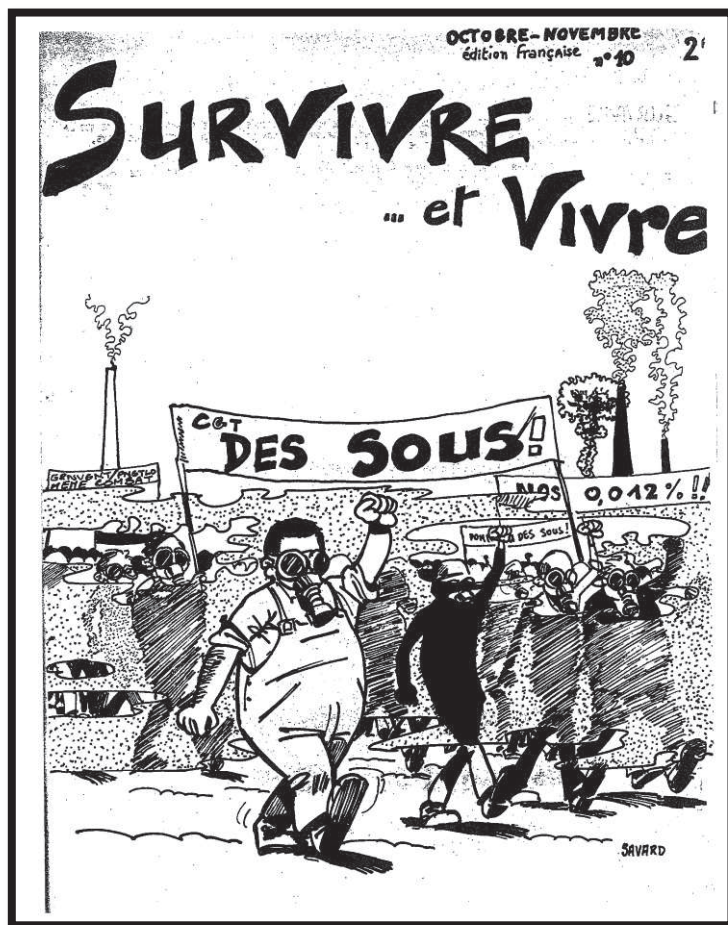
⁷¹⁶ CARLSSON Chris, *Ten Years that Shook the City. San Francisco 1968-1978*, San Francisco, City Light Foundation Books, 2010, p. 95.

⁷¹⁷ Diogène, « Ecologie et révolution. L'écologie, une « invention des capitalistes » ? », *Survivre*, n°7, février-mai 1971, p. 3.

⁷¹⁸ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68. L'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, p. 55.

⁷¹⁹ Diogène, « Ecologie et révolution. L'écologie, une « invention des capitalistes » ? », *Survivre*, n°7, février-mai 1971, p. 3.

⁷²⁰ *Ibidem*.



Ce dessin de Didier Savard, placé en couverture du journal, illustre une nette volonté de déclencher une polémique avec le Parti communiste, la CGT – directement citée – et plus largement l'ensemble des militants pour qui la classe ouvrière représente la force révolutionnaire par excellence. En mettant en scène des travailleurs uniquement soucieux de l'augmentation de leur pouvoir d'achat, Didier Savard en fait des conservateurs, inconscients des nouveaux enjeux symbolisés par la pollution qui les environnent. De fait, cette couverture montre également combien le dialogue entre les ouvriers et les écologistes peut être difficile en raison du rejet dont l'industrie fait l'objet dans une partie de la nébuleuse.

Ces approches diverses des modes de résolution de la crise écologique exprimées au sein de Survivre montre qu'il serait réducteur de distinguer des militants marqués par la contre-culture d'une part et d'autres investis dans un combat politique d'autre part. Au sein de Survivre, ces approches se croisent, se mêlent, s'affrontent et se fécondent mutuellement. Elles ont pour point commun de marquer une nette distance à l'égard du

marxisme et de faire de l'écologie une force radicalement nouvelle, source d'une révolution totale, qu'elle soit individuelle ou politique.

En dépit de ces divergences ou peut-être grâce à cette diversité d'opinion, *Survivre* devient rapidement une référence pour tous ceux en France qui se reconnaissent dans une volonté d'allier lutte écologie et transformation de la société, contribuant ainsi à la définition du militantisme de l'écologisme.

Evoquant une rencontre avec des communautés installées dans le Midi de la France, des membres de *Survivre* écrivent qu'« ici encore, nous avons été frappés par des convergences remarquables dans l'évolution de ces camarades, et celle de certains d'entre nous. De plus, il semble se présenter ici une constellation très particulière, qui pourrait déboucher sur une expérience tout à fait fascinante – et semée d'innombrables embûches »⁷²¹. De fait, à plusieurs reprises, des militants expriment dans les colonnes de la revue leur enthousiasme en découvrant que d'autres partagent leur combat sinon dans son objet précis, du moins dans ses principes et ses finalités. En outre, vingt-deux groupes locaux *Survivre* et *Vivre*, dont la durée de vie a été très variable, se mettent en place à partir de 1972⁷²². En cela, *Survivre* n'est pas seulement à l'origine d'une réflexion pionnière dans l'émergence de l'écologisme mais d'un premier maillage du territoire par des associations militantes.

En effet, *Survivre* ne se contente pas d'éditer un journal ou d'organiser des conférences mais s'efforce également d'être actif sur le terrain. Il s'engage ainsi dans la cause de l'antinucléaire notamment au travers de l'affaire des fûts de Saclay. En avril 1972, Alexandre Grothendieck et Denis Guedj sont invités par la CFDT à donner une conférence au Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay (Essonne). Ils y découvrent des fûts de déchets nucléaires entreposés dans des conditions peu conformes aux assurances de sécurité données par le CEA⁷²³. De concert avec Pierre Fournier à *Charlie Hebdo*, *Survivre* organise alors une campagne d'information autour du nucléaire et en profite pour intégrer cette question à sa réflexion sur le système technique et la nécessité de passer à une société écologique décentralisée⁷²⁴.

⁷²¹ « Contacts et rencontres », *Survivre...et vivre*, n°9, août-septembre 1971, p. 34.

⁷²² Céline Pessis, *Survivre...et Vivre*, op. cit., pp. 161-162.

⁷²³ Denis et Denis, « *Survivre...et Vivre ! Le trou du fût, la base et les mass-médias* », *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 5.

⁷²⁴ Edith Oriol de l'Académie Française, « Atomes crochus », *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 3.

Le groupe est donc à la fois le témoin et l'acteur des convergences qui se nouent entre des associations et des individus qui menaient jusqu'à présent des actions isolées. Le prestige intellectuel et militant de *Survivre* est sans nul doute un facteur déterminant pour susciter un nouveau militantisme sous l'égide de l'écologisme.

Au début de l'année 1972, qui semble marquer une forme d'apogée du rayonnement de *Survivre*, le secrétariat reçoit une dizaine de lettres par jour⁷²⁵. La revue peut également compter sur 120 sympathisants qui la diffusent dans toute la France ainsi que sur vingt-cinq librairies, essentiellement à Paris⁷²⁶. Durant cette période, le tirage de *Survivre...et Vivre* approche les 15 000 exemplaires, ce qui est remarquable pour une publication lancée de manière artisanale et uniquement animée par des bénévoles⁷²⁷. Les interventions et conférences des militants à travers la France, placées par le groupe sous le sceau de la « subversion culturelle », lui assurent également une audience importante : Alexandre Grothendieck rapporte ainsi que lors d'un séjour en Bretagne, il a pu écouler 700 exemplaires de la revue et nouer de nombreux contacts intéressants⁷²⁸.

Plusieurs facteurs contribuent au succès de *Survivre...et Vivre*. Alexandre Grothendieck estime *a posteriori* que les dessins de Didier Savard (dont deux exemples sont reproduits dans ces pages), présents à partir du n°8, expliquent l'essor de sa diffusion⁷²⁹. De fait, c'est à cette période que la publication connaît un essor sans précédent⁷³⁰ mais il est probablement réducteur de considérer que les lecteurs n'achètent *Survivre...et Vivre* que pour ses dessins. Plus fondamentalement, cette phase de croissance survient alors que les groupes gauchistes commencent à s'affaiblir et à se disperser en France⁷³¹. Pour les militants touchés par cette première déprise du gauchisme, l'écologie offre en quelque sorte une idéologie de substitution, qui permet de maintenir l'espoir d'une transformation de la société tout en rompant avec la relative fermeture doctrinaire inhérente aux milieux gauchistes⁷³². En cela, *Survivre...et Vivre* participe donc, mais sans s'y réduire, à un « gauchisme politicoculturel spontané » qui

⁷²⁵ Alexandre Grothendieck, *Bulletin de liaison – Survivre et Vivre*, n°1, 6 février 1972, p. 3.

⁷²⁶ « Finances et diffusion du journal », *Bulletin de liaison – Survivre et Vivre*, n°2, 21 février 1972, p. 6. Cela permet à l'association d'avoir une trésorerie bénéficiaire de 19 000 f.

⁷²⁷ Alexandre Grothendieck, *Récoltes et semailles. Témoignage sur un passé de mathématicien*, <http://www.math.jussieu.fr/~leila/grothendieckcircle/RetS.pdf>, p. 622.

⁷²⁸ « Subversion culturelle », *Bulletin de liaison – Survivre et Vivre*, n°3, 10 mars 1972, p. 4.

⁷²⁹ Alexandre Grothendieck, *Récoltes et semailles*, *op. cit.*, p. 622.

⁷³⁰ Le n°7 est tiré à 2 000 exemplaires, le n°8 à 3 000, le n°9 à 5 000 et le n°10 à 10 000. « Journal : tirage et périodicité », *Bulletin de liaison – Survivre...et Vivre*, n°4, 25 mars 1972, p. 4.

⁷³¹ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68*, *op. cit.*, p. 67.

⁷³² Philippe Buton, « L'impensé écologiste de l'extrême gauche française avant 1968 », *art. cit.*, p. 102.

amène la société française à prendre en compte les revendications alternatives dans les années soixante-dix⁷³³. L'ouverture totale du comité de rédaction de chaque numéro, auquel peut participer toute personne désireuse de le faire⁷³⁴, amène un travail collectif certes laborieux mais qui permet à *Survivre...et Vivre* de se faire l'écho du bouillonnement alternatif de cette période. Dès lors, les thèmes évoqués s'en trouvent enrichis tout en donnant aux lecteurs provinciaux, moins susceptibles de participer directement à la fabrication du journal, une image de dynamisme et d'engagement auquel ils peuvent participer à leur échelle en achetant le journal et en agissant localement.

L'aventure de *Survivre* ne dure pourtant qu'un temps et, dès 1973, Alexandre Grothendieck et Pierre Samuel s'en éloignent définitivement. Le premier déplore la transformation du groupe en une organisation « gauchiste », « au jargon tranchant et aux analyses sans répliques » et décide de suivre un chemin plus personnel⁷³⁵. Le second, prenant acte de désaccords fondamentaux avec d'autres piliers du groupe, particulièrement Denis Guedj et Didier Savard, décide d'adhérer aux Amis de la Terre pour y poursuivre une action moins radicale et axée davantage sur la résolution de la crise écologique que sur la promotion de la contre-culture⁷³⁶. Ces départs emblématiques illustrent des désaccords fondamentaux au sein de *Survivre* entre ceux qui désirent fonder leur militantisme sur l'écologie et ceux pour qui la révolution à venir doit reposer sur la libre expression des besoins et des désirs de chaque individu⁷³⁷. A bien des égards, le dessin ci-dessous, tiré du n°12 de *Survivre et Vivre*, illustre l'atmosphère enfiévrée, bouillonnante et souvent anarchique qui règne au sein du groupe.

Illustration 3. « A l'usage de ceux qui se demandent comment se déroulent les
Comités de Rédaction de *Survivre* »⁷³⁸

⁷³³ Philippe Buton, « L'extrême gauche française et l'écologie. Une rencontre difficile (1968-1978) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 203.

⁷³⁴ « Réunion des affaires courantes du vendredi 8 février », *Bulletin de liaison – Survivre...et Vivre*, n°2, 21 février 1972, p. 1.

⁷³⁵ Alexandre Grothendieck, *Récoltes et semailles*, op. cit., p. 622.

⁷³⁶ Pierre Samuel, « Mais concrètement, qu'est-ce que proposent Guedj, Meuret et Savard ? », *Bulletin de liaison – Survivre...et Vivre*, n° 14, s.d., non paginé.

⁷³⁷ *Ibidem*.

⁷³⁸ *Survivre et Vivre*, n°12, juin 1972, p. 30.



A ce titre, le groupe est révélateur, jusque dans ses dissensions, de la diversité du militantisme écologique, avant même que la question de la participation aux élections ne soit soulevée.

Au-delà de ces questions de fond, Survivre pâtit également de son mode d'organisation. Soucieux d'abolir les hiérarchies fondées sur le savoir, désireux de s'ouvrir à toutes les personnes qui souhaiteraient participer à la rédaction du journal, sans leur imposer des modalités particulières dans leur expression⁷³⁹, Survivre sombre peu à peu selon Laurent Samuel dans des « discussions ultra-intellectuelles qui virent à la joute et non à la discussion constructive »⁷⁴⁰. Après le départ de nombreux militants en 1973 – dont une partie rejoint les Amis de la Terre – la publication de *Survivre...et Vivre* se poursuit quelques temps avec une périodicité aléatoire jusqu'à ce que la rédaction décide d'en arrêter la publication pour trouver d'autres voies d'expression et de réflexion que les textes politiques⁷⁴¹.

⁷³⁹ « Remous au comité de rédaction », *Bulletin de liaison – Survivre...et Vivre*, n°7, 15 mai 1972, p. 1.

⁷⁴⁰ *Ibidem*.

⁷⁴¹ « Histoire », *Survivre...et Vivre*, n°19, s.d., p. 2.

En définitive, l'expression de « laboratoire » employée par Pierre Fournier pour qualifier *Survivre* se révèle pleinement justifiée. Au sein de cette publication s'exprime une réflexion pionnière, foisonnante et contradictoire sur l'écologie et son potentiel de transformation de la société. Pêle-mêle, les idées interagissent, génèrent des réactions en chaîne qui expliquent la fin rapide du groupe.

b. *La Gueule Ouverte* ou la subversion radicale par l'écologie ?

Parmi les multiples publications qui apparaissent au début des années soixante-dix, *La Gueule Ouverte* se distingue par son tirage⁷⁴², l'aura de Pierre Fournier, son fondateur, et sa longévité puisque, commencée en 1972, sa publication ne s'arrête qu'en 1980 après de multiples péripéties et changements de formule⁷⁴³. Nous nous attacherons dans cette partie à la période qui suit la création du journal, de novembre 1972 à octobre 1974, période durant laquelle *La Gueule Ouverte* est un journal mensuel. Ce rythme de publication explique que les journalistes ne se contentent pas d'évoquer l'actualité des luttes environnementales ou de fustiger les faiblesses de la politique environnementale du gouvernement. De manière plus ambitieuse, ils définissent un modèle de militantisme écologiste qui mêle une forte implication dans les luttes des années 68 et une perspective qui fait de l'écologie le ferment d'une transformation de la société. La prégnance de ce modèle dans la mémoire collective fait de *La Gueule Ouverte* un objet d'étude incontournable.

Depuis plusieurs années, Pierre Fournier collabore à *Charlie Hebdo* où, convaincu que la société industrielle mène l'homme à la catastrophe, il dénonce au fil de ses articles et de ses dessins l'illusion du progrès et les plaquettes insecticides Vapona, l'aliénation de la société de consommation et le nucléaire⁷⁴⁴. En quelques années, il acquiert ainsi une incontestable audience auprès des lecteurs de *Charlie Hebdo* qu'il parvient à mobiliser

⁷⁴² Il est souvent délicat de déterminer le tirage réel d'un périodique. Roger Cans estime celui-ci à 100 000 exemplaires à sa création avant de se stabiliser à 25 000 (Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo*, *op. cit.*, p. 176). Néanmoins, une confidence d'Isabelle Cabut conduit à relativiser la portée de ce dernier chiffre : elle précise en 1976 qu'ils sont contraints de tirer le journal à 25 000 exemplaires pour pouvoir être distribués dans toute la France mais que la moitié des exemplaires trouvent preneurs (Isabelle Cabut, « Editorial », *La Gueule Ouverte*, n°112, 30 juin 1976, p. 1).

⁷⁴³ Claire Colombat, *La Gueule Ouverte (1972-1980)*, mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction de Mathias Bernard, Université Blaise Pascal – Clermont-Ferrand 2, 1997-1998, pp. 10-12.

⁷⁴⁴ Roland de Miller, « Comment j'ai compris Fournier », in Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, *op. cit.*, p. 13.

par milliers pour une manifestation contre la construction d'une centrale nucléaire à Bugey (Ain) en juillet 1971.

En dépit de sa relative popularité, Fournier est dans une position délicate au sein de *Charlie-Hebdo*. Son directeur, Georges Bernier (également connu sous le pseudonyme du Professeur Choron) reconnaît lui-même que grâce à Fournier « la rue Montholon [siège de *Charlie-Hebdo*] était [...] le phare de tous les hippies, de tous les « gardarem lou Larzac », les éleveurs de chèvres, les bouffeurs de carottes et de riz complet »⁷⁴⁵. De fait, le message de Fournier contribue à élargir le lectorat du journal et à lui donner l'image d'une publication ouverte à toutes les alternatives. Les relations de Fournier avec le reste de la rédaction sont pourtant loin d'être toujours au beau fixe, pour des questions d'incompatibilité d'humeur mais aussi, plus fondamentalement, en raison de désaccords sur le fond. Cavanna salue ainsi le style et le souffle des dessins de Fournier mais le qualifie par ailleurs de « barbu sinistre »⁷⁴⁶. De même, tandis que Fournier condamne le programme lunaire, Cavanna, qui a aimé *Le Hasard et la Nécessité* de Jacques Monod, croit dans le bien-fondé de la recherche scientifique⁷⁴⁷. Les désaccords personnels sont particulièrement nombreux avec Georges Bernier qui, très sceptique quant à l'écologisme, déclare abruptement que « Moi, j'en avais rien à foutre, le nucléaire... »⁷⁴⁸. De fait, plusieurs polémiques émaillent les relations entre les animateurs de *Charlie Hebdo* et la presse écologiste naissante. Ainsi, dans le n°16 de *Survivre et Vivre*, Didier Savard dénonce le fait que Cavanna ait qualifié son groupe de « secte » et termine sa lettre ouverte par ses mots définitifs « On ne discute pas avec toi, Cavanna, on te crache à la gueule »⁷⁴⁹.

La création de *La Gueule Ouverte*, éditée jusqu'en 1974 par les éditions du Square, propriété de Georges Bernier, peut donc être interprétée de plusieurs manières. C'est à la fois un acte militant de la part de Fournier mais aussi une opération commerciale aux yeux de Georges Bernier, qui finance cette opération. Dans une période où *Charlie Hebdo* vit son heure de gloire et génère donc de confortables bénéfices, *La Gueule Ouverte* permet d'occuper un créneau porteur tout en éloignant un journaliste au

⁷⁴⁵ Georges Bernier, *Vous me croirez si vous voulez*, cité par Stéphane Mazurier, *Bête, méchant*, op. cit., p. 385.

⁷⁴⁶ François Cavanna, *Bête et méchant*, cité par Stéphane Mazurier, *Bête, méchant et hebdomadaire*, op. cit., p. 46.

⁷⁴⁷ Paru en 1970, *Le Hasard et la Nécessité* traite essentiellement des implications des avancées de la génétique. Cf. Stéphane Mazurier, *Bête, méchant*, op. cit., p. 383.

⁷⁴⁸ Le Professeur Choron, *Vous me croirez*, cité par Stéphane Mazurier, *Bête, méchant*, op. cit., p. 401.

⁷⁴⁹ Didier Savard, « Cavanna », *Survivre et Vivre*, n°16, s.d., p. 11.

tempérament ombrageux. C'est ainsi que le premier numéro de *La Gueule Ouverte* paraît au mois de novembre 1972.

Illustration 4. Couverture de La Gueule Ouverte, n°1, novembre 1972



© Musée du Vivant-AgroParisTech

Dessinée par Pierre Fournier, la couverture figure un nourrisson en train de vagir. Cette référence directe au titre du périodique vise également à délivrer un message : la vie doit prévaloir malgré les menaces qui pèsent sur elle et la démarche du journal s'inscrit dans cette perspective.

A la différence de la plupart des titres de la presse militante de cette période, qui ne survivent que par l'implication bénévole d'un petit nombre d'individus⁷⁵⁰, *La Gueule Ouverte* est portée par l'ambition de réaliser une synthèse entre militantisme et journalisme professionnel. Certains de ses membres participent d'ailleurs des deux univers et sont appelés à devenir des acteurs essentiels de l'écologisme durant les années soixante-dix.

Isabelle Cabut (1937-2012) – qui signe ses articles de son seul prénom – est issue de la bourgeoisie éclairée de Lyon⁷⁵¹ ; d'abord institutrice, elle entre à *Charlie Hebdo* à l'automne 1970 par l'intermédiaire de son compagnon de l'époque, le dessinateur Jean Cabut⁷⁵². Elle intègre *La Gueule Ouverte* dès novembre 1972 tout en continuant à travailler à *Charlie Hebdo* pendant près de deux ans. Très intéressée par les expériences communautaires et les mouvements d'éducation alternative⁷⁵³, elle contribue à ce que le journal se fasse également le porte-parole d'un écologisme explicitement politique et non pas seulement alternatif⁷⁵⁴.

Parmi les journalistes travaillant dans les deux périodiques, figure également Henri Montant dit Arthur (1939-2010), présent à *La Gueule Ouverte* dès le premier numéro et dont la collaboration avec *Charlie Hebdo* commence au printemps 1974⁷⁵⁵. Sorti du Centre de Formation des Journalistes en 1964, il travaille un temps comme rédacteur à l'ORTF avant de rejoindre *Le Dauphiné Libéré* qu'il quitte après Mai 68⁷⁵⁶. Libéraire, irascible mais salué pour ses compétences journalistiques, il consacre la plupart de ses articles aux luttes sur le terrain, dénonçant la technocratie et l'Etat et s'interrogeant sur le potentiel révolutionnaire des comités locaux, dans une approche à la fois optimiste et désabusée⁷⁵⁷.

Comme le signale Stéphane Mazurier, ce ne sont pas les vétérans d'*Hara-Kiri* qui constituent le cœur de l'équipe de *La Gueule Ouverte* mais plutôt la « deuxième » voire la « troisième » génération, autrement dit les journalistes qui ont intégré *Charlie Hebdo*

⁷⁵⁰ Entretien avec Guy Bennaroche. 25/04/13.

⁷⁵¹ Stéphane Mazurier, *Bête, méchant*, op. cit., p. 127.

⁷⁵² « Isabelle Monin-Soulié, le roman d'une vie », *Ricochets*, n°49, avril-mai 2013, p. 4, http://parolesdozoir.free.fr/IMG/pdf/ricochets_49.pdf, consulté le 02/09/2013.

⁷⁵³ Isabelle, « Quelque chose qui n'a pas encore de nom », *La Gueule Ouverte*, n°3, janvier 1973, p. 26.

⁷⁵⁴ Isabelle, « La Gueule Ouverte », *La Gueule Ouverte*, n°17, mars 1974, p. 3.

⁷⁵⁵ *Ibidem*.

⁷⁵⁶ Laurent Samuel, « Un salut tardif à Arthur », *Le Sauvage.org*, <http://www.lesauvage.org/2011/05/un-salut-tardif-a-arthur/>, 23 mai 2011.

⁷⁵⁷ Arthur, « Attention, dernière station « Total » avant l'autoroute. Les divagations d'une centrale baladeuse », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 6.

alors que celui-ci est bien installé⁷⁵⁸. Nés vers la fin des années trente, ils sont donc sensiblement plus jeunes que leurs prédécesseurs – Cavanna est né en 1923, le Professeur Choron en 1929 – et plus diplômés. Isabelle Cabut a ainsi obtenu une licence de psychologie et de sciences de l'éducation tandis que Fournier est passé par l'École nationale supérieure des arts décoratifs⁷⁵⁹.

Animé par des professionnels du journalisme, *La Gueule Ouverte* veut également être un journal militant en faisant appel à des contributeurs venus d'horizons divers, sans formation journalistique particulière et dont l'aisance à l'écrit est variable, ce qui n'est pas sans poser des difficultés. Pour Bernard Charbonneau, agrégé d'histoire et écrivain, qui tient une « Chronique du terrain vague » durant plusieurs années, ou encore Philippe Lebreton, professeur à l'université de Lyon, qui traite des questions scientifiques sous le pseudonyme du « Professeur Mollo-Mollo », l'écriture fait partie de leur univers professionnel et leur collaboration ne pose pas de problème particulier. Il en va autrement pour d'autres contributeurs : Isabelle Cabut évoque « des démêlées rocambolesques avec les compagnons montagnards de Fournier, écolos aussi purs que durs » et se souvient que « Tout fut difficile ! Arthur était le seul journaliste professionnel de la bande, et ni lui ni moi ne parvenions à inculquer quelque notion de lisibilité aux militants verbeux »⁷⁶⁰.

Ce mélange de professionnalisme et d'amateurisme militant n'est pas fortuit mais participe d'une volonté de réduire la distance entre émetteurs et récepteurs du message journalistique, ce qui explique que les lecteurs soient invités à intervenir dans le processus de rédaction et de diffusion du journal, démarche que l'on retrouve fréquemment dans la presse militante de l'époque⁷⁶¹. À une époque où les groupes écologistes sont peu nombreux et encore peu influents, *La Gueule Ouverte* joue de ce fait un rôle essentiel dans une définition exigeante du militantisme écologiste, dans ses pratiques comme dans ses finalités.

Quelques temps avant sa disparition après la parution du second numéro, Pierre Fournier organise une table-ronde sur la manière dont les lecteurs pourraient être

⁷⁵⁸ Stéphane Mazurier, *Bête, méchant*, op. cit., pp. 125 sqq.

⁷⁵⁹ *Ibid.*, p. 127.

⁷⁶⁰ Isabelle Monin Soulié, « Arthur...la vie perd un de ses amoureux », *Bakchich.info*, 24/07/2010, <http://www.bakchich.info/france/2010/07/24/arthur-la-vie-perd-un-de-ses-amoureux-58272>, consulté le 02/09/2013.

⁷⁶¹ Laurent Martin, « La « nouvelle presse » en France », art. cit., p. 59.

également des contributeurs du journal, donc des militants⁷⁶². Il constate notamment que si certains membres du journal voudraient s'adresser au peuple, la plupart des personnes impliquées dans *La Gueule Ouverte* considèrent au contraire que le peuple ne comprendra jamais rien à l'écologie⁷⁶³. Bernard Charbonneau estime ainsi que la force de ce journal réside dans sa volonté de poser les problèmes tout en refusant d'apporter des solutions toutes faites ; il souhaite donc que les lecteurs se réunissent et agissent localement en s'appuyant sur les données lues dans *La Gueule Ouverte*⁷⁶⁴. En outre, pour « Vergnes », la radicalité et l'exigence du journal à l'égard de ses lecteurs sont la seule garantie contre la récupération de l'écologie qui doit rester une lutte révolutionnaire⁷⁶⁵.

Cette démarche élitiste, qui fait de l'écologie une prise de conscience exigeante, une ascèse et une aventure du quotidien est partagée peu ou prou par la plupart des intervenants, que l'écologisme soit envisagé comme une recherche philosophique rigoureuse ou comme une nouvelle forme de révolution susceptible de prendre la relève des espérances déçues du marxisme.

Lors de cette réunion de février 1973, dans l'exaltation qui prédomine, rares sont ceux qui émettent des réserves quant au rôle assigné aux lecteurs et à la fécondité de la volonté d'abolir la frontière entre le journalisme et le militantisme, entre le lecteur et le rédacteur. Ainsi, Marc Arabyan regrette que cette démarche condamne le journal à ne s'adresser qu'à une élite militante, convaincue par avance⁷⁶⁶. De même, « Delabarre » déclare :

« J'apprécie énormément Fournier dans « Charlie Hebdo » et j'ai du mal à digérer ma « GO ». Pourtant, je lis facilement. D'abord, c'est un journal qui annonce la fin du monde : tout est déprimant. Quand j'ai lu ½ heure, je dis vite Wolinski, vite autre chose. [...] J'utilise la « GO » en tant que militant, je vais la chercher quand je me bagarre, [...] il y a tout là-dedans, mais j'aurais un bouquin ce serait la même chose. Ma femme a renoncé, elle lit « CH » mais pas la « GO ». Mes enfants, c'est pareil »⁷⁶⁷.

Lire *La Gueule Ouverte* est donc un exercice exigeant du fait de la densité des informations, de sa ligne catastrophiste mais aussi en raison d'une mise en page peu aérée des articles. Ce constat est assumé par une partie de la rédaction. Dans un

⁷⁶² Isabelle, « Qu'est-ce qu'un journal écologique, à quoi ça sert ? », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973, pp. 4 *sqq.* Une cinquantaine de personnes se trouvent alors réunies.

⁷⁶³ Isabelle, « Qu'est-ce qu'un journal écologique, à quoi ça sert ? », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973, p. 4.

⁷⁶⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁷⁶⁵ *Ibid.*, p. 6.

⁷⁶⁶ *Ibid.*, p. 5.

⁷⁶⁷ *Ibid.*, p. 6.

éditorial au titre sans équivoque, « Ceux qui vont à *La Gueule Ouverte* comme au ciné sont des cons », Henri Gougoud affirme que contrairement aux injonctions des éditions du Square, le journal n'a pas à accroître le nombre de ses lecteurs. Son rôle consiste en effet à susciter la réflexion de quelques-uns sur la manière de résoudre la crise écologique plutôt qu'à plaire au plus grand nombre⁷⁶⁸. Néanmoins, devant l'ultimatum de Georges Bernier, qui laisse trois mois aux ventes pour remonter, l'auteur concède que le journal doit changer pour permettre aux lecteurs de mieux s'y repérer⁷⁶⁹.

L'idéal d'une fusion entre le journaliste, le militant et le lecteur paraît donc s'éloigner à mesure que ce dernier déserte *La Gueule Ouverte* où il lui est de toute façon difficile de s'exprimer de fait de la pesanteur logistique inhérente à ce type de publication mensuelle et distribuée en kiosque⁷⁷⁰. La radicalité de *La Gueule Ouverte* dans son rapport aux lecteurs se vérifie dans le contenu du journal dont l'objectif est d'interpréter l'effervescence qui suit Mai 68 à la lueur de l'écologie.

Si l'on en croit Stéphane Mazurier, Mai 68 suscite de profondes réserves chez Fournier qui doute de la portée véritablement révolutionnaire de cet événement⁷⁷¹. A ses yeux, la question des menaces biologiques qui pèsent sur l'homme est d'une importance beaucoup plus fondamentale et son pessimisme n'est pas totalement feint lorsqu'il sous-titre *La Gueule Ouverte* « le journal qui annonce la fin du monde ». Néanmoins, pour beaucoup des premiers contributeurs, *La Gueule Ouverte* est aussi l'occasion de réussir là où Mai 68 a échoué en faisant de l'écologie une force de transformation de la société et de l'individu⁷⁷². Cette ambivalence s'exprime librement au sein d'un journal touffu et souvent très dense.

De fait, l'examen statistique des questions abordées par le journal montre que si les enjeux liés à la crise écologique prédominent, d'autres thèmes n'en sont pas moins abordés, évoquant la politique, l'économie ou encore une nouvelle vision de l'épanouissement de l'homme. Dans son mémoire de maîtrise consacré à *La Gueule Ouverte*, Claire Colombat a élaboré un tableau où les articles sont classés en six grandes

⁷⁶⁸ Henri Gougoud, « Ceux qui vont à *La Gueule Ouverte* comme au ciné sont des cons », *La Gueule Ouverte*, n°8, juin 1973, p. 3.

⁷⁶⁹ *Ibid.*, p. 4.

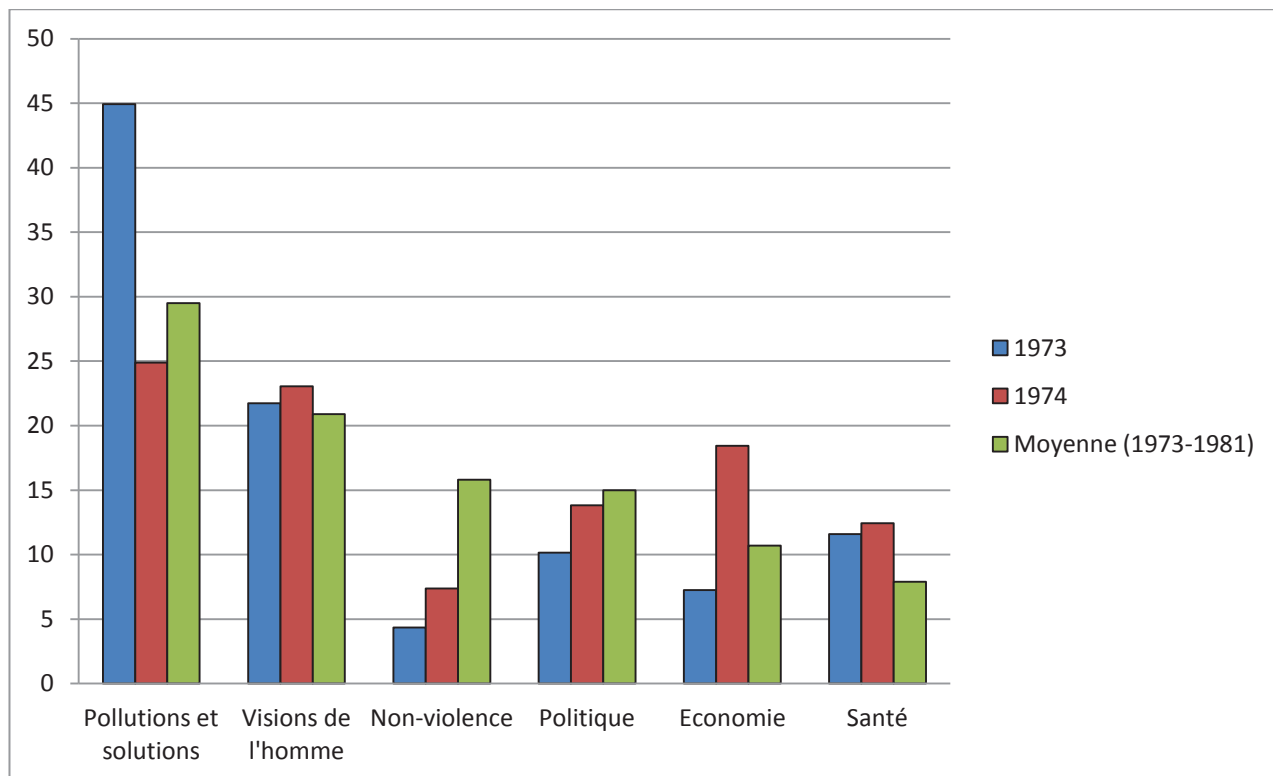
⁷⁷⁰ Jean-Marc, « Aller et retour », *La Gueule Ouverte*, n°11, septembre 1973, p. 4.

⁷⁷¹ Stéphane Mazurier, *Bête et méchant*, *op. cit.*, p. 50.

⁷⁷² Claire Colombat, *La Gueule Ouverte*, *op. cit.*, p. 3.

catégories⁷⁷³. Pour faciliter la lecture de ces données, nous avons transformé les données numériques en graphique qui rend compte des évolutions de la ligne du journal.

Figure 5. Questions évoquées dans les articles de La Gueule Ouverte (1973-1974)



Ce tableau montre que certains thèmes sont traités de manière relativement constante au sein de *La Gueule Ouverte* tout au long de son histoire, c'est le cas de la question des « visions de l'homme », qui recouvre les réflexions sur l'individu caractéristiques des années soixante-dix (qu'il s'agisse de la vie en communauté, la sexualité ou l'identité régionale). La variation du thème de la santé varie dans une proportion moindre : son importance en 1973 reflète l'intérêt de Fournier pour cette question. De même, la politique bénéficie d'un traitement de plus en plus attentif à mesure que l'écologie politique participe aux élections sans pour autant constituer un thème majeur dans le journal.

⁷⁷³ Les brèves et les articles purement factuels n'ont pas été pris en compte par l'auteur. Précisons que les six premiers numéros de l'année 1973 contiennent ainsi une quarantaine de pages chacun, soit beaucoup plus que les numéros hebdomadaires qui suivent à partir de novembre 1974. De même, seuls neuf numéros sont parus en 1981 avant la fin définitive de la parution du titre. Cf. Claire Colombat, *La Gueule Ouverte*, op. cit., pp. 43 sqq.

Certains domaines sont soumis à une plus grande variabilité. La non-violence est ainsi peu présente durant les deux premières années de parution de *La Gueule Ouverte*, ce qui évolue par la suite, particulièrement après la fusion avec la revue *Combat non-violent* en 1977⁷⁷⁴. De manière plus surprenante, la question de la pollution, ce qui recouvre le nucléaire, l'agriculture et la protection de la nature, connaît une plus grande variation dans l'importance de son traitement. Les premiers numéros consacrent ainsi près de la moitié du journal à ces questions. Dans une période où les questions environnementales sont encore peu abordées par les médias classiques, sinon de manière timide ou ponctuelle, les journalistes de *La Gueule Ouverte* entendent affirmer le caractère primordial de ces enjeux, ce qui a moins d'importance par la suite quand cette question se banalise.

Dans sa réflexion sur la nouvelle signification de la révolution, dans sa volonté de promouvoir une prise de parole libre de toute aliénation, *La Gueule Ouverte* contribue résolument à faire le lien entre l'effervescence qui suit Mai 68 et les réflexions autour de l'écologie qui émergent au début des années soixante-dix, popularisant ainsi une forme de militantisme écologiste particulièrement emblématique de la période.

En prenant la parole sur des sujets à leurs yeux occultés, notamment la question du nucléaire civil, en remettant en cause le poids et la légitimité des experts, en cherchant à rendre les enjeux scientifiques accessibles à tous, les journalistes de *La Gueule Ouverte* participent de « la crise de consentement à l'ordre symbolique »⁷⁷⁵ largement inaugurée par Mai 68. Au sein du journal, Emile Prémillieu est, avec Philippe Lebreton, la personne la plus investie dans cette démarche. Dans ses « chroniques de la mort radieuse », il s'attache à publier de larges extraits de rapports scientifiques sur le nucléaire en y ajoutant des notes de bas de page et des intertitres pour tenter de les rendre accessibles à tous⁷⁷⁶. Cette démarche de vulgarisation n'a pas seulement pour but de former les militants aux nouveaux enjeux scientifiques du moment mais entend contribuer plus fondamentalement à une critique d'un système de domination sociale fondée sur la possession d'un savoir spécifique⁷⁷⁷.

⁷⁷⁴ *La Gueule Ouverte/Combat non-violent*, s.d., [juillet 1977].

⁷⁷⁵ Boris Gobille, *Mai 68*, Paris, La découverte, 2008, p. 6.

⁷⁷⁶ Emile Prémillieu, « Chronique de la mort radieuse. Quand les biologistes décident de l'ouvrir toute grande », *La Gueule Ouverte*, n°11, septembre 1973, pp. 18 *sqq.*

⁷⁷⁷ Sezin Topçu, « Nucléaire : de l'engagement des « savants » aux contre-expertises associatives », *Natures Sciences Sociétés*, n°14, 2006, p. 252.

En cela, *La Gueule Ouverte* se rapproche des réflexions de *Survivre...et Vivre* même si le résultat est moins probant : les articles sont souvent longs, dépassant les six pages, et nécessitent trop de pré-requis pour être aisément compréhensibles : Prémillieu signale par exemple dans l'introduction d'un document présenté comme capital qu'il est souhaitable de se reporter à une série d'articles parus dans les numéros précédents pour en profiter pleinement, ce qui peut rapidement décourager les nouveaux lecteurs⁷⁷⁸.

Alors qu'il écrivait encore pour *Charlie Hebdo*, Pierre Fournier prône en effet une « révolution écologique », la seule selon lui qui soit globale, radicale donc fondamentale⁷⁷⁹. Selon lui, l'écologie est la seule démarche qui permette de rassembler l'ensemble des contestataires des années 68, qu'ils militent en faveur de la contre-culture ou dans un groupe gauchiste. Ainsi, s'il éprouve de la sympathie pour le mouvement hippie, il considère que la résolution de la crise ne viendra pas de la marginalisation, fût-elle volontaire, mais de la sensibilisation du plus grand nombre. De même, il concède aux gauchistes qu'une révolution est nécessaire mais estime que celle-ci ne viendra pas des usines mais des campagnes et qu'il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais d'installer des contre-pouvoirs⁷⁸⁰.

En outre, en partant des questions d'hygiène et d'alimentation naturelle, Fournier considère qu'il ne méconnaît pas les questions sociales mais qu'il leur fournit au contraire un cadre hors duquel toute recherche de solution serait fantaisiste⁷⁸¹. La « révolution écologique » envisagée par Pierre Fournier doit donc s'approprier à la fois les critiques de l'exploitation et de l'aliénation propres aux années 68⁷⁸² pour mieux les dépasser, dans le cadre d'un anarchisme individualiste car, selon Fournier, la liberté individuelle est le fondement de toute chose⁷⁸³. Cette nouvelle forme de révolution écologiste dénonce la société de consommation fruit du capitalisme et marque une nette distance à l'égard du paradigme marxiste : en cela, l'écologie telle que Fournier la définit participe d'une

⁷⁷⁸ Emile Prémillieu, « Chronique de la mort radieuse. Quand les biologistes décident de l'ouvrir toute grande », *La Gueule Ouverte*, n°11, septembre 1973, p. 18.

⁷⁷⁹ Pierre Fournier, « La révolution écologique » in Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Editions du Square, 1975, p. 135.

⁷⁸⁰ *Ibid.*, p. 136.

⁷⁸¹ *Ibid.*, p. 143.

⁷⁸² Pascal Ory, « Une révolution culturelle », in Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000, p. 220.

⁷⁸³ Pierre Fournier, « La révolution écologique » in Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Editions du Square, 1975, p. 141.

démarche propre aux années 68, où apparaît un vaste mouvement politique de critique des grands modèles idéologiques incarnés par les grandes puissances⁷⁸⁴.

Menacée économiquement par une baisse des ventes, *La Gueule Ouverte* est progressivement réorganisée au cours de l'année 1974. Emile Prémillieu, compagnon de Fournier dans l'aventure de Bugey-Cobayes, dont les articles sur le nucléaire sont aussi fouillés qu'indigestes, est écarté au profit d'Isabelle Cabut dès le mois de mars 1974⁷⁸⁵. Au cours de l'été qui suit, une polémique avec Delfeil de Ton, qui accuse le journal de « se servir de l'écologie pour justifier sa soif de pureté, son désir d'un idéal ascétique, sa trouille de la mort et son besoin du merveilleux »⁷⁸⁶, conduit *La Gueule Ouverte* à quitter les éditions du Square ; une SARL, les Presses de la Bûcherie, est alors fondée par Arthur, Isabelle Cabut et Danielle Fournier, veuve de Pierre Fournier, pour administrer le titre qui devient hebdomadaire à partir du 30 octobre 1974⁷⁸⁷.

Ces différents épisodes n'en marquent pas moins l'épilogue d'une première période de *La Gueule Ouverte* exprimant un militantisme total, se situant dans la suite de Mai 68 tout en aspirant à le dépasser. L'aura de Pierre Fournier, sa disparition prématurée ont fait de lui un pionnier de l'écologisme. Pour autant, l'approche militante qu'il prône, exprimée par *La Gueule Ouverte* durant cette première période doit être relativisée. En définitive, la pérennité du journal s'explique autant par sa capacité d'évolution que par la force de son projet originel.

c. Le Sauvage ou la volonté de parler d'écologie au plus grand nombre

A sa création, *La Gueule Ouverte* entend être un journal militant où l'approfondissement de la conscience écologique de quelques-uns prime sur la diffusion des informations auprès du plus grand nombre. A la même époque, Alain Hervé, fondateur des Amis de la Terre, s'entoure d'une poignée de journalistes pour fonder en

⁷⁸⁴ Jean-Philippe Legois, Francis Parent, Franck Veyron, Xavier Vigna, « Les années 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand et alii, *Les années 68*, op. cit., p. 14.

⁷⁸⁵ Isabelle, « La Gueule Ouverte », *La Gueule Ouverte*, n°17, mars 1974, p. 3.

⁷⁸⁶ Delfeil de Ton in *Charlie Hebdo*, 24 juin 1974, cité par Stéphane Mazurier, *Bête et méchant*, op. cit., p. 128.

⁷⁸⁷ Les liens ne sont pas complètement rompus entre les journalistes de *La Gueule Ouverte* et *Charlie Hebdo*, où Arthur rédige par exemple des articles jusqu'en janvier 1977. De même, ce sont les éditions du Square, propriété de Georges Bernier, qui éditent les deux recueils d'articles de Pierre Fournier qui paraissent en 1973 puis en 1975. Stéphane Mazurier, *Bête et méchant*, op. cit., p. 131.

1973 *Le Sauvage* dans une perspective très différente⁷⁸⁸. Il imagine en effet une publication professionnelle, accessible à un large lectorat mais spécifiquement tournée vers la question de la crise écologique et de sa résolution, autrement dit, pour reprendre ses termes, un « Paris-Match de l'écologie »⁷⁸⁹.

Sans se livrer à une analyse intégrale des articles publiés dans *Le Sauvage* d'autant que Mathieu Albouy s'est déjà livré à ce travail⁷⁹⁰, l'étude de la genèse du projet éditorial du journal et de sa réception par les lecteurs permet d'éclairer une autre facette de la construction du militantisme écologiste distincte de la démarche totale et sacrificielle prônée dans *La Gueule Ouverte* jusqu'en 1974.

Lorsqu'Alain Hervé fonde les Amis de la Terre en 1970, il n'a en aucun cas l'intention de s'investir en politique⁷⁹¹. Considérant que les clivages idéologiques sont toujours réducteurs et qu'ils alimentent des divisions artificielles dans la société, il entend faire des Amis de la Terre l'élément fédérateur du combat écologique en s'inspirant de la démarche du Touring Club⁷⁹². En homme de presse, Alain Hervé n'envisage pas de parvenir à cet objectif sans qu'un journal ne puisse relayer les idées et les activités de ce mouvement. C'est pourquoi, près d'un an après la création de l'association, le premier numéro du *Courrier de la Baleine* est publié⁷⁹³. Alain Hervé en a lui-même choisi le titre en hommage au *Moby Dick* d'Herman Melville dont il est un grand admirateur. Il s'agit aussi d'une référence aux luttes environnementales car la baleine tend à cette époque à devenir le symbole d'une merveille de la nature menacée d'extinction par la surpêche et l'inertie de la commission baleinière internationale⁷⁹⁴. Ce titre illustre donc la démarche d'Alain Hervé pour qui l'objet du militantisme doit être consensuel et rassembler un maximum de bonnes volontés autour de lui pour avoir une chance l'emporter.

L'étude des premiers numéros du *Courrier de la Baleine* est intéressante car ils annoncent la démarche reprise par la suite par Alain Hervé dans *Le Sauvage*. A la différence de *La Gueule Ouverte*, le journal entend se tourner vers des lecteurs peu

⁷⁸⁸ Mathieu Albouy, *Le Sauvage (1973-1980). Un mensuel pionnier de la culture écologiste*, mémoire de master en histoire sous la direction de Jean-François Sirinelli, IEP de Paris, 2013.

⁷⁸⁹ Entretien avec Alain Hervé, 5 avril 2010.

⁷⁹⁰ Mathieu Albouy, *Le Sauvage, op. cit.*,

⁷⁹¹ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

⁷⁹² *Ibidem.*

⁷⁹³ *Le Courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971.

⁷⁹⁴ Alain Hervé cite notamment comme source d'inspiration sa rencontre avec Joan McIntyre, auteure de *Mind in the Waters*, New York, Scribner, 1974, pour qui les dauphins et les baleines sont dotés d'une intelligence supérieure mais différente de celle de l'homme : la prise de conscience écologique permettrait enfin de dialoguer avec eux.

familiers des enjeux écologiques. Au fil des numéros, plusieurs intellectuels interpellés chacun à leur manière par la crise écologique publient ainsi leurs réflexions. René Dubos insiste ainsi sur les limites de l'adaptabilité du milieu d'un point de vue biologique⁷⁹⁵ et Paul R. Ehrlich présente ses thèses en faveur du contrôle démographique, seule manière selon lui d'éviter une famine mondiale à moyen terme⁷⁹⁶. Dans le même ordre d'idée, une « lettre ouverte aux habitants d'une planète mourante » détaille les différentes formes de pollution qui menacent l'humanité en soulignant la gravité de la situation⁷⁹⁷. Le ton adopté par les auteurs reste néanmoins plus mesuré que le titre ne le laisserait supposer et ceux-ci ont à cœur de présenter une solution jugée efficace : le militantisme au sein des associations écologistes pour faire pression sur les pouvoirs publics et les pollueurs⁷⁹⁸. L'ordre des priorités défini dans *Le Courrier de la Baleine* diffère donc de celle de *La Gueule Ouverte* car l'écologisme n'est pas avant tout présenté comme un outil de transformation de sa propre conscience – voire de la société – mais, dans une approche plus pragmatique, comme le moyen de résoudre une situation intenable à terme sur le plan environnemental⁷⁹⁹.

Les ambitions des concepteurs du *Courrier de la Baleine* sont donc grandes. Il s'agit de légitimer le militantisme écologique par des données irréfutables tirées d'études scientifiques et les réflexions de grands intellectuels de manière à en faire une cause qui transcende les clivages politiques et sociaux classiques. Pourtant, dès l'origine, les moyens humains et financiers ne sont pas à la hauteur du projet. Sans publicité, élaboré uniquement par des bénévoles et sans l'appui d'un groupe de presse, *Le Courrier de la Baleine* ne parvient pas à conserver une périodicité régulière⁸⁰⁰. Dans l'éditorial du n°3, la rédaction appelle les lecteurs et les groupes écologistes à envoyer leurs propres textes pour qu'ils soient publiés, ce qui revient à reconnaître que les Amis de la Terre n'ont pas à eux seuls les forces nécessaires pour alimenter régulièrement le journal⁸⁰¹. Ils soulignent également que « la « *Baleine* » [ne] pourra trouver son second souffle, le bon » qu'avec la stabilité que procurerait une augmentation du nombre d'abonnements⁸⁰². *Le*

⁷⁹⁵ René Dubos, « Les limites de l'adaptabilité », *Le Courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971, p. 3.

⁷⁹⁶ « La bombe Paul R. Ehrlich », *Le Courrier de la Baleine*, n°2, janvier 1972, pp. 6 sqq.

⁷⁹⁷ Les Amis de la Terre, « Lettre ouverte aux habitants d'une planète mourante », *Le Courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971, pp. 8-9.

⁷⁹⁸ *Ibidem*.

⁷⁹⁹ « Ne gémissiez pas, agissez », *Le Courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971, p. 11.

⁸⁰⁰ Le premier numéro paraît en juillet 1971, le deuxième en janvier suivant et le numéro 3 en septembre 1972.

⁸⁰¹ « Editorial », *Le Courrier de la Baleine*, n°3, septembre 1972, p. 2.

⁸⁰² *Ibidem*.

Courrier de la Baleine entre donc dans une phase chaotique où sa raison d'être semble peu évidente. A l'évidence, il ne saurait être le journal à forte diffusion dont rêve Alain Hervé mais il n'est pas non plus un bulletin de liaison interne aux Amis de la Terre, l'association étant encore trop jeune et insuffisamment développée pour nécessiter un organe de presse de ce type.

A bien des égards, la création du *Sauvage* tire les enseignements de l'échec du *Courrier de la Baleine* ; sans l'appui d'un groupe de presse solide, les Amis de la Terre ne peuvent espérer produire une publication suffisamment professionnelle pour séduire un large lectorat et entraîner un vaste mouvement d'opinion.

Dès 1971, Alain Hervé entre en contact avec Claude Perdriel, propriétaire du *Nouvel Observateur*, qui envisage de faire paraître un journal spécifiquement dédié à la défense de l'environnement et à l'écologie⁸⁰³. Le patron de presse considère en effet que le *Nouvel Observateur* a acquis au fil des années une image bourgeoise et réformiste qui risque de l'éloigner d'un lectorat plus jeune et radicalisé par Mai 68. A ses yeux, la vogue de l'écologie pourrait permettre de capter cette nouvelle cible⁸⁰⁴. De l'aveu d'Alain Hervé, les négociations sont délicates car Claude Perdriel refuse que la future publication prenne des positions antinucléaires. En tant que polytechnicien, celui-ci fait confiance à la technique et au savoir-faire des ingénieurs pour régler les problèmes éventuels de sécurité des centrales ; en tant que patron de presse, il ne peut se permettre de froisser EDF qui est à l'époque un annonceur très influent⁸⁰⁵. Ces difficultés expliquent que les négociations traînent durant de nombreux mois.

C'est en 1972 que les événements s'accroissent et conduisent à la création du *Sauvage*. Peu de temps après l'arrivée de Brice Lalonde aux Amis de la Terre en 1972, Alain Hervé lui cède avec soulagement le poste de président pour revenir au journalisme à plein temps⁸⁰⁶. Or, l'environnement est alors un sujet particulièrement à la mode au moment où le Club de Rome invite à réfléchir aux limites de la croissance et qu'à Stockholm, les diplomates du monde entier se penchent sur les problèmes posés par la pollution, le développement et la croissance démographique⁸⁰⁷. Aux yeux de Claude Perdriel, le moment est venu de tester la viabilité d'un titre uniquement tourné vers l'écologie. Alain

⁸⁰³ Mathieu Albouy, *Le Sauvage*, op. cit., p. 25.

⁸⁰⁴ *Ibidem*.

⁸⁰⁵ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

⁸⁰⁶ *Ibidem*.

⁸⁰⁷ Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, p. 141.

Hervé entre donc au *Nouvel Observateur* et intègre le service « Notre époque » pour lui permettre de faire ses preuves en tant que journaliste et, en juin 1972, au moment de la conférence de Stockholm, il est chargé de diriger un numéro spécial du *Nouvel Observateur* intitulé « La dernière chance de la Terre »⁸⁰⁸.

Dans l'éditorial, Alain Hervé développe une analyse de la crise écologique inspirée par l'écologisme américain et par son ami Edward Goldsmith, écologiste et homme de presse anglais, mettant en garde à la fois contre la pollution, la dislocation du tissu social et l'écrasement des sociétés tribales⁸⁰⁹. Il en conclut que les hommes disposent d'une dizaine d'années pour changer les choses et éviter la catastrophe. Pour capter un lectorat appartenant aux classes moyennes diplômées, les articles sont écrits par des intellectuels reconnus comme Théodore Monod ou encore Edgar Morin, qui réfléchissent à la signification anthropologique de cette crise et à ce que pourrait signifier une conscience écologique à venir⁸¹⁰. Ce ballon d'essai est un succès commercial incontestable puisqu'il s'écoule à 200 000 exemplaires⁸¹¹.

Près d'un an après le numéro spécial consacré à la « dernière chance de la Terre », *Le Sauvage* paraît sous la forme d'un bimestriel⁸¹². Alain Hervé se défend d'avoir voulu défendre avec ce titre une quelconque position philosophique en faveur du retour à la nature. C'est plus prosaïquement l'un des collaborateurs du journal qui en aurait eu l'idée un matin en se brossant les dents avec un dentifrice qui portait justement ce nom⁸¹³. Néanmoins, d'un point de vue culturel, ce titre témoigne d'une volonté d'opposer l'écologie à l'artificiel, à la routine et à une forme de vie urbaine. Les premiers collaborateurs du *Sauvage* viennent bien souvent du *Nouvel Observateur* ou ont été proposés par Philippe Viannay, membre du conseil d'administration du journal et soutien constant d'Alain Hervé⁸¹⁴.

Ainsi, de manière plus ou moins volontaire, Alain Hervé associe l'écologie à la gauche non-communiste dont *Le Nouvel Observateur* est l'un des piliers⁸¹⁵. Dans un premier temps, les ventes du *Sauvage* sont relativement satisfaisantes avec un tirage frôlant les

⁸⁰⁸ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

⁸⁰⁹ Pour une synthèse des positions d'Edward Goldsmith à cette époque, cf. « Terminus, Mesdames et Messieurs, tout le monde descend », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, pp. 16 *sqq.*

⁸¹⁰ Mathieu Albouy, *Le Sauvage*, *op. cit.*, p. 31.

⁸¹¹ A titre de comparaison, en 1974, le tirage moyen du *Nouvel Observateur* s'élève à 350 000 exemplaires. Cf. Laurent Martin, *La presse écrite en France au XXe siècle*, Paris, Le Livre de Poche, 2005, p. 154.

⁸¹² *Le Sauvage*, n°1, avril-juin 1973.

⁸¹³ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

⁸¹⁴ Mathieu Albouy, *Le Sauvage*, *op. cit.*, p. 44.

⁸¹⁵ *Ibid.*, pp. 63 *sqq.*

50 000 exemplaires⁸¹⁶ : Alain Hervé dispose donc enfin de l'outil journalistique qu'il avait tenté de mettre en place sans succès avec *Le Courrier de la Baleine*.

Bien qu'il dépende d'un grand groupe de presse, *Le Sauvage* n'en bénéficie pas moins d'une large autonomie interne qui lui permet de fonctionner en constante interaction avec les groupes écologistes sur le terrain et en particulier avec les Amis de la Terre de Paris, pour lequel il fait office de laboratoire d'idée. De fait, bien qu'il ne soit plus président de l'association, Alain Hervé reste membre du groupe de Paris et il engage bientôt Brice Lalonde comme correcteur puis comme auteur qui signe dans un premier temps ses articles sous le pseudonyme d'Olivier Forbes⁸¹⁷. Tous deux se lient rapidement avec un journaliste du *Nouvel Observateur* dont la formation marxiste ne prédisposait pas *a priori* à prêter une oreille bienveillante à l'écologisme mais qui se révèle comme l'un de ses théoriciens majeurs : Michel Bosquet, connu comme philosophe sous le nom d'André Gorz.

Celui-ci, coutumier des changements d'identité, est né Gerhart Hirsch à Vienne en 1923 avant devenir Gerhart Horst en 1930⁸¹⁸. Ingénieur chimiste de formation, il rencontre Jean-Paul Sartre après la Seconde Guerre mondiale et s'installe à Paris où il commence une carrière de journaliste dans les années cinquante. C'est à cette période qu'il fait paraître ses premiers ouvrages de philosophie : sous le nom d'André Gorz, il s'efforce de mêler marxisme et existentialisme. Faisant de l'autonomie de l'individu une valeur essentielle, marqué par Mai 68 et réticent à l'égard de la démarche des gauchistes politiques, André Gorz s'éloigne peu à peu de l'existentialisme pour découvrir les perspectives politiques nouvelles ouvertes par l'écologie⁸¹⁹. Alain Hervé se souvient qu'avec Brice Lalonde et Michel Bosquet, ils avaient des « discussions épatantes » sur l'écologie qui se terminaient souvent tard dans la nuit⁸²⁰. Au sein du *Sauvage*, auquel il collabore régulièrement⁸²¹, Michel Bosquet réfléchit plus particulièrement aux liens que l'écologie entretient avec le socialisme et c'est également l'un des principaux diffuseurs

⁸¹⁶ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

⁸¹⁷ *Ibidem*.

⁸¹⁸ Rémy Rieffel, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la Ve République (1958-1990)*, Paris, Calmann-Lévy, 1994, p. 145.

⁸¹⁹ Alain Hervé, « Michel Bosquet/André Gorz », *Le Sauvage.org*, <http://www.lesauvage.org/2010/04/michel-bosquet/>, 16 avril 2010.

⁸²⁰ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

⁸²¹ En 1978, il fait paraître *Ecologie et Politique* (Paris, Seuil, 1978), recueil de ses principaux articles parus dans le journal.

de la pensée d'Ivan Illich en France⁸²², contribuant ainsi à enrichir le corpus idéologique de l'écologisme français en général et des Amis de la Terre en particulier.

De fait, la réflexion de Brice Lalonde, l'un des principaux animateurs des Amis de la Terre dans les années soixante-dix, doit beaucoup au *Sauvage* dont les dossiers spéciaux permettent de mobiliser les réflexions de personnalités diverses sur un sujet donné. Dans *Sur la vague verte*, Brice Lalonde se souvient que l'association envisageait à ses débuts de s'investir plus particulièrement sur la contestation de l'automobile, considérant qu'elle détermine l'usage des transports, l'organisation de la ville, de l'habitat, qu'elle a un impact majeur sur la santé et l'industrie⁸²³. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si *Le Sauvage* consacre en septembre 1973 un numéro spécial à l'automobile⁸²⁴. On y trouve par exemple un article de Jean-Pierre Sargent intitulé « Qui saborde les transports en commun ? » qui donne de nombreux chiffres qui sont reproduits tels quels dans les documents de la campagne présidentielle de René Dumont en 1974⁸²⁵.

Si *Le Sauvage* est un outil particulièrement utile aux Amis de la Terre pour collecter des informations, affiner leur expertise et diffuser leurs positions, il n'en reste pas moins que l'objectif éditorial du journal est avant tout de convertir le plus grand nombre à une approche écologiste de la société⁸²⁶. Au contraire de *La Gueule Ouverte*, qui insiste sur le caractère intense et dans une certaine mesure exceptionnel du militantisme écologiste, *Le Sauvage* veut en montrer le caractère certes nécessaire et politique mais ouvert à tous⁸²⁷.

Au vu des lettres reproduites dans le courrier des lecteurs, cette démarche est loin de faire l'unanimité. Ainsi Georges Masson dénonce la présence de publicités dans le magazine, craignant que *Le Sauvage* ne devienne un support commercial agréé de « quelques articles très intellectuels pour petit-bourgeois et technocrates se sentant vaguement concernés »⁸²⁸. De même, aux yeux de Michèle Paul, il existe une contradiction fondamentale entre l'idéologie du journal et les moyens utilisés : la publicité qui en est fait dans *Le Nouvel Observateur*, la présentation et jusqu'à la qualité

⁸²² Ivan Illich, « Les berceuses de l'écologie », *Le Sauvage*, n°6, septembre-octobre 1973, p. 32.

⁸²³ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 145.

⁸²⁴ *Le Sauvage*, n°6, septembre-octobre 1973.

⁸²⁵ Jean-Pierre Sargent, « Qui saborde les transports en commun ? », *Le Sauvage*, n°6, septembre-octobre 1973, p. 24.

⁸²⁶ Le Sauvage [Alain Hervé en est en fait l'auteur], « Les trente dernières années de la terre », *Le Sauvage*, n°1, avril-mai 1973, p. 6.

⁸²⁷ *Ibidem*.

⁸²⁸ Georges Masson « Non à la pub », *Le Sauvage*, n°2, mai-juin 1973, p. 6.

du papier lui paraissent « très « bourgeois » [...] et incompatible avec l'écologie »⁸²⁹. Sans que l'on puisse déterminer leur représentativité, ces lettres n'en traduisent pas moins la cristallisation de perceptions du militantisme écologiste distinctes et difficilement conciliables. Pour ces lecteurs, la démarche d'ouverture consubstantielle au projet éditorial du *Sauvage* impliquerait la compromission avec la société telle qu'elle est au détriment de l'alternative telle qu'elle devrait être.

A l'inverse, d'autres lecteurs accusent le journal de politiser l'écologie en l'associant à toute force au socialisme alors que l'environnement devrait de se situer hors de ces considérations qui n'entraîneraient que la division⁸³⁰. Le journal apparaîtrait alors une entreprise de récupération et non de décrispation alors même que, sur le diagnostic de la crise écologique, les positions du *Sauvage* ne sont pas si éloignées de celles de *La Gueule Ouverte*.

Le Sauvage a donc pour ambition d'ouvrir les lecteurs du *Nouvel Observateur*, appartenant en majorité à la gauche non communiste, à une autre réalité, en leur faisant prendre conscience de la gravité de la crise écologique et de la nécessité d'agir pour la résoudre. Par cette démarche, le journal fondé par Alain Hervé est révélateur de la variété des usages militants possibles pour un journal. En effet, cette publication est dès son origine étroitement liée aux Amis de la Terre, en particulier à sa branche parisienne, pour laquelle elle fait en partie office de laboratoire d'idée. Par ailleurs, derrière la volonté de s'adresser au plus grand nombre se trouve l'idée que la résolution de la crise écologique ne pourra passer que par la conversion de la majorité de la population à des thèses à l'époque encore marginales. Cette tentative illustre ainsi jusque dans ses ambiguïtés la pluralité de l'écologisme émergent qu'on ne saurait donc confiner dans la seule marginalité militante.

L'étude successive de *Survivre...et Vivre*, de *La Gueule Ouverte* et du *Sauvage* est riche d'enseignement sur l'émergence et la structuration de l'écologisme au début des années soixante-dix. Il s'avère ainsi que cette presse militante ne peut être totalement isolée de la presse tournée vers le grand public – même si celle-ci est souvent accusée par

⁸²⁹ Michèle Paul, « Vous faites « bourgeois » », *Le Sauvage*, n°2, mai-juin 1973, p. 6.

⁸³⁰ Alain D., « Le socialisme en question », *Le Sauvage*, n°7, novembre 1973, p. 7.

celle-là de traiter superficiellement les enjeux environnementaux. *Le Sauvage* n'aurait jamais pu exister sans *Le Nouvel Observateur* et *La Gueule Ouverte* serait restée un vœu pieux de Pierre Fournier sans l'appui des éditions du Square. Ce constat démontre qu'en dépit de la radicalité de la ligne des trois publications, qui évoquent régulièrement l'éventualité d'une fin prochaine de l'humanité, l'écologisme ne peut être analysé sans prendre en compte les évolutions globales de la société face auxquelles il réagit et se positionne en permanence, ne serait-ce qu'implicitement.

Par ailleurs, dans une période où les groupes militants sont encore peu nombreux et souvent peu organisés, cette presse, par les informations qu'elle répercute et les actions qu'elle impulse, joue un rôle essentiel dans la construction de réseaux et la définition de ce que doit être un militant écologiste. L'étude de l'organisation interne de ces groupes et de leur définition du militantisme permet de pallier en partie la rareté relative des sources évoquant précisément le fonctionnement des premiers groupes écologistes du début des années soixante-dix.

Deux grandes approches paraissent émerger : *Survivre...et Vivre* et *La Gueule Ouverte* font de l'écologie la matrice d'une transformation existentielle de la société, qui implique un militantisme particulièrement intense au risque, clairement assumé, de la marginalisation. A partir d'un constat similaire quant à la gravité de la crise écologique, *Le Sauvage* promeut quant à lui une mobilisation militante plus large, tournée vers l'efficacité dans l'action. Au-delà de la diffusion de l'information, la presse militante joue au début des années soixante-dix un rôle essentiel dans la structuration de l'écologisme comme un champ spécifique où des propositions distinctes sont en compétition pour être reconnue comme prédominante.

En s'efforçant d'approcher la réalité du militantisme écologiste par l'image qui en est donnée dans la presse, on s'expose cependant à des biais qu'il est impossible de négliger. En effet, dans cette perspective, seuls sont retenus les groupes qui publient un journal et en font leur activité principale, ce qui implique un rapport privilégié à l'écrit dans la pratique militante. Dès lors, en dépit des obstacles méthodologiques et archivistiques, il faut s'efforcer de mieux connaître les premiers groupes écologistes du début des années soixante-dix.

2. Un archipel de groupes écologistes

Dès les années soixante, certains intellectuels participent à l'émergence de l'écologisme en proposant une profonde révision dans le rapport de l'homme à la nature pour changer la société⁸³¹. Tout en produisant des résultats appréciables, cet axe de recherche a également conduit à négliger l'étude des militants qui structurent le champ de l'écologisme naissant. Pourtant, par leurs pratiques et parfois leurs coups d'éclats, les groupes, associations, comités et collectifs divers contribuent de manière fondamentale à l'approfondissement du tournant environnemental dès le début des années soixante-dix.

Dès cette époque, la sociologie s'est intéressée aux groupes écologistes en s'interrogeant sur la signification profonde et les potentialités révolutionnaires de ce mouvement. Le sociologue Alain Touraine envisage ainsi que l'écologie et la lutte antinucléaire constituent la principale manifestation d'un mouvement social appelé à succéder au mouvement ouvrier comme principale force de transformation de la société⁸³². Plus largement, l'écologie est alors souvent assimilée à un « nouveau mouvement social » porté par les classes moyennes, porteuse des valeurs d'aspiration à l'autonomie, d'épanouissement de l'individu, d'approfondissement de la démocratie, bref faisant figure de nouvel acteur collectif de la transformation sociale à venir⁸³³.

En surdéterminant l'analyse des groupes écologiques, ces paradigmes sociologiques en ont finalement obscurci la compréhension⁸³⁴. Pour l'heure, nous faisons donc le choix de laisser de côté la question de la contribution de l'écologisme aux transformations de la vie en société pour chercher, plus modestement, à quantifier le phénomène et comprendre les relations qui s'établissent entre les premiers groupes écologistes. Comment se forme un groupe ? Pourquoi certains militants s'affirment d'emblée comme écologistes alors que d'autres, partageant pourtant les mêmes idées, rejoignent les associations de protection de la nature ? Qu'est-ce qui détermine les collaborations ou, au contraire, les

⁸³¹ Citons les travaux de Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999 ou encore de Sébastien Morillon, *Jacques Ellul et Bernard Charbonneau : une pensée commune au fil du siècle (1910-1996)*, thèse en cours sous la direction de Laurent Vidal, université de La Rochelle.

⁸³² Alain Touraine (avec Zsuzsa Hegedus, François Dubet, Michel Wieviorka), *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980, pp. 11 *sqq.*

⁸³³ Marie-Hélène Bacqué, Stéphanie Vermeersch, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2007, pp. 15 *sqq.*

⁸³⁴ Frédéric Agostini, René-Pierre Chilbret, Jean-Louis Fabiani, Bruno Maresca, *La dynamique du mouvement associatif dans le secteur de l'environnement. Etat de la question et monographies régionales*, 3 vol., Paris, CREDOC, 1995, pp. 3-4.

oppositions dans ce milieu relativement restreint ? C'est donc une radiographie de la constitution du champ de l'écologisme à laquelle nous devons nous livrer maintenant.

Durant cette période plus qu'à tout autre moment durant les années soixante-dix, aucun groupe ne peut prétendre détenir un monopole sur l'écologisme. Il s'agit généralement d'associations de taille modeste, à la durée de vie souvent incertaine, dont le rayon d'action reste essentiellement local voire régional. La carte de France de l'écologisme s'apparente donc à un archipel : des pôles en voie de structuration comme Paris ou l'Alsace voisinent avec des régions qui font figure de véritables *terra incognita* de l'écologie. C'est de l'effervescence souvent obscure de ces groupes éparpillés sur l'ensemble du territoire métropolitain que nous allons maintenant nous efforcer de rendre compte.

Dans un premier temps, nous tenterons d'évaluer l'ampleur du phénomène qui s'insère plus largement dans un renouveau du fait associatif observable durant l'ensemble des années 68. Par la suite, nous nous intéresserons aux logiques de constitution des groupes écologistes.

a. Qu'est-ce qu'un groupe écologique ?

L'apparition en France au début des années soixante-dix des premiers « groupes écologiques » est saluée par la presse spécialisée qui y voit une étape décisive dans l'avènement d'une nouvelle société⁸³⁵. Leur émergence s'opère dans le contexte d'un relatif renouveau associatif durant les années 68 où l'on constate une augmentation rapide du nombre de créations d'associations, qui passent de 20 000 déclarations par an dans les années soixante à 30 000 au cours de la décennie suivante⁸³⁶. Cependant, le nombre de Français de plus de 15 ans appartenant à une association n'augmente pas dans de telles proportions passant de 28 % en 1973 à 32 % en 1981⁸³⁷. Le renouveau associatif consiste donc pour une large part en une hausse du taux de multi-appartenance, c'est-à-dire des personnes adhérant et participant aux activités de plusieurs groupes en même temps.

⁸³⁵ Roland, « Servez-vous ! », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973, p. 39 ou encore Dominique Pons, « A quelle porte frapper », *Le Sauvage*, n°8, décembre 1973, p. 52.

⁸³⁶ Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin (1958-1970)*, Paris, Fayard, 2002, p. 27.

⁸³⁷ Frédéric Agostini et alii, *La dynamique du mouvement associatif*, *op. cit.*, p. 24.

Dans ce contexte, s'efforcer de déterminer le nombre d'associations écologistes dans la première moitié des années soixante-dix n'est pas chose aisée mais permet, du fait même des difficultés méthodologiques, de préciser la manière dont les groupes et les réseaux se structurent durant cette période.

Au-delà des slogans et des estimations aventureuses, il est difficile d'obtenir des chiffres précis ou une courbe statistiquement argumentée concernant l'évolution du nombre d'associations de protection de la nature, *a fortiori* de les classer en catégories en fonction de leur orientation. En avril 1973, *Le Sauvage* avance le chiffre de 1 500 associations qui, sous une forme ou une autre, s'investiraient dans les domaines de la protection de la nature ou de l'écologie⁸³⁸. En décembre 1973, elles seraient 2 000 selon un article de Dominique Pons paru dans cette même revue, qui annonce que 50 demandes de déclaration sont déposées en préfecture chaque jour⁸³⁹. A raison de 30 000 déclarations chaque année en moyenne, cela impliquerait que plus d'un tiers d'entre elles – environ 12 500 – concerneraient la protection de la nature et de l'environnement, ce qui semble excessif⁸⁴⁰. En effet, en 1976, les Renseignements généraux considèrent que leur nombre se situerait entre 15 000 et 20 000⁸⁴¹.

Une telle disproportion suggère qu'il est ardu d'obtenir des statistiques fiables dans ce domaine ; de fait, de nombreux problèmes se posent lorsque l'on veut recenser les associations et leurs adhérents. La première difficulté vient du fait que les groupes n'optent pas pour la déclaration en préfecture et certains préfèrent rester des groupements de fait, échappant alors aux statistiques de l'administration. Ainsi, un article très détaillé paru dans *La Gueule Ouverte* conseille de ne pas former une association à statut lorsque l'on monte un groupe parce que cela prend du temps et implique un travail administratif alors qu'il est préférable de se lancer immédiatement dans l'action⁸⁴². De fait, le refus de se déclarer en préfecture n'est pas un phénomène marginal : le CSFR, principal comité animant la lutte antinucléaire en Alsace, ne s'est pas doté de statut du type loi 1901⁸⁴³, pas plus que le CRILAN fondé par Didier Anger pour lutter contre la construction de la

⁸³⁸ [Anonyme], « Où militer ? », *Le Sauvage*, n°1, avril-mai 1973, p. 55.

⁸³⁹ Dominique Pons, « A quelle porte frapper », *Le Sauvage*, n°8, décembre 1973, p. 52.

⁸⁴⁰ Le chiffre de 30 000 déclarations est tiré de Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République*, *op. cit.*, p. 27. En considérant qu'il y a environ 250 jours ouvrés dans une année civile, on obtient 12 500 associations relatives à la protection de la nature et de l'environnement qui apparaîtraient chaque année.

⁸⁴¹ CARAN. 5 AG 3. 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*, décembre 1976, p. 5.

⁸⁴² Roland, « Servez-vous ! », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973, p. 41.

⁸⁴³ [Anonyme], « Qu'est-ce que le CSFR ? », *Ionix*, octobre 1971, p. 1.

centrale de Flamanville (Manche)⁸⁴⁴. Dans ces deux cas, cette volonté de maintenir une structure informelle témoigne d'un refus d'institutionnaliser la lutte, de privilégier l'organisation au détriment de l'action sur le terrain, auquel s'ajoute une certaine défiance à l'égard des pouvoirs publics⁸⁴⁵.

Au-delà même de la question de la déclaration en préfecture, il est toujours difficile de déterminer le positionnement d'une association lorsque l'on n'a à sa disposition que son nom et son objet. A première vue, l'Association belfortaine de protection de la nature (ABPN) semble étrangère au militantisme écologiste qui se constitue plus volontiers en « comité » et qui met davantage en avant l'« environnement » et l'« écologie » que la « nature ». Si l'on ajoute que son objet est d'œuvrer à la « restauration de la nature et de l'environnement urbain et rural du Territoire de Belfort »⁸⁴⁶, il serait tentant de ranger l'ABPN parmi les naturalistes réticents à tout engagement politique. Ce serait pourtant une erreur car l'association participe pleinement à la construction de l'écologie politique, soutenant la campagne de René Dumont puis le Mouvement écologique⁸⁴⁷ et s'engageant fortement contre l'installation des missiles Plutons à Belfort et pour le Larzac, ce qui vaut à ce groupe d'être considéré comme gauchiste par les Renseignements Généraux⁸⁴⁸.

La difficulté à déterminer le positionnement d'une association à partir de son seul nom suggère également une fluidité dans les orientations d'un groupe qui, tout en étant tourné vers la protection de la nature et de l'environnement, peut s'engager ponctuellement ou plus durablement en faveur de l'écologisme. Ainsi, en 1970, les différentes associations de protection de la nature du Nord créent une structure fédérative appelée Nord Nature pour constituer un groupe de pression plus efficace face aux pouvoirs publics⁸⁴⁹. Par souci de crédibilité scientifique et conserver de bonnes relations avec l'administration, cette fédération n'entend pas prendre part au débat politique⁸⁵⁰. Elle décide pourtant de soutenir la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974⁸⁵¹. L'exemple

⁸⁴⁴ Didier Anger, *Chronique d'une lutte. Le combat anti-nucléaire à Flamanville et dans La Hague*, s.l., Jean Claude Simoën, 1978, p. 45.

⁸⁴⁵ *Ibidem*.

⁸⁴⁶ Alain Jaubert, Jean-Claude Salomon, Ian Segal, Nathalie Weil, *Guide de la France des luttes*, Paris Stock, 1974, p. 154.

⁸⁴⁷ René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Pauvert, 1974, p. 33.

⁸⁴⁸ CARAN. Fonds VGE. 5 AG 3. 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*. Décembre 1976, p. 112.

⁸⁴⁹ Emile Vivier, « Ensemble pour la Nature. Naissance et développement de Nord Nature », http://www.nord-nature.org/la_federation/30ah/histoire_naissance.htm, consulté le 19/09/2011.

⁸⁵⁰ *Ibidem*.

⁸⁵¹ René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Pauvert, 1974, p. 33.

de l'écologisme alsacien démontre lui aussi la difficulté à déterminer *a priori* une frontière claire entre environnementalistes et écologistes, donc à dénombrer les uns et les autres.

Enfin, la structure de ces organisations pose une dernière difficulté ; il n'est en effet pas rare qu'elle soit très morcelée du fait d'inimitiés personnelles, d'orientations politiques ou d'objectifs stratégiques divergents. Ainsi, à Naussac, petite commune de Lozère dont l'Etat prévoit le déplacement pour construire un barrage, pas moins de trois comités distincts sont impliqués dans la contestation de ce projet⁸⁵². De même, Droit du piéton, qui s'oppose à l'abus de la voiture individuelle dans les villes, est en fait composé de 71 associations locales⁸⁵³.

En raison de ces estimations peu fiables et de ces sources administratives difficiles à manier, toute estimation du nombre de groupes écologistes, définis comme ceux qui sont engagés, même de manière ponctuelle, dans une démarche écologiste, ne peut constituer qu'une tendance.

Pour ce faire, nous avons recensé systématiquement toutes les associations mentionnées au sein d'un large échantillon de la presse écologiste (à savoir *Le Sauvage*, *La Gueule Ouverte*, *Le Bulletin de l'APRE* et *Survivre*) ; nous avons considéré que prendre l'initiative de faire passer un message dans un de ces organes de presse pour appeler à la mobilisation ou dresser le compte-rendu d'une manifestation indique une relative proximité idéologique avec la ligne éditoriale défendue par le journal en question. Cette méthode a également l'avantage de ne recenser que les associations qui ont eu une période d'activité réelle (même si celle-ci peut être brève), aucune source ne permettant avec certitude de savoir à quel moment un groupe est mis en sommeil. De cette manière, on obtient une liste de 210 associations apparues avant le début de la campagne de René Dumont (en avril 1974) et actives entre 1970 et 1974.

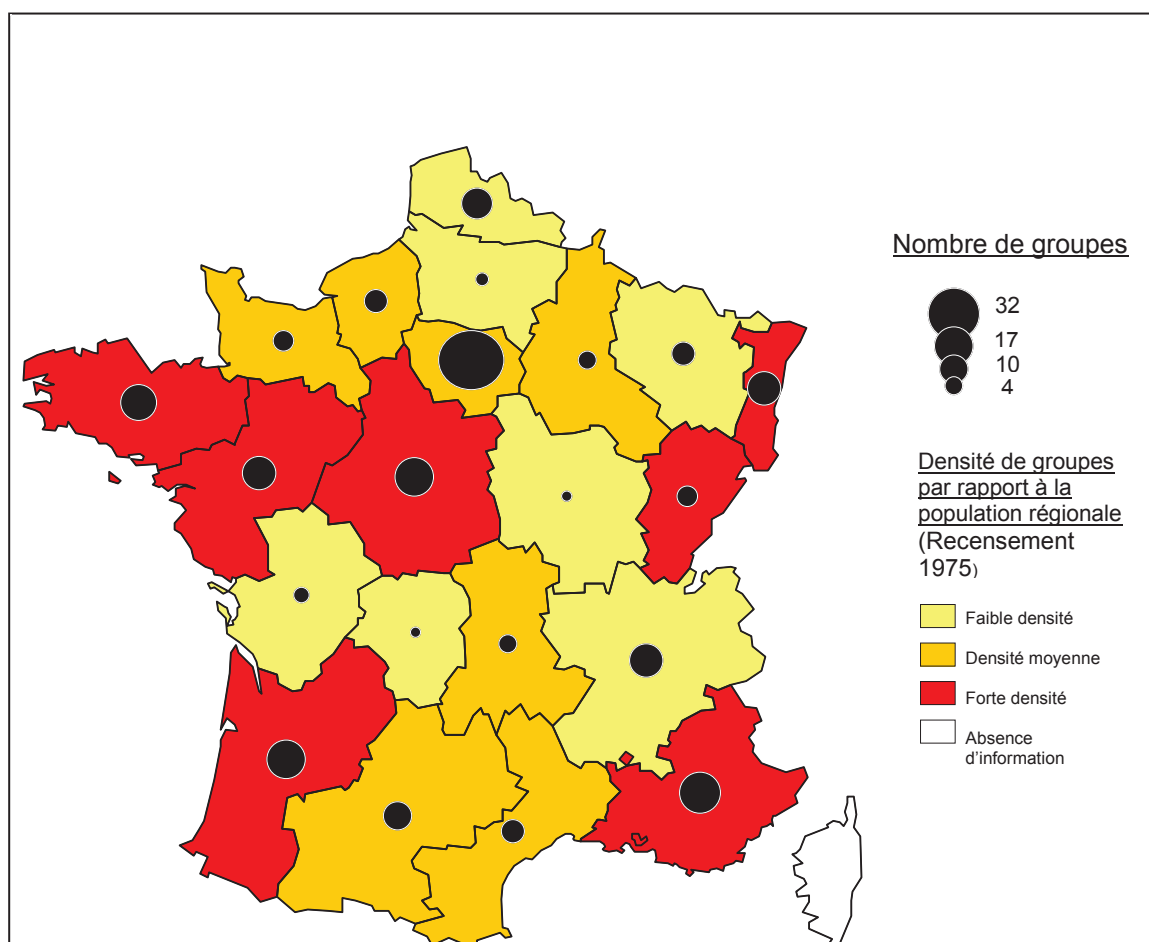
La carte suivante représente le nombre de groupes pour une région administrative donnée, figurés par des ronds noirs dont la circonférence est proportionnelle au nombre de groupes. Les figurés de surface illustre l'inégale densité des groupes par rapport à la

⁸⁵² Arthur, « Naussac, Lozère : comment achever la nature pour mieux la défendre », *La Gueule Ouverte*, n°2, décembre 1972, p. 41.

⁸⁵³ Dominique Pons, « A quelle porte frapper », *Le Sauvage*, n°8, décembre 1973, p. 52.

population régionale⁸⁵⁴. Ces deux indicateurs combinés permettent d'avoir une vision plus équilibrée de la répartition des groupes écologistes sur le territoire. Nous avons choisi de ne pas réaliser une carte s'appuyant sur les limites départementales en raison du nombre relativement faible de groupes durant cette période ; il n'existe pas de groupes écologiques dans l'ensemble des départements français (c'est le cas dans 27 d'entre eux) : dans ces conditions, la simple existence d'une seule association dans un département (24 sont dans cette situation) aurait été survalorisée sur la carte, ce qui aurait pu en fausser la lecture.

Figure 6. Carte des groupes écologistes actifs en France métropolitaine (1970-1974)



En tout état de cause, cette carte illustre l'inégale répartition des groupes écologistes sur le territoire français. Certaines régions font ainsi figure de véritables déserts

⁸⁵⁴ Nous avons utilisé pour cela le recensement réalisé en 1975 et disponible sur le site de l'Insee, <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=historique-resultats-statistiques.htm>, consulté le 21/08/13.

écologistes : ce sont essentiellement des zones rurales, où l'industrie est souvent concentrée sur certains espaces relativement délimités et dont les chefs-lieux ont une taille modeste. Le Limousin, la Bourgogne, la Picardie et la région Poitou-Charentes sont dans cette situation. On pourra y adjoindre l'Auvergne, la Franche-Comté et la Champagne-Ardenne où le nombre de groupes est à peine plus important.

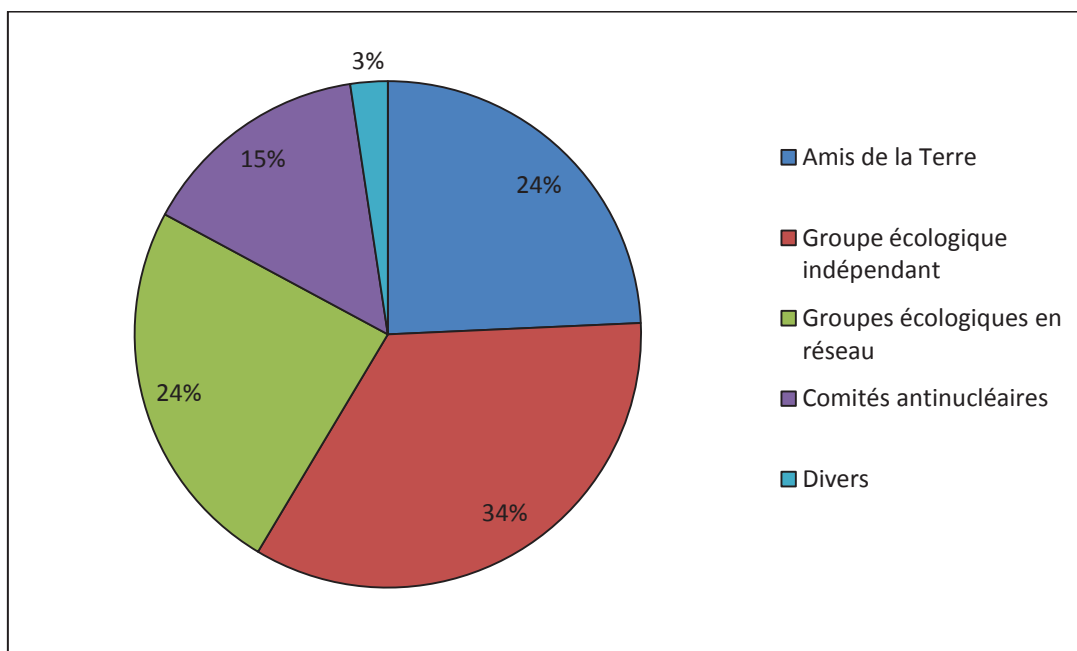
Bien que caractérisées par une faible densité de groupes, les régions Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais et Lorraine présentent une configuration différente. Si en valeur absolue le nombre d'organisations y est plus élevé que dans les cas précédent (entre 6 pour la Lorraine et 13 pour Rhône-Alpes), la densité de la population régionale (plus de 2 millions d'habitants à chaque fois) tend à minorer leur importance. Il s'agit de régions dotées de pôles urbains de premier ordre, fortement urbanisées et dans lesquels les groupes écologistes peuvent faire preuve d'une forte activité dans certaines zones tout étant absents par ailleurs.

Le nombre de groupes écologistes en Haute et en Basse-Normandie, en Midi-Pyrénées et dans le Languedoc-Roussillon se situent dans la moyenne nationale pour cette période, ce qui s'explique bien souvent par la présence d'une ville universitaire active, écosystème propice à la création d'associations de ce type.

Enfin, un dernier ensemble concerne les régions où le nombre de groupes est important, tant en chiffre absolu que rapporté à la population régionale. Plusieurs facteurs concourent à cette situation comme nous le verrons par la suite en nous interrogeant plus précisément sur l'Ile-de-France et l'Alsace.

Figure 7. Typologie des groupes écologistes apparus avant avril 1974⁸⁵⁵

⁸⁵⁵ Base de données des groupes écologistes.



Ce graphique en secteur permet d'esquisser une typologie des groupes écologistes en France durant la période qui précède la candidature de René Dumont. On peut ainsi observer que les comités antinucléaires y sont minoritaires par rapport aux groupes généralistes dont l'organisation paraît très éclatée. En effet, 34 % des groupes sont des associations ponctuelles formées en toute indépendance et ne s'insérant pas dans un réseau hiérarchisé d'organisations. De telles configurations existent, comme Pollution-non dont les groupes sont très actifs en région Centre⁸⁵⁶, mais ne concernent alors qu'un nombre limité d'associations à chaque fois. Dans ce cadre, les Amis de la Terre constituent une exception puisque ce label ne recouvre pas moins de 51 groupes. Néanmoins, comme le montre ce graphique, les Amis de la Terre sont alors loin d'être dans une position hégémonique.

Grâce au recensement systématique des groupes mentionnés dans la presse écologiste de l'époque, il est ainsi possible de réaliser une première étude quantitative des groupes écologistes, et ce en dépit des difficultés méthodologiques. En effet, nous avons ainsi figuré la territorialisation d'un ensemble d'organisations qui, sans constituer un réseau structuré, considèrent néanmoins qu'elles partagent des objectifs convergents pouvant se prêter à des collaborations plus ou moins durables.

⁸⁵⁶ Entretien avec Jean-Luc Burgunder. 16 décembre 2011.

Cette analyse ne peut cependant constituer qu'une première étape dans l'exploration de l'écologisme émergent. Seule une recherche plus qualitative des modes de sociabilité, des pratiques et des discours tenus par ces groupes peut permettre de donner un aperçu plus précis de ce que recouvre alors l'écologisme.

b. Voyage au cœur d'une nébuleuse

L'analyse statistique des deux cents dix groupes écologistes recensés pour la période 1970-1974 peut conduire à une perception erronée de ce que représente l'écologisme à cette période. En effet, le caractère apparemment objectif et rationnel de cette approche pourrait faire apparaître l'écologisme comme un phénomène stable, clairement défini, inscrit dans le fonctionnement quotidien de groupes où les militants partagent des références convergentes sinon identiques.

Pour éviter ce travers qui guette l'analyse de l'ensemble des mouvements sociaux, Lilian Mathieu insiste sur la nécessité de s'intéresser aux univers sociaux au sein desquels les savoirs et les savoir-faire militants sont façonnés et activés dans le cadre d'une pratique militante⁸⁵⁷. Il propose donc de recourir à la notion d' « espace des mouvements sociaux »⁸⁵⁸, qui désigne l'univers de pratique et de sens à l'intérieur duquel les mouvements sont unis par des relations d'interdépendances qui vont de la coopération à l'alliance jusqu'à la rivalité et au conflit. Selon Lilian Mathieu, cette notion doit permettre d'envisager l'action protestataire comme une action historique et socialement située.

Une telle approche est particulièrement précieuse pour l'étude des groupes écologistes au début des années soixante-dix. En s'appuyant sur les diverses évocations du fonctionnement des groupes, il est ainsi possible d'aller plus loin dans l'analyse pour rendre compte de la diversité et de l'évanescence de l'écologisme durant cette période.

Ranger l'ensemble des groupes étudiés derrière un vocable commun ne doit pas occulter la grande diversité de leurs orientations et de leurs pratiques. Il est ainsi possible d'identifier trois profils d'associations, qui apparaissent selon des chronologies spécifiques, porteuses de préoccupations différentes mais convergentes.

⁸⁵⁷ Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 2002/1, vol. 52, p. 95.

⁸⁵⁸ *Ibidem*.

La première vague d'organisations apparaît très tôt, dans le début des années soixante voire dès la fin des années cinquante, et sont peu nombreuses. Elles sont peu nombreuses car seules 6,2 % des associations recensées sont mentionnées avant 1970. Elles expriment des préoccupations essentiellement liées à la santé avant d'élargir leur action aux enjeux environnementaux à partir du début des années soixante-dix. Les plus anciennes appartiennent souvent à la mouvance naturiste comme le montre leur dénomination : on rencontre ainsi le groupe Vie Naturelle à la Seyne-sur-Mer (fondé en 1963) ou encore Vie et Avenir à Verrières-le-Buisson (apparu en 1965). Néanmoins, dans cet ensemble, l'organisation qui a joué le rôle le plus important dans l'émergence de l'écologisme n'appartient pas à la mouvance naturiste, il s'agit de l'Association pour la protection contre les rayonnements ionisants (APRI) particulièrement précoce dans le militantisme antinucléaire. Si son action reste longtemps confidentielle, elle contribue à l'essor de la lutte antinucléaire au début des années soixante-dix.

L'APRI est fondée par Jean Pignero, un instituteur de Seine-et-Marne qui s'élève dès 1957 contre l'examen radiologique systématique alors pratiqué dans les établissements scolaires pour repérer les cas de tuberculose⁸⁵⁹. Pendant de nombreuses années, Jean Pignero mène un combat solitaire contre ces pratiques dont il redoute les conséquences sur la santé, soulignant l'imprécision, la nocivité et l'inefficacité de la scopie qui ne peut repérer que des lésions tuberculeuses avancées⁸⁶⁰. En 1962, pour donner plus de crédibilité à son combat, il décide de fonder l'Association contre le danger radiologique (ACDR)⁸⁶¹. Dans un premier temps, l'action de Jean Pignero ne saurait être donc qualifiée d'écologiste car elle se focalise sur le domaine sanitaire sans se préoccuper de l'impact des activités liées au nucléaire sur le milieu. Il souligne d'ailleurs que d'autres organisations sont déjà impliquées dans la dénonciation des conséquences des retombées radioactives des essais nucléaires et qu'il préfère donc prendre en charge une cause délaissée⁸⁶². En 1965, l'ACDR devient l'APRI et élargit ses activités à la dénonciation des effets de l'ensemble des rayonnements ionisants⁸⁶³. De fait, si une part essentielle du militantisme de Jean Pignero est consacrée au soutien à ses adhérents dans leur

⁸⁵⁹ Jean Pignero, « L'association pour la protection contre les rayonnements ionisants », *Survivre*, n°5, décembre 1970, p. 2.

⁸⁶⁰ Dominique Allan-Michaud, *Le discours écologique*, certificat international d'écologie humaine, université de Bordeaux 1, 1979, p. 109.

⁸⁶¹ *Ibidem*.

⁸⁶² Jean Pignero, « L'association pour la protection contre les rayonnements ionisants », *Survivre*, n°5, décembre 1970, p. 2.

⁸⁶³ Dominique Allan-Michaud, *Le discours écologique*, *op. cit.*, p. 114.

contestation de l'obligation radiologique, le bulletin de l'association, *Protection contre les Rayonnements Ionisants*, s'intéresse également aux failles techniques dans l'exploitation de l'énergie nucléaire⁸⁶⁴.

Jean Pignero a souligné à plusieurs reprises combien il a longtemps mené un combat solitaire, s'occupant seul de la confection du bulletin et plus généralement de l'animation de l'association⁸⁶⁵. Pourtant, au début des années soixante-dix, l'action de l'APRI sort de l'ombre et bénéficie d'un écho beaucoup plus large. Cela s'explique par l'incontestable expertise qu'il a acquise au fil des années dans le domaine du nucléaire qui fait de lui un informateur incontournable pour tous les militants désireux de s'investir dans cette lutte. Jean Pignero est ainsi en contact avec Pierre Cuesta, membre du groupe écologiste Etre et du Comité antinucléaire de Paris⁸⁶⁶, des militants wallons qui fondent APRI-Belgique⁸⁶⁷ ou encore avec les fondateurs du CSFR en Alsace⁸⁶⁸. L'APRI sort donc de sa marginalité parce qu'elle élargit l'objet de son militantisme mais aussi parce qu'elle répond à un besoin nouveau de militants à la recherche d'une personne ressource dans un domaine pointu.

Parmi les organisations se reconnaissant dans l'écologisme, une seconde vague est composée d'associations de protection de la nature qui privilégient les actions sur le terrain et la mobilisation de l'opinion publique pour parvenir à leurs objectifs ; ce faisant, leurs pratiques se rapprochent des groupes plus politisés bien qu'elles s'en distinguent sur d'autres points.

Dans le sud-ouest, la SEPANSO, fondée en avril 1969 par Pierre Davant et Claude Quancard, est caractéristique de cette évolution⁸⁶⁹. A l'origine, elle est en effet composée de naturalistes et d'universitaires désireux de mener un inventaire des richesses naturelles régionales⁸⁷⁰. Pourtant, très rapidement, de nouveaux adhérents rejoignent l'association, siègent au Conseil d'administration et plaident pour une action plus conflictuelle sur le terrain vis-à-vis des pollueurs. On peut citer parmi ces nouveaux venus Bernard et Simon Charbonneau, Michel Rodes, l'un des piliers de la SEPANSO Béarn, ou encore Max

⁸⁶⁴ Jean Pignero, « L'association pour la protection contre les rayonnements ionisants », p. 4.

⁸⁶⁵ « Jean Pignero n'est plus », *La Gazette nucléaire*, n°223/224, septembre 2005, p. 1.

⁸⁶⁶ *Ibidem*.

⁸⁶⁷ Etopia. Fonds Survie. APRI. 1. *Survie Universelle*, « Risques nucléaires inacceptables », avril 1975, p. 1.

⁸⁶⁸ Jean Pignero, « L'association pour la protection contre les rayonnements ionisants », p. 5.

⁸⁶⁹ Pierre Davant, « 40 ans ! L'histoire – anecdotique parfois – de la SEPANSO. Ses grands combats et ses principaux responsables », *Sud-Ouest nature*, n°145-146, septembre 2009, pp. 2 *sqq.*

⁸⁷⁰ *Ibid.*, p. 4.

Crouau⁸⁷¹. En août 1972, ces derniers distribuent des tracts aux touristes sur la plage d’Arcachon en dénonçant, chiffres officiels à l’appui, l’état bactériologique des eaux de baignades⁸⁷². Le même mois, ils organisent, avec l’appui de l’APRI et du Comité de Sauvegarde de la Côte Aquitaine, une marche antipollution contre l’immersion de déchets radioactifs à 1 000 km au large d’Arcachon qui rassemble 1 500 personnes⁸⁷³. Ces coups d’éclats valent à la SEPANSO d’être poursuivie en justice par le maire d’Arcachon qui dénonce le « caractère politique » de la démarche d’une association « sans aucun caractère et responsabilités officiels »⁸⁷⁴.

Comme le souligne Michel Rodes dans un témoignage récent, « nous vivions le conflit avec la société de manière frontale »⁸⁷⁵. De fait, la SEPANSO fait partie, avec l’Association Belfortaine de Protection de la Nature voire de l’AFRPN, de ces associations de protection de la nature dont les membres se radicalisent ou qui sont rejoints par des militants désireux de mener une action moins policée auprès des pouvoirs publics et de l’opinion. On peut ici faire l’hypothèse que ces associations permettent d’amener vers l’écologisme des militants qui correspondent au profil du jeune Noël Mamère. Né en 1948, le futur membre député-maire écologiste de Bègles reste « imperméable à la déferlante des mouvements inspirés de la « contre-culture » américaine ainsi qu’aux signes avant-coureurs de Mai 68 »⁸⁷⁶ et « ne se sent nullement gauchiste »⁸⁷⁷. Ce n’est donc pas par l’intermédiaire du gauchisme culturel ou politique qu’il se rallie à l’écologisme mais par une radicalisation de la démarche de protection de la nature. Il rejoint alors le Comité de Sauvegarde de la Côte Aquitaine, animé par Bernard Charbonneau, et collabore avec la SEPANSO en produisant deux documentaires militants sur la vallée de la Dordogne et sur la défense du cadre de vie en Aquitaine⁸⁷⁸.

Aux groupes de protection de la nature et de l’environnement, il est possible d’ajouter certains comités de défense qui, constitués en vue d’une lutte précise, cherchent à monter en généralité pour tenir un discours de portée générale. C’est le cas du comité de défense créé à Poitiers pour lutter contre les expropriations considérées comme abusives et

⁸⁷¹ *Ibid.*, p. 5.

⁸⁷² *Ibidem.*

⁸⁷³ Daniel Cérézuelle, Michel Rodes, « L’Arcachon qui sommeille », *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 35.

⁸⁷⁴ « Arcachoneries », *Bulletin de liaison – Survivre...et Vivre*, n°11, s.d., p. 20. La SEPANSO sera finalement relaxée.

⁸⁷⁵ Michel Rodes, « Bernard Charbonneau : quel militantisme entre réflexions théoriques et pratiques de terrain ? » in [Collectif], *Bernard Charbonneau, op. cit.*, p. 131.

⁸⁷⁶ Noël Mamère, *Mes vertes années, op. cit.*, p. 48.

⁸⁷⁷ *Ibid.*, p. 186.

⁸⁷⁸ *Ibid.*, pp. 75-76.

dénoncer les profits ainsi réalisés par les promoteurs⁸⁷⁹. Par leur journal *Le Cri du vieux Poitiers*, ils entendent œuvrer à une remise en cause des lois sur les expropriations des 23 octobre 1958 et 4 août 1962⁸⁸⁰. Par ailleurs, si l'on en croit l'un de ses membres, les objectifs de l'association sont plus larges puisqu'il s'agit également de sensibiliser les habitants de Poitiers aux méfaits de la civilisation urbaine et industrielle⁸⁸¹.

Sur les deux cents dix associations qui constituent notre corpus, 147 (soit 70 %) sont mentionnées pour la première fois entre 1973 et mars 1974. Ces deux années qui précèdent la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle en avril 1974 semblent donc essentielles dans la cristallisation organisationnelle de l'écologisme. Pour expliquer cette floraison soudaine de groupes écologistes, on met souvent en avant la parution en 1972 du rapport du Club de Rome, *Halte à la Croissance*, et la polémique déclenchée par Georges Marchais autour des prises de position de Sicco Mansholt en faveur d'une décroissance économique et démographique⁸⁸². De fait, ces discussions autour de la croissance économique, de même que la conférence de Stockholm de juin 1972, ont pu contribuer à donner une plus grande résonance médiatique aux questions écologistes⁸⁸³. Il faut néanmoins relever que les Français sont peu nombreux à la conférence de Stockholm⁸⁸⁴ et que les ventes d'*Halte à la Croissance* ont été très faibles en France par rapport à d'autres pays européens. A l'évidence, ces facteurs ne peuvent expliquer à eux seuls l'essor du militantisme écologiste à partir de 1973.

Il semble que la crise du militantisme révolutionnaire, qui commence à se faire sentir à partir de 1972, soit l'une des raisons essentielles pour expliquer le soudain essor des groupes écologistes⁸⁸⁵. Jean-Pierre Le Goff souligne combien l'usure des militants gauchistes commence à se faire sentir dès cette période d'autant que, confrontés à l'appareil d'Etat, même les groupes radicaux n'entrent pas dans un cycle de violence terroriste analogue à l'Italie ou la République Fédérale Allemande⁸⁸⁶. Cette transformation du champ politique à l'extrême-gauche peut favoriser l'adhésion à

⁸⁷⁹ MV. Fonds Les Verts. « Courrier 1974. 20 ». Lettre de JM Lafaga à René Dumont. 30 avril 1974.

⁸⁸⁰ *Ibidem*.

⁸⁸¹ *Ibidem*.

⁸⁸² Timothée Duverger, « De Meadows à Mansholt : l'invention du « zégisme », *Entropia*, n°10, printemps 2011, pp. 115 *sqq.*

⁸⁸³ C'est la position défendue par Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68. L'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, p. 378.

⁸⁸⁴ Claude-Marie Vadrot, *Déclaration des droits de la nature*, Paris, Stock, 1973, p. 334.

⁸⁸⁵ Philippe Buton, « L'impensé écologiste de l'extrême gauche française avant 1968 », *Ecologie et Politique*, n°44/2012, p. 102.

⁸⁸⁶ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68. L'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, p. 233.

l'écologisme de deux manières différentes. D'une part, le désengagement militant peut susciter une disponibilité biographique propice à l'adhésion à une nouvelle cause. L'itinéraire de Gérard Roy est révélateur de cet itinéraire⁸⁸⁷. Jeune étudiant en classe préparatoire à Lyon au début des années soixante-dix, il fréquente un temps les milieux maoïstes avant de réaliser l'irréalisme de cette démarche et de s'investir dans l'écologisme et de fonder un groupe Amis de la Terre à Lillebonne (Seine-Maritime). D'autre part, la perte de crédibilité relative des groupes d'extrême-gauche pousse les individus qui les auraient rejoints quelques années auparavant à choisir l'écologisme comme lieu de socialisation politique. Jeune étudiant à Marseille à partir de 1972, Guy Bennaroche souligne ainsi qu'il ne s'est jamais reconnu dans l'extrême-gauche⁸⁸⁸. Il se montre en revanche très sensible à la contre-culture américaine, tant dans sa dimension musicale que dans la volonté d'établir d'autres types de relations sociales⁸⁸⁹. C'est dans cette optique qu'il contribue à la fondation en 1973 du Comité de lutte anti-pollution en réaction au développement industriel de Fos-sur-Mer et qu'il s'investit par la suite dans la confection du journal *L'Or Vert*. Ainsi, beaucoup des premiers écologistes ont déjà une expérience militante et souhaitent échapper aux impasses qu'ils ont constatées dans les groupes gauchistes. Yann Messiez, de Bugey-Cobaye, souligne dans cette perspective que « le dynamisme de ce comité et la qualité de ces collaborateurs auront ouvert la voie à une forme nouvelle de contestation inconnue jusqu'alors en France, relevant d'un esprit aussi tolérant que réaliste, enfin libéré du sectarisme et des abstractions mystiques si chères aux contestataires habituels »⁸⁹⁰.

La création d'un groupe écologiste, quelle que soit son orientation, répond à des constantes sociologiques mais s'explique également par le hasard des circonstances. En tout état de cause, les premières manifestations et les journaux jouent un rôle majeur dans ce domaine comme le montre l'exemple du rassemblement antinucléaire de Bugey (Ain) à l'été 1971, organisé par Pierre Fournier⁸⁹¹ avec le soutien de *Charlie Hebdo*. Les lecteurs peuvent ainsi y lire le programme et l'emplacement de la « fête de Bugey » et la direction du journal va jusqu'à affréter des cars depuis Paris jusqu'au lieu du rendez-

⁸⁸⁷ Entretien avec Gérard Roy. 20 août 2010.

⁸⁸⁸ Entretien avec Guy Bennaroche. 25 avril 2013.

⁸⁸⁹ *Ibidem*.

⁸⁹⁰ Yann Messiez, « Bugey-Cobaye », *Le Courrier de la Baleine*, n°2, janvier 1972, p. 14.

⁸⁹¹ Pierre Fournier, « Premier et dernier éditorial », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 4.

vous. Fournier dessine lui-même l’emblème, un poing serrant une marguerite avec la mention « Bugey 01. On les emmerde »⁸⁹².

Selon Fournier, près de 15 000 personnes passent au moins une partie du week-end du 10 au 11 juillet 1971 à Bugey⁸⁹³. Alexandre Grothendieck, qui assiste lui aussi au rassemblement, est plus mesuré et estime le nombre des participants entre 2 000 et 10 000⁸⁹⁴. Le rassemblement de Bugey, parfois comparé au festival de Woodstock pour sa dimension contre-culturelle⁸⁹⁵, contribue de manière décisive au lancement de la contestation antinucléaire et écologiste en France⁸⁹⁶. Il conduit en effet à la formation d’une dizaine de groupes partout en France car, comme le signale Pierre Fournier, une fois rentrés chez eux, les « anciens combattants de Bugey » se sont efforcés de relayer cette action sur un plan local⁸⁹⁷. Plus largement, les manifestations permettent une circulation des savoir-faire militants et favorisent l’interconnaissance et le sentiment de mener un combat commun. *La Gueule Ouverte* s’en fait l’écho avec ironie en constatant que « d’une manif à l’autre, la franc-maçonnerie des écologauchistes [sic] se raconte ses expériences agricoles »⁸⁹⁸.

Si les journaux permettent d’entrer en contact, par le biais des petites annonces ou par l’organisation de manifestations, l’interaction directe entre les individus est une première étape incontournable pour structurer un groupe. Si l’on en croit Roland, qui publie un article sur ce thème dans *La Gueule Ouverte*, la première réunion est fondamentale⁸⁹⁹. Qu’elle se tienne dans un café ou dans une salle prêtée pour l’occasion n’a pas d’importance tant que l’association planifie immédiatement des actions à venir⁹⁰⁰. De fait, si les statistiques attestent de la relative facilité à monter un groupe écologiste, le témoignage désabusé de William Bernard, adhérent des Amis de la Terre, souligne que cela reste une opération délicate :

« Le recrutement n’est pas facile, il y a déjà trop de groupes, jusqu’aux groupes de quartier. Pourquoi pas des groupes écologistes par immeuble ou par étage ? Dès qu’un individu a un peu de

⁸⁹² Stéphane Mazurier, *Bête, méchant*, op. cit., p. 401. Ce chiffre fait référence au numéro du réacteur en construction mais surtout à l’An 01, sorte d’utopie alternative imaginée par le dessinateur Gédé et hébergée par *Charlie Hebdo* depuis juin 1971 (cf. *ibid.*, pp. 395-396).

⁸⁹³ Pierre Fournier, « Premier et dernier éditorial », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 5.

⁸⁹⁴ Alexandre Grothendieck, « Bugey : leçon d’une fête », *Survivre*, n°8, juin-juillet 1971, p. 12.

⁸⁹⁵ Propos de Cavanna et Reiser, membre de *Charlie Hebdo* in Stéphane Mazurier, *Bête, méchant*, op. cit., p. 401.

⁸⁹⁶ *Ibidem*. Voir également Jean-Luc Bennaïm, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs*, op. cit., p. 24, Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, op. cit., pp. 107-108.

⁸⁹⁷ Pierre Fournier, « Premier et dernier éditorial », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 5.

⁸⁹⁸ « Terres libérées, où ça ? », *La Gueule Ouverte*, n°2, décembre 1972, p. 10.

⁸⁹⁹ Roland, « Servez-vous ! », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973, p. 41.

⁹⁰⁰ *Ibidem*.

verniss, un peu de personnalité, il ne veut pas s'intégrer à un groupe existant, il lui faut « son » groupe. C'est absurde mais c'est comme ça ! »⁹⁰¹

Dans une première approche, la chronologie de la création des groupes, qui tend à s'accélérer jusqu'en 1973, laisse à penser que l'écologisme se trouve alors dans une dynamique particulièrement favorable à son développement. Ce constat doit néanmoins être nuancé par l'analyse du caractère particulièrement évanescent de l'écologisme durant cette période.

Cette évanescence se vérifie d'abord par la durée de vie limitée de nombre de ces groupes. On ne peut sur ce point disposer de statistiques fiables mais le simple fait que seuls quatre-vingts quatre groupes soutiennent la candidature de René Dumont alors que nous avons identifié l'existence de deux cents dix associations actives dans le début des années soixante-dix suggère un taux de disparition élevé. Celui-ci ne signifie cependant pas que les militants cessent toute activité lorsque leur groupe disparaît. Danielle Fournier raconte ainsi qu'elle contribue en 1968 à la création de la « Coop-Santé – Mouvement de Libération Economique et Humaine » qui se fond rapidement dans Vivre, une coopérative de consommateurs d'aliments issus de l'agrobiologie dont les activités cessent au bout d'un an⁹⁰². Un peu plus tard, l'un des membres de Vivre, Jacques Bonnefond, crée Prairial, qui entend également sensibiliser les gens aux enjeux d'une alimentation saine tout en menant également des actions de défense du quartier contre les projets de réhabilitation urbaine et en s'investissant dans les luttes antimilitaristes⁹⁰³. Ainsi, un processus de destruction-crédation semble constitutif des scènes militantes locales où, pour des raisons diverses, les groupes se font et se défont. Cette dynamique peut aussi bien conduire à un approfondissement du savoir-faire des militants mais aussi à une dilution de l'écologisme dans une perspective militante plus large.

Guy Bennaroché insiste par exemple sur le fait que son action au sein du CLAP excède le cadre de l'écologisme *stricto sensu*⁹⁰⁴. Dans leurs tracts et dans leurs happenings, son groupe entend avant tout militer dans une perspective libertaire pour la recherche d'une autre société en refusant à la fois le capitalisme industriel et le marxisme. Il souligne ainsi qu'à l'époque, il lisait aussi bien Jack Kerouac et Nietzsche qu'Ivan

⁹⁰¹ William Bernard in « Courrier », *Le Courrier de la Baleine*, n°5, novembre 1973, p. 14.

⁹⁰² Laurent Samuel, Danielle, « Pour que biologique ne soit pas un luxe », *La Gueule Ouverte*, n°14, décembre 1973, p. 18.

⁹⁰³ *Ibidem*.

⁹⁰⁴ Entretien avec Guy Bennaroché. 25 avril 2013.

Illich et Herbert Marcuse sans pouvoir déterminer *a posteriori* si l'un de ses courants a été plus particulièrement déterminant dans son militantisme⁹⁰⁵. De même, William Bernard, adhérent des Amis de la Terre, raconte qu'il a voulu fonder un groupe dans le Var « avec des jeunes qui cherchaient à employer leur énergie » mais que ces derniers ont finalement choisi de former un groupe anarchiste, estimant qu'ils y seraient plus efficaces. William Bernard a alors essayé de se faire connaître dans le milieu des pacifistes espérantistes, sans plus de succès⁹⁰⁶. La comparaison de l'itinéraire de Guy Bennaroche et William Bernard montre que la création d'un groupe est une alchimie délicate qui doit beaucoup aux circonstances qui peuvent mener les militants à centrer leur action sur tel ou tel objet en fonction de l'accueil qu'ils peuvent trouver dans les groupes qu'ils sont amenés à fréquenter.

Il semble donc qu'au-delà du processus qui conduit un groupe à se désigner comme « écologiste », l'activité protestataire soit beaucoup plus diverse et dépende des réseaux locaux et nationaux dans lesquels les militants sont insérés⁹⁰⁷. Ainsi, à Lille, une coordination d'associations organise des actions pendant la période de Noël 1973 pour dénoncer le gaspillage en période de fête⁹⁰⁸. Elle est composée des Amis de la Terre de Lille, des Amis de l'Arche, du comité de soutien aux objecteurs de conscience et du GRANV de Lille⁹⁰⁹. Leur principale action est d'accomplir un jeûne public de trois jours dans le cadre d'un festival où les associations peuvent présenter leurs réalisations⁹¹⁰. Cette action, anecdotique en elle-même, montre combien l'écologisme, en tant que label englobant, ne doit pas occulter la plasticité des pratiques locales et les convergences qui peuvent se nouer entre les associations. En l'occurrence, le jeûne est un mode d'action caractéristique des groupes non-violents, il est ici réinterprété dans une démarche de refus de la société de consommation, analyse qui appartient davantage à l'univers des écologistes.

⁹⁰⁵ *Ibidem*.

⁹⁰⁶ William Bernard in « Courrier », *Le Courrier de la Baleine*, n°5, novembre 1973, p. 14.

⁹⁰⁷ Hélène Duriez a souligné l'intérêt des études des scènes militantes locales pour rendre compte des logiques de la contestation. Cf. Hélène Duriez, « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, vol. 17, n°68, quatrième trimestre 2004, p. 166.

⁹⁰⁸ « L'anti-réveillon », *Le Sauvage*, n°9, janvier 1974, p. 21.

⁹⁰⁹ Les Groupes de Recherche pour une Alternative Non-Violente se sont constitués dans les années soixante et tendent à se regrouper durant la décennie suivante dans le cadre du MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente). Cf. « MAN. Mouvement pour une Alternative Non-violente », <http://nonviolence21.org/index.php/les-associations-membres/38>, p.4.

⁹¹⁰ « L'anti-réveillon », *Le Sauvage*, n°9, janvier 1974, p. 21.

Ainsi, l'analyse statistique des groupes écologistes doit être complétée par une approche plus qualitative qui restitue la diversité des significations données à cette forme d'action par les militants. Les groupes et les affiliations sont loin d'être figés et la notion d'espace des mouvements sociaux de l'écologisme s'avère donc particulièrement utile pour saisir le fonctionnement quotidien de ces groupes. Celui-ci semble dépendre davantage des interactions au sein des organisations et avec les scènes militantes locales que d'une réflexion théorique convergente.

En définitive, au-delà des orientations parfois bien différentes des groupes, leur dénominateur commun semble être d'adopter une forme de militantisme plus revendicatif, plus spectaculaire dans ses manifestations en cherchant à élargir leur audience et leurs collaborations. Dans cette perspective, les appartenances militantes sont loin d'être figées et ce n'est qu'avec la campagne présidentielle de René Dumont que l'écologisme tend à s'affirmer comme un label plus clairement défini.

3. Deux sensibilités à la loupe, les Amis de la Terre de Paris et les écologistes alsaciens

Parmi la multitude de groupes qui émergent en France au début des années soixante-dix, les Amis de la Terre et les écologistes alsaciens se distinguent par leur rôle fondamental dans l'essor de l'écologie politique tout au long de la décennie. Ils parviennent en effet à incarner une offre politique spécifique et à animer le débat autour des orientations du mouvement. Par ailleurs, ce sont des groupes dont les débuts sont bien documentés grâce aux documents d'archives disponibles – ce qui est rare pour la période – ainsi que par des récits rétrospectifs.

L'étude de ces deux groupes donne ainsi l'occasion de mieux connaître l'ensemble de la nébuleuse écologiste de ce début des années soixante-dix et notamment de déterminer les facteurs qui conduisent les individus à s'engager dans un groupe et à se revendiquer comme écologiste.

En outre, dans la mesure où les Amis de la Terre et les écologistes alsaciens se constituent dans le cadre de cultures politiques distinctes, cette comparaison doit permettre de saisir la portée et l'éventuelle importance des divergences au sein de l'écologisme naissant. Doit-on dès lors y voir deux cultures politiques voisines mais différentes ou deux variantes d'une même approche ?

a. Brice Lalonde et les débuts des Amis de la Terre de Paris

Fondés en 1970, les Amis de la Terre sont à l'origine la branche française de *Friends of the Earth-USA*⁹¹¹. S'il est possible d'adhérer à l'association sur l'ensemble du territoire national, le groupe n'est véritablement structuré qu'à Paris où Alain Hervé a l'ambition d'en faire une organisation de masse, tournée vers la protection de la nature et l'écologie. Pourtant, de l'aveu même de son fondateur, les débuts de l'association sont modestes et tâtonnants⁹¹². En mars 1971, l'association ne compte que 36 membres et son assemblée générale n'a d'autres projets que de traduire un livre américain dénonçant le Concorde et de prendre contact avec le Touring Club de France, les amis des musées ou encore les

⁹¹¹ Entretien avec Alain Hervé. 12 mars 2010.

⁹¹² *Ibidem*.

syndicats d'initiatives⁹¹³. De fait, malgré son ambition de promouvoir une nouvelle approche de la société reposant sur l'écologie scientifique, le répertoire d'action et les réseaux dans lesquels s'insèrent les Amis de la Terre à leur création restent très classiques et prennent peu en compte les nouvelles formes de militantisme popularisées par Mai 68.

A ces premières difficultés s'ajoute le fait que plusieurs nouvelles associations entendent mener un combat analogue à celui des Amis de la Terre et sont donc en concurrence pour s'assurer la prééminence dans le champ de l'écologisme naissant. Pollution-non apparaît ainsi au début de l'année 1971, à Orléans et Montargis⁹¹⁴ tandis que la revue *Survivre et Vivre* inspire la création de 15 groupes dans le courant de 1972⁹¹⁵. La même année, Être, qui se définit comme un mouvement « d'intervention et de libération écologique » apparaît à Paris⁹¹⁶. Les Amis de la Terre de Paris ne sont donc, au début des années soixante-dix, qu'une association parmi d'autres et rien n'indique qu'elle puisse s'assurer une quelconque prééminence.

Pourtant, dès le milieu de la décennie, les Amis de la Terre sont devenus une association incontournable, active sur le terrain, participant aux campagnes électorales et fédérant un réseau de groupes actifs à travers la France. Ce succès s'explique en grande partie par l'affermissement de la position de la section parisienne qui bénéficie de l'arrivée de militants chevronnés et qui parvient à se placer au cœur des enjeux les plus emblématiques de cette période.

Comme il l'avoue bien volontiers, Alain Hervé n'a jamais été un homme d'appareil ou un militant chevronné⁹¹⁷. Aux Amis de la Terre, il consacre son temps à la mise sur pied du *Courrier de la Baleine* dont le premier numéro paraît en juillet 1971 : il espère ainsi générer un grand mouvement d'opinion qui resterait à l'écart des considérations politiques⁹¹⁸. Le groupe de Paris aurait pu poursuivre dans cette voie si Brice Lalonde n'avait poussé la porte du Quai-Voltaire, siège de l'association, au début de l'année 1972⁹¹⁹. Il devient rapidement l'un des principaux animateurs des Amis de la Terre sur le

⁹¹³ Centre des Archives Contemporaines [CAC]. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Compte-rendu de la réunion plénière des Amis de la Terre. 4 mars 1971.

⁹¹⁴ Entretien avec Jean-Luc Burgunder. 16 décembre 2011.

⁹¹⁵ *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 23.

⁹¹⁶ Centre d'Accueil et de Recherche des Archives Nationales [désormais CARAN]. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*, s.d. [décembre 1976], p. 4.

⁹¹⁷ Entretien avec Alain Hervé. 12 avril 2010.

⁹¹⁸ *Ibidem*.

⁹¹⁹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 141.

plan national comme à Paris, candidat des écologistes aux élections présidentielles de 1981, secrétaire d'Etat puis ministre de l'Environnement de 1988 à 1992⁹²⁰. L'importance de son action dans l'écologisme en général et aux Amis de la Terre en particulier justifie que l'on s'arrête quelques instants sur sa carrière militante préalable à son engagement dans cette famille politique.

Brice Lalonde est né en 1946 dans une famille aisée : son père est un industriel du textile et sa mère est apparentée aux Forbes⁹²¹. Après un rapide passage en hypokhâgne à Louis-le-Grand, il étudie les lettres classiques à la Sorbonne : c'est là qu'il commence ses activités militantes⁹²². Se sentant proche des valeurs de gauche, il adhère à l'UNEF dont il préside le groupe Lettres classiques à partir de 1964⁹²³. Durant plusieurs années, il s'investit dans la défense corporative des étudiants et, à la faveur de la contestation du plan Fouchet, il est élu président de l'UNEF-Sorbonne en 1967⁹²⁴. Brice Lalonde s'inscrit dès cette époque dans la mouvance des Etudiants socialistes unifiés, tendance syndicale de l'UNEF contrôlée par le PSU⁹²⁵.

Cet investissement dans le syndicalisme étudiant est relativement atypique pour l'époque alors que les effectifs de l'UNEF sont divisés par dix entre 1960 et 1968⁹²⁶. Eclatée en de multiples tendances, l'organisation peine à occuper un rôle de premier plan dans la défense des causes emblématiques de la période, notamment l'opposition à la guerre du Vietnam⁹²⁷. A l'évidence, lorsqu'un jeune étudiant veut militer à gauche dans le courant des années soixante, il se tourne plus volontiers vers les Comités Vietnam de Base et la sociologie à Nanterre plutôt que vers l'UNEF et l'étude des lettres classiques à la Sorbonne. Contrairement aux héros de *Génération* d'Hervé Hamon et Patrick Rotman⁹²⁸, Brice Lalonde ne semble ressentir aucune fascination pour le marxisme et exprime dans son autobiographie un rejet des groupuscules centrés sur des querelles

⁹²⁰ En 2013, il est sous-secrétaire général de l'ONU, coordinateur exécutif de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20). <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2010/SGA1270.doc.htm>

⁹²¹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte, op. cit.*, p. 13.

⁹²² *Ibid.*, p. 34.

⁹²³ *Ibid.*, p. 118.

⁹²⁴ *Ibid.*, p. 121.

⁹²⁵ Mathieu Albouy, *Le Sauvage (1973-1980). Un mensuel pionnier de la culture écologiste*, mémoire de master d'histoire sous la direction de Jean-François Sirinelli, IEP de Paris, 2013, p. 208.

⁹²⁶ Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, Paris, La Découverte, 2008, p. 35.

⁹²⁷ Laurent Jalabert, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997/3, n°55, p. 74.

⁹²⁸ Patrick Rotman et Hervé Hamon, *Génération, t.1*, Paris, Seuil, 1987.

doctrinaires⁹²⁹. Il n'en demeure pas moins que ces responsabilités syndicales permettent à Brice Lalonde d'acquérir de nombreuses compétences militantes qui lui seront utiles par la suite, qu'il s'agisse de prendre la parole en public, de rédiger un tract ou de pouvoir naviguer entre des tendances antagonistes.

Mai 68 constitue un événement important dans la vie de Brice Lalonde qui l'amène à sortir progressivement d'un militantisme étudiant corporatif pour mener une action plus explicitement politique. De fait, son parcours au tournant des années soixante et soixante-dix reflète les hésitations et les tâtonnements d'une jeunesse politisée qui navigue entre le gauchisme et la contre-culture⁹³⁰. D'un côté, Brice Lalonde semble davantage sensible à la critique des normes et des hiérarchies au sein de l'université qu'à la dénonciation de l'exploitation capitaliste. Dans les premiers jours du mois de mai, il contribue à la création du Mouvement d'action universitaire (MAU), qui s'apparente à un comité d'action, et dirige *L'Agitateur*, organe du MAU qui prône une refonte totale de l'université⁹³¹. Par la suite, son inscription au centre universitaire expérimental de Vincennes est peut-être moins motivée par la tonalité très gauchiste de l'enseignement qui y est prodigué que par la perspective d'une nouvelle pédagogie reposant sur l'interdisciplinarité et l'établissement de rapports différents entre étudiants et enseignants⁹³².

Plusieurs indices attestent pourtant de la politisation du militantisme de Brice Lalonde, qui se situe désormais plus explicitement dans un discours idéologique et dans un cadre partidaire structuré. A la rentrée 1969, il délaisse ainsi les lettres classiques pour l'économie, ce qui exprime la volonté d'être davantage en prise avec les enjeux contemporains⁹³³. De même, le 1^{er} décembre 1968, il est appréhendé place Maubert à Paris lors d'une distribution avec d'autres membres du MAU de tracts intitulés « Bataille du franc ou défense du capital », reprenant donc une phraséologie qui le rapproche du

⁹²⁹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, pp. 120-121. « J'étais très fidèle à l'U.N.E.F., mais la vie de famille des groupuscules du marxisme-léninisme ne m'intéressait pas. [...]. Je lisais un peu Marx, il m'ennuyait, je le trouvais lourd ».

⁹³⁰ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68*, *op. cit.*, pp. 143 *sqq.*

⁹³¹ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2395. Note sur les Amis de la Terre. Décembre 1976.

⁹³² Rémi Faucherre, *Atypie-utopie. Vincennes, naissance d'une université. Mai 68-janvier 69*, maîtrise d'histoire sous la direction de Michelle Perrot, université Paris 7-Diderot, 1992. <http://www.ipt.univ-paris8.fr/hist/Atypie-Utopie.htm>, consulté le 13/06/13.

⁹³³ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 131.

marxisme⁹³⁴. Plus encore, il abandonne ses études, probablement au cours de l'année 1970, et part travailler en usine⁹³⁵. Certes, il ne s'agit pas d'un établissement dans le sens maoïste du terme car Lalonde ne part pas sous l'impulsion d'une organisation politique même s'il reconnaît que sa démarche est influencée par « l'idéologie ouvriériste »⁹³⁶.

A la même époque, Brice Lalonde adhère au Parti socialiste unifié⁹³⁷ dont les effectifs connaissent après Mai 68 une forte augmentation au prix d'une fragmentation idéologique autour du trotskisme, du maoïsme et d'une fascination pour le mouvement social en tant que tel⁹³⁸. Si l'on en croit Lison de Caunes, sa compagne d'alors, il y milite alors très activement et court les meetings⁹³⁹. Selon Tudi Kernalegenn et François Prigent, Brice Lalonde aurait même été candidat aux législatives de juin 1968 dans l'Ain⁹⁴⁰.

De fait, si le parcours militant de Brice Lalonde révèle les hésitations d'une jeunesse politisée qui s'interroge sur les luttes à mener, il n'en demeure pas moins qu'entre la critique sociale et la critique artiste du capitalisme⁹⁴¹, le futur animateur des Amis de la Terre penche davantage pour cette deuxième voie.

Comment Brice Lalonde est-il devenu écologiste ? En règle générale, le récit que les écologistes donnent d'eux-mêmes oscille entre l'évocation d'un moment particulier de prise de conscience et l'idée que l'amour de la nature serait présent en eux depuis l'enfance⁹⁴². Le cas de Brice Lalonde, pourtant bien documenté, n'échappe pas à cette ambivalence. Il se souvient d'une part que « l'amour des animaux vient de ma mère et de

⁹³⁴ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2395. Note sur les Amis de la Terre. Décembre 1976.

⁹³⁵ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 132.

⁹³⁶ *Ibidem.*

⁹³⁷ Lison de Caunes, *Les jours d'après*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1980, p. 54.

⁹³⁸ Tudi Kernalegenn, François Prigent, « Introduction », in Tudi Kernalegenn et alii (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2010, p. 18.

⁹³⁹ Lison de Caunes, *Les jours d'après*, *op. cit.*, p. 54.

⁹⁴⁰ Tudi Kernalegenn, François Prigent, « La marginalisation du PSU dans le système partisan français (1967-1975) », in Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, p. 163.

⁹⁴¹ La première dénonce le capitalisme comme une source de misère et d'inégalités sociales ; la seconde y voit la cause d'une forme de désenchantement du monde et d'oppression de l'individu. Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

⁹⁴² Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à notre article, « Quelques réflexions sur l'évolution récente de l'écologie politique au travers des autobiographies de leurs leaders », in JALABERT Laurent, *Cahiers d'histoire immédiate*, « Comprendre le XXI^e siècle : le monde depuis 1991 », 2013/1, n°43, p. 79.

ma grand-mère qui habitait près de Saint-Malo »⁹⁴³. Il raconte d'autre part que sa décision de s'investir dans cette cause date de sa découverte d'une affiche des Amis de la Terre dénonçant le projet de voie express sur la rive gauche, à deux pas de Notre-Dame-de-Paris⁹⁴⁴. Dans un autre ouvrage, il date son éveil à l'écologie des premiers pas de l'homme sur la Lune en 1969 symbole à ses yeux du destin commun de l'humanité sur la planète⁹⁴⁵. Ces multiples versions montrent que la notion de prise de conscience pose plus de difficultés qu'elle n'en résout pour comprendre les ressorts de l'engagement écologiste.

Il est donc difficile de dater une prise de conscience écologique, ce qui supposerait que les convictions politiques s'édifient selon une chronologie précise et identifiable dans les sources alors que l'historien n'a bien souvent à disposition que des reconstitutions après-coup bâties pour garantir la cohérence d'une carrière militante⁹⁴⁶. Dans la mesure où l'entrée dans une association écologiste et l'adoption d'un nouveau mode de militantisme constituent une inflexion majeure dans une carrière militante, la personne est amenée à réévaluer son parcours antérieur à l'aune de sa nouvelle situation pour redonner une cohérence à l'ensemble de sa vie⁹⁴⁷. Par ailleurs, selon ses interlocuteurs et les situations, un acteur peut être amené de bonne foi à situer sa prise de conscience à différentes étapes de sa carrière militante.

Si la notion de prise de conscience semble peu opérante, il est par contre possible de s'interroger sur les facteurs qui amènent un individu à basculer dans le militantisme actif et à se revendiquer comme un écologiste. C'est au début de l'année 1972 que Brice Lalonde adhère aux Amis de la Terre. A cette période, il éprouve « ce sentiment de ne pas servir à grand-chose »⁹⁴⁸. De fait, le gauchisme politique s'essouffle et le PSU peine à digérer l'afflux de militants consécutifs à Mai 68, se perdant dans des querelles internes tandis qu'une partie de ses dirigeants et de ses élus sont attirés dans l'orbite du PS⁹⁴⁹. Brice Lalonde est alors un militant chevronné, que l'aisance financière de sa famille met à l'abri du besoin, mais sans cause à défendre ni réelle perspective de prise de

⁹⁴³ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 41.

⁹⁴⁴ *Ibid.*, p. 141.

⁹⁴⁵ Brice Lalonde, *L'écologie en bleu*, Paris, L'Archipel, 2001, p. 29.

⁹⁴⁶ Eric Agrikoliansky, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, n°1-2, 2001, p. 27.

⁹⁴⁷ *Ibidem.*

⁹⁴⁸ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 141.

⁹⁴⁹ Tudi Kernalegenn, François Prigent, « La marginalisation du PSU dans le système partisan français (1967-1975) », *art. cit.*, p. 164-166.

responsabilité au sein du PSU. Dans ce cas, comme l'a souligné Philippe Juhem à propos des fondateurs de SOS-Racisme, s'investir dans un nouveau combat permet une véritable reconversion idéologique et militante⁹⁵⁰.

Les Amis de la Terre présentent par ailleurs plusieurs caractéristiques susceptibles de séduire Brice Lalonde. D'une part, ce groupe n'est pas constitué autour d'une idéologie politique rigide : il est donc plus facile pour un nouvel arrivant de s'y intégrer sans passer par une longue phase d'initiation idéologique tout en y apportant sa contribution personnelle⁹⁵¹. D'autre part, son fonctionnement est moins hiérarchisé que certains groupes gauchistes comme le rapporte Lalonde lui-même :

« Les personnes présentes semblaient très sympathiques et décontractées, par rapport à ce que j'avais connu dans le militantisme syndical, étudiant ou politique. Il y avait de l'humour, une sorte de détente, à la fois des gens jeunes et d'autres plus âgés, des intellectuels se proposant d'écrire des livres et d'autres qu'on appellerait peut-être des marginaux, certains qui avaient envie de s'amuser, de se distraire, tout en agissant »⁹⁵².

Aux yeux du nouvel arrivant, les Amis de la Terre de Paris apparaissent comme un groupe ouvert à tous les milieux, pratiquant un militantisme joyeux ; tournés vers l'action et non vers l'exégèse sans fin des textes marxistes, ils constituent l'antithèse implicite des groupes gauchistes tels qu'il se les représente. En cela, le parcours de Brice Lalonde confirme l'intuition de Philippe Buton pour qui le reflux du gauchisme politique et de l'idée révolutionnaire favorise l'épanouissement de l'écologisme⁹⁵³.

Enfin, il ne faut pas négliger la dimension réactive de cet engagement écologiste⁹⁵⁴. Depuis ses études à la Sorbonne, Brice Lalonde est très attaché au Quartier Latin et, à ses yeux, Mai 68 a consisté à défendre ce territoire face aux intrusions des forces de l'ordre⁹⁵⁵. Dès lors, il perçoit les projets de rénovation urbaine et de mise en place de voies de circulation automobiles à grand gabarit comme une transformation inacceptable et illégitime d'un territoire à protéger⁹⁵⁶.

En raison des responsabilités ultérieures exercées par Brice Lalonde, ses activités durant cette période sont beaucoup plus documentées que pour de nombreux autres militants. Néanmoins, plusieurs indices laissent à penser que le parcours de Brice

⁹⁵⁰ Philippe Juhem, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 2001/1, vol. 51, p. 153.

⁹⁵¹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte, op. cit.*, p. 143. « J'aime bien les chemins vierges à frayer ».

⁹⁵² *Ibidem*.

⁹⁵³ Philippe Buton, « L'impensé écologiste de l'extrême gauche française avant 1968 », *Ecologie et Politique*, n°44, 2012, p. 102.

⁹⁵⁴ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète, op. cit.*, p. 31.

⁹⁵⁵ Brice Lalonde, *Sur la vague verte, op. cit.*, p. 129.

⁹⁵⁶ *Ibidem*.

Lalonde n'est pas exceptionnel et que, à partir de 1971, de nombreux jeunes militants marqués par Mai 68 commencent à s'intéresser à l'écologisme. De fait, c'est à cette époque qu'Alain-Claude Galtié rejoint le groupe de Paris des Amis de la Terre avec tout un groupe aux convictions libertaires⁹⁵⁷. En ce sens, le parcours de Brice Lalonde, s'il prend par la suite une ampleur exceptionnelle, n'est pas nécessairement atypique.

Quoiqu'il en soit, Brice Lalonde devient rapidement un rouage essentiel des Amis de la Terre de Paris et contribue à donner à l'association une place de choix dans le champ de l'écologisme alors en constitution.

Alain Hervé sympathise immédiatement avec Brice Lalonde à qui il reconnaît un sens politique et un savoir-faire militant dont il est lui-même dépourvu⁹⁵⁸. A la même époque, le fondateur des Amis de la Terre rejoint le *Nouvel Observateur* pour y créer une rubrique consacrée à l'écologie et envisage avec joie son retour au journalisme à plein-temps⁹⁵⁹. Ainsi, quelques mois après avoir rejoint le groupe de Paris, Brice Lalonde en devient le président et Lison de Caunes, sa compagne, la trésorière⁹⁶⁰. Alain-Claude Galtié, particulièrement critique à l'égard des Amis de la Terre de Paris qu'il quitte en 1974, estime que les réseaux de Brice Lalonde au sein du PSU lui ont permis de s'assurer indûment la majorité des voix à l'assemblée générale de 1972 et ainsi de se faire élire président⁹⁶¹. *Le Courrier de la Baleine* de septembre 1972 fait effectivement allusion à une « assemblée générale mouvementée »⁹⁶². De fait, au-delà de cet épisode, les premières années des Amis de la Terre de Paris sont marquées par une concurrence larvée entre deux sensibilités, l'une libertaire, à laquelle appartient Alain-Claude Galtié⁹⁶³, l'autre gravitant autour de la deuxième gauche, dont Alain Hervé et Brice Lalonde sont proches⁹⁶⁴. Si l'élection de Brice Lalonde à la présidence des Amis de la Terre ne met pas fin à ces rivalités, elle traduit néanmoins la prééminence de la seconde orientation au sein du groupe de Paris.

⁹⁵⁷ Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 2011.

⁹⁵⁸ Entretien avec Alain Hervé. 12 avril 2010.

⁹⁵⁹ *Ibid.* Rappelons qu'en juin-juillet 1972, *Le Nouvel Observateur* fait paraître un hors-série « La dernière chance de la Terre » qui est un succès commercial.

⁹⁶⁰ Lison de Caunes, *Les jours d'après, op. cit.*, p. 64.

⁹⁶¹ Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 2011.

⁹⁶² Les Amis de la Terre, « Nous sommes tous des pollués », *Le Courrier de la Baleine*, n°3, septembre 1972, p. 3.

⁹⁶³ *Ibidem.*

⁹⁶⁴ Entretien avec Alain Hervé. 12 avril 2010.

A partir de ce moment-là, le militantisme écologique devient littéralement pour Brice Lalonde un mode de vie. La mort de son père en 1973 l'amène à hériter de nombreux biens et notamment d'un appartement rue du Bac que Lalonde met à disposition de l'association tout en y habitant⁹⁶⁵. Il profite également de cet argent pour financer les dépenses d'équipement et les campagnes du groupe de Paris⁹⁶⁶. Les comptes-rendus des réunions hebdomadaires de l'association, bien que parcellaires, donnent à penser qu'il n'intervient cependant pas systématiquement dans son fonctionnement quotidien⁹⁶⁷ mais il en est incontestablement l'animateur, ce qui conforte son goût pour le commandement⁹⁶⁸.

La carrière militante de Brice Lalonde jusqu'à sa conversion à la cause écologiste en 1972 révèle les sinuosités mais également les éléments de continuité d'un militant syndical politisé dans les années qui suivent Mai 68. De fait, son parcours est davantage marqué par une critique artiste de la société industrielle que par une critique sociale de l'exploitation capitaliste et c'est dans cet esprit qu'il aborde l'écologisme.

La présence de Brice Lalonde à la tête des Amis de la Terre de Paris constitue un avantage certain pour l'association, qui bénéficie notamment de ses ressources militantes et financières. Il serait néanmoins excessif d'expliquer l'essor de l'association par ce seul facteur car celle-ci parvient également à se placer au centre des principales luttes de l'écologisme du début des années soixante-dix.

b. Les activités des Amis de la Terre de Paris jusqu'à la campagne Dumont

A l'origine, les activités des Amis de la Terre se concentrent sur Paris, ne serait-ce que parce que le fondateur de l'association, Alain Hervé, y vit et y travaille, tout comme

⁹⁶⁵ Lison de Caunes, *Les jours d'après*, op. cit., pp. 80 et 85. « On se retrouvait à cinq pour le dîner en tête à tête amoureusement préparé, on était sortis du bain ou du lit, qu'il soit huit heures ou minuit pour recevoir un militant paumé qui cherchait un renseignement sur le mouvement antinucléaire au Japon ou plus simplement un lit. »

⁹⁶⁶ *Ibid.*, p. 83.

⁹⁶⁷ Centre des Archives Contemporaines. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agendas de l'association. S.d. [1973-1980].

⁹⁶⁸ « Il aime être le chef et commander », Lison de Caunes, *Les jours d'après*, op. cit., p. 64. Le témoignage de Jean-Paul Ribes conforte cette impression : « Les temps ont changé mais l'habitude demeure : on envisage mal de faire quelque chose sans en parler à Brice [...]. « Que chacun soit chef », proclame-t-il. Il ajoute, *mezzo voce* : « Et je commence par moi-même ». Cf. Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil, 1978, p. 19.

Brice Lalonde, son successeur. Progressivement, d'autres groupes apparaissent en France ; au total, ils sont une douzaine en France à la fin de l'année 1973⁹⁶⁹, dont certains sont particulièrement actifs, comme celui de Lille⁹⁷⁰. Il n'en reste pas moins que le groupe de Paris est celui dont les actions sont les plus médiatisées et peut-être les plus ambitieuses.

Ses activités sont également bien documentées par les sources imprimées ainsi que par quelques archives internes, notamment un cahier rassemblant les comptes-rendus des réunions hebdomadaires de l'association⁹⁷¹. Il est ainsi possible d'analyser la contribution des Amis de la Terre à une série de luttes dont ils ne sont pas les seuls acteurs mais dont ils déterminent en partie l'orientation et auxquelles ils cherchent à donner une signification particulière.

A partir de 1972, les Amis de la Terre de la capitale s'attachent d'abord à la remise en cause de l'urbanisme pompidolien. En effet, dans le Paris du début des années soixante-dix, plusieurs projets de rénovation urbaine visent à améliorer la qualité des logements et à faciliter la circulation par l'ouverture de nouvelles voies dédiées à l'automobile, entraînant une profonde transformation de la ville et de sa structure sociale⁹⁷². Le projet de voie express rive gauche prévoit ainsi une adaptation des quais bas de la Seine au trafic routier tandis que la radiale Vercingétorix doit prolonger l'autoroute A10 jusqu'au cœur de Paris⁹⁷³. Très tôt, plusieurs associations de riverains et de protection du cadre de vie dénoncent des décisions autoritaires reposant sur un présumé contestable, le caractère inéluctable du recours à l'automobile individuelle en ville qui implique l'augmentation du trafic routier sans tenir compte des conséquences, telles que l'enlaidissement de la ville, l'augmentation des accidents, des encombrements et de la pollution atmosphérique⁹⁷⁴. Sur le terrain des luttes, les Amis de la Terre de Paris ne sont qu'un acteur parmi d'autres, intervenant plus ponctuellement que les comités de quartier ou l'association pour la défense du site de Notre-Dame, dont l'opposition à la voie

⁹⁶⁹ Base de données des groupes écologistes.

⁹⁷⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*, s.d. [décembre 1976], p. 141.

⁹⁷¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agendas des Amis de la Terre.

⁹⁷² *Ibidem*.

⁹⁷³ Virginie Picon-Lefebvre, « L'aménagement des lieux d'habitat », in Mathieu Flonneau, Pascal Geneste, Philippe Nivet, Emilie Willaert (dir.), *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, Paris, Archives Nationales, Association Georges-Pompidou, Somogy, 2010, pp. 58 *sqq.*

⁹⁷⁴ [Association pour la défense du site de Notre-Dame et de ses environs], « La grande cause. La voie express rive gauche », <http://www.site-notre-dame.fr/voie-express-rive-gauche.htm>, consulté le 12/05/12.

express rive gauche est la raison d'être⁹⁷⁵. Néanmoins, par une série de manifestations spectaculaires, ils parviennent à se placer symboliquement au centre de la contestation tout en s'efforçant à leur donner une signification politique.

Les manifestations à vélo des Amis de la Terre sont caractéristiques du nouveau répertoire d'action adopté par l'association à partir de 1972. La première du genre a lieu le 22 avril 1972⁹⁷⁶, rassemblant selon Brice Lalonde près de 8 000 participants⁹⁷⁷. Les Amis de la Terre rééditent l'expérience le 7 avril 1973 sur le champ de course d'Enghien ou encore le 16 mars 1974⁹⁷⁸. A l'image de la manifestation à solex organisée par la Ligue Communiste en 1969, les manifestations à vélo affirment la dimension festive et conviviale de l'action militante⁹⁷⁹. Ce faisant, ils rompent avec les défilés traditionnels de la gauche ainsi qu'avec le sérieux du militantisme sacrificiel de certains groupes gauchistes. Ces rassemblements d'un nouveau genre évoquent également les « plans blancs » des provos hollandais qui, dans la seconde moitié des années soixante, proposent la distribution gratuite de vélos à Amsterdam, en les érigeant en symbole de simplicité et d'hygiène par opposition au faste et à la saleté de l'automobile, reflet d'une société inégalitaire et autoritaire⁹⁸⁰.

Ces multiples dimensions symboliques sont présentes dans les manifestations à vélo des Amis de la Terre qui leur permettent de présenter symboliquement l'ensemble de leurs problématiques. Dans l'action, elles affirment la présence physique des Amis de la Terre dans la ville en opposant clairement deux camps : les écologistes à vélo contre les automobiles, symboles de la société industrielle. Cet antagonisme est donc mis en scène pour illustrer la démarche de l'écologisme qui, à partir des pollutions sur le terrain, révèle une vision globale des évolutions des sociétés humaines⁹⁸¹. Si l'on croit Brice Lalonde, les Amis de la Terre de Paris ont dans un premier temps envisagé de prendre l'automobile comme point d'entrée pour l'ensemble de leurs problématiques : « je pensais que l'automobile engendrait tous les maux et délimitait l'axe de notre lutte. Je me disais :

⁹⁷⁵ CAC. AT. 20050521/4. Réunions du 15 et du 29 novembre 1973.

⁹⁷⁶ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2395. Note sur les Amis de la Terre. Décembre 1976.

⁹⁷⁷ Brice Lalonde, *Sur la vague verte, op. cit.*, p. 142.

⁹⁷⁸ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2395. Note sur les Amis de la Terre. Décembre 1976.

⁹⁷⁹ Jean-Pierre Salles, *La Ligue Communiste Révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, PUR, 2005, p. 64.

⁹⁸⁰ « Les bicyclettes blanches d'Amsterdam », *Anarchisme et non-violence*, n°11-12, janvier-février 1978, p. 13.

⁹⁸¹ Henri Charnay, « L'alliance de l'homme et de la nature », *Le Courrier de la Baleine*, n°2, janvier 1972, p. 4.

« L'automobile détermine énormément de choses dans notre société : les transports, le territoire, la santé, l'habitat, l'industrie »⁹⁸².

Ainsi, les manifestations à vélo ne sont qu'une facette d'une démarche plus large visant à démontrer la légitimité du travail de montée en généralité des Amis de la Terre qui entend démontrer que la pollution n'est pas qu'une simple nuisance mais la manifestation d'une crise plus grave et plus profonde reflétant une situation politiquement inacceptable. Leur capacité à occuper l'espace public et, dans une moindre mesure, l'espace médiatique assoit par ailleurs leur réputation dans le champ de l'écologisme et même au-delà.

Dès 1973, les épisodes de Bugey, de Fessenheim et la première campagne en faveur d'un moratoire sur l'énergie nucléaire civile⁹⁸³ montre que la lutte contre cette nouvelle forme d'énergie paraît être – bien davantage que l'automobile – l'un des fronts les plus importants de l'écologisme émergent. A l'origine, il n'est pas écrit que les Amis de la Terre de Paris parviendraient à s'affirmer comme l'un des groupes moteurs de cette contestation. En effet, d'autres groupes sont particulièrement investis dans ce combat, notamment Survivre et Vivre ou encore le Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin. A Paris même, un comité antinucléaire existe depuis le début des années soixante-dix⁹⁸⁴.

Un coup d'éclat de Brice Lalonde affirme pourtant médiatiquement l'implication des Amis de la Terre sur la question du nucléaire. A la fin de l'année 1972, le leader parisien rencontre à Paris un Australien, Peter Hayes, qui représente les mouvements écologistes en lutte contre les essais nucléaires français dans le Pacifique⁹⁸⁵. De fil en aiguille, Lalonde prend part à une expédition en bateau dont l'objectif est de s'approcher au plus près du site des essais pour témoigner pacifiquement de l'opposition des populations du Pacifique au nucléaire. Cette entreprise rassemble le général de la Bollardière, connu pour son opposition à l'usage de la torture en Algérie, l'abbé Jean Toulat, auteur de *La Bombe ou la Vie*, Jean-Marie Muller, animateur d'une communauté non-violente, et Jean-Jacques Servan-Schreiber⁹⁸⁶. Le 15 juillet 1973, après de nombreuses péripéties à travers

⁹⁸² Brice Lalonde, *Sur la vague verte, op. cit.*, p. 145.

⁹⁸³ « Et puis, ça ne vous regarde pas ! », *Survivre...et Vivre !*, n°15, janvier-février 1973, p. 14.

⁹⁸⁴ Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 2011.

⁹⁸⁵ Brice Lalonde, « J'étais aux mains des pirates », *Le Sauvage*, n°6, septembre-octobre 1973, p. 47.

⁹⁸⁶ Brice Lalonde, *Sur la vague verte, op. cit.*, p. 149.

le Pacifique, l'équipe parvient à rejoindre le *Fri*, qui croise déjà au large de Mururoa⁹⁸⁷. Dès le 17 juillet, ils sont arraisonnés par la marine française et conduits en détention à Tahiti avant d'être rapatriés en métropole⁹⁸⁸. Comme c'est le cas lors des manifestations à vélo, cet épisode fait l'objet d'un long reportage dans *Le Sauvage*⁹⁸⁹, ce qui démontre le lien étroit établi par les Amis de la Terre entre leurs actions sur le terrain et leur exploitation médiatique.

Par la participation de Brice Lalonde à cette équipée, les Amis de la Terre s'affirment à la pointe du combat antinucléaire, tant dans sa dimension pacifiste qu'écologique⁹⁹⁰. Par ailleurs, la présence de Brice Lalonde aux côtés de militants aguerris comme le général de la Bollardière ou d'un homme politique reconnu comme Jean-Jacques Servan-Schreiber renforce l'audience et le crédit de ce qui n'est à l'époque qu'une petite association créée trois ans plus tôt.

Très vite, la capacité des Amis de la Terre de Paris, et singulièrement de Brice Lalonde, à se placer au cœur des principales luttes de l'écologisme naissant a suscité des interrogations voire une relative suspicion. A plusieurs reprises, l'association a été accusée d'être financée de manière occulte par des organisations étrangères pour lesquelles la lutte écologiste ne serait qu'une façade.

On a très tôt suggéré que les activités des Amis de la Terre étaient financées par les Etats-Unis pour porter atteinte aux intérêts français. Quand l'association proteste contre la mise en service du Concorde en 1972, elle est ainsi soupçonnée de chercher à favoriser le projet d'avion supersonique de Boeing⁹⁹¹. De même, Alain-Claude Galtié évoque dans son témoignage une réception fastueuse donnée au début des années soixante-dix par les Amis de la Terre à l'attention d'avocats américains⁹⁹² et va jusqu'à affirmer que les fonds nécessaires pour une telle soirée viennent à l'époque de la CIA qui cherche à faire de l'écologisme un contre-feu face au communisme⁹⁹³. Cette hypothèse est également envisagée par les services de renseignements français. Dans une note datée du 20

⁹⁸⁷ *Ibid.*, p. 152.

⁹⁸⁸ *Ibidem.*

⁹⁸⁹ Brice Lalonde, « J'étais aux mains des pirates », *Le Sauvage*, n°6, septembre-octobre 1973, pp. 47 *sqq.*

⁹⁹⁰ Dans les années soixante cependant, le commandant Cousteau s'est mobilisé contre l'immersion des déchets nucléaires en Méditerranée et dans le golfe de Gascogne. Roger Cans, *Les flibustiers de la science*, Paris, Sang de la Terre, 1997, p. 145.

⁹⁹¹ Entretien avec Alain Hervé. 12 avril 2010.

⁹⁹² Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 2011.

⁹⁹³ Alain-Claude Galtié, *Nauffrage planétaire ou restauration*, http://nauffrageplanetaire.blogspot.fr/2009/01/restoration-of-ecosystems-restoration_08.html, consulté le 15 octobre 2010.

décembre 1976, le directeur de la Surveillance du territoire affirme qu'en 1975 un attaché culturel de l'ambassade des Etats-Unis aurait pris contact avec Brice Lalonde pour lui remettre des fonds de la part de la Fondation Paul Getty⁹⁹⁴. Selon l'auteur de cette note, cela démontrerait que les écologistes français sont chargés par les Américains et les Allemands de combattre le programme nucléaire français en raison de son avance technologique⁹⁹⁵.

Malgré ces accusations éparses, il est douteux que les Amis de la Terre de Paris aient bénéficié de financements étrangers à grande échelle, visant à infléchir leur action. A la création de l'association, l'entregent d'Alain Hervé permet certes au groupe de Paris de bénéficier de précieuses facilités : Edwin Matthews, avocat américain travaillant à Paris, membre de Friends-of-the-Earth USA, finance sur ses fonds propres le salaire d'une secrétaire tandis que, par l'intermédiaire de Philippe Viannay, Alain Hervé se voit attribuer des locaux sur le très prestigieux quai Voltaire⁹⁹⁶. Il faut cependant noter que cette situation ne dure qu'un temps puisqu'à partir de 1973 l'association est hébergée par Brice Lalonde, dans son appartement personnel⁹⁹⁷. De même, Jean Carlier se souvient qu'en avril 1974 les Amis de la Terre occupent un petit local au fond d'une cour où tout manque jusqu'à la ligne téléphonique, ce qui l'oblige à lancer les préparatifs de la campagne présidentielle depuis le téléphone du café voisin⁹⁹⁸. Comme de nombreuses autres associations à cette époque, les Amis de la Terre de Paris semblent donc essentiellement vivre de ressources limitées et aléatoires.

Avec les Amis de la Terre de Paris se dessine un premier profil de groupe écologique dont les militants gravitent entre la deuxième gauche et les tendances libertaires et qui entend s'appuyer sur des conflits environnementaux particuliers pour en tirer un discours politique global, dans lequel l'écologie légitimerait la recherche d'un changement de société.

A la veille de l'élection présidentielle de 1974, les Amis de la Terre de Paris apparaissent comme l'une des principales organisations du mouvement écologiste naissant. Le dynamisme et le sens politique et médiatique de Brice Lalonde contribuent à

⁹⁹⁴ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2395. Note du directeur de la Surveillance du Territoire, Marcel Chalet, au directeur général de la police nationale. 20 décembre 1976.

⁹⁹⁵ *Ibidem*. Cette accusation s'explique probablement par le fait que J. Paul Getty, à l'origine de la fondation, a fait fortune dans l'industrie pétrolière dans les années cinquante.

⁹⁹⁶ Entretien avec Alain Hervé. 12 avril 2010.

⁹⁹⁷ Lison de Caunes, *Les jours d'après*, *op. cit.*, p. 83.

⁹⁹⁸ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

cet essor, de même que la capacité du groupe à se placer au centre des controverses environnementales du moment. Par ailleurs, il est évident que la polarisation de la vie politique, militante et médiatique française à Paris place l'association dans une position favorable. L'arrivée de Pierre et Laurent Samuel, qui participent auparavant aux activités de *Survivre et Vivre*⁹⁹⁹, au sein de l'association illustre la progressive prééminence du groupe de Paris sur les autres organisations écologistes de la capitale.

c. La nébuleuse de l'écologisme alsacien en pleine émergence

Le 12 avril 1971, 1 500 personnes se rassemblent à Fessenheim, petit village du Haut-Rhin à 20 km au nord-est de Mulhouse, pour protester contre le projet de construction d'une centrale électronucléaire¹⁰⁰⁰. Près d'un an plus tard, en mai 1972, ils sont 10 000¹⁰⁰¹. Dans un pays où, jusqu'alors, la construction de centrales dites « civiles » n'a jamais été contestée en tant que telle¹⁰⁰², l'ampleur et la rapide diffusion de la contestation antinucléaire en Alsace frappent les esprits.

L'année suivante, à l'occasion des législatives de 1973, alors que la plupart des candidats défendent en Alsace un programme d'industrialisation massive, c'est à Mulhouse que se présente Henri Jenn, premier candidat à se réclamer explicitement de l'écologie au nom du groupe *Ecologie et Survie*¹⁰⁰³.

Ces deux épisodes sont significatifs de la rapide structuration de l'écologisme alsacien à la faveur de la lutte antinucléaire et de la participation aux élections. Dans un dialogue constant avec les protecteurs de la nature, mais aussi en affirmant progressivement leur spécificité, les premiers écologistes alsaciens entendent définir une alternative globale à l'expansion industrielle.

Dès le début des années soixante-dix, un certain nombre d'acteurs, au premier rang desquels se trouvent le Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR) et le groupe *Ecologie et Survie*, concourent à la structuration de l'écologisme alsacien autour de la lutte antinucléaire tout en affirmant le caractère politique de leur

⁹⁹⁹ « Lettre de Pierre Samuel à Jean et Jean-François. 31 mai 1973 », *Bulletin de liaison – Survivre...et Vivre*, n°14, s.d., p. 8.

¹⁰⁰⁰ « La fin du Rhin », *Le Courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971, p. 7.

¹⁰⁰¹ Jean-Luc Benhamias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs*, op. cit., p. 29.

¹⁰⁰² Gabrielle Hecht, "Peasants, Engineers, and Atomic Cathedrals: Narrating Modernization in Postwar Provincial France", *French Historical Studies*, 20/3, summer 1997, pp. 395 sqq.

¹⁰⁰³ Elizabeth Schulthess, *Solange Fernex*, op. cit., p. 92.

combat. Loin d'être des organisations structurées et hiérarchisées, il s'agit bien davantage de collectifs larges ou de label *ad hoc* à la tête desquels on retrouve bien souvent les mêmes individus. La fluidité organisationnelle caractérise donc la nébuleuse alsacienne dont l'unité provient d'une même définition de l'écologisme.

Le 11 août 1970, quatre personnes, Jean-Jacques Rettig, Alain Boos, G. Rossin et C. Wehrung adressent une lettre ouverte à François-Xavier Ortoli, alors ministre du Développement industriel et de la Recherche scientifique, pour protester contre le projet de Fessenheim¹⁰⁰⁴. Très vite, ils entrent en contact avec Esther Peter-Davis, traductrice au sein des institutions européennes, auteur de *Fessenheim. Vie ou mort de l'Alsace*, où elle dénonce les dangers du nucléaire en s'appuyant sur les données diffusées par les antinucléaires américains¹⁰⁰⁵. C'est à la confluence de ces deux initiatives qu'est fondé le CSFR, probablement l'un des premiers comités français tourné vers la contestation du nucléaire civil¹⁰⁰⁶. Celui-ci ne doit pas être envisagé comme un groupe structuré et hiérarchisé et il n'a aucune existence légale, n'étant pas déclaré en préfecture. Un comité exécutif en forme le noyau dur et laisse une grande liberté aux groupes locaux qui peuvent se revendiquer du CSFR à condition que le secrétariat soit tenu au courant des actions menées et que celles-ci restent strictement non-violentes¹⁰⁰⁷.

L'efficacité du CSFR dans la lutte antinucléaire tient donc à sa capacité à susciter une multitude d'initiatives locales en leur donnant une large visibilité grâce à l'existence d'un label unique. Le fait d'être un collectif ouvert à tous, sans être associé à un intérêt catégoriel spécifique permet par ailleurs au CSFR de légitimer la lutte antinucléaire en tenant un discours qui dépasse le seul enjeu de Fessenheim. D'emblée, le groupe se montre en effet soucieux de ne pas apparaître comme un rassemblement de riverains refusant de voir leur quotidien perturbé par les nuisances d'une grande installation industrielle. Il s'agit d'éviter que les pouvoirs publics n'opposent l'intérêt supérieur de la nation, passant par le développement de technologies de pointe, à l'égoïsme de quelques riverains soucieux de leur confort.

Comme l'annonce le premier numéro de *Ionix*, le groupe entend contribuer « à un large courant populaire favorable à une conception plus saine et plus humaine du progrès et par conséquent hostile à la prolifération de centrales nucléaires, sources de pollution

¹⁰⁰⁴ « Qu'est-ce que le CSFR ? », *Ionix*, octobre 1971, p. 1.

¹⁰⁰⁵ [Collectif], *Fessenheim. Vie ou mort de l'Alsace*, Mulhouse, Schmitt-Lucos, 1970.

¹⁰⁰⁶ « Qu'est-ce que le CSFR ? », *Ionix*, octobre 1971, p. 1.

¹⁰⁰⁷ *Ibidem*.

radioactive et de déchéance »¹⁰⁰⁸. Ainsi, aux yeux du CSFR, l'opposition au projet de Fessenheim témoigne d'un rejet de l'énergie nucléaire dans son ensemble en tant que symbole d'un mode de développement néfaste pour l'homme sur le plan physique comme moral.

Le CSFR insiste par ailleurs sur la dignité de l'action entreprise car « en agissant en citoyens responsables du présent comme de l'avenir, ses membres accomplissent un ACTE POLITIQUE au sens élevé du terme, qui n'a rien à voir avec l'électoratisme des partis traditionnels »¹⁰⁰⁹. Ce regard sans concession sur les partis traditionnels vient du sentiment d'injustice né de la manière dont, aux yeux du CSFR, les pouvoirs publics font peu de cas de l'avis de la population dans le dossier Fessenheim¹⁰¹⁰. Ainsi, lorsque de Jean-Jacques Rettig écrit au préfet du Haut-Rhin pour lui demander des précisions sur la procédure d'enquête publique, celui-ci lui répond :

« Elle [l'enquête d'utilité publique] n'est pas faite pour alimenter les discussions dans le public, mais elle a pour seul but d'éclairer l'autorité chargée de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique, soit le préfet, soit dans le cas qui vous préoccupe, le Ministre du Développement Industriel.

Le dossier est donc de caractère interne et ne peut pas donner lieu à publication »¹⁰¹¹

En ce début des années soixante-dix où l'impératif industriel prédomine au sein des pouvoirs publics, il n'est donc pas envisageable de consulter les populations attenantes ni même de les informer spécifiquement. Du fait de ses origines militaires et parce qu'il est envisagé comme une priorité nationale, le nucléaire civil concentre toutes les caractéristiques de l'aménagement du territoire autoritaire dans le cadre duquel les pouvoirs publics se considèrent comme les seuls juges de l'intérêt général.

Pour aller au-delà de l'enjeu immédiat de la lutte contre la centrale de Fessenheim et donc tenir un discours de montée en généralité, le CSFR opte donc pour une forme spécifique de politisation de la lutte antinucléaire. Celui-ci distingue classiquement la classe politique et les pouvoirs publics d'une part, avec lequel le comité n'aurait rien à voir et dont il combat certaines décisions, et d'autre part les citoyens investis dans la vie

¹⁰⁰⁸ *Ibidem.*

¹⁰⁰⁹ *Ibidem.*

¹⁰¹⁰ Au début des années soixante-dix, les pouvoirs publics adoptent une position identique dans l'ensemble des dossiers d'enquête publique concernant des infrastructures dont l'importance est jugée stratégique. Cf. Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, thèse de doctorat en histoire des sciences et des techniques sous la direction de Dominique Pestre, EHESS, 2010, pp. 128 *sqq.*

¹⁰¹¹ [Anonyme], « Le saviez-vous ? », *Ionix*, octobre 1971, p. 6.

de la cité, démarche noble car désintéressée et uniquement motivée par la défense de l'intérêt commun.

Dans une autre présentation de son action publiée en 1974 le CSFR va plus loin dans son rejet des repères classiques de la vie politique en affirmant que « la terre a ses limites. Les équilibres biologiques, écologiques sont une réalité. La logique du capitalisme d'Etat (URSS) et encore plus celle du capitalisme privé (bloc Ouest) conduisent à la destruction de ces équilibres »¹⁰¹². Autrement dit, les luttes idéologiques qui structurent le clivage gauche/droite ne seraient que des différences superficielles dont l'importance serait exagérée : les sociétés de l'Est et de l'Ouest participeraient d'un même système industriel dont la nocivité pour l'environnement obligerait à formuler une alternative globale appelée à structurer de nouveaux clivages politiques, plus pertinents que ceux d'alors.

La politisation du CSFR s'explique donc d'abord par le sentiment d'être confronté à une décision injuste prise par des hommes politiques animés par une fausse idée du progrès¹⁰¹³. Par la suite, l'apport d'analyses inspirées par la science écologique vient parachever ce constat. Ainsi, en combinant un discours de défense de l'intérêt général et l'impulsion d'actions locales, le CSFR parvient à agréger autour de lui des individus à la sociologie et au positionnement politique par ailleurs fort divers mais qui se reconnaissent tous dans la lutte antinucléaire.

Ecologie et Survie naît d'une analyse similaire à celle du CSFR : il existe un consensus des pouvoirs publics et des principaux partis politiques en faveur d'un mode de développement industriel pourtant néfaste à la société et aux individus. En janvier 1973, soit trois mois avant les élections législatives prévues en mars, plusieurs militants de la protection de la nature se réunissent chez Solange Fernex (1934-2006) à Biederthal, dans le Jura alsacien¹⁰¹⁴. Militante infatigable engagée en faveur du tiers-monde comme de la cause des femmes, membre éminent de l'AFRPN, celle-ci joue par la suite un rôle décisif dans l'émergence de l'écologisme en France en tant que membre du Mouvement Ecologique (devenu ensuite le Mouvement d'Ecologie Politique), tête de liste des

¹⁰¹² Alain Jaubert, Jean-Claude Salomon, Ian Segal, Nathalie Weil, *Guide de la France des luttes*, Paris Stock, 1974, p. 172.

¹⁰¹³ La Fouine, « Questions », *Ionix*, octobre 1971, p. 7. L'article dresse la liste des différents points discutables dans la procédure d'enquête publique à l'œuvre en vue de la construction de la centrale de Fessenheim.

¹⁰¹⁴ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 92.

écologistes aux élections européennes de 1979 puis membre des Verts¹⁰¹⁵. Pour l'ensemble des personnes présentes, cela ne fait aucun doute : les partis politiques, de gauche comme de droite, défendent un vaste programme d'industrialisation de l'Alsace dont les conséquences s'annoncent funestes.

Pour faire entendre une alternative, ils décident donc de présenter des candidats dans le Haut-Rhin. Faute de moyens et d'effectifs, il n'est pas cependant pas envisageable pour le groupe de multiplier les candidatures. Ils font donc le choix de se concentrer sur Mulhouse, où Antoine Waechter est déjà bien implanté grâce à l'action de son association qui avait conduit la municipalité à renoncer à un projet de rocade autoroutière¹⁰¹⁶. Celui-ci étant trop jeune pour être candidat, c'est finalement Henri Jenn qui est choisi au nom du groupe qui se baptise Ecologie et Survie qui est donc surtout une appellation adoptée pour la circonstance et non pas un parti politique structuré¹⁰¹⁷.

A cette époque, cette candidature n'a pas pour but d'être élu et d'exercer un mandat de gestion : elle est conçue comme une campagne d'information et un cri d'alarme comme en témoigne le slogan du candidat – « Halte au cancer de l'expansion » – et l'affiche empruntée au WWF suisse et qui représente un crâne dont sort des routes et de la fumée, affirmant le caractère mortifère du mode de développement industriel en vigueur¹⁰¹⁸. Henri Jenn obtient 1491 voix soit 2.7 % des suffrages exprimés, un succès selon Antoine Waechter, qui a fait office de directeur de campagne, puisqu'en dépit de la faiblesse des moyens engagés, le candidat d'Ecologie et Survie a devancé celui du PSU¹⁰¹⁹.

De fait, si le résultat paraît encourageant aux yeux de certains, il n'en reste pas moins que le score obtenu est faible et l'impact sur le public probablement limité. La campagne électorale d'Ecologie et Survie n'a en effet duré qu'une dizaine de jours et n'a consisté qu'en l'organisation de quelques réunions publiques¹⁰²⁰. Ainsi, pour envisager de dépasser un score symbolique, il faut structurer davantage l'organisation de manière à proposer une offre politique plus convaincante. C'est sans doute pourquoi Antoine Waechter souligne dès le lendemain des législatives la nécessité de préparer les futures élections cantonales (qui doivent se tenir en septembre 1973) et proposer « un programme

¹⁰¹⁵ *Ibid.*, pp. 12 *sqq.*

¹⁰¹⁶ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération Verte*, *op. cit.*, p. 104.

¹⁰¹⁷ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex*, *op. cit.*, p. 93. Si l'on en croit Jean-Luc Benhamias et Agnès Roche, le groupe « Progrès et Environnement » présente un candidat dans l'Ain mais nous n'en avons pas trouvé trace. Cf. Jean-Luc Benhamias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs*, *op. cit.*, p. 33.

¹⁰¹⁸ *Ibidem.*

¹⁰¹⁹ Antoine Waechter, « Ecologie et Survie », *Bulletin de l'APRE*, n°12, 23 mars 1973, p. 80.

¹⁰²⁰ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex*, *op. cit.*, p. 93.

cohérent et progressif de changement »¹⁰²¹. Cependant, en dépit de la modestie de l'entreprise initiale, car tout reste à construire sur le plan politique, cette action installe symboliquement les premiers écologistes alsaciens comme des précurseurs en France mais aussi dans le monde¹⁰²².

Le CSFR et Ecologie et Survie sont les labels les plus visibles de l'écologisme alsacien alors en pleine émergence. Néanmoins, au-delà de ces groupes qu'on ne peut assimiler à des organisations structurées¹⁰²³, la vigueur de l'écologisme alsacien s'explique par la capacité de mobilisation d'associations dont les objectifs peuvent être très divers, mais qui, d'une manière ou d'une autre, se retrouvent dans la lutte en faveur de l'environnement. De cette manière, les mots d'ordre de l'écologisme peuvent irriguer progressivement le corps social.

L'affaire de Marckolsheim illustre cette dynamique. Entre 1974 et 1975, plus d'une vingtaine d'organisations alsaciennes et badoises protestent contre le projet de construction d'une usine de stéarates de plomb à Marckolsheim, petite commune au nord de Strasbourg sur les berges du Rhin. Cette région n'est pas inconnue des militants de la protection de la nature puisqu'en 1973 Antoine Waechter et son association des Jeunes Amis des Animaux ont réintroduit trois castors dans la forêt environnante pour protester contre le projet de zone industrielle¹⁰²⁴. L'affaire prend cependant une tout autre ampleur au printemps 1974 lorsqu'est dévoilé le projet d'un groupe bavarois, le Chemische Werke Munchen (CWM), d'installer une usine produisant des stéarates de plomb¹⁰²⁵. Craignant des rejets nocifs pour l'environnement comme pour les individus, peu confiant en l'efficacité des mesures antipollutions proposées par les pouvoirs publics, 21 associations alsaciennes et badoises occupent le site avec le concours des habitants à partir du 16 septembre 1974 et pour une durée de six mois¹⁰²⁶.

Au sein de ce collectif d'associations, seul un petit nombre se revendique comme écologistes puisqu'on y trouve des organisations agricoles, des associations de riverains

¹⁰²¹ *Ibidem*.

¹⁰²² Il semble que le premier parti écologiste au monde ait été le United Tasmanian Group en mars 1972, suivi de près par le New Zealand Values Party en mai 1972. Cf. Christine R. Dann, *For Earth's Last Island. The global origins of Green Politics*, PHD in Philosophy, Lincoln University, 1999, p. 18.

¹⁰²³ De manière significative, le CSFR ne cherche pas à dénombrer ses adhérents, ce qui n'a aucun sens du fait de l'absence de critères définissant l'adhésion, et se contente d'indiquer que ce chiffre est « variable ». Cf. Alain Jaubert et alii, *Guide de la France des luttes*, op. cit., p. 172.

¹⁰²⁴ Carole Waldvogel, *Imposer l'« environnement »*, op. cit., p. 191.

¹⁰²⁵ René Ehni, « Marckolsheim, Marckolsheim, morne plaine », *La Gueule Ouverte*, n°26, 6 novembre 1974, p. 7.

¹⁰²⁶ *Ibidem*.

ou encore des groupements de promotion de la culture alsacienne¹⁰²⁷. On peut donc manifester à Marckolsheim au nom de la culture alsacienne, de la contestation de l'ordre établi ou de la défense du caractère agricole de la région sans pour autant se définir comme écologiste. Cet épisode montre que si une identité spécifiquement écologiste est en gestation durant la première moitié des années soixante-dix, portée par des associations comme le CSFR ou Ecologie et Survie, les mobilisations en faveur de l'environnement sont cependant beaucoup plus larges et, au sein de ces rassemblements, les appartenances militantes restent particulièrement fluides.

Il est également remarquable que des populations de part et d'autre du Rhin se mobilisent, rapprochement facilité par les convergences linguistiques et culturelles ainsi que par la certitude qu'une pollution du fleuve toucherait autant une rive que l'autre¹⁰²⁸. Ces mobilisations partagées se prolongent par la suite lors de l'opposition à la centrale nucléaire de Wyhl (dans le Bade-Wurtemberg) et de Kaiseraugst (en Suisse, dans le canton d'Argovie)¹⁰²⁹. A Marckolsheim, les manifestants obtiennent finalement gain de cause au début de l'année 1975 lorsque la CWM décide d'annuler son projet¹⁰³⁰.

L'Alsace fait donc figure de laboratoire de l'écologisme où s'invente une identité, un discours et des pratiques spécifiques. Cette nouvelle approche se définit alors par la volonté de proposer une alternative globale et politique, qui peut passer par la participation aux élections mais sans se réduire à cette seule dimension puisque les militants s'investissent également sur le terrain dans des actions de protection de la nature ou dans des manifestations. Il reste maintenant à caractériser les éventuelles spécificités intellectuelles et militantes de cet écologisme par rapport au reste du territoire national.

d. L'écologisme alsacien, un naturalisme conservateur ?

Par leur recrutement et la teneur de leur message, les Amis de la Terre semblent se rattacher aux différentes cultures politiques de la gauche, dans ses versions modernistes comme libertaires. Il semble en aller autrement des groupes alsaciens, immergés dans une région au profil sociopolitique beaucoup plus conservateur, qui reste dans les années

¹⁰²⁷ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 75.

¹⁰²⁸ *Ibidem*.

¹⁰²⁹ Solange Fernex, « Non-violence triomphant », *The Ecologist*, vol. 5, n°10, décembre 1975, p. 374.

¹⁰³⁰ Henri, « Alsace, poubelle industrielle de l'Europe », *La Gueule Ouverte*, n°51, 30 avril 1975, p. 4.

soixante-dix un bastion de la droite parlementaire. Par ailleurs, Jean Jacob a souligné combien les premiers écologistes alsaciens ont été influencés par le « naturalisme conservateur » du peintre et sculpteur suisse Robert Hainard¹⁰³¹. Est-il dès lors pertinent d'interpréter les positions des groupes écologistes comme le reflet de clivages politiques, en considérant que l'écologisme alsacien représenterait l'aile droite du mouvement de la même manière que les Amis de la Terre en incarneraient la gauche ?

Robert Hainard (1906-1999) a toujours été fasciné par la nature à laquelle il consacre à partir de 1940 de nombreux essais¹⁰³². Comme le souligne Jean Jacob, Robert Hainard est un conservateur dans le domaine des mœurs comme dans celui de la morale, critiquant l'homosexualité, faisant l'éloge de la famille et craignant la décadence de la société¹⁰³³. Plus fondamentalement, il existe chez cet auteur une tentation constante de chercher dans les lois biologiques les normes de la vie en société même si, passé la Seconde Guerre mondiale, ce type de propositions est plus difficile à défendre publiquement¹⁰³⁴. Face à l'expansion industrielle et démographique, l'essentiel de la réflexion de Robert Hainard insiste sur la nécessité d'empêcher les sociétés humaines de s'approprier la nature qui doit exister en elle-même et pour elle-même, à l'état sauvage. Le penseur suisse est donc amené à promouvoir une limitation volontaire de la puissance humaine et de son expansion, au nom d'une approche plus sensible et moins rationnelle de la nature¹⁰³⁵.

A la fin des années soixante, l'influence de Robert Hainard se fait sentir sur l'écologisme alsacien naissant au travers du groupe de réflexion Diogène, auquel appartiennent Solange Fernex, Philippe Lebreton ou encore Antoine Waechter¹⁰³⁶. Par ailleurs, sa mise en cause radicale de l'expansion industrielle comme un processus inévitablement destructeur pour la nature se retrouve dans le slogan de la campagne électorale d'Ecologie et Survie en 1973 « Non au cancer de l'expansion »¹⁰³⁷. Jean Jacob fait ainsi de Robert Hainard l'une des principales références idéologiques des écologistes alsaciens. De fait, il est certain que sa réflexion a contribué à donner à la défense de la nature une dimension essentielle – et non plus seulement accessoire ou secondaire – qui lui confère une nouvelle légitimité.

¹⁰³¹ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, op. cit., p. 15 sqq.

¹⁰³² *Ibid.*, pp. 86 sqq.

¹⁰³³ *Ibid.*, p. 88.

¹⁰³⁴ *Ibid.*, p. 130.

¹⁰³⁵ *Ibid.*, p. 102.

¹⁰³⁶ *Ibid.*, p. 88.

¹⁰³⁷ *Ibidem.*

Cette prégnance d'une forme de conservatisme écologique au sein de l'écologisme alsacien se vérifie dans le rôle joué par Edward « Teddy » Goldsmith (1928-2009) qui contribue à la formulation de l'écologisme comme une alternative globale. Défenseur des sociétés traditionnelles qu'il considère menacées par l'expansion industrielle, Goldsmith fonde avec Tim Allen et Peter Bunyard le magazine *The Ecologist* dont le premier numéro paraît en juillet 1970¹⁰³⁸. Persuadé que le monde court à sa perte du fait de son mode de développement, il entend mobiliser la science écologique, la systémique et sa connaissance des sociétés premières et publie un « plan pour la survie » (*Blueprint for survival* en anglais) dans *The Ecologist* daté de janvier 1972¹⁰³⁹. Cette proposition suscite un certain émoi dans la nébuleuse écologiste de l'époque car Goldsmith ne considère pas que la société écologiste doive mener à la libération de l'homme mais à sa survie, ce qui passe selon lui par un renforcement du contrôle social dans le cadre de petites communautés autarciques¹⁰⁴⁰. Ce Plan pour la Survie est assurément peu perméable aux influences de la contre-culture et répudie implicitement le marxisme comme explication valide des phénomènes sociaux, ce qui lui vaut d'être considéré comme une proposition conservatrice voire fasciste¹⁰⁴¹. Edward Goldsmith exerce néanmoins une influence majeure sur les premiers écologistes alsaciens qui voient dans son travail un réquisitoire argumenté et sans concession contre la société industrielle et une préfiguration de ce que pourrait être la société écologique de demain, fondée sur la communauté.

Sans attendre la parution de l'édition française¹⁰⁴², Solange Fernex prend l'initiative d'en réaliser elle-même une traduction, de la ronéotyper et de la faire circuler par centaines d'exemplaires en France¹⁰⁴³. Par ailleurs, le 6 mai 1972, Goldsmith est invité par le CSFR à prononcer une conférence à Mulhouse dont de larges passages paraissent quelques mois plus tard dans *La Gueule Ouverte*¹⁰⁴⁴. A la même période, Jean-Jacques Rettig écrit dans *Le Courrier de la Baleine* qu'il envisage de confronter les candidats aux législatives de 1973 au plan proposé par Goldsmith pour montrer aux électeurs que le

¹⁰³⁸ *The Ecologist*, vol. 1, n°1, juillet 1970.

¹⁰³⁹ Edward Goldsmith, Robert Allen, Michael Allaby, John Davoll, Sam Lawrence, "A Blueprint for Survival. Preface", *The Ecologist*, vol. 2, n°1, janvier 1972, pp. 1 *sqq.*

¹⁰⁴⁰ *Ibid.*, pp. 47 *sqq.*

¹⁰⁴¹ « Eco-fascisme ou de quelques réactions à la conférence de Goldsmith », *La Gueule Ouverte*, n°4, février 1973, p. 45.

¹⁰⁴² Celle-ci paraît quelques mois plus tard. Cf. [The Ecologist], *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard, 1972.

¹⁰⁴³ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 91.

¹⁰⁴⁴ [Anonyme], « Conférence de Goldsmith », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, pp. 18 *sqq.*

choix politique peut s'opérer sur d'autres critères que ceux proposés habituellement par la classe politique¹⁰⁴⁵. Il souligne ainsi l'intérêt de disposer d'un plan de reconversion cohérent et complet qui permet de ne pas seulement lutter au coup par coup contre telle ou telle pollution alors même que « « l'adversaire » avance à pas de géant ailleurs »¹⁰⁴⁶.

Ainsi, si Robert Hainard contribue à donner aux yeux des premiers écologistes alsaciens une légitimité philosophique à la défense de la nature appréhendée comme une lutte contre l'expansion, il est incontestable qu'Edward Goldsmith joue un rôle au moins aussi important dans l'émergence de l'écologisme alsacien en posant abruptement la question de la survie de l'humanité et surtout en proposant la première alternative politique construite autour de l'écologie. Cette proximité intellectuelle contribue de fait à donner de l'écologisme alsacien l'image d'une forme de conservatisme.

Par certains aspects, on peut rapprocher l'écologisme alsacien d'une tendance similaire en République Fédérale Allemande où une fraction des militants écologistes se réclament d'un conservatisme des valeurs, insistant sur la préservation de la nature, réticents à l'idée de bouleverser la société et hostiles à toute idée d'expansion¹⁰⁴⁷. De fait, Solange Fernex souligne l'influence de la culture allemande et suisse sur l'écologisme alsacien, considérant que le romantisme qui a prédominé dans ces pays a permis l'éclosion d'une plus grande sensibilité à la nature¹⁰⁴⁸.

De fait, à plusieurs reprises, les écologistes alsaciens paraissent en décalage avec d'autres militants dont la culture politique les place plus à gauche. Antoine Waechter ne prend par exemple pas part à Mai 68 alors qu'âgé de 19 ans, il est étudiant à l'université de Strasbourg¹⁰⁴⁹. En effet, selon Raymond Pronier, qui cite l'un de ses carnets de note de l'époque, il se défie du « terrorisme intellectuel dans les assemblées générales »¹⁰⁵⁰. De même, le compte-rendu qu'Inge et Jean-Jacques Rettig du CSFR livrent de la manifestation du 10 juillet 1971 devant la centrale en construction de Bugey, organisée sous la houlette de l'équipe de *Charlie-Hebdo*, est riche d'enseignements¹⁰⁵¹. Evoquant les « gars aux cheveux longs », les « filles aux robes chatoyantes », ils soulignent que « pour nous, que l'on taxera peut-être de bourgeois, c'est une expérience intéressante ».

¹⁰⁴⁵ Jean-Jacques Rettig, « Suggestion », *Le Courrier de la Baleine*, n°3, septembre 1972, p. 15.

¹⁰⁴⁶ *Ibidem*.

¹⁰⁴⁷ Thomas Keller, *Les verts allemands. Un conservatisme alternatif*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 10.

¹⁰⁴⁸ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 78.

¹⁰⁴⁹ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération Verte, op. cit.*, p. 105.

¹⁰⁵⁰ *Ibidem*.

¹⁰⁵¹ Inge et Jean-Jacques Rettig, « A Bugey, ça bouge », *Ionix*, octobre 1971, p. 2.

Derrière les mots choisis, on sent l'étonnement des auteurs devant des comportements apparemment éloignés de leur univers habituel. Cependant, rien dans ce récit ne s'apparente à une condamnation morale ou à un reproche expressément formulé. Tout au plus regrettent-ils que « quelques excités » aient cherché à escalader les grillages de protection et lancer quelques pierres, provoquant des tirs de grenades lacrymogènes de la part des CRS¹⁰⁵². Ces quelques incidents inspirent à Inge et Jean-Jacques Rettig la réflexion suivante « Chez nous, en Alsace, c'était le scandale. Ici on tolère volontiers quelques erreurs de jeunesse »¹⁰⁵³. Cette conclusion montre bien l'écart qui existe entre les pratiques habituelles des premiers écologistes alsaciens et celles des militants davantage influencés par le gauchisme ; elle suggère également que malgré la spécificité alsacienne, la distance entre les deux univers sociaux n'est pas incommensurable et n'empêche pas d'avoir le sentiment de lutter côte-à-côte pour une même cause.

Au bout du compte, l'écologisme alsacien semble largement en phase avec la culture politique régionale d'une région plutôt conservatrice et politiquement ancrée à droite, où la foi religieuse a encore une certaine importance dans la structuration de la société. Il faut néanmoins prendre garde à ne pas réduire les premiers écologistes alsaciens à cette seule étiquette. En effet, ce serait enfermer l'écologisme alsacien dans une définition figée, reproduisant de manière rudimentaire le clivage droite/gauche. En définitive, cela empêcherait de saisir l'importance des liens entretenus avec les militants écologistes à la culture politique différente ainsi qu'avec d'autres univers sociaux.

De fait, l'une des caractéristiques de l'écologisme alsacien est la proximité de ses promoteurs avec les naturalistes et les associations de protection de la nature, comme le montre la multipositionnalité de nombreux acteurs. Très fréquemment, les écologistes alsaciens sont des membres actifs des associations naturalistes régionales dans lesquels ils exercent diverses responsabilités. Ainsi Henri Jenn, candidat d'Ecologie et Survie aux législatives de 1973 à Mulhouse appartient également à la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)¹⁰⁵⁴. De même, Solange Fernex anime au tournant des années soixante et soixante-dix la commission Nature de l'association Jeunes Femmes¹⁰⁵⁵. Elle appartient en outre à l'Association Fédérative Régionale de Protection de la Nature (AFRPN) dont elle

¹⁰⁵² *Ibidem*.

¹⁰⁵³ *Ibidem*.

¹⁰⁵⁴ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 93.

¹⁰⁵⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Acte de candidature de Solange Fernex. S.d. [premier semestre 1984].

préside la section du Haut-Rhin de 1974 à 1978¹⁰⁵⁶. C'est à ce titre qu'elle siège à la même époque au conseil d'administration du Fonds Français pour la Nature et l'Environnement présidé par Jean Sainteny¹⁰⁵⁷. Le jeune Antoine Waechter se distingue lui aussi par un investissement précoce et durable dans les associations naturalistes. Dès l'âge de 16 ans, il monte une antenne locale des Jeunes Amis des Animaux et à 20 ans il est secrétaire de la section haut-rhinoise de l'AFRPN tout en préparant un doctorat consacré à l'écologie de la fouine¹⁰⁵⁸. De fait, pour les écologistes alsaciens, le naturalisme et la protection de la nature ne sont seulement une première étape dans une carrière militante qui mènerait vers l'écologisme : il s'agit bel et bien de deux formes de militantisme menées en parallèle tout au long des années soixante-dix.

L'opposition entre écologistes et environnementalistes, plus souvent postulée que démontrée, se trouve donc nuancée par la multipositionnalité des militants alsaciens¹⁰⁵⁹. Néanmoins, à mesure que les écologistes affirment leur identité propre, des frictions peuvent apparaître avec les associations naturalistes, essentiellement pour des raisons tactiques. Ainsi, lors de l'affaire de Marckolsheim en 1974, un certain nombre de responsables de l'AFRPN sont disposés à accepter l'installation de l'usine en échange de mesures antipollutions, ce qui poussent les partisans d'une position plus inflexible, au premier rang desquels se trouve Antoine Waechter, à adopter des méthodes d'action plus radicales et plus spectaculaires en occupant le site de manière permanente, de façon à manifester leur opposition irrémédiable au projet¹⁰⁶⁰.

Le parcours militant de Solange Fernex est révélateur de la multipositionnalité de certains acteurs qui leur permettent de mobiliser des ressources politiques et cognitives très diverses. D'abord investie au sein de la CIMADE dans le courant des années cinquante alors qu'elle vit au Sénégal, elle a ainsi l'occasion de donner des cours de couture aux femmes africaines et plus globalement de militer en faveur de la promotion des femmes¹⁰⁶¹. Une fois rentrée en France, elle adhère au mouvement Jeunes Femmes qui participe à la création du Planning familial¹⁰⁶². En 1965, elle lance la section Alsace

¹⁰⁵⁶ *Ibid.*, p. 75.

¹⁰⁵⁷ Carole Waldvogel, *Imposer « l'environnement »*, *op. cit.*, p. 56.

¹⁰⁵⁸ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération Verte*, *op. cit.*, pp. 104-105.

¹⁰⁵⁹ Nous nous permettons de renvoyer à notre article consacré à cette question : « L'écologie politique et la Protection de la Nature et de l'Environnement », *Ecologie et Politique*, n°44, 2012, dossier spécial coordonné par Jean-François Mouhot et Charles-François Mathis, "Penser l'écologie politique en France au XXe siècle", pp. 115-127.

¹⁰⁶⁰ Carole Waldvogel, *Imposer l'« environnement »*, *op. cit.*, p. 192.

¹⁰⁶¹ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex*, p. 63.

¹⁰⁶² *Ibid.*, p. 71.

de Terre des Hommes, association d'aide au tiers monde, et organise une collecte alimentaire, ce qui est assez nouveau pour l'époque¹⁰⁶³.

Si la diversité des engagements de Solange Fernex est telle qu'il est sans doute aventureux de généraliser ce seul exemple, elle montre que le naturalisme conservateur est donc loin de former l'*alpha* et l'*oméga* de la formation intellectuelle et militante des premiers écologistes alsaciens. Malgré l'importance de Robert Hainard et Edward Goldsmith dans la construction de l'écologisme alsacien comme alternative globale à l'expansion et à l'industrialisation, d'autres expériences militantes ont eu leur importance et ouvrent les écologistes alsaciens sur des univers sociaux très divers.

¹⁰⁶³ *Ibidem.*

Dans son ouvrage consacré à la sociologie des militants écologistes, Sylvie Ollitrault a identifié trois idéaux-types dominants pour expliquer la trajectoire des militants¹⁰⁶⁴. Elle distingue ainsi des itinéraires à dominante politique, scientifique et réactive¹⁰⁶⁵ et estime dès lors que la nébulosité du mouvement s'explique par le fait que se côtoient des militants dont les représentations du mouvement sont différentes du fait de leur trajectoire spécifique¹⁰⁶⁶. L'analyse détaillée des Amis de la Terre et des écologistes alsaciens permet de nuancer cette idée en montrant l'importance de la multipositionnalité des acteurs et le poids des organisations dans la cristallisation de visions distinctes de l'écologisme

Doit-on alors considérer que les militants alsaciens constitueraient l'aile droite de l'écologisme, cependant que les Amis de la Terre représenteraient en quelque sorte la gauche ? Une telle perspective n'est pas dénuée d'intérêt et Jean Jacob a bien montré combien les pensées de l'écologie politique peuvent diverger entre un naturalisme conservateur et un autre subversif¹⁰⁶⁷. Il serait donc tentant d'expliquer les clivages ultérieurs de l'écologie politique, incarnés d'un côté par Brice Lalonde et de l'autre par Antoine Waechter, par cette structuration idéologique initiale. Il faut néanmoins garder à l'esprit que dans la première moitié des années soixante-dix la question d'une éventuelle divergence de vue entre ces deux lignes ne se pose pas. Écologistes alsaciens comme Amis de la Terre s'accordent pour être avant tout actifs sur le terrain et aucun débat n'émerge avant 1974 sur d'éventuelles divergences dans le positionnement politique.

Par ailleurs, au-delà des références intellectuelles spécifiques, les écologistes alsaciens pratiquent des formes de militantisme variées et investissent des causes parfois très diverses. Il serait dès lors excessif de considérer que le naturalisme conservateur détermine une fois pour toutes le positionnement politique et idéologique des militants alsaciens, ce qui rendrait difficile la compréhension de l'évolution du champ de l'écologisme français.

¹⁰⁶⁴ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, op. cit., pp. 25 sqq.

¹⁰⁶⁵ *Ibidem*.

¹⁰⁶⁶ *Ibid.*, p. 34.

¹⁰⁶⁷ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, op. cit., p. 15.

La formation de la nébuleuse écologiste – conclusion

Les années qui précèdent la campagne présidentielle de René Dumont sont essentielles dans la définition de ce qu'est le militantisme écologiste. Bien que puisant à des sources d'inspiration très variées, depuis la critique naturiste du progrès jusqu'aux réflexions de la deuxième gauche sur l'espace en passant par les réflexions des écologues sur la portée de la crise écologique, le militantisme écologiste tend à se définir dans ses pratiques comme une démarche de contestation largement marquée par les mouvements sociaux des années 68. Ce processus s'explique par l'orientation politique de la plupart des publications écologistes de cette période, à commencer par *Le Sauvage* et *La Gueule Ouverte*.

Une telle définition du militantisme écologiste n'a cependant pas de valeur impérative car l'écologisme est à cette époque une nébuleuse dont les contours restent mal définis et dont l'éclat provient essentiellement du nombre d'objets qu'elle agrège plutôt que de la lumière d'un astre central en l'occurrence inexistant¹⁰⁶⁸. Dès lors, des groupes très variés peuvent se revendiquer comme écologiste sans qu'aucune institution n'exerce un quelconque contrôle sur cette appellation.

Or, comme nous allons le voir dans le prochain chapitre, c'est à bien des égards le caractère flou de l'écologisme qui explique que certains militants se soient engagés dans l'organisation de la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle, envisagée comme une occasion de préciser la définition et les contours de l'écologisme.

¹⁰⁶⁸ Raoul Girardet, « L'héritage de l'Action française », *Revue française de science politique*, 1957/4, vol. 7, p. 766.

Chapitre III. L'écologisme au grand jour, la campagne de René Dumont

Au cours de la campagne présidentielle de 1974, les Français ont la surprise de découvrir un candidat qu'ils n'attendaient pas, René Dumont, qui se présente au nom de l'écologie politique¹⁰⁶⁹. Cette candidature improvisée en quelques semaines, sinon en quelques jours, est en partie le fruit des événements et de l'opportunité du moment, le décès de Georges Pompidou le 2 avril 1974 donnant l'occasion de présenter un candidat, donc de bénéficier d'un temps de parole inespéré à la télévision.

Ce serait néanmoins une erreur de réduire cet épisode fondateur de l'écologie politique à une simple occasion à saisir ou un hasard de l'histoire. On ne peut en effet pleinement comprendre cette candidature, et plus largement l'avènement de l'écologie politique, sans prendre en compte les enjeux qui entourent la définition même de l'écologisme, de ses pratiques et de ses finalités.

Ainsi envisagée, la campagne présidentielle de René Dumont ne se contente pas de révéler à l'opinion publique et au monde politique l'existence de l'écologisme. Les propositions formulées au cours de ces quelques semaines, la forte personnalité du candidat ainsi que les réactions variées des grands partis politiques concourent à faire de ces quelques semaines la matrice d'une transformation fondamentale de l'écologisme qui est précisé et transfiguré sous la forme de l'écologie politique.

¹⁰⁶⁹ René Dumont, *L'écologie ou la mort. La campagne de René Dumont et ses prolongements. Objectifs de l'écologie politique*, Paris Pauvert, 1974.

1. La politisation de l'écologisme

Les débats autour de l'avenir immédiat de la société industrielle sont centraux dans la genèse et la structuration du premier écologisme et font apparaître des divergences majeures. Comment agir face à la crise écologique ? Faut-il privilégier la fuite hors de la société ou peut-on agir en son sein ? Dans la mesure où l'écologie dévoile les lois régissant les écosystèmes, celles-ci ne remettent-elles pas en cause la liberté des individus ?

Dans cette perspective, le tournant politique constitué par la candidature de René Dumont, loin d'être un simple accident de l'histoire ou l'expression d'ambitions politiques mal dissimulées, pourrait plus fondamentalement constituer un moyen de résoudre certaines contradictions inhérentes à la nébuleuse et de parvenir à une définition plus opératoire de l'écologisme.

a. Le catastrophisme et ses apories

Au tournant des années soixante et soixante-dix, les sociétés industrialisées semblent être saisies par le « syndrome de Babylone »¹⁰⁷⁰. La société industrielle serait menacée de disparition et l'homme en porterait la responsabilité, par sa démographie galopante, son usage inconsidéré de la technologie et la somme des pollutions qu'il rejette dans l'environnement.

Selon le sociologue Ulrich Beck, les années soixante-dix verraient l'avènement d'une « société du risque » organisée autour de l'anticipation de la catastrophe, notamment dans le domaine environnemental¹⁰⁷¹. Dans un monde où la technologie est omniprésente, estime Ulrich Beck, aucun risque ne peut être considéré comme totalement naturel ; en prenant conscience de ce nouvel état de fait, la société pourrait ainsi devenir réflexive, s'interrogeant enfin sur les conséquences de ses choix technologiques, consciente d'être capable d'infléchir sa propre évolution¹⁰⁷².

Il serait tentant de faire des premiers écologistes les hérauts de cette société du risque dont ils hâteraient l'avènement par leurs cris d'alarmes. Pourtant, au début des années

¹⁰⁷⁰ Alain Musset, *Le syndrome de Babylone. Géofictions de l'apocalypse*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 21.

¹⁰⁷¹ Jean-Baptiste Fressoz, « Les leçons de la catastrophe. Critique historique de l'optimisme postmoderne », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, 13 mai 2011, p. 2.

¹⁰⁷² *Ibidem*.

soixante-dix, les écologistes ne mettent pas en garde contre les risques inhérents à la société industrielle mais contre une catastrophe à venir, ce qui relève d'une logique différente. Comme le soulignent Florent Guenard et Philippe Simay, le risque, qu'il soit technologique, environnemental ou social, se prévoit, se mesure sur une échelle définie à l'avance et favorise donc le développement de l'expertise scientifique et technique pour anticiper, à défaut de faire disparaître, l'éventualité d'une catastrophe¹⁰⁷³. Dans leurs journaux et leurs tracts, les écologistes répètent inlassablement un message différent : à brève échéance, la société industrielle mènera inévitablement l'humanité à sa perte et les premiers soubresauts de la catastrophe généralisée se font déjà sentir.

Il s'agit ici de comprendre les multiples usages de la notion de catastrophe mis en œuvre par les écologistes et la manière dont, dès le début des années soixante-dix, cette analyse semble tout autant contribuer à l'émergence de l'écologisme qu'à en entraver le développement.

Parmi les premiers auteurs de l'écologisme, Pierre Fournier se distingue comme l'infatigable prophète de cette catastrophe imminente, annonçant sans trêve que bientôt l'humanité manquera d'eau, d'humus, des minéraux nécessaires à la vie et même d'oxygène¹⁰⁷⁴. S'appuyant sur des analyses de Jacques-Yves Cousteau, Fournier est ainsi persuadé qu'il ne restera d'ici à cinquante ans que 12 % d'oxygène dans l'air ambiant, ce qui sera insuffisant pour assurer la respiration des vertébrés supérieurs, signant la disparition irrémédiable de l'humanité¹⁰⁷⁵. Les Amis de la Terre sont plus discrets sur ce point mais adressent une « lettre ouverte aux habitants d'une planète mourante » dans laquelle ils dressent également un bilan particulièrement noir de la situation des écosystèmes mondiaux, soulignant que la cote d'alerte est atteinte dans tous les domaines¹⁰⁷⁶.

Ce catastrophisme ne reflète pas seulement une crainte naturaliste de voir des milieux rares être dévastés et des espèces endémiques disparaître car le cataclysme annoncé va bien au-delà d'un effondrement des écosystèmes. Ainsi, aux yeux du fondateur de *La Gueule Ouverte*, l'homme périra également de ses propres œuvres et notamment de la

¹⁰⁷³ Florent Guenard, Philippe Simay, « Du risque à la catastrophe. A propos d'un nouveau paradigme », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, 23 mai 2011, p. 2.

¹⁰⁷⁴ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, op. cit., p. 20.

¹⁰⁷⁵ *Ibid.*, p. 153.

¹⁰⁷⁶ [Les Amis de la Terre], « Lettre ouverte aux habitants d'une planète mourante », *Le courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971, pp. 8-9.

dégénérescence génétique entraînée par le développement des centrales nucléaires¹⁰⁷⁷. De même, Claude-Marie Vadrot évoque le « caractère apocalyptique » de la pollution au méthyle de mercure qui a touché le village japonais de Minamata¹⁰⁷⁸.

Les problèmes à venir auront également des origines proprement sociales et économiques : la « déification de la croissance économique » et la « transformation de l'homme en esclave » caractéristiques de la société industrielle, participent également de la catastrophe en germe¹⁰⁷⁹. Ainsi, les signes avant-coureurs de cet effondrement ne sont pas uniquement discernables dans le recul des forêts ou le progrès des pollutions mais aussi dans les dysfonctionnements sociaux et économiques des sociétés contemporaines. Le premier éditorial du *Sauvage* fustige donc le remplacement de la boutique par le supermarché, du bistrot par le self-service ou encore des jardins par des bureaux¹⁰⁸⁰.

Les écologistes prédisent donc la survenue d'une catastrophe indissolublement environnementale, technologique et politique. Dans la première partie des années soixante-dix, cette analyse tout à la fois radicale et globale paraît bien être le principal ciment identitaire des écologistes, donnant une relative cohérence à leurs analyses¹⁰⁸¹. Dans une certaine mesure, le catastrophisme s'apparente à une forme écologisée de révolution, fondée sur la dénonciation du caractère intolérable de la situation présente et sur la certitude d'un changement prochain, idéal remis au goût du jour par Mai 68¹⁰⁸².

Parmi les facteurs qui, aux yeux des écologistes, conduisent l'homme à la catastrophe, le nucléaire occupe rapidement une place privilégiée. La nouvelle représentation de cette énergie accompagne un basculement de la contestation antinucléaire des questions militaires vers les centrales dites « civiles ». Ainsi, au travers du nucléaire, les écologistes enrichissent et radicalisent leur définition de la pollution jusqu'à faire de cette énergie le symbole même de l'apocalypse à venir.

De ce point de vue, la contestation des projets de centrales électronucléaires dans les années soixante-dix est en partie l'héritière des mouvements pacifistes qui ont milité

¹⁰⁷⁷ *Ibid.*, p. 53.

¹⁰⁷⁸ Claude-Marie Vadrot, *Déclaration des droits de la nature*, Paris, Stock, 1973, p. 31.

¹⁰⁷⁹ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, *op. cit.*, p. 32.

¹⁰⁸⁰ [Le Sauvage], « Les trente dernières années de la terre », *Le Sauvage*, n°1, avril-mai 1973, p. 6.

¹⁰⁸¹ « Et je dirais que l'intérêt du problème écologique, comme tous les vrais problèmes, c'est que c'est un problème où les chances de réussite sont secondes par rapport à la gravité et à l'essentiel de la question posée », Bernard Charbonneau, « Qu'est-ce qu'un journal écologique, à quoi ça sert ? », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973, p. 8.

¹⁰⁸² Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes*, Paris, Textuel, 2010, p. 108.

contre l'armement atomique dans les décennies précédentes¹⁰⁸³. De cette période, les militants des années soixante-dix conservent l'idée que cette forme d'énergie fait peser une menace globale et absolue sur l'humanité¹⁰⁸⁴.

Au même moment, des alarmes se font entendre quant à une possible contamination radioactive de la population non pas seulement en cas de conflit nucléaire mais du fait même de l'utilisation de cette énergie. Au sein du Mouvement contre l'Armement Atomique, le biologiste Jean Rostand s'alarme ainsi du risque de dégénérescence génétique entraîné par la multiplication des essais nucléaires, qui disperse des radioéléments dans l'ensemble de l'atmosphère¹⁰⁸⁵. De même, dès mars 1960, Jacques-Yves Cousteau dénonce les projets d'immersion des déchets nucléaires en Méditerranée et réclame un moratoire de dix ans pour étudier les conséquences de ces pratiques sur les océans¹⁰⁸⁶. Par ailleurs, c'est en 1965 que Jean Pignero élargit ses objectifs avec la création de l'APRI pour ne plus seulement protester contre les examens radiologiques obligatoires mais contre les méfaits des rayonnements ionisants d'une manière générale¹⁰⁸⁷. Dans chacun de ces cas, l'opposition au nucléaire est fondée sur une crainte pour la santé de l'homme susceptible d'être contaminé directement ou indirectement par le biais des mécanismes de concentration de radioéléments tout au long de la chaîne alimentaire.

Il existe donc une nette continuité entre les critiques anciennes du nucléaire émises dès la fin des années quarante – dont l'histoire reste encore à écrire¹⁰⁸⁸ – et la contestation antinucléaire des années soixante-dix. Les travaux les plus récents expliquent le long silence de l'historiographie à ce sujet par les différentes stratégies discursives mobilisées par les promoteurs de l'atome et destinées à marginaliser les critiques émises à leur rencontre¹⁰⁸⁹. On peut également émettre l'hypothèse que l'idée d'un quasi-consensus du pays autour du nucléaire a été involontairement encouragée par les écologistes des années

¹⁰⁸³ Sezin Topçu, « Nucléaire : de l'engagement des « savants » aux contre-expertises associatives », *Natures Sciences Sociétés*, n°14, 2006, p. 250.

¹⁰⁸⁴ Jean Planchais, « Les réactions de l'opinion à travers la presse et les sondages », in [Fondation Charles de Gaulle], *L'aventure de la bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire (1958-1969)*, Paris, Plon, 1984, p. 248-250.

¹⁰⁸⁵ Isabelle, « Les gens sont cons », *La Gueule Ouverte*, n°47, 2 avril 1975, p. 2.

¹⁰⁸⁶ Roger Cans, *Les flibustiers de la science*, Paris, Sang de la terre, 1997, p. 145.

¹⁰⁸⁷ Jean Pignero, « L'association pour la protection contre les rayonnements ionisants », *Survivre*, n°5, décembre 1970, pp. 2 *sqq.*

¹⁰⁸⁸ Sezin Topçu, « Atome, gloire et désenchantement. Résister à la France atomique avant 1968 », in Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013, pp. 189 *sqq.*

¹⁰⁸⁹ *Ibid.*, p. 202.

soixante-dix qui insistent sur l'ampleur de la transgression qu'ils opèrent en contestant cette technologie et, plus largement, l'ensemble de la société productiviste et technocratique.

Au début des années soixante-dix, l'essor de la contestation des centrales électronucléaires permet un amalgame entre ces alarmes jusqu'ici exprimées de manière dispersée. Désormais, le nucléaire est regardé comme une nouvelle forme de pollution particulièrement mortifère et insidieuse. Celle-ci n'est en effet pas perceptible par les cinq sens et ses effets sur la santé humaine peuvent survenir des années après l'exposition. De même, ses effets sont presque irréversibles dans la mesure où les régions contaminées sont inhabitables pour des siècles¹⁰⁹⁰. Par ailleurs, au-delà des arguments scientifiques mobilisés pour justifier leur opposition au nucléaire, les écologistes éprouvent à son égard une répulsion et une angoisse presque physique. Isabelle Cabut décrit ainsi la peur panique qui l'étreint lors de sa visite du chantier de la centrale de Flamanville comme si l'édifice de béton concrétisait ses craintes¹⁰⁹¹. Cette dimension subjective et émotionnelle du rejet du nucléaire tend cependant à être moins exprimée à mesure que la contestation se durcit car les militants ne veulent pas prêter le flanc aux accusations des partisans du nucléaire pour qui le refus de cette énergie ne repose que sur une peur irrationnelle et sans fondement¹⁰⁹².

Au travers du nucléaire, la pollution n'est plus seulement la « dégradation d'un écosystème par l'introduction d'un agent [...] provoquant une dégradation dans un milieu donné »¹⁰⁹³ mais retrouve dans une certaine mesure sa signification religieuse originelle qui renvoie à la profanation et à la souillure¹⁰⁹⁴. L'énergie nucléaire devient alors le symbole d'un système mortifère et appelé à disparaître à brève échéance.

Cette centralité de la catastrophe, présente et à venir, est au début des années soixante-dix au fondement de l'identité écologiste. L'idée centrale est que l'humanité habite un monde aux ressources limitées et qu'il en use pourtant de manière totalement

¹⁰⁹⁰ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, op. cit., p. 54.

¹⁰⁹¹ Isabelle, « Le dernier quart d'heure », *La Gueule Ouverte*, n°48, 9 avril 1975, p. 3.

¹⁰⁹² Sezin Topcu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, thèse de doctorat en histoire des sciences et des techniques sous la direction de Dominique Pestre, EHESS, 2010, p. 157.

¹⁰⁹³ Josette Rey-Debove, Alain Rey (dir.), *Le Petit Robert de la langue française*, op. cit., p. 2001.

¹⁰⁹⁴ « Pollution », *Trésor de la Langue Française informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?s=1036168275;> consulté le 12/09/2013.

inconsidérée. L'homme est alors condamné à brève échéance à moins d'une inflexion majeure dans son monde de vie. Pourtant, en dépit de ce consensus minimal, de nombreux débats opposent les militants pour déterminer quel est le facteur essentiel pour expliquer cette situation. S'agit-il de l'explosion démographique, de l'industrialisation et de son cortège de pollutions ou d'une dynamique prédatrice inhérente au capitalisme voire à la culture judéo-chrétienne ? De fait, les divergences, et parfois les vifs débats, qui opposent les premiers militants et penseurs attestent de l'existence de nombreux clivages au sein de l'écologisme naissant.

En 1972, les Amis de la Terre font paraître en France *La bombe P* de Paul R. Ehrlich, biologiste et démographe de l'université de Stanford, rendu célèbre aux USA par son appel à une réduction drastique de la population mondiale¹⁰⁹⁵. Il considère en effet que dans un monde plein, sans terre vierge ouverte à l'émigration, l'explosion démographique mène inmanquablement à l'épuisement des ressources, donc à une catastrophe planétaire¹⁰⁹⁶. Ces observations sont reprises par Michel Bosquet dans le numéro spécial du *Nouvel Observateur* « La dernière chance de la Terre » où il souligne sa crainte de voir se déclencher des guerres et des famines dans un monde trop plein¹⁰⁹⁷. L'écologisme français n'ignore donc pas totalement le débat sur les origines démographiques de la crise écologique mais force est de constater que celui-ci n'a pas la même vigueur qu'aux Etats-Unis¹⁰⁹⁸. De fait, *La Bombe P*, très grand succès de librairie outre-Atlantique, est un échec commercial en France où peu d'actions militantes sont mises en œuvre dans ce domaine¹⁰⁹⁹. *La Gueule Ouverte* ou *Survivre...et Vivre* évoquent d'ailleurs peu cette question. Cette relative discrétion s'explique probablement par la difficulté à imaginer des solutions concrètes qui permettent de renverser la courbe démographique mondiale sans mettre en place des mesures coercitives à l'échelle de la planète ou pénaliser le Tiers Monde, principal foyer de croissance de la population durant cette période¹¹⁰⁰.

Outre la démographie, les débats sur la catastrophe écologique à venir porte également sur la part de responsabilité de l'individualisme moderne dans cette situation. En effet,

¹⁰⁹⁵ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

¹⁰⁹⁶ « La bombe P. Ehrlich », *Le Courrier de la Baleine*, n°2, janvier 1972, p. 6.

¹⁰⁹⁷ Mathieu Albouy, *Le Sauvage (1973-1980)*, *op. cit.*, p. 31.

¹⁰⁹⁸ Fabien Locher, « Les pâturages de la Guerre Froide : Garrett Hardin et la « tragédie des communs », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60-1, pp. 20 *sqq.*

¹⁰⁹⁹ Cette question n'est pas centrale lors de la campagne de René Dumont et son évocation s'explique avant tout par l'inquiétude de ce dernier face aux famines dans le tiers-monde dans une perspective qui n'insiste pas sur la finitude des ressources. Cf. René Dumont, *L'écologie ou la mort, la campagne de René Dumont et ses prolongements, objectifs de l'écologie politique*, Paris, Pauvert, 1974, pp. 51-52.

¹¹⁰⁰ Pierre Samuel, « Lettre au Mouvement Ecologique Unifié », *Bulletin de liaison – Survivre...et Vivre*, n°12, s.d. [novembre 1972], pp. 13-14.

certains mouvements naturistes font à travers l'écologisme le procès des désordres moraux de la société contemporaine, faisant de sa réforme, et dans une certaine mesure de sa purification, la voie privilégiée pour éviter la catastrophe. Pierre Samuel évoque ainsi la « Saine Expo » organisée par Georges Krassovsky en 1971 au cours de laquelle se rencontrent des groupes qui n'appartiendraient pas à ses yeux au champ de l'écologisme¹¹⁰¹. Il vise tout particulièrement les associations naturistes prônant une action morale, comme la Ligue française d'hygiène mentale ou l'Union Française pour la Protection de la Vie (UFPV) dont Jean Royer, le très conservateur maire de Tours, est l'un des vice-présidents. Cette dernière diffuse une brochure qui, parmi les dix dangers qui menacent le monde, mentionne « la dégradation progressive de l'autorité dans la famille, dans le travail et l'Etat »¹¹⁰². Le « Plan pour la Survie » d'Edward Goldsmith suscite des réserves similaires car faisant le procès de la modernité individualiste, il prône le retour de petites communautés fondées sur la perpétuation de la tradition et le maintien d'un relatif contrôle social dans le respect des lois naturelles¹¹⁰³. Or, ces idées, bien qu'elles s'insèrent dans la perspective d'une catastrophe écologique globale, suscitent de vives réactions d'hostilité chez certains militants, qui considèrent que le rétablissement de l'autorité n'est pas la solution mais au contraire la source de l'ensemble des problèmes de l'humanité et que l'écologie suppose la diffusion du pouvoir et non sa concentration¹¹⁰⁴.

Les écologistes, loin d'être les hérauts du « syndrome de Babylone »¹¹⁰⁵, n'en serait-il pas plutôt les victimes ? Proclamant que la catastrophe est proche, les écologistes entendent démontrer la radicalité et donc l'originalité de leurs positions. Pourtant, au début des années soixante-dix, de nombreux acteurs venus d'horizons variés et aux positions politiques diverses s'inquiètent publiquement de la dégradation de l'environnement et de ses conséquences pour la vie sur Terre. Dès 1970, Georges Pompidou s'interroge sur l'avenir de l'humanité et craint qu'elle ne périsse par le déchaînement des forces de la science et de la technique qu'elle a elle-même suscité¹¹⁰⁶.

¹¹⁰¹ Pierre Samuel, « La Saine Expo », *Survivre*, n°8, juin-juillet 1971, pp. 13 *sqq.*

¹¹⁰² *Ibidem.*

¹¹⁰³ [*The Ecologist*], *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard, 1972, pp. 2 *sqq.*

¹¹⁰⁴ « Eco-fascisme ou de quelques réactions à la conférence de Goldsmith », *La Gueule Ouverte*, n°4, février 1973, p. 45.

¹¹⁰⁵ Alain Musset, *Le syndrome de Babylone*, *op. cit.*, p. 21.

¹¹⁰⁶ Georges Pompidou, « Discours du 28 février 1970 à Chicago », http://www.georges-pompidou.org/Documentation/Discours/1970_02_Chicago.html, consulté le 18/09/2013.

Dans une certaine mesure, le président français ne fait qu'exprimer l'air du temps lorsqu'il déclare :

« La nature nous apparaît de moins en moins comme la puissance redoutable que l'homme du début de ce siècle s'acharnait encore à maîtriser, mais comme un cadre précieux et fragile qu'il importe de protéger pour que la terre demeure habitable à l'homme »¹¹⁰⁷

De même, les médias traditionnels, sans nécessairement adopter une posture catastrophiste, évoquent toujours davantage ces questions. La marée noire provoquée par le naufrage du *Torrey Canyon* le 18 mars 1967 est probablement le premier évènement traité comme une catastrophe écologique par la presse française qui, en l'espace de deux mois, lui consacre plus d'un millier d'articles¹¹⁰⁸. Quelques années plus tard, les journaux intègrent véritablement les questions environnementales dans leurs colonnes en créant des rubriques spécifiques et en engageant des journalistes spécialisés. Ainsi, entre avril 1971 et avril 1972, le nombre d'articles consacrés à ces phénomènes quadruple dans la presse quotidienne et passe de dix à quarante par jour¹¹⁰⁹.

Ces alarmes connaissent probablement leur apogée en 1972 avec la parution du rapport du Club de Rome, *Limits to Growth*, qui entend démontrer le caractère intenable d'une croissance économique et démographique continue et l'organisation du sommet de la Terre de Stockholm où ces thèses sont largement évoquées et débattues¹¹¹⁰.

Certes, la vision de Georges Pompidou n'est pas celle de Pierre Fournier et l'on ne saurait assimiler le catastrophisme des écologistes à la société du risque définie par Ulrich Beck. La pensée de la catastrophe ne conduit en effet pas à affirmer la capacité de l'homme, par sa réflexivité, à faire face à cette situation mais donne à voir une humanité faible, faillible et vulnérable, totalement dépassée par ses propres créations¹¹¹¹. Aux yeux des écologistes, le catastrophisme doit constituer un marqueur identitaire et inciter lecteurs et militants à l'action dans l'espoir de changer une société condamnée à court terme.

Cette différence fondamentale n'est pourtant que peu perceptible pour l'homme de la rue. Dès l'origine, les écologistes n'ont en aucun cas l'exclusivité des questions

¹¹⁰⁷ *Ibidem*.

¹¹⁰⁸ Christian Delporte, « « N'abîmons pas la France ! ». L'environnement à la télévision dans les années 1970 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, pp. 55 sqq.

¹¹⁰⁹ Marc Ambroise-Rendu, « La presse française et l'environnement », *Presse Actualité*, septembre-octobre 1972, n°76, pp. 27-39, cité par Dominique Allan-Michaud, *Le discours écologique*, certificat international d'écologie humaine, université de Bordeaux 1, 1979, p. 100.

¹¹¹⁰ Claude-Marie Vadrot, *Déclaration des droits de l'environnement*, Paris, Stock, 1973, pp. 61 sqq.

¹¹¹¹ Florent Guenard, Philippe Simay, « Du risque à la catastrophe », *art. cit.*, p. 1.

environnementales de plus en plus reprises par les pouvoirs publics et les médias grand public qui s'attachent à en donner une vision moins alarmiste et plus accessible. Dans ces conditions, loin de constituer une marque de réalisme et un appel à l'action, le catastrophisme des écologistes pourrait donner d'eux une image strictement opposée. La catastrophe tant annoncée tardant à venir, les journaux écologistes risquent d'être taxés d'irréalisme et encourager ainsi une démobilisation des militants. De fait, l'optique catastrophiste choisie par les écologistes au début des années soixante-dix pose la question de l'originalité de leur démarche et alimente, comme nous allons le voir, des débats sur la meilleure manière d'agir en écologiste face à la société actuelle.

b. Entre la communauté et la société

Face à une catastrophe qu'ils jugent imminente, les écologistes sont immédiatement confrontés à la question des solutions envisageables pour assurer rien de moins que la survie de l'humanité. Or, dans les premiers débats autour des facteurs qui ont conduit l'humanité au bord de l'abîme écologique, les solutions coercitives ou faisant appel uniquement à la réforme individuelle des modes de vie sont rapidement marginalisées.

Dès lors, deux propositions coexistent, s'opposent et se fécondent au sein de la nébuleuse écologiste. La première est fondée sur une stratégie de rupture avec une société qui exploite, aliène et empoisonne, elle est notamment illustrée par certaines tendances du mouvement communautaire. La seconde repose sur la mobilisation de la société civile pour remettre en cause ici et maintenant des projets condamnables et fonder à terme un nouvel ordre politique. Or, dès 1972, cette deuxième option, qui implique une forme de politisation de l'écologisme, semble avoir davantage la faveur des militants et des journaux écologistes.

Commencé dès l'été 68, le mouvement communautaire culmine en France entre 1971 et 1973 bien que les effectifs concernés restent encore aujourd'hui difficiles à chiffrer ; en tout état de cause, à l'échelle de certaines vallées du sud de la France, ce phénomène est massif¹¹². Dans le tout début des années soixante-dix, ce mouvement est évoqué dans les

¹¹² Danièle Hervieu-Leger, Bertrand Hervieu, *Le retour à la nature, « au fond de la forêt...l'Etat »*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2005. Les auteurs proposent ainsi le chiffre de 500 personnes pour les seules Cévennes gardoise durant l'été 1970.

journaux écologistes comme le modèle d'une stratégie de rupture nette et immédiate avec une société condamnée :

« En détruisant les liens organiques qui nous unissaient aux autres hommes et à la nature, c'est-à-dire aux autres êtres, aux autres objets, aux autres sujets, la société industrielle (capitaliste si vous préférez) a fait de nous des individus atomisés, encadrés et collectivement irresponsables. Aucune possibilité, dans ces conditions, d'échapper aux enchaînements qui conduisent à la catastrophe.

Nous ne pouvons pas lutter contre ce système en restant actionnaire de ce système.

La communauté, c'est [sic] pas l'avènement automatique d'un monde plus juste et plus fraternel. C'est briser le carcan »¹¹¹³.

Aux yeux de Pierre Fournier, le mouvement communautaire implique un retour à la nature pour recréer un ordre organiciste et ainsi échapper à l'anomie et au déracinement de la société industrielle. Au travers de l'aventure communautaire, le fondateur de *La Gueule Ouverte* exprime la dimension antimoderne de sa pensée en voyant dans les communautés le moyen de recréer un accord entre nature et culture qui aurait été altéré par la modernité¹¹¹⁴.

Jean-Marc Carité considère de son côté que les communautaires sont les seuls militants à pouvoir véritablement conjuguer révolution et écologie en cherchant un changement radical dans leur vie quotidienne et non dans un quelconque ordre politique inévitablement artificiel¹¹¹⁵. D'après lui, l'action de l'homme a à ce point provoqué un déséquilibre planétaire que toute tentative de redresser la situation est vouée à l'échec : la seule solution réaliste consiste donc en une désertion loin de cette société condamnée¹¹¹⁶. Dans ces conditions, les communautaires sont les seuls militants qui se consacrent à la seule lutte qui vaille la peine d'être menée : la recherche de l'autarcie pour vivre en accord avec l'ordre naturel¹¹¹⁷.

Cette tribune de Jean-Marc Carité est d'autant plus intéressante qu'elle exprime une condamnation des pratiques militantes communes à la gauche et à une partie des militants écologistes. Selon lui, les manifestations ne seraient que des kermesses sans conséquence, animées par un « semblant de mouvement écologique récupéré ici par les boy-scouts, et là par les intellectuels de gauche, lecteurs du « Sauvage capables de tenir leur place dans les conversations de Saint-Germain, ou rédacteurs de « Survivre » effrayés à l'idée de

¹¹¹³ Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, op. cit., p. 89.

¹¹¹⁴ Pierre Fournier, « Terres libérées, où ça ? », *La Gueule Ouverte*, n°2, décembre 1972, p. 9.

¹¹¹⁵ Jean-Marc Carité, « Il était une fois l'écologie... (tribune libre) », *La Gueule Ouverte*, n°10, août 1973, p. 13.

¹¹¹⁶ *Ibidem*.

¹¹¹⁷ *Ibidem*.

quitter le confort « urbain » »¹¹¹⁸. Cet auteur invite donc à distinguer deux formes d'écologisme : l'un ne serait que bavardage et effet de mode alors que seul le mouvement communautaire serait authentique jusque dans les difficultés matérielles auxquelles il se confronte.

Les tribunes de Pierre Fournier et Jean-Marc Carité sont riches de renseignements sur les espoirs placés dans le mouvement communautaire, qui seul permettrait une rupture avec la société industrielle et l'avènement d'une société écologique faite de petites communautés immergées dans la nature et vivant selon ses lois. Il est intéressant de confronter ces pétitions de principe avec la réalité des communautés établies principalement dans le sud de la France.

Le témoignage de Christian Dupont sur une communauté éphémère établie dans l'Aude au début des années soixante-dix traduit effectivement l'aspiration diffuse à une vie plus proche de la nature, dans laquelle l'autonomie passerait par le recours à des énergies nouvelles et non polluantes. L'achat des terres de la communauté est ainsi financé par une association significativement appelée AUDE (Association Universelle pour la Défense de l'Environnement)¹¹¹⁹. De même, après quelques jours passés à s'éclairer à la bougie, les membres de la communauté décident d'installer l'électricité et envisagent dans un premier temps de recourir à des moyens de production peu polluants (microcentrale hydroélectrique, éoliennes ou capteurs solaires). Pourtant, après quelques débats, ils sollicitent finalement un raccordement à EDF, considérant qu'ils n'ont ni le temps ni le savoir-faire nécessaire pour utiliser les énergies nouvelles¹¹²⁰.

Cet épisode est doublement intéressant car d'une part il atteste de la circulation au sein du mouvement communautaire d'aspirations à établir une autre relation à l'environnement. D'autre part, la décision finalement consensuelle de se raccorder à EDF révèle que la démarche écologiste n'est pas au fondement du projet de cette communauté, dont l'objectif consiste plus largement à « découvrir les bases d'un autre système social »¹¹²¹.

Cet exemple ponctuel est corroboré par l'enquête de Danièle Hervieu-Léger et Bertrand Hervieu, réalisée entre 1975 et 1978. Selon les deux sociologues, jusqu'en 1971

¹¹¹⁸ *Ibidem*.

¹¹¹⁹ Christian Dupont, *Osons l'utopie ! Le fol été des communautés*, Paris, Les Editions libertaires, 2011, p. 38.

¹¹²⁰ *Ibid.*, p. 55.

¹¹²¹ *Ibid.* p. 44.

au moins, la fascination pour une civilisation rurale ancestrale et proche de la nature existe mais n'a pas une importance fondamentale dans la démarche communautaire¹¹²². C'est avant tout la certitude d'un éclatement prochain des structures sociales qui justifie la mise en œuvre d'une révolution immédiate¹¹²³. Le retour à la nature participe donc à sa modeste mesure d'un idéal de révolution totale, qui passerait par la multiplication des espaces émancipés de la machinerie capitaliste¹¹²⁴. Après l'échec relatif de Mai 68, on ne part pas à la campagne, on s'échappe dans un désert vidé de ses habitants par le capitalisme¹¹²⁵. De fait, la plupart des groupes qui pratiquent le retour à la nature durant cette première période ne sont absolument pas préparés à assurer leur subsistance par le travail de la terre qui est d'abord envisagé au travers du mythe de la surabondance de la nature et de la recherche de l'autarcie¹¹²⁶.

Ainsi, si dans un premier temps le mouvement communautaire semble susceptible d'incarner une stratégie de rupture écologique avec la société industrielle, l'essoufflement de la démarche, sensible dès 1972¹¹²⁷, fragilise cette idée. L'échec rapide de nombreuses communautés – il est rare qu'elles survivent au premier hiver – et leur impréparation face à la difficulté des tâches agricoles expliquent que cette stratégie de rupture perde progressivement de sa vigueur et de son crédit.

De fait, dès 1972, le mouvement communautaire, et plus largement l'ensemble des stratégies de rupture immédiate avec la société industrielle, font l'objet de nombreuses critiques dans les journaux écologistes et jusqu'à *La Gueule Ouverte*, alors même que Pierre Fournier avait été un temps tenté par une forme d'aventure communautaire.

Ainsi, en janvier 1972, les Amis de la Terre reconnaissent la laideur des villes industrielles mais considèrent que la tentative de construire un paradis dans les Cévennes serait une fuite sans issue¹¹²⁸. Quant à Pierre Fournier, il estime en novembre 1972 que trop d'obstacles empêchent la réalisation pourtant souhaitable de ces projets, à commencer par la démarche des aspirants-communautaires, qui cherchent à mettre fin à

¹¹²² *Ibid.*, pp. 31-32.

¹¹²³ *Ibidem.*

¹¹²⁴ *Ibid.*, p. 40.

¹¹²⁵ *Ibid.*, pp. 45-50.

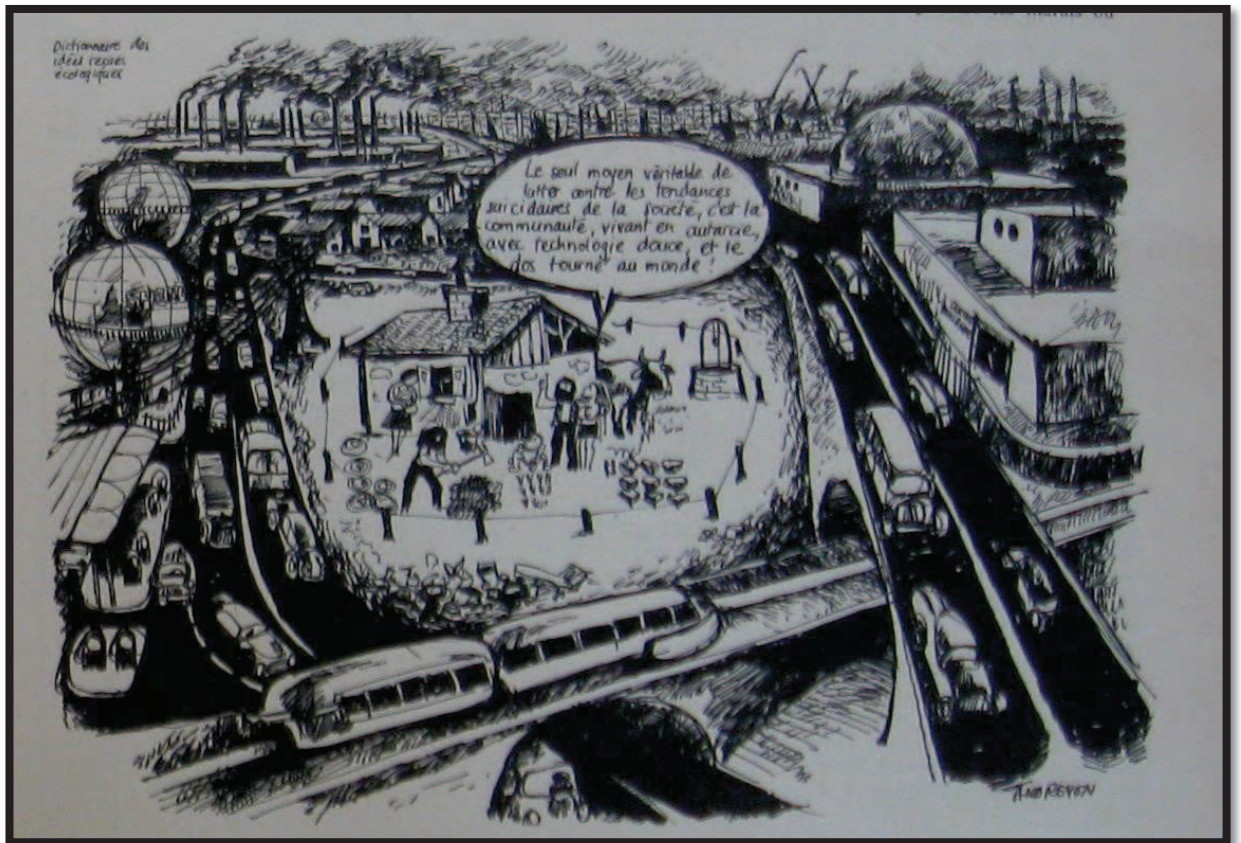
¹¹²⁶ *Ibid.*, p. 56.

¹¹²⁷ Danielle Hervieu, « Apocalyptique écologique et « retour » de la religion », *Archives des sciences sociales des religions*, 1982/1, vol. 53, p. 49.

¹¹²⁸ Les Amis de la Terre, « La belle vie », *Le Courrier de la Baleine*, n°2, janvier 1972, p. 3.

la structure familiale classique, ce qui n'aurait aucun sens ou intérêt¹¹²⁹. De manière significative, Marc Saracino, pourtant membre d'une communauté urbaine¹¹³⁰, dénonce l'apolitisme des positions de Jean-Marc Carité considérant que la désertion dans les Cévennes ne fera que conforter le système que seule une action révolutionnaire, anticapitaliste et communautaire peut abattre¹¹³¹.

Illustration 5. « Dictionnaire des idées reçues écologiques »¹¹³²



Le dessin intitulé « Dictionnaire des idées reçues écologiques » est particulièrement révélateur du jugement porté sur les communautés rurales par une partie de la nébuleuse écologiste. Paru dans le premier numéro de *La Gueule Ouverte* en novembre 1972, il figure une communauté rurale cultivant son bout de jardin dans une célébration de l'autarcie, inconsciente d'être littéralement cernée par la société industrielle et urbaine,

¹¹²⁹ Pierre Fournier, « Terres libérées, où ça ? », *La Gueule Ouverte*, n°2, décembre 1972, pp. 8 sqq.

¹¹³⁰ Marc Saracino, « Ni travail, ni famille, ni patrie », *Itinéraires militants. Toulouse en 68*, <http://itineraires-militants-68.fr/category/marc-saracino/>, 16 avril 2010.

¹¹³¹ Marc Saracino, « La tribune et son contexte », *La Gueule Ouverte*, n°11, septembre 1973, pp. 15-16.

¹¹³² Paru dans *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 19.

celle-ci étant symbolisée par l'aérotrain au premier plan et des structures qui s'apparentent aux dômes géodésiques de Buckminster Fuller à gauche. L'auteur de ce dessin semble porter un regard ambivalent sur la démarche communautaire. Pour séduisante qu'elle soit, celle-ci est une impasse voire une illusion car loin de lutter contre les « tendances suicidaires de la société », les communautaires ne font que leur tourner le dos, risquant de se faire submerger. A l'évidence, aux yeux du dessinateur, l'autarcie rurale n'est pas la solution : il faut donc chercher ailleurs.

Ainsi, dans les médias écologistes, la fascination pour les communautaires ne dure qu'un temps et la critique de leur démarche est très nette. Le retour à la nature, l'établissement à la campagne ne sont pas rejetés en tant que tels mais la justification politique qui accompagne cette démarche est remise en cause. En effet, loin d'être un signe de lucidité, elle ne serait qu'une fuite en avant irréaliste ; sous couvert de sacrifice, elle encouragerait une démarche apolitique. En définitive, ces critiques adressées au mouvement communautaire traduisent l'essoufflement de la croyance dans une révolution imminente qui viendrait couronner Mai 68.

Progressivement, les médias écologistes délaissent donc la perspective d'un renversement imminent de la société pour valoriser les luttes menées sur le terrain par les citoyens et les militants. Cette démarche, associée au refus du repli communautaire, constitue une première forme de politisation de l'écologisme, entendue au sens large « de montée en généralité et de reconnaissance de la dimension conflictuelle des positions adoptées »¹¹³³.

Cette conflictualité n'implique pas seulement de reconnaître qu'un système est nuisible et doit être combattu, il faut également montrer que chaque individu peut contribuer à ces luttes. Dès 1971, les Amis de la Terre appellent chacun à « agir comme s'il était sa propre ligue de protection de la nature, d'écologie, de contrôle démographique et de pollution (etc.) à lui tout seul »¹¹³⁴. Les combats à mener seraient en effet innombrables : « ce sera par exemple une nouvelle route, un nouveau parking, des concerts de klaxon malgré la réglementation. Il faut bien vous dire que ce qui vous ennuie, ennuie probablement votre voisin et peu importe qu'il soit de gauche ou de

¹¹³³ Camille Hamidi, « Franchir les frontières du politique. Engagement associatif et socialisation politique : vers une théorie des effets limités et cumulatifs », Laurent Le Gall, Michel Offerlé, François Ploux (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIXe-XXe siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 324.

¹¹³⁴ « Ne gémissiez pas, agissez », *Le Courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971, p. 11.

droite »¹¹³⁵. La mobilisation au nom de l'écologie est alors considérée comme une action qui transcende les clivages politiques. Dans une certaine mesure, ceux-ci n'auraient aucune signification car ils ne seraient que des considérations abstraites qu'on ne peut opposer au caractère concret des menaces et des nuisances. Dans cette perspective, la participation compte autant que la réussite de l'action.

Cette valorisation de la mobilisation de tous et de chacun n'est pas seulement exprimée aux Amis de la Terre. On la retrouve à *La Gueule Ouverte* où Mabilille fait ainsi l'éloge de la combativité des associations face à la collusion des industriels et des pouvoirs publics qui ont pour projet d'installer un gazoduc au fond du lac Léman¹¹³⁶. Il salue notamment l'action de plusieurs associations, dont l'Amicale des pêcheurs amateurs et l'Association des paysannes du canton de Vaud, qui sont parvenues à organiser un boycott efficace¹¹³⁷. Dans cet article, deux camps sont donc clairement distingués et leurs positions respectives sont explicitées grâce à des données économiques (l'espoir de bénéfices tirés de l'exploitation du gazoduc), sociales (la collusion élitaires entre les élus locaux et les industriels) et écologiques (l'équilibre écologique du lac Léman, gravement menacé). La mise en récit des conflits environnementaux, qu'ils soient antinucléaires¹¹³⁸ ou d'une autre nature, ne procède donc pas en opposant de manière abstraite deux projets de société : ces luttes se situent pleinement dans le cadre de la société industrielle, fût-ce pour en subvertir les fondements.

Ainsi, la première forme de politisation de l'écologisme que l'on peut observer consiste en une mise en avant de la capacité des citoyens à se mobiliser face à une situation inacceptable. Parmi les journaux écologistes, *Le Sauvage* est probablement le principal promoteur de cette démarche. On trouve ainsi dans les premiers numéros de nombreuses références élogieuses à l'action de Ralph Nader, pour qui la mobilisation des citoyens est une garantie pour le bon fonctionnement de la démocratie et un moyen pour gagner le contrôle sur sa propre existence¹¹³⁹.

Si la mise en récit des luttes environnementales peut facilement mettre en exergue la conflictualité des positions, la question de la montée en généralité des individus et des

¹¹³⁵ *Ibidem*.

¹¹³⁶ Mabilille, « Evian : le gazoduc dans le lac ? », *La Gueule Ouverte*, n°8, juin 73, pp. 5 sqq.

¹¹³⁷ *Ibidem*.

¹¹³⁸ « Chronique de la mort radieuse », *La Gueule Ouverte*, n°8, juin 1973, p. 42.

¹¹³⁹ « Ralph Nader se fâche. Propos recueillis par Alain Hervé », *Le Sauvage*, n°1, avril-mai 1973, pp. 26 sqq.

associations est plus délicate et peut entraver une complète politisation. En effet, dans un certain nombre de cas, les écologistes sont bien conscients que la combativité des populations locales n'est motivée que par le refus de voir une infrastructure gênante ou source de nuisance s'installer à proximité de leur domicile. Evoquant la mobilisation des villages de la Dombes contre un projet de raffinerie, Arthur invite à la prudence : « Est-ce à dire, toute rigolade mise à part, que le drapeau vert de la révolution écologique flotte sur nos clochers ? Non. Car tous les comités de défense commencèrent à se renvoyer la balle sur le thème : pas chez moi, chez les autres »¹¹⁴⁰. De même, Judith Delorme craint que l'écologisme n'évolue vers un « côté rassemblement de râleurs tous azimuts dont la seule perspective serait d'envoyer le chien pisser sur la porte du voisin plutôt que sur la sienne »¹¹⁴¹. Bien que le terme n'existe pas à l'époque, ces deux commentateurs craignent le développement d'un syndrome NIMBY¹¹⁴², dans le cadre duquel les acteurs peuvent se mobiliser localement mais refusent toute montée en généralité vers des enjeux politiques, économiques ou sociaux plus large.

Derrière leur caractère consensuel, les mobilisations des citoyens et des associations de défense suscitent donc des réserves chez les militants écologistes qui doutent que ces actions soient à la hauteur des enjeux. Dominique Pons relève ainsi que « pour que les actions des associations de défense réussissent, il faut qu'elles parviennent à passer du particulier au général et que, partant de la défense des intérêts locaux, elles réussissent à atteindre un stade supérieur »¹¹⁴³. François Loubet va plus loin en estimant que « la défense de l'environnement – et du consommateur – ne peut avoir de sens que dans la mesure où sont remises en cause toutes les structures de la société industrielle avancée »¹¹⁴⁴, ajoutant que « les réponses sont d'ordre politique [...]. Le danger de la lutte écologique, c'est qu'elle risque de démobiliser quantité de révolutionnaires en puissance »¹¹⁴⁵.

Ainsi, l'engagement du citoyen et des associations au service de l'écologie n'échappe pas à la critique. Aux yeux des militants écologistes, deux dérives menacent ces luttes

¹¹⁴⁰ Arthur, « Attention, dernière station « Total » avant l'autoroute. Les divagations d'une centrale baladeuse », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 9.

¹¹⁴¹ Judith Delorme, « Le contre salon de l'environnement », *Bulletin de liaison de Survivre et Vivre*, n°9, s.d., p. 3.

¹¹⁴² Acronyme de « Not In My Backyard » (Pas dans mon jardin). Cf. Danny Trom, « De la réfutation de l'effet NIMBY considéré comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 1999/1, vol. 49, pp. 31 *sqq.*

¹¹⁴³ Dominique Pons, « A quelle porte frapper », *Le Sauvage*, n°8, décembre 1973, p. 52.

¹¹⁴⁴ François Loubet, « Aux armes citoyens », *Le Sauvage*, n°7, novembre 1973, p. 31.

¹¹⁴⁵ *Ibidem.*

locales, l'insignifiance d'une part et d'autre part leur récupération, autrement dit leur neutralisation par le système.

Aux alentours de 1972, les premiers militants écologistes semblent hésiter quant à la marche à suivre. Faut-il rompre avec une société industrielle qu'on sait condamnée au risque de tomber dans l'impuissance et la marginalisation ? Faut-il au contraire s'immerger dans les luttes environnementales qui apparaissent durant cette période, quitte à être accusé de réformiste ?

Devant les difficultés rencontrées par les communautés, il semble que les écologistes optent rapidement pour la deuxième solution, ouvrant ainsi la voie à une forme de politisation de leur combat. En le situant dans le cadre de la société industrielle, en valorisant des luttes menées par des acteurs très divers, le risque est cependant de neutraliser l'écologisme en en faisant un agrégat de luttes locales sans perspective globale. L'organisation de la candidature de René Dumont doit donc aussi être envisagée comme un prolongement, voire un parachèvement, d'une phase de politisation commencée quelques temps plus tôt.

c. L'écologie en débat

Le consensus doctrinal unissant les écologistes au début des années soixante-dix paraît très relatif. Des débats importants opposent ainsi les militants sur des points fondamentaux, qu'il s'agisse des facteurs expliquant la crise écologique ou des moyens d'y remédier. Durant cette période, être écologiste, c'est débattre d'un certain nombre de sujets fondamentaux plutôt que partager des positions communes.

A mesure que l'Etat proclame leur volonté de prendre en charge les questions de protection de la nature et de l'environnement, les militants sont amenés à se réclamer de l'écologie, terme peu usité dans les pouvoirs publics. Pourtant, de manière surprenante, la notion même d'écologie en vient à être contestée et même récusée par certains militants comme le montre la décision de *La Gueule Ouverte*, en mars 1974, d'abandonner son sous-titre « mensuel écologique »¹¹⁴⁶. Cette démarche n'est pas isolée ; comme nous allons le voir, elle témoigne de la volonté de prendre une certaine distance

¹¹⁴⁶ Isabelle, « *La Gueule Ouverte* », *La Gueule Ouverte*, n°17, mars 1974, p. 3.

avec une référence jusqu'alors mise en avant et désormais considérée comme trop équivoque.

La création d'un ministère délégué à la Protection de la Nature et de l'Environnement en janvier 1971 signale la volonté des pouvoirs publics de s'investir dans ce nouveau champ d'intervention¹¹⁴⁷. Les journaux écologistes cherchent alors à disputer ce label aux pouvoirs publics en tentant de différencier ce que doit être l'écologie et ce qui ne relève que des effets d'annonce voire d'une instrumentalisation de la notion¹¹⁴⁸.

Lorsque 1970 est proclamée « année de la protection de la nature » par le Conseil de l'Europe, Pierre Fournier raille cette décision en prédisant que « chacun va verser une larme sur les arbres et les oiseaux » et que l'on promettra des parcs régionaux peuplés de corbeilles à papier et entourés d'autoroutes pour en faciliter l'accès, sans s'attaquer aux véritables problèmes posés par la dégradation de la nature en France¹¹⁴⁹. Cette suspicion quant à la bonne volonté des pouvoirs publics sur les questions environnementales est alimentée par l'apparente impuissance du ministre délégué à la Protection de la Nature, Robert Poujade. Près de trois ans après sa création, Philippe Saint-Marc considère que le bilan de ce ministère est proche du « zéro absolu » : les pollutions s'accroissent car rien n'est fait pour punir les pollueurs, les règlements sont mal adaptés et souvent peu appliqués¹¹⁵⁰. Dans une certaine mesure, Robert Poujade lui-même contribuera à ce procès en impuissance fait à la politique gouvernementale en publiant en 1975 une chronique de son passage au ministère intitulé *Le ministère de l'impossible*¹¹⁵¹.

Aux yeux des écologistes, la politique environnementale du gouvernement n'est pas seulement inefficace, elle serait plus fondamentalement biaisée par la volonté des pouvoirs publics de n'en retenir que les idées inoffensives, sans réelles conséquences sur l'organisation de la société. *Le courrier de la Baleine* dénonce par exemple la réduction des enjeux écologiques à la seule question de la pollution et des nuisances olfactives, culpabilisant les consommateurs et des automobilistes plutôt que de remettre en cause le

¹¹⁴⁷ Stéphane Frioux, « Le premier ministère de l'Environnement (1971-1974). L'invention d'un possible. Entretien avec Robert Poujade », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 51.

¹¹⁴⁸ Nous abordons également cette question dans un article intitulé « Les écologistes et la protection de la nature et de l'environnement dans les années 1970 », *Écologie et Politique*, n°44, 2012, pp. 115-125.

¹¹⁴⁹ Pierre Fournier, *Où on va, op. cit.*, p. 40.

¹¹⁵⁰ Philippe Saint-Marc, « A quoi sert Robert Poujade », *Le Sauvage*, n°8, décembre 1973, pp. 8 *sqq.*

¹¹⁵¹ Robert Poujade, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

fonctionnement même de la société¹¹⁵². De fait, Georges Pompidou a tenté de populariser durant son mandat une « morale de l'environnement »¹¹⁵³ ; aux yeux du président, chacun contribue aux progrès de la pollution et à l'essor des nuisances et une politique de l'environnement conséquente doit donc faire appel à l'esprit de responsabilité des individus pour atténuer les dommages infligés à l'environnement¹¹⁵⁴.

Des attaques similaires sont adressées par les écologistes à l'encontre de Sicco Mansholt lorsqu'est rendue publique (en avril 1972) sa lettre adressée au président de la Commission européenne, Franco-Maria Malfatti¹¹⁵⁵. Frappé par la lecture du rapport du Club de Rome, Mansholt, à l'époque commissaire européen à l'Agriculture, propose un plan à l'échelle européenne de transformation de l'économie reposant sur une forte réduction de la consommation de biens matériels pour lutter efficacement contre les pollutions et l'épuisement des matières premières¹¹⁵⁶. Comme Bernard Charbonneau le signale dans les colonnes de *La Gueule Ouverte*, Mansholt ne saisit pas la véritable portée de l'écologie puisqu'il continue par ailleurs à promouvoir une agriculture intensive¹¹⁵⁷. Il en conclut que les élites technocratiques n'ont pas vraiment d'avis sur les grandes questions de leur temps mais qu'ils cherchent à se les approprier sous la forme de slogan ou d'effets d'annonce pour ainsi capter l'air du temps et se maintenir au pouvoir.

Les écologistes sont donc en concurrence avec les pouvoirs publics pour imposer leur propre définition de l'écologie et de ses implications. Cette concurrence explique probablement en partie pourquoi les partisans d'une démarche militante préfèrent le terme « écologie » à ceux d'« environnement » ou de « nature ». A ce titre, la campagne de René Dumont permet, grâce aux 66 minutes de temps de parole à la télévision (47 minutes à la radio) un coup de force symbolique des écologistes pour tenter d'imposer la légitimité de leur démarche par rapport à celles de leurs concurrents¹¹⁵⁸.

Au-delà de la compétition asymétrique entre les pouvoirs publics et les militants écologistes pour imposer la définition légitime de la politique environnementale, ces

¹¹⁵² Les Amis de la Terre, « Nous sommes tous des pollués », *Le Courrier de la Baleine*, n°3, septembre 1972, p. 3.

¹¹⁵³ Mathieu Flonneau, « Georges Pompidou, président conducteur, et la première crise urbaine de l'automobile », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1999/1, vol. 61, p. 38.

¹¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 39.

¹¹⁵⁵ Bernard Charbonneau, « Mansholt ou Mansholt ? La gueule fermée (puis ouverte) », *La Gueule Ouverte*, n°4, février 1973, p. 16.

¹¹⁵⁶ Timothée Duverger, « De Meadows à Mansholt : l'invention du « zégisme » », *Entropia*, printemps 2011, n°10, p. 120.

¹¹⁵⁷ Bernard Charbonneau, « Mansholt ou Mansholt ? », *art. cit.*, p. 17.

¹¹⁵⁸ René Dumont, *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*, p. 50.

derniers s'interrogent également sur la manière d'appliquer l'écologie, en tant que science du vivant, à la compréhension et à la transformation des sociétés contemporaines.

Pour mieux connaître l'influence du milieu sur les êtres vivants, la nébuleuse écologiste se penche ainsi sur l'existence éventuelle de lois naturelles que l'écologie contribuerait à mettre à jour¹¹⁵⁹. Dans les premiers numéros du *Courrier de la Baleine*, les Amis de la Terre, s'appuyant notamment sur des manuels d'écologie scientifique américains¹¹⁶⁰, appellent à imaginer une civilisation qui ne renonce pas à la technologie mais qui « sache la soumettre aux lois de la nature »¹¹⁶¹. Pierre Fournier, comme à son habitude, est encore plus radical lorsqu'il rejette l'usage du terme « environnement » qui « pue l'anthropocentrisme » pour appeler à l'adoption d'une « conception rationnelle d'un réel consistant en un ensemble de lois à comprendre pour s'y adapter »¹¹⁶².

Ces réflexions s'insèrent dans un contexte intellectuel plus large. Au tournant des années soixante et soixante-dix, les progrès scientifiques, en particulier ceux de la génétique, conduisent la société française à s'interroger sur la part du culturel et du naturel dans le comportement humain comme en atteste le succès des livres de Jacques Monod¹¹⁶³ et de François Jacob¹¹⁶⁴. Dans les deux cas, les auteurs entendent faire la part des choses entre ce qui relève de la liberté humaine et les contraintes indépassables de notre condition biologique¹¹⁶⁵. Les questions soulevées par la génétique font d'ailleurs écho aux réflexions des militants écologistes sur l'utilisation possible des acquis la science des systèmes. L'approche systémique semble en effet annoncer une compréhension plus fine des mécanismes sociaux permettant d'envisager une société fondée sur la libre coopération des individus¹¹⁶⁶.

Ces réflexions suscitent rapidement des remous voire un franc rejet de la part de nombreux acteurs de la nébuleuse écologiste. Ainsi, lorsque Monique Sardou évoque dans *La Gueule Ouverte* la création par la présidence de la République d'une mission sur les problèmes de civilisation et de condition de vie, son jugement est sans appel :

¹¹⁵⁹ René Dubos, « Les limites de l'adaptabilité », *Le Courrier de la Baleine*, n°1, juillet 1971, p. 4.

¹¹⁶⁰ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

¹¹⁶¹ Les Amis de la Terre, « La belle vie », *Le Courrier de la Baleine*, n°2, janvier 1972, p. 3.

¹¹⁶² Pierre Fournier, *Où on va, op. cit.*, pp. 50-51.

¹¹⁶³ *Le hasard et la nécessité. Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*, Paris, Seuil, 1970.

¹¹⁶⁴ *La Logique du vivant, une histoire de l'hérédité*, Paris, Gallimard, 1970.

¹¹⁶⁵ François Dosse, *Pierre Nora. Homo historicus*, Paris, Perrin, 2011, p. 187.

¹¹⁶⁶ Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*, Steward Brand, un homme d'influence, Caen, C&F éditions, 2012, pp. 92 *sqq.* Voir également Brigitte Chamak, *Le Groupe des Dix ou les avatars des rapports entre science et politique*, Paris, Editions du Rocher, 1997.

« Mai 68, c'était le bordel, des mots, de la luxure, un caprice national. Cinq ans de répression, de coups de matraque et de belles paroles ont rééduqué les gens. Demandez gentiment, et alors on vous écoute, on réaménage, on modernise les méthodes, avec la complaisance des sciences économiques, sociales, les bonnes sciences humaines, quoi. Le savoir des technocrates progressistes, alarmés par 68, ne peut que profiter au pays »¹¹⁶⁷

Derrière l'évocation des « technocrates progressistes », c'est la personne de Philippe d'Iribarne qui est visée. Polytechnicien, responsable entre 1968 et 1971 de la recherche à la direction de la prévision du ministère de l'Economie et des Finances, il devient en 1973 directeur du Centre de recherche sur le bien-être et il est à ce titre placé à la tête de la mission sur les problèmes de civilisation¹¹⁶⁸. Le rejet exprimé dans cet extrait s'explique tout à la fois par un refus de voir les sciences humaines et sociales devenir des instruments de contrôle de la population et de planification des besoins individuels et par la méfiance à l'égard d'une politique d'ouverture de la part du gouvernement, tel qu'a pu la promouvoir Jacques Chaban-Delmas dans le cadre de la Nouvelle Société¹¹⁶⁹.

C'est probablement au sein de *Survivre* que les controverses sont les plus vives dans ce domaine. Laurent Samuel s'émeut ainsi de l'apparition d'une tentation « écofasciste », autoritaire, qui, au nom de l'urgence de la crise écologique, plaiderait pour un renforcement de la société technicienne et de la technocratie¹¹⁷⁰. Didier Savard s'inquiète lui-aussi de l'éclosion d'un « écofascisme », qui, sous couvert de préserver le potentiel biologique de la planète, ne ferait « que renforcer le pouvoir des spécialistes, l'emprise des spécialistes du pouvoir et la fonction oppressive du vieux monde »¹¹⁷¹. Denis Guedj fulmine quant à lui contre le « type trop fréquent du militant écologique triste, ne respirant pas la joie de vivre mais la peur de mourir, se préservant rationnellement de tout, de tout ce qui pourrait l'user »¹¹⁷². De fait, au sein de *Survivre*, Didier Savard et Denis Guedj sont les porte-paroles d'une tendance très critique à l'égard de l'écologie considérée comme un carcan empêchant la libre expression du désir individuel donc une réelle libération des individus¹¹⁷³.

¹¹⁶⁷ Monique Sardou, « A vot'bonheur msieursdames », *La Gueule Ouverte*, n°11, septembre 1973, p. 43.

¹¹⁶⁸ Philippe d'Iribarne, « Itinéraire », *Projet*, 2001/1, n°265, pp. 6 *sqq.*

¹¹⁶⁹ Serge Berstein, Jean-Pierre Rioux, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. La France de l'expansion. 2. L'apogée Pompidou (1969-1974)*, Paris, Seuil, 1995, p. 42.

¹¹⁷⁰ Laurent Samuel, « On étouffe au ministère de l'environnement. Bref malaise de M. Messmer », *Survivre...et Vivre*, n°16, s.d., p. 26.

¹¹⁷¹ Didier Savard, « Quand l'écologie rencontre-t-elle la liberté ? », *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 33.

¹¹⁷² Denis Guedj, « Ecologie-contrôle ou écologie désir », *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 21.

¹¹⁷³ DM, « Ecologie, désir, histoire... », *Survivre...et Vivre*, n°16, s.d., p. 32.

En dépit de leurs différences d'appréciation, l'ensemble des auteurs et des militants qui s'inquiètent donc d'une éventuelle contradiction entre l'écologie et la liberté et pointent le risque d'une éventuelle dérive autoritaire. Ils sont alors unanimes pour appeler à sa politisation de l'écologie pour conjurer ces évolutions mortifères. Didier Savard insiste ainsi sur le fait que « la solution aux problèmes de l'écologie ne peut être que politique, c'est-à-dire qu'elle doit se poser la question du pouvoir »¹¹⁷⁴. Philippe Saint-Marc, pourtant bien éloigné des positions gauchistes de *Survivre*, ne dit pas autre chose lorsqu'il souligne que face à l'impuissance des pouvoirs publics « l'écologie débouche sur un combat politique »¹¹⁷⁵.

L'adoption de l'écologie par les militants était fondée sur un besoin de comprendre le monde pour mieux le transformer hors du seul paradigme marxiste, fût-il hétérodoxe. Pourtant, d'après certains militants, l'écologie, loin d'être un outil de libération, pourrait constituer une nouvelle technique de gouvernement qui permettrait un encadrement plus fin de la population. La situation est d'autant plus complexe pour les écologistes qu'ils sont loin d'avoir le monopole de cette notion qu'ils partagent, souvent bien malgré eux, avec les scientifiques et les pouvoirs publics, chacun cherchant à imposer sa propre vision de la question.

Dès lors, les écologistes ont à cœur d'affirmer la spécificité de leur vision de la question et de montrer que leur démarche ne se résume pas à l'écologie. Dans cette perspective, la participation aux élections peut être envisagée comme un moyen de lever les équivoques sur la définition même de l'écologisme et d'affirmer leur spécificité. Dès lors, l'élargissement des perspectives des écologistes et leur volonté de dépasser la seule question des pollutions ne s'expliquent pas uniquement par une montée en généralité naturelle et inévitable mais plus significativement par le jeu de la concurrence avec d'autres acteurs qui défendent une autre vision de ces questions et face auxquels il faut affirmer la légitimité de ses propres positions.

Au début des années soixante-dix, l'écologisme est un objet particulièrement plastique voire instable, fait de débats et de divergences. Dans une certaine mesure, on peut aller

¹¹⁷⁴ Didier Savard, « Quand l'écologie rencontre-t-elle la liberté ? », *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 33.

¹¹⁷⁵ Philippe Saint-Marc, « A quoi sert Robert Poujade », *Le Sauvage*, n°8, décembre 1973, p. 9.

jusqu'à définir les écologistes comme les militants qui s'intéressent et prennent part à ces controverses. Cette insoutenable légèreté de l'écologisme est d'autant plus grande que les pouvoirs publics voire les entreprises s'intéressent de plus en plus à la protection de la nature et de l'environnement, alimentant chez les écologistes la crainte sans cesse renouvelée d'être récupérés et neutralisés par le système. Pire encore, l'écologie, loin d'être uniquement une clé pour comprendre et transformer le monde, se prête également à des interprétations équivoques susceptibles de remettre en cause la liberté de l'homme.

En définitive, ces controverses favorisent une politisation de l'écologie, processus qu'on peut définir comme la volonté d'assumer des positions conflictuelles et de chercher à monter en généralité au-delà des luttes ponctuelles. Dans cette perspective, cette opération doit permettre aux écologistes de formuler un message clair et audible.

La campagne présidentielle orchestrée autour de René Dumont est ainsi l'occasion pour un certain nombre d'acteurs de l'écologisme de conjurer l'assimilation de l'écologie à une technique de contrôle de la population en affirmant sa dimension à la fois politique et revendicative. C'est à cette stratégie de différenciation que nous allons maintenant nous intéresser.

2. Une candidature inattendue

Depuis le début des années soixante-dix, la diversité des acteurs qui se reconnaissent dans l'écologisme et les apories nées des usages militants de la notion d'écologie ont conduit certains militants à prôner une politisation de l'écologie. Dans l'esprit de ses promoteurs, une telle démarche n'implique alors pas d'adopter un mode de fonctionnement inspiré des partis politiques et de ne s'investir que dans les élections. Il s'agit plus largement de préciser les finalités de l'écologisme en établissant un lien plus étroit entre la protection de la nature, l'écologie et la transformation de la société dans son ensemble.

La volonté de politiser l'écologie ne peut cependant être uniquement appréhendée comme le moyen de résoudre une série de controverses internes au champ de l'écologisme. Comme nous allons le voir, elle s'explique également par la profonde déception née des contacts nombreux noués entre les écologistes et les partis politiques.

Le décès de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, précipite les événements. L'organisation d'élections présidentielles anticipées, dont le premier tour doit avoir lieu le 5 mai, oblige soudainement les écologistes à préciser et à assumer ouvertement leurs positions à l'égard du champ politique. Dès lors, la campagne présidentielle de René Dumont a ceci de paradoxal qu'elle entend être l'expression consensuelle d'un « mouvement écologique français »¹¹⁷⁶ uni et tout entier tourné vers la résolution de la crise écologique mais, dans le même temps, elle contribue à positionner le mouvement sur l'échiquier politique donc à cliver les positions des uns et des autres. C'est à la genèse de cet équilibre instable qu'est consacré le passage suivant.

a. Les écologistes et les partis politiques

Aujourd'hui encore, la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974 est parfois considérée comme la première véritable incursion directe des écologistes en politique¹¹⁷⁷. De fait, avant cet événement, les écologistes ne sont pas avares de déclarations peu amènes à l'égard d'un monde politique dont il faudrait se défier. Ainsi,

¹¹⁷⁶ Claude-Marie Vadrot, « Histoire d'une campagne », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 13.

¹¹⁷⁷ Sylvie Ollitrault, « L'invention de l'écologie politique : la candidature de René Dumont », in Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, p. 251.

Philippe Lebreton affirme qu' « en politique », il a toujours « pensé qu'il fallait se garder à droite et à gauche »¹¹⁷⁸. De même, Georges Krassovsky, déplorant que les gens de droite le trouvent trop à gauche et inversement, prône une démarche apolitique pour faire avancer la cause de l'écologie¹¹⁷⁹. Quelques années plus tard, Brice Lalonde se souvient lui-aussi de 1974 comme « la fusion originelle d'un mouvement sans clivage, qui se précipitait dans l'action sans avoir à surmonter de problèmes majeurs » avant que les querelles politiques ne génèrent des controverses¹¹⁸⁰.

L'ensemble de ces déclarations exprime un rejet du champ politique dénoncé, sans grande originalité, comme le lieu des ambitions personnelles, des clivages partisans sans signification réelle, bref, constituant un obstacle à une résolution efficace des problèmes effectifs de la société¹¹⁸¹. Ces discours hostiles sont pourtant loin d'épuiser la question des relations entre les premiers écologistes et le monde politique. Celles-ci sont en effet marquées par de timides rapprochements, des discussions à peine esquissées et, ponctuellement, des actions menées en commun (notamment dans la contestation des pratiques urbanistiques à Paris). Ces démarches attestent que dès le début des années soixante-dix, certains écologistes envisagent les partis comme des médiations politiques possibles pour leurs idées. Ces divers contacts permettent ainsi une véritable acculturation politique de certains militants écologistes qui sont par la suite les maîtres d'œuvre de la campagne Dumont.

Un premier contact se noue avec le monde politique quand les écologistes décident d'interpeller les partis devant l'opinion et les électeurs. En adoptant une stratégie de groupe de pression, les écologistes espèrent ainsi lier les candidats à des engagements précis qu'ils seraient contraints de tenir une fois élus. La Charte de la Nature, impulsée par René Richard et Philippe Saint-Marc, montre que cette démarche peut être prolongée par un travail de lobbying auprès des parlementaires.

Haut-fonctionnaire très sensible aux questions environnementales depuis les années soixante¹¹⁸², Philippe Saint-Marc publie en 1971 *Socialisation de la nature*, vendu à plus de 100 000 exemplaires, où il plaide pour une autre société organisée autour de la

¹¹⁷⁸ « Le pied de la lettre », *La Gueule Ouverte*, n°3, janvier 1973, p. 27.

¹¹⁷⁹ « La politique, v'la l'ennemi », *La Gueule Ouverte*, n°8, juin 1973, p. 44.

¹¹⁸⁰ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 160.

¹¹⁸¹ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 47 sqq.

¹¹⁸² Alexis Vrignon, « Philippe Saint-Marc », *Dictionnaire en ligne des acteurs de la protection de la nature et de l'environnement*, <http://www.ahpne.fr/spip.php?article152>, publié le 25/01/12.

spiritualité, de la planification et de la production de biens immatériels¹¹⁸³. Politiquement, cet ancien membre de l'aile gauche du MRP en appelle à un « socialisme humaniste » qui mette l'être humain et la nature au centre de sa stratégie de développement¹¹⁸⁴. A la suite du succès de son ouvrage, Philippe Saint-Marc s'associe à René Richard, ancien syndicaliste FO proche des milieux socialistes, président de l'influente URVN¹¹⁸⁵ pour rédiger une Charte de la Nature qui doit être proposée à l'ensemble des partis et à l'opinion publique dans une campagne coordonnée par un Comité réunissant toutes les sensibilités politiques.

Cette Charte est le fruit d'un an de réflexions et de consultations associant des personnalités de tous bords, depuis Hugues de Sacy, représentant la Société de protection des paysages, présidée par Jean-Paul Palewski, député UDR des Yvelines, jusqu'à André-Edouard Mars-Vallett, de l'Union de défense des pêcheurs amateurs, proche du PCF¹¹⁸⁶. Elle est revue plusieurs fois avant d'arriver à sa version définitive, les premières ébauches ayant une orientation plus administrative, privilégiant des mesures précises, comme l'interdiction de réduire la superficie des parcs nationaux¹¹⁸⁷. La version publiée en novembre 1972 opte finalement pour une approche solennelle, constatant qu'« Au-dessus des frontières, cette fraternité mondiale des défenseurs de la nature donnera naissance à une civilisation nouvelle qui fasse passer le bonheur de l'homme avant le profit, les besoins collectifs avant les intérêts privés, et l'avenir de l'humanité avant l'exploitation aveugle de la terre »¹¹⁸⁸.

Ce ton plein d'emphase suscite des réserves de la part de nombreux écologistes qui considèrent que la Charte pose en termes ambigus – autrement dit non politiques – des vrais problèmes et regrettent que l'acquiescement trop général des partis en ait stérilisé la signification¹¹⁸⁹. Il n'en demeure pas moins que, relayée par la presse, notamment *Le Parisien Libéré*, la Charte recueille 300 000 signatures en quelques mois¹¹⁹⁰. De même, malgré quelques réserves, l'ensemble des forces politiques et syndicales déclarent y

¹¹⁸³ Philippe Saint-Marc, *Socialisation de la nature*, Paris, Stock, 1971, pp. 11 *sqq.*

¹¹⁸⁴ *Ibidem.*, p. 35.

¹¹⁸⁵ Autrement dit l'Union Régionale de Provence et de Côte d'Azur pour la Sauvegarde de la Nature et de l'Environnement. Sur René Richard, cf. « René Richard : le syndicalisme du cadre de vie », *Le Monde. Dossiers et documents*, « L'écologie enjeu politique », s.d. [1978], p. 24.

¹¹⁸⁶ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

¹¹⁸⁷ Musée du Vivant. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 16. Première version de la Charte de la Nature. S.d.

¹¹⁸⁸ *Ibid.*, Version finale de la Charte de la Nature. S.d. [début novembre 1972].

¹¹⁸⁹ « Où militer ? », *Le Sauvage*, n°1, avril-juin 1973, p. 55.

¹¹⁹⁰ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

souscrire¹¹⁹¹. A travers elle, le Comité entend certes susciter un mouvement d'opinion que les hommes politiques ne pourraient se permettre d'ignorer¹¹⁹² mais il entend aussi plus pragmatiquement devenir un laboratoire d'idées pour alimenter les débats législatifs en lois favorisant la protection de la nature et de l'environnement.

Dans le courant de l'année 1973, le Comité de la Charte entreprend donc la rédaction de propositions de loi transmises aux députés, notamment dans les milieux réformateurs de centre-droit, grâce à l'entregent politique de membres du comité directeur. Ainsi, la proposition de loi sur la protection du rivage maritime présentée par le député réformateur de Paris Georges Mesmin reprend dans l'exposé des motifs les préconisations formulées par le Comité¹¹⁹³. De même, Philippe Saint-Marc est l'auteur d'une proposition de loi tendant à assurer la participation publique à la protection de la nature tandis que M. Lamson, de l'URVN, voudrait obtenir une modification du titre VI du Code minier relatif à l'exploitation des carrières¹¹⁹⁴.

Dans l'esprit de Philippe Saint-Marc, la Charte de la Nature et cette fonction de conseil et d'influence auprès des parlementaires sont étroitement liées. Pourtant, les parlementaires qui acceptent de relayer leurs idées sont déjà convaincus de l'importance des enjeux environnementaux avant la publication de la Charte et la qualité de leurs relations avec le Comité tient surtout à des liens interpersonnels noués au sein de la haute-fonction publique, ce qui conduit à relativiser l'influence effective de la Charte sur le monde politique.

Les contacts entre les écologistes et le monde politique ne sont pas réservés à quelques individus qui, comme Philippe Saint-Marc, mettent leur capital social au service de l'écologisme. Dans la perspective des législatives de mars 1973, les Amis de la Terre et Pollution-Non font parvenir à près de 2 000 candidats à travers la France un questionnaire détaillé. Celle-ci évoque aussi bien les enjeux démographiques que l'extension du camp militaire du Larzac, interrogeant également leurs interlocuteurs sur les propositions relatives à la protection de la nature¹¹⁹⁵. Ce questionnaire ne paraît pas donner lieu à une publication détaillée mais il a l'intérêt de permettre aux militants qui en sont à l'origine

¹¹⁹¹ Musée du Vivant. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 16. Position des syndicats de salariés et des partis politiques sur la Charte de la Nature. S.d. [janvier 1973].

¹¹⁹² *Ibid.* Lettre de René Richard à Philippe Saint-Marc. 23 novembre 1972.

¹¹⁹³ *Ibid.* Proposition de loi sur la protection des rivages de la mer par le Comité de la Charte de la Nature. S.d.

¹¹⁹⁴ *Ibid.* Procès-verbal du Conseil d'administration du Comité de la Charte de la Nature. 20 février 1974.

¹¹⁹⁵ « Où militer ? », *Le Sauvage*, n°1, avril-mai 1973, p. 55.

de classer les partis politiques selon leur degré de réceptivité aux idées promues par les écologistes.

D'une manière générale, les gaullistes de l'UDR (Union des Démocrates pour la République) ont tendance à être peu sensibles aux enjeux environnementaux et surtout à leur refuser toute dimension politique. René Tomasini, député-maire des Andelys (Eure), dénonce ainsi la partialité du questionnaire et insiste sur la nécessité pour la France de s'industrialiser, considérant que les techniques disponibles permettent aisément d'éviter la diffusion des pollutions¹¹⁹⁶. Il souligne par ailleurs qu'« avant d'être « Amis de la Terre », il faut être « Amis des Hommes » »¹¹⁹⁷ signifiant ainsi son désintérêt pour les enjeux environnementaux. Michel Alloncle, député-maire UDR de Ruffec, a quant à lui un point de vue plus nuancé puisqu'il est membre du Groupe parlementaire pour la Protection de la Nature¹¹⁹⁸. Il limite cependant cette question à la lutte contre les nuisances et à la sauvegarde du milieu naturel, se disant par exemple favorable à la croissance de la population et refusant de répondre à la question sur l'extension du camp du Larzac, la considérant hors-sujet¹¹⁹⁹.

De l'autre côté de l'échiquier parlementaire, les candidats du Parti Communiste ont sur certains points des réponses similaires à celles des membres de l'UDR, se montrant ainsi favorables à la croissance de la population et à l'industrialisation du pays¹²⁰⁰. Ils sont néanmoins unanimes pour envisager les enjeux environnementaux dans une perspective politique, mettant en cause le système capitalisme, seul responsable à leurs yeux des pollutions¹²⁰¹. Là encore, les réponses peuvent varier selon la sensibilité propre du candidat interrogé. Emile Jourdan, maire PCF de Nîmes, déclare qu'« il faut mettre le progrès scientifique et technique au service de l'homme et de la nature » et souligne combien le Programme Commun de Gouvernement permettra de faire pression sur les entreprises pour qu'elles adoptent des dispositifs antipollutions¹²⁰².

Cette opération introduit donc les militants des Amis de la Terre et de Pollution-Non dans une vision plus complexe du monde politique ; ils constatent par exemple que le PSU et les réformateurs ont donné les réponses les plus écologiques au contraire de

¹¹⁹⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/15. Lettre de René Tomasini à Brice Lalonde. 21 janvier 1973.

¹¹⁹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁹⁸ *Ibid.* Lettre de Michel Alloncle à Brice Lalonde. 22 janvier 1973.

¹¹⁹⁹ *Ibidem*.

¹²⁰⁰ *Ibid.* Réponse d'Hélène Constans, Marcel Rigout et Daniel Bonnet, candidats communistes dans la Haute-Vienne, au questionnaire des Amis de la Terre. S.d. [février 1973].

¹²⁰¹ *Ibidem*.

¹²⁰² *Ibid.* Lettre d'Emile Jourdan à Brice Lalonde. 20 février 1973.

l'UDR et du PCF, en règle générale pro-nucléaire¹²⁰³. Il s'avère que la culture politique propre à chaque mouvement et la sensibilité personnelle des personnes interrogées sont autant que le clivage gauche-droite des éléments pertinents pour comprendre les positions exprimées à l'égard des enjeux environnementaux. Ainsi, même si Brice Lalonde, alors président des Amis de la Terre, déclare dans la lettre aux candidats qui accompagne le questionnaire que son association « a pour principe de rester à l'écart de la scène politique »¹²⁰⁴, cet échange constitue bel et bien une forme de politisation de l'écologisme dans le sens où ce contact, même indirect, avec les hommes politiques, conduit les militants à avoir une vision plus fine et nuancée du champ politique et des clivages qui le traversent¹²⁰⁵.

Nous ne disposons pas pour la période antérieure à 1977 de sondage spécifique qui permettrait d'évaluer, ne serait-ce que grossièrement, les positions politiques de l'ensemble de la nébuleuse écologiste avant 1974. Une consultation des lecteurs du *Sauvage*, publiée en juin 1973, est l'un des seuls outils à notre disposition¹²⁰⁶. Le journal a notamment demandé à ces lecteurs « Quel parti politique, quel syndicat vous paraissent les plus aptes à défendre la qualité de la vie ? »¹²⁰⁷

Figure 8. Tableau récapitulatif du positionnement politique des lecteurs du Sauvage en 1973 (choix multiple possible)

Parti ou syndicat mentionné	Pourcentage de réponses
PSU	48.1
CFDT	42.7
Aucun parti	25.2
PS	20.4
Groupes gauchistes	8.4
PCF	5.9
CGT	5.8
Réformateurs	5.7

¹²⁰³ L'initiative politique », *Le Sauvage*, n°1, avril-mai 1973, p. 56.

¹²⁰⁴ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/15. Lettre de Brice Lalonde à Raoul Bayou. 19 décembre 1972.

¹²⁰⁵ Camille Hamidi, « Franchir les frontières du politique », *art. cit.*, p. 328.

¹²⁰⁶ « Portrait d'une révolution imminente par 1 000 Sauvages », *Le Sauvage*, n°3, juin-juillet 1973, p. 32. Il était possible de donner plusieurs réponses à une même question.

¹²⁰⁷ Les lecteurs pouvaient donner plusieurs réponses à la même question. Pour alléger le tableau, nous ne faisons pas figurer les réponses ayant recueilli moins de 5 % des voix.

Cette consultation éclaire avant tout la sociologie politique des lecteurs du *Sauvage*, dont il faut rappeler les liens organiques avec *Le Nouvel Observateur*, ce qui explique la sous-représentation des partis de droite, voire de la gauche communiste. Elle montre cependant qu'avant 1974, les sympathisants écologistes considèrent que les partis de gauche seraient plus susceptibles de porter les revendications écologistes. Il n'y a donc pas chez les écologistes de volonté massive d'affirmer l'autonomie politique de l'écologisme, ni même de rejet de l'hypothèse de faire des partis existants une médiation politique de leurs idées. De fait, durant cette période, des esquisses de collaboration se nouent avec les partis de gauche, dont le résultat décevant est crucial pour expliquer la mise en œuvre d'une candidature écologiste autonome.

Comme l'atteste la consultation du *Sauvage*, le Parti Socialiste Unifié est considéré par les lecteurs du journal comme la principale force politique susceptible de porter les idées écologistes sur le terrain électoral. De fait, depuis la fin des années soixante, ce petit parti mène une réflexion poussée sur le cadre de vie et l'écologie, notamment sous l'impulsion de Georges Gontcharoff¹²⁰⁸. En 1972, l'arrivée de Brice Lalonde, membre du PSU depuis la fin des années soixante, aux Amis de la Terre de Paris est l'occasion de renforcer les liens entre les deux organisations qui collaborent dans le cadre de différentes associations politiques. Les Amis de la Terre participent ainsi à Objectif Socialiste¹²⁰⁹, organisation fondée par Robert Buron dont la majorité des membres a rallié le PS dès le congrès d'Épinay, en 1971, et dominée en 1973 par les partisans du PSU¹²¹⁰. De même, les Amis de la Terre de Paris sont parties prenantes du CLAS (Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste), fondé en janvier 1973 sur l'impulsion du PSU dans le but de fédérer un courant autogestionnaire ancré à gauche mais distinct du PS¹²¹¹. Plusieurs membres des Amis de la Terre doivent ainsi participer aux Assises nationales du CLAS prévue en mai 1974 où ils prévoient d'animer une session spécifique consacrée aux relations entre écologie et autogestion¹²¹².

Cette implication des Amis de la Terre dans la mouvance autogestionnaire montre que le PSU est envisagé comme un débouché politique crédible dont il faudrait écologiser les

¹²⁰⁸ Grégory Busquet, *Idéologie urbaine et pensée politique*, op. cit., p. 412.

¹²⁰⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Compte-rendu de la réunion du 15 novembre 1973.

¹²¹⁰ Marcel Launay, *Robert Buron*, Paris, Beauchesne, 1993, p. 89.

¹²¹¹ François Kraus, *Les Assises du socialisme*, op. cit., p. 24.

¹²¹² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Compte-rendu de la réunion du 7 mars 1974.

positions. Pour autant, ces contacts restent dans l'ensemble décevants. Les Amis de la Terre se heurtent d'abord à la fraction modernisatrice du PSU, représentée par le secrétaire général du parti, Michel Rocard, au sujet du nucléaire¹²¹³. Lors des « Six heures pour l'autogestion » organisées à la Mutualité le 14 janvier 1974, Michel Rocard condamne certes l'expansion économique mais se déclare favorable à l'énergie nucléaire, considérant qu'une société qui diminuerait son apport en énergie ne serait pas viable et que les pollutions générées par le nucléaire sont maîtrisables sur le plan technique¹²¹⁴. Un désaccord fondamental apparaît donc entre la fraction modernisatrice du PSU, peu sensible à une critique politique de la technique, et les Amis de la Terre pour qui la technologie n'est pas neutre et peut avoir des conséquences particulièrement néfastes sur les structures sociales¹²¹⁵. Outre ce débat de fond, les Amis de la Terre réalisent au cours de l'année 1974 que la mouvance autogestionnaire organisée autour du PSU ne saurait constituer un débouché politique crédible et efficace en raison de son affaiblissement militant et électoral face au PS¹²¹⁶. Les écologistes ne peuvent ainsi que constater la déréliction du CLAS dès les premiers jours de la campagne présidentielle ouverte par le décès de Georges Pompidou¹²¹⁷.

De fait, dans la foulée du congrès d'Epinay, le PS devient pour de nombreux militants syndicaux et associatifs une médiation politique crédible, d'autant plus qu'il se montre soucieux d'intégrer à sa réflexion les nouveaux enjeux qui agitent la société française durant les années 68, à commencer par les questions environnementales¹²¹⁸.

En mars 1972, François Mitterrand, son Premier secrétaire, suscite la création au sein du PS d'un Comité consultatif pour l'environnement dont l'animation est confiée à Edith Cresson¹²¹⁹. Composé de parlementaires et de militants socialistes ainsi que d'experts

¹²¹³ Lettre d'Alain-Claude Galtié (au nom des Amis de la Terre) à Michel Rocard, secrétaire général du PSU. 22 janvier 1974, citée sur Alain-Claude Galtié, « Naufrage planétaire ou restauration ? », <http://naufageplanetaire.blogspot.fr/>, consulté le 18/10/2011.

¹²¹⁴ Lettre de Michel Rocard aux Amis de la Terre. 6 février 1974. citée sur Alain-Claude Galtié, « Naufrage planétaire ou restauration ? », <http://naufageplanetaire.blogspot.fr/>, consulté le 18/10/2011.

¹²¹⁵ Lettre d'Alain-Claude Galtié et Pierre Samuel à la direction du PSU. 27 février 1974. citée sur Alain-Claude Galtié, « Naufrage planétaire ou restauration ? », <http://naufageplanetaire.blogspot.fr/>, consulté le 18/10/2011.

¹²¹⁶ Ce constat est largement partagé au sein des clubs et des associations politiques qui se tournent massivement vers le Parti Socialiste. Cf. François Kraus, *Les Assises du socialisme*, op. cit., p. 21.

¹²¹⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Compte-rendu de la réunion du 18 avril 1974.

¹²¹⁸ François Kraus, *Les Assises du socialisme*, op. cit., p. 26.

¹²¹⁹ Centre des Archives Socialistes. Fonds Robert Pontillon. 8 FP 3/123. Lettre d'Edith Cresson aux fédérations du Parti Socialiste. S.d. [1973].

indépendants, parmi lesquels Philippe Saint-Marc et Pierre Samuel, qui vient alors d'adhérer aux Amis de la Terre¹²²⁰, ce comité a pour objectif de définir la doctrine socialiste à l'égard de la défense de la nature et du cadre de vie et de concevoir des propositions susceptibles d'être reprises par les candidats aux législatives de mars 1973¹²²¹. Cette réflexion programmatique reste modeste mais conduit cependant à la formulation de quelques propositions dans *Changer la vie*, programme adopté en 1972, qui évoque notamment la nécessité de créer un « nouveau modèle de croissance » et une politique d'aménagement du territoire qui prenne en compte l'avis des citoyens et de la société civile¹²²².

Malgré cette bonne volonté apparente, la prise en compte des enjeux environnementaux par le PS semble néanmoins limitée. Philippe Saint-Marc considère ainsi que le parti se contente de bonnes paroles sans être décidé à faire de l'écologie un élément clé de son programme¹²²³. Bernard Groslier, journaliste au *Sauvage*, reconnaît de son côté que le Parti socialiste semble vouloir prendre en compte les revendications de la société mais il constate que les enjeux environnementaux ont été très peu évoqués lors des législatives de 1973 et seulement sous l'angle, très réducteur à ses yeux, des nuisances générées par l'industrie¹²²⁴. L'auteur constate donc un fossé entre les propositions de la « section environnement » du PS qui envisage l'écologie dans un sens large, incluant la démographie, la remise en cause de la croissance et du nucléaire, et l'attentisme des dirigeants, soucieux de ne pas se froisser avec le PCF sur cette question¹²²⁵.

En dépit de ce que pourrait laisser penser certaines déclarations de principe hostiles à tout contact entre les écologistes et le monde politique, on ne saurait donc considérer *a priori* les premiers écologistes comme des profanes partisans farouches d'une autonomie totale de l'écologisme. Certains d'entre eux s'efforcent de trouver dans les milieux réformateurs et surtout au sein de la gauche non communiste une médiation politique

¹²²⁰ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

¹²²¹ Centre des Archives Socialistes. Fonds PS. Série secrétariat national aux études. 3 SN 6. Texte préparatoire pour une brochure du PS : environnement, écologie, pollution, nuisances, radioactivité. S.d. [début de l'année 1973].

¹²²² Laurent Jalabert, *Le 10 mai 1981 : Mitterrand président. Racines et sens d'une victoire*, Paris, L'Encyclopédie du Socialisme, 2010, p. 57

¹²²³ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

¹²²⁴ Bernard Groslier, « La gauche, hélas », *Le Sauvage*, n°12, avril 1974, p. 13. Il évoque ainsi une « écologie de clocher dont l'étroitesse de vue dissimulait mal son caractère néo-poujadiste ».

¹²²⁵ *Ibid.*, p. 15.

efficace pour faire passer leurs idées dans le champ politique sans pour autant chercher à investir directement les lieux de pouvoir.

La politisation de l'écologie commence donc bien avant la campagne présidentielle de René Dumont dont l'organisation s'explique en partie par la déception née de ces contacts complexes et finalement largement insatisfaisants. Ils conduisent les écologistes à chercher à affirmer l'originalité de leurs positions sur deux points essentiels : la question des implications socio-politiques de la technique et le refus de l'expansion économique et démographique.

b. Présenter un candidat

Dès 1972, le mouvement Pollution-Non animé par Jean-Luc Burgunder envisage de présenter un candidat à la prochaine élection présidentielle, alors prévue en 1976, dans le but de promouvoir l'écologie auprès du grand public¹²²⁶. Néanmoins, c'est dans les mois qui précèdent le décès de Georges Pompidou, survenu le 2 avril 1974, que les événements se précipitent d'autant que les milieux journalistiques connaissent la gravité de l'état de santé du chef de l'Etat.

Il s'agit ici de reconstituer le fil des événements qui, en quelques mois, conduisent les écologistes à s'investir directement dans les élections, sans passer par la médiation d'un autre parti politique. Le profil des militants investis dans cette démarche, les raisons qu'ils avancent pour justifier une telle décision et les candidats envisagés renseignent ainsi sur la perception que les écologistes ont d'eux-mêmes et de leur rassemblement.

En novembre 1973, l'Association des Journalistes-Ecrivains pour la Protection de la Nature (AJEPN) organise un débat entre neuf délégués des partis politiques chargés des questions environnementales¹²²⁷. D'après Jean Carlier, alors directeur du service des informations à RTL et militant de la protection de la nature et de l'environnement¹²²⁸, « ça a été lamentable, sauf un ou deux exemples, des centristes plutôt »¹²²⁹. A l'issue de cette réunion, Jean Carlier se dit convaincu que les partis politiques, malgré leur bonne

¹²²⁶ « Pollution-Non – Bulletin de liaison », *Bulletin de liaison – Supplément à Survivre...et Vivre !*, n°14, s.d. [décembre 1972-janvier 1973], p. 14.

¹²²⁷ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

¹²²⁸ Alexis Vrignon, « Jean Carlier », *Dictionnaire en ligne des acteurs de la protection de la nature et de l'environnement*, <http://www.ahpne.fr/spip.php?article125>, publié le 21 avril 2011.

¹²²⁹ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

volonté apparente, ne prendront jamais les enjeux environnementaux au sérieux à moins d'y être contraints. Le 3 décembre 1973, lors d'une réunion du bureau de l'AJEPN, il propose donc de présenter un candidat écologiste aux prochaines élections présidentielles qui, selon lui, ne devraient pas tarder du fait de la détérioration de l'état de santé de Georges Pompidou¹²³⁰. Dans son esprit, il ne s'agit pas de lancer l'écologie à la conquête du pouvoir mais de faire prendre conscience aux autres partis politiques que les électeurs accordent de l'importance à ce thème. Selon ses dires, les réactions des membres du bureau de l'AJEPN sont positives ce qui est remarquable du fait de la diversité des positions politiques au sein de l'association qui vont du radicalisme d'un Pierre Fournier à l'apolitisme proclamé de certains protecteurs des animaux. Jean Carlier est alors contacté par les Amis de la Terre qui ont eu vent de son idée et désirent s'y associer¹²³¹. Plusieurs candidats potentiels sont envisagés mais, devant leur refus, les choses semblent en rester là jusqu'au décès de Georges Pompidou, le 2 avril 1974.

Dans les premiers jours de ce mois d'avril, au sein même des Amis de la Terre, la perspective de présenter un candidat refait surface mais ne fait pas consensus. Le 4 avril, lors d'une réunion du groupe de Paris, une majorité des personnes présentes ne se prononcent pas sur l'opportunité de cette démarche et seuls sept y sont favorables, notamment Alain-Claude Galtié et Pierre Merejkovski. D'autres préconisent de trouver une médiation politique alternative en sollicitant les candidats d'extrême-gauche, Alain Krivine du Front Communiste Révolutionnaire ou Arlette Laguiller de Lutte Ouvrière, pour qu'ils évoquent les enjeux environnementaux lors de leur propre campagne¹²³². Ces hésitations et ces propositions de candidature de substitution, dans une association probablement plus politisée que la moyenne des écologistes, sont remarquables. Elle montre combien cette candidature n'est pas envisagée comme un tournant politique de l'écologie où l'élection serait centrale et l'exercice du pouvoir la finalité de l'action. De fait, les raisons avancées pour justifier cette candidature sont beaucoup plus diverses et les promoteurs de cette idée doivent se livrer à un important travail d'argumentation pour les faire admettre aux militants.

¹²³⁰ *Ibidem.*

¹²³¹ *Ibidem.*

¹²³² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Compte-rendu de la réunion du 4 avril 1974.

Georges Krassovsky, animateur de Combat pour l'Homme, organisateur des journées pour la défense de la nature, voit dans cette élection l'occasion de manifester auprès de l'ensemble de la population, au-delà des clivages partisans, l'importance des questions écologistes¹²³³. La candidature est ici envisagée comme un témoignage tirant parti des médias sans pour autant s'inscrire dans une démarche proprement politique. Alain-Claude Galtié, qui plaide très tôt en faveur d'une candidature spécifiquement écologiste, adopte une position proche en soulignant qu'il s'agit de détourner l'élection de sa finalité première pour en faire un instrument de propagande¹²³⁴. A une époque où l'ORTF est encore subordonnée au pouvoir politique, la campagne télévisée et radiodiffusée offrirait en effet une occasion unique de faire valoir leurs idées auprès du plus grand nombre. D'après Alain-Claude Galtié, cette perspective permet de convaincre la plupart des indécis au sein des Amis de la Terre¹²³⁵.

Alain-Claude Galtié voit par ailleurs dans cette campagne le moyen de fédérer l'ensemble des écologistes, dont on a pu constater les divisions sur des points essentiels, autour d'une action ambitieuse et unitaire. C'est la raison pour laquelle il plaide, avec d'autres, pour une candidature collective, portée non pas par un candidat mais par plusieurs militants représentant la diversité de l'écologisme de l'époque. Cette idée est cependant rapidement abandonnée car elle n'est pas autorisée par la loi électorale¹²³⁶. Jean Carlier voit lui aussi dans cette candidature l'occasion de « révéler les écologistes à eux-mêmes » tout en faisant pression, dans une approche plus politique, sur les partis institués¹²³⁷. Ces différents arguments montrent bien que cette campagne a aussi bien des enjeux internes, propres au mouvement, qu'externes, en direction du monde politique et de l'ensemble de la population française.

Avant que René Dumont ne soit choisi comme candidat pour représenter le mouvement écologique le 9 avril 1974, plusieurs autres personnes ont été approchées voire, plus rarement, ont fait elles-mêmes actes de candidature.

¹²³³ Musée du Vivant. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 16. Lettre de Georges Krassovsky à René Richard. 6 avril 1974.

¹²³⁴ Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 2011.

¹²³⁵ *Ibidem*.

¹²³⁶ *Ibidem*.

¹²³⁷ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

Ainsi, dès le mois de décembre 1973, Jean Carlier et Philippe Lebreton contactent Philippe Saint-Marc¹²³⁸. Auteur de *Socialisation de la Nature*, vendu à plus de 100 000 exemplaires, et animateur du Comité de la Charte de la Nature, signée par près de 300 000 personnes, il est à l'époque l'un des militants de l'écologie parmi les plus connus¹²³⁹. Par ailleurs, son statut de haut-fonctionnaire pourrait être un gage de compétence et de sérieux qui permettrait de rallier des électeurs au-delà de ceux qui ont l'occasion de le lire dans les colonnes du *Sauvage*¹²⁴⁰. Après avoir longuement hésité, Philippe Saint-Marc décline la proposition qui lui est faite, craignant qu'une candidature spécifiquement écologiste ne conduise à faire de l'écologie un objet partisan, donc susceptible d'être combattu pour des raisons électoralistes¹²⁴¹. Plutôt que de chercher à politiser l'écologie, Philippe Saint-Marc préconise alors d'écologiser la politique en sensibilisant les différents partis aux enjeux environnementaux. René Richard, approché par Georges Krassovsky au début du mois d'avril 1974, se refuse pour des raisons analogues¹²⁴². Il craint en effet que de très nombreux partisans de la défense de la nature ne choisissent de voter utile dès le premier tour du scrutin, condamnant le candidat écologiste à un score très faible qui discréditerait sa cause dans le monde politique¹²⁴³. Il préconise donc d'interpeller les partis en envoyant un questionnaire aux candidats et en publiant leurs réponses.

En décembre 1973, devant le refus de Philippe Saint-Marc, Jean Carlier contacte d'autres personnes dont il estime qu'ils feraient de bons candidats. Il sollicite ainsi Théodore Monod, avec qui il entretient des liens familiaux, mais celui-ci rejette la proposition, considérant qu'il est trop âgé – il a alors 72 ans – et qu'il n'est pas un meneur d'homme¹²⁴⁴. Jean Carlier se tourne alors vers l'avocat Christian Huglo, qui s'est illustré en 1972 dans le procès des « Boues Rouges » rejetées par la Montedison, un groupe industriel italien, au large de la Corse mais il essuie un nouveau refus¹²⁴⁵.

En avril 1974, alors que le temps presse et qu'il faut trouver un candidat, d'autres noms circulent parmi les militants écologistes. Alain-Claude Galtié approche ainsi le

¹²³⁸ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

¹²³⁹ Alexis Vrignon, « Philippe Saint-Marc », *Dictionnaire en ligne des acteurs de la protection de la nature et de l'environnement*, <http://www.ahpne.fr/spip.php?article152>, publié le 25/01/12.

¹²⁴⁰ Voir, par exemple, Philippe Saint-Marc, « Le désastre ou le bonheur ? », *Le Sauvage*, n°10, février 1974, p. 9 ou encore *Id.*, « Et voici l'addition ! », *Le Sauvage*, n°11, mars 1974, p. 11.

¹²⁴¹ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

¹²⁴² Musée du Vivant. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 16. Lettre de René Richard à Georges Krassovsky. 9 avril 1974.

¹²⁴³ *Ibidem*.

¹²⁴⁴ Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo*, op. cit., p. 151.

¹²⁴⁵ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

journaliste François de Closets, qui vient de publier *Le Bonheur en plus*, un succès de librairie qui envisage la crise énergétique comme une question fondamentalement politique et qui évoque les économies d'énergie comme l'action politique la plus urgente à mener¹²⁴⁶. Alain-Claude Galtié voit en lui un bon candidat dans la mesure où il s'agit d'un professionnel des médias qui pourrait être un porte-parole habile sans chercher à imposer ses idées. Néanmoins, François de Closets refuse sans que l'on ne connaisse la raison de sa décision¹²⁴⁷.

Le choix de René Dumont en 1974 ne peut donc être interprété comme le signe d'une adhésion unanime et consensuelle du mouvement à un homme dont le nom n'a été proposé que tardivement, après avoir envisagé de nombreuses autres possibilités. La variété des personnes approchées montre combien cette candidature à la présidentielle est l'occasion de préciser les contours de l'écologisme qui est alors un concept flou auquel on peut rattacher des individus aux idées et aux parcours très différents.

Le décès de Georges Pompidou est donc l'occasion pour certains militants écologistes, essentiellement parisiens, de promouvoir l'idée d'une candidature autonome à l'élection présidentielle. On ne saurait y voir une volonté de faire des écologistes un groupe politique classique tourné vers la conquête et l'exercice du pouvoir. Les hésitations et les réticences exprimées quant au principe même d'une candidature montrent que si les militants écologistes veulent transformer la société, ils n'envisagent alors pas de passer par les institutions politiques classiques. Il s'agit bien plutôt d'informer et de sensibiliser la population aux enjeux environnementaux et à l'écologisme.

La diversité des candidats envisagés donne par ailleurs à voir la plasticité de l'écologisme pour lequel on peinerait à donner une définition fondée sur un corpus doctrinaire précis. En définitive, deux profils de candidats sont envisagés : des militants, qui ont fait des enjeux environnementaux le fondement de leur action, ou des porte-paroles, bien introduits dans les médias et suffisamment consensuels pour être acceptés par l'ensemble de la mouvance. A bien des égards, René Dumont correspond au début des années soixante-dix à ces deux profils.

¹²⁴⁶ Nicole Muchnik, « Pas de lapin dans le chapeau. Une interview de François de Closets », *Le Sauvage*, n°11, mars 1974, pp. 27-28.

¹²⁴⁷ Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 2011.

c. Un agronome entre en campagne

Le mardi 9 avril 1974, les « associations écologiques »¹²⁴⁸ se réunissent à Paris à l'Institut National Agronomique (INA) pour discuter des modalités d'une candidature à la présidentielle. Ce jour-là, deux candidats sont proposés : René Dumont et Charles Lorient. Ce dernier est l'animateur du Mouvement Français pour l'Abondance qui, s'inspirant des théories de Jacques Duboin (1878-1976), préconise une monnaie distributive pour interdire toute spéculation et une allocation universelle corollaire d'un partage du travail entre tous¹²⁴⁹. Malgré le soutien d'une partie de l'équipe de *La Gueule Ouverte* et du mouvement Pollution-Non à Charles Lorient¹²⁵⁰, René Dumont est facilement choisi comme le candidat d'un collectif qui se désigne, à partir du jeudi 11 avril, comme le « mouvement écologique français »¹²⁵¹.

Jusqu'au début du mois d'avril 1974, personne n'aurait pensé que René Dumont puisse représenter l'écologie à l'élection présidentielle. Au-delà de la succession des événements et des improvisations de ces premiers jours d'avril 1974, il s'agit ici de s'interroger sur le parcours de cet homme qui s'impose, de manière inattendue, parmi les pionniers de l'écologie politique française.

René Dumont est né en 1904 à Cambrai dans une famille de républicains laïcs liée au monde agricole¹²⁵². D'abord instituteur, son père devient ensuite professeur d'agriculture et son oncle est cultivateur dans les Ardennes¹²⁵³. Le jeune René Dumont réussit en 1922 le concours d'entrée à l'Institut National Agronomique et reçoit une formation d'ingénieur colonial. Il commence sa carrière en 1929 dans les rizières du Tonkin¹²⁵⁴ avant de revenir en France pour devenir en 1933 chef de travaux à l'Institut National Agronomique puis, en 1953, professeur d'agriculture comparée jusqu'à sa retraite en 1974¹²⁵⁵.

¹²⁴⁸ [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, pp. 12-13.

¹²⁴⁹ Emile Prémilieu, « Economie et écologie. Entretien avec Charles Lorient », *La Gueule Ouverte*, n°6, avril 1973, pp. 33 *sqq.*

¹²⁵⁰ « Mouvement Pollution-Non et Mouvement Français pour l'Abondance », *La Gueule Ouverte*, n°13, novembre 1973, p. 29.

¹²⁵¹ Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 13.

¹²⁵² On trouvera de très nombreux renseignements biographiques dans René Dumont, *Agronome de la faim*, Paris, Robert Laffont, 1974 ainsi que dans Jean-Paul Besset, *René Dumont, op. cit.*

¹²⁵³ René Dumont, *Agronome de la faim, op. cit.*, p. 17.

¹²⁵⁴ Wilfrid Sejeau, « René Dumont agronome », *Ruralia*, n°15, 2004, mis en ligne le 01/07/08, consulté le 24 août 2012, p. 2.

¹²⁵⁵ René Dumont, *Agronome de la faim, op. cit.*, p. 64.

Au travers et au-delà de ses activités académiques, ce travailleur acharné, connu pour son tempérament parfois irascible et ses phases d'abattement périodique, est durant toute sa vie un homme de conviction et d'engagement. Antimilitariste dès la Première Guerre mondiale, son séjour en Indochine fait de lui un anticolonialiste convaincu¹²⁵⁶. René Dumont a par ailleurs toujours été un homme de gauche qui adhère à plusieurs reprises à des partis politiques sans trouver sa place dans les appareils. Rejetant le communisme en apprenant le sort réservé aux paysans en URSS, sympathisant de groupes libertaires, il adhère en 1932 à la SFIO et milite à la section de Montargis¹²⁵⁷. Il quitte pourtant le parti dès 1933 suite à une controverse autour de la participation au gouvernement d'Eugène Frot, devenu sous-secrétaire d'Etat en dépit des consignes des instances dirigeantes¹²⁵⁸. Dans les années cinquante, il appartient à différents groupes socialisants avant d'entrer en 1959 au PSU qu'il soutient pour son opposition à la guerre d'Algérie mais qu'il quitte dès 1962, rebuté par les querelles idéologiques¹²⁵⁹. Il reste néanmoins dans l'orbite de la gauche non-communiste alors en pleine rénovation en adhérant à la fin des années soixante à Objectif 72, mouvement qui gravite entre le PS et le PSU créé par Robert Buron, dont il apprécie les positions sur le tiers-monde¹²⁶⁰.

De fait, si René Dumont n'est assurément pas un homme d'appareil, sa culture politique le situe incontestablement à gauche et, bien qu'évoluant toujours à la marge des structures partidaires et peu désireux d'atteindre une position de pouvoir, il a une expérience politique plus large et plus ancienne que la plupart des militants écologistes qui viennent le solliciter en 1974. Anticapitaliste, il est favorable à un socialisme distributif qui permette l'épanouissement et la prospérité de chacun¹²⁶¹. Anticolonialiste, il ne cesse de militer pour l'émancipation et le développement du tiers-monde, ce qui l'amène à regarder d'un œil longtemps bienveillant la politique suivie en Chine maoïste¹²⁶².

Avant de se montrer sensible aux questions environnementales, René Dumont s'illustre comme un agronome de terrain et un expert économique chantre de la productivité. De son retour en France au début des années trente jusqu'au milieu des

¹²⁵⁶ *Ibid.*, pp. 46 *sqq.*

¹²⁵⁷ *Ibid.*, p. 73.

¹²⁵⁸ *Ibid.*, p. 74.

¹²⁵⁹ René Dumont, *Seule une écologie socialiste...*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 186.

¹²⁶⁰ *Ibidem.*

¹²⁶¹ *Ibid.*, p. 10.

¹²⁶² René Dumont, *Agronome de la faim, op. cit.*, p. 172 et 182.

années cinquante, il cherche constamment à améliorer les méthodes de culture, donc les conditions d'existence des sociétés rurales, dans le cadre d'une modernisation des structures agricoles.

Dans les années trente, dans un contexte de crise économique, alors que les pouvoirs publics sont acquis aux vertus de la déflation et du malthusianisme économique, René Dumont rejoint le Mouvement Français de l'Abondance de Jacques Duboin¹²⁶³ et partage les positions des Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale (JEUNES) qui prônent un partage du travail et un approfondissement de la démocratie¹²⁶⁴. C'est dans le cadre du groupe Dynamo, qui entend établir des statistiques fiables en France pour fonder une rénovation économique et sortir de la crise¹²⁶⁵, qu'il rédige une étude qui paraît en 1936 sous le titre *Misère ou prospérité paysanne ?*. Dans ce livre paru en 1936, il se prononce pour une modernisation des structures agricoles et pour une distribution plus égalitaire des revenus dans les sociétés rurales, considérant que seule une approche non-malthusienne de l'économie peut conduire à une civilisation d'abondance¹²⁶⁶. René Dumont participe donc de ces relèves des années trente qui entendent sortir la France du marasme économique par sa rénovation¹²⁶⁷. Son engagement en faveur de la modernisation économique le place parmi les « réalistes » pour reprendre la typologie proposée par Olivier Dard¹²⁶⁸. De fait, on ne trouve pas sous la plume de René Dumont de critique de la technique et de la modernité telle qu'elle est exprimée à la même époque par les « spiritualistes », tels que Jacques Ellul ou Bernard Charbonneau, qui consacre dès cette époque sa réflexion à la nature et à sa force révolutionnaire¹²⁶⁹.

Dès l'été 1937, René Dumont collabore au cabinet de Georges Monnet, ministre socialiste de l'Agriculture¹²⁷⁰ ; durant la Deuxième Guerre mondiale, il participe aux travaux du Comité d'études pour la France puis entre au Commissariat général au Plan de

¹²⁶³ Olivier Dard relève à raison qu'il est difficile de saisir l'influence des thèses abondancistes, qui n'ont pas encore pleinement suscité la curiosité des historiens. Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit., p. 214.

¹²⁶⁴ René Dumont, *Agronome de la faim*, op. cit., p. 67.

¹²⁶⁵ Jean-Pierre Mon, « La galaxie distributive. Le contexte des débuts », *Association pour l'économie distributive*, <http://www.economiedistributive.fr/La-galaxie-distributive>, mis en ligne en octobre 2005, consulté le 03/10/2013.

¹²⁶⁶ René Dumont, *Misère ou prospérité paysanne ?*, Paris, Fustier, 1936.

¹²⁶⁷ Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF, 2002, p. 8.

¹²⁶⁸ *Ibid.*, pp. 15 sqq.

¹²⁶⁹ Sébastien Morillon, « Sentiment de nature, sentiment tragique de la vie. Jeunesse de Bernard Charbonneau (1910-1937), in in [Collectif], *Bernard Charbonneau : habiter la terre. Actes du colloque du 2-4 mai 2011. Université de Pau et des Pays de l'Adour*, 2012, <http://web.univ-pau.fr/RECHERCHE/SET/CHARBONNEAU/>, p. 53.

¹²⁷⁰ René Dumont, *Agronome de la faim*, op. cit., p. 75.

modernisation et d'équipement orchestré par Jean Monnet¹²⁷¹. Dans toutes ces instances, il plaide pour une modernisation tous azimuts de l'agriculture française, qui passerait par le développement de cultures d'exportations (vins, fruits et primeurs)¹²⁷² et le remembrement des exploitations pour permettre la mécanisation des activités¹²⁷³, ce qui implique selon lui un exode rural indispensable pour agrandir les exploitations et dont René Dumont souligne qu'il est déjà en cours dans les faits¹²⁷⁴.

René Dumont est donc à l'époque un technocrate modernisateur que sa formation scientifique et sa culture politique socialiste amènent naturellement à croire dans le progrès indissolublement social et technique. De son propre aveu, il considère alors que la nécessaire maîtrise de la nature passe par l'artificialisation du milieu qui doit permettre d'atteindre le rendement maximal immédiat, sans se préoccuper des contraintes écologiques qu'il connaît à l'époque fort mal¹²⁷⁵.

Comment le technocrate modernisateur s'est-il mué en candidat des écologistes ? On ne saurait présenter ce passage comme une évolution nécessaire et inévitable car cette candidature s'explique aussi par le hasard des événements. Néanmoins, il est possible de souligner, sans pour autant adopter une perspective téléologique, que le tiers-mondisme dont il devient l'un des hérauts dans les années soixante soit l'une des clés d'explication majeures pour comprendre cette transformation.

La mutation de René Dumont commence dès son départ du Commissariat au Plan en 1953. Délaissant un temps l'agriculture française, il s'intéresse en priorité aux colonies¹²⁷⁶ et à ce que l'on appelle désormais, à la suite d'Alfred Sauvy, le tiers-monde. *L'Afrique est mal partie*, publié en 1962, est symptomatique de ce tournant ; son succès – près de 250 000 exemplaires vendus – et les débats qu'ils suscitent assoient la place de René Dumont dans la nébuleuse tiers-mondiste¹²⁷⁷. Dans son approche du tiers-monde, René Dumont reste d'abord fidèle à son crédo modernisateur tout en insistant davantage sur la nécessité d'une transformation des structures sociales et politiques, fustigeant par

¹²⁷¹ *Ibid.*, p. 110.

¹²⁷² *Ibid.*, p. 106.

¹²⁷³ *Ibid.*, p. 111

¹²⁷⁴ *Ibid.*, p. 129.

¹²⁷⁵ *Ibid.*, p. 14.

¹²⁷⁶ Dès 1951, il visite le Mali et le Sénégal. Cf. René Dumont, *Agronome de la faim, op. cit.*, p. 62.

¹²⁷⁷ Il faut cependant souligner que le terme n'existe pas encore dans les années soixante puisqu'il n'est véritablement utilisé que dans la décennie suivante, souvent pour en constater la crise. Cf. Maxime Szczepanski-Huillery, « « L'idéologie tiers-mondiste ». Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en « crise » », *Raisons politique*, 2005/2, n°18, p. 27.

exemple le comportement des élites africaines issues de la décolonisation. Dans son esprit, l'émancipation accompagne la prospérité dans une démarche globale de progrès¹²⁷⁸. René Dumont ne remet donc pas en cause la notion de développement mais, à la différence de la vulgate en vigueur dans les années cinquante, il appelle à donner la priorité à l'agriculture et non à l'industrie. Ces différentes prises de position montrent chez René Dumont l'existence d'un mélange de pessimisme quant à l'évolution du tiers-monde, en particulier de l'Afrique, et d'optimisme quant à la possibilité d'un réel progrès, attitude que l'on retrouve par la suite dans son approche des problèmes écologistes. René Dumont pourra également réinterpréter à la lumière de l'écologisme certains autres éléments déjà présents dans son discours à l'égard du tiers-monde dans les années soixante. Son rejet de l'industrialisme corollaire de l'importance qu'il donne aux sociétés rurales et à l'agriculture, sa défiance à l'égard des villes, lieux de dépenses somptuaires inconsidérées, sa profonde ambivalence à l'égard du futur, qui mêle espoir d'un progrès pour l'humanité et crainte que la catastrophe ne soit inévitable sont en effet des positions que l'on retrouve largement chez les écologistes du début des années soixante-dix.

Le deuxième plus grand succès de librairie de René Dumont, *L'Utopie ou la mort !*, paru en 1973 et vendu à 150 000 exemplaires, signe son ralliement aux idées écologiste¹²⁷⁹s. René Dumont présente cet ouvrage comme l'aboutissement de près de vingt ans d'observations sur le terrain et comme une autocritique où il reconnaît qu'il n'a jusqu'alors pas accordé assez d'importance aux enjeux environnementaux¹²⁸⁰. S'il insiste sur la rupture personnelle et la remise en cause de ses conceptions agronomiques que traduit cet ouvrage, on peut estimer qu'il s'agit plutôt d'une réactualisation de ses préoccupations les plus fondamentales plutôt qu'une complète volte-face.

Écrit durant l'été 1972, *L'Utopie ou la mort !* traduit l'appartenance de René Dumont à des réseaux d'expert qui tentent à l'époque d'alerter les pouvoirs publics sur l'importance des enjeux environnementaux pour l'avenir de l'humanité. Il est ainsi invité en mai 1972 à un colloque en Nouvelle-Guinée par Lloyd Best et Ivan Illich, l'une des

¹²⁷⁸ René Dumont se montre ainsi particulièrement sensible à l'établissement de coopératives et à la dénonciation des élites urbanisées qui captent les devises pour des dépenses somptuaires et minent ainsi la capacité d'investissement des populations rurales. Cf. René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, pp. 224-225.

¹²⁷⁹ Ce livre est un succès médiatique qui conduit René Dumont à intervenir cinq fois à la télévision. Cf. Christian Delporte, « René Dumont, homme de télévision », à paraître dans *Le temps des médias*.

¹²⁸⁰ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 312.

références intellectuelles des écologistes dans le domaine de la critique de la société industrielle¹²⁸¹. Il participe en avril de la même année à un colloque à Columbia sur les relations entre développement et environnement organisé par Barbara Ward en prélude à la conférence de Stockholm prévue au mois de juin suivant¹²⁸². Sa réflexion bénéficie également de ses conversations avec Bertrand de Jouvenel¹²⁸³, économiste et prospectiviste, inventeur de l'expression « écologie politique » en 1957¹²⁸⁴. René Dumont souligne également combien lui a apporté la lecture des écologistes américains – notamment Barry Commoner et Paul Ehrlich – du rapport du Club de Rome paru en France sous le titre *Halte à la Croissance*¹²⁸⁵. Ces rencontres et ces échanges comptent beaucoup dans son évolution intellectuelle.

Un dernier point mérite d'être souligné pour expliquer l'autocritique intellectuelle que représente *L'Utopie ou la mort !*. René Dumont approche en effet de la retraite – perspective qui ne l'enchantait en aucune manière ; arrivé à ce stade de son existence, il ressent le besoin de dresser un bilan de ses réflexions et de proposer une « *synthèse à l'échelle mondiale, un projet global* qui fût capable de s'opposer plus efficacement aux menaces de famine montante »¹²⁸⁶. Ces différents facteurs conduisent ainsi René Dumont à infléchir, parfois drastiquement, ses positions pour souligner l'importance de l'écologie dans l'avenir des sociétés.

Dans *L'Utopie ou la mort !*, Dumont constate qu'un effondrement total et inéluctable de la civilisation humaine se produira au cours du siècle à venir si les taux de croissance de la population et de la production se maintiennent à des niveaux élevés¹²⁸⁷. Sur ce point, René Dumont ne fait que reprendre les thèmes évoqués avec force depuis le milieu des années soixante sur la destruction des écosystèmes par l'action de l'homme et l'existence de limites à l'expansion que l'homme doit prendre en compte sous peine de s'y fracasser¹²⁸⁸.

¹²⁸¹ *Ibid.*, p. 310.

¹²⁸² *Ibid.*, p. 313.

¹²⁸³ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 317.

¹²⁸⁴ Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008, p. 319.

¹²⁸⁵ René Dumont, *L'utopie ou la mort !*, *op. cit.*, p. 4.

¹²⁸⁶ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 312. Souligné par René Dumont.

¹²⁸⁷ René Dumont, *L'Utopie ou la mort !*, *op. cit.*, p. 4.

¹²⁸⁸ Pierre Desrochers, Christine Hoffbauer, "The Post War Intellectual Roots of the Population Bomb: Fairfield Osborn's *Our Plundered Planet* and William Vogt's *Road to Survival* in retrospect", *The Electronic Journal of Sustainable Development*, vol. 1, n°3, summer 2003, p. 91.

L'originalité de cet essai est d'adjoindre à cette pensée des limites une préoccupation sociale et humanitaire à l'égard du tiers-monde¹²⁸⁹. Il entend ainsi lier les idées écologistes à une remise en cause du système capitaliste ainsi qu'à la mise en œuvre d'une solidarité planétaire¹²⁹⁰. René Dumont insiste donc sur la responsabilité croissante des pays riches et des économies dominantes dans la crise à venir : il voit ainsi dans l'automobile privée ou dans le gâchis de papier des « exemples d'abus consolidant la misère des autres »¹²⁹¹. Son évocation des « exploités », sa mise en avant de la question du « pouvoir »¹²⁹² contribuent à une politisation des thématiques écologistes analogues à celle effectuée par Barry Commoner avec *The Closing Circle*¹²⁹³.

Par la mise en avant de la nécessité de « s'associer » avec la nature et non de la « dominer »¹²⁹⁴, René Dumont semble accomplir une véritable rupture par rapport à ses positions productivistes antérieures. Il serait peut-être plus opportun d'y voir une forme de réactualisation autour d'un pivot central, le tiers-monde et la faim dans le monde. Il reprend en effet des réflexions liées à l'abondancisme de sa jeunesse, évoquant Jacques Duboin¹²⁹⁵ et considérant qu'il est encore possible de fonder un « homme nouveau »¹²⁹⁶ et d'assurer le progrès et l'abondance pour chacun. De même, il ne fait pas preuve dans sa découverte de l'écologie du zèle du nouveau converti ; il se refuse ainsi à condamner « tout emploi d'engrais chimiques, dont le danger reste limité à certains usages excessifs »¹²⁹⁷ et ajoute que « les tenants de l'agriculture biologique qui nous demandent parfois d'y renoncer, ne disent pas ce qu'ils feront du quart de l'humanité qu'il serait alors impossible de nourrir, même aussi mal qu'aujourd'hui »¹²⁹⁸. De fait, en 1977, René Dumont souligne à nouveau son attachement à l'idée de développement, qu'il associe à une perspective d'autonomie des pays du tiers-monde, à la scolarisation et aux progrès médicaux¹²⁹⁹.

¹²⁸⁹ En cela, il réagit implicitement contre l'approche de certains écologistes américains qui voient dans le tiers monde le principal facteur de la crise écologique. Cf. Fabien Locher, « Les pâturages de la Guerre Froide : Garrett Hardin et la « tragédie des communs » », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60-1, p. 25.

¹²⁹⁰ René Dumont, *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 12.

¹²⁹¹ René Dumont, *L'Utopie ou la mort !*, *op. cit.*, p. 6.

¹²⁹² *Ibid.*, p. 153.

¹²⁹³ Michael Egan, *Barry Commoner, op. cit.*, pp. 180 sqq.

¹²⁹⁴ René Dumont, *L'Utopie ou la mort !*, p. 29.

¹²⁹⁵ René Dumont, *L'Utopie ou la mort !*, *op. cit.*, p. 70.

¹²⁹⁶ *Ibid.*, p. 7.

¹²⁹⁷ *Ibid.*, p. 33.

¹²⁹⁸ *Ibidem.*

¹²⁹⁹ Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil, 1978, p. 156.

En cela, et sans remettre en cause la sincérité de l'évolution de René Dumont, on peut parler d'une réactualisation de l'idée de progrès, qui animait déjà le jeune ingénieur agronome dans les années trente, plutôt que de son abandon sur l'autel de l'écologie.

Ce n'est que tardivement que le nom de René Dumont est envisagé par les militants comme candidat potentiel après que plusieurs autres personnes approchées se soient refusées. De fait, les positions modernisatrices et productivistes de René Dumont jusqu'aux années soixante et son attachement à un usage raisonné des engrais rendent circonspects bien des associations de protection de la nature. La FFSPN considère ainsi que René Dumont est un défenseur du tiers-monde plus qu'un écologiste¹³⁰⁰ tandis que la LPO voit en lui le héraut des remembrements donc le destructeur des haies¹³⁰¹. De même, Alain-Claude Galtié raconte qu'il a rencontré René Dumont lors d'une conférence organisée par Georges Krassovsky au printemps 1973¹³⁰². Un échange de correspondance s'en est suivi mais, aux yeux d'Alain-Claude Galtié, René Dumont restait encore trop attaché à l'agriculture productiviste en dépit des nombreux points intéressants soulevés par *L'Utopie ou la mort*!¹³⁰³. C'est pourtant Alain-Claude Galtié qui propose le nom de Dumont, probablement le 5 ou le 6 avril 1974, faisant valoir qu'il passerait probablement bien dans les médias – l'homme n'est en effet pas un inconnu à la télévision¹³⁰⁴ – et que son dernier ouvrage témoignait d'une évolution intéressante.

Au matin du 6 avril, lorsque la décision est prise de contacter René Dumont, celui-ci ne se trouve pas en France et doit revenir d'Algérie le soir même en avion¹³⁰⁵. Une délégation est donc envoyée pour l'accueillir, emmenée par Georges Krassovsky au volant de sa 2 CV¹³⁰⁶. Il est intéressant de noter que l'identité et le nombre des personnes présentes à Orly varient selon les témoignages. Dumont n'évoque ainsi que Georges Krassovsky et Brice Lalonde¹³⁰⁷. Alain-Claude Galtié soutient quant à lui qu'il était membre de cette délégation¹³⁰⁸ tandis que Roger Cans mentionne les noms de Pierre Samuel, Brice Lalonde et Claude-Marie Vadrot¹³⁰⁹. Enfin, Laurent Samuel raconte qu'il

¹³⁰⁰ Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo*, *op. cit.*, p. 154.

¹³⁰¹ Jean-Paul Besset, *René Dumont*, *op. cit.*, p. 127.

¹³⁰² Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 1973.

¹³⁰³ *Ibidem*.

¹³⁰⁴ Christian Delporte, « René Dumont, homme de télévision », *art. cit.*

¹³⁰⁵ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 334.

¹³⁰⁶ *Ibidem*.

¹³⁰⁷ *Ibidem*.

¹³⁰⁸ Entretien avec Alain-Claude Galtié. 20 octobre 1973.

¹³⁰⁹ Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo*, *op. cit.*, p. 152.

était présent en compagnie de Pierre Samuel, Brice Lalonde, Georges Krassovsky et Jean Carlier¹³¹⁰, qui a pourtant rappelé qu'il n'y était pas¹³¹¹. Au-delà de l'anecdote et de l'inflation du nombre de personnes que l'on peut décemment envisager de faire entrer dans une 2 CV, ces variations montrent combien la campagne Dumont est investie sur le plan mémoriel en tant qu'épisode majeur, sinon fondateur, de l'émergence de l'écologie politique en France, épisode auquel il est bon de pouvoir se rattacher.

Toujours est-il que la délégation offre à Dumont de le raccompagner chez lui et en profite pour lui proposer d'être leur candidat à l'élection présidentielle¹³¹². Dumont sollicite une nuit de réflexion et accueille le lendemain matin une douzaine de militants chez lui pour leur signifier son accord¹³¹³. Il est significatif que la réflexion programmatique et l'organisation de la campagne commencent ce dimanche 7 avril chez René Dumont où l'on jette quelques idées sur un tract et l'on étudie les contraintes légales impliquées par une telle entreprise¹³¹⁴. Il s'agit également pour les écologistes de se mettre d'accord avec leur candidat sur le sens de cette campagne. Faut-il aller jusqu'au bout ou se retirer à la veille du premier tour après avoir profité de la couverture médiatique ? Quelle doit être la part de la campagne consacrée au tiers-monde¹³¹⁵ ? Là encore, les versions disponibles sur les positions initiales des uns et des autres divergent quelque peu mais l'ensemble des parties présentes s'accordent finalement sur le principe d'une candidature qui se maintiendrait jusqu'au premier tour et sans désistement entre les deux tours. Dumont avertit cependant ses interlocuteurs qu'il reconsidérerait la question si d'aventure François Mitterrand paraissait en mesure de l'emporter et qu'il envisagerait alors de se désister en sa faveur¹³¹⁶.

La campagne de René Dumont commence donc avant même la réunion à l'Institut National Agronomique du 9 avril qui ne doit donc pas être envisagée comme une primaire ouverte entre deux candidats mais plutôt comme l'élargissement du comité de soutien à un nombre plus grand d'associations car durant les premiers jours, seuls les Amis de la Terre sont réellement investis dans cette action.

¹³¹⁰ Laurent Samuel, « A boire et à manger pour Eva » : un article de Jean-Luc Porquet sur la campagne Dumont dans « le canard », <http://reseaumemoireenvironnement.wordpress.com/category/histoire-de-lecologie/>, publié le 20/02/2012, consulté le 02/10/2013.

¹³¹¹ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

¹³¹² René Dumont, *Agronome de la faim*, op. cit., p. 334.

¹³¹³ [Collectif], *L'écologie ou la mort*, op. cit., p. 12.

¹³¹⁴ *Ibidem*.

¹³¹⁵ René Dumont, *Agronome de la faim*, op. cit., p. 334.

¹³¹⁶ *Ibid.*, p. 335.

Le choix de René Dumont comme candidat du mouvement écologique à l'élection présidentielle de 1974 s'explique donc autant par l'évolution intellectuelle d'un homme que par le hasard des circonstances. D'une part, cette candidature traduit l'aboutissement d'une évolution sur le long terme d'un agronome d'abord partisan de la modernisation de l'agriculture et pourfendeur du malthusianisme économique qui, au fil de ses voyages d'études dans le tiers monde, infléchit ses positions jusqu'à faire sienne la plupart des positions des écologistes¹³¹⁷. D'autre part, René Dumont bénéficie du fait de ne pas être un animateur important de cette mouvance tout en étant relativement connu.

Pour autant, les écologistes choisissent un candidat qui n'est pas un simple porte-parole, il a déjà un long passé politique derrière lui et entretient encore au début des années soixante-dix de bonnes relations avec la gauche non-communiste. A ce titre, René Dumont peut être considéré comme l'un des fondateurs de l'écologie politique dans la mesure où il contribue à politiser ces enjeux et à les inscrire encore plus fermement à gauche de l'échiquier politique.

Si la présence de René Dumont à cette élection présidentielle tient en partie au hasard des circonstances, au décès de Georges Pompidou comme à la difficulté des écologistes à trouver un candidat satisfaisant, elle s'explique également par la nature des relations nouées par les écologistes avec le champ politique.

Le lancement de cette campagne doit beaucoup aux militants parisiens, qu'ils soient des membres des Amis de la Terre ou du *Sauvage*, ainsi qu'à *La Gueule Ouverte*, qui approchent les partis politiques, notamment à gauche, dès la préparation des législatives de mars 1973. Ces échanges s'avèrent finalement décevants dans un contexte où le PS prend définitivement l'ascendant sur le PSU et louvoie entre la prise en compte des nouvelles revendications de la société et son alliance avec le PCF qui l'oblige à davantage d'orthodoxie socioéconomique¹³¹⁸.

Cette incapacité à trouver une médiation politique satisfaisante pour porter les enjeux environnementaux s'ajoute à la volonté, souvent exprimée par les mêmes acteurs, de politiser l'écologisme pour en conjurer ce qu'ils considèrent comme des dérives. En

¹³¹⁷ Jean-Paul Besset, *René Dumont. Une vie saisie par l'écologie*, Paris, Stock, 1992, pp. 118 *sqq.*

¹³¹⁸ Danielle Tartakowsky, « Introduction », in Danielle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité. Le programme commun de la gauche (1963-1978)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 14.

présentant un candidat et surtout un programme, ces militants espèrent reformer un large consensus des écologistes. Néanmoins, comme nous allons le voir, cette démarche, parce qu'elle place l'écologie de plein pied dans le monde politique, est aussi source de nouvelles interrogations.

3. Le message et son impact

René Dumont entre pleinement en campagne le 11 avril 1974 et, durant les quelques semaines qui le séparent du premier tour, le 5 mai 1974, le candidat écologiste détonne devant les caméras par son usage répété du vélo¹³¹⁹ et le pull-over rouge qu'il porte systématiquement pour ses interventions télévisées¹³²⁰.

Illustration 6. « Photographie de René Dumont durant la campagne présidentielle (avril 1974) »



© Musée du Vivant-AgroParisTech

Au-delà du caractère pittoresque d'une entreprise impromptue, la brève aventure de la campagne présidentielle de René Dumont est un moment important dans la construction d'une écologie politique qui doit, en quelques instants, préciser ses objectifs et son programme, définir sa place sur le champ politique et affirmer sa crédibilité.

¹³¹⁹ « Qui sont-ils ? René Dumont », JT 20h, 22 avril 1974, ORTF, <http://www.ina.fr/video/CAF92026296/qui-sont-ils-dumont-video.html>, consulté le 10/10/13.

¹³²⁰ René Dumont, « Campagne électorale officielle : élection présidentielle du premier tour », ORTF, 19 avril 1974, <http://www.ina.fr/video/CAF88000834/rene-dumont-video.html>, consulté le 10/10/1974.

L'analyse de la campagne de René Dumont, depuis les premières conférences de presse du candidat jusqu'au second tour doit ainsi permettre d'évaluer plus précisément le poids de cet évènement dans la détermination des orientations futures de l'écologie politique.

a. Organiser la campagne

La campagne présidentielle de René Dumont débute véritablement avec la conférence de presse du 11 avril 1974 où l'expression « mouvement écologique français » est employée pour la première fois¹³²¹. Commencent alors plus de trois semaines d'effervescence et d'improvisations jusqu'au premier tour prévu le 5 mai suivant. Cet épisode occupe une place à part dans la mémoire collective des écologistes et René Dumont fait figure de grand ancêtre comme en atteste la création de la Fondation René-Dumont, présidée à l'heure actuelle par Marc Dufumier, son successeur à AgroParisTech¹³²².

Néanmoins, à force de souligner le rôle pionnier de René Dumont ou de louer son impact médiatique, on risque d'occulter l'action déterminante d'un ensemble hétéroclite d'individus et de groupes qui entourent René Dumont pendant la campagne. Or, l'étude de l'entourage des décideurs politiques permet d'avoir une vision plus complexe des modalités de prise de décision¹³²³ et, dans le cas de la campagne Dumont, de dépasser le seul cliché d'une improvisation brouillonne pour analyser le rôle respectif des différents acteurs dans la définition du sens de la campagne, tant dans sa signification que dans les directions qu'elle emprunte.

Le choix de René Dumont comme candidat s'est opéré avant même que les organisateurs de cette campagne ne se préoccupent de son financement et, plus globalement, de la lourde logistique inhérente à une élection présidentielle. C'est donc dans la précipitation que le comité de soutien entoure René Dumont sur une péniche amarrée près du pont de l'Alma et prêtée par Jean Bruel, PDG des bateaux-mouches,

¹³²¹ Claude-Marie Vadrot, « Histoire de la campagne », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 13.

¹³²² Son objectif est de « préserver la mémoire de l'écologie pour comprendre nos mutations ». Cf. <http://www.fondationdumont.com/1.html>, consulté le 12/10/2013.

¹³²³ On peut citer l'étude de Frédéric Tristram, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard-d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°8, mai-août 2009, www.histoire-politique.fr, p. 1.

défenseur du vieux Paris et hostile à la construction des voies express¹³²⁴. Tous les témoignages recueillis concordent dans la célébration de l'ambiance extraordinaire qui règne sur cette « joyeuse galère »¹³²⁵ où tous les participants sont exaltés par la certitude de créer quelque chose de fondamentalement nouveau¹³²⁶.

Le comité de soutien parisien a la haute main sur l'organisation de la campagne. Il s'agit d'un ensemble de bénévoles composés d'Amis de la Terre (Brice Lalonde, Alain Hervé, Lison de Caunes, Pierre et Laurent Samuel), de journalistes, comme Marc Ambroise-Rendu, du *Monde*, Isabelle Cabut, de *La Gueule Ouverte*, ou encore Jean Carlier mais également de militants de la protection de la nature tels Christian Garnier, de la FFSPN, et Roger Fischer, de Maisons Paysannes de France¹³²⁷. Il n'est pas surprenant que parmi les membres de cette garde rapprochée, nombreux sont ceux qui ont plaidé depuis le début des années soixante-dix pour une politisation de l'écologie : à bien des égards, cette campagne constitue donc l'aboutissement de leurs réflexions. Le bateau-mouche attire également une foule de sympathisants venus spontanément pour se rendre utile, depuis des situationnistes jusqu'à des lycéens des grands établissements parisiens en passant par Henri Cartier-Bresson, qui réalise gratuitement les photographies de la campagne¹³²⁸.

L'appellation « comité de soutien » ne doit pas être prise au pied de la lettre car, dans les faits, ce groupe dirige la campagne et en détermine la stratégie. Comme le précise le candidat lui-même, ses déplacements sont décidés par le comité de soutien¹³²⁹ et c'est ce dernier qui édicte sa stratégie à l'égard des autres partis politiques¹³³⁰. Il n'est en aucun cas en situation de subordination à l'égard de René Dumont, pas plus qu'il n'entend défendre unanimement les positions de ce dernier. Au sein de cette véritable équipe de campagne dans laquelle la répartition des fonctions et des attributions reste floue. Les fonctions de conseiller en communication semblent être par exemple partagées entre Jean

¹³²⁴ *Ibid.*, p. 14.

¹³²⁵ *Ibidem.*

¹³²⁶ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010. Cette impression est confirmée dans un entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

¹³²⁷ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 336.

¹³²⁸ *Ibid.*, p. 337.

¹³²⁹ *Ibid.*, p. 341.

¹³³⁰ René Dumont, « Il ne s'agit pas de changer la société mais de changer de société », *Le Sauvage*, n°13, mai 1974, p. 8.

Carlier, qui prépare René Dumont pour ses passages à la télévision et à la radio¹³³¹, et Alain Hervé, chargé des relations avec la presse¹³³².

Au-delà du comité de soutien, l'animation de la campagne de René Dumont est confiée à un collectif d'associations dont la composition n'est pas dénuée d'intérêt. On considère parfois que la campagne présidentielle de 1974 a entraîné un grand partage entre des associations de protection de la nature, souvent qualifiées d'environnementalistes, caractérisées par leur refus de s'investir en politique, et des groupes écologistes pour lesquels cette démarche aurait été beaucoup plus évidente¹³³³. Dès 1974, Claude-Marie Vadrot dénonce « les vieilles associations de défense de la nature [...] incapables de prendre le moindre risque et de se mettre à travailler avec des gens qui prétendent que l'écologie et la politique doivent être mêlées »¹³³⁴. A ses yeux, ces associations font donc le choix du conservatisme en se montrant incapables d'aller au bout des idées qu'elles défendent, inconscientes qu'une protection véritable de la nature implique une transformation complète de la société. De fait, la FFSPN et la LPO, deux organisations majeures dans ce domaine, refusent de s'associer à la campagne par défiance à l'égard du candidat¹³³⁵. Cette position de retrait est probablement également motivée par le souci de ne pas susciter en leur sein des querelles politiques entre les adhérents, qui pourraient entraîner de graves dissensions internes et, *in fine*, remettre en cause leur légitimité auprès des pouvoirs publics¹³³⁶.

L'analyse de la liste des associations soutenant la candidature conduit pourtant à nuancer l'idée trop rapidement admise d'un clivage structurel et indépassable entre les associations de protection de la nature et les écologistes.

Figure 9. Profil des groupes soutenant la candidature de René Dumont¹³³⁷

¹³³¹ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

¹³³² Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre, 1970-1999, 20 ans au service de l'écologie*, www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/Histoire_des_AT_1970-1989.pdf, consulté le 12/10/2011, p. 21.

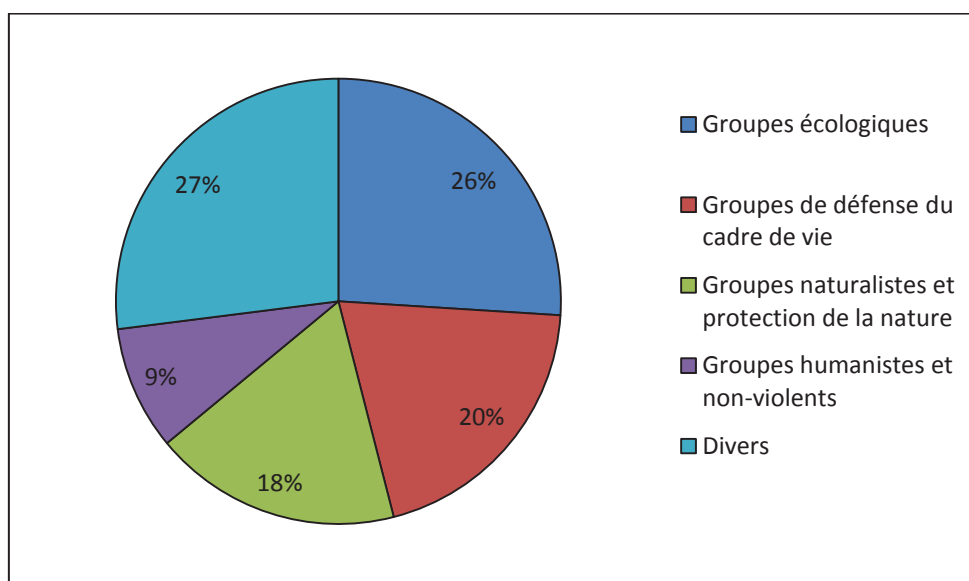
¹³³³ Nous avons notamment évoqué cette question dans un article « « L'écologie politique et la Protection de la Nature et de l'Environnement », *Ecologie et Politique*, n°44, 2012, pp. 115-127.

¹³³⁴ Claude-Marie Vadrot, « Histoire de la campagne », in [Collectif], *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*, p. 13.

¹³³⁵ Jean-Paul Besset, *René Dumont*, *op. cit.*, p. 127.

¹³³⁶ Carole Waldvogel a souligné l'importance de ces facteurs dans la décision de certaines associations alsaciennes de ne pas s'aventurer directement sur le terrain politique. Cf. Carole Waldvogel, *Imposer l'environnement*, *op. cit.*, p. 200.

¹³³⁷ [Collectif], *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*, pp. 32-33.



Au total, 84 groupes sont mentionnés comme des soutiens à la campagne de René Dumont parmi lesquels on trouve des « groupes écologiques » (comme les Amis de la Terre, Ecologie et Survie ou encore le Collectif havrais d'écologie) mais également des groupes de défense du cadre de vie, autrement dit des organisations tournées vers la contestation d'un projet d'infrastructure ou d'aménagement spécifique ; c'est le cas du comité de sauvegarde de la forêt de Réno ou de l'association « Sauvegarde des vieux villages de l'arrière-pays niçois »¹³³⁸. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme Claude-Marie Vadrot, les groupes de défense de la nature ne sont pas absents de la campagne de René Dumont puisque quinze associations de ce type en sont parties prenantes parmi lesquelles la société de protection de la nature Val-de-Marne-Essonne, Nord-Nature ou encore la FRAPNA.

Il semble même que les associations de protection de la nature, souvent plus anciennes et donc mieux implantées que les groupes écologistes, aient joué un rôle essentiel dans le recueil des signatures nécessaires à la validation de la candidature de René Dumont. Ainsi, le Pr Vignon, doyen de la faculté des sciences à Amiens, assure René Dumont du soutien en Picardie du regroupement des organisations pour la sauvegarde de l'environnement fédérant plus de cent mille personnes (en y comptant les chasseurs et les pêcheurs)¹³³⁹. Il annonce à cette occasion qu'il estime pouvoir recueillir assez facilement

¹³³⁸ *Ibidem*.

¹³³⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974. 20 ». Télégramme du Pr Vignon à René Dumont. S.d. [début avril 1974].

entre cinq et dix signatures dans la région¹³⁴⁰. De même, René Dumont a salué le rôle déterminant d'Emile Vivier, président de Nord-Nature, et de Philippe Lebreton, de la FRAPNA, dans l'accomplissement de cette tâche¹³⁴¹. De fait, malgré l'inquiétude du comité de soutien, les partisans de René Dumont parviennent à recueillir 167 signatures, soit bien plus que les 100 nécessaires à la validation de la candidature par le Conseil Constitutionnel¹³⁴².

Au niveau local, l'animation de la campagne de René Dumont est confiée aux associations déjà implantées ainsi qu'aux 130 comités de soutien qui apparaissent à cette occasion¹³⁴³. Les informations précises sont rares sur ces groupes éphémères, souvent informels et dont les orientations politiques semblent varier d'un cas à l'autre. Ainsi, Régis Brasseur, qui écrit à René Dumont durant la campagne, semble avant tout être un militant de la protection de la nature, membre du Groupe écologique de sauvegarde des espèces vivantes, avant de monter un comité de soutien dans la Somme¹³⁴⁴. A Nantes au contraire, le comité de soutien paraît davantage constitué, aux dires des RG, de « gauchistes », d' « anarchistes » – autrement dit des individus politisés à gauche – que de protecteurs de la nature¹³⁴⁵.

En Loire-Atlantique, le comité de soutien, appuyé par le Groupe Ecologique Nazairien, organise une manifestation à bicyclette le 27 avril à Saint-Nazaire qui réunit environ 100 personnes, en majorité des jeunes¹³⁴⁶. Cette action réussie semble cependant être un cas isolé. Dans le Tarn-et-Garonne, l'APRI 82 déplore ainsi être le seul groupe actif dans le département malgré l'existence aux alentours d'autres groupes se disant écologistes¹³⁴⁷. Plus généralement, plusieurs indices laissent à penser que l'apport de ces groupes à la campagne de René Dumont est au mieux variable et souvent très faible. Cela s'explique probablement par l'improvisation qui préside à la naissance de certains groupes comme celui de la faculté de lettres de Besançon où « Maniez » organise une

¹³⁴⁰ *Ibidem*.

¹³⁴¹ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 337.

¹³⁴² Claude-Marie Vadrot, « Histoire de la campagne », in [Collectif], *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*, p. 15.

¹³⁴³ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Compte-rendu de la réunion du 9 mai 1974.

¹³⁴⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974. 20 ». Lettre de Régis Brasseur à René Dumont. S.d. [avril 1974]

¹³⁴⁵ Archives départementales de Loire-Atlantique. 1944 W 12. Note des renseignements généraux. 29 avril 1974.

¹³⁴⁶ *Ibidem*.

¹³⁴⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974. 20 ». Lettre d'Alain Thalmann à René Dumont. S.d. [fin avril 1974].

réunion : « 2 affiches discrètes 5 heures à l'avance. 30 à 40 personnes. C'est beaucoup. Ça a discuté sec. Apparemment peu de gens disposés à voter Dumont mais des gens paumés désireux de faire quelque chose »¹³⁴⁸. Cet extrait montre que certaines personnes peuvent être sincèrement intéressées par le message de René Dumont, voire être disposées à organiser un comité de soutien en sa faveur, sans pour autant chercher à recueillir des voix en sa faveur, distinguant ainsi le message écologiste et sa traduction électorale.

La campagne présidentielle de René Dumont fait donc intervenir une multitude d'acteurs différents dont les rôles-titres sont interprétés par le candidat et son comité de soutien parisien. Le petit groupe qui entoure René Dumont déploie une grande activité durant quelques semaines mais il ne peut, à lui seul, conduire une campagne efficace sur le terrain. La faiblesse de la coordination des écologistes au niveau national explique que la présence de René Dumont dans les médias soit fondamentale pour assurer la diffusion de son message essentiel, la politisation de l'écologie.

b. Associer politique et écologie

Dans la communication politique du candidat, deux éléments interpellent l'opinion et contribuent à forger l'image atypique de René Dumont, en premier lieu son pull-over rouge et le verre d'eau qu'il brandit en alertant les téléspectateurs sur la raréfaction prochaine de cette ressource¹³⁴⁹. Pourtant, cette candidature ne se résume pas à ce seul cri d'alarme

Durant les quelques semaines de la campagne présidentielle, René Dumont intervient à la télévision et à la radio, anime des meetings à Paris et en province et propose ainsi une vision de l'écologie politique dont l'écho est incomparablement supérieur à ce que les écologistes pouvaient produire auparavant¹³⁵⁰. Cette construction politique s'esquisse au travers d'ajustements réciproques entre le candidat et son comité de soutien, qui, tout en collaborant étroitement, poursuivent aussi leurs propres objectifs qui ne se recourent pas

¹³⁴⁸ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974. 20 ». Lettre de Maniez à René Dumont. S.d. [avril 1974]

¹³⁴⁹ René Dumont, « Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour », ORTF, 19 avril 1974, <http://www.ina.fr/video/I09167743>, consulté le 13/10/2013.

¹³⁵⁰ Patrick Salmon, *Les écologistes dans les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 32.

nécessairement. Ces ajustements peuvent être mis en évidence par la confrontation des documents présentant le programme du candidat¹³⁵¹ avec des sources internes de la campagne. C'est à cette construction tout à la fois programmatique et politique que nous allons maintenant nous intéresser.

A travers cette candidature, les écologistes entendent présenter leurs positions au plus grand nombre via la campagne officielle radiotélévisée. Sur le fond, le programme de René Dumont n'innove guère et se contente de puiser dans les idées émises par les écologistes depuis la fin des années soixante.

Les écologistes envisagent ainsi leur démarche comme une entreprise de dévoilement et de définition pédagogique de la crise écologique. Le manifeste électoral commence donc par souligner qu'une croissance économique et démographique infinie est impossible, l'humanité n'ayant qu'une seule planète à sa disposition¹³⁵². Au-delà de ce constat largement évoqué depuis les années soixante, le manifeste électoral dénonce pêle-mêle la mort des océans, la vie grinçante dans les villes modernes ou encore les méfaits liés à la prédominance de l'automobile¹³⁵³. Selon les écologistes, ces questions sont plus graves et plus lourdes de sens que les promesses traditionnellement avancées par les partis politiques¹³⁵⁴. Ces différents exemples laisseraient à penser que l'écologie devrait s'imposer à tous, politiques comme citoyens.

Il est donc d'autant plus surprenant que la dimension scientifique de l'écologie, qui constitue la bannière derrière laquelle se rangent les partisans de René Dumont, ne soit vraiment évoquée durant la campagne qu'en passant. Dans son allocution télévisée du 19 avril 1974, René Dumont n'y consacre qu'une rapide définition¹³⁵⁵. Il en va de même dans le programme électoral des écologistes où ce terme est caractérisé comme suit :

« Il veut dire que l'homme, comme toutes les espèces vivantes, est inclus dans un milieu qui comprend la nature, les autres espèces vivantes, les autres hommes et qu'il ne peut pas se permettre de détruire ce milieu sans se détruire lui-même »¹³⁵⁶

¹³⁵¹ Il s'agit notamment du livre tiré de la campagne : [Collectif], *A vous de choisir. L'écologie ou la mort. La campagne de René Dumont et ses prolongements. Objectifs de l'écologie politique*, Paris, Pauvert, 1974. Par ailleurs, le site de l'Institut National de l'Audiovisuel permet notamment de consulter les cinq interventions officielles de René Dumont durant la campagne télédiffusée.

¹³⁵² « Manifeste électoral », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 40.

¹³⁵³ « Manifeste électoral », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 47.

¹³⁵⁴ *Ibid.*, p. 40.

¹³⁵⁵ René Dumont, « « Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour », ORTF, 19 avril 1974. <http://www.ina.fr/video/CAF88000834/rene-dumont-video.html>, consulté le 10/10/13.

¹³⁵⁶ « Manifeste électoral », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 41.

Dans cet extrait, les liens d'interdépendance de l'homme à l'égard du reste du vivant n'ont d'intérêt que dans la mesure où ils permettent de démontrer le caractère mortifère du comportement des sociétés occidentales. L'écologie n'est donc en rien une fin en soi dans cette campagne mais bien davantage un moyen précieux de dévoiler à l'opinion publique, preuves à l'appui, l'ampleur de la crise écologique présente et à venir.

Plus largement, on chercherait en vain dans le programme de René Dumont une idéalisation de la nature considérée comme un élément extérieur à l'homme. Il est par exemple significatif qu'aucun thème abordé lors de la campagne radiotélévisée n'ait trait à la protection de la nature en tant que telle¹³⁵⁷. Chaque atteinte à l'environnement est donc systématiquement mise en rapport avec ses conséquences pour l'individu et la société. Ainsi, l'agriculture industrielle est dénoncée pour les gaspillages énergétiques qu'elle entraîne et non pour la perturbation des écosystèmes qu'elle peut entraîner¹³⁵⁸. De même, la « destruction de l'environnement » n'est évoquée que dans le cadre de la « fiche « économie » » et ne constitue qu'1/6^e du propos¹³⁵⁹.

La conscience de la dépendance de l'homme à l'égard des écosystèmes ne conduit donc pas les écologistes à affirmer la nécessité d'une éthique biocentrique, qui accorderait une valeur intrinsèque à chacune des entités naturelles¹³⁶⁰. La démarche qui anime la campagne ne relève pas non plus d'une approche écocentrique – qui insiste sur l'interdépendance des éléments et leur commune appartenance à un ensemble où les membres n'ont pas de valeur en eux-mêmes¹³⁶¹ – car l'homme en société est au centre des préoccupations des écologistes regroupés autour de René Dumont.

On peut ainsi estimer que la volonté de bâtir un programme politique autour de l'écologie implique une posture anthropocentrique, fût-elle nuancée par un appel à la prise en compte des multiples liens de dépendance des hommes à l'égard des écosystèmes. Cette posture s'explique en partie par la personnalité de René Dumont qui, dans son approche pluridisciplinaire des problèmes agraires, laisse une grande place à la sociologie et à l'économie¹³⁶². Celui-ci n'a d'ailleurs accepté d'être candidat qu'à

¹³⁵⁷ « Les fiches par émission », in [Collectif], *L'écologie ou la mort*, op. cit., p. 50.

¹³⁵⁸ *Ibid.*, p. 53.

¹³⁵⁹ *Ibid.*, p. 65.

¹³⁶⁰ Catherine Larrère, « Ce que sait la montagne. Aux sources des philosophies de l'environnement », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, publié le 30 avril 2013, p. 2.

¹³⁶¹ *Ibid.*, p. 5.

¹³⁶² Wilfrid Sejeau, « René Dumont agronome », *Ruralia*, art. cit., p. 8.

condition de pouvoir longuement évoquer le sort du tiers-monde ¹³⁶³ qui revient à de nombreuses reprises dans son programme, tant dans le domaine de la démographie que dans celui de l'économie¹³⁶⁴. Plus fondamentalement, la marginalisation de la nature, tant dans les propositions du candidat que la valeur philosophique qu'on pourrait lui attribuer, témoigne de l'objectif essentiel de la campagne, à savoir politiser l'écologie.

Significativement, le seul document conservé au Musée du Vivant dans le fonds René Dumont et ayant trait directement à l'écologisme est intitulé « Ecologiser la politique »¹³⁶⁵. Dans ce texte écrit quelques semaines après la campagne présidentielle, René Dumont rappelle combien il avait trouvé inacceptable que le rapport du Club de Rome refuse de se placer sur le terrain politique, préférant adresser une semonce morale – largement inefficace à ses yeux – aux dirigeants¹³⁶⁶. « Or – ajoute-t-il – le problème est d'abord politique comme aime à le répéter le président Mao »¹³⁶⁷. De fait, si René Dumont n'est pas au sein des écologistes l'unique partisan d'une politisation de l'écologie, il en est l'un des plus ardents promoteurs durant sa campagne¹³⁶⁸.

Bien évidemment, cette démarche va au-delà du seul fait de solliciter le suffrage des électeurs, autrement dit de se conformer aux règles administratives de la compétition électorale. La politisation consiste plus largement à relier les préconisations des écologistes à des références idéologiques et stratégiques propres au champ politique. Comme le souligne Jacques Lagroye, toute entreprise de politisation revient à contester « la pertinence et la légitimité des séparations instituées et constamment consolidées » entre des rôles sociaux conçus *a priori* comme différents¹³⁶⁹. En l'occurrence, il s'agit pour les partisans de René Dumont de remettre en cause l'idée que la protection de la nature et de l'environnement n'impliquerait qu'une action technique ou morale et n'aurait

¹³⁶³ Entretien avec Jean Carlier. 5 mars 2010.

¹³⁶⁴ [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, pp. 35-36, 51-52, 65-66. L'obsession de René Dumont pour le tiers-monde entraîne d'ailleurs des tensions entre le candidat et son comité de soutien certes sensible à cette cause mais soucieux de ne pas brouiller le message de la campagne en laissant sous-entendre que les problèmes écologiques concerneraient davantage le tiers-monde que les pays développés. Entretien avec Jean Carlier. 5 mars 2010. Entretien avec Alain Hervé. 12 avril 2010.

¹³⁶⁵ MV. Fonds René Dumont. PDUM5. René Dumont, « Politiser l'écologie ». 1974, p. 2.

¹³⁶⁶ *Ibidem*.

¹³⁶⁷ *Ibidem*.

¹³⁶⁸ « M. Dumont politise sa campagne électorale », *Le Monde*, n°9102, 20 avril 1974, p. 8. Il s'exprime également dans ce sens à Tours. Cf. « René Dumont à Tours », *JT 13h*, 30 avril 1974, ORTF, <http://www.ina.fr/video/CAF94054915/rene-dumont-a-tours-video.html>, consulté le 03/10/13

¹³⁶⁹ Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 362 *sqq.*

rien à voir avec les enjeux couramment considérés comme politiques, tels les problèmes économiques et sociaux.

Ainsi, contre certains détracteurs, pour qui l'écologie ne représente au mieux qu'une politique publique parmi d'autres, les textes écrits à l'occasion de cette campagne affirment au contraire que la gravité et les caractéristiques de la crise écologique « nous amènent à envisager un projet global de la société transformée de fond en comble »¹³⁷⁰. Le programme présidentiel de René Dumont est donc l'occasion d'opérer un processus de montée en généralité caractéristique d'une démarche de politisation pour chercher à élever l'écologie au-delà des enjeux particuliers¹³⁷¹.

L'appropriation de la notion d'autogestion constitue un vecteur essentiel de la politisation de l'écologie au cours de cette campagne¹³⁷². En effet, à plusieurs reprises, René Dumont souligne que les mesures de réorientations de l'appareil économique et de transformation des modes de vie qu'il préconise ne sont que de grandes orientations¹³⁷³. Ces propositions ont vocation à être déclinées et mises en œuvre dans le cadre d'une « auto-organisation » et d'une « autogestion »¹³⁷⁴ de la société par elle-même. Sur ce point, René Dumont fait explicitement référence aux idées portées par Charles Piaget, leader des Lip et membre de la CFDT, candidat éphémère à la présidentielle.

L'idée d'autogestion est défendue depuis le milieu des années soixante par des milieux politiques et syndicaux soucieux de définir les modalités de transformation de la société qui diffère de la voie centralisée et autoritaire incarnée par l'URSS¹³⁷⁵. Par la référence à cette démarche comme par la condamnation répétée du capitalisme, la candidature de René Dumont fait pencher sa campagne, donc les écologistes, à gauche. Cette mobilisation de la référence autogestionnaire reflète la culture politique de René Dumont et de son comité de soutien mais résumer l'adoption de ce concept à un simple marqueur idéologique reviendrait à nier toute possibilité de réflexion politique autonome de la part des écologistes.

¹³⁷⁰ « Esquisse de Dumont à « piocher » pour le programme », in [Collectif], *L'écologie ou la mort*, op. cit., p. 37.

¹³⁷¹ *Ibid.*, pp. 365-366.

¹³⁷² [Comité de soutien à la candidature du Professeur René Dumont], « Raisons et buts de la candidature – tract daté du 9 avril 1974 », in [Collectif], *L'écologie ou la mort*, op. cit., p. 30.

¹³⁷³ *Ibidem*. Cf. aussi « M. René Dumont : pourquoi je me présente », *Le Monde*, n°9103, 21-22 avril 1974, p. 6.

¹³⁷⁴ *Ibidem*.

¹³⁷⁵ Franck Georgi, « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui ». Le syndicat, la grève et l'autogestion en France (1968-1988) », in Geneviève Dreyfus-Armand et alii, *Les années 68*, op. cit., pp. 309 sqq.

De fait, l'autogestion et plus largement la politisation de l'écologisme permettent aux militants de conjurer leurs craintes d'une dérive technocratique et autoritaire de la protection de la nature et de l'environnement. Dans le sillage de Mai 68, l'autogestion est en effet réinterprétée dans un sens essentiellement antiautoritaire comme le moyen de combattre l'aliénation idéologique et la domination sociale¹³⁷⁶. Dès lors, pour les écologistes, l'autogestion est un moyen de penser la transformation de la société et des comportements sans proposer des solutions coercitives – notamment sur les questions démographiques. Dans cette perspective, la politisation de l'écologisme permet de faire sortir la nébuleuse de l'ornière théorique dans laquelle elle risquait de tomber en prônant une transformation de la société tout en refusant de promouvoir des mesures autoritaires.

La politisation de l'écologie n'implique pas seulement de se livrer à un travail théorique de montée en généralité, elle confronte également les militants aux contraintes spécifiques du champ politique dont ils cherchent à récuser certaines règles sans pour autant y parvenir totalement¹³⁷⁷. Dans le contexte d'une élection imprévue, dont le résultat s'annonce incertain mais où la gauche, portée par de bons résultats aux législatives de 1973, considère qu'elle peut l'emporter¹³⁷⁸, la question des rapports des écologistes à la gauche est à la fois cruciale et délicate. L'enjeu est à la fois de déterminer le positionnement des écologistes et de leurs électeurs face au clivage gauche/droite mais aussi de trancher le débat sur un éventuel désistement de René Dumont en faveur de François Mitterrand, candidat de la gauche unie¹³⁷⁹.

Dès lors, tout au long de la campagne, les écologistes sont confrontés à diverses pressions visant à les amener à appeler à voter François Mitterrand dès la veille du premier tour. Plusieurs personnalités de la gauche sollicitent René Dumont dans ce

¹³⁷⁶ *Ibid.*, p. 403.

¹³⁷⁷ Christine Guionnet a bien analysé cette difficulté dans un article consacré aux listes Motivé-e-s apparues à l'occasion des élections municipales de 2001. Pour entrer dans le jeu politique, les nouveaux acteurs sont contraints de conformer à un minimum de règles établies (notamment l'obligation de se positionner sur le clivage gauche/droite) pour pouvoir continuer à exister en tant qu'acteurs. Cf. Christine Guionnet, « Marginalité en politique et processus d'institutionnalisation », in Lionel Arnaud, Christine Guionnet (dir.), *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 263 *sqq.*

¹³⁷⁸ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. T. 19. Crises et alternances (1974-2000)*, Paris, Seuil, 2002, p. 27.

¹³⁷⁹ Le Programme Commun de Gouvernement est signé en 1972 entre le PS, le PCF et le futur MRG. François Mitterrand est donc le représentant de ces partis politiques, ainsi que du PSU, à l'élection présidentielle de 1974. Cf. Laurent Jalabert, *Le 10 mai 1981 : Mitterrand président. Racines et sens d'une victoire*, Paris, L'Encyclopédie du Socialisme, 2010, pp. 71 *sqq.*

sens¹³⁸⁰ et des anonymes lui enjoignent de faire de même. Un électeur assure ainsi René Dumont de sa sympathie tout en lui demandant de laisser le champ libre au candidat socialiste dont l'arrivée au pouvoir permettrait aux mouvements sociaux de s'exprimer plus librement¹³⁸¹. Un autre reconnaît que seul un socialisme autogestionnaire pourra assurer la survie de l'humanité, fait même un don de 500 f. en faveur de la campagne écologiste mais appelle malgré tout René Dumont à retirer sa candidature pour ne pas gêner le premier secrétaire du PS¹³⁸². Alain Hervé est placé dans une situation analogue car Claude Perdriel, propriétaire du *Nouvel Observateur*, voudrait que *Le Sauvage* soutienne le candidat du Programme Commun dès le premier tour¹³⁸³. Ces diverses démarches constituent une forme de récusation de la politisation de l'écologie en considérant implicitement que René Dumont n'est pas totalement à sa place dans cette élection et qu'il doit se retirer au nom d'intérêts plus importants.

Pour les familiers de la nébuleuse écologiste du début des années soixante-dix, le programme présidentiel de René Dumont ne présente pas d'aspects fondamentalement originaux. Dans ce domaine, cet épisode est davantage l'aboutissement d'une réflexion collective menée depuis plusieurs années qu'une proposition véritablement novatrice. En revanche, la volonté de politiser l'écologie en affirmant l'importance d'un projet global et en faisant le lien avec la démarche autogestionnaire constitue bien un coup de force symbolique lourd de sens face auquel l'ensemble des écologistes doivent dès lors se positionner.

La montée en généralité induite par cet exercice conduit en effet les écologistes à privilégier une approche anthropocentrique qui marginalise la place de la nature dans leurs propositions au profit d'une plus grande importance accordée aux questions idéologiques¹³⁸⁴. Il reste désormais à évaluer l'impact de cette campagne sur les électeurs, et les partis politiques.

¹³⁸⁰ C'est le cas de Françoise Seligmann (cf. René Dumont, *Agronome de la faim, op. cit.*, p. 334) et de Pierre Mendès-France (« Le peuple breton veut se rapprocher du socialisme », *Le Monde*, n°9112, vendredi 3 mai 1974).

¹³⁸¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974 ». 21. Lettre de Christian Delorme à René Dumont. 20 avril 1974.

¹³⁸² *Ibid.* Lettre de Jean-Jacques Moine à René Dumont. 29 avril 1974.

¹³⁸³ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010. *Le Sauvage* consacre finalement son numéro de mai à la présentation des positions respectives de François Mitterrand et René Dumont, sans appeler clairement à voter pour ce dernier.

¹³⁸⁴ Alexis Vrignon, « Les écologistes et la protection de la nature et de l'environnement dans les années soixante-dix », *art. cit.*

c. L'impact de la campagne auprès des Français

Au soir du premier tour, le 5 mai 1974, René Dumont recueille 337 190 voix, soit 1,35 % des suffrages exprimés¹³⁸⁵. Il se place ainsi en sixième position derrière Arlette Laguiller (2,33 % des voix), devançant la plupart des candidatures de témoignage¹³⁸⁶, ce qui peut constituer un premier motif de satisfaction, même si l'objectif de cette campagne n'était pas de réaliser un score élevé. L'intention des écologistes était en effet ailleurs, dans la possibilité donnée au candidat écologiste d'être présent dans l'ensemble des médias nationaux : comme le proclame René Dumont, « je vais pouvoir souligner aux Français des menaces qu'on leur dissimule »¹³⁸⁷. Dans quelle mesure l'implication des écologistes dans la campagne présidentielle a-t-elle favorisé une plus grande sensibilisation de l'opinion publique à l'égard des enjeux environnementaux ?

Dans un sondage commandé par le comité de soutien à René Dumont et réalisé les 25 et 26 avril auprès de 1 117 personnes par Publimétrie, 67 % des personnes interrogées déclarent savoir que René Dumont est candidat et 80 % déclarent s'inquiéter des dégâts « causés par [la] civilisation industrielle »¹³⁸⁸. Ces quelques chiffres donnent à penser que la campagne présidentielle a effectivement permis aux écologistes de mieux faire connaître leurs idées. Pour autant, nous ne disposons pas de l'ensemble du sondage, ce qui rend impossible son exploitation précise. En revanche, l'ensemble des lettres reçues par le comité de soutien parisien durant la campagne présidentielle sont désormais conservées au sein du fonds des Verts au Musée du Vivant, sur le site de Grignon d'AgroParisTech¹³⁸⁹. Adressées par des militants ou de simples particuliers, elles permettent de se faire une idée plus détaillée de la manière dont l'écologie politique proposée par René Dumont est perçue dans le pays, au-delà du seul score réalisé par le candidat.

Au total, ce sont plusieurs centaines de lettres qui ont été envoyées à René Dumont durant ces quelques semaines. Prendre une telle initiative n'a rien d'innocent et il n'est guère étonnant que la très grande majorité d'entre elles soient enthousiastes. Néanmoins,

¹³⁸⁵ « Le premier tour de l'élection présidentielle annonce un scrutin serré le 19 mai », *Le Monde*, n°9115, 7 mai 1974, p. 1.

¹³⁸⁶ Il devance ainsi Jean-Marie Le Pen (0,75 %), Emile Muller (0,69 %), Alain Krivine (0,37 %), Bertrand Renouvin (0,17 %), Jean-Claude Sebag (0,16 %) et Guy Héraud (0,08 %). Cf. *Ibidem*.

¹³⁸⁷ René Dumont, « Préface », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 8.

¹³⁸⁸ « Résultats d'un sondage », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 137.

¹³⁸⁹ Musée du Vivant. Fonds les Verts. Cartons « Courrier 1974 », 20 à 23.

au-delà de ce constat, il faut souligner la diversité des regards portés sur les enjeux environnementaux qui ne coïncident pas nécessairement avec le message délivré par les écologistes. Ainsi, J. Péricart, ingénieur électricien, vice-président d'une société d'entomologie, écrit à René Dumont qu'il partage l'essentiel de ses positions sauf sa méfiance à l'égard des centrales nucléaires, dont il souligne la sûreté¹³⁹⁰. Ce faisant, il réduit implicitement l'écologie à la seule protection de l'environnement et adopte une optique naturaliste, considérant la nature avant tout comme un objet d'étude. A l'inverse, Jean-Paul Perret estime qu'il « ne s'agit pas, par la nouvelle mode de l'écologie, de « sauver » l'Occident, dont on n'a que faire : il s'agit de préserver ce qui subsiste des cultures qui, jadis, vivaient en harmonie avec la nature »¹³⁹¹. Dans cette perspective, le terme « écologie » est employé dans un sens qui excède de loin la protection de la nature ou l'idée d'une démarche scientifique. Aux yeux de cette personne, elle apparaît bien davantage comme la matrice d'une nouvelle civilisation qui prendrait le contre-pied de la société industrielle.

Entre ces deux positions extrêmes, la plupart des lettres saluent l'action de René Dumont mais réduisent son message à la seule lutte contre la pollution. François Lavaud dénonce ainsi les progrès de la pollution¹³⁹² et Jacques Chevreux s'insurge de son côté contre les « abus inqualifiables » subis par la vallée de Chamonix où il réside, défigurée au nom du développement touristique¹³⁹³. Dans cette perspective, René Dumont est perçu comme l'imprécateur qui dénonce une situation intolérable, le porte-voix de l'ensemble des Français mécontents des modifications récentes de leur cadre de vie mais pas nécessairement comme celui qui apportera des solutions globales aux problèmes soulevés.

La diversité des représentations exprimées dans ces écrits invite à dépasser le seul constat d'une plus grande sensibilisation à la nature des Français. De fait, derrière des termes englobants tels que « nature », « environnement » ou « écologie » peuvent aussi bien s'exprimer un rejet des nuisances industrielles ou l'aspiration à une révolution fondamentale dans les rapports de l'homme à la nature, qui constituerait le ferment d'une transformation essentielle de la société. A la lecture de ces lettres, la campagne

¹³⁹⁰ MV. Fonds les Verts. Carton « Courrier. 1974. 20 ». Lettre de J. Péricart à René Dumont. 16 avril 1974.

¹³⁹¹ *Ibid.* Lettre de Jean-Paul Perret au Comité de soutien à René Dumont. 16 avril 1974.

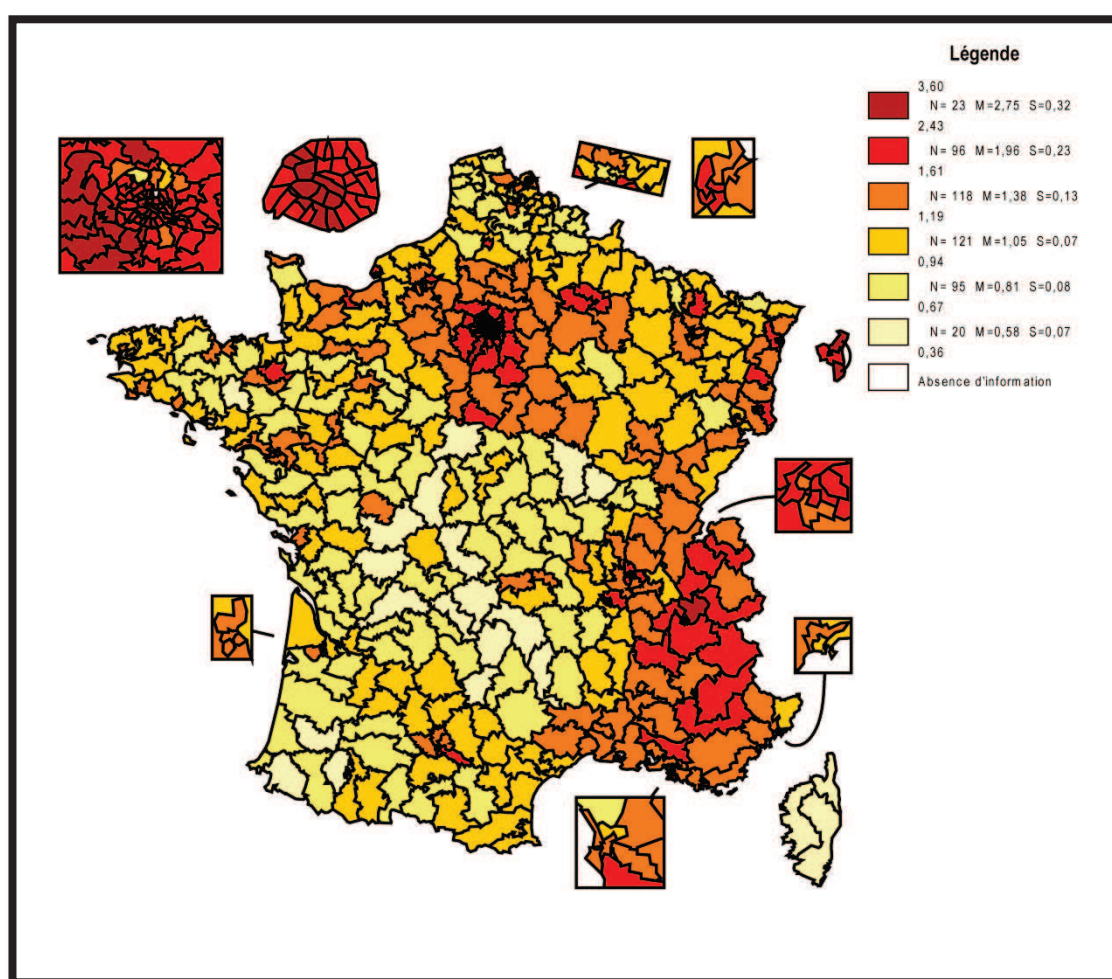
¹³⁹² *Ibid.* Lettre de François Lavaud à René Dumont. 19 avril 1974.

¹³⁹³ *Ibid.* Lettre de Jacques Chevreux à René Dumont. 2 mai 1974.

présidentielle de René Dumont apparaît comme un épisode certes important mais unique du tournant environnemental commencé dans les années soixante.

La carte ci-dessous figure le score réalisé par René Dumont le 5 mai 1974 à l'échelle des circonscriptions législatives de 1973. Elle permet de rendre compte de variations géographiques notables dans la répartition du vote écologiste.

Figure 10. Cartographie du vote écologiste au premier tour de l'élection présidentielle (5 mai 1974)¹³⁹⁴



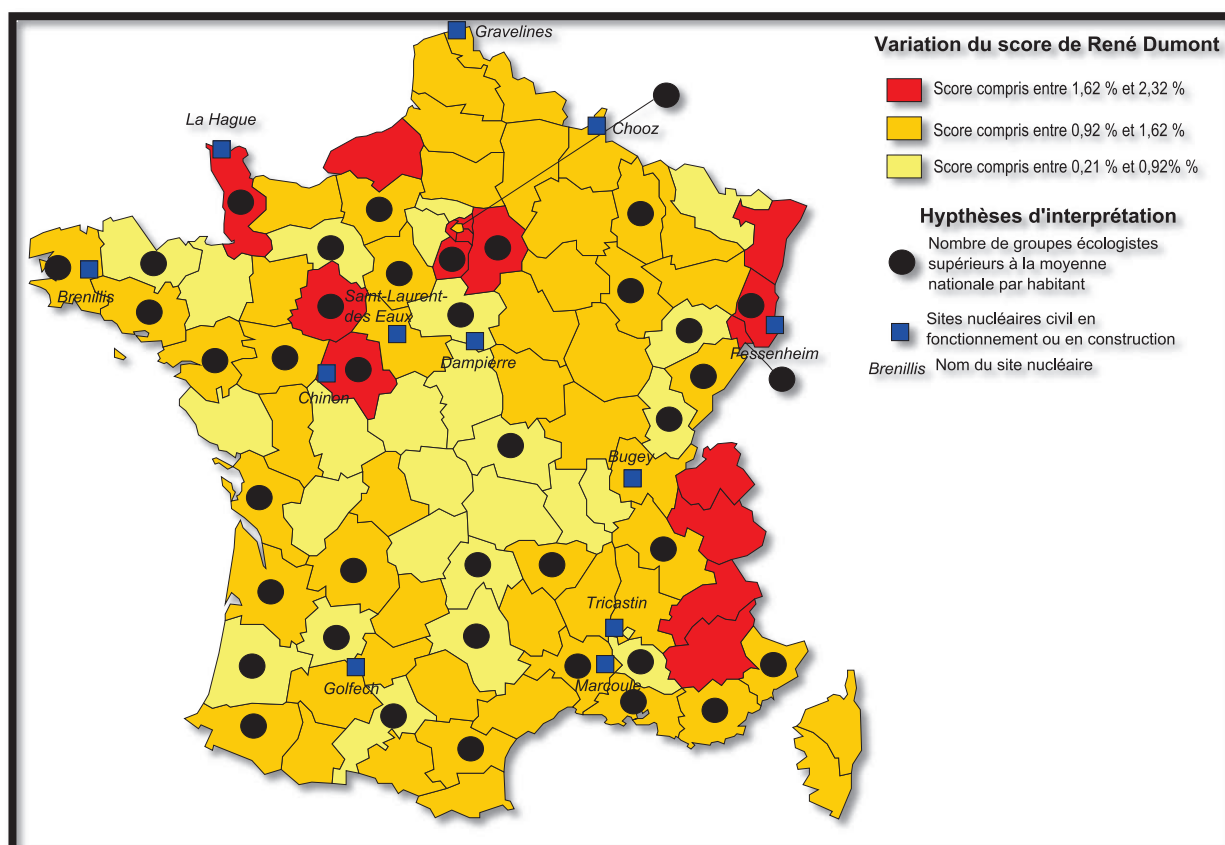
Nous avons choisi pour cette carte une répartition chromatique destinée à renforcer les contrastes entre les circonscriptions ; néanmoins, il faut souligner que le vote en faveur de

¹³⁹⁴ « Résultats électoraux – premier tour de l'élection présidentielle (5 mai 1974) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013.

René Dumont reste très modeste. Le meilleur score du candidat écologiste est ainsi réalisé dans la quatrième circonscription de Paris (3,60 %) alors qu'il n'obtient que 0,36 % dans la troisième circonscription de Corse.

Cette carte fait en outre apparaître de nets contrastes dans la répartition des votes. Les départements alpins se distinguent tout particulièrement – René Dumont rassemble 1,92 % des voix en Haute-Savoie, 1,96 % en Isère – de même que les deux départements alsaciens¹³⁹⁵ et l'Ile-de-France où le candidat écologiste réalise ses meilleurs scores¹³⁹⁶. Sur le reste du territoire métropolitain, l'éventail de ses résultats est particulièrement resserré, allant de 0,92 % à 1,62 %. On peut cependant remarquer que René Dumont réalise souvent de faibles scores dans les départements ruraux et conservateurs du Massif Central et de ses pourtours, n'atteignant que 0,55 % des voix dans le Cantal et 0,65 % en Corrèze.

Figure 11. Vote écologiste et militantisme. Comparaison cartographique¹³⁹⁷



¹³⁹⁵ René Dumont obtient 1,60 % dans le Bas-Rhin et 1,72 % dans le Haut-Rhin.

¹³⁹⁶ Soit 2,32 % des voix à Paris et 2,31 % dans les Hauts-de-Seine et dans l'Essonne.

¹³⁹⁷ Nous nous sommes appuyés sur les résultats disponibles sur le site du Centre de données socio-politiques ainsi que sur la base de données des groupes écologistes que nous avons élaboré.

L'analyse des résultats électoraux de cette campagne constitue par ailleurs un moyen d'évaluer l'impact de cette candidature et de déterminer, même grossièrement, les milieux socioprofessionnels et les territoires les plus réceptifs aux thèses écologistes. La carte ci-dessus représente le score réalisé par René Dumont dans l'ensemble des départements de la France métropolitaine¹³⁹⁸. La gamme des couleurs choisies amplifie volontairement le contraste entre des scores pourtant proches de manière à faciliter l'interprétation des résultats.

Cette carte permet néanmoins de s'interroger sur les facteurs qui déterminent l'inégale répartition des suffrages sur le territoire en examinant successivement deux hypothèses. La première serait de considérer le nombre relativement élevé de groupes écologistes dans un département donné comme un facteur favorable à un vote plus important que la moyenne en faveur de René Dumont. La seconde hypothèse verrait dans l'existence de centrales nucléaires – en construction ou en fonctionnement – un motif amenant les électeurs à voter davantage en faveur des écologistes, qui s'opposent durant leur campagne au recours à cette forme d'énergie¹³⁹⁹. Nous n'avons mentionné sur cette carte que les centrales et usines nucléaires en fonctionnement ou ayant fait l'objet d'une enquête d'utilité publique, cette forme de consultation *a minima* constituant souvent une phase cruciale dans la cristallisation d'éventuelles oppositions locales¹⁴⁰⁰.

De fait, les deux hypothèses mises à l'épreuve sur la carte ne se révèlent pas totalement probantes. Ainsi, de nombreux départements dans lesquels le nombre de groupes écologistes est plus élevé que la moyenne nationale ne votent pas systématiquement davantage en faveur de René Dumont. C'est le cas en Sarthe ou dans le Haut-Rhin mais pas en Haute-Garonne ou dans les Bouches-du-Rhône. Le même constat est valable lorsque l'on évalue la possible corrélation entre la présence d'une centrale nucléaire dans le département et le vote écologiste. Sur ce point, il faut malgré tout souligner que seul le département du Loiret, où la construction de la centrale de Dampierre vient de commencer, est caractérisé par la faiblesse relative du vote en faveur

¹³⁹⁸ Faute de moyen, il semble que les écologistes n'aient pas fait campagne dans les territoires d'outre-mer, où René Dumont réalise des scores très faibles. Il y recueille en effet 1599 voix soit 0,4 % des suffrages exprimés. *Le Monde*, n°9115, 7 mai 1974.

¹³⁹⁹ « Fiche énergie », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 55.

¹⁴⁰⁰ Ce sera ainsi le cas pour le projet de centrale nucléaire au Pèlerin, près de Nantes, ou encore à Plogoff. Cf. Gilles Simon, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, PUR, 2010, p. 99.

de René Dumont, les autres départements se situant dans la moyenne nationale voire au-dessus.

En définitive, cette première analyse des résultats révèle que les groupes écologistes, mêmes actifs sur le terrain, comme c'est le cas dans le Haut-Rhin, sont encore trop peu implantés pour amener les électeurs à voter massivement en faveur d'un candidat écologiste. Dans la mesure où il s'agit de la première participation nationale des écologistes à une élection, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils ne soient pas encore considérés par les électeurs comme une médiation politique légitime.

Au-delà de ces remarques sur le degré d'influence des groupes écologistes, valables pour l'ensemble du territoire national, il faut souligner la spécificité du vote en faveur de René Dumont dans la région parisienne. Le candidat écologiste y recueille en effet 2,14 % des voix, un résultat sensiblement plus élevé que sa moyenne nationale. Cette situation semble pouvoir s'expliquer par la combinaison de facteurs sociologiques et de réaction à la dégradation du cadre de vie.

En premier lieu, le vote écologiste semble être le fait de personnes relativement aisées en dépit des professions de foi anticapitalistes et autogestionnaires de René Dumont, qui ne semblent pas susciter l'intérêt des classes populaires¹⁴⁰¹. Ainsi, à Paris même, le candidat écologiste réalise ses meilleurs scores dans le 5^e (3,48 %) et le 6^e arrondissement (3,60 %). A l'inverse, les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, plus populaires, ne lui ont pas été très favorables¹⁴⁰². De même, en Ile-de-France, ce sont des communes résidentielles et aisées qui ont été les plus sensibles au message de René Dumont qui recueille par exemple 4 % des voix à Sceaux¹⁴⁰³. D'une manière générale, les idées défendues par René Dumont ont rencontré un écho plus favorable en ville que dans les zones rurales¹⁴⁰⁴.

Le succès relatif des écologistes dans la banlieue parisienne peut être en second lieu relié à l'apparition de nombreux comités de défense dans ces espaces à partir du début des années soixante-dix¹⁴⁰⁵. Dans un contexte où les départements limitrophes de Paris

¹⁴⁰¹ Laurent Samuel, « Paraît qu'il y a un mouvement et qu'il faut le politiser », *La Gueule Ouverte*, n°20, juin 1974, p. 32.

¹⁴⁰² Marc Ambroise-Rendu, « René Dumont : je voudrais être l'unificateur du mouvement écologique », *Le Monde*, n°9118, 10 mai 1974, p. 6.

¹⁴⁰³ Laurent Samuel, « Paraît qu'il y a un mouvement et qu'il faut le politiser », *art. cit.*, p. 32.

¹⁴⁰⁴ Marc Ambroise-Rendu, « René Dumont : je voudrais être l'unificateur du mouvement écologique », *art. cit.*, p. 7.

¹⁴⁰⁵ *Ibidem*.

voient leur population exploser en l'espace d'une décennie¹⁴⁰⁶, de nombreux conflits d'usage peuvent surgir dont l'enjeu est souvent de déterminer la vocation résidentielle ou industrielle d'un espace donné. Laurent Samuel constate ainsi que René Dumont réalise l'un de ses meilleurs scores nationaux à Chanteloup-les-Vignes où vient d'éclater un grand scandale immobilier¹⁴⁰⁷. Par ailleurs, comme en témoigne Jean-Claude Delarue, animateur de la Fédération des Usagers des Transports, à ces conflits locaux s'ajoute la question du temps de transport entre le domicile et le travail allongé par des déménagements en banlieue parisienne et par les dysfonctionnements des transports en commun¹⁴⁰⁸.

Dans un entretien accordé au *Monde* quelques jours après le premier tour, René Dumont se dit convaincu que son électorat votera en grande majorité pour François Mitterrand¹⁴⁰⁹. La sociologie du vote écologiste révélée par ces élections présidentielles permet de mettre en doute cette prévision. Dès lors, on peut légitimement évoquer un fort décalage entre la base électorale des écologistes et les positions des militants, nettement plus ancrées à gauche.

La campagne présidentielle de René Dumont est en règle générale considérée comme un succès qui a permis une plus grande sensibilisation des Français aux enjeux environnementaux. Les lettres adressées au candidat montrent cependant que les électeurs n'ont souvent retenu du message de René Dumont que sa dimension environnementale, sans véritablement prêter attention aux solutions qu'il préconise.

On observe un décalage similaire entre la sociologie modérée des électeurs écologistes et le programme du candidat, que ses déclarations en faveur de l'autogestion et contre le système capitaliste situent clairement à gauche, dans une perspective de transformation de la société.

Dans une certaine mesure, la candidature de René Dumont ne fait que révéler des contradictions inhérentes au mouvement depuis plusieurs années. Il n'en demeure pas

¹⁴⁰⁶ La population de l'Essonne passe ainsi de 673 325 habitants en 1968 à 923 063 en 1975, celle du Val-de-Marne de 1 121 319 à 1 215 713 durant la même période. Cf. INSEE, « Données harmonisées des recensements de la population 1968-2009 », *Insee.fr*, http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=fd-rp19682009, consulté le 24/10/2013.

¹⁴⁰⁷ Laurent Samuel, « Paraît qu'il y a un mouvement et qu'il faut le politiser », *art. cit.*, p. 32.

¹⁴⁰⁸ Entretien avec Jean-Claude Delarue. 22 septembre 2013.

¹⁴⁰⁹ Marc Ambroise-Rendu, « René Dumont : je voudrais être l'unificateur du mouvement écologique », *art. cit.*, p. 7.

moins qu'en les amenant à politiser leur démarche et à structurer leur mouvement, cette campagne pose autant de problèmes qu'elle n'en résout.

d. Le second tour

La candidature de René Dumont affirme symboliquement l'existence d'un « mouvement écologique français »¹⁴¹⁰ unifié, cohérent et parlant d'une seule voix. Cette idée est immédiatement mise à l'épreuve par la question du positionnement politique à adopter pour le second tour.

En effet, au soir du premier tour, les résultats des deux candidats arrivés en tête, François Mitterrand (43,36 %) et Valéry Giscard-d'Estaing (32,94 %) qui peut compter sur une grande majorité des voix qui s'étaient portées sur Jacques Chaban-Delmas (14,55 %), laissent présager un second tour indécis¹⁴¹¹. Dans ces conditions, les écologistes, forts des quelques 337 000 voix rassemblées par René Dumont, sont un groupe qu'aucun des deux finalistes ne peut se permettre de négliger. Si l'environnement ne devient pas le thème central susceptible de faire basculer l'élection, il n'en demeure pas moins que la candidature de René Dumont attire l'attention du monde politique sur cet enjeu.

Au Parti Socialiste comme dans le camp des Républicains indépendants, chacun s'efforce de démontrer que son candidat est le plus à même d'œuvrer à la défense de l'environnement. Néanmoins, au-delà de ce constat général, chacun adopte une stratégie spécifique, avec un succès variable.

Du côté des socialistes, on cherche avant tout à démontrer que les thèses défendues par les écologistes ne seraient en fait qu'une déclinaison du Programme Commun de Gouvernement ; il serait donc naturel et inévitable que les écologistes se rallient à François Mitterrand pour le second tour. Pour les écologistes, cette situation qui s'apparente à une mise sous tutelle est d'autant plus délicate à gérer que bon nombre d'entre eux se sentent proches de la gauche non-communiste, tout en voulant affirmer la spécificité de la démarche écologiste. Les hésitations et les choix ambigus opérés dans l'entre-deux-tours reflètent la difficile recherche de cet équilibre.

¹⁴¹⁰ Claude-Marie Vadrot, « Histoire de la campagne », in [Collectif], *L'écologie ou la mort, op. cit.*, p. 13.

¹⁴¹¹ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. T. 19. Crises et alternances (1974-2000)*, Paris, Seuil, 2002, p. 27.

Ainsi, René Dumont envisage dans un premier temps d'appeler à voter pour le candidat socialiste au nom de l'ensemble du mouvement¹⁴¹². Le comité de soutien doit alors menacer de le désavouer pour qu'il revienne sur sa décision¹⁴¹³. Quelques jours plus tard, lorsque Paul Guimard, conseiller personnel de François Mitterrand, propose une rencontre entre ce dernier et René Dumont, Brice Lalonde et Alain Hervé décident de l'accompagner¹⁴¹⁴. Ils ont la surprise d'être accueillis par des journalistes qui ne manquent pas de prendre des photographies de la poignée de main entre les deux candidats¹⁴¹⁵. En définitive, René Dumont déclare qu'il votera pour Mitterrand à titre personnel et va jusqu'à participer à deux meetings de soutien au candidat de gauche, respectant la lettre de la décision de son comité de soutien à défaut de son esprit¹⁴¹⁶.

Il n'est finalement pas très surprenant que René Dumont, vieil homme de gauche, ancien membre de SFIO et du PSU, se prononce en faveur du candidat du programme commun. Il est plus intéressant de souligner que ces hésitations concernent d'autres acteurs essentiels du mouvement écologiste. A la demande de Claude Perdriel, Alain Hervé accepte de consacrer le numéro de mai 1974 du *Sauvage* à la présentation à part égale des idées de Mitterrand et de René Dumont sur la protection de la nature et de l'environnement¹⁴¹⁷. L'éditorial du rédacteur en chef du journal atteste d'une réelle hésitation quant à la conduite à tenir à l'égard du candidat de la gauche, attitude qu'on ne peut seulement expliquer par des pressions de la part de Claude Perdriel¹⁴¹⁸. Alain Hervé salue ainsi la candidature de René Dumont comme l'aboutissement de plusieurs années de luttes et de réflexions mais reconnaît que l'opportunité de cette démarche peut faire débat au moment où les forces de gauche présentent un candidat commun¹⁴¹⁹. Pesant le pour et le contre, il en arrive à regretter que les écologistes n'aient pas trouvé parmi les candidats classiques de porte-parole qui les satisfasse et en conclut que « François Mitterrand et René Dumont doivent trouver ensemble la formule qui permette de conjuguer socialisme et écologie »¹⁴²⁰. Cette déclaration irénique, cohérente avec les appels répétés du *Sauvage* en faveur d'un socialisme écologique, constitue semble-t-il une tendance forte au sein des écologistes.

¹⁴¹² Entretien avec Jean Carlier. 5 mars 2011.

¹⁴¹³ *Ibidem*.

¹⁴¹⁴ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

¹⁴¹⁵ *Ibidem*.

¹⁴¹⁶ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 345.

¹⁴¹⁷ Entretien avec Alain Hervé. 5 avril 2010.

¹⁴¹⁸ Alain Hervé, « Naissance de l'écologie politique », *Le Sauvage*, n°13, mai 1974, p. 6.

¹⁴¹⁹ *Ibidem*.

¹⁴²⁰ *Ibidem*.

Cette recherche de convergences entre l'écologisme et le socialisme, plus particulièrement menée au sein du *Sauvage*, a probablement été bridée par les difficultés et les réticences du PS à se saisir de ces enjeux, ce qui s'explique à la fois par un relatif désintérêt du candidat socialiste à l'égard des questions environnementales et par les contraintes inhérentes au Programme Commun.

Approché par François Mitterrand en 1973, Philippe Saint-Marc se souvient d'un individu d'une grande chaleur humaine, personnellement très sensible au contact direct avec la nature, mais qui refuse de saisir le sens politique des enjeux environnementaux¹⁴²¹. D'une part, Mitterrand aime effectivement se dépeindre comme un naturaliste amateur, évoque volontiers sa Charente natale et se pose en défenseur du monde rural¹⁴²². D'autre part, comme le souligne Guillaume Sainteny, l'éloge de la nature chez Mitterrand contraste avec la rareté des références à l'environnement ou l'écologie dans ses discours officiels qui sont bien davantage marqués par l'apologie pour la modernité technique et la ville moderne¹⁴²³.

Ces dispositions personnelles s'ajoutent à des désaccords politiques fondamentaux pour expliquer le positionnement peu conciliant de François Mitterrand à l'égard des écologistes dans l'entre-deux-tours. Dans ses déclarations au *Sauvage*, il refuse ainsi de se prononcer en faveur d'une diminution de la croissance – comme le souhaite le Club de Rome – considérant que cela reviendrait à punir les plus défavorisés, dont le niveau de vie doit au contraire augmenter¹⁴²⁴. Il confesse en outre que sa conception de la défense de la nature est différente de certains des protecteurs de la nature les plus ardents qui, selon lui, sont les combattants d'une seule cause en ignorant les injustices criantes du système socioéconomique en place¹⁴²⁵. Il estime enfin que l'Europe doit tendre vers l'indépendance énergétique, ce qui implique le recours, pour une période limitée, à l'énergie nucléaire dont le programme de développement doit être démocratiquement contrôlé¹⁴²⁶. Dans le domaine de la protection de la nature, il se borne à souligner l'importance de la planification industrielle qui doit favoriser l'essor des mesures anti-

¹⁴²¹ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

¹⁴²² Guillaume Sainteny, "François Mitterrand and Nature", *Environment and History*, 9, n°1, February 2003, pp. 77 *sqq.*

¹⁴²³ *Ibid.*, p. 91.

¹⁴²⁴ « François Mitterrand : « Un arrêt brutal de la croissance sacrifierait les plus faibles », *Le Sauvage*, n°13, mai 1974, p. 9.

¹⁴²⁵ *Ibid.*, p. 10.

¹⁴²⁶ *Ibidem.*

pollutions et permettre une meilleure coexistence des activités économiques et de loisir¹⁴²⁷. De fait, comme le constate *Le Monde*, Mitterrand ne dispose pas d'un réel programme sur les questions environnementales et doit donc, dans l'entre-deux-tours, rassembler des déclarations éparses en s'efforçant de leur donner une cohérence¹⁴²⁸.

En définitive, la tentative de rapprochement avec les écologistes esquissée par François Mitterrand paraît donc très maladroite car le candidat de la gauche affirme la supériorité idéologique du socialisme à l'égard de l'écologisme qui n'en serait qu'une déclinaison mineure, voire une impasse qui conduirait à méconnaître les véritables enjeux du changement social. En se prononçant pour une croissance économique soutenue et un programme nucléaire, même sous le contrôle des citoyens, François Mitterrand heurte de front les écologistes sur deux points essentiels de leur propre programme. Le candidat socialiste donne ainsi l'impression de n'évoquer les enjeux environnementaux que sous la contrainte des événements, ce qui décrédibilise ses propositions. Cette attitude pourrait lui être d'autant plus préjudiciable que son concurrent direct opte pour une stratégie beaucoup plus réfléchie et conséquente.

Quelques jours après le premier tour de l'élection présidentielle, Philippe Saint-Marc est contacté par l'une de ses connaissances, Jean Sérisé, l'un des proches conseillers de Valéry Giscard-d'Estaing, avec lequel il veut organiser une rencontre¹⁴²⁹. Le candidat de la droite le sollicite pour élaborer un programme de défense de l'environnement crédible et cohérent¹⁴³⁰. Philippe Saint-Marc, déjà bien introduit dans les milieux réformateurs, accepte, d'autant plus que les autres manières de lier l'écologie et la politique lui paraissent avoir plus d'inconvénients que d'avantages. Il considère en effet René Dumont comme un fantaisiste qui, par ses coups d'éclat médiatiques, décrédibilise l'écologie comme solution fondamentale¹⁴³¹. Philippe Saint-Marc est par ailleurs un opposant convaincu à la participation du PCF au pouvoir, ce qui l'amène à s'éloigner du PS.

Il élabore donc une série de propositions directement inspirées de la Charte de la Nature et rendues publiques par l'équipe de Valéry Giscard d'Estaing le 10 mai 1974¹⁴³².

¹⁴²⁷ « François Mitterrand : un arrêt brutal de la croissance sacrifierait les plus faibles », *Le Monde*, n°9118, 10 mai 1974, p. 6.

¹⁴²⁸ *Ibidem*.

¹⁴²⁹ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

¹⁴³⁰ *Ibidem*.

¹⁴³¹ *Ibidem*.

¹⁴³² « Valéry Giscard-d'Estaing. Le candidat présente son programme de défense de l'environnement », *Le Monde*, n°9119, 11 mai 1974, p. 2.

Ce document commence par énoncer certains principes supposés guider les positions du candidat. Rappelant qu'il s'était prononcé dès 1972 pour une « humanisation de la croissance »¹⁴³³, il avance l'idée que la surpopulation est incompatible avec la sauvegarde du milieu naturel et promet une transformation de la politique d'urbanisation pour mettre fin à l'extension des grandes agglomérations¹⁴³⁴. A bien des égards, la présentation du programme de Valéry Giscard d'Estaing est plus habile que celle de son concurrent car plutôt que d'affirmer la prééminence idéologique du socialisme sur l'écologisme, mettant involontairement l'accent sur ce qui sépare les deux doctrines, le programme du candidat de la droite insiste sur ses points de convergence avec les écologistes. Certes, « l'humanisation de la croissance » est une formule floue qui n'implique en rien la mise en œuvre d'une politique analogue à ce que préconise le Club de Rome et le candidat ne dit rien des mesures concrètes qu'il entend adopter pour lutter contre la surpopulation mais il n'en demeure pas moins que ses déclarations sont proches des préoccupations exprimées par les écologistes durant leur campagne.

Ce document se poursuit par une série de dix-sept engagements précis qui visent au renforcement de l'action des pouvoirs publics dans le domaine de la défense de l'environnement (grâce à un ministère de plein exercice et par la création d'un comité national écologique)¹⁴³⁵, à l'amélioration de la qualité de vie dans les villes, et notamment à Paris où il annonce sa volonté de réexaminer l'opportunité des grands projets d'urbanisme (voie express rive gauche, construction de tours) qui ont suscité de nombreuses oppositions. Il souligne aussi la nécessité d'assurer la participation démocratique des grandes associations de défense à la gestion de l'environnement, par la réforme de la procédure d'enquête publique comme celle de la délivrance des permis de construire¹⁴³⁶.

L'ensemble de ces propositions paraissent indéniablement plus ambitieuses et plus cohérentes que celles évoquées par François Mitterrand. Ce faisant, Valéry Giscard d'Estaing entend tirer parti de l'arrivée des écologistes sur la scène électorale mais sans que l'on puisse réduire cette démarche à la seule expression de l'opportunisme politique. Le candidat de la droite est en effet convaincu de la nécessité de décrier la vie politique française pour permettre une meilleure cohésion sociale¹⁴³⁷. La prise en compte des

¹⁴³³ *Ibidem.*

¹⁴³⁴ *Ibidem.*

¹⁴³⁵ *Ibidem.*

¹⁴³⁶ *Ibidem.*

¹⁴³⁷ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, op. cit., p. 103.

aspirations des Français à une meilleure qualité de vie peut s'intégrer à ce projet et leur permettre en outre de participer davantage à la définition des décisions qui les concernent, permettant ainsi l'éclosion d'une société plus moderne, c'est-à-dire, aux yeux de Valéry Giscard-d'Estaing, plus proche des pratiques anglo-saxonnes¹⁴³⁸. Ainsi, pour le futur président, la défense de l'environnement – qu'il rebaptise qualité de la vie – ne se réduit pas à la protection de la nature mais apparaît bien davantage comme un enjeu démocratique.

Grâce à la candidature de René Dumont, les écologistes espéraient placer l'écologie et la défense de l'environnement au centre des débats politiques. Ils n'avaient peut-être pas prévu que ces enjeux amèneraient une redéfinition des clivages au sein même de la nébuleuse écologiste, confrontée à l'appropriation concurrente des enjeux environnementaux par les candidats de gauche comme de droite.

Ces propositions pour la défense de l'environnement ne doivent donc pas seulement être regardées comme l'expression de l'opportunisme électoraliste courant dans l'entre-deux-tours d'élections incertaines. Elles attestent surtout de la pluralité des définitions possibles de la dimension politique de la défense de l'environnement. Dans ces conditions, les écologistes vont être amenés à partir de 1974 à préciser les contours de l'écologie politique de manière à ne pas laisser cet objet leur échapper.

¹⁴³⁸ Mathias Bernard, « Le projet giscardien face aux contraintes du pouvoir », in Serge Berstein, Jean-François Sirinelli (dir.), *Les années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 15.

L'écologisme au grand jour, la campagne de René Dumont – conclusion

La campagne présidentielle de René Dumont contribue à donner une plus grande ampleur à l'écologisme en lui permettant d'investir l'espace public. Si le message et le programme écologistes ne sont dénués de cohérence, il faut néanmoins souligner combien cette campagne révèle la diversité des pratiques et des cultures politiques qui gravitent autour de l'écologisme. Le vote en faveur de René Dumont peut tout aussi bien rallier des militants de la gauche autogestionnaire envisageant l'écologie comme la matrice d'une nouvelle révolution que des habitants des banlieues parisiennes aisées qui entendent protester contre la dégradation de leur cadre de vie.

Ainsi, l'écologie politique ne doit pas seulement relever le défi de l'intégration dans le champ politique mais également parvenir à gérer la diversité des cultures politiques qu'elle abrite, en alliant lutte sur le terrain et action électorale. C'est aux difficultés de cette démarche que nous allons nous intéresser dans notre deuxième partie.

L'insoutenable légèreté de l'écologisme - conclusion

« Oui, je n'ai pratiquement jamais cherché à retracer les origines du mouvement écologique, parce qu'il est difficile de trouver le ton juste pour décrire cette expérience hors du commun que nous avons faite de participer à ce big-bang social, à l'éclosion simultanée et désordonnée d'un courant d'idée et d'un courant de société »¹⁴³⁹.

De fait, loin de constituer un phénomène homogène, le tournant environnemental qui touche les sociétés industrielles en général et la France en particulier met en scène et confronte des visions des rapports de l'homme à la nature parfois très différentes dans leurs sources d'inspiration comme dans leurs manifestations concrètes. A bien des égards, l'écologisme émerge à la confluence de ces différentes critiques du progrès, qu'elles soient d'inspiration naturiste ou progressiste, et des inquiétudes de plus en plus vives quant à la gravité de la crise écologique.

Des groupes militants apparaissent alors pour œuvrer à une transformation conjointe de la société et des rapports que celle-ci entretient avec la nature. Parmi la multitude des deux cents dix groupes recensés, certains, comme les Amis de la Terre ou les écologistes alsaciens, occupent rapidement le devant de la scène par leur capacité à animer les luttes et dessiner les perspectives du mouvement.

L'écologisme du début des années soixante-dix est travaillé par de profondes controverses sur l'usage possible de la science écologique dans une démarche de transformation de la société ou encore l'attitude à adopter à l'égard d'une société industrielle que nombre de militants considèrent d'ores et déjà condamnée. Dans cette perspective, la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974 ne saurait être réduite à la seule expression d'ambitions personnelles ni même à la volonté de profiter d'une exposition médiatique inespérée pour populariser leurs idées auprès de l'opinion publique. Plus fondamentalement, la politisation de l'écologisme oblige à un travail de définition du projet des militants et de détermination du positionnement politique qui est vécu par ses promoteurs comme un moyen de lever des ambiguïtés intenable à terme.

A la suite de ses élections, le Mouvement écologique est créé lors des Assises de Montargis. L'écologie politique existe désormais sans susciter un véritable consensus au sein de la nébuleuse. La deuxième partie de notre travail, consacrée à la période 1974-

¹⁴³⁹ Serge Moscovici, « La polymérisation de l'écologie », in Marc Abélès (dir.), *Le défi écologique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 16.

1978, doit permettre de préciser les enjeux de ces débats et les différentes positions qui s'affrontent et coopèrent, tant dans les luttes sur le terrain que dans les urnes.

Seconde partie. L'invention de l'écologisme

A l'issue de la campagne présidentielle de René Dumont, une période favorable s'ouvre pour les écologistes pour ne se clore qu'à la fin des années soixante-dix. Des candidats toujours plus nombreux se présentent aux scrutins qui scandent cette période (cantonales de 1976, municipales de 1977, législatives de 1978) et ceux-ci réalisent des scores en constante progression. Sur le terrain, en réaction au programme nucléaire d'une ampleur inédite décidé par le gouvernement français, les groupes écologistes se multiplient et parviennent à rassembler jusqu'à soixante mille personnes à Malville le 31 juillet 1977. En première analyse, l'écologisme français semble donc connaître une période particulièrement florissante et de nombreux militants en viennent à penser qu'ils forment l'avant-garde d'une nouvelle civilisation appelée à émerger sur les décombres de la société industrielle.

Poser les militants écologistes en précurseurs d'un mouvement appelé à concerner l'ensemble de la population pose cependant problème car cette approche s'apparente à une téléologie qui verrait dans le développement de l'écologisme un processus nécessaire et inévitable. Il est donc nécessaire d'analyser cette représentation du mouvement et la manière dont les militants se sont efforcés d'en faire une réalité, ce qui n'est pas sans leur poser plusieurs défis.

De fait, dans les domaines de la structuration organisationnelle et de l'élaboration programmatique de la nébuleuse, la campagne présidentielle de René Dumont n'a permis au mieux qu'à dessiner l'épure du mouvement à venir ; sur bien des points, tout reste donc à faire.

En premier lieu, dans la continuité de la période précédente, les écologistes aspirent à susciter un mouvement qui change radicalement la société et non pas seulement à créer un parti politique classique, autrement dit une organisation essentiellement tournée vers la conquête et l'exercice du pouvoir par la participation aux élections. De nombreux écologistes soulignent en effet que cette activité n'est après tout que secondaire par rapport à la recherche d'un militantisme existentiel et à la participation aux luttes sur le

terrain. Or, cette aspiration à un changement global de la société, qui rejetterait les cloisonnements anciens entre politique, société, individu, témoigne d'une ambition particulièrement grande à laquelle il est difficile de donner une réalité.

Par ailleurs, de plus en plus d'acteurs, qu'ils s'agissent des partis politiques ou des services publics, se saisissent dans la seconde moitié des années soixante-dix des enjeux environnementaux et prétendent leur apporter des réponses adéquates. L'originalité et la spécificité des écologistes se voient donc remises en cause par les hommes politiques dont les écologistes appellent à la disparition. Les militants courent ainsi le risque d'apparaître non plus comme des marginaux se saisissant d'une question nouvelle pour en faire un enjeu essentiel mais comme des trublions incapables d'apporter une réponse concrète aux problèmes soulevés. Ainsi, les écologistes sont confrontés au défi paradoxal inhérent à de nombreuses cultures marginales dont l'écho grandit dans la société. Dans la seconde moitié des années soixante-dix, ils sont donc contraints de définir leur démarche et de trouver les moyens d'en affirmer l'originalité et la légitimité.

La réponse à ce défi passe en premier lieu par la recherche d'une définition plus précise de la démarche écologiste à la fois dans ses structures organisationnelles, son ambition intellectuelle ou son rapport à la nature. En outre, dans une période particulièrement féconde en conflits environnementaux, les militants s'interrogent : faut-il se fondre dans un mouvement plus vaste, se mettre au service de la population en lutte ou tenter d'en infléchir les orientations, d'en radicaliser les positions ? En définitive, la participation aux élections, pourtant considérée par de nombreux militants comme une activité parmi d'autres, voire secondaire, s'avère cruciale dans l'évolution de la nébuleuse en l'amenant à préciser son projet, ses alliances et à inventer des outils pour gérer la diversité des positions en son sein.

Chapitre IV. La structuration de la nébuleuse écologiste

La candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974, accomplie au nom d'un mouvement écologique qui n'existe pas encore, possède une dimension performative dont le candidat ne mesure peut-être pas sur le moment toutes les implications. Ses discours, ses apparitions à la télévision et sa figure même affirment en effet l'unité d'un courant qui n'est encore qu'une potentialité.

La campagne terminée, René Dumont s'envole vers d'autres combats ; le défi consiste alors pour les militants et les groupes à donner corps à cette unité, à la définir dans ses caractéristiques et ses finalités. Ceux-ci sont d'autant plus attachés à la mise en avant de leur unité qu'ils ont le sentiment d'apporter face à la crise écologique une réponse essentielle, c'est-à-dire tout à la fois capitale, absolument nécessaire et donc indivisible.

Il serait pourtant irréaliste d'envisager que cette aspiration à l'unité puisse donner lieu à un regroupement de l'ensemble des militants dans une organisation verticale, strictement hiérarchisée et dont l'idéologie serait définie jusque dans ses moindres détails. L'insoutenable légèreté de l'écologisme perdure et demeure sans qu'aucun groupe ne soit en mesure d'imposer seul ses vues à l'ensemble de la nébuleuse. Dès cette époque, différentes tendances de l'écologisme tendent à se structurer. Il est donc impossible d'analyser l'écologisme comme un artefact dont la nature et l'étendue seraient définitivement et clairement fixées.

A l'inverse, il serait tout aussi peu satisfaisant de s'en tenir au seul constat de la diversité et du caractère inintelligible d'une nébuleuse dont on serait condamné à faire sans cesse l'inventaire sans pouvoir en définir la forme générale. Ainsi, fondamentalement, la dialectique entre l'unité et la diversité de l'écologisme pose la question de sa nature et de sa définition. Qu'est-ce que l'écologisme après la campagne de René Dumont ?

D'emblée, le terme d'idéologie paraît peu adapté. Cette notion a en effet suscité d'innombrables définitions, qui en font parfois un outil d'analyse sociologique, parfois une arme politique pour disqualifier l'adversaire¹⁴⁴⁰. En outre, nombre de militants écologistes, l'associant au marxisme, cherchent à s'en différencier à toute force. Enfin,

¹⁴⁴⁰ On trouvera une réflexion synthétique sur ce point chez Grégory Busquet, *Idéologie urbaine et pensée politique*, *op. cit.*, pp. 11 *sqq.*

l'idéologie, au-delà de la variété des définitions, renvoie à un système cohérent et théoriquement défini qui ne correspond pas aux modalités d'émergence de l'écologisme au tournant des années soixante et soixante-dix.

Aussi semble-t-il plus opportun de définir l'écologisme du milieu des années soixante-dix comme une démarche convergente rassemblant un nombre d'acteurs variables autour d'un ensemble défini de questions et d'interrogations. C'est à l'explicitation de cette démarche – qui peut conduire à des réponses très différentes – que cette partie est consacrée. L'écologisme apparaît en premier lieu comme la recherche d'un mode d'organisation qui concilie l'unité de la nébuleuse et une aspiration autogestionnaire. La cohérence de la démarche écologiste tient par ailleurs à un mode spécifique d'élaboration des idées. Enfin, l'écologisme se caractérise également par une interrogation lancinante sur la place de la nature dans et face à la société industrielle.

1. Entre structuration nationale et autogestion

« Se refusant à toute démagogie, ils [les écologistes] préfèrent s'appuyer directement sur la population, du moins sur une partie de celle-ci, et, constituent de petits groupes dont le seul objet est la défense de l'intérêt général. [...] Sans légitimité, ils ne représentent qu'eux-mêmes, c'est-à-dire les minorités actives, actives car motivées par des intérêts supérieurs, la défense des générations à venir, par exemple... [...]. De par son origine et son objet, l'association diffère fondamentalement des groupes politiques et syndicaux »¹⁴⁴¹.

Cette présentation des écologistes écrite par une lectrice d'*Ecologie Hebdo* en juin 1977 est révélatrice de la méfiance à l'égard des syndicats et des partis politiques auquel est préféré le modèle associatif. Les premiers seraient d'énormes structures tirant indument leur légitimité du principe de représentation et de la délégation de pouvoir ; à l'inverse, l'association serait l'émanation directe de la population, animée par de petits groupes soudés par l'interconnaissance et les pratiques autogestionnaires. Loin d'être uniquement un mode de gestion alternatif des entreprises¹⁴⁴², l'autogestion apparaît en effet comme un mot d'ordre mobilisé par les militants écologistes pour traduire et résumer leurs aspirations à l'épanouissement individuel, à la remise en cause des hiérarchies, à la définition d'une action collective à laquelle chacun pourrait contribuer à sa mesure. En cela, elle permettrait de lutter contre les logiques de cloisonnement, de hiérarchie et de fractionnement du travail qui caractériserait la société¹⁴⁴³. Dès lors, leurs actions seraient justifiées non pas par un système institutionnel mais par la justesse de leur cause.

Opposer la pureté et la spontanéité de l'action associative locale à la dérive oligarchique et bureaucratique des partis politiques n'est pas nouveau¹⁴⁴⁴ mais cette analyse connaît une seconde jeunesse dans les années 68 à mesure que la démocratie directe est présentée comme un remède aux comportements autoritaires¹⁴⁴⁵. Alors que la déprise du marxisme s'accompagne d'une remise en cause du modèle institutionnel

¹⁴⁴¹ Marie Loïc, « Ecologie et Travailleurs », *Ecologie Hebdo*, n°249, 24 juin 1977, pp. 3-4.

¹⁴⁴² Frank Georgi (dir.), *Autogestion : la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

¹⁴⁴³ Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture. Steward Brand, un homme d'influence*, Caen, C&F éditions, 2012, p. 72.

¹⁴⁴⁴ « Chaque parti laisse s'insinuer dans son sein le système électoral indirect qu'il combat avec la plus grande véhémence dans la vie publique [...] A mesure que l'organisation grandit, le droit de contrôle reconnu à la masse devient de plus en plus illusoire ». Robert Michels, *Les Partis Politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Ernest Flammarion, éditeur, 1914, pp. 16-17.

¹⁴⁴⁵ Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche*, op. cit., p. 30, Bernard Briand, « Le gauchisme et ses cultures politiques », in Philippe Artières, Michèle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective*, op. cit., pp. 552 sqq.

incarné par le Parti Communiste Français, de nombreux intellectuels promeuvent de nouvelles voies pour changer la société, qui passeraient par les minorités actives (Serge Moscovici) ou par les nouveaux mouvements sociaux (Alain Touraine)¹⁴⁴⁶.

La critique récurrente des institutions autoritaires a longtemps amené les chercheurs à voir dans l'écologisme des années soixante-dix un nouveau mouvement social étranger à toute volonté d'institutionnalisation¹⁴⁴⁷. Il serait pourtant simpliste de réduire les militants écologistes à la seule évocation d'un antiautoritarisme épidermique et irréfléchi ou à la célébration messianique des nouveaux mouvements sociaux. De fait, dès le lendemain de la campagne présidentielle de René Dumont, les écologistes ont cherché à organiser leur mouvement voire à lui donner une structure permanente¹⁴⁴⁸.

Il s'agit donc ici de retracer la genèse des premières formes d'institutionnalisation de l'écologisme français qui tentent de concilier le modèle du groupe local constitué par interconnaissance et la volonté de se doter d'une structure nationale de coordination. Dès juin 1974, le Mouvement écologique s'efforce de fédérer l'ensemble des groupes écologistes dans un ensemble qui en refléterait l'unité fondamentale. Cette tentative achoppe sur des rivalités entre les grandes associations mais également sur la grande diversité des groupes telle qu'il est possible de l'observer sur le terrain. En définitive, les Amis de la Terre de Paris parviennent, après de longues années de négociation, à constituer un réseau regroupant l'ensemble des associations se revendiquant en France de cette étiquette.

a. Le Mouvement écologique ou la recherche de l'unité des écologistes

Par sa seule présence sur les plateaux de télévision, René Dumont, présenté comme le candidat de l'ensemble du « mouvement écologique français »¹⁴⁴⁹, paraît incarner l'unité de la nébuleuse autour d'un même but. Au soir du premier tour, le 5 mai 1974, cette unité apparaît pourtant toute symbolique puisque le comité de soutien national n'a exercé

¹⁴⁴⁶ « Il faut sauver l'homme sauvage. Entretien avec Serge Moscovici », *Le Sauvage*, n°19, janvier 1975, pp. 92 *sqq.*

¹⁴⁴⁷ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français*, *op. cit.*, p. 14 ; Thomas Keller, *Les verts allemands*, *op. cit.*, p. 19.

¹⁴⁴⁸ Jacques Ion rappelle ainsi que malgré l'effervescence associative des années 68, qui se traduit par une valorisation de l'engagement local, l'insertion dans un réseau vertical national s'avère souvent nécessaire pour des questions d'efficacité et de financement. Cf. Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Les éditions de l'atelier, 1997, pp. 42-43.

¹⁴⁴⁹ Claude-Marie Vadrot, « Histoire de la campagne », in René Dumont, *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*, p. 13.

qu'un contrôle très limité sur les choix stratégiques et les prises de position politique du candidat.

Ce n'est qu'à l'issue des assises de Montargis (17-18 juin 1974) puis de la convention d'Issy-les-Moulineaux (9-10 novembre 1974) que le Mouvement écologique est véritablement créé¹⁴⁵⁰. Ayant vocation à regrouper l'ensemble des écologistes et conçu comme un lieu de réflexion politique et d'impulsion de grandes campagnes nationales, cette structure est particulièrement critiquée dès cette époque pour son inefficacité et son manque de crédibilité. Néanmoins, par son existence même et par les débats organisés auxquels sa création donne lieu, le Mouvement écologique reflète les contradictions d'une nébuleuse soucieuse d'affirmer son unité mais tiraillée entre des tendances distinctes.

Les assises de Montargis ont pour objectif de donner à l'écologisme français une structure commune rassemblant les groupes qui se sont reconnus dans la campagne présidentielle de René Dumont¹⁴⁵¹. En ce week-end ensoleillé de juin, ce ne sont pas moins de 2 000 à 3 000 personnes qui se réunissent pour débattre de l'avenir de la nébuleuse¹⁴⁵². L'affluence est donc remarquable dans la mesure où les Amis de la Terre, probablement l'organisation écologiste la plus importante à cette époque, ne compte alors que 1 000 adhérents sur le plan national¹⁴⁵³. De fait, le grand mérite de cette réunion est d'amener des groupes et des individus qui mènent des luttes cloisonnées à considérer qu'ils participent d'un même combat¹⁴⁵⁴. En cela, les assises de Montargis contribuent à la construction de l'écologisme en une cause unique déclinée de diverses manières.

Néanmoins, l'irénisme originel ne résiste guère à l'âpreté des débats et la plupart des commentateurs dressent de ces assises un compte-rendu peu enthousiaste. René Dumont critique ainsi les « dogmatiques » dont les « affirmations hâtives sur la nocivité des vaccinations [...] empêchent le mouvement écologique de trouver la large audience qu'il mérite »¹⁴⁵⁵. De même, Philippe Lebreton regrette la présence d'individus pour qui l'écologie représente un « défoulement personnel » et les réunions des « psychothérapies

¹⁴⁵⁰ « L'écologie aux champs », *Le Sauvage*, n°17, septembre 1974, p. 14.

¹⁴⁵¹ *Ibidem*.

¹⁴⁵² MV. Fonds Les Verts. « Carton 23 ». Lettre à Claude-Marie Vadrot. 26 septembre 1974. Chiffre confirmé par Jean-Luc Burgunder (entretien avec l'auteur).

¹⁴⁵³ Alain Jaubert, *Guide de la France des luttes*, op. cit., p. 140.

¹⁴⁵⁴ « L'écologie aux champs », *Le Sauvage*, n°17, septembre 1974, p. 14.

¹⁴⁵⁵ René Dumont, *Agronome de la faim*, op. cit., p. 348.

collectives »¹⁴⁵⁶. Il fustige également « ceux pour qui l'écologie constitue un champ d'application de structures et de doctrines préconçues et qui passaient de groupe en groupe en distribuant leurs programmes », faisant ici allusion aux militants qui considèrent que l'avènement d'une société écologique passe par le renversement du capitalisme¹⁴⁵⁷. La critique des naturistes par René Dumont ou encore des gauchistes par Philippe Lebreton montre combien les clivages sont profonds au sein d'un mouvement dont la campagne présidentielle a affirmé symboliquement l'unité sans que celle-ci n'existe véritablement sur le terrain.

Il n'est dès lors pas surprenant que les débats autour des structures futures de la nébuleuse soient particulièrement âpres. D'un côté, un noyau fédéré autour de Roger Fischer, Philippe Lebreton, Solange Fernex et Claude-Marie Vadrot réclame la mise en place d'une organisation structurée capable de jouer un rôle politique¹⁴⁵⁸. De l'autre, les « désorganiseurs »¹⁴⁵⁹ s'opposent à toute démarche qui encadrerait l'autonomie des groupes locaux. A leurs yeux, toute structuration nationale serait contraire à la définition même de l'écologisme, qu'ils envisagent comme l'expression la plus pure et la plus authentique de la diversité sous toutes ses formes¹⁴⁶⁰. « Libre à ceux qui ont envie de structures, puissantes, hiérarchisées, d'hymnes et de majorettes de se regrouper massivement mais qu'ils ne parlent pas au nom de l'écologie »¹⁴⁶¹ s'exclame encore J. Bonnefond près de deux mois après la tenue des assises. Cette déclaration lapidaire est révélatrice du fait que l'écologisme est envisagé par certains comme un prolongement et peut-être l'aboutissement du gauchisme du début des années soixante-dix.

L'écologisme français n'a pas le monopole de ces débats qui agitent également les écologistes néo-zélandais lors de la création du Values Party où la tendance « anarchiste »¹⁴⁶² obtient en 1973 que l'organisation expérimente une dilution radicale du pouvoir par une décentralisation intégrale de la prise de décision refusant toute délégation

¹⁴⁵⁶ Pr Mollo-Mollo [pseudonyme de Philippe Lebreton], « J'étais à Montargis », *La Gueule Ouverte*, n°22, août 1974, p. 21.

¹⁴⁵⁷ *Ibidem*.

¹⁴⁵⁸ René Dumont, *Agronome de la faim*, *op. cit.*, p. 347.

¹⁴⁵⁹ *Ibidem*.

¹⁴⁶⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974. 22 ». Lettre de J. Bonnefond à Ph. Beaugrand. 28 août 1974.

¹⁴⁶¹ *Ibidem*.

¹⁴⁶² Christine R. Dann, *For Earth's Last Island. The Global origins of Greens Politics*, PHD in Philosophy, Lincoln University, 1999, pp. 281-283.

de responsabilité, principe dont l'application désorganise durablement le parti¹⁴⁶³. A Montargis, après deux jours de controverses, les parties en présence ne parviennent pas à s'entendre si bien que deux communiqués différents sont produits à l'issue des assises. Le premier est signé par le Collectif de Bazoches qui regroupe les personnes hostiles à une organisation nationale du mouvement appelant à mettre en œuvre des actions décentralisées dans une perspective libertaire¹⁴⁶⁴. L'autre, émanant du Mouvement écologique, annonce la création d'un collectif national provisoire chargé d'organiser une convention où la structure du mouvement devra être précisée et établie ultérieurement¹⁴⁶⁵.

De fait, au-delà de l'opposition de deux tendances, les assises de Montargis manifestent surtout que l'écologisme n'est pas une entité stable dont la définition ferait consensus. Dès lors, les débats autour de l'organisation future du mouvement ne sont que la cristallisation de clivages plus profonds sur les orientations à donner au combat écologiste. A l'époque, il s'agit avant tout d'un ensemble de luttes autour desquels gravitent des groupes à la culture politique et aux objectifs divers. La campagne présidentielle de René Dumont a pu donner l'illusion d'un peuple de l'écologie uni dans sa diversité et tout entier tourné vers un même but. En définitive, les assises de Montargis démontrent *a posteriori* que l'élection présidentielle de 1974 n'est que la première étape de la construction de l'écologisme dont le Mouvement écologique entend être l'un des architectes.

A l'issue des assises de Montargis, les Amis de la Terre ainsi que des groupes emmenés par les écologistes alsaciens et lyonnais s'accordent pour organiser une convention à Issy-les-Moulineaux, les 9 et 10 novembre 1974, créant ainsi le Mouvement écologique, sans pour autant être unanimes quant à ses orientations¹⁴⁶⁶.

En effet, les groupes situés en majorité dans la moitié est de la France entendent faire du Mouvement écologique une structure nationale porteuse d'un projet politique autonome. Ainsi, Daniel Carry, animateur de l'Association Belfortaine de Protection de la Nature, est attaché à « une organisation assez forte et efficace » avec un bureau directeur national donnant des directives précises¹⁴⁶⁷. Il suit sur ce point les positions de

¹⁴⁶³ *Ibidem*.

¹⁴⁶⁴ « Les assises de Lille », *Légitime défense*, n°0, janvier 1976, p. 2.

¹⁴⁶⁵ « Convention du « mouvement écologique », *La Gueule Ouverte*, n°25, 30 octobre 1974, p. 15.

¹⁴⁶⁶ *Ibidem*.

¹⁴⁶⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 20 ». Lettre de Daniel Carry au Mouvement Ecologique. 31 octobre 1974.

Solange et Michel Fernex, qui appartiennent tous deux au groupe Ecologie et Survie, chargés d'être les porte-paroles de cette tendance à Issy-les-Moulineaux¹⁴⁶⁸. De même, Jean Carlier, vice-président de l'Association des Journalistes-Ecrivains pour la Protection de la Nature et de l'Environnement, soutient un schéma d'organisation nationale similaire proposé par Philippe Lebreton¹⁴⁶⁹.

Pourtant, lors de la convention d'Issy-les-Moulineaux, ce sont finalement les propositions des Amis de la Terre de Paris qui prévalent, définissant le Mouvement écologique comme un collectif d'associations ayant vocation à amplifier l'efficacité des actions menées sur le terrain par les groupes¹⁴⁷⁰. Il s'agit donc de coordonner des campagnes nationales, de diffuser les informations auprès des groupes et de représenter les écologistes auprès du public¹⁴⁷¹. Le collectif, dans cette perspective, n'a aucune existence propre et il est en principe impossible d'y adhérer individuellement, ses ressources provenant uniquement des cotisations des associations membres¹⁴⁷².

Au travers des débats portant sur la mise en place du Mouvement écologique, deux visions différentes de l'écologisme commencent donc à se structurer. D'un côté, des groupes menés par les écologistes alsaciens et lyonnais entendent faire de ce collectif le lieu de la recherche théorique dans le but de définir l'écologisme comme une alternative politique globale¹⁴⁷³. Les autres, bientôt rassemblés derrière les Amis de la Terre, considèrent que l'écologisme n'est qu'une facette d'un mouvement de contestation multiforme qui englobe également les mouvements féministes ou encore les autogestionnaires¹⁴⁷⁴. C'est dans cette perspective que la Fédération anarchiste participe un temps au Mouvement Ecologique¹⁴⁷⁵. Dans un premier temps, les deux approches cohabitent au sein du collectif où prime la volonté d'affirmer l'unité de l'ensemble de la nébuleuse écologiste dans toutes ses sensibilités.

¹⁴⁶⁸ *Ibidem*.

¹⁴⁶⁹ *Ibid.* Lettre de Jean Carlier au Collectif national provisoire. 23 octobre 1974.

¹⁴⁷⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre. Réunion du 13 novembre 1974.

¹⁴⁷¹ *Ibidem*.

¹⁴⁷² *Ibidem*.

¹⁴⁷³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier, Groupe, Presse ». Note du Mouvement Ecologique. 10 décembre 1978.

¹⁴⁷⁴ *Ibidem*.

¹⁴⁷⁵ « Fédération anarchiste », *La Gueule Ouverte*, n°42, 26 février 1975, p. 14.

Comme tout collectif, le bon fonctionnement du Mouvement écologique dépend intimement de la bonne entente entre les groupes qui le composent et son existence est toujours susceptible d'être remise en cause.

A l'origine, le Mouvement Ecologie a vocation à lancer de grandes campagnes nationales auxquelles les différents groupes locaux pourraient participer à leur gré et à leur mesure. Malheureusement, la première manifestation organisée à Dampierre-en-Burly, sur le site de la centrale nucléaire en construction, est un échec complet et le sit-in prévu ne rassemble qu'une demi-douzaine de militants sous l'œil amusé des gendarmes locaux¹⁴⁷⁶. L'inefficacité des actions entreprises sur le terrain a pour conséquence de concentrer les débats sur les questions organisationnelles, contribuant ainsi à la radicalisation des positions des uns et des autres, fragilisant l'ensemble du collectif.

Ainsi, les assises de Lille (8-11 novembre 1975), dont l'objectif est d'élargir le Mouvement écologique et de préciser ses positions théoriques, est à nouveau le théâtre de l'opposition entre les deux tendances du collectif. Les Amis de la Terre de Paris, probablement le groupe le plus influent de cette association à cette époque, donnent le ton en diffusant un communiqué le 7 novembre, à la veille de l'ouverture des assises, annonçant leur départ du bureau du Mouvement écologique, au motif que celui-ci ne remplit pas son rôle de coordination des luttes¹⁴⁷⁷. Aux yeux du groupe de Paris, le bureau du Mouvement écologique se comporte comme un groupuscule sectaire qui s'isole des groupes actifs sur le terrain, se bornant à produire des textes théoriques abscons¹⁴⁷⁸. Les Amis de la Terre de Paris concluent en annonçant leur décision de jouer ce rôle d'agence de service auprès des militants tout en se posant comme un interlocuteur valable auprès des instances politiques et des médias nationaux¹⁴⁷⁹.

Ce communiqué reflète évidemment la concurrence entre une partie du Mouvement écologique et les Amis de la Terre pour s'assurer la prééminence au sein de la nébuleuse écologiste, signifiant l'émergence de deux pôles distincts, porteurs de deux visions différentes de l'articulation entre les luttes sur le terrain et la production d'un discours politique. Cette concurrence est également perceptible sur le terrain comme le montre la carte suivante.

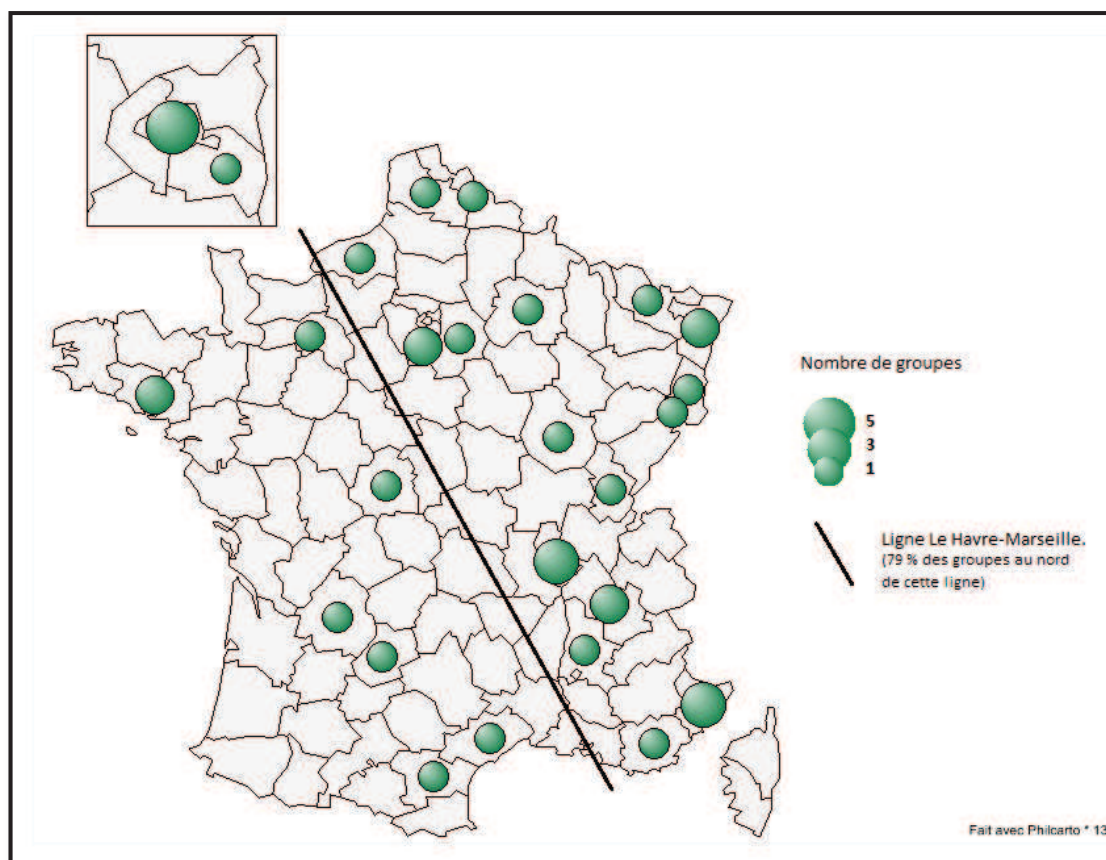
¹⁴⁷⁶ « Après le sit-in de Dampierre-en-Burly », *La Gueule Ouverte*, n°24, octobre 1974, p. 16.

¹⁴⁷⁷ « Les Amis de la Terre de Paris », *Légitime Défense*, n°0, janvier 1976, p. 3.

¹⁴⁷⁸ *Ibidem*.

¹⁴⁷⁹ *Ibidem*.

Figure 12. Répartition géographique des groupes appartenant au Mouvement écologique en 1975 (échelle départementale)¹⁴⁸⁰



Cette carte figurant la répartition géographique des groupes se réclamant du Mouvement écologique éclaire en effet la décision des Amis de la Terre de Paris. Dès 1975, le collectif est loin de rassembler l'ensemble de l'écologisme français. De fait, à l'exception de quelques groupes éparpillés dans la moitié ouest de la France, la plupart des membres se concentrent en région parisienne, dans l'est (essentiellement l'Alsace) et le sud est de la France (dans le Rhône, l'Isère et les Alpes-Maritimes). L'assise géographique du Mouvement écologique est donc sensiblement différente de celle des Amis de la Terre dont les groupes dans l'est de la France sont peu nombreux. La marginalisation de ces derniers au sein du Mouvement écologique est donc un facteur crucial pour expliquer leur départ.

A partir de la fin de l'année 1975, les Amis de la Terre n'ont de cesse de critiquer la démarche du Mouvement écologique. Ce dernier compenserait en effet,

¹⁴⁸⁰ « Liste des membres constituant le mouvement écologique », *Action écologique*, n°1, novembre 1975, p. 0.

« la désertion progressive des associations membres par un vocabulaire de plus en plus radical et abstrait. L'activité politique du « bureau national » de la Cité Fleurie, privé de ressources et pauvre en compétences, est proprement consternante, tandis que son isolement l'amène à produire des circulaires aussi bureaucratiques que cocasses »¹⁴⁸¹.

Ces analyses sont reprises dans la presse proche des Amis de la Terre : Dominique Simonnet déplore ainsi les « stratégies pernicieuses » auxquelles les assises de Lille ont donné lieu¹⁴⁸² tandis que le groupe de Lille voit dans la démarche du Mouvement écologique une volonté de construire un parti politique, démarche sectaire étrangère à l'esprit écologique¹⁴⁸³. Ces critiques permettent de mesurer combien les organisations structurées de manière hiérarchique ont une image négative dans une partie de la nébuleuse où elles sont perçues comme des structures artificielles, déconnectées du réel, uniquement tournées vers la justification bureaucratique de leur propre existence.

Il faudrait pourtant produire un grand effort d'imagination pour voir dans le Mouvement écologique une structure partidulaire. Affaibli par le départ des Amis de la Terre, avec lesquels les liens ne sont cependant pas complètement rompus, le Mouvement écologique n'est rien d'autre qu'un collectif confronté à de profondes difficultés financières et organisationnelles. Ainsi, en mars 1977, la permanente de l'organisation, qui exerce également les fonctions de trésorière, démissionne, regrettant que seule la moitié des membres du bureau soient vraiment actifs et que, dans les faits, les groupes agissent indépendamment les uns des autres, sans reconnaître au Mouvement écologique un quelconque rôle de coordination¹⁴⁸⁴. Quelques mois plus tard, un autre permanent dénonce la légèreté de la gestion financière qui conduit à la coupure de la ligne téléphonique et à des retards chroniques dans les paiements des salaires¹⁴⁸⁵. De fait, il s'avère que seuls quatre groupes sur la trentaine officiellement affiliés ont versé leur cotisation au Mouvement écologique pour l'année 1977-1978¹⁴⁸⁶.

Au regard de ces difficultés, il serait aisé de ne voir dans le Mouvement écologique qu'une coquille vide, un projet avorté sitôt proposé. Ce serait cependant occulter l'effort

¹⁴⁸¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Note des Amis de la Terre de Paris. 25 mai 1975.

¹⁴⁸² Dominique Simonnet, « L'écologie bouge », *La Gueule Ouverte*, n°80, 19 novembre 1975, p. 12.

¹⁴⁸³ « Les assises nationales écologiques à Lille », *Légitime défense*, n°4, 4^e trimestre 1975, p. 17.

¹⁴⁸⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier, groupe, presse ». Lettre de Sophie aux membres du bureau du Mouvement Ecologique. 26 mars 1977.

¹⁴⁸⁵ *Ibid.* Lettre ouverte de Serge, permanent, aux groupes du Mouvement Ecologique. 7 octobre 1977.

¹⁴⁸⁶ *Ibid.* Lettre de Pierre-Alain Brossault aux groupes du Mouvement Ecologique. 7 octobre 1977.

de réflexion programmatique mené sous l'égide de l'organisation et qui finit par constituer sa principale activité¹⁴⁸⁷.

Dès les assises de Lille, un programme est esquissé qui s'efforce de faire la synthèse entre une réflexion tirée de la science écologique et une critique des conséquences sociales de l'affirmation de la société industrielle¹⁴⁸⁸. Dans cette perspective, la notion de croissance est remise en cause à la fois parce qu'elle encourage un système inégalitaire de répartition des richesses sur le plan mondial et parce qu'elle est incompatible avec le caractère fini des ressources planétaires¹⁴⁸⁹. Par ailleurs, le Mouvement écologique s'attache à définir la notion de productivisme, constatant que les phénomènes d'aliénation de la vie quotidienne (hiérarchie, parcellisation du travail, centralisation) existent dans les sociétés capitalistes comme socialistes et que seule une société écologiste peut constituer une alternative véritable¹⁴⁹⁰. Cette notion doit beaucoup aux réflexions de Robert Hainard et surtout d'Edouard Goldsmith qui considère que le mouvement écologiste est le seul à se distinguer clairement du consensus industrialiste et technophile partagé par l'ensemble des autres forces politiques¹⁴⁹¹.

De même, dans la perspective des élections municipales de 1977, le Mouvement écologique parvient à réunir une quarantaine de groupes à Mulhouse (30 octobre – 1^{er} novembre 1976) pour une réflexion collective sur la possibilité d'une gestion communale écologiste, réalisée et contrôlée par les habitants et visant à l'autosuffisance économique et énergétique¹⁴⁹². Ces discussions aboutissent à la rédaction d'un manifeste municipal d'une cinquantaine de pages qui contribue à la réflexion de l'ensemble de la nébuleuse¹⁴⁹³.

La mise en place comme les difficultés du Mouvement écologique sont révélatrices des tensions contradictoires qui agitent les écologistes après la campagne présidentielle de René Dumont. D'un côté, l'idéal d'un écologisme envisagé comme un groupe en fusion, uni au-delà de toute considération organisationnelle est constamment présent, de même que le refus de toute institutionnalisation sous la forme d'un parti politique. De

¹⁴⁸⁷ « Bilan », *Action écologique*, n°6, novembre 1976, p. 3.

¹⁴⁸⁸ « Esquisse de programme », *Action écologique*, n°2, décembre 1975, p. 2.

¹⁴⁸⁹ *Ibidem*.

¹⁴⁹⁰ *Ibidem*.

¹⁴⁹¹ Solange Fernex, « Pourquoi des militants écologistes se sont présentés aux cantonales », *Action écologique*, n°4, avril-mai 1976, p. 4.

¹⁴⁹² « Bilan des assises du Mouvement écologique (Mulhouse, les 30-31 octobre et 1^{er} novembre 1976), *Action écologique*, n°7, décembre 1976, p. 3.

¹⁴⁹³ « Présentation », *Action écologique*, n°hors série, 1977, p. 3.

l'autre, l'écologisme français est constitué de plusieurs cultures politiques et orientations différentes aux positions parfois peu compatibles.

Les difficultés du Mouvement écologique s'expliquent par ces contradictions qui conduisent les écologistes à consacrer une large part de leurs débats à la question de la structuration du mouvement. Affaibli par la difficulté à organiser des actions susceptibles de rallier l'ensemble des groupes, en concurrence avec les Amis de la Terre, le Mouvement écologique est rapidement considéré comme une coquille vide. Pourtant, il parvient à se réinventer comme laboratoire d'idées, produisant une série de textes qui contribuent, de fait, à affirmer l'existence de l'écologisme autour d'un projet politique commun.

b. La nébuleuse vue d'en bas

Dans une tribune critiquant la candidature de René Dumont, Bernard Charbonneau souligne que l'écologisme est, à ses yeux, un mouvement par essence provincial, désintéressé, animé par des amateurs qui agissent comme un groupe d'amis¹⁴⁹⁴. De fait, les désaccords auxquels donnent lieu les assises de Montargis et l'échec du Mouvement écologique à rassembler l'ensemble de la nébuleuse pourraient sembler lui donner raison.

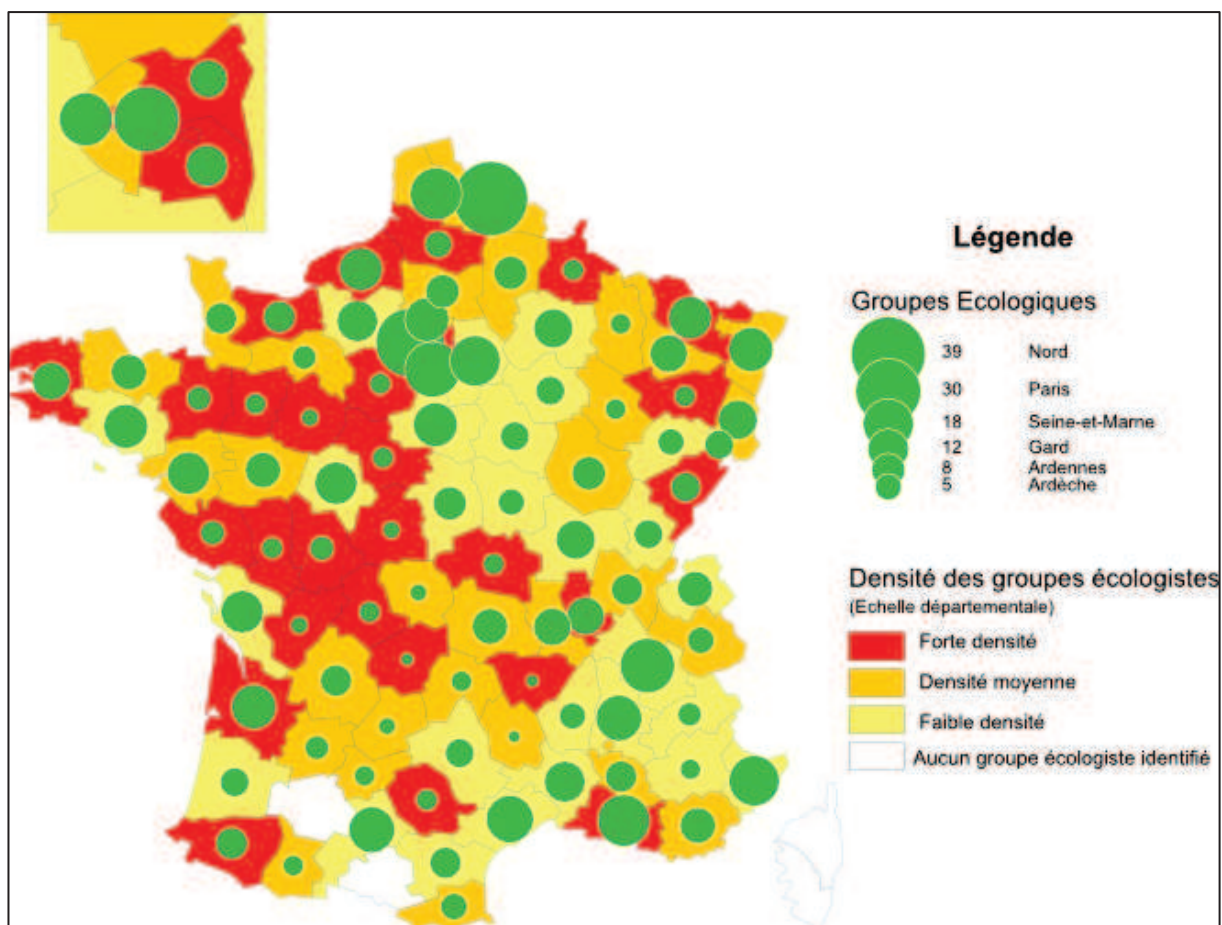
Ce serait cependant enfermer la nébuleuse écologiste dans une culture unilatéralement localiste et antiautoritaire que de réduire les groupes à cette seule dimension. En s'interrogeant sur l'évolution du profil des groupes locaux après la campagne présidentielle de 1974, il s'agit d'envisager les facteurs propices au morcellement de la nébuleuse de façon plus large.

La carte suivante représente la répartition géographique de l'ensemble des groupes écologistes en activité durant les années soixante-dix¹⁴⁹⁵. A la différence de la carte étudiée dans le chapitre 2, qui figure la situation de la nébuleuse dans les années 1970-1974, nous avons ici choisi une représentation à l'échelle départementale et non plus seulement régionale dans la mesure où le nombre de groupes recensés (819) est désormais beaucoup plus important, permettant ainsi une représentation cartographique plus fine.

¹⁴⁹⁴ Bernard Charbonneau, « Le « Mouvement Ecologiste » mis en question ou raison sociale », *La Gueule Ouverte*, n°21, juillet 1974, p. 25.

¹⁴⁹⁵ Base de données des groupes écologistes.

Figure 13. Carte des groupes écologistes en France (1970-1978)¹⁴⁹⁶



Le principal enseignement de cette carte est la stabilité de la répartition des groupes écologistes sur le territoire métropolitain durant l'ensemble des années soixante-dix en dépit de l'augmentation du nombre de groupes¹⁴⁹⁷. Dans un espace allant des Pyrénées aux Ardennes, le nombre et la densité¹⁴⁹⁸ des groupes sont encore inférieurs aux moyennes nationales : la France rurale, majoritairement conservatrice et en déprise démographique est un terrain dans l'ensemble peu fertile à la floraison des groupes écologistes. A l'inverse, le quart nord-ouest du pays est globalement caractérisé par une forte densité des groupes, tout comme la région parisienne, l'Alsace, le Nord-Pas-de-Calais et la Côte-d'Azur, tout comme, d'une manière générale, les villes universitaires.

¹⁴⁹⁶ *Ibidem*.

¹⁴⁹⁷ Cf. graphique de la chronologie de l'apparition des groupes en annexe.

¹⁴⁹⁸ Celle-ci est obtenue en divisant la population départementale (recensement INSEE de 1975 <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=historique-resultats-statistiques.htm>, consulté le 21/08/13) par le nombre de groupes écologistes présents dans un département donné.

La typologie des groupes apparus entre 1974 et 1978 confirme le constat d'une expansion quantitative de l'écologisme dans un contexte de stabilité qualitative.

Figure 14. Comparaison de la typologie des groupes écologistes (1970-1974 et 1974-1978)¹⁴⁹⁹

	1970-1974	1974-1978
Amis de la Terre	24 %	27 %
Groupe écologique	34 %	34 %
Comité antinucléaire	24 %	19 %
Groupes en réseau	15 %	20 %
Divers	3 %	-

Ce tableau permet de mesurer l'éclatement de la nébuleuse écologiste en une multitude de groupes et de structures différentes. Les Amis de la Terre apparaissent ainsi comme le principal pôle de regroupement mais ils ne rassemblent que 27 % de l'ensemble des groupes. Ainsi, une majorité d'entre eux (53 %) n'est affiliée à aucune structure nationale. Un tel éclatement, tant géographique qu'organisationnel, paraît à première vue confirmer l'idée d'une réticence des écologistes à s'intégrer à un ensemble plus vaste pour des raisons essentiellement idéologiques, expliquant ainsi l'échec relatif du Mouvement Ecologique. Pourtant, comme le suggère l'analyse du profil des groupes, les facteurs qui expliquent l'éclatement de la nébuleuse sont beaucoup plus variés.

A partir du milieu des années soixante-dix, *Le Courrier de la Baleine* se transforme en une sorte de bulletin de liaison interne aux Amis de la Terre qui publie le compte-rendu des réunions nationales ainsi que des brèves sur les activités des groupes locaux. L'analyse de ces données conduit à relativiser l'importance des facteurs idéologiques dans le morcellement de la nébuleuse. Plus prosaïquement, il apparaît que chaque association se consacre à des actions très différentes les unes des autres, ce qui conduit à nuancer l'idée d'une unité fondamentale des écologistes par-delà leur diversité.

De fait, au-delà du groupe de Paris, deux profils distincts coexistent. Dans un certain nombre d'entre eux, l'écologisme est envisagé comme le prolongement et

¹⁴⁹⁹ Base de données des groupes écologistes.

l'aboutissement des idées libertaires. C'est le cas des Amis de la Terre de Marseille qui éditent un journal, *L'Arapède*, bien documenté sur la question des plages polluées et du traitement des eaux usées¹⁵⁰⁰. Au sein du groupe, la dénonciation de l'inaction des pouvoirs publics dans ce domaine s'accompagne de règles de fonctionnement spécifiques. Les responsables de l'association dont les noms sont déclarés en préfecture sont tirés au sort chaque année pour éviter toute bureaucratie et favoriser la rotation des tâches. Ostensiblement, les militants marseillais refusent de collaborer avec d'autres groupes au seul motif de leur appartenance commune aux Amis de la Terre, affirmant que les actions menées en commun doivent être fondées sur une confiance mutuelle et non sur le partage artificiel d'un label. Dans leur fonctionnement, l'accent est donc mis sur le dévouement militant ainsi que sur les relations interpersonnelles qui conduit à privilégier le cadre local¹⁵⁰¹.

A l'inverse, une majorité des groupes des Amis de la Terre, avant tout préoccupés par des problèmes écologiques locaux, paraissent réticents à l'égard de toute prise de position explicitement politique. Dans une lettre adressée à Brice Lalonde, Christian Jodon, animateur des Amis de la Terre du Val de l'Ysieux, dresse l'historique de son association¹⁵⁰². Les adhérents organisent des sorties dans la nature, plantent des arbres ou obtiennent la fermeture d'un dépôt d'ordures en concertation avec la municipalité. L'animateur de l'association souligne d'ailleurs que ses adhérents s'effraient de mots d'ordre trop hardis diffusés par les écologistes au niveau national (qu'il s'agisse du refus du nucléaire et de la condamnation du Concorde)¹⁵⁰³. L'appartenance aux Amis de la Terre n'implique donc pas une adhésion à une vision radicale de la transformation de la société et participe au contraire d'une culture d'évitement du politique au sein d'un groupe pourtant tourné vers la résolution des problèmes collectifs mais désireux de se consacrer à des actions dont les résultats sont immédiatement visibles¹⁵⁰⁴. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ce soit Christian Jodon, l'animateur de l'association, qui ait décidé seul d'affilier le groupe aux Amis de la Terre quatre ans après la création de son association pour relancer une dynamique locale qui s'essouffait.

¹⁵⁰⁰ *L'Arapède, le journal qui colle au terrain*, n°1, été 1978, p. 9.

¹⁵⁰¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Compte-rendu de l'activité des groupes locaux. Mars 1975.

¹⁵⁰² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Lettre de Christian Jodon à Brice Lalonde. 21 mai 1976.

¹⁵⁰³ *Ibidem*.

¹⁵⁰⁴ Carole Gayet-Viaud, « Est-il devenu indécent de parler politique ? », *La vie des idées.fr*, <http://www.laviedesidees.fr/Est-il-devenu-indecent-de-parler.html>, 8 décembre 2010, pp. 3, 6.

Que partagent les Amis de la Terre de Marseille et ceux du Val d'Ysieux ? S'ils agissent tous deux sur le terrain, ils n'ont finalement en commun qu'un label et une certaine défiance à l'égard des éventuelles initiatives d'une structure nationale, suspecte tour à tour d'être centralisatrice ou trop politisée.

L'éparpillement de la nébuleuse tient également à l'ampleur très variable des activités des associations. Comme le souligne Laurent Samuel, très investi au sein des Amis de la Terre de Paris dans les années soixante-dix, de nombreux groupes ne comptent en réalité que quelques membres désireux de s'investir dans cette cause et n'ayant trouvé d'association qui leur convienne¹⁵⁰⁵. Plusieurs indices recueillis dans les périodiques écologistes semblent confirmer cette prise de position. Ainsi, le groupe écologiste de Houilles est composé, de l'aveu même de son animateur, de quatre « pouilleux » qui diffusent un bulletin ronéotypé grâce à l'appui de la Maison pour tous¹⁵⁰⁶. Il est donc surpassé par le Mouvement écologique Briard dont les effectifs s'élèvent à cinq militants¹⁵⁰⁷ tandis qu'au sein des Amis de la Terre de Soissons, le président et la trésorière sont mari et femme, laissant présager un groupe fort resserré¹⁵⁰⁸. Dans ces conditions, il est compréhensible que les membres de ces associations n'aient pas le temps ou l'envie de s'investir dans la construction de l'écologisme au niveau national, soit que toute leur énergie soit consacrée au maintien du collectif et aux combats locaux, soit que, se satisfaisant des activités d'un groupe où chacun se connaît, ils ne ressentent nullement le besoin de s'investir dans des actions de plus grande envergure.

A l'inverse – et au-delà du cas des Amis de la Terre de Paris, qui est évoqué plus loin – d'autres groupes parviennent à s'imposer comme des acteurs associatifs majeurs dans leur ville ou leur région. Le cas du groupe de Lille constitue un exemple marquant de cette situation. L'association compte en effet deux cents cotisants en 1976, ce qui lui permet de salarier un permanent, Pierre Radanne, qui est également l'animateur de l'association¹⁵⁰⁹. Celle-ci est ainsi organisée en sept commissions autogérées dont l'une est spécifiquement consacrée à la conception du journal, *Légitime défense*, qui paraît

¹⁵⁰⁵ Entretien avec Laurent Samuel. 18 mars 2010.

¹⁵⁰⁶ Gérard Cavalier, « Vous foutez un de ces bordels », *La Gueule Ouverte*, n°148, 9 mars 1977, p. 6.

¹⁵⁰⁷ Musée du Vivant. Fonds Les Verts. Carton « Courrier ME ». « Présentation du Mouvement écologique Briard ». 15 décembre 1978.

¹⁵⁰⁸ « Liaisons », *Le Courrier de la Baleine*, n°22, juin 1976, p. 8.

¹⁵⁰⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Compte-rendu de la première réunion nationale des Amis de la Terre. 30 janvier-1^{er} février 1976, p. 2.

chaque trimestre¹⁵¹⁰. Les questions administratives sont quant à elle prises en charge par un collectif de huit personnes qui travaillent au sein d'un local qui héberge également d'autres associations (MLF, Comité antimilitariste, Comité Larzac)¹⁵¹¹ et fait office de magasin de nourriture biologique¹⁵¹².

L'appellation « groupe écologiste » peut donc recouvrir des réalités très diverses ce qui rend incontestablement plus difficile la structuration de la nébuleuse. Sur le terrain, celle-ci apparaît particulièrement bigarrée. En définitive, l'absence d'affiliation des écologistes à une structure nationale peut s'expliquer par un désintérêt pour ces questions, de nombreux groupes étant tourné vers l'action sur le terrain, qu'elle soit inspirée par une démarche politique valorisant l'authenticité d'un militantisme reposant sur l'interconnaissance ou par le souci de préserver l'environnement à l'échelle locale.

Malgré l'échec relatif du Mouvement écologique et l'inertie des groupes locaux, l'écologisme français n'est cependant pas uniquement travaillé par des forces centrifuges. Dans le milieu des années soixante-dix, les Amis de la Terre de Paris, dont les activités et le rayonnement en font un groupe d'envergure nationale, travaillent à la fédération des écologistes.

c. Les Amis de la Terre et le groupe de Paris, *primus inter pares* ?

A leur fondation en 1970, les Amis de la Terre sont considérés comme la branche française de Friends of the Earth, organisation créée aux Etats-Unis par David Brower¹⁵¹³. Association à vocation nationale, ses statuts sont conformes à la loi de 1901 et c'est tout naturellement que Brice Lalonde est élu président de l'ensemble du groupe français en 1972 lors d'une assemblée générale qui ne rassemble guère que les membres parisiens¹⁵¹⁴.

¹⁵¹⁰ « L'assemblée générale des Amis de la Terre du 28 septembre », *Légitime défense*, n°4, 4^e trimestre 1975, p. 18.

¹⁵¹¹ *Ibidem*.

¹⁵¹² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Compte-rendu de la première réunion nationale des Amis de la Terre. 30 janvier-1^{er} février 1976, p. 2.

¹⁵¹³ Entretien avec Alain Hervé. 12 mars 1970.

¹⁵¹⁴ Brice Lalonde, « J'étais aux mains des pirates », *Le Sauvage*, septembre-octobre 1973, p. 47.

L'organisation des Amis de la Terre devient pourtant singulièrement plus complexe à mesure que des groupes locaux apparaissent en France¹⁵¹⁵. Ces derniers revendiquent en effet leur appartenance aux Amis de la Terre sans qu'aucun lien institutionnel ne soit mis en place pour régir les relations entre eux¹⁵¹⁶. Pourtant, en dépit de l'apparition de nombreux groupes après 1974, les Amis de la Terre de Paris restent incontournables au sein de l'écologisme français.

Les Amis de la Terre sont l'une des rares organisations écologistes des années soixante-dix pour lesquelles il soit possible d'estimer l'importance des adhérents avec une précision satisfaisante¹⁵¹⁷. Ce type d'opération est toujours un exercice délicat car le chercheur est souvent dépendant des chiffres avancés par l'organisation elle-même, qui, pour différentes raisons, à tout intérêt à grossir son importance aux yeux de ses concurrents comme des pouvoirs publics. Les chiffres mentionnés dans ce tableau s'appuient sur les listes publiées dans *Le Courrier de la Baleine* et le *Bulletin de liaison des Amis de la Terre* qui dressent régulièrement un bilan de la création des nouveaux groupes. Il s'agit donc d'un bilan purement quantitatif qui ne présume en rien du degré d'activité de ces associations qui peut être très réduit voire nul. En dépit de leur incertitude, les données reproduites ici dessinent une tendance nette.

Figure 15. Evolution du nombre de groupes Amis de la Terre (France, 1974-1979)¹⁵¹⁸

Date	Nombre de groupes	Nombre d'adhérents
Mars 1974	49	1 000
Décembre 1975	69	-
Août 1977	117	-
Janvier 1978	135	7 000
Juin 1978	162	5 000
Février 1980	180	3 100

¹⁵¹⁵ Dès avril 1972, un groupe est créé dans l'Essonne tandis qu'un autre apparaît dans la vallée de Montmorency durant le mois de décembre. Onze groupes sont créés en 1973. Cf. base de données des groupes écologistes.

¹⁵¹⁶ Base de données des groupes écologistes.

¹⁵¹⁷ En revanche, en dépit de recherches approfondies, il n'a pas été possible de retrouver le fichier des adhérents de l'association.

¹⁵¹⁸ Dans le but d'alléger la lecture de ce tableau, la provenance précise de chaque chiffre est indiquée en annexe.

La seconde moitié des années soixante-dix connaît un essor des luttes environnementales sur le terrain¹⁵¹⁹ mais également une augmentation du nombre de création d'associations, tous domaines confondus¹⁵²⁰. C'est dans ce contexte propice que les Amis de la Terre voient leur importance grandir sans pour autant devenir un mouvement de masse. La figure ci-dessus suggère que la période 1974-1978 est un moment d'essor de l'organisation qui voit à la fois le nombre de groupes et ses effectifs s'accroître de façon très nette. En revanche, à partir de 1978, un décalage apparaît puisque le nombre d'adhérents décroît sensiblement cependant que de nouveaux groupes continuent à être créés, à un rythme plus lent qu'auparavant¹⁵²¹.

La carte suivante permet de mettre en évidence un phénomène de diffusion des groupes Amis de la Terre sur le territoire entre 1975 et 1978, date à laquelle seuls trente départements de la France métropolitaine sont dépourvus de tout groupe Amis de la Terre (essentiellement dans une zone allant du nord du Massif Central jusqu'aux Pyrénées) contre cinquante-trois en 1975. L'Ile-de-France apparaît comme l'une des zones les plus propices au développement de cette association puisque cette région compte vingt-sept groupes dont neuf dans les Yvelines. Cette forte concentration peut s'expliquer par des facteurs sociologiques (importance du nombre d'étudiants et de personnes issues des catégories socioprofessionnelles aisées) mais aussi géographiques ; cette région a en effet connu de grandes transformations dans les années soixante et l'essor de l'urbanisation a suscité de nombreux conflits d'usage, formant ainsi un terreau fertile au développement d'associations de défense et de groupes écologistes.

Figure 16. Cartographie de la répartition des groupes locaux des Amis de la Terre
(1975-1978)

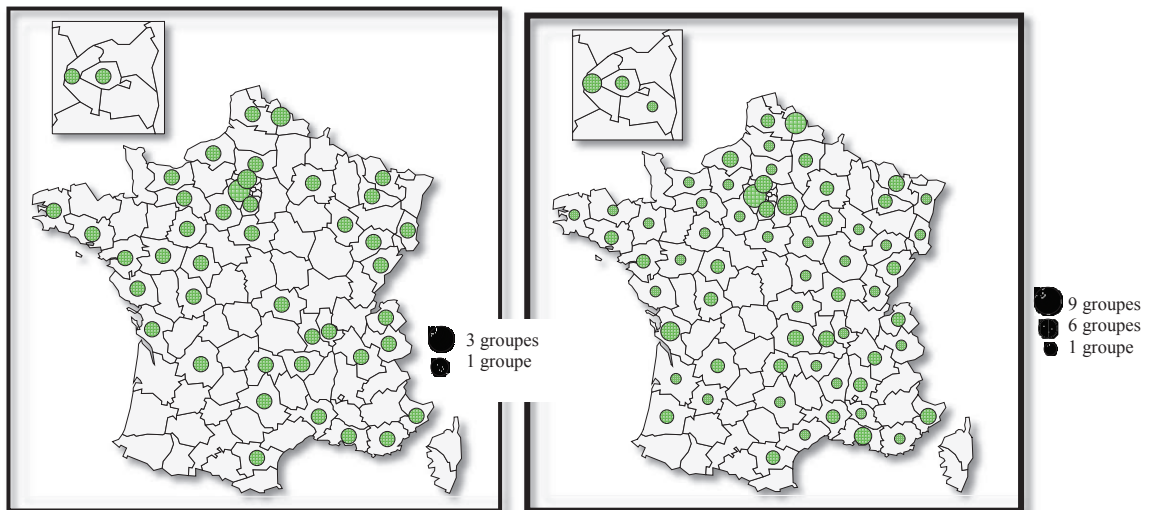
Situation en 1975 (47 groupes)

Situation en 1978 (131 groupes)

¹⁵¹⁹ Bruno Charlier, *La défense de l'environnement : entre espace et territoire. Géographie des conflits territoriaux déclenchés en France depuis 1974*, thèse de géographie sous la direction d'André Etchelecou, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 1999, pp. 35-38.

¹⁵²⁰ Bruno Maresca, « L'approche quantitative du mouvement associatif dans le domaine de l'environnement », in Frédéric Agostini et alii, *La dynamique du mouvement associatif dans le secteur de l'environnement. Etat de la question et monographies régionales*, Paris, CREDOC, 1995, p. 83.

¹⁵²¹ Nous proposerons une explication de ce phénomène dans la troisième partie de ce travail.



Bien que des groupes éclosent sur l'ensemble du territoire national, l'Ile-de-France constitue donc incontestablement le centre de gravité des Amis de la Terre puisqu'en 1976 cette seule région rassemble 56 % des adhésions¹⁵²² et 21,5 % des groupes¹⁵²³. Cette situation s'explique notamment par le rayonnement des Amis de la Terre de Paris qui, au sein d'une association où chaque groupe est alors formellement indépendant des autres, occupent incontestablement la place de *primus inter pares*. Pour comprendre les ressorts de ce rayonnement, il peut être intéressant de se pencher en détail sur la courte aventure de Radio Verte en 1977. Celle-ci est en effet significative de la manière dont militantisme de quartier et réseaux médiatiques se mêlent au sein du groupe sous la houlette de Brice Lalonde.

Depuis le milieu des années soixante-dix, les Amis de la Terre de Paris sont en contact avec l'équipe d'*Interférences*¹⁵²⁴, animée par Antoine Lefébure, ami de Brice Lalonde¹⁵²⁵. Celui-ci mène une réflexion d'avant-garde sur de l'impact des nouveaux moyens de communications sur la société et milite en faveur de la fin du monopole étatique sur la radiodiffusion¹⁵²⁶. Or, à l'approche des élections municipales de 1977, les écologistes parisiens se saisissent du thème de la radio, la présentant comme une technologie douce, que chacun pourrait s'approprier pour diffuser des programmes d'intérêt général à l'échelle d'un quartier ou d'une commune¹⁵²⁷. Dans l'agitation de la campagne, cette

¹⁵²² *Ibid.* « Contre-projets » par Claude Forest des Amis de la Terre de Paris. S.d. [mai 1976]. L'auteur s'appuie sur un décompte des coupons d'adhésions, ce qui donne une certaine fiabilité à ce chiffre même si tous les groupes ne font pas remonter le nombre de leurs adhérents.

¹⁵²³ Base de données des groupes écologistes.

¹⁵²⁴ Dominique Simonnet, « L'esclavage électronique », *La Gueule Ouverte*, n°84, 17 décembre 1975, p. 2.

¹⁵²⁵ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 169.

¹⁵²⁶ Annick Cojean, Frank Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, Paris, Grasset, 1986, p. 14.

¹⁵²⁷ *Ibidem.*

revendication aurait pu constituer une ligne parmi d'autres dans le programme de Paris-Ecologie si Brice Lalonde ne s'était pas saisi de la question pour réaliser un coup médiatique inédit.

Au soir du premier tour des élections municipales, sur le plateau de TF1, Patrice Duhamel s'interroge : « Que faites-vous avec cette radio, monsieur Lalonde ? »¹⁵²⁸. Invité sur le plateau de TF1 pour commenter en direct les résultats inattendus des écologistes – plus de 10 % à Paris – celui-ci brandit en effet un transistor devant les journalistes et, dénonçant le monopole étatique sur la radiodiffusion qui empêche les Français de se parler directement, annonce fièrement que les téléspectateurs vont entendre la première radio pirate émettant depuis le VII^e arrondissement de la capitale¹⁵²⁹.

De fait, un son sort du transistor et tous croient entendre une émission effectivement diffusée dans Paris¹⁵³⁰. En réalité, tout ceci n'est qu'un canular puisqu'Antoine Lefébure, présent sur le plateau, pointe directement un émetteur sur le transistor que Brice Lalonde tient dans ses mains¹⁵³¹. L'impact médiatique est immédiat d'autant que le 13 mai 1977, la première radio verte diffuse son émission depuis le domicile de l'écrivain Jean-Edern Hallier, en présence d'Antoine Lefébure, de Brice Lalonde mais également de Pierre Viansson-Ponté du *Monde*¹⁵³².

Si les relations entre les Amis de la Terre de Paris et l'équipe d'*Interférences* se dégradent rapidement, en partie du fait de dissensions internes chez les écologistes¹⁵³³, cet épisode n'en est pas moins révélateur de la spécificité de l'action des Amis de la Terre de Paris, qui participent à des réseaux médiatiques et politiques de premier plan, dans lesquels Brice Lalonde exerce une influence grandissante.

Les liens avec *Interférence*, la réflexion sur l'impact social des moyens de communication, la capacité enfin de l'association à se faire entendre dans les médias révèlent l'importance des journalistes et plus largement des professionnels de la communication au sein du groupe. Laurence Bardin, alors maître-assistante à l'université Paris V au département info-com, est membre des Amis de la Terre de Paris, tout comme Laurent Samuel et Dominique Simonnet, qui travaillent tous deux pour *La Gueule*

¹⁵²⁸ *Ibid.*, p. 9.

¹⁵²⁹ *Ibid.*, pp. 10-11.

¹⁵³⁰ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, op. cit. p. 170.

¹⁵³¹ *Ibidem.*

¹⁵³² Annick Cojean, Frank Eskenazi, *FM. La folle aventure des radios libres*, op. cit., p. 17.

¹⁵³³ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Réunion du 16 juin 1977.

*Ouverte*¹⁵³⁴, journal très proche des Amis de la Terre de Paris entre 1974 et 1977¹⁵³⁵. De même, Alain Hervé et Brice Lalonde font rapidement du *Sauvage* un lieu privilégié de réflexion et de diffusion des idées des Amis de la Terre¹⁵³⁶. Ce journal, qui, tout comme le *Nouvel Observateur*, appartient à Claude Perdriel, est révélateur des réseaux indissolublement politiques et médiatiques dans lesquels s'insèrent les Amis de la Terre de Paris. Ainsi, Jacques Thibault est à la fois journaliste, membre des Amis de la Terre et du PSU¹⁵³⁷, ce qui permet à Brice Lalonde d'être interviewé par *Tribune Socialiste*¹⁵³⁸. Ces relations de bon voisinage avec les médias, qui s'étendent jusqu'à *Libération* et *Rouge*, hebdomadaire de la LCR¹⁵³⁹, illustrent la position politique du groupe de Paris à la charnière des autogestionnaires et de l'extrême gauche.

En outre, l'aventure de Radio Verte n'aurait pu voir le jour sans Brice Lalonde, dont les témoignages concordent pour souligner l'activité débordante¹⁵⁴⁰. A l'époque, celui-ci se consacre presque exclusivement au militantisme écologiste, allant jusqu'à assimiler cette association à une nouvelle famille¹⁵⁴¹. De fait, l'animateur des Amis de la Terre de Paris, déjà bien connu au sein de la nébuleuse, commence dans la seconde moitié des années soixante-dix à se faire un nom auprès du grand public grâce à ses coups médiatiques et son entregent. En novembre 1976, il recueille 6,57 % des voix lors d'une élection législative partielle dans la troisième circonscription de Paris, soit un résultat inédit pour les écologistes dans ce type d'élection¹⁵⁴²; au même moment, il participe à « l'Académie Romantique » fondée par Gonzague Saint Bris, aux côtés de Frédéric Mitterrand et de Patrick Poivre-d'Arvor¹⁵⁴³. Le canular de la soirée électorale des municipales s'inscrit donc chez lui dans une capacité à tirer parti des médias, ce qui lui est régulièrement reprochée au sein de la nébuleuse car certains l'accusent d'annoncer

¹⁵³⁴ Françoise Danam, Laurent Samuel, Dominique Simonnet, « L'écologie, une idée qui fait son chemin », *La Gueule Ouverte*, n°149, 16 mars 1977, p. 2.

¹⁵³⁵ Isabelle Cabut, « Ouverture », *La Gueule Ouverte*, n°127, 13 octobre 1976, p. 1.

¹⁵³⁶ Mathieu Albouy, *Le Sauvage, op. cit.*, pp. 205 sqq.

¹⁵³⁷ Jacques Thibault s'appelle en réalité Jacques Bleidtreu. CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 -2395. Note des renseignements généraux. 29 décembre 1976.

¹⁵³⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Extrait de *Tribune Socialiste*, « Entretien avec Brice Lalonde par Jacques Thibault ». S.d.

¹⁵³⁹ Entretien avec Jean-Luc Burgunder. 16 décembre 2011.

¹⁵⁴⁰ Entretien avec Laurent Samuel. 18 mars 2010. Cf. également Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil, 1978, p. 19.

¹⁵⁴¹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, pp. 17-18.

¹⁵⁴² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. *Le Monde*, 19 juin 1979, « Le vert sied au cinquième », p. 16.

¹⁵⁴³ « Les nouveaux romantiques », <http://www.gonzaguesaintbris.com/styled-4/styled-5/index.html>, consulté le 14/12/2013.

des décisions qui n'auraient pas été discutées au préalable, s'érigeant ainsi en chef de file autoproclamé des écologistes¹⁵⁴⁴.

Il faut souligner que le groupe de Paris bénéficie également de l'investissement d'autres militants dont le concours est décisif et notamment du dévouement de Pierre Samuel, mathématicien, ancien membre de Survivre. Il tire par exemple parti de ses connaissances scientifiques pour contribuer à l'étude des questions nucléaires par les écologistes, diffusant en France les analyses d'Amory Lovins sur le « soft energy path »¹⁵⁴⁵. Il prend également en charge une grande partie du travail administratif inhérent à la gestion quotidienne de l'association, assumant, aux Amis de la Terre comme à Survivre, un rôle de conciliateur et de facilitateur¹⁵⁴⁶.

Les Amis de la Terre constituent un ensemble de groupes certes disparates mais où le prestige et les coups médiatiques des Amis de la Terre de Paris assurent une relative cohésion. De fait, si ce groupe ne bénéficie en théorie d'aucune prérogative particulière, il apparaît bel et bien comme le *primus inter pares* voire comme une force de structuration de l'ensemble de la nébuleuse.

d. Vers la création du Réseau des Amis de la Terre

Dans un contexte de croissance des adhésions et d'affiliation à l'association de groupes préexistants, les Amis de la Terre s'efforcent durant plusieurs années d'imaginer une structure nationale, le Réseau des Amis de la Terre ou RAT. Ce cas est intéressant à plus d'un titre. Dans une nébuleuse où les termes de structure ou d'organisation suscitent généralement peu d'enthousiasme, les raisons avancées en faveur de cette institutionnalisation et la manière dont elle est menée méritent que l'on s'y arrête.

Dès 1974, les Amis de la Terre de Paris constatent que le fonctionnement largement informel qui est le leur n'est plus tenable et décident donc de mener à bien une réorganisation du groupe. Plusieurs raisons sont avancées pour justifier cette réorganisation. Ils constatent d'abord que le refus de définir une répartition des tâches

¹⁵⁴⁴ Laurent Samuel, Dominique Simonnet, « Vers une fédération des Amis de la Terre », *Le Courrier de la Baleine*, n°28, avril-juin 1977, p. 10.

¹⁵⁴⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre. Réunion du 19 février 1975.

¹⁵⁴⁶ Entretien avec Laurent Samuel. 18 mars 2010.

induit une concentration de la charge de travail sur quelques militants sans que l'ensemble du collectif n'agisse de manière coordonnée¹⁵⁴⁷. « Il n'est plus possible qu'il y ait seulement 3 à 6 copains qui, au courant de tout, courent partout, et les autres qui, du fait de leur non-participation, ne comprennent pas grand'chose [sic] aux comptes-rendus faits par les premiers »¹⁵⁴⁸.

Par ailleurs, les Amis de la Terre de Paris sont douloureusement conscients que la comparaison avec Friends of the Earth-England, avec lesquels ils entretiennent des contacts réguliers¹⁵⁴⁹, ne joue pas en leur faveur. Particulièrement dynamique¹⁵⁵⁰, l'association anglaise emploie dès septembre 1972 huit permanents et bénéficie d'un revenu de 500 £ par mois¹⁵⁵¹. En juin 1974, l'association dispose d'un local de trois pièces dont l'une est spécifiquement dédiée à l'accueil des quelques soixante visiteurs quotidiens à la recherche de renseignements sur un groupe ou un dossier quelconque. En outre, la répartition des tâches s'opère en fonction des aptitudes de chacun et les salariés se chargent de l'organisation des campagnes – qui portent sur le recyclage ou sur les espèces en voie de disparition – ainsi que du lobbying auprès des parlementaires¹⁵⁵².

En comparaison, les Amis de la Terre de Paris font pale figure dans leur local sans téléphone¹⁵⁵³ alors que l'équilibre de leur trésorerie dépend de la générosité de Brice Lalonde¹⁵⁵⁴. Il n'est dès lors pas étonnant que la « professionnalisation »¹⁵⁵⁵ envisagée au sein du groupe soit directement inspirée par l'exemple de Friends of the Earth-UK et soit présentée comme la possibilité d'être en mesure d'avoir des permanents et des locaux pour mener le travail militant et recevoir les visiteurs¹⁵⁵⁶. Le groupe parisien envisage la mise en place de commissions de réflexions¹⁵⁵⁷ et même de groupes de travail consacrés aux tâches administratives (diffusion du *Courrier de la Baleine*, mise à jour du fichier...)¹⁵⁵⁸. Il est également prévu de créer un collectif de liaison pour coordonner le

¹⁵⁴⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Note « En vue du fonctionnement des Amis de la Terre ». Juin 1974.

¹⁵⁴⁸ *Ibidem*.

¹⁵⁴⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521 /4. Agenda des Amis de la Terre. Réunion du 28 février 1974.

¹⁵⁵⁰ Horace Herring, “ The conservation society: Harbinger of the 1970s Environment Movement in the UK”, *Environment and History*, vol. 7, n°4, November 2001, p. 393.

¹⁵⁵¹ Peter Wilkinson, « Friends of the Earth newsletter », *The Ecologist*, vol. 2, n°7, juillet 1972, p. 33.

¹⁵⁵² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521 /4. Agenda des Amis de la Terre. Réunion du 13 juin 1974.

¹⁵⁵³ Entretien avec Jean Carlier. 8 mars 2010.

¹⁵⁵⁴ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre. Réunion, janvier 1976.

¹⁵⁵⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Rapport d'organisation des Amis de la Terre. S.d. [entre septembre 1975 et fin mai 1976].

¹⁵⁵⁶ *Ibidem*.

¹⁵⁵⁷ *Ibid*. Lettre aux adhérents des Amis de la Terre. S.d. [après juin 1974].

¹⁵⁵⁸ *Ibid*. Note des Amis de la Terre de Paris « En vue du fonctionnement des Amis de la Terre ». Juin 1974.

travail de l'ensemble des commissions et prendre en charge les relations avec les médias¹⁵⁵⁹.

Il est intéressant de constater que la réorganisation des Amis de la Terre de Paris s'inspire du modèle de l'ONG anglo-saxonne envisagée comme un groupe de pression tout en l'adaptant à un contexte où l'adhérent se doit d'être un militant actif et bénévole. Cette rationalisation du travail militant s'opère de manière originale et sans être totalement assumée. Ainsi, les fonctions administratives ne sont pas confiées à une seule personne mais à un groupe de travail pour mettre en avant la collégialité de la démarche. De même, l'instauration d'un organe directeur est dissimulée derrière l'euphémisme d'un collectif de liaison. Par ailleurs, les auteurs de cette réforme prennent soin de souligner l'importance de la rotation des tâches envisagée comme un moyen de combattre la tendance à la hiérarchisation des fonctions qui guetterait tout appareil administratif¹⁵⁶⁰. En définitive, au-delà des seules formules, la réorganisation des Amis de la Terre de Paris montre que l'institutionnalisation progresse au sein de la nébuleuse écologiste dès 1974.

A partir de la fin de l'année 1975, les Amis de la Terre ouvrent une série de discussions dans le but de mettre en place une structure de coordination de l'action des groupes locaux. En cherchant à clarifier les rapports de ces derniers avec l'échelon national, les Amis de la Terre franchissent ainsi une étape supplémentaire dans le processus d'institutionnalisation de l'écologisme. A l'origine, ces propositions prennent acte de l'échec du Mouvement écologique à constituer une structure capable de rassembler l'ensemble des écologistes et de symboliser leur unité. Un premier projet de fédération est ainsi proposé par les Amis de la Terre de Lille en novembre 1975 lors des assises du Mouvement écologique qui se concluent sur un constat de désaccord entre les différentes tendances¹⁵⁶¹.

Sur cette question, les Amis de la Terre de Paris se montrent particulièrement actifs en se faisant les avocats d'une structuration de l'association nécessaire pour en assurer l'unité et pour proposer une offre politique originale et identifiée comme telle¹⁵⁶². Alors même que des candidats écologistes viennent d'obtenir de très bons scores aux élections cantonales de mars 1976 et que les municipales s'annoncent cruciales pour la gauche, les

¹⁵⁵⁹ *Ibidem*.

¹⁵⁶⁰ *Ibidem*.

¹⁵⁶¹ « Les assises nationales écologiques de Lille », *Légitime défense*, n°4, 4^e trimestre 1975, p. 17.

¹⁵⁶² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Rapport d'organisation des Amis de la Terre. S.d. [entre septembre 1975 et fin mai 1976].

écologistes seraient, aux yeux du groupe de Paris, tenus de clarifier leur projet pour éviter la récupération, donc l'affaiblissement, de leurs idées par le système en place¹⁵⁶³. La réorganisation des Amis de la Terre est donc considérée comme un gage de visibilité au sein du système politique français. Dans l'esprit du groupe de Paris, la politisation et l'institutionnalisation de l'écologisme vont de pair et les élections sont présentées comme une scène sur laquelle l'association se doit d'être présente sous peine de devoir céder le premier rôle à des concurrents moins doués.

Les Amis de la Terre de Paris proposent donc de mettre en place une fédération des Amis de la Terre où le poids des groupes dans les décisions collectives serait proportionnel au nombre de ses adhérents¹⁵⁶⁴. Outre le congrès, formé par les délégués de chacun des groupes, la fédération serait dirigée au quotidien par un bureau fédéral composé d'un président, d'un trésorier et d'un secrétaire général, élus pour deux ans¹⁵⁶⁵. Il s'agit donc d'un projet hybride qui reconnaît les groupes locaux comme le fondement de l'organisation tout en limitant l'influence effective. En effet, les procédures préconisées (scrutin à la proportionnelle, système de délégation) reviennent à considérer que l'importance d'un groupe varie en fonction de ses effectifs et qu'il devra se plier à des décisions prises à la majorité – qu'elle soit simple ou qualifiée. De même, l'instauration d'un bureau fédéral pérenne, où les fonctions de chaque membre seraient clairement identifiées, conduit à accorder davantage de pouvoirs et d'autonomie à l'exécutif de l'organisation que ne le prévoyait le règlement du Mouvement écologique, pourtant accusé par les Amis de la Terre d'avoir une « conception « bolchévique » »¹⁵⁶⁶ de l'écologisme. C'est reconnaître qu'un groupe local n'est pas uniquement une petite république autonome¹⁵⁶⁷ mais le fragment constitutif d'une entité plus vaste dont les intérêts peuvent prévaloir sur les positions des uns et des autres.

Face à ces propositions de mise en place d'une structure fédérale même embryonnaire, plusieurs groupes émettent des critiques et proposent parfois des contre-projets. Les réactions les plus vives, mais aussi les plus constructives, sont le fait des Amis de la Terre de Marseille et de Caen.

¹⁵⁶³ *Ibidem*.

¹⁵⁶⁴ *Ibid.* « Fédération Nationale des Amis de la Terre. Projet de statuts ». 1977.

¹⁵⁶⁵ *Ibidem*.

¹⁵⁶⁶ *Ibid.* Compte-rendu des groupes Amis de la Terre de la région parisienne. 13 septembre 1975.

¹⁵⁶⁷ Patrick Matagne, *Aux origines de l'écologie, les naturalistes en France (1800-1914)*, Paris, Editions du CHTS, 1999, p. 28.

Les premiers considèrent qu'une fédération nationale ne serait rien d'autre qu'un « appareil de parti [...] qui se substituerait à des vouloirs individuels et collectifs qui, jusqu'à présent, ont pu se développer sans l'existence d'une structure centralisatrice »¹⁵⁶⁸. Les Amis de la Terre de Paris sont donc accusés de vouloir développer l'organisation pour permettre la création de postes de permanents ; en outre, l'idée de mesurer l'importance d'un groupe en fonction de ses effectifs est fermement rejetée car elle amènerait à développer les adhésions d'un point de vue quantitatif au détriment de la bonne entente – qualitative – entre les membres¹⁵⁶⁹. Ainsi, à la logique procédurale et rationnelle des Amis de la Terre de Paris, le groupe de Marseille oppose l'importance du groupe en fusion et l'exaltation du militantisme désintéressé marqué par le refus de parvenir.

Une même logique anime les Amis de la Terre de Caen qui présentent un projet de « structures en accord avec leurs choix fondamentaux d'écologistes »¹⁵⁷⁰. Celui-ci repose sur l'exaltation de la différence sous toutes ses formes et la mise en avant de la libre expression des aspirations de chaque individu. Dans cette perspective, tout scrutin impliquant la reconnaissance d'une majorité, fût-elle proportionnelle ou qualifiée, apparaît comme le reflet d'un système de domination d'autant plus néfaste qu'il ne protège pas contre l'erreur et qu'il traite la minorité comme quantité négligeable¹⁵⁷¹. Le groupe de Caen promeut donc un système reposant sur le consensus où tous les points de vue seraient pris en compte pour enrichir l'intelligence collective des problèmes soulevés¹⁵⁷². Lors des débats, les personnes présentes n'auraient pas pour objectif de trancher entre des propositions contradictoires mais d'arriver à une solution qui tienne compte de l'ensemble des divergences. Dans cette perspective, chaque prise de décision ne pourrait concerner qu'un ensemble de vingt à trente personnes¹⁵⁷³. Le groupe de Caen prône donc une décentralisation radicale des Amis de la Terre et l'instauration d'un système qui ne se contenterait pas de limiter les pouvoirs d'une structure centrale mais bien d'en empêcher l'émergence au nom d'une application intégrale de la démocratie directe.

¹⁵⁶⁸ *Ibid.* « Réflexions sur le rapport d'organisation » par les Amis de la Terre de Marseille. S.d. [fin 1975 – début 1976].

¹⁵⁶⁹ *Ibidem.*

¹⁵⁷⁰ *Ibid.* Note des Amis de la Terre de Caen. S.d. [début 1976].

¹⁵⁷¹ *Ibidem.*

¹⁵⁷² *Ibidem.*

¹⁵⁷³ *Ibidem.*

Le refus de mettre en œuvre une structuration nationale classique chez les Amis de la Terre témoigne de la prégnance au sein des groupes d'une forte méfiance à l'égard des grandes institutions monopolistique qui a été notamment théorisée par Ivan Illich dans *La convivialité*¹⁵⁷⁴. Chez les Amis de la Terre de Caen comme de Marseille, le groupe local est alors présenté comme une forme de communauté choisie, où la division des fonctions et l'existence d'un exécutif sont récusées, où chacun serait animé par un idéal de transparence nécessaire pour que la conjugaison des différences puisse s'opérer de manière non coercitive. Ces contre-propositions s'inspirent donc aussi bien des réflexions sur les mérites de la démocratie directe dans le cadre d'un groupe en fusion¹⁵⁷⁵ que de l'écho affaibli des expériences communautaires du début des années soixante-dix¹⁵⁷⁶. Ces aspirations traduisent également la pénétration chez les militants de théories inspirées de la cybernétique et de la théorie des systèmes qui y voient le moyen de créer un monde nouveau, plus épanouissant pour l'individu¹⁵⁷⁷. Si ces propositions témoignent également d'une défiance à l'égard des Amis de la Terre de Paris et des coups médiatiques de Brice Lalonde, il serait cependant réducteur de ramener l'opposition de certains groupes à une structuration nationale de l'écologie politique à une forme primaire d'anarchisme brouillon. Néanmoins, il est indéniable que, fondées sur un idéal de transparence et un refus de la coercition, ces propositions idéalisant le consensus au nom de la diversité écologique négligent pourtant la difficulté d'application de ces idées. De fait, loin de ne conduire qu'à la conciliation de propositions contradictoires dans une synthèse plus riche, ces procédures peuvent amener leur occultation par des tractations opaques¹⁵⁷⁸.

Du fait de ces dissensions, le processus de structuration des Amis de la Terre ne s'opère pas sans heurt. Lors de la première réunion nationale au château de Chapeau-Cornu (Isère) les 31 janvier et 1^{er} février 1976, seuls neuf groupes sont présents dont six venus d'Ile-de-France (sur la cinquantaine existant), ce qui montre combien cette région est investie dans le processus d'institutionnalisation des Amis de la Terre¹⁵⁷⁹. Il est alors décidé que, trois fois par an, les groupes feront parvenir au groupe de Paris une mise à

¹⁵⁷⁴ Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973, pp. 10 *sqq.*

¹⁵⁷⁵ Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche*, *op. cit.*, p. 66.

¹⁵⁷⁶ Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire. Mai 68. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 2006 [1981], p. 60.

¹⁵⁷⁷ Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique*, *op. cit.*, p. 83.

¹⁵⁷⁸ Stéphanie Novak, « L'opacité du consensus. La prise de décision au Conseil de l'Union européenne », *La vie des idées.fr*, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20090626_novak.pdf, 25 juin 2009, pp. 1 *sqq.*

¹⁵⁷⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. « Résumé de la réunion nationale des Amis de la Terre à Chapeau-Cornu, près de Bourgoin ». S.d. [début février 1976].

jour de leur fichier d'adhérents ainsi qu'une aide financière correspondant à 10 % des cotisations perçues¹⁵⁸⁰. Cela revient à reconnaître à une structure nationale encore embryonnaire des fonctions spécifiques nécessitant une source de revenu régulière.

Au gré des réunions nationales qui se succèdent au cours de l'année 1976, les projets se confrontent opposant plus particulièrement le groupe de Paris à ceux de Marseille et de Caen¹⁵⁸¹. Cependant, progressivement, le Réseau des Amis de la Terre – couramment appelé RAT – prend forme et est formellement créé lors de la réunion nationale des 29-31 octobre 1977 à Asnelles près de Caen (Calvados)¹⁵⁸². Cette réunion consacre l'autonomie des groupes locaux qui restent libres de leur orientation comme de leur structure. Des coordinations régionales doivent être mises en place et se réunir tous les deux mois pour expédier les affaires courantes tandis que l'assemblée générale, tenue deux fois par an, reste la seule instance souveraine du réseau¹⁵⁸³. La création de cette coordination des Amis de la Terre s'accompagne de l'affirmation de la dimension politique de l'écologisme, thème auquel le groupe de Paris est très attaché. L'apparition du RAT conduit également à la création de l'agence de services, située dans la capitale et qui prend en quelque sorte le relais des activités nationales jusqu'alors menées par le groupe de Paris¹⁵⁸⁴.

La seconde moitié des années soixante-dix est marquée par l'essor des Amis de la Terre dont le nombre de groupes et d'adhérents augmente sensiblement, sans jamais devenir à lui seul un mouvement de masse ni une organisation au fonctionnement totalement efficace. Il est révélateur de constater qu'en 1978, les Amis de la Terre ne disposent que de deux permanents rémunérés alors que *Friends of the Earth-England* en comptent vingt-trois pour un nombre de membres à peine plus élevé qu'en France¹⁵⁸⁵.

Ainsi, malgré une réflexion constante sur la meilleure forme d'organisation à adopter, les Amis de la Terre peinent à trouver un mode de fonctionnement satisfaisant. Le RAT constitue une synthèse délicate entre deux visions très différentes de l'organisation. En définitive, la structure des Amis de la Terre semble bâtie sur une équivoque implicite entre les groupes locaux et un centre de coordination auquel on reconnaît à peine le droit

¹⁵⁸⁰ *Ibidem*.

¹⁵⁸¹ *Ibid.* Compte-rendu de la troisième réunion nationale des Amis de la Terre. 13-14 novembre 1976.

¹⁵⁸² Laurent Samuel, « Les Amis de la Terre à la plage », *Le Courrier de la Baleine*, n°31, décembre 1977, p. 4.

¹⁵⁸³ *Ibidem*.

¹⁵⁸⁴ « La synthèse », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, mai 1977, p. 6.

¹⁵⁸⁵ *Le Courrier de la Baleine*, n°32, janvier 78, p. 4.

d'exister. Les premiers peuvent agir en toute autonomie en profitant des ressources offertes par l'association alors que le second est libre d'élaborer les contours théoriques et politiques de l'écologisme.

Cette équivoque n'est pas entièrement contre-productive puisqu'elle favorise la rencontre d'individus forts divers et, jusqu'à un certain point, le foisonnement des idées. Néanmoins, les décisions impliquant les Amis de la Terre au niveau national – prise de parole dans les médias, accord avec d'autres associations, création de structures nouvelles – sont prises par quelques militants, en premier lieu Brice Lalonde ou les permanents de l'Agence de Service. Ainsi, le RAT apparaît comme un compromis instable susceptible d'être mis en péril aussi bien par l'inaction des groupes locaux que par la défection des quelques acteurs essentiels qui animent l'association au niveau national.

Dans un contexte de net essor des groupes écologistes – dont le nombre ne cesse d'augmenter, des débats récurrents agitent les militants sur l'opportunité et la forme que pourrait prendre une structuration nationale de la nébuleuse. De fait, en dépit de professions de foi parfois virulente en faveur d'une autonomie radicale des groupes locaux, l'institutionnalisation de l'écologisme commence dès le milieu des années soixante-dix et non pas lors de la décennie suivante, comme on le pensait auparavant¹⁵⁸⁶.

La politisation des enjeux environnementaux, la volonté d'éviter toute récupération de leurs idées, la nécessité de rendre plus efficace l'action des groupes pour assumer de nouvelles tâches et de nouvelles sollicitations, l'aspiration, enfin, à affirmer l'unité de l'ensemble des écologistes sont autant de facteurs qui amènent ces derniers à structurer leur organisation, donc à s'engager sur la voie de l'institutionnalisation.

Néanmoins, ce processus n'est en rien consensuel ou univoque et beaucoup de groupes locaux se satisfont d'une coordination très lâche des actions qui leur permet d'agir à leur guise. L'institutionnalisation de l'écologisme français s'effectue donc sous contrainte. Le rejet des dispositifs de domination au nom de l'irréductible subjectivité de chacun, la mise en avant des principes autogestionnaires et surtout la volonté de se construire contre le modèle des partis politiques sont la source de débats incessants et d'anathèmes

¹⁵⁸⁶ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, *op. cit.*, pp. 61 *sqq.*

récurrents contre les militants prônant une structuration plus grande de la nébuleuse, toujours suspects de chercher à faire prévaloir leurs propres ambitions.

Il n'en demeure pas moins que ces contraintes conduisent à l'affirmation d'une nouvelle forme de militantisme où le groupe local et le mouvement dans son ensemble sont considérés comme des instruments de recherche mis au service d'un changement de société sous toutes ses formes.

2. La fabrique de l'écologie politique

Tout au long des années soixante-dix, les militants écologistes font face à des procès en illégitimité politique ou intellectuelle de la part de leurs détracteurs. Philippe Lamour, l'un des inspirateurs de l'aménagement du territoire sous la V^e République, déplore ainsi le « festival d'ignorance et d'arrogance » auquel donnent lieu les tracts écologistes, regrettant qu'ils ne suscitent que « la crainte et le découragement »¹⁵⁸⁷. De même, Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* dont dépend *Le Sauvage*, déclare un jour à Alain Hervé qu'à ses yeux l'écologisme est certes une démarche intéressante mais qu'elle ne constitue pas un « système fondateur » comme l'est le socialisme¹⁵⁸⁸.

Confrontés au marxisme, dont l'influence faiblit mais dont le prestige reste grand à gauche, face à une écologie scientifique avec laquelle ils entretiennent des rapports complexes, les militants écologistes n'ont de cesse de souligner la véracité de leurs arguments, le sérieux de leurs idées et l'absolue nécessité de les mettre en œuvre. Il serait pourtant illusoire de présenter l'écologisme comme un corpus figé et d'en faire un artefact car celui-ci apparaît bien davantage comme un ensemble de réflexions diverses, souvent convergentes et parfois contradictoires partagées par des militants venus d'horizons variés. C'est pourquoi cette partie se propose non pas de présenter une doctrine monolithique – elle n'existe alors pas en tant que telle – mais d'éclairer la manière dont se fabrique l'écologisme dans les années soixante-dix.

L'Histoire de l'écologie politique de Jean Jacob constitue sur ce point une référence incontournable¹⁵⁸⁹. Essentiellement consacré aux penseurs francophones les plus importants de la période, tels que Bernard Charbonneau, Serge Moscovici ou encore Robert Hainard, cet ouvrage démontre que ces derniers se partagent en deux approches du naturalisme, l'une d'inspiration subversive, l'autre conservatrice¹⁵⁹⁰. Pour constituer son corpus, Jean Jacob a adressé un questionnaire détaillé à vingt-cinq membres éminents des Verts pour définir, à partir de leurs réponses, les sources et les contours théoriques de

¹⁵⁸⁷ Philippe Lamour, *L'écologie oui, les écologistes non !*, Paris, Plon, 1978, p. 11.

¹⁵⁸⁸ Entretien avec Alain Hervé. 12 mars 2010.

¹⁵⁸⁹ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, *op. cit.*

¹⁵⁹⁰ *Ibid.*, pp. 15 *sqq.*

l'écologisme¹⁵⁹¹. Si les résultats de cette enquête sont précieux pour dresser une cartographie des positions intellectuelles dans ce domaine, la méthodologie adoptée souffre à nos yeux de plusieurs biais qui ne permettent pas d'éclairer pleinement la fabrique intellectuelle de l'écologisme.

La constitution du corpus repose en effet sur les seules déclarations des personnes interrogées par courrier. Or, ce procédé risque de conduire à une survalorisation de références considérées comme nobles et dignes à ce titre de figurer dans un ouvrage universitaire. Un livre de Serge Moscovici ou de Bernard Charbonneau sera donc plus volontiers cité qu'un récit de science fiction ou un article de vulgarisation dont l'impact a pourtant pu être décisif¹⁵⁹².

Jean Jacob reste par ailleurs prisonnier d'une vision unilatérale de la relation nouée entre les clercs et les militants. Celle-ci est en effet avant tout envisagée sous l'angle de l'influence exercée par une autorité intellectuelle sur les acteurs du mouvement. Dans cette perspective, la fabrique de l'écologisme s'opérerait prioritairement voire exclusivement à la faveur d'une circulation verticale de la pensée qui irait du ciel des idées vers les militants sur le terrain. Une telle perspective réduit notablement les significations possibles de la notion d'influence qui peut pourtant impliquer plusieurs types de relations différentes entre deux personnes, depuis un compagnonnage sur une longue période jusqu'à la rencontre fortuite, ponctuelle et pourtant décisive en passant par l'incompréhension fructueuse.

Il ne saurait être question dans le cadre de ce travail de décrire, ne serait-ce que brièvement, les idées des principaux penseurs de l'écologisme. Il s'agit plutôt de se livrer à une sociologie intellectuelle cette nébuleuse analogue à la démarche mobilisée par Rémy Rieffel pour les clercs sous la V^e République¹⁵⁹³. Une étude de cas consacrée à Ecoropa doit permettre dans un premier temps de remettre en cause l'idée d'une dépendance totale des militants à l'égard des clercs concernant la fabrique intellectuelle de l'écologisme. Dans un deuxième temps, l'exemple des Amis de la Terre montre au contraire la variété des usages des références intellectuelles au sein d'une association

¹⁵⁹¹ La méthodologie de son enquête est détaillée dans Jean Jacob, *Les sources de l'écologie politique*, Condé-sur-Noireau, Arléa-Corlet, 1995, pp. 144-145. Dix-sept personnes sur les vingt-cinq sollicitées ont finalement répondu à ce questionnaire.

¹⁵⁹² Au Royaume-Uni, Douglas MacEwan a ainsi l'idée de créer la Conservation Society après avoir lu une interview de Julian Huxley dans le magazine *Playboy*. Cf. Horace Herring, "The Conservation Society: Harbinger of the 1970s Environment Movement in the UK", *Environment and History*, 2001/4, n°7, p. 386.

¹⁵⁹³ Rémy Rieffel, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la Ve République*, Paris, Calmann-Lévy, 1994.

militante. Enfin, l'analyse de la fabrique de l'écologisme « vue d'en bas »¹⁵⁹⁴ restitue l'ambition des écologistes d'imaginer un nouveau mode d'élaboration des théories militantes.

a. Ecoropa et les écologistes

Dans *Le retour de l' « Ordre Nouveau »*, Jean Jacob s'est plus spécialement intéressé à l'influence supposée des intellectuels héritiers de la mouvance personaliste des années trente sur la nébuleuse écologiste des années soixante-dix¹⁵⁹⁵. Selon lui, Mai 68 aurait permis aux théories conservatrices exprimées dans l'entre-deux-guerres de revenir sur le devant de la scène sous une apparence progressiste au travers d'une critique renouvelée de la modernité et d'un éloge de la communauté¹⁵⁹⁶. Au cours de la décennie suivante, les conflits environnementaux les plus emblématiques, notamment le Larzac et la lutte antinucléaire, auraient conforté l'influence des personalistes, et singulièrement celle de Denis de Rougemont, au sein du mouvement¹⁵⁹⁷. En 1976, la création de l'association Ecoropa symbolise donc aux yeux de Jean Jacob le « retour de l'Ordre Nouveau », autrement dit le « mariage de l'écologie et du non-conformisme »¹⁵⁹⁸.

De fait, les 11 et 12 décembre 1976, une trentaine de personnes réunies à Paris sous l'égide d'Edouard Kressmann, négociant en vin bordelais proche de Jacques Ellul, signent la charte fondatrice de cette association¹⁵⁹⁹. Considérant que l'ensemble des difficultés que traverse l'Europe (sur le plan environnemental, politique ou encore énergétique) ne sont que les symptômes d'une même crise écologique, constatant que la société industrielle, héritière des idéologies du XIX^e siècle, est incapable d'y faire face, Ecoropa se donne pour but de promouvoir une véritable politique écologique subordonnant l'économie et les débats idéologiques à des considérations biologiques, sociales et spirituelles¹⁶⁰⁰.

¹⁵⁹⁴ Sur cette nouvelle approche du politique, voir Tudi Kernalegenn, François Prigent, « Introduction » in Tudi Kernalegenn et alii (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2010, p. 22.

¹⁵⁹⁵ Jean Jacob, *Le retour de « l'Ordre Nouveau ». Les métamorphoses du fédéralisme européen*, Genève, Droz, 2000, pp. 7 sqq.

¹⁵⁹⁶ *Ibid.*, p. 9.

¹⁵⁹⁷ *Ibid.*, p. 99.

¹⁵⁹⁸ *Ibid.*, p. 100.

¹⁵⁹⁹ Edward Goldsmith, « Editorial. Breakthrough for the European Ecological Movement », *The Ecologist*, vol. 7, n°1, janvier/février 1977, pp. 3 sqq.

¹⁶⁰⁰ *Ibidem.*

Faut-il faire d'Ecoropa, présidée par Denis de Rougemont, qui compte parmi ses membres Bernard Charbonneau ou Jacques Ellul, une discrète assemblée d'éminences grises, qui, dans l'ombre, auraient influencé les positions de l'écologisme européen durant les années soixante-dix ? La consultation des archives de Denis de Rougemont, conservées à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel, permet d'adopter un point de vue plus mesuré sur cette question et plus généralement de nuancer l'influence des intellectuels sur les militants.

De 1976 au début des années quatre-vingt, Ecoropa organise des colloques et suscite la création de groupes de travail où se croisent, se rencontrent et débattent militants et intellectuels originaires dans leur grande majorité d'Europe du nord-ouest, parmi lesquels de nombreux Français¹⁶⁰¹. Brice Lalonde co-anime ainsi le groupe « politique » aux côtés du physicien nucléaire allemand Manfred Siebker tandis que Serge Moscovici est en charge d'un groupe intitulé « éco-philosophie »¹⁶⁰². De même, Alain Hervé et Pierre Samuel comptent parmi les membres fondateurs d'Ecoropa¹⁶⁰³. Vincent Richet, des Amis de la Terre de Paris, et Roland de Miller, participent également aux travaux de l'association¹⁶⁰⁴. De fait, si Philippe Lebreton ou Solange Fernex en sont également membres, la plupart des militants français liés à Ecoropa appartiennent aux Amis de la Terre.

L'association attire également des membres dont le profil est moins militant qu'intellectuel. Parmi ceux-là, certains se sont effectivement investis dans la mouvance non-conformiste des années trente tels que Bernard Charbonneau, Jacques Ellul ou, dans une moindre mesure, Armand Petitjean¹⁶⁰⁵. D'autres ont un itinéraire différent, souvent marqué par une réflexion préalable autour de la cybernétique et de l'apport de la biologie à la lecture de la société : c'est le cas de Jean-Pierre Dupuy, chercheur en sciences cognitives influencé par Ivan Illich dans les années soixante-dix, ou de Jacques Robin,

¹⁶⁰¹ Bibliothèque Publique et Universitaire de Neuchâtel [BPUN]. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Compte-rendu du comité d'animation d'Ecoropa. 20 février 1978.

¹⁶⁰² *Ibidem*.

¹⁶⁰³ Edward Goldsmith, "Editorial. Breakthrough for the European Ecological Movement", *The Ecologist*, vol. 7, n°1, janvier/février 1977, p. 3.

¹⁶⁰⁴ *Ibidem*.

¹⁶⁰⁵ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Composition des groupes de travail mis en place à Metz. S.d.

membre du groupe des Dix, tout comme Joël de Rosnay¹⁶⁰⁶. De nombreux membres d'Ecoropa appartiennent également depuis le début des années soixante-dix au Club de Rome. C'est notamment le cas de Janine Delaunay – qui contribue à l'édition française de *The Limits to Growth*¹⁶⁰⁷ –, d'Armand Petitjean, ou, à l'étranger, de Wouter van Dieren¹⁶⁰⁸, d'Orio Giarini et de Denis de Rougemont lui-même¹⁶⁰⁹. La relative continuité entre le Club de Rome et Ecoropa dans ce domaine confirme *a posteriori* combien la publication du rapport sur les limites de la croissance en 1972 a pu représenter pour certains un tournant intellectuel majeur¹⁶¹⁰.

Dans le reste de l'Europe, Ecoropa peut compter, entre autre, sur le concours de Manfred Siebker¹⁶¹¹, de Sigmund Kvaløy¹⁶¹² ou encore d'Herbert Gruhl¹⁶¹³. Denis de Rougemont, bien que président de l'association, n'y joue pas un rôle central au quotidien même si son prestige, son entreegent voire sa contribution financière sont précieux à plusieurs reprises¹⁶¹⁴. Dans les faits, Edouard Kressmann assure la gestion et l'animation de l'association en se chargeant de l'ensemble des tâches administratives et du secrétariat¹⁶¹⁵, s'efforçant également de faire cohabiter au sein de l'association des ego parfois ombrageux¹⁶¹⁶.

La diversité des profils intellectuels et militants ne permet donc pas d'avoir une lecture univoque des activités de l'association. Loin de compter uniquement parmi ses membres des individus marqués par le personnalisme des années trente, Ecoropa rassemble plus largement des individus qui ont en commun une démarche critique à l'égard de la société

¹⁶⁰⁶ Jacques Robin, « Du groupe des 10 à Transversales », *Transversales – Sciences et Cultures*, février 2007, http://grit-transversales.org/article.php?id_article=195&var_recherche=%E9cologie, consulté le 06/01/12.

¹⁶⁰⁷ Dennis et Donella Meadows, *Halte à la croissance ?*, Paris, Fayard, 1972.

¹⁶⁰⁸ Journaliste hollandais et membre du Club de Rome. Cf. « Wouter van Dieren », http://www.imsa.nl/Het%20IMSA-team_Het%20team_pagina11_59.html, consulté le 24/01/14.

¹⁶⁰⁹ Nicolas Stenger, « Denis de Rougemont et l'écologie. Une crise spirituelle d'abord », *Ecologie et Politique*, 2012, n°44, pp. 62-63.

¹⁶¹⁰ *Ibidem*.

¹⁶¹¹ Vice-président d'Ecoropa, physicien nucléaire et conseiller dans ce domaine auprès de la Commission européenne avant de rejoindre le Club de Rome. Cf. Edouard Kressmann, « Obituaries – Manfred Siebker », *The Ecologist*, n°6, novembre/décembre 1982, p. 266.

¹⁶¹² Philosophe norvégien influencé par Arne Naess, hostile à l'entrée de la Norvège dans la CEE.

¹⁶¹³ Ancien député CDU, il fonde en 1978 le Grüne Aktion Zukunft (GAZ).

¹⁶¹⁴ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre d'Edouard Kressmann à Denis de Rougemont. 6 juillet 1978.

¹⁶¹⁵ Edouard Kressmann se dit parfois découragé par l'importance des problèmes logistiques à résoudre. Comme il le confie à Denis de Rougemont, « Alors, je me dis, si on en est là, Ecoropa ne rime pas à grand-chose, ni ne vaut non plus que j'y consacre tant d'heures par jour ». BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre d'Edouard Kressmann à Denis de Rougemont. 6 juillet 1978.

¹⁶¹⁶ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre de Jean-Marie Pelt à Edouard Kressman. 7 juin 1978.

industrielle et qui explorent de multiples voies pour la transformer, depuis la refondation communautaire jusqu'à la biologie et à la cybernétique.

A l'issue du colloque organisé à Metz (15-17 septembre 1977), Ecoropa se donne pour mission de rédiger un manifeste adressé à l'ensemble des Européens et destiné à être publié dans les plus grands journaux du continent peu avant les élections européennes de 1979¹⁶¹⁷. La rédaction et la diffusion de ce texte accaparent les membres actifs d'Ecoropa d'autant que les autres groupes de travail, destinés à approfondir la réflexion sur la société écologiste à venir, ne semblent pas fonctionner de manière satisfaisante¹⁶¹⁸. En tant que principale activité de l'association, la démarche qui préside à son élaboration est donc particulièrement révélatrice de ses orientations et de son mode de fonctionnement.

Comme tout travail d'écriture collective, la phase de rédaction de ce manifeste donne lieu à de multiples versions sans cesse modifiées au gré des préoccupations et des susceptibilités des uns et des autres. En définitive, Manfred Siebker, Edouard Kressman, Wouter van Dieren et, dans une moindre mesure, Jacques Ellul et Armand Petitjean, sont les principaux artisans de ce texte¹⁶¹⁹. Celui-ci insiste sur la nécessité de transformer le continent européen en se fondant sur les impératifs dictés par l'écologie¹⁶²⁰. Pour Ecoropa, cette réorganisation devrait s'opérer dans une perspective communautaire reposant sur l'autonomie et la responsabilité de chaque individu et passerait par un affaiblissement définitif de l'Etat-nation au profit des régions et d'un organisme européen dont les attributions respectives seraient définies selon le principe de subsidiarité, de manière à concevoir une entité supranationale qui soit dans le même temps démocratique.

La démarche même de ce manifeste témoigne d'une volonté d'interpeller l'opinion publique en faisant appel à sa raison, pour le convaincre, au moyen d'arguments rationnels, du bien-fondé d'une transformation écologiste de la société. En tant que tel, Ecoropa n'est assurément pas un groupe militant au sens classique du terme. De fait, l'association opère une très nette distinction entre une démarche politique noble, marquée par un investissement désintéressé pour les affaires de la cité et la volonté de contribuer à son amélioration au travers d'un débat constructif d'une part et la participation directe aux scrutins électoraux de l'autre. Critiquant les partis traditionnels, qui seraient

¹⁶¹⁷ *Ibid.* Compte-rendu de la réunion du Comité d'animation d'Ecoropa. 20 février 1978.

¹⁶¹⁸ *Ibid.* Compte-rendu de la réunion du Comité d'animation d'Ecoropa. 20 février 1978.

¹⁶¹⁹ *Ibid.* Lettre d'Edouard Kressmann à Wouter van Dieren. 15 août 1978.

¹⁶²⁰ Etopia. Fonds Ecoropa – Europe Ecologie. Manifeste d'Ecoropa. S.d.

prisonniers d'idéologies remontant au XIX^e siècle, Ecoropa n'envisage donc pas d'implication plus directe dans les élections européennes. Ainsi, l'idée de parrainer des candidats, un temps évoquée, n'est finalement pas retenue¹⁶²¹.

Par ailleurs, nombreux sont les membres d'Ecoropa qui se considèrent avant tout comme des intellectuels absorbés par de multiples activités aux quatre coins de l'Europe et à l'emploi du temps chargé¹⁶²². En tant que tels, certains se plaisent à souligner combien leur démarche est étrangère aux clivages politiques classiques. Ainsi, Jean-Marie Pelt, universitaire et président de l'Institut européen d'écologie de Metz, plaide pour que Ecoropa ne politise pas son action, soulignant que des chercheurs directement investis dans l'écologie politique, comme Philippe Lebreton, ont vu leur crédibilité scientifique ébranlée par leurs activités militantes¹⁶²³. Jean-Marie Pelt estime alors qu'il serait plus pertinent et plus efficace de fonder scientifiquement et éthiquement l'écologie¹⁶²⁴. Dans les faits, les positions de Jean-Marie Pelt peuvent également s'expliquer par son engagement au centre-droit – il est adjoint au maire de Metz de 1971 à 1983 – car une écologie politique autonome constituerait une gêne pour le projet réformateur de Valéry Giscard-d'Estaing.

Ainsi, un rejet culturel de l'implication directe en politique, perçue comme une activité peu noble s'ajoute à la volonté de ne pas fragiliser l'unanimité affichée de l'association en manifestant la persistance de clivages partisans auxquels ces intellectuels ne sont pourtant pas étrangers. En définitive, ces deux facteurs conduisent Ecoropa à n'avoir qu'une activité des plus confidentielles.

Dans la seconde moitié des années soixante-dix, l'action concrète d'Ecoropa se réduit donc à l'organisation de quelques colloques et à la publication d'un manifeste visant à interpeller l'opinion mais dont les échos sont pour le moins limités. Pour autant, il serait excessif de ne voir en Ecoropa qu'une coquille vide ou qu'une tocade d'intellectuels rapidement délaissée. Celle-ci constitue en effet un forum permettant à des militants et des intellectuels aux parcours parfois très différents de se croiser et d'approfondir leurs réflexions.

¹⁶²¹ *Ibidem*.

¹⁶²² BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre de Wouter van Dieren à Edouard Kressmann. 29 juillet 1978.

¹⁶²³ *Ibid*. Lettre de Jean-Marie Pelt à Edouard Kressmann. 7 juin 1978.

¹⁶²⁴ *Ibidem*.

C'est notamment le cas d'Armand Petitjean (1913-2003) dont la contribution à la genèse intellectuelle de l'écologie française, bien que discrète, ne doit pas être négligée. Héritier des parfumeries Lancôme, jeune écrivain prometteur, il entre à la rédaction de *La Nouvelle Revue Française* en 1935¹⁶²⁵. Sa carrière littéraire, qui s'annonce pourtant brillante, est irrémédiablement compromise par son évolution vers le fascisme et sa participation à la presse collaborationniste, notamment à la NRF dirigée par Drieu La Rochelle¹⁶²⁶. Après la guerre, il voyage et publie quelques articles dans les revues *Carrefour* et *Constellation* mais ses activités professionnelles demeurent réduites et discrètes¹⁶²⁷. A la mort de son père, la vente de Lancôme à L'Oréal en 1964 lui assure une totale indépendance matérielle. Il se consacre alors entièrement à une réflexion sur les causes et les conséquences de la volonté de puissance de l'Occident, se disant durablement marqué par le souvenir d'Hiroshima¹⁶²⁸. Dans les années soixante, il découvre l'écologie par la lecture d'auteurs anglo-saxons et voit dans cette nouvelle approche de l'homme une source de réponses à ses questions¹⁶²⁹.

La contribution d'Armand Petitjean à l'écologie française est rarement évoquée car celui-ci ne s'implique pas dans les associations militantes apparues durant les années soixante-dix, qu'il s'agisse des Amis de la Terre ou des groupes antinucléaires. Ses activités sont avant tout intellectuelles et éditoriales. Il crée ainsi chez Fayard une collection entièrement dédiée à l'écologie où il publie Paul Ehrlich, René Dubos ou encore le *Plan pour la survie* d'Edward Goldsmith¹⁶³⁰. Par ailleurs, il édite *Quelles limites ?*, qui se veut une réponse au rapport du Club de Rome, dans une autre collection qu'il anime au Seuil¹⁶³¹. Ecoropa lui permet de renforcer sa place dans les réseaux intellectuels et militants européens ; il peut ainsi y développer ses idées sans apparaître sur le devant de la scène, ce qu'il ne souhaite pas. Jacques Grinevald, qui le considère comme le « père fondateur du mouvement Ecoropa »¹⁶³², raconte ainsi que c'est au domicile d'Armand Petitjean, à la Baume, dans les Cévennes, qu'il rencontre Edward

¹⁶²⁵ Martyn Cornick, « Introduction », in Jean Paulhan, Armand Petitjean, *Correspondance 1934-1968*, Paris, Gallimard, 2011, p. 19.

¹⁶²⁶ *Ibid.*, p. 37.

¹⁶²⁷ *Ibid.*, p. 39.

¹⁶²⁸ *Ibid.*, p. 43.

¹⁶²⁹ Roland de Miller, « Armand(-Marcel) Petitjean », *Les grands pionniers de la conservation et de l'écologie*, <http://asbric.pagesperso-orange.fr/bibli/e-petitjean.html>, consulté le 06/01/2012.

¹⁶³⁰ [The Ecologist], *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard, 1972.

¹⁶³¹ *Ibidem*.

¹⁶³² Jacques Grinevald, « Goldsmith et Petitjean, une amitié écologiste », *Reporterre. Le quotidien de l'écologie*, 31/09/09, <http://www.reporterre.net/spip.php?article542>, consulté le 24/12/09.

Goldsmith pour la première fois¹⁶³³. De même, Edouard Kressmann séjourne régulièrement là-bas et profite de ces instants de villégiature pour échanger idées et théories sur l'avenir d'une société écologique¹⁶³⁴. Dans ce domaine, Armand Petitjean fait figure d'entremetteur intellectuel dont l'action a été grandement amplifiée par Ecoropa. Dans les années quatre-vingt, Armand Petitjean poursuit d'ailleurs ces échanges en participant au groupe Transversales organisé par Jacques Robin dans la continuité des réflexions du groupe des Dix et d'Ecoropa¹⁶³⁵.

Indéniablement, Armand Petitjean est un intellectuel en marge dans les années soixante-dix sans qu'il soit véritablement possible de le dépeindre comme une éminence grise à jamais interdit d'apparaître dans la lumière. Néanmoins, sa trajectoire montre combien Ecoropa a pu constituer un lieu de brassage d'individus aux parcours divers, qui n'auraient probablement jamais appartenu aux associations classiques, favorisant ainsi l'approfondissement des idées écologistes.

Pour les militants investis dans les mouvements écologistes à travers toute l'Europe, Ecoropa constitue également un lieu de rencontre et d'échange utile même s'il ne faut pas en surestimer l'importance. Comme dans le cas des intellectuels, Ecoropa est un espace de sociabilité élitare dans lequel il est possible de créer et d'entretenir des réseaux. Ainsi, outre les Amis de la Terre, l'association rassemble des écologistes allemands, tels Herbert Gruhl ou encore Roland Vogt¹⁶³⁶, militant antinucléaire, élu au Bundestag en 1983, tandis qu'en Wallonie Jean Liénard, des Amis de la Terre, en suit également les actions¹⁶³⁷. De même, Ecoropa est utilisée par Marco Panella et Emma Bonino du Partito Radicale italien comme un moyen de rapprocher leur parti des mouvements écologistes européens¹⁶³⁸. Les contacts intellectuels et politiques noués au fil des rencontres et des colloques aboutissent en 1979 au projet de création d'un « bureau d'éco-politique » qui, sous l'égide de Manfred Siebker, rassemblerait les mouvements écologistes et radicaux à

¹⁶³³ *Ibidem*.

¹⁶³⁴ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre d'Edouard Kressmann à Wouter van Dieren. 15 août 1978.

¹⁶³⁵ Martyn Cornick, « Introduction », in Jean Paulhan, Armand Petitjean, *Correspondance, op. cit.*, p. 44.

¹⁶³⁶ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre de Manfred Siebker à Edouard Kressmann. 8 juillet 1978.

¹⁶³⁷ Entretien avec Jean Liénard. 18 avril 2012.

¹⁶³⁸ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre de Denis de Rougemont et Henri Schwamm à Marco Panella. 21 juillet 1978.

travers l'Europe pour constituer un groupe de pression auprès des institutions européennes, prélude à une organisation des partis verts à l'échelle du continent¹⁶³⁹.

Dans certains domaines, Ecoropa apparaît comme un *think tank* inabouti dont les réflexions ont avant tout profité en France aux Amis de la Terre. Les propositions émises par ces derniers lors des élections législatives de 1978 puis des présidentielles de 1981 semblent en effet trouver leur origine dans les débats d'Ecoropa. C'est en effet dans ce cadre que Brice Lalonde est chargé de dresser un catalogue des mesures d'urgence qu'il conviendrait d'adopter immédiatement pour aboutir, à plus long terme, à une transformation complète de la société¹⁶⁴⁰. Ecoropa envisage ainsi une action sur les prix et la fiscalité, comme la mise en place d'une tarification progressive pour l'énergie, ou encore une reconversion des industries d'armement¹⁶⁴¹. Or, articuler un programme conjuguant l'aspiration à une transformation radicale de la société et des mesures précises, applicables immédiatement pour agir sur un petit nombre de domaines clés est une idée proposée par les Amis de la Terre dans le cadre d'Ecologie 78 et figurant également au programme de Brice Lalonde en 1981¹⁶⁴².

Ecoropa permet en outre aux écologistes d'approfondir leur réflexion sur l'Europe et la possible structure institutionnelle d'une société écologiste. Sur ce point, comme l'a souligné Jean Jacob, les réflexions de Denis de Rougemont sont décisives¹⁶⁴³. Son livre, *L'avenir est notre affaire*, trouve un grand écho parmi les écologistes. Celui-ci est ainsi interviewé dans *La Gueule Ouverte*¹⁶⁴⁴ et *Le Sauvage*¹⁶⁴⁵ et « L'avenir est notre affaire » est un slogan repris dans les manifestations antinucléaires à tel point qu'il figure sur la bergerie érigée au début des années quatre-vingt à Plogoff¹⁶⁴⁶.

¹⁶³⁹ Ce projet est appelé PEACE, acronyme de Platform of Ecopolitical Action for a peaceful Change of Europe (Plateforme écopolitique pour une transformation pacifique de l'Europe). Cf. Etopia. Fonds Jean Liénard. Lettre de Manfred Siebker. 21 juillet 1979.

¹⁶⁴⁰ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse 1. Lettre de Manfred Siebker à Edouard Kressmann. 8 juillet 1978.

¹⁶⁴¹ *Ibid.* Note d'Edouard Kressmann « Complément aux déclaration/manifeste : pour une société écologique en Europe ». S.d. [été 1978].

¹⁶⁴² *Le pouvoir de vivre*, programme de Brice Lalonde, évoque ainsi l'utilité de mesures d'urgence permettant de « démonter certains blocages et d'accroître les espaces de liberté sans attendre l'avènement de la société écologique ». Cf. [Collectif], *Le pouvoir de vivre. Le projet des écologistes avec Brice Lalonde*, Montargis, Editions de la Surienne, 1981, p. 10.

¹⁶⁴³ Jean Jacob, *Le retour de « l'ordre nouveau »*, *op. cit.*, pp. 113 *sqq.*

¹⁶⁴⁴ Régis Pluchet, « Vers l'Europe des régions », *La Gueule Ouverte*, n°178, 6 octobre 1977, pp. 11-12.

¹⁶⁴⁵ Anne-Marie Vilaine, « Dépolitiser la politique. Entretien avec Denis de Rougemont », *Le Sauvage*, n°49, janvier 1978, p. 44. Denis de Rougemont, « Cet amour qui nous rendrait la liberté », *Le Sauvage*, n°63, mars 1979, pp. 8 *sqq.*

¹⁶⁴⁶ Gilles Simon, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. XXIII.

Dans cet essai, l'intellectuel suisse opère une réactualisation de ses réflexions antérieures à la lumière de la crise écologique¹⁶⁴⁷, expliquant que la dignité de la personne doit être le fondement de toute communauté politique véritable, dans le cadre des régions¹⁶⁴⁸. *L'avenir est notre affaire* constitue à ce titre une véritable apologie de la région largement inspirée du modèle suisse¹⁶⁴⁹, envisagée comme une mutualisation des moyens des communes et comme le lieu d'épanouissement de la vie civique. Denis de Rougemont estime que seul ce cadre institutionnel rendrait possible la régulation des pollutions et la mise en œuvre d'un programme de développement des énergies renouvelables adapté à chaque situation, ce dont l'Etat central serait incapable¹⁶⁵⁰.

En comparaison des idées avancées au sein de la nébuleuse écologiste au milieu des années soixante-dix, les propositions de Denis de Rougemont défendues dans son livre comme au sein d'Ecoropa n'ont rien de foncièrement originales. Ainsi, la nécessité de s'appuyer sur de petites collectivités pour déterminer précisément les besoins réels en énergie et choisir les moyens de production les plus adaptés est mise en avant par les Amis de la Terre dès le milieu des années soixante-dix, à la suite des réflexions d'Amaury Lovins¹⁶⁵¹. Néanmoins, *L'avenir est notre affaire* présente l'avantage certain de présenter ces idées de manière claire, concise et cohérente. Par ailleurs, le prestige intellectuel de Denis de Rougemont, qui apporte une légitimité nouvelle aux écologistes, n'est sans doute pas étranger au succès de son ouvrage.

Ecoropa constitue ainsi un exemple intéressant de tentative de coopération entre intellectuels et militants partageant des aspirations convergentes à la transformation de la société pour échapper à la crise écologique. Rassemblant de nombreux clercs prestigieux, celle-ci a pu apparaître comme un lieu central d'élaboration programmatique et intellectuel pour les écologistes.

La consultation des archives conduit à adopter une position plus mesurée de cette association qui, si elle contribue à l'approfondissement des réflexions de certains écologistes, ne jouit pas d'une influence absolument déterminante ou durable. L'exemple d'Ecoropa démontre plutôt la variété des usages des propositions des intellectuels par les

¹⁶⁴⁷ Denis de Rougemont, *L'avenir est notre affaire*, Paris, Stock, 1977.

¹⁶⁴⁸ *Ibid.*, pp. 277 sqq.

¹⁶⁴⁹ Rémi Fabre, « Du personnalisme au militantisme européen : l'itinéraire de Denis de Rougemont », in Michel Catala (dir.), *Histoire de la construction européenne*, Nantes, Ouest Editions, 2001, p. 125.

¹⁶⁵⁰ Denis de Rougemont, *L'avenir est notre affaire*, op. cit., p. 90.

¹⁶⁵¹ Laurent Samuel, « Contre-expertises », *La Gueule Ouverte*, n°73, 1^{er} octobre 1975, p. 7.

militants, ce que l'analyse de l'attitude des Amis de la Terre permet de confirmer et d'approfondir

b. Le clerc et l'Ami de la Terre

Depuis le début des années soixante, des intellectuels, des scientifiques et des penseurs hétérodoxes se sont engagés chacun de son côté dans une réflexion sur la refondation des rapports de l'homme à la nature, en s'appuyant sur la cybernétique ou encore sur l'écologie scientifique¹⁶⁵². Ces réflexions nouvelles ont joué un rôle certain dans l'émergence et la formalisation de l'écologisme en France comme dans le reste des sociétés industrielles. Il s'agit alors de réflexions d'avant-garde, largement réservées à quelques cercles plus ou moins confidentiels. Dans quelle mesure ces liens perdurent-ils et se modifient-ils à mesure que l'écologisme se politise, que les pionniers du mouvement se font militants et que la contestation environnementale se développe sur le terrain ?

Bien documenté, l'exemple des Amis de la Terre donne l'occasion d'analyser le rôle effectif joué par les intellectuels au sein des Amis de la Terre en s'appuyant sur trois acteurs clé : André Gorz, Serge Moscovici et Alain Touraine. Les modalités de leur dialogue respectif avec cette association, en particulier avec le groupe de Paris, permettent de saisir la variété des usages de la théorie en milieu militant¹⁶⁵³.

Né en Roumanie en 1928, Serge Moscovici arrive en France en 1948 et commence des études de psychologie avant d'intégrer l'Ecole Pratique des Hautes Etudes en 1965¹⁶⁵⁴. Dès les années soixante, il commence à s'intéresser à ce qu'il appelle la « question naturelle »¹⁶⁵⁵ à la faveur des rencontres qui jalonnent son parcours universitaire.

En 1962, il est invité à l'Institute for Advanced Studies de Princeton¹⁶⁵⁶. Tout comme Edgar Morin – qui séjourne à l'Institut Salk for Biological Studies de San Diego en

¹⁶⁵² Brigitte Chamak, *Le groupe des Dix ou les avatars des rapports entre science et politique*, Paris, Editions du Rocher, 1997.

¹⁶⁵³ Nicolas Belorgey, Frédéric Chateigner, Mathieu Hauchecorne, Etienne Penissat, « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, p. 6.

¹⁶⁵⁴ On trouvera de nombreux renseignements dans le récit autobiographique de Serge Moscovici, *Chronique des années égarées. Récit autobiographique*, Paris, Stock, 1997. Cf. également Pascal Dibie, « Serge Moscovici », in Jacques Julliard et Michel Winock, *Dictionnaire des intellectuels français, op. cit.*, pp. 984-986.

¹⁶⁵⁵ Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1968, p. 11.

¹⁶⁵⁶ *Ibid.*, p. 694.

1969¹⁶⁵⁷ –, ce séjour aux Etats-Unis constitue pour Serge Moscovici l'occasion d'approfondir sa propre réflexion sur la place de la nature dans les sociétés humaines et de prendre ses distances avec la *doxa* intellectuelle française en se familiarisant avec des courants de pensée plus marginaux¹⁶⁵⁸. De retour en France, il noue au sein de l'EPHE une collaboration féconde avec l'ethnologue Robert Jaulin ; de concert avec Alexandre Grothendieck, tous trois animent alors une exposition sur l'ethnocide dans toute la France, établissant un parallèle entre les Indiens et les paysans français, également menacés dans leur mode de vie par une modernité conquérante¹⁶⁵⁹. Serge Moscovici étudie par ailleurs le rôle des minorités dans le changement social, ce qui l'amène à se pencher sur la contre-culture et à fréquenter *Actuel* au début des années soixante-dix¹⁶⁶⁰. Serge Moscovici se situe donc à la confluence de plusieurs courants intellectuels distincts qui l'amènent à s'investir très tôt dans l'écologisme.

Proche de René Dumont, Serge Moscovici participe en 1974 à sa campagne présidentielle avant de rejoindre les Amis de la Terre¹⁶⁶¹. Il s'engage directement en politique en figurant sur la liste Paris-Ecologie aux élections municipales de 1977¹⁶⁶². En 1978, il est membre du comité national de soutien à Ecologie 78¹⁶⁶³. Il adhère aux Verts à leur création en 1984 avant de s'en éloigner au début des années quatre-vingt dix¹⁶⁶⁴. Néanmoins, au-delà de son implication militante, c'est avant tout la contribution intellectuelle de Serge Moscovici au mouvement qui retient l'attention.

A bien des égards, Serge Moscovici et André Gorz¹⁶⁶⁵ entretiennent chacun de leur côté une relation similaire avec les Amis de la Terre, même si ce dernier déclare après coup que « c'est surtout *La Gueule Ouverte* qui, à [ses] yeux exprimait le mouvement

¹⁶⁵⁷ Edgar Morin, *Journal de Californie*, Paris, Seuil, 1970.

¹⁶⁵⁸ Rémi Sussan, *Les utopies posthumaines. Contre-culture, cyberculture, culture du chaos*, Sophia-Antipolis, Omniscience, 2005, pp. 63 *sqq.*

¹⁶⁵⁹ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, *op. cit.*, p. 17.

¹⁶⁶⁰ Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil, 1978, p. 51.

¹⁶⁶¹ Serge Moscovici, « « Construire une nouvelle forme de vie ». Entretien avec Erwan Lecoeur », *Multitudes, Multitudes*, 2006, n°24, mis en ligne le 12/03/2007, consulté le 22/05/12, p. 1, <http://multitudes.samizdat.net/Creer-une-nouvelle-forme-de-vie>

¹⁶⁶² Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, *op. cit.*, p. 51.

¹⁶⁶³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Comité national de soutien à Ecologie 78. S.d.

¹⁶⁶⁴ Serge Moscovici, « « Construire une nouvelle forme de vie ». Entretien avec Erwan Lecoeur », *Multitudes, Multitudes*, 2006, n°24, mis en ligne le 12/03/2007, consulté le 22/05/12, p. 1, <http://multitudes.samizdat.net/Creer-une-nouvelle-forme-de-vie>

¹⁶⁶⁵ Sur le parcours d'André Gorz, voir *supra*, p. Sur ses idées, on peut consulter Françoise Gollain, « André Gorz était-il un écologiste ? », *Ecologie et Politique*, 2012, n°44, pp. 77-91.

écologiste »¹⁶⁶⁶. Tous deux concourent en effet à affiner l'analyse propre à l'association sur la société telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être.

Ainsi, un certain nombre des idées et des concepts développés par Serge Moscovici¹⁶⁶⁷ sont repris par Brice Lalonde dans le cadre de sa propre réflexion sur la place de la nature dans une société écologiste qu'il espère libérale, apaisée, délivrée des hiérarchies trop pesantes et des conventions artificielles. L'animateur des Amis de la Terre est par ailleurs séduit par l'idée que le naturalisme subversif ne serait pas synonyme d'archaïsme mais impliquerait au contraire une forme d'émancipation que le socialisme et le marxisme ont été incapables de mener à bien¹⁶⁶⁸. L'affiche de campagne de Brice Lalonde, dessinée à l'occasion d'une élection législative partielle en novembre 1976 et intitulée « Quand vous voudrez », témoigne tout particulièrement de l'appropriation des idées de Serge Moscovici par l'animateur des Amis de la Terre. De même, son programme présidentiel en 1981 insiste significativement sur la nécessité de « choisir sa nature »¹⁶⁶⁹.

André Gorz est de son côté à l'origine d'une réflexion approfondie sur les implications sociales du tournant environnemental et la manière dont l'écologie peut contribuer au dépassement du capitalisme¹⁶⁷⁰. André Gorz est l'un des plus constants dénonciateurs des conséquences sociales et politiques du programme nucléaire du gouvernement français qu'il résume sous l'expression marquante d'« électrofascisme »¹⁶⁷¹. Bien que les prémisses de leur réflexion soient très différentes, André Gorz et Serge Moscovici contribuent donc à la formalisation d'un écologisme autogestionnaire et antiautoritaire¹⁶⁷² qui devient la marque de fabrique des Amis de la Terre.

En fournissant à cette association des slogans mobilisateurs et des analyses de fond, André Gorz et Serge Moscovici contribuent indéniablement à l'approfondissement et à la politisation du discours des Amis de la Terre, l'une des plus novatrices de l'époque au

¹⁶⁶⁶ André Gorz, « Où va l'écologie ? », *Le Nouvel Observateur*, 14 décembre 2006, cité par Françoise Gollain, « André Gorz était-il un écologiste ? », *art. cit.*, p. 78.

¹⁶⁶⁷ Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, *op. cit.*, p. 52.

¹⁶⁶⁸ « Il faut sauver l'homme sauvage. Entretien avec Serge Moscovici », *Le Sauvage*, n°19, janvier 1975, p. 92.

¹⁶⁶⁹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 105.

¹⁶⁷⁰ André Gorz, « Introduction. Leur écologie et la nôtre (texte paru dans *Le Sauvage*, avril 1974) », in *Écologie et Politique*, Paris, Seuil, 1975, pp. 9 *sqq.*

¹⁶⁷¹ André Gorz, « Le nucléaire : un choix politique par excellence », in *Écologie et Politique*, *op. cit.*, p. 119.

¹⁶⁷² Timothée Duverger, « Écologie et autogestion dans les années 1970. Discours croisés d'André Gorz et de Cornélius Castoriadis », *Écologie et Politique*, 2013/1, n°46, p. 139.

sein de la nébuleuse écologiste. Pour autant, ces deux penseurs entretiennent alors un rapport différent au mouvement.

En effet, bien que l'ampleur et la cohérence de sa réflexion le conduisent à être aujourd'hui considéré comme un philosophe à part entière¹⁶⁷³, André Gorz exerce durant les années soixante-dix une activité essentiellement journalistique au sein du *Nouvel Observateur* et, dans une moindre mesure, au sein du *Sauvage*¹⁶⁷⁴. A ce titre, il écrit des articles dans des domaines relativement variés (l'automobile, l'énergie, l'industrie) dont l'essentiel est réédité sous la forme d'un ouvrage publié au Seuil en 1975 dans un style accessible au plus grand nombre¹⁶⁷⁵. Sa pensée est donc plus facile d'accès que celle de Serge Moscovici qui, en dehors de ses ouvrages scientifiques, se contente de quelques articles écrits de sa main¹⁶⁷⁶ ou d'entretiens dont la haute tenue intellectuelle et le caractère théorique contribuent au caractère surplombant de sa pensée¹⁶⁷⁷. Comme le remarque justement Jean-Paul Ribes, « Pour un universitaire, nous le trouvions bien « branché » et plutôt militant ; pour un militant, il nous paraissait très universitaire »¹⁶⁷⁸. Au sein des Amis de la Terre, c'est indéniablement cette seconde dimension qui l'emporte comme en témoigne leur projet de création d'un conseil consultatif composé d'intellectuels dans lequel Serge Moscovici aurait figuré en bonne place¹⁶⁷⁹.

Les deux intellectuels ont donc recours à des médiums différents pour diffuser leur pensée ; plus généralement, leur investissement inégal dans une démarche de vulgarisation détermine une appropriation très différente de leurs idées au sein de la nébuleuse.

Si André Gorz et Serge Moscovici s'attachent avant tout à réfléchir sur l'écologisme pour peser sur la nébuleuse par le biais de leurs idées, Alain Touraine va plus loin en cherchant à déterminer le développement du mouvement. Sociologue du travail, il s'intéresse dans ses premiers travaux à la question de la conscience ouvrière avant de se tourner, au début des années soixante-dix, vers l'analyse des nouveaux mouvements

¹⁶⁷³ Françoise Gollain, « André Gorz était-il un écologiste ? », *art. cit.*, p.78.

¹⁶⁷⁴ Mathieu Albouy, *Le Sauvage (1973-1980)*, *op. cit.*, p. 26.

¹⁶⁷⁵ Michel Bosquet/André Gorz, *Ecologie et Politique*, *op. cit.*

¹⁶⁷⁶ Serge Moscovici, « La Villette, nous voilà ! », *Le Courrier de la Baleine. Spécial Paris-Ecologie. Supplément au n°25*, février-mars 1977, p. 7.

¹⁶⁷⁷ « Il faut sauver l'homme sauvage. Entretien avec Serge Moscovici », *Le Sauvage*, n°19, janvier 1975, pp. 92 *sqq.* Dominique Simonnet, « Nous avons gagné les élections. Entretien avec Serge Moscovici », *La Gueule Ouverte*, n°149, 16 mars 1977, pp. 14 *sqq.*

¹⁶⁷⁸ Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, *op. cit.*, p. 51.

¹⁶⁷⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre, réunion du 16 mai 1977.

sociaux¹⁶⁸⁰. Alain Touraine donne d'emblée une définition très particulière de ce phénomène, estimant que dans chaque société il existe un mouvement social incarnant l'ensemble du projet de changement social. A ses yeux, il n'existe donc qu'un seul véritable mouvement social dans une société donnée et il revient au sociologue d'en repérer les manifestations parmi le foisonnement des luttes diverses¹⁶⁸¹. Selon Alain Touraine, le mouvement ouvrier a longtemps joué ce rôle de conflit central dans la société mais il ne serait plus en mesure de le faire du fait des transformations sociologiques, démographiques et politiques de la classe ouvrière. C'est pourquoi, après en avoir défini les contours théoriques, le sociologue part à la recherche des manifestations concrètes de ce mouvement social dans les luttes qui agitent la société de son temps¹⁶⁸².

Après avoir un temps envisagé que la contestation étudiante puisse incarner ce mouvement social, Alain Touraine se tourne vers la lutte antinucléaire en faisant l'hypothèse que le conflit social majeur de son époque opposerait les populations aux appareils institutionnels qui cherchent à leur imposer un certain type de conduites en fonction de leurs propres intérêts¹⁶⁸³. Fondamentalement, la lutte antinucléaire serait une lutte contre la technocratie. Cependant, aux yeux du sociologue, pour réaliser pleinement cette potentialité, la lutte antinucléaire ne doit pas se cantonner à la seule défense d'un site et de ses riverains mais prendre conscience de la nécessité de se confronter directement aux appareils technocratiques¹⁶⁸⁴. Pour vérifier cette hypothèse et déterminer si le mouvement antinucléaire est bien ce qu'il pourrait être, Alain Touraine et son équipe ont recours à une méthode d'enquête particulière : l'intervention sociologique. Après avoir observé des groupes de militants, « les chercheurs, ayant élaboré leurs hypothèses, indiquent aux groupes ce qui leur semble être le sens le plus élevé possible de leur action et les amènent à se placer de ce point de vue pour le comprendre »¹⁶⁸⁵. L'équipe de sociologue s'implique donc directement dans l'enquête non pas par le biais d'une simple observation participante mais en tentant d'orienter la réflexion des militants sur le sens

¹⁶⁸⁰ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 63.

¹⁶⁸¹ *Ibidem*.

¹⁶⁸² Alain Touraine et alii, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980, p. 11.

¹⁶⁸³ *Ibid.*, pp. 11-13.

¹⁶⁸⁴ *Ibid.*, p. 14.

¹⁶⁸⁵ *Ibid.*, p. 21.

souhaitable à donner à leur action, en fonction d'une grille de lecture définie au préalable, processus qu'il désigne sous le terme de « conversion »¹⁶⁸⁶.

L'équipe constitue ainsi deux groupes d'analyse à la fin de l'année 1977, l'un à Malville, l'autre à Paris, rassemblant à chaque fois des militants écologistes, des syndicalistes et des scientifiques dont les débats, orientés et guidés par les sociologues, forment le cœur de *La prophétie nucléaire* ouvrage qui résume l'ensemble de l'enquête¹⁶⁸⁷. Outre les séances consacrées aux discussions au sein du groupe, les militants sont également confrontés à des interlocuteurs divers qu'il s'agisse de représentants de haut niveau d'EDF et du CEA, de généraux, de dirigeants du PCF et de la majorité¹⁶⁸⁸. La collaboration qui se noue entre les sociologues et une partie de la nébuleuse écologiste est donc profondément originale dans la mesure où elle repose sur une forte implication de ces intellectuels sur la signification même à donner au mouvement, sur la stratégie à adopter et les combats à mener en priorité.

A partir de l'automne 1978, l'équipe d'Alain Touraine présente des résultats provisoires de son enquête lors d'une réunion nationale du Réseau des Amis de la Terre puis devant le groupe de Lille. Elle participe également aux assises du retraitement organisées en Basse-Normandie par le CRILAN et le CCPAH. Enfin, dans le courant de l'année 1979, d'autres réunions de présentation sont organisées avec les groupes antinucléaires de Montélimar, Malville, La Hague, Nantes ou encore Strasbourg¹⁶⁸⁹.

Aux yeux de nombreux militants, cette enquête est d'autant plus intéressante qu'elle produit ses premiers résultats dans l'année qui suit la manifestation du 31 juillet 1977 à Malville, à l'occasion de laquelle l'un des manifestants trouve la mort, événement qui contribue à une certaine démobilisation au sein de la contestation antinucléaire. Ainsi, comme le soulignent Zsuzsa Hegedus et Alain Touraine,

« l'intervention est pour les militants un moyen d'analyser les causes de leur échec et de l'éclatement du mouvement. Elle est aussi un lieu privilégié où ils peuvent réfléchir sur les conditions nécessaires pour que le mouvement acquière une capacité d'organisation politique. Notre intervention répond donc à une forte demande, clairement exprimée par les militants eux-mêmes »¹⁶⁹⁰

¹⁶⁸⁶ « Les chercheurs avaient l'intention de tenter la conversion des groupes, c'est-à-dire de les amener à analyser leur lutte du point de vue du mouvement social qu'ils pensaient présent en elle ». *Ibid.*, p. 27.

¹⁶⁸⁷ L'ouvrage paraît en 1980.

¹⁶⁸⁸ *Ibid.*, p. 25.

¹⁶⁸⁹ *Ibid.*, p. 28.

¹⁶⁹⁰ Alain Touraine et alii, *La prophétie anti-nucléaire, op. cit.*, p. 50.

La méthode de l'intervention sociologique n'implique donc pas que les militants soient totalement sous l'influence de l'équipe de sociologues. Dans une période marquée aux yeux de beaucoup par un reflux des idées écologistes, les groupes constitués à cette occasion apparaissent comme des forums où il est possible de débattre des formes d'actions souhaitables pour le mouvement dans un espace de discussions suscité dans le cadre d'une analyse scientifique, donc *a priori* plus neutre et plus serein que le groupe militant proprement dit. De ce point de vue, la méthode de l'intervention sociologique s'apparente à une auto-analyse.

Les propositions des sociologues peuvent par ailleurs faire office de boîte à outil idéologique. Dans ce contexte, la labellisation de la contestation anti-nucléaire comme mouvement social exprimant le conflit majeur de la société post-industrielle représente à l'évidence une ressource politique de première importance pour une nébuleuse toujours en quête de légitimité. Comme l'a souligné Sylvie Ollitrault, cette expérience illustre donc une forme de circularité des discours savant et militant¹⁶⁹¹. En effet, les militants écologistes sont particulièrement disposés à intégrer les analyses de ces chercheurs dans leurs propres discours, contribuant en retour à la validation de ces théories¹⁶⁹².

Outre la réflexion sur le sens à donner à la contestation antinucléaire, la collaboration entre l'équipe d'Alain Touraine et les Amis de la Terre se fonde sur une proximité idéologique et politique. Proche du PS et plus particulièrement du courant rocardien¹⁶⁹³, le sociologue participe par exemple à un comité « environnement et nucléaire » mis en place par le parti en avril 1977 pour « étudier les problèmes d'environnement et de civilisation liés à l'utilisation civile » de cette énergie¹⁶⁹⁴. Or, certains des groupes les plus influents des Amis de la Terre entretiennent des liens déjà anciens avec les milieux de la deuxième gauche¹⁶⁹⁵. Dans ce contexte, la participation à l'enquête d'Alain Touraine et l'appropriation de ses théories sont l'occasion de resserrer ces liens et d'affirmer l'appartenance de l'écologisme à la gauche la plus moderne.

¹⁶⁹¹ Sylvie Ollitrault, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 1996/9, n°36, p. 142.

¹⁶⁹² *Ibidem*.

¹⁶⁹³ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement*, op. cit., p. 127.

¹⁶⁹⁴ Centre des Archives Socialistes. Fonds Robert Pontillon. 8 FP 3/124. *Rapport du comité « Environnement et nucléaire » du Parti Socialiste*. 1^{er} décembre 1977.

¹⁶⁹⁵ Les Amis de la Terre de Paris participent ainsi au CLAS (Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste) en 1973 et 1974. Cf. CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris – réunion du 28 février 1974. Par ailleurs, les Amis de la Terre organisent avec le PSU une semaine de manifestations diverses contre le nucléaire en avril 1975. Cf. CARAN. Fonds PSU. AP 581/43. Dossier 173. Dépôt d'une déclaration de manifestation. S.d. [avril 1975].

Parmi les groupes de province, les Amis de la Terre de Lille se montrent particulièrement réceptifs aux idées défendues par l'équipe du sociologue, estimant que ce travail a énormément fait avancer l'association¹⁶⁹⁶. En 1980, le manifeste proposé par ce groupe se réclame explicitement des réflexions théoriques d'Alain Touraine, s'exclamant, de manière potache mais significative, « Marx est mort ! Vive Touraine ! »¹⁶⁹⁷. Selon ce manifeste rédigé par l'ensemble des Amis de la Terre de Lille, il est nécessaire d'assumer dans la société l'existence d'un conflit dont la résolution négociée entre l'ensemble des parties permettrait d'accéder à une forme supérieure d'organisation¹⁶⁹⁸. Ce constat conduit Pierre Radanne, l'animateur du groupe, à souligner que l'écologisme ne doit pas se replier sur une lutte purement culturelle, refermée sur la seule identité écologiste, mais doit au contraire assumer la dimension proprement politique et sociale de sa démarche¹⁶⁹⁹. De son point de vue, cela implique notamment une stratégie d'alliance étroite avec la CFDT et plus largement avec les organisations de gauche¹⁷⁰⁰.

Ainsi, au-delà de l'usage proprement réflexif des propositions d'Alain Touraine, les Amis de la Terre en font également une utilisation politique. La définition que le sociologue donne du mouvement social s'inspire en effet directement des fonctions couramment attribuées au mouvement ouvrier jusqu'aux années soixante. En se réclamant des idées d'Alain Touraine, les Amis de la Terre se placent donc leur association, et plus largement la nébuleuse écologiste, dans le sillage des grands combats de la gauche. La théorie du mouvement social fournit donc une justification théorique au projet d'une stratégie d'alliance avec les forces de gauche dont ils espèrent se rapprocher sans pour autant s'y fondre¹⁷⁰¹.

Les propositions et la démarche d'Alain Touraine ne font cependant pas l'unanimité au sein du mouvement. Yves Lenoir, membre des Amis de la Terre de Fontainebleau, a appartenu au groupe placé sous la responsabilité de Zsuzsa Hegedus et déclare ne pas avoir été complètement convaincu par la méthode¹⁷⁰². En tant qu'ingénieur, il souligne qu'il était plus sensible à la dangerosité des déchets produits par cette activité qu'à ses

¹⁶⁹⁶ « Accroître la capacité de réflexion », *L'envert du nord*, n°23, mai 1980, p. 7.

¹⁶⁹⁷ « Le manifeste de derrière les fagots », *L'envert du Nord*, n°26, octobre 1980, p. 31.

¹⁶⁹⁸ *Ibid.*, p. 11.

¹⁶⁹⁹ *Ibid.*, p. 20.

¹⁷⁰⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre – réunion du 15 janvier 1979.

¹⁷⁰¹ Brice Lalonde, « La civilisation du Club Méditerranée », *Le Sauvage*, n°62, février 1979, p. 6.

¹⁷⁰² Echange de courriel avec l'auteur. 10/10/11.

implications politiques qui lui « apparaissait comme une sorte d'exercice abstrait basé sur des considérations fumeuses »¹⁷⁰³. Il reconnaît que cette expérience l'a amené à prendre davantage en compte « l'emprise doctrinale de la secte atomique sur l'ensemble des acteurs politiques et sociaux » et convient qu'il faudrait relire *La prophétie antinucléaire*¹⁷⁰⁴.

Autre membre éminent des Amis de la Terre, Pierre Samuel exprime des positions qui, bien qu'empreintes d'une certaine ironie bienveillante, n'en restent pas moins catégoriques lorsqu'il déclare :

« J'accuse Alain Touraine et son équipe d'avoir fait tourner en bourrique et d'avoir déboussolé une vingtaine de malheureux écologistes en leur posant un problème insoluble, en les mettant dans des conditions où ils ne pouvaient pas le résoudre. [...] Valait-il la peine d'user de procédés manipulateurs pour faire comprendre aux antinucléaires qu'ils forment un « mouvement social » ? Le mouvement se prouve en marchant »¹⁷⁰⁵.

Fondamentalement, Pierre Samuel récuse le type de relation établie entre l'intellectuel et les militants. Loin d'y voir une collaboration mutuellement fructueuse, il voit dans cette démarche une forme de manipulation qui profiterait avant tout au sociologue et ne permettrait pas au mouvement d'avancer dans sa réflexion. A ses yeux, chercher à définir un conflit central dans la société n'est pas adapté à la démarche des écologistes et il serait dommageable de réduire leur militantisme à la seule lutte antinucléaire. Pierre Samuel considère en effet que les aspirations des écologistes sont plus variées et qu'il serait intellectuellement plus profitable de réfléchir à la définition d'un nouvel équilibre entre nature et culture¹⁷⁰⁶.

De manière plus abrupte encore René Commandeur, membre du MEP (Mouvement d'Ecologie Politique), tendance du mouvement écologiste distincte des Amis de la Terre, fustige le mirage de l'émergence d'une nouvelle gauche dont les écologistes seraient le ferment et la matrice, concluant dédaigneusement que « certains Amis de la Terre que je rencontre avec leur Touraine sous le bras me font bien rigoler... »¹⁷⁰⁷. Une telle observation montre que la définition de l'écologisme comme un mouvement social, qui convient dans une large mesure aux Amis de la Terre, est rejetée par une autre tendance au nom de la dénonciation du productivisme. Les écologistes du MEP refusent en effet de

¹⁷⁰³ *Ibidem.*

¹⁷⁰⁴ *Ibidem.*

¹⁷⁰⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Note de Pierre Samuel. 15 février 1979.

¹⁷⁰⁶ *Ibidem.*

¹⁷⁰⁷ Musée du Vivant. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie – Courrier ». Lettre de René Commandeur à Europe-Ecologie. 3 octobre 1979.

se ranger à gauche, considérant que celle-ci est porteuse, tout comme la droite, d'une idéologie tentant à privilégier les grandes unités de production, la centralisation et la hiérarchisation des tâches¹⁷⁰⁸.

Les Amis de la Terre, et singulièrement le groupe de Paris, entretiennent donc des liens relativement étroits avec un certain nombre d'intellectuels. Il ne fait guère de doute que l'implantation de cette association dans la capitale, lieu d'activité de nombreux universitaires et journalistes, favorise les prises de contact et l'établissement de réseaux pérennes. Au-delà de ce facteur géographique, *Le Sauvage*, qui gravite dans l'orbite du *Nouvel Observateur*, apparaît comme un lieu d'échange privilégié avec les intellectuels de la deuxième gauche.

Dans un contexte où l'écologie est sans cesse remis en cause dans ses analyses comme dans son existence, le recours à des références intellectuelles est un moyen d'asseoir sa légitimité et de contribuer à la profondeur de ses analyses. Les Amis de la Terre vont cependant plus loin et s'illustrent par la variété de leurs usages de ces références qui contribuent à la réflexion théorique sur l'essence de l'écologie, sur la stratégie à adopter et qui servent également de ressource proprement politique.

Les écologistes semblent donc portés à s'appropriier, et parfois à détourner, des concepts et des idées en fonction de leurs propres besoins idéologiques et politiques. Pourtant, chercher à comprendre la fabrique de l'écologie en ne tenant compte que des multiples formes de réception des idées émises par les intellectuels par les militants paraît trop réducteur d'autant que beaucoup de militants ont un rapport lointain à l'égard des intellectuels.

c. Un rapport pragmatique aux intellectuels

Dès lors que l'analyse se concentre sur les animateurs de la nébuleuse écologiste, le rôle des intellectuels paraît central tant pour légitimer le mouvement que pour alimenter ses réflexions. Néanmoins, en déplaçant le regard vers les militants et la manière dont ils s'approprient ces idées et ces prescriptions, la configuration générale des rapports entre les écologistes et les intellectuels change profondément.

¹⁷⁰⁸ « Esquisse de programme », *Action écologique*, n°2, décembre 1975, p. 3.

Alors que les transformations du champ médiatique amènent une évolution du rapport des Français à la culture et aux idéologies, il apparaît ainsi que les militants écologistes entretiennent une relation distanciée et pragmatique avec les intellectuels et leurs idées.

De fait, si l'on excepte la discussion des propositions d'Alain Touraine qui suscitent un réel débat au sein des Amis de la Terre, il semble que dans la plupart des cas, les réflexions des penseurs de l'écologisme demeurent lointaines pour de nombreux militants.

L'exemple de Robert Hainard est sur ce point particulièrement révélateur. Jean Jacob consacre de longs développements à la pensée de l'artiste suisse¹⁷⁰⁹ qui est particulièrement salué par certains animateurs de la nébuleuse écologiste ; Philippe Lebreton le considère ainsi comme un « père spirituel »¹⁷¹⁰ tandis qu'Antoine Waechter le cite parmi ses sources d'inspiration¹⁷¹¹. Pourtant, Robert Hainard est peu impliqué dans les débats idéologiques et politiques de l'écologisme français où il est finalement peu cité, en particulier dans la seconde moitié des années soixante-dix. En outre, sa participation à des actions organisées par le mouvement est peu fréquente. En 1973, il participe à une journée de débat autour du thème « énergie et société » organisée par la Société d'étude et de protection de la nature en Loir-et-Cher aux côtés de Bernard Charbonneau, de Pierre Samuel ou encore du dessinateur Reiser¹⁷¹². De même, seul le Mouvement écologique se réclame de ses analyses en soulignant par exemple combien la civilisation industrielle s'est organisée autour de l'exploitation illimitée de la nature. Ces références directes et explicites demeurent pourtant rares¹⁷¹³. De son côté, *La Gueule Ouverte* consacre un seul grand entretien à Robert Hainard¹⁷¹⁴. Les références à son œuvre restent donc éparses, ponctuelles et allusives ; elles tendent par ailleurs à être moins nombreuses dans la seconde moitié des années soixante-dix comme si l'urgence de la lutte antinucléaire et la participation aux élections l'emportaient sur le débat

¹⁷⁰⁹ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, op. cit., pp. 86 sqq.

¹⁷¹⁰ Isabelle Mauz, « Philippe Lebreton », *Dictionnaire en ligne des acteurs de la protection de la nature et de l'environnement*, mis en ligne le 19/01/11, <http://ahpne.fr/spip.php?article103>, consulté le 23/01/11.

¹⁷¹¹ Antoine Waechter, *Dessine-moi une planète. L'écologie maintenant ou jamais*, Paris, Albin Michel, 1990, p. 15.

¹⁷¹² « Tous à Blois », *Le Sauvage*, n°14, juin 1974, p. 46.

¹⁷¹³ [Mouvement écologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 45.

¹⁷¹⁴ Asselin, « Même si on me prouvait que les loups sont inutiles. Entretien avec Robert Hainard », *La Gueule Ouverte*, n°164, 30 juin 1977, pp. 4-5.

d'idées¹⁷¹⁵. De fait, si Robert Hainard est un père spirituel pour la nébuleuse écologiste, il est incontestablement absent.

Bernard Charbonneau est sans nul doute davantage connu des militants écologistes. Il tient en effet de manière irrégulière une « chronique du terrain vague » dans *La Gueule Ouverte* entre 1973 et 1977¹⁷¹⁶. Cette collaboration achevée, il continue à intervenir dans le journal par ses lettres¹⁷¹⁷ et en participant à différents débats organisés dans ce cadre¹⁷¹⁸. La diffusion appréciable de ce périodique tout au long des années soixante garantit donc à Bernard Charbonneau une relative popularité au niveau national. Par ailleurs, le témoignage de Noël Mamère atteste de l'aura de Bernard Charbonneau en Aquitaine où il participe au Comité de sauvegarde de la côte aquitaine¹⁷¹⁹, organise des groupes de réflexion – les entretiens du Boucau et le groupe du chêne – qui amènent le futur député-maire de Bègles à « poser un autre regard sur le monde et les hommes »¹⁷²⁰. Bernard Charbonneau n'est donc certainement pas un inconnu pour les militants écologistes des années soixante-dix. En revanche, rien n'indique qu'il ait bénéficié au sein de la nébuleuse d'un écho particulier. Son ouvrage *Le Feu Vert* ne bénéficie ainsi que d'une recension par Pierre Samuel dans *le Courrier de la Baleine*¹⁷²¹.

Il semble ainsi que les œuvres des penseurs de l'écologisme ne constituent pas dans les années soixante-dix un corpus de références qui formeraient le bagage intellectuel courant de la plupart des militants. Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées pour expliquer cette situation qui contraste avec la période actuelle où ces œuvres tendent à être redécouvertes et réétudiées¹⁷²².

La plupart des auteurs aujourd'hui considérés comme canoniques dans le domaine de l'écologisme construisent une pensée philosophique qui n'est pas toujours facile d'accès. Ainsi, l'entretien avec Jacques Ellul publié dans *La Gueule Ouverte* est précédé d'une

¹⁷¹⁵ Il faut par ailleurs souligner que Robert Hainard ne publie aucun ouvrage entre 1972 (date de parution d'*Expansion et nature : une morale à la mesure de notre puissance*) et les années quatre-vingt où il consacre à l'écriture de livres naturalistes.

¹⁷¹⁶ Bernard Charbonneau, « Chronique du terrain vague », *La Gueule Ouverte*, n°157, 11 mai 1977, p. 4.

¹⁷¹⁷ « Courrier. La liquidation des ruraux par Bernard Charbonneau », *La Gueule Ouverte*, n°232, 18 octobre 1978, p. 2.

¹⁷¹⁸ Régis Pluchet, « Que faire de Nature et Progrès ? », *La Gueule Ouverte*, n°186, 1^{er} décembre 1977, p. 9.

¹⁷¹⁹ Noël Mamère, *Mes vertes années*, op. cit., p. 75.

¹⁷²⁰ Noël Mamère, « Préface », in Simon Charbonneau, *Résister pour sortir du développement : le droit entre nature et liberté*, Paris, Editions Sang de la Terre, 2009, pp. 7-8.

¹⁷²¹ Pierre Samuel, « Une autocritique du mouvement », *Le Courrier de la Baleine*, n°56, novembre-décembre 1980, p. 20.

¹⁷²² Sébastien Morillon, *Jacques Ellul et Bernard Charbonneau : une pensée commune au fil du siècle (1910-1996)*, thèse en cours sous la direction de Laurent Vidal, Université de La Rochelle.

mise au point de plusieurs pages destinée à présenter son œuvre, corriger certaines erreurs courantes à son sujet et à en souligner l'intérêt pour les écologistes¹⁷²³. De même, Michel Rodes commence son entretien avec Jacques Ellul en lui demandant de réagir à une accusation récurrente contre son œuvre selon laquelle celle-ci ne pourrait aboutir à aucune action concrète¹⁷²⁴. Ainsi, il est possible qu'une telle réflexion, en dépit de son intérêt, ne réponde pas à la demande sociale des militants tournés vers la contestation antinucléaire et convaincus que le changement de société ne pourra s'opérer que sur le terrain et non à la faveur d'une construction intellectuelle complexe.

Par ailleurs, ces intellectuels se tiennent d'ordinaire à l'écart des querelles d'appareil et des luttes de terrain qui absorbent de plus en plus les écologistes. Bernard Charbonneau reconnaît lui-même qu'il n'est ni un organisateur ni un meneur d'hommes¹⁷²⁵. Par ailleurs, un certain nombre de ces intellectuels se tiennent éloignés de Paris. Bernard Charbonneau et Jacques Ellul sont ainsi très attachés à leur Aquitaine natale tandis que Robert Hainard vit en Suisse. De fait, leur rayonnement local, parfois indéniable – c'est le cas pour Bernard Charbonneau au sein de la SEPANSO¹⁷²⁶ – ne compense pas totalement leur marginalité géographique.

La difficulté d'accès d'une œuvre, le décalage générationnel entre un penseur et des militants sont des facteurs structurels certes importants mais qui ne suffisent probablement pas à définir l'attitude des écologistes à l'égard des intellectuels.

Plusieurs indices suggèrent en effet que de nombreux militants cherchent délibérément à structurer leur pensée en mobilisant et mêlant des éléments de réflexion issus de plusieurs penseurs différents.

Sur ce point, il ne fait aucun doute que les périodiques écologistes encouragent des effets de modes, insistant un temps sur l'importance d'un penseur avant de s'en désintéresser. Ainsi, l'équipe de *La Gueule Ouverte* se montre un temps très sensible aux théories d'Henri Laborit, chercheur en neurosciences et philosophe. En 1974, Isabelle Cabut parle ainsi de *La Nouvelle Grille* comme d'un « ouvrage obligatoire pour notre

¹⁷²³ Jean-François Pressicaud, « Réalités sans utopie », *La Gueule Ouverte*, n°11, septembre 1973, p. 22.

¹⁷²⁴ Michel Rodes, « Entretien avec Jacques Ellul », *La Gueule Ouverte*, n°11, septembre 1973, p. 24.

¹⁷²⁵ Michel Rodes, « Bernard Charbonneau : quel militantisme entre réflexions théoriques et pratiques de terrain ? », in [Collectif], *Bernard Charbonneau, op. cit.*, p. 132.

¹⁷²⁶ *Ibid.*, p. 133.

programme » car il permettrait à chacun de mieux se comprendre¹⁷²⁷. Quelques mois plus tard, elle ajoute qu'il est nécessaire de s'appuyer sur les réflexions de Laborit pour sortir de l'à-peu-près intellectuel et ainsi approfondir des thèmes évoquées de plusieurs années déjà par les écologistes¹⁷²⁸. Arthur, autre pilier du journal, semble partager son opinion¹⁷²⁹. Cette vogue en faveur de Laborit au sein de *La Gueule Ouverte* ne dure cependant qu'un temps avant d'être rapidement remise en cause.

En juillet 1975, Lambert conteste l'idée que tout militant digne de ce nom se devrait d'avoir lu l'œuvre de Laborit et regrette que le mettre en avant soit devenu au sein du journal un argument d'autorité¹⁷³⁰. Fustigeant l'analyse à ses yeux trop sommaire des phénomènes sociaux proposée par Laborit car calquée sur les phénomènes biologiques, Lambert va plus loin en critiquant la figure même de l'intellectuel, qu'il considère comme une réponse à un sentiment d'insécurité ressenti par la plupart des militants¹⁷³¹. De fait, à partir du milieu des années soixante-dix, *La Gueule Ouverte* ne fait presque plus allusion aux théories de Laborit.

L'exemple de la réception de l'œuvre d'Henri Laborit par *La Gueule Ouverte* atteste d'une certaine versatilité du rapport des écologistes aux intellectuels. Ce phénomène peut s'expliquer non pas seulement par l'éventuelle difficulté d'accès à une œuvre mais plus fondamentalement par la transformation des modes d'accès aux idées de ces penseurs qui passent de plus en plus par la presse, qu'elle soit grand public ou militante.

Dans *Le Sauvage*, Laurent Samuel dresse ainsi une sorte de tableau comparatif des idées de six intellectuels différents autour du changement social¹⁷³². De l'apologie de la contre-culture chez Théodore Roszak à la notion de mouvement social imaginé par Alain Touraine en passant par la nécessité de développer des activités autonomes mise en avant par Pierre Rosanvallon, le lecteur est en quelque sort invité à se prononcer¹⁷³³. De fait, durant les premières années de son existence, *Le Sauvage* s'attache à publier dans chacun de ses numéros un entretien avec un intellectuel sollicité pour se prononcer sur la crise

¹⁷²⁷ « Isabelle monte en chaire. Je nous souhaite la politique », *La Gueule Ouverte*, n°34, 1^{er} janvier 1974, p. 2.

¹⁷²⁸ Henri Laborit, « Voyage dans la tête », *La Gueule Ouverte*, n°59, 25 juin 1975, p. 5.

¹⁷²⁹ Arthur, « La guerre civile a commencé ! », *La Gueule Ouverte*, n°37, 22 janvier 1974, p. 16.

¹⁷³⁰ Lambert, « Gare aux gourous », *La Gueule Ouverte*, n°61, 9 juillet 1975, p. 11.

¹⁷³¹ *Ibidem*.

¹⁷³² Laurent Samuel, « Le changement social en six contorsions », *Le Sauvage*, n°72, automne 1980, pp. 60

sqg.

¹⁷³³ *Ibidem*.

écologique¹⁷³⁴, l'apport éventuel de la science écologique ou encore l'évolution des civilisations¹⁷³⁵. Chaque entretien a vocation à se suffire à lui-même sans qu'une coopération sur le long terme ne se noue nécessairement entre le journal et la personne interviewée. Cette situation traduit l'évolution générale des sources de la reconnaissance intellectuelle qui passe de plus en plus par les médias grand public comme en témoigne le succès peu durable des « Nouveaux Philosophes » à la fin des années soixante-dix¹⁷³⁶.

Ainsi, la pensée des clercs n'est pas considérée comme le squelette ou le fondement d'une réflexion plus large sur l'écologisme : elle n'en est qu'un élément parmi d'autres. De fait, les revues militantes elles-mêmes aspirent à jouer par l'entremise de leurs journalistes un rôle d'intellectuel collectif à la recherche d'une nouvelle société.

En octobre 1974, Pierre Samuel, membre éminent des Amis de la Terre, se réjouit ainsi que la presse écologiste ne se contente plus de condamner la pollution et qu'elle se refuse de laisser la définition d'un projet de société aux partis politiques¹⁷³⁷. De même, l'équipe du *Courrier de la Baleine* déclare en 1976 vouloir animer par ses articles une réflexion générale sur ce qu'est l'écologie, ce que doit être une société écologique et les tactiques à employer dans ce but¹⁷³⁸. Sur ce point, la rédaction de *La Gueule Ouverte* est probablement celle qui proclame le plus clairement son ambition de faire du journal un « centre itinérant de rencontre et de recherche »¹⁷³⁹ où les lecteurs, envisagés comme des militants, seraient constamment impliqués. Isabelle Cabut, alors rédactrice en chef, présente ainsi le numéro 30 du journal comme quinze pages « tournées vers une recherche des causes de notre dépossession, de notre aliénation, dont beaucoup, loin d'être le seul fait d'un « gouvernement » ni même d'une « civilisation », sont ancrées en nous »¹⁷⁴⁰. Cette posture de recherche, d'ouverture et de réflexivité qui devrait être, selon le journal, l'apanage de tout écologiste est ainsi présentée au sein de *La Gueule Ouverte* comme un moyen de se distinguer d'un militantisme classique considéré comme routinier

¹⁷³⁴ « Un peuple de paysans et d'artisans. Interview exclusive de Bertrand de Jouvenel », *Le Sauvage*, n°22, octobre 1975, pp. 47 *sqq.*

¹⁷³⁵ « Nous avons rencontré un sage à Manhattan. Entretien avec René Dubos », *Le Sauvage*, n°19, janvier 1975, pp. 80 *sqq.*

¹⁷³⁶ Jacques Le Goff, *Mai 68, op. cit.*, p. 416.

¹⁷³⁷ Pierre Samuel, « Presse et pensée écologiste », *La Gueule Ouverte*, n°24, octobre 1974, p. 3.

¹⁷³⁸ « Editorial », *le Courrier de la Baleine*, n°18, périodicité non précisée, p. 1.

¹⁷³⁹ « Isabelle monte en chaire », *La Gueule Ouverte*, n°29, 27 novembre 1974 p. 3.

¹⁷⁴⁰ « Isabelle monte en chaire », *La Gueule Ouverte*, n°30, 4 décembre 1974, p. 2.

et aveuglement fidèle à une idéologie¹⁷⁴¹. Dans une moindre mesure, *Le Sauvage* partage cette démarche. Lors de la mise en place de la nouvelle formule trimestrielle, la rédaction écrit que ses analyses visent à aider à l'apparition d'une nouvelle société qu'il s'agit d'inventer et d'outiller¹⁷⁴². Les lecteurs sont invités à participer à cette entreprise, notamment par le biais de petites annonces dans le cadre d'une rubrique significativement intitulée « changer la vie », qui rassemble très rapidement des appels à constituer des communautés rurales¹⁷⁴³.

Ainsi, contrairement à ce qu'une approche centrée sur les seuls intellectuels pourrait laisser croire, les militants écologistes entretiennent finalement un rapport relativement distancié avec les œuvres et les acteurs cherchant à définir cette nouvelle forme de militantisme. Cette situation peut s'expliquer par la difficulté d'accès à ces œuvres mais aussi, plus profondément, par les transformations des modes d'appropriation de la culture dans les années soixante-dix.

Il est indéniable que considérer les lecteurs comme des militants constamment en recherche et les journaux comme des laboratoires tient au moins autant de la posture que de la réalité. Cette approche n'en conduit pas moins à relativiser l'importance des intellectuels¹⁷⁴⁴ dont la contribution à la fabrique de l'écologisme n'est certes pas à négliger mais qui ne suffit pas à comprendre la complexité de la fabrique de l'écologisme qui s'élabore avant tout au fil des événements.

d. L'écologisme, une coopérative intellectuelle ?

En tant qu'animateurs de la nébuleuse écologiste Brice Lalonde, Solange Fernex ou encore Philippe Lebreton sont en contact régulier avec des intellectuels, universitaires ou journalistes, dans le cadre de leurs activités militantes. Pourtant, résumer la fabrique de l'écologisme à ces seuls acteurs reviendrait à laisser de côté la très grande majorité des

¹⁷⁴¹ « Les petits pas du réformisme. Propos recueillis par Isabelle », *La Gueule Ouverte*, n°106, 19 mai 1976, p. 3.

¹⁷⁴² « Cher lecteur du nouveau *Sauvage* (trimestriel) », *Le Sauvage*, n°18, octobre 1974, p. 35. « Nous décrirons donc les percées significatives qu'il s'agisse de l'astrophysique, de la nouvelle science du cerveau, du mouvement communautaire, de l'économie du recyclage, des techniques douces... ».

¹⁷⁴³ « Pour changer la vie », *Le Sauvage*, n°19, janvier 1975, p. 128.

¹⁷⁴⁴ Cette situation s'inscrit dans une évolution plus large du statut de l'intellectuel en France qui, d'universel, se fait spécifique. Cf. Judith Revel, « Sartre-Foucault : on change d'intellectuel », in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective, op. cit.*, p. 630 sqq.

militants, notamment en dehors de la région parisienne, où le rapport à ces questions est souvent plus distancié.

Par ailleurs, dans la mesure où l'écologie politique est organisée en de nombreux groupes largement indépendants les uns des autres, il ne saurait être question d'assimiler la fabrique intellectuelle de l'écologisme aux processus qui se déroulent dans des organisations structurées sur le plan national, où la formation des militants à l'intérieur de la structure partidariaire joue un rôle majeur. Dans les années 68, on prête aux classes moyennes, surreprésentées au sein de l'écologisme, une plus grande propension à s'identifier aux courants intellectuels d'avant-garde¹⁷⁴⁵, voire un rôle particulier dans une optique de transformation de la société¹⁷⁴⁶. Ces différents facteurs expliquent que l'écologisme n'est pas seulement un milieu militant prompt à la réception de nouvelles idées mais qu'il constitue l'une des matrices d'une réflexion autour de nouveaux modes d'élaboration des connaissances qui soient cohérents avec une approche écologique de la société.

Pour de nombreux militants des années soixante-dix, la définition de l'écologisme, de ses finalités et de ses pratiques n'est pas uniquement à chercher dans la pensée des intellectuels mais avant tout dans une démarche critique menée par les militants eux-mêmes.

Durant cette période, la vie quotidienne est donc à la fois un domaine investi par les militants et l'occasion de développer une réflexivité nouvelle à l'égard de la société. Cette démarche est plus particulièrement promue par *La Gueule Ouverte* où Isabelle Cabut vante tout particulièrement l'inventivité du marginalisme, seul capable de remettre en cause les bases mêmes de la société¹⁷⁴⁷. Cette conviction est partagée par un autre pilier du journal, Jean-Paul Lambert, qui considère que « pour que notre militantisme ne s'enlise pas dans de nouveaux enrégimentements, il doit être vécu de manière critique »¹⁷⁴⁸. Cela implique à ses yeux de renoncer à toute vérité absolue

¹⁷⁴⁵ Hubert Billefont, *L'écologie politique : une idéologie de classes moyennes*, op. cit., p. 97.

¹⁷⁴⁶ Marie-Hélène Bacqué, Stéphanie Vermeersch, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2007, p. 32.

¹⁷⁴⁷ Isabelle, « Le syndicalisme éclairé », *La Gueule Ouverte*, n°81, 26 novembre 1975, p. 10.

¹⁷⁴⁸ Lambert, « On ne sait toujours pas où on va mais on y va », *La Gueule Ouverte*, n°160, 2 juin 1977, p. 1.

pour ne plus envisager ses actions que comme des expérimentations qui interrogent sans cesse la nature et la place du pouvoir¹⁷⁴⁹.

Ainsi, pour les animateurs de *La Gueule Ouverte*, une démarche politique n'a de sens que si elle est menée de manière critique et dans une perspective proprement révolutionnaire. Cette posture se traduit donc par un élargissement de la définition donnée à l'acte politique qui n'implique pas uniquement de participer à la démocratie représentative mais s'exerce au quotidien. Une telle approche n'a rien d'une évidence et doit beaucoup au contexte des années soixante-dix. Florence Faucher a en effet montré que dans les années quatre-vingt-dix, l'étiquette verte est associée en France à la structure partidariaire *stricto sensu* alors qu'en Angleterre, l'idéologie *green* couvre un champ beaucoup plus large, incluant notamment la question des modes de vie¹⁷⁵⁰. Traquer les mécanismes de domination où qu'ils se trouvent pour les dénoncer, les subvertir ou les annihiler est commun à l'écologisme et à d'autres démarches critiques des années soixante-huit, tel le féminisme¹⁷⁵¹. En cela, l'écologisme participe d'une posture critique plus large qui valorise l'expression de la subjectivité du militant.

Le militantisme existentiel ne consiste donc pas seulement en une démarche critique et implique plus largement une valorisation des actes militants accomplis dans la vie quotidienne. Dans cette perspective, l'intellectuel se voit dépossédé de son rôle déterminant dans la fabrique de l'écologisme au profit de l'individu qui doit non seulement adopter un discours critique mais surtout changer la vie dans les faits.

Dès le début des années soixante-dix, les vagues de retour à la nature se fondent sur l'idée d'associer une rupture géographique à une transformation plus ou moins radicale des pratiques quotidiennes comme une voie pour poser les bases d'une société nouvelle¹⁷⁵². Par la suite, bien que la plupart des écologistes ne considèrent plus la démarche communautaire comme une solution politique applicable à court terme, l'aspiration à un militantisme du quotidien, attentif aux actes les plus banals, perdure.

Celui-ci peut prendre la forme de la recherche d'une relative austérité marqué par le refus ostentatoire des gadgets issus de la société de consommation (qu'il s'agisse du lave-

¹⁷⁴⁹ *Ibidem*.

¹⁷⁵⁰ Florence Faucher, *Les habits verts de la politique*, Paris, Presses de Science Po, 1999, p. 24.

¹⁷⁵¹ Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes*, *op. cit.*, p. 53.

¹⁷⁵² Danièle Hervieu-Léger, Bertrand Hervieu, *Le retour à la nature*, *op. cit.*, pp. 152 *sqq.*

vaisselle ou presse-agrumes)¹⁷⁵³. Il s'agit également de mettre en évidence l'impact environnemental des actes les plus quotidiens. Isabelle Cabut se réjouit ainsi de la virulence des réactions des lecteurs de *La Gueule Ouverte* après qu'elle eût proposé dans une recette de cuisine de mettre de la margarine dans un pâté végétal : « ça me plait vachement que les lecteurs de la G.O. [...] réagissent plus vite et plus fort à une recette de cuisine qu'à une page de dissertation écologico-philosophico-politique sur un thème donné »¹⁷⁵⁴. Isabelle Cabut oppose donc explicitement deux démarches *a priori* incomparables, déclarant préférer l'acte quotidien chargé de sens aux spéculations peut-être oiseuses sur la société dans son ensemble. De fait, cette anecdote est l'occasion pour elle d'affirmer le caractère politique et fondamental d'un militantisme existentiel.

« Ouais, élever trois laitues dans trois pots de fleurs sur un rebord de fenêtre mansardée au quatrième étage de la rue du Pot de Fer (par exemple) ça ne fait pas très costaud, question théorie révolutionnaire, lutte des classes et combat syndicaliste. Mais *ça fait plaisir !* C'est bon, c'est beau. Et ça donne envie d'autres plaisirs, d'autres beautés, plus profondes, plus collectives, plus radicales, plus absolues »¹⁷⁵⁵

Confrontés à la remise en cause de leur démarche, considérés comme par certains thuriféraires du marxisme comme infra-politique, accusés de n'être que des « mangeurs de carotte », les écologistes sont amenés à retourner le stigmate en affirmant le caractère politique et subversif de ce militantisme existentiel¹⁷⁵⁶. Cette démarche constitue dès lors une part essentielle de la fabrique de l'écologisme dans laquelle l'intellectuel n'a pas vraiment sa place. Cette approche faite d'explicitations et d'approfondissements de l'écologisme par les actes autant que par les discours trouve son origine dans une disqualification de l'intellectualisme de certains groupes gauchistes du début des années soixante-dix¹⁷⁵⁷. Elle traduit également l'idée que l'homme appartient à un ensemble écologique plus vaste avec lequel il interagit à chaque instant. Pour les militants, il existe alors un risque de tomber dans un vertige de la cohérence ; la recherche obsessionnelle d'une adéquation entre les idéaux et le comportement quotidien conduit alors à paralyser toute activité.

¹⁷⁵³ CAC. Fonds des Amis de la Terre. 20050521/1. « Le mouvement écologique et ses contradictions », *Preuves*, n°19, s.d [après juin 1974], p. 13.

¹⁷⁵⁴ Isabelle Cabut, « Les carnets de la vieille taupe », *La Gueule Ouverte*, n°103, 28 avril 1976, p. 16.

¹⁷⁵⁵ *Ibidem*.

¹⁷⁵⁶ Lambert, « Economies de bidoche », *La Gueule Ouverte*, n°75, 15 octobre 1975, p. 7.

¹⁷⁵⁷ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, op. cit.*, pp. 267 *sqq.*

Une approche critique de la vie quotidienne n'est pas la seule voie envisagée par les écologistes pour alimenter leurs réflexions sur les finalités du mouvement. En effet, dans la seconde moitié des années soixante-dix, la vie de nombreux groupes écologistes est avant tout scandée par leur participation aux élections cantonales (1976), municipales (1977), législatives (1978) puis européennes (1979). Or, la nécessité d'élaborer un programme amène les écologistes à définir leurs positions, à préciser leurs idées voire à dresser les contours de la société écologistes à venir.

De fait, les militants ne se contentent pas de dresser une liste sommaire de propositions et la perspective des campagnes électorales constitue un aiguillon pour la réflexion de l'ensemble de la nébuleuse comme en témoigne le hors-série du *Courrier de la Baleine* paru en 1977¹⁷⁵⁸ ou encore le livre *Vers une société écologique aujourd'hui* publié peu avant les législatives¹⁷⁵⁹. De même, après les élections cantonales de 1976, Ecologie et Survie rassemble un corpus de textes divers, à la fois des extraits d'ouvrages¹⁷⁶⁰, des analyses thématiques consacrées à l'économie ou à l'énergie¹⁷⁶¹ ainsi que des coupures de presse destinés à alimenter la réflexion de l'ensemble des militants¹⁷⁶².

La préparation des élections constitue donc un moment d'intense réflexion. A l'issue des élections municipales, les Amis de la Terre de Lille se réjouissent d'avoir diffusé à près de 3 000 exemplaires leur programme inspiré de la charte de Saint-Omer et détaillé sur plus de quatre-vingt-dix pages¹⁷⁶³. Ils se plaisent en outre à constater que le groupe a approfondi ses connaissances des problèmes urbains et des mécanismes politiques de prise de décision au niveau municipal¹⁷⁶⁴. Chaque élection doit donc être considérée comme une étape dans l'élaboration d'un corpus cohérent d'idées et de propositions. Or, au sein de la nébuleuse écologiste, ce processus s'effectue selon des modalités spécifiques.

Dans la confection des programmes électoraux comme dans les autres activités des écologistes, le militant s'impose comme la figure centrale, dans les discours et souvent

¹⁷⁵⁸ *Le Courrier de la Baleine*, n°26-27, s.d. [c. mars 1977].

¹⁷⁵⁹ [ME], *Vers une société écologique aujourd'hui*, Paris, Le Sycomore, 1978.

¹⁷⁶⁰ Robert Hainard, « L'espèce schizophrénique », in [Ecologie et Survie], *Elections cantonales. Mars 1976. Une base pour les municipales de 1977*, supplément d'*Action Ecologique*, s.d. [après mars 1976], p. 1.

¹⁷⁶¹ *Ibid.*, p. 7.

¹⁷⁶² *Ibid.*, p. 15.

¹⁷⁶³ « Les élections municipales, l'heure du bilan », *Légitime défense*, n°10, 2^e trimestre 1977, p. 20.

¹⁷⁶⁴ *Ibidem*.

dans les faits. Une méthodologie spécifique est en effet adoptée pour le placer au cœur de la fabrique de l'écologisme, en se réclamant des principes de l'autogestion. Le Mouvement écologique semble particulièrement attaché à un schéma de fonctionnement bien défini. Aux assises de Lille (novembre 1975), le week-end commence par un débat autour de l'ordre du jour avant de consacrer au moins une journée à un travail en commissions consacrées aux questions politiques, éducatives, sanitaires ou encore stratégiques¹⁷⁶⁵. Une méthodologie similaire est suivie un an plus tard. Les représentants d'une quarantaine de groupes sont invités à travailler en commission pour livrer des propositions concrètes relatives à la gestion de la commune et replacer l'action municipale dans le cadre plus général des orientations du Mouvement écologique¹⁷⁶⁶. Les Amis de la Terre ont également recours à ce procédé dans leur fonctionnement interne comme dans les périodes d'élaboration de leur programme. Lors de l'assemblée générale de Sennecey-le-Grand (19-22 mai 1977), le renvoi des débats aux commissions offre l'occasion de dépasser les désaccords constatés lors des sessions plénières en permettant la tenue de négociations dans l'espoir d'arriver à un consensus¹⁷⁶⁷. L'organisation de commissions renvoie à une réflexion studieuse, dans laquelle chacun pourra trouver sa place, permettant ainsi de construire des avis informés qui profiteront à tous lors des assemblées générales.

D'autres pratiques d'élaboration collective des idées sont mobilisées par les écologistes. Ainsi, le guide écologique des élections municipales des Amis de la Terre est constitué de plusieurs chapitres rédigés séparément¹⁷⁶⁸. Les deux premiers sont élaborés par le groupe de Paris tandis que les chapitres trois, quatre et cinq font l'objet d'une synthèse issue des contributions écrites envoyées par les membres de l'association à partir de trames mises au point au préalable¹⁷⁶⁹. Enfin, le chapitre six, consacré aux « tactiques de luttes » est le résultat d'une confrontation des expériences menées sur le terrain et exposées par les groupes durant un week-end de formation¹⁷⁷⁰. Il s'agit donc d'un travail collectif selon des modalités diverses, depuis le recueil d'informations en suivant un formulaire élaboré au préalable jusqu'à la rédaction d'un texte à partir de

¹⁷⁶⁵ « Les Assises de Lille », *Légitime Défense*, n° hors-série, janvier 1976, p. 2.

¹⁷⁶⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Action écologique 3 ». « Bilan des assises du Mouvement écologique ». 30 octobre-1^{er} novembre 1976.

¹⁷⁶⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. « Travail en commission », *Bulletin de liaison de la Fédération des Amis de la Terre*, mai 1977, p. 4.

¹⁷⁶⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Lettre aux adhérents des Amis de la Terre. S.d. [2nd trimestre 1976].

¹⁷⁶⁹ *Ibidem*.

¹⁷⁷⁰ *Ibidem*.

témoignages oraux en passant par l'appel à projet. Nicolas Dufaud a souligné l'existence de procédés similaires au sein de la CFDT dans les années soixante-dix, période durant laquelle l'autogestion est particulièrement mise en avant par ce syndicat¹⁷⁷¹. Ces pratiques, qui contribuent à faire du groupe un intellectuel collectif, incarnent donc aux yeux des écologistes le refus d'une circulation hiérarchisée des idées et préfigurent à leurs yeux une démarche politique appelée à être généralisée.

Cette élaboration programmatique collective se heurte cependant à des obstacles techniques dus à la relative lourdeur des procédés de reproduction des documents et de composition des textes. Dans ces conditions, l'écriture collective d'un programme implique de nombreux allers-retours entre les parties-prenantes, d'innombrables versions d'un même texte et un temps important consacré à la synthèse des différentes contributions. Les textes proposés sont alors de qualité variable, sujet à des répétitions et des déviations hors-sujets.

C'est par exemple le cas du programme proposé par le Mouvement écologique à l'occasion des élections législatives de 1978 qui se présente non pas comme un programme complet mais comme « un ensemble de pistes de réflexion » rassemblées sous la forme d'articles d'une dizaine de pages élaborés au sein de commissions *ad hoc*¹⁷⁷². Le premier texte, intitulé « l'écologie est-elle politique ? », se révèle assez décousu évoquant l'idée que l'écologisme agit en politique sans être de nature politicienne tout en étant susceptible de changer la politique sans pour autant avoir pour but la conquête du pouvoir¹⁷⁷³. De même, certains chapitres proposent des solutions précises aux problèmes évoqués – c'est le cas de l'agriculture¹⁷⁷⁴ - d'autres restent beaucoup plus vagues, se bornant, une fois l'état des lieux effectué, à renvoyer à un certain nombre de textes publiés dans d'autres circonstances¹⁷⁷⁵.

¹⁷⁷¹ Nicolas Dufaud, *La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme de proposition*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009, p. 250.

¹⁷⁷² [Mouvement écologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 8.

¹⁷⁷³ « L'écologie est-elle politique ? », in [Mouvement écologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, *op. cit.*, pp. 11 *sqq.*

¹⁷⁷⁴ *Ibid.*, pp. 76 *sqq.*

¹⁷⁷⁵ *Ibid.*, pp. 30 *sqq.*

Ces pratiques présentent également l'inconvénient de donner à de nombreuses réunions écologistes une dimension théorique et abstraite dont certains militants craignent qu'elle ne les coupe d'une partie de la population et notamment de la classe ouvrière¹⁷⁷⁶.

Dans tous les cas, il est frappant de constater combien l'écologisme se trouve à la confluence de plusieurs courants qui tous, d'une manière ou d'une autre, valorisent le rôle de l'individu comme producteur de savoir, qu'il s'agisse de l'autogestion, de la réflexion écosystémique ou encore de la cybernétique. A ce titre, malgré ces obstacles techniques, cette fabrique collective des idées écologistes évoque indéniablement les pratiques apparues près de deux décennies plus tard avec l'internet dit 2.0.

Fred Turner a montré aux Etats-Unis combien la frange la plus technophile du mouvement écologiste, symbolisée par Steward Brand, l'éditeur du *Whole Earth Catalog*, a pu constituer une passerelle entre la contre-culture et la cyberculture¹⁷⁷⁷. Or, l'une des passerelles entre ces deux univers consiste dans une commune dénonciation du cloisonnement, des hiérarchies, du travail fractionné¹⁷⁷⁸. A ces errements sont en effet opposées des pratiques collaboratives passant à la fois par une libération de la parole ainsi que par l'utilisation avisée de technologies facilitant les échanges entre les individus¹⁷⁷⁹. Fred Turner insiste sur le fait que le *Whole Earth Catalog* constitue un « forum-réseau », autrement dit un espace où les membres des différents groupes se réunissent, échangent idées, matériels et légitimité pour ainsi produire de nouveaux cadres intellectuels, annonciateurs du passage à la cyberculture¹⁷⁸⁰.

En France, ce courant associant contre-culture, approche systémique et technophile existe même s'il n'a pas fait l'objet d'études approfondies. Les Amis de la Terre insistent ainsi beaucoup sur le potentiel civique des radios libres et de la télévision par câble comme de possibles vecteurs d'une information non-hiérarchisée, diffusée et appropriée localement par des individus ordinaires¹⁷⁸¹. Ces procédés techniques sont en effet envisagés comme un support prometteur pour le renouveau de la vie civique en

¹⁷⁷⁶ Jacques Lamache, « Les écologistes, les ouvriers et la gauche », *Le Courrier de la Baleine*, n°38, juillet-août 1978, p. 3.

¹⁷⁷⁷ Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*. Steward Brand, un homme d'influence, Caen, C&F éditions, 2012, pp. 141 sqq.

¹⁷⁷⁸ *Ibid.*, p. 72.

¹⁷⁷⁹ *Ibid.*, p. 186.

¹⁷⁸⁰ *Ibid.*, p. 131.

¹⁷⁸¹ Brice Lalonde, « Quand vous voudrez », *Le Courrier de la Baleine*, n°26-27, s.d [novembre 1976], p. 36.

permettant l'information et la participation de la population¹⁷⁸². Au tournant des années soixante-dix et quatre-vingt, alors que les pouvoirs publics réfléchissent aux utilisations possibles de l'informatique et de la télématique¹⁷⁸³, les Amis de la Terre des Landes animés par Gérard Dupouy commencent une réflexion novatrice sur les conséquences sociales de l'informatisation de la société¹⁷⁸⁴. Les réflexions mobilisées dans la lutte antinucléaire sont alors réinvesties dans le cadre d'une nouvelle forme de circulation du savoir, décentralisée, souple, à l'image des technologies douces de production d'énergie¹⁷⁸⁵. Dans cette perspective, l'innovation technique ne fait sens et n'apparaît acceptable aux yeux des écologistes que dans la mesure où elle s'intègre dans un schéma politique favorisant la libération de l'homme par l'autogestion.

Les liens entre fabrique de l'écologisme et technologies de la communication et de l'information suggèrent que, dans ce domaine comme dans celui de l'énergie, l'écologisme français tend à privilégier le bricolage. En l'occurrence, celui-ci est moins manuel qu'intellectuel et se rapproche du processus mis en lumière par Claude Lévi-Strauss dans *La pensée sauvage*¹⁷⁸⁶. A mesure que les événements font surgir de nouvelles questions, au gré des consultations électorales qui imposent de réfléchir à de nouveaux enjeux, les écologistes se comportent en bricoleurs puisant certes dans les réflexions des intellectuels mais selon un processus qui leur est propre et qui s'apparente à une autogestion intellectuelle, valorisant le rôle de l'individu dans une approche non pas réactionnaire mais au contraire ancrée dans les enjeux de la société de l'époque.

Les militants écologistes se plaisent à présenter leur démarche comme une recherche et un questionnement permanent. Dans ce cadre, la fabrique intellectuelle de l'écologie politique associe des intellectuels à ce processus sans que l'on ne puisse le résumer à une circulation verticale des idées depuis les clercs jusqu'aux militants. Les études de cas centrées sur Ecoropa puis sur les Amis de la Terre démontrent au contraire la variété des

¹⁷⁸² *Ibidem*.

¹⁷⁸³ Andrée Walliser, « Le rapport « Nora-Minc ». Histoire d'un best-seller », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1993/3, n°23, pp. 35 *sqq.*

¹⁷⁸⁴ « Rapport de Gérard Dupouy, le 8 septembre 1981 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, 28 septembre 1981, p. 11.

¹⁷⁸⁵ *Ibidem*.

¹⁷⁸⁶ Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, pp. 26 *sqq.* « Regardons-le [le bricoleur] à l'œuvre, excité par son projet, sa première démarche pratique est pourtant rétrospective : il doit se retourner vers un ensemble déjà constitué, formé d'outils et de matériaux ; en faire, ou en refaire, l'inventaire ; enfin et surtout, engager avec lui une sorte de dialogue, pour répertorier, avant de choisir entre elles, les réponses possibles que l'ensemble peut offrir au problème qu'il lui pose ».

formes de réception et de réappropriation des propositions des intellectuels au sein de la nébuleuse écologiste.

En définitive, l'écologisme apparaît comme une idéologie fragmentée, qui s'ébauche, se construit et s'enrichit à mesure que de nouveaux enjeux se posent aux yeux des militants. Dans ces conditions, toute tentative pour exposer l'écologisme de manière synthétique le transformerait en un artefact pour finalement obscurcir la compréhension du phénomène. Il est donc préférable de définir d'abord l'écologisme comme une méthode et une construction toujours provisoire s'interrogeant sur les rapports de l'homme à la nature, s'enrichissant et se recomposant au fil des enjeux.

3. La nature, les écologistes et la société

Dans le courant des années soixante-dix, il est probablement évident pour le grand public que tout écologiste – fût-il politique – est avant tout un amoureux de la nature. Le vert, symbole de cette nébuleuse depuis les cantonales de 1976, n'est-il pas par excellence la couleur de la nature¹⁷⁸⁷ ? L'invention de l'écologisme ne suit-elle pas celle de l'environnement¹⁷⁸⁸ ?

Pourtant, au-delà de ces évidences, faire de la nature non pas seulement l'objet de nouvelles politiques publiques mais l'axe directeur d'une action militante s'avère complexe et délicat. Cette difficulté tient d'abord à la polysémie de ce terme. Comme le souligne Catherine Larrère, d'un point de vue philosophique, la nature peut tout aussi bien désigner le principe interne d'une chose et l'extériorité dans laquelle se déploient les choses, il implique à la fois la permanence et le changement et peut être perçu successivement comme descriptif ou normatif¹⁷⁸⁹. De fait, la familiarité dans l'emploi de ce terme n'implique pas la transparence de sa définition qui peut varier selon les lieux et les militants.

Cette complexité est d'autant plus grande que le concept de nature se décline progressivement en un certain nombre de notions – l'environnement, le milieu – dont la signification n'est elle-même pas transparente¹⁷⁹⁰. C'est ainsi que le biologiste et l'écologue pourront employer le terme de nature mais lui préféreront celui d'écosystème¹⁷⁹¹. Dans les années soixante, les pouvoirs publics français se saisissent également de ce terme, l'enrichissant alors de nouvelles significations¹⁷⁹². Ainsi, en 1965, les Journées d'Etudes des Directions Départementales de l'Agriculture affirment la nécessité d'associer étroitement la protection de la nature et la valorisation des ressources

¹⁷⁸⁷ Hélène Yèche, « *Die Grünen* : des Verts de toutes les couleurs », in Jérôme Grévy, Christine Manigand, Denise Turrel (dir.), *Vert et orange. Deux couleurs à travers l'histoire*, Limoges, PULIM, 2013, p. 197.

¹⁷⁸⁸ Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement en France*, Paris, La Découverte, 2003.

¹⁷⁸⁹ Catherine et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature*, Paris, Flammarion, 2009, p. 25.

¹⁷⁹⁰ Ainsi, ce n'est qu'en 1970 que le Conseil international de la langue française donne une définition consensuelle du terme « environnement ». Cf. Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement, op. cit.*, p. 20.

¹⁷⁹¹ Jean-Paul Deléage souligne que « l'objet de l'écologie est constitué par les écosystèmes » mais indique par ailleurs que celle-ci étudie la nature. Cf. *Une histoire de l'écologie, op. cit.*, p. 5.

¹⁷⁹² Florian Charvolin, « Georges Pompidou et la création de la Direction générale de la Protection de la nature en 1970 », in Gilbert Noël, Emilie Willaert (dir.), *Georges Pompidou et le monde des campagnes (1962-1974)*, Bruxelles, Peter Lang, 2007, pp. 263 *sqq.*

économiques¹⁷⁹³. De même, les attributions officielles du premier ministère dédié à ce domaine ont trait à la « Protection de la nature et l'Environnement »¹⁷⁹⁴. Ainsi, plusieurs termes peuvent être utilisés de manière concurrente ou complémentaire pour désigner les différentes acceptions d'un même objet, ce qui multiplie les significations possibles, les hybridations fructueuses mais aussi les malentendus fâcheux.

Par ailleurs, Catherine Larrère a également souligné combien la réflexion sur la dimension morale des rapports de l'homme à la nature a longtemps été difficile en France¹⁷⁹⁵. Dans les années soixante et soixante-dix, toute référence à la nature peut être accusée d'être inspirée par une nostalgie réactionnaire dont les fondements remonteraient à la période vichyste¹⁷⁹⁶. Plus tard, la nature et l'écologie ont été diabolisées derrière l'appellation « *deep ecology* » employée par Luc Ferry¹⁷⁹⁷. Dans *Le nouvel ordre écologique*, l'écrivain voit en effet derrière un ensemble de pensées pourtant très différentes la même expression d'un romantisme antimoderne, opposé aux Lumières et participant de la même démarche que le fascisme¹⁷⁹⁸.

Polysémique, politiquement suspect, le terme de nature, employé en tant que tel ou dans ses dérivés, est donc d'un emploi délicat pour les écologistes. Ces derniers sont pourtant tenus d'élucider la place problématique de la nature dans leur militantisme au quotidien comme dans leurs programmes électoraux. C'est à cette réflexion que cette partie est consacrée.

Dans son *Histoire de l'écologie politique*, Jean Jacob s'est longuement penché sur cette question en s'intéressant essentiellement à la réponse apportée par des penseurs tels que Robert Hainard, Bernard Charbonneau ou encore Serge Moscovici¹⁷⁹⁹. Notre approche est ici différente puisqu'elle s'interroge avant tout sur la manière dont les militants ont défini cette question et les solutions envisagées pour penser politiquement la nature.

¹⁷⁹³ *Ibid.*, p. p. 265.

¹⁷⁹⁴ Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement en France*, *op. cit.*, pp. 27-28.

¹⁷⁹⁵ Catherine Larrère, « Ce que sait la montagne. Aux sources des philosophies de l'environnement », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, publié le 30 avril 2013, p. 8.

¹⁷⁹⁶ « Les petits échos de la merde », *La Gueule Ouverte*, n°86, 31 décembre 1975, p. 7. Cf. également Gonzague Saint-Bris, « L'écologie est-elle de gauche ? », *Le Figaro*, 26 août 1977, p. 1.

¹⁷⁹⁷ L'écologie profonde est pourtant un courant philosophique très spécifique théorisé par le philosophe norvégien Arne Naess dont l'écho en France demeure très limité.

¹⁷⁹⁸ Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique*, *op. cit.*, p. 30.

¹⁷⁹⁹ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999.

Dans un premier temps, il semble que la nature doive être avant tout protégée ; dans ce cadre, les écologistes cherchent à influencer sur les modalités de cette protection. En deuxième analyse, la nature apparaît également comme le support d'une réflexion critique sur le caractère artificiel de la société industrielle. Pourtant, en dépit de la richesse de cette réflexion, il s'avère que la nature reste un objet dont la politisation est difficile, concourant à sa relative marginalisation chez les militants écologistes.

a. Protéger la nature et l'environnement en écologiste

Comme l'a relevé Sylvie Ollitrault, il est possible de déterminer trois trajectoires individuelles menant au militantisme écologiste¹⁸⁰⁰. Le premier de ces itinéraires est avant tout marqué par l'engagement politique ; le second par une analyse scientifique et naturaliste de la dégradation des milieux. Quant au troisième profil, il repose sur une réaction d'indignation contre une prise de décision ayant entraîné une dégradation de l'environnement¹⁸⁰¹. Cette tripartition fournit un cadre d'analyse utile dans la mesure où elle clarifie les logiques d'engagement au sein du militantisme écologiste. Néanmoins, elle ne doit pas conduire à occulter ce qui rassemble l'ensemble des militants.

Or, dans le contexte des années soixante-dix, alors que les politiques publiques de protection de l'environnement et de lutte contre les pollutions sont encore balbutiantes, la défense de la nature constitue un ressort essentiel de l'engagement des militants qui s'attachent tout particulièrement à définir la manière dont ces actions doivent être réalisées.

Toute typologie propose une lecture du monde social sans épuiser l'ensemble des interprétations possibles. A ce titre, l'itinéraire de Philippe Lebreton éclaire la manière dont la période est propice à une vision revendicative de la protection de la nature et de l'environnement.

Né en 1933, ingénieur chimiste de formation, Philippe Lebreton s'oriente rapidement vers une carrière universitaire et devient en 1963 professeur à l'université de Lyon où il crée et dirige le laboratoire de phytochimie et de phytophysiologie¹⁸⁰². Dès les années

¹⁸⁰⁰ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, op. cit., pp. 25 sqq.

¹⁸⁰¹ *Ibidem*.

¹⁸⁰² Isabelle Mauz, « Philippe Lebreton », *Dictionnaire en ligne des acteurs de la protection de la nature et de l'environnement*, notice parue le 19 janvier 2011, <http://www.ahpne.fr/spip.php?article103>.

cinquante, sa passion pour l'ornithologie, qu'il pratique d'abord en amateur, l'amène à rencontrer les pionniers d'une protection de la nature militante tels que Michel-Hervé Julien et surtout Robert Hainard dont l'influence sur sa vision de la nature est déterminante¹⁸⁰³. Philippe Lebreton se mobilise dans les années soixante pour la protection des rapaces puis, à partir de 1963, pour celle du marais des Echets (Ain), menacé par un projet d'assèchement envisagé par le Génie rural. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Philippe Lebreton s'investisse ensuite dans la défense du parc de la Vanoise puisqu'en 1970 il soit à l'origine de la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de Protection de la nature) qui devient rapidement l'une des principales composantes de la FFSPN¹⁸⁰⁴.

De prime abord, Philippe Lebreton semble donc incarner le profil du naturaliste devenu militant pour sauvegarder des écosystèmes remarquables¹⁸⁰⁵. De fait, dans *L'ex-croissance*, il définit l'écologiste comme un technicien ayant pris conscience de l'impact de la technique sur le mode de vie et le comportement de ses contemporains¹⁸⁰⁶. Dans cette perspective, c'est avant tout son expertise scientifique qui fonde la légitimité de son intervention et qui confère de la crédibilité à ses propositions. Philippe Lebreton précise pourtant que sa démarche n'implique pas uniquement de se borner à proposer des solutions techniques aux problèmes écologiques ; à ses yeux, alors que l'écologue reste neutre, l'écologiste a le devoir de s'engager après avoir tiré les conséquences morales et politiques des enseignements de l'écologie scientifique¹⁸⁰⁷. Philippe Lebreton assume donc un positionnement explicitement militant en s'investissant notamment dans la contestation antinucléaire et en œuvrant à l'émergence de l'écologie politique. Il tient ainsi une chronique régulière dans *La Gueule Ouverte* où, de concert avec son collègue Roger Bernard et sous le pseudonyme commun de « Professeur Mollo-mollo », il réfléchit à la place de la nature dans la société contemporaine et aux ambiguïtés du progrès¹⁸⁰⁸. Après la campagne présidentielle de René Dumont, il devient l'un des animateurs du Mouvement écologique dans la région Rhône-Alpes, couramment appelé le MERA¹⁸⁰⁹. L'exemple de Philippe Lebreton montre combien une démarche militante

¹⁸⁰³ *Ibidem*.

¹⁸⁰⁴ *Ibidem*.

¹⁸⁰⁵ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, *op. cit.*, p. 29.

¹⁸⁰⁶ Philippe Lebreton, *L'ex-croissance. Les chemins de l'écologisme*, Paris, Denoël, 1978, p. 166.

¹⁸⁰⁷ *Ibid.*, p. 167.

¹⁸⁰⁸ Philippe Lebreton, *L'ex-croissance*, *op. cit.*, p. 239.

¹⁸⁰⁹ Le Bureau du Mouvement écologique, « Actualités et actions nationales. Les Assises de Lille », *Action écologique*, n°2, décembre 1975, p. 1.

peut s'opérer au nom de la protection de la nature et de l'environnement qui reste toujours centrale chez lui.

Une étude de l'écologisme qui se concentrerait exclusivement sur l'activité des états-majors militants pourrait facilement conclure à une marginalisation de la protection de la nature au profit d'une réflexion plus globale consacrée à la transformation de la société¹⁸¹⁰. En revanche, dès lors que le regard se déporte sur l'activité quotidienne des groupes locaux, la perspective change notablement. En effet, en dehors des campagnes électorales, qui suscitent souvent une grande quantité d'archives mais qui durent finalement peu de temps, l'essentiel du militantisme quotidien des écologistes est consacré à des actions relatives à la protection de la nature et de l'environnement.

En 1975, les Amis de la Terre de Privas consacrent ainsi l'essentiel de leur activité à un recours devant le tribunal administratif contre un projet d'un incinérateur d'ordures ménagères¹⁸¹¹. Dans le même temps, le groupe local de Gap prend contact avec une association en lutte contre Péchiney et ses rejets de fluor à l'Argentière-la-Bessée (Hautes-Alpes) tandis qu'à Paris, les Amis de la Terre envisagent une action autour de la convention de Washington qui interdit la commercialisation des espèces classées en voie de disparition¹⁸¹².

De même, le numéro 3-4 de *L'écho de l'Escaut*, publié par les Amis de la Terre de Denain, Aniche et Bouchain consacre cinq pages sur vingt-sept à la protection de la nature dans ses aspects les plus triviaux, sans nécessairement se soucier de les inscrire dans une démarche politique. La rubrique « Info express » convie ainsi le lecteur à l'assemblée générale des Joyeux pêcheurs lourchais tandis que la rédaction salue la création d'un club « Nature » par l'amicale laïque de Roelux¹⁸¹³. Les Amis de la Terre de Denain ne sont pourtant pas des naturalistes égarés en écologie politique puisque l'éditorial de ce même numéro souligne que « l'écologie n'est pas seulement, même si c'est important, la protection des arbres et des oiseaux », reprenant l'idée d'une articulation de la nature et de la politique¹⁸¹⁴. Il en va de même du groupe de Marseille, très investis par ailleurs dans la définition d'un militantisme d'inspiration libertaire au

¹⁸¹⁰ L'ouvrage de Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français*, *op. cit.* constitue un bon exemple de cette démarche.

¹⁸¹¹ CAC. Fonds des Amis de la Terre. 2005052/1. Nouvelles des groupes Amis de la Terre. S.d. [fin 1975].

¹⁸¹² *Ibidem.*

¹⁸¹³ *L'écho de l'Escaut*, n°3-4, 1979, p. 22.

¹⁸¹⁴ *Ibid.*, p. 3.

sein des Amis de la Terre. Dans *L'Arapède*, éphémère revue qu'ils publient en 1978, ils consacrent un dossier très détaillé à l'inventaire des plages les plus polluées par les rejets des égouts autour de Marseille et Toulon¹⁸¹⁵. Dans le deuxième numéro, le groupe évoque un projet de lotissement à Allauch (Bouches-du-Rhône) qui impliquerait l'abattage de dizaines d'arbres et des pistes taillées à flanc de coteau¹⁸¹⁶.

Certes, mentionner la tenue d'une assemblée générale ne signifie pas qu'on ait l'intention d'y assister et il faut se garder de postuler l'existence de réseaux à partir de quelques indices ténus. Néanmoins, ces annonces et ces rencontres dessinent un autre écologisme, plus pragmatique et davantage tourné vers la protection de la nature et de l'environnement que le seul examen des programmes politiques n'aurait pu le laisser croire. Dès lors, toute la question est de savoir comment les écologistes définissent l'articulation entre protection de la nature et démarche politique.

Les activités des groupes écologistes comme l'itinéraire militant de Philippe Lebreton éclairent la manière dont les écologistes envisagent la protection de la nature et de l'environnement. Celle-ci reste fondamentale dans leur engagement mais n'est pas envisagée comme une activité neutre, indépendante de leur réflexion politique générale sur les dégâts du progrès induits par la société industrielle. Leur approche s'insère donc dans une perspective plus globale de transformation de la société qui amène les écologistes à être parmi les critiques les plus virulents des politiques publiques alors mises en œuvre dans le domaine de l'environnement.

Alors que Valéry Giscard d'Estaing marque, une fois élu président, un vif intérêt pour les questions environnementales, les militants se montrent très réticents face à toute idée de cogestion de l'environnement avec l'Etat. Ainsi, lorsqu'en 1977, le chef de l'Etat réunit les représentants des associations de protection de l'environnement pour leur présenter les nouvelles orientations de sa politique de l'environnement, les écologistes tiennent à marquer leur réprobation à l'égard de cette initiative. Invités, les Amis de la Terre se rendent à cette manifestation en soulignant bien qu'ils ne sont pas dupes de cette manœuvre de récupération et annoncent leur intention de porter la contestation jusque

¹⁸¹⁵ « Le guide des égouts de la grande bleue », *L'Arapède. Le journal qui colle au terrain*, n°1, été 1978, pp. 9 *sqq.*

¹⁸¹⁶ « Allauch : calèche ou bulldozer », *L'Arapède*, n°2, novembre 1978, p. 5.

sous les ors de la République en pratiquant face à l'Etat ce qu'ils appellent le « judo politique »¹⁸¹⁷.

Plus fondamentalement, certains écologistes voient derrière l'appropriation de la protection de la nature et de l'environnement par les pouvoirs publics une volonté d'affermir leur emprise sur la société en dissimulant cette démarche sous de plus nobles atours. *La Gueule ouverte* se montre ainsi hostile à la mise en œuvre des parcs naturels régionaux, considérant qu'il s'agit d'une part d'une forme de colonisation de l'intérieur – Paris prétendant dicter à la province ses choix d'aménagement – et d'autre part d'une acceptation cynique de la destruction de l'environnement sur le reste du territoire¹⁸¹⁸. Laurent Samuel va même plus loin en s'inquiétant d'une « fascisation en douceur de l'ensemble des structures sociales en France », processus dans lequel les préoccupations écologiques joueraient un rôle important¹⁸¹⁹. A ses yeux, sous couvert de protection, les pouvoirs publics tendraient à réduire la nature à une fonction sanitaire et sociale de contrôle du comportement des individus¹⁸²⁰. Dans cette perspective, le contrôle sur la nature deviendrait l'une des techniques de gouvernement de la biopolitique¹⁸²¹. De fait, les travaux en histoire environnementale ont montré combien les politiques de conservation et de préservation pouvaient être envisagées comme une démarche coercitive manifestant dans l'espace une domination politique¹⁸²². En d'autres termes, les écologistes s'accordent à voir dans la protection de la nature un élément essentiel de leurs activités mais s'attachent tout autant à définir la manière dont cette activité doit s'opérer.

Cet attachement à ne pas dissocier protection de la nature et approche politique amène les écologistes à marquer une nette distance à l'égard du profil sociopolitique présumé des défenseurs de la nature. Dans sa première histoire de la contestation écologique, publiée en 1978, Claude-Marie Vadrot, membre des Amis de la Terre et du PSU, s'attache tout particulièrement à distinguer une écologie radicale ou révolutionnaire d'une écologie qu'il qualifie de réformiste ou centriste. Sous cette appellation, il désigne aussi

¹⁸¹⁷ Brice Lalonde, « Le judo politique », *Le Sauvage*, n°48, 1^{er} décembre 1977, p. 1.

¹⁸¹⁸ Arthur, « Sisteron : Plantarem lou farigola », *La Gueule Ouverte*, n°67, 20 août 1975, p. 3.

¹⁸¹⁹ Laurent Samuel, « Système de sécurité », *La Gueule Ouverte*, n°103, 28 avril 1976, p. 6.

¹⁸²⁰ *Ibidem*.

¹⁸²¹ Maurizio Lazzarato, « Du biopouvoir à la biopolitique », *Multitudes*, n°1, mars 2000, <http://multitudes.samizdat.net/Du-biopouvoir-a-la-biopolitique>, consulté le 17/12/2012.

¹⁸²² Cf. par exemple Frédéric Thomas, « Protection des forêts et environnementalisme colonial : Indochine, 1860-1945 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, octobre-décembre 2009, pp. 110 *sqq.* Cf. plus largement Fabien Lochet, Grégory Quénet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspective d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, octobre-décembre 2009, pp. 23-24.

bien des personnes directement impliquées en politique, comme Philippe Saint-Marc, membre du Centre des Démocrates Sociaux, que des associations se situant *a priori* hors du champ politique comme la FFSPN¹⁸²³. En mêlant des acteurs politiques et associatifs, l'auteur montre que son approche ne repose pas uniquement sur des critères partisans, qui distingueraient la droite et la gauche de la nébuleuse écologiste. Selon Claude-Marie Vadrot, la relation aux pouvoirs publics nouée par ces défenseurs de la nature serait le principal clivage car :

« Ce sont des personnalités que l'on peut inviter à siéger dans des comités [...] en ayant la certitude qu'ils ne mettront jamais les pieds sur la table ou dans le plat. Des gens qui savent se tenir et que les nominations et les honneurs réussissent à apprivoiser juste comme il faut »¹⁸²⁴.

Ces défenseurs de la nature seraient particulièrement portés à faire des concessions, à privilégier la concertation et à se satisfaire de demi-mesures. A l'inverse, l'écologiste véritable s'illustrera par son goût de l'indépendance, sa recherche du rapport de force et sa hantise de la récupération qui remettrait en cause sa propre liberté. Claude-Marie Vadrot publie son ouvrage à l'approche des législatives de 1978 dans un but militant évident. S'inquiétant de l'alliance d'Ecologie 78 avec SOS Environnement, considéré comme trop modéré et susceptible d'entraîner une dépolitisation de l'écologisme, il entend démontrer par cette description que les écologistes se doivent d'être radicaux sous peine de disparaître¹⁸²⁵.

Arthur rapporte lui aussi les réticences de certains militants écologistes quant à la conclusion d'une alliance électorale avec SOS-Environnement : « Les anciens, les barbus, ne reconnaissent pas leurs nouveaux alliés. Quoi ? ça, des écologistes ? Des mecs qu'on a [sic] jamais vus sur le terrain, banderoles à la main ? »¹⁸²⁶. De fait, distinguer les défenseurs de la nature et les écologistes reviendrait à constater autant des différences sociologiques qu'un désaccord sur la manière dont la protection de la nature peut être envisagée.

De fait, si la protection de la nature et de l'environnement est une activité fondamentalement pratiquée par l'ensemble des groupes écologistes sur le terrain, celle-ci s'insère plus largement dans une vision revendicative et militante de la transformation de

¹⁸²³ Claude-Marie Vadrot, *L'écologie. Histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 249.

¹⁸²⁴ *Ibid.* p. 174.

¹⁸²⁵ Claude-Marie Vadrot, « Les écologistes aux municipales », *Tribune Socialiste*, n°731, 23 février-3 mars 1977, p. 16.

¹⁸²⁶ Arthur, « Ouverture », *La Gueule Ouverte*, n°194, 26 janvier 1978, p. 2.

la société. Sur ce point, ces militants entendent se distinguer de certains défenseurs de la nature qui envisageraient avant tout leur action dans le cadre d'un dialogue – parfois conflictuel – avec les pouvoirs publics.

Au-delà des considérations proprement partisans qui amènent de nombreux écologistes à critiquer les mesures prises dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement, la prise de distance à l'égard des défenseurs de la nature témoigne également d'une réticence à l'égard d'une relation à la nature qui ne se fonderait que sur la seule protection. Aux yeux des écologistes, cette démarche occulterait en effet trop souvent la question de la responsabilité politique dans la dégradation de l'environnement.

Il serait donc réducteur de résumer la démarche des écologistes à la seule injonction à la protection de la nature ou à la dénonciation de la dégradation de l'environnement. Plus fondamentalement, ceux-ci voient dans l'écologie, entendue ici comme un certain regard porté sur la nature, la possibilité d'une nouvelle donne dans les relations de l'homme à la nature susceptible de constituer la matrice d'une transformation de la société.

b. L'homme, la technique et l'écologie

L'anthropologie¹⁸²⁷ comme la philosophie¹⁸²⁸ insistent à l'heure actuelle sur l'idée qu'une stricte séparation entre nature et culture, loin d'être un invariant universel, n'est en fait qu'une approche envisageable parmi beaucoup d'autres. Par l'accent porté sur les liens entre les éléments constitutifs d'un écosystème, l'écologie scientifique telle qu'elle est entendue par les militants constitue l'un des creusets de leurs réflexions sur ce point.

Parmi les écologistes, un certain nombre de militants souhaitent aller au-delà de la seule démarche de protection de la nature pour mettre en œuvre une véritable refondation des relations de celle-ci avec l'homme. Refusant la dichotomie entre la culture et la nature, tout autant que la domination de l'une sur l'autre, les écologistes sont donc conduits à définir des médiations possibles entre ces deux termes et s'intéressent en premier lieu au rôle que peut jouer la technique dans ce projet.

¹⁸²⁷ Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

¹⁸²⁸ Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1997. Catherine et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier, 1997.

Quelle que soit leur orientation politique ou leur sensibilité, les écologistes s'attachent à réhabiliter la nature pour en montrer le caractère essentiel. Philippe Lebreton est particulièrement impliqué dans cette réflexion et souhaite redonner à la nature une dignité qui lui est propre. A une époque où la diffusion du terme « environnement » traduit l'ampleur des modifications que l'homme apporte aux écosystèmes, Philippe Lebreton oppose la nature non pas à la culture mais à l'artifice, défini comme ce qui est directement issu de la main de l'homme¹⁸²⁹. Ainsi, « la modeste églantine de nos haies me paraît plus belle, car plus vraie, que les créations des horticulteurs qui, par leur caractère artificiel, relèvent d'une autre esthétique, ne pouvant être qualifiée de naturelle sous peine de malhonnêteté intellectuelle »¹⁸³⁰. La nature se définit ici par son altérité qui en ferait la valeur alors que l'artifice ne serait qu'une copie abâtardie, un reflet caricatural et grossier des activités humaines. Selon lui, de la même manière que l'exploitation de l'homme par l'homme est désormais condamnée, il faut maintenant étendre ce respect de l'autre à la nature¹⁸³¹. Cette idée de respect pour les réalisations de la nature, dont l'authenticité et la qualité dépasseraient celles des artefacts humains, est inspirée par les réflexions d'écologues tels que Barry Commoner pour qui la nature est infiniment plus complexe que ce que l'homme sera en mesure d'inventer¹⁸³². Dans cette perspective, toute intervention humaine serait une sorte de perturbation maladroite d'un équilibre instable qu'il ne faudrait envisager qu'avec la plus grande prudence.

Si Philippe Lebreton envisage la relation de l'homme à la nature sous l'angle du respect, Brice Lalonde semble quant à lui plus sensible au sentiment amoureux, déclarant que « si je veux défendre la nature, c'est parce que je l'aime »¹⁸³³. Cette sensibilité se fonde là encore sur une interprétation de l'écologie scientifique qui lui a enseigné qu'il est néfaste de chercher à mettre la nature à distance et « qu'il faut sans cesse faire l'effort de s'admettre comme partie de la nature »¹⁸³⁴. Sous une forme poétique que l'auteur affectionne particulièrement, celui-ci invite donc à prendre acte des conséquences politiques voire anthropologiques de la notion d'écosystème.

Les écologistes s'attachent dès lors à définir une voie susceptible de remettre en cause cette tendance à l'artificialisation du monde, et ainsi renouer un lien plus authentique

¹⁸²⁹ Le professeur Mollo-mollo, « A propos, qu'est-ce que la nature ? », *La Gueule Ouverte*, n°2, décembre 1972, p. 3.

¹⁸³⁰ *Ibidem*.

¹⁸³¹ *Ibidem*.

¹⁸³² Michael Egan, *Barry Commoner, op. cit.*, pp. 178 *sqq.*

¹⁸³³ Brice Lalonde, *Sur la vague verte, op. cit.*, p. 56.

¹⁸³⁴ *Ibid.*, p. 54.

entre la nature, les hommes et la société. C'est dans cette perspective qu'ils mènent une réflexion sur le rôle de la technique dont ils soulignent l'ambivalence dans la mesure où elle peut aussi bien conduire au triomphe de la société industrielle qu'à l'établissement d'une médiation positive entre l'homme et la nature.

A l'occasion des élections législatives de 1978, Philippe Lebreton publie un ouvrage, *L'Ex-croissance*, dans lequel il présente la spécificité du regard et du projet des écologistes. La première partie du livre est essentiellement consacrée à une histoire naturelle des civilisations relue au prisme du type d'énergie mobilisée dans les âges successifs de l'humanité¹⁸³⁵. Philippe Lebreton en conclut que l'évolution d'une société donnée est déterminée par le développement de ses techniques, définies comme la capacité de l'homme à agir sur la nature pour la transformer en artifice¹⁸³⁶. Il est frappant de constater de prime abord combien la démarche de l'auteur peut être comparée sur ce point à la philosophie marxiste qui souligne aussi l'importance de la technique comme médiation entre l'homme et la nature. Philippe Lebreton s'en éloigne cependant en considérant cette médiation non pas comme un facteur de libération mais d'aggravation de la condition humaine et d'artificialisation, donc de détérioration de la nature, faisant ainsi le procès du productivisme¹⁸³⁷.

Une telle critique de la technique envisagée comme un facteur d'artificialisation est reprise par de nombreux militants. Isabelle Cabut fait ainsi part de ses réticences à l'égard du projet de Train à grande vitesse entre Paris-Lyon au motif – entre autre – que cela se traduirait par une artificialisation et même une stérilisation des régions traversées qui seraient, à ses yeux, littéralement coupées en deux par les rails¹⁸³⁸. Le futur TGV ne fait cependant l'objet que de critiques ponctuelles au contraire du nucléaire qui, pour beaucoup d'écologistes, incarne littéralement la démarche d'artificialisation de la nature.

Il n'est en effet pas possible de comprendre l'importance de la contestation du nucléaire durant cette période sans prendre en compte la représentation symbolique du nucléaire comme une antinature. Sous la plume des écologistes, la centrale nucléaire se mue en une sorte de Moloch se nourrissant de matières infiniment toxiques pour en engendrer d'autres, plus dangereuses encore, suscitant l'apparition de zones abiotiques

¹⁸³⁵ Philippe Lebreton, *L'ex-croissance*, op. cit., pp. 33 sqq.

¹⁸³⁶ Philippe Lebreton, *L'ex-croissance*, op. cit., pp. 31.

¹⁸³⁷ *Ibid.*, pp. 107 sqq.

¹⁸³⁸ Isabelle, « Paris-Lyon sans quitter le béton », *La Gueule Ouverte*, n°89, 21 janvier 1976, pp. 4 sqq.

étendues¹⁸³⁹. Ce faisant, ces installations tranchent le lien qui doit unir toute chose à son écosystème, menaçant aussi bien les hommes que la nature. Requérant pour son fonctionnement l'utilisation de matières incompatibles avec la vie – l'uranium voire le plutonium –, ce monstre froid et artificiel suppose, pour son bon fonctionnement, que toute erreur humaine soit bannie ce qui renforce, aux yeux des écologistes, son caractère antinaturel¹⁸⁴⁰.

Cette représentation des centrales comme une antinature et la critique de la technique comme agent d'artificialisation du monde ont longtemps alimenté chez les apôtres du progrès et de la modernisation l'idée d'une hostilité caricaturale et sans réserve des écologistes au progrès technique au nom de la préservation d'une nature vierge. Les écologistes ont ainsi été décrits comme une bande de naïfs, inconscients des besoins croissants en électricité du pays¹⁸⁴¹ ou encore d'irrationnels obscurantistes animés par une crainte superstitieuse de la technologie¹⁸⁴², nostalgiques de l'éclairage à la bougie¹⁸⁴³, voire des grottes préhistoriques¹⁸⁴⁴. Certes, il est indéniable que beaucoup de communautés rurales du début des années soixante-dix se sont illustrées par un refus des technologies modernes et une aspiration à un retour à la terre qui supposerait la redécouverte de l'art de vivre au temps jadis¹⁸⁴⁵. Cependant, bien que médiatisées du fait de leur radicalité, ces prises de position apparaissent très minoritaires.

Au travers de ses travaux sur les bris de machines au début du XIX^e siècle, François Jarrige a en effet montré combien la rhétorique du progrès tend à polariser les débats autour de la technique en distinguant artificiellement deux camps irréconciliables¹⁸⁴⁶.

¹⁸³⁹ [Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, Paris, Stock, 1978, p. 67.

¹⁸⁴⁰ « Déclaration de la Coordination des comités Malville de la région Rhône-Alpes. Courtenay, 21 mai 1977 », in [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France*, op. cit., p. 48.

¹⁸⁴¹ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Louis Perceval, « « L'écologie politique » en question », *France Nouvelle*, 22 août 1977. « Proposer à des travailleurs fatigués du travail de se réunir le soir pour discuter au coin du feu, sans lumière, c'est ne rien connaître à la condition ouvrière actuelle ».

¹⁸⁴² Christiane Ellis, « Industries solaires : les alligators ouvrent l'œil. Entretien avec Jean-Claude Colli (Monsieur Energie Nouvelle) », *La Gueule Ouverte*, n°133, 24 novembre 1976, p. 4.

¹⁸⁴³ Il semble que cette image, appelée à être reprise à de nombreuses occasions au cours des années soixante-dix, ait été imaginée par Georges Pompidou pour commenter ce que proposait à ses yeux le Club de Rome. Cf. Laurent Samuel, « Commentaire », *Bulletin de liaison n°11 – supplément à Survivre...et Vivre*, n°12, s.d., p. 10.

¹⁸⁴⁴ Georges Marchais, *Parlons franchement*, Paris, Grasset, 1977, p. 119, cité par Guillaume Sainteny, « Le Parti communiste français face à l'écologisme », *Pouvoirs*, n°70, septembre 1994, p. 150.

¹⁸⁴⁵ Danielle Hervieu, « « Apocalyptique écologique et « retour » de la religion », *Archives des sciences sociales des religions*, vol. 53, n°1, 1982, p. 50.

¹⁸⁴⁶ François Jarrige, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle*, Rennes, PUR, 2009, p. 15 sqq.

Dans cette perspective, toute personne qui remettrait en cause l'idée d'une équivalence entre progrès technique et progrès social serait rangée dans la catégorie des technophobes. Pourtant, loin d'être uniquement envisagée comme l'instrument de l'artificialisation du monde, de l'installation d'une forme de domination de l'homme sur la nature, la technique est aussi considérée par les écologistes comme l'instrument possible d'une nouvelle alliance entre ces deux éléments.

Un détour rapide par l'historiographie américaine montre en effet que certains courants écologistes ne portent pas un regard unilatéralement négatif sur la technique. De fait, les historiens américains ont depuis longtemps mis en évidence l'existence d'une solide tradition mêlant enthousiasme à l'égard des progrès technologiques, exaltation de l'ingéniosité humaine et souci de conservation des écosystèmes¹⁸⁴⁷. Ainsi, le *New Alchemy Institute* fondé en 1969 par le biologiste John Todd entend à la fois résoudre les problèmes environnementaux et changer la société par le recours à des « technologies appropriées » tels que des systèmes de recyclage et de production d'énergie capables de purifier l'air, l'eau et de nourrir les habitants¹⁸⁴⁸. De même, le *Whole Earth Catalog* imaginé par Stewart Brand en 1968 propose des produits et des plans pour permettre aux lecteurs de mener une vie en adéquation avec leur vision écologique du monde grâce à des procédés technologiques choisis¹⁸⁴⁹.

Or, contrairement à ce que la rhétorique du progrès a pu laisser croire, les écologistes français ne restent pas totalement à l'écart de ces réflexions. Ainsi, dans le n°9 de *Survivre et Vivre*, daté d'août-septembre 1971, un article évoque une prise de contact avec les responsables du groupe LASITOC (notamment Robin Clarke ou Peter Harper) qui envisagent la crise écologique comme la conséquence d'une technologie mal adaptée à l'environnement¹⁸⁵⁰. En novembre 1972, *Survivre...et Vivre* mentionne le démarrage d'une communauté de recherche sur les techniques douces près de Lisieux (Calvados) qui travaillerait en collaboration étroite avec le BRAD (Biotechnic Research And Development) de Robin Clarke, installé au Pays-de-Galles¹⁸⁵¹, inventeur du concept de

¹⁸⁴⁷ Andrew G. Kirk, *Counterculture green. The Whole Earth Catalog and American Environmentalism*, Lawrence, University Press of Kansas, 2007, p. 4.

¹⁸⁴⁸ *Ibid.*, pp. 144-145.

¹⁸⁴⁹ *Ibid.*, p. 2.

¹⁸⁵⁰ « Contacts et rencontre », *Survivre et Vivre*, n°9, août-septembre 1971.

¹⁸⁵¹ « Göreme », *Survivre...et Vivre*, n°14, octobre-novembre 1972, p. 9.

« technologie douce »¹⁸⁵². De même, *Le catalogue des ressources*, réalisé par Gérard Aimé, Patrice Aoust, Philippe Bone et Marie-Paule Nougaret, paraît en France en 1975. Directement inspiré du *Whole Earth Catalog* américain, mais également du séjour de Philippe Bone en Ethiopie, il entend mettre les lecteurs en capacité de construire une vie différente où la technique jouerait un rôle de médiateur positif entre l'homme et la nature¹⁸⁵³.

Parmi tout l'éventail des technologies douces, l'énergie solaire est probablement celle qui exerce la plus grande fascination sur les écologistes français, qu'ils soient des militants particulièrement investis ou de simples sympathisants. Si dès le XVIII^e siècle, des savants et des inventeurs s'intéressent à la captation de cette source d'énergie¹⁸⁵⁴, ce n'est qu'au XX^e siècle que les recherches industrielles dans ce domaine prennent de l'ampleur. Dans les années cinquante, Félix Trombe, physicien au CNRS, mène des travaux sur le recours à l'énergie solaire pour atteindre de très hautes températures. Il supervise notamment la création d'un prototype de four solaire à Mont-Louis (Pyrénées-Orientales) d'une puissance de 50 kW dont celui d'Odeillo (mis en service en 1970) constitue une déclinaison à l'échelle industrielle¹⁸⁵⁵. Dans les années soixante-dix, l'énergie solaire devient un symbole particulièrement mobilisé par les écologistes. A leurs yeux, le solaire n'est pas seulement une source d'énergie ; plus fondamentalement, il s'agit d'une médiation possible entre l'homme et la nature susceptible de remettre en cause la tendance à l'artificialisation du monde.

Dans ce domaine, les dispositifs techniques possibles sont très divers et sont souvent combinés. « L'architecture solaire » consiste ainsi à construire et aménager un bâtiment en fonction des données bioclimatiques, en tirant parti au maximum des usages et des matériaux locaux¹⁸⁵⁶. Plusieurs militants s'investissent ainsi dans la construction de leur propre « maison solaire ». Jean-Marc Reiser, dessinateur satirique à *Charlie Hebdo* et à *La Gueule Ouverte*, est un ardent défenseur du recours à cette source d'énergie à laquelle

¹⁸⁵² Jean-Yves Gaillot, « Lettre ouverte au « peuple breton » », *Nature et Vie*, 2^e trimestre 1972, n°10, p. 11.

¹⁸⁵³ « La petite histoire : 1975 », *editionsalternatives.com*, <http://www.editionsalternatives.com/site.php?type=P&id=320>, consulté le 18/03/13.

¹⁸⁵⁴ Bernard Andrieu, *Bronzage. Une petite histoire du soleil et de la peau*, Paris, CNRS Editions, 2008, p. 111. Lavoisier met ainsi au point le premier four solaire en concentrant les rayons à l'aide d'une lentille liquide.

¹⁸⁵⁵ Pierre Audibert, *Les énergies du soleil*, Paris, Seuil, 1978, pp. 44 *sqq.*

¹⁸⁵⁶ Pierre Audibert, *Les énergies du Soleil*, Paris, Seuil, 1978, pp. 119 *sqq.*

il s'intéresse depuis ses quinze ans¹⁸⁵⁷. Sa maison près de Perpignan est alimentée par six panneaux photovoltaïques permettant de charger des batteries garantissant huit jours d'autonomie à ses occupants¹⁸⁵⁸. Il précise ainsi que l'ensemble de son installation a coûté 1 600 000 centimes, ce qui, à ses yeux, reste abordable¹⁸⁵⁹. De même, Maryse Arditi, l'une des fondatrices du groupe héliotechnique de Paris, organise sa maison dans l'Aude en fonction de l'exposition au soleil dont elle tire parti par des capteurs solaires et des serres¹⁸⁶⁰.

Les panneaux photovoltaïques, destinés à la production d'électricité, ne sont pas inconnus des écologistes mais ce procédé pose à l'époque plusieurs problèmes ; le prix d'achat reste en effet élevé – notamment en raison du coût des batteries dont l'installation est indispensable pour stocker l'électricité –, les rendements sont très médiocres et la mise en œuvre est relativement délicate. C'est pourquoi les écologistes se concentrent avant tout sur le solaire thermique, utilisé pour produire de la chaleur. Les chauffe-eaux semblent les plus répandus en raison de leur souplesse d'utilisation mais l'utilisation de l'eau comme fluide calorporteur les rend particulièrement sensibles au gel contrairement aux capteurs à air¹⁸⁶¹.

« Nous sommes tous des héliotechniciens » s'exclame le professeur Mollo-Mollo dans *La Gueule Ouverte* en août 1973¹⁸⁶². Cette formule, qui évoque les slogans lancés par les manifestations en Mai 68, est révélatrice du caractère militant, voire révolutionnaire associé à cette source d'énergie. Inaliénable, naturellement distribuée, gratuite, l'énergie solaire donnerait à l'homme l'espoir de s'extraire des échanges marchands et de la domination qui en découle¹⁸⁶³. Sortir de l'aliénation de la société industrielle serait donc à la portée de tout bon bricoleur, pour peu qu'il soit disposé à y consacrer du temps et de l'imagination. C'est notamment le message délivré par les chroniques de Reiser dans *La Gueule Ouverte* dans lesquels on ne trouve que rarement des références techniques

¹⁸⁵⁷ Stéphane Mazurier, *Bête, méchant et hebdomadaire*, op. cit., p. 403.

¹⁸⁵⁸ Christiane Ellis, « Tout solaire, tout électrique », *La Gueule Ouverte*, n°148, 9 mars 1977, p. 2.

¹⁸⁵⁹ *Ibidem*.

¹⁸⁶⁰ Jean-Luc Letitre, « Maryse Arditi, femme de combats », *La dépêche.fr*, <http://www.ladepeche.fr/article/2012/11/18/1491738-maryse-arditi-femme-de-combats.html>, 18/11/12, consulté le 10/01/14.

¹⁸⁶¹ Frédérique de Gravelaine, « Pour devenir un chaud partisan du soleil », *L'Unité*, n°335, 13 avril 1979.

¹⁸⁶² Professeur Mollo-Mollo (ps. de Philippe Lebreton et Roger Bernard), « Oui à la plus grande centrale nucléaire du monde », *La Gueule Ouverte*, n°10, août 1973, p. 30.

¹⁸⁶³ *Ibidem*.

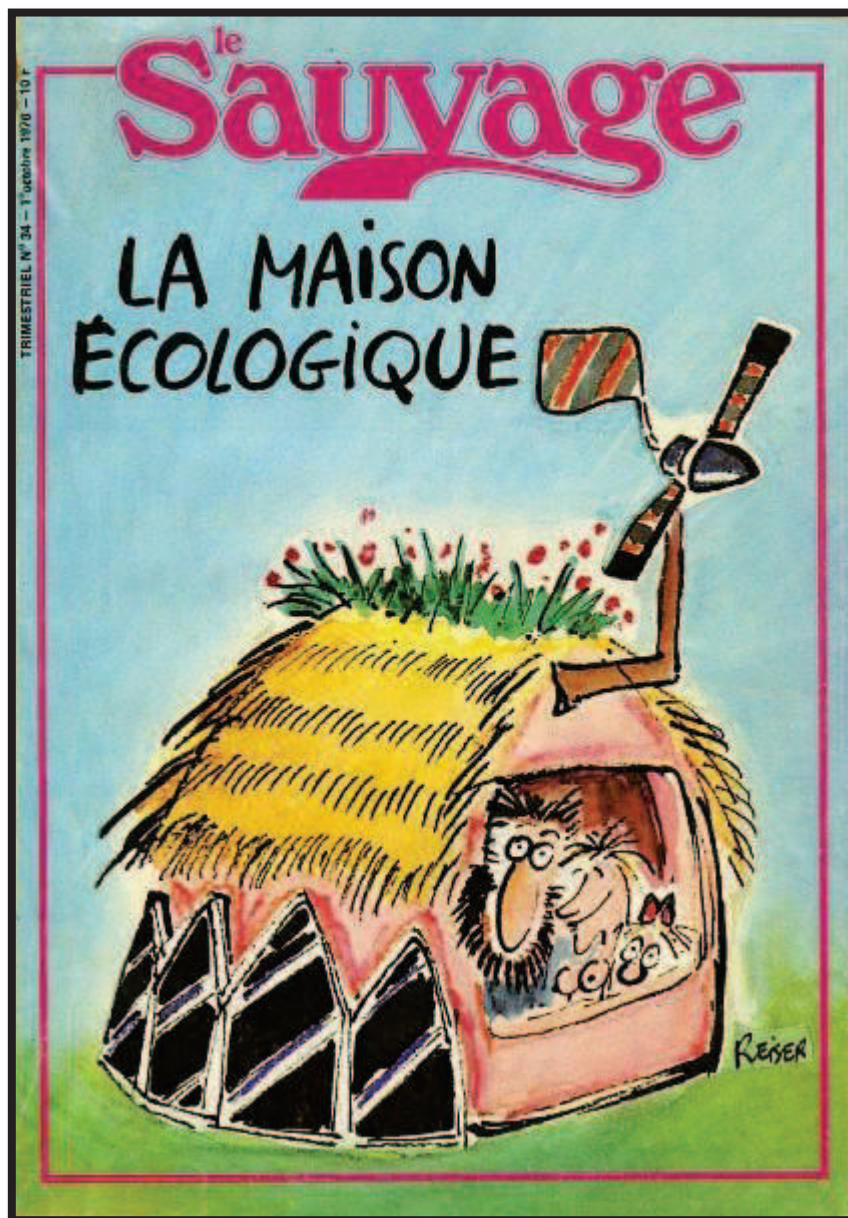
précises mais des appareils incongrus, parfois inutiles, souvent irréalisables qui tous font appel à l'énergie solaire qui apparaît alors comme un instrument de libération.

L'absence supposée de pollution est un argument récurrent avancé par les militants écologistes pour justifier leur intérêt à l'égard de cette source d'énergie¹⁸⁶⁴. Une telle position méconnaît certes l'impact environnemental de la fabrication de n'importe quel objet manufacturé mais elle témoigne de l'importance symbolique de la référence à l'énergie solaire aux yeux des militants écologistes. Face à la pollution, au nucléaire et à la société industrielle, le solaire est perçu comme un gage de pureté, de la même manière que les naturistes du XIX^e siècle vantent les vertus thérapeutiques et sanitaires des bains de soleil¹⁸⁶⁵.

Illustration 7. Couverture du *Sauvage*, n°34, 1^{er} octobre 1978

¹⁸⁶⁴ FL, « Adorons le soleil », *La Gueule Ouverte*, n°52, 7 mai 1975, p. 4 ; Le Sauvage, « Guide pratique 1979 de la maison solaire », *Le Sauvage*, n°66, juin 1979, p. 6.

¹⁸⁶⁵ Bernard Andrieu, *Bronzage. Une petite histoire du soleil et de la peau*, Paris, CNRS Editions, 2008, pp. 33 sqq.



© Musée du Vivant-AgroParisTech

Sous la plume de Reiser, la maison solaire apparaît comme la fusion de l'habitat avec son environnement : elle devient une sorte d'hybride où il est difficile de distinguer ce qui relève de la nature ou de l'action de l'homme. Le toit de chaume devient ainsi une partie intégrante de l'écosystème tandis que la technique, discrète, est mise au service d'une aspiration à l'autarcie qui, même critiquée, ne quitte jamais totalement les écologistes. La maison solaire est alors présentée comme un moyen de renouer un contact direct, biologique sinon organique avec leur environnement comme si leur habitation s'immergeait totalement dans son écosystème au point de n'en être qu'une composante

parmi d'autres¹⁸⁶⁶. La représentation de l'énergie solaire comme une technique qui rapproche l'homme de la nature au lieu de l'en éloigner explique peut-être pourquoi cette source d'énergie est de loin préférée à l'hydroélectricité – dont le gigantisme en fait l'apanage d'EDF – dans les pratiques et les discours des écologistes des années soixante-dix.

Aux yeux des écologistes, la technique ne peut être douce – c'est-à-dire susceptible de créer un lien entre l'homme et la nature – qu'à la condition qu'elle soit conçue en tenant compte des enseignements de l'écologie scientifique. S'extraire de l'idée réductrice d'une hostilité de principe des écologistes à la technique, permet de souligner combien ce courant de pensée est loin d'être uniquement animé par des tendances réactionnaires ou antimodernes. Plus fondamentalement, les écologistes s'efforcent de définir une autre forme de progrès et de relation à la nature qui se distingue de l'impératif modernisateur promu en France depuis la Libération¹⁸⁶⁷.

Dans le domaine de l'énergie, le progrès technique n'est donc pas rejeté au profit du retour à la bougie dans la mesure où il constitue une médiation positive entre l'homme et la nature. Les Amis de la Terre sont particulièrement attachés à cette démarche et insistent sur le fait que l'écologie permet une étude des relations entre les êtres vivants et leurs milieux et des êtres vivants entre eux ; cette compréhension des mécanismes naturels dont l'homme dépend fonde à leurs yeux « l'annonce de la fin d'un système de domination technologique agressive que l'homme croyait pouvoir indéfiniment imposer à son milieu » et participe d'un « mouvement vers une nouvelle manière de vivre en société »¹⁸⁶⁸.

Loin de se borner à établir à l'égard de la nature un rapport uniquement fondé sur la protection, les écologistes envisagent plus fondamentalement cette relation comme un moyen de remettre en cause l'artificialité de la société industrielle. Dans cette perspective, la technique, choisie et appropriée en fonction de critères écologiques, peut constituer une médiation positive qui permette à l'homme de renouer avec la nature en s'inspirant de son fonctionnement.

¹⁸⁶⁶ Jean-Paul Loubes, « Le soleil récupéré », *La Gueule Ouverte*, n°41, 19 février 1975, p. 4.

¹⁸⁶⁷ Christophe Bonneuil et *alii*, « Introduction. Pour en finir avec les « Trente Glorieuses » », in Céline Pessis, Sezin Topcu, Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, *op. cit.*, p. 8.

¹⁸⁶⁸ [Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, Paris, Stock, 1978, p. 15.

Cette démarche revient à rejeter une distinction tranchée entre nature et culture pour penser au contraire les multiples liens que ces deux domaines peuvent entretenir dans une perspective qui évoque les positions de Bruno Latour défendue dans *Nous n'avons jamais été modernes*¹⁸⁶⁹. Pour les écologistes, le défi consiste alors à définir cette démarche en des termes politiques.

c. La délicate politisation de la nature

Objet de protection, outil d'analyse et de transformation de la société, la nature est abordée par les militants par le prisme du politique, comme un élément d'un projet plus vaste. Or, cette politisation, définie comme un décloisonnement des enjeux et leurs inscriptions dans une perspective explicitement politique¹⁸⁷⁰, ne va pas de soi.

Dans l'ouvrage *Quand vous voudrez* paru à l'occasion des élections législatives de 1978, Brice Lalonde relève plaisamment l'incongruité d'un mouvement social qui prétend prendre la place de la politique en prenant le nom d'une science qui, jusqu'à présent, ne se mêlait justement pas de politique¹⁸⁷¹. Si cette dernière observation peut être discutée, l'animateur des Amis de la Terre n'en souligne pas moins à raison combien la construction de l'écologisme relève d'une transgression des frontières traditionnellement établies entre les univers sociaux et les domaines de la connaissance.

Chez les militants eux-mêmes, cette transgression pose problème dans la mesure où, si l'on en croit Bruno Latour, elle bouleverserait « l'ordonnement, la hiérarchie et la composition des êtres au sein des sociétés politiques »¹⁸⁷² en revenant sur les idées reçues propres à la modernité qui établissait un grand partage entre les sociétés et la nature¹⁸⁷³. Ainsi, après avoir proclamé que la nature est politique, les militants sont confrontés à la difficulté d'en tirer l'ensemble des conséquences pratiques et idéologiques.

L'une des difficultés posées par la politisation de la nature est de se prononcer quant à l'existence de lois écologiques qui pourraient être appliquées à l'organisation des sociétés

¹⁸⁶⁹ Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, *op. cit.*

¹⁸⁷⁰ Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, *op. cit.*, p. 365.

¹⁸⁷¹ Brice Lalonde, *Quand vous voudrez*, *op. cit.*, p. 42.

¹⁸⁷² Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, *op. cit.* Voir également Bruno Latour, « Pour un dialogue entre science politique et *science studies* », *Revue française de science politique*, 2008/4, vol. 58, p. 657.

¹⁸⁷³ *Ibid.*, pp. 661-662.

humaines. Le principal concept issu de l'écologie scientifique que les militants s'efforcent de mobiliser est celui d'équilibre naturel : son maintien devrait être l'objectif de toute société, pour son propre bien¹⁸⁷⁴. Edward Goldsmith, autour du *Blueprint for survival* et proche des Amis de la Terre, se montre particulièrement attaché à cette idée et considère qu'une société idéale obéirait aux lois de la nature en vivant dans un environnement stable sans le détruire. Dans cette perspective, tout devrait être tourné vers la perpétuation de la communauté et tout progrès ne devrait s'opérer qu'à un rythme extrêmement lent¹⁸⁷⁵.

De son côté, Philippe Lebreton mobilise des notions et des concepts issus de la biologie pour souligner combien l'homme ne doit pas se leurrer sur son éventuelle exceptionnalité par rapport à l'ensemble du vivant. Pour ce chercheur en biochimie, l'homme est avant tout un être biologique et il estime donc qu'il est tout à fait possible d'appliquer les lois évolutives de la vie aux questions de sociétés¹⁸⁷⁶. Ainsi, sur la question de l'immigration, il assume en tant que biologiste l'idée qu'il existe plusieurs races humaines tout en dénonçant l'extrapolation partisane qui a pu en être faite, conduisant l'idée de leur hiérarchisation¹⁸⁷⁷. Selon lui, au fil des millénaires, les races auraient évolué dans une dialectique subtile et incessante entre elles et leur milieu pour susciter la meilleure réponse possible aux conditions climatiques et nutritives locales¹⁸⁷⁸. Cette analyse conduit Philippe Lebreton à critiquer le recours à l'immigration, qu'il perçoit comme une politique d'importation de main-d'œuvre, qui soumet les immigrés à un déracinement et les expose à des troubles physiques et psychologiques, rendant leur réintégration difficile une fois de retour chez eux¹⁸⁷⁹. Une telle approche de la question migratoire est tributaire d'une période où les pouvoirs publics et la plupart des Français voient dans les immigrés une main-d'œuvre temporaire venue satisfaire un besoin, sans que leur installation définitive en France ne soit encore clairement perçue¹⁸⁸⁰.

Plus fondamentalement, l'exemple de la question migratoire envisagée sous l'angle de l'enracinement et de l'adaptation millénaire à un milieu montre combien Philippe Lebreton analyse le monde contemporain par le prisme de lois biologiques permettant de penser conjointement l'homme et la nature.

¹⁸⁷⁴ Emile Stoll, « L'homme et le monde animal », *Le Courrier de la Baleine*, n°36, mai 1978, p. 6.

¹⁸⁷⁵ Teddy [Edward] Goldsmith, « La société retribalisée », *Le Sauvage*, n°49, 1^{er} janvier 1978, p. 21.

¹⁸⁷⁶ Philippe Lebreton, *L'excroissance*, *op. cit.*, p. 99.

¹⁸⁷⁷ *Ibid.*, p. 321.

¹⁸⁷⁸ *Ibid.*, p. 322.

¹⁸⁷⁹ *Ibid.*, p. 324.

¹⁸⁸⁰ Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes*, Paris, Petite encyclopédie critique, 2010, p. 62.

Il est alors tentant de rapprocher ces propositions sociobiologiques des réflexions de la Nouvelle Droite alors au zénith de son influence grâce à ses connexions avec le groupe Hersant – qui lance le *Figaro Magazine* en 1978¹⁸⁸¹. Envisageant la société comme un système organique général dans lequel la communauté et l'enracinement occupent une place centrale¹⁸⁸², ce courant politique en tire argument pour promouvoir une doctrine antiégalitariste et biologisante hostile à la démocratie et vantant les mérites de la communauté organique¹⁸⁸³.

Les deux projets sont cependant loin de se recouper comme le relève Olivier Dard qui souligne qu'Alain de Benoist, l'un des principaux théoriciens français de la Nouvelle Droite, refuse à cette époque toute pertinence à l'écologie. Dans *Vu de Droite*, paru en 1977, il considère qu'elle repose sur une fausse idée de la nature et des rapports de l'homme à son milieu¹⁸⁸⁴. La Nouvelle Droite milite alors pour une transformation de l'homme sans accorder une place spécifique à la nature et sans remettre en cause, du moins à cette époque, la technique et le nucléaire¹⁸⁸⁵. Les écologistes ont-ils malgré tout été les idiots utiles de la Nouvelle Droite ? Il ne semble pas que cela ait été le cas. De fait, les militants se montrent très vigilants à ne pas prêter le flanc à des accusations de dérive réactionnaire. La condamnation définitive et répétée de La Vie Claire en atteste¹⁸⁸⁶. Ils se font par ailleurs peu l'écho de la polémique lancée en juin 1979 par un article du *Monde* s'alarmant de la puissance des réseaux de la Nouvelle Droite comme si cette question ne les concernait pas directement¹⁸⁸⁷. Néanmoins, dans *La Gueule Ouverte*, un article vise explicitement le GRECE et s'inquiète du retour d'un racisme qui, sous une apparence scientifique, viserait à justifier l'émergence d'une élite biologique qui détiendrait le pouvoir¹⁸⁸⁸. Il n'en demeure pas moins que des convergences ponctuelles s'établissent à

¹⁸⁸¹ Anne-Marie Duranton-Cabrol, « La « nouvelle droite » entre printemps et automne (1968-1986), *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°17, janvier-mars 1988, p. 43.

¹⁸⁸² Olivier Dard, « La Nouvelle Droite, le libéralisme et la décroissance », in Olivier Dard, Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve, 2011, p. 88.

¹⁸⁸³ Anne-Marie Duranton-Cabrol, « La « nouvelle droite » entre printemps et automne (1968-1986), *op. cit.*, p. 44.

¹⁸⁸⁴ Alain de Benoist, *Vu de Droite. Anthologie critique des idées contemporaines*, Copernic, 1977, p. 324, cité par Olivier Dard, « La Nouvelle Droite, le libéralisme et la décroissance », *art. cit.*, p. 96.

¹⁸⁸⁵ *Ibidem*.

¹⁸⁸⁶ Laurent Samuel, « La Vie Claire récidive », *La Gueule Ouverte*, n°86, 31 décembre 1975, p. 9.

¹⁸⁸⁷ Anne-Marie Duranton-Cabrol, « La « nouvelle droite » entre printemps et automne (1968-1986) », *art. cit.*, p. 44.

¹⁸⁸⁸ Jean-Jacques Barloy, « La race des seigneurs », *La Gueule Ouverte*, n°228bis, 20 septembre 1978, p. 14.

la fin des années quatre-vingt entre certains leaders écologistes et Alain de Benoist¹⁸⁸⁹, ce qui montre la difficulté pour les militants à politiser la nature tout en se préservant de ce qu'ils considèrent comme des dérives.

Au-delà du cas spécifique de la Nouvelle Droite, les écologistes peinent à déterminer une position commune sur la nature qui fait toujours l'objet de suspicions de leur part. Ainsi, Lambert, dans sa chronique hebdomadaire dans *La Gueule Ouverte*, n'hésite pas à déclarer que « toute référence à une nature détermine une idéologie régressive »¹⁸⁹⁰.

De fait, malgré les déclarations et les efforts des écologistes, la différenciation des genres entre politique et nature perdure. La question de la pollution est certes envisagée dans un vocabulaire politique mais la fusion idéologique peine à s'opérer. Ainsi, évoquant la pollution des océans et les menaces que cela représente pour l'ensemble de l'humanité, le journaliste du *Sauvage* François Loubet s'exclame « Plancton, tiers-monde, prolétariat = même combat »¹⁸⁹¹. Cette analyse, qui fait des industriels et Etats les principaux responsables de l'essor inquiétant des pollutions, traite donc les questions environnementales dans un langage explicitement politique. Dans cette perspective, la pollution ne semble donc envisagée que comme la manifestation la plus spectaculaire d'un système plus globalement mortifère. Dans ce cas, l'écologie paraît non pas se mêler à la politique mais constituer une nouvelle catégorie de l'action humaine. Cet article, anecdotique en lui-même, traduit les rapports délicats établis par les écologistes entre leur action proprement politique d'une part et ce qui relève d'autre part de la protection de la nature et de l'environnement au sens large. Ces deux dimensions se mêlent, s'articulent mais ne fusionnent pas et la différenciation des catégories perdure.

De fait, l'articulation de la politique et de la nature chez les écologistes tend souvent à s'opérer au détriment de cette dernière. Au soir d'une réunion d'information sur le projet d'autoroute A 86, où elle s'est rendue dans le but d'interviewer Jean-Claude Delarue, Isabelle Cabut constate qu'« il est de bon ton dans nos milieux de mépriser un tantinet, implicitement, tout ce qui se dit consommateur ou usager : on se voudrait tellement marginaux !... au moins dans les idées et dans le discours si on ne peut l'être dans les faits avec la bonne excuse qu'il « faut bien vivre ». Et si nous avons tort ? »¹⁸⁹². Ainsi, selon la

¹⁸⁸⁹ Olivier Dard, « La Nouvelle Droite et la société de consommation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1996/3, n°91, p. 132.

¹⁸⁹⁰ Lambert, « La croisée des mots », *La Gueule Ouverte*, n°236, 15 novembre 1978, p. 10.

¹⁸⁹¹ François Loubet, « On ne badine pas avec la mer », *Le Sauvage*, n°14, juin 1974, p. 37.

¹⁸⁹² Isabelle, « Les petits pas du réformisme », *La Gueule Ouverte*, n°106, 19 mai 1976, p. 2.

journaliste de *La Gueule Ouverte*, les écologistes appartiendraient, quoi qu'ils en disent, davantage au ciel des idées et au monde du discours qu'à l'action quotidienne.

De fait, lutter contre la pollution d'une rivière, promouvoir la création d'un parc naturel régional sont souvent considérés comme de louables actions sans lendemain dans la mesure où les causes profondes des pollutions et des nuisances se seront pas combattues. « L'auteur se moque-t-il ou pense-t-il sincèrement qu'un simple remaniement des structures pourrait régler la situation actuelle ? » s'interroge Claudine Quiblier, journaliste au *Sauvage*, dans une recension du livre de Christian Garnier-Expert, *L'environnement démystifié*¹⁸⁹³.

Dès lors, l'idée de nature semble s'intégrer avec difficulté à une approche idéologique et militante du monde. Asselin, journaliste à la *Gueule Ouverte-Combat non-violent*, en fait le constat désabusé en 1977 :

« Si son entrée [il parle de l'écologie] dans le secteur économique-politique faisait un bruit de Mai 68 et si elle recrutait, à l'aide du radicalisme somptueux de l'antinucléaire, ses troupes de choc, il reste que le domaine des petites fleurs et des petits oiseaux retournait au ridicule pincé, dont beaucoup n'auraient voulu le voir sortir. La Nature, curieusement point de départ de la conscience écologique, devient l'accessoire folklorique du moment. L'écologie n'est-elle pas : politique ? ... »¹⁸⁹⁴.

Il semble que les militants politiques éprouvent des difficultés à intégrer la nature à leur discours autrement que comme symbole ou symptôme d'une crise multiforme. La prégnance de l'idée de changement de société, voire de révolution s'accorde mal avec la nature.

Ainsi, lorsqu'ils présentent leur démarche et tentent d'explicitier leur action, les écologistes tendent, quelle que soit la tendance dont ils se réclament, à ne voir la nature et son corollaire, la pollution, que comme une sorte de déclic amenant à une prise de conscience proprement politique. Philippe Lebreton, qui considère pourtant les naturalistes comme des membres de la famille écologiste, souligne qu'ils doivent dépasser la défense des « petites fleurs » pour prendre des positions plus générales, notamment sur le nucléaire¹⁸⁹⁵. La prise de conscience est ici envisagée comme un détachement d'une situation ou d'une action particulière pour accéder à un niveau supérieur de compréhension du monde.

¹⁸⁹³ Claudine Quiblier, « Eco-livres », *Le Sauvage*, n°10, février 1974, p. 62.

¹⁸⁹⁴ Asselin, « L'ami intérieur », *La Gueule ouverte*, n°188, 15 décembre 1977, p. 2.

¹⁸⁹⁵ P. Lebreton, *L'excroissance*, Paris, Denoël, 1978, p. 184.

De même, les débats qui opposent au sein de Nature et Progrès les partisans d'une démarche politique à ceux qui désirent s'en tenir à la seule promotion de l'agriculture agrobiologique sont interprétés par les écologistes comme la concrétisation de deux niveaux inégaux de prise de conscience. Ainsi, le congrès de Vichy de Nature et Progrès inspire à *Action Ecologique* l'analyse suivante :

« Partie des « petits oiseaux », l'écologie poursuit sa « politisation », c'est-à-dire la double prise de conscience : d'une part que l'homme n'est qu'un élément parmi d'autres dans un complexe naturel ; d'autre part qu'il n'y a pour nous de réussite possible que dans un changement de société »¹⁸⁹⁶

Dans cet extrait, la nature est évoquée de deux manières très différentes. D'une part, elle se résume aux « petits oiseaux » autrement dit à la protection de la nature envisagée de la manière la plus prosaïque qui soit. D'autre part, l'expression « complexe naturel », employée ici dans un sens apparemment proche de celui d'écosystème, suggère que la nature n'est acceptable que dans la mesure où elle est problématisée, théorisée par le biais de la science écologique.

En définitive, il semble que l'écologisme, en tant que démarche de politisation des questions environnementales en vue d'un changement de société, implique le dépassement de la nature. Ainsi, Brice Lalonde rappelle qu'au milieu des années soixante-dix, les Amis de la Terre étaient à la recherche d'un cheval de bataille pour mener une critique globale de la société industrielle. Pendant un temps, ils envisagent de concentrer leurs attaques sur l'automobile car cela leur permettrait de combattre l'ensemble des nuisances de la société moderne – urbanisme, culte de la vitesse, pollutions, exploitation du Tiers-monde pour le pétrole – tout en proposant un projet alternatif de société, reposant sur les transports en commun et la société conviviale¹⁸⁹⁷. Cette anecdote illustre la volonté de dépasser les enjeux immédiats, de ne pas seulement être en réaction contre un projet d'aménagement ou une source particulière de pollution mais de proposer une alternative globale et cohérente.

Par ailleurs, il est possible qu'une approche de la politique donnant la priorité à l'idée au détriment du concret imprègne un certain nombre d'écologistes français. S'ils récusent souvent le terme d'idéologie, ils n'en restent pas moins particulièrement désireux de construire une définition abstraite de l'écologisme.

¹⁸⁹⁶ « A Nature et Progrès, « politiques » contre « apolitiques », *Action écologique*, n°2, décembre 1975, p. 3.

¹⁸⁹⁷ B. Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 190.

L'écrivain Roland de Miller considère que « l'insistance avec laquelle les écologistes soulignent qu'ils remettent en cause non seulement les relations des sociétés avec la nature, mais des hommes entre eux trahit leur honte de s'intéresser à la nature »¹⁸⁹⁸. De même, Cédric Philibert constate que malgré des déclarations de solidarité avec les renards, les organisations écologistes ne font rien pour éviter la disparition des ours, des lynx et des carnivores en général¹⁸⁹⁹. Ce jugement définitif ne paraît pas totalement erroné au regard de la position apparemment subordonnée dans laquelle est tenue la nature au sein de la nébuleuse écologiste.

L'écologisme implique en effet une redistribution de l'ordonnement de l'univers des modernes. L'écologie scientifique et la crise environnementale sont souvent présentées comme la source de cette prise de conscience mais il ne s'agit que d'une étape qu'il faudrait nécessairement dépasser pour aboutir à une analyse proprement politique. La priorité donnée à l'idée et à la théorie politique va de pair avec la mise en avant de la nécessité d'une prise de conscience, corollaire incontournable du processus de politisation. Ce processus est conçu comme une succession d'étapes nécessaires et inéluctables pour arriver à la société écologique. Ainsi, la politisation des questions environnementales confinent dans une certaine mesure celles-ci en périphérie du discours des écologistes.

Les écologistes ne se rassemblent pas autour d'une définition stricte et canonique de la nature et des relations que l'homme et les sociétés doivent entretenir avec elle. Comme en témoigne le flottement du vocabulaire – les militants emploient tour-à-tour les termes de nature, environnement, milieu, écologie – cette démarche est polysémique tout au long de la période. Cependant, ils s'accordent pour faire de l'écologie à la fois un objet de protection, une entité digne de considération et un outil de transformation de la société.

De fait, la variété de ces approches rend peu pertinente la classification canonique issue de l'historiographie américaine qui différencie préservationnistes d'une part et conservationnistes de l'autre puisque dans une certaine mesure, les écologistes aspirent

¹⁸⁹⁸ Roland de Miller, « La nature, dernier souci des écologistes », *Le Courrier de la Baleine*, n°56, novembre-décembre 1980, p. 22.

¹⁸⁹⁹ Cédric et Pierre, « Des mamelles et des poils », *La Gueule Ouverte*, n°223, 16 août 1978, p. 16.

mêler les deux démarches dans une synthèse placée sous l'égide conjointe de l'écologie et de la politique.

En définitive, cette synthèse s'avère pourtant difficile à mettre en œuvre dans la mesure où la politisation de la nature est difficile à mener à bien, soit qu'elle menace de dériver vers une approche sociobiologique du monde, soit que l'analyse proprement idéologique prenne le pas sur la matérialité des écosystèmes. Par ailleurs, en insistant sur le caractère politique de leur démarche voire en prenant leur distance à l'égard de la protection de la nature *stricto sensu*, les écologistes risquent de susciter l'incompréhension d'une grande partie de l'opinion, pour qui ces militants sont avant des amoureux des arbres et des pourfendeurs des papiers gras.

La structuration de la nébuleuse écologiste - conclusion

Dès le milieu des années soixante-dix, il est fréquent que les propositions de fédération des groupes écologistes au sein de structures nationales donnent lieu à des oppositions tonitruantes et des coups d'éclat mémorables. Ce serait pourtant une erreur de réduire l'écologisme à une forme rudimentaire d'anarchisme confortant l'autonomie confortable des groupes locaux. De fait, la campagne présidentielle de René Dumont s'est à peine achevée que la structuration de l'écologisme se mettait en œuvre à plusieurs niveaux.

Celle-ci apparaît comme une démarche convergente organisée autour de trois grandes questions qui interpellent constamment les militants : l'organisation de la nébuleuse, son idée de la nature et ses idées. En dépit des controverses, cette structuration se poursuit car elle témoigne aux yeux de nombreux militants d'une recherche perpétuelle de l'unité de la nébuleuse par delà la diversité de ses manifestations en politique comme sur le terrain.

Par ailleurs, cette démarche trouve sa cohérence dans la volonté de se distinguer d'une société industrielle froide, artificielle, hostile à l'épanouissement véritable de l'individu. Malgré les différences certaines entre ces démarches, la cybernétique, la science des systèmes, l'écologie, l'autogestion ou le mouvement communautaire constituent un ensemble relativement cohérent de références mobilisées dans ce cadre.

Même si cette démarche des écologistes se révèle plus cohérente qu'elle ne le semble de prime abord, elle demeure dépendante d'un ensemble de références auxquelles il est difficile de donner corps autrement que ponctuellement, dans le cadre de petits groupes soudés par l'interconnaissance et le partage d'un militantisme existentiel. Dès lors, pour prétendre à devenir un nouveau paradigme, cette démarche n'a de sens que si elle est reliée à une transformation plus globale de la société. C'est dans cet esprit que les écologistes s'investissent dans les conflits environnementaux qui fleurissent dans la France du milieu des années soixante-dix.

Chapitre V. Sur le terrain de la contestation environnementale

Les années soixante-dix sont marquées par la récurrence des conflits environnementaux qui constituent un moment essentiel dans la structuration d'idées et de pratiques propres au militantisme écologiste.

Dans ce domaine, la spectaculaire floraison des mobilisations antinucléaires a amené les chercheurs à s'interroger sur l'avènement d'une « démocratie technique »¹⁹⁰⁰. Partant du constat d'un poids décisif des questions techniques et des découvertes scientifiques sur les décisions politiques, Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe ont démontré qu'il n'était pas possible de tracer une frontière étanche et précisément délimitée entre les questions qui pourraient être considérées de prime abord comme purement scientifiques et celles qui relèveraient du social ou du politique¹⁹⁰¹. Dans une perspective fortement inspirée de Bruno Latour, les trois explorent alors la possibilité d'une autre régulation des controverses sociotechniques et insistent notamment sur l'importance des « forums hybrides »¹⁹⁰². Cette hybridité doit être entendue de deux manières différentes. Elle s'observe d'une part dans la rencontre de deux univers sociaux différents car des profanes (qu'ils s'agissent de riverains d'un site nucléaire, d'élus ou d'acteurs associatifs) sont amenés à participer à la prise de décision dans des dossiers techniques, scientifiques ou éthiques¹⁹⁰³. D'autre part, dans la terminologie de Bruno Latour, les hybrides sont des objets faisant appel à la fois à la science, à la nature et à l'humain¹⁹⁰⁴.

Mises en œuvre au Danemark dès les années quatre-vingt, les conférences de citoyens seraient l'une des principales illustrations de cette nouvelle démocratie technique. Ainsi, en France, en 1998, quatorze personnes choisies par l'IFOP ont été mandatées pour formuler un avis sur la question de l'utilisation des OGM (Organismes génétiquement modifiés) dans l'agriculture et l'alimentation dans le cadre d'un événement organisé par

¹⁹⁰⁰ Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

¹⁹⁰¹ *Ibid.*, p. 45.

¹⁹⁰² *Ibid.*, p. 54.

¹⁹⁰³ *Ibid.*, pp. 35-36.

¹⁹⁰⁴ François Jarrige, « De l'écologie politique en France », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, 13 décembre 2011, p. 7.

l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques¹⁹⁰⁵. Pour cela, ils ont pu poser publiquement des questions à un groupe d'une trentaine d'experts avant de présenter un avis à la presse¹⁹⁰⁶. Ainsi, pour les chercheurs qui s'inscrivent dans ce courant de pensée, une « démocratie dialogique » serait en cours d'apparition, refusant de s'en tenir à la règle de la majorité, faisant du consensus un objectif¹⁹⁰⁷.

Le modèle de la démocratie technique est incontestablement séduisant car il permettrait de dépasser les insuffisances de la démocratie représentative, notamment sur les questions environnementales (distance entre le citoyen et l'élu, incapacité à prendre en compte les enjeux de long terme)¹⁹⁰⁸. Il serait dès lors tentant de faire des années soixante-dix le prélude de cette démocratie technique et de voir derrière les débats autour du nucléaire les germes d'une nouvelle forme de régulation des conflits.

Ce passage entend mettre cette hypothèse à l'épreuve en se penchant sur les conflits environnementaux des années soixante-dix. Il s'agit dans un premier temps d'analyser ceux-ci témoignent d'une crise du consentement aux institutions exacerbée par l'inefficacité des modes de régulation potentielle. Dans ce contexte particulièrement agité, les écologistes font du conflit environnemental la principale voie pour amener à un changement de société jusqu'à ce que l'échec de cette stratégie ne les conduise à envisager d'autres modes d'action.

¹⁹⁰⁵ Daniel Boy, Dominique Donnet Kamel, Philippe Roqueplo, « Un exemple de démocratie participative : la « conférence de citoyens » sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de science politique*, 2000/4-5, vol. 50, p. 779.

¹⁹⁰⁶ *Ibidem*.

¹⁹⁰⁷ *Ibid.*, p. 802.

¹⁹⁰⁸ Dominique Bourg, Kerry Whiteside, « Pour une démocratie écologique », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, 1^{er} septembre 2009, p. 1.

1. Une période propice à l'écllosion de conflits environnementaux

Dans les années soixante, près de 20 000 associations sont déclarées chaque année en France ; elles sont 30 000 dans la décennie suivante¹⁹⁰⁹. Le fait associatif gagne donc en importance durant les années 68, par l'accroissement du nombre de structures créées mais surtout par la pluriappartenance grandissante des individus qui adhèrent simultanément à plusieurs associations différentes. Dans ce cadre, les organisations liées à la protection de la nature et de l'environnement et les groupes écologistes connaissent un essor notable et relevé par nombre d'observateurs¹⁹¹⁰.

Une telle floraison pourrait aller à l'encontre d'une vulgate inspirée par la lecture de Tocqueville qui voit dans la France un pays caractéristique d'une société civile atone car écrasée par un Etat tout puissant. Dans cette perspective, la propension des Français à s'associer serait faible car chacun s'en remettrait à l'Etat entraînant une atomisation de la société¹⁹¹¹. Jean-François Soulet dépeint ainsi une société civile française constamment en butte à un « Etat fier et dominateur »¹⁹¹². Cette situation serait d'autant plus dommageable que la force et l'autonomie de la société civile constitueraient des conditions nécessaires à une réelle émancipation des individus¹⁹¹³. Dans un ouvrage récent, Pierre Rosanvallon a pourtant mis en garde contre une reprise irréfléchie de la vulgate toquevillienne alors que l'analyse de l'évolution des corps intermédiaires depuis le XIX^e siècle atteste que l'histoire de France politique et institutionnelle de la France ne se résume pas au triomphe du jacobinisme¹⁹¹⁴. Loin d'être irrémédiablement écrasée par un Etat tout puissant, la société civile en France aurait ses caractéristiques propres, qu'il convient d'explorer sans préjuger de son hypothétique faiblesse.

En soulignant l'importance et la récurrence des conflits liés à l'aménagement de l'espace ou à l'exploitation des ressources, l'histoire environnementale contribue à

¹⁹⁰⁹ Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République*, op. cit., p. 28.

¹⁹¹⁰ Dominique Pons, « A quelle porte frapper », *Le Sauvage*, n°8, décembre 1973, p. 52.

¹⁹¹¹ Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République*, op. cit., p. 24.

¹⁹¹² Jean-François Soulet, *La révolte des citoyens. De la guerre des Demoiselles (1830) à José Bové*, Toulouse, Editions Privat, 2001, p. 19.

¹⁹¹³ Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français*, op. cit., p. 9.

¹⁹¹⁴ *Ibid.*, pp. 10-11.

l'épanouissement de cette nouvelle approche¹⁹¹⁵. Les travaux portant sur la notion de justice environnementale et sur les processus de régulation des nuisances montrent en effet combien les dimensions sociales et environnementales des inégalités ne peuvent être séparées¹⁹¹⁶. Dans cette perspective, la remédiation des inégalités environnementales ne repose pas uniquement sur les actions des individus ou des pouvoirs publics mais aussi sur des associations¹⁹¹⁷. De fait, dans le domaine de la protection de l'environnement, la société civile – qu'ils s'agissent des pêcheurs à la ligne, des sociétés savantes ou des hygiénistes – précède bien souvent le politique¹⁹¹⁸ voire entre en concurrence avec lui.

Dès le XIX^e siècle, il n'est pas rare que les riverains se dressent contre des nuisances industrielles dont ils craignent les conséquences sur leur santé, leur confort ou leur source de revenu¹⁹¹⁹. Dans les années soixante, des associations de défense apparaissent en région parisienne pour protester contre les modalités et les finalités de la création des villes nouvelles¹⁹²⁰. Comme le démontrent les travaux les plus récents, les années soixante-dix n'ont donc pas le monopole des conflits environnementaux. Considérer que cette période serait exceptionnelle, que la société commencerait enfin à prendre conscience de l'impact environnemental et social de ses activités est donc hors de propos. Il s'agit donc, de manière plus modeste, d'en cerner les éventuelles spécificités en s'interrogeant plus particulièrement sur le rôle joué par les écologistes.

Il est donc nécessaire dans un premier temps de dresser un panorama géographique de la contestation environnementale dans la France des années soixante-dix avant de s'interroger sur la vigueur de la contestation antinucléaire. De fait, il s'avère que la forte conflictualité de cette période traduit avant tout l'essoufflement d'un mode de régulation de la gestion de l'espace hérité de l'après-guerre.

¹⁹¹⁵ Fabien Locher, Grégory Quenet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspective d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, octobre-décembre 2009, pp. 32-33.

¹⁹¹⁶ Geneviève Massard-Guilbaud, Richard Rodger, "Reconsidering Justice in the Past Cities: When Environmental and Social Dimensions Meet", in Geneviève Massard-Guilbaud, Richard Rodger (dir.), *Environmental and Social Justice in the City. Historical Perspectives*, Isle of Harris, White Horse Press, 2011, pp. 3 sqq.

¹⁹¹⁷ *Ibid.*, pp. 33-34.

¹⁹¹⁸ Denis Bocquet, Stéphane Frioux, « L'histoire environnementale comme histoire sociale : vers de nouveaux terrains de recherche », *Histoire et Sociétés*, n°27, 1^{er} trimestre 2009, p. 8.

¹⁹¹⁹ Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle (France, 1789-1914)*, Paris, EHESS, 2010, Charles-François Mathis, *In Nature We Trust. Les paysages anglais à l'ère industrielle*, Paris, PUPS, 2010.

¹⁹²⁰ Loïc Vadelorge, « Le grand Paris sous la tutelle des aménageurs ? Planification des usages, critiques et résistances », in Céline Pessis et alii, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, op. cit., p. 129.

a. Géographie des conflits environnementaux

L'expression « conflits environnementaux » est ici employée pour désigner une situation opposant plusieurs acteurs autour de l'utilisation ou de l'aménagement d'un espace donné. Comme le souligne Geneviève Massard-Guilbaud et Richard Rodger, l'emploi du terme « environnemental » est préférable à celui d'« écologique » car la question du rapport des sociétés à leur écosystème ne constitue qu'une dimension parmi d'autres de ces conflits dont les aspects sociaux, économiques ou encore politiques ne peuvent être négligés, ce que traduit mieux le terme environnemental utilisé dans son sens le plus large¹⁹²¹.

Il convient de distinguer les conflits environnementaux de la contestation environnementale. En effet, ce dernier terme implique une démarche proprement politique de remise en cause de l'ordre établi. Cette expression doit donc être réservée aux situations où les militants, se réclamant explicitement de l'écologisme, entendent faire de ces conflits la matrice d'une transformation de la société.

Bruno Charlier évalue à plus de 14 000 les actions de conflictualité environnementale en France entre 1974 et 1994¹⁹²². Dans la mesure où les écologistes apparaissent à la même période, il serait tentant d'établir un lien de cause à effet direct entre les deux phénomènes¹⁹²³. Il s'agit ici d'aller au-delà du seul constat d'une coïncidence des deux phénomènes pour analyser de manière synthétique la manière dont les écologistes s'insèrent dans ces conflits sur le terrain.

Durant la période, de nombreux conflits opposent les populations locales aux pouvoirs publics à propos de la construction d'une infrastructure ou, plus généralement, d'une décision relative à l'aménagement du territoire. Dans ce domaine, l'un des conflits les plus médiatisés est sans nul doute celui du Larzac (Aveyron) dès le début des années soixante-dix.

Dans ce département où la déprise rurale a été forte tout au long du XX^e siècle mais dont l'agriculture s'est modernisée jusqu'à devenir la première zone ovine française, un projet d'extension du camp militaire, mené sans concertation, provoque dès le début des

¹⁹²¹ *Ibid.*, p. 19.

¹⁹²² Bruno Charlier, *La défense de l'environnement : entre espace et territoire*, op. cit., p. 33.

¹⁹²³ Etant donné l'importance de la contestation antinucléaire durant cette période, celle-ci sera traitée à part bien qu'elle partage de nombreux traits communs avec les autres types de conflits environnementaux.

années soixante-dix de très vives oppositions¹⁹²⁴. Ainsi, en janvier 1971, des agriculteurs locaux créent l'Association de Sauvegarde du Larzac et de son Environnement ; ils sont bientôt rejoints par de très nombreux soutiens venus de milieux très divers¹⁹²⁵. Durant toute la décennie, les actes de désobéissance civile succèdent aux rassemblements sur le causse et les marches sur Paris, parfois accompagnée de brebis, ponctuent les négociations menées à la sous-préfecture de Millau ou dans les ministères. Ce n'est qu'en 1981 que le conflit prend fin lorsque François Mitterrand, devenu président, décide d'abandonner le projet d'extension du camp¹⁹²⁶.

Ce conflit n'aurait été à ce point mobilisateur si ses acteurs n'avaient su, au fil des années, lui donner des enjeux excédant la seule défense de quelques agriculteurs ovins sur un plateau isolé. Ceux qui se reconnaissent dans la lutte des paysans du Larzac y voient le symbole d'une résistance multiforme contre l'armée, l'Etat ou la société industrielle dans son ensemble, même si les paysans du Larzac, bientôt surnommés les « 103 », conservent tout au long des années soixante-dix une nette prééminence dans la conduite de la lutte¹⁹²⁷. Ainsi, dès 1971, diverses tendances de l'extrême-gauche se mobilisent, depuis les maoïstes jusqu'aux occitanistes¹⁹²⁸, ce qui aboutit à l'organisation d'immenses rassemblements de soutien : ils sont 80 000 les 25 et 26 août 1973 et environ 100 000 l'année suivante¹⁹²⁹. En outre, les défenseurs du Larzac peuvent compter sur le soutien des réseaux chrétiens et non-violents, par l'intermédiaire du CMR (Chrétiens en monde rural) et de la communauté de l'Arche emmenée par Lanza del Vasto¹⁹³⁰.

A la faveur des rassemblements estivaux sur le causse, l'écologie apparaît alors comme une démarche encore vague agglomérant les motivations les plus diverses comme en atteste un reportage diffusé au journal télévisé d'Antenne 2 en août 1977¹⁹³¹. Pour comprendre ce que signifie être écologiste, le journaliste questionne un groupe de jeunes

¹⁹²⁴ Pierre-Marie Terral, *Larzac. De la lutte paysanne à l'altermondialisme*, Toulouse, Privat, 2011, pp. 29 *sqq.*

¹⁹²⁵ *Ibid.*, p. 40.

¹⁹²⁶ *Ibid.*, p. 174.

¹⁹²⁷ *Ibid.*, pp. 84 *sqq.*

¹⁹²⁸ *Ibid.*, p. 41.

¹⁹²⁹ Alexis Vrignon, « L'été sera chaud ! Les rassemblements militants dans les années soixante-dix », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, publié le 20 juillet 2011, p. 1.

¹⁹³⁰ Olivier Landron, *Le catholicisme vert. Histoire des relations entre l'Eglise et la nature au XX^e siècle*, Paris, Cerf, 2008, pp. 320 *sqq.*

¹⁹³¹ Philippe Gassot, « Qui sont les écologistes ? », *JA2 20H*, Antenne 2, 13/08/77, 4 min. 24 s., <http://www.ina.fr/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/video/CAB7700857001/qui-sont-les-ecologistes.fr.html>, consulté le 01/02/13.

gens qui, partis du site du surgénérateur de Creys-Malville (Isère), alors en construction, marchent jusqu'au Larzac pour participer au rassemblement organisé sur le plateau le 15 août. A cette question, un premier répond qu'à son avis, il y a « vachement de motivations qui peuvent amener quelqu'un à être écologiste »¹⁹³² tandis qu'un autre avoue ne pas savoir vraiment s'il est écologiste mais ajoute que, venant du nord du Finistère, il est évidemment sensibilisé à la question de la pollution. Un troisième observe que « tout le monde ne vient pas pour les mêmes raisons, c'est certain mais enfin disons qu'il y a un certain nombre d'objectifs qui nous sont communs »¹⁹³³. Dans un sens, la question posée semble incongrue aux yeux des personnes interrogés : le Larzac agglomère des luttes, attire des personnes concernées mais ne fait pas office de traité politique qui distingue, classifie et établit des typologies. L'insoutenable légèreté de l'écologisme, déjà évoquée dans la première partie de ce travail, apparaît encore comme un trait prégnant de cette forme de militantisme dans la seconde partie des années soixante-dix. La démarche écologiste paraît irriguer la lutte du Larzac sans pour autant en constituer un aspect à part entière.

De fait, il est indubitable que la proximité avec la nature est valorisée dans les rassemblements tant au niveau des participants que de l'organisation. La vie sous la tente, ne serait-ce que pour une nuit ou deux, permet d'affirmer la possibilité voire la nécessité d'une vie plus simple, dans un échange avec la nature¹⁹³⁴. Il en va de même dans le travail des champs, fût-il symbolique. Sur le Larzac, l'importance de la protection d'un espace productif est très souvent mise en valeur, le caractère authentique des productions s'opposant à l'artificialité menaçante de l'armée, devenue le symbole d'une société industrielle menaçante et socialement injuste : la brebis s'oppose au char d'assaut¹⁹³⁵. Ainsi, lors du rassemblement sur le Larzac de 1974, les moissonneuses sont placées en tête du cortège et le rassemblement est placé sous le signe de la solidarité avec le Tiers-monde, au moment où la famine sévit dans le Sahel¹⁹³⁶. Pourtant, on peut supposer que les manifestants ne sont pas tous sensibles au caractère productif des espaces menacés ;

¹⁹³² *Ibidem*.

¹⁹³³ *Ibidem*.

¹⁹³⁴ Alain Rodier, « Larzac », *ITI 20H*, France Régions 3 Toulouse, 13/08/77, 1 min. 59 s., <http://www.ina.fr/video/CAA7700971601/larzac-video.html>, consulté le 11/02/2013.

¹⁹³⁵ *Ibidem*.

¹⁹³⁶ Pierre-Marie Terral, *Larzac, op. cit.*, p. 94.

aux yeux du néophyte, le Larzac peut aussi apparaître comme un désert, au sens religieux du terme, menacé par une civilisation urbaine aliénante¹⁹³⁷.

Ainsi, au gré des rassemblements estivaux, le cause attire aussi bien le militant passionné que le dilettante vaguement concerné et les motivations s'entremêlent, indissolublement. C'est dire s'il convient de ne pas voir derrière chaque manifestant un écologiste convaincu. A l'inverse, il est indéniable que la structuration de l'écologisme doit beaucoup à ce conflit environnemental. Ainsi, de proche en proche, l'écologisme trouve le chemin du Larzac sans qu'il soit possible d'identifier les deux causes.

De fait, de nombreux militants écologistes participent aux comités Larzac qui se structurent sur l'ensemble du territoire au cours de la décennie¹⁹³⁸. Celui de Lille est ainsi hébergé dans le local des Amis de la Terre¹⁹³⁹ cependant que le groupe de Gap déclare entretenir de bonnes relations avec le comité Larzac des Hautes-Alpes¹⁹⁴⁰. De même, en 1977, l'Agence de Service des Amis de la Terre lance une souscription destinée à financer la construction d'une éolienne sur le Larzac¹⁹⁴¹ ; celle-ci doit permettre d'alimenter en électricité les paysans nouvellement installés auxquels EDF refuse le raccordement mais aussi d'éprouver sur le terrain la résistance de ce prototype aux vents violents qui balaient la région¹⁹⁴². De leur côté, *La Gueule Ouverte* et *Le Sauvage* soutiennent et répercutent régulièrement les actions de soutien aux paysans du Larzac et notamment l'opération « 3 % Larzac »¹⁹⁴³. Il s'agit en l'occurrence d'appeler les personnes soutenant la cause des paysans du Larzac à envoyer une somme correspondant à 3 % de leurs impôts à l'Association pour la Promotion de l'Agriculture sur le Larzac, chargée d'utiliser les fonds pour assurer le maintien d'une activité agricole viable sur place. Enfin, l'écologisme est explicitement évoqué durant le rassemblement de l'été 1977 au travers de débats abordant notamment le thème du nucléaire et tandis qu'à Montredon (village situé sur le plateau) se tient l'une des premières réunions en vue de la

¹⁹³⁷ Alain Rodier, « Larzac », *ITI 13H*, TF1, 13/08/77, 1 min. 28 s., <http://www.ina.fr/video/CAA7700970301/larzac-video.html>, consulté le 11/02/2013.

¹⁹³⁸ On en compte 75 en 1975. Pierre-Marie Terral, *Larzac, op. cit.*, p. 93.

¹⁹³⁹ « Gardarem lo Larzac », *Légitime défense*, n°8, 4^e trimestre 1976, p. 34.

¹⁹⁴⁰ « Liaisons », *Le Courrier de la Baleine*, n°18, s.d., p. 1.

¹⁹⁴¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre. Réunion du 8 juin 1977.

¹⁹⁴² *Ibidem*.

¹⁹⁴³ Vincent Roussel, « Non chef ! », *La Gueule Ouverte*, n°176, 22 septembre 1977, p. 2.

création d'un collectif électoral écologiste à l'occasion des élections législatives de 1978¹⁹⁴⁴.

Sur ce point, Pierre-Marie Terral va jusqu'à considérer que le Larzac constitue durant les années soixante-dix un lieu de conversion pour des militants venus de la gauche extraparlamentaire et évoluant vers l'écologie politique¹⁹⁴⁵. Une telle analyse doit être nuancée dans la mesure où les militants les plus investis dans la défense du Larzac ne rejoignent les écologistes que plus tard. Ainsi, Alain Lipietz ne s'engage chez les Verts qu'en 1986 à la faveur des élections législatives où il est tête de liste en Seine-Saint-Denis¹⁹⁴⁶. De même, si en 1981 José Bové, installé sur place depuis 1976, accueille chez lui une réunion de membres des Amis de la Terre et du PSU pour discuter de la création d'un parti écologiste¹⁹⁴⁷, ce n'est qu'en 2008 qu'il rejoint les Verts dans la perspective des élections européennes de l'année suivante¹⁹⁴⁸.

Si les liens entre les écologistes et le Larzac s'avèrent complexes et si ces deux causes ne peuvent donc être assimilées l'une à l'autre, il n'en reste pas moins que cette lutte fascine. Georges Didier écrit ainsi dans *La Gueule Ouverte* que le Larzac est un « symbole vivant »¹⁹⁴⁹ d'une autre vie possible où chacun se connaît et travaille à mettre en œuvre « l'autogestion du comportement et de la créativité »¹⁹⁵⁰. Ainsi, le Larzac, isolé et pourtant carrefour des contestations des années soixante-dix, apparaît comme le lieu de tous les possibles où chaque sensibilité militante peut projeter ses propres aspirations. L'écologiste y verra une recherche d'autonomie mobilisant des technologies douces et des savoir-faire ancestraux, le non-violent une démonstration par l'exemple de l'efficacité de cette doctrine tandis que le militant occitan se réjouira de voir son pays résister au centralisme parisien. Par son existence même, le Larzac amène à relativiser l'imperméabilité des étiquettes militantes.

Dans cette perspective, la lutte des paysans du Larzac constitue une source d'inspiration pour les militants écologistes comme en atteste le mot d'ordre lancé en 1975 par différents groupes écologistes à travers la France : « Des Larzac partout »¹⁹⁵¹. L'objectif de cette campagne est d'affirmer la convergence des conflits

¹⁹⁴⁴ Georges Didier, « Le Larzac, jusqu'où ? », *La Gueule Ouverte*, n°171, 18 août 1977, p. 3.

¹⁹⁴⁵ Pierre-Marie Terral, *Le Larzac*, *op. cit.*, p. 134.

¹⁹⁴⁶ Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, *op. cit.*, p. 169.

¹⁹⁴⁷ José Bové, *Du Larzac à Bruxelles*, Paris, Le cherche midi, 2011, p. 98.

¹⁹⁴⁸ *Ibid.*, p. 77.

¹⁹⁴⁹ Georges Didier, « Le quotidien est politique », *La Gueule Ouverte*, n°170, 11 août 1977, p. 7.

¹⁹⁵⁰ *Ibidem.*

¹⁹⁵¹ Pierre-Marie Terral, *Larzac*, *op. cit.*, p. 113.

environnementaux au-delà de la spécificité de chaque situation locale. Dans cette perspective, le Larzac apparaît comme un modèle de mobilisation durable et efficace dont il faudrait s'inspirer. Pourtant, en dépit de l'invocation du Larzac, cette campagne semble un échec. Ainsi, à Braud-Saint-Louis (Gironde) où EDF projette la construction d'une centrale nucléaire, le rassemblement du 30 août 1975 n'attire que 1 700 personnes alors que les organisateurs en espéraient 20 000¹⁹⁵².

Au-delà de ces conflits liés à un projet d'aménagement ou d'infrastructure, dont le Larzac n'est qu'un exemple parmi d'autres¹⁹⁵³, la France des années soixante-dix connaît également un certain nombre d'affaires liées à une pollution spécifique, souvent d'origine industrielle. De tels épisodes sont loin d'être inédits et se sont multipliés au XIX^e siècle avec l'essor technique et la diffusion spatiale de l'industrie¹⁹⁵⁴. Néanmoins, pour la plupart des Français de cette époque, il s'agit d'un problème nouveau ou du moins d'une ampleur jamais vue comme en attestent les réactions particulièrement nombreuses et catastrophées lors du naufrage du *Torrey Canyon* (18 mars 1967)¹⁹⁵⁵.

Ainsi, durant l'été 1975, les marins-pêcheurs de Basse-Normandie multiplient les manifestations pour protester contre la pollution de la baie de Seine et de la Manche¹⁹⁵⁶. Ils dénoncent à la fois le rejet des eaux d'égout non épurées de la région parisienne et ceux issues des industries pétrolières et chimiques locales : 9 000 tonnes de phosphogypse sont ainsi évacués dans l'océan chaque année au large du Calvados¹⁹⁵⁷. Les pêcheurs s'inquiètent particulièrement de la prolifération à chaque mois de juin d'une algue brune qui semble provoquer des maladies de peau¹⁹⁵⁸. Le blocage des ports de Deauville et Trouville puis l'hospitalisation d'un pêcheur à la suite de graves lésions cutanées provoquent de nombreuses réactions chez les élus locaux – notamment de la part d'André Duroméa, député-maire communiste du Havre – ainsi qu'au gouvernement

¹⁹⁵² CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*. Décembre 1976, p. 69.

¹⁹⁵³ Ces conflits semblent particulièrement nombreux dans les zones périurbaines dont l'usage a récemment changé pour l'adapter à l'automobile ou à une activité industrielle. Cf. Loïc Vadelorge, « Le Grand Paris », *art. cit.*, p. 128.

¹⁹⁵⁴ Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle*, *op. cit.* Cf. également Christoph Bernhardt, Geneviève Massard-Guilbaud (dir.), *Le démon moderne. La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002, pp. 10 *sqq.*

¹⁹⁵⁵ Tudi Kernalegenn, *Luttes écologistes dans le Finistère. Les chemins bretons de l'écologie (1967-1981)*, Fouesnant, Yoran Embanner, 2006, pp. 27 *sqq.*

¹⁹⁵⁶ « Environnement. Les pêcheurs normands multiplient les manifestations contre la pollution », *Le Monde*, n°9487, 22 juillet 1975, p. 21.

¹⁹⁵⁷ *Ibidem.*

¹⁹⁵⁸ Claude Soyer, « Un marin pêcheur hospitalisé au Havre », *Le Monde*, n°9488, 23 juillet 1975, p. 16.

(d'autant que Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, est également maire de Deauville)¹⁹⁵⁹. D'une manière générale, le manque de stations d'épuration en France – encore signalé par les écologistes lors des élections municipales de 1977¹⁹⁶⁰ – entraîne de nombreux conflits de ce genre le long des fleuves et des rivières. C'est notamment le cas à Quimper où la Laïta, polluée par l'activité des papeteries, serait un « égout à ciel ouvert »¹⁹⁶¹.

La médiatisation de ces conflits, qu'ils concernent un projet d'infrastructure ou la remise en cause d'une nuisance industrielle, suscite des débats souvent semblables sur l'incidence éventuelle de ces pollutions sur la santé des populations, sur la responsabilité des industriels et sur la difficulté de déterminer un ordre de priorité entre la défense de l'environnement et le développement économique.

Il est encore difficile d'expliquer cette apparente augmentation du nombre de conflits environnementaux. Est-elle au contraire le signe d'un changement de sensibilité, qui rend insupportable ce qui était autrefois toléré¹⁹⁶² ? Si cette hypothèse n'est pas à exclure formellement, les travaux récents montrent l'importance d'un mécontentement des populations bien avant cette période¹⁹⁶³. Il serait cependant peu satisfaisant de s'en tenir au seul constat d'une répétition sans fin de l'histoire par-delà la variété des événements ; tout comme il serait erroné de voir derrière chacun de ces conflits le signe de l'action des écologistes.

L'exemple du Larzac, particulièrement bien documenté sur la durée, démontre que, sur le terrain, l'écologisme est encore une idée floue, plastique, dont les idées et les mots d'ordre sont susceptibles d'être appropriés par un grand nombre d'acteurs différents. Il reste à savoir si une telle configuration est observable dans les conflits liés à la construction des centrales nucléaires civiles, dont l'intensité s'accroît après 1974.

b. Voyage dans la France antinucléaire

¹⁹⁵⁹ « L'affaire du pêcheur hospitalisé. Le maire du Havre demande des mesures urgentes à M. Chirac », *Le Monde*, n°9489, 24 juillet 1975, p. 18.

¹⁹⁶⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Tract « Ecologie et Survie. Municipales. Belfort ». S.d. [c. 1977].

¹⁹⁶¹ René Conan, « Si l'usine sautait... », *Le Courrier de la Baleine*, n°28, s.d., p. 4.

¹⁹⁶² Dans ce cas, ce processus serait similaire à celui mis en évidence par Alain Corbin dans *Le miasme et la jonquille*, Paris, Seuil, 2001.

¹⁹⁶³ Christophe Bonneuil, Céline Pessis, Sezin Topçu, « Pour en finir avec les « Trente Glorieuses » », in Céline Pessis et alii, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, op. cit., pp. 22 sqq.

Dès sa création en 1974, *Combat Nature* comporte une rubrique régionale qui publie les comptes-rendus des actions des associations sur le terrain. C'est en s'appuyant sur cette source que Bruno Charlier a constitué une base de données détaillant 1619 situations conflictuelles réparties sur l'ensemble du territoire en 1974 et 1994¹⁹⁶⁴. Dans cet ensemble, 8 % des cas concernent l'industrie nucléaire et 46 % des conflits environnementaux de ce type ont lieu entre 1976 et 1980¹⁹⁶⁵. C'est dire la spécificité de cette période bien que la contestation antinucléaire commence bien plus tôt.

De fait, si dès la fin des années quarante, la bombe nucléaire est remise en cause¹⁹⁶⁶, si les manifestations de Fessenheim et de Bugey au début des années soixante-dix marquent les prémices de l'opposition au nucléaire civil en France, c'est bien la décision du gouvernement Messmer de mettre en œuvre un plan de construction de centrales d'une ampleur inédite qui provoque l'éclosion de nombreux conflits parfois très virulents en divers points du territoire¹⁹⁶⁷. La guerre du Kippour (octobre 1973), qui conduit au triplement du prix du pétrole, constitue en effet un formidable aiguillon pour le programme nucléaire français¹⁹⁶⁸. En mars 1974, le gouvernement annonce la construction dans les deux années à venir de treize réacteurs de 900 MW¹⁹⁶⁹. Ce « plan Messmer » ne constitue cependant que l'annonce la plus spectaculaire d'un programme plus vaste¹⁹⁷⁰. Durant l'ensemble des années soixante-dix, EDF est ainsi chargée d'installer une puissance nucléaire totale de 34 000 MW, ce qui représente environ trente-cinq réacteurs soit une dizaine de centrales, alors qu'en 1974, la France ne compte que cinq centrales électronucléaires en activité¹⁹⁷¹.

Pour autant, étudier les spécificités de la contestation antinucléaire au milieu des années soixante-dix ne doit pas conduire à donner une vision héroïsée qui ne s'appuierait

¹⁹⁶⁴ Bruno Charlier, *La défense de l'environnement : entre espace et territoire*, op. cit., pp. 15-22.

¹⁹⁶⁵ *Ibid.*, p. 39.

¹⁹⁶⁶ Sezin Topçu, « Atome, gloire et désenchantement. Résister à la France atomique avant 1968 », in Céline Pessis et alii, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, op. cit., pp. 189 sqq.

¹⁹⁶⁷ Nicolas Vichney, « Le programme nucléaire d'EDF appelle un effort important mais non démesuré. Entretien avec Marcel Boiteux », *Le Monde*, n°9339, 24 janvier 1975, p. 1.

¹⁹⁶⁸ Frédérique de Gravelaine, Sylvie O'Dy, *L'Etat E.D.F.*, Editions Alain Moreau, 1978, p. 27.

¹⁹⁶⁹ Soit 11 700 MW. Il faut préciser qu'une centrale électronucléaire rassemble plusieurs réacteurs (généralement quatre). Cf. *Ibidem*.

¹⁹⁷⁰ Dès 1972, la commission parlementaire PEON (Production d'Electricité d'Origine Nucléaire) préconise la construction de vingt-cinq nouveaux sites nucléaires d'ici à l'an 2000. Cf. Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, op. cit., p. 52.

¹⁹⁷¹ Frédérique de Gravelaine, Sylvie O'Dy, *L'Etat E.D.F.*, op. cit., p. 27. Dont la centrale de Brennilis (Finistère) située dans les Monts d'Arrée, d'une puissance de 70 MW, destinée à expérimenter la production d'électricité en utilisant de l'uranium faiblement enrichi, modéré à l'eau lourde et refroidi au gaz carbonique.

que sur les mobilisations des acteurs les plus déterminés¹⁹⁷². C'est dire l'intérêt d'une approche typologique permettant une analyse synthétique des formes locales de contestation des nouveaux projets de centrale¹⁹⁷³.

Dans la France des années soixante-dix, certains projets suscitent une opposition notable et durable de la population et des militants antinucléaires qui parviennent à instaurer un rapport de force pérenne. Ainsi, en Basse-Loire, EDF envisage de construire une centrale dès 1972 sur le site d'Ingrandes-Montjean-Champtocé-sur-Loire (Maine-et-Loire), entraînant la création immédiate du comité antipollution d'Ingrandes et de la Vallée de la Loire, fort de 2 500 adhérents en 1975¹⁹⁷⁴. A cette date, le conseil général et EDF s'accordent finalement sur le site du Pellerin, appelé selon eux à constituer le socle d'un pôle industriel majeur à l'échelle du grand ouest de la France¹⁹⁷⁵. Progressivement, les groupes opposés à ce projet se fédèrent au sein d'une coordination des comités de défense de la Basse-Loire à laquelle s'adjoignent les syndicats (en particulier la FDSEA et la CFDT) ainsi que les partis politiques de gauche¹⁹⁷⁶. Ainsi, les phases de mobilisation accompagnent les différentes étapes de la phase de préparation des travaux et, contrairement à la plupart des conflits environnementaux liés au nucléaire, les opposants au projet parviennent à obtenir l'annulation du projet dans les années quatre-vingt-dix¹⁹⁷⁷.

Une telle longévité et une telle importance de la mobilisation peut être observée sur d'autres sites : Plogoff (Finistère), Golfech (Tarn-et-Garonne), Fessenheim (Haut-Rhin) ou encore Malville (Isère). Sur ces différents sites, ces mobilisations se traduisent par des rassemblements parfois de grande envergure. Ainsi, plus de 60 000 personnes sont présentes à Malville le 31 juillet 1977¹⁹⁷⁸, elles sont entre 15 et 20 000 au Pellerin le 8

¹⁹⁷² A ce titre, si l'histoire de la contestation antinucléaire à Plogoff est d'un grand intérêt, il faut étendre l'analyse à d'autres cas qui susceptibles de faire des interprétations différentes.

¹⁹⁷³ Outre le travail de Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, op. cit., et ceux, déjà cités, de Gabrielle Hecht, il faut évoquer l'ouvrage de Gilles Simon, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, PUR, 2010, ou encore la thèse d'Emmanuel Rivat, *La transnationalisation de la cause anti-nucléaire en Europe. Comparaison des réseaux de militants en France, aux Pays-Bas, en Allemagne*, sous la direction d'Antoine Roger et Jan Willem Duyvendak, Université de Bordeaux 4, 2013.

¹⁹⁷⁴ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*, s.d. [décembre 1976], p. 161.

¹⁹⁷⁵ Archives départementales de Loire-Atlantique [AD44]. 1167 W 60. Note explicative du dossier de demande de déclaration d'utilité publique, centrale nucléaire du Pellerin. S.d. [début 1976].

¹⁹⁷⁶ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 2. Tract « Non à la centrale du Pellerin ! Non aux expropriations ! Tous à la marche : le Pellerin-Nantes ». S.d. [octobre 1978].

¹⁹⁷⁷ Entretien avec Annick Bruneau. 18 mars 2011.

¹⁹⁷⁸ Ils seraient 22 000 selon la police. Cf. CAC. Fonds Ministère de l'Intérieur. 19990044/1. Rapport technique de fin de service, direction centrale de la sécurité publique. S.d. [début août 1977].

mai 1977¹⁹⁷⁹ et 25 000 à Paris pour une manifestation contre le nucléaire à l'appel du PSU et des Amis de la Terre¹⁹⁸⁰. Ces conflits ont pour point commun de fédérer des acteurs divers, depuis les militants écologistes jusqu'aux syndicalistes – souvent membres de la CFDT et parfois de la CGT¹⁹⁸¹ – en passant par les agriculteurs¹⁹⁸², les élus locaux et plus largement la population. Ce rassemblement des habitants et de la société civile favorise l'installation d'un consensus local solide contre le projet, facteur essentiel pour asseoir la mobilisation dans la durée.

Flamanville (Manche) présente un cas de figure différent dans la mesure où la perspective de la construction de la centrale suscite un vif clivage au sein même de la population. Évoqué dès 1974, le projet provoque en effet l'apparition d'une opposition pugnace et durable emmenée par le CCPAH (Comité contre la pollution atomique dans La Hague) et le CRILAN (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire) animé par Didier Anger, l'une des futures figures des Verts¹⁹⁸³.

Pourtant, parallèlement, l'éventualité de la construction de cette centrale est bien accueillie par une partie de la population. Dans ce village de mille deux-cents âmes touché par la déprise démographique, encore marqué par son passé ouvrier révolu – la mine de fer sous-marine de la Diélette a fermé en 1962 –, la centrale est assimilée par beaucoup à une usine comme une autre. À ce titre, son ouverture signifierait avant tout la création de nombreux emplois sur place, évitant ainsi aux jeunes de partir vers Cherbourg, Caen ou la région parisienne¹⁹⁸⁴. Par ailleurs, la proximité de l'usine de retraitement de La Hague – où travaillent déjà certains habitants de Flamanville – favorise une impression de familiarité à l'égard du nucléaire qui apparaît à leurs yeux comme une technologie maîtrisée et exploitée au quotidien. Il n'est donc pas surprenant que la contestation locale soit menée avant tout par les professions intellectuelles – Didier Anger enseigne au collège – et des agriculteurs alors que les populations ouvrières ont davantage tendance à être favorables au projet¹⁹⁸⁵.

¹⁹⁷⁹ Les Amis de la Terre du Val de Loire, « Le Val de Loire dit non au Pellerin », *Le Courrier de la Baleine*, n°43, mars 1979, p. 13.

¹⁹⁸⁰ CARAN. Fonds PSU. AP 581/43. Dossier 1973. Déclaration du bureau national du PSU. 22 avril 1975.

¹⁹⁸¹ CHT. Fonds UD CGT. 318. Compte-rendu de l'intersyndicale du 31 mai 1977.

¹⁹⁸² Didier Anger, *Chronique d'une lutte*, *op. cit.*, p. 92.

¹⁹⁸³ *Ibid.*, p. 125.

¹⁹⁸⁴ *Ibid.*, p. 16.

¹⁹⁸⁵ *Ibid.*, p. 102.

Ce clivage très net explique qu'à l'issue d'une campagne particulièrement tendue, un référendum communal organisé par le maire se traduit par la victoire du oui par 428 voix contre 248¹⁹⁸⁶. Cette situation de relatif décalage entre les opposants au projet et une partie de la population peu impliquée voire favorable au projet se retrouve à Gravelines (Nord)¹⁹⁸⁷ ainsi qu'à Nogent-sur-Seine (Aube)¹⁹⁸⁸ dans une moindre mesure. Dans ces exemples, les opposants échouent à établir un consensus autour de leurs idées.

Il arrive que certains projets suscitent l'apparition d'une opposition locale déterminée sans pour autant mener à un conflit environnemental durable. A Paluel (Seine-Maritime), seules quelques manifestations éparses sont organisées malgré l'implication des écologistes du Havre¹⁹⁸⁹. Ainsi, en avril 1975, entre 3 000 et 6 000 personnes participent à une marche de protestation autour du site de Paluel¹⁹⁹⁰. Sur place, le lancement rapide des travaux – qui commencent dès 1977 – conduit à une large démobilitation militante aggravée par les tensions au sein du collectif régional antinucléaire de Haute-Normandie¹⁹⁹¹. Une évolution similaire peut être mise en évidence à Penly (Seine-Maritime)¹⁹⁹², Tricastin (Drôme)¹⁹⁹³, Saint-Alban (Isère)¹⁹⁹⁴ ou encore Cruas (Ardèche)¹⁹⁹⁵.

Enfin, dans certains cas, la perspective de la construction d'une centrale ne semble pas provoquer d'émotion particulière. Ainsi, dans le Val-de-Loire, malgré l'implication de Pollution-non, la construction de deux réacteurs à Dampierre-en-Burly (Loiret) à partir de 1974 provoque certes quelques inquiétudes au sein de la population mais aucune manifestation concrète de mécontentement¹⁹⁹⁶. Jean-Luc Burgunder, qui anime à cette époque Pollution-Non, explique cette situation par les caractéristiques géopolitiques de la

¹⁹⁸⁶ Bruno Frappat, « Pour ou contre la centrale ? », *Le Monde*, n°9402, 8 avril 1975, p. 38.

¹⁹⁸⁷ « Introduction. Un combat pour la vie », *Légitime défense*, n°14, 3^e trimestre 1978, p. 3.

¹⁹⁸⁸ Denis, « Histoire d'Aube », *Le Vert luisant – Spécial Nogent-sur-Seine*, février 1979, p. 2.

¹⁹⁸⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974 – 20 ». Compte-rendu de la réunion de coordination « Halte aux essais nucléaires ». 13 avril 1975.

¹⁹⁹⁰ Laurent Samuel, « France, ta jeunesse fout le camp ! », *La Gueule Ouverte*, n°51, 30 avril 1975, p. 3.

¹⁹⁹¹ Yves-Bruno Civel, « Paluel, échec et reculade », *La Gueule Ouverte*, n°164, 30 juin 1977, p. 9.

¹⁹⁹² CHT. Fonds PSU. PSU 25 bis. Thierry, « En revenant de Penly », *Pourquoi pas ! A Amiens, vivre et travailler autrement*, n°13, janvier-février 1981, p. 3.

¹⁹⁹³ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*, s.d. [décembre 1976], pp. 202-203.

¹⁹⁹⁴ « Manifestation contre la centrale de Saint-Alban », *La Gueule Ouverte*, n°190, 29 décembre 1977, p.8.

¹⁹⁹⁵ « Liaisons », *Le Courrier de la Baleine*, n°31, décembre 1977, p. 5.

¹⁹⁹⁶ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*, s.d. [décembre 1976], p. 90.

région partagée entre des zones rurales conservatrices, élisant des notables de droite, et une ville de Montargis dominée par le PCF pour qui le nucléaire est synonyme d'emploi¹⁹⁹⁷.

En tout état de cause, même dans les cas où la mobilisation locale est particulièrement vive, ces conflits environnementaux ne durent généralement que pendant la période – parfois longue de plusieurs années – où la construction de la centrale est encore incertaine. Au début des années quatre-vingt, un tract de la coordination nationale antinucléaire constate que dès lors que les premiers terrassements commencent et que la construction de la centrale semble inéluctable, l'opposition pourtant parfois massive s'étiolle très rapidement¹⁹⁹⁸. De fait, les sondages confirment que vivre à proximité d'une centrale en activité est un facteur de désinhibition¹⁹⁹⁹ à l'égard du risque nucléaire puisqu'en 1975, 62,5 % des personnes dans cette situation se déclarent favorables au nucléaire, soit près de dix points de plus que la moyenne nationale²⁰⁰⁰. A l'inverse, ce chiffre tombe à 42 % pour les riverains d'un site envisagé pour la construction d'une centrale²⁰⁰¹ : cette situation est donc un facteur de mobilisation voire de radicalisation certain. En définitive, cette typologie et ces enquêtes d'opinion démontrent combien l'ampleur de la contestation antinucléaire, loin de se fonder sur une opposition à la technologie dans son ensemble, dépend d'un ensemble de facteurs locaux qui expliquent que toute mobilisation soit fragile et finalement conjoncturelle.

Comment conteste-t-on un projet de centrale nucléaire ? Dans ce domaine, les opposants ont recours à un large éventail de procédés caractéristiques du répertoire d'action de l'époque : les pétitions succèdent ainsi aux réunions publiques et aux distributions de tracts²⁰⁰². Pour les militants les plus investis, le défi consiste à maintenir une mobilisation de la population et des associations parties prenantes de la contestation alors que le conflit s'étend sur plusieurs années et connaît des longues périodes de calme

¹⁹⁹⁷ Entretien avec Jean-Luc Burgunder. 16 décembre 2011.

¹⁹⁹⁸ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 32. Tract de la coordination nationale antinucléaire « Il y a cinq ans, le mouvement antinucléaire était au bord du gouffre...depuis il a fait un grand bon en avant ». S.d. [1981 ou 1982].

¹⁹⁹⁹ Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil, 2012, p. 167

²⁰⁰⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050221/15. *Presse-Environnement*, n°158, 19 septembre 1975.

²⁰⁰¹ *Ibidem*.

²⁰⁰² Gilles Simon, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 63 *sqq.*

plat qui alternent avec de brusques moments de tension²⁰⁰³. Dans cette perspective, les rumeurs, involontairement alimentées par EDF qui communique peu sur ses projets, est un facteur important de mobilisation au cours de ces conflits environnementaux.

Choisir l'emplacement adéquat pour installer une centrale n'est en effet pas chose aisée et EDF doit multiplier des prospections sur plusieurs sites différents en tentant de concilier des critères aussi différents que les vœux formulés par les assemblées régionales, les contraintes géomorphologiques, les infrastructures existantes et, parfois, le degré de résistance envisageable de la population locale. Dans ces conditions, il arrive fréquemment que plusieurs sites soient envisagés dans une même région avant d'être départagés par des études de terrain. Dans le cas de la Basse Loire, pas moins de huit sites sont proposés par EDF aux assemblées régionales avant d'être écartés pour diverses raisons²⁰⁰⁴. De même, au cours de l'année 1975, la rumeur de la construction d'une centrale à Achères (Yvelines) suffit à provoquer des manifestations, des pétitions et la formation d'associations d'opposants²⁰⁰⁵. Il en va de même en Saône-et-Loire où des rumeurs font état d'un projet de surgénérateur de 1 800 MW à Boyer et d'une usine de retraitement d'uranium à Gigny-sur-Saône²⁰⁰⁶. En réaction, une pétition recueille rapidement 8 000 signatures, les groupes écologistes locaux organisent des conférences avec la participation d'Haroun Tazieff et de Jacques-Yves Cousteau et soixante-cinq élus locaux se constituent en association²⁰⁰⁷.

Parmi les multiples procédures qui jalonnent la construction d'une centrale, l'enquête d'utilité publique, qui doit mener à une déclaration d'utilité publique, est sans nul doute la période la plus propice à l'émergence d'un conflit environnemental ouvert. Plusieurs années avant les événements de Plogoff dont l'ampleur est souvent relevée²⁰⁰⁸, la coordination des comités de défense de la Basse Loire, mobilisés contre la perspective d'une centrale au Pellerin, évoque une « enquête imposée par la force publique » et invite

²⁰⁰³ Entretien avec Annick Bruneau. 18 mars 2011.

²⁰⁰⁴ AD 44. Fonds Préfecture et sous-préfectures. 2032 W 255. Lettre du directeur EDF de la région équipement de Tours au directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique. 30 mars 1977. Il s'agit des sites de Corsept et Varades (Loire-Atlantique), de Montjean-sur-Loire, Liré et Saint-Georges-sur-Loire (Maine-et-Loire), de Brem-sur-Mer et de Brétignolles (Vendée).

²⁰⁰⁵ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*, p. 17.

²⁰⁰⁶ Catherine Decouan, « Hyperphénix sur Saône », *La Gueule Ouverte*, n°149, 16 mars 1977, p. 10.

²⁰⁰⁷ *Ibidem*.

²⁰⁰⁸ Gilles Simon, *Plogoff, op. cit.*, pp. 243 sqq.

la population à refuser d'y coopérer²⁰⁰⁹. Le compte-rendu détaillé de ces événements permet d'éclairer les mécanismes de la conflictualité dans une phase particulièrement cruciale pour l'aboutissement d'un projet de centrale. Devant le refus des municipalités du Pellerin et de Cheix-en-Retz, les deux villages les plus directement concernés, d'ouvrir les mairies pour permettre le déroulement de la procédure en permettant la consultation des registres détaillant le projet, la préfecture a recours à des « mairies annexes », dans les faits des camionnettes gardées par des CRS comme le montre la carte postale ci-dessous²⁰¹⁰.

Illustration 8. Carte postale « Consultation démocratique de la population ». Le Pellerin. Juin 1977²⁰¹¹



Le 31 mai 1977, jour de l'ouverture de l'enquête, l'accès à la place de la mairie du Pellerin est barré par un amoncellement de matériel agricole et les forces de l'ordre sont aspergées de purin tandis qu'à Cheix-en-Retz leurs collègues sont chargés par les bovins

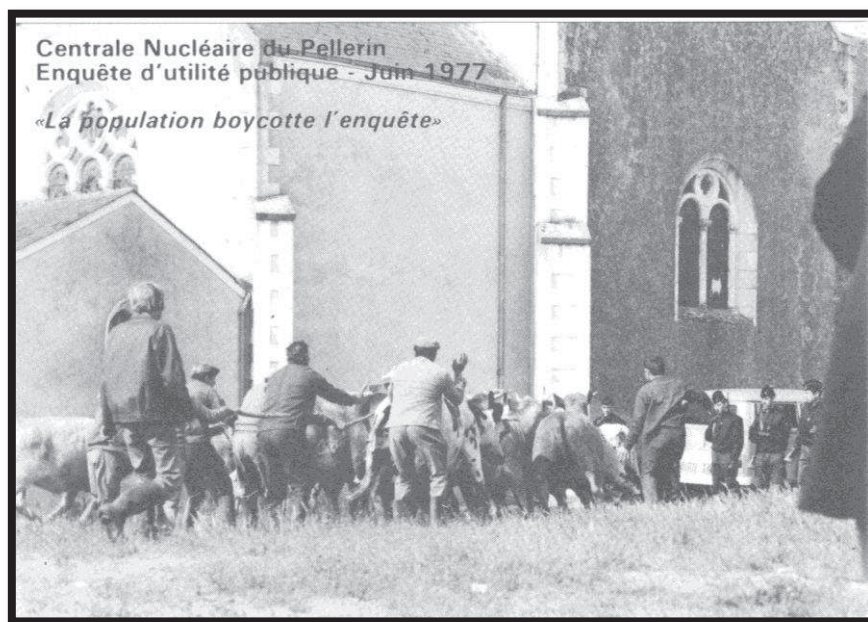
²⁰⁰⁹ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 4. *Le Pellerin, Cheix-en-Retz, coordination des comités de défense de la Basse Loire*, 1^{er} trimestre 1978, p. 23.

²⁰¹⁰ *Ibidem*.

²⁰¹¹ Archives privées Annick Bruneau.

envoyés par les agriculteurs²⁰¹². Là encore, les contestataires ont tenu à immortaliser l'instant pour le diffuser sous forme de carte postale.

Illustration 9. Carte postale « La population boycotte l'enquête ». Cheix-en-Retz, juin 1977²⁰¹³



Le 2 juin, à Couëron, cinquante personnes pénètrent dans la mairie, arrachent le registre vierge et le brûlent sur la place du marché. A la suite de ce coup d'éclat, cinq agriculteurs sont arrêtés, tous militants syndicaux (l'un à la FDSEA, les autres appartenant aux Paysans Travailleurs). Inculpés au titre de la loi anticasseurs, ils sont incarcérés et traduits en justice²⁰¹⁴. Deux mille personnes se rassemblent alors devant le palais de justice de Nantes le 10 juin 1977 pour leur procès qui se transforme, par le témoignage de militants antinucléaires et de scientifiques, en une mise en cause du projet de centrale nucléaire au Pellerin²⁰¹⁵. Les inculpés sont condamnés à huit mois de prison (dont six avec sursis). A l'annonce du verdict, un groupe de manifestants se rend à la mairie de Saint-Jean-de-Boiseau et détruit le registre après un court affrontement avec les forces de l'ordre. Pendant ce temps, neuf maires concernés par l'enquête publique

²⁰¹² CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 4. *Le Pellerin, Cheix-en-Retz, coordination des comités de défense de la Basse Loire*, 1^{er} trimestre 1978, p. 24.

²⁰¹³ Archives privées Annick Bruneau.

²⁰¹⁴ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 4. *Le Pellerin, Cheix-en-Retz, coordination des comités de défense de la Basse Loire*, 1^{er} trimestre 1978, p. 25.

²⁰¹⁵ *Ibid.*, p. 29.

transmettent une motion au préfet protestant contre le verdict et menaçant de fermer leur mairie si les forces de l'ordre ne se retirent pas²⁰¹⁶. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que le jugement en appel le 15 juin 1977 est plus clément, condamnant les inculpés à une peine de prison avec sursis. Lors de la dernière semaine de l'enquête publique, des heurts éclatent régulièrement entre les forces de l'ordre et les habitants qui jettent pierres et boulons²⁰¹⁷.

La France connaît donc au milieu des années soixante-dix une contestation antinucléaire plurielle dont les caractéristiques et l'intensité dépend dans une large mesure de la situation politique, économique et sociale propre à chaque site envisagé pour la construction d'une centrale. Une telle perspective contribue ainsi à nuancer l'idée d'un clivage net entre partisans du nucléaire et opposants irrémédiables à cette technologie.

Si la perspective de la construction d'une centrale est acceptée dans certains cas, il n'en demeure pas moins que certains sites connaissent une période de très forte conflictualité qui fonde la spécificité des années soixante-dix dans ce domaine. Cette situation interroge : reflète-t-elle une peur irrationnelle du nucléaire comme ses partisans l'affirment ?

c. Une contestation qui reflète une « peur irrationnelle » du nucléaire ?

Parmi l'ensemble des conflits environnementaux qui surviennent dans la France des années soixante-dix, la contestation antinucléaire est probablement celle qui a le plus interpellé les contemporains par son ampleur sur certains sites, qu'il s'agisse du Pellerin, de Malville ou, plus tard, de Plogoff. Son ampleur peut certes s'expliquer par les spécificités techniques de cette forme d'énergie, la dangerosité de la radioactivité et l'impact supposé des centrales sur leur environnement proche.

Cependant, il semble que la première spécificité du nucléaire tienne au regard porté sur lui par une partie de la classe politique, de la haute-administration et des milieux scientifiques. A leurs yeux, une centrale électronucléaire est bien plus qu'un simple outil de production d'électricité et représente littéralement le progrès en marche face auquel les

²⁰¹⁶ *Ibidem.*

²⁰¹⁷ *Ibid.*, p. 35.

oppositions ne peuvent s'expliquer, selon eux, que par une peur irrationnelle. Or, c'est probablement le décalage entre cette représentation du nucléaire au sommet de l'Etat et le poids de l'opinion qui explique la particularité du rapport au nucléaire en France.

Député-maire de Chamonix, membre de l'UDR, Maurice Herzog est chargé en 1975 d'une mission parlementaire sur le nucléaire civil à l'heure où celui-ci fait l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale. Sa tribune publiée en mai 1975 dans *Le Monde* est révélatrice des représentations spécifiques de cette énergie qui pèsent tout au long des années soixante-dix – et au-delà – sur les débats autour du nucléaire.

Cette forme d'énergie serait ainsi le seul recours envisageable pour faire face aux pénuries à venir car « la disparition angoissante de nos ressources signifierait la fin du monde »²⁰¹⁸.

L'auteur fait ainsi référence au choc pétrolier, dont la survenue justifie la mise en œuvre du plan Messmer, mais aussi à toute une tradition conservationniste qui insiste sur l'impérieuse nécessité de gérer les ressources naturelles de manière rationnelle pour en éviter la pénurie²⁰¹⁹. Aux yeux de Maurice Herzog, le nucléaire ne représente donc pas une série d'opérations complexes faisant appel à des procédés qui ne sont pas toujours au point sur le plan scientifique comme industriel. Ainsi, le caractère technique du sujet disparaît au profit d'une représentation du nucléaire comme un gisement de matières premières qu'il serait impensable de ne pas exploiter. Cette exaltation du nucléaire renvoie donc à une représentation de la nature comme une somme d'éléments mis à disposition de ceux qui sauront s'en saisir.

De scientifique et politique, la question devient donc morale, facilitant ainsi la construction d'un clivage net entre opposants et partisans du nucléaire. En effet, dans ces conditions, tout débat est hors de propos ; dans la mesure où le risque technologique est nié, l'opposition ne pourrait venir que d'« exaltés » et d'« illuminés » alors que le programme proposé par le gouvernement ne peut que convaincre tout « honnête homme »²⁰²⁰. Maurice Herzog regrette par ailleurs que les « amis de l'homme et de la nature »²⁰²¹, bien que respectables, encouragent l'immobilisme alors même que l'heure est à l'action ; de même, les « savants dans leur laboratoires » sont invités à céder la place

²⁰¹⁸ *Ibidem*.

²⁰¹⁹ Pierre Desrochers, Christine Hoffbauer, « The Post-War Intellectual Roots of the Population Bomb », *art. cit.*, pp. 76 *sqq.*

²⁰²⁰ *Ibidem*.

²⁰²¹ *Ibidem*.

aux ingénieurs et aux techniciens, en contact direct avec la réalité sur le terrain²⁰²². Sous la plume du vainqueur de l'Annapurna, l'énergie nucléaire devient le symbole d'un productivisme viril et audacieux car « l'obstacle, grâce à l'atome, devient tremplin. L'humanité est repartie pour l'aventure. Chacun doit suivre »²⁰²³. Dans ces conditions, le recours à cette forme d'énergie est du registre de l'évidence et tout risque ou incertitude est comme invisible.

Pour excessive qu'elle soit, cette tribune n'en est pas moins révélatrice de l'importance symbolique, économique et politique du nucléaire aux yeux d'une partie de la classe politique française. Gabrielle Hecht a démontré combien cette technologie est associée à l'indépendance nationale, à la célébration du génie français ainsi qu'à la perspective de la conquête de nouveaux marchés à l'international²⁰²⁴. Michael Bess va plus loin en dressant le portrait d'une France communiant autour du « darwinisme technologique »²⁰²⁵. Aux yeux des pouvoirs publics, le programme électronucléaire n'est donc pas un procédé technologique comme un autre. Il s'agit d'une part d'un processus technopolitique, c'est-à-dire une technique non seulement façonnée par la politique mais qui sert également à mettre en œuvre le politique²⁰²⁶. D'autre part, le nucléaire a pour vocation à illustrer et à régler le rapport que les hommes doivent entretenir avec la nature.

Au vu des déclarations de Maurice Herzog, qui ne constituent qu'un exemple parmi d'autres de l'importance du nucléaire pour l'Etat en France, on pourrait croire que l'opposition au nucléaire ne serait le fait que d'une minorité clairement identifiée. L'ensemble des Français ne partagent pas aveuglément les positions des plus fervents partisans du nucléaire et il n'est pas possible de déduire de ces quelques déclarations l'opinion de l'ensemble d'un pays²⁰²⁷. Comme en attestent les multiples sondages effectués durant cette période, les Français restent partagés sur cette question et l'on ne saurait parler d'un soutien unanime à la politique du gouvernement.

²⁰²² *Ibidem.*

²⁰²³ *Ibidem.*

²⁰²⁴ Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France : énergie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 2004.

²⁰²⁵ « *Technological darwinism* ». Cf. Michael Bess, *The light-green society*, *op. cit.*, p. 18.

²⁰²⁶ Gabrielle Hecht, « L'Empire nucléaire. Les silences des « Trente Glorieuses », in Céline Pessis et alii, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, *op. cit.*, p. 162.

²⁰²⁷ C'est le principal reproche que l'on peut adresser à l'ouvrage de Michael Bess. Cf. Geneviève Massard-Guilbaud, « La France, une « société vert clair » ? Retour sur *The Light Green Society : Ecology and Technological Modernity in France, 1960-2000* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 208.

Dans une certaine mesure, la question du nucléaire civil réactive le débat des années soixante autour de l'opportunité pour la France d'élaborer sa propre force de frappe nucléaire²⁰²⁸. Les sondages démontrent que l'opinion publique demeure profondément divisée sur cette question car le pourcentage de personnes interrogées favorables à ce que la France se dote de sa propre force de frappe oscille durant les années soixante entre 39 % (en juillet 1962) et 46 % (en avril 1966)²⁰²⁹. En 1970, malgré le fait que l'armement nucléaire soit opérationnel depuis 1964, seuls 39 % des personnes interrogées y sont favorables tandis que 45 % des sondés y sont opposés (16 % ne se prononcent pas)²⁰³⁰. Ainsi, au seuil des années soixante-dix, contrairement à ce qui a parfois été avancé²⁰³¹, l'énergie nucléaire en tant qu'instrument de la politique de grandeur ne fait pas consensus.

Le déplacement des débats de la question militaire vers la question énergétique ne se traduit pas par un ralliement général de l'opinion publique au nucléaire même si, en règle générale, les centrales nucléaires jouissent d'une image plus positive dans l'opinion que la force de frappe. En 1974, 63 % des Français sont favorables au développement de l'énergie nucléaire, 18 % y sont hostiles et 19 % ne se prononcent pas²⁰³². L'importance du nombre d'indécis n'est pas étonnante dans la mesure où aucun débat de société n'avait encore eu lieu à ce sujet et beaucoup de citoyens connaissent encore très mal cette technologie. Dans les deux années qui suivent, à la suite des premiers conflits autour des sites envisagés pour la construction des centrales, les sondages attestent la construction progressive de l'opinion publique à ce sujet. Une enquête d'opinion sur le développement de l'énergie nucléaire en France est ainsi réalisée durant l'été 1975 pour le compte d'EDF²⁰³³ ; à cette date, 55,5 % de la population française se prononce en faveur de l'énergie nucléaire alors que 33,5 % y est opposée à des degrés divers et que 11 % ne se

²⁰²⁸ Jean Planchais, « Les réactions de l'opinion à travers la presse et les sondages », [Fondation Charles de Gaulle], *L'Aventure de la Bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire (1958-1969)*, Paris, Plon, 1984, pp. 247 sqq. Il s'agit à chaque fois de sondages effectués par l'IFOP avec la même question posée : « Pensez-vous que la France doit avoir sa propre force de frappe atomique ? ».

²⁰²⁹ *Ibidem*.

²⁰³⁰ *Ibidem*.

²⁰³¹ Michael Bess, *The Light-Green Society*, *op. cit.*, p. 18.

²⁰³² Sur la question des sondages, on trouvera de nombreuses précisions dans Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, *op. cit.*, pp. 163 sqq.

²⁰³³ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050221/15. *Presse-Environnement*, n°158, 19 septembre 1975. Ce sondage, réalisé par la SOFRES, est effectué à la demande du Groupe d'Information Nucléaire, qui dépend de la Direction de l'Équipement d'EDF. Il a été commandé en mai 1975 et réalisé au cours du mois d'août sur un échantillon de 1 500 personnes, représentatif de la population française, en tenant compte de la localisation actuelle et future des centrales nucléaires.

prononcent pas²⁰³⁴. En 1976, les proportions sont de 53 % et 38 % (la proportion d'indécis a donc été divisée par deux)²⁰³⁵. Si le fait qu'EDF soit le commanditaire des sondages invite à la prudence, il n'en demeure pas moins que leurs résultats traduisent une polarisation progressive des positions autour du nucléaire, ce qui atteste de l'existence d'un débat.

De fait, l'évolution de la contestation antinucléaire sur le terrain, tout comme les éventuels accidents impliquant le nucléaire, ont des conséquences directes sur la manière dont les personnes interrogées perçoivent cette question. Le taux d'opposition des Français atteint ainsi un niveau plancher en août 1977 à la suite des événements de Creys-Malville (25 % d'opposants) avant de remonter pour connaître un apogée après l'accident nucléaire de Three Miles Island aux Etats-Unis (28 mars 1979) ; à cette date, 40 % des personnes interrogées se disent hostiles à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire²⁰³⁶.

En dépit de ces évolutions, un sondage effectué par la SOFRES pour le compte du *Nouvel Observateur* et publié le 8 août 1977 confirme que les Français restent partagés face aux déclarations des pouvoirs publics insistant sur l'inéluctabilité du recours à l'énergie nucléaire. 69 % des personnes interrogées considèrent ainsi que la consommation d'énergie est indispensable à l'amélioration des conditions de vie mais 48 % d'entre eux accepteraient de modifier leurs habitudes de consommation et de vie si cela permettait d'éviter la construction de centrales nucléaires²⁰³⁷.

Au vu de ces différents sondages, il serait tout aussi erroné de dépeindre une France célébrant unanimement le nucléaire qu'un pays otage des obsessions de ses pouvoirs publics. Sur cette question aussi bien technique que politique, les controverses sont nombreuses et bien que l'Etat se refuse à organiser un débat formel sur le bien-fondé du recours massif à l'énergie nucléaire pour la production d'électricité²⁰³⁸, en dépit même

²⁰³⁴ La question posée est celle-ci : « Situez-vous dans une des six catégories suivantes : vraiment contre, moyennement contre, plutôt contre les centrales nucléaires ; vraiment pour, moyennement pour, plutôt pour ; ne se prononce pas ». Cf. *ibidem*. Ce sondage est reproduit dans son intégralité en annexe.

²⁰³⁵ Frédérique de Gravelaine, Sylvie O'Dy, *L'Etat E.D.F.*, *op. cit.*, p. 44.

²⁰³⁶ *Ibid.* p. 167.

²⁰³⁷ Cité par Frédérique de Gravelaine, Sylvie O'Dy, *L'Etat E.D.F.*, *op. cit.*, p. 42.

²⁰³⁸ Des débats d'une durée totale de neuf heures sont organisés à l'Assemblée Nationale dans la semaine du 11 au 16 mai 1975 sans pour autant donner lieu à un vote, Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, estimant que les décisions dans le domaine de l'énergie n'appartiennent qu'au gouvernement sous le contrôle du Parlement. Cf. Anne Chaussebourg, « Le débat sur l'énergie à l'Assemblée », *Le Monde*, n°9433, 16 mai 1975, p. 10.

des entraves posées à l'éclosion d'un tel débat²⁰³⁹, les articles de presse se multiplient et le grand public a ainsi accès, de manière décousue, aux données scientifiques essentielles.

Le devenir des déchets issus de l'exploitation des centrales électronucléaires soulève ainsi de nombreuses réserves chez les militants et au sein de la communauté scientifique. Aux yeux d'EDF et du CEA, la vitrification puis l'enfouissement des résidus est un procédé prometteur alors qu'il ne s'agit à l'époque que d'une hypothèse de travail ; ces organismes estiment par ailleurs que le processus de retraitement dans l'usine de La Hague et la surgénération permettront de recycler l'essentiel des déchets au sein même du cycle nucléaire²⁰⁴⁰. Les opposants au nucléaire considèrent au contraire que les affirmations d'EDF ne reposent que sur des paris optimistes et sur des hypothèses encore non démontrées²⁰⁴¹.

Un autre sujet d'inquiétude concerne l'ensemble des effluents évacués dans le cadre du fonctionnement quotidien d'une centrale électronucléaire. Une telle installation nécessite en effet un refroidissement permanent par des tours réfrigérantes ou par l'utilisation des eaux fluviales ou maritimes et les opposants aux projets craignent que le rejet régulier d'eaux chaudes ne perturbe irrémédiablement l'écosystème autour des centrales²⁰⁴². Ainsi, la coordination des comités de défense de la Basse-Loire s'inquiète d'un probable bouleversement de l'équilibre écologique de l'estuaire en cas de construction d'une centrale au Pellerin (à une vingtaine de kilomètres en aval de Nantes)²⁰⁴³. Le fleuve s'en trouverait en effet réchauffé sur plusieurs kilomètres, ce qui concourrait à l'eutrophisation des eaux et à la transformation de la végétation du marais de Bourgneuf²⁰⁴⁴. Par ailleurs, la configuration hydrodynamique très complexe dans cette zone entraînerait selon les opposants au projet une stagnation d'isotopes radioactifs (radio cobalt) dans l'estuaire menaçant les hommes et les activités économiques (comme la pêche à la civelle)²⁰⁴⁵.

²⁰³⁹ Le 18 mai 1974, un documentaire de Claude Otzenberger, qui donne la parole aux partisans et aux opposants du recours au nucléaire, est censuré, à la demande de trois scientifiques favorables au nucléaire (Louis Leprince-Ringuet, Raymond Latarjet et Francis Perrin). Cf. Dominique Simonnet, « Censure à la télévision : la vie, la mort, l'atome ! ça regarde les experts », *Le Monde*, n°27, 13 novembre 1974, p. 4.

²⁰⁴⁰ Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, *op. cit.*, p. 65.

²⁰⁴¹ CHT. Fonds Gonin. GON 3. Liste des activités du CRIN – Comité Centre de Nantes. S.d. [avril 1978].

²⁰⁴² Gilles Simon, *Plogoff*, *op. cit.*, pp. 100 *sqq.*

²⁰⁴³ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 4. *Le Pellerin, Cheix-en-Retz, coordination des comités de défense de la basse Loire*, 1978, pp. 4 *sqq.*

²⁰⁴⁴ *Ibidem.*

²⁰⁴⁵ *Ibidem.*

Exprimées par des scientifiques critiques (notamment dans le cadre du GSIEN et de la CFDT)²⁰⁴⁶ relayées par les groupes écologistes, les comités de défense et les associations de protection de la nature et de l'environnement, ces réserves et ces alarmes sont répercutées par la presse à la faveur des conflits nés des projets d'installation de centrales nucléaires, contribuant ainsi à un débat informel sur cette question. Ces problèmes scientifiques et techniques sont mis en avant par un large spectre d'opposants au nucléaire, y compris les écologistes, même si ces derniers se montrent également très sensibles à l'impact proprement politique de cette technique.

Dans une France où, contrairement à une vulgate couramment acceptée, le nucléaire n'a jamais fait l'objet d'un consensus total, les pouvoirs publics s'attachent à promouvoir le programme de construction de centrale en faisant de cette énergie un symbole de la confrontation entre modernité et archaïsme, entre le progrès à saisir et le déclin qui menace, entre le triomphe de la science ou celui de l'obscurantisme. Or, la réalité semble beaucoup plus nuancée et loin d'incarner une opposition à la technique dans son ensemble, l'opposition – du moins les réticences – à l'égard du nucléaire concernent une partie non négligeable de la population pour de multiples raisons.

Dans ce domaine, les arguments scientifiques se mêlent au refus éthique d'une énergie associée à la bombe atomique ainsi qu'au refus des populations locales de voir leur cadre de vie bouleversé. En cela, le nucléaire brouille les frontières couramment admises qui séparent technique et politique. Par ailleurs, l'exemple de la contestation antinucléaire permet de comprendre combien cette période de conflictualité environnementale traduit l'essoufflement d'un mode de régulation des conflits spatiaux en vigueur en France depuis la Libération.

d. Une crise des modes de régulation des conflits environnementaux

Par la mise en débat des relations entre l'homme et la nature, le tournant environnemental contribue à donner une visibilité nouvelle à des processus jusqu'alors occultés. En mettant en avant les notions issues de l'écologie scientifique, ce processus fournit certes des arguments propices à la mobilisation mais en tant que tel il ne permet pas de comprendre pourquoi les années soixante-dix – et notamment la seconde moitié de

²⁰⁴⁶ Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, op. cit., pp. 94 sqq.

la décennie – sont marquées par une forte conflictualité environnementale. Il semble en effet que l'inadéquation de la législation sur l'environnement – et plus globalement l'inefficacité des modes de régulation des politiques d'aménagement du territoire – constitue un facteur essentiel pour comprendre le surgissement de cette période de forte conflictualité.

Dans ce domaine, la législation française demeure inadaptée et ne permet pas une régulation efficace et consensuelle des conflits environnementaux. Cette situation s'explique par le fait que les avancées législatives des années soixante et soixante-dix²⁰⁴⁷ cohabitent avec des pratiques d'aménagement du territoire dont les principes ont été définis à la Libération voire, pour certains, au début du XIX^e siècle²⁰⁴⁸. Il en résulte une discordance et le sentiment d'une latence dans l'application des nouvelles mesures.

Au-delà de la régulation des nuisances industrielles, c'est probablement dans le domaine des grands projets d'infrastructures que la législation et les pratiques administratives de l'époque montrent le plus leurs limites. Dans ce cadre, les relations entre les populations et les pouvoirs publics sont essentiellement définies par la procédure de l'enquête publique. Celle-ci trouve son origine dans le décret napoléonien du 15 octobre 1810 « relatif aux manufactures et ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode » et a pour but de faire respecter le droit de propriété dans le cas où des mesures d'expropriation s'avèreraient nécessaires pour la mise en œuvre du projet²⁰⁴⁹. Conduite par un ou plusieurs commissaires enquêteurs nommés par les pouvoirs publics, elle implique la constitution d'un dossier par le pétitionnaire (EDF par exemple) que les populations concernées sont appelées à consulter en mairie pour soumettre leur avis et leurs questions²⁰⁵⁰. A l'issue de la période d'enquête – qui n'excède pas un mois ou deux – l'équipe de commissaires enquêteurs rend un rapport assorti d'un avis qui ouvre la voie à la déclaration d'utilité publique.

²⁰⁴⁷ Daniel Boullet, « La politique de l'environnement industriel en France (1960-1990). Pouvoirs publics et patronat face à une diversification des enjeux et des acteurs », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 157.

²⁰⁴⁸ Geneviève Massard-Guilbaud, « La régulation des nuisances industrielles urbaines (1800-1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1999/1, n° 64, p. 55.

²⁰⁴⁹ AD 44. Fonds Préfecture – Cabinet. 1167 W 60. Circulaire du 24 août 1976 parue au *Journal Officiel* le 24 septembre 1976.

²⁰⁵⁰ *Ibidem*.

Dès les années soixante, cette procédure est rendue obligatoire dans les projets de construction des centrales thermiques nucléaires²⁰⁵¹. Dans les années soixante-dix, cette procédure doit donc satisfaire simultanément à deux objectifs différents. Du point de vue du droit administratif, elle doit garantir la légalité des expropriations ; sur le plan politique, elle sert également à informer les populations et – espère-t-on – à apaiser ses craintes par la diffusion d'un argumentaire rassurant. Les pouvoirs publics et EDF ont en effet réalisé dès le milieu des années soixante-dix qu'une communication trop parcimonieuse, centrée uniquement sur les élus locaux, laisse le champ libre aux rumeurs et aux contre-argumentaires des opposants au nucléaire²⁰⁵².

Une directive du Premier Ministre datée du 14 mai 1976 souligne ainsi la nécessité d'une bonne information préalable auprès du grand public sur les grandes orientations du projet²⁰⁵³. La circulaire du 24 août 1976 relative à l'aménagement de la procédure d'instruction préalable à la déclaration d'utilité publique des centrales nucléaires insiste en outre sur l'importance de l'organisation d'une vaste concertation et d'une information approfondie (tant au niveau local que régional) notamment par voie de presse²⁰⁵⁴. Une telle évolution est également observable à EDF qui confie à un cabinet de conseil, la Ségeste, le soin de définir les axes de sa communication pour mener à bien le projet de centrale nucléaire au Pellerin²⁰⁵⁵. De même, la direction régionale d'EDF décide l'envoi régulier d'une lettre-information aux populations concernées avec l'objectif affiché d'instaurer un dialogue constructif²⁰⁵⁶. A première vue, les pouvoirs publics paraissent prendre en compte l'aspiration de la population à une plus large diffusion de l'information voire à un mode de prise de décision renouvelé, qui laisse une place véritable aux citoyens.

²⁰⁵¹ *Ibidem*.

²⁰⁵² AD 44. Fonds Préfecture – Cabinet. 2032 W 254. Note sur les « Questions relatives à l'information des populations concernées par le voisinage d'une installation nucléaire en projet, en construction ou en fonctionnement ». S.d.

²⁰⁵³ AD 44. Fonds Préfecture – Cabinet. 1167 W 60. Circulaire du 24 août 1976 parue au *Journal Officiel* le 24 septembre 1976.

²⁰⁵⁴ *Ibidem*.

²⁰⁵⁵ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 1. Note de la Ségeste, « Projet d'organisation d'un service d'informations téléphonique concernant l'implantation d'une centrale au Pellerin ». 8 novembre 1976.

²⁰⁵⁶ *Ibid*. Lettre-information du directeur régional d'EDF, n°5, décembre 1977. La lettre se termine comme suit « N'hésitez pas à nous dire franchement ce que vous pensez et indiquez-nous les questions que vous désireriez voir traiter dans les prochains numéros. Nous nous efforcerons de répondre au mieux à vos demandes ».

Cependant, dans les faits, l'évolution de ces pratiques de communication ne transforme en rien les procédures mises en œuvre. Ainsi, la ligne téléphonique mise en place par EDF pour répondre aux questions éventuelles des populations aux alentours du Pellerin a en fait pour objectif, d'après la Ségeste, agence de publicité chargée de sa mise en œuvre, de donner une meilleure image de l'entreprise publique et de l'aider à acheter des terrains à l'amiable en permettant des conversations discrètes avec les éventuels vendeurs²⁰⁵⁷. Il s'agit donc d'une simple opération de communication et non de l'instauration d'un dialogue d'égal à égal. De même, la démarche de « concertation » voulue par le gouvernement n'a d'autre but, comme le précise la circulaire, que de permettre « une appréciation plus facile de l'impact de l'installation »²⁰⁵⁸. Ainsi, en dépit du terme utilisé, il s'agit moins d'une « concertation », relevant du domaine de la démocratie participative et des procédures de participation du public à la définition de son cadre de vie, que d'une forme d'anticipation du conflit à venir qu'il s'agit de prévenir pour assurer la mise en œuvre du projet. L'enquête d'utilité publique reste donc tout au long des années soixante-dix un instrument d'application d'une politique publique décidée au sommet de l'Etat, considéré comme le seul acteur pleinement conscient du sens de l'intérêt général²⁰⁵⁹.

Cette absence d'évolution réelle dans l'esprit des procédures d'enquêtes d'utilité publique se vérifie dans leur organisation pratique qui n'est pas pensée pour permettre l'appropriation des dossiers par la population. A Cruas-Meysses, le dossier d'étude d'impact n'est ainsi consultable qu'à la mairie, ouverte uniquement en semaine et aux heures de bureau, empêchant toute personne ayant un emploi de le consulter²⁰⁶⁰. Il s'agit par ailleurs d'un dossier de cinq cents pages qu'il est difficilement envisageable de parcourir sur un coin de table d'autant que la préfecture refuse la demande du comité régional antinucléaire qui voulait reproduire un exemplaire de manière à le diffuser plus largement²⁰⁶¹.

²⁰⁵⁷ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 1. Note de la Ségeste, « Projet d'organisation d'un service d'informations téléphonique concernant l'implantation d'une centrale au Pellerin ». 8 novembre 1976.

²⁰⁵⁸ AD 44. Fonds Préfecture – Cabinet. 1167 W 60. Circulaire du 24 août 1976 parue au *Journal Officiel* le 24 septembre 1976.

²⁰⁵⁹ Cette procédure fait l'objet d'une réforme partielle en 1983 sous la houlette d'Huguette Bouchardeau, alors secrétaire d'Etat à l'Environnement et au Cadre de vie. Cf. BDIC. F delta 703/46. Conférence de presse d'Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargée de l'Environnement et de la Qualité de la vie. 14 avril 1983.

²⁰⁶⁰ « A Cruas-Meysses, EDF reconnaît qu'elle est dans l'illégalité », *La Gueule Ouverte*, n°226, 6 septembre 1978, p. 8.

²⁰⁶¹ *Ibidem*.

In fine, la décision de juger de l'utilité publique du projet revient à l'équipe de commissaires enquêteurs chargés de déterminer l'utilité publique du projet. Désignés par les pouvoirs publics, ils ne sont en rien tenus de suivre les avis exprimés par la population. Ainsi, lors de l'enquête d'utilité publique relative au creusement du canal Rhin-Rhône (de novembre 1976 à janvier 1977), malgré les 8 869 avis défavorables recueillis (contre 776 favorables et 1 232 réservés), l'équipe de six commissaires enquêteurs approuve la poursuite du projet²⁰⁶². Il en va de même au Pellerin où l'enquête d'utilité publique menée en mai-juin 1977 permet de recueillir 32 191 signatures dont 95 en faveur du projet. Ce résultat n'empêche pas les trois commissaires enquêteurs désignés par le préfet de Loire-Atlantique de donner un avis favorable à l'implantation d'une centrale électronucléaire au Pellerin²⁰⁶³.

Ainsi, en invitant la population à donner son avis et à exposer ses interrogations, les pouvoirs publics confèrent à l'enquête publique l'apparence d'un référendum alors qu'il ne s'agit que d'une pratique administrative partiellement rénovée dans sa forme et inchangée quant au fond. Cette situation est d'autant plus dommageable que les autres modes de régulation des conflits envisageables se révèlent inopérants, en particulier dans les projets de centrales électronucléaires. Dans cette perspective, les mobilisations antinucléaires s'expliquent autant par ces dysfonctionnements dans les procédures administratives d'aménagement du territoire que par une éventuelle prise de conscience de la dangerosité de l'énergie nucléaire.

Le ministère chargé de la Protection de la Nature et de l'Environnement, présenté par Georges Pompidou comme un symbole de la préoccupation des pouvoirs publics pour cette question²⁰⁶⁴, fait ainsi face à des difficultés structurelles tout au long des années soixante-dix qui ne lui permettent pas de jouer un rôle notable dans la régulation des conflits environnementaux au cours de la décennie.

Robert Poujade, premier titulaire du poste, reconnaît dans *le ministère de l'impossible* la difficulté de sa tâche à la tête d'un ministère envisagé comme une administration de mission, doté d'un budget « minuscule » et d'à peine 300 fonctionnaires²⁰⁶⁵. De manière feutrée, à mots choisis, celui-ci avoue sa difficulté à peser sur les orientations des autres

²⁰⁶² « Petit historique de la lutte », *La Gueule Ouverte*, n°192, 12 janvier 1978, p. 14.

²⁰⁶³ CHT. Fonds FDSEA. FDSEA 243. Tract du Comité de défense de l'environnement du Pellerin et des environs, « Nous avons raison : c'était un leurre ! ». S.d. [août 1977].

²⁰⁶⁴ Robert Poujade, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 26.

²⁰⁶⁵ *Ibid.*, p. 34.

ministères et d'EDF « qui a un sens aigu des relations publiques, mais une moins grande aptitude à la concertation »²⁰⁶⁶. Il déplore par ailleurs qu'en matière de nucléaire – technologie à laquelle il n'est en rien hostile – le CEA et EDF soient constamment juges et parties sans que le ministère de l'Environnement ou celui de l'Industrie n'exercent réellement leurs responsabilités²⁰⁶⁷. Quelques années plus tard, les services du ministère de l'Environnement donnent encore l'impression d'être en position de faiblesse face aux intérêts privés et aux réticences des autres administrations²⁰⁶⁸. En 1978, un long article écrit par les syndicalistes CFDT du ministère de l'Environnement dresse un bilan sans concession des faiblesses de cet organisme, sans moyen, sans corps de fonctionnaire qui lui soit propre, sans prestige²⁰⁶⁹. Ils regrettent que les interventions des associations de protection de la nature et de l'environnement soient regardées avec suspicion par trop de hauts-fonctionnaires qui y voient une atteinte à leur autorité²⁰⁷⁰. En définitive, ce ministère leur apparaît comme un moyen pour l'Etat de se donner bonne conscience tout en protégeant les entreprises les plus polluées par son indulgence.

Par ailleurs, le ministère de l'Environnement semble avoir des difficultés à nouer des relations de confiance avec l'ensemble des associations de protection de la nature ainsi qu'avec les écologistes. Une note interne au ministère de l'Environnement constate que les changements d'interlocuteurs fréquents au niveau du cabinet des ministres successifs ont donné à un certain nombre d'associations l'impression d'un certain désintérêt du ministère à l'égard de leurs problèmes²⁰⁷¹. Des lettres sont laissées sans réponse, des documents demandés ne sont pas communiqués et le ministre semble privilégier une démarche d'affichage plutôt que l'instauration d'un dialogue constructif²⁰⁷². Ainsi, pour des raisons structurelles autant que politiques, le ministère de l'Environnement ne peut constituer une voie de recours ou une médiation possible dans les conflits environnementaux, en particulier ceux qui concernent le nucléaire civil.

De même, la régulation par le droit, particulièrement mobilisée aux Etats-Unis par les opposants aux centrales nucléaires, se révèle largement inefficace en France. Les recours

²⁰⁶⁶ *Ibid.*, p. 199.

²⁰⁶⁷ *Ibid.*, p. 200.

²⁰⁶⁸ Marc Ambroise-Rendu, « Les déceptions de M. Jarrot », *Le Monde*, n°9468, 29-30 juin 1975, p. 17.

²⁰⁶⁹ CFDT – ministère de l'Environnement, « Le ministère de l'Environnement, une nullité au service des pollueurs », *La Gueule Ouverte*, n°203, 30 mars 1978, pp. 9 *sqq.*

²⁰⁷⁰ *Ibid.*, p. 12.

²⁰⁷¹ CAC. Fonds Ministère de l'Environnement. 19810273/1. Note d'Anne-Marie Cassou à Emmanuel Edou, directeur-adjoint du cabinet de Michel d'Ornano. 2 février 1979.

²⁰⁷² *Ibidem.*

en justice doivent en effet s'effectuer devant les tribunaux administratifs voire devant le Conseil d'Etat²⁰⁷³. Or, cette démarche pose des problèmes spécifiques aux groupes écologistes tels qu'ils se sont constitués en France. Une telle procédure est en effet relativement coûteuse eu égard aux trésoreries souvent très peu fournies de ces jeunes associations²⁰⁷⁴. Par ailleurs, la contestation du dossier proposé par les pouvoirs publics suppose une expertise à la fois juridique et scientifique dont beaucoup de militants sont dépourvus²⁰⁷⁵.

En outre, les pouvoirs publics sont particulièrement attentifs à ce que les évolutions du droit de l'environnement n'entraient pas la bonne marche du programme nucléaire français. Ainsi, lors du vote de la loi sur la protection de la nature au Sénat en 1976, un amendement introduit à la demande de Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'Environnement, restreint les voies de recours des citoyens²⁰⁷⁶. Dans le projet originel, toute personne physique ou morale aurait pu obtenir la suspension d'un projet de « grands travaux » en cas d'absence d'étude d'impact. L'amendement gouvernemental oblige la plainte à être d'abord examinée par un tribunal administratif, permettant aux travaux d'être poursuivis pendant l'examen du recours, renforçant la complexité de la procédure et le contrôle de l'Etat sur celle-ci²⁰⁷⁷. Plus généralement, Christian Huglo, avocat qui s'est illustré depuis le début des années soixante-dix en poursuivant des entreprises polluantes, considère que la sphère juridique n'exerce à l'époque qu'un contrôle restreint sur l'industrie nucléaire car « le Conseil d'Etat français a toujours considéré que [le nucléaire] c'était l'intérêt supérieur de la nation et que par conséquent il ne le contrôlerait pas »²⁰⁷⁸. De fait, les demandes d'annulation des permis de construire des centrales de Creys-Malville, de Belleville et de Cattenom sont systématiquement rejetées par le Conseil d'Etat au nom du « déséquilibre entre les besoins énergétiques de la Nation et les ressources disponibles sur le territoire national »²⁰⁷⁹.

L'évolution de la législation fournit certes aux associations de protection de la nature et aux groupes écologiques de nouvelles voies de recours qui, sans être totalement

²⁰⁷³ CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 1. Recours auprès du Conseil d'Etat contre les décrets du 9 janvier 1979.

²⁰⁷⁴ « Comment y parvenir », *Légitime défense*, n°8, 4^e trimestre 1976, p. 24.

²⁰⁷⁵ *Ibidem*.

²⁰⁷⁶ « Loi sur la protection de la nature », *La Gueule Ouverte*, n°107, 26 mai 1976, p. 16.

²⁰⁷⁷ *Ibidem*.

²⁰⁷⁸ Entretien avec Christian Huglo réalisé par Sezin Topçu, cité dans Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, *op. cit.*, p. 132.

²⁰⁷⁹ Conseil d'Etat, Jurisprudence n°120521590416013, 24 juillet 1981, cité par Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, *op. cit.*, p. 134.

efficaces, permettent néanmoins d'agir. Ainsi, le permis de construire de la centrale de Cruas-Meysse est attaqué par le comité régional antinucléaire en septembre 1978 au motif que la demande de permis n'est pas accompagnée de l'étude d'impact rendue obligatoire par la loi du 10 juillet 1976²⁰⁸⁰. Cette décision n'empêche pas la construction de la centrale mais donne aux associations l'impression d'avoir des voies de recours possibles.

Le recours aux notables aurait pu constituer un autre mode de régulation possible. Le personnel politique local participe en effet du « pouvoir périphérique » dont l'existence a été mise en évidence par Pierre Grémion, dont l'influence est déterminée par la capacité à entrer en négociation avec les institutions centrales²⁰⁸¹. Dans les années soixante, des maires de la région parisienne ont ainsi pu résister efficacement à des projets d'aménagement, notamment dans le cadre de la politique des villes nouvelles²⁰⁸². Une telle configuration ne semble guère possible dans le cadre du programme nucléaire français, décidé au nom de l'intérêt général et l'indépendance nationale, n'est jamais envisagé comme un processus de codécision entre les collectivités locales et l'Etat central.

Au Pellerin, le conseil municipal se prononce par exemple par 18 voix contre 2 contre le projet au motif qu'une centrale transformerait cette commune agricole en une cité-dortoir nucléaire²⁰⁸³. Les élus font en outre valoir qu'une telle construction ferait disparaître 300 ha de bonnes terres réparties sur une soixantaine d'exploitations agricoles ainsi qu'une dizaine de maisons²⁰⁸⁴. Ce vote négatif n'a cependant aucun caractère suspensif et ne peut en rien empêcher la construction de la centrale si celle-ci est déclarée d'utilité publique.

De fait, les communes ne sont pas considérées sur cette question comme une collectivité avec laquelle il conviendrait de dialoguer voire de négocier mais un objet d'aménagement du territoire, sans autonomie politique. Les référendums organisés à

²⁰⁸⁰ « A Cruas-Meysse, EDF reconnaît qu'elle est dans l'illégalité », *La Gueule Ouverte*, n°226, 6 septembre 1978, p. 8.

²⁰⁸¹ Philippe Corcuff, Claudette Lafaye, « Une relecture critique du *Pouvoir périphérique* », *Politix*, vol. 2, n°7-8, octobre-décembre 1989, p. 36.

²⁰⁸² Loïc Vadelorge, « Le Grand Paris sous la tutelle des aménageurs ? », in Céline Pessis et alii, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, op. cit., p. 128.

²⁰⁸³ AD 44. Fonds Préfecture – Cabinet. 1167 W 60. Coupure de presse de *Ouest-France*, 29 octobre 1976.

²⁰⁸⁴ *Ibidem*.

Flamanville et à Port-la-Nouvelle (Aude) n'ont ainsi aucune valeur légale²⁰⁸⁵. Bien que la situation évolue au fil des années soixante-dix, les maires des communes concernées sont souvent tenus dans une relative ignorance de l'avancement des projets. Didier Anger rappelle ainsi que le maire de Flamanville est appelé à se prononcer sur le projet de centrale sans en connaître les grandes lignes (surface, emplacement des lignes à haute tension, nombre d'emplois induits...)²⁰⁸⁶. Cette situation est révélatrice de la prétention de l'Etat à déterminer seul l'intérêt général.

Face à une législation certes en évolution mais encore inadaptée, confrontés à des pouvoirs publics décidés à mettre en œuvre les grands projets d'infrastructure, les opposants et les populations riveraines n'ont donc que peu de recours possibles. Ni le ministère de l'Environnement, ni le droit, ni les pouvoirs locaux ne constituent en effet un contre-pouvoir efficace.

Dans cette perspective, les mobilisations et ces heurts, qui excèdent de loin la seule action des militants écologistes, expriment une défiance à l'égard des pouvoirs publics qu'il n'est pas possible de ramener à une révolte villageoise. Ces phénomènes témoignent plus fondamentalement d'une défiance à l'égard des autorités. Ces conflits semblent donc pouvoir s'expliquer par le fait que les pouvoirs publics ne prennent pas la mesure de la « crise de consentement à l'ordre symbolique, des ruptures d'allégeances à l'ordre établi, de leurs formes et de leurs racines »²⁰⁸⁷, caractéristiques de la seconde moitié des années 68. Alors que l'heure est à la « prise de parole »²⁰⁸⁸ et à la critique de l'ordre symbolique, les pouvoirs publics restent fidèles à des procédures de décisions qui ne laissent qu'une place très réduite à la concertation et à l'information des populations.

La France connaît dans le milieu des années soixante-dix une période de forte conflictualité environnementale qu'il est impossible d'expliquer de manière univoque. Il serait en effet tentant d'y voir le réveil d'une société civile française qui parviendrait enfin à s'extirper de la domination des pouvoirs publics propres à la période gaullienne

²⁰⁸⁵ Bruno Frappat, « Pour ou contre les centrales ? », *Le Monde*, n°9402, 8 avril 1975, p. 38.

²⁰⁸⁶ Didier Anger, *Chronique d'une lutte*, op. cit., p. 15.

²⁰⁸⁷ Boris Gobille, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008, p. 6.

²⁰⁸⁸ *Ibid.*, p. 74.

où de rares voix critiques auraient prêché dans un désert tout entier voué à l'aménagement du territoire. Il est en effet nécessaire de replacer ces conflits environnementaux dans une temporalité plus longue marquée par des résistances aux projets d'aménagement d'inspiration productiviste.

Les années soixante-dix possèdent néanmoins leurs spécificités qui tiennent notamment à l'ampleur de la contestation antinucléaire ainsi qu'à l'essoufflement des différents modes de régulation des conflits environnementaux en vigueur depuis la Libération.

Dès lors, ces conflits environnementaux sont irréductibles à la seule action des écologistes et impliquent également des paysans modernistes, des notables locaux ou encore les populations riveraines qui refusent de voir leur cadre de vie bouleversé. Il n'en reste pas moins que les écologistes voient dans cette conflictualité la confirmation du bien-fondé de leurs analyses et l'occasion de faire advenir la société écologique dont ils commencent à imaginer les grandes lignes. C'est donc à leur action que la prochaine partie est consacrée.

2. De l'importance du terrain chez les écologistes

Les conflits environnementaux des années soixante-dix impliquent un grand nombre d'acteurs différents : riverains, experts, militants politiques participent tous à leur manière au tournant environnemental des sociétés industrielles. Pourtant, si les écologistes n'ont pas le monopole des conflits environnementaux, ils y accordent une importance d'autant plus grande qu'à leurs yeux les enjeux dépassent la seule lutte contre telle ou telle infrastructure ou la dénonciation d'une nuisance donnée.

Au travers de ces conflits, les écologistes ont en effet le sentiment de mener une contestation environnementale de l'ordre établi. En combattant le nucléaire, c'est donc toute une société technocratique et productiviste qu'ils ont le sentiment de combattre. Dès lors, occuper un site choisi par EDF, organiser des réunions d'information, écrire des brochures sont aux yeux des écologistes des actes militants, aussi politiques sinon plus que le fait d'être candidat à un scrutin municipal ou législatif. Les écologistes contribuent ainsi à la politisation des conflits environnementaux du milieu des années soixante-dix en remplaçant les enjeux locaux dans une démarche plus large.

Pour comprendre l'importance du terrain chez les écologistes, il faut d'abord analyser pourquoi ceux-ci conçoivent la lutte antinucléaire comme un combat politique les opposant à la technocratie et à l'idéologie productiviste. Ce militantisme passe d'abord par l'attention prêtée à l'information dans la mesure où celle-ci peut favoriser la prise de conscience des citoyens. Les écologistes envisagent par ailleurs d'agir directement sur les sites pour établir un rapport de force avec les pouvoirs publics. A bien des égards, les manifestants de Malville le 31 juillet 1977 entendent mêler ces deux approches. Leur échec conduit à une inflexion durable de la contestation antinucléaire et plus largement de l'action des écologistes.

a. L'antinucléaire, un combat contre la technocratie et le productivisme

Opposants résolus au programme nucléaire du gouvernement, les écologistes s'attachent très tôt à ce que leur combat ne soit pas réduit à une critique des incertitudes techniques ou des problèmes de sûreté posés par l'adoption de tel ou tel procédé. Plus profondément, les militants développent une analyse politique du nucléaire et de ses impacts sur la société. De fait, au travers de la lutte antinucléaire, les écologistes

rassemblent et synthétisent les reproches qu'ils adressent à la société industrielle dans son ensemble en s'attaquant à la fois à la technocratie et au productivisme.

Mortifère, antidémocratique voire totalitaire, à bien des égards, la société nucléaire imaginée par les écologistes s'apparente à une dystopie dont il faut ici dessiner les contours²⁰⁸⁹.

Aux yeux des écologistes, le nucléaire représente avant tout un danger politique pour la société française dans la mesure où sa généralisation induirait une concentration des pouvoirs entre les mains de quelques individus, menaçant de ce fait les libertés individuelles et la démocratie dans son ensemble.

André Gorz, également connu sous le nom de Michel Bosquet, journaliste au *Nouvel Observateur* et aux *Temps Modernes*, évoque dès 1973 l'avènement d'un « électrofascisme »²⁰⁹⁰. Il craint en effet que le recours généralisé au nucléaire pour la production d'énergie ne conduise à l'émergence d'une société centralisée, hiérarchisée et spécialisée. Dans la mesure où un accident nucléaire sur le territoire aurait des conséquences dramatiques, un corps de techniciens et d'ingénieurs serait chargé d'entretenir le parc de centrales et aurait tout pouvoir pour faire face à une crise éventuelle. Leurs prérogatives seraient alors à la mesure de leurs responsabilités²⁰⁹¹.

Plus largement, les risques inhérents au nucléaire impliqueraient la surveillance de la population non seulement aux abords des centrales mais également sur les routes sillonnées de camions transportant les déchets vers l'usine de retraitement de La Hague²⁰⁹². Selon certains journalistes de *La Gueule Ouverte*, « la lecture des plans Orsec-Rad [plan d'urgence en cas d'accident nucléaire] gardés secrets montre que le fascisme électro-nucléaire est en marche »²⁰⁹³. Dénonçant le fait que les citoyens ne soient pas tenus informés de dispositions pourtant vitales, ils vont jusqu'à annoncer qu'en cas

²⁰⁸⁹ Ce terme désigne la description d'une société organisée de telle manière qu'elle empêche l'épanouissement du bonheur humain. Il s'agit donc d'une anti-utopie dont les traits les plus fréquents sont le totalitarisme, la déshumanisation ou encore la catastrophe environnementale. Il semble que ce terme ait été employé pour la première fois par John Stuart Mill dans un discours adressé à la Chambre des communes en 1868.

²⁰⁹⁰ André Gorz, « L'électrofascisme », *Le Sauvage*, n°20, mars 1975, p. 10.

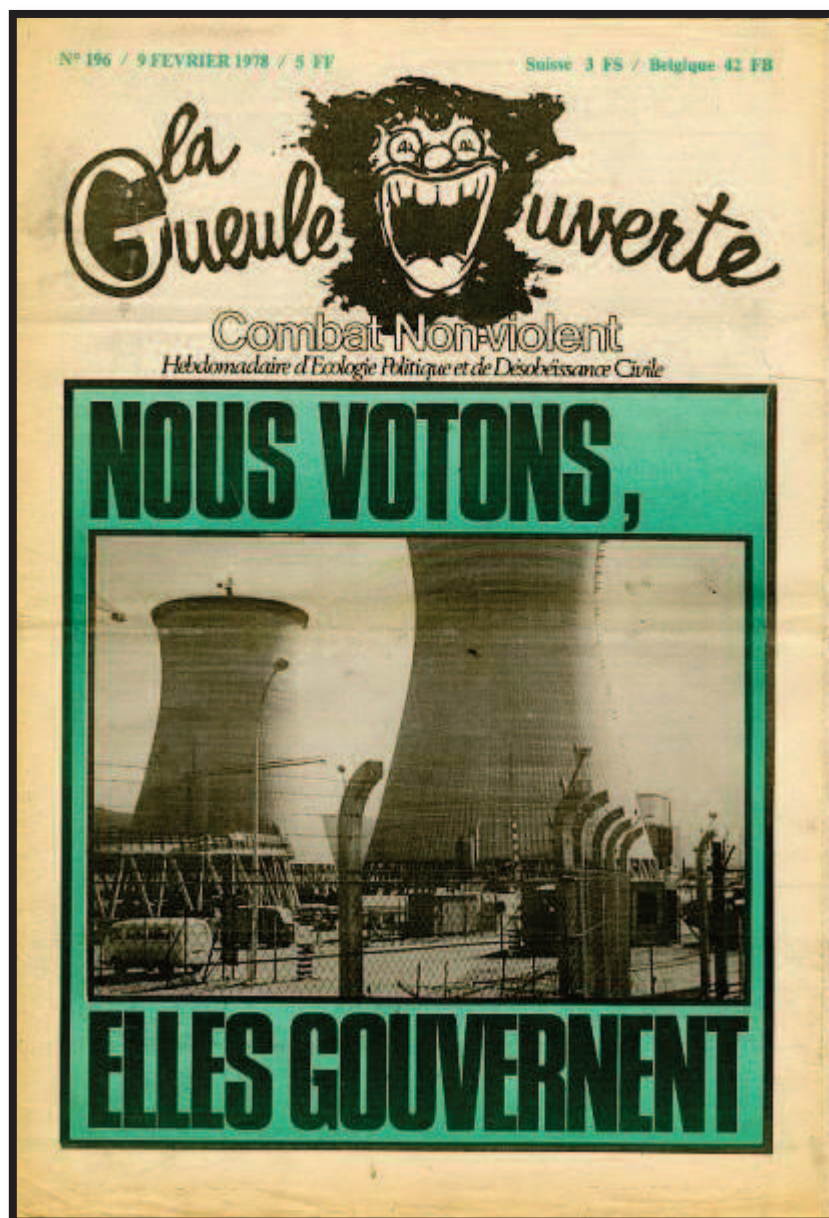
²⁰⁹¹ « La société nucléarisée suppose la mise en place d'une caste de techniciens militarisés, obéissant, à la manière de la chevalerie médiévale, à son propre code et à sa propre hiérarchie interne, soustraite à la loi commune et investie de pouvoirs étendus de contrôle, de surveillance et de réglementation ». Cf. [Les Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, *op. cit.*, p. 219.

²⁰⁹² Emile Prémilieu, Laurent Samuel, « La Hague, bastion de l'Europe nucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°108, 2 juin 1976, p. 2.

²⁰⁹³ « Les irradiés seront abattus comme des chiens enragés », *La Gueule Ouverte*, n°202, 22 mars 1978, p. 9.

d'accident majeur, les forces de sécurité seront utilisées pour contenir les populations irradiées dans une zone strictement délimitée pour éviter qu'elles ne propagent des radioéléments²⁰⁹⁴. Cette information, en l'occurrence erronée, illustre l'angoisse de certains militants écologistes qui craignent qu'une répression impitoyable ne s'abatte sur toute opposition susceptible de perturber le fonctionnement du système.

Illustration 10. Couverture de La Gueule Ouverte, n°196, 9 février 1978



© Musée du Vivant-AgroParisTech

²⁰⁹⁴ *Ibidem.*

Cette couverture de *La Gueule Ouverte* est particulièrement révélatrice du rejet dont les centrales nucléaires font l'objet de la part des écologistes. Ce paysage bétonné, dominé par deux tours de refroidissement, s'apparente à un camp retranché par la présence de clôtures barbelées et d'un poste de garde. Le slogan « Nous votons, elles gouvernent » traduit le sentiment éprouvé par les militants antinucléaires d'être dépossédé de leur pouvoir de décision au profit de la technique, froide, artificielle, mortifère. Cette description du futur proche de la société sous le joug du nucléaire s'apparente indéniablement au genre dystopique dont *1984* de George Orwell est l'exemple le plus célèbre. Cette angoisse est d'autant plus forte qu'ils sont persuadés qu'une fois les centrales construites et mises en fonctionnement, aucun retour en arrière ne serait possible. En effet, la gestion des déchets radioactifs, dont la durée de vie peut atteindre plusieurs centaines de milliers d'années pour les plus actifs, et plus généralement l'impact du nucléaire sur la société auraient de telles conséquences qu'il serait impossible de revenir en arrière²⁰⁹⁵. Une telle dystopie, ou contre-utopie, est résumée par un slogan régulièrement lancé dans les manifestations : « Société nucléaire, Société policière »²⁰⁹⁶.

Une telle vision de l'importance des conséquences du recours au nucléaire sur la société repose sur deux séries d'analyses aux origines différentes. La première peut être rattachée à une tradition philosophique et sociologique de pessimisme à l'égard de la technique développée depuis les années quarante par des penseurs tels que Jacques Ellul, Lewis Mumford ou encore Günther Anders²⁰⁹⁷.

Dans cette perspective, la technique ne serait pas idéologiquement neutre et son développement incontrôlé risquerait de l'ériger en un acteur autonome qui deviendrait la principale force déterminant l'évolution des sociétés. A mesure que la technique se ferait plus complexe et omniprésente, la liberté des hommes serait en constant recul²⁰⁹⁸. Sur ce point, les réflexions d'Ivan Illich exercent une influence majeure sur les écologistes, notamment sur André Gorz qui contribue à diffuser sa pensée en France dans les années

²⁰⁹⁵ « Assises nationales du nucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°134, 1^{er} décembre 1976, p. 10.

²⁰⁹⁶ « Les journées nationales antinucléaires des 29 et 30 novembre », *Action écologique*, n°2, décembre 1975, p. 4.

²⁰⁹⁷ Christophe David, « Günther Anders et la question de l'autonomie de la technique », *Ecologie & Politique*, 2006/1, n°32, p. 183.

²⁰⁹⁸ *Ibidem*.

soixante-dix²⁰⁹⁹. Les notions d'« institutionnalisation » et de « monopole radical » mettent en effet en lumière le caractère aliénant des outils qui provoquent la perte de l'autonomie de l'individu en dictant à l'individu ses besoins et en l'empêchant de les satisfaire par lui-même²¹⁰⁰. Le programme électronucléaire constitue l'une des illustrations de cette théorie en impliquant une production d'électricité massive et centralisée que les citoyens n'auraient d'autre choix que d'accepter.

Cette crainte d'une société nucléaire autoritaire s'inscrit par ailleurs dans l'idée présente à l'extrême-gauche selon laquelle les sociétés démocratiques seraient menacées par une dérive fasciste de l'Etat dont le coup d'Etat d'Augusto Pinochet au Chili en 1973 serait un signe annonciateur²¹⁰¹. L'importante mobilisation des forces de l'ordre lors des manifestations antinucléaires tout comme les origines militaires de l'industrie nucléaire ne font qu'alimenter les appréhensions des militants sur ce point.

L'adversaire désigné des écologistes est alors la technocratie²¹⁰² dont les représentants seraient le préfet auquel les antinucléaires sont confrontés sur le terrain, le scientifique jouant un rôle d'expert auprès du CEA ou encore le cadre appartenant à une multinationale impliquée dans l'industrie nucléaire²¹⁰³. Comme le souligne Gilles Le Béguec, ce terme, souvent employé dans un but polémique, n'est pas de nature à éclaircir les débats d'autant que son sens peut varier en fonction des acteurs qui y font référence²¹⁰⁴.

La critique des technocrates remonte au moins aux années trente où l'extrême-droite voit derrière la « subversion technocratique »²¹⁰⁵ la responsabilité de la dissolution de la France dans une idéologie mondialiste dont le règne de la technique serait l'un des aspects. Ce courant politique n'a cependant pas le monopole des réflexions sur ce thème puisque dans les années soixante, Pierre Mendès-France fustige lui-aussi les possibles dérives technocratiques de la haute-fonction publique de la V^e République, toute entière

²⁰⁹⁹ Jean Robert, Thierry Paquot, « Monument ou chantier ? L'héritage intellectuel d'Ivan Illich (1926-2002) », *Esprit*, août-septembre 2010, p. 118.

²¹⁰⁰ Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973, pp. 18 *sqq.*

²¹⁰¹ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, op. cit.*, pp. 189 *sqq.*

²¹⁰² Yves Lenoir, *Technocratie française*, Paris, Pauvert, 1977, p. 179.

²¹⁰³ « Le technocrate a des cheveux blancs, coupés courts, un couplet veston à petites rayures, une cravate bien sûr, et une sorte de lenteur et d'onction paternelle dans l'élocution », Alain Hervé, « Nous sommes tous des ingénieurs solaires », *Le Sauvage*, n°21, juillet 1975, p. 9.

²¹⁰⁴ Gilles Le Béguec, « Pierre Mendès-France et la technocratie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2001/1, n°63, p. 112.

²¹⁰⁵ Olivier Dard, *La synarchie. Le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998, p. 158.

acquise au projet modernisateur et oublieuse de la place centrale des citoyens dans un système démocratique²¹⁰⁶.

La critique de la technocratie traduit ainsi une réticence à l'égard de l'idée que tout progrès serait *a priori* positif et une méfiance à l'égard des projets modernisateurs. Les écologistes ne se contentent cependant pas de reprendre à la légère un terme aux connotations politiques ambigües mais ils mènent une réflexion approfondie sur les rapports entre technique, pouvoir et démocratie. Selon Yves Lenoir, membre des Amis de la Terre qui a particulièrement réfléchi à cette question, la technocratie est à la fois une idéologie et une pratique²¹⁰⁷. Il s'agit d'une confiance en la capacité de l'homme à susciter le progrès par la science et la technique mais aussi d'une attitude consistant à opérer de choix techniques sans consulter les personnes directement concernées et sans que ce pouvoir de décision n'ait pour contrepartie un mandat donné par la population. C'est la science mise au service d'un Etat jacobin animé par l'idée que la technique doit être la principale médiation entre l'homme et la nature²¹⁰⁸. Il faut néanmoins souligner que chez les écologistes la critique de la technocratie n'implique pas le rejet de toute recherche scientifique ou de toute possibilité de progrès technique. C'est ainsi au nom d'une science, l'écologie, que les militants dénoncent l'inanité des projets des technocrates. Brice Lalonde souligne par exemple que « contrairement à ce que croient les technocrates, la source d'énergie la plus utilisée en France n'est pas le pétrole, mais le soleil qui nous chauffe et fait pousser notre nourriture »²¹⁰⁹. De même, la critique particulièrement argumentée des technocrates par Yves Lenoir se fonde en partie sur le fait qu'à ses yeux les technocrates négligent des données scientifiques essentielles quand celles-ci infirment leurs prévisions optimistes quant à la rentabilité des centrales ou à la possibilité de faire face à l'inflation des déchets radioactifs²¹¹⁰.

La grande majorité des écologistes se reconnaissent dans une critique de la technocratie mais ne s'accordent pas nécessairement sur le diagnostic final. Doit-on en effet considérer qu'une source d'énergie et son exploitation technique déterminent l'organisation sociale ou ne sont-elles qu'un outil et donc seulement le reflet de cette société ? Sur ce point, la réponse des écologistes varie. Philippe Lebreton estime ainsi

²¹⁰⁶ Gilles Le Béguec, « Pierre Mendès-France et la technocratie », *op. cit.*, pp. 115-116.

²¹⁰⁷ Yves Lenoir, *Technocratie française*, *op. cit.*, p. 179.

²¹⁰⁸ Fabrice Flipo, « Pour une écologisation du concept de capabilité d'Amartya Sen », *Natures Sciences Sociétés*, n° 13, 2005, p. 69.

²¹⁰⁹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 109.

²¹¹⁰ Yves Lenoir, *Technocratie française*, *op. cit.*, p. 24.

que la technique a en soi des effets déterminants sur la société alors qu'Yves Lenoir considère que le nucléaire est un choix politico-économique, justifié *a posteriori* par des contraintes technologiques²¹¹¹.

L'autre volet de la critique écologiste du nucléaire s'inscrit dans une dénonciation du productivisme. Cette notion signifie que les sociétés industrielles sont fondées sur les mêmes mécanismes, par-delà les distinctions entre économie socialiste et capitaliste.

Comme le souligne l'esquisse du programme du Mouvement Ecologique en 1975, « pour nous, l'idée clivage est que le productivisme se trouve dans les structures matérielles, concrètes, indépendantes de l'appropriation privée des moyens de production »²¹¹². Cela revient à considérer que la recherche d'une croissance forte, tout comme les phénomènes d'aliénation propres à la vie quotidienne (hiérarchie, aliénation, parcellisation du travail, centralisation), existent dans l'ensemble des sociétés industrielles face auxquelles il faut définir une alternative globale, la société écologique. Une telle analyse s'apparente à celle menée par James C. Scott dans *Seeing like a State* où il met en évidence les idéologies « *high-modernist* » qui guide l'action de nombreux Etats à l'époque contemporaine²¹¹³. A travers la dénonciation de l'idéologie de la croissance quantitative, les membres du Mouvement Ecologique mettent en cause une domination qui s'exercerait conjointement sur les êtres et les écosystèmes.

La remise en cause du productivisme par les écologistes concerne directement le nucléaire dans la mesure où cette source d'énergie massive et centralisée alimenterait l'idée qu'une croissance infinie serait à portée de la main. Ces craintes sont particulièrement alimentées par l'attachement des pouvoirs publics à la mise en œuvre à l'échelle industrielle de la filière surgénératrice. Associée à l'usine de retraitement de La Hague, elle permettrait en effet au programme nucléaire français de ne plus dépendre des réserves naturelles d'uranium, par essence limitées et majoritairement situées en Afrique. De fait, la rapidité avec laquelle les autorités françaises décident la construction de Super-Phénix s'explique par la crainte d'un épuisement des réserves mondiales d'uranium dès la fin du XX^e siècle²¹¹⁴. Cette débauche d'énergie irait à l'encontre des lois mises en

²¹¹¹ Yves Lenoir, « Lettre de Salzbourg », *CB*, n° 28, date non précisée [avril et juin 1977], p. 1.

²¹¹² « Esquisse de programme », *Action Ecologique*, n°2, décembre 1975, p. 3.

²¹¹³ James C. Scott, *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, *op. cit.*, p. 8.

²¹¹⁴ Yves Lenoir, *Rapport Poincaré. Possibilités et contraintes d'une économie du plutonium*, Paris, Almonde, 1977, p. 7.

évidence par l'écologie et induirait un déséquilibre permanent dans les rapports de l'homme à la nature²¹¹⁵. A rebours des déclarations des pouvoirs publics, le Mouvement Ecologique n'hésite donc pas à affirmer qu'une énergie trop abondante serait comme une drogue aux effets dévastateurs sur les hommes et les écosystèmes. L'évocation des enjeux énergétiques amène ainsi les auteurs à constater que « tout est lié : énergie, croissance économique et démographique, volonté de puissance »²¹¹⁶. Un lien explicite est tissé entre la centralisation des systèmes énergétiques, détenus par l'Etat ou des entreprises privées, et leur caractère polluant – par l'encouragement aux gaspillages – et aliénant – par l'hypertrophie des outils et de la publicité²¹¹⁷.

Qu'ils dénoncent une dérive technocratique ou une tentation productiviste, les écologistes voient le nucléaire comme la principale menace planant sur la société et la nature. Au milieu des années soixante-dix, la lutte antinucléaire reste donc un domaine dans lequel le catastrophisme originel des écologistes perdure alors qu'il tend à disparaître de leurs programmes²¹¹⁸. Il n'est donc pas étonnant que face à l'avènement de cette dystopie nucléaire, les militants soient tentés d'y opposer l'utopie d'une société solaire. Celle-ci constitue à la fois un symbole à opposer aux centrales nucléaires, un signe de ralliement et la promesse d'une autre société reposant sur un autre rapport à la technique. Le symbole de cette dernière est incontestablement le soleil souriant dessiné en 1975 par une militante antinucléaire danoise appartenant à l'OOA (Organisationen til Oplysning om Atomkraft)²¹¹⁹. Sur les autocollants qui se multiplient dans l'ensemble des pays européens, un soleil souriant rouge sur fond jaune est entouré de ces mots : « Nucléaire ? Non merci ! »²¹²⁰.

Les premières recherches militantes dans le domaine du solaire remontent à 1973, lorsqu'à la suite du congrès mondial « Le soleil au service de l'homme », un groupe

²¹¹⁵ [Mouvement Ecologique], *Vers une société écologique*, Paris, Le Sycomore, 1978, pp. 30 *sqq.*

²¹¹⁶ *Ibid.*, p. 37.

²¹¹⁷ *Ibid.*, p. 38.

²¹¹⁸ L'usage de ce terme n'implique pas que les craintes et es analyses exprimées par les militants soient nécessairement sans fondement ou exagérément grossières mais signifie plutôt que la catastrophe est une catégorie d'analyse encore mobilisée par les écologistes de cette époque. Cf. Florent Guénard, Philippe Simay, « Du risque à la catastrophe. A propos d'un nouveau paradigme », *La vie des idées.fr*, 23/05/11, p.1, <http://www.laviedesidees.fr/Du-risque-a-la-catastrophe.html>

²¹¹⁹ "The Origin of the Anti-Nuclear Emblem: 'We Wanted a Logo that was Cheerful and Polite'", *Spiegel Online International*, mis en ligne le 12/7/2011, consulté le 13/01/14, <http://www.spiegel.de/international/zeitgeist/the-origin-of-the-anti-nuclear-emblem-we-wanted-a-logo-that-was-cheerful-and-polite-a-773903.html>

²¹²⁰ International Institute of Social History. Fonds WISE. 388. Lettre du groupe préparatoire à WISE. S.d. [février 1978].

d'architectes, de scientifiques et de bricoleurs fondent le groupe héliotechnique de Paris qui organise des rencontres-débats et stages de formation sur les chauffe-eaux solaires²¹²¹. Dans la seconde moitié des années soixante-dix, à la faveur de la lutte antinucléaire, l'énergie solaire suscite un intérêt très fort de la part des militants. Laurent Samuel se souvient que le numéro spécial du *Sauvage* intitulé *Le guide de la Maison solaire* (n°52, avril 1978) s'est vendu à plus de 100 000 exemplaires, soit le chiffre de vente le plus élevé atteint par la revue depuis le premier numéro²¹²². Le lecteur pouvait y trouver quarante-deux plans de maisons, des adresses des constructeurs et architectes ainsi qu'un service conseil gratuit. De fait, un réseau de consommateurs se met en place pour grouper les achats de matériel et ainsi obtenir des prix intéressants. En 1978, le groupe *Que Choisir – Le Sauvage* enregistre ainsi 3 000 demandes²¹²³. Pour beaucoup, l'énergie solaire paraît à portée de main pour peu d'y investir du temps et de l'argent. Or, cette vogue en faveur de l'énergie solaire s'inscrit dans une perspective politique car les militants voient dans le soleil « une arme écologique de premier choix »²¹²⁴ non-polluante et libératrice, bien plus qu'un simple procédé de production d'électricité.

Arthur considère ainsi que « parce que c'est gratuit à l'usage et que ça rend autonome, le soleil, c'est le boycott politique de l'Etat, de ses contrôles »²¹²⁵. La promotion de l'énergie solaire s'inscrit donc dans l'idée déjà avancée pour le nucléaire que le mode de production d'énergie induit une forme d'organisation politique. Amory Lovins, chercheur sur les questions énergétiques, développe particulièrement cette idée dans *Soft Energy Paths*, paru aux Etats-Unis en 1977²¹²⁶. Il y fait l'éloge des énergies douces qui répondraient à un modèle diamétralement opposé aux systèmes énergétiques conventionnels comme le montre la figure suivante.

Figure 17. Comparaison des deux systèmes énergétiques d'après Amory Lovins²¹²⁷

²¹²¹ Maryse Ardit, « Une autobiographie en douze dates », *Le blog de Maryse Ardit*, http://www.marysearditi.eu/?page_id=2, consulté le 10/01/14.

²¹²² 300 000 exemplaires de ce dernier avaient alors été vendus. Entretien avec Laurent Samuel. 18 mars 2010.

²¹²³ Frédérique de Gravelaine, « Pour devenir un chaud partisan du soleil », *L'Unité*, n°335, 13 avril 1979.

²¹²⁴ Jean-Paul Loubes, « Le soleil récupéré », *La Gueule Ouverte*, n°41, 19 février 1975, p. 4.

²¹²⁵ Arthur, « Des Malville à tire-larigot », *La Gueule Ouverte*, n°116, 28 juillet 1976, p. 2.

²¹²⁶ Aurélien Evrard, *Contre vents et marées. Politiques des énergies renouvelables en Europe*, Paris, les Presses de Sciences Po, 2013, p. 19.

²¹²⁷ Amory Lovins, *Soft Energy Paths. Towards a Durable Peace*, New York, Harper Colophon Books, 1977, cite par Aurélien Evrard, *Contre vents et marées, op. cit.*, p. 19.

	<i>hard energy path</i> (système énergétique conventionnel)	<i>Soft energy path</i> (système énergétique alternatif)
Critère de choix du système	Critères économiques	Critères environnementaux et sociaux
Logique d'organisation du système	Approche fondée sur l'offre énergétique	Approche fondée sur la demande
Source d'énergie	Choix d'une source d'énergie dominante	Diversification des sources d'énergie
Système de production	Système de production centralisé	Système de production décentralisé
Organisation du secteur	Monopolistique	Pluraliste

Les positions d'Amory Lovins, membre des Friends of the Earth-UK²¹²⁸, connaissent un certain écho parmi les écologistes français. En effet, elles résument et précisent des idées déjà évoquées au sein de la nébuleuse depuis le début des années soixante-dix. Les militants sont particulièrement sensibles à l'idée que les choix énergétiques ne sont pas techniques mais politiques et qu'ils concernent l'ensemble de la société ; comme le souligne Amory Lovins lui-même : « ce sont des idées simples, mais puissantes, qui doivent maintenant rassembler les experts et la population sur la place du village »²¹²⁹. De fait, Pierre Samuel s'y réfère souvent pour résumer les positions de l'association sur les questions énergétiques²¹³⁰. De nombreux passages de *l'escroquerie nucléaire* l'un des livres des Amis de la Terre les mieux vendus dans les années soixante-dix sont directement issus des écrits d'Amory Lovins²¹³¹. Celui-ci constitue donc une caution scientifique et une autorité intellectuelle précieuse pour les écologistes qui fonde leur légitimité à prendre part à un certain nombre de colloques réunissant les opposants au

²¹²⁸ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Amis de la Terre. Communiqué de presse publié par les Friends of the Earth International. 28 novembre 1977.

²¹²⁹ Amory Lovins, « Energie dure/énergie douce », *La Gueule Ouverte*, n°175, 15 septembre 1977, p. 4.

²¹³⁰ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse correspondance. Lettre de Pierre Samuel à Jean Liénard. 23 novembre 1976.

²¹³¹ [Les Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, op. cit., pp. 107 sqq.

programme nucléaire tels que Bernard Laponche, polytechnicien et ingénieur au CEA, ou Roland Lagarde, ingénieur chez EDF²¹³².

Au travers des réflexions d'Amory Lovins, les Amis de la Terre insistent sur le fait que l'énergie solaire ne peut entraîner une transformation de la société que si elle est mise en œuvre dans une optique décentralisatrice et autogestionnaire. C'est la raison pour laquelle les militants écologistes regardent avec circonspection l'intérêt déclaré des pouvoirs publics pour les formes alternatives de production d'énergie. Ainsi, la délégation aux énergies nouvelles, créée en avril 1975, dont Jean-Claude Colli, vice-président du Parti radical, prend la tête, est considérée par *La Gueule Ouverte* au mieux comme un pis-aller, au pire comme une perversion technocratique de l'énergie solaire²¹³³.

Les militants se montrent donc particulièrement critiques face aux projets de centrale solaire envisagés durant cette période. La mise en avant du four solaire d'Odeillo par les pouvoirs publics ne suscite donc chez eux aucun enthousiasme²¹³⁴, tout comme le projet de centrale solaire Thémis, destinée à la production d'électricité, dont les travaux commencent en 1979²¹³⁵. Certains rappellent que le solaire ne saurait être considéré comme l'équivalent écologique du nucléaire dans la mesure où il ne peut permettre un doublement de la consommation électrique²¹³⁶. Le solaire supposerait la frugalité énergétique, l'autonomie et la maîtrise des besoins.

Ainsi, contrairement aux accusations lancées contre eux à l'époque, les écologistes ne prônent pas le « retour à la bougie » mais avant tout une réflexion sur les besoins et la légitimité des choix techniques au regard des évolutions de la société. Parée de toutes les vertus qui font défaut au nucléaire, l'énergie solaire permettrait une relation nouvelle de l'homme à son environnement, elle le libérerait du joug technocratique et permettrait une libre-expression de sa créativité.

En définitive, Brice Lalonde voit dans le combat antinucléaire et la promotion du solaire la possibilité d'une « démocratie technique » où « le véritable progrès, ce serait

²¹³² « Rencontre nationale CFDT : « Energie et type de développement », *La Gueule Ouverte*, n°189, 22 décembre 1977, p. 7.

²¹³³ Christiane Ellis, « Industries solaires : les alligators ouvrent l'œil. Entretien avec Jean-Claude Colli (Monsieur Energie Nouvelle) », *La Gueule Ouverte*, n°133, 24 novembre 1976.

²¹³⁴ Laetitia Blars, « Du soleil pour tout le monde », *La Gueule Ouverte*, n°44, 12 mars 1975, p. 10.

²¹³⁵ Philippe Chartier, Philippe Courrège, Benjamin Dessus, François Pharabod, « Pour un véritable programme solaire », *Le courrier de la baleine*, n°48, 18 septembre 1979, p. 15.

²¹³⁶ FL, « Adorons le soleil », *La Gueule Ouverte*, n°52, 7 mai 1975, p. 4.

que l'accès à la technique s'élargisse, que les modes d'emploi soient largement connus »²¹³⁷. Cela implique selon lui une meilleure formation technique des individus mais surtout des modes de fabrication et des outils qui privilégient la simplicité. Cette démocratie technique n'est pas donc pas procédurale, elle vise l'émancipation et assume donc une part de conflictualité qui passe par l'information et l'établissement d'un rapport de force sur le terrain.

b. Combattre le nucléaire par l'information

Dans la première moitié des années soixante-dix, le nucléaire n'occupe pas dans l'esprit des écologistes la place prépondérante qu'il acquiert par la suite. Brice Lalonde rappelle ainsi que les Amis de la Terre envisagent dans un premier temps de faire de la contestation de l'automobile leur principal cheval de bataille avant que la vigueur de l'opposition des écologistes alsaciens à la construction de la centrale de Fessenheim n'éveille leur intérêt²¹³⁸. De même, René Dumont dénonce certes le recours à l'énergie nucléaire mais cette question l'accapare nettement moins que le sort du tiers-monde ou le problème de la surpopulation mondiale²¹³⁹. A l'inverse, *La Gueule Ouverte* se distingue par la précocité, la précision et la radicalité de son opposition à l'énergie nucléaire qui s'explique en partie par l'intérêt de Pierre Fournier pour les questions de santé²¹⁴⁰.

La situation est toute autre au milieu des années soixante-dix où le renforcement de la contestation autour des sites envisagés pour la construction des nouvelles centrales apparaît comme un relais inespéré pour les écologistes qui font alors de l'antinucléaire l'une de leurs principales activités et l'illustration de la validité de leurs positions.

Dans des configurations variables selon les sites envisagés, les militants écologistes mènent, de concert avec la population et d'autres acteurs de la société civile différents types d'action selon un répertoire dont les codes se stabilisent rapidement : occupations

²¹³⁷ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 112.

²¹³⁸ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 145. « Un jour, nous avons reçu une lettre d'Alsace, de gens qui luttent contre un projet de centrale nucléaire, à Fessenheim, et qui demandaient pourquoi nous ne reprenions pas la lutte contre le programme nucléaire ».

²¹³⁹ René Dumont consacre 27 % de son temps de parole télévisé aux questions énergétiques sachant qu'il y dénonce aussi dans ce cadre le gaspillage et la surconsommation. [Collectif], *L'écologie ou la mort*, Paris, Pauvert, 1974, p. 50.

²¹⁴⁰ Fournier, « Refuser les radios », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972, p. 22, « Pignero en direct », pp. 31 *sqq.*

du site, de manière ponctuelle ou plus pérenne, manifestations dans les villes les plus proches ou marches autour de la centrale en construction.

Plusieurs conflits environnementaux commencés dans la première moitié des années soixante-dix constituent sur ce point une source d'inspiration. Ainsi, après l'occupation du site de Bugey (Ain) en 1970 et de Marckolsheim (Bas-Rhin) en septembre 1974²¹⁴¹, ce mode d'action est repris à Malville ou encore au Pellerin pour des périodes plus ou moins longues. S'il est rare, dans les faits, que les sites soient occupés massivement sur une longue période, il est fréquent que des événements soient organisés sur place par les militants écologistes, la population et leurs soutiens. Ainsi, au Pellerin, une « fête antinucléaire » est préparée par la coordination des comités de la basse-Loire aux alentours du site²¹⁴². Elle donne lieu à une exposition de matériel solaire (four solaire, capteurs) ainsi qu'à l'organisation de stands d'information par les organisations soutenant le mouvement (depuis la FDSEA jusqu'au PSU en passant par la CGT locale). Le défilé dans les rues du Pellerin s'achève par la destruction symbolique par des enfants du village d'une maquette de la centrale nucléaire²¹⁴³. Ce genre de rassemblement met en scène l'opposition à la centrale en montrant la variété des soutiens. L'organisation d'un tel événement permet d'autre part de maintenir la mobilisation des militants en fixant des échéances et en planifiant des actions qui ne s'inscrivent pas uniquement dans la conflictualité directe avec les forces de l'ordre ou EDF²¹⁴⁴. Enfin, sur un plan symbolique, il permet une affirmation de la présence physique des opposants dans l'espace public et laisse espérer la reconquête symbolique d'un espace qu'EDF se serait approprié indûment.

Au-delà de cette occupation directe et symbolique de l'espace, les militants écologistes sont particulièrement actifs sur le front de l'information. Sezin Topçu a en effet montré qu'EDF, le CEA et les pouvoirs publics cherchent à discréditer les mouvements d'opposition au nucléaire en leur déniaient toute compétence scientifique²¹⁴⁵. C'est pourquoi l'un des premiers objectifs des militants écologistes est, en collaboration avec

²¹⁴¹ EDF construit une centrale nucléaire sur le site de Bugey tandis qu'une firme allemande a pour projet de bâtir à Marckolsheim une usine rejetant du plomb. Solange Fernex, « Non-violence triomphant », *The Ecologist*, december 1975/5, n°10, p. 372.

²¹⁴² CHT. Fonds Annick Bruneau. BRUN 4. *Le Pellerin, Cheix-en-Retz, coordination des comités de défense de la basse Loire*, s.l., 1978, p. 22.

²¹⁴³ *Ibidem*.

²¹⁴⁴ Entretien avec Annick Bruneau. 18 mars 2011.

²¹⁴⁵ Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, op. cit., p. 161.

des scientifiques critiques, de démontrer le bien-fondé de leurs positions et de les populariser auprès du grand public.

Cette démarche s'observe à l'échelle nationale comme locale avec une circulation des textes que chacun reproduit le plus souvent avec la bénédiction des auteurs qui voient dans cette réappropriation un refus de la politique du secret et de la toute puissance des experts adoptée par les autorités²¹⁴⁶. L'ouvrage des Amis de la Terre, *L'escroquerie nucléaire* réédite ainsi des textes parus dans *La Gueule Ouverte* et *Le Sauvage*²¹⁴⁷ tandis que le chapitre sur les conditions de travail dans l'industrie nucléaire est directement inspiré d'un livre du syndicat CFDT de l'énergie atomique²¹⁴⁸. Le CRIN (Comité Régional d'Information Nucléaire) de Nantes possède une dizaine d'ouvrages consacrés au nucléaire constituant le matériau de base pour la rédaction des brochures²¹⁴⁹.

Dans ces conditions, certains ouvrages de vulgarisation de bon niveau écrits par des militants écologistes font rapidement figure d'outils de référence. *L'escroquerie nucléaire*, parue pour la première fois en 1975, fait ainsi l'objet de deux rééditions successives en 1977 et 1978 et est plébiscitée par de nombreux groupes tout comme *Technocratie française* écrit par Yves Lenoir, lui aussi membre des Amis de la Terre²¹⁵⁰. De même, *La pollution radioactive* rédigée par Yves Le Hénaff²¹⁵¹ et publiée en 1972 avec le soutien de Survivre et Vivre connaît dès sa parution un grand succès tout au long de la décennie. La première version ronéotypée de ce texte, tirée à cinq cent exemplaires, est rapidement épuisée avant de connaître de nouvelles éditions²¹⁵².

Outre la circulation des écrits, les conférences organisées autour des sites envisagés pour la construction d'une centrale nucléaire permettent également de vulgariser les données techniques inhérentes à ces questions. Philippe Lebreton anime ainsi des réunions devant les élus d'Erdeven, de Belz et d'Etel en janvier 1974²¹⁵³. En juin 1975, il participe à un débat contradictoire sur l'énergie nucléaire avec un représentant de

²¹⁴⁶ « Top secret », *Le Sauvage*, n°14, juin 1974, p. 47.

²¹⁴⁷ [Les Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, Paris, Stock, 1978, pp. 12-13.

²¹⁴⁸ [Syndicat CFDT de l'Énergie atomique], *L'électronucléaire en France*, Paris, Seuil, 1975.

²¹⁴⁹ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. GON 3. Dossier 1. *CRIN informations*, n°1, s.d. [janvier-février 1977].

²¹⁵⁰ « Editorial. « Où allons-nous ? », *Le Courrier de la Baleine*, n°30, octobre 1977, p. 1.

²¹⁵¹ Il s'agit d'un pseudonyme destiné à couvrir l'identité d'un physicien du CEA. Cf. MV. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 16. Lettre de Pierre Samuel à Philippe Saint-Marc. 24 janvier 1975.

²¹⁵² Yves Le Hénaff, *La pollution radioactive – supplément à Survivre et Vivre*, Paris, Survivre et Vivre, s.d. [après 1972].

²¹⁵³ Monique Gironde, « Erdeven : la bataille du CRIN », *La Gueule Ouverte*, n°37, 22 janvier 1974, p. 3.

l'Institut d'Etudes Juridiques de Grenoble et un représentant d'EDF à Villeurbanne²¹⁵⁴. A la même période, Gilles Klein du comité havrais d'écologie prend part à une réunion à la MJC de Notre-Dame-de-Gravenchon autour du thème « Quelle énergie pour demain ? »²¹⁵⁵.

Pour les écologistes, la constitution d'un capital de légitimité sur le plan technique et scientifique passe également par l'organisation de colloques rassemblant des militants et des experts. Des Assises nationales du nucléaire sont ainsi organisées en novembre 1976 à Cherbourg²¹⁵⁶. Les six tables rondes réunissent des syndicalistes CFDT, des militants écologistes locaux et nationaux ainsi que des scientifiques. Elles sont l'occasion d'approfondir les connaissances techniques de chacun mais aussi de tenter de définir une position commune face au programme nucléaire²¹⁵⁷. La plupart des militants écologistes insistent en effet sur leur opposition totale et irrémédiable au principe même de l'utilisation de l'énergie nucléaire tandis que d'autres, notamment au sein de la CFDT, sont avant tout hostile au programme nucléaire du gouvernement dont ils critiquent le gigantisme et la précipitation²¹⁵⁸.

Ces ouvrages et ces brochures, ces réunions et ces colloques remplissent ainsi plusieurs fonctions complémentaires. Ils permettent d'une part aux militants de s'informer sur une technologie à laquelle beaucoup ne connaissent rien ou si peu. D'autre part, ils fournissent des arguments scientifiques et techniques destinés à affirmer le caractère rationnel et légitime de la lutte antinucléaire. En détaillant le fonctionnement d'une centrale nucléaire et en explicitant quelques notions élémentaires de physique, les écologistes entendent démontrer que la technique ne doit pas rester l'apanage des experts et de spécialistes mais qu'elle peut être accessible à tous²¹⁵⁹. C'est prendre le contre-pied des partisans du nucléaire qui dénie toute compétence technique aux opposants et à la population, appelée à s'en remettre aux experts.

Le rapport des écologistes à la vulgarisation n'est pourtant pas exempt de paradoxes. Tout en s'efforçant de diffuser un savoir élémentaire, les militants craignent en effet de se

²¹⁵⁴ « Lutte antinucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°56, 4 juin 1975, p. 14.

²¹⁵⁵ *Ibidem*.

²¹⁵⁶ CARAN. Fonds PSU. AP 581 43. Dossier 173. Rapport de synthèse sur les tables rondes des Assises nationales du Nucléaire à Cherbourg. 27 novembre 1976.

²¹⁵⁷ Celles-ci portent sur le nucléaire dans ses relations à l'écologie, l'économie, la sûreté, les conditions de travail, les problèmes industriels et les autres sources d'énergie. Cf. *ibidem*.

²¹⁵⁸ CARAN. Fonds PSU. AP 581 43. Dossier 173. « Table ronde n°4. Nucléaire et sûreté », Assises nationales du Nucléaire à Cherbourg. 27 novembre 1976.

²¹⁵⁹ CHT. Fonds Annick Bruneau. Brun 33. Yves Le Hénaff, *Aspects technique, écologique, économique et politique de l'énergie nucléaire – n° spécial de Protection contre les rayonnements ionisants*, n°60-61, avril-juin 1976, p. 3002.

laisser enfermer dans un débat technique dans lequel certains d'entre eux endosseraient le rôle de contre-expert. A leurs yeux, une telle évolution aurait deux inconvénients. Elle conforterait l'influence d'un petit nombre de militants dont les compétences leur permettent d'acquérir une maîtrise plus fine de ces dossiers, réduisant de ce fait la lutte contre le nucléaire à une querelle de spécialistes et renforçant les hiérarchies fondées sur le savoir²¹⁶⁰. Par ailleurs, dans l'esprit des écologistes, la maîtrise du volet technique de la question nucléaire n'est jamais que la première étape d'une démarche de contestation appelée à se concentrer sur les implications politiques et sociales.

Les Amis de la Terre déclarent ainsi qu'il s'agit d'un « combat politique, bien qu'il se situe au-delà des manœuvres des partis ou des programmes des politiciens »²¹⁶¹. De même, les conclusions des Assises nationales du nucléaire (novembre 1976) stipulent qu'une question n'est jamais purement technique, que le programme nucléaire du gouvernement est en l'occurrence le résultat de choix politiques et qu'il est nécessaire, pour s'y opposer, d'imaginer une conception nouvelle de la croissance dans les pays industrialisés²¹⁶². De fait, la mobilisation d'arguments techniques par les écologistes dans le cadre de la lutte antinucléaire n'est jamais qu'un détour appelé à être dépassé.

Le regard porté par les écologistes sur la dimension technique de leur lutte est révélateur de l'importance politique qu'ils attribuent aux conflits environnementaux. Aux yeux des militants, la diversité et le nombre des opposants au nucléaire manifestent par l'exemple la validité de leurs positions. De fait, au-delà de l'opposition des populations à la construction d'une centrale nucléaire sur un site donné, les écologistes croient discerner derrière cette conflictualité l'amorce d'un ralliement à leurs idées. C'est dans cette perspective que la notion polysémique de prise de conscience revient régulièrement sous la plume des militants écologistes.

Bernard Groslier évoque la « prise de conscience de la nécessité de sauver les littoraux » dont la multiplication des comités de défense serait un signe et un changement total des comportements constituerait l'aboutissement²¹⁶³ tandis qu'Arthur de *La Gueule Ouverte* salue la première manifestation entièrement organisée par les riverains de

²¹⁶⁰ Yves Le Hénaff, « Calcul du bilan énergétique du programme français de centrales nucléaires », *La Gueule Ouverte*, n°46, 26 mars 1975.

²¹⁶¹ [Les Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, Paris, Stock, 1978, p. 9.

²¹⁶² CARAN. Fonds PSU. AP 581 43. Dossier 173. Rapport de synthèse sur les tables rondes des Assises nationales du Nucléaire à Cherbourg. 27 novembre 1976.

²¹⁶³ Bernard Groslier, « Après vous, messieurs les Anglais », *Le Sauvage*, n°14, juin 1974, p. 23.

Malville comme le signe de leur « prise de conscience »²¹⁶⁴ des dangers sociaux, politiques et environnementaux du nucléaire. Dans ce sens, la prise de conscience implique l'engagement, le dépassement de la seule inquiétude pour tendre vers une action concrète dont le conflit environnemental et le militantisme seraient la concrétisation.

Par la prise de conscience, les écologistes décrivent également le cheminement intellectuel qui mène de la révolte contre une nuisance particulière à l'adoption d'un point de vue sur le monde inspiré de l'écologie scientifique dans lequel « l'homme n'est qu'un élément parmi d'autres dans le complexe naturel »²¹⁶⁵. De même, Arthur considère que la révolte de la population démontre que celle-ci a réalisé qu'une menace globale pèse sur la vie sur la planète²¹⁶⁶.

Enfin, la notion de prise de conscience suppose le dépassement d'un point de vue uniquement naturaliste sur les enjeux de société pour adopter une posture proprement et explicitement politique qui constituerait l'ultime étape de ce processus. Les luttes sur le terrain sont ainsi présentées par Vincent Meyer, du Mouvement Ecologique, comme le « meilleur[...] moyen[...] de provoquer une prise de conscience de la population dans le sens de l'écologie »²¹⁶⁷. Dans un autre domaine, pour les Amis de la Terre de Caen, la « prise de conscience » traduit le rejet d'une idéologie dominante porteuse d'aliénation²¹⁶⁸.

Tout à la fois individuelle et collective, politique et environnementale, la notion de prise de conscience peut s'apparenter à une forme de conversion provoquée et aiguillée par les écologistes. Ainsi entendue, la notion de prise de conscience revient à faire de chaque acteur des conflits environnementaux un militant en puissance dans la mesure où il aurait pleinement intégré les implications de son action. Comme le déclare Arthur, évoquant l'occupation du site de Malville en 1976 :

« Ce qui a été fait à Malville peut être fait ailleurs. Ce ne sont pas les chantiers qui manquent. Ce qui manque, c'est des gens bien dans leur peau, tolérants, non-dogmatiques et sachant faire la part des choses, c'est-à-dire attendre le cimetière sans faire en permanence une gueule d'enterrement. On n'est pas là pour s'emmerder. On n'est pas là pour évangéliser. On n'est pas là pour pontifier. On est là pour

²¹⁶⁴ Arthur, « Des Malville à tire-larigot », *La Gueule Ouverte*, n°116, 28 juillet 1976, p. 2.

²¹⁶⁵ « A Nature et Progrès, « politiques » contre « apolitiques », *Action écologique*, n°2, décembre 1975, p. 3.

²¹⁶⁶ Arthur, « Des Malville à tire-larigot », *La Gueule Ouverte*, n°116, 28 juillet 1976, p. 2.

²¹⁶⁷ Vincent Meyer pour le secrétariat du Mouvement Ecologique, « Réponse à la lettre du PC de Mantes-la-Jolie », *Action Ecologique*, n°5, septembre 1976, p. 2.

²¹⁶⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Note des Amis de la Terre de Caen. S.d. [1976].

vivre. Et c'est en vivant qu'on donnera aux autres l'envie d'en faire autant. Alors, quand on en sera là, je vous parie qu'on ne parlera plus de plutonium et de mortalité infantile... »²¹⁶⁹

Aux yeux du journaliste de *La Gueule Ouverte*, la prise de conscience s'apparente donc à une forme de libération qui permet et suppose l'avènement d'une société écologiste. Implicitement, celle-ci est présentée comme la seule voie possible pour échapper à une société mortifère, faisant indirectement écho au slogan de campagne de René Dumont : « l'écologie ou la mort »²¹⁷⁰. Dans cette perspective, la participation de la population à l'avènement nécessaire d'une société écologiste est donc cruciale et s'opère au travers des conflits environnementaux. Ces derniers seraient tout à la fois le signe d'une évolution de la population et l'occasion de créer une situation proprement révolutionnaire. Cette approche démontre qu'aux yeux des écologistes, le changement de société ne passe pas en priorité par une transformation des institutions mais bien par l'éclosion d'une nouvelle culture. Cette perspective, qui n'est pas sans rappeler le spontanéisme d'une partie de l'extrême-gauche durant les années soixante-dix²¹⁷¹, participe d'une forme de messianisme des mouvements sociaux qui seraient considérés comme un nouveau sujet révolutionnaire potentiel. De même, ce n'est pas un hasard si Alain Touraine a consacré de long mois d'enquêtes pour déterminer si la lutte antinucléaire était réellement « le conflit qui [pourrait] jouer demain le rôle central qui a été celui du mouvement ouvrier et des conflits du travail dans la société industrielle »²¹⁷².

Comme tout idéal supposant la transformation de la société par l'action spontanée du peuple, la notion de prise de conscience peut susciter d'amères désillusions. La certitude de nombreux écologistes de mener un combat juste et nécessaire les amène parfois à surestimer l'importance de certains événements pour y voir le signe de la grande transformation à venir. C'est notamment le cas lors de la grève des travailleurs de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de La Hague (Manche) en novembre 1976. Pour de nombreux écologistes, ce serait un tournant majeur, une sorte d'An 01 au pays de l'atome, bref, le jour où les travailleurs du nucléaire auraient décidé de remettre en cause radicalement leur outil de travail²¹⁷³. Comme le constate le CCPAH (Comité Contre la Pollution Atomique à La Hague), cette perspective est largement faussée. « Que voyons-nous dans la presse écologique ? Des militants écologiques prendre leurs désirs pour des

²¹⁶⁹ Arthur, « Des Malville à tire-larigot », *La Gueule Ouverte*, n°116, 28 juillet 1976, p. 2.

²¹⁷⁰ René Dumont, *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*

²¹⁷¹ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 63.

²¹⁷² Alain Touraine, *La prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980, p. 11.

²¹⁷³ « La CFDT n'est pas antinucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°133, 24 novembre 1976, p. 6.

réalités. Le grand jour est arrivé, les agents de La Hague sont contre l'atome, et le blocage du retraitement fait de leur lutte une lutte antinucléaire : mieux que Malville ont dit certains »²¹⁷⁴. Le CCPAH rappelle à cette occasion que cette grève est avant tout motivée par l'inquiétude des travailleurs face à la privatisation d'une partie des activités du CEA qui risque de dégrader leurs conditions de travail et de sécurité en imposant des rendements plus élevés²¹⁷⁵. Plus tard, certains militants confesseront leur désillusion en constatant que les habitants de Plogoff se désintéressent largement de l'écologisme une fois l'abandon du projet de centrale décidé par François Mitterrand en 1981²¹⁷⁶. En faisant de la forte conflictualité environnementale, pourtant conjoncturelle, l'une des clés de leur réussite future, les écologistes fragilisent sans le savoir leur position.

Les conflits environnementaux occupent donc une place centrale dans la manière dont les écologistes perçoivent le changement de société. Ce faisant, ils contribuent à lui donner une interprétation spécifique envisagée par le prisme de la prise de conscience.

De ce fait, si les écologistes participent à la conflictualité très forte de la période et s'ils mènent la contestation antinucléaire aux côtés d'autres forces de la société civile, il n'en demeure pas moins qu'ils conçoivent leur propre approche de la question en se désignant eux-mêmes comme les adversaires les plus déterminés de la société nucléaire à venir.

c. Combattre le nucléaire sur le terrain

Dès l'annonce du plan Messmer, la lutte antinucléaire devient un enjeu essentiel pour la plupart des groupes écologistes. L'ampleur de ce programme, ses conséquences supposées sur l'ensemble de la société, la hantise d'une catastrophe nucléaire concourent à donner une importance cruciale à cette question. Dès lors, les sites envisagés pour l'installation d'une centrale électronucléaire sont regardés comme les points névralgiques d'un système dont il faudrait entraver la progression à tout prix.

C'est dire le problème décisif posé aux écologistes par l'inefficacité relative de leur action sur le terrain dans le domaine de la contestation antinucléaire. En 1977, après

²¹⁷⁴ *Ibidem.*

²¹⁷⁵ *Ibidem.*

²¹⁷⁶ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la Confédération Bretonne ». « Compte-rendu de la réunion de la fédération du 18 mars [1984] », *Bulletin de liaison des Verts – Fédération écologiste bretonne*, n°8, avril 1984.

plusieurs années de mobilisation, d'occupation des sites et de réunions en tout genre, l'avancée du programme nucléaire français paraît toujours aussi inexorable. Dans la perspective d'un rassemblement sur le site de la future centrale de Malville (Isère), un débat traverse alors la nébuleuse écologiste sur l'opportunité du recours à la violence dans la contestation antinucléaire, reflet d'une interrogation plus profonde sur la possibilité de changer la société à court terme par une action militante sur le terrain.

Les enjeux sont-ils si grands qu'ils justifient voire imposent le recours à la violence ? A l'inverse, une stratégie non-violente peut-elle être efficace ? Ces questions jalonnent l'organisation du rassemblement du 31 juillet 1977 à l'occasion duquel près de 60 000 personnes défilent autour de Malville. C'est à cette étude de cas, reflet des interrogations de toute une nébuleuse, que ce passage est consacré.

Dans les représentations des antinucléaires des années soixante-dix, le projet de surgénérateur – dit Super-Phénix – de Malville occupe une place à part. Ce prototype industriel grandeur nature (1300 MW) s'appuie en effet sur une technologie incomplètement maîtrisée, la surgénération, qui n'a jusqu'alors jamais fait l'objet d'une exploitation industrielle. Les réacteurs du CEA Rapsodie (2 MW) puis Phénix (250 MW), construits par le CEA et destinés à maîtriser cette technologie, n'ont en effet qu'une finalité expérimentale²¹⁷⁷. Or, il a été démontré que le passage d'un prototype scientifique à l'échelle industrielle pose souvent de nombreuses difficultés insoupçonnées lors des premières expérimentations²¹⁷⁸. Dès le milieu des années soixante-dix, de nombreuses voix se font donc entendre parmi les milieux scientifiques, notamment Lew Kowarski, physicien nucléaire de renom, pour s'inquiéter des risques induits par cette précipitation²¹⁷⁹.

Dans le détail, de nombreux doutes pèsent sur la sûreté de la future centrale qui utilise deux matériaux considérés comme particulièrement dangereux : le sodium à l'état liquide et le plutonium. Le premier, utilisé comme fluide caloporteur (réfrigérant), a la particularité de réagir violemment lorsqu'il entre en contact avec l'eau en libérant une grande quantité d'hydrogène et en produisant une explosion²¹⁸⁰. Les écologistes insistent

²¹⁷⁷ Paul Sigogneau, « L'histoire de Super-Phénix », *La Gueule Ouverte*, n°285, 31 octobre 1979, p. 3.

²¹⁷⁸ Patrick Fridenson, « L'histoire de l'incertitude technique et de ses enjeux », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2012/3, n°59, p. 8.

²¹⁷⁹ Arthur, « Entendez-vous dans nos campagnes », *La Gueule Ouverte*, n°137, 22 décembre 1976, p. 2.

²¹⁸⁰ CHT. Fonds Gonin. GON 3. Dossier 1. Note sur le principe de fonctionnement du surgénérateur. S.d. [c. 1977].

tout particulièrement sur le fait qu'un feu de sodium serait particulièrement difficile à éteindre et qu'un incident, même banal, pourrait avoir des conséquences dramatiques²¹⁸¹. Le plutonium 239, utilisé comme combustible par le réacteur, provoque également de très vives réactions chez les écologistes qui y voient une substance très gravement cancérogène²¹⁸².

Au-delà des craintes d'un accident dû à l'insuffisante maîtrise de cette technologie, les écologistes voient également dans Super-Phénix un danger politique de premier ordre. Le principe de surgénération permet en effet d'espérer produire du combustible nucléaire à partir des déchets retraités des centrales nucléaires classiques. Cette forme particulière de recyclage est alors présentée comme la solution idéale pour assurer l'indépendance énergétique de la France en se dégageant des contraintes inhérentes aux approvisionnements en uranium. Aux yeux des antinucléaires, le surgénérateur apparaît dès lors comme la clé de voute du programme électronucléaire français ; en faisant échec à Superphénix, c'est l'ensemble du programme qui serait compromis. A l'inverse, le succès du programme signerait l'avènement d'une société policière et totalitaire²¹⁸³. C'est pourquoi les Amis de la Terre et le GSIEN publient en juin 1976 une déclaration commune d'inquiétude à propos de Super-Phénix et de la « société du plutonium » à laquelle cette centrale pourrait donner naissance²¹⁸⁴.

Tout à la fois clé de voûte du programme nucléaire et objet contre-nature par excellence, le projet de surgénérateur devient progressivement le projet le plus contesté par les antinucléaires. Se dresser contre ce projet, ce n'est pas seulement refuser un procédé technique jugé dangereux et un pari industriel hasardeux. C'est être investi d'une mission. Super-Phénix devient tout à la fois une forteresse à prendre et le dragon qu'il convient de terrasser²¹⁸⁵. Empêcher la construction de cette centrale marquerait une victoire décisive contre un adversaire qui étend ses rets sur tout un pays et Malville est perçue comme la mère de toutes les batailles. A partir de 1976, dans les périodiques écologistes, Super-Phénix est donc dépeint comme le principal enjeu du moment pour la

²¹⁸¹ « Malville : les vivants manifestent », *La Gueule Ouverte*, n°112, 30 juin 1976, p. 3.

²¹⁸² [Les Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, *op. cit.*, p. 101.

²¹⁸³ « La société nucléarisée suppose la mise en place d'une caste de techniciens militarisés, obéissant, à la manière de la chevalerie médiévale, à son propre code et à sa propre hiérarchie interne, soustraite à la loi commune et investie de pouvoirs étendus de contrôle, de surveillance et de réglementation », André Gorz/Michel Bosquet, *Ecologie et politique*, Paris, Points Seuil, 1978 [1975], p. 123.

²¹⁸⁴ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/43. Lettre du Comité d'Opposition à Malville. 27 août 1981.

²¹⁸⁵ « Editorial de *Super-Phenix*, s.d. [c. mars 1977] », in [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France*, *op. cit.*, p. 18.

lutte antinucléaire, ce qui s'accompagne d'une interrogation sur les moyens à mettre en œuvre dans ce but.

Sous l'influence de la lutte du Larzac et de celle de Fessenheim, de nombreux écologistes se sont en effet montrés sensibles à la mise en œuvre d'une stratégie non-violente reposant notamment sur les principes de la désobéissance civile. Le 10 février 1977, six étudiants strasbourgeois commencent un jeûne illimité à Roggenhouse (Haut-Rhin) bientôt suivi par Solange Fernex et Raymond Schirmer²¹⁸⁶. L'objectif est d'empêcher la divergence de la centrale nucléaire de Fessenheim ou du moins d'obtenir des garanties quant à la sécurité des installations et notamment la publication du plan Orsec-Rad²¹⁸⁷. A Malville même, Lanza del Vasto commence un jeûne de huit jours²¹⁸⁸. La non-violence passe également par l'organisation d'actions de masse marquant un refus de collaborer, ne fût-ce que passivement, avec les institutions d'un Etat dont on condamne les agissements. Ainsi, à l'exemple de certaines pratiques italiennes²¹⁸⁹, imitées par la suite par les paysans du Larzac, les militants antinucléaires appellent à retrancher 15 % du montant de la facture EDF pour protester contre la construction des centrales nucléaires²¹⁹⁰.

Au-delà de l'adhésion intellectuelle à la démarche non-violente, les écologistes voient également dans ces pratiques le moyen de nouer une relation de confiance avec les populations locales. Refuser de commettre des actes considérés comme violents, prôner le respect de ses adversaires, permettrait de ne pas apparaître comme des révolutionnaires extrémistes et d'intégrer des citoyens ordinaires dans la lutte²¹⁹¹. De fait, cette stratégie semble dans un premier temps porter ses fruits à Malville. Le 3 juillet 1976, quinze à trente mille personnes prennent part à une marche pacifique vers Malville. Le lendemain, sous la houlette de Lanza del Vasto et, à la surprise générale, cinq-cents personnes parviennent à franchir les clôtures de sécurité pour entrer sur le site où les travaux de terrassement ne font alors que commencer²¹⁹². Pourtant, en dépit de cette victoire symbolique, de nombreux militants expriment des doutes quant à la capacité d'une

²¹⁸⁶ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 41.

²¹⁸⁷ *Ibidem*.

²¹⁸⁸ « Dernière minute », *La Gueule Ouverte*, n°115, 21 juillet 1976, p. 3.

²¹⁸⁹ Yann Collonges, Pierre Georges Randal, *Les autoréductions. Grèves d'usagers et luttes des classes en France et en Italie (1972-1976)*, Paris, Christian Bourgeois, 1976, p. 99.

²¹⁹⁰ « Editorial de *Super-Pholix*, s.d., [c. mars 1977] », [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France, op. cit.*, p. 17.

²¹⁹¹ Entretien avec Cédric Philibert. 24 mars 2011.

²¹⁹² CHT. Fonds Leroy/Judas. LE/JU 57. « A propos des mangeurs d'herbe », *Cahiers d'étude et de recherche socialistes*, n°69, s.d. [1^{er} semestre 1977], p. 4.

stratégie non-violente d'arrêter l'ensemble du programme nucléaire. De fait, à Malville, l'occupation du site ne dure qu'un temps et n'empêche pas les travaux de se poursuivre. De même, au cours de l'année 1977, la mobilisation très large de la population alsacienne reposant sur une stratégie non-violente n'entrave pas la mise en marche de la centrale de Fessenheim²¹⁹³.

La stratégie non-violente poursuivie par une partie de la nébuleuse écologiste est alors d'autant plus remise en cause qu'elle n'a jamais fait l'unanimité. Certains militants considèrent que le danger nucléaire est tel qu'une action violente – essentiellement dirigée contre les bâtiments et le matériel – est totalement légitime.

Dès novembre 1975, Christian Treillard appelle à des opérations qui s'apparentent à une guérilla :

« La guerre civile a commencé, figurez-vous !

Fiction : il y aurait des clous à semer sur les routes au passage de certains convois et des barrages à dresser sur certaines voies fluviales à certains moments. Il y aurait des usines à visiter. Il y aurait des rockets à emprunter et à diriger sur certains chantiers préalablement évacués. Je délire, oui. N'oublions surtout pas : 1980... 80 tonnes de plutonium ! C'est aujourd'hui, la lutte finale !

Ce n'est pas un théoricien qui signe ce papier, mais un type qui voit la vie foutre le camp et qui se demande comment vous faites pour assumer un tel constat »²¹⁹⁴

Une telle fiction n'est pas le fruit des fantasmes d'un seul individu. En dehors des heurts lors de manifestations ou au cours des enquêtes d'utilité publique, parfois inévitables quand opposants et forces de l'ordre se font face, la contestation antinucléaire est marquée entre 1974 et 1977 par quelques attentats qui, s'ils restent des actes isolés, traduisent une tension croissante autour de cette question. Selon Raymond Pronier et Vincent Jacques Le Seigneur, dans le milieu des années soixante-dix, les services des Renseignements généraux du ministère de l'Intérieur recensent jusqu'à une centaine d'actes de « terrorisme écologique » commis chaque année²¹⁹⁵. Dans la plupart des cas, il ne s'agit que d'atteintes mineures aux biens (bris de clôtures, sucre introduit dans des véhicules d'EDF ou du sabotage d'engins de chantier²¹⁹⁶) mais il arrive que des explosifs soient employés et entraînent des dégâts autrement plus importants. Ainsi, dans la nuit du 3 au 4 mai 1975, un attentat est commis contre la centrale nucléaire encore inachevée de

²¹⁹³ « La grosse gifle aux Alsaciens », *La Gueule ouverte*, n°148, 9 mars 1977, p. 8.

²¹⁹⁴ Christian Treillard, « C'est la lutte finale ! », *La Gueule Ouverte*, n°84, 17 décembre 1975, p. 11.

²¹⁹⁵ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992, p. 55.

²¹⁹⁶ Didier Anger, *Chronique d'une lutte. Le combat anti-nucléaire à Flamanville et dans la Hague*, s.l., Jean-Claude Simoën, 1978, p. 146.

Fessenheim. Cette action, revendiquée par le commando Puig Antich-Ulrike Meinhof²¹⁹⁷, entraîne des dégâts dont les réparations sont évaluées à 10 millions de francs par un rapport de l'expert en assurance mandaté par EDF²¹⁹⁸. Dans la nuit du 19 au 20 novembre 1977, vingt-trois attentats à l'explosif touchent plusieurs villes de France et notamment Paris et sa région (la direction d'EDF, une entreprise travaillant pour la défense nationale à Alfortville), Bordeaux (usine Creusot-Loire), Narbonne (centre EDF)²¹⁹⁹.

Certaines de ces actions paraissent l'œuvre d'amateurs, agissant dans une relative impréparation et sans réelle compétence, notamment quand les cibles concernées sont des pylônes ou des garages d'EDF. D'autres semblent au contraire beaucoup mieux planifiées : l'emplacement des explosifs étant choisi avec soin pour provoquer le maximum de dégâts sans risquer des vies humaines. A cet égard, l'attentat commis contre Marcel Boiteux le 8 juillet 1977 constitue un hapax. L'explosion détruit en partie le domicile du directeur général d'EDF et auraient pu le tuer, ainsi que sa famille, s'ils ne s'étaient trouvés à l'autre extrémité de la maison. Cet acte, revendiqué par le CACCA (Comité d'Action Contre les Crapules Atomiques), suscite d'ailleurs une large réprobation dans la mouvance écologiste. De fait, si les atteintes aux biens ne sont pas formellement condamnées et suscitent parfois la bienveillance des organisations écologistes, les attentats contre les personnes sont largement rejetés et condamnés comme une forme aveugle de terrorisme²²⁰⁰.

Dans la perspective de la manifestation prévue à Malville le 31 juillet 1977, d'après débats opposent donc les militants sur l'éventualité de recourir à la violence comme moyen d'action politique, reflétant plus largement une interrogation sur les procédés à mettre en œuvre pour opérer un changement radical de société. Ces discussions sont d'autant plus animées que le site de Malville n'est plus seulement un terrain vague entouré d'un grillage. Sans attendre la déclaration d'utilité publique, EDF a en effet commencé les travaux de terrassement et la construction de certains bâtiments²²⁰¹. Matériellement, les militants ont donc un adversaire face auquel il faut déterminer une

²¹⁹⁷ Claude-Marie Vadrot, *L'écologie. Histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 81.

²¹⁹⁸ *La Gueule ouverte*, n°56, 4 juin 1975, « L'attentat de Fessenheim », p. 6.

²¹⁹⁹ [Collectif], *Golfech. Le nucléaire, op. cit.*, p. 84. Neuf régions sont concernées et les actions sont revendiquées par le CARLOS (Coordination Autonome des Révoltés en Lutte Ouverte contre la Société).

²²⁰⁰ Arthur, « Lettre ouverte à un fonctionnaire mal logé (lettre qui n'engage pas la rédaction) », *GO-CNV* n°166, 14 juillet 1977, p. 15.

²²⁰¹ « Commentaire du Collectif », in [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France, op. cit.*, p. 23.

attitude commune ; en retour, les forces de l'ordre se doivent de défendre l'accès à ces constructions.

Or, les positions des différents acteurs – les comités Malville au premier chef – semblent particulièrement floues, louvoyant entre deux positions extrêmes, la violence radicale ou la non-violence totale. Ainsi, un lecteur de la *Gueule Ouverte* souligne les limites des actions habituelles de la lutte antinucléaire telles que « porter des pancartes, vendre des autocollants [...] s'asseoir par terre et prendre des coups » et évoque la perspective d'une occupation de Malville par 100 000 personnes qui détruiraient le site, en recourant à la fois à la violence et à la non-violence²²⁰². Une proposition similaire est adoptée par la coordination Rhône-Alpes des comités Malville (2 avril 1977)²²⁰³. Ce texte promeut un rassemblement d'un type nouveau, offensif sans remettre en cause l'intégrité des personnes, constitué de petits groupes autonomes tournés vers un même objectif et équipés en conséquence (pincés, cisailles, pioches...)²²⁰⁴. Un tel projet s'apparente davantage à une stratégie de guérilla menée par des francs-tireurs qu'à un rassemblement de citoyens protestant contre la politique de leur gouvernement et la question de l'organisation pratique n'est pas vraiment abordée.

Sur ce point, les comités Malville sont cependant loin d'être unanimes : une autre tendance entend s'en tenir à des pratiques strictement non-violentes tout en cherchant à investir le site²²⁰⁵. La mise en œuvre de cette proposition n'est pas sans ambiguïté puisque les auteurs soulignent l'intérêt de s'entraîner à éviter les coups de matraque, de se munir de boucliers collectifs contre les grenades soufflantes et de cadres grillagés derrière lesquels des dizaines de personnes pourraient s'abriter²²⁰⁶. Ainsi, l'idée de non-violence apparaît relativement imprécise n'excluant pas l'idée d'une confrontation avec les forces de l'ordre : le coup porté volontairement semble être la ligne rouge à ne pas franchir.

Dans le contexte des années 68, alors que les événements de Mai 68 ont redonné une certaine crédibilité à l'idée de révolution²²⁰⁷, alors que le marxisme et le tiers-mondisme influencent encore nombre de militants, il est inconcevable pour les écologistes de se cantonner à la seule information de la population. L'écologisme se définit à cette époque

²²⁰² Ravachol, « La bombe ou la vie », *La Gueule ouverte*, n°147, 2 mars 1977, p. 6.

²²⁰³ « Proposition pour le rassemblement de juillet 1977 », *La Gueule ouverte*, n°155, 27 avril 1977, p. 4.

²²⁰⁴ *Ibidem*.

²²⁰⁵ Gérard Desquinabo, Jean Jonot, Cédric Philibert, Jean-François Noblet, « Pour un rassemblement non-violent », *La Gueule ouverte*, n°155, 27 avril 1977, p. 5.

²²⁰⁶ *Ibidem*.

²²⁰⁷ Lilian Mathieu, *Les années 70, op. cit.*, p. 13.

comme un militantisme total, impliquant une transformation de la vie quotidienne et de la société sur un temps court.

Une telle approche pose inmanquablement la question des modes d'action envisageables par les militants pour établir un rapport de force avec les pouvoirs publics et, peut-être, entraver la marche du programme nucléaire. Parce qu'il devient rapidement le symbole de la dystopie nucléaire, le surgénérateur Super-Phénix constitue un cas particulièrement révélateur des hésitations et des apories de l'action des écologistes sur le terrain. Au terme d'âpres débats, ces derniers sont incapables de trancher entre une stratégie offensive et une démarche non-violente. Or, cette indécision pèse lourd dans les dysfonctionnements observés le 31 juillet 1977 à Malville.

d. 31 juillet 1977, Malville et ses conséquences

Dans les derniers jours du mois de juillet 1977, près de soixante mille militants convergent vers quelques villages sur les rives de l'Isère, à une trentaine de kilomètres de Bourgoin-Jallieu. Organisé par les comités Malville locaux, le rassemblement prévu le 31 juillet 1977 doit être le plus massif jamais mis en œuvre par la contestation antinucléaire.

Pour reprendre la typologie établie par Danielle Tartakowsky²²⁰⁸, le projet de manifestation à Malville participe de deux modèles difficilement conciliables. D'une part, la manifestation-insurrection qui prend l'Etat pour cible – via une centrale nucléaire – d'autre part, la manifestation-procession dont l'objectif premier est de construire une image du groupe et une solidarité entre ses membres (notamment en s'exposant à la violence des forces de l'ordre).

Cette confusion sur les fins et les débats interminables qui en découlent occultent des questions beaucoup plus concrètes sur les moyens. Est-il réaliste – ou seulement envisageable – d'espérer que 100 000 personnes se lancent dans un élan unanime et néanmoins autonome à l'assaut de la forteresse nucléaire, que ce soit de manière violente ou non-violente ? De fait, la manifestation, sur laquelle les écologistes avaient projeté beaucoup d'espoir, se termine par la mort d'un homme, Vital Michalon, et conduit les militants à s'interroger sur les modalités et les finalités de leur action.

²²⁰⁸ Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France (1918-1968)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 9 et sq.

La confusion des débats et les faiblesses de l'organisation du rassemblement ne permettent pourtant pas à eux-seuls d'expliquer la gravité du bilan humain au soir du 31 juillet 1977. Face aux quelques soixante mille manifestants, les forces de l'ordre ont en effet reçu des consignes strictes de la part du préfet de l'Isère, René Jannin²²⁰⁹. Préfet de police à Alger puis directeur de la Sûreté nationale en Algérie en 1961 et 1962, ce fonctionnaire accorde une importance toute particulière à l'affirmation de l'autorité de l'Etat face à toute personne susceptible de la remettre en cause. Sur ce point, il est soutenu par une « détermination gouvernementale sans équivoque » qui considère que faire échec aux manifestants à Malville permettrait de porter un rude coup psychologique à la contestation antinucléaire²²¹⁰.

René Jannin mobilise donc d'importantes forces de police qui n'ont aucun mal à contrôler le terrain face des militants peu organisés, venant de différents pays et aux objectifs contradictoires²²¹¹. Une campagne de renseignement est menée en amont de la manifestation, s'appuyant notamment sur l'analyse des heurts qui ont opposé antinucléaires et forces de police à Brokdorf (Schleswig-Holstein) à l'entrée d'une centrale en construction²²¹². En France, les analystes en ont conclu à l'inefficacité d'une stratégie de défense des clôtures directement attenantes à la centrale, d'où le choix d'un dispositif de maintien de l'ordre en profondeur, impliquant une forte présence des forces de l'ordre dans toute la campagne environnant le site plusieurs jours avant le début de la manifestation²²¹³.

De fait, la gendarmerie mobile procède à des fouilles intensives et, aux dires des manifestants, vexatoires, des terrains de camping dans les jours qui précèdent le 31 juillet 1977²²¹⁴. Cette surveillance s'ajoute à un strict contrôle des accès aux villages avoisinants le site de Malville²²¹⁵. Cette présence policière très visible et pensée comme telle s'ajoute à de mauvaises conditions météorologiques – il pleut continuellement sur la région – ainsi qu'aux carences organisationnelles et favorisent une démoralisation des manifestants.

²²⁰⁹ CAC. Fonds du ministère de l'Intérieur. Direction générale de la police nationale. 19990044/1. Note du commandant de groupement Henry Manent à la Direction générale, direction centrale de la sécurité publique. 4 août 1977.

²²¹⁰ *Ibidem*.

²²¹¹ CAC. Fonds du ministère de l'Intérieur. Direction générale de la police nationale. 19990044/1. Note du Service central CRS, division formation, bureau des études techniques, « Cas concret Malville (intérêt – objectifs) ». S.d. [après juillet 1977].

²²¹² *Ibid*. Note « Protection de la centrale nucléaire de Creys-Malville. Synthèse des observations de la commission d'études ». S.d.

²²¹³ *Ibidem*.

²²¹⁴ [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France, op. cit.*, p. 53.

²²¹⁵ Il s'agit des villages de Morestel, Poleyrieu, Courtenay et Montalieu. Cf. *Ibid.*, p. 56.

L'un d'eux, de nationalité suisse, déclare après coup : « Nous, « les organisateurs », étions débordés, découragés par le flou de notre programme, mal organisés en partie à cause de cela, trop peu nombreux »²²¹⁶. De même, un journaliste de *Libération* observe que « beaucoup de manifestants gueulent contre la carence, l'inorganisation, l'impréparation de la coordination »²²¹⁷.

Par ailleurs, il apparaît dans les jours précédents la manifestation que le profil des manifestants n'est pas le même que lors du rassemblement qui a eu lieu un an auparavant, durant l'été 1976. Comme le constate le journaliste de *Libération* présent sur place, « La population de Morestel [principal village à proximité de Malville] contemple effarée cette foule chevelue, bigarrée, le souk le plus fantastique qu'elle ait certainement jamais vu. La marche cette année est plus jeune, plus marginalisée que celle des manifestants de l'année passée. Le contraste est frappant, moins d'enfants, moins de familles »²²¹⁸. De même, Isabelle Cabut, pourtant partie prenante du mouvement, déplore la veille du rassemblement que les insuffisances de l'organisation aient conduit à la montée des tensions, conduisant à différencier « les bons et les méchants, les vilains anarchistes-gauchistes-boches et les gentils écologistes »²²¹⁹. Cette diversité est à l'image des mots d'ordre changeants lancés dans les mois précédents par la Coordination des comités Malville ; au cours de la manifestation, cette donnée pèse sur la cohérence du cortège et amplifie les problèmes d'organisation déjà relevés.

C'est donc la conjonction de plusieurs facteurs qui expliquent les heurts survenus lors de la manifestation du 31 juillet 1977. Mal organisée, aux objectifs longtemps flous, rassemblant des individus aux motivations trop disparates, celle-ci fait face à des forces de l'ordre préparées à la perspective d'affrontements et totalement soutenues par leur hiérarchie comme par les autorités politiques.

Au matin du 31 juillet 1977, les manifestants sont nerveux et tendus après des assemblées générales qui n'ont pas permis d'aboutir à un consensus sur la stratégie à adopter. Fatigués et las d'avoir dormi sur des terrains détremés, c'est sous la pluie qu'ils

²²¹⁶ « Témoignage de K.N. de nationalité suisse, expulsé de France le dimanche 31/07/77 », in [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France*, op. cit., p. 55.

²²¹⁷ « « A Morestel, en fin d'après-midi, assemblée générale », article de *Libération*, 31/07/77 », *ibid.*, p. 58.

²²¹⁸ « Article de *Libération*, 01/08/77 », in *ibid.*, p. 56.

²²¹⁹ Isabelle Cabut, « Et la non-violence ? », *La Gueule Ouverte*, n°169, 4 août 1977, p. 4.

se préparent à converger en quatre cortèges distincts vers le site de Malville. Face à eux, contrôlant la campagne et les routes d'accès, les forces de l'ordre sont prêtes à toute éventualité. Vers 11h30, quelques groupes de manifestants, casqués, armés de bâtons et de cocktails Molotov, bousculent le service d'ordre des organisateurs et commencent à harceler les gendarmes près de Faverges, lieu-dit situé à un kilomètre des clôtures²²²⁰. Les forces de l'ordre répliquent par le jet de grenades lacrymogènes puis offensives²²²¹ qui achèvent de désorganiser les manifestants qui commencent à se débander²²²². Il est difficile de déterminer combien de manifestants sont impliqués dans les affrontements. Selon les auteurs du livre *Aujourd'hui Malville, demain la France*, les manifestants violents n'auraient guère été que quelques centaines²²²³. Le reportage du journal télévisé de TF1 du 31/07/77, nettement favorable aux forces de l'ordre, avance le chiffre de deux mille éléments violents²²²⁴.

A l'issue de ces heurts, le bilan humain est particulièrement lourd. Un manifestant, Vital Michalon, qui n'a pas pris part aux affrontements, trouve la mort à la suite de l'explosion d'une grenade offensive qui aurait entraîné chez lui un arrêt cardiaque²²²⁵. Plusieurs blessés graves, notamment des personnes amputées, sont en outre à déplorer parmi les forces de l'ordre et les manifestants²²²⁶.

Dès le 31 juillet 1977, les réactions de la presse généraliste comme l'opinion publique paraissent traduire une inflexion du regard porté sur les écologistes. *France-Soir* estime ainsi que les manifestants « auraient en quelque sorte provoqué cette mort »²²²⁷ et Claude Vincent souligne dans le même journal que le seul débat légitime « se situe au niveau scientifique le plus élevé : les manifestants de masse n'y ont rien à faire »²²²⁸. Marc Ambroise-Rendu, pourtant favorable aux écologistes, reconnaît dans *Le Monde* que la manière dont la manifestation a dégénéré pose question et qu'il s'agit incontestablement

²²²⁰ « Le fil des évènements vu par *Le Monde*, 01/08/77 », in Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France*, op. cit., p. 66.

²²²¹ Il s'agit de grenades à effet de souffle

²²²² « Témoignage de Roger Charlat, écologiste, membre du PSU et adjoint au maire de Saint-Etienne, publié dans *Super-Pholix* », *ibid.*, p. 74.

²²²³ [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France ! op. cit.*, p. 75.

²²²⁴ Daniel Duigou, « Creys-Malville », *Informations télévisées 20H*, TF1, 31/07/77, 4 min. 24 s., <http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAA7701118901/creys-malville.fr.html>, consulté le 14/12/12.

²²²⁵ Christian Jodon, « Témoignage d'un manifestant. Pourquoi nous étions à Malville le 31 juillet », *Le courrier de la baleine*, n°30, novembre 1977, p. 3.

²²²⁶ « Déclaration de Manfred Schutz, antinucléaire, amputé d'une main suite à l'explosion d'une grenade offensive (12/08/77) », in Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France*, op. cit., p. 96.

²²²⁷ CAC. Fonds Ministère de l'Intérieur. 19990044/1. Charles Garreau, « Les groupes de manifestants, de véritables troupes d'assaut armées », *France Soir*, 2 août 1977.

²²²⁸ *Ibid.* Claude Vincent, « Le paradoxe de Creys-Malville », *France Soir*, 2 août 1977.

d'un échec pour les comités Malville dont l'objectif était d'atteindre le site²²²⁹. *L'Humanité*, favorable au développement du nucléaire, condamne les violences et déplore la mort d'un homme mais fustige « les éléments qui ont participé ou prêté le flanc à la provocation », suggérant qu'ils portent une lourde responsabilité dans le bilan de cette manifestation²²³⁰.

En outre, divers indices suggèrent que l'image des écologistes et de leur cause se dégrade dans l'opinion publique. Les sondages démontrent ainsi une baisse sensible des opposants au nucléaire dans la population pour atteindre son plus bas niveau de la décennie²²³¹. A cette date, seuls 25 % des Français se déclarent opposés au recours à l'énergie nucléaire pour la production d'électricité²²³². De même, Jean-Marie Colombani prévoit un discrédit des candidats verts se présentant aux élections législatives de 1978 du fait des événements de Malville²²³³.

Bien que les situations diffèrent sur beaucoup de points, la mort de Vital Michalon provoque chez les militants écologistes des réactions analogues à celle de Pierre Overney au sein de la mouvance maoïste. Militant à la Gauche Prolétarienne et ouvrier chez Renault, celui-ci est tué en 1972 par un vigile lors d'une manifestation devant l'usine de Billancourt²²³⁴. Ce drame ne provoque pas seulement une émotion considérable mais amène une profonde remise en cause de la démarche de la Gauche Prolétarienne, tant dans ses modalités que dans ses finalités²²³⁵. Dans une période marquée par un essor de la violence militante, cet événement marque un coup d'arrêt en amenant progressivement la plupart des militants à abandonner toute idée de lutte armée, à l'inverse de l'Italie ou de la RFA²²³⁶.

En 1977, la nébuleuse écologiste est d'abord partagée entre colère et abattement comme le montrent ces témoignages recueillis et publiés par *La Gueule Ouverte*. Le CRIN (Comité Régional d'Information sur le Nucléaire) de Nantes incrimine ainsi les

²²²⁹ *Ibid.* Marc Ambroise-Rendu, Bernard Elie, « La non-violence en échec à Creys-Malville », *Le Monde*, 2 août 1977.

²²³⁰ *Ibid.* Bernard Frédérick, « L'engrenage », *L'Humanité*, 4 août 1977.

²²³¹ Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome*, *op. cit.*, p. 167.

²²³² *Ibidem.*

²²³³ Jean-Marie Colombani, « Les partis devant l'écologie », *Le Monde. Dossiers et documents*, « L'écologie enjeu politique », 1978, p. 81.

²²³⁴ Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération. Tome 2. Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988, p. 393.

²²³⁵ Christophe Bourseiller, *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Seuil, 2008, pp. 304 *sqq.*

²²³⁶ Terme emprunté à Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998, p. 13.

organisateur en soulignant que la non-violence n'implique pas le refus de toute réflexion sur la structuration du mouvement ou la tactique à adopter²²³⁷. Un lecteur anonyme déclare avoir été frappé par le nombre de marginaux dans le cortège et craint que le mouvement ne soit en passe de devenir une grande secte élitiste²²³⁸. En outre, la question de l'orientation future du mouvement divise profondément les écologistes : si l'un voit dans la non-violence le moyen de rompre avec le gauchisme traditionnel et son idéal de juste violence révolutionnaire, l'autre propose d'appeler à un grand mouvement d'éco-sabotage d'envergure nationale et visant toutes les entreprises impliquées dans le programme nucléaire²²³⁹. Cependant, au-delà des très nettes divergences entre les militants, chacun reconnaît l'inefficacité voire la dangerosité des grandes manifestations et de la nécessité de se tourner vers une autre forme de militantisme²²⁴⁰. Il en va de même pour Nicolas Desplats, des Amis de la Terre de Paris, qui estime quelques mois plus tard que l'écologisme est peut-être « dans une voie de garage » et que, dans tous les cas, la manifestation de Malville a mis fin aux grands rassemblements antinucléaires qui avaient puissamment contribué à l'éclosion de l'écologie politique²²⁴¹.

Au-delà de la question des modes d'action, les événements de Malville conduisent également les écologistes à s'interroger sur leur organisation et la place de la démocratie directe dans leur approche. Depuis le milieu des années soixante-dix, la contestation du projet Super-Phénix correspond aux idéaux et aux aspirations des écologistes. Des liens réguliers avaient été établis avec la population, des comités Malville étaient apparus dans toute la région Rhône-Alpes et au-delà et les décisions étaient prises par les assemblées générales, organe de la démocratie directe refusant la délégation de pouvoir²²⁴². Pourtant, dès le courant du mois de juillet 1977, Brice Lalonde fustige le processus de décision en vigueur au sein des comités Malville. Dans une lettre ouverte adressée à l'ensemble des groupes, l'animateur des Amis de la Terre dénonce plus particulièrement « l'imprécision des conditions d'organisation des manifestations et des objectifs qui leur sont assignés »

²²³⁷ Jean-Louis Soulié, « Les lecteurs parlent de Malville. Fallait, fallait pas, faudrait... », *La Gueule Ouverte*, n°171, 18 août 1977, p. 4.

²²³⁸ *Ibidem*.

²²³⁹ *Ibidem*.

²²⁴⁰ Michel Debray, « Réflexion d'un lâche mais qui n'en pense pas moins », *La Gueule Ouverte*, n°171, 18 août 1977, p. 6.

²²⁴¹ Nicolas Desplats, « L'écologie serait-elle sur une voie de garage ? », *Le courrier de la baleine – Bulletin de liaison*, n°36, 20 mars 1978, p. 5.

²²⁴² CHT. Fonds Leroy/Judas. LE/JU 57. « A propos des mangeurs d'herbe », *Cahiers d'étude et recherche socialistes*, n°69, s.d. [1^{er} semestre 1977], p. 4.

et déclare tout ignorer « de la réalité militante et politique des soi-disant « Comités Malville » ou des soi-disantes [sic] « coordinations » »²²⁴³. Il refuse alors d'appeler à manifester si des engagements clairs ne sont pas pris pour empêcher les débordements violents. Sur le moment, beaucoup de militants réagissent vivement à ce qu'ils considèrent comme une attitude suffisante et pleine de morgue, dénonçant la prétention de Lalonde à se poser en leader du mouvement, ne voyant dans ses accusations que des rumeurs sans fondement²²⁴⁴. *A posteriori*, Jean Brière reconnaît que l'absence de règle et le refus d'une organisation du mouvement n'est en rien un chemin vers une démocratie plus totale mais ne conduit qu'à la violence et au coup de force permanent²²⁴⁵. Ainsi, Malville jette une lumière particulièrement crue sur des dysfonctionnements régulièrement constatés dans de nombreux groupes écologistes. Faute de règles de fonctionnement claires, la démocratie directe devient un slogan et les assemblées générales, loin de permettre l'expression libre de toutes les sensibilités, en viennent à systématiquement mettre en valeur des militants dotés de certaines qualités particulières (éloquence, sens de la formule, capacité à parler en public). Par ailleurs, en permettant la coexistence de positions contradictoires sur des sujets fondamentaux, les comités Malville n'ont pas permis l'émergence d'un réel consensus qui aurait été indispensable pour mener à bien une action efficace. Ainsi, au travers du drame du 31 juillet 1977, c'est tout un mode de fonctionnement qui se trouve remis en cause.

Au sein de la nébuleuse écologiste, le débat opposant violence et non-violence qui précède la manifestation de Malville est révélateur des incertitudes et de la quête de sens de l'écologie politique dans la seconde moitié des années soixante-dix. Les luttes sur le terrain peuvent-elles en elles-mêmes mettre fin au programme électronucléaire français ou la solution est-elle électorale ? Faut-il privilégier une action groupusculaire menée par un noyau d'individus décidés ou s'ouvrir à la société française, au risque de voir l'écologie s'affadir ? Dans la mesure où l'on souhaite l'avènement d'une société écologique, celle-ci doit-elle passer par une révolution violente ? Ces débats aboutissent à une forclusion de la violence au sein de l'écologie politique et participent d'un processus

²²⁴³ « Brice Lalonde, « Lettre des AT-Paris adressée à tous les groupes écologiques concernés via *La Gueule Ouverte*, *Libération*, PSU, Ligue, PS, MAN, CFDT », in [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France !*, *op. cit.*, p. 43.

²²⁴⁴ « Lettre du comité Malville de Grenoble en réponse à la lettre de Brice Lalonde. 13 juillet 1977 », in [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France*, *op. cit.*, p. 44.

²²⁴⁵ MV. Fonds les Verts. Carton « Euro 84 ». Acte de candidature de Jean Brière. 24 janvier 1984.

conflictuel, au cours duquel les différentes cultures politiques qui concourent à la formation de cette mouvance se confrontent, traduisant un phénomène de « sortie des années 68 »²²⁴⁶. De fait, le drame de la manifestation de Malville constitue un tournant pour l'écologie politique française, amenée à remettre en cause sa stratégie de mise en échec du programme nucléaire par une mobilisation sur le terrain.

Loin de se résumer à un débat technique, la contestation antinucléaire est envisagée par les écologistes comme un combat politique contre la technocratie et la société productiviste. De fait, la lutte antinucléaire est déterminante pour stimuler la réflexion des militants autour de leur projet de société. Celui-ci reste morcelé, imprécis et ses contours varient selon les sensibilités des uns et des autres et il faut donc se garder d'en faire un artefact auquel l'ensemble des militants se référeraient aveuglément²²⁴⁷.

La contestation antinucléaire pose par ailleurs la question des modes d'action envisageables par les militants pour entraver le programme gouvernemental. Sur ce point, les écologistes tentent de mêler constamment information des populations et établissement d'un rapport de force sur le terrain. Il s'agit en effet à la fois de rallier les citoyens à une analyse politique et écologique de la société tout en hâtant l'avènement d'une utopie solaire. Par cette approche très large de la contestation antinucléaire, les écologistes ont le sentiment de faire véritablement de la politique.

A bien des égards, le rassemblement du 31 juillet 1977 à Creys-Malville tente de mêler ces deux approches. Pourtant, mal organisée, confrontée à des forces de l'ordre décidées, cette manifestation se termine par des heurts et surtout par la mort d'un homme. Au-delà du traumatisme individuel, cet événement amène les écologistes à infléchir leurs méthodes. Dans la mesure où la confrontation directe avec les pouvoirs publics paraît vouée à l'échec, il faut trouver un mode d'action de substitution pour transformer la société. C'est dans le cadre de cette réflexion que la participation aux élections prend de plus en plus d'importance chez les écologistes.

²²⁴⁶ Jean-Philippe Legois, Francis Parent, Franck Veyron, Xavier Vigna, « Les années 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand (dir.), *Les années 68 : Un monde en mouvement*, Paris, Editions Syllepse, 2008, p. 13.

²²⁴⁷ Dans un chapitre curieux de son ouvrage *The light-green society*, Michael Bess imagine ce que serait la France si les écologistes appliquaient leurs idées. Cette démarche contrefactuelle aurait eu son intérêt si elle avait été menée avec rigueur mais, en se présentant sous la forme d'une description neutre de la société écologiste, elle postule une uniformité des aspirations des écologistes qui ne correspond pas à la réalité. Cf. Michael Bess, *The light-green society*, op. cit., pp. 141 sqq.

Sur le terrain de la contestation environnementale - conclusion

La France des années soixante-dix semble loin de la démocratie technique. Les conflits environnementaux sont avant tout envisagés sous l'angle politique, où l'enjeu serait l'exercice de la souveraineté et le partage du pouvoir²²⁴⁸. De fait, s'il est tentant de voir dans cette période une étape préliminaire à l'avènement d'une démocratie technique, une telle perspective présenterait le grave inconvénient d'occulter la place des conflits sociaux et politiques dans les sociétés industrielles en considérant que le consensus est un objectif *a priori* recherché par les différents acteurs de ces affaires. Au vu de l'âpreté des controverses, la notion de démocratie technique, très irénique, paraît dans les faits peu applicable.

Les écologistes s'investissent avec passion dans les conflits environnementaux dans lesquels ils voient l'occasion de faire advenir la société écologique dont ils commencent à poser les linéaments. Plus encore, nombreux sont les militants qui voient dans la contestation antinucléaire un vecteur de prise de conscience de la population qui, par étape, est appelée à se rallier à leurs idées. Leur objectif n'est donc pas uniquement de réguler des controverses sociotechniques mais de transformer la société.

Pourtant, en dépit de ces espoirs, les mobilisations successives se révèlent incapables d'entraver la marche du programme nucléaire. Pire, à Malville, le 31 juillet 1977, les écologistes sont dramatiquement confrontés à leur incapacité à établir un rapport de force efficace face aux pouvoirs publics. Dès lors, le recours aux urnes, d'abord envisagé comme le simple prolongement de l'action sur le terrain, un vulgaire outil d'information ou voire un détournement bouffon des normes et des valeurs régissant le monde politique, acquiert une place autrement plus importante, d'autant que le succès semble dans un premier temps au rendez-vous.

²²⁴⁸ Bruno Latour, « Pour un dialogue entre science politique et *science studies* », *art. cit.*, p. 665.

Chapitre VI. Les écologistes, le pouvoir et les urnes

Les années qui suivent la campagne présidentielle de René Dumont sont marquées par des consultations électorales particulièrement disputées entre la gauche, unie dans le cadre du Programme Commun jusqu'en septembre 1977, et la droite majoritaire à l'Assemblée nationale et au Sénat. Après des élections cantonales (mars 1976) et municipales (mars 1977) qui aboutissent dans les deux cas à une nette victoire de la gauche²²⁴⁹, les législatives de mars 1978, particulièrement indécises, aboutissent, contre de nombreux pronostics, à une reconduction de la majorité sortante.

Figure 18. Nombre de candidats écologistes aux élections (1976-1978)

Scrutin	Date du scrutin	Nombre de candidats
Cantonales	Mars 1976	27
Municipales	Mars 1977	61 listes
Législatives	Mars 1978	253 ²²⁵⁰

La figure 1 atteste de la mobilisation croissante des écologistes pour des élections très disputées. Symptomatiquement, la presse prend l'habitude, à partir des cantonales de 1976, d'utiliser le nom et l'adjectif « vert » pour désigner les candidats écologistes aux différentes élections. Scrutin après scrutin, l'organisation matérielle des campagnes électorales, le nombre de candidats et les résultats obtenus par les écologistes progressent au point que cette période apparaît sur le plan politique comme un cycle spécifique favorable aux écologistes.

Pour autant, l'implication des écologistes en politique reste conditionnelle et perpétuellement remise en cause au sein même de la nébuleuse. Le refus de voir se constituer un parti écologiste amène la mise en œuvre de collectifs créés pour l'occasion et appelés à disparaître une fois l'élection passée, qu'il s'agisse de Paris-Ecologie au moment des municipales dans la capitale ou d'Ecologie 78, principal label derrière lequel se rangent les écologistes lors des législatives. De même, les motivations qui amènent les

²²⁴⁹ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, op. cit., p. 120.

²²⁵⁰ Plusieurs candidats écologistes ont pu se présenter dans la même circonscription.

candidats écologistes à se présenter sont très diverses selon les individus, les groupes et les lieux considérés.

L'analyse des scrutins cantonaux puis municipaux doit permettre dans un premier temps de comprendre les ressorts des succès électoraux des écologistes dans la France du milieu des années soixante-dix. Les scores réalisés à ces occasions suscitent l'intérêt des autres formations politiques et de l'exécutif, des contacts se nouent alors avec la nébuleuse écologiste, révélant une carte de l'échiquier politique sensiblement plus complexe que le seul clivage gauche-droite. En définitive, les élections législatives de 1978 paraissent marquer la fin d'un cycle dans la mesure où, dans un contexte plus défavorable du fait de la forte bipolarisation des enjeux, elles se traduisent par l'établissement d'Ecologie 78, collectif national ayant vocation à réguler la désignation des candidats.

1. L'apogée des verts (1976-1977)?

Dès 1973, plusieurs candidats se présentent aux suffrages des électeurs pour tenir un discours axé sur la défense de l'environnement ou la promotion de l'écologie. Lors des législatives, Ecologie et Survie est ainsi représentée à Mulhouse par Henri Jenn²²⁵¹ tandis qu'Alfred Goron, se désignant comme le représentant de la paix et du bio-humanisme, est candidat dans la quatrième circonscription des Alpes-Maritimes²²⁵². Cette même année, Jean-Claude Delarue, animateur de la Fédération des Usagers des Transports de la Région Parisienne, convainc son père de prêter son nom à une candidature dans le canton de Sceaux (Hauts-de-Seine) de manière à interpeller les élus locaux au sujet de la construction – contestée – de l'autoroute A10²²⁵³.

Si l'on excepte le cas d'Ecologie et Survie, ces actions sont le fruit d'initiatives individuelles, avant tout motivées par la volonté de protester contre des problèmes locaux et d'attirer l'attention des pouvoirs publics sans s'inscrire dans une démarche politique pérenne. La campagne présidentielle de René Dumont change la donne car elle installe l'étiquette « écologiste » dans le paysage politique français. Dès lors, les candidatures mettant en avant la défense de l'environnement ou l'écologie ne sont plus seulement interprétées comme un épiphénomène local. Elles sont également jugées à l'aune de ce précédent politique.

Symptomatiquement, à partir des élections cantonales de 1976, les médias commencent à employer l'adjectif « vert » pour désigner l'ensemble des candidats dont la démarche est motivée par la nécessité de protéger la nature et le cadre de vie ou de tenir compte des enseignements de l'écologie²²⁵⁴. Ainsi, à l'image du rouge ou du noir, la couleur verte reçoit l'esquisse d'une connotation politique, traduisant l'intégration des écologistes au jeu électoral et aux codes symboliques qui le structurent²²⁵⁵. Pour l'heure,

²²⁵¹ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 91.

²²⁵² MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1974. 20 ». Tract électoral « Election législative des 4 et 11 mars 1973. Alfred Goron, candidat de la paix, du bio-humanisme. 4e circonscription des Alpes-Maritimes ». S.d. [mars 1973].

²²⁵³ Entretien avec Jean-Claude Delarue. 22 septembre 2011. Jean-Claude Delarue ne pouvait se présenter lui-même car il n'habitait pas les Hauts-de-Seine.

²²⁵⁴ Il semble que ce soit à partir des législatives de 1978 que le terme est employé comme un nom commun pour désigner les candidats écologistes. « Les candidats « verts » : des catalyseurs », *Le Monde*, n°9676, 3 mars 1976, p. 10.

²²⁵⁵ Michel Pastoureau, *Vert. Histoire d'une couleur*, Paris, Seuil, 2013, p. 123.

le vert désigne le signifié : en tant que couleur, il incarne l'idée d'écologie sans renvoyer pour le moment à un mouvement politique qui n'est pas encore structuré²²⁵⁶.

L'élaboration d'une catégorie spécifique – l'écologisme – pour rassembler des candidats aux motivations diverses, allant de la défense du cadre de vie local à la présentation d'une alternative globale à la société industrielle, s'explique par leur présence systématique aux consultations électorales dans la seconde moitié des années soixante-dix. Plus encore, au fil des scrutins, certains acteurs du mouvement, se comportant en véritables entrepreneurs politiques²²⁵⁷, proposent un programme global modulable en fonction des enjeux locaux et organisent quand ils en ont l'occasion des collectifs électoraux unitaires. Au fil des scrutins, la démarche des écologistes gagne ainsi en cohérence, contribuant au tournant environnemental de la société française.

Cette partie se propose d'étudier la structuration de cette offre politique au cours de trois scrutins successifs considérés comme des succès pour les écologistes, les cantonales de mars 1976, l'élection législative partielle dans la troisième circonscription de Paris en novembre de la même année et enfin les municipales de mars 1977.

a. Les élections cantonales de mars 1976

Après la campagne présidentielle de René Dumont (avril-mai 1974), aucun texte n'affirme clairement la volonté des écologistes d'être systématiquement présents aux consultations électorales suivantes. Lors des Assises de Montargis, les débats portent bien davantage sur l'opportunité et les dangers de la mise en place d'une structure nationale de coordination du mouvement²²⁵⁸ et l'année 1975 est avant tout consacrée à la lutte antinucléaire²²⁵⁹.

La participation des écologistes aux élections n'a donc rien d'évident au sein de la nébuleuse même pour ceux qui s'accordent à donner à l'écologie une dimension politique²²⁶⁰. A l'occasion des cantonales de 1976, un petit nombre d'individus oeuvre,

²²⁵⁶ Hélène Yèche, « Die Grünen : des Verts de toutes les couleurs », in Jérôme Grévy et alii, *Vert et orange*, op. cit., p. 197.

²²⁵⁷ François Facchini, « L'entrepreneur politique et son territoire », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2006/2, p. 263.

²²⁵⁸ « L'écologie aux champs », *Le Sauvage*, n°17, septembre 1974, p. 14.

²²⁵⁹ « Programme des réjouissances antinucléaires », *La Gueule Ouverte*, n°50, 23 avril 1975, p. 5.

²²⁶⁰ Claude-Marie Vadrot, « Polémique entre écologistes électoralistes et écologistes refusant le recours aux élections », in id., Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 87.

pour des raisons diverses, en faveur d'une implication pérenne des écologistes dans les élections. C'est à l'examen du rôle de ces militants, véritables entrepreneurs politiques²²⁶¹, que ce passage est consacré.

Dès le mois de novembre 1975, les Alsaciens d'Ecologie et Survie décident de présenter des candidats aux cantonales de mars 1976 et cherchent pour ce faire à entrer en contact avec d'autres associations nourrissant le même projet²²⁶². Pour Solange Fernex, qui souligne que la presse écologiste n'est lue que par les convaincus et que les manifestations ne créent qu'une émotion passagère, il s'agit de parler d'écologisme au plus grand nombre et aux frais de l'Etat²²⁶³. L'objectif avoué n'est pas d'avoir des élus mais de prendre les partis politiques et les pouvoirs publics à leur propre piège pour affirmer l'existence d'une véritable alternative et démontrer l'absurdité du système électoral²²⁶⁴.

Cette prise de position qu'on peut rapprocher de l'antiparlementarisme propre à la culture politique libertaire²²⁶⁵ étonne de la part de Solange Fernex qui, dans la suite de sa carrière politique, ne cesse de plaider pour l'accès des écologistes aux fonctions électives. Elle-même conseillère municipale, elle devient, en 1989, députée européenne verte²²⁶⁶. On peut émettre l'hypothèse que ces déclarations soient avant tout une précaution oratoire pour justifier la participation aux élections, qui est loin d'aller de soi en 1976. Mettre en avant la sensibilisation de l'opinion publique, se placer explicitement dans la continuité de la candidature de René Dumont²²⁶⁷ – action qui a bénéficié d'un réel consensus au sein de la nébuleuse – permettent de faire accepter plus facilement ce tournant électoral aux militants écologistes.

²²⁶¹ François Facchini, « L'entrepreneur politique et son territoire », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2006/2, pp. 263 *sqq.*

²²⁶² « Annonces », *Action écologique*, n°1, novembre 1975, p. 17.

²²⁶³ Solange Fernex, « Pourquoi des militants écologistes se sont présentés aux cantonales », *Action écologique*, n°4, avril-mai 1976, p. 3.

²²⁶⁴ *Ibidem.*

²²⁶⁵ Gaetano Manfredonia, « La culture politique libertaire », in Serge Berstein, *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003, p. 69.

²²⁶⁶ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 110.

²²⁶⁷ Solange Fernex, « Pourquoi des militants écologistes se sont présentés aux cantonales », *Action écologique*, n°4, avril-mai 1976, p. 4.

Au même moment, le Bureau de liaison des associations de la région parisienne projette lui aussi de présenter des candidats en Ile-de-France²²⁶⁸. Ce collectif regroupant une soixante d'associations de défense de l'environnement et du cadre de vie a été créé en 1974 à l'initiative de Roger Lapeyre (Les Droits du piéton), de Marthe de Rohan-Chabot (SOS-Paris) et de Jean-Claude Delarue (Fédération des usagers des transports de la région parisienne)²²⁶⁹. Ce dernier est l'avocat le plus constant du recours à « l'arme électorale »²²⁷⁰ dans les combats environnementaux. Ancien membre de la SFIO, du PSA puis de la CIR (Convention des Institutions Républicaines), dont il a été l'un des candidats pour les législatives de 1967 avant d'adhérer au PS, syndicaliste au SNES-FSU, Jean-Claude Delarue s'investit à la fin des années soixante dans la défense des usagers des transports²²⁷¹. En mars 1968, alors qu'il habite Verrières-le-Buisson (Essonne) et qu'il travaille à Paris, il crée la Fédération des Usagers des Transports de la Région Parisienne (FUTRP) pour protester contre les dysfonctionnements de la ligne de Sceaux²²⁷². A l'origine, son objectif n'est donc pas de militer en faveur de la défense de l'environnement mais d'obtenir l'amélioration concrète d'un service (en termes de régularité, de fréquence) voire de faire admettre la légitimité d'une participation des usagers aux décisions concernant les infrastructures de transport.

Jean-Claude Delarue est rapidement conduit à élargir le champ d'action de son association. Au début des années soixante-dix, il utilise le fichier d'adhérents de l'association Les Droits du Piéton, pour susciter la création d'un comité contre la radiale Vercingétorix²²⁷³, qui doit constituer le prolongement urbain de l'autoroute A10 entre la porte de Vanves et le quartier de Montparnasse²²⁷⁴. Il entre ainsi en contact avec SOS Paris et l'Association pour la défense du site de Notre-Dame, déjà bien implantées à Paris et tournées vers la contestation des projets de voies automobiles à grand gabarit dans la capitale, notamment la voie express rive gauche dont l'aménagement a été voté par le

²²⁶⁸ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. Note pour le Président. « Elections cantonales et défense de l'environnement ». 24 janvier 1976.

²²⁶⁹ Entretien avec Jean-Claude Delarue. 22 septembre 2011.

²²⁷⁰ *Ibidem*.

²²⁷¹ Annie Collovald, « Défendre les gens. Entretien avec Jean-Claude Delarue, président de l'ADUA, présenté par Michel Offerlé », *Politix*, 1991/4, n°16, p. 24.

²²⁷² *Ibidem*.

²²⁷³ *Ibidem*.

²²⁷⁴ Mathieu Flonneau, « Georges Pompidou, les problèmes grand-parisiens de circulation et l'émergence d'un automobilisme raisonné », in Mathieu Flonneau et alii, *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, op. cit., p. 158.

Conseil de Paris en 1971²²⁷⁵. Ces collaborations amènent donc Jean-Claude Delarue à s'ouvrir à de nouvelles problématiques liées à la lutte contre la pollution et à la protection du cadre de vie.

C'est dans cette perspective qu'est créé le Bureau de liaison des associations de la région parisienne dont les membres entendent remettre en cause l'ensemble des projets d'infrastructures susceptibles de dégrader les conditions d'existence des Parisiens et des habitants de la proche banlieue. A l'origine, ces militants ne se considèrent pas comme des écologistes et ne se soucient des pollutions que dans la mesure où elles constituent des nuisances concrètes pour la population. C'est donc la réparation d'un préjudice subi et la volonté d'améliorer le quotidien des individus qui motivent leur action²²⁷⁶ bien davantage que la résolution de la crise écologique qui n'est pas évoquée dans les documents de la première moitié des années soixante-dix²²⁷⁷.

Les associations composant le Bureau de liaison entretiennent un rapport ambigu au champ politique. Voulant apparaître comme l'émanation des citoyens bafoués dans leurs droits les plus élémentaires, elles insistent tout particulièrement sur la distance qui les sépare des partis politiques et des élus²²⁷⁸. Plusieurs facteurs conduisent ces associations à affirmer publiquement leur distance à l'égard des partis politiques. A leurs yeux, la finalité de leur action est différente puisqu'elles sont tournées vers la contestation d'un sujet précis et localisé. En outre, l'adhésion à ces associations est souvent motivée par le sentiment de subir personnellement une injustice commise par les pouvoirs publics : le ressentiment à leur égard est donc l'un des principaux ressorts de l'action collective qui ne pourrait être que fragilisée par la manifestation de liens trop visibles avec les élus. Dans ce cadre, toute référence partisane trop marquée pourrait remettre en cause l'apparente unanimité du collectif.

Ces associations sont pourtant en interaction constante avec ces derniers, qu'il s'agisse de faire pression sur eux ou d'agir de concert sur tel ou tel dossier. Ainsi, en 1969, la FUTRP parvient à faire rouvrir une ligne SNCF entre Massy et Pont-de-Rungis grâce au soutien des élus locaux et en particulier de Léo Hamon, député UDR de la

²²⁷⁵ « La grande cause. La voie express rive gauche », <http://www.site-notre-dame.fr/voie-express-rive-gauche.htm>, consulté le 18/10/11.

²²⁷⁶ Annie Collovald, « Défendre les gens », *art. cit.*, p. 24.

²²⁷⁷ Cette forme de militantisme existe à la même époque aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Cf. Adam Rome, « 'Give Earth a Chance' », *art. cit.*, pp. 535 *sqq.*

²²⁷⁸ CARAN. Fonds PSU. AP 581 43. Dossier 174. Brochure du Bureau de Liaison des Associations de la Région Parisienne. S.d. [c. mars 1976].

quatrième circonscription de l'Essonne²²⁷⁹. Ces liens ne se résument pas – comme ces associations voudraient le laisser penser – à une collaboration ponctuelle et pragmatique sur une question précise. En 1970, la FUTRP s'associe à des militants des partis de gauche (allant du PS à LO) ainsi qu'à des syndicalistes pour faire paraître le *Livre noir des transports* où les revendications concrètes, telles que la mise en place de liaison inter-banlieues ou la création d'une carte hebdomadaire de transport payée par le patronat, sont envisagées dans une démarche idéologique de dénonciation de l'urbanisme capitaliste²²⁸⁰. De même, l'association Les Droits du piéton est animée par Roger Lapeyre, ancien secrétaire fédéral de la fédération des Transports FO, proche du PS, tout comme Jean-Claude Delarue²²⁸¹. Ainsi, un certain nombre de ces associations participent de la constellation socialiste au sein de laquelle les liens avec le parti, bien que relativement lâches et reposant souvent sur des relations interpersonnelles, n'en sont pas moins efficaces²²⁸².

L'ambiguïté du rapport de ces associations au politique permet de mieux comprendre leur décision de présenter des candidats aux élections cantonales de 1976. Leurs tracts et leurs brochures dénoncent des points précis, uniquement liés à la dégradation générale des conditions de vie des banlieusards, confrontés à des temps de transport trop longs, à la pollution atmosphérique, à l'insuffisance des équipements collectifs et aux malfaçons des immeubles d'habitation²²⁸³. Ostensiblement, le Bureau de Liaison se présente donc comme un groupe de pression qui n'envisage pas sa démarche comme l'expression d'une alternative globale mais comme la dénonciation de situations particulières insupportables. Le collectif prend par ailleurs soin de souligner qu'il n'entend pas se substituer aux partis politiques mais contraindre élus et pouvoirs publics à s'attaquer aux causes de la dégradation des conditions de vie en région parisienne²²⁸⁴.

²²⁷⁹ Entretien avec Jean-Claude Delarue. 22 septembre 2011.

²²⁸⁰ Mathieu Flonneau, « Révolutions et évolutions dans le Grand Paris des transports, complexité des mobilités pompidoliennes », in Mathieu Flonneau et alii, *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, op. cit., pp. 110-111.

²²⁸¹ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG 3. 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*. Décembre 1976, p. 8.

²²⁸² François Prigent, « Les élus socialistes en Bretagne : réseaux, trajectoires et identités des années 1930 aux années 1980 », in Christian Bougeard (dir.) *Un siècle de socialisme en Bretagne, de la SFIO au PS (1905-2005)*, Rennes, PUR, 2008, p. 212.

²²⁸³ CARAN. Fonds PSU. AP 581 43. Dossier 174. Brochure du Bureau de Liaison des Associations de la Région Parisienne. S.d. [c. mars 1976].

²²⁸⁴ *Ibidem*.

On ne saurait donc parler d'une complète politisation du Bureau de liaison dans la mesure où, comme l'a souligné Jacques Lagroye, ce processus suppose une remise en cause des frontières couramment admises entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas²²⁸⁵. En 1976, avant de se lancer dans la campagne des cantonales, il est donc probable que beaucoup de militants envisagent leur incursion en politique comme une transgression théâtrale voire factice de la frontière entre le monde politique et associatif et pas comme le début d'une carrière d'élus avec lesquels ils se sentent peu de points communs.

Ainsi, lors des élections cantonales de 1976, deux sensibilités différentes présentent des candidats dont le programme et la profession de foi sont construits autour des conséquences des transformations apportées à l'environnement sur les individus et les sociétés. Pourtant, au-delà des différences très nettes dans l'appréhension du champ politique, la confrontation des propositions des candidats suggère de nombreux points communs dans les programmes.

Maurice Bardet est candidat au nom du Mouvement écologique dans le canton de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes)²²⁸⁶. Son programme est tout entier consacré à la nécessité de protéger le cadre de vie local, menacé par les transformations des activités économiques dans le sud de la France. Il dénonce ainsi l'urbanisation incontrôlée du littoral qui remet en cause la vocation agricole de cet espace, en particulier la culture de l'olive de Provence²²⁸⁷. Il refuse également le tourisme de masse symbolisé par les grandes stations intégrées, telle Isola 2 000, qu'il assimile à une « colonisation temporaire »²²⁸⁸, pour prôner l'essor des gîtes ruraux, qui profiteraient aux populations locales tout en permettant un réel échange humain avec les vacanciers. Il propose également d'attribuer en priorité les chantiers de construction aux petites entreprises implantées dans la région plutôt qu'aux firmes nationales et internationales dont les bénéfices seront dépensés ailleurs²²⁸⁹. Cette revendication d'un développement maîtrisé, qui profite avant tout aux populations locales dans le cadre d'une actualisation des activités économiques anciennes plutôt que dans leur totale transformation n'est

²²⁸⁵ Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation, op. cit.*, p. 362.

²²⁸⁶ CARAN. Fonds PSU. AP 581 43. Dossier 1974. Tract de Maurice Bardet, candidat du Mouvement écologique dans le canton de Cagnes-sur-Mer. S.d. [c. mars 1976].

²²⁸⁷ *Ibidem.*

²²⁸⁸ *Ibidem.*

²²⁸⁹ *Ibidem.*

finalement pas si éloignée de la démarche du Bureau de liaison. En effet, celui-ci s'efforce désormais de conjuguer défense des usagers et protection de l'environnement en insistant sur la nécessité de freiner la croissance de la grande banlieue et de revoir son organisation en donnant la priorité aux transports en commun et à la création d'espaces verts²²⁹⁰. Ces candidats revendiquent également la participation des associations et des populations aux décisions d'urbanisme²²⁹¹.

De fait, si les candidats du Mouvement écologique et du Bureau des Associations de défense de l'environnement de la région parisienne donnent un sens différent à leur candidature et à leur rapport au champ politique, leurs propositions se rejoignent largement dans la critique d'une expansion industrielle et urbanistique sans frein et dans la revendication de projets qui ne soient pas systématiquement tournés vers la construction de grandes infrastructures et dans lesquels les habitants pourraient faire valoir leur point de vue. Dans ce cadre, les références idéologiques se font beaucoup plus discrètes ; dans les tracts du Mouvement écologique, l'autogestion, centrale au cours de la campagne de René Dumont, et la crise écologique n'apparaissent qu'en arrière-plan²²⁹².

Ces élections cantonales, propices à la mise en avant des enjeux locaux, conduisent donc à l'affirmation d'une autre déclinaison de l'écologisme qui n'insiste pas tant sur la transformation radicale de la société que sur une forme de modernisation alternative à l'impératif industriel propre à l'ère pompidolienne.

Les élections cantonales de 1976 ne donnent pas lieu à la mise en place d'une structure nationale de coordination si bien qu'il n'est guère possible de dresser un compte exhaustif des candidatures motivées par la défense de l'environnement et du cadre de vie. En février 1976, le Bureau des associations annonce son intention de présenter une cinquantaine de candidats dans l'ensemble de la région parisienne²²⁹³ mais il semble que seuls neuf d'entre eux soient allés jusqu'au bout de la démarche.

²²⁹⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Dépêche AFP, « Le programme du Bureau de liaison des soixante associations de défense de l'environnement de la région parisienne ». 7 février 1976.

²²⁹¹ *Ibidem*.

²²⁹² CARAN. Fonds PSU. AP 581 43. Dossier 1974. Tract de Maurice Bardet, candidat du Mouvement écologique dans le canton de Cagnes-sur-Mer. S.d. [c. mars 1976].

²²⁹³ CARAN. Fonds PSU. 5 AG/3 – 2395. Note pour Valéry Giscard-d'Estaing « Elections cantonales et défense de l'environnement ». 24 janvier 1976.

Figure 19. Répartition géographique des candidats de défense de l'environnement aux cantonales de mars 1976²²⁹⁴

Région	Nombre de candidats présentés
Ile-de-France	9
Alsace	10
Basse-Normandie	4
Bretagne	1
Lorraine	1
Provence-Côte-d'Azur	1
Total	26

Ce tableau, qui ne recense que les candidatures avérées, de la répartition géographique des candidats confirme l'une des tendances dessinées par les résultats de la campagne de René Dumont. L'Alsace et l'Ile-de-France apparaissent comme deux territoires propices à l'émergence d'une expression politique de la défense de l'environnement, concentrant à eux-seuls plus des 2/3 des candidatures.

Grâce aux archives présidentielles de Valéry Giscard d'Estaing, dont les conseillers suivent avec attention les orientations de l'électorat, il est possible d'analyser avec précision les résultats les plus marquants. En Alsace, les candidats du Mouvement écologique obtiennent en moyenne 9 % des suffrages, devançant le PCF dans sept cantons sur neuf, essentiellement²²⁹⁵. Dans cette région, c'est Antoine Waechter qui obtient le meilleur résultat avec 12 % des voix dans le canton de Mulhouse-sud, ce qui lui permet de se maintenir au second tour²²⁹⁶. Dans l'Orne, les candidats du Mouvement écologique percheron se disent eux-mêmes très surpris de leur score dans la mesure où ils se sont présentés dans des cantons conservateurs et ruraux où ils ont dénoncé les conséquences du remembrement²²⁹⁷. Les résultats sont encore plus frappants en région parisienne où les candidats obtiennent des scores allant de 10 % jusqu'à 17 % dans le

²²⁹⁴ Base de données électorale – élections cantonales.

²²⁹⁵ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 1606. Note sur les candidatures écologistes. 10 mai 1976.

²²⁹⁶ Base de données électorale – élections cantonales.

²²⁹⁷ Ils ont ainsi obtenu entre 2,4 et 7,5 % des voix. Cf. « Dans le Perche », *Action écologique*, n°4, avril-mai 1976, p. 6.

canton de Poissy-nord²²⁹⁸. Certains candidats qui ne bénéficient pas de l'investiture du Bureau de Liaison obtiennent des scores supérieurs allant jusqu'à 25 % à Pontoise et 30 % à Versailles-nord²²⁹⁹.

Les conseillers du Président soulignent par ailleurs que plusieurs candidats sortants, appartenant à la majorité, ont été mis en difficulté et ont été parfois battus quand leur mandature est associée à des opérations de rénovation urbaine contestées²³⁰⁰. Ainsi, dans le canton d'Auxerre-sud, Jean-Pierre Soisson s'est incliné au second tour devant son concurrent socialiste, M. Roux, président de l'Association pour la défense et l'animation d'Auxerre²³⁰¹. De même, en Moselle, selon Jean-Marie Pelt, alors adjoint au maire centriste de Metz, les résultats de plusieurs élections ont été déterminés par les problèmes liés à la défense de l'environnement²³⁰². Ainsi, dans le canton de Sierck-les-Bains, frontalier du Luxembourg et se trouvant à quinze kilomètres de deux sites envisagées pour la construction de centrales nucléaires, le candidat socialiste, M. Hallé, opposant déclaré à ces projets, a été élu par 52,10 % des voix dans un canton très rural où la gauche n'a jamais dépassé les 30 %²³⁰³. Il en va de même dans le canton de Belz (Morbihan) où Jean Le Formal l'emporte contre le conseiller général sortant dans le contexte de controverses autour de la construction possible d'une centrale nucléaire à Erdeven²³⁰⁴.

Aux yeux des conseillers de Valéry Giscard-d'Estaing, ces résultats « montre[nt] à quel point le courant écologique est devenu une force nouvelle dans notre pays »²³⁰⁵. L'analyse des résultats invite pourtant à plus de prudence. Si l'on excepte certains cantons alsaciens, les bons résultats des candidats s'expliquent autant par le rejet de certains projets d'infrastructures, voire de la classe politique elle-même, plutôt que par

²²⁹⁸ Il s'agit de Philippe Marescaux. CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 1606. Note sur les candidatures écologistes. 10 mai 1976.

²²⁹⁹ *Ibidem*.

²³⁰⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Note « Environnement et politique ». S.d. [fin mars 1976].

²³⁰¹ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 1606. Note sur les candidatures écologistes. 10 mai 1976.

²³⁰² CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Note concernant les incidences des problèmes écologiques sur les élections cantonales de mars 1976 en Moselle par Jean-Marie Pelt. 3 mars 1976.

²³⁰³ *Ibidem*.

²³⁰⁴ Gilles Simon, « Le pouvoir municipal saisi par l'écologie politique : les cas comparés d'Étel et de Plogoff à la fin des années 1970 », in Christian Bougeard et alii (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 241.

²³⁰⁵ *Ibid.*, « Environnement et politique ». S.d. [fin mars 1976].

l'adhésion à un message écologiste dont on a vu combien il s'est effacé durant cette campagne devant les enjeux locaux bien davantage mis en avant.

Par ailleurs, dans un certain nombre de cas, les scores élevés obtenus par des candidats connus pour leur engagement associatif expriment une volonté de renouvellement de la vie politique locale dans des cantons urbains et périurbains dont la sociologie et la démographie se sont profondément renouvelées depuis les années soixante du fait des transformations économiques et démographiques²³⁰⁶.

Il n'en demeure pas moins que les élections cantonales de mars 1976 démontrent l'intérêt des électeurs pour les enjeux liés à la défense du cadre de vie et de l'environnement quotidien. Les entrepreneurs politiques à l'origine de ces candidatures, comme les écologistes alsaciens ou Jean-Claude Delarue, voient leur stratégie validée. La campagne de René Dumont n'apparaît plus comme un événement isolé et exceptionnel mais comme l'épisode fondateur d'un courant politique appelé à s'enraciner. C'est dans cette double perspective de construction d'un mouvement politique et de mise en avant des enjeux locaux que sont abordées les élections municipales de 1977.

b. Une législative partielle dans le V^e arrondissement

La participation des écologistes aux élections cantonales témoigne d'une volonté de tirer parti des possibilités médiatiques offertes par la législation électorale. Cependant, en mars 1976, la plupart des candidats refusent ostensiblement la finalité propre à tout scrutin politique, à savoir la sélection du plus apte à occuper une fonction électorale, et réaffirment à cette occasion la distance qui sépare leur démarche militante de celle du personnel politique. Ainsi, lorsqu'ils se présentent, la plupart des candidats n'aspirent pas à faire de la politique, même autrement²³⁰⁷.

Cependant, les scores parfois importants obtenus par les écologistes en Alsace ou par les défenseurs du cadre de vie dans la région parisienne semblent changer la donne. Dans ces conditions, il n'est pas si irréaliste d'envisager d'être élu sous l'étiquette écologiste à l'occasion des municipales voire des législatives à venir. C'est dans ce contexte que, sur

²³⁰⁶ Gilles Simon, « Le pouvoir municipal saisi par l'écologie politique : les cas comparés d'Étel et de Plogoff à la fin des années 1970 », in Christian Bougeard, Vincent Porhel, Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 243.

²³⁰⁷ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS – Presses Universitaires de Rennes, 2005.

les conseils de Jean-Claude Delarue²³⁰⁸, Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre de Paris, se présente en novembre 1976 à une élection législative partielle dans la troisième circonscription de Paris, avec René Dumont pour suppléant²³⁰⁹.

C'est semble-t-il la première fois qu'un écologiste se présente à une élection non pas seulement pour exprimer l'existence d'une alternative globale mais avec l'idée de proposer un programme, de se constituer un capital politique et, à terme, d'être élu. Son analyse permet d'étudier la manière dont la participation aux élections peut infléchir la perception du champ politique par les écologistes et les conduire à redéfinir les finalités de leur action.

L'originalité de la démarche de Brice Lalonde peut être résumée par l'affiche de campagne intitulée *Quand vous voudrez* et dessinée par ses soins.

Illustration 11. « « Quand vous voudrez » par Brice Lalonde (1976) »

²³⁰⁸ Entretien avec Jean-Luc Delarue. 22 septembre 2011.

²³⁰⁹ Cette circonscription correspond au V^e arrondissement de la capitale. CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. *Le Monde*, 19 juin 1979, « Le vert sied au cinquième », p. 16.



© Muséum de Paris - AgroParisTech

Celle-ci représente un quartier de Paris où la nature foisonne. L'énergie électrique est produite par le soleil et le vent grâce à des capteurs solaires et des éoliennes installés sur les toits. La végétation paraît faire corps avec les immeubles et l'on cultive des légumes dans les squares tandis que les enfants se baignent dans une Seine à nouveau pure. Brice Lalonde décrit ainsi une ville qui transcende le clivage entre le naturel et l'artificiel pour affirmer l'existence possible d'une alliance intime entre ces deux termes sous les auspices de l'homme, qui en reste le grand ordonnateur. Cette perception d'une nature construite et façonnée par l'homme doit beaucoup aux réflexions de Serge Moscovici pour qui il est

impossible de penser la nature indépendamment de l'homme²³¹⁰. Selon lui, toute tentative de penser l'homme dans une société sans la nature ne conduit qu'à des dysfonctionnements et des frustrations, obligeant à une multiplication des interdits²³¹¹. Serge Moscovici ne prône cependant pas la quête d'un paradis perdu mais un « ensauvagement » des sociétés contemporaines²³¹². Cette affiche marque par ailleurs une rupture dans la représentation de la ville par les écologistes, jusqu'à présent dominée par une nette urbanophobie²³¹³. Sous le trait de Brice Lalonde, la ville n'est plus une antinature, un lieu d'aliénation et d'exploitation mais au contraire un écosystème viable et convivial. Ce Paris écologiste est une cité-jardin d'un nouveau genre²³¹⁴.

Dès lors, Brice Lalonde imagine une ville conviviale, dans laquelle vivre dans un quartier implique un réel sentiment d'attachement et d'appartenance. Dans cet espace libéré des automobiles, les habitants circulent aisément à pied, en vélo ou en bus et semblent mener une vie quotidienne ouverte sur la rue où ils se croisent, échangent et vivent. Cette utopie urbaine se situe dans la lignée des discours post-soixante-huitards qui insistent sur la possibilité de changer la société pour peu que chacun le veuille. *Quand vous voudrez* est le pendant écologiste de *L'An 01* imaginé par Gébé et mis en scène par Jacques Doillon où l'un des personnages constate « C'est très simple, il suffit d'arrêter »²³¹⁵.

Il existe cependant une différence de taille entre les deux œuvres. « L'An 01 » survient parce que les gens, un jour, spontanément, décident de remettre en cause l'aliénation propre à la vie contemporaine²³¹⁶. *Quand vous voudrez* suggère que le changement passera certes par la volonté d'instaurer une nouvelle forme de relations sociales mais aussi par la médiation politique et électorale. De fait, si cette affiche participe encore de l'univers politique des années 68, marqué par le spontanéisme et l'espoir de pouvoir changer la société d'un seul mouvement, elle témoigne également d'une nette évolution vers la prise en compte des institutions comme facteur de changement social.

²³¹⁰ Serge Moscovici, « « Construire une nouvelle forme de vie ». Entretien avec Erwan Lecoer », *Multitudes*, <http://multitudes.samizdat.net/Creer-une-nouvelle-forme-de-vie>, 6 p., consulté le 22/05/12.

²³¹¹ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, *op. cit.*, p. 20.

²³¹² *Ibid.*, p. 42.

²³¹³ Arnaud Baubérot, « Pour une histoire de l'urbanophobie », in Arnaud Baubérot, Florence Bourillon (dir.), *Urbanophobie. La détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Editions Bière, 2009, p. 9.

²³¹⁴ *Ibid.*, p. 14.

²³¹⁵ Antoine de Baecque, « *L'An 01* de Jacques Doillon », in Philippe Artières et alii, *68 une histoire collective [1962-1981]*, *op. cit.*, p. 445.

²³¹⁶ *Ibid.*, p. 449.

Le catastrophisme, qui caractérise la candidature de René Dumont, n'est pas totalement absent de la campagne de Brice Lalonde. Dans le numéro spécial du *Courrier de la Baleine* édité pour l'occasion, l'éditorial annonce un futur particulièrement sombre fait de pollutions et d'accidents industriels restés sans solution cependant que les partis politiques, impuissants et déconnectés de la réalité, se renvoient la responsabilité du chômage et de l'inflation²³¹⁷.

Néanmoins, à l'image de *Quand vous voudrez*, Brice Lalonde tient surtout à annoncer un futur plein de promesses. Comme le constate *La Gueule Ouverte*, « les couleurs vives de l'écologie [...] ont tranché sur la grisaille des partis et des groupuscules »²³¹⁸. De fait, la campagne de l'animateur des Amis de la Terre est avant tout consacrée à la formulation de propositions et non pas à de mises en garde. Son programme est organisé autour de cinq priorités²³¹⁹ influencées à la fois par une critique artiste du capitalisme²³²⁰ et par la volonté de remédier à la crise écologique en faisant en sorte que la société intègre les contraintes induites par le fonctionnement des écosystèmes.

La rubrique « travailler moins » invite ainsi à produire sur place au moins la moitié des consommations de la communauté de manière à réduire la dépendance à l'égard de l'extérieur, donc l'énergie consommée par les déplacements. De la même manière, le chapitre « consommer mieux » commence en soulignant que « les biens produits doivent être sans danger, durables, utiles et beaux »²³²¹. Cette observation mêle indistinctement des préoccupations d'ordre écologique *stricto sensu* où la réduction de la consommation est dictée par le souci d'économiser des matières premières dont le stock n'est pas infini et un refus de la société de consommation à outrance qui rabaisse l'homme en le rendant dépendant de l'acte d'achat et de la possession²³²².

Cette transformation de la société passe par l'accroissement de l'autonomie de la communauté, définie comme une « unité fondée sur la volonté de ses membres »²³²³. Là

²³¹⁷ *Ibidem*.

²³¹⁸ Le trio infernal, « Hausse sur le super et sur l'écologie », *La Gueule Ouverte*, n°132, 17 novembre 1976, p. 16.

²³¹⁹ Les cinq propositions sont : travailler moins, consommer mieux, protéger la vie, être libre et aider le tiers monde. « Liste des propositions écologistes », *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976, p. 1.

²³²⁰ Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 81.

²³²¹ *Ibidem*.

²³²² A partir d'un autre cheminement intellectuel, Jean Fourastié en arrive aux mêmes conclusions. Cf. Régis Boulat, « Jean Fourastié ou le prophète repent », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006/3, n°91, p. 119.

²³²³ « Liste des propositions écologistes », *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976, p. 1.

encore, cette idée est construite à la fois par des concepts tirés de l'écologie scientifique et de réflexions d'ordre politique. En effet, dans l'esprit de Brice Lalonde, une communauté est assimilable à un écosystème, envisagé dans une perspective holiste. C'est pourquoi le candidat insiste sur le respect des cycles naturels par le recyclage systématique des déchets et le recours à des pratiques agricoles « bioscientifiques »²³²⁴. Il faut cependant relever que la référence à des notions tirées de l'écologie scientifique reste largement métaphorique chez le candidat qui ne cite jamais précisément d'auteurs ayant travaillé sur ce domaine²³²⁵. Dès lors, l'écologie scientifique est une caution intellectuelle, parfois un outil de réflexion sur la société mais jamais un cadre rigide qui doit en déterminer l'évolution.

La notion d'écosystème contribue donc à une réflexion sur la communauté qui reste avant tout politique. De fait, l'autonomie de celle-ci est présentée comme un moyen d'assurer sa libération hors de la tutelle de l'Etat, que Brice Lalonde rejette, qu'elle prenne l'apparence de la providence ou du gendarme²³²⁶. Dans le cadre de ce programme écologiste, cette réflexion sur la communauté à peine esquissée apparaît comme une troisième voie possible, distincte du collectivisme et de l'anomie de la société capitaliste²³²⁷. Elle témoigne des progrès du processus de politisation qui passe par la construction d'une pensée politique spécifique.

Brice Lalonde mène une campagne hybride. Sur le papier, ses propositions concrètes s'apparentent à un programme de gouvernement, invitant à réduire la durée du travail à trente heures par semaine, à mettre en place un mode de scrutin à la proportionnelle ou encore à cesser tout recours à l'énergie nucléaire, pour des usages militaires comme civils²³²⁸. Sur le terrain, le candidat des écologistes choisit délibérément de mener une

²³²⁴ *Ibidem*.

²³²⁵ Sa référence à l'écosystème ne s'appuie par exemple pas sur des travaux d'écologues dument identifiés d'autant qu'Arthur Tansley, l'inventeur de cette notion dans les années trente, avait justement mis en garde contre une approche holiste de cette question. Cf. Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie, op. cit.*, pp. 119 *sqq.*

²³²⁶ « Liste des propositions écologistes », *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976, p. 1.

²³²⁷ François Huguenin, *Résister au libéralisme. Les penseurs de la communauté*, Paris, CNRS Editions, 2009, pp. 8-9.

²³²⁸ « Dix décisions immédiates », *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976, p. 2.

campagne centrée sur les enjeux locaux beaucoup plus que nationaux comme en témoigne les « utopies urgentes » qu'il préconise²³²⁹.

Mettant à profit son entregent et le dynamisme des Amis de la Terre de Paris, Brice Lalonde mène donc une campagne très active sur le terrain et dans les médias. *Le Courrier de la Baleine* fait ainsi paraître un numéro spécial intitulé *La Baleine du V^e* vendu 1 F à la criée par les militants²³³⁰. Un camion bariolé a sillonné le quartier en vendant les affiches de la campagne²³³¹ et le candidat est interviewé par Jean Carlier sur RTL le 26 octobre à 8h30²³³². Pour la première fois, les écologistes mènent donc une campagne planifiée et non plus improvisée même si les moyens déployés demeurent limités en comparaison des candidats soutenus par les principaux partis. Cette relative professionnalisation de la campagne s'accompagne chez Lalonde d'une transgression symbolique audacieuse pour les écologistes. En effet, il affirme clairement ne pas vouloir uniquement mener une campagne d'information d'un genre nouveau mais vouloir se faire élire pour appliquer son programme²³³³.

Au soir du 10 novembre, à la surprise générale, Brice Lalonde obtient 6,57 % des voix devançant très largement le candidat du PSU, Victor Leduc²³³⁴. Le candidat écologiste se place ainsi en quatrième position derrière Jean Tibéri (UDR, élu au premier tour par 55 % des voix), Pierre Guidoni (PS, 20 %), Jean Elleinstein (PCF, 10 %). Dans plusieurs bureaux de vote, Brice Lalonde devance même le candidat communiste²³³⁵. Par ce résultat, le V^e arrondissement de Paris confirme sa réceptivité relativement grande aux idées écologistes car René Dumont y a réalisé en 1974 l'un de ses meilleurs scores (3,49 % des voix)²³³⁶. A l'évidence, ces bons résultats ne peuvent s'expliquer par une réaction des habitants à une pollution dont ils seraient les victimes. Les quais de la Seine et le Jardin des Plantes fournissent des lieux de récréation agréables et aucune industrie

²³²⁹ Il propose notamment d'aménager les bords de Seine pour la récréation et le sport, de créer de nouveaux marchés en plein air ou de remplacer les CRS par des îlotiers. Cf. *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976, p. 4.

²³³⁰ *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976.

²³³¹ Le trio infernal, « Hausse sur le super et sur l'écologie », *La Gueule Ouverte*, n°132, 17 novembre 1976, p. 17.

²³³² « Un député écologiste » par Jean Carlier », *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976, p. 2.

²³³³ « Quand vous voudrez », *La Baleine du V^e – supplément au Courrier de la Baleine*, novembre 1976, p. 1.

²³³⁴ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. *Le Monde*, 19 juin 1979, « Le vert sied au cinquième », p. 16.

²³³⁵ Le trio infernal, « Hausse sur le super et sur l'écologie », *La Gueule Ouverte*, n°132, 17 novembre 1976, p. 17.

²³³⁶ Chiffre du CDSP. <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 09/11/13.

polluante n'y est installée²³³⁷. L'explication la plus convaincante de ce vote relativement fort en faveur des écologistes réside dans la sociologie du quartier peuplé d'étudiants et de cadres qui ont davantage tendance à voter pour ce courant politique²³³⁸. Par ailleurs, dans une circonscription où la droite gaulliste est forte – Jean Tibéri est élu au premier tour de scrutin – une partie de l'électorat centriste qui se reconnaissait auparavant dans le message du gaulliste de gauche René Capitant, député de la circonscription de 1962 à 1968, peut trouver dans les écologistes un débouché politique qui évite de voter en faveur de la gauche²³³⁹.

Cette période semble favorable aux écologistes puisque le 21 novembre 1976, André Hautot, candidat à une élection législative partielle dans la cinquième circonscription des Yvelines, soutenu par le Bureau de Liaison des Associations, réalise un score honorable (3,27 %), devançant le PSU et le MRG²³⁴⁰. Ce nouveau résultat encourageant, là encore dans une circonscription marquée à droite et habitée par des catégories socioprofessionnelles aisées, laisse espérer des scores importants aux municipales à venir.

Du point de vue de la politique nationale, l'élection législative partielle dans la troisième circonscription de Paris (soit le V^e arrondissement) est un épiphénomène et c'est sans surprise que le gaulliste Jean Tibéri retrouve son siège de député. Du point de vue des écologistes, cet épisode est d'une toute autre importance. Par son score et sa campagne personnalisée et beaucoup mieux organisée que ce à quoi les écologistes sont habitués, Brice Lalonde se pose comme l'un des animateurs de la mouvance à l'échelle nationale.

Son programme, qui constitue un prélude aux propositions des écologistes pour les élections municipales à venir, marque également une évolution majeure. En effet, sans renier toute approche catastrophiste, Brice Lalonde donne à voir un écologisme plus positif, tourné vers l'avènement d'une société apaisée, conviviale, où l'homme et la nature passeraient un nouveau pacte. Il n'est pas innocent que cette inflexion programmatique aille de pair avec la volonté proclamée de la part de Brice Lalonde d'occuper des fonctions électives. Il semble ainsi que les campagnes électorales sont un

²³³⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. *Le Monde*, 19 juin 1979, « Le vert sied au cinquième », p. 16.

²³³⁸ *Ibidem*.

²³³⁹ *Ibidem*.

²³⁴⁰ Le trio infernal, « Hausse sur le super et sur l'écologie », *La Gueule Ouverte*, n°132, 17 novembre 1976, p. 17.

médium au travers duquel le message des écologistes s'infléchit et devient, au fil des scrutins, davantage tourné vers des propositions que vers des imprécations, même si tous les écologistes ne se reconnaissent pas, loin de là, dans la campagne de Brice Lalonde²³⁴¹.

c. Panorama des listes écologistes aux municipales de 1977

Les candidats aux cantonales de 1976 insistant sur la défense de l'environnement ou l'apport de l'écologie à la compréhension des sociétés ne sont pas systématiquement rangés par les observateurs dans la catégorie « écologistes »²³⁴². En fonction de leur programme ou des intentions du commentateur, ils peuvent être désignés comme des candidats « verts »²³⁴³, « de la qualité de la vie »²³⁴⁴ ou encore « sans étiquette »²³⁴⁵. Il en va différemment lors des municipales de 1977 où la diversité des listes en présence n'empêche pas l'adjectif « écologiste » de prévaloir.

A l'approche des municipales, le Mouvement écologique a recensé 1 200 candidats écologistes dans toute la France, soit sur des listes homogènes, soit sous la forme de participation individuelle à des listes diverses²³⁴⁶. Selon notre propre décompte, qui s'appuie sur le relevé systématique des candidatures évoquées dans *Le Monde*, *La Gueule Ouverte* et *Le Sauvage*, les écologistes présentent des listes complètes dans soixante et une villes dont le profil peut varier, depuis les grandes villes universitaires de province (Lille, Lyon, Toulouse) jusqu'aux communes aisées de la banlieue parisienne (Montmorency, Triel-sur-Seine) en passant par de petits villages (Erdeven, Largizen)²³⁴⁷.

La mise en avant d'une étiquette « écologiste » ne s'explique pas uniquement par le besoin de trouver une appellation commode pour faire sens au foisonnement des listes. Elle traduit plus fondamentalement une tendance à la rencontre de deux cultures politiques différentes mais qui toutes deux participent de l'écologisme naissant. La constitution de listes communes et l'homogénéisation relative des programmes attestent

²³⁴¹ *La Gueule Ouverte* souligne ainsi que ce bon score ne doit pas inciter les écologistes à adopter une stratégie électoraliste car ils y perdraient leur originalité et leur radicalité. Cf Le trio infernal, « Hausse sur le super et sur l'écologie », *La Gueule Ouverte*, n°132, 17 novembre 1976, p. 16.

²³⁴² « Les cantonales en Alsace », *Action écologique*, n°4, avril-mai 1976, p. 5.

²³⁴³ « Les candidats « verts » : des catalyseurs », *Le Monde*, n°9676, 3 mars 1976, p. 10.

²³⁴⁴ *Ibidem*.

²³⁴⁵ Le CRIN Etel, « Morbihan : Belz-Erdeven », *Action écologique*, n°4, avril-mai 1976, p. 7.

²³⁴⁶ « Compte-rendu de la réunion du Collectif national du Mouvement écologique (15-16 janvier 1977) », *Action écologique*, n°8, février 1977, p. 4.

²³⁴⁷ Base de données électorale - municipales.

donc que les élections municipales de 1977 sont une étape importante dans la formulation d'une offre politique écologiste cohérente sur l'ensemble du territoire.

En raison du dynamisme des Amis de la Terre de Paris, qui éditent notamment un numéro spécial du *Courrier de la Baleine* consacré à Paris-Ecologie, les renseignements sur la liste écologiste dans la capitale sont plus nombreux qu'ailleurs²³⁴⁸. A la suite du succès de Brice Lalonde en novembre 1976, les Amis de la Terre de Paris, le Mouvement écologique et le Bureau de Liaison des Associations de défense de l'environnement forment un comité de coordination appelé Paris-Ecologie²³⁴⁹. A l'origine, il s'agit de superviser la constitution des listes dans différents arrondissements et d'accroître la visibilité politique des écologistes dans la capitale. Dans les faits, cette structure ouverte à tous sans processus d'adhésion se transforme rapidement en une sorte de confédérations de groupes locaux disséminés dans les différents arrondissements de Paris où deux profils de militants semblent prédominer.

Paris-Ecologie attire tout d'abord des militants de défense du cadre de vie comme « Geneviève » (son nom de famille n'est pas mentionné), qui a rejoint SOS-Paris depuis 1974 pour protéger les vieux quartiers de la capitale contre les opérations de rénovation urbaine²³⁵⁰. De même, Françoise Guinle, membre de l'association Protection et Renouveau, s'intéresse particulièrement aux espaces verts, à la protection des sites et aux problèmes d'expropriation²³⁵¹. Ces ralliements ne concernent pas uniquement des individus isolés. Dans le XIV^e arrondissement, un groupe se constitue en décembre 1976 autour de militants de la Fédération des usagers des transports de la région parisienne et de membres du comité contre la radiale Vercingétorix²³⁵². Dans leur grande majorité, ces militants ont tendance à se déclarer peu politisés, soit qu'ils votent parfois à droite, parfois à gauche, ne se reconnaissant pas dans les clivages partisans, comme c'est le cas

²³⁴⁸ *Le Courrier de la Baleine*, n°26-27, s.d. [c. mars 1977]. Voir également, MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977.

²³⁴⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Jean-Jacques Porchez, « Paris-Ecologie central », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 45.

²³⁵⁰ *Ibid.* Coupure de presse, « Ah vous êtes de la bande à Dumont », par Claire Brière, *Libération*, 22 février 1977, in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 16.

²³⁵¹ « Candidats verts », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 17.

²³⁵² MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». « Bilan d'un groupe de quartier. Avril 1977 », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 44.

pour Nicole Tardif²³⁵³, soit qu'ils se disent apolitiques, préférant mettre en avant leur action sur le terrain comme Christine Lespinasse Fonsegrive²³⁵⁴.

On trouve également au sein de Paris-Ecologie des militants venus de l'extrême-gauche, ayant rallié l'écologisme à la faveur de la lutte antinucléaire. C'est le cas de « Jean-Marie et Muriel » qui commencent par contester le projet de centrale à Nogent-sur-Seine, en amont de Paris²³⁵⁵. Jean-Jacques Porchez est quant à lui un ancien « pied-rouge » : militant anticolonialiste dans les années soixante, il s'installe dans l'Algérie indépendante dans l'espoir d'y fonder un socialisme authentiquement révolutionnaire²³⁵⁶. De retour en France, il milite au PCF pendant Mai 68 puis dans des groupes marxistes-léninistes dont il s'éloigne au début des années soixante-dix avant s'intéresser à l'écologie à la faveur de l'élection partielle dans la troisième circonscription de Paris²³⁵⁷.

A de rares exceptions, les militants politisés se déclarent de gauche mais soulignent la distance qui les sépare des grands partis de gauche, que ce soit le PCF ou le PS. Edouard Esmérian, fondateur de la librairie Entente, a appartenu au PSA mais se méfie du PS et du PSU malgré l'estime qu'il leur porte²³⁵⁸. De même, Christine Dorville considère que les Amis de la Terre ont raison de promouvoir une approche globale de l'environnement, se sent politiquement de gauche mais n'appartient à aucun parti²³⁵⁹.

A l'image de Paris-Ecologie, la liste lyonnaise rassemble des écologistes, des défenseurs de l'environnement et une partie de l'extrême-gauche²³⁶⁰. Sa charte est en effet approuvée par le Mouvement écologique, les Amis de la Terre de Lyon, le PSU et le Comité de défense des Sites lyonnais²³⁶¹. Une telle ouverture semble cependant assez rare car dans la plupart des cas, c'est une alliance entre deux partenaires qui prévaut. A

²³⁵³ Candidate dans le XI^e arrondissement. Cf. « Paris 11^e », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 31.

²³⁵⁴ Candidate dans le VI^e arrondissement. Cf. « Paris 6^e », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 23.

²³⁵⁵ *Ibid.* Coupure de presse, « Ah vous êtes de la bande à Dumont », par Claire Brière, *Libération*, 22 février 1977, in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 16.

²³⁵⁶ Catherine Simon, « Les pieds-rouges, hors de l'histoire officielle », in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective, op. cit.*, p. 163.

²³⁵⁷ « Paris 14^e », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 36.

²³⁵⁸ « Paris 6^e », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 23.

²³⁵⁹ « Paris 8^e », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 26.

²³⁶⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Profession de foi « Lyon-Ecologie. Pour autogérer la cité ». S.d. [c. 1977].

²³⁶¹ *Ibidem.*

Lille²³⁶² comme à Rennes ou Toulouse²³⁶³, une stratégie d'alliance avec le PSU prévaut dans un contexte où les groupes locaux des Amis de la Terre sont relativement influents.

A Belfort, en revanche, sous l'influence des écologistes alsaciens, les militants locaux s'efforcent de constituer une liste centrée sur les seuls écologistes²³⁶⁴. Celle-ci s'édifie autour du Nature et Vie, de l'Association Belfortaine de Protection de la Nature – l'une des composantes du Mouvement écologique – et du MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente), créé en 1976, qui se propose de donner un contenu politique à la démarche de la non-violence²³⁶⁵. De l'aveu même des animateurs de la liste, le projet s'est concrétisé lentement du fait de la difficulté de trouver trente-cinq personnes nécessaires à la validation de la candidature²³⁶⁶. En dépit de ces difficultés, il semble que cette candidature ait été l'occasion pour les écologistes d'affirmer leur identité, en refusant notamment de constituer une liste commune avec l'extrême-gauche, et de souligner l'originalité de leurs analyses face aux listes de droite et d'union de la gauche, qui mettent également l'accent sur les problèmes environnementaux²³⁶⁷.

Ces alliances avec d'autres associations ou avec des partis politiques sont motivées par une convergence de vue forgée dans la participation commune à des actions sur le terrain mais aussi par une réelle difficulté à décider un nombre suffisant de militants à figurer sur ces listes. Ainsi, à Montauban (Tarn-et-Garonne), la liste écologiste envisagée ne voit pas le jour du fait des pressions de la liste de gauche et de l'incapacité à s'entendre sur un programme commun²³⁶⁸. De même, Gisèle Dimary-Girod déplore son incapacité à constituer une liste écologiste dans son village de 800 habitants et elle rejoint finalement celle du PS et du PSU soulignant que même à Grenoble, il est difficile de trouver les quarante-quatre noms nécessaires²³⁶⁹. Ces difficultés expliquent probablement pourquoi les listes dans les villes petites et moyennes se constituent selon une logique affinitaire autant que politique. Ainsi, à Lons-le-Saunier (Jura), dont la population s'élève alors à 20 000 habitants, vingt-sept personnes constituent la liste écologiste dont huit éducateurs et animateurs et sept étudiants, la moyenne d'âge de l'ensemble des candidats se situant à

²³⁶² CAC. Fonds des Amis de la Terre. 20050521/29. « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la MNE sans avoir jamais osé le demander... » par Michel Pascal, permanent MNE et Amis de la Terre de Lille. S.d. [1981].

²³⁶³ Entretien avec Yves Cochet. 17/02/77.

²³⁶⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Relations avec la mouvance ». « Une liste électorale à Belfort ». S.d. [c. mars 1977].

²³⁶⁵ *Ibidem*.

²³⁶⁶ *Ibidem*.

²³⁶⁷ *Ibidem*.

²³⁶⁸ MV. Fonds Les Verts. Municipales 1977. Lettre d'Andrée Royer. S.d. [c. mars 1977].

²³⁶⁹ *Ibid*. Lettres de Gisèle Dimary-Girod au Mouvement écologique. 10 février et 1^{er} mars 1977.

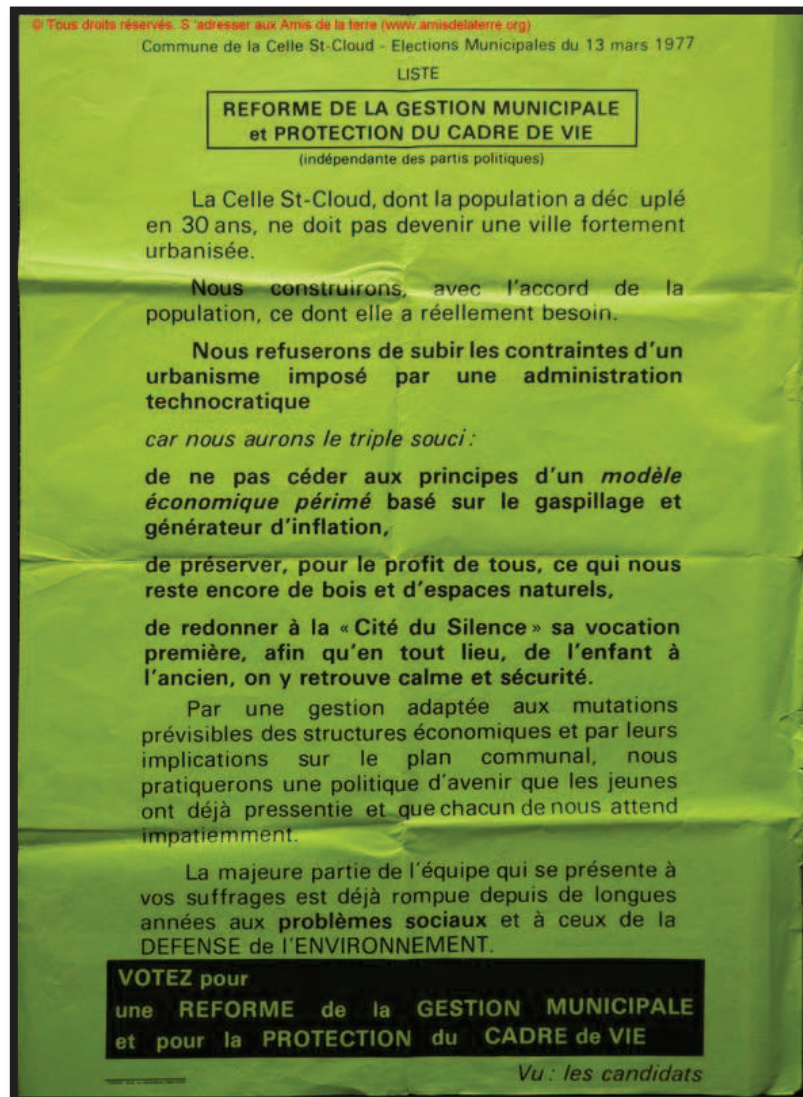
21 ans²³⁷⁰. A l'évidence, quelques militants ont été les architectes de la liste et ont sollicité leur réseau de connaissance pour la constituer. La formation des listes reflète donc jusque dans la difficulté de leur mise en place la spécificité de l'implantation des écologistes sur le territoire français.

Dans les villes résidentielles aisées de la région parisienne, les listes dites écologistes regroupent avant tout des défenseurs de l'environnement dont le capital politique repose sur l'action de leurs animateurs au sein d'associations de protection du cadre de vie.

Illustration 12. Tract, élections municipales La Celle Saint-Cloud « Réforme de la gestion municipale et protection du cadre de vie (1977) »²³⁷¹

²³⁷⁰ *Ibid.*, Candidats de Lons-Ecologie. S.d. [c. mars 1977].

²³⁷¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050519/42.



A l'image la Celle-Saint-Cloud, ces listes illustrent sur le plan politique le dynamisme associatif dans des départements qui ont connu depuis les années soixante une forte croissance démographique²³⁷². Dans certains cas, les pouvoirs publics n'ont pas su répondre par un développement équivalent des équipements collectifs²³⁷³ ; dans d'autres cas, cette urbanisation croissante inquiète les populations qui craignent une dégradation de leur environnement quotidien et du tissu social de la commune. La liste présentée à la Celle-Saint-Cloud entend ainsi permettre à ce « qu'en tout lieu, de l'enfant à l'ancien, on y retrouve calme et sécurité ». La transformation urbanistique de la région parisienne apparaît donc comme un facteur décisif pour comprendre la cristallisation de ces listes.

²³⁷² La Celle-Saint-Cloud passe ainsi de 5 018 habitants en 1954 à 25 696 en 1975.

²³⁷³ « Essonne : la gauche progresse avec la croissance démographique », *Le Monde*, n°9975, 24 février 1977, p. 8.

Par ailleurs, ces listes adoptent un positionnement spécifique qui mêle modération, compétence et apolitisme tout en empruntant certaines analyses à l'écologisme plus radical. Ainsi, à Montmorency (Val-d'Oise) se constitue dès mars 1976 la liste Montmorency-Avenir autour de Jean-Claude Masclet, alors maître-assistant en droit public à Paris I²³⁷⁴. Elle regroupe certains membres du conseil municipal sortant (divers-droite), les présidents, secrétaire général et fondateurs de l'Association pour la Sauvegarde de Montmorency et de ses abords, principale association locale de défense de l'environnement²³⁷⁵. La précocité de la formation de la liste, soutenue par le CDS et le parti radical²³⁷⁶, permet à ses membres de mener une campagne sur le long terme en animant des réunions régulières dans les quartiers, portant notamment sur l'établissement du Plan d'Occupation des Sols²³⁷⁷. La liste Montmorency-Avenir est donc autant politique que tournée vers la défense du cadre de vie mais il faut souligner que c'est le rejet de la politique d'urbanisme de la municipalité élue en 1971 qui en détermine la constitution²³⁷⁸.

Le cas de Montmorency est loin d'être unique. A Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine), l'Association de sauvegarde des espaces verts et du cadre de vie présente une liste dite « apolitique » intitulée Mieux vivre à Chatenay dont l'objectif est de faire échouer un certain nombre de projets d'urbanisme, notamment la mise en œuvre d'une Zone d'Aménagement Concertée²³⁷⁹. Cette prétention à l'apolitisme s'explique souvent par un réel rejet des clivages partisans considérés comme non pertinents dans le cadre d'une élection municipale. De même, le tract de La Celle-Saint-Cloud précise bien que la liste est « indépendante des partis politiques ». Malgré cette modération et cette concentration sur les problèmes locaux, il faut remarquer que les candidats de La Celle-Saint-Cloud mettent en cause un « modèle économique périmé », rejoignant ainsi des analyses écologistes plus radicales. Dans ce cas précis, il semble que cette ambivalence s'explique par une stratégie visant à familiariser les électeurs avec les idées écologistes sans les rebuter par l'usage d'un vocabulaire trop politique. L'animateur de la liste, Georges

²³⁷⁴ MV. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 17. Note concernant les élections municipales à Montmorency. S.d. [début 1977].

²³⁷⁵ *Ibidem*.

²³⁷⁶ Autrement les deux formations de centre-droit de la majorité qui entendent attirer à elle une partie de l'électorat de gauche refusant l'alliance entre le PS et le PCF.

²³⁷⁷ MV. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 17. Note concernant les élections municipales à Montmorency. S.d. [début 1977].

²³⁷⁸ *Ibidem*.

²³⁷⁹ Dominique Simonnet, « Banlieue-écologie », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 50.

Bodu, qui a obtenu 12,5 % des voix en 1976 lors des cantonales (canton de la Chesnay) affirme ainsi au journaliste du *Sauvage* qu'il entend faire de l'écologie sans le dire, considérant que les habitants ne sont pas encore prêts à contester le nucléaire ou à entendre parler d'autogestion²³⁸⁰.

Parmi les trajectoires de militants écologistes déterminés par Sylvie Ollitrault, deux profils sont donc présents à l'occasion de ces élections municipales²³⁸¹. Des parcours politiques voisinent en effet des « itinéraires à dominante réactive »²³⁸² dans lesquels l'engagement est motivé par la réaction contre une décision locale considérée comme irrationnelle et contraire à l'intérêt général²³⁸³. Le constat d'une diversité des représentations en vigueur chez les écologistes ne saurait cependant suffire car ce serait considérer que la pluralité des positions serait naturelle dans cette famille politique constituant en quelque sorte un trait saillant de leur culture politique.

Or, à l'occasion des municipales, les écologistes sont directement confrontés à la nécessité de mettre en avant une identité commune²³⁸⁴ et de travailler ensemble. En effet, lors des précédentes élections cantonales, les propositions des différents candidats se réclamant de la défense de l'environnement dépassent rarement les limites du canton, sauf à être exposées dans la presse spécialisée. Des prises de position très variées peuvent donc être exprimées sans que cela apparaisse comme la manifestation de divergences de vues au sein d'un même camp. Il en va autrement lors des élections municipales où l'écologie et la défense de l'environnement suscitent un grand intérêt de la part de la presse régionale et nationale. En outre, l'obligation de constituer une liste de plusieurs dizaines de personnes amène parfois à mêler des militants aux orientations différentes. A ce titre, l'épisode des municipales est fondateur dans l'invention d'une culture politique écologiste fondée non pas tant sur la diversité des positions mais sur la capacité à gérer cette diversité dans une entité politique commune, notamment à Paris.

De fait, les relations entre les deux composantes de Paris-Ecologie ne semblent pas toujours avoir été faciles. Laurent Samuel, journaliste et membre des Amis de la Terre de Paris, conclut ainsi l'un de ses reportages en constatant « le mélange [parfois] détonnant, l'équilibre difficile à trouver entre les écologistes radicaux soixante-huitards et les calmes

²³⁸⁰ *Ibid.*, p. 51.

²³⁸¹ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, *op. cit.*, pp. 25 *sqq.*

²³⁸² *Ibid.*, p. 32.

²³⁸³ *Ibid.*, p. 33.

²³⁸⁴ *Ibid.*, p. 25.

défenseurs verts de l'environnement »²³⁸⁵. Ainsi, dans le XV^e arrondissement, aucune association écologiste ou de défense du cadre de vie n'est véritablement implantée avant les élections²³⁸⁶. Dès lors, il semble qu'il y ait eu une compétition pour mener la liste écologiste entre Hubert Peuch, l'un des animateurs du comité antinucléaire dans la capitale, et Laure Schneider, soutenue par Jean-Claude Delarue, venue de la défense du cadre de vie²³⁸⁷. C'est finalement cette dernière qui s'impose mais la personne – anonyme – qui rédige le compte-rendu de la campagne dénonce le fait qu'elle ait mené une « campagne de droite » marquée par une lettre d'appel de fonds à des professions libérales et par l'intervention des milieux giscardiens²³⁸⁸. L'absence de sources précises sur cet épisode ne permet pas de juger pleinement de cette affaire qui démontre néanmoins la difficulté à mettre en œuvre une collaboration efficace entre des militants dont les cultures politiques sont parfois très éloignées.

La situation est également tendue dans le XIX^e arrondissement de Paris où un groupe Paris-Ecologie se constitue en décembre 1976 à partir de l'ancien comité antinucléaire²³⁸⁹. Il conteste rapidement la démarche de Paris-Ecologie dont il dénonce les « ambiguïtés politiques congénitales »²³⁹⁰ et l'orientation électoraliste, tournée vers la promotion de quelques leaders²³⁹¹. Il semble que ce comité, constitué d'une vingtaine de membres, soit dans les faits noyauté par le PSU qui cherche à amener Paris-Ecologie à prendre position contre les listes de droite²³⁹².

Ces difficultés sont à l'origine d'un ensemble de procédures destinées à réguler ces conflits. Là encore, la spécificité de la situation parisienne explique l'abondance de renseignements à ce sujet.

Dans l'esprit de ses fondateurs, Paris-Ecologie devait être un comité de coordination contrôlant la formation des diverses listes mais, sous la pression de certains groupes d'arrondissement parmi les plus politisés, la structure d'ensemble change

²³⁸⁵ Laurent Samuel, « La campagne dans le VI^e arrondissement », *La Gueule Ouverte*, n°146, 23 février 1977, p. 11.

²³⁸⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». « Chronologie de la campagne dans le XV^e », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 53.

²³⁸⁷ *Ibid.*

²³⁸⁸ *Ibid.*

²³⁸⁹ *Ibid.* « Paris-Ecologie XIXe », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 89.

²³⁹⁰ *Ibidem.*

²³⁹¹ *Ibidem.*

²³⁹² Dominique Simonnet, « Paris-Ecologie, ne quittez pas ! », *La Gueule Ouverte*, n°146, 23 février 1977, p. 9.

radicalement²³⁹³. Revendiquant l'exercice d'une démocratie interne totale, ils obtiennent en effet la dissolution du comité de coordination qui s'efface devant une assemblée générale souveraine et sans secrétariat²³⁹⁴. Dans les faits, ce mode d'organisation se révèle rapidement peu efficace car aucun organe n'a été prévu pour préparer les assemblées générales, déterminer un ordre du jour ou définir les règles de prise de parole²³⁹⁵. Par ailleurs, dans la mesure où ces réunions sont ouvertes à toutes les personnes intéressées qui disposent alors, en vertu de leur seule présence, du droit de vote, la paralysie menace rapidement cette instance. Un compromis est donc mis en œuvre : l'accès aux réunions reste libre mais seuls les représentants des comités sont autorisés à prendre part au vote²³⁹⁶.

En dépit de ses dysfonctionnements, la mise en avant de l'assemblée générale comme arène de discussion de politique générale permet de satisfaire la revendication à la prise de parole libre de chacun, particulièrement forte dans les années soixante-dix²³⁹⁷. Elle constitue à ce titre un exutoire qui permet au collectif de maintenir une fragile unité, fût-ce en constatant la diversité des positions qui le traverse. Ce serait par ailleurs excessif de voir Paris-Ecologie comme le champ clos des affrontements entre défenseurs de l'environnement et gauchistes invétérés car les témoignages concordent pour souligner combien cette campagne a constitué un moment d'apprentissage parfois laborieux mais enrichissant pour beaucoup²³⁹⁸.

Au-delà de la structure de Paris-Ecologie, la question des prises de position partisans des écologistes suscite de nombreuses controverses. Les militants venus de la défense du cadre de vie se montrent particulièrement sensibles au refus de s'insérer dans les clivages politiques classiques cependant que les comités les plus à gauche exigent que Paris-Ecologie condamne la politique menée par la droite, qui domine alors le Conseil de Paris²³⁹⁹. Dans cette perspective, la mise en avant du refus de se désister au nom du

²³⁹³ Il s'agit des groupes des XIII^e, XV^e, XIX^e et XX^e arrondissements. MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». « Paris-Ecologie XIXe », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 93.

²³⁹⁴ *Ibidem*.

²³⁹⁵ *Ibid.* Jean-Jacques Porchez, « Paris-Ecologie central » in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 46.

²³⁹⁶ *Ibidem*.

²³⁹⁷ Boris Gobille, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008, p. 74.

²³⁹⁸ Georges Rossin évoque ainsi des réunions qui se déroulent d'abord dans une indisciplinable bavardise qui se régule par la suite. Cf. MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Georges Rossin, « Paris Ecologie XI^e », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 32.

²³⁹⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Prosper « Chronique de la campagne dans le XVIII^e », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*. Mars 1977, p. 74.

respect de la liberté de vote de chaque électeur est une figure rhétorique qui permet à la fois d'affirmer la spécificité de l'écologisme mais aussi de maintenir l'unité du collectif²⁴⁰⁰. Ainsi, contrairement aux attaques d'une partie de la gauche, notamment du PSU, le refus du désistement ne s'explique pas par une « immaturité politique » qui rendrait les écologistes incapables de choisir entre la gauche et la droite²⁴⁰¹, mais par une nécessité de réguler les positions politiques divergentes au sein des cartels électoraux.

Ce panorama de la diversité des listes écologistes ou de défense de l'environnement mises en place à l'occasion des élections municipales de 1977 manifeste la prégnance de ce thème dans la société française du milieu des années soixante-dix. Il n'est ainsi pas possible de comprendre le dynamisme de la campagne écologiste à Paris sans prendre en compte la floraison des comités de défense et des associations de sauvegarde du patrimoine depuis le début des années soixante-dix²⁴⁰².

Dans les listes écologistes, les militants issus du gauchisme côtoient les tenants d'une défense d'un cadre de vie localisé et identifié. Paris-Ecologie mêle tout particulièrement les deux profils et apparaît donc comme un laboratoire particulièrement bien documenté pour analyser la manière dont les écologistes aux profils divers peuvent travailler ensemble voire s'amalgamer. De fait, en dépit des débats et des controverses, les élections représentent un grand succès pour les écologistes dont il faut désormais comprendre les ressorts.

d. Les raisons d'un succès

Après des élections cantonales interprétées comme une victoire de l'Union de la gauche, qui rassemblent 51,83 % des voix contre 42,86 % pour la majorité parlementaire, les municipales de 1977 ne peuvent manquer d'être regardées comme un enjeu politique de première importance. Véritable prélude aux législatives de 1978, elles doivent permettre de jauger l'équilibre des forces non seulement entre la gauche et la droite mais aussi au sein même des deux camps²⁴⁰³.

²⁴⁰⁰ Dominique Simonnet, « Paris-Ecologie, ne quittez-pas ! », *La Gueule Ouverte*, n°146, 23 février 1977, p. 9.

²⁴⁰¹ Claude-Marie Vadrot, « Un chat est un chat », *La Gueule Ouverte*, n°206, 19 avril 1978, p. 11.

²⁴⁰² Catherine Decouan, « La campagne dans le 14^e », *La Gueule Ouverte*, n°147, 2 mars 1977, p. 5.

²⁴⁰³ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, op. cit., p. 123.

C'est dans ce contexte particulièrement dense d'un point de vue politique que les écologistes présentent des listes dans soixante et une villes françaises. De fait, nonobstant les inévitables variations des résultats en fonction des situations locales, les élections municipales de 1977 sont un succès pour les écologistes qui obtiennent par exemple 10.83 % des voix à Paris, soit leur meilleur résultat obtenu à ce jour dans la capitale²⁴⁰⁴. Il s'agit ici de comprendre pourquoi, dans un contexte politique *a priori* favorable à la bipolarisation des électeurs, ce scrutin constitue une réussite pour les écologistes.

Les bons résultats obtenus par les écologistes lors des élections municipales de 1977 s'expliquent d'abord par la coïncidence entre la nature du scrutin, propice à la mise en avant des enjeux locaux liés à l'aménagement et au cadre de vie, et la mise sur agenda²⁴⁰⁵ de la question de la décentralisation et de l'affirmation de la démocratie locale par les pouvoirs publics et l'ensemble de la classe politique.

Ces préoccupations, qui interrogent le rôle de l'Etat face à la société française, sont notamment portées par les milieux de la deuxième gauche et les militants associatifs mais également par une nébuleuse de hauts-fonctionnaires réformateurs parmi lesquels René Lenoir, devenu secrétaire d'Etat à l'action sociale en 1974, ou encore François Bloch-Lainé²⁴⁰⁶. Lors de son élection, Valéry Giscard-d'Estaing s'engage ainsi, dans un esprit de réforme et de modernisation de la société française, à alléger la tutelle de l'Etat sur les collectivités locales²⁴⁰⁷. Cet engagement conduit à la mise en place d'une commission de « développement des responsabilités locales » présidée par Olivier Guichard qui rend son rapport en septembre 1976. Intitulé *Vivre ensemble*, celui-ci fustige les conséquences économiques et démocratiques d'un Etat trop lointain et souligne la nécessité d'un transfert de compétences vers les collectivités locales.

Le rapport Guichard relève néanmoins qu'il n'est pas envisageable d'augmenter les pouvoirs dévolus aux quelques 36 400 communes françaises dont plus de 28 000 comptent moins de 1 000 habitants car leurs moyens financiers et humains sont, selon les auteurs du rapport, notoirement insuffisants pour prendre en charge de nouvelles missions d'intérêt général. Prenant acte de l'échec des regroupements administratifs de communes

²⁴⁰⁴ Base de données électorales – municipales.

²⁴⁰⁵ Patrick Hassenteufel, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, 2010/1, n°157, p. 50.

²⁴⁰⁶ Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004, p. 425.

²⁴⁰⁷ Pierre et Sylvie Guillaume, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 161.

envisagés dans les années soixante, la commission propose de s'appuyer sur un maillage d'environ une centaine de communautés regroupant les communes les plus importantes appelées à prendre en charge les compétences dont l'Etat doit se dessaisir, notamment en matière d'urbanisme.

Le rapport Guichard, pourtant mesuré, est mal reçu dans certains milieux. Beaucoup de maires de petites communes y voient une forme déguisée de regroupements autoritaires, analyse que partagent les Amis de la Terre, qui dénoncent une nouvelle réforme technocratique²⁴⁰⁸. Ces derniers regrettent également que certaines mesures intéressantes, comme la possibilité d'établir des commissions extra-municipales, demeurent trop floues²⁴⁰⁹. En outre, de nombreux défenseurs du cadre de vie s'inquiètent de voir les maires gagner en prérogatives dans le domaine de l'urbanisme. Ils craignent en effet que cela n'encourage un développement urbain incontrôlé, par collusion entre les promoteurs immobiliers et les élus locaux ou par volonté de ces derniers d'accroître les impôts locaux²⁴¹⁰.

Le rapport Guichard et son retentissement montre combien la place des communes dans le système institutionnel français et de la répartition du pouvoir en son sein est une question importante au milieu des années soixante-dix, sur laquelle les écologistes ont des positions bien affirmées.

Illustration 13. Affiche électorale « Lons-Ecologie ». Elections municipales de mars
1977²⁴¹¹

²⁴⁰⁸ « Le contexte des élections », *Le Courrier de la Baleine*, n°26-27, s.d. [c. mars 1977]

²⁴⁰⁹ *Ibidem*.

²⁴¹⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. SOS-Environnement, « Associations et démocratie locale ». S.d. [début 1977].

²⁴¹¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050519/67.



Cette affiche électorale constitue un exemple parmi d'autres du message essentiel diffusé par les listes écologistes à l'occasion des élections municipales de 1977. De fait, au-delà de la protection de la nature et de l'environnement, la redistribution du pouvoir au sein de la commune, au plus près des citoyens, est particulièrement prégnant. A Lons-le-Saunier (Jura), ce message est décliné dans une version somme toute modérée : l'affiche ne mentionne aucune référence explicitement idéologique à l'autogestion ou à une forme de révolution communale, se bornant à opposer le maire et les citoyens.

Plus largement, les textes programmatiques du Mouvement écologique²⁴¹² et des Amis de la Terre, dont la Charte de Saint-Omer est abondamment diffusée²⁴¹³, témoignent de l'importance de leur réflexion sur la place du citoyen dans le système institutionnel français. De leur point de vue, la remise cause de la tutelle de l'Etat ne doit pas conduire

²⁴¹² « Bilan des assises du mouvement écologique (Mulhouse, les 30-31 octobre et 1^{er} novembre) », *Action Ecologique*, n°7, décembre 1976, p. 3.

²⁴¹³ « Les Amis de la Terre en France », *Le Courrier de la Baleine*, n°25, décembre 1976, p. 9.

à conforter la prééminence des élus locaux mais à renforcer le pouvoir d’agir des citoyens²⁴¹⁴.

Les deux textes produits par les écologistes mettent ainsi en avant le fait que la commune est un territoire particulièrement propice à la mise en œuvre d’une politique écologiste²⁴¹⁵. Le Mouvement écologique envisage en effet la commune comme un écosystème qui doit tendre à l’autosuffisance, d’un point de vue énergétique mais aussi politique²⁴¹⁶. Les Amis de la Terre s’appuient quant à eux sur les réflexions du philosophe américain Murray Bookchin qui considère que le changement social doit passer par les municipalités²⁴¹⁷. Ils s’inspirent également des diverses expériences autogestionnaires en cours à l’époque dans certaines communes françaises comme Louviers (Eure) ou Coupvray (Seine-et-Marne)²⁴¹⁸. Dès lors, comme le soulignent les Amis de la Terre,

« Là où nous pouvons encore décider, s’il est encore possible de retrouver dans un lieu public ce sentiment de propriété collective, alors il sera sans doute également possible de reconnaître dans l’air, dans l’eau, dans la nature vierge et le bocage verdoyant le sens du patrimoine collectif, qui est nôtre, comme une immense maison sans portes ni fenêtres où les saccageurs sont entrés, nous privant de notre bien-être. Ensemble, mettons-les dehors et laissons la nature reconquérir ses droits »²⁴¹⁹.

Cet extrait associe très étroitement l’accroissement du « pouvoir d’agir »²⁴²⁰ des citoyens et la préservation de l’environnement. L’intérêt général, étendu à la jouissance d’un cadre de vie vierge de pollutions, n’est ici plus pris en charge par les élus mais par un « nous » qu’on peut rapprocher des réflexions de Brice Lalonde sur la communauté comme unité de base librement choisie. Pour les Amis de la Terre, les communes doivent être le cadre d’une démocratie directe écologiquement viable où les individus seraient en mesure d’agir directement sur leur environnement.

Concrètement, les écologistes préconisent d’établir des commissions extramunicipales²⁴²¹ composées de responsables associatifs ou de simples citoyens qui

²⁴¹⁴ Thomas Kirszbaum, « Vers un empowerment à la française ? A propos du rapport Bacqué-Mechmache », *La vie des idées.fr*, www.laviedesidees.fr, 12 novembre 2013, p. 1.

²⁴¹⁵ « Bilan des assises du mouvement écologique (Mulhouse, les 30-31 octobre et 1^{er} novembre) », *Action Ecologique*, n°7, décembre 1976, p. 3.

²⁴¹⁶ *Ibidem*.

²⁴¹⁷ « Les écologistes aux municipales », *La Gueule Ouverte*, n°134, 1^{er} décembre 1976, p. 19.

²⁴¹⁸ « Communes : le temps de l’autogestion », *Le Courrier de la Baleine*, n°26-27, s.d., pp. 30 sqq.

²⁴¹⁹ « Options écologiques générales », *Le Courrier de la Baleine*, n°26-27, s.d. [c. février 1977], p. 17.

²⁴²⁰ Julien Talpin, « Mobiliser les quartiers populaires. Vertus et ambiguïtés du *community organizing* vu de France », *La vie des idées.fr*, <http://www.laviedesidees.fr/Mobiliser-les-quartiers-populaires.html>, 26 novembre 2013, p. 2.

²⁴²¹ « Bilan des assises du mouvement écologique (Mulhouse, les 30-31 octobre et 1^{er} novembre) », *Action Ecologique*, n°7, décembre 1976, p. 3.

auraient pour fonction de contrôler les élus voire de déterminer les grandes orientations du développement de la commune²⁴²². La mise en avant de ces commissions, qui traduit un certain discrédit à l'encontre de la fonction d'élu municipal, participe d'une rhétorique de la société civile particulièrement prégnante à l'époque chez les écologistes et dans une partie de la deuxième gauche²⁴²³. Dans cette perspective, les associations, en tant qu'expression directe des citoyens, aurait pour vocation de vider de sa substance la démocratie représentative qui ne serait plus adaptée aux évolutions de la société française. Les écologistes participent donc d'une réflexion plus large sur la relation du citoyen aux pouvoirs publics, ce qui dans le contexte de l'élection municipale, leur confère un surcroît de légitimité donc de capital politique.

Sur le plan électoral, un autre facteur contribue à expliquer les scores élevés réalisés par les écologistes. En effet, tenant compte des résultats surprenants des candidats de défense du cadre de vie aux cantonales et des sondages allant dans le même sens pour les élections municipales²⁴²⁴, de nombreuses listes, de droite comme de gauche, choisissent d'insister sur ce thème. Elles contribuent de fait à placer les écologistes et leurs propositions au cœur du débat politique.

Ainsi, à Paris, Michel d'Ornano intitule sa liste « Renouveau et protection de Paris », se plaçant implicitement en rupture avec l'ancien Conseil de Paris dominé par l'UDR²⁴²⁵. Au sein de son équipe de campagne, il met en avant Philippe Saint-Marc, tête de liste dans le VI^e arrondissement, connu du grand public depuis la publication de la Charte de la nature, et Monique Cazeaux, ancienne responsable du secteur environnement au sein du PS ayant rejoint le Parti social-démocrate par désaccord avec la mise en œuvre du programme commun²⁴²⁶. Jacques Chirac consacre également l'une de ses conférences de presse à un plaidoyer en faveur de la défense de l'environnement et de la protection de la qualité de la vie, démarche à laquelle le RPR est peu coutumier, annonçant la fin de la

²⁴²² « Pouvoirs permanents de la population », *Le Courrier de la Baleine*, n°26-27, s.d. [c. février 1977], p. 14.

²⁴²³ Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français*, op. cit., p. 421.

²⁴²⁴ Au début du mois de février, les sondages créditent la liste Paris-Ecologie de 7 à 9 % des intentions de vote. Marc Ambroise-Rendu, « Les écologistes dans la mêlée », *Le Monde*, n°9972, 20-21 février 1977, p. 1.

²⁴²⁵ Laurent Samuel, « Les petits hommes verts débarquent », *La Gueule Ouverte*, n°142, 2 février 1977, p. 2.

²⁴²⁶ Celle-ci est candidate dans le XIV^e arrondissement aux côtés de Jean-Claude Colli, membre du Parti Radical et délégué aux énergies nouvelles nouvellement nommé par Valéry Giscard-d'Estaing. Cf. « M. d'Ornano présente son programme sur l'environnement dans la capitale », *Le Monde*, n°9964, 11 février 1977, p. 8.

construction des tours dans la capitale, s'engageant à intégrer des militants écologistes à l'ensemble des commissions d'arrondissement qu'il promet de créer une fois élu²⁴²⁷. Georges Sarre, candidat sur la liste d'Union de la Gauche, fait lui aussi part de ses propositions centrées sur la réduction de la place de la voiture dans la ville et l'ouverture au public de quatre-vingt-cinq hectares d'espaces verts supplémentaires dans la capitale²⁴²⁸.

Les élections municipales donnent lieu à une surenchère similaire à Lille où la liste regroupant les écologistes et le PSU, dont les sondages prévoient qu'elle pourrait rassembler 10 % des voix, pourrait gêner la réélection de Pierre Mauroy au premier tour²⁴²⁹. Son concurrent de droite, Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications, promet l'augmentation du nombre d'espaces verts et de circuits piétonniers dans la ville et propose surtout la création d'un institut universitaire d'écologie sur le modèle de celui créé par Jean-Marie Pelt à Metz²⁴³⁰. En outre, ce n'est probablement pas un hasard si son association de soutien s'intitule « Les Amis de Norbert », appellation qui évoque de manière troublante les Amis de la Terre, l'une des principales organisations écologistes lilloises²⁴³¹. Pierre Mauroy, candidat de l'union de la gauche n'est pas en reste puisqu'il réunit un conseil municipal exclusivement consacré aux questions environnementales quelques semaines avant le scrutin, propose la création d'une maison de l'environnement et promet de pratiquer une plus grande concertation avec les citoyens en installant des mairies de quartier²⁴³².

En voulant apparaître comme les plus à même de répondre aux aspirations des Français sur ces questions, les principaux candidats de gauche et de droite contribuent à donner une plus grande légitimité aux listes écologistes, dont de nombreux membres sont déjà reconnus dans leur commune pour l'action de leur association en faveur de l'environnement. En outre, les écologistes apparaissent dans un certain nombre de cas comme les arbitres du second tour, ce qui leur confère une crédibilité politique nouvelle qui se traduit par une couverture médiatique beaucoup plus grande que ce à quoi ils ont été jusqu'à présents habitués.

²⁴²⁷ « M. Chirac et l'environnement », *Le Monde*, n°9974, 23 février 1977, p. 9.

²⁴²⁸ « M. Sarre : l'écologie, il y a ceux qui en parlent et ceux qui en font », *Le Monde*, n°9988, 11 mars 1977, p. 10.

²⁴²⁹ « Elections municipales. Lille », *La Gueule Ouverte*, n°148, 9 mars 1977, p. 20.

²⁴³⁰ *Ibidem*.

²⁴³¹ *Ibidem*.

²⁴³² *Ibidem*.

Les exemples parisiens et lillois illustrent combien les enjeux environnementaux sont au cœur de la campagne, ce qui encourage probablement les écologistes à préciser leurs propositions en matière de protection de l'environnement et du cadre de vie de manière à ne pas se laisser déposséder d'un thème qui reste au fondement de leur identité²⁴³³.

A Montargis, ils mettent ainsi en avant la possibilité de recourir aux cours d'eau pour la production d'électricité et insistent sur l'importance de l'isolation des bâtiments²⁴³⁴. Ils recommandent également de mettre en place deux secteurs piétonniers et créer des postes d'animateurs culturels dans les différents quartiers de la ville²⁴³⁵. A Paris, les écologistes insistent sur les conséquences sociales et patrimoniales des grandes opérations de rénovation urbaine qui conduisent au départ des catégories populaires et à la disparition de la personnalité des différents quartiers²⁴³⁶. Ici, on déplore la fin du commerce populaire des marchands forains²⁴³⁷, là, on voudrait développer la vie de quartier et les relations de voisinage²⁴³⁸, partout on remet en cause la place de la voiture dans la ville et les nuisances qu'elle impose aux habitants²⁴³⁹. Paris-Ecologie propose donc un dégoudronnage des rues et une multiplication des espaces verts, la limitation drastique des possibilités de circuler en voiture dans la ville et la mise en place d'un ramassage sélectif des ordures²⁴⁴⁰. Le programme des écologistes aux municipales ne se résume donc pas à une mise en garde contre les dangers de la crise écologique.

Ainsi, il est possible d'avoir deux lectures complémentaires des programmes écologistes proposés à l'occasion des élections municipales, susceptibles d'agrèger deux profils d'électeurs différents. Certains seront plus réceptifs au caractère concret des mesures envisagées, d'autres se montreront plus sensibles à la démarche de refondation institutionnelle préconisée par les écologistes mettant en avant le pouvoir d'agir des citoyens. Ces deux lectures ne sont pas exclusives l'une de l'autre et contribuent toutes deux à la légitimité nouvelle des écologistes. A ce titre, les élections municipales de 1977 constituent un exemple de l'établissement d'un cercle politique vertueux dans lequel

²⁴³³ A ce titre, on ne peut considérer, comme le fait Guillaume Sainteny, que l'environnement est une « question délaissée par les partis ». Cf. Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français ?*, op. cit., p. 43.

²⁴³⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Profession de foi « Montargis Capitale Ecologie ». S.d. [c. 1977].

²⁴³⁵ *Ibidem*.

²⁴³⁶ *Ibid.* « Tract Paris-Ecologie de Dominique Bidou et Jean-Claude Delarue » in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*, mars 1977, p. 8.

²⁴³⁷ *Ibidem*.

²⁴³⁸ *Ibid.*, « Paris-Ecologie 8^e », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*, mars 1977, p. 23.

²⁴³⁹ *Ibid.*, « Paris-Ecologie 7^e », in *Voyage à l'intérieur de Paris-Ecologie*, mars 1977, p. 20.

²⁴⁴⁰ « On dégoudronne la rue Jussieu », *Le Sauvage*, n°39, mars 1977, p. 4.

l'intérêt des grands partis politiques et des médias pour les listes écologistes stimule leur inventivité et leur crédibilité auprès des électeurs, alimentant de ce fait le processus et contribuant à leur succès électoral.

Dans un contexte de poussée électorale de la gauche, qui conquiert trente-deux villes de plus de trente mille habitants à la majorité dès le première tour, les résultats obtenus par les écologistes sont dans l'ensemble conformes aux prévisions et constituent donc un succès incontestable. Certes, ce scrutin est par nature favorable aux petites formations²⁴⁴¹. En règle générale, la participation y est en effet plus forte car des électeurs peu politisés prennent part au vote. Relativement indifférents au clivage gauche-droite et se réfugiant souvent dans l'abstention lors des scrutins nationaux, ils sont plus susceptibles de se reconnaître dans le message des écologistes qui met justement en avant les enjeux locaux en relativisant l'importance des oppositions entre les grands partis²⁴⁴².

Figure 20. Carte des listes écologistes aux municipales de mars 1977 (hors région parisienne)

²⁴⁴¹ CARAN. Fonds présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 1606. Note sur les candidatures écologistes. 10 mai 1976.

²⁴⁴² *Ibidem*.

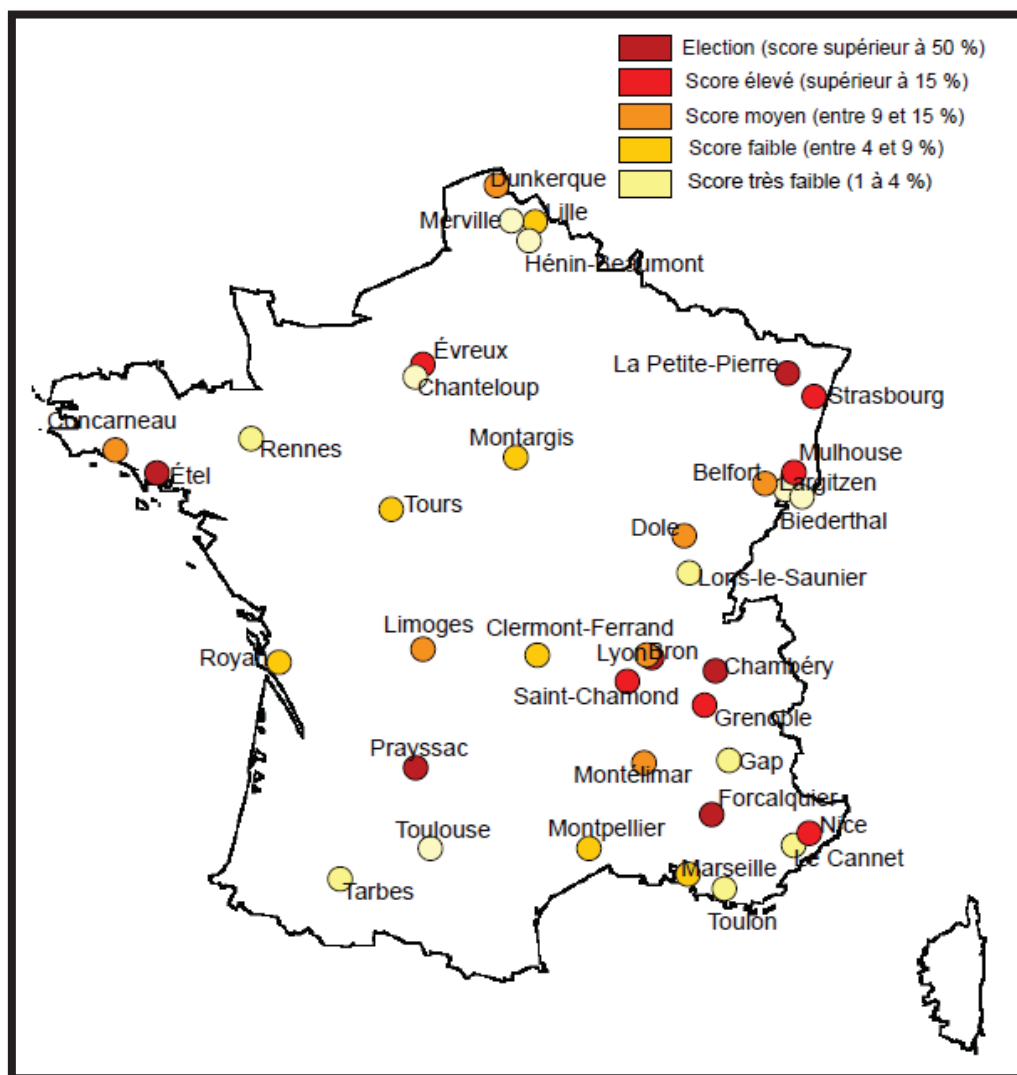
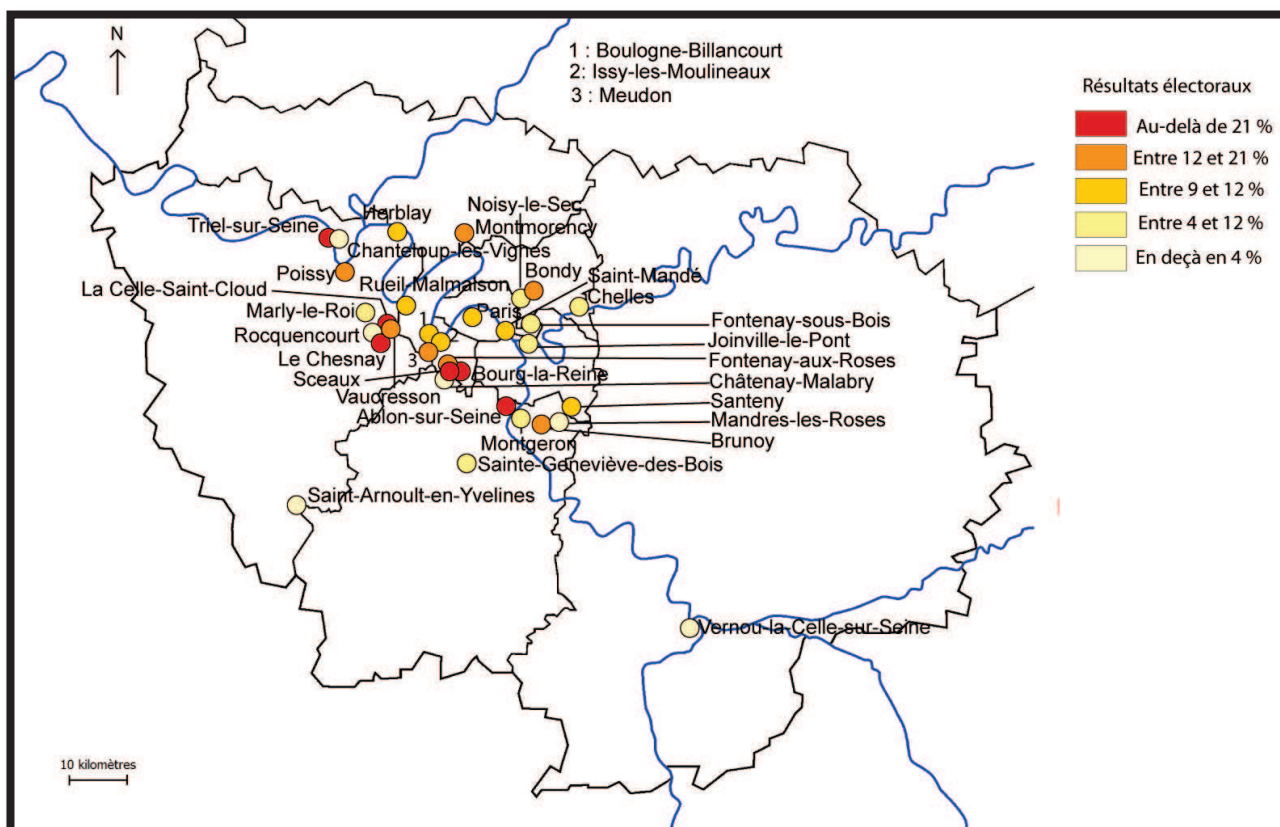


Figure 21. Carte des listes écologistes aux municipales de mars 1977 (Région parisienne)



Paris-Ecologie rassemble ainsi 10,83 % des suffrages tandis que « Grenoble-Ecologie. Pour autogérer la cité », avec ses 9,13 %, empêche la réélection d'Hubert Dubedout (PS) au premier tour²⁴⁴³. A La Celle Saint-Cloud (Yvelines), la liste « Réforme de la gestion municipale et protection du cadre de vie » menée par Georges Bodu recueille près de 23 % des voix²⁴⁴⁴. A Triel-sur-Seine (Yvelines), à l'issue du second tour, les candidats de la liste écologiste arrivent en tête et Jean Musigmann devient maire²⁴⁴⁵.

Compte tenu de la diversité des communes dans lesquelles les écologistes se sont présentés, des variations dans la composition sociopolitique de leur électorat sont inévitables et il est possible d'en livrer ici une rapide typologie. Marc Ambroise-Rendu, journaliste au *Monde*, évoque une enquête approfondie menée sur trente-neuf bureaux de vote du XIII^e arrondissement²⁴⁴⁶ de Paris, particulièrement marqué par l'industrie jusque dans les années cinquante et qui connaît à partir de la décennie suivante un processus de rénovation urbaine, l'urbanisme de barres et de dalles conduisant à l'arrivée des classes

²⁴⁴³ « Grenoble : les écologistes risquent de placer le PS derrière le PC au premier tour des législatives », *Le Monde*, n°9984, 18 mars 1977, p. 11.

²⁴⁴⁴ Marc Ambroise-Rendu, « M. Brice Lalonde : nous présenterons un programme et des candidats aux législatives », *Le Monde*, n°9995, 19 mars 1977, p. 10.

²⁴⁴⁵ CAC. Fonds Ministère de l'Environnement. 19810273/1. *Presse-environnement*, n°230, 25 mars 1977.

²⁴⁴⁶ *Ibidem*.

moyennes²⁴⁴⁷. Dans cet arrondissement, les dix bureaux de vote où les écologistes ont réalisé leurs meilleurs scores – supérieurs à 14 % - sont également ceux où l'Union de la gauche obtient des résultats inférieurs à sa moyenne dans l'arrondissement, la participation électorale y est plus forte et l'habitat est caractérisé par des immeubles récents, abritant une population relativement aisée²⁴⁴⁸. La situation est diamétralement opposée dans les quartiers HLM peuplés par les classes populaires ce qui suggère qu'à Paris, les thèmes écologistes séduisent avant tout les classes moyennes et les abstentionnistes peu désireux de voter en faveur de l'Union de la gauche. Le profil particulier des électeurs écologistes en Ile-de-France est bien perçu par les militants des Amis de la Terre de Paris qui s'inquiètent de ce que l'écologie devienne un « centrisme d'opposition »²⁴⁴⁹. Une telle situation risque de conduire à la multiplication des candidatures « verdâtres » et la récupération des idées écologistes par les autres candidats : selon eux, la nébuleuse doit parvenir à radicaliser son discours sans pour autant abandonner les thèmes environnementaux qui sont au fondement de son identité²⁴⁵⁰.

Un tel profil sociopolitique ne résume cependant pas l'ensemble du vote puisqu'à Lille, Lyon, Grenoble ou encore Toulouse, les écologistes alliés au PSU mènent une campagne davantage marquée par l'évocation des thèmes de gauche, notamment les inégalités sociales²⁴⁵¹. Cependant, comme le relève Jean-Claude Delarue, ces listes réalisent généralement des scores moins importants que celles ayant avant tout insisté sur la nécessité d'un autre type de gestion municipale²⁴⁵².

Il faut également souligner les scores parfois importants réalisés par les listes antinucléaires dans les communes concernées par des projets d'implantation de centrale. Certaines expriment avant tout le rejet d'une infrastructure qui bouleverserait la vie locale mais d'autres participent d'une démarche politique plus large²⁴⁵³. A Belz (Morbihan), la liste des opposants au nucléaire obtient quatorze sièges sur vingt-et-un. Le nouveau maire, Jean Le Formal, se montre sensible aux enjeux environnementaux mais ne saurait

²⁴⁴⁷ Anne Raulin, « Utopies locales et laboratoire social : l'exemple du 13^e arrondissement de Paris », *L'année sociologique*, 2008/1, vol. 58, pp. 48-49.

²⁴⁴⁸ Marc Ambroise-Rendu, « M. Brice Lalonde : nous présenterons un programme et des candidats aux législatives », *Le Monde*, n°9995, 19 mars 1977, p. 10.

²⁴⁴⁹ Françoise Danam, Laurent Samuel, Dominique Simonnet, « L'écologie, une idée qui fait son chemin », *La Gueule Ouverte*, n°149, 16 mars 1977, p. 2.

²⁴⁵⁰ *Ibidem*.

²⁴⁵¹ Jean-Claude Delarue, « La grande famille des écologistes », *Le Monde*, n°9996, 20-21 mars 1977, p. 5.

²⁴⁵² *Ibidem*.

²⁴⁵³ Gilles Simon, « Le pouvoir municipal saisi par l'écologie », *art. cit.*, p. 241.

être qualifié d'écologiste²⁴⁵⁴. En revanche, à Etel, commune située à huit kilomètres de Belz, Michel Le Corvec, président du CRIN d'Erdeven, principale organisation fédérant l'opposition au projet de centrale, est élu à la tête d'une liste d'alliance entre les écologistes, les opposants à la centrale et le PS sur la base d'un programme antinucléaire, revendiquant une autre gestion municipale favorisant la participation des citoyens²⁴⁵⁵. Dans ces derniers cas, comme le souligne Gilles Simon, l'élection de militants antinucléaires et écologistes exprime une volonté de renouvellement de la vie politique locale de la part des habitants²⁴⁵⁶. Dans cette perspective, ces élections montrent également combien les conflits environnementaux peuvent contribuer à faire émerger de nouveaux acteurs politiques.

A l'issue du premier tour de scrutin, les écologistes sont confrontés à la question de leur positionnement à l'égard des candidats du second tour, sujet délicat susceptible de remettre en cause la fragile entente entre des militants aux cultures politiques variées. Sur ce point, les querelles qui suivent le premier tour expriment *a posteriori* la fragilité du consensus qui a présidé à la formation de certaines listes.

A Issy-les-Moulineaux, le chef de file des écologistes appelle à voter pour Raymond Menand (Mouvement démocrate socialiste de France) alors que d'autres membres de sa liste se prononce en faveur de son concurrent communiste Guy Ducoloné²⁴⁵⁷. A Paris, Brice Lalonde rappelle qu'il considère la majorité sortante comme responsable du saccage de Paris, sans qu'aucun des deux programmes restés en lice ne prennent en compte les points soulevés par les écologistes²⁴⁵⁸. Il fait donc le choix d'une formule sibylline, constatant que les écologistes parisiens penchent à gauche mais ne tombent pas à gauche²⁴⁵⁹. Cette prise de position ne satisfait pas les comités les plus engagés à gauche. Paris-Ecologie XIX^e rédige et diffuse une « adresse aux travailleurs » où ils appellent à tout faire pour battre la liste de droite, en rappelant qu'à leurs yeux l'écologie et la société autogestionnaire sont incompatibles avec le capitalisme²⁴⁶⁰. Cette motion est imprimée

²⁴⁵⁴ *Ibidem*.

²⁴⁵⁵ *Ibid.*, p. 241.

²⁴⁵⁶ *Ibid.*, p. 242.

²⁴⁵⁷ « A Issy-les-Moulineaux », *Le Monde*, n°9996, 21 mars 1977, p. 5.

²⁴⁵⁸ CAC. Fonds Ministère de l'Environnement. 19810273/1. *Presse-Environnement*, n°229, 18 mars 1977.

²⁴⁵⁹ *Ibidem*.

²⁴⁶⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». « Paris-Ecologie XIXe », *Voyage au cœur de Paris-Ecologie*, mars 1977, p. 95.

sous forme d'affiches que le PCF se charge de coller dans l'arrondissement²⁴⁶¹, dessinant une stratégie d'alliance différente de la majorité des comités Paris-Ecologie.

Ces conflits plus ou moins larvés expliquent probablement pourquoi les écologistes parisiens ne parviennent pas à conserver une influence que leur score aurait laissé présager. Conformément à ses engagements, Jacques Chirac met en effet en place des commissions d'arrondissement pour permettre une participation plus profonde des citoyens à la gestion municipale. Les écologistes de Paris-Ecologie sont conviés à y participer, ce qui constitue une première pour ces associations²⁴⁶². Cependant, le fait que ces commissions soient composées pour un tiers d'élus et un autre tiers de fonctionnaires et que la fixation de l'ordre du jour reste une prérogative du maire sont deux décisions qui déçoivent rapidement les écologistes parisiens qui se montrent incapables de décider s'ils doivent démissionner en bloc pour créer l'évènement ou siéger quelques mois pour tenter d'influer sur certains problèmes fondamentaux²⁴⁶³.

A Lille, les écologistes parviennent à valoriser leur score d'une manière beaucoup plus satisfaisante. En effet, les Amis de la Terre sont parvenus au fil des années à nouer des relations de confiance avec les autres associations de défense de l'environnement, menant un travail en commun pour lutter contre un projet de périphérique dans le quartier de la citadelle²⁴⁶⁴. Ils sont donc en mesure, à l'issue du premier tour des municipales, d'obtenir l'engagement de Pierre Mauroy de créer une Maison de la Nature et de l'Environnement²⁴⁶⁵. Cet accord se noue sans que les écologistes ne s'engagent à appeler explicitement à voter en faveur du candidat socialiste. Dans le cas lillois, la participation des écologistes aux élections n'est qu'une facette d'une stratégie plus vaste et cohérente d'institutionnalisation de l'écologisme dans le cadre d'une relation de coopération conflictuelle avec la gauche²⁴⁶⁶.

²⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 96.

²⁴⁶² MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Compte-rendu de réunion de Paris-Ecologie. 7 mai 1977.

²⁴⁶³ *Ibidem.*

²⁴⁶⁴ CAC. Fonds des Amis de la Terre. 20050521/29. « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la MNE sans avoir jamais osé le demander... » par Michel Pascal, permanent MNE et Amis de la Terre de Lille. S.d. [1981].

²⁴⁶⁵ *Ibidem.*

²⁴⁶⁶ La thèse en cours de Josselin Sibille « Du mouvement écologiste à la technocratie verte, les cas de Grenoble et Lille de la fin des années 1960 à nos jours » sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset (Université de Grenoble 2) devrait apporter sur ce point de nombreuses informations intéressantes.

Le succès des écologistes aux élections municipales s'explique donc par la conjonction d'une sensibilité de l'opinion publique aux enjeux environnementaux et de l'actualité des thèmes de décentralisation évoqués dans leurs programmes.

A l'occasion de ces élections municipales, le processus d'intégration des écologistes au champ politique s'approfondit car, pour la première fois, ce courant politique mène en amont une réflexion programmatique poussée avec l'ambition clairement affirmée de constituer une alternative crédible, voire d'obtenir des élus. Il n'en reste pas moins que ce succès repose sur un consensus fragile au sein de la nébuleuse écologiste, confrontée à la question de son rapport au champ politique.

La campagne de René Dumont est le cadre d'un procès de la société industrielle et de son cortège de pollutions et de menaces sur la survie de l'homme. A l'occasion des élections cantonales et municipales, les écologistes insistent bien davantage sur les institutions qui permettraient d'améliorer le cadre de vie de chacun et de mettre les citoyens en capacité de peser sur leur environnement quotidien. Cette inflexion majeure du discours des écologistes est très probablement due aux conséquences de leur tournant électoral au milieu des années soixante-dix. En effet, en se présentant aux élections non pas seulement pour annoncer la catastrophe à venir mais pour proposer une alternative crédible aux implications concrètes, voire pour se faire élire, les écologistes sont conduits à formuler un programme plus détaillé et plus positif. Progressivement, la critique catastrophiste du progrès devient une critique progressiste du progrès.

Ces propositions trouvent un écho certain parmi les électeurs pour qui ces questions ont constitué un enjeu majeur durant la campagne municipale. Les scores relativement élevés des écologistes s'expliquent également par le contexte de bipolarisation accrue de la vie politique française depuis le ralliement du centre à la majorité présidentielle de droite. L'exemple des élections cantonales et municipales montre en effet combien l'écologisme a pu faire office de centrisme de substitution pour des électeurs désireux de persister dans un vote centriste²⁴⁶⁷.

Les écologistes sont donc confrontés au défi d'articuler deux cultures politiques très éloignées l'une de l'autre sur certains points. Les scores très importants recueillis dans de nombreuses villes témoignent de leur réussite ponctuelle dans ce domaine. Ce succès peut

²⁴⁶⁷ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, PUF, 2000, p. 65.

d'une part s'expliquer par la nature de l'élection municipale qui favorise la formulation de propositions concrètes, directement en lien avec les enjeux urbains, donc relativement consensuels parmi les écologistes quelles que soient leurs positions politiques par ailleurs. D'autre part, les militants ont su mettre en place des procédures de concertation, de régulation des conflits et d'expression des différences, notamment dans le cadre de Paris-Ecologie qui fait sur ce point figure de laboratoire pour la culture politique écologique en gestation.

Il n'en reste pas moins que cet équilibre est précaire car il repose sur des prises de position peu tenables à terme, notamment le refus de se prononcer pour l'un des deux camps pour les grandes échéances électorales à venir. Pour les écologistes, la situation est d'autant plus délicate qu'à gauche comme à droite, les partis politiques tentent d'affirmer une légitimité dans ce domaine.

2. L'écologisme face au champ politique

Dès le début des années soixante-dix, les partis politiques commencent à réfléchir aux enjeux environnementaux même si les propositions qui en découlent n'occupent souvent encore qu'une place marginale dans leur programme politique. La campagne présidentielle de René Dumont et plus encore les succès rencontrés par les écologistes lors des élections cantonales puis municipales changent la donne.

C'est probablement la surenchère des propositions des candidats à la mairie de Paris qui illustre le mieux cette évolution. Dès le 9 février 1977, Michel d'Ornano ouvre le feu lors d'une conférence de presse dans le bois de Vincennes où il insiste sur sa volonté de mettre un coup d'arrêt à la construction des tours et à la primauté de l'automobile dans la capitale²⁴⁶⁸. Directement visé par cette dénonciation des erreurs urbanistiques commises par le passé²⁴⁶⁹, Jacques Chirac réplique en promettant la mise en place de commissions d'arrondissements pour permettre une participation des associations à la politique urbanistique de la ville²⁴⁷⁰. Le 10 mars 1977, c'est au tour de Mireille Bertrand, membre du bureau du PCF, chargée des questions de cadre de vie, de souligner l'intérêt de longue date de son parti pour cette question, citant pêle-mêle son opposition à la fermeture des mines de charbon ou son inlassable combat contre le dépeuplement des campagnes²⁴⁷¹. Georges Sarre (PS) organise quant à lui une conférence de presse sur un bateau-mouche, probablement dans l'espoir de faire écho à la campagne de René Dumont en 1974²⁴⁷².

De fait, le politologue Guillaume Sainteny a souligné combien, à partir du milieu des années soixante-dix, à l'approche des scrutins, les grands partis s'efforcent systématiquement d'apparaître comme les plus aptes à prendre en charge ces préoccupations nouvelles ou, selon les impératifs du moment, d'en minorer la portée²⁴⁷³. Quant aux écologistes, les autres formations politiques verraient en eux des concurrents qu'il faudrait, selon les cas, rallier à leur cause ou exclure du champ politique²⁴⁷⁴. De manière frappante, cette analyse démontre que l'importance accordée par les partis

²⁴⁶⁸ « M. d'Ornano présente son programme sur l'environnement dans la capitale », *Le Monde*, n°9964, 11 février 1977, p. 8.

²⁴⁶⁹ *Ibidem*.

²⁴⁷⁰ « M. Chirac et l'environnement », *Le Monde*, n°9974, 23 février 1977, p. 9.

²⁴⁷¹ Mireille Bertrand, « Les pollueurs sont au pouvoir », *Le Monde*, n°9987, 10 mars 1977, p. 8.

²⁴⁷² « M. Sarre: l'écologie, il y a ceux qui en parlent et ceux qui en font », *Le Monde*, n°9988, 11 mars 1977, p. 10.

²⁴⁷³ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologiste français*, op. cit., pp. 156 sqq.

²⁴⁷⁴ *Ibid.*, p. 143.

politiques aux enjeux environnementaux dans leur campagne dépendrait avant tout du bénéfice électoral qu'ils estiment pouvoir en retirer sur le moment²⁴⁷⁵.

Néanmoins, la démarche de Guillaume Sainteny reste prisonnière du contexte de la fin des années quatre-vingt dix dans lequel il a rédigé son ouvrage. Alors que les Verts participent à la Gauche plurielle aux côtés du PS et du PCF²⁴⁷⁶, l'auteur semble vouloir démontrer que les partis de gauche n'ont jamais eu d'autre ambition à l'égard des écologistes que d'en instrumentaliser les luttes dans une perspective électoraliste, minorant ainsi la portée politique de cette expérience. Ce parti pris explique que son analyse souffre de deux biais. Il tend d'une part à occulter la variété des points de vue susceptible de coexister au sein d'une même formation politique à propos des écologistes comme si chaque parti avait une position unique sur tous les enjeux politiques, déterminée selon les bénéfices électoraux qu'il pourrait en retirer. Par ailleurs, les partis de droite sont nettement moins évoqués que ceux de gauche alors qu'ils sont engagés dans des processus similaires d'instrumentalisation et de dialogue avec les écologistes.

Cette partie entend donc rendre compte de la variété des réactions du champ politique face à l'affirmation des écologistes sans réduire celles-ci à un simple opportunisme électoral. En effet, l'attitude des différentes formations politiques dans ce domaine dépend du jeu complexe des courants politiques qui les traversent, de leur culture politique et de considérations stratégiques, dessinant ainsi une autre configuration de l'échiquier politique. Il ne saurait être question de dresser un inventaire détaillé de ces différentes anthropologies de la nature – une telle étude, dont l'intérêt serait indéniable, excéderait le cadre de ce travail²⁴⁷⁷ – mais de souligner combien ces derniers révèlent des convergences entre des cultures politiques *a priori* très éloignées l'une de l'autre, confortant les écologistes dans leur analyse de la nécessité d'une transformation en profondeur de la vie politique française.

Dans un premier temps, il s'agira d'étudier le ressort des critiques adressées aux écologistes et à leur démarche. Un deuxième temps de cette analyse sera consacré au dialogue qui se noue entre certaines formations politiques et la nébuleuse. Enfin, il faudra s'interroger sur le projet politique conçu par Valéry Giscard d'Estaing, dans lequel l'écologie a toute sa place, non pas comme force politique autonome mais comme vecteur

²⁴⁷⁵ *Ibid.*, pp. 156 *sqq.*

²⁴⁷⁶ Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, *op. cit.*, pp. 241 *sqq.*

²⁴⁷⁷ Dans son étude consacrée aux relations entre le PS et l'écologie, Timothée Duverger s'est efforcé de mettre en œuvre une telle approche qui se révèle riche d'enseignements et de nuances. Timothée Duverger, *Le Parti socialiste et l'écologie (1968-2011)*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2011.

d'une nouvelle relation des citoyens aux pouvoirs publics, matrice d'une société libérale avancée.

a. Critiquer les écologistes

Il arrive régulièrement dans la seconde moitié des années soixante-dix que des responsables politiques reconnaissent que les écologistes ont le mérite d'attirer l'attention sur les enjeux environnementaux tout en ajoutant que leur place n'est pas en politique car eux-mêmes seraient capables de prendre en charge ces revendications.

Mireille Bertrand déclare ainsi que « pour voter « vert », il faut voter à gauche ! »²⁴⁷⁸ cependant que Jacques Chirac rappelle que l'UDR de Pompidou a, dès le début des années soixante-dix, pris les mesures qui s'imposent pour remédier à ces problèmes²⁴⁷⁹. A gauche, à l'approche des élections législatives de 1978, plusieurs responsables critiquent le refus de se prononcer sur le second tour et de reconnaître le système capitaliste comme principal ennemi²⁴⁸⁰. Après l'accord électoral entre Ecologie 78 et SOS Environnement, Serge Depaquit dénonce ainsi la présence de nombreux transfuges du RPR en son sein, dénonçant ce collectif comme le pendant écologiste de FO, voire comme un futur parti de droite²⁴⁸¹. De même, Claude-Marie Vadrot, journaliste membre du PSU et proche des écologistes, fustige à plusieurs reprises les « magouilles »²⁴⁸² des accords électoraux de la nébuleuse et son refus de reconnaître pleinement que « la « revendication » écologique [est] une revendication socialiste et autogestionnaire »²⁴⁸³.

Ces critiques sont avant tout liées à des questions de stratégie électorale et sont par nature susceptibles d'évoluer en fonction de la configuration politique. Il n'en va pas de même de remises en cause qui traduisent plus profondément un rejet idéologique ou culturel des positions ou de la démarche des écologistes. Dans leur très grande majorité, elles sont le fait du RPR, du PCF et, au sein du PS, du CERES. C'est à celles-ci que ce premier passage est consacré.

²⁴⁷⁸ Mireille Bertrand, « Les pollueurs sont au pouvoir », *Le Monde*, n°9987, 10 mars 1977, p. 8.

²⁴⁷⁹ « M. Chirac », *Le Monde*, n°9979, 1er mars 1977, p. 12.

²⁴⁸⁰ « M. Mitterrand : initiative électorale », *Le Monde*, n°9979, 1^{er} mars 1977.

²⁴⁸¹ Serge Depaquit, « L'écologie politique face aux élections », *Tribune Socialiste*, n°772, 2-8 février 1978, p. 11.

²⁴⁸² Claude-Marie Vadrot, « Ecologie : le réveil », *Tribune Socialiste*, n°773, 9-15 février 1978, p. 11.

²⁴⁸³ Claude-Marie Vadrot, « L'écologie n'est plus ce qu'elle était », *Tribune Socialiste*, n°777, 9-15 mars 1978, p. 9.

Parmi l'ensemble des actions des écologistes durant les années soixante-dix, c'est probablement leur opposition résolue à l'énergie nucléaire qui conduit à un net clivage des positions. Pour les responsables du RPR, qui se placent dans les pas du général De Gaulle et de Georges Pompidou, cette nouvelle forme d'énergie constitue un gage d'indépendance nationale en permettant de produire de l'électricité sans dépendre des importations d'hydrocarbures²⁴⁸⁴ mais aussi en accumulant un savoir-faire technique et scientifique susceptible d'être exporté²⁴⁸⁵. Ainsi, Alexandre Sanguinetti considère que les contestataires souffrent « d'insuffisance glandulaire » tandis que Jacques Chirac ne voit dans leur action que l'expression de « minorités irresponsables et confuses »²⁴⁸⁶. Quant à Joseph Comiti, député des Bouches-du-Rhône, il déclare à *Valeurs actuelles* que « si on écoute les contestataires de l'atome, un jour, les femmes de chez nous iront faire des ménages dans les pays de la Méditerranée orientale »²⁴⁸⁷.

A gauche, Charles Hernu, alors responsable du PS pour les questions militaires, adresse une critique particulièrement virulente aux écologistes qu'il qualifie de conservateurs voire de réactionnaires²⁴⁸⁸. Considérant que le socialisme a pour finalité d'assurer le bonheur de l'homme sur terre, il estime qu'un gouvernement de gauche doit s'efforcer de exploiter les ressources de la nature pour les mettre au service de l'humanité²⁴⁸⁹. Cette charge à l'encontre des écologistes s'explique par les débats de plus en plus vifs autour de la place du nucléaire civil en France alors même que les socio-démocrates suédois sont mis en difficulté du fait de leur volonté de poursuivre leur programme nucléaire civil²⁴⁹⁰. Plus fondamentalement, Charles Hernu se fait ici le porte-parole d'une culture politique classique qui se structure à la fin du XIX^e siècle où le progrès technique est perçu comme un instrument d'émancipation du travailleur et une manifestation de la grandeur de l'homme²⁴⁹¹. Une telle position est partagée par Jean-Pierre Chevènement, animateur du CERES, qui voit dans l'énergie nucléaire une découverte prodigieuse et la possibilité pour la France d'assurer son indépendance

²⁴⁸⁴ Yves Bouvier, « Energie », in Jean Garrigues (dir.), *La France de la Ve République (1958-2008)*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 478.

²⁴⁸⁵ Stéphane Bieganski, « Le pompidolisme industriel », in Jean-Claude Daumas (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p. 1343.

²⁴⁸⁶ [Mouvement Ecologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 46.

²⁴⁸⁷ « Les paniqueurs de l'atome », *La Gueule Ouverte*, n°46, 26 mars 1975, p. 8.

²⁴⁸⁸ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Les Amis de la Terre, « Un socialisme nucléaire », *Le Nouvel Observateur*, 11 octobre 1976, p. 45.

²⁴⁸⁹ *Ibidem*.

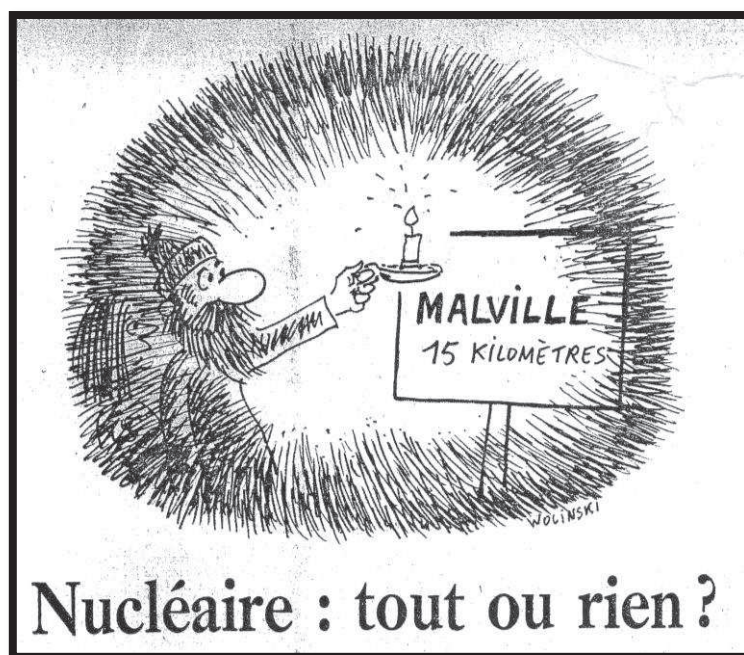
²⁴⁹⁰ Arthur, « Hernu, ganache socialiste », *La Gueule Ouverte*, n°126, 6 octobre 1976, p. 1.

²⁴⁹¹ Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme*, op. cit., p. 167.

énergétique à l'égard des pays producteurs de pétrole dont il considère qu'ils sont contrôlés en sous-main par les Etats-Unis²⁴⁹².

De son côté, le PCF partage ces positions d'autant plus qu'EDF, maître d'œuvre du programme nucléaire français dans le domaine civil, est un bastion de la CGT (près de 50 % des agents EDF y sont syndiqués²⁴⁹³) et que cette entreprise est considérée comme le modèle des nationalisations démocratiques que le PCF voudrait étendre à de nombreux autres secteurs de l'économie²⁴⁹⁴. De fait, ce dessin de Georges Wolinski, paru dans *L'Humanité* la veille du grand rassemblement de Malville, traduit la prégnance dans l'imaginaire collectif d'une vision des écologistes dont l'opposition au nucléaire les condamnerait au retour à la bougie, donc à une régression technique, économique et sociale majeure.

Illustration 14. Dessin de Georges Wolinski paru dans L'Humanité, 30 juillet 1977



La question du nucléaire montre que les critiques adressées aux écologistes par leurs contempteurs parmi les partis ne peuvent seulement s'expliquer par un désaccord sur tel ou tel secteur de l'action publique. Plus fondamentalement, elles traduisent l'opposition

²⁴⁹² « Les socialistes ont les pieds sur terre. Entretien avec Jean-Pierre Chevènement », *La Gueule Ouverte*, n°141, 19 janvier 1977, p. 1.

²⁴⁹³ Frédérique de Gravelaine, Sylvie O'Dy, *L'Etat EDF*, Paris, Editions Alain Moreau, 1978, p. 99.

²⁴⁹⁴ *Ibid.*, p. 100.

de deux cultures politiques différentes, entendues comme l'ensemble des comportements collectifs, des systèmes de représentation, des valeurs d'une société donnée s'appliquant au domaine politique²⁴⁹⁵.

Les critiques de fond adressées aux écologistes sont avant tout motivées par un attachement à la recherche d'une forte croissance économique telle que la France l'a connue durant les années soixante, considérée comme un gage de développement et, dans le cas du PCF, de réduction des inégalités sociales. Dans cette perspective, les écologistes sont perçus comme des réactionnaires, oublieux du sort des hommes au profit d'une nature mythifiée.

En pleine campagne municipale à Paris, alors que la plupart des partis s'attachent à mettre en avant leurs propositions en faveur de la défense de l'environnement, Pierre Bas, député et conseiller de Paris, membre du RPR, dénonce ceux qui « se peignent en vert pour être à la mode »²⁴⁹⁶. A ses yeux, il ne s'agirait que d'une campagne injuste contre la « politique du béton »²⁴⁹⁷ alors que la qualité de la vie ne consisterait pas seulement en une augmentation du nombre d'espaces verts mais dans la construction de logements sains, de crèches et d'hôpitaux modernes²⁴⁹⁸. De même, lorsque *Le Sauvage* demande une interview au responsable des questions environnementales au RPR, il se voit répondre par Alain Carignon que l'action contestataire qui se développe en France sous couvert d'écologie ne vise qu'à ruiner les chances de l'économie française²⁴⁹⁹.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le Parti Communiste Français exprime plus souvent qu'à son tour une certaine défiance à l'égard des écologistes et de leurs thèses. Dès 1972, la polémique lancée par Georges Marchais, secrétaire général du PCF, contre Sicco Mansholt et plus largement contre les idées favorables à un ralentissement de la croissance économique témoigne d'un attachement très fort du PCF au progrès, qui, à ses yeux, est indissolublement technique, économique et social²⁵⁰⁰.

Dans cette perspective, toute remise en question de cette démarche est vigoureusement discréditée comme le montre cette observation de Georges Marchais : « Naturellement, nous connaissons ces théories qui soutiennent que les populations primitives d'Amazonie

²⁴⁹⁵ Serge Berstein, « L'historien et la culture politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°35, juillet-septembre 1992, pp. 68.

²⁴⁹⁶ Pierre Bas, « Messieurs, pourquoi vous peignez-vous en vert ? », *Le Monde*, n°9987, 10 mars 1977, p. 8.

²⁴⁹⁷ *Ibidem*.

²⁴⁹⁸ *Ibidem*.

²⁴⁹⁹ Françoise Simpère, « Le RPR et les diables verts », *Le Sauvage*, n°48, 1^{er} décembre 1977, p. 2.

²⁵⁰⁰ Timothée Duverger, « De Meadows à Mansholt : l'invention du « zégisme » », *Entropia*, n°10, printemps 2011, p. 116.

ou de Nouvelle-Guinée sont plus heureuses que nous »²⁵⁰¹. Il s'agit probablement d'une allusion aux travaux de Marshall Sahlins ou de Pierre Clastres qui ont certes suscité un grand intérêt dans les publications écologistes mais n'ont jamais constitué le fondement des programmes politique de la nébuleuse. De fait, les dirigeants du PCF semblent prompts à caricaturer l'écologisme au nom d'une vision dichotomique du rapport au progrès dont François Jarrige a montré qu'elle traduit une position technophile²⁵⁰².

Au-delà de ces prises de positions en faveur d'un mode de développement s'appuyant sur la technique et l'industrie, qui reflète plus largement un attachement à la notion de progrès, l'opposition entre les écologistes et les partis politiques qui leur sont peu favorables repose sur deux approches différentes du pouvoir et de ce que doit être un mouvement politique.

Lorsque *La Gueule Ouverte* commence en 1977 un cycle d'entretiens avec les responsables des différents partis politiques pour confronter leurs positions et éclairer ses lecteurs, elle souligne son désappointement à l'égard des exigences du responsable des questions environnementales du PCF. Celui-ci demande instamment qu'on lui communique à l'avance les questions par écrit tout en annonçant d'emblée qu'il n'abordera pas les thématiques relatives aux secteurs de la défense, du nucléaire et de l'armée qui ne relèvent pas de sa compétence²⁵⁰³. Le fait de vouloir n'évoquer que les questions environnementales *stricto sensu* n'est pas surprenant dans un parti où les attributions des uns et des autres sont particulièrement compartimentées mais, aux yeux des écologistes, cela revient à récuser la pertinence de leur analyse globale de la société, qui procède justement d'un dépassement des seuls enjeux liés à la protection de la nature et de l'environnement.

De même, les déclarations du CERES en avril 1977 favorables à la dissuasion nucléaire au nom de l'autonomie de décision de la France sont dénoncées comme une concession insupportable au « renforcement des formes les plus autoritaires de

²⁵⁰¹ Georges Marchais, *Parlons franchement*, Paris, Grasset, 1977, p. 119, cité par Guillaume Sainteny, « Le Parti communiste français face à l'écologisme », *Pouvoirs*, n°70, septembre 1994, p. 150.

²⁵⁰² François Jarrige, *Au temps des « tueuses de bras »*. *Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle*, Rennes, PUR, 2009, p. 337.

²⁵⁰³ Françoise Danam, « L'écologie vue par le PCF : patrons = caca », *La Gueule Ouverte*, n°142, 2 février 1977, p. 1.

pouvoir »²⁵⁰⁴. Les Amis de la Terre de Paris, de concert avec d'autres organisations de la deuxième gauche (le PSU, le MAN et le MDPL) considèrent en effet que l'arme atomique induit une concentration du pouvoir entre les mains de quelques experts, privant ainsi le peuple de l'initiative et de la responsabilité de sa défense²⁵⁰⁵. Cette opposition entre technocrates et citoyens, déjà largement développée dans le cadre de la contestation des centrales nucléaires civiles, révèle la cristallisation de deux visions du pouvoir qui doit constituer, aux yeux des écologistes, un clivage structurant de la vie politique.

Le RPR subit des critiques similaires de la part des écologistes et tout particulièrement de *La Gueule Ouverte*. Commentant les débats houleux qui secouent Paris-Ecologie 78, Arthur constate « qu'on s'y bat comme au RPR »²⁵⁰⁶. De fait, face à cette formation qui conçoit la politique comme un combat²⁵⁰⁷, les écologistes, qui entendent promouvoir une autre approche du militantisme, sont amenés à y voir un véritable repoussoir.

Au sein de ces différentes formations politiques, il existe certes des exceptions. Incontestablement, au sein du RPR, les figures de Roland Nungesser, rapporteur de la loi sur la protection de la nature en 1976²⁵⁰⁸, ou de Michel Péricard, ancien producteur de *La France défigurée* devenu par la suite député-maire de Saint-Germain-en-Laye²⁵⁰⁹, font preuve d'une réelle préoccupation à l'égard de la protection de la nature et de l'environnement. Ce dernier entretient d'ailleurs des rapports cordiaux avec les écologistes avec lesquels il collabore ponctuellement²⁵¹⁰.

De même, il existe au sein du PCF des acteurs se situant en marge de la ligne officielle et cherchant à développer au sein du parti une tendance véritablement écologiste. Vincent Labeyrie, entomologiste, professeur à l'université de Tours, directeur du laboratoire d'écologie expérimentale, est ainsi le candidat du PCF contre Jean Royer lors d'une

²⁵⁰⁴ « « Questions à la gauche sur la « défense » nucléaire ». Texte signé par de nombreuses personnes et associations (MAN, Amis de la Terre de Paris, PSU, MDPL). Secrétariat assuré par Jacques Sémelin », *La Gueule Ouverte*, n°158, 18 mai 1977, p. 1.

²⁵⁰⁵ *Ibid.*, p. 7.

²⁵⁰⁶ Arthur, « Elections : les verts à toutes les sauces », *La Gueule Ouverte*, n°195, 2 février 1978, p. 6.

²⁵⁰⁷ Gilles Richard, « « L'expérience Barre » ou l'entrée de la France dans l'ère néolibérale », in Olivier Dard, Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve, 2011, p. 285.

²⁵⁰⁸ Il est alors député-maire UDR de Nogent-sur-Marne. Cf. Isabel Boussard, « Agriculture, environnement et protection de la nature : autour de la loi de 1976 », *Ruralia*, 1997-01, <http://ruralia.revues.org/document8.html>, consulté le 10 juin 2010, p. 1.

²⁵⁰⁹ Christian Delporte, « « N'abîmons pas la France ! ». L'environnement à la télévision dans les années 1970 », *art. cit.*, p. 58.

²⁵¹⁰ Il figure ainsi au comité de rédaction du journal *Vert* créé en 1979, aux côtés de René Dumont et de Pierre et Laurent Samuel des Amis de la Terre. Cf. « Sommaire », *Vert. Le magazine de l'écologie*, n°1, juillet-août 1979, p. 3.

élection législative partielle en mai 1976²⁵¹¹. Néanmoins, au vu de l'implantation du maire de Tours, il faut sans doute voir dans cette candidature un effet d'annonce plutôt qu'un réel tournant politique. De même, Pierre Juquin, alors membre du comité central du PCF, semble lui aussi sensible à ses questions. Il préside ainsi en mai 1977 un débat organisé par la Fédération de Paris du parti intitulé « L'écologie est-elle neutre ? »²⁵¹². Il y affirme que le PCF voit dans les enjeux environnementaux un problème réel et profite de l'occasion pour présenter la brochure du PCF « Les communistes et le cadre de vie »²⁵¹³. Au sein des instances dirigeantes du parti, les positions de Pierre Juquin semblent marginales, comme le montre son parcours ultérieur en tant que candidat à l'élection présidentielle de 1988 soutenu par des trotskistes, des écologistes et des dissidents du PCF²⁵¹⁴.

Ces analyses soulignent qu'il serait réducteur de ne voir dans la critique des écologistes qu'un signe parmi d'autres des tensions qui jalonnent les campagnes électorales. Plus profondément, Le PCF, le RPR et, dans une moindre mesure, certains courants du PS ont en commun certains éléments d'une même culture politique, centrée sur un Etat fort et centralisé, voyant dans l'industrie et le progrès technique les seules voies possible pour assurer la prospérité du pays²⁵¹⁵.

Aux yeux des écologistes, ces positions sont héritées des clivages propres à la société industrielle du XIX^e siècle et ne devraient plus avoir cours dans les dernières décennies du XX^e siècle²⁵¹⁶. Plus largement, selon Marc Lazar, ces controverses s'insèrent dans le cadre d'un affrontement entre les partisans d'une culture étatique et ceux qui voient dans l'Etat un obstacle plutôt qu'un levier²⁵¹⁷. Dès lors, il n'est pas étonnant que les écologistes tentent de nouer un dialogue, souvent décevant, avec d'autres forces politiques plus proches de leurs positions.

²⁵¹¹ « Le PCF se met au vert ». Entretien avec Vincent Labeyrie », *Le Courrier de la Baleine*, n°21, mai 1976, p. 3.

²⁵¹² MV. Fonds Les Verts. Carton « Piaf Environnement ». « Un débat PC-écologistes à la « fête de Paris 1977 », *Piaf Environnement*, n°34, 25 mai 1977, p. 1.

²⁵¹³ *Ibidem*.

²⁵¹⁴ Des archives relatives à sa campagne peuvent être consultées à l'International Institute of Social History d'Amsterdam. Cf. « Campagne Juquin collection », <http://www.iisg.nl/archives/en/files/c/ARCH01719full.php>, consulté le 06/12/13.

²⁵¹⁵ Ces positions ne sont pas sans rappeler le *high modernism* mis en évidence par James C. Scott. Cf. *Seeing like a State*, New Haven, Yale University Press, p. 4.

²⁵¹⁶ Lambert, « La dernière une. L'écologie politique, c'est autre chose », *La Gueule Ouverte*, n°148, 9 mars 1977, p. 5.

²⁵¹⁷ Marc Lazar, « La gauche et l'Etat : le « moment programme commun », 1973-1978 », in Danielle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité, op. cit.*, pp. 109 sqq.

b. Dialoguer avec les écologistes

Une fois identifiés les partis politiques dont les positions leur sont *a priori* hostiles, les écologistes s'attachent à dessiner une autre carte de l'échiquier politique dont les contours ne recouperaient pas le traditionnel clivage gauche-droite. Dans leur esprit, le PS, le CDS et surtout le PSU sont les organisations dont les positions sont les plus proches des leurs.

A diverses occasions, un dialogue voire des esquisses de collaboration se nouent dès le milieu des années soixante-dix. Pour autant, comme ce passage entend le démontrer, ces contacts s'avèrent souvent décevants.

A l'occasion des élections législatives de 1978, l'Association des Journalistes et Ecrivains pour la Protection de la Nature et de l'Environnement adresse un questionnaire aux partis politiques sur la lutte contre la pollution, la notion de qualité de la vie ou encore la participation des citoyens à la prise de décision²⁵¹⁸. De manière significative, le PCF et le Parti Radical n'envoient aucune réponse tandis que le RPR se contente de renvoyer à son programme électoral qui propose la création d'un ministère du Cadre de vie qui serait subordonné à celui de l'Équipement²⁵¹⁹. A l'inverse, dans les réponses apportées, le MRG et le CDS (Centre des démocrates sociaux, formation de centre-droit) tiennent à souligner explicitement leurs convergences de vue, même partielles, avec les écologistes.

Michel Crépeau, député-maire de La Rochelle, vice-président du MRG en charge des problèmes d'environnement, rappelle ainsi que son parti a été le premier à demander un moratoire sur la construction de centrales nucléaires civiles²⁵²⁰. Selon lui, les préoccupations des radicaux convergent avec celles des écologistes, considérant qu'une partie non négligeable des maux de la société vient de la concentration du pouvoir politique et économique entre les mains de l'État et de la technocratie²⁵²¹. Michel Crépeau esquisse même un rapprochement entre l'écologisme et l'humanisme des

²⁵¹⁸ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Réponse des partis politiques aux questions de l'association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement. Février 1978, pp. 1-2.

²⁵¹⁹ *Ibid.*, p. 3.

²⁵²⁰ *Ibid.*, p. 16.

²⁵²¹ *Ibid.*, p. 17.

radicaux de gauche en soulignant qu'au-delà du faux débat sur la croissance zéro, il est important de s'interroger sur les finalités de l'existence, déclarant que « nous faisons pleinement nôtre la pensée theillardienne selon laquelle « condamnés à avoir moins, nous serons contraints à être plus »²⁵²². Ces déclarations relèvent évidemment d'une démarche électorale à l'approche des législatives ainsi que d'une volonté d'affirmer l'originalité du radicalisme de gauche face aux autres formations politiques²⁵²³. Il faut néanmoins souligner que Michel Crépeau s'efforce de souligner des convergences qui vont bien au-delà de la seule mise en avant de mesures en faveur de la protection de la nature pour considérer l'écologisme comme une idéologie cohérente avec laquelle il serait possible d'entamer un dialogue fructueux.

Il en va de même du CDS, qui, à l'image du MRG, n'accepte pas la bipolarisation de la vie politique et s'efforce de construire une autre majorité qui irait du centre gauche jusqu'aux Républicains Indépendants²⁵²⁴. Dans ce cadre, les enjeux liés à l'environnement et à la qualité de la vie peuvent être l'un des instruments de la construction d'une autre majorité. C'est notamment la position de Philippe Saint-Marc, devenu à l'issue du congrès fondateur de Rennes (mai 1976), secrétaire national à la qualité de la vie²⁵²⁵. De fait, le CDS entend affirmer sa crédibilité dans ce domaine, organisant plusieurs conférences de presse autour des problèmes environnementaux, de l'agriculture biologique ou encore de la réflexion sur une autre forme de croissance²⁵²⁶.

Si la volonté de rapprocher le CDS des écologistes est indéniable, plusieurs problèmes empêchent ces gestes de bonne volonté de se transformer en une véritable démarche politique. D'une part, le parti, contrairement à ce qu'espérait Jean Lecanuet, son premier président, ne parvient pas à faire basculer la majorité vers le centre d'autant que les résultats médiocres recueillis aux cantonales puis aux municipales affaiblissent sa démarche²⁵²⁷. D'autre part, le programme nucléaire résolument mené par le gouvernement suscite un fossé infranchissable. Dans un entretien à *La Gueule Ouverte*,

²⁵²² *Ibid.*, p. 15.

²⁵²³ Frédéric Fogacci, « Chercher l'ambiguïté : les radicaux de gauche et l'union de la gauche », in Danièle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité*, op. cit., p. 64.

²⁵²⁴ Pierre Lévêque, *Histoire des forces politiques en France. Tome 3. De 1940 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 284.

²⁵²⁵ MV. Fonds Philippe Saint-Marc. FSM 17. Lettre de Philippe Saint-Marc à André Diligent. 4 juin 1976.

²⁵²⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 1977 ». Réponse des partis politiques aux questions de l'association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement. Février 1978, pp. 23 sqq.

²⁵²⁷ Pierre Lévêque, *Histoire des forces politiques en France*, op. cit., p. 284.

Philippe Saint-Marc défend une position mesurée sur cette question en soulignant que le CDS appelle à revoir à la baisse la part du nucléaire dans la production française tout en reconnaissant que, sur ce point, le soutien à la majorité a représenté pour lui une véritable « crise de conscience »²⁵²⁸.

Le MRG et le CDS, incarnant deux familles politiques fragilisées par la mise en place de la V^e République, se montrent donc ouverts au dialogue avec les écologistes sans que l'on puisse ramener cette démarche à la seule volonté de conforter une assise électorale incertaine. Cette situation atteste d'une diffusion relativement large des thèmes évoqués par les écologistes qui, s'ils en sont un relais particulièrement actif, ne détiennent sur ce point aucun monopole. Il n'en demeure pas moins que ces deux partis, pour des raisons diverses, ne peuvent constituer un partenaire politique fiable aux yeux des écologistes.

Le dialogue des écologistes avec le PS est rendu difficile du fait de la prétention de ce dernier à incarner l'alternative politique à la droite. L'entretien accordé par Edith Cresson à *La Gueule Ouverte* est très éclairant sur ce point d'autant que la responsable socialiste ne peut être taxée d'opposition farouche à la défense de l'environnement dans la mesure où elle est à l'origine, en 1972, de la création du comité de l'environnement au sein du PS²⁵²⁹. Cet entretien devient rapidement un débat courtois mais tranché entre Isabelle Cabut et Edith Cresson sur les priorités de l'action politique et la manière dont celle-ci peut changer une société.

« Isabelle Cabut : - Et c'est là que nous vous comprenons le plus mal. Nous ne pouvons nous empêcher de trouver malhonnêtes les partis populaires qui font miroiter des lendemains chantants par le seul miracle d'un changement de pouvoir, alors que ce grave danger nucléaire plane au-dessus de nos têtes, que toute l'industrialisation, que vous défendez pour défendre l'emploi et la participation, est étroitement lié actuellement à l'installation du programme nucléaire. Nous ne comprenons pas, face à cette question vitale urgente, que vous puissiez dire : « il serait mal venu de conseiller aux gens de consommer moins ».

Edith Cresson : -Vous savez, dire aux gens qui ont 1200 F de retraite par trimestre « consommez moins », c'est se fiche d'eux [...].

[IC] : -[...] Alors ça, ça ne changerait pas avec vous ? La pilule serait juste un peu mieux dorée ? Jamais les partis ni les syndicats ne disent : « ne suivez pas les modèles du capitalisme, ne prenez pas vos critères chez ceux qui possèdent le plus, qui n'ont pu accumuler qu'en détruisant terre, bêtes et gens, qu'en vous détruisant ! ». Vous méprisez donc tant les gens que vous êtes censés défendre ?

²⁵²⁸ « Questions au CDS. Philippe Saint-Marc tient à la qualité de la vie. Pour la défendre, il faut faire confiance à la majorité », *La Gueule Ouverte*, n°138, 29 décembre 1976, p. 6.

²⁵²⁹ Edith Cresson, « La gauche ne peut pas faire ça ! », *La Gueule Ouverte*, n°80, 19 novembre 1975, p. 3.

[EC] -Ce n'est pas les mépriser que de mesurer le degré d'aliénation dans lequel ils sont. Si vous dépassez leurs possibilités de perception, vous n'êtes pas compris, vous n'avancez pas. »²⁵³⁰

Edith Cresson insiste donc sur l'inertie des structures économiques et l'ampleur de l'aliénation des individus pour justifier une stratégie de changement orientée vers la transformation des structures macroéconomiques (planification démocratique, politique de reconversion) qui ne pourrait s'opérer que progressivement. Isabelle Cabut lui oppose à la fois l'urgence des dangers qui pèsent sur la vie elle-même et un autre ordre de priorité. A ses yeux, la société industrielle est nécessairement mortifère et les problèmes qu'elle pose ne peuvent être résolus que par son abolition. Derrière ce débat se joue un nouvel épisode de l'opposition séculaire entre posture révolutionnaire et réformisme²⁵³¹ mais aussi deux rapports à l'action politique, l'un privilégiant la conquête du pouvoir, l'autre l'action dans le cadre des mouvements sociaux, reposant sur la volonté de transformer la vie quotidienne.

Ces relations faites de rapprochements et d'incompréhensions réciproques expliquent que les tentatives de rapprochement des écologistes avec le PS soient souvent décevantes. Les Amis de la Terre de Paris entretiennent ainsi des contacts officieux avec Monique Cazeaux puis Christiane Mora, responsables successives du secteur environnement au PS²⁵³². De même, en 1977, Pierre Jacquet, secrétaire national aux relations extérieures du PS, propose une rencontre avec les écologistes pour envisager un rapprochement dans l'optique des élections européennes²⁵³³. Cependant, ces discussions semblent achopper sur la volonté du PS de s'afficher comme un parti de gouvernement et surtout sur la question du nucléaire, dans un contexte où l'Union de la Gauche commande sur ce point l'affirmation d'une solidarité de vue avec le PCF, fervent partisan de l'énergie nucléaire²⁵³⁴.

Parmi l'ensemble des partis politiques des années soixante-dix, le PSU est probablement celui qui se montre le plus soucieux de participer aux mouvements sociaux en général et singulièrement de dialoguer avec les écologistes.

²⁵³⁰ *Ibidem*.

²⁵³¹ Marc Lazar, « Le réformisme des socialistes français », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n°13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr, p. 1.

²⁵³² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre. Réunion du 21 octobre 1976.

²⁵³³ *Ibid.* Réunion du 3 novembre 1977.

²⁵³⁴ *Ibid.*, Réunion du 16 septembre 1976.

Le PSU a ainsi joué un rôle important dans le développement du mouvement antinucléaire au milieu des années soixante-dix²⁵³⁵. En concertation avec les Amis de la Terre, une série de manifestations est ainsi organisée en avril 1975 et le parti contribue également à la mise en place d'une coordination antinucléaire à Paris, regroupant des scientifiques du GSIEN, des Amis de la Terre, des syndicalistes et des membres du PS²⁵³⁶. Sur le terrain, les militants du PSU sont très présents dans les manifestations, notamment en Bretagne ou encore dans l'Aube pour protester contre la construction de la centrale de Nogent-sur-Seine²⁵³⁷.

Les relations entre le PSU et les écologistes sont pourtant souvent ambivalentes comme en témoigne l'entretien accordé par Michel Mousel, secrétaire national du parti, à *La Gueule Ouverte*. Le chapeau introductif écrit par la rédaction du journal souligne que depuis dix ans, « nous avons tous été tentés » d'entrer au PSU car sur le Larzac comme autour des Lip, les écologistes côtoient toujours des membres de ce parti qui n'est pas uniquement tourné vers la conquête du pouvoir²⁵³⁸. De fait, dès l'époque de *Charlie Hebdo*, Cabu et sa femme Isabelle soutiennent le PSU et celle-ci y voit « un lieu de débat, de recherche, qui semblait plus honnête qu'ailleurs »²⁵³⁹. Pourtant, la connivence n'exclut pas de profonds désaccords à la fois stratégiques et idéologiques qui se cristallisent notamment par l'opposition entre le Front Autogestionnaire et Ecologie 78 lors des élections législatives de mars 1978. De fait, dès janvier 1977, Michel Mousel s'inquiète de la diffusion d'un certain apolitisme écologique et avoue sa méfiance à l'égard d'un mouvement qui rassemble sans distinction des anciens membres du PS, du CDS et des associations de défense de l'environnement²⁵⁴⁰. En définitive, il dénonce les écologistes « qui font seulement une politique d'inquiétude et de cris d'alarme »²⁵⁴¹ qu'il oppose à la démarche du PSU qui travaille à la sortie du capitalisme dans un dialogue conflictuel avec l'Union de la gauche²⁵⁴².

De fait, ces controverses montrent qu'on ne saurait assimiler automatiquement le PSU à un parti écologiste et qu'il faut distinguer l'action des militants et celle de l'appareil.

²⁵³⁵ BDIC. Fonds PSU. F Δ 703/28. Lettre de Théo Leray à Michel Mousel. 9 décembre 1976.

²⁵³⁶ *Ibidem*.

²⁵³⁷ CHT. Fonds PSU. PSU 8 bis. « Déclaration ». Direction Politique Nationale des 18-19 juin 1977.

²⁵³⁸ Françoise Danam, « L'écologie est-elle politique pour les partis. Le cas du PSU. Entretien avec Michel Mousel », *La Gueule Ouverte*, n°140, 12 janvier 1977, p. 9.

²⁵³⁹ Témoignage d'Isabelle Monin-Soulié [anciennement Cabut] à Stéphane Mazurier in *Bête, méchant et hebdomadaire*, *op. cit.*, p. 333.

²⁵⁴⁰ Françoise Danam, « L'écologie est-elle politique pour les partis. Le cas du PSU. Entretien avec Michel Mousel », *La Gueule Ouverte*, n°140, 12 janvier 1977, p. 9.

²⁵⁴¹ *Ibidem*.

²⁵⁴² *Ibidem*.

Ainsi, en décembre 1976, il n'existe pas de commission nationale antinucléaire au sein du PSU²⁵⁴³. Un rapport devant le Bureau Politique sur le secteur cadre de vie atteste des difficultés du PSU à se saisir pleinement de cette question²⁵⁴⁴. Ce rapport – anonyme – constate que ce secteur important par le passé a subi le contrecoup des crises politiques qui ont rythmé la vie du parti et conduit à des changements d'équipes empêchant la constitution d'une mémoire collective. Mis en place par l'équipe de Michel Rocard – et notamment par Georges Gontcharoff – ce secteur est fragilisé par le départ de la quasi-totalité de ses animateurs vers le PS à l'occasion des Assises du Socialisme (octobre 1974). L'animation de ce secteur est ensuite confiée à Michel Fiant mais, si l'on en croit ce rapport, son activité se limite à quelques prises de contacts sans cohérence ni réflexion théorique²⁵⁴⁵. L'auteur conclut donc que les commissions locales et de nombreux militants engagés dans des actions sur le terrain ne trouvent ni relais, ni coordination. Ce rapport est confirmé par l'annonce d'une concertation des fédérations sur le secteur « cadre de vie » lancée au début de l'année 1980²⁵⁴⁶.

A mesure que les enjeux environnementaux sont reconnus comme des questions dignes de figurer dans un programme politique, fût-ce à une place subalterne, dans un pays agité par la contestation antinucléaire, les écologistes, qu'ils le regrettent ou non, en viennent à participer au champ politique.

De fait, la nature des relations des écologistes avec les partis politiques est très variée et ne peut être réduite à la seule expression d'un opportunisme électoral le temps des élections. En tant que tel, l'écologisme met en question l'homogénéité des cultures politiques des différents partis, suggérant des convergences partielles souvent à peine esquissées. De fait, en règle générale, les contacts des écologistes avec les partis politiques se révèlent décevants, y compris avec le PSU, qui ne parvient pas à s'imposer comme une médiation politique consensuelle au sein de la nébuleuse, contribuant ainsi à la politisation autonome de l'écologisme.

c. Valéry Giscard d'Estaing et l'écologie (1974-1978)

²⁵⁴³ BDIC. Fonds PSU. F Δ 703/28. Lettre de Théo Leray à Michel Mousel. 9 décembre 1976.

²⁵⁴⁴ CHT. Fonds PSU. PSU 32. Rapport devant le Bureau Politique sur le secteur « cadre de vie ». S.d. [avril 1979].

²⁵⁴⁵ *Ibidem*.

²⁵⁴⁶ CHT. Fonds PSU. PSU 32. Consultation des fédérations sur le secteur « cadre de vie ». S.d. [1980].

En mai 1974, entre les deux tours de l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing se distingue de son concurrent socialiste par une série de propositions autour de l'écologie et de la défense de l'environnement²⁵⁴⁷. Pour le candidat des Républicains Indépendants, il s'agit bien évidemment de convaincre les quelques 330 000 électeurs de René Dumont de se prononcer en sa faveur. Ce serait cependant une erreur de réduire la démarche de Valéry Giscard d'Estaing à la seule expression d'un opportunisme d'entre-deux-tours.

En effet, dans la première partie de son septennat, entre 1974 et 1977, le nouveau président ne cesse de manifester son intérêt pour ces questions. Comme le souligne Philippe Saint-Marc, si Valéry Giscard d'Estaing n'éprouve aucun attachement émotionnel particulier à l'égard de la nature, il en perçoit en revanche clairement la portée politique²⁵⁴⁸.

Il s'agit ici d'étudier la manière dont Valéry Giscard d'Estaing envisage l'écologie et la défense de l'environnement comme des éléments importants de son projet réformateur et de sa stratégie de décrispation de la vie politique, donnant ainsi une large publicité à une approche spécifique des rapports de l'écologie à la politique.

La stratégie de Valéry Giscard d'Estaing consiste à mettre en lumière la portée politique de l'écologie, qu'il définit comme la « science de l'équilibre entre l'homme et son milieu », tout en prétendant prendre en charge les revendications des citoyens et des associations dans ce domaine. Il espère ainsi, par un dialogue constant avec ces dernières, éviter qu'elles ne constituent une force politique à part entière²⁵⁴⁹. Cette posture peut apparaître paradoxale car, dans les faits, les conseillers du président n'ont de cesse de scruter les implications électorales de l'évolution de la nébuleuse écologiste.

Chaque élection fait ainsi l'objet d'une analyse précise, soulignant l'importance du vote écologiste dans la banlieue aisée de Paris²⁵⁵⁰, analysant les raisons de l'échec de certains candidats de la majorité²⁵⁵¹, s'inquiétant surtout d'un éventuel basculement à

²⁵⁴⁷ « Valéry Giscard d'Estaing. Le candidat présente son programme de défense de l'environnement », *Le Monde*, n°9119, 11 mai 1974, p. 2.

²⁵⁴⁸ Entretien avec Philippe Saint-Marc. 1^{er} avril 2010.

²⁵⁴⁹ Marc Ambroise-Rendu, « Dix grands objectifs. Entretien de Valéry Giscard d'Estaing accordé au *Monde* », *Le Monde*, 26 janvier 1978.

²⁵⁵⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Note pour le Président « Elections cantonales et défense de l'environnement ». 24 janvier 1976.

²⁵⁵¹ *Ibid.* Note concernant les incidences des problèmes écologiques sur les élections cantonales de mars 1976 en Moselle par Jean-Marie Pelt. 3 mars 1976.

gauche de l'ensemble de la mouvance écologiste²⁵⁵². De même, Jean Riolacci, chargé de mission à l'Élysée, souligne l'intérêt de ses contacts avec Daniel Labey président du CEGERMA²⁵⁵³, qu'il présente comme l'un des animateurs du mouvement écologiste²⁵⁵⁴. Jean Riolacci assure qu'en dépit de la grande diversité des écologistes la plupart des militants manifesterait « une profonde allergie envers le programme commun » et se fait fort, grâce à son contact, de les amener à des positions proches de celles défendues par le chef de l'État²⁵⁵⁵.

Il n'est pas étonnant que ces notes se fassent plus nombreuses et plus précises à l'approche des scrutins électoraux. Ainsi, à la fin de l'année 1976, les Renseignements Généraux accomplissent une grande enquête nationale sur les principales « associations écologiques »²⁵⁵⁶. Plusieurs centaines de groupes sont recensés dans le cadre de ce travail et classés par région et par orientation politique²⁵⁵⁷. En distinguant les « associations écologiques d'extrême-gauche » et les « associations apolitiques ou modérément politisées », l'exécutif témoigne de l'intérêt politique porté à cette nébuleuse à quelques mois des élections municipales de mars 1977²⁵⁵⁸.

Le livre *Pour un environnement à la française* constitue un autre élément d'intense communication politique à visée électorale. Sa publication, quelques jours avant le premier tour des élections municipales n'est évidemment pas dû au hasard. Le président y présente un bilan de l'ensemble des mesures adoptées dans ce domaine depuis 1974 et dresse une feuille de route indiquant les prochains développements de cette politique²⁵⁵⁹. 25 000 exemplaires de ce livre sont distribués aux associations de défense de l'environnement et aux élus locaux²⁵⁶⁰ et Valéry Giscard d'Estaing en présente lui-même

²⁵⁵² *Ibid.* Note de Pierre Richard à Valéry Giscard-d'Estaing. 6 octobre 1977.

²⁵⁵³ Le CEGERMA est le Centre d'Études pour la Gestion des Ressources Naturelles. Daniel Labey participe en décembre 1976 à la fondation du Comité provisoire pour une écologie politique, aux côtés notamment de Brice Lalonde et de François Lapoix, animateurs de Jeunes et Nature. Cf. Laurent Samuel, « L'écologie contre les partis », *La Gueule Ouverte*, n°137, 22 décembre 1976, p. 14.

²⁵⁵⁴ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Note de Jean Riolacci à Valéry Giscard-d'Estaing. 11 avril 1977.

²⁵⁵⁵ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. . Note de Jean Riolacci à Valéry Giscard-d'Estaing. 11 avril 1977.

²⁵⁵⁶ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*. Décembre 1976.

²⁵⁵⁷ *Ibidem.*

²⁵⁵⁸ *Ibidem.*

²⁵⁵⁹ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2988. *Presse-Environnement*, n°227, 4 mars 1977.

²⁵⁶⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2388. Note de Pierre Richard à Valéry Giscard-d'Estaing. 3 mars 1977.

les grandes lignes au cours d'une interview menée le 27 février 1977 par Louis Bériot, journaliste connu pour son engagement sur ces questions²⁵⁶¹.

La préparation méticuleuse de cette campagne de communication atteste que l'exécutif voit dans sa politique environnementale un argument précieux susceptible d'influer sur les résultats des élections municipales en séduisant un électorat modéré et plutôt aisé. Comme le déclare Pierre Richard, l'un des conseillers du président, « les écologistes de l'opposition taxeront cette communication d'électorale. Cela n'a pas d'importance. Par contre, certains écologistes « tièdes » y trouveront une raison de se décider pour le deuxième tour »²⁵⁶².

L'intérêt accordé à la nébuleuse écologiste et aux associations de protection de la nature ne s'arrête pas à la question de leur positionnement politique et électoral. Ces informations sont également censées faciliter le dialogue avec ces organisations dans le but de rallier progressivement les moins ancrées à gauche au projet de société giscardien.

Les dirigeants des associations participant aux organismes publics consultatifs, sont ainsi reçus à l'Élysée le 31 mai 1976²⁵⁶³. Cet événement prend la forme d'une brève allocution du chef de l'État suivie d'un « dialogue informel » avec les invités et d'un entretien télévisé²⁵⁶⁴. Une telle démarche témoigne d'un trait de caractère très prégnant chez Valéry Giscard d'Estaing, persuadé que son charme et son aptitude au dialogue lui permettent à eux seuls de décriper les relations sociales et de dénouer les situations politiques les plus inextricables²⁵⁶⁵.

De fait, à la suite de cette rencontre à l'Élysée, Henri Fabre-Luce, co-fondateur de SOS-Paris, écrit à Valéry Giscard d'Estaing une lettre très émue « Tu leur as tendu la main. Tu les as salués, au propre comme au figuré, et c'est, je crois, quelque chose qui compte, un signe de reconnaissance officielle qu'ils mènent le bon combat »²⁵⁶⁶. Le ton

²⁵⁶¹ De 1971 à 1976, il produit et anime *La France défigurée* aux côtés de Michel Péricard puis il fonde en 1976 l'association Espaces pour demain, qui se propose d'être l'équivalent français du National Trust anglais. Cf. Catherine Bertho-Lavenir, « *La France défigurée* : protection des sites ou pédagogie politique ? », Jean-Luc Fray, Céline Pérol, *L'historien en quête d'espaces*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2004, p. 429.

²⁵⁶² CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2388. Note de Pierre Richard à Valéry Giscard d'Estaing. 11 mars 1977.

²⁵⁶³ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. Note de Pierre Richard à Valéry Giscard d'Estaing. 26 mai 1976.

²⁵⁶⁴ *Ibidem*.

²⁵⁶⁵ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, op. cit., p. 103.

²⁵⁶⁶ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. Lettre d'Henri Fabre-Luce à Valéry Giscard d'Estaing. 7 juin 1976.

très personnel de cette missive et l'usage du tutoiement, que le président n'autorise qu'à quelques intimes, suggèrent cependant que les positions d'Henri Fabre-Luce ne sont pas nécessairement représentatives de l'ensemble des écologistes. Pourtant, la confiance semble prédominer parmi les conseillers du président, jusqu'à une forme de triomphalisme. En mars 1977, une note de Pierre Richard considère, de manière sans doute trop optimiste, que les présidents d'« associations classiques du cadre de vie, d'origine socialiste », tels Jean-Claude Delarue, René Richard ou Roger Lapeyre, sont en train de basculer en faveur de Valéry Giscard-d'Estaing²⁵⁶⁷.

Il serait néanmoins réducteur de ne voir dans l'appropriation de la thématique environnementale par le chef de l'Etat qu'une opération de communication politique. L'écologie et la défense de l'environnement s'intègrent en effet pleinement à l'ensemble du projet modernisateur et réformateur de Valéry Giscard d'Estaing tel qu'il le théorise dans *Démocratie française*²⁵⁶⁸.

La création en 1974 d'un ministère de la Qualité de la vie est significative du rôle assigné par le nouveau président aux enjeux environnementaux. Les attributions du nouveau titulaire, André Jarrot (UDR)²⁵⁶⁹ sont en effet très vastes, recouvrant la jeunesse, les sports, les loisirs, le tourisme auxquels s'ajoutent les prérogatives de l'ancien ministère de l'Environnement (la protection de la nature et la lutte contre les nuisances)²⁵⁷⁰. A l'origine, le concept de qualité de la vie a été imaginé aux Etats-Unis en 1964 dans le cadre du programme de Lyndon B. Johnson de lutte contre la pauvreté²⁵⁷¹ et s'inscrit plus largement dans une réflexion des intellectuels proches du Parti démocrate américain qui cherchent à définir les fondements d'une démarche progressiste dans une

²⁵⁶⁷ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2388. Note de Pierre Richard à Valéry Giscard-d'Estaing, 3 mars 1977.

²⁵⁶⁸ Le président entend ainsi contribuer à l'avènement d'une « société démocratique moderne, libérale par la structure pluraliste de tous ses pouvoirs, avancée par un haut degré de performance économique, d'unification sociale et de développement culturel ». Valéry Giscard-d'Estaing, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976, p. 170 cité par Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, *op. cit.*, p. 34

²⁵⁶⁹ Sa nomination s'explique probablement par son appartenance au groupe des quarante trois parlementaires UNR qui, sous la houlette de Jacques Chirac, ont prôné une candidature unique de la majorité dès le premier tour de l'élection présidentielle. Cf. « André Jarrot, l'un des « 43 » », *Le Monde*, n°9135, 30 mai 1974, p. 5.

²⁵⁷⁰ « André Jarrot, l'un des « 43 » », *Le Monde*, n°9135, 30 mai 1974, p. 5.

²⁵⁷¹ Philippe Corten, « Le concept de qualité de la vie vu à travers la littérature anglo-saxonne », *L'Information Psychiatrique*, 1998, n°9, p. 923.

période de croissance économique, où la satisfaction des besoins vitaux est d'ores et déjà assurée, mais où l'industrialisation suscite de nouvelles nuisances et inégalités²⁵⁷².

La mise en avant de la qualité de la vie valorise la dimension sociale de l'environnement au détriment de la préservation de la nature, à laquelle il n'est pas accordé de valeur en tant que telle. Elle traduit également la volonté de déconnecter l'environnement des questions économiques et productives²⁵⁷³. En définitive, le périmètre de la qualité de la vie est circonscrit par l'ensemble des activités des citoyens dans la société hors de leur lieu de travail.

La qualité de la vie traduit l'idée chère au chef de l'Etat selon laquelle une société libérale ne saurait se contenter de promouvoir l'abondance des biens matériels. Elle participe également de la volonté de ne plus faire de la lutte des classes, donc des conflits autour de l'outil de travail, la principale explication de l'organisation de la société.

De fait, Valéry Giscard d'Estaing s'inscrit pleinement dans une perspective libérale où le pluralisme, l'esprit de responsabilité de chacun – donc la modération des revendications syndicales – doivent permettre l'instauration de rapports sociaux pacifiés²⁵⁷⁴. A ses yeux, une telle politique est nécessaire afin d'éviter qu'un nouveau Mai 68 ne conduise à l'instauration d'un pouvoir de gauche en France²⁵⁷⁵. La satisfaction des revendications des Français à l'égard de leur cadre de vie préviendrait ainsi l'apparition de conflits ouverts et clivants qui n'ont pas leur place dans une société libérale avancée. Cette démarche est d'autant plus importante que les enjeux environnementaux sont particulièrement mobilisateurs pour la classe moyenne, qui, selon Valéry Giscard-d'Estaing, doit être la pierre angulaire de la nouvelle société²⁵⁷⁶.

Aux yeux de Valéry Giscard-d'Estaing, l'écologie pourrait donc constituer une sorte de laboratoire des nouvelles pratiques de consultation et de participation des Français aux décisions qui concernent leur vie quotidienne, notamment via les associations²⁵⁷⁷. Des engagements sont ainsi pris pour réformer les procédures d'enquêtes publiques dans le

²⁵⁷² Adam Rome, « 'Give Earth a Chance' », *The Journal of American History*, 2003/2, vol. 90, p. 528.

²⁵⁷³ Ainsi, aux yeux du président, le nucléaire ne fait partie de la qualité de la vie qu'en ce qui concerne les conditions pratiques d'implantation des centrales. Marc Ambroise-Rendu, « Dix grands objectifs. Entretien de Valéry Giscard d'Estaing accordé au *Monde* », *Le Monde*, 26 janvier 1978.

²⁵⁷⁴ Mathias Bernard, « Le projet giscardien face aux contraintes du pouvoir », *art. cit.*, pp. 16-17.

²⁵⁷⁵ Gilles Richard, « Les giscardiens et le moment 68 : les libéraux à l'offensive (1968-1974) », in Bruno Benoît et alii, *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 344.

²⁵⁷⁶ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, *op. cit.*, p. 104.

²⁵⁷⁷ Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français*, *op. cit.*, p. 422.

cadre des projets d'infrastructures impliquant des mesures d'expropriation et ainsi augmenter le nombre et la qualité des informations accessibles au public²⁵⁷⁸. De même, le 25 février 1975, le président demande à Jacques Chirac, alors Premier Ministre de réfléchir aux moyens concrets d'accroître la participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie²⁵⁷⁹.

Dans son ouvrage *Démocratie française*, Valéry Giscard d'Estaing consacre un passage à sa politique en matière environnementale en célébrant l'œuvre accomplie :

« Un coup d'arrêt donné, dans les villes, au gigantisme destructeur et niveleur ; l'amélioration de la qualité de la vie retenue comme objectif essentiel de l'action gouvernementale ; l'écologie introduite dans l'étude de tous les grands projets ; une politique d'ensemble mise en place pour les espaces verts autour des villes ; le sport doté d'un statut moderne ; les métiers d'art protégés »²⁵⁸⁰.

De fait, durant la première partie de son septennat, plusieurs réformes et décisions symboliques signalent l'implication du chef de l'Etat sur ces questions. Symboliquement, Valéry Giscard d'Estaing décide dès son entrée en fonction de remettre en cause la politique d'aménagement menée à Paris. Le 18 juin 1974, un communiqué annonce ainsi le retrait de la subvention de l'Etat au projet de voie express rive gauche, ce qui en rend dans la pratique l'exécution impossible²⁵⁸¹. Par ailleurs, conformément à ses engagements de l'entre-deux-tours, Valéry Giscard d'Estaing s'efforce d'améliorer le dialogue entre les pouvoirs publics et les grandes associations par la rénovation du Haut Comité de l'Environnement, créé par Jacques Chaban-Delmas en 1970 et jusqu'alors constitué à part égale de hauts-fonctionnaires et de personnalités qualifiées²⁵⁸². En 1974, une réforme augmente le nombre de sièges dévolus aux dirigeants d'association dans l'intention d'en faire un organe de consultation sur les grands projets d'aménagement nationaux et pour affirmer le développement de la participation des Français à leur cadre de vie²⁵⁸³. De même, Michel d'Ornano, proche du chef de l'Etat, nommé ministre de la Culture et de l'Environnement en mars 1977, est encouragé à nouer des relations régulières et

²⁵⁷⁸ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2396. Note de Pierre David à Jacques Chirac. 23 février 1976.

²⁵⁷⁹ *Ibid.* Note de Jean-Claude Vinçonneau à Jacques Chirac. 23 février 1976.

²⁵⁸⁰ Valéry Giscard-d'Estaing, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976, pp. 16-17, cité par Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, op. cit., p. 35.

²⁵⁸¹ La subvention représentait en effet 40 % de la dépense totale. Le 17 septembre 1975, le Conseil de Paris décide de rayer la voie express rive gauche du schéma directeur de la capitale. Arnaud Passalacqua, « Georges Pompidou et l'alternative à l'automobile individuelle », in Mathieu Flonneau et alii, *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, op. cit., p. 129.

²⁵⁸² CAC. Fonds Haut Comité de l'Environnement. 19950527/1. Allocation de Jacques Chaban-Delmas, Premier Ministre, à la séance inaugurale du Haut Comité de l'Environnement. 12 mai 1971.

²⁵⁸³ *Ibid.* Rapport au Président de la République. S.d. [1974].

confiantes avec les associations. Les Amis de la Terre sont ainsi conviés à une série de réunions de travail qui doivent avoir lieu au ministère tous les mois et portant aussi bien sur les textes d'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ou à la lutte contre le bruit²⁵⁸⁴.

Sur le plan législatif, la principale réalisation est la loi sur la protection de la nature du 10 juillet 1976 qui suscite une forte mobilisation du gouvernement et des parlementaires²⁵⁸⁵. André Fosset, alors ministre de la Qualité de la vie, souligne à cette occasion qu'il n'est pas dans l'intention du législateur de préserver une nature supposée immaculée dans une optique qu'il qualifie de rétrograde. Il s'agit au contraire de promouvoir une conception dynamique de la protection de l'environnement susceptible d'améliorer les conditions de vie des habitants²⁵⁸⁶. La disposition la plus importante de cette nouvelle loi est probablement l'article 2 qui institue, sur le modèle américain, une forme d'étude d'impact préalable aux opérations d'aménagement ou de construction²⁵⁸⁷, dont les écologistes espèrent qu'elle pourra faire barrage au programme électronucléaire.

Par la suite, d'autres lois sont votées dans les premières années du septennat de Valéry Giscard d'Estaing comme la loi Galley de décembre 1976 qui oblige les propriétaires à ménager une frange de trois mètres en bordure de mer pour laisser passer le public²⁵⁸⁸.

L'attention prêtée par Valéry Giscard d'Estaing aux implications politiques et idéologiques des enjeux environnementaux est donc indéniable. Pourtant, très vite, le président est accusé de se contenter d'effets d'annonce et sa politique est remise en cause dans son propre camp, traduisant les limites du projet réformiste giscardien.

Le président est d'abord confronté aux doutes et aux réticences d'une partie de sa majorité comme le montrent les débats feutrés auxquels la remise du rapport Delmon donne lieu en janvier 1976. Proposant diverses pistes pour accroître la participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie, il suscite des réserves immédiates de la part du ministre de la Qualité de la vie André Fosset. Celui-ci s'alarme d'un risque de dilution des responsabilités de la puissance publique et des élus, « médiateurs naturels

²⁵⁸⁴ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Lettre de Michel d'Ornano à Brice Lalonde. S.d. [second trimestre 1977].

²⁵⁸⁵ Isabel Boussard, « Agriculture, environnement et protection de la nature : autour de la loi de 1976 », *Ruralia*, 1997-01, <http://ruralia.revues.org/document8.html>, consulté le 10 juin 2010, p. 1.

²⁵⁸⁶ *Ibid.*, p. 4.

²⁵⁸⁷ *Ibid.*, p. 9.

²⁵⁸⁸ CARAN. Fonds Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2388. Note de Pierre Richard à Valéry Giscard-d'Estaing. 18 août 1977.

entre les citoyens et les pouvoirs publics²⁵⁸⁹». Il craint tout particulièrement que la notion d'« association représentative », préconisée par le rapport Delmon, ne conduise à la constitution d'organismes « puissants et ramifiés qui, sous couvert de défendre les intérêts des citoyens, ne seraient qu'une couverture pour des groupes de pression économique ou politique »²⁵⁹⁰. Cette position est partagée par le cabinet de Jacques Chirac, alors Premier ministre, qui regrette que le rapport Delmon se fasse le porte-voix des revendications des associations sans prendre en compte le point de vue des élus²⁵⁹¹. De fait, lors du Conseil des ministres du 25 février 1976, Valéry Giscard d'Estaing se range à l'avis des critiques du rapport Delmon en déclarant qu'il faut maintenir une distinction entre la concertation préalable au projet, qui doit être la plus ouverte possible, et la décision, qui doit rester l'apanage des élus²⁵⁹².

Ces réserves expriment un attachement à la figure de l' élu en tant que représentant chargé, de concert avec l'administration, de déterminer l'intérêt général, notamment en matière d'aménagement du territoire et d'installation des grandes infrastructures. Dans cette alliance entre les pouvoirs périphériques²⁵⁹³ et des hauts-fonctionnaires, les associations n'auraient pas leur place en tant qu'acteur à part entière²⁵⁹⁴. Il leur est surtout reproché de n'avoir ni la légitimité de l'élection au suffrage universel, ni celle tirée de la détention d'un savoir technique ou administratif²⁵⁹⁵. Dans cette perspective, l'assimilation des associations à des groupes de pression qui ne représenteraient que les intérêts privés est une accusation classique visant à les écarter des processus de décision.

Pierre Rosanvallon considère les années soixante-dix comme un « moment associatif » durant lequel le jacobinisme constitutif des institutions françaises est amendé²⁵⁹⁶. La réception du rapport Delmon conduit à nuancer cette conclusion en soulignant que le rôle dévolu aux associations doit rester, aux yeux des pouvoirs publics, limité. Ces oppositions illustrent les difficultés auxquelles est très rapidement confronté Valéry Giscard d'Estaing dans la mise en œuvre de son projet réformateur.

²⁵⁸⁹ *Ibid.* Note de Pierre David à Jacques Chirac. 23 février 1976.

²⁵⁹⁰ *Ibidem.*

²⁵⁹¹ *Ibid.* Note de Jean-Claude Vinçonneau à Jacques Chirac. 23 février 1976.

²⁵⁹² *Ibid.* Extrait du relevé de décisions du Conseil des Ministres. 25 février 1976.

²⁵⁹³ Pierre Grémion, Jean-Philippe Heurtin, Frédéric Sawicki, « Autour du Périphérique », *Politix*, vol. 2, n°7-8, octobre-décembre 1989, p. 23.

²⁵⁹⁴ Armand Frémont, « L'aménagement régional en France. La pratique et les idées », *Espace géographique*, 1978/2, n°7, p. 79.

²⁵⁹⁵ Pierre Rosanvallon rassemble ces formes de légitimité sous le concept de « légitimité d'établissement ». Cf. Pierre Rosanvallon, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Seuil, 2008, p. 11.

²⁵⁹⁶ Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français*, *op. cit.*, p. 427.

Les associations de défense de l'environnement et les écologistes, qui saluent dans un premier temps les gestes de bonne volonté de l'exécutif, font rapidement part de leur déception devant ce qui leur apparaît comme un double langage. Ils regrettent tout particulièrement que le ministère de l'Environnement semble être considéré comme quantité négligeable, changeant quatre fois de titulaires en quatre ans²⁵⁹⁷. Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat, François Ramade, président de la FFSPN, signale l'étonnement de son association face aux contradictions permanentes entre des déclarations favorables à la protection de la nature et la faiblesse des moyens qui y sont affectés cependant que les réformes entreprises sont vidées de leur sens lors de leur application²⁵⁹⁸. De fait, en mars 1978, les Amis de la Terre déposent un recours devant le Conseil d'Etat contre le décret organisant la procédure d'étude d'impact, considérant qu'il ne s'agit que d'un effet d'annonce et non d'une procédure qui permettraient aux citoyens de participer aux décisions prises²⁵⁹⁹.

En outre, la prétention de Valéry Giscard d'Estaing de mener une politique de décrispation de la vie politique est mise à mal par les tensions grandissantes autour du programme électronucléaire du gouvernement. Le 26 janvier 1978, le président déclare qu'il ne saurait être question « d'imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés »²⁶⁰⁰. Ces déclarations apaisantes sont pourtant constamment démenties sur le terrain, que ce soit à Fessenheim (Haut-Rhin) ou à Malville (Isère) où les heurts entre les manifestants et les forces de l'ordre entraînent le 31 juillet 1977 la mort d'un homme et de nombreux blessés graves²⁶⁰¹. En définitive, le réformisme écologiste de Valéry Giscard d'Estaing ne résiste pas à la montée des clivages politiques, des tensions sociales et économiques qui conduisent le président à une réorientation de son action, symbolisée par son discours de Verdun-sur-le-Doubs, le 27 janvier 1978 où, en demandant aux Français de « faire le bon

²⁵⁹⁷ Sous des appellations diverses, les titulaires de ces fonctions ont successivement été Gabriel Perronet (mai 1974-janvier 1976), André Fosset (janvier 1976 – août 1976), Vincent Ansquer (août 1976 – avril 1978), Michel d'Ornano (avril 1978 – mai 1981).

²⁵⁹⁸ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing. 5 AG/3 – 2388. *Le mois de l'environnement*, n°9, avril 1977.

²⁵⁹⁹ « Le recours 10293 », *Le Courrier de la Baleine*, n°34, mars 1978, p. 5.

²⁶⁰⁰ Marc Ambroise-Rendu, « Dix grands objectifs. Entretien avec Valéry Giscard d'Estaing », *Le Monde*, 26 janvier 1978.

²⁶⁰¹ Georges Didier, « C'est la guerre, M. le ministre de l'Intérieur », *La Gueule Ouverte*, n°169, 4 août 1977, p. 3.

choix » à l'occasion des élections législatives, il reconnaît l'importance du clivage gauche-droite et de la bipolarisation qu'il voulait dépasser en 1974²⁶⁰².

L'écologie occupe une place importante dans le projet réformateur de Valéry Giscard d'Estaing qui entend hâter l'avènement d'une société libérale avancée dépassant les conflits inhérents à la lutte des classes et les clivages politiques sclérosants. L'intense communication politique qui accompagne chaque mesure prise confirme que cette politique participe également d'une stratégie de conquête d'un électorat. Au-delà de l'opportunisme de cette démarche, le projet giscardien montre qu'au milieu des années soixante-dix, l'écologisme n'est pas une force politique stabilisée et inscrite dans des rapports routinisés avec le reste du champ politique, différentes orientations sont possibles et envisageables à cette période.

Malgré ses limites évidentes, l'ampleur du projet giscardien montre l'efficacité indirecte de la pression électorale exercée par les écologistes à partir de 1974 et souligne donc la contribution de ces derniers au tournant environnemental de la société française.

Le champ politique entretient donc des échanges variés avec les écologistes qu'on ne saurait uniquement considérer comme des marginaux, enfermés dans leurs querelles groupusculaires, à jamais à l'écart des enjeux centraux du moment.

De fait, la participation des écologistes aux élections oblige chaque parti à se prononcer sur les enjeux environnementaux en fonction de facteurs stratégiques mais également en fonction de sa propre culture politique et de son projet idéologique. Il en résulte un point de vue sur l'échiquier politique beaucoup plus complexe que le seul clivage gauche-droite. Dans cette perspective, les écologistes, qu'ils envisagent leur démarche comme une alternative en tant que telle ou qu'ils la présentent comme la matrice de convergences plus larges, sont tentés de proclamer la fin des anciens clivages au profit d'une nouvelle modernité politique dont ils seraient les représentants.

Pourtant, dans les faits, les contacts avec le monde politique restent dans l'ensemble décevants et l'approche des élections législatives contribue, comme nous allons le voir, à réactiver des clivages dont les écologistes ont trop rapidement prédit la disparition.

²⁶⁰² Pierre et Sylvie Guillaume, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, op. cit., p. 162.

3. Les élections législatives de 1978, la fin d'un cycle

Les bons résultats obtenus aux élections cantonales (1976) puis municipales (1977) semblent indiquer que les écologistes ont su tirer parti d'un contexte politique favorable. De fait, les sondages d'opinion attestent que l'importance accordée par les Français aux enjeux environnementaux n'a jamais été aussi élevée depuis le début des années soixante-dix²⁶⁰³. En outre, la mise sur l'agenda politique des enjeux liés à la défense de l'environnement et à la participation des citoyens à l'évolution de leur cadre de vie contribue à légitimer les écologistes. Enfin, la bipolarisation croissante de la vie politique leur permet d'attirer un certain nombre d'électeurs de sensibilité centriste qui ne se reconnaissent pas dans cette nouvelle donne politique.

De fait, s'il n'induit pas mécaniquement la réalisation de scores élevés aux élections, ce contexte explique néanmoins comment les écologistes ont pu, lors des élections locales, transformer la crédibilité acquise dans le cadre de leurs activités associatives en capital politique sur la scène électorale.

En dépit du fait qu'elles ne se tiennent qu'un an après les municipales. Les élections législatives de 1978 se préparent cependant dans une configuration inédite pour les écologistes. D'une part, la « conscience de la crise » économique²⁶⁰⁴, la montée des tensions liées à l'augmentation du chômage et l'échec des négociations visant à la réactualisation du Programme commun déplacent les débats politiques vers des thématiques moins familières aux écologistes.

D'autre part, une campagne législative nationale ne se prépare pas de la même manière que des élections locales, où la mobilisation des réseaux associatifs et l'absence d'infrastructure politique peuvent être considérées comme des points positifs par les électeurs. C'est pourquoi les écologistes s'investissent dans la constitution d'un collectif national, très vite baptisé Ecologie 78, chargé de coordonner la campagne de l'ensemble de la nébuleuse.

Quelles sont les conséquences de ces transformations sur leur assise électorale et sur la manière dont les écologistes conçoivent leur démarche politique ? La mise en place

²⁶⁰³ Daniel Boy, « L'évolution de la préoccupation environnementale en France dans les vingt-cinq dernières années », in Pierre Lascoumes (dir.), *Instituer l'environnement. Vingt-cinq ans d'administration de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 212.

²⁶⁰⁴ Robert Frank et alii, « Crise et conscience de la crise. Les années grises de la fin du siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°84, octobre-décembre 2004, p. 76.

laborieuse et contestée d'Ecologie 78, étudiée dans un premier temps, ne doit pas conduire à occulter le rôle de ce collectif dans l'apparition de pratiques de régulation des rapports politiques à l'intérieur de la nébuleuse. Par la suite, l'analyse du programme composite des écologistes et du positionnement politique de leur électorat doit permettre d'évaluer avec plus de précision les retombées de ces législatives.

a. La mise en place laborieuse d'un collectif national

Dans la perspective des élections législatives de 1978, les écologistes s'attèlent à la délicate constitution d'un collectif certes temporaire mais national, ce qui constitue une nouveauté au sein de la nébuleuse. En effet, lors des cantonales et des municipales, chaque sensibilité a présenté des candidats dans les circonscriptions en fonction de son implantation sans que ne se mette en place un organe d'expression et de décision communes à l'échelle du pays.

C'est pour éviter la dispersion des candidatures et donner un contenu plus homogène au programme des écologistes que Philippe Lebreton propose dès le 20 mai 1977 la mise en place d'Ecologie 78²⁶⁰⁵. Cette initiative, qui va donc au-delà de la simple formation d'un cartel électoral, s'annonce pourtant difficile. En effet, comme le relève à l'époque Simon Charbonneau, la recherche d'une étiquette globale suscite une compétition artificielle entre des associations qui, jusqu'à présent, travaillaient ensemble ou s'ignoraient²⁶⁰⁶.

Plusieurs grandes réunions ponctuent la mise en place d'Ecologie 78. Sur le Larzac (15 août 1977) et au Havre (17-18 septembre), les groupes débattent du programme et surtout de la stratégie politique à adopter²⁶⁰⁷ alors qu'à Nantes (janvier 1978), l'établissement de la liste des candidats accapare l'énergie des personnes présentes²⁶⁰⁸. Avant d'envisager, dans un second temps, les procédures de décisions collectives mises en œuvre au sein d'Ecologie 78, il s'agit ici d'analyser les rapports de force qui se nouent entre les différents acteurs désireux de s'y intégrer.

²⁶⁰⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Lettre de Philippe Lebreton. 20 mai 1977.

²⁶⁰⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Simon Charbonneau, « L'écologie, un enjeu de pouvoir ». Avril 1978.

²⁶⁰⁷ Catherine Decouan, « Ecologie 78 », *La Gueule Ouverte*, n°176, 22 septembre 1977, p. 3.

²⁶⁰⁸ Arthur, « Collectif Ecologie 78, tendance « non future », variété « on essaye quand même » », *La Gueule Ouverte*, n°193, 19 janvier 1978, p. 11.

Tout collectif est confronté lors de sa création à la délicate question du choix des partenaires, donc à la définition de l'image qu'il souhaite exposer au monde extérieur. Ecologie 78 ne fait pas exception à la règle et ce point précis, crucial dans la mesure où les approches de l'écologisme sont plurielles, suscite des controverses intenses qui ne s'apaisent qu'au début de l'année 1978.

Le 20 mai 1977, Philippe Lebreton adresse une lettre à quatorze animateurs d'associations écologistes répartis dans toute la France, les désignant comme ceux qui combattent depuis des années la société productiviste au nom de l'écologie, leur proposant de créer un collectif national²⁶⁰⁹. Implicitement, l'auteur propose une définition de l'écologisme et de ses acteurs essentiels, dont le point commun serait la lutte contre le productivisme. Cette démarche suscite immédiatement la réaction courroucée de l'un des destinataires, Pierre Radanne, animateur des Amis de la Terre de Lille. A ses yeux, Philippe Lebreton s'érige indûment en chef de file des écologistes, désignant son état-major pour mieux organiser le mouvement et décerner les investitures²⁶¹⁰. Pierre Radanne en appelle alors aux groupes locaux qui, dans leur diversité, seraient les seuls habilités à déterminer en toute indépendance leur stratégie en vue des législatives à venir²⁶¹¹.

Au-delà des querelles personnelles, cette première polémique illustre la confrontation de deux définitions de l'écologisme. Philippe Lebreton considère d'une part que la lutte contre le productivisme fonde l'unité de cette nébuleuse et opère d'autre part une hiérarchisation des groupes, privilégiant ceux dont l'activité lui paraît la plus décisive. Pierre Radanne esquivait quant à lui la question de la définition théorique de l'écologisme au profit d'une approche organisationnelle : l'écologisme ne serait rien d'autre que la somme des groupes qui se réclament de cette appellation sans qu'aucune structure ne soit légitime pour les subordonner.

L'autonomie absolue et irrévocable des groupes locaux opposée à la mise en place d'un collectif impliquant des règles de régulation contraignantes est un argument déjà mobilisé au sein des Amis de la Terre lors de la constitution du RAT et pendant les municipales au sein de Paris-Ecologie²⁶¹². Sa récurrence traduit un trait saillant de la

²⁶⁰⁹ *Ibidem*.

²⁶¹⁰ Pierre Radanne, « Lettre ouverte à Lebreton », in Claude-Marie Vadrot, *L'écologie. Histoire d'une subversion, op. cit.*, p. 125.

²⁶¹¹ *Ibidem*.

²⁶¹² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Note « En vue du fonctionnement des Amis de la Terre ». Juin 1974.

culture politique écologiste alors en constitution²⁶¹³ mais sa prégnance ne doit pas conduire à être dupe de son utilisation politique dans les débats qui agitent la nébuleuse. Mettre en avant l'attachement des groupes locaux à leur pouvoir de décision autonome est en effet un procédé régulièrement utilisé pour masquer les implications personnelles et stratégiques de ces querelles. En le définissant par le combat contre une notion – le productivisme –, Philippe Lebreton voit dans l'écologisme une alternative en tant que telle, qui n'aurait nul besoin de médiation politique extérieure pour exister. En fustigeant cette tentation centraliste, Pierre Radanne dénonce avant tout la volonté de renvoyer dos-à-dos la gauche et la droite. Cela n'a rien de surprenant dans la mesure où les Amis de la Terre de Lille sont engagés depuis les municipales de 1977 dans un dialogue certes conflictuel mais fructueux avec le PS et la CFDT, qui conduit à la mise en place de Maison de la Nature et de l'Environnement à Lille²⁶¹⁴.

La mise en place d'Ecologie 78 se révèle donc être une tâche beaucoup plus délicate que Philippe Lebreton feint de le croire dans sa lettre du 20 mai 1977 puisqu'au travers de ce collectif, c'est une certaine définition de l'écologisme, de sa démarche et son programme qui est proposée.

Dans la mesure où aucun groupe n'est assez influent pour incarner la nébuleuse à lui seul, plusieurs groupes se découvrent soudain une fibre écologiste qu'ils s'ignoraient et cherchent à intégrer le collectif, voire à en prendre le contrôle. Philippe Lebreton est par exemple contacté par Denis Clair²⁶¹⁵, qui dirige l'organisation Temps Nouveaux. Celui-ci lui propose de rejoindre le comité central du mouvement, également appelé Union Ecologiste²⁶¹⁶. Les objectifs de cette structure qui, sauf erreur de notre part, se consacre avant 1977 à des activités d'édition²⁶¹⁷, sont incontestablement ambitieux. Il s'agit en effet d'élaborer un manifeste destiné à unir l'ensemble des écologistes et présenter des

²⁶¹³ Florence Faucher, *Les habits verts de la politique*, Paris, Presses de Science Po, 1999, p. 217.

²⁶¹⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Relations avec la mouvance ». « Appel aux associations écologiques du Nord-Pas-de-Calais » par le Groupe non-violent Louis Lecoin. 6 novembre 1976.

²⁶¹⁵ Il est probable qu'il s'agisse du pseudonyme de Jean-Maurice Bugat, directeur de *Jeune Aquitaine* et de *L'Elan* pendant la Seconde guerre mondiale, deux journaux favorables à Pétain. Cf. « *L'Elan* (1941). Directeur Jean-Maurice Bugat (Denis Clair) », *Ourmedia*, <https://ia601209.us.archive.org/22/items/Lelan1941DirecteurJean-mauriceBugatdenisClair/LelanN620121941.jpg>, consulté le 20/11/13. Denis Clair poursuit après la guerre ses activités de journaliste et d'écrivains. Cf. Jean-Maurice Bugat (ps. Denis Clair), *Prières*, Butry-sur-Oise, Editions Temps Nouveaux, 1966.

²⁶¹⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Lettre de Denis Clair à Marie-Anne Wolf. 28 juillet 1977.

²⁶¹⁷ Dès 1965, Jean-Maurice Bugat (ps. Denis Clair) y édite son livre *Kennedy, l'Amérique et nous*, s.l., Editions Temps Nouveaux, 1965.

candidats à travers toute la France en désignant des délégués dans chaque circonscription²⁶¹⁸.

Au regard de la polémique qui oppose Pierre Radanne à Philippe Lebreton quelques mois plus tôt, on mesure l'irréalisme de ces propositions qui reposent sur une procédure à laquelle de nombreux militants ne souscriraient pas et qui paraît totalement mettre de côté les associations déjà bien implantées. De fait, loin de prôner une large concertation, Denis Clair entend au contraire privilégier les échanges entre personnes « responsables » pour éviter les « poids morts » et les « agités impuissants »²⁶¹⁹. Dans ces conditions, il est compréhensible que la réponse de Philippe Lebreton soit particulièrement circonspecte, affirmant que l'écologisme est ouvert à tous tout en refusant d'appartenir formellement à Temps Nouveaux pour finalement cesser tout contact avec eux à la fin août 1977²⁶²⁰.

Cet épisode d'un été, anecdotique en tant que tel, démontre par l'exemple combien la plasticité relative de l'écologisme peut rendre difficile et laborieuse sa coordination. Ces menées, qu'ils assimilent à une récupération politicienne, ont toutefois la vertu de renforcer la crédibilité d'Ecologie 78 qui apparaît alors comme un outil de clarification pour distinguer ce que serait le véritable écologiste de ses succédanés verdâtres.

En définitive, Temps Nouveaux est un épiphénomène qu'il est aisé d'écarter. Il en va tout autrement avec SOS Environnement, qui se structure au début de l'été 1977, avec pour ambition de proposer une offre politique écologiste alternative à Ecologie 78.

C'est aux lendemains des municipales de 1977 que Jean-Claude Delarue crée cette association en s'appuyant sur les candidats présentés à cette occasion par le Bureau des Associations Parisiennes de Défense de l'Environnement²⁶²¹. Son objectif est de proposer une offre politique structurée sur l'ensemble du territoire français. Un « manifeste d'écologie politique »²⁶²² est donc rédigé et SOS Environnement annonce dès juillet 1977 son intention de présenter vingt-cinq candidats aux prochaines législatives dans diverses circonscriptions d'Île-de-France²⁶²³. A l'évidence, une telle démarche, qui ne fait aucune référence à Ecologie 78 ou à une éventuelle stratégie d'alliance avec les autres tendances

²⁶¹⁸ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Lettre de Marie-Anne Wolf à Philippe Lebreton. 16 août 1977.

²⁶¹⁹ *Ibid.* Lettre de Marie-Anne Wolf à Philippe Lebreton. 20 août 1977.

²⁶²⁰ *Ibid.* Lettre de Philippe Lebreton à Denis Clair. 18 août 1977.

²⁶²¹ BDIC. Fonds PSU. F Δ 703/28. Brochure *SOS-Environnement*, supplément au n°15 des *Républiques françaises*. Juin 1977, p. 1.

²⁶²² *Ibidem.*

²⁶²³ *Ibid.*, p. 3.

de l'écologie français, s'explique par la volonté d'aborder d'éventuelles négociations à venir avec les autres écologistes en position de force, notamment sur la question des investitures. Les promoteurs d'Ecologie 78 ne s'y trompent pas et insistent sur la nécessité d'être présents aux législatives pour ne pas laisser le champ libre à SOS Environnement, dénoncés comme un ersatz du véritable écologie²⁶²⁴.

De fait, durant l'automne 1977, des négociations réunissent SOS Environnement et Ecologie 78 pour présenter des candidats communs sous la même étiquette et ainsi éviter que deux écologistes soient en concurrence dans une même circonscription²⁶²⁵. Ces discussions achoppent sur le relatif désintérêt des membres de SOS Environnement à propos du nucléaire – central pour de nombreux animateurs d'Ecologie 78²⁶²⁶ – et plus largement sur la manière dont les uns et les autres envisagent l'action politique et le militantisme²⁶²⁷. De fait, pour de nombreux écologistes héritiers d'une culture politique gauchiste, l'image policée et le profil gestionnaire de leurs alliés potentiels soulèvent nombre de réserves. Dans les colonnes de *La Gueule Ouverte*, Arthur commente ces réticences en observateur amusé : « Les anciens, les barbus, ne reconnaissent pas leurs nouveaux alliés. Quoi ? ça, des écologistes ? Des mecs qu'on a [sic] jamais vus sur le terrain, banderoles à la main ? »²⁶²⁸. Ainsi, le journaliste, pourtant peu suspect de complaisance à l'égard du centrisme et de la modération en politique critique le fait que pour certains, « descendre un week-end à Malville » soit un acte plus militant « que de passer des nuits blanches à faire un dossier anti-autoroute »²⁶²⁹. Au bout du compte, aux yeux d'Arthur, cette hiérarchisation dans le militantisme est avant tout une excuse pour justifier des mésententes et des rivalités personnelles²⁶³⁰.

En dépit d'une défiance réciproque, la complémentarité de l'implantation militante des deux parties facilite les négociations car Ecologie 78 ne peut prétendre mener une campagne nationale sans être présente en Ile-de-France, où SOS Environnement est

²⁶²⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement écologique. Courrier. Groupe. Presse ». Lettre d'Antoine Waechter à Pierre-Alain Broussault. 20 août 1977.

²⁶²⁵ Catherine Découan, « Les charmes de la vie parisienne », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°183, 10 novembre 1977, p. 3.

²⁶²⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050221/4. Agenda des Amis de la Terre, réunion du 1^{er} décembre 1977.

²⁶²⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Lettre de François de Beaulieu aux autres porte-paroles d'Ecologie 78. 20 décembre 1977.

²⁶²⁸ Arthur, « Ouverture », *La Gueule Ouverte*, n°194, 26 janvier 1978, p. 2.

²⁶²⁹ Arthur, « Elections : les verts à toutes les sauces », *La Gueule Ouverte*, n°195, 2 février 1978, p. 5.

²⁶³⁰ *Ibidem*.

particulièrement bien implanté²⁶³¹. A l'inverse, ce dernier ne dispose que de rares relais en province, insuffisants dans tous les cas pour présenter un nombre crédible de candidats aux législatives²⁶³². Malgré un contentieux hérité des municipales entre Jean-Claude Delarue, animateur de SOS Environnement, et les Amis de la Terre de Paris²⁶³³, un accord est finalement conclu le 18 décembre 1977, scellant ainsi l'alliance électorale entre SOS Environnement et Ecologie 78²⁶³⁴.

Il s'avère en revanche impossible à Ecologie 78 de parvenir à un accord avec le Front Autogestionnaire, cartel électoral essentiellement animé par le PSU et créé à la fin du mois de septembre 1977²⁶³⁵. Son objectif est de concrétiser sur un plan politique un courant autogestionnaire latent. Selon l'analyse du PSU, l'écologie, en tant que mouvement social et regard spécifique porté sur la société, serait l'une des composantes parmi d'autres²⁶³⁶. De manière plus pragmatique, la constitution du Front Autogestionnaire vise à proposer une offre politique crédible et distincte de l'Union de la gauche dans la perspective des élections législatives de 1978²⁶³⁷. En fédérant ce courant, le PSU entend ainsi enrayer l'hémorragie militante et électorale qu'il subit depuis 1973²⁶³⁸. Dans les faits, lors de sa création, le Front Autogestionnaire est essentiellement composé du PSU et du MAN, le Mouvement pour une Alternative Non-violente, animé par Jean-Marie Muller, qui promeut une approche politique des théories de la non-violence, et ne rassemble que les sympathisants habituels de ces mouvements²⁶³⁹.

Après avoir nourri un bref instant l'espoir d'un ralliement des écologistes à la stratégie du Front Autogestionnaire au nom de la solidarité des luttes sur le terrain, le PSU tente de négocier une répartition des circonscriptions ou, selon les cas, une investiture commune pour certains candidats²⁶⁴⁰. Une telle proposition témoigne d'une évolution des rapports

²⁶³¹ Catherine Découan, « Les charmes de la vie parisienne », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°183, 10 novembre 1977, p. 3.

²⁶³² *Ibidem*.

²⁶³³ Arthur, « La myopie reprend du poil de la bête », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°188, 15 décembre 1977, p. 14.

²⁶³⁴ « Protocole d'accord entre diverses associations et groupes régionaux ou locaux adhérents à la plateforme écologique », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°190, 29 décembre 1977, p. 13.

²⁶³⁵ CHT. Fonds PSU. PSU 8 bis. « Décisions de la DPN [Direction Politique Nationale] concernant les élections législatives. 24-25 septembre 1977 ».

²⁶³⁶ *Ibidem*.

²⁶³⁷ *Ibid.* « Résolution politique de la DPN ». S.d. [23-24 avril 1977].

²⁶³⁸ *Ibid.* Yvan Craipeau, « Note sur les résultats électoraux et la politique du parti ». 1-2 avril 1978.

²⁶³⁹ *Ibid.* Complément au rapport du Bureau National [du PSU]. 28 mars 1978.

²⁶⁴⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre, réunion du 10 novembre 1977.

de force entre le PSU et les écologistes. En effet, ces derniers étaient considérés jusqu'alors par la direction du PSU comme les représentants d'une lutte sur le terrain et non pas comme un interlocuteur politique à part entière²⁶⁴¹. Les scores élevés réalisés par les écologistes à l'occasion des municipales changent le rapport de force entre les deux mouvements, favorisant l'intransigeance des animateurs d'Ecologie 78.

Il n'en reste pas moins que la concurrence entre le Front Autogestionnaire et Ecologie 78 blesse les militants les plus attachés à l'union des luttes sur le terrain. Ainsi, en novembre 1977, *La Gueule Ouverte* organise une grande table-ronde sur la stratégie électorale réunissant d'une part le PSU et le MAN et Ecologie 78 de l'autre²⁶⁴². Très vite, il s'avère qu'au-delà des réelles convergences entre les programmes, le principal point de clivage reste la question des rapports aux grands partis de gauche. Michel Mousel, secrétaire national du PSU, voit dans les écologistes une composante parmi d'autres d'une démarche de contestation radicale, anticapitaliste et libertaire²⁶⁴³. Jean-Marie Muller, du MAN, va dans le même sens ; à ses yeux, l'écologisme n'est pas une alternative politique en tant que telle car celle-ci passerait par un dialogue conflictuel avec les partis de gauche²⁶⁴⁴. A l'inverse, les représentants d'Ecologie 78 voient dans tout accord, même tacite, avec les grands partis de gauche, une compromission avec des appareils politiques qui n'ont d'autre but que de conquérir le pouvoir²⁶⁴⁵. Cette réticence à l'égard du champ politique n'est pas nouvelle chez les écologistes mais elle est renforcée, au cours de l'année 1977, par l'attitude du PS et du PCF, qui chacun de leur côté, annoncent leur ralliement à la dissuasion nucléaire²⁶⁴⁶.

La confrontation des arguments respectifs du Front Autogestionnaire et d'Ecologie 78 démontre l'entrelacement des questions stratégiques et idéologiques. Au sens du Front Autogestionnaire, la référence au mouvement ouvrier a encore un poids certain au contraire des écologistes se situant explicitement hors de toute idée de centralité

²⁶⁴¹ En mai 1976, dans l'optique des municipales de 1977, la DPN du PSU n'envisage des alliances politiques que dans la mesure où elles prendraient comme pivot la lutte des classes et non pas des considérations « infrapolitiques » telles que l'écologie. CHT. Fonds PSU. PSU 8 bis. « Texte programme : avant-projet du Chapitre 1 : programme d'unité populaire et alliance de classes. DPN des 29-30 mai 1976 ».

²⁶⁴² Georges Didier, « Ecologie 78. Autonomie, alliance ou récupération électorales ? Table ronde avec le PSU, le MAN et Ecologie 78 », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°183, 10 novembre 1977.

²⁶⁴³ *Ibid.*, p. 7.

²⁶⁴⁴ *Ibidem.*

²⁶⁴⁵ *Ibidem.*

²⁶⁴⁶ « Questions à la gauche sur la « défense » nucléaire. Texte signé par de nombreuses personnes et associations (MAN, Amis de la Terre de Paris, PSU, MDPL). Secrétariat assuré par J. Sémelin », *La Gueule Ouverte*, n°158, 18 mai 1977, p. 1.

ouvrière²⁶⁴⁷. Une divergence d'analyse semblable oppose les deux mouvements à l'égard d'une possible victoire de la gauche qui, aux yeux des représentants d'Ecologie 78, ne changera rien quant à l'essentiel. Ce débat consacre donc les débuts véritables d'une stratégie d'autonomie des écologistes passant par la récusation du clivage gauche-droite qu'Antoine Waechter incarne et poursuit au sein des Verts jusqu'au début des années quatre-vingt dix²⁶⁴⁸. Les contacts approfondis menés à l'échelle locale n'entravent pas un processus de différenciation politique et organisationnel structurant²⁶⁴⁹.

Aux termes de plusieurs mois de négociations, Ecologie 78 incarne donc une stratégie de différenciation à l'égard des autres sensibilités politiques proches dans une volonté de rassemblement de l'ensemble des écologistes. La création de ce collectif, dont la participation aux élections législatives est la raison d'être, ne suscitent cependant pas l'enthousiasme de l'ensemble de la nébuleuse.

Certains groupes écologistes locaux choisissent ainsi de ne pas présenter de candidats aux législatives pour manifester leur désaccord avec le système parlementaire en place. Ainsi, dans la huitième circonscription du Val-de-Marne (qui couvre notamment la commune d'Orly), le groupe de Villeneuve-Saint-Georges, créé dans la foulée des municipales de 1977, choisit de mener une contre-campagne²⁶⁵⁰. Souhaitant mettre en cause les formes traditionnelles de scrutin et promouvoir la démocratie directe, le groupe adresse un questionnaire à chaque candidat lui demandant, en cas d'élection, de démissionner de son mandat de député dans le cas où les intérêts du parti l'amèneraient à sacrifier les intérêts d'une partie de la circonscription²⁶⁵¹. Néanmoins, l'animateur de ce groupe reconnaît qu'à l'heure des élections seuls les écologistes candidats sont véritablement audibles de la population²⁶⁵².

Ecologie 78 est par ailleurs fragilisée par les réserves réitérées exprimées par le Réseau des Amis de la Terre (RAT), qui refuse de participer en tant que tel au collectif. En effet, contrairement aux animateurs du Mouvement écologique, les Amis de la Terre considèrent que la rupture de l'Union de la gauche, qui survient dans le courant du mois

²⁶⁴⁷ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 133.

²⁶⁴⁸ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération verte, op. cit.*, pp. 120 sqq.

²⁶⁴⁹ *Ibidem*.

²⁶⁵⁰ Catherine Découan, « Qu'elle était verte ma banlieue », *La Gueule Ouverte*, n°199, 2 mars 1978, p. 3.

²⁶⁵¹ *Ibidem*.

²⁶⁵² *Ibidem*.

de septembre 1977, n'est pas qu'une simple péripétie politique²⁶⁵³. Aux yeux des Amis de la Terre, cet événement annonce une évolution du PS dans un sens conforme aux idées des écologistes²⁶⁵⁴. Dans ces conditions, l'opposition frontale à l'ensemble des partis politiques ne serait pas une solution efficace : les Amis de la Terre proposent de dresser une liste de mesures d'urgences avec l'idée de ne pas présenter de candidats écologistes dans les circonscriptions où d'autres partis accepteraient de reprendre ces idées et s'engageraient à les faire appliquer²⁶⁵⁵. Devant le refus d'Ecologie 78, le RAT déclare que chaque groupe local est laissé libre de son attitude, qui peut aller de la participation à Ecologie 78 à l'abstention, en passant par le ralliement au Front Autogestionnaire²⁶⁵⁶.

Ecologie 78 est donc une association instable entre des sensibilités différentes, dont le périmètre est constamment remis en cause à l'extérieur comme à l'intérieur mais qui parvient à agréger une large part des composantes de la nébuleuse écologiste : les grandes fédérations écologistes et antinucléaires qui animent le Mouvement écologique (le MERA, les Alsaciens, le CRIN de Bretagne), SOS Environnement et les Amis de la Terre, qui, malgré leurs réserves, entendent ne pas laisser le monopole de l'expression de l'écologie politique à ses concurrents²⁶⁵⁷.

Une fois la création d'Ecologie 78 actée, il reste aux différentes parties prenantes à s'entendre sur la finalité de ce regroupement. S'agit-il d'un simple cartel électoral, constitué dans le seul but de couvrir le maximum de circonscription et de réaliser les meilleurs scores possibles ? Est-ce au contraire un collectif, autrement dit une structure pérenne établissant des règles contraignantes s'imposant aux différentes parties prenantes ? L'analyse des pratiques mises en œuvre au sein d'Ecologie 78, notamment dans la désignation des candidats, doit permettre de trancher.

b. La force d'une organisation faible

Plus de neuf mois sont nécessaires aux partenaires pour s'entendre sur la délimitation d'Ecologie 78, son programme et son mode de fonctionnement. En définitive, cette

²⁶⁵³ Laurent Samuel, « Deux cents candidats à l'écociété », *Le Sauvage*, n°51, mars 1978, p. 21.

²⁶⁵⁴ *Ibidem*.

²⁶⁵⁵ *Ibidem*.

²⁶⁵⁶ « Communiqué du Réseau des Amis de la Terre », *Le Courrier de la Baleine*, n°33, février 1978, p. 1.

²⁶⁵⁷ Arthur, « Coup de théâtre à Eco 78 ! Alphonse Dupont quitte la salle », *La Gueule Ouverte*, n°186, 1^{er} décembre 1977, p. 20.

structure est constituée d'un noyau de huit porte-paroles dont la seule vocation est l'expression médiatique des positions de l'ensemble des groupes et la synthèse d'un programme à partir des propositions de la nébuleuse²⁶⁵⁸. Une extrême sensibilité à toute procédure qui pourrait s'apparenter à une démarche centralisatrice ou bureaucratique imprime sa marque sur le fonctionnement du collectif²⁶⁵⁹.

Il serait tentant de voir derrière la mise en place laborieuse d'Ecologie 78 et les multiples incidents et coups de théâtres qui émaillent la campagne électorale le signe d'une difficulté voire d'une incapacité des écologistes à s'insérer efficacement dans le champ politique, à en adopter les pratiques autour d'une structure partidulaire forte : ces échecs seraient alors le signe et l'explication de la faiblesse structurelle de l'écologisme français²⁶⁶⁰. Une telle analyse peut susciter quelques réserves car elle participe plus largement d'un « lien commun historiographique »²⁶⁶¹ qui postulerait la faiblesse de l'ensemble des partis politiques français. Dans cette perspective, seul le Parti communiste français ferait exception car son réseau hiérarchisé d'innombrables militants et son organisation bureaucratique rationnelle seraient un gage de puissance et d'efficacité²⁶⁶². Ecologie 78 ne répond évidemment pas à cette description mais, comme tout groupement politique, fût-il faible, elle se caractérise par l'existence de règles qu'il faut analyser²⁶⁶³.

De fait, Ecologie 78 vaut davantage que par la simple somme de ses composantes car les contraintes qui président à sa création amènent ses organisateurs à mettre en œuvre des procédures de concertation, de délibération et de représentation – dont certaines ont déjà été expérimentées dans le cadre de Paris Ecologie – permettant de maîtriser la diversité de l'écologisme dans le cadre d'un organe d'expression commun exposant un programme cohérent. Ainsi, dans les difficultés rencontrées comme dans les solutions apportées, ce collectif, à l'origine temporaire, apparaît comme l'une des matrices partidulaires de l'écologisme français.

« Une réunion d'écologistes ressort de la psychothérapie de groupe et du défoulement surréaliste. Sortir une phrase intelligible et commune de ce foutoir tient du miracle. Et

²⁶⁵⁸ *Ibidem*.

²⁶⁵⁹ *Ibidem*.

²⁶⁶⁰ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, PUF, 2000, p. 3.

²⁶⁶¹ Julien Fretel, Rémi Lefebvre, « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique », in Michel Offerlé, Henry Rousso (dir.), *La fabrique interdisciplinaire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 149.

²⁶⁶² *Ibidem*.

²⁶⁶³ *Ibid.*, p. 172.

pourtant, Mesdames et Messieurs, ça marche »²⁶⁶⁴. L'anarchie des réunions écologistes et leur caractère interminable et peu constructif sont des thèmes récurrents des chroniques de la campagne des législatives et au-delà²⁶⁶⁵. Comme le relève Catherine Découan, « les réunions écologiques servent généralement à élaborer douloureusement un texte collectif et à fixer la date de la prochaine réunion au cours de laquelle le dit texte, remanié entre temps au niveau local pourra être discuté et définitivement adopté au niveau national »²⁶⁶⁶.

De fait, le fonctionnement quotidien d'Ecologie 78 s'avère chaotique et laborieux. D'une part, le principe d'égalité de dignité entre les groupes et les individus explique que lors des réunions chacun soit légitime pour prendre la parole et exprimer ses positions²⁶⁶⁷. D'autre part, la réticence à accepter le principe de la représentation politique se traduit parfois par la pratique du mandat impératif²⁶⁶⁸ qui fige les positions et rend très difficile une prise de décision collective. Lors de la réunion du Larzac par exemple, les délégués ploient sous le poids des scrupules, s'interrogeant sur leur statut de représentant, s'inquiétant des risques de récupération inhérents à toute action politique²⁶⁶⁹. De ce fait, cette réunion n'aboutit à aucun résultat concret²⁶⁷⁰.

Il serait pourtant excessif de ne voir dans ces rassemblements qu'une manifestation du pittoresque des pratiques écologistes. En effet, ils permettent, par la possibilité laissée à chacun de s'exprimer, d'affirmer la cohérence du collectif en faisant de sa diversité sa principale caractéristique identitaire. Dès lors, la procrastination, érigée par la force des choses en règle de fonctionnement, conduit au constat des divergences, notamment sur le plan stratégique, sans interrompre le processus d'élaboration programmatique et surtout sans considérer pour autant que les positions des uns et des autres sont irrémédiablement opposées, sauvegardant ainsi l'essentiel.

Cette approche, qui mêle pragmatisme et positions de principe, se retrouve dans la manière dont ce collectif est dirigé. De manière classique, l'appellation des fonctions évite toute allusion à un mode d'organisation hiérarchisée et bureaucratique. Il serait par

²⁶⁶⁴ Arthur, « Sous-marins », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°185, 24 novembre 1977, p. 18.

²⁶⁶⁵ Florence Faucher, *Les habits verts de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p. 172.

²⁶⁶⁶ Catherine Découan, « Ecologie 78 », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°176, 22 septembre 1977, p. 3.

²⁶⁶⁷ Les AT Caen, « Bonnet », *La Gueule Ouverte*, n°176, 22 septembre 1977, p. 9.

²⁶⁶⁸ Catherine Découan, « Non-désistement », *La Gueule Ouverte*, n°185, 24 novembre 1977, p. 19.

²⁶⁶⁹ Arthur, « Les écolos aux élections », *La Gueule Ouverte*, n°172, 25 août 1977, p. 5.

²⁶⁷⁰ *Ibidem*.

exemple hors de question de créer une fonction de président ou de secrétaire national qui évoqueraient le modèle du PCF, incontestablement répulsif. Plus largement, la défiance à l'égard des organisations hiérarchisées, toujours susceptibles d'être atteintes de la « maladie oligarchique des partis démocratiques »²⁶⁷¹, par laquelle les chefs s'affranchissent du contrôle de la base, ne cherchant qu'à conforter leur pouvoir, est particulièrement prégnante.

Ainsi, à l'occasion de la réunion du Havre (17-18 septembre 1977), les participants décident de nommer des porte-paroles du mouvement dont l'unique fonction est de faire le lien avec la presse²⁶⁷². Cette phase de la réunion commence classiquement par une déploration de l'influence des médias sur les consciences même si, en définitive, chacun s'accorde à reconnaître qu'il est fondamental que la parole écologiste soit entendue de tous²⁶⁷³. Il est alors piquant de constater que Brice Lalonde, régulièrement critiqué pour être trop présent dans les médias et absent de la réunion du Havre, est malgré tout élu porte-parole aux côtés de sept autres animateurs du mouvement²⁶⁷⁴. Ainsi, la hantise sans cesse réaffirmée d'une personnalisation du mouvement écologiste n'empêche pas la désignation de représentants, en principe par les militants de base, en réalité par les quelques quarante personnes présentes, chargés de parler au nom des écologistes.

La question des porte-paroles illustre une difficulté majeure pour les parties prenantes d'Ecologie 78 qui participent au champ politique tout en aspirant à en subvertir les règles, craignant de voir leur pureté militante entachée par l'exercice de fonctions électives. Guy Demenge, délégué provisoire d'Ecologie 78 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, lui-même candidat dans la deuxième circonscription du Var, insiste sur l'importance d'une éthique personnelle faisant appel à l'esprit de responsabilité du candidat plutôt que de normes qui s'imposeraient à lui²⁶⁷⁵. Cette déontologie des mandatés se traduit à la fois par des procédures spécifiques de désignation (refus du parachutage, désignation démocratique) et par l'édiction de principes à suivre en cas d'élection. Ainsi, un député écologiste élu se devrait de faire des comptes-rendus réguliers de son action pour informer les autres

²⁶⁷¹ Robert Michels, *Les Partis Politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Ernest Flammarion, éditeur, 1914, p. 271.

²⁶⁷² Catherine Découan, « Ecologie 78 », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°176, 22 septembre 1977, p. 3.

²⁶⁷³ *Ibidem*.

²⁶⁷⁴ *Ibidem*.

²⁶⁷⁵ Yves-Bruno Civel, « Des candidats peu ordinaires », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°187, 8 décembre 1977, p. 7.

militants de l'évolution des actions entreprises²⁶⁷⁶. Il lui serait également interdit de cumuler des mandats ou de se représenter car, selon Guy Demenge, « le pouvoir corrompt »²⁶⁷⁷.

Ainsi, pour rendre acceptable par tous le principe d'une participation des écologistes aux élections législatives, Ecologie 78 cherche à nier la spécificité du champ politique en lui appliquant des procédures propres à l'univers des associations, telles la rotation des tâches ou le mandat impératif et plus largement la référence constante à la base. De même, le sens de l'élection est détourné car l'objectif principal présenté n'est pas d'obtenir des élus mais d'entraîner un retour des citoyens à la politique définie comme la gestion de la cité par chacun²⁶⁷⁸. Deux pratiques de la politique sont ici distinguées, l'une noble, l'autre vulgaire car tournée uniquement vers la conquête et l'exercice du pouvoir²⁶⁷⁹. Dans cette perspective, le refus réitéré de tout « désistement »²⁶⁸⁰ – terme alors employé par les écologistes pour désigner plus exactement l'appel à voter pour un autre candidat lors du second tour – ne peut être uniquement interprété comme une démarche idéologique d'affirmation de l'originalité de l'écologisme. Dans un contexte où l'électorat écologiste se recrute aussi bien à droite qu'à gauche et où les groupes locaux ont eux-mêmes des positions très diverses, le refus de se prononcer sur le second tour permet de se mettre symboliquement à l'écart de la compétition politique et de maintenir la fiction d'une unité des écologistes.

Ainsi, les dysfonctionnements, les lenteurs et les prises de positions divergentes traduisent certes une désorganisation des écologistes mais ces pratiques permettent également un fonctionnement en commun. La faiblesse d'Ecologie 78 est donc la seule solution envisageable pour que ce collectif ait une quelconque efficacité. A cet égard, sa principale réussite est d'avoir incarné l'expression politique des écologistes durant la campagne.

Au niveau des groupes locaux, la mise en place d'Ecologie 78 permet en outre une homogénéisation de l'écologie politique française, prélude à la création d'une structure partidulaire commune. En effet, les contraintes inhérentes au mode de scrutin, à savoir la

²⁶⁷⁶ *Ibidem*.

²⁶⁷⁷ *Ibidem*.

²⁶⁷⁸ *Ibidem*.

²⁶⁷⁹ Julien Barroche, « La subsidiarité chez Jacques Delors. Du socialisme chrétien au fédéralisme européen », *Politique européenne*, 2007/3, n°23, p. 163.

²⁶⁸⁰ Laurent Samuel, « Deux cents candidats à l'écologie », *Le Sauvage*, n°51, mars 1978, p. 21.

présentation d'un candidat unique dans chaque circonscription, semble amener les écologistes à se concerter entre associations pour tenter de s'accorder sur des positions communes tout en s'insérant dans un collectif national.

Dans les Yvelines, c'est la perspective des élections législatives qui conduit le comité antinucléaire de la Celle Saint-Cloud – Bougival à s'affilier à la CANIF²⁶⁸¹ et au Mouvement écologique²⁶⁸². Il entre ainsi en contact avec leur homologue de Meulan ainsi qu'avec André Hautot, animateur de SOS Environnement à Versailles dans un souci d'empêcher la concurrence des candidats dans une même circonscription²⁶⁸³. Ces contacts aboutissent à la création d'une coordination-élection commune entre les groupes des Yvelines et des Hauts-de-Seine qui considèrent que ce regroupement permettra de mieux peser sur le collectif national Ecologie 78, notamment par la désignation de délégués régionaux²⁶⁸⁴. De nombreux groupes actifs à l'échelle d'une ville ou d'un arrondissement paraissent mener des réflexions similaires. La rubrique « sur le terrain », publiée chaque semaine dans *La Gueule Ouverte*, fourmille d'annonces de réunions et d'assemblées générales destinées à déterminer une position commune à l'égard des législatives²⁶⁸⁵.

Cette tendance à la concertation n'empêche pas l'apparition de vives polémiques, en particulier en Ile-de-France. En effet, dès le mois de juillet 1977, SOS Environnement annonce sa volonté de présenter vingt-cinq candidats en Île-de-France, ce que de nombreux groupes considèrent comme une forme de parachutage et de mépris à l'encontre des militants déjà investis sur le terrain²⁶⁸⁶. Lors des assises d'Ecologie 78 à Nantes en janvier 1978, destinées à officialiser les investitures des candidats, vingt-quatre cas litigieux sont encore recensés²⁶⁸⁷. Ainsi, dans la neuvième circonscription de Seine-Saint-Denis (Gagny, Livry-Gargan), les membres du Comité de Réflexion et d'Information sur le Nucléaire de Livry-Gargan s'opposent à la candidature de Michel Prémat, issu de SOS Environnement²⁶⁸⁸. Ce dernier a en effet figuré en tête de liste lors des municipales de 1977 au nom de l'Union Démocratique pour la Sauvegarde de

²⁶⁸¹ Comité Anti-Nucléaire d'Ile-de-France.

²⁶⁸² MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Lettre d'Alex Néri au nom du comité antinucléaire de La Celle Saint-Cloud – Bougival. 18 octobre 1977.

²⁶⁸³ *Ibidem*.

²⁶⁸⁴ *Ibid.* Compte-rendu de la coordination élection 78-92. 5 novembre 1977.

²⁶⁸⁵ « Sur le terrain », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°187, 8 décembre 1977, p. 16, n°188, 15 décembre 1977, p. 17.

²⁶⁸⁶ *Ibid.* Compte-rendu d'une réunion du comité antinucléaire de La Celle Saint-Cloud – Bougival. S.d. [c. novembre 1977].

²⁶⁸⁷ Catherine Découan, « Histoire de famille », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent*, n°193, 19 janvier 1978, p. 11.

²⁶⁸⁸ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Lettre de Guy Gallerand à Ecologie 78. 28 janvier 1978.

Montfermeil, soutenue par le RPR, le PR et le CDS²⁶⁸⁹. Ces écologistes antinucléaires considèrent donc que Michel Prémat ne peut représenter l'écologie après avoir été soutenu par un « cartel droitier »²⁶⁹⁰.

Ces controverses, dont les rebondissements sont nombreux, semblent mal vécues au sein de la nébuleuse écologiste comme en témoigne Laurent Samuel :

« Avec les législatives, le mouvement écologique est donc entré dans une triste ronde de manœuvres, de ruptures, de procès, de double langage et ravaudages de dernière heure. Le tout laisse une impression de malaise, et ces querelles relèguent au second plan le « message », les questions de fond qui ont motivé la présence d'écologistes aux législatives »²⁶⁹¹.

Il n'en demeure pas moins que le nombre de candidatures dissidentes reste limité et qu'Ecologie 78 s'impose, malgré le Front Autogestionnaire et les candidats indépendants, comme la médiation politique principale des écologistes lors des législatives.

Il est vrai que certains groupes écologistes locaux choisissent parfois de ne pas adopter le label Ecologie 78 pour rejoindre le Front Autogestionnaire. Ainsi, sur les deux cents trente candidats du Front Autogestionnaire, cinquante-sept ne sont pas membres du PSU (24,8 %), étant soit des syndicalistes, soit des écologistes²⁶⁹². Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine d'une telle décision.

Dans un certain nombre de cas, rejoindre le Front Autogestionnaire est un moyen pour les écologistes de protester contre la désignation d'un membre de SOS Environnement comme candidat Ecologie 78²⁶⁹³. C'est par exemple le cas dans la deuxième circonscription de l'Essonne où Michel Martin, membre des Amis de la Terre de Ballancourt, se présente sous l'étiquette Front Autogestionnaire²⁶⁹⁴. De même, dans la quatrième circonscription du Val-de-Marne, le groupe écologiste d'Alfortville rallie le candidat du Front Autogestionnaire, Maurice Thomas, laissant l'étiquette Ecologie 78 à Georges Borde, venu de SOS Environnement²⁶⁹⁵.

Dans d'autres cas, les accords locaux entre autogestionnaires et écologistes constituent l'aboutissement de collaborations nouées de longue date. Ainsi, dans la deuxième

²⁶⁸⁹ *Ibidem.*

²⁶⁹⁰ *Ibidem.*

²⁶⁹¹ Laurent Samuel, « Deux cents candidats à l'écosociété », *Le Sauvage*, n°51, mars 1978, p. 21.

²⁶⁹² CHT. Fonds PSU. PSU 16. « Liste des candidats PSU ou Front Autogestionnaire (élections législatives de 1978) ». S.d. [mars 1978].

²⁶⁹³ Catherine Découan, « Qu'elle était verte ma banlieue », *La Gueule Ouverte*, n°199, 2 mars 1978, p. 3.

²⁶⁹⁴ CHT. Fonds PSU. PSU 16. « Liste des candidats PSU ou Front Autogestionnaire (élections législatives de 1978) ». S.d. [mars 1978].

²⁶⁹⁵ Catherine Découan, « Qu'elle était verte ma banlieue », *La Gueule Ouverte*, n°199, 2 mars 1978, p. 3.

circonscription de l'Isère, Geneviève Jonot se présente sous l'étiquette Ecologie et Autogestion au nom d'un collectif qui insiste sur le caractère indissociable des deux termes, considérant qu'une écologie appliquée sans démarche autogestionnaire n'aboutirait qu'à des solutions technocratiques²⁶⁹⁶.

Plusieurs indices laissent néanmoins à penser que les circonscriptions dans lesquelles une alliance officielle se noue entre écologistes et autogestionnaires restent peu nombreuses à l'échelle nationale. Les archives de la Commission législative du PSU abondent d'observations de responsables locaux soulignant par exemple que le « PSU cherche une militante écolo [mais] n'a pas encore de réponse »²⁶⁹⁷ ou encore que c'est « à titre personnel » que quelques militants du cadre de vie soutiennent la candidature du secrétaire fédéral du PSU dans les Alpes-Maritimes²⁶⁹⁸. A Marseille, le PSU local regrette de ne pouvoir s'entendre avec Ecologie 78 alors que les militants des deux groupes participent ensemble aux grands rassemblements à Malville et sur le Larzac²⁶⁹⁹. A la lecture de la lettre, les divergences semblent devoir s'expliquer avant tout par le souvenir d'une campagne municipale durant laquelle les relations entre écologistes et militants d'extrême gauche, rassemblés sur une liste commune, ont été tendues²⁷⁰⁰.

De fait, les circonscriptions dans lesquelles se réalise un plein accord entre écologistes et membres du PSU sont nettement moins nombreuses que les dirigeants de ce dernier ne l'avaient espéré. S'il est parfois difficile de distinguer durant la campagne les propositions d'Ecologie 78 et du Front Autogestionnaire²⁷⁰¹, il n'en reste pas moins que la majorité des écologistes optent pour une stratégie d'autonomie politique.

Figure 22. Profil des candidats écologistes aux élections législatives²⁷⁰²

²⁶⁹⁶ « Ecologie et autogestion (2^e circonscription de l'Isère) », *La Gueule Ouverte*, n°195, 2 février 1978, p. 7.

²⁶⁹⁷ CHT. Fonds PSU. PSU 16. Commission législative. 3^e circonscription des Hauts-de-Seine.

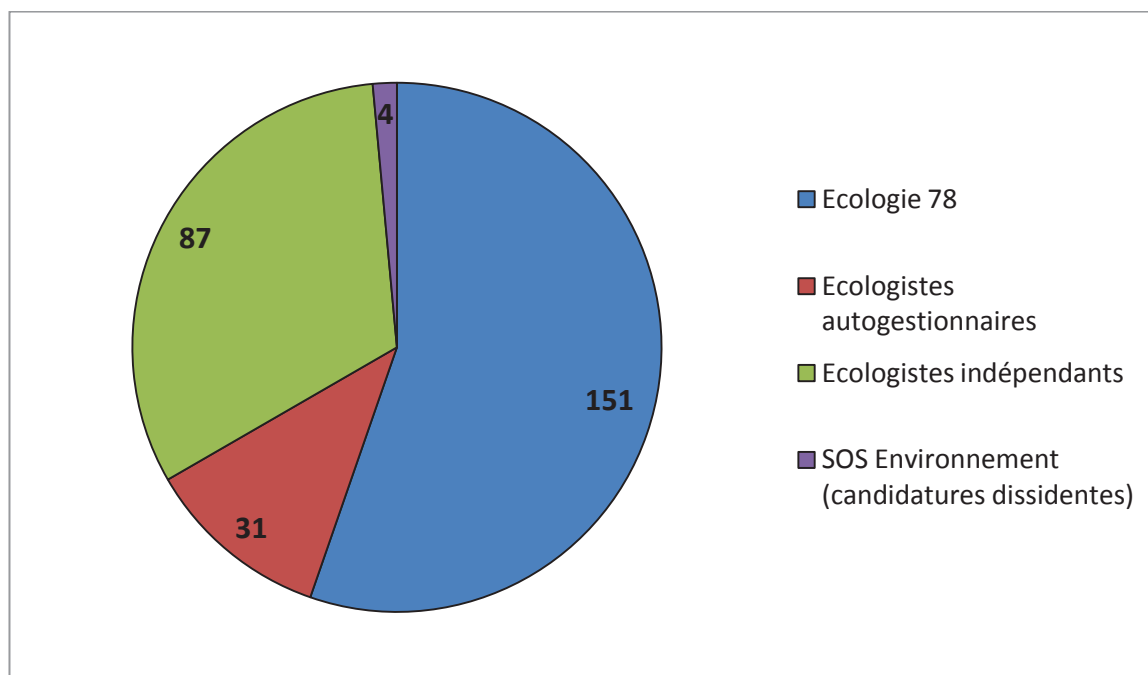
²⁶⁹⁸ *Ibid.* 2^e circonscription des Alpes-Maritimes.

²⁶⁹⁹ *Ibid.* Lettre ouverte du PSU à Ecologie 78 Marseille. S.d. [novembre 1977].

²⁷⁰⁰ *Ibidem.*

²⁷⁰¹ Jean-Marie Colombani, « Les « partis » écologistes », *Le Monde. Dossiers et documents*, s.d. [c. mars 1978], p. 82.

²⁷⁰² Base de données électorales – législatives.



Nous avons recensé deux-cents soixante-treize candidats se revendiquant de l'écologisme parmi lesquels 55,3 % sont investis par Ecologie 78²⁷⁰³. A leurs côtés, 11,4 % se revendiquent, sous des étiquettes diverses, d'une démarche alliant écologie et autogestion. De fait, si le collectif Ecologie 78 ne s'est pas imposé comme le label unique des écologistes aux élections législatives, il l'a incontestablement emporté face à la démarche proposée par le PSU qui se révèle largement minoritaire. Les écologistes autogestionnaires sont même moins nombreux que les écologistes indépendants (31,7 % de l'ensemble).

En définitive, la répartition des étiquettes sous lesquelles les écologistes se rangent à l'occasion des élections législatives traduit, malgré les controverses, un affermissement relatif de l'identité politique des écologistes qui se distinguent nettement de la nébuleuse de la gauche autogestionnaire avec laquelle ils entretiennent cependant de nombreux points communs. En dépit des difficultés et du fait même de sa faiblesse, Ecologie 78 parvient donc à incarner, le temps d'une élection, l'expression politique de l'écologisme français.

c. Un programme composite

²⁷⁰³ Base de donnée des groupes écologistes.

Au sein d'Ecologie 78, trois sensibilités différentes, les Amis de la Terre, le Mouvement écologique et SOS Environnement, s'efforcent de cohabiter et d'élaborer une proposition politique commune. Cette tâche s'annonce d'autant plus difficile que chacune des sensibilités a procédé, au préalable et en parallèle à la conclusion de l'accord électoral, à la mise au point de son propre programme dont les candidats, sur le terrain, sont libres de s'inspirer²⁷⁰⁴. Il en résulte une polyphonie de propositions qui donnent à voir les différentes visions des rapports entre l'homme et la nature promues au sein de la nébuleuse écologiste et qui contribue probablement à altérer la lisibilité de leur programme auprès des électeurs.

Parmi les trois composantes d'Ecologie 78, SOS Environnement est la première à publier, dès juillet 1977, son « manifeste d'écologie politique » en vue des élections législatives²⁷⁰⁵. Celui-ci constitue une systématisation des propositions des candidats du Bureau des Associations de Défense de l'Environnement déjà formulées à l'occasion des élections cantonales et municipales.

Tout au long de ce texte, la référence à l'expérience de terrain des associations est incessante ; elle est présentée comme un gage de crédibilité et de légitimité qui les distingue des partis politiques²⁷⁰⁶. Fortes de leur prise en charge de problèmes concrets, les associations sont érigées en une nouvelle force apte à organiser la vie collective dans le cadre d'une démocratie locale vécue au quotidien. Plusieurs mesures sont ainsi proposées : la participation des associations à la gestion des équipements collectifs présents sur le sol communal, la reconnaissance par la loi du droit à l'information des citoyens et des associations, la mise en place d'un système de financement de ces dernières par le contribuable via un système de déduction d'impôt ou encore l'élection au suffrage universel des assemblées régionales aux larges compétences (aménagement du territoire, interventions économiques)²⁷⁰⁷.

La position de SOS Environnement à l'égard des pouvoirs publics est donc ambivalente. D'un côté, le groupe revendique une complète refonte du système institutionnel français qui fasse des associations des co-gestionnaires et des co-

²⁷⁰⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Lettre de Serge Guiot au Mouvement écologique. 24 février 1978.

²⁷⁰⁵ BDIC. Fonds PSU. F Δ 703/28. Brochure *SOS-Environnement*, supplément au n°15 des *Républiques françaises*. Juin 1977, p. 1.

²⁷⁰⁶ *Ibid.*, p. 2.

²⁷⁰⁷ *Ibidem*.

aménageurs de la nature aux côtés des pouvoirs publics. De l'autre, ces mesures visent à faire reconnaître les associations comme un interlocuteur légitime et voir leur action reconnue dans le système actuel. Une telle attitude reflète plus largement la double dimension de la société civile. D'un côté, celle-ci tient un discours politique où elle s'attache à se distinguer de l'Etat, assumant une démarche faite de concurrence et de conflictualité²⁷⁰⁸. De l'autre, la société civile ne peut pas, sauf à être réduite à l'impuissance, ne pas dialoguer avec les pouvoirs publics²⁷⁰⁹. Les travaux d'Alain Chatriot montrent l'importance en France du rôle de l'Etat dans la reconnaissance des associations et, plus largement, comme arbitre des conditions de reconnaissance de la société civile²⁷¹⁰. Dès 1974, Valéry Giscard d'Estaing a défini un projet politique et idéologique visant à faire entrer les associations de défense de l'environnement dans un processus de concertation et de collaboration avec les pouvoirs publics, dans lequel la société civile contribuerait et prolongerait les missions de l'Etat²⁷¹¹. La création de SOS Environnement et la formulation de ces propositions peuvent donc être interprétées comme un signe de l'essoufflement du projet giscardien.

Par ailleurs, les mesures préconisées montrent que SOS Environnement est porteur d'un « habitus environnemental « gestionnaire » »²⁷¹² dans lequel l'environnement est l'objet de l'action des hommes qui, par des politiques publiques et une action associative adaptée, pourraient améliorer leur cadre de vie. Jean-Claude Delarue rappelle ainsi que les trois objectifs du collectif qu'il anime sont la révision du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France, une amélioration des déplacements de banlieue à banlieue et le développement des espaces verts²⁷¹³. De même, après les municipales de 1977, le maire nouvellement élu de Triel-sur-Seine, Jean Musigmann, appartenant au Bureau de liaison des associations, explique sa victoire par son approche de la nature présentée comme la matière première de la gestion communale, dans le cadre d'engagements financièrement viables²⁷¹⁴. Cette position s'explique probablement par le fait que la plupart des membres de ces associations vivent en milieu urbain ou périurbain.

²⁷⁰⁸ Cette approche de la société civile est inspirée par les analyses d'Yves Chevrier, « La question de la société civile, la Chine et le chat du Cheshire », *Etudes chinoises*, 14-2, 1995, pp. 153 et 194.

²⁷⁰⁹ Steve L. Kaplan, Philippe Minard, « Le corporatisme, idées et pratiques : les enjeux d'un débat incessant », in Steve L. Kaplan, Philippe Minard (dir.), *La France, malade du corporatisme ? XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 2004, p. 23.

²⁷¹⁰ Alain Chatriot, « La société civile redécouverte : quelques perspectives françaises », *Discussion Papers*, WZB, SP IV, 2009-402, p. 17.

²⁷¹¹ Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français*, op. cit., p. 424.

²⁷¹² Carole Waldvogel, *Imposer l'environnement*, op. cit., p. 129.

²⁷¹³ CAC. Fonds Ministère de l'Environnement. 19810273/1. *Presse-environnement*, n°230, 25 mars 1977.

²⁷¹⁴ *Ibidem*.

Ainsi, la nature n'a pas de valeur spécifique aux yeux des militants de SOS Environnement dont on peut rapprocher la démarche de celle des hauts-fonctionnaires modernisateurs²⁷¹⁵.

Cette représentation de la nature et du rôle des écologistes contraste profondément avec celle de militants plus politisés pour qui l'environnement est un pivot au travers duquel il est possible de transformer radicalement la société. C'est notamment le cas du projet politique du Mouvement écologique présenté dans *Vers une société écologique aujourd'hui*²⁷¹⁶.

Le chapitre introductif commence par une tentative de définition de l'écologie scientifique et politique²⁷¹⁷. Ce texte insiste sur les multiples facettes de ce terme, tout à la fois « langage de la raison et de la nécessité », « instinct de survie de l'homme » et « force de l'utopie »²⁷¹⁸. Quelle que soit la définition retenue, l'écologie est présentée comme la seule démarche capable de s'opposer aux processus qui mènent le monde à la désespérance, la famine et la dictature²⁷¹⁹. Une telle approche reste donc fidèle à l'idée d'une crise écologique multiforme, touchant aussi bien les écosystèmes que les sociétés, dont l'existence a été mise en évidence par René Dumont durant sa campagne²⁷²⁰. Néanmoins, la réflexion du Mouvement écologique va plus loin que ce seul constat en conceptualisant un principe global appelé, selon les textes, expansion²⁷²¹ ou productivisme²⁷²².

La critique du productivisme permet aux militants du Mouvement écologique de préconiser des solutions globales. La solution se trouverait dans un renoncement à la domination sous toutes ses formes, qu'elle s'exerce sur la nature, sur la société ou sur les femmes²⁷²³. Le chapitre sur l'énergie est particulièrement révélateur de cette démarche puisqu'il appelle à une « stratégie de décroissance »²⁷²⁴, considérant qu'une trop forte disponibilité en énergie a rompu l'équilibre qui liait l'humanité aux écosystèmes. Par ailleurs, le Mouvement écologique insiste sur l'opportunité d'étendre les mécanismes de

²⁷¹⁵ Roger Cans, Florian Charvolin, « Serge Antoine. Aux origines du ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement », *Pour Mémoire*, n°5, hiver 2008, p. 13.

²⁷¹⁶ [Mouvement écologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, Paris, Le Sycomore, 1978.

²⁷¹⁷ *Ibid.*, pp. 11 *sqq.*

²⁷¹⁸ *Ibidem.*

²⁷¹⁹ *Ibid.*, p. 23.

²⁷²⁰ René Dumont, *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*, pp. 7 *sqq.*

²⁷²¹ [Mouvement écologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, p. 20.

²⁷²² *Ibid.*, p. 19.

²⁷²³ *Ibid.*, p. 24.

²⁷²⁴ [Mouvement écologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 49.

fonctionnement des écosystèmes à la compréhension des sociétés humaines. Les thématiques de l'équilibre et des relations entre des êtres apparemment indépendants sont classiques de la vulgarisation de l'écologie scientifique²⁷²⁵. Par ailleurs, l'aspiration à une société apaisée – conviviale pour reprendre le concept popularisé par Ivan Illich²⁷²⁶ – dénote une volonté de s'éloigner du modèle d'une société transformée par la forte période de croissance des Trente Glorieuses²⁷²⁷.

Vers une société écologique se présente avant tout comme une analyse de la société et du rapport de l'homme à la nature plutôt que comme un catalogue de propositions²⁷²⁸. Les propositions concrètes sont donc loin d'être systématiques et restent souvent allusives. Dans le chapitre consacré à l'agriculture, les auteurs insistent sur la nécessité de revenir à un fonctionnement le plus proche possible des écosystèmes locaux²⁷²⁹. Ils suggèrent ainsi de recourir à un matériel « adapté aux exigences d'un paysage diversifié avec haies et arbres » ou encore d'attribuer des aides aux agriculteurs qui voudraient passer à l'agriculture biologique²⁷³⁰. De même, il est préconisé de promouvoir l'établissement de liens directs entre les producteurs et les consommateurs pour réduire les coûts (énergétiques et financiers) et rendre à la population une autonomie de décision dans les choix de production alimentaire²⁷³¹.

Les propositions formulées par le Mouvement Ecologie concernent également des domaines qui n'ont pas trait directement à l'environnement comme la question de l'emploi. Les auteurs rejettent la « « solution industrielle » »²⁷³² reposant sur le maintien d'« activités inutiles voire nocives »²⁷³³ et préconisent la création d'emplois dans l'artisanat et les services et surtout la réduction de la durée du travail pour l'ensemble des salariés²⁷³⁴. Cette proposition est chiffrée et argumentée : les auteurs envisagent dans un premier temps une limitation de la durée du travail à 35 heures, mesure dont le coût est estimé à quatre-vingt milliards de francs pour 1978²⁷³⁵. Rejetant le recours à l'emprunt,

²⁷²⁵ Jean-Paul Deléage, *op. cit.*, p. 35.

²⁷²⁶ Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, 1973, pp. 26 *sqq.*

²⁷²⁷ Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives. Le passé proche de notre avenir (1965-1985)*, Paris, Arthème Fayard, 2007, p. 200.

²⁷²⁸ L'avant-propos évoque des « pistes de réflexion sur la société dans laquelle nous vivons et la société dans laquelle nous voulons vivre ». Cf. *ibid.*, p. 8.

²⁷²⁹ [Mouvement écologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 81.

²⁷³⁰ *Ibid.*, p. 83.

²⁷³¹ Cela passerait par le développement des marchés, des coopératives alimentaires et d'une certaine autosuffisance alimentaire à l'échelle de petites régions. *Ibid.*, p. 85.

²⁷³² *Ibid.*, p. 63.

²⁷³³ *Ibidem.*

²⁷³⁴ *Ibidem.*

²⁷³⁵ *Ibid.*, p. 65.

les auteurs envisagent un doublement de l'impôt sur le revenu, soulignant que son relèvement est également souhaité par le Comité des revenus et des transferts dans son rapport préparatoire au VII^e Plan²⁷³⁶. Les auteurs ajoutent que cette réduction de la durée du travail s'inscrit dans une volonté d'assurer l'autonomie la plus large possible à l'individu, dans une perspective très inspirée par les analyses d'André Gorz²⁷³⁷.

Il serait donc erroné de considérer que les écologistes ne se focaliseraient que sur les questions environnementales *stricto sensu*. A partir d'une réflexion sur les facteurs conduisant à la crise écologique, le Mouvement écologique propose une approche globale des problèmes posés par la société industrielle dans une perspective valorisant le refus d'une exploitation intensive des hommes et des écosystèmes – le terme de décroissance est explicitement employé – et la promotion de l'autonomie de l'individu. Cependant, le caractère théorique de ce manifeste politique, qui refuse délibérément de répondre aux attendus d'un programme électoral, rend la démarche des écologistes plus difficilement lisible. Par ailleurs, l'élargissement des propositions des écologistes à des domaines qui ne sont pas directement liés aux enjeux environnementaux pose le problème de leur crédibilité aux yeux des électeurs comparés aux grands partis de gauche comme de droite qui ne manquent pas de souligner leur manque de légitimité à traiter ces questions²⁷³⁸.

Par ailleurs, la difficulté à mettre en place le collectif Ecologie 78 les amène à se focaliser essentiellement sur l'élaboration de procédures internes d'investitures et sur les débats stratégiques qui deviennent au sein de la nébuleuse un point de crispation qui mobilise toutes les énergies. Si les Amis de la Terre insistent sur les mesures d'urgence qu'il faudrait faire accepter par les autres partis politiques, ce n'est pas tant pour se distinguer sur le plan du programme mais avant tout pour lutter contre la décision des autres composantes d'Ecologie 78 de maintenir une stricte autonomie du courant écologiste²⁷³⁹.

Ces divergences stratégiques et programmatiques expliquent probablement pourquoi les textes produits par Ecologie 78 en tant que tel se révèlent très généraux, s'efforçant de concilier les points de vue de l'ensemble des tendances, affirmant ainsi que l'arrêt du

²⁷³⁶ *Ibid.*, p. 66.

²⁷³⁷ André Gorz/Michel Bosquet, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, [1975], 1978, p. 24 *sqq.*

²⁷³⁸ Christiane Mora, « L'écologie est une science...politique », *L'Unité*, n°226, 19 novembre 1976, p. 9.

²⁷³⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Motion d'orientation proposée par les Amis de la Terre de Paris en vue de la réunion nationale de Chalon-sur-Saône. S.d. [mai 1977].

programme nucléaire doit rester le principal objectif tout en soulignant que la société écologique ne doit pas se réduire à cette question²⁷⁴⁰. A bien des égards, les divergences autour de la stratégie politique prennent donc le pas sur la campagne elle-même.

d. Sociologie des électeurs écologistes et bilan de la campagne

Le 27 janvier 1978, Valéry Giscard d'Estaing prononce un discours à Verdun-sur-le-Doubs où il évoque les élections législatives à venir. Tout en reconnaissant la possibilité d'une cohabitation, il appelle les Français, selon une formule restée célèbre, à « faire le bon choix »²⁷⁴¹. Cette implication directe du chef de l'Etat dans la campagne illustre combien, en ce début d'année 1978, l'éventualité d'une victoire de la gauche domine le débat politique. Dans ces conditions, les enjeux environnementaux sont nettement moins présents que lors des scrutins précédents.

Il n'en va pas de même de la question du vote écologiste, qui, dans un contexte de forte bipolarisation, peut contribuer à la victoire d'un camp ou d'un autre. Très tôt, plusieurs sondages cherchent donc à évaluer le score éventuel des écologistes et le comportement de leurs électeurs au second tour. En août 1977, une enquête réalisée par le Parti Républicain estime que les écologistes pourraient rassembler jusqu'à 11 % des suffrages s'ils étaient présents dans l'ensemble des circonscriptions²⁷⁴². Bien évidemment, la date à laquelle cette enquête est réalisée – près de huit mois avant la tenue du scrutin – lui enlève toute portée prédictive. Elle atteste cependant que le vote écologiste est devenu un enjeu essentiel dans la compétition entre la gauche et la droite.

Dès lors, l'analyse croisée de plusieurs enquêtes réalisées par Louis Harris-France en septembre 1977 et des résultats électoraux du 12 mars 1978 permet de dresser un profil électoral plus complet de l'écologisme français, tant dans son implantation territoriale que dans la sociologie de ses électeurs.

Entre le 2 et le 5 septembre 1977, Louis Harris-France réalise un sondage pour le compte du *Matin de Paris* destiné à déterminer l'attitude de l'électorat écologiste au

²⁷⁴⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Plate-forme Ecologie 78. Réunion du Havre. 18 septembre 1977.

²⁷⁴¹ Pierre et Sylvie Guillaume, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, op. cit., p. 162.

²⁷⁴² Jean-Marie Colombani, « Seront-ils représentés au Parlement ? », *Le Monde. Enquêtes et documents*, s.d., [c. mars 1978], p. 82.

second tour des élections législatives²⁷⁴³. Le journal – appartenant à Claude Perdriel et de ce fait favorable à la gauche – en tire un article publié le 9 septembre 1977 intitulé « Les écologistes peuvent faire échouer la gauche »²⁷⁴⁴. L'institut de sondage effectuée pour le compte du même journal une autre enquête durant le mois de septembre destinée à éclairer le positionnement des électeurs des différentes sensibilités de la gauche – y compris les écologistes – sur les principaux enjeux politiques et sociaux de l'époque²⁷⁴⁵. Cette enquête est finalement publiée par *Tribune Socialiste*, publication mensuelle du PSU. Enfin, *Le Matin de Paris* publie le 28 septembre 1977 les résultats d'un sondage comparant la sociologie des électeurs écologistes à ceux du MRG²⁷⁴⁶. Louis Harris-France réalise l'ensemble de ces enquêtes dans un laps de temps court, entre le 2 et 20 septembre soit avant la rupture de l'Union de la gauche et, c'est du moins une hypothèse crédible, selon la même méthodologie qui permet d'en faire l'étude comparative et croisée.

La sociologie de l'électorat écologiste s'en trouve ainsi éclairée. Comparé à celui du MRG, l'électorat écologiste est ainsi nettement plus jeune (62 % a 34 ans ou moins contre 38 % pour le MRG) et plus urbain (49 % vivent dans des communes de plus de 20 000 habitants contre 32 %)²⁷⁴⁷. Par ailleurs, les femmes y sont surreprésentées par rapport aux hommes car 57 % des électeurs écologistes sont en fait des électrices.

Figure 23. Composition socioprofessionnelle de l'électorat écologiste (septembre 1977)²⁷⁴⁸

	Écologistes (en %)	France (en %)
Agriculteurs	10	9
Petit commerçant, artisan	9	6,5
Ouvrier	16	28,5

²⁷⁴³ Réalisé auprès d'un échantillon national de 1 100 personnes (par méthode des quotas) dans la population de dix-huit ans et plus. Cf. CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. *Le Matin de Paris*, 9 septembre 1977, p. 4.

²⁷⁴⁴ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. *Le Matin de Paris*, 9 septembre 1977, p. 4.

²⁷⁴⁵ Pascal Gollet, « Sondage Harris-France : qui vote PSU – Extrême gauche ? ». *Tribune Socialiste*, n°759, 27 octobre – 2 novembre 1977. Sondage réalisé du 7 au 20 septembre 1977 auprès d'un échantillon national représentatif de 3 037 personnes, soit quelques jours avant la rupture de l'Union de la gauche.

²⁷⁴⁶ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. *Le Matin de Paris*. 28 septembre 1977.

²⁷⁴⁷ *Ibidem*.

²⁷⁴⁸ *Ibidem*.

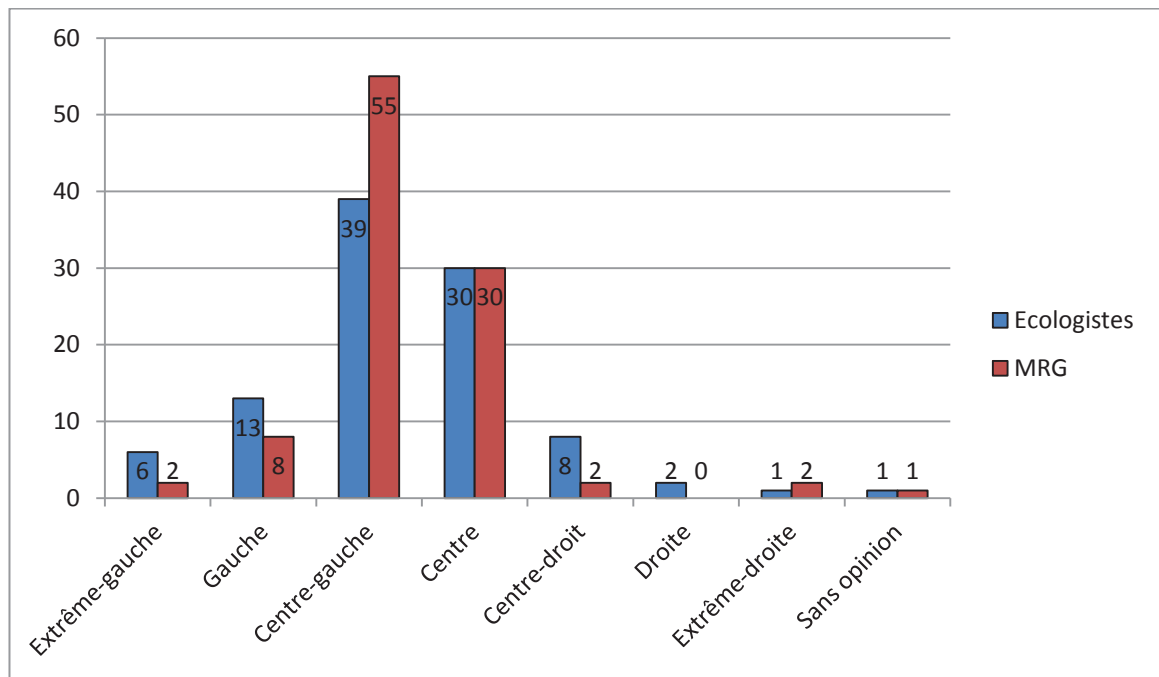
Cadre moyen	30	20
Cadre, industriel, gros commerçant	22	9
Inactif	13	27

En outre, comme le montre la figure ci-dessus, la composition socioprofessionnelle de l'électorat écologiste traduit une surreprésentation des professions à haute qualification et aux revenus les plus importants (52 % de l'ensemble). En définitive, les ouvriers et les inactifs – notamment les retraités – semblent les catégories les moins sensibles aux positions écologistes. La surreprésentation relative des agriculteurs et des artisans et petits commerçants constitue une relative surprise dans la mesure où ces données rompent avec l'idée reçue d'un écologisme uniquement porteur des valeurs postmatérialistes propres aux classes moyennes²⁷⁴⁹. Cette enquête permet enfin de comparer la répartition des électeurs écologistes et radicaux de gauche sur l'échiquier politique. L'analyse des résultats des scrutins cantonaux et municipaux avait permis de mettre en évidence l'existence d'un électorat écologiste de sensibilité centriste, dont l'orientation se trouve ici précisée.

Figure 24. Répartition respective des électeurs écologistes et radicaux de gauche sur l'échiquier politique²⁷⁵⁰

²⁷⁴⁹ Daniel Boy, « L'évolution de la préoccupation environnementale en France durant les vingt-cinq dernières années », in Pierre Lascombes (dir.), *Instituer l'environnement. Vingt-cinq ans d'administration de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 218.

²⁷⁵⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. *Le Matin de Paris*. 28 septembre 1977.



La répartition des électeurs sur l'échiquier politique atteste de la prédominance du centrisme chez les électeurs écologistes puisque 77 % d'entre eux se reconnaissent dans un espace allant du centre-gauche au centre-droit. Néanmoins, le point d'équilibre de ce centrisme penche nettement à gauche dans la mesure où la gauche et le centre-gauche rassemblent 52 % des électeurs écologistes alors que la droite et le centre-droit n'en attirent que 10 %. Il est intéressant de relever que rares sont les électeurs écologistes (6 %) qui se reconnaissent dans l'extrême-gauche alors que cette culture politique paraît surreprésentée chez les militants. 66 % des électeurs écologistes disent s'intéresser à la politique tandis que 34 % avouent ne s'y intéresser que très peu ou pas du tout²⁷⁵¹. Daniel Boy, auteur d'une enquête similaire, relève que cette mise en avant d'une sensibilité centriste ne peut être interprétée comme le signe d'un désintérêt à l'égard de la chose politique²⁷⁵². Pour reprendre sa formule, les écologistes entendent se situer au centre de l'échiquier politique sans pour autant en constituer le marais.

²⁷⁵¹ *Ibidem*.

²⁷⁵² Daniel Boy, « Le vote écologiste en 1978 », *Revue française de science politique*, 31^e année, n°2, 1981, p. 398.

L'enquête réalisée par Louis Harris-France durant le mois de septembre 1977 et publiée par *Tribune Socialiste* permet de préciser la culture politique des électeurs écologistes au-delà du seul positionnement sur l'échiquier gauche-droite²⁷⁵³.

Comparés à l'électorat du PSU-extrême gauche, du PCF et du PS, les électeurs écologistes sont moins attachés aux propositions tendant à un renforcement de l'action de l'Etat dans l'économie (nationalisation, impôt sur le capital) sans pour autant y être unanimement opposés. De fait, les électeurs écologistes ne sont pas totalement détachés des mythes politiques fondateurs de la gauche puisque 65 % d'entre eux considèrent que la classe ouvrière doit jouer un rôle d'avant-garde dans la transformation de la société française. Sur l'ensemble de ces thèmes, les électeurs écologistes tendent plutôt à reproduire, en les amplifiant, les positions des électeurs du PS. En revanche, il faut relever que seuls 27 % estiment qu'une transformation révolutionnaire de la société est nécessaire, ce qui est finalement peu au regard du vocabulaire utilisé par les militants écologistes. Sur les questions de société (pilule, rôle de la famille dans la société), les réponses des électeurs écologistes se rapprochent – sans l'atteindre – du profil des électeurs du PSU et de l'extrême-gauche²⁷⁵⁴. Par ailleurs, 89 % considèrent que la suppression du droit de grève serait grave ou très grave (soit un chiffre équivalent à celui des électeurs du PCF).

Ce sondage apporte donc des données très intéressantes sur le positionnement politique spécifique des électeurs écologistes qu'on ne saurait assimiler ni à l'extrême-gauche ni à un centre-gauche notabiliaire incarné par le MRG. Il est ainsi possible d'identifier, dès la fin des années soixante-dix, les prodromes d'une culture politique écologiste dont Daniel Boy met en évidence l'existence dans les années quatre-vingt dix²⁷⁵⁵. Doit-on dès lors faire des écologistes des « libéraux-libertaires » comme le propose dès cette époque Brice Lalonde²⁷⁵⁶ ? Cela semble très excessif. En effet, outre le caractère péjoratif acquis par cette expression²⁷⁵⁷ qui rend son usage délicat, on ne saurait faire de l'électorat écologiste l'aile marchante du néolibéralisme ou une avant-garde

²⁷⁵³ Pascal Gollet, « Sondage Harris-France : qui vote PSU – extrême gauche ? », *Tribune Socialiste*, n°759, 27 octobre – 2 novembre 1977, pp. 6-7. Ce sondage est reproduit dans son intégralité en annexe, p. 36.

²⁷⁵⁴ Les électeurs écologistes sont par exemple 68 % à considérer qu'une fille doit pouvoir prendre la pilule avant sa majorité contre 52 % pour le PS, 59 % pour le PCF et 81 % pour l'extrême-gauche et le PSU.

²⁷⁵⁵ Daniel Boy, « L'écologie, une nouvelle culture politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1994/1, vol. 44, p. 45.

²⁷⁵⁶ Expression dont se réclame à l'heure actuelle Daniel Cohn-Bendit et Noël Mamère. Cf. Noël Mamère, *Mes vertes années*, Paris, Fayard, 2002, p. 174.

²⁷⁵⁷ Françoise Blum, « A propos d'une commémoration : essai biographique », in Bruno Benoît et alii, *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 16.

libertarienne. En effet, si les électeurs écologistes semblent peu partisans de la culture de la régulation administrée prédominante depuis la Libération²⁷⁵⁸, ils ne font qu'exprimer plus précocement que d'autres sensibilités politiques un sentiment largement répandu à gauche dans les années quatre-vingt²⁷⁵⁹. Par ailleurs, si une majorité des électeurs écologistes se prononcent en faveur d'une libéralisation des mœurs, ils expriment sur bien des points une modération qui les rapproche du centre-gauche²⁷⁶⁰. L'électorat écologiste tend donc à se structurer idéologiquement en un libéralisme de gauche qui tranche avec le positionnement de cette famille politique dans d'autres pays européens et notamment en République Fédérale Allemande où certaines idées conservatrices sont davantage mises en avant par les écologistes²⁷⁶¹.

Pour utiles qu'elles soient, ces informations peuvent être précisées. Il existe en effet une différence entre un positionnement *in abstracto* sur l'échiquier politique et les intentions de vote, pour lesquelles d'autres paramètres, plus stratégiques, entrent en ligne de compte. Le 9 septembre 1977, *Le Matin de Paris* fait paraître un article au titre sans appel « Les écologistes peuvent faire perdre la gauche »²⁷⁶². A plus de six mois des élections législatives, il est ainsi possible d'analyser comment la culture politique écologiste se traduit en termes d'intentions de vote.

Résultats du sondage Louis Harris-France pour Le Matin de Paris (9 septembre 1977)²⁷⁶³

	Sans candidat écologiste	Avec un candidat écologiste	Variation
PSU – extrême gauche	3 %	2 %	1 %

²⁷⁵⁸ Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky, « Introduction », in Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky (dir.), *1968 entre libération et libéralisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 16.

²⁷⁵⁹ Dominique Allan-Michaud, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 31 *sqq.*

²⁷⁶⁰ Ainsi, A l'alternative, « je suis partisan de la liberté la plus totale » ou « je suis partisan de l'autorité et de la discipline la plus stricte », l'électorat écologiste est à 52 % partisan d'une position moyenne (soit le chiffre le plus élevé avant les électeurs PS).

²⁷⁶¹ Thomas Keller, *Les verts allemands. Un conservatisme alternatif*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 8 et 12.

²⁷⁶² CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. « Les écologistes peuvent faire perdre la gauche », *Le Matin de Paris*. 9 septembre 1977.

²⁷⁶³ La question posée est « Supposez que les élections législatives pour élire les députés aient lieu dimanche prochain. Pour lesquels des candidats de ces partis y aurait-il le plus de chances que vous votiez au premier tour ? ». Cf. *ibidem*.

PCF	21 %	21 %	-
PS	27 %	25 %	2 %
Radicaux de gauche	2 %	2 %	-
Total gauche	53 %	50 %	3 %
CDS – Parti Radical	5 %	5 %	-
Parti républicain	20 %	19 %	1 %
RPR	22 %	21 %	1 %
Total droite	47 %	45 %	2 %
N'ont pas exprimé d'intention de vote	20 %	19 %	1 %
Écologistes	-	6 %	

Comme tout sondage, celui-ci comporte des biais susceptibles d'en fausser l'analyse. Il est ainsi demandé aux personnes interrogées de se prononcer sur des partis politiques et non sur des candidats comme c'est le cas le jour du scrutin. En outre, le sondage a lieu près de six mois avant la date prévue, ce qui explique le taux important de sondés n'exprimant aucune intention de vote. Enfin, la précocité de cette enquête ne permet pas d'évaluer l'impact de la rupture de l'Union de la gauche sur les intentions de vote des écologistes.

En dépit de ces réserves, ce sondage démontre le caractère profondément dual de l'électorat écologiste qui, sans candidat issu de cette nébuleuse, se répartit presque à part égal à droite et à gauche. Il est ainsi très intéressant de relever qu'en dépit d'enquêtes démontrant que 30 % des électeurs écologistes se définissent comme centristes²⁷⁶⁴, ce ne sont pas les partis réputés proches du centre qui profitent de l'absence éventuelle d'un candidat écologiste puisque le CDS et le MRG ne connaissent aucune variation des intentions de vote à leur égard. Curieusement, le RPR, unanimement considéré par les militants écologistes comme l'un des partis politiques parmi les plus éloignés de leurs positions connaîtrait une baisse des votes en sa faveur aussi importante que le Parti Républicain de Valéry Giscard d'Estaing qui s'attache pourtant à mettre en avant sa politique en faveur de la défense de l'environnement.

²⁷⁶⁴ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. *Le Matin de Paris*. 28 septembre 1977.

Dans le même article, les réponses des électeurs écologistes quant à leur attitude à l'occasion du second tour permettent d'éclaircir ce qui pourrait apparaître comme une contradiction entre une sensibilité de gauche et un vote pour partie orienté à droite²⁷⁶⁵. En cas de duel opposant le PCF et la majorité, 27 % des électeurs écologistes de premier tour voteraient à gauche, 65 % à droite (8 % ne se prononceraient pas). En revanche, si le duel oppose le PS et la majorité, le comportement des électeurs écologistes change drastiquement puisque 59 % voteraient PS, 32 % pour la majorité, 9 % ne se prononceraient pas. Ces résultats confirment le caractère répulsif de l'Union de la gauche aux yeux de l'électorat écologiste qui s'inscrit donc largement dans un courant de gauche hostile au PCF dont Michael Christofferson a étudié les ressorts intellectuels mettant en avant, derrière la dénonciation du totalitarisme, l'autonomie de l'individu et la démocratie directe²⁷⁶⁶. Ainsi, en dépit du titre alarmiste de l'article du *Matin de Paris*, malgré les nombreux articles émanant de personnes proches du PSU²⁷⁶⁷ ou du PS²⁷⁶⁸, fustigeant l'apolitisme des écologistes qui refusent de se positionner face au clivage gauche-droite, il semble que la rupture de l'Union de la gauche puisse être propice à un basculement à gauche d'une large part de l'électorat écologiste, susceptible d'envisager le PS comme une médiation politique possible pour le second tour.

C'est dire l'intérêt de l'enquête réalisée par Daniel Boy aux lendemains des élections législatives qui permet d'analyser le vote effectif des électeurs écologistes le 12 mars 1978²⁷⁶⁹.

Figure 25. Vote de second tour des électeurs écologistes de premier tour (législatives de 1978)²⁷⁷⁰

	Gauche (en %)	Droite (en %)	Abstention/sans réponse (en %)
Ecologistes	34	44	22
Ensemble des	41	44	15

²⁷⁶⁵ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. « Les écologistes peuvent faire perdre la gauche », *Le Matin de Paris*. 9 septembre 1977.

²⁷⁶⁶ Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Contre-feux Agone, 2009, p. 30.

²⁷⁶⁷ Serge Depaquit, « L'écologie politique face aux élections », *Tribune Socialiste*, n°772, 2-8 février 1978, p. 11.

²⁷⁶⁸ Marie-José Bernardot, « La droite fait risette aux « verts » », *L'Unité*, n°278, 1^{er} janvier 1978, p. 25.

²⁷⁶⁹ Daniel Boy, « Le vote écologiste en 1978 », *Revue française de science politique*, 31^e année, n°2, 1981, pp. 394 *sqq.*

²⁷⁷⁰ *Ibid.*, p. 397.

électeurs			
-----------	--	--	--

La figure ci-dessus montre que les électeurs écologistes ont davantage été portés vers l'abstention que la moyenne des électeurs français et qu'à l'inverse, ils ont moins voté à gauche. Plus qu'un désintérêt pour l'élection, cette attitude pourrait corroborer les prévisions du sondage Louis Harris-France pour *Le Matin de Paris* qui soulignait la réticence de l'électorat écologiste à voter au second tour en faveur d'un candidat PCF²⁷⁷¹. Les résultats de cette enquête montrent que le PS n'a pas été en mesure, au cours de ces élections législatives, de convaincre massivement les électeurs écologistes. Au-delà de cette sociologie électorale, il faut maintenant analyser la répartition des résultats des écologistes sur le territoire, qui confirment les tendances observées à l'occasion des précédents scrutins.

Au soir du 12 mars 1978, Ecologie 78 recueille plus de 400 000 voix. En y ajoutant les scores réalisés par les candidats indépendants et ceux mêlant écologie et autogestion²⁷⁷², les écologistes obtiennent près de 600 000 voix doublant presque le score réalisé par René Dumont en 1974²⁷⁷³. D'une manière générale, les résultats obtenus par les écologistes sont moins élevés que lors des élections précédentes, ce qui peut s'expliquer par l'enjeu national du scrutin propice à la bipolarisation des électeurs et à la marginalisation des petites formations.

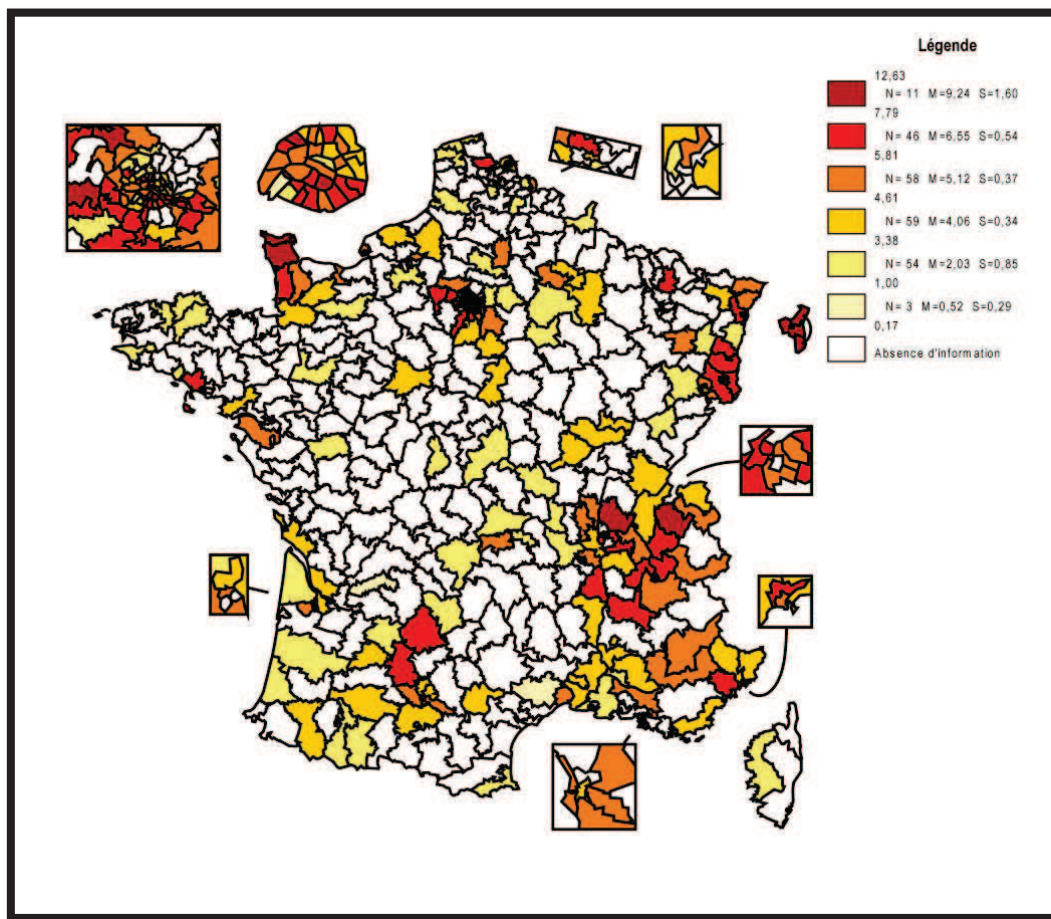
Figure 26. Cartographie des résultats des écologistes aux législatives de mars 1978²⁷⁷⁴

²⁷⁷¹ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. *Le Matin de Paris*. 28 septembre 1977.

²⁷⁷² Base de données électorales – législatives.

²⁷⁷³ *Ibidem*.

²⁷⁷⁴ Base de données électorale. Pour des raisons de clarté, nous avons choisi d'agglomérer les résultats obtenus dans les circonscriptions où plusieurs candidats écologistes se présentaient.



Les candidats investis par Ecologie 78 obtiennent en moyenne 4,6 % dans les circonscriptions où ils sont présents. Ce score est sensiblement plus élevé que celui réalisé par les écologistes se présentant de manière autonome (3 %) et surtout que les candidats associant écologie et autogestion (2,48 %). Une telle différence semble valider la stratégie mise en œuvre par Ecologie 78. On peut également faire l'hypothèse de ce que l'investissement d'un candidat par Ecologie 78 sanctionne et conforte un capital politique et l'insertion dans des réseaux nationaux – via le Mouvement écologiste ou les Amis de la Terre – dont les candidats se présentant de manière indépendante sont dépourvus.

Sur la carte de France, plusieurs pôles d'influence écologiste émergent ou confirment leur existence. Ainsi, les candidats écologistes recueillent en moyenne 6,13 % des voix en Alsace, le meilleur résultat étant atteint par Antoine Waechter avec 9,5 % des voix dans la quatrième circonscription du Haut-Rhin (Mulhouse-ville). Dans la région parisienne, les scores obtenus sont nettement en deçà des performances réalisées en 1977 mais Brice Lalonde rassemble malgré tout 8,74 % des voix dans le cinquième arrondissement de Paris (troisième circonscription). Sur l'ensemble de l'Ile-de-France, trente-trois candidats

dont quinze issus de SOS Environnement réalisent un score supérieur ou égal à 5 % (dont 17 dans Paris intra-muros). La presque-île du Cotentin, où le CRILAN et le CCPAH mènent une lutte très active contre l'usine de retraitement de La Hague et la construction de la centrale nucléaire de Flamanville, apparaît comme une nouvelle terre propice pour les écologistes. En effet, Didier Anger, animateur du CRILAN, réalise le meilleur score d'Ecologie 78 au niveau national dans la quatrième circonscription de la Manche (Valognes), rassemblant 12,6 % des voix, tandis qu'Alexandre Boivin obtient 9,6 % à Cherbourg (cinquième circonscription).

L'exemple de la Manche montre que la contestation antinucléaire peut se traduire par des scores électoraux au-dessus de la moyenne nationale. C'est également le cas en Loire-Atlantique où le projet de centrale nucléaire du Pellerin suscite alors une forte opposition²⁷⁷⁵. En effet, Marie-Françoise Gonin obtient 5,92 % des voix dans la première circonscription (Nantes) et Patrick Héridet 5,37 % dans la huitième circonscription (Paimboeuf)²⁷⁷⁶. En revanche, dans le Nord et le Pas-de-Calais, où la construction de Gravelines a commencé dès 1974, les candidats écologistes réalisent des scores inférieurs à la moyenne nationale²⁷⁷⁷. De même, dans la dixième circonscription de Gironde, où le projet de centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis suscite une très vive opposition, M. Ratia réalise un score certes honorable (4,16 %) mais inférieur à ceux obtenu par les candidats se présentant dans les circonscriptions du centre de Bordeaux²⁷⁷⁸. L'hétérogénéité de ces résultats confirme qu'Ecologie 78 n'a pu faire de la question du nucléaire civil un enjeu déterminant de la campagne législative. Cela démontre également qu'à l'échelle des circonscriptions, une vive opposition à un projet de centrale ne se traduit pas mécaniquement par un vote sensiblement plus important en faveur des écologistes car la constitution d'un capital politique dépend de facteurs plus variés.

Aucun candidat d'Ecologie 78 n'est en mesure de se maintenir pour le second tour mais la période de l'entre-deux-tours manifeste clairement les divergences entre les composantes d'Ecologie 78. Le 15 mars au matin, les écologistes organisent une

²⁷⁷⁵ Archives départementales de Loire-Atlantique [AD 44]. Fonds Préfecture – Cabinet. 2032 W 254. « Etude de Ségeste. Agence-Conseil en Relations Publiques ». Avril 1978.

²⁷⁷⁶ Base de données électorales – législatives.

²⁷⁷⁷ Dominique Martin rassemble 3,33 % des voix dans la onzième circonscription du Nord (Dunkerque) et M. Lefebure 2,50 % dans la septième circonscription du Pas-de-Calais (Calais). Base de données électorales – législatives.

²⁷⁷⁸ M. Bedos obtient ainsi 4,56 % des voix dans la première circonscription de Gironde (Bordeaux 1) et tandis que M. Prost réalise un score de 4,90 % dans la deuxième circonscription (Bordeaux 2). Cf. *Ibidem*.

conférence de presse pour rappeler leurs positions quant au second tour, refusant d'appeler à voter pour un camp ou un autre²⁷⁷⁹. Ce même jour, dans l'après-midi, une délégation, conduite par Brice Lalonde, membre d'Ecologie 78, rencontre les différents partis politiques, les invitant à se prononcer sur une série de mesures concrètes (l'arrêt de Superphénix, la levée du secret administratif ou encore la suspension de la construction des centrales nucléaires)²⁷⁸⁰. Officiellement, les Amis de la Terre de Paris justifient cette démarche par l'urgence du péril nucléaire, pourtant, officieusement, nombreux sont les écologistes qui y voient un appel déguisé à voter en faveur de la gauche, Brice Lalonde déclarant que les positions du PS et du CDS étaient les plus proches de celles exprimées par les écologistes²⁷⁸¹. Ainsi, au-delà des objectifs stratégiques divergents des uns et des autres, le sentiment d'une division des écologistes du fait de leur participation aux élections semble prévaloir à l'issue des élections législatives.

Aux yeux des écologistes, le bilan des élections législatives est donc mitigé. Sur le papier, le doublement du nombre de voix par rapport à la campagne de René Dumont peut être considéré comme une réussite pour les écologistes d'autant plus qu'ils ne présentaient des candidats que dans la moitié des circonscriptions. Pour autant, au sein de la nébuleuse, les législatives sont souvent présentées comme un échec, analyse qui reflète plus largement une interrogation sur les choix stratégiques et les objectifs des écologistes et un malaise à l'égard de la participation systématique des écologistes aux élections.

A bien des égards, les élections législatives de 1978 constituent incontestablement la fin d'un premier cycle politique. En effet, entre 1974 et 1977, les enjeux environnementaux sont relativement mis en avant par les partis politiques et les pouvoirs publics et les écologistes, tout en improvisant largement leur participation aux élections, en profitent. A l'occasion des élections législatives de 1978, les militants s'efforcent de mettre en place un collectif organisé – bien qu'en théorie temporaire – et font face à un contexte politique nettement moins favorable.

Ce scrutin traduit donc un approfondissement de l'implication des écologistes dans le champ politique et manifeste la formation d'une culture politique écologiste, constituée

²⁷⁷⁹ Catherine Découan, « Elections, un pas de tango », *La Gueule Ouverte*, n°202, 22 avril 1978, p. 4.

²⁷⁸⁰ *Ibidem*.

²⁷⁸¹ *Ibidem*.

d'électeurs de gauche et du centre ne se reconnaissant pas dans le clivage gauche-droite. Dès lors, la mise en avant par Ecologie 78 de son autonomie politique et sa critique des partis politiques traditionnels permet de fédérer un noyau d'électeurs non négligeables.

En dépit des critiques et des dissensions entre écologistes, qui traduisent l'effacement de la solidarité collective relative qui a prévalu durant la campagne officielle, Ecologie 78 n'est pas une aventure sans lendemain. Ce collectif a été l'occasion d'approfondir le dialogue entre des tendances de l'écologisme qui, jusqu'alors, ne collaboraient que ponctuellement. De plus, les controverses autour d'un éventuel soutien à accorder aux grands partis de gauche amènent les écologistes à affirmer l'originalité de leur approche, en particulier face au PSU.

Les pratiques de régulation des conflits mises en œuvre durant quelques mois, le programme élaboré et l'affirmation politique d'une autonomie de l'écologisme sont repris dans une structure qui se veut l'héritière d'Ecologie 78, la CIME (la Coordination Interrégionale des Mouvements Ecologiques). A ce titre, les élections législatives constituent une étape importante dans la structuration politique pérenne de l'écologie politique en France.

Les « verts » en campagne – conclusion

Le contexte politique et social du milieu des années soixante-dix paraît indéniablement sourire aux écologistes qui connaissent lors des élections cantonales puis municipales d'indéniables succès. De fait, le calendrier électoral est plutôt favorable aux militants car les scrutins de 1976 et 1977 avaient des enjeux avant tout locaux, sur lesquels les associations et les groupes de la nébuleuse peuvent plus facilement faire valoir leur point de vue que dans des élections nationales.

Dans une France qui entre dans la crise sans en avoir pleinement conscience, les écologistes contribuent à l'épanouissement du tournant environnemental par leurs slogans, leurs propositions mais aussi en amenant les autres acteurs politiques à se prononcer sur les enjeux environnementaux.

Par ailleurs, les campagnes électorales transforment les écologistes en les conduisant à dépasser le catastrophisme et l'imprécation pour tenter d'apporter des solutions concrètes tout en dessinant l'esquisse de la société écologique à venir. Les écologistes utilisent les élections comme des tribunes destinées à asseoir une certaine vision de leur label politique contre les tentatives d'appropriation de ces thématiques menées par les partis politiques de gauche et de droite. Dès lors, les campagnes électorales contribuent à une homogénéisation relative des positions des militants, de plus en plus contraints de s'accorder sur des propositions convergentes.

En dépit de cette évolution, deux approches différentes du champ politique subsistent, chacune d'entre elles étant incarnée par les deux principaux groupes écologistes de l'époque. Le Mouvement Ecologique fait preuve de pragmatisme en prônant une participation systématique aux consultations électorales, démarche qui devrait s'appuyer sur un outil partidaire adapté. De leurs côtés, les Amis de la Terre récusent cette insistance sur la spécificité du champ politique ; de ce fait, leur participation est toujours conditionnelle, relative, s'opérant par le biais des groupes locaux et non du RAT en tant que tel.

Cette différence d'approche encore peu marquée jusqu'en 1978 est par la suite à l'origine de profondes controverses au sein de la nébuleuse. A bien des égards, les législatives de 1978 marquent la fin d'un cycle favorable. La société française sort progressivement des années 68 et les écologistes vont devoir s'adapter à cette nouvelle donne.

L'invention de l'écologisme (1974-1978) – conclusion

De 1974, date de la campagne présidentielle de René Dumont, à 1978 où les législatives marquent un relatif coup d'arrêt dans l'essor électoral de l'écologie politique, les militants s'interrogent avant tout sur la manière dont ils doivent intervenir dans la société, ce qui implique une réflexion tant sur les structures du mouvement que les modes d'action qu'il conviendrait d'employer.

Durant cette période, l'écologisme n'est plus uniquement synonyme d'associations confidentielles et de débats obscurs ; la contestation du programme électronucléaire du gouvernement accroît la visibilité des conflits environnementaux cependant que dans le champ politique, le cadre de vie, l'écologie ou encore la qualité de la vie sont des concepts toujours plus débattus et mobilisateurs comme en témoignent les bons scores réalisés par les écologistes aux élections municipales de 1977. Les écologistes s'efforcent donc non sans mal de structurer leur mouvement sans lui faire perdre sa radicalité, cherchant à s'affirmer durant cette période comme un élément de la société civile s'opposant à un Etat gaullien qu'ils dépeignent hiérarchisé, autoritaire et insensible aux enjeux environnementaux.

La fin des Trente Glorieuses et le début de la crise économique sont souvent datés par le choc pétrolier d'octobre 1973. Il a par ailleurs été souligné combien le « sentiment de crise » – qu'on espère d'abord conjoncturelle – s'installe très tôt en France²⁷⁸². De fait, alors que la France ne compte que 100 000 chômeurs en 1968, ils sont 200 000 en 1974 et un million en 1976²⁷⁸³. Dans ces conditions, l'essor des écologistes interroge. S'agit-il d'une lubie d'enfants gâtés par la croissance des Trente Glorieuses et qui se retournerait contre le système qui a fait leur prospérité alors même que celui-ci s'effondre ? L'analyse de la lutte antinucléaire et des propositions émises lors des élections conduit à infirmer cette idée et montre que l'écologisme devient progressivement une critique progressiste du progrès.

²⁷⁸² Robert Frank et alii, « Crise et conscience de la crise. Les années grises de la fin du siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/4, n°84, p. 76.

²⁷⁸³ Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945, op. cit.*, p. 69.

Il est indéniable que l'écologisme perdure dans sa volonté mainte fois réaffirmée de rompre avec la société industrielle. Les écologistes critiquent le scientisme et ses dérives productivistes mais militent par ailleurs pour un approfondissement et une redéfinition de la démarche scientifique qui permette, sur le modèle de l'écologie, d'établir de nouvelles relations entre l'homme et la nature. Sur le plan politique, les écologistes, dont le centre de gravité penche de plus en plus à gauche durant cette période, se présentent souvent comme le successeur nécessaire des courants socialistes et marxistes qui, inventés au XIX^e siècle, ne seraient plus en mesure de faire face aux défis du temps présent. Enfin, la participation systématique aux élections est probablement l'un des facteurs clés pour comprendre l'évolution progressiste de la nébuleuse écologiste. En effet, cette activité implique un programme et des propositions positives adressées aux électeurs : en soi, les élections conditionnent en partie l'orientation du message écologiste.

L'écologie politique française apparaît donc dans cette seconde moitié des années soixante-dix comme une pensée de la crise à travers un procès en règle de la société industrielle tout en s'orientant vers une forme spécifique de critique progressiste du progrès. En cela, cette démarche est profondément liée aux Trente Glorieuses dont on n'a souvent retenu que la célébration du progrès, en oubliant la crise d'adaptation que cela impliquait, aspect que les historiens redécouvrent à présent²⁷⁸⁴.

Sur le terrain, l'écologisme exprime une forme de maturité des années 68 encore marquées par l'idée que le savoir est capable de transformer la société quand il se place au service du changement social. L'écologisme participe et amplifie alors une crise du consentement aux institutions en développant de manière parcellaire un contre-modèle. Or, ce cycle favorable à l'écologisme semble progressivement s'achever sans qu'il soit sur ce point possible de donner une date précise. Le traumatisme né de la manifestation du 31 juillet 1977 à Malville et le sentiment de demi-échec qui prévaut à l'issue des élections législatives de mars 1978 fournissent néanmoins des points de repère utiles qui marquent le début d'un processus de sortie des années 68.

²⁷⁸⁴ Christophe Bonneuil et alii, *Une autre histoire des Trente Glorieuses*, op. cit., p. 8.

Troisième partie. Les écologistes et les sorties des années 68

A l'orée des années soixante-dix, les premiers militants en sont convaincus. A court terme, la pollution submergera le monde, à moins que la surpopulation ne l'engloutisse ou que les déchets nucléaires ne l'empoisonnent irrémédiablement. Cette vision catastrophiste voire apocalyptique de l'avenir de l'humanité a une contrepartie plus réjouissante : la certitude que l'écologie est le ferment d'une vision du monde inédite et la matrice d'une société nouvelle. Aux dires des écologistes, celle-ci peut et doit s'imposer très vite, dans une révolution qui emportera les structures politiques, sociales et économiques d'un vieux monde de toute manière condamné. Face à de telles échéances, il ne saurait être question de manier des outils obsolètes qui ont fait la preuve de leur inefficacité : le parti politique sclérosé, la démocratie représentative reposant sur la délégation de pouvoir doivent céder le pas aux mouvements sociaux dynamiques et aux citoyens enfin mis en capacité d'agir sur les problèmes qui les concernent directement.

Il ne faut certes pas être totalement dupe de ce discours radical. Pour certains militants, user d'une telle rhétorique est avant tout un moyen d'affirmer la spécificité de leur action et d'en assoir la légitimité face à leurs concurrents et à une classe politique encore peu mobilisée sur ces questions. Dans la première moitié des années soixante-dix, pour reprendre la terminologie de Pierre Bourdieu, la mise en avant de la crise écologique relève donc pour partie d'une stratégie visant à s'arroger un capital symbolique précieux dans le champ alors hautement concurrentiel des mouvements sociaux²⁷⁸⁵. Cette explication structurelle apparaît cependant incomplète. Cette manière de se représenter le passé, le présent et l'avenir, autrement dit cette historicité²⁷⁸⁶, est en effet caractéristique des années 68²⁷⁸⁷ en ce qu'elle symbolise une volonté de rompre avec le passé et ses normes. Ainsi, le contexte social et politique des années soixante-dix contribue

²⁷⁸⁵ Pierre Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre 1991, vol. 89, pp. 3 *sqq.*

²⁷⁸⁶ Ludivine Bantigny, « Le temps politisé. Quelques enjeux politiques de la conscience historique en Mai-Juin 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2013/1, n°117, p. 216.

²⁷⁸⁷ Robert Frank, « 68 après 68: de la contestation du passé à la crise de l'avenir », in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, *op. cit.*, p. 774.

puissamment à la manière dont les écologistes posent les problèmes et définissent les solutions les plus souhaitables à leurs yeux.

C'est dire si la fondation des Verts en 1984 marque une rupture politique, symbolique et quasi-anthropologique avec les années soixante-dix. Après avoir des années durant dénoncé les partis politiques, les écologistes acceptent finalement de se rallier à cette forme de régulation de la vie en société. Plusieurs auteurs se sont penchés sur cette inflexion notable pour tenter d'en déterminer le sens. Guillaume Sainteny considère ainsi que la création d'un parti politique est pour les écologistes la seule voie possible pour perdurer dans un système institutionnel français fermé et peu propice à l'apparition de nouveaux acteurs²⁷⁸⁸. Quant à Sylvie Ollitrault, si elle n'évoque pas directement cette question, elle n'en souligne pas moins combien les associations de protection de la nature et de l'environnement, quelles que soient leur orientation politique et leurs activités, sont caractérisées au début des années quatre-vingt par leur tendance à l'institutionnalisation et à une évolution de leur répertoire d'action valorisant le dialogue et la compétence plutôt que le rapport de force²⁷⁸⁹.

Néanmoins, jusqu'à présent, aucune explication véritablement convaincante n'a été avancée afin d'expliquer pourquoi ce mouvement d'institutionnalisation survient durant ce laps de temps finalement assez court qui s'étend de la fin des années soixante-dix au milieu de la décennie suivante. Implicitement, une telle évolution est souvent considérée comme allant de soi, comme si les mouvements sociaux représentaient l'enfance de l'écologisme et la création d'une structure partidulaire l'entrée dans l'âge adulte ou du moins dans une adolescence prolongée. Pourtant, faire de la création des Verts une évidence conduit à faire de l'institutionnalisation la seule voie possible pour qu'un courant politique puisse perdurer, occultant ainsi les nombreuses propositions alternatives envisagées, et parfois mises en œuvre, durant cette période. Enfin, se focaliser exclusivement sur l'aspect institutionnel de ces évolutions amène souvent à négliger le poids des questions proprement environnementales dans ces évolutions alors que l'historiographie récente tend au contraire à en souligner l'importance²⁷⁹⁰.

²⁷⁸⁸ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français*, *op. cit.*, p. 5.

²⁷⁸⁹ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, *op. cit.*, pp. 61 *sqq.*

²⁷⁹⁰ Adam Rome, « 'Give Earth a Chance' : the Environmental Movement and the Sixties », *art. cit.*, p. 525.

Pour comprendre pleinement les enjeux de cette période et en restituer la complexité, il est donc nécessaire de revenir aux événements, comme le suggère une approche historiographique qui s'est développée récemment dans l'étude de Mai-Juin 68²⁷⁹¹. De fait, pour les écologistes, la situation politique, économique, sociale et même intellectuelle du début des années quatre-vingt diffère sur de nombreux points de la période précédente.

Si les problèmes environnementaux perdurent et, dans bien des cas, s'aggravent, la catastrophe écologique généralisée que les militants prophétisaient n'est pas advenue. Quant aux partis politiques, de droite comme de gauche, ils ont ajouté, bon gré mal gré, un paragraphe consacré à l'environnement dans leurs programmes électoraux tandis que des politiques publiques ont été mises en place dans ce domaine. L'écologie se banalise, le nucléaire également, cependant que l'idée de révolution se conjugue de plus en plus au passé²⁷⁹².

Cette troisième partie entend donc démontrer que l'institutionnalisation de l'écologisme français n'est que la manifestation la plus spectaculaire d'une évolution plus profonde des écologistes en réponse à la métamorphose du champ de l'environnement et à la profonde transformation du contexte social, politique et économique qui a présidé à son apparition près d'une décennie plus tôt. Dès lors, nous proposons le concept de « sorties des années 68 » pour comprendre le poids de la chronologie dans ces transformations et ainsi en restituer la logique. En l'espace de quelques années, de la fin des années soixante-dix au début des années quatre-vingt, certaines questions cruciales sont envisagées sous un angle nouveau, fondamentalement différent de celui adopté durant les années 68. L'institutionnalisation de l'écologisme, le rapport à la protection de la nature et de l'environnement, la place du militant se voient ainsi revus et repris à nouveaux frais. Des nombreuses réponses différentes apportées à ces multiples controverses, l'une des plus marquantes est l'apparition d'un parti politique écologiste pérenne qui constitue le terme de notre étude.

Dans un premier chapitre, il est nécessaire de préciser le concept de « sorties des années 68 » pour mieux comprendre les multiples recompositions de l'écologisme français à la fin des années soixante-dix. L'unification de la nébuleuse au sein d'une

²⁷⁹¹ Boris Gobille, « Crise du consentement et rupture d'allégeance », in Dominique Damamme et alii, *op. cit.*, p. 20.

²⁷⁹² Robert Frank, « 68 après 68: de la contestation du passé à la crise de l'avenir », in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, *op. cit.*, p. 777.

organisation commune voire unique devient alors un point ardemment débattu par les militants. C'est donc à l'édification de cette structure, dans ses réussites comme dans ses échecs, ainsi qu'à la définition de ses nouvelles orientations que le second chapitre de cette troisième partie est consacré.

Chapitre VII. Les recompositions de l'écologisme

La manifestation du 31 juillet 1977 à Malville puis la participation aux élections législatives de mars 1978 marquent durablement l'image de la nébuleuse écologiste. Que les militants y prennent part ou non, qu'ils y soient favorables ou pas, ces événements donnent en effet une certaine définition de ce qu'est l'écologisme et de ce qu'il devrait être. Le rapport de force sur le terrain et dans les urnes apparaissent alors comme les deux facettes d'une même démarche caractéristique des années 68.

A l'issue de cette période particulièrement dense et dans une certaine mesure infructueuse, de multiples débats se font jour sur l'orientation à donner au mouvement, qui, beaucoup s'en disent convaincus, est entré en crise. Ainsi, dans les quelques années qui constituent le tournant des années soixante-dix et quatre-vingt, l'écologisme se trouve profondément redéfini, dans ses pratiques, ses finalités et ses structures. Ce faisant, les militants accompagnent et participent à une évolution plus large du rapport au politique en France et dans le monde qui se manifeste notamment par le reflux des idéaux révolutionnaires, du marxisme et de la conflictualité sociale.

Cette transformation d'ampleur a parfois été réduite comme un abandon des idéaux des années soixante-dix. A rebours de cette approche morale, un concept, celui de sorties des années 68, permet d'analyser scientifiquement les recompositions de l'écologisme durant cette période. Il fournit ainsi une clé d'analyse pour comprendre le positionnement respectif des Amis de la Terre et de la tendance gravitant autour de la Coordination interrégionale des mouvements écologiques, qui conduit la liste Europe Ecologie aux élections européennes de 1979, qui constituent progressivement deux rameaux distincts de l'écologisme.

1. Crises et recompositions de l'écologie

e. Les sorties des années 68

En 1983, le sociologue Bernard Lacroix utilise pour la première fois l'expression « années 68 » dans un article intitulé « Les jeunes et l'utopie : transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 68 »²⁷⁹³. Ce n'est cependant que dans la dernière décennie que les historiens se sont saisis de ce concept pour signifier la nécessité de ne pas réduire Mai 68 aux troubles du printemps dans le Quartier latin mais de procéder au contraire à un élargissement géographique et surtout chronologique de leurs recherches à une période courant du début des années soixante jusqu'au début des années quatre-vingt²⁷⁹⁴. Dans cette perspective, Mai 68 n'est plus un événement incomparable mais plutôt la manifestation la plus spectaculaire d'une période riche en mutations culturelles et en conflictualité politique²⁷⁹⁵. Ainsi, en détournant le regard de l'historien de ce seul événement, le concept d'années 68 redonne toute leur importance à des phénomènes jusqu'à présent sous-estimés.

Toute proposition problématisée de périodisation pose inmanquablement la question de ses bornes chronologiques. Evoquant l'entrée dans les années 68, Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel insistent sur l'importance de la fin de la guerre d'Algérie en 1962 qui favorise l'épanouissement d'une culture jeune et l'esquisse d'un renouveau politique et idéologique appelée à mûrir durant les deux décennies suivantes²⁷⁹⁶. En outre, cette date présente l'intérêt de correspondre à la crise des missiles de Cuba à l'issue de laquelle les relations est-ouest connaissent une phase de détente relative propice à l'émergence de nouveaux enjeux dans les sociétés industrialisées. Pour sa part, Jean-François Sirinelli voit dans l'année 1965 une charnière décisive correspondant à une première baisse du taux de natalité après plus de vingt années de hautes-eaux, phénomène qui coïncide avec un décrochement significatif de la pratique religieuse chez les

²⁷⁹³ Isabelle Sommier, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°6, septembre-décembre 2008, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=06&rub=dossier&item=62>, p. 1.

²⁷⁹⁴ Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000 ; Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, op. cit. ; Antoine Artous, Didier Epsztein, Patrick Silberstein (dir.), *La France des années 68*, Paris, Editions Syllepse, 2008 ; Geneviève Dreyfus-Armand, *Les années 68 : Un monde en mouvement*, Paris, Editions Syllepse, 2008.

²⁷⁹⁵ Jean-Philippe Legois, Francis Parent, Franck Veyron, Xavier Vigna, « Les années 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand, *Les années 68 : Un monde en mouvement*, op. cit., p. 13.

²⁷⁹⁶ Philippes Artières, Michelle Zancarini-Fournel

jeunes²⁷⁹⁷. L'historien interprète ces données comme le signe d'une affirmation de l'individu et une importance nouvelle de l'espace privé dans l'espace public, deux caractéristiques qui signent l'entrée dans les « Vingt Décisives »²⁷⁹⁸. De fait, loin d'être concurrentes, ces deux propositions ne s'excluent pas l'une l'autre et dessinent un court moment, quelques années, qui paraissent déterminantes dans les mutations de la France d'après-guerre.

La question de la borne finale des années 68 est toute aussi délicate à résoudre. Henri Mendras situe à 1984 le terme de *La Seconde Révolution française*²⁷⁹⁹ ; Robert Frank, considérant que les années 68 sont un temps d'enchantement, d'optimisme qui mêlent mutations culturelles et contestations politiques, se refuse quant à lui à prolonger cette période jusqu'aux années quatre-vingt et propose de s'arrêter à la tragédie cambodgienne de 1975²⁸⁰⁰. Celle-ci symboliserait en effet la faillite des tentatives révolutionnaires de transformer l'homme et la société, démarche qui conduirait en définitive au totalitarisme le plus meurtrier. De son côté, Pascal Ory choisit de terminer son récit à l'élection de François Mitterrand en mai 1981²⁸⁰¹, qui signale tout à la fois l'apogée d'une aspiration à « changer la vie » et l'entrée prochaine dans une crise du réformisme²⁸⁰². Dans les deux cas, le désenchantement constituerait l'horizon indépassable de la fin des années 68.

La concurrence de ces bornes chronologiques signale leur relativité d'autant plus qu'elles ne se fondent bien souvent que sur le contexte politique ou social français, occultant le jeu d'échelles géographiques et l'importance des phénomènes transnationaux. Plus fondamentalement, postuler le caractère déterminant d'un événement pour l'ensemble d'une société peut conduire à méconnaître combien sa réception peut être équivoque et faire l'objet de multiples formes d'instrumentalisation. Ainsi, *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne, paru en 1973, est parfois crédité d'avoir dessillé les yeux des intellectuels occidentaux ; en révélant au monde l'horreur du goulag, il aurait été à l'origine d'un désenchantement définitif à l'égard du communisme, favorisant alors la fin des idéologies et celle des années 68²⁸⁰³. Contre cette vulgate,

²⁷⁹⁷ Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives. Le passé proche de notre avenir (1965-1985)*, Paris, Arthème Fayard, 2007, p. 53

²⁷⁹⁸ *Ibidem*.

²⁷⁹⁹ Henri Mendras, *La Seconde Révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988.

²⁸⁰⁰ Robert Frank, « Le temps de 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand, *Les années 68, op. cit.*, p. 59.

²⁸⁰¹ Pascal Ory, *L'entre-deux-Mai. Histoire culturelle de la France, mai 1968- mai 1981*, Paris, Seuil, 1983.

²⁸⁰² Laurent Jalabert, *Le 10 mai 1981 : Mitterrand président. Racines et sens d'une victoire, op. cit.*, p. 42.

²⁸⁰³ Robert Frank, « Le temps de 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand, *Les années 68, op. cit.*, p. 57.

Michael Christofferson a montré combien cet événement s'insère dans une évolution plus large du rapport des intellectuels à la gauche qui ne peut être véritablement appréhendée que dans le contexte de la formation de l'union de la gauche et de sa rupture²⁸⁰⁴. Le caractère symbolique et déterminant de cette date aurait donc été construit dans un but précis, constat qui doit nécessairement conduire à en relativiser la portée pour l'ensemble de la société française.

Plus largement, toute date fixant le terme d'une enquête historique relève du choix de l'historien et, tant que telle, elle est toujours contingente et susceptible d'être remise en cause. Pour appréhender l'ensemble des processus sociaux, politiques et culturels à l'œuvre en cette fin des années 68, il paraît donc opportun de laisser un temps de côté la recherche d'un moment précis supposé déterminant pour envisager cette question dans une perspective différente.

Plutôt que de tenter d'assigner un terme précis à cette période, nous proposons d'employer l'expression de « sorties des années 68 » pour analyser les processus spécifiques à l'œuvre durant ce court laps de temps. Cette approche s'inspire du concept de « sortie de guerre » notamment développée par Bruno Cabanes et Guillaume Piketty pour analyser les suites immédiates de la Première Guerre mondiale²⁸⁰⁵. Comme ils le démontrent, l'armistice du 11 novembre 1918 marque certes l'arrêt des opérations militaires sur le front occidental mais aussi le début d'un processus plus ou moins long de retour des hommes et des institutions à la vie civile. La déprise de la violence et la « démobilisation culturelle » des anciens combattants et de l'arrière peut ainsi prendre plusieurs années voire, comme le signale Christian Ingrao, ne jamais prendre véritablement fin²⁸⁰⁶. Ce concept présente donc le grand mérite de dépasser la recherche d'une date précise censée résumer ou symboliser une période pour s'intéresser à l'évolution complexe, heurtée et parfois asynchrone des sociétés. Alors qu'une date signale un événement ponctuel, donc contingent, les sorties de guerre permettent de

²⁸⁰⁴ Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche*, op. cit., p. 31.

²⁸⁰⁵ Bruno Cabanes, Guillaume Piketty, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, n°3, 2007, p. 1, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=22>

²⁸⁰⁶ Christian Ingrao, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010.

problématiser et de conférer une densité nouvelle aux phénomènes étudiés, dont l'intensité, la complexité et le rythme peuvent considérablement varier²⁸⁰⁷.

Appliqué aux années 68, ce concept conduit à analyser en détail une courte période durant laquelle les aspirations politiques, le projet social, les formes d'expressions culturelles auparavant mis en avant se trouvent critiqués, redéfinis ou dépassés. Une telle approche a été mobilisée par Nicolas Defaud dans son étude consacrée au passage de la CFDT du socialisme autogestionnaire à un « syndicalisme de proposition »²⁸⁰⁸. L'auteur souligne notamment la nécessité de ne pas envisager cette évolution comme un processus linéaire mais d'en reconstituer les différentes étapes pour leur redonner à chaque fois le sens en fonction du contexte du moment²⁸⁰⁹. Sur ce point, la multiplicité des manifestations et des acteurs en cause – il peut tout aussi bien s'agir d'organisations, d'espaces régionaux ou de simples militants – justifie l'emploi du terme « sorties » au pluriel plutôt qu'au singulier. Ainsi envisagées, les sorties des années 68 s'apparentent à un élargissement de la notion de « deuil de 68 » proposée par Boris Gobille qui est quant à elle essentiellement applicable à des évolutions individuelles²⁸¹⁰.

Le concept de sorties des années 68 permet donc de prendre au sérieux cette courte période de quelques années situées au tournant des années soixante-dix et quatre-vingt durant lesquelles les écologistes sont amenés à redéfinir leur militantisme dans ses pratiques comme dans ses finalités ainsi que leur approche de la politique.

Le concept de sorties des années 68 permet par ailleurs d'analyser scientifiquement des phénomènes souvent envisagés sous un angle moral et polémique. De fait, au fil des commémorations successives de Mai 68, certains exemples de reconversion militante, qui ont amené d'anciens gauchistes à conquérir de belles situations dans le journalisme, la publicité ou les cabinets ministériels, ont parfois été montés en épingle pour dénoncer l'abandon des idéaux de jeunesse de toute une génération et l'intelligence achetée par le désir de parvenir²⁸¹¹. Les itinéraires de Serge July, ancien maoïste devenu patron de presse et principal artisan en 1981 de la renaissance d'un journal *Libération* plus modéré

²⁸⁰⁷ Bruno Cabanes, Guillaume Piketty, « Sortir de la guerre », *art. cit.*, p. 3.

²⁸⁰⁸ Nicolas Defaud, *La CFDT (1968-1995)*, *op. cit.*, pp. 20 *sqq.*

²⁸⁰⁹ *Ibid.*, p. 319.

²⁸¹⁰ Boris Gobille, « La parabole du Fils retrouvé. Remarques sur le « deuil de 68 » et la « génération 68 » », *Mots*, 1998/2, n°54, p. 30.

²⁸¹¹ C'est l'approche adoptée par Guy Hocquenghem dans *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, Agone, 2003.

et acceptant la publicité²⁸¹², ou encore de Jean-Christophe Cambadélis, passé du PCI (Parti communiste internationaliste) au PS via Convergences socialistes²⁸¹³, sont ainsi souvent invoqués pour faire le procès de la génération 68 et de ses reniements dans les années quatre-vingt.

Au-delà de la dénonciation de reconversions militantes et professionnelles guidées par l'ambition et non par les convictions, l'évocation du tournant des années soixante-dix et quatre-vingt est propice à la dénonciation d'une dérive idéologique souvent résumée par l'expression « libéral-libertaire »²⁸¹⁴. Inventée par le sociologue marxiste Michel Clouscard, celle-ci désigne à l'origine les métamorphoses du capitalisme dont l'emprise sur la société se renforcerait en s'appropriant un discours libertaire mis à la mode par Mai 68²⁸¹⁵. Il faut néanmoins relever que ce qualificatif n'est pas uniquement un stigmate puisque Serge July²⁸¹⁶ comme Brice Lalonde²⁸¹⁷ se réclament de cette démarche à la fin des années soixante-dix.

Au reste, le parcours personnel de certains militants écologistes montre que le passage d'une posture libertaire à l'expression de convictions libérales a pu exister. Aux Etats-Unis, Steward Brand, fondateur du *Whole Earth Catalog* en 1968, est ainsi l'un des chantres de la contre-culture avant de se consacrer à l'éloge de l'entreprise comme lieu de l'initiative individuelle par excellence²⁸¹⁸. En France, l'évolution de Brice Lalonde, candidat des écologistes à la présidentielle de 1981 avant de devenir ministre de François Mitterrand (1988-1992) puis de créer Génération écologie, parti politique concurrent des Verts, pour enfin nouer une alliance avec Démocratie libérale animée par Alain Madelin²⁸¹⁹ a également pu alimenter une réflexion critique sur le passage d'une critique hédoniste et individualiste de la société à une apologie du capitalisme néolibéral, acceptant toutes les inégalités sociales au nom de l'exaltation de la liberté²⁸²⁰.

²⁸¹² Olivier Mongin, « Citizen July et *Libération* à travers les « trente bouleversantes » », *Esprit*, août/septembre 2006/8-9, p. 8.

²⁸¹³ Karel Yon, « Que faire de la théorie au Parti socialiste ? La carrière écourtée du marxisme de Convergences socialistes », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, p. 81.

²⁸¹⁴ Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky, « Introduction », in Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky (dir.), *1968 entre libération et libéralisation*, op. cit., p. 11.

²⁸¹⁵ Mathieu Albouy, *Le Sauvage*, op. cit., p. 231.

²⁸¹⁶ Olivier Mongin, « Citizen July et *Libération* à travers les « trente bouleversantes » », art. cit., p. 8.

²⁸¹⁷ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletins de liaison ». « Réunion des délégués régionaux des 4-5 octobre 1980 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, n°55, 80-9, 21 octobre 1980, p. 9.

²⁸¹⁸ Dominique Cardon, « Préface », in Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique*, art. cit., pp. 24-29.

²⁸¹⁹ Alexis Vrignon, « Quelques réflexions sur l'évolution récente de l'écologie politique au travers des autobiographies de leurs leaders », op. cit., p. 76.

²⁸²⁰ Françoise Blum, « A propos d'une commémoration : essai bibliographique », in Bruno Benoît et alii, *A chacun son Mai ?*, op. cit., p. 16.

Au-delà de la dénonciation d'éventuelles dérives libérales-libertaires, les récits portant sur les années 68 sont également propices à une autre forme d'instrumentalisation du passé. Celle-ci se manifeste par l'évocation douce-amère d'un temps qui n'est plus, d'un militantisme échevelé fait d'amitiés et de convictions qui se délitent au fil du temps qui passe et des épreuves de la vie. Cette perspective est souvent adoptée dans le cadre d'autobiographies²⁸²¹ ou d'une biographie de quelques militants supposés incarner une époque²⁸²².

Le principal point commun à ces différentes approches, qu'elles soient critiques ou nostalgiques, est d'établir un lien direct et automatique entre les positions des acteurs durant les années 68 et leur évolution ultérieure malgré les dix à vingt ans qui séparent les deux périodes. Pourtant, comme le souligne Boris Gobille, cette appréhension de Mai 68 à partir de ses conséquences supposées ne fait qu'obscurcir la compréhension de ces événements²⁸²³. C'est particulièrement le cas pour le début des années quatre-vingt, qui semblent propices à des reconversions militantes, d'où l'intérêt d'une analyse spécifique des processus à l'œuvre grâce au concept de sorties des années 68.

Etudier les sorties des années soixante-huit implique donc d'étudier les divergences des carrières militantes des différents acteurs du mouvement. Cette démarche a déjà été adoptée dans plusieurs travaux de science politique. Dans sa thèse consacrée aux fondateurs de SOS-Racisme, Philippe Juhem a montré combien cette période est propice à une reconversion politique motivée autant par le manque de perspectives à l'extrême-gauche que par les possibilités offertes par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 qui crée un appel d'air militant et idéologique²⁸²⁴. Partant du constat que la très grande majorité des militants n'avaient pas les propriétés sociales ou les ressources politiques de ces leaders, Erik Neveu s'attèle quant à lui à la reconstitution des « trajectoires de « soixante-huitards ordinaires » » dont il définit les différents modes de sortie²⁸²⁵. Ceux-ci surviennent bien souvent lorsque les militants prennent conscience vers la fin des

²⁸²¹ Benjamin Stora, *La dernière génération d'Octobre*, Paris, Hachette, 2003 ; Daniel Lindenberg, *Choses vues. Une éducation politique autour de 68*, Paris, Bartillat, 2008 ; Romain Goupil, *Mourir à trente ans*, MK2, 1982.

²⁸²² Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération*, *op. cit.*

²⁸²³ Boris Gobille, « Crise de consentement et rupture d'allégeance », in Frédérique Damamme et alii (dir.), *Mai-juin 1968*, *op. cit.*, p. 19.

²⁸²⁴ Philippe Juhem, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 2001/1, n°51, pp. 138 *sqq.*

²⁸²⁵ Erik Neveu, « Trajectoires de « soixante-huitards ordinaires » », in Frédérique Damamme et alii (dir.), *Mai-juin 68*, *op. cit.*, p. 308.

années soixante-dix de la résistance du réel et de l'inadéquation de leurs aspirations face à la société française de l'époque. Erik Neveu cite ainsi l'exemple de membre de l'Humanité rouge candidats aux législatives de 1978 dans des zones où ils se considéraient relativement bien implantés et où ils réalisent pourtant des scores humiliants²⁸²⁶. De fait, à mesure que l'appareil militant se délite, que la perspective d'une transformation radicale de la société s'éloigne, l'entre-soi et les contraintes sociales d'un engagement politique intensif se font plus durement sentir, favorisant des phénomènes de départ. D'autres facteurs peuvent indirectement jouer un rôle majeur dans ce processus tels que l'entrée dans la vie professionnelle qui est souvent synonyme d'une moindre disponibilité pour les activités militantes et qui s'accompagne parfois du choix d'un métier susceptible de peser sur le monde (avocat, éducateur)²⁸²⁷. Dans le cas des écologistes, les sorties des années 68 peuvent aussi bien se traduire par un abandon – temporaire ou définitif – du militantisme au profit de la recherche d'une transformation de la vie quotidienne, par le début d'une carrière politique dans le cadre d'un appareil partidulaire renouvelé ou encore par un recentrage sur des activités ostensiblement associatives.

Au-delà de la sinuosité éventuelle des parcours individuels, les sorties des années 68 sont également l'expression d'une interrogation collective et conflictuelle de la part des militants sur la signification même de leur démarche.

Cet aspect des sorties des années 68 a été clairement identifié par Sylvie Ollitrault dans son ouvrage *Militer pour la planète* où elle constate que « le temps des manifestations éclipsé, nous observons encore que la diffusion d'un modèle d'action collective puisant dans l'expertise s'est imposé dans les années 1980, y compris parmi les plus fervents tenants, au niveau du pôle politique, de l'action manifestante »²⁸²⁸. L'auteure restitue opportunément la manière dont la manifestation devient une action d'ordre identitaire et non plus un moyen de contribuer directement à une transformation de la société²⁸²⁹. Néanmoins, ce passage de la rue aux salles de conférences, de la manifestation à l'expertise, reste dans l'ouvrage de Sylvie Ollitrault une boîte noire que l'auteur se contente d'entrouvrir²⁸³⁰. Certes, plusieurs facteurs sont évoqués pour

²⁸²⁶ *Ibid.*, p. 312.

²⁸²⁷ *Ibid.*, p. 313.

²⁸²⁸ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète*, *op. cit.*, p. 63.

²⁸²⁹ *Ibid.*, p. 65.

²⁸³⁰ *Ibid.*, pp. 97 *sqq.*

expliquer cette inflexion du répertoire d'action des écologistes tels qu'une plus grande propension des pouvoirs publics à mettre en œuvre des procédures de concertation, l'acculturation à des pratiques de lobbying à l'échelle européenne ou encore le rôle des médias²⁸³¹. De notre point de vue, Sylvie Ollitrault tend cependant trop rapidement à considérer que cette évolution est naturelle et concerne l'ensemble des militants. Or, le concept de sorties des années 68 permet de restituer la variété et la conflictualité des interprétations suscitées par ces phénomènes à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt que certains acceptent de bonne grâce tandis que d'autres s'efforcent de combattre en redéfinissant l'écologisme comme alternative radicale.

Dans cette perspective, l'une des principales controverses qui absorbe les écologistes durant cette période porte sur la place du politique dans leur démarche. En effet, dans les années soixante-dix, la politisation de l'écologisme s'est effectuée par la transgression assumée des frontières entre l'associatif et l'électoral d'une part et d'autre part entre la science et l'idéologie²⁸³². Le politique, essentiellement défini le gouvernement de la cité dans ses acceptions les plus nobles, cessait alors d'être un domaine circonscrit par le recours aux élections pour aborder de nouvelles questions. Or, après plusieurs années de discussions fiévreuses, d'anathèmes, de brouilles et de communiqués communs, les Verts, sous-titrés « Parti Ecologiste – Confédération Ecologiste » voient finalement le jour en janvier 1984 à l'occasion du congrès de Clichy²⁸³³. Les écologistes se dotent ainsi d'une structure dont la vocation essentielle sinon exclusive réside dans la participation à la compétition électorale pour obtenir des élus et exercer des mandats de gestion. Il y a là une évolution notable dont il faut comprendre les tenants et aboutissants. A ce titre, l'exemple de la CFDT, qui engage à la même époque un recentrage sur ses activités syndicales, condamnant toute tentation de « surpolitisation »²⁸³⁴, fournit un point de comparaison particulièrement précieux.

Face à des interprétations morales ou nostalgiques de la période allant de la fin des années soixante-dix au début des années quatre-vingt, le concept de « sorties des années 68 » permet de penser scientifiquement les évolutions à l'œuvre, d'en restituer l'ampleur et la complexité. De fait, les organisations et les militants écologistes sont à la fois les

²⁸³¹ *Ibid.*, p. 104.

²⁸³² Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation, op. cit.*, p. 362.

²⁸³³ Jean Carlier, « Le suicide du candidat centripète », *Ecologie*, n°355, s.d. [c. février 1984], p. 20.

²⁸³⁴ Nicolas Defaud, *La CFDT (1968-1995), op. cit.*, p. 106.

acteurs et les sujets de ces sorties des années 68 qui les touchent au premier chef dans la mesure où leur démarche politique est née durant cette période. Dans leur définition d'un militantisme total qui se veut sociétal et culturel autant que politique, dans leur recherche d'un dépassement de l'idéologie marxiste ou encore dans leur ouverture au monde, les écologistes ont épousé bien des aspirations de leur temps. C'est pourquoi les sorties des années 68 constituent une zone de turbulence au terme de laquelle l'écologisme sort sensiblement transformé.

En définitive, loin de tracer un chemin linéaire, les sorties des années 68 expriment au contraire une nouvelle donne où le sens et les pratiques de l'écologisme sont redéfinis après que ceux-ci se sont, très provisoirement, stabilisés au milieu des années soixante-dix. C'est à la reconstitution de ces parcours individuels et collectifs durant cette période singulière que nous allons maintenant nous consacrer.

f. Une crise de l'écologisme ?

Dans les dernières années de la décennie soixante-dix, de nombreux militants commencent à évoquer la crise que traverserait l'écologisme français. Ses symptômes seraient multiples, allant de l'érosion des adhésions à l'inefficacité chronique des actions entreprises, en particulier dans le domaine de la lutte antinucléaire. Après plusieurs années de mobilisation, celle-ci paraît en effet marquer le pas devant l'avancée apparemment inexorable du programme gouvernemental. Ce pessimisme quant à l'avenir du mouvement témoigne d'un net infléchissement de l'état d'esprit des écologistes. Lors de la campagne présidentielle de René Dumont, ces derniers étaient en effet convaincus que l'homme devait choisir entre l'écologie et la mort, qu'une refonte radicale des rapports entre l'homme et la nature est non seulement nécessaire mais surtout inéluctable sous peine d'entraîner la disparition de la civilisation contemporaine²⁸³⁵. Or, quelques années plus tard, un militant s'interroge, « qu'est-ce qui fait que nous ne trouvons pas le maillon indispensable entre les vérités dont nous sommes porteurs et les applications concrètes que nous sommes lucidement en droit d'attendre ? »²⁸³⁶.

Cette difficulté à passer des idées aux actes, des virtualités d'un mouvement à ses réalisations concrètes alimente ce sentiment de crise. Parce qu'il est construit par les

²⁸³⁵ René Dumont, *L'écologie ou la mort, op. cit.*

²⁸³⁶ Thierry Aucher, « Courrier. « Debout les paumés de la terre ! », *La Gueule Ouverte*, n°202, 22 mars 1978, p. 3.

acteurs mêmes du mouvement, ce bilan n'a pas uniquement une fonction analytique car il amène les militants à réfléchir sur les nouvelles directions à donner à l'écologisme français. A ce titre, la crise est à la fois un moment périlleux et gros de potentialité : c'est à l'étude de ces deux dimensions, caractéristique des sorties des années 68, que ce passage est consacré.

Le sentiment d'une crise multiforme, à la fois économique, sociale et politique, n'est pas propre aux écologistes et touche de nombreux acteurs des mouvements sociaux à la fin des années soixante-dix où l'heure semble au désenchantement. Ainsi, l'échec de la gauche aux élections législatives de mars 1978 est durement ressenti par de nombreux militants²⁸³⁷, y compris parmi les écologistes, malgré les différents qui les opposent au PS et surtout au PCF²⁸³⁸. La reconduction de la majorité de droite est d'autant plus mal vécue que la politique menée par Valéry Giscard d'Estaing se fait plus conservatrice²⁸³⁹. Dans le domaine des politiques environnementales²⁸⁴⁰ comme sur la question des radios libres²⁸⁴¹, la libéralisation qui a caractérisé la première partie du mandat cède la place à une approche plus répressive, comme en témoigne la loi du 7 juin 1978 punissant d'une peine de prison et d'une forte amende les contrevenants au monopole d'Etat sur les stations de radio²⁸⁴².

A ces perspectives électorales moroses s'ajoute le sentiment plus général d'une impasse des mouvements sociaux. Les actions terroristes des Brigades rouges en Italie et de la Fraction armée rouge en RFA²⁸⁴³ sont ainsi largement considérées comme des dérives qui, loin d'ébranler l'Etat, ne pourront que le conforter²⁸⁴⁴. Par ailleurs, face à la crise économique et à la montée du chômage, confrontées aux fermetures d'usine dont les manifestations des sidérurgistes lorrains constituent l'illustration la plus spectaculaire, les pratiques de protestation traditionnellement mises en œuvre dans les années soixante-dix

²⁸³⁷ Lilian Mathieu, *Les années 70, op. cit.*, p. 15.

²⁸³⁸ « Compte-rendu de l'AG des AT-Lille du 17 septembre 1978 », *Légitime défense*, n°14B, septembre 1978, p. 1.

²⁸³⁹ Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. Tome 19 – Crises et alternances (1974-1995)*, Paris, Seuil, 1998, pp. 177 sqq.

²⁸⁴⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Louis Timbal-Duclaux, « 1978 : tournant écologiste ? (un scénario parmi d'autres possibles) », *Informations et Réflexions*, octobre 1978, n°3, p. 3.

²⁸⁴¹ Claude Collin, *Ecoutez la vraie différence. Radio Verte Fessenheim, Radio SOS Emploi-Longwy et les autres...*, Claix, La pensée sauvage, 1979, p. 33.

²⁸⁴² *Ibidem*.

²⁸⁴³ Dominique Linhardt, « La Fraction armée rouge et les autres : la guérilla en RFA », in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective, op. cit.*, pp. 470 sqq.

²⁸⁴⁴ Christian Treillard, « Les non-violents responsables », *La Gueule Ouverte*, n°192, 12 janvier 1978, p. 1.

semblent de peu d'effet²⁸⁴⁵. Ainsi, le système politique et social semble plus solide que certains ne l'avaient cru au cours des années soixante-dix, alimentant le sentiment d'une impasse militante.

Dans ce contexte général propice à la morosité, plusieurs événements concourent plus spécifiquement à installer l'idée d'une crise générale de l'écologisme français qui se traduirait notamment par un déclin de la conflictualité sur le terrain. Ainsi, aux yeux des journalistes de *La Gueule Ouverte*, le mouvement a été confronté à plusieurs échecs successifs et se trouve désormais au creux de la vague²⁸⁴⁶. Isabelle Cabut évoque ainsi « la grande baffé de Malville » qui semble mettre fin à l'idée d'un développement irrépensible de la lutte antinucléaire en France²⁸⁴⁷. Dans *Le Courrier de la Baleine*, Laurent Samuel constate également que la plupart des luttes antinucléaires marquent le pas à la fin des années soixante-dix, à l'exception notable de Plogoff et du Pellerin²⁸⁴⁸. Dans le Nord-Pas-de-Calais, les Amis de la Terre de Lille évoquent eux-aussi un désarroi militant comme en atteste leur incapacité à se mobiliser contre le projet de construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium à Offekerque²⁸⁴⁹. Solange Fernex, qui appartient à une tendance de l'écologisme différente des Amis de la Terre, partage ce sentiment de crise ; elle estime en effet que le répertoire d'action reposant sur l'organisation de grandes manifestations et l'installation d'un rapport de force sur le terrain est une impasse, ce qui doit amener les écologistes à évoluer pour espérer faire valoir leur point de vue²⁸⁵⁰.

De même, la participation aux élections législatives fait l'objet d'un procès sans concession. Les Amis de la Terre de Lille affirment que contrairement à un argument avancé depuis la campagne Dumont, les élections ne sont pas un moyen pertinent pour diffuser les idées écologistes au sein de la population²⁸⁵¹. Ils regrettent notamment la faiblesse du débat d'idée entraînée par la nécessité de ne mettre en avant que quelques propositions marquantes ou encore les conflits personnels suscités par les procédures de

²⁸⁴⁵ Gilles Richard, « « L'expérience Barre » ou l'entrée de la France dans l'ère néolibérale », in Olivier Dard, Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve, 2011, p. 286.

²⁸⁴⁶ « Le futur de l'écologie », *La Gueule Ouverte*, n°203, 19 avril 1978, p. 9.

²⁸⁴⁷ Isabelle Cabut, « Bilan d'un an de concubinage », *La Gueule Ouverte*, n° 219, 19 juillet 1978, p. 1 bis.

²⁸⁴⁸ Laurent Samuel, « L'écologie oui, les écologistes non ! », *Le Courrier de la Baleine*, n°42, février 1979, p. 14.

²⁸⁴⁹ « Nucléaire », *Légitime défense*, n°15B, décembre 1978, p. 3.

²⁸⁵⁰ Solange Fernex, « Un pas vers l'autonomie », *La Gueule Ouverte*, n°207, 26 avril 1979, p. 9.

²⁸⁵¹ Les AT-Lille, « Les élections, une information qu'ils disent », *Le Courrier de la Baleine*, n°36, mai 1978, p. 4.

désignation des candidats²⁸⁵². De même, en avril 1978, des groupes écologistes et des membres des communautés rurales, réunis à l'invitation de *La Gueule Ouverte*, expriment leur lassitude à l'égard d'une démarche électorale dont ils ne perçoivent plus clairement l'intérêt au regard de l'investissement matériel et financier requis²⁸⁵³.

Dans une certaine mesure, ce constat de crise est excessif. Malgré les difficultés et dans un contexte propice à la bipolarisation de l'électorat, les élections législatives sont loin d'avoir été une déroute – les candidats Ecologie 78 obtiennent 4,6 % des voix là où ils sont présents – et de nombreux conflits environnementaux perdurent en France, non seulement à Plogoff et au Pellerin mais également à Golfech ou encore à Nogent²⁸⁵⁴. Ces déclarations n'en traduisent pas moins une lassitude des militants à l'égard d'actions dont les résultats à court terme paraissent maigres au vu des sacrifices consentis et de l'enthousiasme initial. A l'instar d'autres mouvements sociaux et politiques, l'écologisme semble commencer sa sortie des années 68.

De fait, les écologistes paraissent ne pas avoir de prise sur les conflits environnementaux de la fin des années soixante-dix, comme si ceux-ci étaient appelés à se répéter sans trêve, en une désespérante litanie. Le cas du naufrage de l'*Amoco Cadiz* et de la marée noire qui s'ensuivit en mars 1978²⁸⁵⁵ est particulièrement révélateur de cette situation. Confrontés à cette catastrophe sans précédent, les groupes écologistes peinent en effet à proposer une réponse efficace et cohérente.

Alors même qu'en Bretagne, l'émotion est considérable – une manifestation rassemble ainsi près de vingt-mille personnes à Brest le 27 mars²⁸⁵⁶ – sur le plan national, les écologistes ne parviennent pas à définir une position commune alors même que beaucoup d'entre eux s'étaient coalisés au sein d'Ecologie 78 pour les élections du début du mois. *La Gueule Ouverte* opte ainsi pour une analyse avant tout politique en fustigeant l'inefficacité des mesures prises par les pouvoirs publics, en particulier le plan Polmar destiné à coordonner les moyens humains et matériels de lutte contre la pollution²⁸⁵⁷. Le journal regrette plus fondamentalement que cette catastrophe ne soulève qu'une

²⁸⁵² *Ibidem*.

²⁸⁵³ Michel Pascal, « Réunion à la Clayette des 8 et 9 avril », *Légitime défense*, n°13C, avril 1978, p. 5.

²⁸⁵⁴ Laurent Samuel, « La bataille de Nogent », *Le Courrier de la Baleine*, n°44, avril 1979, p. 18.

²⁸⁵⁵ Tudi Kernalegenn, *Luttes écologistes dans le Finistère*, op. cit., pp. 98 sqq.

²⁸⁵⁶ *Ibid.*, p. 103.

²⁸⁵⁷ Isabelle Cabut, « Editorial », *La Gueule Ouverte*, n°203, 30 mars 1978, p. 2.

indignation morale peu propice à une transformation de la société²⁸⁵⁸. De leur côté, les Amis de la Terre de Paris optent pour une stratégie propre à la société civile en lançant, à la suite de l'UFC-Que Choisir, un mot d'ordre de boycott de la Shell, compagnie propriétaire de la cargaison²⁸⁵⁹. Une telle action, décidée dans l'urgence, sans consulter les autres groupes, est vertement critiquée par Asselin, militant écologiste et non-violent, qui souligne que la précipitation rend inefficace tout appel au boycott dont la réussite implique au contraire un travail long et fastidieux de mobilisation des militants, d'interventions répétées dans la presse et sur le terrain pour convaincre la population, ce dont les écologistes sont à ses yeux incapables²⁸⁶⁰. De fait, hormis dans quelques stations-services, ce boycott semble n'avoir eu aucune efficacité.

Ces dysfonctionnements ne sont pas uniquement d'ordre organisationnel et reflètent également l'incapacité des écologistes à tenir un discours cohérent sur la catastrophe et les solutions à lui apporter.

Ainsi, les Amis de la Terre de Paris hésitent entre une mise en cause de la société Shell de laquelle ils exigent des mesures réglementaires et une réparation des dégâts causés d'une part et d'autre part un appel à ce que la population stabilise sa consommation d'hydrocarbure, considérant que celle-ci est objectivement complice de cette catastrophe²⁸⁶¹. Le groupe espère donc que l'identification rationnelle et judiciaire des responsabilités conduira à un sursaut éthique dans l'opinion publique, restant ainsi fidèle à la théorie de la prise de conscience déjà mobilisée dans la lutte antinucléaire.

Ces réflexions sont critiquées par le groupe Poséidon qui y voit le mélange peu compatible de propositions techniques peu réfléchies et de déclarations politiques inapplicables ; celui-ci estime que le problème tient avant tout à l'absence de navire de secours dans le port de Brest et à la faiblesse des moyens mis en œuvre dans le cadre du plan Polmar²⁸⁶². Un tel épisode illustre donc l'hésitation lancinante des écologistes entre des propositions réformistes fondées sur une expertise spécifique et un radicalisme propre à un mouvement politique né de la hantise d'une catastrophe imminente sans parvenir à articuler ces deux dimensions de manière satisfaisante ; l'action pour le moins

²⁸⁵⁸ Jean-Louis Soulié, « Shell tue, la Bretagne meurt, l'Etat fournit les cercueils », *La Gueule Ouverte*, n°203, 30 mars 1978, p. 3.

²⁸⁵⁹ Les AT-Paris, « Marée noire : pourquoi le boycott ? », *Le Courrier de la Baleine*, n°36, mai 1978, p. 2.

²⁸⁶⁰ Asselin, « Des U.S. et coutumes du boycott », *La Gueule Ouverte*, n°205, 5 avril 1978, p. 4.

²⁸⁶¹ Les AT-Paris, « Marée noire : pourquoi le boycott ? », *Le Courrier de la Baleine*, n°36, mai 1978, p. 2.

²⁸⁶² Gilles Klein, « Le groupe Poséidon : non aux CRS de la mer !! », *La Gueule Ouverte*, n°204, 5 avril 1978, p. 8.

cacophonique qui en découle remet alors en cause l'aspiration du mouvement à afficher une démarche unie.

L'émotion suscitée par le naufrage de l'*Amoco Cadiz* ne dure qu'un temps mais cet épisode est malgré tout révélateur d'une période où les dysfonctionnements du mouvement sont considérés comme le reflet d'une crise profonde de l'écologisme français où l'amateurisme s'ajouterait à la procrastination comme le souligne un rédacteur du *Courrier de la Baleine* dans le compte-rendu d'un ouvrage à l'issue duquel il souligne que « ce livre [...] se termine par une attaque ouverte contre ceux qui parlent, qui signent des pétitions, publient des communiqués, donnent des conférences de presse, informent, bref, démontrent la nécessité de faire quelque chose, mais ne passent jamais aux actes (n'est-ce pas les écolos !) »²⁸⁶³.

S'arrêter aux insuffisances organisationnelles des écologistes conduirait cependant à ne dresser qu'un bilan partiel de la réalité. Le naufrage de l'*Amoco Cadiz* n'est pas uniquement celui des organisations écologistes. Plus profondément, il apporte un démenti cinglant aux militants qui considèrent que les conflits environnementaux sont de nature à entraîner dans l'opinion publique une prise de conscience décisive des impasses de la société industrielle. Cet épisode révèle en effet qu'une vague d'indignation peut n'avoir que peu de conséquences directes sur les modes de vie. Or, pour les écologistes, ce constat est d'autant plus cinglant qu'une marée noire apparaît pourtant comme l'archétype de la catastrophe environnementale jusque dans sa matérialité. Contrairement à la radioactivité, dont les manifestations ne sont pas directement perceptibles par les sens, le déferlement de nappes de pétrole visqueux sur un environnement littoral souvent considéré comme naturel : la matière noire souillant le sable et la roche revêtent indéniablement un caractère spectaculaire voire télégénique²⁸⁶⁴.

Ainsi, loin d'amener une mise en cause radicale d'un mode de vie fondé sur les énergies fossiles, comme les écologistes semblaient l'espérer, cet épisode manifeste au contraire, comme Seveso ou Three Miles Island, le développement d'une société du risque telle qu'Ulrick Beck l'a analysé dans les années quatre-vingt où le risque ne vient pas d'un sous-apvisionnement technologique mais au contraire d'une situation de

²⁸⁶³ PL, « Bernard Vincent, *Paul Goodman ou la reconquête du présent* », *Le Courrier de la Baleine*, n°47-48, juillet-août 1979, p. 30.

²⁸⁶⁴ Christian Delporte, « 'N'abîmons pas la France !'. L'environnement à la télévision dans les années 1970 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, n°113, p. 57.

surproduction industrielle²⁸⁶⁵. Dès lors, la catastrophe, loin d'être mobilisatrice, s'inscrit dans une quotidienneté sans que le scandale n'ait l'effet escompté par les militants.

Dans ce contexte de difficultés réelles pour les écologistes, de nombreux acteurs s'inquiètent d'une autre facette de cette crise : l'érosion militante continue qui toucherait selon eux le mouvement. Sur cette question, il est impossible de donner des statistiques nationales dans la mesure où de nombreux groupes locaux se réclament de ce courant sans chercher à participer à un mouvement national structuré ou à communiquer des statistiques sur l'évolution de leurs adhésions. Néanmoins, il semble bien qu'à l'image d'autres mouvements sociaux, certains militants ralentissent très nettement leurs activités voire y mettent complètement un terme.

Cédric Philibert évoque ainsi la lassitude ressentie à l'égard d'un militantisme devenu répétitif et sans perspective, situation propice à la démobilisation²⁸⁶⁶. Comme le signale un couple de militants, « la militance, les manifs, faut plus nous en causer. Envie de vivre tout de suite, ici, que ça circule et que la déprime aille se faire foutre ailleurs. [...] Arrive un moment où il faut faire quelque chose. Alors on s'est mis à peindre, à écrire, à faire de la place dans la maison pour ceux qui y viennent »²⁸⁶⁷. Ces témoignages ponctuels sont corroborés par l'échec de l'opération « Ecologie n+1 » lancée dès octobre 1977 par *La Gueule Ouverte*. Celle-ci visait à retisser des réseaux militants à l'échelle locale partout en France pour réaliser un amalgame des différents mouvements sociaux et ainsi améliorer l'efficacité des actions entreprises²⁸⁶⁸. Or, cette opération semble particulièrement décevante en raison d'une part du faible taux de réponse des lecteurs et d'autre part du caractère démoralisant des réponses reçues. Comme l'écrit l'un des correspondants du journal, « Quand on habitait Asnières, on connaissait sur un rayon de 3 km, six ou sept communautés, un groupe femmes, on participait au journal parallèle *Parlons-en*, à un groupe Amis de la Terre, à un réseau bouffe. Alors même si tout ça n'existe plus, il doit bien y avoir autre chose qu'une ou deux adresses sur le 92 »²⁸⁶⁹. Ainsi, loin d'être le catalogue espéré des mouvements sociaux, l'opération Ecologie n+1 devient en quelque sorte la chronique de leur disparition. Ce phénomène n'est pas propre à l'écologisme et les sorties des années 68 se traduisent donc par de nombreux

²⁸⁶⁵ Ulrich Beck, *La société du risque*, op. cit., p. 40.

²⁸⁶⁶ Cédric Philibert, « Des écologistes sur le gazon », *La Gueule Ouverte*, n°205, 5 avril 1978, p. 9.

²⁸⁶⁷ Babeth et Jean, « La vie est dure », *La Gueule Ouverte*, n°275, 22 août 1979, p. 2.

²⁸⁶⁸ Isabelle Cabut, « Ecologie 78, 79, 80...n+1 », *La Gueule Ouverte*, n°179, 13 octobre 1977, p. 1.

²⁸⁶⁹ « Ecologie n+1 à l'eau? », *La Gueule Ouverte*, n°192, 12 janvier 1978, p. 1.

phénomènes de défection (*exit*) dès lors que les pratiques militantes sont jugées inefficaces ou délétères au regard de l'investissement requis²⁸⁷⁰.

Par ailleurs, la baisse des ventes des différents périodiques écologistes constitue elle-aussi le signe indirect d'une relative désaffection militante au sein du mouvement²⁸⁷¹. Ainsi, le 18 avril 1978, *Ecologie Hebdo*, dirigée par Jean-Luc Burgunder, est contraint de lancer une souscription pour trouver près de soixante-dix mille francs et ne parvient par la suite à perdurer qu'au prix de changements continuels de formule sans véritablement trouver une périodicité acceptable²⁸⁷². De son côté, *La Gueule Ouverte* doit faire face en octobre 1978 à un déficit de cent-cinquante mille francs dû à une érosion continue du taux de réabonnement²⁸⁷³. Ces difficultés financières, qui s'ajoutent à d'importants clivages au sein de l'équipe rédactionnelle, conduisent à une véritable scission au sein du journal au cours de l'année 1979²⁸⁷⁴. Le journal fait faillite en mai 1980 avant que *La Gueule Hebdo* tente de prendre le relais entre novembre 1980 et mai 1981²⁸⁷⁵. *Le Sauvage* disparaît également en mai 1981 quand Claude Perdriel refuse de continuer à financer un journal qui, dans le cadre de la campagne présidentielle, soutient Brice Lalonde et non François Mitterrand²⁸⁷⁶.

La disparition de ces deux périodiques qui, chacun dans leur genre, avaient accompagné l'émergence et l'affirmation de l'écologisme dans les années soixante-dix constitue un symbole particulièrement fort des difficultés de l'ensemble du courant. En définitive, seule *Ecologie* parvient à redresser sa situation financière de même que *Le Courrier de la Baleine*, dont la diffusion reste cependant très limitée. Cet affaiblissement durable de la presse écologiste militante²⁸⁷⁷ se révèle très problématique pour la nébuleuse qui se trouve dès lors privée d'organes de liaison ouverts à un public plus large que les seuls militants les plus convaincus qui lisent les arides bulletins internes des groupes.

²⁸⁷⁰ Erik Neveu, « Trajectoires de « soixante-huitards ordinaires », in Dominique Damamme et alii, *Mai-juin 1968*, op. cit., pp. 312 sqq.

²⁸⁷¹ « La presse écolo », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, supplément au *Courrier de la Baleine* n°48, 18 septembre 1979, p. 5.

²⁸⁷² Entretien avec Jean-Luc Burgunder. 16 décembre 2011.

²⁸⁷³ « 150 000 francs pour la GO », *La Gueule Ouverte*, n°233, 25 octobre 1978, p. 17.

²⁸⁷⁴ Mandrin, « Libre opinion », *La Gueule Ouverte*, 21 mars 1979, p. 2.

²⁸⁷⁵ Claire Colombat, *La Gueule Ouverte, 1972-1980*, op. cit., p. 12.

²⁸⁷⁶ Entretien avec Alain Hervé. 12 mars 2010.

²⁸⁷⁷ *Silence* n'apparaît qu'en 1982 et sa diffusion est bien moindre que celle de *La Gueule Ouverte* ou du *Sauvage* à leur apogée.

Malgré ces indices épars qui paraissent accréditer l'idée d'une crise majeure de l'écologisme, d'autres données indiquent qu'au-delà de ces difficultés, l'écologisme connaît avant tout à la fin des années soixante-dix une mutation plutôt qu'une faillite généralisée. Certes, le nombre de créations de groupes écologistes ralentit notablement durant cette période mais cette évolution ne constitue pas à elle seule un argument probant.

Figure 27. Nombre de créations de groupes écologistes en France (1977-1982)²⁸⁷⁸

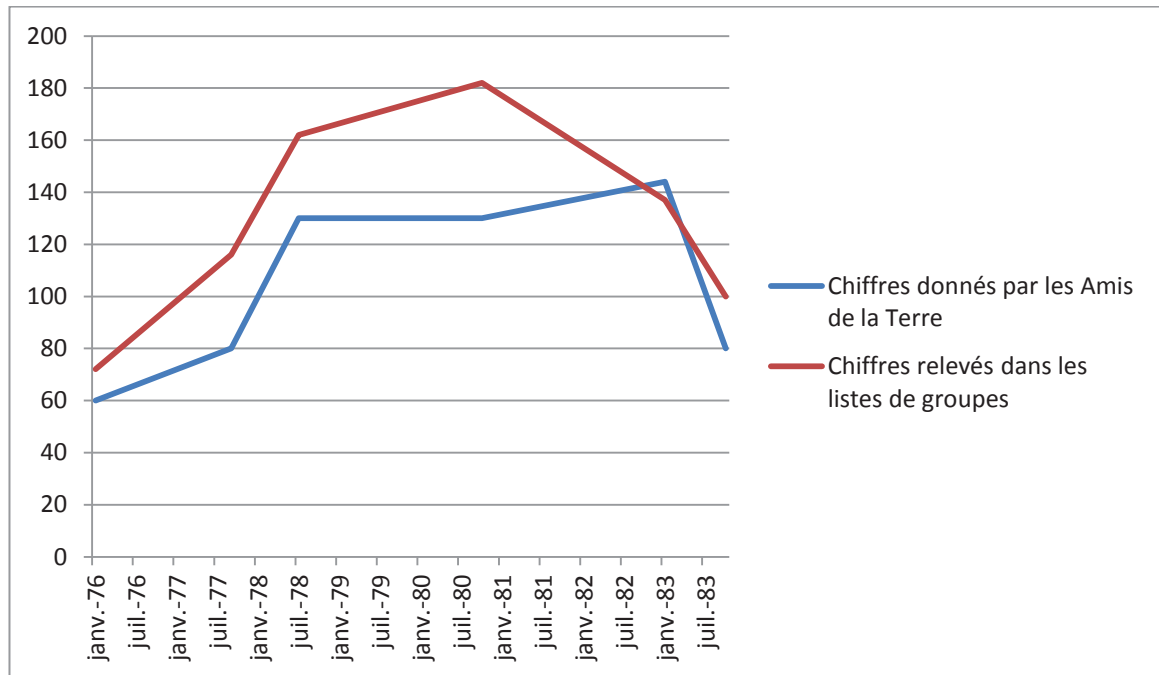
1977	120
1978	162
1979	72
1980	35
1981	14
1982	9

Comme tous les chiffres recueillis dans la presse militante et au détour des archives, ceux-ci doivent être maniés avec précaution. En effet, la disparition progressive de nombreux périodiques prive de sources susceptibles d'alimenter un tel recensement. Par ailleurs, cette baisse peut s'expliquer par l'existence désormais bien installée de nombreux groupes en France : il est désormais moins nécessaire aux militants de fraîche date de créer une structure *ex nihilo*. Ce phénomène explique probablement pourquoi, en octobre 1979, Laurent Samuel relève que les Amis de la Terre battent des records d'adhésion²⁸⁷⁹. De fait, comme le montre le tableau ci-dessous, le fléchissement du nombre de groupes Amis de la Terre survient vers 1983 et non à la fin des années soixante-dix.

Figure 28. Nombre de groupes Amis de la Terre (1976-1983)

²⁸⁷⁸ Base de données des groupes écologistes.

²⁸⁷⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Réunion du 6 octobre 1979.



La croissance modeste mais continue du nombre de créations de groupes Amis de la Terre jusqu'en 1982 atteste que contrairement aux analyses de certains militants la participation aux élections de 1978 puis de 1981 ne semble pas porter préjudice à l'association qui semble au contraire prospérer. En définitive, son déclin paraît avant tout lié aux controverses qui opposent les écologistes autour de leur unification dans le courant des années quatre-vingt. Si, en toute rigueur, il est impossible de transposer ces chiffres à l'ensemble de la nébuleuse écologiste, ces données montrent néanmoins que la crise supposée de l'écologie n'est pas générale et n'entrave pas une tendance à l'augmentation du nombre de groupes.

La crise de l'écologie apparaît donc avant tout comme le reflet d'une mutation de grande ampleur des formes de militantisme. En effet, dans les années soixante-dix, en l'absence de structures associatives ou partidaires fermement établies, toute action reposait en priorité sur les épaules des militants dont l'investissement était alors essentiel à l'aboutissement des projets. Ces pratiques ne disparaissent d'ailleurs pas avec la fin des années 68. Une décennie plus tard, Florence Faucher relève encore que le militantisme écologiste reste encore largement perçu comme un don de soi pour des militants avides de cohérence²⁸⁸⁰.

²⁸⁸⁰ Florence Faucher, *Les habits verts de la politique*, op. cit., p. 29.

Néanmoins, en parallèle, une autre forme de militantisme s'affirme à partir de la fin des années soixante-dix que les contemporains interprètent comme un fléchissement de l'action collective. De fait, si le slogan « Changer la vie » reste d'actualité, il semble désormais concerner en priorité l'individu avant le groupe²⁸⁸¹. Dans ces conditions, le repli sur le bonheur privé et l'épanouissement personnel ne sont plus vécus comme une capitulation mais comme une autre manière d'accomplir une œuvre positive et concrète. Ces analyses sur le vif ont été dans une certaine mesure confortées par certains chercheurs en sciences sociales. Dans *La Fin des militants ?*, le sociologue Jacques Ion a mis en évidence l'apparition d'un « engagement distancié », ponctuel, méfiant à l'égard des mécanismes de délégation et surtout désireux de ne pas tout sacrifier au profit du groupe, qu'il s'agisse d'une association, d'un syndicat ou d'un parti politique²⁸⁸². L'écologisme participe de ces transformations de l'action collective qui, au reste, ne constituent pas l'unique clé de lecture des évolutions du mouvement qui, par la suite, va également se rallier à l'adoption d'une structure partidulaire.

Qu'il soit nuancé ou catégorique, qu'il insiste sur l'érosion militante ou sur l'absence de perspective du mouvement, le constat de crise a pour dénominateur commun d'amener les différents acteurs à insister sur la nécessaire évolution de l'écologisme français. Ainsi, bien que la réalité et l'ampleur de la crise puissent être discutées, cet argument est récurrent dans les débats qui conduisent à la définition de deux chantiers prioritaires : la refondation du sens donné au militantisme écologiste et l'interrogation sur les moyens de transformer la société. De fait, dans une période où celui-ci se banalise, alors que de nombreux politiques publiques ont été mises en œuvre dans le domaine de l'environnement²⁸⁸³, il n'est plus possible de s'en tenir à un cri d'alarme qui, s'il reste d'actualité, n'est plus reçu avec autant d'attention par l'opinion publique.

La crise de l'écologisme apparaît comme un ensemble variable de symptômes dont la mise en avant concourt à installer l'idée d'une nécessaire évolution du mouvement, tant dans ses idées que dans ses pratiques. Un tel constat montre qu'il serait trompeur de réduire les sorties des années 68 à l'idée d'un déclin généralisé de l'écologisme. Eprouvant la résistance du réel à la force de leurs convictions, les écologistes se mettent

²⁸⁸¹ Patrick Benquet, « Les militants du repli », *Le Monde Dimanche*, supplément au n°11 260, 12 avril 1981, p. 1.

²⁸⁸² Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 1997, p. 79.

²⁸⁸³ Laurent Samuel, « L'An 010. Un entretien de Gébé », *Le Sauvage*, n°72, automne 1980, p. 39.

en quête de nouvelles formes d'actions qui peuvent aussi bien se traduire par un repli sur le bonheur privé ou au contraire par la recherche d'une structure partidulaire pérenne.

Ainsi, les sorties des années 68 sont autant la cause que la conséquence des mutations de l'écologisme français au tournant des années soixante-dix et quatre-vingt. Dans ce contexte, si l'unité du mouvement reste un idéal particulièrement prégnant chez les militants, l'établissement de diagnostics différents par les acteurs du mouvement conduit à la consolidation de deux rameaux distincts de l'écologisme.

2. Les Amis de la Terre, entre convergences et antitechnocratie

A la fin des années soixante-dix, un premier examen quantitatif de la situation des Amis de la Terre semble faire mentir ceux qui, au sein de la nébuleuse écologiste, insistent sur l'importance de la crise que traverserait le mouvement. Forte d'environ cinq²⁸⁸⁴ à sept²⁸⁸⁵ mille adhérents, répartis dans environ cent trente groupes locaux, l'organisation constitue à l'époque un pôle incontournable de l'écologisme français.

Or, malgré cette situation *a priori* favorable, de nombreux animateurs du Amis de la Terre invoquent cette crise supposée pour mettre en avant la nécessité d'une inflexion stratégique et de réformes structurelles. Insister sur les difficultés du mouvement devient alors un argument pour faire avancer des propositions parfois évoquées de longue date mais refusées jusqu'alors.

La métamorphose de l'organisation se traduit ainsi par un renforcement de l'autonomie politique d'une poignée d'animateurs nationaux, qui parviennent à nouer un dialogue approfondi avec des partis et des syndicats autrement plus puissants dans le cadre d'une stratégie de convergence. Parallèlement, les Amis de la Terre infléchissent leurs rapports aux pouvoirs publics et envisagent désormais de collaborer ponctuellement avec eux, au niveau local voire national. De fait, cette nouvelle politique, adoptée malgré des débats internes parfois très vifs, manifeste une nouvelle manière d'appréhender les enjeux environnementaux et la transformation de la société, caractéristiques des sorties des années 68 des Amis de la Terre.

a. Convergences et ambiguïtés stratégiques chez les Amis de la Terre

Dès le milieu des années soixante-dix, les Amis de la Terre de Paris ont souligné la nécessité de bâtir des structures nationales qui permettraient de coordonner l'action des groupes locaux tout en préservant l'autonomie de ces derniers, souvent constitués en associations loi 1901 indépendantes les unes des autres²⁸⁸⁶. Au terme de négociations parfois difficiles, un réseau national, plaisamment appelé le RAT, est formellement créé

²⁸⁸⁴ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. GON 5. Bulletin du MEP par Philippe Lebreton. 17 juin 1980.

²⁸⁸⁵ « Liaisons. Nouvelles internationales », *Le Courrier de la Baleine*, n°32, janvier 1978, p. 4.

²⁸⁸⁶ Laurent Samuel, « Les Amis de la Terre à la plage », *Le Courrier de la Baleine*, n°31, décembre 1977, p. 4.

lors de la réunion des 29-31 octobre 1977 à Asnelles près de Caen (Calvados) ; son principal objectif est d'assurer la cohérence de l'expression nationale des Amis de la Terre par-delà la diversité des actions et des positions des groupes locaux. Pourtant, malgré ses ambitions, le RAT n'est guère à l'origine qu'une coquille vide sans prérogative clairement définie ni structure qui permette une concertation réelle entre les groupes.

De ce fait, malgré la mise en place progressive d'un nouveau mode de représentation des intérêts des groupes locaux, la définition de la stratégie nationale des Amis de la Terre reste à la fin des années soixante-dix entre les mains de quelques acteurs plus particulièrement disposés à s'investir sur ces questions. Deux lignes s'opposent alors autour de la question du rapport de l'écologisme au champ politique. C'est à cette géopolitique interne complexe que ce passage est consacré dans la mesure où ces débats constituent l'esquisse de nouvelles stratégies qui s'épanouissent véritablement au début des années quatre-vingt.

Dans les années qui suivent sa création, plusieurs réformes importantes sont mises en œuvre au sein du Réseau des Amis de la Terre dans le but d'en transformer les structures et d'en rendre l'action plus efficace et plus lisible au niveau national. Ces démarches traduisent une progressive acceptation d'un système de délégation de pouvoir à condition que celui-ci soit rigoureusement contrôlé.

Depuis le milieu des années soixante-dix, l'unique structure centrale effective au sein du RAT est l'agence de service, directement issue du groupe de Paris et disposant d'un à deux permanents selon les périodes²⁸⁸⁷. Ayant vocation à fournir un soutien logistique aux groupes et à faire circuler l'information au sein du réseau, elle prend à plusieurs reprises des décisions politiques sans avoir de mandat en ce sens. A la fin de l'année 1979, pour remédier à cette situation, les groupes décident de créer une agence d'expression²⁸⁸⁸. Elue par l'assemblée générale, elle est composée d'une demi-douzaine de personnes chargées d'être les porte-paroles du mouvement sans pour autant disposer d'une quelconque autonomie dans la définition des positions du RAT.

Cette prérogative relève en effet des attributions des délégués régionaux en principe désignés et dument mandatés par des coordinations régionales composées de l'ensemble

²⁸⁸⁷ « Un réseau », *Le Courrier de la Baleine*, n°54, juin 1980, p. 5.

²⁸⁸⁸ *Ibidem*.

des groupes locaux²⁸⁸⁹. L'agence d'expression comme les délégués régionaux confortent l'existence et le rôle du RAT tout en reposant sur le principe d'une stricte séparation des fonctions et d'une décentralisation de la prise de décision²⁸⁹⁰. L'assemblée générale du réseau et demeure donc en principe l'instance dirigeante du réseau et rassemblent des délégués de chacun des groupes, dont le vote a un poids variable en fonction des effectifs qu'il représente, et dont les décisions peuvent être déterminées par des mandats impératifs²⁸⁹¹.

La séparation stricte des fonctions, distinguant prise de décision et prise de parole, ainsi que la construction d'un édifice institutionnel pyramidal reposant sur la mobilisation des groupes locaux sont considérées au sein de l'association comme des garanties contre les dérives nées de la concentration des pouvoirs²⁸⁹².

Une telle complexité de fonctionnement pour une association qui n'excède pas les quelques milliers de membres pose pourtant de nombreux problèmes qui tiennent à la lourdeur des mécanismes de désignation et de contrôle ainsi qu'à la relative faiblesse de l'implication des groupes locaux, ce qui conduit, paradoxalement, à la prédominance de certains acteurs-clés.

Fondements du système, censés être l'interface entre les groupes locaux et le RAT, les délégués régionaux ne remplissent en effet que très imparfaitement le rôle qui leur a été assigné. Ainsi, lors de la réunion des délégués régionaux des 8 et 9 juillet 1978, seuls sept délégués sur treize sont présents car six coordinations régionales n'ont pas encore été mises en place²⁸⁹³. Cette situation s'explique notamment par la faiblesse numérique de nombreux groupes locaux, dont la très grande majorité n'atteint pas les trente membres²⁸⁹⁴, ce qui rend concrètement difficile toute création d'une coordination régionale, en particulier pour des raisons financières et de disponibilité des militants. De

²⁸⁸⁹ *Ibidem*.

²⁸⁹⁰ En théorie, les fonctions de délégué régional, de membre de l'agence de service ou d'expression ne sont pas cumulables. Pierre Samuel, « La réunion nationale de Marseille et l'orientation du réseau », *Le Courrier de la Baleine*, n°50-51, décembre 1979-janvier 1980, p. 14.

²⁸⁹¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Compte-rendu de la réunion des délégués des 15-16 septembre [1979] », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°48, 18 septembre 1979, p. 4.

²⁸⁹² « Trois objectifs », *Le Courrier de la Baleine*, n°54, juin 1980, p. 11.

²⁸⁹³ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. Yann Messier, Nicolas Desplats, « Réunion des délégués régionaux des 8 et 9 juillet à Fontaine-le-Port (Seine-et-Marne) », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 11.

²⁸⁹⁴ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Diffusion et autres problèmes financiers », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°42, 30 janvier 1979, p. 5.

fait, lorsqu'un bilan de ce dispositif est dressé quelques années plus tard, il s'avère qu'aucune coordination régionale n'a réellement fonctionné à la fin des années soixante-dix, les délégués régionaux ne représentant alors qu'eux-mêmes ou, au mieux, les groupes les plus importants de chaque région²⁸⁹⁵. D'une manière générale, les groupes locaux investis dans le fonctionnement du RAT à l'échelle nationale sont très peu nombreux ; les comptes rendus des assemblées générales déplorent systématiquement le faible nombre de groupes présents (une vingtaine en octobre 1977, quarante en novembre 1979 soit environ 20 % du nombre total de groupes)²⁸⁹⁶. Ce constat, corroboré par les témoignages de Laurent Samuel et d'Yves Cochet²⁸⁹⁷, montre un relatif désintérêt pour l'action nationale qui reste pourtant la spécificité d'une association présente sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Une telle situation conduit à rendre peu démocratique les décisions sur les grandes orientations du RAT qui ne font réellement l'objet d'un débat qu'entre un nombre réduit d'initiés²⁸⁹⁸.

A la suite de la manifestation de Malville du 31 juillet 1977, qui symbolise aux yeux de nombreux militants l'impuissance du mouvement antinucléaire, et après les tensions suscitées par la campagne des législatives de 1978, les Amis de la Terre définissent une nouvelle stratégie dont le maître-mot est la notion de « convergence »²⁸⁹⁹. Néanmoins, au-delà de l'usage consensuel de cette formule, deux visions différentes de ce terme s'affrontent.

La première entend faire des Amis de la Terre le levain d'un large mouvement social rassemblant des groupes et des individus aux sensibilités différentes, qu'ils soient régionalistes, antimilitaristes ou encore féministes²⁹⁰⁰. Ingénieur, membre des Amis de la Terre de Fontainebleau et pilier de la commission énergie de l'association, Yves Lenoir est l'auteur de *Technocratie française*, où il dénonce le rôle des technocrates (experts,

²⁸⁹⁵ MV. Fonds Yves Cochet. Carton bulletin de liaison. Gérard, « L'enjeu », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°58, 13 novembre 1981, p. 8.

²⁸⁹⁶ MV. Fonds Yves Cochet. Carton bulletin de liaison. *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°49, 28 novembre 1979. « Compte-rendu de l'AG de Marseille », p. 3.

²⁸⁹⁷ Entretiens réalisés respectivement le 18/03/10 et le 17/02/11.

²⁸⁹⁸ MV. Fonds Yves Cochet. Carton bulletin de liaison. Théa Solomonidis, « Critique constructive d'un « progressiste bêlant » », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°57, 2 mars 1981, p. 12.

²⁸⁹⁹ Pierre Samuel, « Editorial. La convergence, avec qui et pourquoi ? », *Le Courrier de la Baleine*, n°37, juin 1978, pp. 1-2.

²⁹⁰⁰ *Ibidem*.

hauts-fonctionnaires) dans la direction des affaires publiques et où il appelle à une vaste refondation politique qui fasse de la diffusion la plus libre possible de l'information le socle d'une nouvelle démocratie²⁹⁰¹.

Pierre Radanne, animateur du groupe de Lille, qui a noué sur place de fructueuses relations avec le maire PS de la ville, Pierre Mauroy, est également partisan de cette stratégie qui doit permettre à l'écologisme d'approfondir la dimension sociale des enjeux environnementaux²⁹⁰². Ses propositions sont particulièrement influencées par les travaux d'Alain Touraine qui cherche à construire un nouveau mouvement social susceptible de prendre la relève du mouvement ouvrier²⁹⁰³. Aux yeux du sociologue, la lutte antinucléaire ne pourra remplir ce rôle qu'à la condition de dépasser les questions environnementales et locales pour comprendre la nature du conflit central de la société de son temps, c'est-à-dire l'opposition entre les usagers et les technocrates qui prétendent leur dicter leur conduite²⁹⁰⁴.

Dans les deux cas, la recherche de convergences est jugée indispensable pour sortir du « ghetto écologiste »²⁹⁰⁵ pour élargir et approfondir la réflexion des militants sur l'ensemble des problèmes de société.

Au sein du RAT, une seconde tendance partage l'idée d'une nécessaire convergence mais se montre davantage sensible à la promotion d'une autre manière de faire de la politique qui bousculerait les clivages les mieux établis et remettrait en cause les rapports de force partisans.

Le journaliste Laurent Samuel, pilier de l'association et proche de Brice Lalonde, s'en fait particulièrement l'écho dans son compte-rendu enthousiaste de deux ouvrages écrits par des intellectuels liés à la deuxième gauche²⁹⁰⁶. Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret, tous deux passés par le PSU avant de rejoindre le PS, travaillent au sein de la revue *Faire*. Dans *Pour une nouvelle culture politique*, ils opposent une culture de gauche social-étatiste à une culture autogestionnaire encore embryonnaire mais appelée à se développer au sein de la CFDT, d'une partie du PS ainsi que chez les écologistes²⁹⁰⁷. Laurent Samuel

²⁹⁰¹ Yves Lenoir, *Technocratie française*, op. cit., pp. 272 sqq.

²⁹⁰² Pierre Radanne, « Commentaire », *Ecologie*, n°317-318, juillet-septembre 1979, p. 26.

²⁹⁰³ Alain Touraine et alii, *La prophétie antinucléaire*, op. cit., pp. 11 sqq.

²⁹⁰⁴ *Ibid.*, p. 12.

²⁹⁰⁵ Yves Lenoir, « Vaguelette velléitaire ou lame de fond ? », *Le Courrier de la Baleine*, n°49, octobre 1979, p. 4.

²⁹⁰⁶ Laurent Samuel, « La vraie crise de la gauche », *Le Courrier de la Baleine*, n°36, mai 1978, p. 1.

²⁹⁰⁷ *Ibidem*.

consacre à cet ouvrage des commentaires enthousiastes en relevant que les deux auteurs citent Ivan Illich, penseur particulièrement prisé des écologistes, et qu'ils assignent à ces derniers la mission de fragiliser les partis politiques pour remettre en cause le clivage gauche/droite et ainsi permettre un exercice renouvelé de la démocratie qui ne se résumerait plus à une opposition entre deux camps²⁹⁰⁸. Evoquant également *Contre la politique professionnelle* de Jacques Julliard, membre du SGEN (fédération CFDT des enseignants) et éditorialiste au *Nouvel Observateur*²⁹⁰⁹, Laurent Samuel conclut « Pas de doute : la démarche de Rosanvallon et Viveret, de Julliard et du courant qui se cristallise autour du remarquable mensuel *Faire* rejoint largement les préoccupations des écologistes. La convergence est nette. Reste à voir de quelle façon elle pourra se traduire et essaimer dans nos vies quotidiennes »²⁹¹⁰.

Brice Lalonde souscrit également à cette démarche et évoque dès 1978 la nécessité d'une remise à plat des clivages idéologiques et partisans, entreprise qui implique que les écologistes ne se tiennent pas à l'écart de la vie politique²⁹¹¹. Dans son esprit, le renouvellement des pratiques politiques ne pourra s'opérer qu'au prix d'une marginalisation d'une culture politique encore majoritaire à gauche, incarnée par le CERES comme par le PCF, et favorable au nucléaire, à l'industrialisation et à la mise en œuvre de solutions privilégiant l'intervention de l'Etat²⁹¹². Pour ce faire, Brice Lalonde en appelle à la convergence des mouvements sociaux dans une optique de libération de la société civile, de décentralisation et de lutte contre toutes les formes d'autoritarisme. Comme le souligne plaisamment Brice Lalonde, « où sont les vrais clivages entre, par exemple, Delors, Rocard, Attali, et, de l'autre côté, J-J S-S [Jean-Jacques Servan-Schreiber], Françoise Giroud, Stasi et sûrement beaucoup de personnes si l'on se donnait le mal de chercher ? »²⁹¹³.

Bien que ces deux tendances favorables à la recherche de convergence se distinguent sur bien des points, elles ont malgré tout pour point commun de vouloir faire des organisations de la deuxième gauche un partenaire privilégié de leur nouvelle stratégie. De fait, celle-ci repose sur l'existence de liens anciens puisque dès 1972 les Amis de la

²⁹⁰⁸ *Ibidem*.

²⁹⁰⁹ *Ibidem*.

²⁹¹⁰ *Ibidem*.

²⁹¹¹ Brice Lalonde, « Le pôle radical », *Le Sauvage*, n°52, avril 1978, p. 7.

²⁹¹² Brice Lalonde, « Alors, c'est pour quand cette naissance ? », *Le Sauvage*, n°65, mai 1979, p. 6.

²⁹¹³ *Ibidem*.

Terre de Paris nouent des relations relativement étroites avec le PSU, dont Brice Lalonde, président de l'association, reste membre jusqu'en 1976. Des références autogestionnaires communes, tout comme un investissement conjoint dans la lutte antinucléaire, fondent la proximité entre les deux organisations même si leurs liens semblent se distendre à la suite des revers électoraux du PSU, qui contrastent avec les succès rencontrés par les écologistes aux élections municipales. Dès lors, le PSU n'apparaît plus seulement comme un débouché politique possible pour l'écologisme mais aussi comme un concurrent à écarter. Ainsi, lors des élections législatives de 1978, seules des alliances locales se nouent entre les groupes Amis de la Terre et le Front Autogestionnaire, animé essentiellement par le PSU²⁹¹⁴.

Il n'en reste pas moins que les Amis de la Terre conservent de bonnes relations avec l'ensemble de la nébuleuse de la deuxième gauche comme le montre la liste des participants à une série de tables-rondes organisées par le groupe de Paris et *Le Sauvage* le 19 février 1978 autour du thème « Sommes-nous écologistes ? ». Outre des membres des Amis de la Terre, de nombreux représentants de la deuxième gauche y participent tels que Pierre Rosanvallon (CFDT, PS et revue *Faire*), Alain Touraine (proche du courant rocardien), Michel Bosquet (autrement dit André Gorz) mais également la féministe Annie Leclerc ou encore Daniel Mothé²⁹¹⁵. Cette manifestation s'achève sur un grand débat consacré à la politique et rassemblant Jacques Julliard (SGEN-CFDT), Pierre Rosanvallon, Michel Mousel (PSU), Robert Jaulin et Nicos Poulantzas²⁹¹⁶.

En définitive, la stratégie de convergence s'édifie dans une synthèse des positions de deux tendances distinctes du RAT. Emmenée par Yves Lenoir et Pierre Radanne, la première entend privilégier le renforcement des liens avec les mouvements sociaux – et notamment avec la CFDT – en considérant que les Amis de la Terre n'ont pas à intervenir directement en politique²⁹¹⁷. Parce qu'il assimile l'écologisme à un combat contre la technocratie, Yves Lenoir refuse en effet toute participation à la gestion des institutions, démarche qu'il considère comme propice à la concentration des pouvoirs²⁹¹⁸.

La deuxième tendance, emmenée par Brice Lalonde et dans laquelle s'inscrit Laurent Samuel, promeut une intervention politique constante des Amis de la Terre avec pour

²⁹¹⁴ Les AT de l'Albigeois, « Ecologie élections », *Le Courrier de la Baleine*, n°34, mars 1978, p. 6.

²⁹¹⁵ Catherine Découan, « Le fond de l'air est vert ! », *La Gueule Ouverte*, n°198, 23 février 1978, p. 20.

²⁹¹⁶ *Ibidem*.

²⁹¹⁷ Henri de Cazotte, « Un RAT à 3 pattes », *Le Courrier de la Baleine*, n°47-48, juillet-août 1979, p. 36.

²⁹¹⁸ « Contre la technocratie », *Le Courrier de la Baleine*, n°54, juin 1980, p. 6.

ambition de dépasser le clivage gauche-droite et ne pas se cantonner à la lutte antinucléaire²⁹¹⁹. Bien que mise en minorité, elle n'en conserve pas moins une grande influence sur l'organisation du fait de la notoriété de Brice Lalonde.

C'est ainsi que le RAT se fixe pour but en 1979 de « s'ouvrir aux mouvements et aux forces qui agitent aujourd'hui la société » mais aussi de « constituer avec ces mouvements la première force d'opposition » tentant ainsi de faire la synthèse des deux tendances²⁹²⁰. Au début des années quatre-vingt, le RAT refuse encore de trancher et cherche à s'ériger à la fois en mouvement social et politique. A bien des égards, la pétition nationale énergie constitue la traduction effective de cette synthèse hybride propre aux Amis de la Terre.

b. La pétition nationale énergie ou les apories de la convergence

Au début du mois de juillet 1979, à l'issue de son congrès de Brest, la CFDT accepte la proposition formulée par le Réseau des Amis de la Terre d'organiser une grande campagne nationale contre la politique énergétique du gouvernement et notamment contre la part prédominante dévolue au nucléaire. Cette opération doit entre autre se traduire par la diffusion à grande échelle d'une pétition appelant à délaisser le nucléaire au profit des énergies nouvelles dans le cadre d'une croissance économique plus sobre²⁹²¹. Aux deux partenaires initiaux s'adjoignent bientôt le PS, le PSU, le MRG ainsi dix-huit autres organisations appartenant à la constellation socialiste²⁹²².

Principale manifestation de la stratégie de convergence définie par le RAT à partir de 1977, la pétition nationale énergie ne connaît cependant pas un grand succès, ne recueillant que 500 000 signatures²⁹²³. Cet épisode permet malgré tout d'analyser les conséquences de cette stratégie sur le positionnement politique des Amis de la Terre ainsi que sur leur approche des questions énergétiques.

Parallèlement à la réflexion théorique sur les modalités et les finalités de la stratégie de convergence, le RAT commence dès 1977 des discussions avec différentes organisations

²⁹¹⁹ Henri de Cazotte, « Un RAT à 3 pattes », *Le Courrier de la Baleine*, n°47-48, juillet-août 1979, p. 36.

²⁹²⁰ « Trois objectifs », *Le Courrier de la Baleine*, n°54, juin 1980, p. 11.

²⁹²¹ ACFDT. 8H 876. Dossier aux organisations. S.d. [fin juin – début juillet 1979].

²⁹²² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Pierre Samuel, « Rapport d'activité 1980 des Amis de la Terre ». S.d. [fin 1980].

²⁹²³ *Ibidem*.

pour tenter de définir des actions communes. Avant d'être étendues à d'autres mouvements, les premières négociations sont menées avec la CFDT²⁹²⁴. Ainsi, quatre membres des Amis de la Terre rencontrent au printemps 1977 une délégation du syndicat pour échanger librement sur la question du nucléaire²⁹²⁵. La conclusion d'un accord ne va pourtant pas de soi car les positions respectives des Amis de la Terre et de la CFDT sont loin d'être identiques.

Dès avril 1975, la CFDT adopte officiellement au niveau confédéral une position hostile au programme nucléaire gouvernemental²⁹²⁶. Deux critiques essentielles lui sont adressées. La première dénonce le fait que la priorité accordée au nucléaire conduit à l'abandon progressif de l'exploitation charbonnière et à l'arrêt des investissements dans le domaine hydraulique²⁹²⁷. La seconde condamne plus spécifiquement la manière dont le programme nucléaire est mis en œuvre en dénonçant un « démantèlement » du CEA, dont certaines activités, en particulier le retraitement des déchets nucléaires à La Hague, sont privatisées dans le cadre de la création de la COGEMA, société de droit privé²⁹²⁸. Au niveau confédéral, la CFDT n'est donc pas officiellement opposée au principe du recours à l'énergie nucléaire. Cette circonspection est partagée par les fédérations les plus critiques, telles que la FGE (Fédération Gaz-Electricité), celles des mineurs et surtout le SNPEA (Syndicat National du Personnel de l'Énergie Atomique)²⁹²⁹. Dans l'optique du trente-septième congrès confédéral de la CFDT (Annecy), ces trois fédérations proposent ainsi d'orienter « la lutte des forces conscientes des dangers et des inconvénients du nucléaire vers l'exigence de conditions et de rythme de réalisations convenables »²⁹³⁰.

Cette position mesurée s'explique par la coexistence au sein de la CFDT de positions très diverses. En effet, une grande partie des travailleurs du nucléaire restent attachés malgré les risques à leur outil de travail ; de leur côté, des militants de base du syndicat manifestent bien souvent aux côtés des écologistes dans une perspective clairement antinucléaire²⁹³¹. A ces divergences de vue en interne s'ajoute le souci constant de la direction de ne pas se couper de la CGT et du PCF en adoptant des mots d'ordres trop

²⁹²⁴ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Compte-rendu des réunions entre la CFDT et le RAT. S.d. [1978].

²⁹²⁵ Yves Lenoir, « Problématique antinucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°233, 25 octobre 1977, p. 6.

²⁹²⁶ ACFDT. 8H1473. Prise de position de la CFDT sur la politique de l'énergie. Bureau national des 11 et 12 mars 1976.

²⁹²⁷ *Ibidem*.

²⁹²⁸ *Ibidem*.

²⁹²⁹ ACFDT. 8H1473. Motion présentée au 37^e congrès confédéral. Mai 1976.

²⁹³⁰ *Ibidem*.

²⁹³¹ *Ibid.*, Compte-rendu du groupe confédéral énergie. Réunion du 6 juillet 1977.

hardis²⁹³². Il n'en demeure pas moins que l'existence d'un groupe confédéral consacré aux questions énergétiques fait de la CFDT un acteur essentiel dans la réflexion critique dans ce domaine. Elle profite notamment de l'expertise pointue de certains de ses membres tels que Bernard Laponche, physicien nucléaire, secrétaire de ce groupe et permanent de la fédération SNPEA²⁹³³.

Un autre facteur pèse indéniablement sur les négociations. Contrairement à ce que certains Amis de la Terre semblent croire, la CFDT éprouve toujours une certaine méfiance à l'égard des écologistes. Le syndicat, structuré et hiérarchisé, se défie en effet des groupes écologistes qui fleurissent sans contrôle ni orientation politique claire et toujours suspects, à ses yeux, de vouloir se lancer dans quelque action irresponsable, comme le démontreraient les heurts de la manifestation du 31 juillet 1977 à Malville²⁹³⁴.

C'est ainsi qu'un article de *Syndicalisme* daté du 25 août 1977 consacré à une description générale des mouvements écologistes ne manque pas de rappeler les origines réactionnaires de l'écologisme que l'auteur situe dans la lignée des thèses maurassiennes²⁹³⁵. L'auteur déplore également le flou des positions du mouvement écologiste qui oscilleraient en permanence entre l'apologie du retour à la nature et la recherche de nouvelles technologies susceptibles de mettre fin aux pollutions²⁹³⁶. Enfin, il se méfie du rapport à la politique entretenu selon lui par le mouvement car « dire que la gauche et la droite se valent est une solution trop facile. C'est mettre l'écologie au-dessus de la politique alors que, si tout est politique, tout n'est pas écologique »²⁹³⁷.

S'il faut se garder de généraliser les conclusions de cet article à l'ensemble de la CFDT, celles-ci n'en démontrent pas moins que certaines tendances du syndicat partagent les préventions classiques des partis de gauche à l'égard d'une nébuleuse qui ne s'intègre que difficilement dans les clivages politiques et idéologiques classiques. Investie sur les questions de cadre de vie depuis le début des années soixante-dix et pourtant méfiante à l'égard des écologistes, la CFDT paraît concilier des positions très diverses. Cette situation s'explique par la diversité de son recrutement mais aussi par l'évolution idéologique et stratégique alors en cours au sein de la confédération.

²⁹³² ACFDT. 8H1464. Notes manuscrites « Rencontre 'Amis de la Terre' ». 31 janvier 1978.

²⁹³³ ACFDT. 8H1473. compte-rendu du groupe confédéral énergie. Réunion du 13 janvier 1977.

²⁹³⁴ *Ibid.*, compte-rendu du groupe confédéral énergie. Réunion du 6 juillet 1977.

²⁹³⁵ ACFDT. 8H 1464. Extrait de *Syndicalisme*, « Comment peut-on être écologiste ? 1. Ecologie et politique ». 25 août 1977.

²⁹³⁶ *Ibidem.*

²⁹³⁷ *Ibidem.*

Dès 1976, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, dénonce à la tribune du congrès d'Annecy les « coucous gauchistes » qui viennent nicher au sein du syndicat²⁹³⁸. Celui-ci commence alors une stratégie de recentrage qui le conduit à refuser toute surpolitisation des activités syndicales, abandonnant progressivement la référence autogestionnaire au profit d'un « syndicalisme de proposition »²⁹³⁹. Dans leurs contacts avec la CFDT, les Amis de la Terre sont donc confrontés à une organisation bien différente du mouvement social qu'ils avaient espéré au fil de leurs assemblées générales.

Il est cependant indéniable que des alliances locales parfois étroites sont nouées sur le terrain entre les unions locales CFDT et des militants écologistes à l'occasion de la contestation de la construction de centrales nucléaires.

Ainsi, des Coordinations énergie-développement (CED) apparaissent dans certaines régions, notamment à Lille ainsi qu'à Nogent-sur-Seine²⁹⁴⁰. De fait, l'Aube apparaît comme un laboratoire de larges convergences entre la gauche et les écologistes. Le 24 mars 1979, une manifestation est ainsi organisée sur le terrain par les Amis de la Terre, le PS, la FEN²⁹⁴¹ et le MRG, réunis au sein du « collectif auboïs »²⁹⁴² qui introduit un recours en justice contre la construction de la centrale de Nogent-sur-Seine²⁹⁴³. En outre, à l'occasion des élections cantonales de mars 1979, trois candidats PS dans l'Aube sont officiellement soutenus par les Amis de la Terre locaux en raison de leur opposition déclarée au projet de centrale²⁹⁴⁴.

Outre l'Aube, la Manche est un territoire propice à la conclusion d'une alliance entre les écologistes et les forces de gauche. Dans un département où l'industrie nucléaire est très présente, de par la présence de l'arsenal de Cherbourg, de l'usine de retraitement de La Hague et de la construction de la centrale de Flamanville²⁹⁴⁵, les écologistes réalisent

²⁹³⁸ Nicolas Defaud, *La CFDT, op. cit.*, p. 14.

²⁹³⁹ *Ibidem*.

²⁹⁴⁰ Laurent Samuel, « Converge toujours, tu m'intéresses », *Le Courrier de la Baleine*, n°40, décembre 1978, p. 3.

²⁹⁴¹ Fédération de l'Education Nationale, fédération de syndicats de l'enseignement, de la recherche et de la culture proche du PS. Cf. Ismaïl Ferhat, « Le syndical et le politique. Le cas du parti socialiste et de la FEN des années 1970 au début des années 1990 », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n°13, janvier-avril 2011, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier&item=130>, pp. 7 *sqq.*

²⁹⁴² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/4. Agenda des Amis de la Terre de Paris. Réunion du 5 mars 1979.

²⁹⁴³ *Ibid.* Réunion du 23 avril 1979.

²⁹⁴⁴ *Ibid.* Réunion du 12 mars 1979.

²⁹⁴⁵ Didier Anger, *Chronique d'une lutte, op. cit.*, pp. 195 *sqq.*

d'ailleurs parmi leurs meilleurs scores nationaux dans le nord du département²⁹⁴⁶. Dans ces conditions, la gauche ne peut se permettre d'ignorer les militants écologistes et noue précocement une alliance – non exempte de conflits – avec eux. Dès 1975, Louis Darinot, député socialiste (1973) puis maire (1977) de Cherbourg, s'oppose à la construction de la centrale de Flamanville et à l'extension de l'usine de La Hague²⁹⁴⁷. De même, les écologistes locaux soutiennent la grève menée par la CFDT contre ce dernier projet ; si celle-ci s'effectue au nom de la défense des conditions de travail et de sécurité et contre la privatisation d'un site relevant à l'origine du CEA, elle est néanmoins interprétée comme un premier pas vers une possible adoption de positions antinucléaires de la part des travailleurs²⁹⁴⁸. Comme dans l'Aube, ces discussions se traduisent par l'organisation de manifestations et de colloques communs. Ainsi, les 21 et 22 octobre 1978, deux organisations antinucléaires de Basse-Normandie, le CRILAN et le CCPAH organisent avec le RAT les Assises du nucléaire à Cherbourg pour dénoncer les dangers induits par les activités de retraitement des déchets au sein de l'usine de La Hague²⁹⁴⁹. Or, la CFDT et le PS acceptent à la dernière minute de s'associer à cet événement²⁹⁵⁰.

Ces convergences locales ne sont en rien un épiphénomène aux yeux du RAT. Celui-ci, constatant que les positions de la CFDT – et plus encore celles du PS – sont nettement plus mesurées que les siennes, espère en effet que ces alliances locales permettront d'établir un rapport de force décisif pour infléchir par capillarité la ligne nationale de ces organisations dans un sens plus radicalement antinucléaire²⁹⁵¹.

Disposée à s'investir sur les questions énergétiques, la CFDT refuse cependant de s'engager au niveau national aux côtés des seuls écologistes et reste d'une manière générale attachée à une union des forces de gauche, syndicales comme partidaires. A ce titre, la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977²⁹⁵² permet de faire avancer les négociations. Le PS adopte alors une stratégie d'ouverture aux mouvements sociaux²⁹⁵³ ;

²⁹⁴⁶ Didier Anger rassemble ainsi 12,63 % des voix aux législatives de 1978 (quatrième circonscription de la Manche) tandis que Catherine Girard obtient 26,37 % des voix dans le canton de Beaumont-Hague en 1979, devançant les candidats PS et PCF, parvenant ainsi à se maintenir au second tour. Cf. « Cantonales », *La Gueule Ouverte*, n°253, 21 mars 1979, p. 8.

²⁹⁴⁷ Didier Anger, *Chronique d'une lutte*, op. cit., p. 195.

²⁹⁴⁸ *Ibid.*, p. 173.

²⁹⁴⁹ « Le retraitement à la retraite », *Le Courrier de la Baleine*, n°40, décembre 1978, p. 20.

²⁹⁵⁰ *Ibidem*.

²⁹⁵¹ ACFDT. 8H 876. Lettre des Amis de la Terre à Pierre Bérégovoy. 11 février 1980.

²⁹⁵² Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. Tome 19. Crises et alternances (1974-1995)*, op. cit., pp. 137 sqq.

²⁹⁵³ *Ibid.*, p. 144.

dès lors, délivrés du souci de ménager leur ancien allié communiste, les socialistes sont disposés à adopter une position plus critique à l'égard du programme nucléaire²⁹⁵⁴.

Dans ce contexte devenu plus propice, le RAT et la CFDT s'accordent au début de l'année 1978, sur un texte exigeant un moratoire de trois ans sur la construction de nouvelles centrales et la mise en œuvre de nouvelles procédures démocratiques destinées à accroître le contrôle des citoyens sur les décisions dans le domaine de l'énergie²⁹⁵⁵. Par la suite, une Coordination énergie-développement nationale est mise en place en novembre 1978. Essentiellement consacrée à l'énergie nucléaire, elle rassemble, outre les Amis de la Terre et la CFDT, le GSIEN, l'UFC, le PSU et la CSCV ; ce collectif a pour objectif de centraliser toutes les informations disponibles sur la question pour les diffuser aux militants et élaborer des réponses communes autour des enjeux énergétiques²⁹⁵⁶. La CED n'est donc à l'origine qu'une sorte de forum privilégiant la diffusion de l'information. Or, c'est insuffisant aux yeux du RAT qui désire mettre en œuvre une action plus spectaculaire et plus concrète.

C'est alors qu'un nouvel événement déterminant dans le lancement de la pétition nationale énergie survient. Le 28 mars 1979, une série de dysfonctionnements techniques entrave le refroidissement du cœur du réacteur n°2 de la centrale de Three Miles Island (Pennsylvanie) et provoque sa fusion partielle (sans que la cuve ne soit percée)²⁹⁵⁷. Il s'agit de l'un des accidents nucléaires les plus graves connus à l'époque et ses conséquences sur l'industrie nucléaire mondiale sont nombreuses. Les pouvoirs publics français doivent ainsi accepter l'envoi d'une mission d'information aux Etats-Unis pour étudier les conséquences de cet accident, notamment dans le domaine de l'évacuation des populations environnantes en cas d'alerte²⁹⁵⁸. De leur côté, les écologistes voient dans cet événement la démonstration qu'un accident grave est toujours possible dans une centrale malgré des mesures de sécurité draconiennes. De fait, l'affaire de Three Miles Island est décisive dans la conclusion d'un accord national impliquant les Amis de la Terre, la CFDT, le PS et de nombreuses autres organisations autour d'une pétition nationale en faveur d'une autre politique énergétique.

²⁹⁵⁴ Aurélien Evrard, *Contre vents et marées. Politiques des énergies renouvelables en Europe*, Paris, Les Presses de Science Po, 2013, p. 196.

²⁹⁵⁵ Yves Lenoir, « Problématique antinucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°233, 25 octobre 1977, p. 6.

²⁹⁵⁶ « Coordination Energie Développement sur l'énergie nucléaire », *Le Courrier de la Baleine*, n°39, novembre 1978, p. 11.

²⁹⁵⁷ Pierre Samuel, « Le réseau et Harrisburg », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 5.

²⁹⁵⁸ Laurent Samuel, « L'information nucléaire en question », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 5.

Malgré ces conditions devenues plus favorables, la rédaction du texte de la pétition se révèle fort délicate. Il est évidemment difficile pour les écologistes d'accepter de déroger à leur opposition de principe à l'énergie nucléaire tandis que la CFDT est soucieuse de ne pas se laisser entraîner dans des actions dont elle ne contrôlerait pas le sens politique²⁹⁵⁹. Ses réticences sont également très fortes quant à la proposition des Amis de la Terre de mener une campagne qui se conclurait par l'organisation d'un référendum. Ce désaccord illustre l'opposition de deux cultures politiques distinctes ; les Amis de la Terre considèrent cette pratique comme un moyen de recueillir directement l'avis des populations sans passer par le filtre déformant de la démocratie représentative alors que la CFDT y est réticente dans la mesure où elle l'associe au césarisme gaullien²⁹⁶⁰.

En définitive, les Amis de la Terre sont amenés à faire évoluer notablement leurs positions en acceptant que la campagne collective porte non pas seulement sur le nucléaire mais plus globalement sur les questions énergétiques. Par ailleurs, les écologistes acceptent que le texte ne condamne pas le principe même du recours à l'énergie nucléaire mais se borne à réclamer un moratoire sur la construction de nouvelles centrales. Une fois connue, cette position nuancée ne fait pas l'unanimité au sein des groupes Amis de la Terre dans la mesure où elle implique d'accepter l'existence des installations nucléaires créées depuis les années cinquante jusqu'à la fin du programme dit « CPI »²⁹⁶¹.

La rédaction de la pétition nationale énergie conforte donc au sein des différentes organisations la position des experts au détriment des militants les plus radicaux. La commission énergie de la CFDT exerce ainsi une influence notable sur le RAT en insistant sur la nécessité d'une réflexion sur le long terme autour du système énergétique dans son ensemble²⁹⁶². Son équivalent au sein des Amis de la Terre, notamment animé par Yves Lenoir et Jean-Pierre Orfeuill, tous deux ingénieurs des mines, s'en trouve elle aussi confortée²⁹⁶³. La nécessité d'une approche régionale des questions énergétiques est donc mise en avant car elle permettrait à la fois le débat démocratique et la construction

²⁹⁵⁹ ACFDT. 8H1464. Notes manuscrites « Rencontre 'Amis de la Terre' ». 31 janvier 1978.

²⁹⁶⁰ Frank Georgi, *L'invention de la CFDT*, op. cit., p. 56.

²⁹⁶¹ CPI est un acronyme pour « Contrat-Programme 1 » soit le plan pluriannuel de construction de centrales nucléaires décidé en 1973-74. Cf. Léo Barconnière, « A propos du collectif « Pour un moratoire nucléaire et pour le développement des énergies nouvelles », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 17.

²⁹⁶² ACFDT. 8H 1473. Rapport provisoire de la commission énergie par Louis Puiseux. Août 1978.

²⁹⁶³ Pierre Samuel, « Pour quelques kWh de plus », *Le Courrier de la Baleine*, n°42, février 1979, p. 3.

de systèmes de production adaptés aux spécificités locales²⁹⁶⁴. De même, les économies d'énergie, passant notamment par une meilleure isolation des logements, sont également une question de plus en plus mise en avant. Les militants les plus farouchement antinucléaires peuvent néanmoins se réjouir du fait que la pétition se prononce contre la construction de Super-Phénix et contre l'extension de l'usine de La Hague, deux projets souvent considérés comme la clé de voûte du programme nucléaire français.

Ainsi, au travers de ces négociations, le RAT passe progressivement d'une posture centrée sur l'opposition au nucléaire à la promotion d'une politique énergétique alternative. Une partie du RAT délaisse alors le radicalisme militant – considéré comme un facteur de marginalisme – au profit d'une démarche d'expertise. Celle-ci repose sur la maîtrise des dossiers et la recherche de solutions mesurées au nom des impératifs de réalisme, dans la mesure où les centrales existent et sont déjà en fonctionnement, voire de pragmatisme²⁹⁶⁵.

C'est donc après plus de deux ans de discussions que le RAT parvient à mettre sur pied la grande campagne convergente dont il a au préalable théorisé l'importance. A l'origine, les partenaires se fixent pour objectif de parvenir à rassembler jusqu'à deux millions de signatures²⁹⁶⁶, ce qui équivaldrait à 5,6 % du corps électoral en 1981²⁹⁶⁷. Cet objectif est relativement ambitieux dans la mesure où la CFDT compte alors, officiellement, 800 000 adhérents et le PS un peu moins de 200 000²⁹⁶⁸. Les écologistes se plaisent à comparer cette campagne à une forme de référendum d'initiative populaire à l'image de la Suisse et de l'Autriche où, en novembre 1978, les électeurs se sont prononcés contre la mise en service de la première centrale nucléaire autrichienne jamais construite²⁹⁶⁹.

²⁹⁶⁴ ACFDT. 8H 1473. Rapport provisoire de la commission énergie par Louis Puisieux. Août 1978.

²⁹⁶⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/43. Yves Lenoir, « Synthèse de la « Présentation d'une variante technico-économique » au programme de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine ». Décembre 1980.

²⁹⁶⁶ ACFDT. 8H 876. Synthèse des questionnaires distribués au Conseil national par le secteur Action économique, emploi, éducation permanente. 11 février 1980.

²⁹⁶⁷ « Elections présidentielles de 1981. Premier tour », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 22/03/2014.

²⁹⁶⁸ Pascal Delwitt, « La social-démocratie européenne et le monde des adhérents. La fin du parti communauté ? », in Pascal Delwit (dir.), *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 240.

²⁹⁶⁹ Jean-Pierre Mortreux, « Pot pourri autour d'une bulle », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 6.

Cette campagne fait pourtant très vite face à de très nombreuses difficultés qui n'iront qu'en s'aggravant. Au-delà des dysfonctionnements matériels et logistiques fréquents lors de la mise en place d'un collectif d'associations (absence de secrétariat, financements aléatoires), la campagne pâtit des clivages au sein même des organisations ainsi que des divergences entre les partenaires²⁹⁷⁰. Il leur est par exemple impossible de s'accorder sur une affiche commune : après des débats animés, il est donc décidé que chaque organisation serait libre de choisir son slogan auquel serait accolé un logo commun²⁹⁷¹. Principal partenaire politique, le PS se distingue en outre par sa mauvaise volonté, en particulier dans quelques fédérations-clés. Ainsi, dans le Nord, Albert Denvers, président du Conseil général et maire PS de Gravelines, commune où se construit la plus puissante centrale nucléaire française, s'oppose à la participation de son parti à l'entreprise commune²⁹⁷². Sur le plan national, il est révélateur que les principaux dirigeants du parti, François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Deferre ou encore Michel Rocard, aient refusé de rendre publique leur signature²⁹⁷³. En Loire-Atlantique, l'union départementale CFDT empêche la coordination des comités de la Basse-Loire de s'associer à cette campagne en arguant de son « approche essentiellement antinucléaire » et de « nos expériences passées des relations avec ces comités, le caractère hétérogène de leur composition, les difficultés de bien cerner ce qu'ils sont, les ambiguïtés sur ce que recouvre cette coordination »²⁹⁷⁴.

De fait, si l'on excepte quelques actions spécifiques, telles que la distribution de tracts consacrés aux problèmes locaux ou l'organisation d'un procès de la politique énergétique du gouvernement dans le Nord, la campagne paraît peu dynamique²⁹⁷⁵. Plus grave, contrairement à ce que les Amis de la Terre avaient espéré, la pétition nationale énergie ne semble pas infléchir la ligne officielle du PS, qui, tout en condamnant le recours exclusif à l'énergie nucléaire, n'en accepte pas moins un usage modéré et réfléchi²⁹⁷⁶. De fait, en juin 1980, Philippe Marchand, délégué aux énergies du PS, se prononce en faveur

²⁹⁷⁰ ACFDT. 8H 876. Note de Michel Rolant à Hubert Prévot et au « groupe énergie ». 29 juin 1979.

²⁹⁷¹ *Ibid.*, réunion de la pétition nationale énergie. 4 septembre 1979.

²⁹⁷² *Ibid.*, Lettre de Jean Delaby (secrétaire général de l'UR CFDT) à Michel Rolant. 4 décembre 1979.

²⁹⁷³ *Ibid.*, Lettre des Amis de la Terre à Pierre Bérégovoy. 12 décembre 1979.

²⁹⁷⁴ *Ibid.*, Note manuscrite « Conflits et difficultés avec les partenaires ». S.d. [janvier 1980].

²⁹⁷⁵ *Ibid.*, Synthèse des questionnaires distribués au Conseil national par le secteur Action économique, emploi, éducation permanente. 11 février 1980.

²⁹⁷⁶ « Un millier à Gravelines », *L'envert du Nord*, n°19, décembre 1979, p. 3.

d'une extension de l'usine de retraitement de La Hague, en dépit des engagements de la pétition nationale²⁹⁷⁷.

L'issue de cette campagne est à l'image de son déroulement. Incapables de s'entendre sur une action spectaculaire qui en constituerait le point d'orgue, ne disposant que de 500 000 signatures, les partenaires se séparent dans le désintérêt ou la rancœur, chacun rejetant sur les autres la responsabilité de l'échec de l'œuvre commune. De leurs côtés, les Amis de la Terre débattent âprement sur les facteurs qui ont conduit à cette situation. Le groupe de Lille, proche de la CFDT, dénonce par exemple l'inertie des écologistes parisiens, dont l'esprit serait déjà absorbé par l'organisation de la future campagne présidentielle²⁹⁷⁸. Yves Lenoir, qui fondait beaucoup d'espoir sur cette stratégie, considère pour sa part que cet échec s'explique par l'incapacité des écologistes à installer un rapport de force face au PS²⁹⁷⁹. Sur le plan local, le résultat n'est cependant pas totalement négatif puisqu'une trentaine de collectifs se sont mis en place dont une dizaine est considérée comme viable²⁹⁸⁰.

Principale concrétisation de la stratégie de convergence des Amis de la Terre, la pétition nationale énergie est donc révélatrice des difficultés peut-être insurmontables qui s'opposent à une refondation à court terme des clivages politiques et organisationnels. Si l'existence à gauche de deux cultures politiques est indéniable et représente à l'heure actuelle une piste de recherche prometteuse²⁹⁸¹, il n'en demeure pas moins que celles-ci ne constituent qu'une variable parmi d'autres dans une équation complexe et instable qui détermine les positions respectives des différents acteurs s'opposant alors à la droite. Malgré tout, cet épisode constitue pour le RAT un jalon majeur dans la mise en œuvre d'un nouveau rapport aux pouvoirs publics et, plus largement, de l'émergence d'une approche mettant en avant la société civile.

c. Les Amis de la Terre, le papier recyclé et le capteur solaire

²⁹⁷⁷ « Double face : PS pour La Hague », *L'envert du Nord*, n°25, septembre 1980, p. 9.

²⁹⁷⁸ « Fin de la pétition nationale », *L'envert du Nord*, n°22, avril 1980, p. 3.

²⁹⁷⁹ MV. Fonds Yves Cochet. Bulletins de liaison. Yves Lenoir, « Pétition nationale énergie. Bilan indicatif des Amis de la Terre », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, n°52-53, 9 mai 1980, 80-5, p. 11.

²⁹⁸⁰ *Ibidem*.

²⁹⁸¹ Marc Lazar, La gauche et l'Etat : le « moment programme commun », 1973-1978 », in Danielle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité, op. cit.*, pp. 109 sqq.

Lancée au cours de l'année 1979, la pétition nationale énergie accapare une grande partie du temps des animateurs du RAT qui cherchent à maintenir la cohésion de ce collectif instable. L'activité des Amis de la Terre ne se résume pourtant pas à cette seule campagne et la fin des années des années soixante-dix est particulièrement propice à l'affirmation d'un nouveau répertoire d'action dans deux domaines-clés : la promotion des énergies nouvelles et le recyclage du papier et du verre.

De fait, la création par des membres des Amis de la Terre de l'APPR (Association pour la promotion du papier recyclé), leur participation à la journée du soleil aux côtés d'Antenne 2, d'Espaces pour demain ou encore de la firme PUK, tout comme les multiples actions mises en œuvre par les groupes locaux dessinent une nouvelle orientation de l'organisation. La lutte antinucléaire du milieu des années soixante-dix était propice à l'affirmation d'un militantisme conflictuel, qui valorisait les questions idéologiques et l'idéal de rupture avec la société telle qu'elle est ; désormais, de nouvelles formes de concertation sont promues dans le cadre d'un dialogue pragmatique avec les pouvoirs publics mettant en avant la nécessité d'une transition sur le long terme vers une société écologiste. Il s'agit ici d'analyser les caractéristiques de cette nouvelle orientation, dont les groupes de Lille²⁹⁸² et de Paris paraissent les fers de lance, et les facteurs qui concourent à son apparition.

A la fin des années soixante-dix, les Amis de la Terre s'engagent dans des actions dont l'intérêt et la réussite sont évalués à l'aune de critères nouveaux. Désormais, les militants entendent promouvoir la recherche d'effets concrets et immédiatement mesurables, le pragmatisme voire la rentabilité économique.

Ainsi, en décrivant leur action visant à la promotion du compostage selon la méthode Jean Pain, les Amis de la Terre du Morvan semblent particulièrement soucieux de rompre définitivement avec une forme de militantisme inspirée du gauchisme et considérée comme dépassée.

« Pas d'été lent pour les Amis de la Terre du Morvan – s'il y en a jamais eu – ni longues considérations désenchantées sur le reflux de la vague écologiste après Malville ou mars 78. Pas non plus de militantisme militaire ou d'activisme surexcité...[...]

Un tournant : l'été 77. Depuis des années, nous nous battrions sur de nombreux fronts, souvent avec succès (contre l'ouverture de mines ou contre les épandages de défoliants), mais toujours « contre ».

²⁹⁸² Sur ce point, la thèse en cours de Josselin Sibille, *Du mouvement écologiste à la technocratie verte, les cas de Grenoble et Lille de la fin des années 60 à nos jours*, sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset, université de Grenoble-2, devrait apporter de nombreux enseignements.

[...] Mais nous cherchions le moyen de faire des propositions concrètes, adaptées à notre région, correspondant à nos idées en matière d'énergie et d'utilisation de l'espace (agriculture d'abord...), susceptible à terme de retenir une population dans un Morvan qui se dépeuple quatre fois plus vite que le reste de la Bourgogne rurale »²⁹⁸³.

Cette orientation nouvelle donnée au militantisme écologiste dépasse probablement la seule question de l'efficacité des actions entreprises car il s'agit aussi pour les militants de trouver une nouvelle motivation en inscrivant leur démarche dans un esprit qui se veut plus positif.

La question énergétique est particulièrement révélatrice de l'inflexion du sens donné au militantisme écologiste. En mars 1980, les Amis de la Terre de Lille organisent un colloque intitulé « Energies nouvelles et développement régional » dont ils soulignent l'importance en déclarant qu'après « des années de travail militant, qui n'ont pu déboucher sur une politique régionale de l'énergie, ni sur un arrêt du nucléaire dans la région, nous voulons que le débat s'ouvre [...] *parce qu'il est temps de démarrer des études sérieuses et des réalisations concrètes* au lieu de discuter des dessins de Reiser »²⁹⁸⁴. Collaborant à *Charlie Hebdo* et à *La Gueule Ouverte*, ce dernier s'est fait dans les années soixante-dix une spécialité de dessins présentant l'énergie solaire comme une alternative tout à la fois politique et poétique à la société de son temps ; aux yeux des Amis de la Terre de Lille, une telle démarche confine à l'impuissance si bien qu'il est désormais nécessaire d'aborder les questions techniques, de s'appuyer sur des installations témoins qui auront prouvé leur efficacité avant d'envisager la manière dont celles-ci pourraient transformer l'ensemble de la société.

Chez les Amis de la Terre du Morvan comme au sein du groupe de Lille, cette nouvelle démarche paraît se traduire par la recherche d'une action dans le cadre de la région, entendue comme un espace vécu et approprié par ses habitants²⁹⁸⁵, où l'impact des actions entreprises est immédiatement mesurable à défaut d'être décisif. Cette aspiration à passer de la théorie à la pratique et surtout à un militantisme positif qui rompe avec le pessimisme de l'écologisme catastrophiste propre au début des années soixante-dix est également évoquée par les Amis de la Terre de Paris qui soulignent qu'« après avoir été jusqu'à présent plutôt des professionnels de l'anti-, contre le nucléaire, contre les autoroutes, contre l'Etat... ne voilà pas l'occasion rêvée de montrer

²⁹⁸³ François Labellery, « N'oubliez pas de composter », *Le Courrier de la Baleine*, n°40, décembre 1978, p. 12.

²⁹⁸⁴ « Pourquoi ce colloque ? », *L'envert du Nord*, n°21, février 1980, p. 9. [Nous soulignons].

²⁹⁸⁵ Armand Frémont, « Etat des lieux. A propos de l'espace vécu », *Communications*, n°87, 2010, pp. 161 sqq.

pourquoi, comment nous sommes pour le solaire »²⁹⁸⁶. Outre la promotion des énergies renouvelables, l'organisation de collectes sélectives de déchets semble particulièrement en vogue au sein des groupes locaux. Celui de la vallée de Chevreuse (Essonne) organise depuis juin 1978 des collectes de papier²⁹⁸⁷, tout comme celui de Caen²⁹⁸⁸. Dans ce domaine, les Amis de la Terre de Lille vont plus loin en suscitant, de concert avec l'UFC, un organisme spécifique, l'APPR (Association pour la promotion du papier recyclé) en avril 1979.

Ainsi présentée, cette nouvelle forme de militantisme pourrait apparaître comme une simple réaction face aux échecs répétés de la lutte antinucléaire, qu'il s'agisse de la divergence des centrales de Fessenheim et de Gravelines ou de la poursuite de la construction de Superphénix. Le détail de l'argumentation présentée par les Amis de la Terre montre cependant que cette évolution va au-delà d'une simple réorientation stratégique : elle traduit plus profondément la nécessité ressentie par l'organisation de mettre son militantisme en adéquation avec une nouvelle donne idéologique, politique et économique.

Evoquant l'urgence de mettre fin au gaspillage du papier pour promouvoir la mise en place d'une filière de recyclage, les Amis de la Terre utilisent un vocabulaire relevant davantage de l'expertise économique que de l'éthique de conviction²⁹⁸⁹. Nicolas Desplats, permanent de l'agence de service, constate ainsi qu'il « n'y a plus de difficultés majeures ou insolubles pour la production ou l'utilisation du papier recyclé. Ce n'est pas là seulement l'opinion d'écologistes rêveurs. C'est un point de vue partagé par les professionnels et les responsables de l'Agence nationale pour la récupération des déchets », ajoutant que sa généralisation permettrait de redresser la balance des paiements²⁹⁹⁰. Il est révélateur que l'auteur oppose, ne serait-ce que d'un point de vue rhétorique, d'une part les écologistes, dont le point de vue est ici dévalué, et d'autre part les professionnels et les experts dont les arguments sont censés être décisifs. En outre, la

²⁹⁸⁶ « Article sur la journée du soleil prévue pour le 23 juin 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 19.

²⁹⁸⁷ « Vieux papiers en vallée de Chevreuse », *Le Courrier de la Baleine*, n°42, février 1979, p. 21.

²⁹⁸⁸ Les AT-Caen, « Caen : les fanatiques du recyclage ont frappé », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 16.

²⁹⁸⁹ Nicolas Desplats, « Un réseau du papier recyclé », *Le Courrier de la Baleine*, n°34, mars 1978, p. 6.

²⁹⁹⁰ Nicolas Desplats, « Papier recyclé, très beau, pas cher ! », *Le Courrier de la Baleine*, n°39, novembre 1978, p. 5.

promotion du papier recyclé se fait au nom de la nécessaire conservation des ressources, abordée sous l'angle macroéconomique.

Il est probable que l'installation de la crise économique dans la durée – la France compte plus d'un million de chômeurs en 1980 – et l'ampleur des restructurations industrielles, notamment dans le nord²⁹⁹¹ et l'est de la France, incitent les écologistes à se saisir de ces questions²⁹⁹². De ce fait, insensiblement, au sein des Amis de la Terre, la petite entreprise prend place aux côtés du bricoleur militant comme acteurs de la transformation de la société. Rappelant que *Le Sauvage* et *Que choisir ?* ont lancé des appels d'offre pour des capteurs photovoltaïques, Brice Lalonde reconnaît ainsi que tout le monde n'a pas le temps ou les capacités de construire lui-même sa propre maison solaire²⁹⁹³. Il estime dès lors que « le marché doit être à la fois plus souple et plus organisé »²⁹⁹⁴. Celui-ci devient donc chez les Amis de la Terre une catégorie légitime de l'action militante à la condition que les consommateurs, par le biais des associations, puissent peser sur ses orientations. Cette approche traduit l'approfondissement des liens établis entre l'organisation écologiste et l'UFC, notamment à l'occasion de l'affaire du boycott de la Shell en mars 1978²⁹⁹⁵.

De telles analyses sont révélatrices des évolutions de la critique artiste qui voit dans le marché et les entreprises innovantes, organisées dans un refus des hiérarchies pesantes, des facteurs de libération individuelle et d'expression de la créativité de chacun, renouvelant la justification de la raison d'être du capitalisme²⁹⁹⁶. Il faut néanmoins se garder de faire des Amis de la Terre les thuriféraires d'un néolibéralisme alors à peine émergent en France²⁹⁹⁷ dans la mesure où le marché libre et sans entrave n'est jamais présenté comme l'unique acteur de référence de cette configuration qui fait la part belle aux associations de consommateurs et aux collectivités locales dans un éloge du « small is beautiful » considéré comme une solution possible à la crise²⁹⁹⁸.

²⁹⁹¹ Pierre Radanne, « Denain-Gravelines », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 11.

²⁹⁹² Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2000, p. 145.

²⁹⁹³ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 110.

²⁹⁹⁴ *Ibidem*.

²⁹⁹⁵ Dominique Allan Michaud, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 123. Celui-ci rappelle que Jean-Claude Alazard, responsable du service « technique » de la revue *UFC-Que choisir ?* est également membre des Amis de la Terre.

²⁹⁹⁶ Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, *op. cit.*, pp. 109 sqq.

²⁹⁹⁷ Gilles Richard, « « L'expérience Barre » ou l'entrée de la France dans l'ère néolibérale », in Olivier Dard, Gilles Richard (dir.), *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, *op. cit.*, p. 282.

²⁹⁹⁸ Paul Blanquart, « Écologistes, à vos cervelles », *La Gueule Ouverte*, n°232, 18 octobre 1978, p. 20.

Au-delà du sens donné par les écologistes à leurs actions, il faut également souligner combien le rapport des Amis de la Terre aux pouvoirs publics s'infléchit à la fin des années soixante-dix. Là où la confrontation, ou du moins la concurrence, étaient de mise, la concertation, voire dans certains cas une réelle collaboration, voient le jour.

Ainsi, à Castres, une exposition est organisée en juin 1978 sur le thème « Energies nouvelles pour notre région »²⁹⁹⁹. Celle-ci bénéficie du soutien financier de la municipalité d'union de la gauche élue en 1977 et même du patronage du Commissariat à l'énergie solaire, organisme nouvellement créé par les pouvoirs publics³⁰⁰⁰. De même, les Amis de la Terre de Caen bénéficient du soutien logistique de la municipalité d'Hérouville-Saint-Clair pour récupérer huit tonnes de déchets recyclables au cours d'une campagne de collecte³⁰⁰¹. Il semble qu'il en aille de même pour les Amis de la Terre du Val d'Yerres (Essonne)³⁰⁰².

Dans le Nord, la coopération entre les Amis de la Terre et la mairie de Lille est étroite depuis les élections municipales de 1977 à l'occasion desquelles Pierre Mauroy a promis la création d'une Maison de la nature et de l'environnement en échange du soutien des écologistes au second tour³⁰⁰³. Ainsi, l'Association pour la promotion du papier recyclé, créée par le groupe de Lille et l'UFC, entend être un aiguillon pour infléchir l'action publique dans ce domaine en suscitant la création d'un groupe interparlementaire autour du recyclage et en cherchant des sponsors parmi les pouvoirs publics et les entreprises privées³⁰⁰⁴. L'APPR entre même dans une démarche de cogestion des politiques menées dans ce domaine en obtenant des PTT que les bénéfices des opérations de recyclage soient affectés à des projets environnementaux soumis à une commission paritaire composée pour moitié de fonctionnaires des PTT et de représentants des associations (APPR, UFC, Nord Nature)³⁰⁰⁵.

D'une manière générale, il semble que la très nette victoire de l'union de la gauche aux municipales de 1977 ait permis l'élection d'équipes municipales davantage disposées

²⁹⁹⁹ JL Lavigne, « Energies douces à Castres », *La Gueule Ouverte*, n°216, 28 juin 1978, p. 3.

³⁰⁰⁰ *Ibidem*.

³⁰⁰¹ Les AT-Caen, « Caen : les fanatiques du recyclage ont frappé », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 16.

³⁰⁰² Jacques Exballin, « L'éditorial du président », *Au soleil du Val d'Yerres*, n°2, s.d. [fin 1980], p. 1.

³⁰⁰³ MRES. Liasse « Mémoire de la MRES ». *Historique de la MNE*, dactylographié, s.d. [début des années 2000].

³⁰⁰⁴ Philippe Boucher, « Bottins recyclés », *La Gueule Ouverte*, n°273, 9 août 1979, p. 12.

³⁰⁰⁵ « Les annuaires mènent au rire », *L'envert du Nord*, n°25, septembre 1980, p. 8.

au dialogue avec les écologistes³⁰⁰⁶. C'est effectivement le cas à Lille – avec Pierre Mauroy – mais également à Castres avec Jean-Pierre Gabarrou ou à Hérouville-Saint-Clair, avec François Geindre³⁰⁰⁷. Par ailleurs, ces maires nouvellement élus se montrent soucieux de marquer la ville de leur empreinte par la création de nouvelles infrastructures et les écologistes y voient l'occasion de promouvoir l'installation de capteurs solaires et les économies d'énergie³⁰⁰⁸. A Beaumont-lès-Valences (Drôme), le maire, Venant Martin, issu des GAM avant de rejoindre le PS, met ainsi en avant le projet d'une maternelle chauffée par des capteurs solaires thermiques et une pompe à chaleur³⁰⁰⁹.

Une telle évolution des Amis de la Terre, cependant, ne fait pas l'unanimité parmi les militants dont certains expriment à l'occasion de sérieuses réserves qui reflètent deux visions différentes du militantisme écologiste.

Evoquant le succès de la collecte du papier, le groupe de la vallée de Chevreuse fait indirectement référence à ces critiques en constatant que « certains qualifient trop facilement [ces actions] de *scoutisme* »³⁰¹⁰. De même, lors d'une réunion des délégués régionaux, un débat surgit « sur ce que certains appellent l'*épicerie* (papier recyclé, autocollants) »³⁰¹¹. Les termes soulignés traduisent un certain mépris, ou du moins une relative condescendance, à l'égard d'activités jugées triviales au regard d'une certaine image du militantisme valorisant le débat d'idée, la confrontation idéologique et les constructions intellectuelles d'ensemble. La promotion du papier recyclé apparaît dans cette perspective comme une forme de repli favorisant la dépolitisation de l'association.

De fait, les travaux de Nancy Eliasoph démontrent que lorsqu'une association se focalise exclusivement sur ce qui est faisable et concret, sur une action dont elle peut maîtriser les tenants et aboutissants, cela peut conduire à des situations d'évitement de la

³⁰⁰⁶ A l'issue de ces élections municipales, 155 villes de plus de 30 000 habitants sur 221 sont dirigées par l'union de la gauche. Cf. Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine, op. cit.*, p. 126.

³⁰⁰⁷ Philippe Wyon, Philippe Coussonneau, « Compte-rendu de la réunion des délégués régionaux des 13 et 14 janvier 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°42, 30 janvier 1979, p. 11.

³⁰⁰⁸ « Article sur la journée du soleil prévue pour le 23 juin 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 19.

³⁰⁰⁹ JL Lavigne, « Du soleil à l'école », *La Gueule Ouverte*, n°226, 6 septembre 1978, pp. 14-15.

³⁰¹⁰ « Vieux papiers en vallée de Chevreuse », *Le Courrier de la Baleine*, n°42, février 1979, p. 21. [Nous soulignons].

³⁰¹¹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton Bulletin de liaison. « Réunion des délégués régionaux du RAT (21-22 février 1981) », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, n°57, 2 mars 1981, 81-2, p. 3. [Nous soulignons].

politique destinées à préserver le sentiment qu'il est possible d'agir³⁰¹². Dans cette perspective, la collecte du papier recyclé prendrait alors le pas sur la remise en cause global d'un modèle de consommation, les réunions de travail consacrées à l'installation d'un chauffe-eau solaire sur le toit de l'école conduirait insensiblement à une « évaporation du politique » au nom du repli sur ce qu'il est possible de maîtriser³⁰¹³.

Claude-Marie Vadrot, membre du PSU et proche des Amis de la Terre, est de son côté très sévère à l'égard de ces pratiques. Il considère en effet que les écologistes sont dépourvus de propositions et de stratégie, « trop préoccupés souvent par la recherche des meilleurs moyens de faire brûler 35 min une bougie vendue pour fonctionner une demi-heure »³⁰¹⁴. Il ajoute qu'« on ne change pas le monde en faisant des confitures. Caricature ? Certainement, d'autant plus que je crois à la vertu des confitures, mais il faut aussi regarder ce monde qui tremble quand la lumière clignote ou s'éteint »³⁰¹⁵.

Néanmoins, rares sont les militants des Amis de la Terre qui expriment frontalement une opposition à cette nouvelle orientation de l'association. En effet, ceux-ci semblent davantage tiraillés entre la satisfaction née des rétributions apportées par ces activités et les doutes quant à leur efficacité politique. Un membre des Amis de la Terre de Lille souligne ainsi que la vogue du recyclage dans le Nord-Pas-de-Calais peut être considérée comme une victoire des écologistes mais qu'il « ne faut pas se figurer que le recyclage va changer le monde »³⁰¹⁶. Constatant que la généralisation de ces pratiques n'empêchera pas le système de fonctionner, il insiste sur le fait que cette lutte ne doit pas rester isolée d'une analyse globale de la société.

Ces réticences exprimées au sein de l'association n'empêchent pas une amélioration des relations entre les Amis de la Terre et les pouvoirs publics au niveau national, notamment autour de la promotion de l'énergie solaire.

En 1978, le scientifique et prospectiviste Joël de Rosnay propose de célébrer en France une journée du soleil sur le modèle du *Sun Day* américain qui a eu lieu le 3 mai 1978³⁰¹⁷. L'idée de susciter l'organisation d'une multitude de conférences, de démonstrations et

³⁰¹² Carole Gayet-Viaud, « Est-il devenu indécent de parler politique ? », *La vie des idées.fr*, 8 décembre 2010, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20101208_CR_Evitement.pdf, pp. 3-4.

³⁰¹³ *Ibid.*, p. 4.

³⁰¹⁴ Claude-Marie Vadrot, « Les écolos en panne », *Le Courrier de la Baleine*, n°42, février 1979, p. 2.

³⁰¹⁵ *Ibidem*.

³⁰¹⁶ MP, « L'APPR », *L'envert du Nord*, n°19, décembre 1979, p. 9.

³⁰¹⁷ « Article sur la journée du soleil prévue pour le 23 juin 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 19.

colloques locaux s'inscrit également dans la lignée du *Earth Day* qui s'est tenu aux Etats-Unis au printemps 1970 en cherchant à attirer un large public dans un ensemble de manifestations qui se veulent accessibles, positives et pédagogiques³⁰¹⁸. Un comité d'organisation se constitue alors et rassemble Louis Bériot, rédacteur en chef d'Antenne 2, animateur d'Espaces pour demain et ancien présentateur de *La France défigurée*, de Joël de Rosnay, de Jean-Claude Colli, délégué à la qualité de la vie et de Brice Lalonde³⁰¹⁹. Cet événement bénéficie donc du soutien financier des pouvoirs publics mais également d'entreprises privées telles que Leroy-Somer, spécialisé dans la production d'alternateurs, Saint-Gobain, EDF ou PUK³⁰²⁰. Si le retentissement du jour du soleil reste somme toute modeste, les conditions de son organisation sont révélatrices d'une importante inflexion du regard porté sur les pouvoirs publics, dont les écologistes considéraient peu de temps auparavant qu'ils tendaient vers l'électrofascisme, et les entreprises privées dont certaines, notamment PUK, étaient dénoncées pour la pollution induite par leurs activités³⁰²¹.

De fait, si le groupe de Paris paraît plus particulièrement investi sur ce dossier, il faut par ailleurs souligner que cette campagne est acceptée par l'ensemble des délégués régionaux des Amis de la Terre à l'exception du représentant du groupe de Caen³⁰²². Ainsi, malgré la représentativité toute relative de cet organe de décision, cet accord montre que la participation à la journée du soleil ne semble pas susciter de controverses majeures au sein de l'organisation.

Même assortie de réserves quant à la politique gouvernementale, cette décision traduit bel et bien un affaiblissement de la dimension politique et sociétale des énergies renouvelables au profit d'un lobbying auprès des pouvoirs publics attentif les enjeux techniques et économiques³⁰²³. A la suite de cette manifestation, l'agence de service du

³⁰¹⁸ Adam Rome, "Give Earth a Chance", *op. cit.*, p. 525.

³⁰¹⁹ « Article sur la journée du soleil prévue pour le 23 juin 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 19.

³⁰²⁰ Soit Péchiney-Ugine-Kuhlmann, premier groupe industriel privé en France, présent aussi bien dans l'aluminium que dans le combustible nucléaire. Cf. « Jour du soleil moins cinq mois », *Le Sauvage*, n°62, février 1969, p. 5.

³⁰²¹ CAC. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5/AG3 – 2396. *Panorama de la contestation écologique*, p. 137.

³⁰²² « Article sur la journée du soleil prévue pour le 23 juin 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 19.

³⁰²³ Aurélien Evrard, *Contre vents et marées*, *op. cit.*, p. 18.

RAT dépose même une demande pour accueillir deux emplois publics destinés à développer l'information du public sur le papier recyclé et l'énergie solaire³⁰²⁴.

Une telle évolution s'explique avant tout par l'essor des agences publiques chargées de mettre en œuvre la politique gouvernementale dans le domaine de l'environnement. Le Commissariat à l'énergie solaire est ainsi créé par décret en mars 1978 ; sans grands moyens, celui-ci est amené à s'appuyer, dès 1979, sur un groupe de pression, le Comité d'action solaire, dont les Amis de la Terre sont parties prenantes, pour avoir une action sur le terrain³⁰²⁵. Jean-Claude Colli, vice-président du Parti radical et délégué à la qualité de la vie, s'inscrit lui aussi dans une démarche d'ouverture aux associations, qui, sans être exempte d'arrière-pensées politiques, n'en est pas moins réelle. Ces collaborations démontrent que l'écologisme peut mêler conflictualité et concertation et illustrent la nécessité de ne pas envisager l'Etat comme un bloc uniforme notamment dans des domaines périphériques de l'action publique telle que la protection de la nature et de l'environnement³⁰²⁶.

Pourtant, le rapprochement des Amis de la Terre avec les pouvoirs publics ne saurait être uniquement expliqué par l'apparition de ces nouveaux organismes disposés à nouer un dialogue plus constructif. Cette évolution repose en effet sur une analyse politique dont Brice Lalonde est l'un des principaux promoteurs.

Celui-ci promeut en effet une autre approche de la politique qui valorise le dialogue et non la conflictualité, ce qui constitue une forme de sortie des années 68³⁰²⁷. Ainsi, Laurent Samuel, l'un de ses partisans, se réjouit que la liste des participants aux journées du soleil traduise un « unanimité auquel la vie française nous avait peu habitués » même s'il reconnaît qu'il s'agit d'une alliance conflictuelle tant les perspectives socio-politiques des parties prenantes sont parfois opposées³⁰²⁸.

De son côté, Cédric Philibert, également proche de Brice Lalonde, adopte une analyse similaire illustrée par son propre parcours militant. Ancien maoïste au début des années soixante-dix, particulièrement investi à Grenoble dans la mobilisation contre Superphénix, il rejoint les Amis de la Terre et prône un dialogue avec les pouvoirs

³⁰²⁴ « Compte-rendu de la réunion des délégués régionaux des 15-16 septembre [1979] », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°48, 18 septembre 1979, p. 4.

³⁰²⁵ « L'heure est au civisme solaire », *Nature et Progrès*, n°72, octobre-décembre 1981, p. 4.

³⁰²⁶ Graeme Hayes, *Environmental Protest and the State in France*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, pp. 2 *sqq.*

³⁰²⁷ Brice Lalonde, « Le judo politique », *Le Sauvage*, n°48, 1^{er} décembre 1977, p. 1.

³⁰²⁸ Laurent Samuel, « 23 juin 1979 : le jour du soleil », *Le Sauvage*, n°66, juin 1979, p. 91.

publics³⁰²⁹. Il explique sa propre évolution par le choc de Malville. En effet, l'intensité des heurts avec les forces de l'ordre puis la découverte de la non-violence l'aurait conduit à privilégier le dialogue à une posture de confrontation qui, face à toute la puissance de l'appareil d'Etat, aurait de toute façon été vouée à l'échec³⁰³⁰.

Cette coopération renforcée avec les organismes publics devient donc aux yeux d'un certain nombre de membres des Amis de la Terre une sorte de laboratoire des nouvelles relations qui pourraient s'établir au sein d'une société apaisée, où la collaboration entre des acteurs aux origines diverses et les majorités d'idée l'emporteraient sur les clivages partisans et les frontières idéologiques. Sur ce point, une telle ambition se rapproche indéniablement du projet giscardien de « société libérale avancée »³⁰³¹. A bien des égards, la création du Coline (Comité législatif d'information écologique) constitue une tentative pour appliquer cette idée non pas seulement aux relations avec les agences gouvernementales mais à l'ensemble du champ politique³⁰³². Composé de responsables d'associations, de parlementaires et de scientifiques, le Coline a pour objectif d'influencer le travail législatif pour permettre une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux, des intérêts des consommateurs et des personnes défavorisées. Présidé par André Holleaux, conseiller d'Etat et président de l'Union des associations de défense de la nature de l'Essonne, il compte parmi les membres du bureau Brice Lalonde mais également Alain Richard, député PS du Val-d'Oise et ancien membre du PSU, et Jacques Thyraud, sénateur UDF du Loir-et-Cher ; quant à son délégué général, Vincent Richet, également permanent de l'association, il est par ailleurs membre des Amis de la Terre³⁰³³.

Coopérant sur certains dossiers avec les pouvoirs publics, les Amis de la Terre cherchent également à être reconnus comme des experts dans leurs domaines de compétence. Ainsi, dans le cadre de la promotion des énergies nouvelles, les Amis de la Terre ne se contentent plus de fustiger l'électrofascisme ou d'invoquer les bienfaits du

³⁰²⁹ Entretien avec Cédric Philibert. 24 mars 2011.

³⁰³⁰ *Ibidem*.

³⁰³¹ Mathias Bernard, « Le projet giscardien face aux contraintes du pouvoir », in Serge Berstein, Jean-François Sirinelli (dir.), *Les années giscard, op. cit.*, p. 14.

³⁰³² « Le Coline à l'assaut de la montagne législative », *Le Courrier de la Baleine*, n°50-51, décembre 1979-janvier 1980, p. 33.

³⁰³³ *Ibidem*.

solaire mais cherchent à siéger au sein des instances de décision pour en infléchir le cours.

Sur proposition de Philippe Saint-Marc, Pierre Samuel, l'un des principaux animateurs des Amis de la Terre, intègre le Conseil d'information sur l'énergie électronucléaire, organisme consultatif créé par Valéry Giscard d'Estaing aux lendemains de la manifestation de Malville³⁰³⁴. En acceptant d'y siéger, les Amis de la Terre ont exigé que l'ensemble des documents non couverts par le secret militaire soient rendus publics de manière à pouvoir diffuser l'information le plus largement possible³⁰³⁵. A l'image de la participation aux comités du soleil, les militants n'ont donc pas le sentiment de trahir leurs valeurs fondamentales mais de profiter des occasions qui s'offrent à eux pour les faire valoir d'une autre manière en combattant la tendance au secret du technocratisme.

L'importance croissante de la contre-expertise au sein des Amis de la Terre dans le domaine de l'énergie est également illustrée par la présentation d'un plan baptisé « tout solaire » conçu par la commission énergie et se situant dans la lignée du projet Alter³⁰³⁶. L'objectif est de démontrer que la France pourrait se passer des énergies fossiles tout en assurant un niveau de vie satisfaisant à sa population sans rupture technologique majeure, en se contentant des énergies renouvelables³⁰³⁷. Les auteurs de cette étude prennent soin de préciser en introduction que leur proposition ne constitue en rien « un « programme énergétique » ou une « planification détaillée de l'avenir » mais uniquement la description détaillée d'un scénario parmi d'autres³⁰³⁸. Néanmoins, cette appréhension des problèmes sur le long terme, dans le cadre d'une étude argumentée sur le plan technique traduit une inflexion nette de la démarche des Amis de la Terre qui ne se contentent plus de décrire l'image de ce que pourrait être une autre civilisation mais détaillent un mode de transition, s'interrogeant sur les moyens concrets de faire évoluer la société et considérant que les pouvoirs publics ont un rôle prépondérant à jouer dans ce domaine.

³⁰³⁴ Pierre Samuel, « A propos du Conseil Electronucléaire », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°36, 20 mars 1978, p. 2.

³⁰³⁵ *Ibidem*.

³⁰³⁶ [Amis de la Terre – Commission Energie], *Tout solaire. Une autre vie, une autre politique, une autre énergie*, Paris, Pauvert, 1978, p. 13. Le projet Alter consiste en la présentation détaillée et argumentée sur le plan technique d'un projet de société se passant du nucléaire sans tomber dans la pénurie. Il est proposé en 1977 par le groupe de Bellevue, composé de scientifiques membres ou proches du PSU. Cf. Tudi Kernalegenn, « Le PSU, laboratoire de l'écologie politique », *art. cit.*, p. 256.

³⁰³⁷ *Ibid.*, p. 11.

³⁰³⁸ *Ibid.*, p. 10.

Prôner le dialogue et non la confrontation, chercher à dépasser les clivages pour parvenir à un consensus n'est pas anodin dans la mesure où cela conduit à une transformation du message non seulement dans sa forme mais également sur le fond, ce qui peut susciter un soupçon de collusion.

Dans ces instances officielles, au contact des collectivités locales et des agences gouvernementales, les Amis de la Terre ne peuvent justifier leur présence et leur action que par le savoir-faire technique et l'expérience qui est la leur. Une telle perspective peut surprendre de la part d'une association qui insiste à l'époque beaucoup sur le caractère antidémocratique de l'expertise technocratique. En 1979, la réunion nationale de Grenoble choisit ainsi d'engager une campagne de promotion du référendum d'initiative populaire en insistant sur le fait qu'une société démocratique ne peut laisser les grands choix techniques entre les mains des technocrates³⁰³⁹. De même, les Amis de la Terre insistent dans leur plaquette de présentation rédigée en 1979 sur leur refus de devenir les conseillers écologistes du pouvoir ou d'être les pionniers d'une nouvelle technocratie qui intégrerait les acquis de la science écologique, proclamant au contraire leur ambition d'être les catalyseurs d'un large front antitechnocratique citoyen³⁰⁴⁰. Paradoxalement, alors que l'action des Amis de la Terre évolue toujours plus vers un rôle d'experts critiques et de groupe de pression, la mise en avant du combat antitechnocratique permettrait d'en conjurer les dérives par un appel constant à la mobilisation démocratique des citoyens. A bien des égards, l'antitechnocratie est la manière dont les Amis de la Terre tentent de faire sens à leur mue réformatrice. En définitive, les hésitations des militants et les débats nés de l'évolution des Amis de la Terre vers une démarche propre à un groupe de pression reflètent des questions anciennes auxquelles la gauche est confrontée depuis le XIX^e siècle³⁰⁴¹.

A la fin des années soixante-dix, les Amis de la Terre connaissent deux évolutions en apparence indépendantes l'une de l'autre mais dans les faits concomitantes. Dans la promotion du papier recyclé comme dans celle des énergies renouvelables, les Amis de la Terre tendent insensiblement à devenir un groupe de pression, défendant une cause particulière auprès des pouvoirs publics sans chercher à les concurrencer directement ni à

³⁰³⁹ François Gille, « Démocratie française », *Le Courrier de la Baleine*, n°47-48, juillet-août 1979, p. 26.

³⁰⁴⁰ « Contre la technocratie », *Le Courrier de la Baleine*, n°54, juin 1980, p. 6.

³⁰⁴¹ Marc Lazar, « Le réformisme des socialistes français », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n°13, janvier-avril 2011, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier&item=129>, p. 3.

participer contre eux à la compétition électorale. De même, tout en fustigeant les dérives technocratiques de la société nucléaire, les instances dirigeantes des Amis de la Terre n'en tendent pas moins à devenir des contre-experts dans le domaine des politiques énergétiques. Les causes de cette évolution sont multiples : déceptions nées de l'échec de la contestation antinucléaire, remise en cause du modèle de militantisme propre au gauchisme des années soixante-dix ou encore réévaluation positive de la capacité du marché à être un acteur de la transformation sociale.

Si de nombreux groupes locaux paraissent influencés par cette nouvelle approche, il est possible d'identifier certains acteurs-clés de cette évolution, qu'ils s'agissent des Amis de la Terre de Lille ou de ceux de Paris. Yves Lenoir, Pierre Radanne ou encore Brice Lalonde, malgré les différents qui peuvent les opposer, s'inscrivent tous dans cette démarche qui contribue à faire sortir l'organisation écologiste des années 68, pour en faire, insensiblement, un acteur de la société civile.

L'exemple des Amis de la Terre permet de souligner combien les sorties des années 68 sont un processus complexe, heurté et parfois paradoxal. Confrontés à ce qu'ils présentent comme une crise de l'écologisme, un certain nombre d'acteurs s'attachent à transformer l'organisation tant dans ses structures que dans sa stratégie. Les résultats de ces réformes paraissent contradictoires puisqu'ils conduisent à affirmer la vocation des Amis de la Terre à être un mouvement social tout en renforçant les liens avec la CFDT et le PS, implicitement présentés comme des médiateurs possibles de l'action politique des écologistes. De même, les Amis de la Terre insistent sur le caractère antitechnocratique de leur lutte tout en se rapprochant des pouvoirs publics jusqu'à jouer un rôle de contre-expert. Ces évolutions sont rendues plus complexes encore par le jeu des ambitions personnelles et des spécificités locales comme c'est le cas avec les Amis de la Terre de Lille.

Dans tous les cas, ces évolutions illustrent un nouveau positionnement d'une partie de la nébuleuse écologiste qui abandonne l'idée d'incarner à elle seule la matrice d'une transformation de la société. Acceptant la relative légitimité des distinctions opérées dans

le monde social entre l'action associative, syndicale et politique, les Amis de la Terre connaissent une forme de dépolitisation dès la fin des années soixante-dix³⁰⁴².

Il ne saurait être question de généraliser le cas des Amis de la Terre à l'ensemble de la nébuleuse écologiste. De fait, alors que les sorties des années 68 conduisent cette organisation à renforcer son caractère associatif, une situation similaire amène d'autres acteurs à privilégier au contraire l'action électorale.

³⁰⁴² Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation, op. cit.*, p. 361.

3. De la CIME au MEP, les européennes de 1979 et l'affirmation de la voie politique

En réponse à la crise supposée de l'écologisme, les Amis de la Terre s'efforcent d'approfondir leur dialogue avec d'autres mouvements sociaux à la recherche de convergences idéologiques et militantes, considérant que l'écologisme seul ne peut constituer une alternative crédible ; à la même période, d'autres écologistes tirent d'un constat similaire des conclusions très différentes.

Aux lendemains des élections législatives, certains animateurs d'Ecologie 78 estiment en effet que l'écologisme doit être présenté comme une alternative globale au système en place. Pour cela, il serait nécessaire de constituer une organisation pérenne essentiellement voire exclusivement consacrée à la participation aux élections. La CIME (Coordination interrégionale des mouvements écologistes) est le premier avatar de cette démarche. Elle se met en place au cours de l'année 1978 avant de devenir, en novembre 1979, le MEP (Mouvement d'écologie politique).

Les sorties des années 68 des écologistes se traduisent ainsi par une division progressive des rôles entre des organisations tournées vers une action associative et d'autres à vocation plus proprement politiques. Les tensions latentes entre les deux sensibilités de l'écologisme, ponctuelles dans les années soixante-dix, tendent alors à se transformer en un clivage structurel, manifesté par l'existence de deux organisations différentes. Les élections européennes de 1979, auxquelles, en définitive, seuls les Amis de la Terre refusent de prendre part, sont l'occasion d'intenses débats et de vives controverses et constituent donc, comme nous allons le voir à présent, une étape importante dans le processus de différenciation des stratégies et des groupes au sein de l'écologisme français.

a. Recompositions politiques aux lendemains des législatives

Avec 4,6 % des voix recueillis dans quelques deux-cents cinquante circonscriptions³⁰⁴³, les élections législatives de 1978 sont loin d'être un échec pour les écologistes compte tenu des enjeux politiques nationaux de ce scrutin qui tendaient à conforter la bipolarisation des comportements électoraux. Pourtant, dresser un bilan

³⁰⁴³ Plusieurs écologistes peuvent en effet être candidats dans une même circonscription.

apaisé de cette campagne se révèle impossible tant les tensions sont fortes autour de la question du bien-fondé de la stratégie électorale.

Alors que le débat sur l'opportunité de présenter une liste pour les élections européennes fait rage, les tensions et les désaccords sous-jacents s'exposent au grand jour et conduisent à d'importantes recompositions politiques.

Nombreux sont les membres des Amis de la Terre qui, très tôt, estiment que les écologistes n'ont pas vocation à présenter une liste aux européennes. Au-delà de la mise en cause de la stratégie électorale, leur argumentation repose également sur une critique de la construction européenne telle qu'elle s'est effectuée depuis les années cinquante.

L'Europe telle qu'elle s'est bâtie depuis les traités de Rome serait en effet incompatible avec la démarche des écologistes. Le MAN (Mouvement pour une alternative non-violente) considère ainsi que participer aux élections européennes reviendrait à conforter une Europe commerciale, technocratique et militariste et qu'il serait illusoire de penser que la présence de quelques députés écologistes pourrait en faire un modèle de socialisme autogestionnaire³⁰⁴⁴. Dans un tableau comparatif des points positifs et négatifs d'une présence des écologistes aux européennes, Pierre Samuel se dit lui aussi sceptique à l'égard d'institutions européennes dont il regrette la pesanteur productiviste³⁰⁴⁵.

Les Amis de la Terre considèrent par ailleurs que la participation aux élections européennes contraindrait à proposer un programme global tel que les écologistes n'en ont jamais écrit. Comme le souligne Gérard Dorlé, des Amis de la Terre de Fontainebleau, « il ne me semble pas possible de publier, en un mois, des rapports introductifs pour débattre de ces questions et il est donc probable que des décisions « hâtives » seront prises »³⁰⁴⁶. Pierre Samuel partage ce point de vue en relevant que dans de nombreux domaines – comme l'économie ou l'éducation – les programmes écologistes ne vont guère au-delà de déclarations de principe³⁰⁴⁷. De fait, refuser de proposer un programme global – ou estimer qu'il est impossible de le faire – revient à

³⁰⁴⁴ Yves-Bruno Civel, « Le MAN entre l'Europe et le Larzac », *La Gueule Ouverte*, n°236, 15 novembre 1978, p. 6.

³⁰⁴⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. Pierre Samuel, « Aide-mémoire sur les élections européennes », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 3.

³⁰⁴⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. Gérard Dorlé, « L' « Europe » et « nous » », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 4.

³⁰⁴⁷ Pierre Samuel, « Editorial », *Le Courrier de la Baleine*, n°35, avril 1978, p. 1.

considérer que l'écologisme n'est pas une alternative en tant que telle et que ce courant n'est légitime pour s'exprimer que dans un certain nombre de domaines précis.

Dans cette perspective, la participation aux élections est ramenée à une simple opération de propagande quand elle n'est pas purement et simplement rejetée. Ainsi, aux yeux de certains militants, une stratégie reposant sur des actions concertées avec les autres mouvements sociaux serait en définitive beaucoup plus efficace que de faire campagne. Didier Anger, l'un des animateurs de la lutte antinucléaire sur la presqu'île du Cotentin, dénonce notamment l'état d'esprit parisien et centralisateur d'Ecologie 78³⁰⁴⁸. Ce collectif se serait complu dans des discussions théoriques au détriment de l'action sur le terrain, alors qu'à ses yeux la grève des travailleurs de l'usine de retraitement de La Hague aurait eu plus de retombées positives pour l'environnement que bon nombre de discours antinucléaires prononcés durant la campagne³⁰⁴⁹. Il invite donc les écologistes à s'investir dans les conflits sociaux à l'exemple de l'accord en Basse-Normandie entre le CRILAN et l'Union Régionale CFDT. De même, dénonçant le refus d'Ecologie 78 d'aborder les problèmes sociaux et de penser l'écologisme en termes de justice sociale³⁰⁵⁰, le groupe de Lille préconise un moratoire électoral de plusieurs années pour permettre à la nébuleuse de reconsidérer sa stratégie, de reconstituer son unité et de s'investir dans les luttes quotidiennes³⁰⁵¹.

De même, le groupe de Marseille craint que la participation systématique aux élections ne conduise les écologistes à devenir des militants politiques traditionnels dont la seule raison d'être serait la conquête du pouvoir et l'exercice de fonctions gestionnaires³⁰⁵². Concernant la participation aux européennes, le groupe estime que la compétition prévisible pour être placé en tête de la liste transformera immanquablement le mouvement en un « groupuscule électoraliste », trahissant sa vocation à changer la société sur le terrain³⁰⁵³. De son côté, Pierre Samuel déclare que l'expérience – à ses yeux malheureuse – d'Ecologie 78 l'amène à penser que les Amis de la Terre ne doivent en aucun cas chercher à singer les partis politiques classiques³⁰⁵⁴. Constatant la vanité de la

³⁰⁴⁸ Didier Anger, « L'écologie doit sortir de la marge », *La Gueule Ouverte*, n°204, 5 avril 1978, p. 14.

³⁰⁴⁹ *Ibid.*, p. 15.

³⁰⁵⁰ Les AT-Lille, « Vers un troisième tour », *La Gueule Ouverte*, n°201, 15 mars 1978, p. 6.

³⁰⁵¹ Michel Pascal, « Edito », *Légitime défense*, n°13C, avril 1978, p. 1.

³⁰⁵² Les AT-Marseille, « Un tournant pour le mouvement écologiste », *La Gueule Ouverte*, n°216, 28 juin 1978, p. 6.

³⁰⁵³ *Ibidem.*

³⁰⁵⁴ Pierre Samuel, « Editorial », *Le Courrier de la Baleine*, n°35, avril 1978, p. 1.

compétition électorale, qui ne permettrait pas de se prononcer sur les choix fondamentaux imposés par la crise écologique, les Amis de la Terre de Chateaubriant (Loire-Atlantique) déclarent ainsi : « soyons cohérents : appelons à l'ABSTENTION [sic.], pourquoi pas ? Montrons que les dés sont « pipés » : expansionnisme, mythe du travail, nucléaire, armée, force de frappe, Etat, droite, gauche, kif kif ! »³⁰⁵⁵.

Ainsi, l'attachement des Amis de la Terre à l'idée d'incarner un mouvement social et non un parti politique explique en grande partie leur réticence à s'impliquer dans la campagne des européennes³⁰⁵⁶. La somme de ces arguments, qu'ils soient directement liés à la construction européenne ou qu'ils aient trait à une analyse du champ politique dans son ensemble, amènent le Réseau des Amis de la Terre à refuser, lors de la réunion nationale de Seignosse (Toussaint 1978), de participer à la constitution d'une liste écologiste³⁰⁵⁷. Par cette décision, les groupes rejettent avant tout une définition de la politique comme une pratique gestionnaire étroitement associée, dans leur esprit, à la recherche d'une promotion personnelle. Ce faisant, les Amis de la Terre se situent dans la lignée d'autres mouvements et sensibilités qui, avant eux, ont exprimé un rejet similaire d'une conquête du pouvoir par les urnes, qu'il s'agisse des socialistes allemanistes³⁰⁵⁸, des milieux libertaires voire de certaines sensibilités de la deuxième gauche chrétienne³⁰⁵⁹.

Cette décision se révèle lourde de conséquences dans la mesure où, pour d'autres militants, la perspective apparemment réaliste voire galvanisante d'avoir des députés européens en 1979 apparaît non pas comme un péril à conjurer mais au contraire comme une chance à ne pas manquer pour le mouvement.

A l'occasion des législatives de 1978, certains groupes écologistes se sont associés à l'échelle départementale et parfois régionale : des collectifs informels voient ainsi le jour

³⁰⁵⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Amis de la Terre de Chateaubriant », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°36, 20 mars 1978, p. 1.

³⁰⁵⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. Pierre Samuel, « Aide-mémoire sur les élections européennes », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°38, 12 septembre 1978, p. 3.

³⁰⁵⁷ Catherine Découan, *La dimension écologique de l'Europe*, Paris, Entente, 1979, p. 35.

³⁰⁵⁸ Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 1984/4, vol. 39, p., p. 696.

³⁰⁵⁹ Julien Barroche, « La subsidiarité chez Delors. Du socialisme chrétien au fédéralisme européen », *Politique européenne*, 2007/3, n°23, p. 164.

dans le nord-ouest de la région parisienne³⁰⁶⁰ tout comme en Bourgogne ou encore en Auvergne³⁰⁶¹. Il s'agit à l'origine de coordonner les candidatures et mutualiser les contraintes logistiques et financières inhérentes à de telles actions. Les élections passées, ces regroupements perdurent, notamment en Rhône-Alpes, pour permettre aux militants de travailler de concert ou pour échanger des informations³⁰⁶². Ainsi, Ecologie 78, qui ne devait être à l'origine qu'un collectif temporaire, tend à se transformer en une coordination pérenne des groupes avec pour objectif d'affirmer la spécificité et l'autonomie du courant écologiste.

Dans ce contexte, Jean-Claude Delarue, l'un des animateurs d'Ecologie 78, appelle dès le mois de mai 1978 à la création d'une fédération nationale qui ne rassemblerait que les groupes écologistes, à l'exclusion des autres mouvements sociaux³⁰⁶³. La CIME (Coordination interrégionale des mouvements écologiques) est alors créée lors d'une réunion à Mulhouse les 13 et 14 mai 1978³⁰⁶⁴. Ses structures reposent sur l'emboîtement de trois niveaux : le groupe local, seul habilité à accueillir les adhérents individuels, les fédérations régionales, censées être un lieu de débat et d'actions concertées, et l'assemblée nationale regroupant des délégués de l'ensemble des régions³⁰⁶⁵. Sans que cela soit explicitement assumé, la CIME prend la relève du Mouvement écologique créé en 1974 mais plus ou moins en sommeil depuis 1977³⁰⁶⁶. Il ne s'agit cependant pas d'un simple changement de sigle dans la mesure où, grâce aux législatives et à la constitution d'Ecologie 78, la CIME s'appuie désormais sur un réseau de groupes autrement plus fourni qu'auparavant.

Par ailleurs, à la différence du Mouvement écologique, qui proclamait sa vocation à représenter l'ensemble de la nébuleuse écologiste, la CIME prend soin de préciser que ses décisions ne s'imposent qu'à ceux qui désirent participer aux effets de ses décisions³⁰⁶⁷. En apparence anodine, cette décision ouvre symboliquement la voie à la séparation de l'écologisme français en deux sensibilités distinctes qui, si elles existaient déjà

³⁰⁶⁰ « Coordination écologique Nord-ouest région parisienne », *La Gueule ouverte*, n°196, 9 février 1978, p. 19.

³⁰⁶¹ « Sur le terrain », *La Gueule ouverte*, n°195, 2 février 1978, p. 18.

³⁰⁶² Jean-Louis Soulié, « Les élections dans la France profonde », *La Gueule ouverte*, n°200, 8 mars 1978, p. 10.

³⁰⁶³ Jean-Claude Delarue, « Les défenseurs de l'environnement proposent une fédération écologique. Entretien réalisé par Isabelle Cabut et Jean-Louis Soulié », *La Gueule ouverte*, n°209, 10 mai 1978, p. 7.

³⁰⁶⁴ « Ecologie : le label CIME », *La Gueule ouverte*, n°219, 19 juillet 1978, p.15.

³⁰⁶⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique ». « CIME. Proposition de statuts ». S.d. [mai 1978].

³⁰⁶⁶ *Ibid.* Rapport, « Mouvement Ecologique ». S.d. [septembre 1978].

³⁰⁶⁷ *Ibid.* Compte-rendu de la CIME. 13-14 mai 1978.

auparavant, insistaient sur le fait que leurs points communs étaient autrement plus importants que leurs divergences éventuelles.

Sur bien des points, la CIME prend le contre-pied des analyses développées par les Amis de la Terre. Dénonçant « le modèle actuel de société, basé sur l'expansion matérielle indéfinie, le pillage des ressources naturelles, le mépris de l'être humain et de la vie », elle affirme ainsi que l'écologie est la seule alternative susceptible d'éviter l'impasse et l'effondrement de la civilisation³⁰⁶⁸. Alors que les Amis de la Terre considèrent que l'écologisme ne peut permettre une transformation de la société qu'à la condition que des convergences s'opèrent avec les autres mouvements sociaux, la CIME estime que ce courant politique peut à lui seul être la matrice de cette évolution.

La création de la CIME permet ainsi la cristallisation d'une sensibilité latente au sein de l'écologisme français. Dans un reportage consacré aux écologistes dans le département de la Loire, *La Gueule ouverte* relève avec surprise que de nombreux militants, même autogestionnaires, expriment le besoin de se reconnaître dans un courant large et original. Christian Brodhag, candidat aux législatives dans la première circonscription de la Loire, estime ainsi que les écologistes doivent s'organiser de manière autonome pour que leur courant de pensée puisse s'exprimer hors des schémas traditionnels, même si cela implique de prendre ses distances avec certains militants proches du PS³⁰⁶⁹. De même, Bernard Dumontet, candidat dans la dixième circonscription du Rhône, propose que les groupes se rassemblent volontairement dans une démarche qui affirme la spécificité de leur démarche en refusant l'alternative gauche/droite³⁰⁷⁰.

L'autre analyse politique au fondement de la CIME est de considérer que les luttes sur le terrain n'ont de valeur que dans la mesure où elles sont envisagées « dans un projet global d'alternative », prenant là encore le contre-pied des Amis de la Terre³⁰⁷¹. La CIME n'entend cependant pas s'ériger en parti politique ; cette idée apparaît au contraire comme

³⁰⁶⁸ *Ibidem.*

³⁰⁶⁹ *Ibidem.*

³⁰⁷⁰ « L'écologie est un problème global. Si on dit « pas plus la gauche que la droite », il faut être capable de penser le total du problème et pas simplement les aspects, par exemple, de l'énergie. Il faut se doter d'un bagage théorique ». Bernard Dumontet, « L'entité Rhône-Alpes. Entretien réalisé par Isabelle Cabut et Jean-Louis Soulié », *La Gueule Ouverte*, n°208, 3 mai 1978, p. 10.

³⁰⁷¹ *Ibidem.*

un repoussoir car les militants considèrent qu'une structure hiérarchisée serait par nature contraire aux lois de l'écologie telles que l'auto-organisation et la diversité³⁰⁷².

Néanmoins, bien qu'elle prétende envisager des actions d'ordre très divers, la CIME a avant tout vocation à s'impliquer dans les campagnes électorales. Ainsi, dès le début du mois d'octobre 1978, au moment même où les Amis de la Terre décident de ne pas prendre part aux européennes, la CIME met en place des commissions spécialement dédiées à la préparation de ces élections³⁰⁷³. Elle estime en effet qu'une participation permettra d'affirmer l'originalité de leurs analyses par rapport au reste du champ politique et que quatre à cinq élus écologistes permettraient d'apporter une voix différente au sein du Parlement européen³⁰⁷⁴. Dans la même perspective que le militantisme non-violent, une telle approche valorise l'importance éthique du témoignage et reste incommensurable à ses effets concrets. Les 11 et 12 novembre 1978, à l'occasion de la réunion de Saint-Germain-en-Laye, la CIME met officiellement en place Europe Ecologie, structure destinée à réunir l'ensemble des groupes et des militants désireux de s'investir dans ces élections³⁰⁷⁵.

Les mois qui suivent les élections législatives de 1978 sont propices à de larges débats au sein de la nébuleuse écologiste quant à l'opportunité d'une participation systématique aux scrutins électoraux. Le champ politique et l'écologisme sont-ils réellement compatibles ? A cette question, les militants apportent des réponses divergentes. Dans leur grande majorité, les Amis de la Terre semblent répondre par la négative. A l'inverse, les groupes et les individus parties prenantes de la CIME considèrent que le caractère global de l'alternative écologiste suppose la mise en place d'une structure nationale avant tout consacrée à l'action politique, manifestant de ce fait une divergence stratégique majeure au sein de l'écologisme française. C'est dans ce contexte que la liste écologiste pour les élections européennes est mise sur pied.

b. Quelle liste écologiste pour les européennes ?

³⁰⁷² Bernard Dumontet, « L'entité Rhône-Alpes. Entretien réalisé par Isabelle Cabut et Jean-Louis Soulié », *La Gueule Ouverte*, n°208, 3 mai 1978, p. 10.

³⁰⁷³ Arthur, « Les mouvements écologiques : oui hélas ! », *La Gueule ouverte*, n°230, 4 octobre 1978, p. 7.

³⁰⁷⁴ *Ibidem*.

³⁰⁷⁵ « Européennes : écologie et confusion », *Le Sauvage*, n°61, janvier 1979, p. 9.

Le 20 septembre 1976, l'acte de Bruxelles entérine le principe d'une élection du Parlement européen au suffrage universel³⁰⁷⁶. Pour les écologistes, l'enjeu est d'importance dans la mesure où la perspective d'un scrutin à la proportionnelle leur permet d'espérer d'avoir un certain nombre d'élus dans certains pays de l'Europe des neuf, en RFA, en Belgique mais également en France.

Pour cela, encore faut-il constituer une liste de quatre-vingt un noms. A bien des égards, l'opération s'annonce délicate car, comme c'est le cas à chaque élection, la mise sur pied d'un collectif est l'occasion pour les militants de confronter différentes visions de l'écologie et de débattre de son rôle politique, de ses alliances et de ses combats. La composition de la liste ne saurait donc être ramenée au seul choc des égos et des ambitions – même si ces enjeux ne sont en rien absents de l'équation – car elle touche à la définition même de l'écologie.

Quelques mois avant le scrutin, fixé en France au 10 juin 1979, les positions apparemment arrêtées des différentes tendances de l'écologie française semblent encore pouvoir évoluer. Cela s'explique en premier lieu par les résultats jugés satisfaisants obtenus aux élections cantonales de mars 1979. Une soixantaine de candidats écologistes se seraient présentés à cette occasion selon la CIME qui reconnaît cependant son incapacité à dresser un recensement précis³⁰⁷⁷. En effet, l'absence de structure partisane pérenne explique que les candidats se soient présentés sans étiquette commune, ce qui rend parfois difficile leur identification. Néanmoins, un dépouillement exhaustif des résultats donnés par le journal *Le Monde* permet de retrouver la trace de quarante-huit candidats, répartis dans onze régions et vingt-et-un départements, et dont le score moyen s'élève à 7,20 %.

Figure 29. Résultats supérieurs à 10 % réalisés par les écologistes aux élections cantonales de mars 1979³⁰⁷⁸

Département	Canton	Nom du candidat	Résultat au premier tour
Manche	Beaumont-Hague	Catherine Girard	26,37 %

³⁰⁷⁶ D'abord envisagée pour 1978, cette consultation a finalement lieu entre les 9 et 12 juin 1979.

³⁰⁷⁷ « Cantonales », *La Gueule ouverte*, n°253, 21 mars 1979, p. 8.

³⁰⁷⁸ Base de données des résultats électoraux – cantonales.

Bas-Rhin	Mundolsheim	Sinclair	12,89 %
Essonne	Brunoy	Jacques Exbalin	10,94 %
Haut-Rhin	Habsheim	Bitterlin	10,45 %
Bas-Rhin	Illkirch- Graffenstaden	Schortanner	10,37 %
Val-de-Marne	Saint-Maur-des- Fossés	Catherine Bonnel	10,29 %
Yvelines	La-Celle-Saint- Cloud	Georges Bodu	10,22 %

Par souci de clarté, le tableau ci-dessus ne mentionne que les candidats dont le résultat au premier tour est supérieur à 10 %, ce qui est le cas pour sept d'entre eux. Le meilleur score est réalisé par Catherine Girard dans le canton de Beaumont-Hague (Manche) sur un programme d'opposition à l'extension de l'usine de retraitement de La Hague et à la construction de la centrale de Flamanville³⁰⁷⁹. La candidate, membre du CCPAH (Comité contre la pollution atomique à la Hague), devance ainsi ses concurrents socialistes et communistes et contraint le conseiller général sortant, l'UDF Paul Gosselin, à un second tour en obtenant 26,37 % des voix³⁰⁸⁰.

Ce résultat est cependant exceptionnel puisque parmi les autres candidats écologistes dépassant les 10 %, le meilleur n'atteint pas les 13 %. Ces cantonales confirment malgré tout l'existence de zones d'influence pérennes³⁰⁸¹ pour les écologistes en région parisienne, notamment dans sa partie aisée au sud et à l'ouest, en Alsace ainsi qu'en Basse-Normandie. Il faut néanmoins relever que la moyenne des résultats obtenus dans ces régions (8,55 % en Alsace, 7,57 % en Ile-de-France) ne diffère pas sensiblement de la moyenne nationale (7,20 %)³⁰⁸² ce qui atteste d'une tendance à la nationalisation du vote écologiste qui se diffuse même en dehors des cantons les plus sensibles à ces questions.

Après la déception des législatives, les bons résultats des cantonales augurent une réussite similaire pour les européennes du mois de juin d'autant plus que la France fait le choix d'un scrutin proportionnel sur liste nationale. Comme le souligne *Le Sauvage*, au vu des 7,20 % obtenus aux cantonales, atteindre sur le plan national le seuil de 5 %

³⁰⁷⁹ « Beau score écologique à La Hague », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 22.

³⁰⁸⁰ *Ibidem*. Paul Gosselin l'emporte au second tour par 55,49 % des voix.

³⁰⁸¹ On notera le bon score (9 %) réalisé par le candidat écologiste dans le canton de Bègles (Gironde) appelé à devenir dix ans plus tard le fief de Noël Mamère.

³⁰⁸² Les dix candidats alsaciens obtiennent 8,55 %, les franciliens 7,57 %.

nécessaire pour avoir des élus aux européennes semble loin d'être impossible³⁰⁸³. Le recours à la proportionnelle a par ailleurs une importance symbolique forte pour les écologistes dans la mesure où, à l'image des libéraux du début du XX^e siècle³⁰⁸⁴, ils considèrent que ce mode de scrutin leur est profitable car il relativise l'importance du clivage gauche/droite et atténue l'influence des notables locaux. Un tel contexte apparemment favorable suscite néanmoins des remous au sein de la nébuleuse écologiste dans la mesure où il attise la concurrence entre les candidats potentiels.

Malgré la décision officielle des Amis de la Terre de ne pas prendre part aux européennes, Brice Lalonde n'abandonne pas l'idée d'échafauder une liste et c'est dans cet esprit que paraît le 19 avril 1979 dans *Le Matin de Paris* un appel intitulé « Ecologie et Liberté » destiné à rassembler sur une même liste non seulement les écologistes mais plus largement l'ensemble des militants qui se reconnaîtraient dans une aspiration à renouveler la vie politique³⁰⁸⁵.

Membre d'Ecoropa depuis sa fondation, Brice Lalonde a toujours été favorable à une participation des écologistes aux européennes et son action a été décisive pour convaincre les écologistes allemands d'en accepter le principe³⁰⁸⁶. Dans l'appel « Ecologie et Liberté », dont le titre fait directement référence à un ouvrage d'André Gorz³⁰⁸⁷, les signataires, pour la plupart des membres des Amis de la Terre, déclarent refuser la professionnalisation de la vie politique et entendent oeuvrer pour sa refondation dans le cadre d'une liste qui valorise des convergences larges, au-delà du clivage gauche/droite³⁰⁸⁸. De ce fait, l'ensemble de court texte est construit autour de l'opposition, présentée comme allant de soi, entre le champ politique et l'action des citoyens. Aux « politiciens » qui tirent profit d'un système électoral inégalitaire sont opposées les convictions des individus et la certitude que les Français sont désireux d'élire des citoyens capables d'agir sur des objectifs immédiats³⁰⁸⁹. Ce texte met donc délibérément en scène la supposée marginalité politique des signataires pour justifier leur transgression des décisions prises collectivement au sein du RAT. En clamant leur refus

³⁰⁸³ « Cantonales : le PC contre l'écologie », *Le Sauvage*, n°64, avril 1979, p. 17.

³⁰⁸⁴ Gilles Le Béguec, « La représentation proportionnelle : cent ans de controverses », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1986/1, vol. 9, p. 72.

³⁰⁸⁵ « Ecologie et liberté », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 20.

³⁰⁸⁶ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Jean Liénard, « L'internationale écologiste est née », *Feuille de Chou*, n°2, octobre 1977.

³⁰⁸⁷ Le premier chapitre de son livre *Ecologie et politique* (Paris, Seuil, 1975) s'intitule ainsi.

³⁰⁸⁸ « Ecologie et liberté », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 20.

³⁰⁸⁹ *Ibidem*.

d'endosser un rôle politique convenu, ils aspirent à convaincre de leur capacité à faire de la politique autrement³⁰⁹⁰. Au-delà des convictions des signataires, cet appel est aussi rédigé de manière à être acceptable pour les groupes locaux des Amis de la Terre qui, quelques mois auparavant, avaient refusé toute implication dans les européennes pour éviter toute dérive politicienne de l'écologisme.

Plus concrètement, les signataires en appellent à une transformation écologique de l'Europe par la généralisation de l'énergie solaire et la préservation des sols cultivables. Ils insistent également sur la nécessaire extension des libertés et des droits individuels par la mise en place à l'échelle européenne d'une clause du citoyen le plus favorisé ou encore par l'interdiction du cumul des mandats. Dans les faits, de nombreux points évoqués, tels que l'appel à la vigilance contre les mesures discriminatoires ou la volonté de mettre les exportations d'armes hors-la-loi, s'apparentent avant tout à des pétitions de principe³⁰⁹¹. Il faut néanmoins relever que, dans cet ensemble, les enjeux environnementaux sont loin d'être prédominants et tendent à céder le pas à des préoccupations éthiques et sociales qui sont évoquées en des termes similaires par le PS³⁰⁹².

En définitive, les mesures mentionnées dans « Ecologie et liberté » comptent moins que les débats suscités par cette démarche. Aux yeux de Lalonde, cette liste peut être la matrice d'une refondation totale de la politique en approfondissant la convergence avec la CFDT qu'il présente comme acquise et plus largement en permettant aux aspirations libérales-libertaires de s'exprimer³⁰⁹³. Une telle analyse, qui ne tient aucun compte de la tendance à la dépolitisation et au retour aux questions syndicales alors menée au sein la CFDT³⁰⁹⁴, est caractéristique de la démarche de Lalonde qui considère que des actes volontaristes et intentionnellement provocateurs, peuvent à eux-seuls faire bouger les lignes et les clivages politiques les plus solides. C'est dans cet esprit que, de sa propre initiative, il annonce lors d'une réunion des Amis de la Terre avoir pris contact avec

³⁰⁹⁰ Christine Guionnet, « Marginalité en politique et processus d'institutionnalisation », in Lionel Arnaud, Christine Guionnet (dir.), *Les frontières du politique*, op. cit., p. 265.

³⁰⁹¹ « Ecologie et liberté », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 20.

³⁰⁹² Laurent Jalabert, *Le 10 mai 1981*, op. cit., pp. 46 sqq.

³⁰⁹³ « Ecologie et liberté », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 20.

³⁰⁹⁴ En 1979, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, fait adopter par le congrès de Brest une stratégie de focalisation sur les luttes sociales. Cf. Nicolas Defaud, *La CFDT (1968-1995)*, p. 106.

diverses organisations de gauche (le MRG, le PS, les Paysans-Travailleurs) mais également avec Françoise Giroud³⁰⁹⁵.

Brice Lalonde présente ces prises de contact comme la conséquence directe de la diffusion de son appel comme si cet hypothétique rassemblement reposait uniquement sur l'adhésion à des idées et non sur une combinaison d'appareil³⁰⁹⁶. L'animateur des Amis de la Terre entretient pourtant des liens avec Jean-Michel Baylet, propriétaire de *La Dépêche du Midi*, secrétaire national du MRG et opposant déclaré à la construction de la centrale nucléaire de Golfech³⁰⁹⁷. De même, Françoise Giroud a participé l'année précédente à un débat organisé par *Le Sauvage* et les Amis de la Terre de Paris³⁰⁹⁸. Il n'est d'ailleurs pas impossible que Brice Lalonde ait connu Françoise Giroud par l'entremise de Jean-Jacques Servan-Schreiber, avec lequel il a participé à une action de protestation contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Dans cette perspective, l'appel « Ecologie et liberté » apparaît bien davantage comme une tentative de donner une légitimité militante à des contacts personnels déjà établis au préalable.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure Brice Lalonde a mesuré le caractère provocateur et en définitive irrecevable de ses propositions. De fait, l'annonce de contacts établis avec Françoise Giroud, faite à l'occasion de l'assemblée générale du RAT, suscite immédiatement, si l'on en croit le compte-rendu, des « mouvements divers dans la salle »³⁰⁹⁹. Le représentant des Amis de la Terre de Marseille déclare alors que cette hypothèse relève de son point de vue de « la plus basse politique politicienne »³¹⁰⁰. Après s'être présentée comme une réformatrice proche de la gauche au début des années soixante-dix – elle appelle à voter pour François Mitterrand en 1974 –, Françoise Giroud s'engage par la suite auprès de Valéry Giscard d'Estaing³¹⁰¹. Elle devient alors secrétaire d'Etat chargée de la Condition féminine puis à la Culture, participe aux élections

³⁰⁹⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Débat sur les élections européennes », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°45, 10 mai 1979, p. 8.

³⁰⁹⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Débat sur les élections européennes », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°45, 10 mai 1979, p. 8.

³⁰⁹⁷ « Feu de joie à Golfech », *La Gueule ouverte*, n°285, 31 octobre 1979, p. 24.

³⁰⁹⁸ Catherine Découan, « Le fond de l'air est vert ! », *La Gueule ouverte*, n°198, 23 février 1978, p. 20.

³⁰⁹⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Débat sur les élections européennes », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°45, 10 mai 1979, p. 8.

³¹⁰⁰ *Ibidem*.

³¹⁰¹ Françoise Giroud, *Leçons particulières*, Paris, Fayard, 1990, p. 159.

municipales à Paris sur la liste menée par Michel d'Ornano et devient même vice-présidente de l'UDF en 1978 où elle y représente le Parti radical valoisien³¹⁰².

Pour la très grande majorité des écologistes, Françoise Giroud est donc étiquetée à droite et, de ce fait, n'est pas considérée comme une alliée potentielle³¹⁰³, ce qui montre combien les pétitions de principes autour du dépassement du clivage gauche/droite chères à certains écologistes doivent être relativisées. En définitive, les convergences mises en avant par Brice Lalonde paraissent plus que fragiles d'autant plus que les radicaux de gauche choisissent finalement de faire liste commune avec le PS, réduisant l'éventuel collectif à un dialogue entre les écologistes et le PSU³¹⁰⁴. En définitive, ces discrètes tractations et ces rumeurs plus ou moins fondées – la présence de Brice Lalonde sur une liste menée par Jean-Edern Hallier, puis par Jean-Jacques Servan-Schreiber³¹⁰⁵, est ainsi évoquée – confortent très probablement dans l'esprit de nombreux militants l'idée que la compétition électorale serait source de corruption.

Anecdotes en elles-mêmes, l'échec de ces diverses combinaisons démontrent combien, contrairement à ce que semblait penser Brice Lalonde, des formations politiques minoritaires, en position dominée dans le champ politique, n'ont pas forcément vocation à s'allier, même pour des raisons circonstancielles³¹⁰⁶. Au bout du compte, les clivages partisans et les différences idéologiques semblent plus solides que l'animateur des Amis de la Terre ne le présumait. Alors que l'appel « Ecologie et Liberté » insistait sur la nécessité de leur dépassement, ces quelques deux mois de négociations démontrent au contraire la centralité des structures partisans dans les négociations

Au sein des Amis de la Terre, les militants les plus investis dans la construction d'une alliance avec la CFDT, notamment Pierre Radanne, Emmanuel de Séverac et Yves Lenoir, sont également les plus critiques à l'égard de l'initiative de Brice Lalonde. Soulignant qu'il serait impossible aux écologistes de contrôler les éventuels élus de cette liste, ils insistent surtout sur le fait qu'une alliance avec Françoise Giroud rendrait

³¹⁰² *Ibid.*, p. 232.

³¹⁰³ Laurent Samuel, « Grenoble : le RAT face à l'aigle », *Le Courrier de la Baleine*, n°46, juin 1979, p. 3.

³¹⁰⁴ *Ibidem.*

³¹⁰⁵ Noël-Jean Bergeroux, « La constitution de la liste de M. Servan-Schreiber risque de compliquer la compétition », *Le Monde*, n°10670, 22 mai 1979, p. 1.

³¹⁰⁶ Cette analyse est pourtant récurrente chez Brice Lalonde comme le montre son parcours politique dans les années quatre-vingt et quatre-vingt dix. Cf. Alexis Vrignon, « Quelques réflexions sur l'évolution récente de l'écologie politique au travers des autobiographies de leurs leaders », in JALABERT Laurent, *Cahiers d'histoire immédiate*, « Comprendre le XXIe siècle : le monde depuis 1991 », n°42, 2012, pp. 71-91.

impossible tout travail avec la CFDT³¹⁰⁷. De ce fait, les groupes présents à la réunion nationale de Grenoble (28 avril-1^{er} mai 1979) décident à une très large majorité de concentrer l'action du réseau sur la mise en place de la pétition nationale énergie en abandonnant toute idée de présenter une liste³¹⁰⁸.

Parallèlement aux débats qui secouent les Amis de la Terre, la CIME poursuit ses travaux et c'est dans une relative sérénité qu'Europe Ecologie se met en place avec pour objectif d'affirmer l'originalité absolue de l'écologisme et témoigner de son message face à une Europe productiviste³¹⁰⁹.

Emmenée par Solange Fernex, la liste compte vingt-trois femmes (soit 28,3 % de l'ensemble) avec une moyenne d'âge de 39 ans³¹¹⁰. La moyenne d'âge tend donc à être plus élevée que pour la plupart des listes présentées à l'occasion des municipales. Par ailleurs, trente-trois membres d'Europe Ecologie – soit près de 40 % de l'ensemble – ont déjà été candidats pour Ecologie 78. S'il ne s'agit pas encore d'un processus de professionnalisation des écologistes puisqu'aucun d'entre eux ne dispose d'un mandat politique et ne peut donc vivre de cette activité, il n'est cependant plus possible de considérer les écologistes comme de parfaits néophytes dans ce domaine.

Sur la sociologie des militants, les archives d'Europe Ecologie ne donnent que des renseignements limités et parcellaires souvent réduits à la seule déclaration de la profession exercée à l'époque. Philippe Saint-Martin déclare par exemple être au chômage, ce qui ne renseigne en rien sur son niveau d'étude ni sur sa trajectoire professionnelle³¹¹¹. Malgré ces réserves, il faut souligner l'importance du nombre de candidats dont le métier indique une proximité quotidienne avec l'écrit et, très probablement, le fait d'avoir accompli des études supérieures (60,5 %). Dans cet échantillon, les enseignants sont surreprésentés (22 %), caractéristique classique chez les écologistes, tout comme les professions scientifiques. La liste compte ainsi neuf ingénieurs et scientifiques et sept membres des professions médicales (19,8 %). Par ailleurs, les agriculteurs sont relativement nombreux (7,4 %).

³¹⁰⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Débat sur les élections européennes », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°45, 10 mai 1979, p. 8.

³¹⁰⁸ *Ibidem*.

³¹⁰⁹ Solange Fernex, « Europe Ecologie, c'est vous », *Le Sauvage*, n°66, juin 1979, p. 98.

³¹¹⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. Les candidats ». Liste des candidats. 15 mai 1979.

³¹¹¹ Il sera par la suite chargé de mission à la DASS puis haut-fonctionnaire au ministère des Affaires sociales. Cf. Claude Hamonet, « Philippe Saint-Martin, l'homme qui savait repousser les frontières du handicap », *Journal de la réadaptation médicale*, 2001/4, vol. 21, <http://www.em-consulte.com/article/108653/philippe-saint-martin-l-homme-qui-savait-repousser>, consulté le 04/04/2014.

Si l'on se fie à l'appellation choisie par les militants pour se présenter au sein d'Europe Ecologie, seuls onze d'entre eux sont investis dans une autre cause que la protection de la nature et de l'environnement, en dépit de l'annonce d'une ouverture de la liste aux défenseurs du quart-monde³¹¹². Par ailleurs, seul Jean-Pierre Mortreux, placé en cinquième position, affiche son appartenance aux Amis de la Terre, ce qui confirme une séparation nette des deux tendances.

Comme il est d'usage chez les écologistes, de multiples possibilités d'alliances et de combinaisons sont donc envisagées, et parfois esquissées, avant d'aboutir à la constitution de la liste Europe Ecologie. Ces multiples rebondissements, anecdotiques en eux-mêmes, sont pourtant lourds de conséquences. En effet, au moment où Brice Lalonde appelle à la constitution d'un courant minoritaire puis négocie avec les petites formations de gauche, la liste Europe Ecologie a déjà été déposée en préfecture³¹¹³. Solange Fernex, tête de liste Europe Ecologie, dénonce en effet vigoureusement la stratégie poursuivie par Brice Lalonde, considérant qu'« à vouloir confondre, à la hâte, alliances tactiques et convergences politiques de fond, on s'expose à brader un peu vite ses propres engagements »³¹¹⁴. Ces péripéties pré-électorales creusent donc un fossé entre les Amis de la Terre d'une part et les membres et soutiens de la liste écologiste d'autre part dont l'écho se fera sentir au sein de la nébuleuse au-delà de la création des Verts en 1984³¹¹⁵. Néanmoins, pour l'heure, une liste proprement écologiste s'impose et peut alors diffuser son programme sur le plan national.

c. Europe Ecologie ou la remise en cause du productivisme

Au contraire des élections municipales et législatives, où les propositions des écologistes varient selon les situations locales et la sensibilité des candidats, les européennes de 1979 sont l'occasion pour les écologistes de rédiger un programme cohérent et valable pour l'ensemble du pays, sinon pour le continent. Par ailleurs, du fait

³¹¹² MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. Les candidats ». Liste des candidats. 15 mai 1979. Ce chiffre doit par ailleurs être envisagé comme un maximum dans la mesure où, parmi eux, Bernard Dumontet a déjà été candidat pour Ecologie 78 aux législatives.

³¹¹³ « Jean-Edern Hallier tente de regrouper plusieurs formations », *Le Monde*, n°10670, 22 mai 1979, p. 12.

³¹¹⁴ Solange Fernex, « Europe Ecologie, c'est vous », *Le Sauvage*, n°66, juin 1979, p. 98.

³¹¹⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/90. « Débat sur les européennes », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°45, 10 mai 1979, p. 10.

des controverses qui ont précédé la constitution de la liste, seule une tendance de l'écologisme prend part à cette élection.

Alors que les clivages au sein de ce courant politique sont souvent ramenés à des questions personnelles, ces deux caractéristiques font du programme d'Europe Ecologie un point d'observation précieux pour étudier les éventuelles spécificités idéologiques des militants présents sur cette liste. Ainsi, dans quelle mesure les propositions formulées à l'occasion des européennes sont-elles révélatrices d'une volonté de fonder l'écologisme en tant qu'alternative globale ?

Dans son *Histoire de l'écologie politique*, Jean Jacob considère que des perceptions différentes de la nature sont au fondement des clivages entre écologistes³¹¹⁶. De fait, l'idée de nature qui sous-tend le programme d'Europe Ecologie se distingue de celle prônée par les Amis de la Terre ; c'est en effet l'épanouissement d'une nature sauvage qui est recherché, sans que celle-ci ne doive être domestiquée³¹¹⁷. Au nom du droit à la différence, l'homme devrait donc renoncer à modeler la nature à son image pour en accepter l'altérité³¹¹⁸. Néanmoins, au-delà de ces réflexions philosophiques indéniablement inspirées par les écrits de Robert Hainard³¹¹⁹, les propositions d'Europe Ecologie ne se distinguent pas des programmes précédents des écologistes et par exemple préconisent la construction de stations d'épuration³¹²⁰ tout en mettant en garde contre les dangers de la surpopulation³¹²¹. En définitive, ce serait une erreur de chercher à tout prix à faire d'une perception spécifique de la nature le fondement des idées des écologistes car cela reviendrait à ramener arbitrairement à une question philosophique une forme de militantisme beaucoup plus complexe.

Plutôt que de considérer que l'idée de nature constituerait la matrice indépassable à partir de laquelle se déploierait l'ensemble des positions des écologistes, il semble plus judicieux d'envisager que celle-ci s'insère dans une culture politique organisée en système. Dans le cas d'Europe Ecologie, cette dernière apparaît fondée sur une approche

³¹¹⁶ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, *op. cit.*, p. 20.

³¹¹⁷ MV. Fonds les Verts. Carton « Europe Ecologie. La confrontation des idées ». Texte de la plate-forme « Ecologie et protection de la nature ». S.d. [1^{er} semestre 1979].

³¹¹⁸ *Ibidem*. Comme nous l'avons souligné à la suite de Jean Jacob, ces réflexions, inspirées de Jean Jacob, doivent probablement beaucoup aux écologistes alsaciens. Cf. Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, *op. cit.*, p. 90.

³¹¹⁹ Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, *op. cit.*, p. 53.

³¹²⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. La confrontation des idées ». Proposition de texte pour la plate-forme « Pollutions ». S.d. [1^{er} semestre 1979].

³¹²¹ *Ibid.* Proposition de texte pour la plate-forme à discuter, « démographie ». S.d. [1^{er} semestre 1979].

binaire : de même que la nature se distingue de l'homme, l'écologie doit dès lors se poser en alternative globale au productivisme.

Ce terme désigne un modèle de développement dont l'écologie se distinguerait en tout point car, comme le déclare Solange Fernex, « l'écologie veut rendre sa place et sa dignité à l'homme qui est complètement bafouée par le productivisme et la politique actuelle »³¹²². Derrière le productivisme, les écologistes dénoncent une société mêlant nationalisme, centralisation des activités et négation des principes de solidarité qui doivent unir les hommes entre eux ainsi qu'à leur environnement³¹²³. Il ne s'agit pas uniquement d'un système économique ou d'un mode de gouvernement mais aussi d'une mentalité favorisant l'esprit de domination et d'exploitation qui irriguerait l'ensemble des partis politiques³¹²⁴. Dès lors, Europe Ecologie entend s'opposer à la fois à une Europe des Etats-nations voulue par le PCF et le RPR et à une Europe compétitive et efficace, surexploitant les ressources naturelles telle que l'annoncent le PS et l'UDF³¹²⁵. Ainsi, loin de consister uniquement en une mise en cause de la dégradation de l'environnement induite par la société industrielle, l'antiproduktivisme a pour but de déconstruire l'association étroitement entretenue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale entre croissance économique et progrès social³¹²⁶. C'est ainsi que le programme d'Europe Ecologie dénonce le fait que l'Europe soit devenue un instrument de domination économique à l'échelle du monde³¹²⁷.

Le productivisme est alors considéré comme la principale cause de la crise économique et de la forte montée du chômage, rendant la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'autant plus cruciale et urgente³¹²⁸. Sur ce point, la coopération avec les comités quart-monde conduit les écologistes à évoquer les conséquences proprement sociales de ce mode de développement. Reposant sur la performance, il exclut de ce fait ceux qui ne sont pas en mesure de prendre part à cette compétition, qu'il s'agisse des personnes

³¹²² Solange Fernex, « L'enjeu du 10 juin : l'Assemblée doit devenir une véritable constituante. Entretien avec Patrick Jarreau », *Le Monde* n°10684, 7 juin 1979, p. 13.

³¹²³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. Propagande ». « Proposition des écologistes ». Juin 1979.

³¹²⁴ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Communiqué de presse des Grünen. 3 avril 1979.

³¹²⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. La confrontation des idées ». Souscription nationale pour les élections au Parlement européen ». S.d. [avant le 10 juin 1979].

³¹²⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier. Groupe. Presse ». Note « Autogestion et écologie, quelle croissance ? ». S.d. [1978].

³¹²⁷ Solange Fernex, « Europe Ecologie, c'est vous », *Le Sauvage*, n°66, juin 1979, p. 98.

³¹²⁸ Solange Fernex, « L'enjeu du 10 juin : l'Assemblée doit devenir une véritable constituante. Entretien avec Patrick Jarreau », *Le Monde* n°10684, 7 juin 1979, p. 13.

handicapées ou encore des illettrés³¹²⁹. Ainsi, comme le souligne Solange Fernex, « il ne faut pas penser seulement aux pâquerettes et aux petits oiseaux »³¹³⁰ : la critique du productivisme permet aux écologistes de monter en généralité pour tenir un discours proprement politique sur la société de leur temps.

Néanmoins, les propositions des écologistes dans ces domaines restent encore vagues. Ainsi, évoquant les deux millions de Français vivant dans la pauvreté, Europe Ecologie exige la mise en place d'un droit à l'instruction, à un logement décent ou à la santé sans préciser en quoi ces idées se distingueraient des dispositifs déjà en place³¹³¹. Ces revendications n'en témoignent pas moins d'un approfondissement des réflexions des écologistes sur les questions non directement liées à l'environnement. Ainsi, leurs positions sur le travail ne se résument plus à la mise en cause d'une aliénation mais s'enrichissent de la revendication d'un droit au travail pour tous voire d'un revenu familial minimum qui peut faire penser à l'allocation universelle proposée dans les années quatre-vingt par Philippe Van Parijs³¹³².

Sur le plan institutionnel, inspirée en cela par Ecoropa mais également par les militants wallons, Europe Ecologie promeut une société décentralisée, reposant sur des régions qui disposeraient toutes de leur autonomie économique, politique et culturelle³¹³³. Dans ce but, les écologistes proposent qu'une seconde chambre européenne soit instituée pour permettre une représentation directe des régions ; ce Parlement devenu bicaméral rendrait obsolète le conseil des ministres et deviendrait le moteur de l'élaboration d'une constitution permettant la fédéralisation du continent. Les prérogatives des différents niveaux institutionnels seraient déterminées par le principe de subsidiarité³¹³⁴ de telle sorte que la CEE ne disposera que des pouvoirs explicitement abandonnés par les régions dont les limites seront déterminées par consultation des populations³¹³⁵. De fait, ces

³¹²⁹ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Tract, « Le quart-monde interpelle l'Europe ». S.d. [avant le 10 juin 1979].

³¹³⁰ Solange Fernex, « L'enjeu du 10 juin : l'Assemblée doit devenir une véritable constituante. Entretien avec Patrick Jarreau », *Le Monde* n°10684, 7 juin 1979, p. 13.

³¹³¹ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Tract, « Le quart-monde interpelle l'Europe ». S.d. [avant le 10 juin 1979].

³¹³² Yannick Vanderborght, Philip Van Parijs, *L'allocation universelle*, Paris, La Découverte, 2005, p. 4.

³¹³³ Etopia. Fonds Europe Ecologie. Liasse 1. Brochure, « L'Europe des écologistes ». S.d. [1^{er} semestre 1979].

³¹³⁴ Le terme n'est cependant pas employé par les écologistes. Sur ses multiples nuances, cf. Julien Barroche, « La subsidiarité chez Jacques Delors », *art. cit.*, p. 155.

³¹³⁵ Etopia. Fonds Europe Ecologie. Liasse 1. Brochure, « L'Europe des écologistes ». S.d. [1^{er} semestre 1979].

réflexions peuvent être rapprochées du fédéralisme intégral promu par Alexandre Marc et Denis de Rougemont³¹³⁶.

Par ailleurs, l'importance accordée à l'autonomie, qu'elle soit individuelle ou régionale, rejaillit sur la manière dont le processus de transformation de la société est envisagé. En effet, Europe Ecologie entend rompre avec une démarche qui valoriserait, plus ou moins explicitement, la rupture avec l'ordre existant, considérant qu'« une révolution brutale ne peut amener qu'un pouvoir totalitaire »³¹³⁷. Instruits par les difficultés de la lutte antinucléaire, les écologistes militent alors pour un réformisme révolutionnaire qui prenne en compte la lenteur de l'évolution des mentalités pour renverser les tendances et les valeurs de la société de l'époque. Une telle approche évoque le « renversement des tendances » à l'œuvre en RFA depuis le milieu des années soixante-dix qui se traduit par la mise en cause du mythe du progrès et de sa maîtrise³¹³⁸.

De même, refusant des relations humaines fondées sur la compétition, l'agression et les hiérarchies, Europe Ecologie prône une société organisée en réseau selon les principes de la non-violence, de l'autogestion et de la communauté³¹³⁹. En ce sens, le projet d'Europe Ecologie participe de la mise en cause d'une société matérialiste fondée sur l'avoir et non sur l'être et qui, en tant que telle, menacerait l'homme dans sa dignité comme dans son intégrité physique. C'est la perspective adoptée par Philippe Saint-Marc dans une tribune publiée dans *Le Monde* le 10 juin 1979³¹⁴⁰. Soutien de Valéry Giscard-d'Estaing en 1974, celui-ci annonce sa décision de voter en faveur de la liste écologiste en déclarant :

« Je ne veux plus de ce vide spirituel de l'Europe matérialiste actuelle, de l'empoisonnement de sa terre, du déferlement de la misère écologique. Je voterai pour que l'Europe ne perde plus son âme en laissant désagrèger les hauts lieux de sa culture [...]. Je voterai pour laisser à mes enfants une terre qui ne soit pas pourrie ni par les pesticides ni par les déchets radioactifs, une Méditerranée qui ne soit pas devenue une mer morte »³¹⁴¹

Sous la plume de Philippe Saint-Marc, l'écologisme devient le support d'une critique humaniste voire spirituelle du progrès qui n'est pas sans rappeler les réflexions des

³¹³⁶ Nicolas Stenger, *Les intellectuels et l'identité européenne en débat*, op. cit., p. 200.

³¹³⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier, groupe, presse », Note du Mouvement Ecologique. 10 décembre 1978.

³¹³⁸ Thomas Keller, *Les verts allemands*, op. cit., p. 25.

³¹³⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie Propagande ». « Proposition des écologistes ». Juin 1979.

³¹⁴⁰ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Philippe Saint-Marc, « Je voterai écologiste », *Le Monde*, 10 juin 1979.

³¹⁴¹ *Ibidem*.

personnalistes des années trente³¹⁴². Dans cette perspective, la pollution est autant envisagée comme un problème environnemental que comme une menace pour la personne humaine et sa dignité. Europe Ecologie dénonce ainsi une civilisation qui a multiplié les facteurs de maladie, considérant également qu'une consommation excessive de drogues – légales ou pas – s'explique par la dureté des conditions de vie et de travail³¹⁴³.

Ainsi, dans le domaine des institutions comme dans la mise en cause de la société matérialiste, Europe Ecologie puise, de manière plus ou moins consciente, dans des théories de la troisième voie développées depuis les années trente, qu'il s'agisse du fédéralisme intégral ou d'autres pensées non-conformistes³¹⁴⁴.

Au-delà de son programme et de ses propositions sur le fond, Europe Ecologie tient aussi à affirmer la spécificité de son rapport au champ politique. Sur ce point, les écologistes reprennent et prolongent des réflexions et des pratiques mises en œuvre dans le cadre d'Ecologie 78. Le code déontologique du candidat, censé préserver le mouvement d'une dérive politicienne, est ainsi particulièrement mis en avant par une commission spécialement créée pour l'occasion³¹⁴⁵.

Le fait de participer aux élections dans la perspective d'avoir des élus oblige en effet les écologistes à préciser la manière dont ils entendent faire de la politique. Jusqu'aux élections municipales de 1977, ces derniers ne prétendaient se présenter que pour diffuser un message, éveiller les consciences voire porter la voix des citoyens au sein des conseils municipaux, tout en affichant une méfiance ostensible à l'égard des tâches gestionnaires. De manière quelque peu fictive, les écologistes pouvaient affirmer qu'ils ne faisaient pas de politique dans le sens où ils en refusaient les pratiques, le rôle à tenir et les finalités³¹⁴⁶. A l'occasion des élections européennes, la principale raison d'être de la liste est la volonté d'avoir des élus : les écologistes ne peuvent dès lors plus prétendre à une telle extériorité à l'égard du champ politique.

³¹⁴² Christian Roy, « Charbonneau et Ellul, dissidents du « progrès » : critiquer la technique face à un milieu chrétien gagné à la modernité », in Céline Pessis et alii, *Une autre histoire des trente glorieuses*, op. cit., pp. 180 sqq.

³¹⁴³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. La confrontation des idées ». Texte de la plate-forme « Santé et alimentation ». S.d. [1^{er} semestre 1979].

³¹⁴⁴ Thomas Keller, « Les Verts allemands, des troisièmes voies à l'Europe rhénane », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°55-56, 1999, p. 42.

³¹⁴⁵ Arthur, « Les mouvements écologiques : oui hélas ! », *La Gueule ouverte*, n°230, 4 octobre 1978, p. 7.

³¹⁴⁶ Christine Guionnet, « Marginalité en politique et processus d'institutionnalisation », in Lionel Arnaud, Christine Guionnet (dir.), *Les frontières du politique*, op. cit., p. 265.

Pour « faire de la politique autrement »³¹⁴⁷, Europe-Ecologie insiste donc sur la solidarité collective des députés à l'égard de l'ensemble du mouvement voire leur subordination, y compris financière, à celui-ci. Il est notamment décidé que les éventuels élus cèderaient leur siège à leurs colistiers de manière à assurer deux rotations par législature ; ainsi, dans l'hypothèse où la liste écologiste dépasserait les 5 %, obtenant ainsi quatre élus, douze députés successifs siègeraient à Strasbourg durant la mandature³¹⁴⁸. Cette mesure semble avoir été proposée par Jean-Claude Delarue³¹⁴⁹ mais s'inspire également des pratiques au sein du Partito radicale italien³¹⁵⁰. D'un point de vue pratique, elle présente l'intérêt d'assurer la formation des militants en permettant à un plus grand nombre de participer effectivement au travail parlementaire. Sur le plan éthique, ce système de rotation des sièges permet d'affirmer que nul député n'est propriétaire de son mandat car celui-ci appartient à l'ensemble du mouvement. A l'image des socialistes allemands, l'affirmation de la prééminence du groupe sur l'élu a pour but chez les écologistes d'empêcher que le mandat ne se transforme en délégation de pouvoir³¹⁵¹.

Dans le même ordre d'idée, il est décidé que le traitement des éventuels députés sera versé à un fond commun administré collectivement ; en échange, ces derniers percevraient un salaire dit « raisonnable », le reliquat permettant de former les futurs députés et de faire circuler l'information avec les militants³¹⁵². L'élu serait donc au service du mouvement dont il serait l'émanation plutôt que le représentant sans pouvoir tirer parti de son statut pour améliorer sa condition personnelle. Implicitement, la rémunération directe d'une fonction politique est perçue comme le prélude à son avilissement³¹⁵³, d'où l'importance d'en détourner le sens en faisant du traitement de l'élu le symbole d'un dévouement au collectif. Particulièrement développées par les écologistes, de telles réflexions sont fréquentes au sein des mouvements émergents qui

³¹⁴⁷ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement*, *op. cit.*, p. 8.

³¹⁴⁸ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Note d'Europe-Ecologie, « Déontologie du candidat ». S.d. [avant juin 1979].

³¹⁴⁹ Entretien avec Jean-Claude Delarue. 22 septembre 2011.

³¹⁵⁰ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Note d'Europe-Ecologie, « Déontologie du candidat ». S.d. [avant juin 1979].

³¹⁵¹ Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 1984/4, vol. 39, p. 693.

³¹⁵² Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Note d'Europe-Ecologie, « Déontologie du candidat ». S.d. [avant juin 1979].

³¹⁵³ De telles réflexions sont déjà émises au XIX^e siècle dans les débats autour de l'accès des salariés aux fonctions électives. Cf. Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 1984/4, vol. 39, p. 690.

prétendent à une certaine extériorité à l'égard du champ politique classique ou s'y intégrer tout en en détournant les règles, en transgressant les normes sociales et politiques établies, comme c'est le cas des ouvriers socialistes de 1880 ou des communistes dans les années vingt³¹⁵⁴.

Pourtant, l'existence même de ce code de déontologie que tous les candidats de la liste Europe-Ecologie sont tenus de signer démontre combien les gratifications offertes par la profession politique sont attractives et donc menaçantes. En multipliant les garde-fous, les écologistes reconnaissent implicitement que l'abîme de la politique conserve malgré tout bien des attraits.

L'unité du programme et de la démarche d'Europe Ecologie n'est donc pas à chercher spécifiquement dans son idée de la nature. Celle-ci s'intègre plus largement dans un système de pensée binaire. Au productivisme s'opposerait ainsi la société écologique qui émergerait par un renversement des tendances dont les écologistes doivent hâter l'avènement ; aux dérives de la démocratie représentative et du monopole exercé par les grandes formations politiques doit se substituer une nouvelle déontologie illustrant la rectitude morale des écologistes. Ce faisant, les membres d'Europe Ecologie construisent l'écologisme en un nouvel avatar d'une troisième voie à laquelle ils s'attachent à donner corps à l'occasion de ces européennes.

d. Le 10 juin 1979 et ses suites

Au soir du 10 juin 1979, Europe Ecologie obtient 4,39 % des suffrages exprimés (soit près de 900 000 voix) ce qui place les écologistes en cinquième position, loin derrière la liste du RPR menée par Jacques Chirac (16,31 %) mais clairement devant celles de LO/LCR (3,08 %) ou celle de Jean-Jacques Servan-Schreiber (1,84 %)³¹⁵⁵. Dans une élection plutôt favorable aux petites listes, qui totalisent 12 % des suffrages exprimés contre 9 % aux présidentielles de 1974, Europe Ecologie réalise un résultat en demi-teinte dans la mesure où son score marque un léger recul par rapport aux élections législatives de 1978 (4,6 % des voix dans les circonscriptions où ils sont présents).

³¹⁵⁴ Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 1984/4, vol. 39, p., p. 693.

³¹⁵⁵ Christine Manigand, « Les Verts aux couleurs de l'Europe », in Jérôme Grévy et alii, *Vert et orange*, op. cit., p. 209.

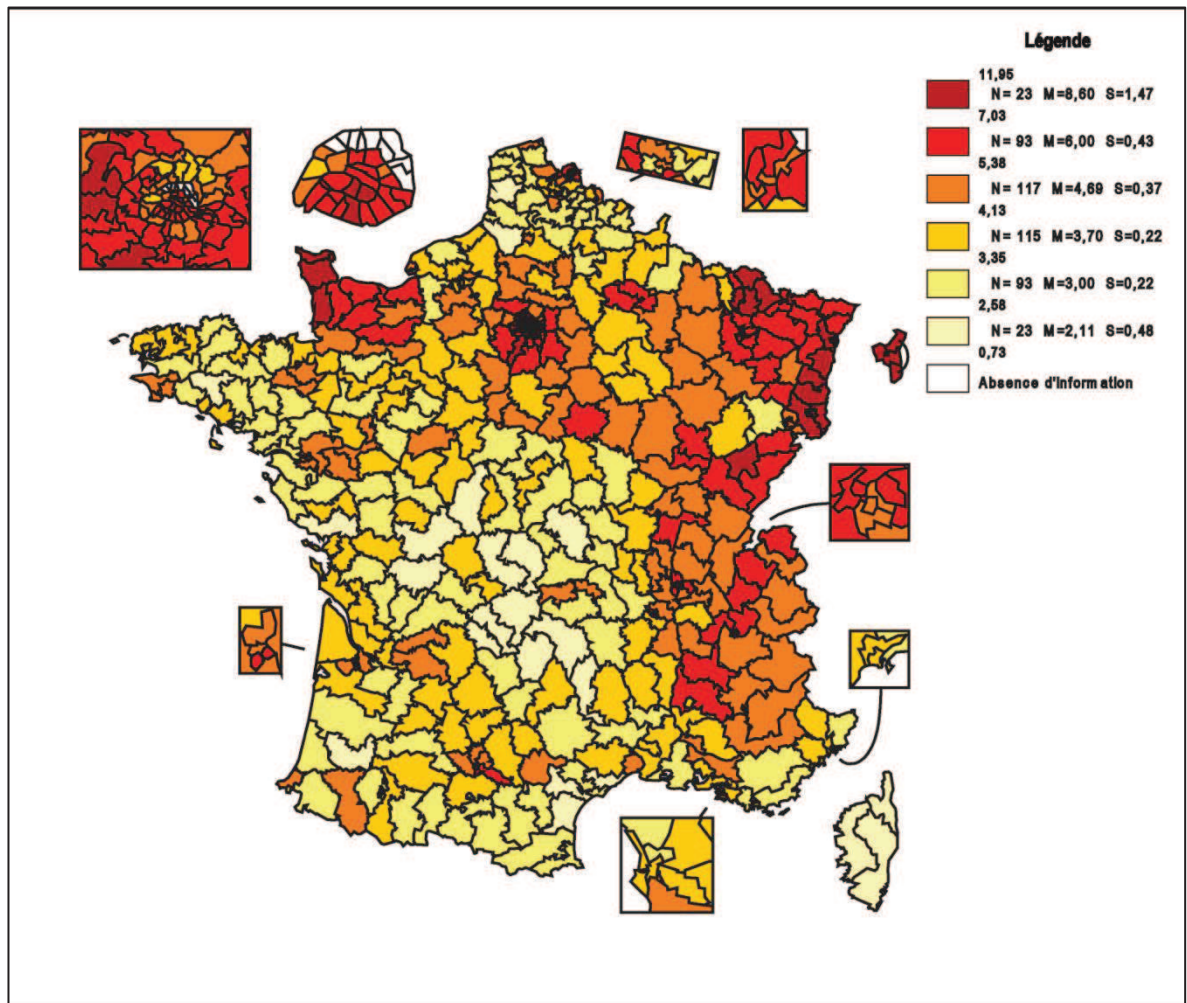
Par ailleurs, faute d'atteindre le seuil de 5 % des suffrages exprimés, ils n'obtiennent aucun élu et ne sont donc pas remboursés de leurs frais de campagne. Les listes présentées par les écologistes dans le reste de l'Europe des neuf ne connaissent pas plus de succès – en RFA, les Grünen n'obtiennent que 2,6 % des voix – et seul le Partito Radicale italien, alors proche de l'écologisme fait élire trois des siens³¹⁵⁶. Ainsi, à première vue, les élections européennes semblent marquer un reflux de l'écologisme français.

Ce constat doit être nuancé en remettant les résultats obtenus par Europe Ecologie dans une perspective chronologie plus longue. Les élections européennes constituent en effet une confirmation de l'enracinement des écologistes dans le paysage politique français.

Figure 30. Résultats de la liste Europe Ecologie aux élections européennes du 10 juin 1979 (France métropolitaine)³¹⁵⁷

³¹⁵⁶ Marc Thivolle, « Italie, victoire de la ténacité », *La Gueule ouverte*, n°265, 13 juin 1979, p. 5.

³¹⁵⁷ « Résultats électoraux – élections européennes (10 juin 1979) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013. [L'ensemble des résultats mentionnés dans ce passage sont tirés de ce site].



Lors des élections européennes de juin 1979, la France a fait le choix d'un scrutin à la proportionnelle sur liste nationale ; néanmoins, la cartographie des résultats en fonction des circonscriptions législatives permet une analyse plus fine de la géographie électorale de l'écologisme français.

La répartition du vote écologiste montre un territoire métropolitain coupé en deux par une ligne qui irait grossièrement du Mont-Saint-Michel à Nice. Au nord de cette ligne, les écologistes tendent à recueillir plus de 4 % des suffrages (hormis dans la Somme et le Pas-de-Calais³¹⁵⁸) quelles que soient les caractéristiques géographiques ou sociologiques de la région. C'est également dans cette partie du territoire que se trouvent les zones d'influence privilégiées de l'écologisme où les bons résultats sont confirmés scrutin après scrutin : l'Alsace³¹⁵⁹, la Manche³¹⁶⁰, l'Ile-de-France ou, dans une moindre mesure, dans la

³¹⁵⁸ Les écologistes y recueillent respectivement 3,37 % et 3,32 % des voix.

³¹⁵⁹ La liste écologiste y recueille parmi ses scores les plus élevés (7,62 % dans le Bas-Rhin et surtout 10,62 % dans le Haut-Rhin).

région Rhône-Alpes³¹⁶¹. Par ailleurs, il est possible d'observer un phénomène de diffusion du vote écologiste à partir de ces bastions en cours de constitution notamment en Bourgogne ou en Lorraine (5,94 % sur l'ensemble de la région) ou encore en Basse-Normandie³¹⁶².

En revanche, dans la France de l'ouest et du sud, les écologistes n'obtiennent des résultats au-dessus de leur moyenne nationale que dans quelques circonscriptions urbaines de Loire-Atlantique³¹⁶³ ou encore de Gironde³¹⁶⁴, où la présence de populations plus aisées et plus diplômées constitue des conditions propices à un vote écologiste plus important que la moyenne³¹⁶⁵. Dans cette partie du territoire, les zones rurales paraissent particulièrement peu sensibles à l'écologie politique, notamment dans le Massif central³¹⁶⁶ ou dans les Pyrénées³¹⁶⁷. Enfin, pour des raisons de clarté graphique, nous avons choisi de ne pas représenter sur la carte les départements d'outre-mer dans lesquels les écologistes sont très peu présents et n'ont pas fait campagne : ils n'y recueillent d'ailleurs aucune voix.

La cartographie des résultats d'Europe Ecologie à l'échelle des circonscriptions législatives manifeste donc clairement l'incomplète nationalisation de l'électorat écologiste dans la mesure où les disparités régionales et locales des votes prédominent³¹⁶⁸. Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées pour expliquer cette inégale répartition sur le territoire.

³¹⁶⁰ Dans la Manche, Europe Ecologie obtient notamment 9,32 % dans la quatrième circonscription (Valognes) et 10,05 % (Cherbourg) dans la cinquième.

³¹⁶¹ La liste écologiste recueille 5,95 % en Isère ou encore 5,79 % en Haute-Savoie.

³¹⁶² Europe-Ecologie recueille 6,23 % des voix sur l'ensemble de la région.

³¹⁶³ La première et la deuxième circonscription de Loire-Atlantique, qui recouvrent la ville de Nantes et certaines communes périurbaines, donnent respectivement 5,63 % et 5,05 % aux écologistes qui ne recueillent que 3,98 % sur l'ensemble du département.

³¹⁶⁴ Europe Ecologie réalise ses meilleurs scores dans la deuxième (5,29 %), troisième (5,39 %) et sixième circonscription (5,22 %) de Gironde, autrement dit dans la ville de Bordeaux ainsi que certaines communes périurbaines favorisées telles que Mérignac.

³¹⁶⁵ Philippe Bonnetain, Daniel Boy, « Electorat écologiste et risque industriel », *Revue française de sciences politiques*, 1995/3, n°45, p.457.

³¹⁶⁶ Europe Ecologie recueille 4,44 dans la première circonscription du Puy-de-Dôme, la plus urbaine du département. Ses résultats baissent à mesure que les circonscriptions deviennent plus rurales : 4,17 % dans la deuxième circonscription qui est mixte, 2,68 % dans la quatrième qui recouvre les cantons d'Ardes, d'Issoire ou de Jumeaux. La liste écologiste obtient par ailleurs son plus faible résultat dans la Creuse (2,08 %).

³¹⁶⁷ Europe Ecologie recueille ainsi 2,85 % des voix en Ariège, 3,16 % dans les Hautes-Pyrénées.

³¹⁶⁸ Sur ces questions, voir Michel Bussi et Sylviano Freire-Diaz, « Les nouvelles disparités des comportements électoraux français. L'exemple des élections présidentielles 1981-1995 », *Cybergeog : European Journal of Geography*, 16 avril 2002, <http://cybergeog.revues.org/4136>, consulté le 06/02/12.

Les conflits environnementaux prédisposent-ils à un surcroît de votes en faveur des écologistes ? De fait, le vote n'est pas uniquement un choix idéologique abstrait mais peut également traduire une prise de position à l'égard d'enjeux locaux, qu'il s'agisse de nuisances spécifiques ou de la construction d'une grande infrastructure³¹⁶⁹. Cependant, aux termes d'une étude menée au milieu des années quatre-vingt dix, Philippe Bonnetain et Daniel Boy concluent prudemment que la question de la perception par les électeurs d'un risque ou d'une nuisance est difficile à mettre en évidence par la seule analyse statistique³¹⁷⁰.

En l'occurrence, à l'occasion des élections européennes, les représentations cartographiques montrent des situations locales contrastées. En Lorraine, comme le montre la figure ci-dessous, le vote écologiste se distribue en auréole dont l'épicentre se trouve dans la quatrième circonscription de Moselle (7,99 %). Ainsi, il est plausible que la construction de la centrale électronucléaire de Cattenom, alors très contestée³¹⁷¹, explique la distribution des votes dans la région et le fait que les circonscriptions de Metz et Nancy, sociologiquement plus propices à un vote écologiste relativement important, soient en retrait.

Une telle analyse ne saurait cependant être généralisée comme le montre le cas de la région Nord-Pas-de-Calais où les circonscriptions lilloises concentrent un vote écologiste plus élevé que la treizième circonscription du Nord où la centrale de Gravelines est en cours d'achèvement et suscite de vives controverses autour des fissures observées sur les cuves des réacteurs³¹⁷².

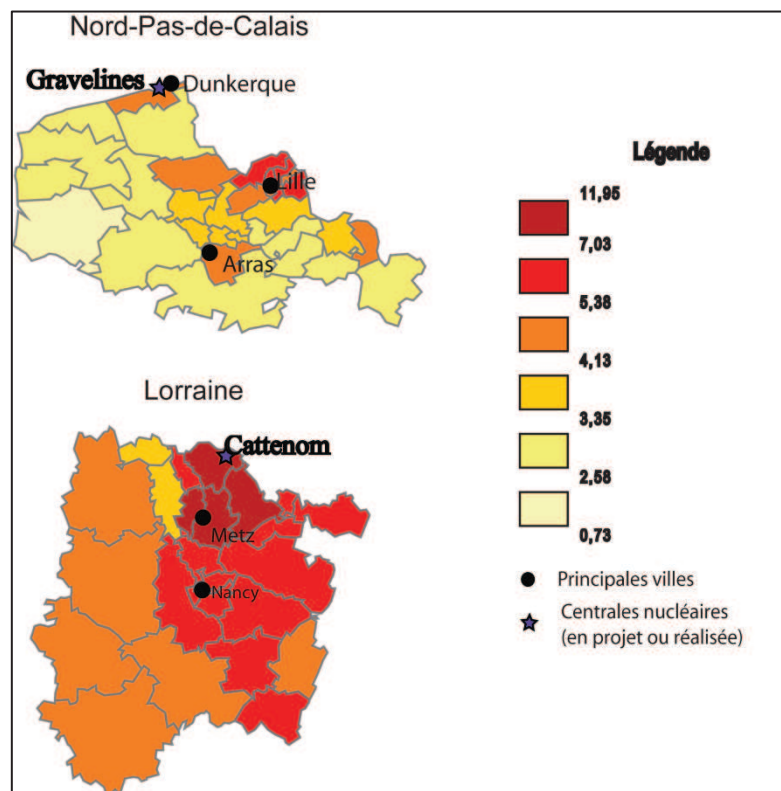
Figure 31. Cartographie comparée des résultats d'Europe Ecologie (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine)

³¹⁶⁹ Philippe Bonnetain, Daniel Boy, « Electorat écologiste et risque industriel », *Revue française de sciences politiques*, 1995/3, n°45, p. 457.

³¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 469.

³¹⁷¹ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5AG/3 2396. *Contestation écologique. Associations écologiques : un panorama*. Décembre 1976, p. 131.

³¹⁷² « Gravelines », *Fissures. Revue d'écologie politique*, s.d. [début 1980], p. 16.



Sur ce point, les bons résultats obtenus dans le Doubs³¹⁷³ permettent de préciser la question de l'influence éventuelle d'un conflit environnemental sur le choix des électeurs. La région est en effet particulièrement concernée par le projet de mise à grand gabarit du canal Rhin-Rhône. Celui-ci doit être réalisé dans le cadre du VIII^e Plan (1980-1985) et implique d'importants travaux entre Saint-Symphorien (Côte-d'Or) et Mulhouse (Haut-Rhin) soit 229 km de voies d'eau où il faudrait construire vingt-quatre écluses³¹⁷⁴. S'inscrivant dans une perspective d'aménagement du territoire où il serait légitime de transformer l'environnement en fonction de considérations macroéconomiques d'équilibrage du territoire européen, ce projet suscite rapidement l'inquiétude des écologistes et des protecteurs de la nature qui craignent une altération irrémédiable de la vallée du Doubs et la disparition de très bonnes terres agricoles³¹⁷⁵. La contestation de ce projet est donc analogue à celle des centrales nucléaires et repose notamment sur le CLAC (Comité de liaison anti-canal) créé en 1975 par Solange Fernex (n°1 sur la liste

³¹⁷³ Europe Ecologie obtient 6,63 % des voix sur l'ensemble du département et jusqu'à 8 % dans première circonscription qui recouvre une partie de Besançon.

³¹⁷⁴ « La liaison Rhin-Rhône. Soulagements et incertitudes », *Le Monde*, n°9594, 26 novembre 1975, p. 12.

³¹⁷⁵ Marc Amboise-Rendu, « Un ouvrage qui inquiète les écologistes », *Le Monde*, n°9594, 26 novembre 1975, p. 12.

Europe Ecologie) et Pierre Parreaux (n°28)³¹⁷⁶. Durant la campagne, le CLAC envoie notamment une lettre à l'ensemble des électeurs du Doubs pour souligner les problèmes posés par le canal à grand gabarit et appeler à voter en faveur d'Europe Ecologie³¹⁷⁷. En retour, l'animateur du CLAC relève que la campagne a été l'occasion pour les militants opposés au canal d'élargir leurs positions à des enjeux plus larges³¹⁷⁸. De fait, les résultats obtenus par la liste Europe Ecologie dans le Doubs sont bons puisqu'elle recueille 6,63 % des voix à l'échelle du département et jusqu'à 8 % dans la première circonscription (Besançon)³¹⁷⁹.

De fait, la conjonction d'un conflit environnemental majeur sur le plan régional et de la présence des animateurs de cette lutte dans la compétition électorale semble nécessaire pour que la contestation d'un projet d'infrastructure se traduise en un vote écologiste plus important que la sociologie électorale locale ne le laisserait supposer.

La constitution de zones d'influence privilégiées pour l'écologisme français, loin d'être une réponse mécanique à des facteurs sociologiques locaux, est également le résultat d'une action politique menée sur le long terme comme le montre la figure suivante. Celle-ci cartographie l'écart de points entre les résultats obtenus par René Dumont en 1974 et ceux d'Europe Ecologie en 1979. Bien qu'il s'agisse d'élections de nature différente, elles ont pour point commun de se dérouler à l'échelle nationale. L'écart de points ainsi mis en évidence permet de localiser les départements dans lesquels les écologistes ont le plus progressé en cinq ans, étant posé que la moyenne de cette progression s'établit à 2,99 points. Cette carte dessine donc une géographie de l'écologisme français fondée sur la seule variable électorale.

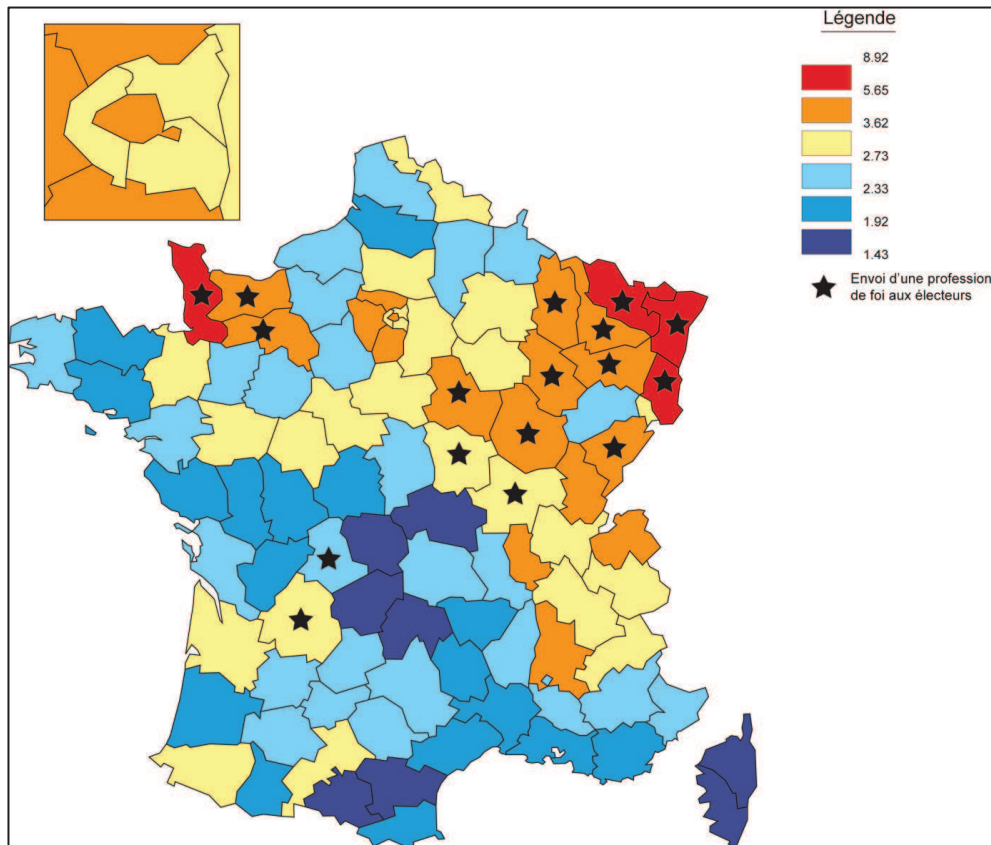
Figure 32. Cartographie d'une réussite électorale contrastée de l'écologisme (1974-1979)

³¹⁷⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Acte de candidature de Pierre Parreaux. S.d.

³¹⁷⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie Courrier ». Lettre du CLAC à Europe Ecologie. 12 juin 1979.

³¹⁷⁸ *Ibidem.*

³¹⁷⁹ « Résultats électoraux – élections européennes (10 juin 1979) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013.



A nouveau, l'exemple du département du Nord est intéressant dans la mesure où la progression des écologistes y est relativement faible au regard de l'influence locale des Amis de la Terre de Lille qui sont parvenus, à la faveur des élections municipales, à imposer à Pierre Mauroy la création d'une Maison de la nature et de l'environnement. A l'évidence, le seul refus des Amis de la Terre de participer aux élections européennes n'est pas un facteur suffisant pour expliquer cette situation. En effet, au moment des élections législatives de 1978, les résultats des écologistes dans le département ont été somme toute modestes, ne présentant des candidats que dans neuf circonscriptions sur vingt-trois et n'obtenant des résultats supérieurs à la moyenne nationale que dans deux d'entre elles³¹⁸⁰.

A l'inverse, dans quatorze des dix-sept départements où les écologistes ont été en mesure en 1979 d'envoyer une profession de foi, l'écart de points entre le score obtenu par René Dumont et Europe Ecologie est notablement plus important que la moyenne³¹⁸¹. On peut ainsi faire l'hypothèse qu'il s'agit des régions où les militants sont les plus

³¹⁸⁰ Il s'agit de la 9^e circonscription (Tourcoing) et de 18^e (Valenciennes) où les écologistes obtiennent respectivement 4,69 % et 5,44 %.

³¹⁸¹ Seuls trois départements ne suivent pas cette tendance : la Dordogne, la Nièvre et la Haute-Vienne.

enracinés et ont mené une campagne active, ce que confirment les résultats obtenus par les têtes de liste d'Europe Ecologie.

De fait, loin d'être anecdotique, le profil politique des militants situés dans les premières places sur la liste Europe Ecologie a son importance en ce qu'il traduit l'existence d'une stratégie délibérée d'enracinement dans certaines circonscriptions. Les politologues désignent sous le terme d'« effet d'amitié locale » le lien entre l'origine géographique d'un candidat et un vote en sa faveur très sensiblement supérieur à sa moyenne nationale³¹⁸². Lors des élections présidentielles, ce phénomène, régulièrement mis en évidence pour les candidatures de témoignage³¹⁸³, constitue par ailleurs un réservoir de voix crucial pour les candidats des grands partis³¹⁸⁴. Courant politique nouveau, dont certaines tendances refusent la détention d'un mandat électif et n'utilisent les élections que comme un moyen de diffuser l'information, les écologistes sont, *a priori*, moins susceptibles que d'autres formations de profiter de l'effet d'amitié locale. Néanmoins, le tableau suivant montre que les candidats Europe Ecologie sont loin d'être tous des néophytes en politique et certains d'entre eux ont déjà accumulé un capital politique qui, s'il reste modeste, n'en contribue pas moins aux bons résultats obtenus par leur liste dans certaines circonscriptions.

Figure 33. Enracinement politique des candidats Europe Ecologie³¹⁸⁵

Nom du candidat	Position sur la liste	Circonscription de candidature (législatives de 1978)	Score réalisé par Europe Ecologie dans la circonscription d'implantation du candidat
Fernex Solange	1	3 ^e circonscription du Haut-Rhin (6,82 %)	8.26 %
Dufetelle	2	3 ^e circonscription de	5.78 %

³¹⁸² Michel Bussi, Sylviano Freire-Diaz, « Les nouvelles disparités des comportements électoraux français », *art. cit.*, <http://cybergeog.revues.org/4136>, consulté le 06/02/12.

³¹⁸³ En 1981, Michel Crépeau, député-maire de La Rochelle, obtient ainsi 17,17 % des voix dans la première circonscription de Charente Maritime et 11,94 % sur l'ensemble du département contre 2,21 % à l'échelle nationale.

³¹⁸⁴ Michel Bussi, Sylviano Freire-Diaz, « Les nouvelles disparités des comportements électoraux français », *art. cit.*, <http://cybergeog.revues.org/4136>, consulté le 06/02/12.

³¹⁸⁵ Seuls Benoît Fabiani (n°4) et Jean-Pierre Mortreux (n°5) n'étaient pas candidats aux législatives en 1978.

Michel		Haute-Garonne (5,27 %)	
Anger Didier	3	4 ^e circonscription de la Manche (12,63 %)	9.32 %
Schneiter Laure	6	18 ^e circonscription de Paris (6,19 %)	6.42 %
Klein Gilles	7	6 ^e circonscription de Seine-Maritime (4.96 %)	5.11 %
Labey Marie-Paule	8	5 ^e circonscription du Calvados (3,69 %)	6.26 %
Rodes Michel	9	2 ^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques (4,15 %)	4.91 %
Delarue Jean-Claude	10	1 ^{re} circonscription de Paris (5,34 %)	6.72 %

Ce tableau montre que huit des dix premiers membres de la liste Europe Ecologie ont déjà été candidats aux élections législatives de 1978 et qu'à cette occasion ils ont souvent obtenu un score appréciable. En effet, alors que les écologistes ont obtenu 4,6 % des voix dans les circonscriptions où ils étaient présents, les candidats d'Europe Ecologie présents dans ce tableau dépassent ce score dans six cas sur huit. Solange Fernex se distingue plus particulièrement puisqu'elle est la seule à détenir un mandat électif en tant que conseillère municipale dans le village de Biederthal (Haut-Rhin) depuis le milieu des années soixante³¹⁸⁶.

Ainsi, la composition de la liste montre que la détention d'un capital politique, même modeste en l'absence de mandat électif, constitue désormais une ressource valorisée et un critère de choix dans la mise en avant des militants. Cette stratégie, qui tire parti de l'effet d'amitié locale dans une stratégie plus ou moins réfléchie d'enracinement, contribue donc, autant que les conflits environnementaux, à dessiner la carte de France de l'écologie politique aux élections européennes de 1979.

³¹⁸⁶ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, op. cit.*, p. 67. Elle a par ailleurs été candidate aux élections cantonales dans le canton de Ferette, obtenant 10,36 % des voix. Cf. base de données des résultats électoraux.

En dépit de l'enracinement électoral de l'écologisme dans certains territoires, il n'en demeure pas moins qu'Europe Ecologie ne parvient pas à réunir 5 % des voix, ce qui constitue indéniablement un échec dans la mesure où c'était le premier objectif de la liste.

Aux yeux de certains militants, le score réalisé par Europe Ecologie est un échec cinglant qui s'explique avant tout par la division dans leurs rangs et notamment la défection des Amis de la Terre. Dans le Doubs, la campagne semble avoir profondément divisé les écologistes locaux et le CLAC (Comité de liaison anti-canal) déclare que « ces résultats ont été obtenus à Besançon dans l'hostilité générale du milieu militant (AT, MAN, etc.). Ils ont beaucoup ri, et je n'ai pas vu s'ils rient encore de l'inefficacité de leur appel au boycott »³¹⁸⁷. De même, Solange Fernex déplore que seules certaines régions comme l'Alsace ou la Basse-Normandie se soient mobilisées³¹⁸⁸.

Cette situation s'explique en outre par l'absence de structure militante capable de mener une campagne électorale efficace sur l'ensemble du territoire. La gestion des questions financières et logistiques est particulièrement révélatrice de ces difficultés, qui, pour être prosaïques, n'en sont pas moins cruciales. En effet, faire campagne a un coût, d'autant plus quand celle-ci se déroule au niveau national. Deux postes de dépenses sont incontournables : d'une part le versement à l'Etat d'une caution de cent mille francs nécessaire pour se présenter³¹⁸⁹ et d'autre part les frais d'impression des professions de foi et des bulletins de vote³¹⁹⁰. En 1979, les écologistes chiffrent le montant de ces dépenses à près de trois millions de francs³¹⁹¹.

Or, Europe Ecologie ne peut à l'époque compter ni sur des financements publics – ceux-ci ne sont mis en place qu'à partir de 1988 – ni sur le reversement d'une partie de leurs indemnités par des élus – les écologistes n'en comptent pour ainsi dire aucun³¹⁹². Les militants ne peuvent donc espérer présenter une liste qu'en organisant une vaste souscription auprès des sympathisants. Jean-Luc Burgunder, candidat en dix-neuvième position, se souvient par ailleurs que certains membres de la liste sont allés jusqu'à

³¹⁸⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. Courrier ». Lettre du CLAC à Europe Ecologie. 12 juin 1979.

³¹⁸⁸ Solange Fernex, « Quelques réflexions et perspectives au lendemain du 10 juin », *Ecologie*, n°317-318, juillet-septembre 1979, p. 20.

³¹⁸⁹ Versée au trésor public, celle-ci n'est remboursée que si la liste dépasse le seuil de 5 % des voix.

³¹⁹⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. Courrier ». Lettre des candidats MIDEF à Europe Ecologie. S.d. [début mai 1979].

³¹⁹¹ *Ibidem*.

³¹⁹² Sur ces questions, voir Eric Phélippeau, « Genèse d'une codification. L'apprentissage parlementaire de la réforme du financement de la vie politique française, 1970-1987 », *Revue française de science politique*, 2010/3, vol. 60, p. 529.

hypothéquer leur maison pour contribuer au financement de la campagne³¹⁹³. Il n'en reste pas moins que la perception de ces ressources est très aléatoire. Ainsi, au début du mois de mai 1979, seule la moitié des candidats ont versé les 1 500 f. nécessaires au paiement de la caution³¹⁹⁴. Après d'âpres débats, Europe Ecologie décide de limiter les risques financiers en ne faisant imprimer les bulletins de vote que pour le territoire métropolitain et en ne distribuant des professions de foi que dans dix-sept départements, ce qui limite inévitablement la notoriété de la liste donc ses résultats électoraux³¹⁹⁵.

Durant la campagne, Europe Ecologie n'a de cesse de protester contre ces obstacles financiers et réglementaires qu'elle considère comme autant de moyens d'empêcher de nouveaux courants politiques de bousculer le monopole électoral dont bénéficieraient les quatre grandes formations. Dès le 7 décembre 1978, Europe Ecologie crée un Comité pour l'égalité électorale pour protester contre l'obligation faite à l'ensemble des listes d'avancer les frais d'impression des bulletins de vote et des professions de foi³¹⁹⁶. Des courriers sont adressés aux présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale³¹⁹⁷ ainsi qu'à Valéry Giscard d'Estaing³¹⁹⁸ pour tenter de faire entendre leurs revendications. Après le 10 juin 1979, Europe Ecologie n'ayant pas atteint le seuil de 5 % des suffrages exprimés, les membres de la liste se retrouvent dans une situation financière difficile car ils doivent rembourser plus d'un million deux-cent mille francs³¹⁹⁹. Christian Huglo, avocat proche des mouvements écologistes, adresse, sans succès, au ministère de l'Intérieur un recours gracieux demandant le remboursement des frais engagés dans les départements où la liste a obtenu plus de 5 % des voix³²⁰⁰. C'est également dans ce but que Solange Fernex est reçue, en septembre 1979, par Valéry Giscard d'Estaing³²⁰¹.

Ces diverses démarches, antérieures et postérieures au scrutin du 10 juin, sont révélatrices d'un positionnement d'Europe Ecologie à l'égard du champ politique différent de celui adopté auparavant par les écologistes. En effet, il ne s'agit pas de

³¹⁹³ Entretien avec Jean-Luc Burgunder. 16 décembre 2011.

³¹⁹⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. Courrier ». Lettre des candidats MIDEP à Europe Ecologie. S.d. [début mai 1979].

³¹⁹⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. La confrontation des idées ». Lettre de Solange Fernex aux députés européens français. 16 juillet 1979.

³¹⁹⁶ « Européennes : écologie et confusion », *Le Sauvage*, n°61, janvier 1979, p. 9.

³¹⁹⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. La confrontation des idées ». Lettre de Solange Fernex à Gaston Deferre. 29 mai 1979.

³¹⁹⁸ *Ibid.* Lettre de Solange Fernex à Valéry Giscard d'Estaing. 16 mai 1979.

³¹⁹⁹ *Ibid.* Lettre de Christian Huglo au ministre de l'Intérieur. 24 septembre 1979.

³²⁰⁰ *Ibidem.*

³²⁰¹ Laurent Samuel, « Greenparty chez Valéry », *La Gueule ouverte*, n°281, 3 octobre 1979, p. 20.

dénoncer le rôle de l'argent dans la sélection des candidats en adoptant une posture morale qui conduirait à préconiser le plafonnement des dépenses ou la transparence des comptes³²⁰². Europe Ecologie présente avant tout ces enjeux comme une question d'équité dans la compétition électorale, affirmant ainsi qu'elle ne se considère pas comme une liste purement protestataire mais qu'elle appartient, à sa manière, au champ politique. De même, entrer en contact avec les présidents de groupe parlementaire pour les amener à prendre position en faveur d'une évolution de la législation ou encore solliciter Valéry Giscard d'Estaing pour obtenir un remboursement partiel des frais de campagne revient à endosser un rôle de professionnel de la politique, reconnu comme tel par ses pairs et intégrant, par ses actes, les règles du jeu propres à ce champ³²⁰³. Laurent Samuel, membre des Amis de la Terre et opposé à Europe Ecologie, ne s'y trompe en relevant que Valéry Giscard d'Estaing reçoit Solange Fernex dans l'espoir de favoriser l'émergence d'une force écologiste indépendante de la gauche, dont les électeurs pourraient constituer une réserve de voix en 1981³²⁰⁴.

Ainsi, loin d'être périphériques, ces questions financières et logistiques ont des conséquences politiques et électorales directes. Elles contribuent fortement à l'échec d'Europe Ecologie et conduisent les militants à envisager leur action sous un angle nouveau. Accaparés par ces questions logistiques, l'équipe n'a que peu de temps à consacrer à la campagne en elle-même et plusieurs courriers témoignent du fait que même au sein des associations de protection de la nature, dont on pourrait supposer que les membres seraient plus sensibilisés à ces questions, les actions d'Europe Ecologie restent méconnues³²⁰⁵. Dans les dernières semaines de la campagne, et plus encore après son dénouement, plusieurs voix s'élèvent donc parmi les militants pour souligner que la participation à des élections d'envergure nationale implique une structure pérenne capable d'assurer une gestion financière saine et durable. Esther Peter-Davis appelle ainsi à élire un bureau compétent pour prendre des décisions hors des AG³²⁰⁶. De même,

³²⁰² Eric Phélippeau, « Genèse d'une codification », *art. cit.*, pp. 531-532.

³²⁰³ Erik Neveu, « Métier politique, d'une institutionnalisation à une autre », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, *op. cit.*, p. 110.

³²⁰⁴ Laurent Samuel, « Greenparty chez Valéry », *La Gueule ouverte*, n°281, 3 octobre 1979, p. 20.

³²⁰⁵ *Ibid.* Lettre de Mme Elliot-Picaud à Europe Ecologie. 25 mai 1979 ; lettre de J. Boucherle à Europe Ecologie. 30 mai 1979.

³²⁰⁶ ». MV. Fonds les Verts. Carton « Europe Ecologie. Courrier ». Lettre d'Esther Peter-Davis à Solange Fernex et Jean Carlier. 4 mai 1979. « Quand je pense à nos réunions bordéliques (pardonnez le terme), je doute de nos capacités de [sic] donner des leçons aux partis politiques et aux divers pouvoirs en place.

Giselle Artaud, candidate en trentième position, salue le fait que l'écologisme soit devenu la cinquième force politique française et estime que cette situation ne pourra être pérennisée qu'en créant un « parti écologiste [...] structuré et solidement constitué »³²⁰⁷. Les élections européennes constituent donc une étape cruciale dans l'acceptation du fait partidulaire au sein de la CIME.

C'est dans cette perspective qu'à la suite de la réunion de Dijon, (24-25 novembre 1979), la plupart des membres d'Europe Ecologie s'accordent pour jeter les bases d'une structure nationale permanente, le Mouvement d'écologie politique (MEP), contre l'avis de la majorité des membres des Amis de la Terre présents sur place³²⁰⁸. Si le MEP n'est formellement créé qu'à l'occasion d'une réunion à Versailles (16-17 juin 1980)³²⁰⁹, il n'en reste pas moins que son émergence est la conséquence directe du résultat et des aléas des élections européennes dont le déroulement favorise donc la différenciation des tendances de l'écologisme français.

Pour mesurer combien la campagne européenne des écologistes s'inscrit dans la perspective des sorties des années 68, il peut être intéressant de la comparer à celle de René Dumont en 1974. Cette dernière, largement improvisée, est présentée à l'époque comme un cri d'alarme visant à sensibiliser les Français et le monde politique à la gravité de la crise écologique. Cinq ans plus tard, si cette dimension alarmiste est toujours présente, la principale préoccupation est d'ériger l'écologisme en une alternative crédible et globale au mode de développement productiviste.

De même, la figure de René Dumont devait manifester voire susciter l'unification de la nébuleuse écologiste, quitte à exclure certaines sensibilités de ce nouveau consensus. En 1979, les élections européennes précipitent la division des écologistes en deux tendances de plus en plus clairement distinguées. Comme le montrent les débats entre la CIME et les Amis de la Terre, il ne s'agit pas uniquement de trancher entre la

Tâchons de ne pas être arrogants en matière de compétence – qu'il s'agisse de relations entre les êtres humains ou de connaissances techniques

³²⁰⁷ *Ibid.* Lettre de Gisèle Artaud à Solange Fernex. 13 juin 1979.

³²⁰⁸ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « bulletin de liaison ». « Assises de Dijon des 24-25 novembre 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 1^{er} février 1980, p. 5.

³²⁰⁹ Nous reviendrons sur ces questions dans le chapitre suivante.

participation ou pas à une élection mais de déterminer si l'écologisme a vocation à devenir une force politique à part entière ou si elle doit agir en tant que mouvement social. En définitive, les désaccords entre ces deux tendances sur les questions de stratégie électorale sont un moyen de donner sens à un clivage beaucoup plus structurel.

Les élections constituent-elles un moyen efficace de transformation de la société ? Le simple fait d'envisager cette idée constitue un signe des sorties des années 68, caractérisées par une progressive perte de foi dans la capacité des mouvements sociaux à mettre en œuvre une nouvelle forme de changement de société. Bien qu'elle s'en défende, la liste Europe Ecologie, en cherchant à s'ériger en acteur politique légitime, induit implicitement une distinction entre une écologie proprement politique et une autre tournée en priorité vers l'action associative. A ce titre, les élections européennes ne sont qu'une étape dans un processus plus large de division de l'écologisme français dont le début des années quatre-vingt constitue un apogée.

Les recompositions de l'écologisme - conclusion

En l'espace de quelques années, les écologistes mesurent l'inertie et la pesanteur du réel et découvrent que le tournant environnemental des sociétés occidentales n'implique pas le bouleversement qu'ils appelaient de leurs vœux.

Ces symptômes, dont l'importance est parfois grossie mais qui ébranlent indéniablement des certitudes bien enracinées, favorisent l'épanouissement de multiples formes de sorties des années 68. Il serait cependant erroné de ne voir dans cette période que désillusions et reniements. De nouveaux modèles organisationnels commencent alors à émerger. D'un côté, les Amis de la Terre tendent à devenir des contre-experts, acteurs d'un réveil de la société civile qu'ils appellent de leurs vœux. De l'autre, la CIME réalise au travers des élections européennes combien une action politique efficace requiert la création d'un organe politique pérenne. De ce fait, les controverses sur la stratégie électorale qui opposent les deux tendances apparaissent comme un moyen de faire sens aux multiples dimensions des clivages qui parcourent la nébuleuse.

Malgré ces difficultés, la perspective de l'élection présidentielle tout comme une volonté générale de gagner en efficacité constituent un terrain propice à la mise en œuvre de tentatives d'unification du mouvement qui se précisent au début des années quatre-vingt.

Chapitre VIII. Vers l'unification des écologistes

A la fin des années soixante-dix, les organisations écologistes se sont profondément transformées. Les Amis de la Terre se spécialisent, notamment au niveau national, dans des activités d'expertise tandis que les déboires européens de la CIME l'amènent à travailler à la création d'une structure politique pérenne. Ainsi, après une période consacrée à la légitimation de l'écologisme, le temps de l'institutionnalisation semble venu.

Cette transformation des organisations constitue une réponse parmi d'autres possibles à la banalisation des questions environnementales et au sentiment de reflux de l'écologisme. A l'approche des élections présidentielles de 1981, une nouvelle étape est franchie avec la relance du processus d'unification des écologistes.

Or, derrière ce terme en apparence simple et transparent se cachent bien des significations différentes selon les acteurs et leurs stratégies du moment. S'agit-il de définir une doctrine commune, susceptible de rassembler deux sensibilités de plus en plus distinctes l'une de l'autre ? Faut-il plutôt se consacrer à l'édification d'une structure commune ? Le cas échéant, son rôle se bornerait-il à l'action électorale ou absorberait-elle l'ensemble des organisations préexistantes ? Quand s'ouvrent les discussions qui rassemblent des militants et des organisations aux origines variées, rares sont ceux qui disent souhaiter la création d'un parti écologiste.

Ce dernier chapitre a donc pour but de comprendre comment, en l'espace de quelques années, les débats visant à l'unification des écologistes conduisent à la mise en place d'une structure pérenne uniquement tournée vers l'action électorale, hypothèse qui ne suscitait pourtant aucun enthousiasme quelques temps auparavant. Les élections présidentielles de 1981 s'imposent comme une première étape décisive en ce qu'elles conduisent à une collaboration plus poussée entre les diverses tendances de l'écologisme dans le cadre d'un collectif plus complexe et professionnalisé que ce à quoi les militants étaient accoutumés. Par la suite, les déceptions nées de la politique énergétique menée par la gauche nouvellement arrivée au pouvoir, tout comme la relative banalisation des questions environnementales, confortent la tendance favorable à la construction d'une alternative politique claire aux organisations déjà existantes. Enfin, les controverses et les querelles personnelles récurrentes achèvent de convaincre les militants qu'une unification de l'ensemble de ceux qui se considèrent comme écologistes semble impossible ; dès

lors, la création des Verts apparaît comme le seul substitut envisageable à une unité chimérique.

1. Les écologistes face au défi d'une seconde élection présidentielle

En 1974, René Dumont a fait son entrée au Panthéon écologiste en devenant leur premier candidat à une élection présidentielle, révélant ainsi l'existence de cette nébuleuse au plus grand nombre. A cette époque, la précipitation des événements due à la mort prématurée de Georges Pompidou explique qu'il ait été relativement facile pour quelques militants de faire accepter l'idée d'une candidature représentant leur sensibilité.

Sept ans plus tard, la portée transgressive de la candidature de Brice Lalonde est nettement moindre. Le calendrier politique suit son cours et pose aux écologistes des problèmes délicats. De fait, dans quelle mesure la démarche écologiste et l'élection présidentielle sont-elles compatibles ? Pour les écologistes, il s'agit à la fois de justifier leur présence à une élection qui symbolise les institutions de la V^e République dont ils n'ont eu de cesse de dénoncer la centralisation et l'autoritarisme tout en s'accordant sur un candidat qui incarnera leur message aux yeux de l'opinion, sans tomber dans une personnalisation politique dont ils se défient.

La réponse à ces exigences difficilement conciliables constitue un enjeu fondamental dans la perspective de la structuration de l'écologie politique en France. Préparée de longue date, suscitant la création d'instances délibérantes pérennes, cette nouvelle campagne permet ainsi de mesurer l'évolution de la nébuleuse écologiste au sortir des années 68.

a. Le temps des assises.

A l'issue des élections européennes, au cours desquelles les divisions des écologistes ont été manifestes, la plupart des courants et des sensibilités semblent disposés à envisager leur unification. Dans ce but, trois assises successives sont organisées en moins d'un an, à Dijon (24-25 novembre 1979), à Lyon (2-4 mai 1980) puis sous la forme de réunions régionales le 15 juin 1980.

Pourtant, à la grande déception de nombreux militants, l'âpreté des débats et les querelles personnelles ont rapidement raison de l'irénisme originel d'autant que, progressivement, la question d'une éventuelle candidature à la présidentielle, donc de l'identité du candidat, prend le pas sur la question de l'unification. Ainsi, comme en

1974, les militants sont amenés à utiliser à la voie électorale comme substitut à une fusion des sensibilités qui semble se dérober à chaque tentative pour la saisir.

Au sein de la nébuleuse écologiste, les élections européennes de juin 1979 ont symbolisé le risque d'une division de leur courant en deux tendances irréconciliables, situation qui les condamnerait aux déchirements internes et à l'impuissance politique. Comme en atteste un dossier spécial d'*Ecologie*, cette analyse est partagée par des militants aussi divers que Jean-Luc Burgunder³²¹⁰, Pierre Samuel³²¹¹ et Solange Fernex³²¹². Pourtant, si l'aspiration à l'unification semble animer l'ensemble des écologistes, il n'en reste pas moins que derrière ce terme aussi vague que consensuel se cachent bien des visions différentes et parfois contradictoires de la manière dont ce processus pourrait être mené et ce à quoi il pourrait aboutir.

Ainsi, pour les Amis de la Terre de Lille, l'unification implique de rompre avec la pratique des collectifs électoraux temporaires mis sur pied à chaque élection et qui aboutissent, à leurs yeux, à des assemblées générales aussi houleuses qu'imprévisibles, dans lesquelles il est difficile de savoir qui sera allié ou opposant³²¹³. Néanmoins, si les Amis de la Terre semblent privilégier la création d'une organisation commune, ils se gardent bien de préciser la forme concrète qu'elle pourrait revêtir. A l'inverse, Jean-Luc Burgunder, ancien candidat sur la liste Europe Ecologie, estime qu'enfermer la nébuleuse écologiste dans le carcan d'une structure unique serait une erreur qui occulterait la diversité des motivations et des pratiques propres à chaque militant³²¹⁴. S'opposant à l'idée que la cohérence organisationnelle et idéologique serait une source d'efficacité, Jean-Luc Burgunder estime au contraire que seule la complémentarité des différences permettra à l'écologisme de prévaloir sur le terrain³²¹⁵.

Néanmoins, au sein d'Europe Ecologie, les positions défendues par Jean-Luc Burgunder semblent largement minoritaires car de nombreux anciens candidats de cette liste appellent à ce que l'unification des écologistes donne naissance à une structure commune se rapprochant du modèle du parti politique. C'est le sens d'un « appel aux écologistes » diffusé par le Mouvement écologique dès le lendemain des élections

³²¹⁰ Jean-Luc Burgunder, « Non à l'unité », *Ecologie*, n°317-318, juillet-septembre 1979, p. 3.

³²¹¹ Pierre Samuel, « L'électorat et le mouvement », *Ecologie*, n°317-318, juillet-septembre 1979, p. 19.

³²¹² Solange Fernex, « Quelques réflexions et perspectives au lendemain du 10 juin », *Ecologie*, n°317-318, juillet-septembre 1979, p. 20.

³²¹³ *Ibidem*.

³²¹⁴ Jean-Luc Burgunder, « Non à l'unité », *Ecologie*, n°317-318, juillet-septembre 1979, p. 3.

³²¹⁵ *Ibidem*.

européennes qui souligne la nécessité de faire de l'écologie une « véritable alternative politique » dans le cadre d'un « mouvement national structuré » dont le mot d'ordre serait l'antiproductivisme³²¹⁶. Quelques mois plus tard, dans la perspective des assises de Dijon, trois militants proches d'Europe Ecologie, François Degans, Marie-Paule Labey et Michel Politzer, vont jusqu'à appeler à la création d'un « mouvement écologiste politique à vocation de parti »³²¹⁷. Dans les deux cas, le vocabulaire utilisé et les thèmes mis en avant, qu'il s'agisse de la nécessité de fonder une alternative ou de la notion de productivisme, démontrent l'existence d'une filiation directe entre Europe Ecologie et ces propositions qui dressent un procès sans appel des formes d'organisation des écologistes adoptées durant les années soixante-dix. De même, l'appropriation progressive du terme « parti », jusqu'alors unanimement rejeté par l'ensemble des militants, est révélateur du processus de sortie des années 68 alors à l'œuvre dans le cadre de l'unification des écologistes.

L'aspiration à l'unification, bien qu'apparemment consensuelle, semble donc particulièrement floue pour les écologistes d'autant plus que les procédures qui doivent présider à cette démarche se résument à l'organisation successive d'assises dont les premières se tiennent à Dijon les 24 et 25 novembre 1979. Ainsi, pour la première fois depuis les assises de Montargis en juin 1974, les différentes sensibilités de l'écologisme français se réunissent en un même lieu pour faire valoir leurs arguments quant à l'opportunité et aux formes possibles d'une unification de la nébuleuse.

Le choix du terme « assise » est révélateur de la démarche envisagée par les écologistes. Il tend en effet à insister sur le débat d'idées, la convergence des points de vue et non la fusion d'organisations. Etymologiquement, les assises renvoient aux techniques de maçonnerie en désignant le rang de pierres de taille qu'on pose horizontalement pour construire une muraille³²¹⁸. Par extension, le terme renvoie donc à l'idée de fondation, qu'elle soit intellectuelle ou structurelle, d'autant que les assises avaient également le sens d'institution juridique, confortant l'idée de bâtir un projet commun. De manière révélatrice, la réunion de Dijon est intitulée « assises de l'écologie », renvoyant ainsi à un dénominateur commun le plus large possible.

³²¹⁶ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. « Appel aux écologistes ». 23-24 juin 1979.

³²¹⁷ *Ibid.* « Propositions en vue des assises écologiques des 24 et 25 novembre à Dijon ». S.d.

³²¹⁸ « Assises », *Dictionnaire de l'Académie française, huitième édition (1932-1935)*, <http://www.cnrtl.fr/definition/academie8/assise>, consulté le 15/04/2013.

Ce terme présente également l'avantage de ne pas renvoyer à une organisation précise ; contrairement au congrès, qui évoque les pratiques du Parti communiste, ou à l'assemblée générale, à laquelle on ne participe qu'en tant que membre d'une association donnée, les assises sont censées être ouvertes à tous ceux qui partageraient la philosophie du projet. C'est probablement la raison pour laquelle cette appellation avait déjà été choisie par le Parti socialiste pour désigner l'opération d'intégration de militants venus du PSU et de la CFDT en son sein en 1974³²¹⁹ ; à cette époque, ces derniers espéraient la naissance d'un mouvement politique d'un nouveau genre, dépassant le modèle du parti³²²⁰.

De fait, à l'occasion des assises de Dijon, l'ensemble des tendances de l'écologisme français sont représentées, depuis les Amis de la Terre jusqu'aux militants s'inscrivant dans la démarche d'Europe Ecologie en passant par ceux qui se consacrent avant tout à la promotion de l'écologisme sur le terrain, que ce soit dans le cadre de la lutte antinucléaire ou d'une approche plus naturaliste³²²¹.

En dépit de cette bonne volonté officiellement affichée par l'ensemble des militants, il apparaît clairement dès l'ouverture des assises de Dijon que le processus d'unification s'annonce complexe et conflictuel. De l'aveu unanime des participants, la réunion de novembre 1979 se tient dans une atmosphère tendue voire détestable. Un membre des Amis de la Terre regrette ainsi la profonde impression de défiance et de gêne ressentie par la majorité des personnes présentes³²²². De même, Cédric Philibert, chargé par *Libération* de couvrir l'événement, en fait la description suivante :

« Cris et chuchotements, portes qui battent, départs solennels et retours secrets, appels œcuméniques et accusations de trahisons, réunions de factions et fausses nouvelles susurrées au creux de l'oreille d'un correspondant de l'AFP : les Assises de Dijon n'auront échappé à aucune des tares caractéristiques, depuis Montargis (1974) des grandes assemblées générales écologistes. A commencer par cet insupportable bruit de fond constitué de toutes ces interventions d'individus accrochés à leur idée fixe, à

³²¹⁹ François Krauss, *Les Assises du socialisme*, op. cit., p. 57.

³²²⁰ *Ibid.*, p. 64.

³²²¹ ³²²¹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Quelques flashes – personnels – sur les débats de Dijon les 24 et 25 novembre 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 1^{er} février 1980, 80-1, p. 7.

³²²² MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Assises de Dijon des 24 et 25 novembre », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 80-1, 1^{er} février 1980, p. 5.

leur système, leur projet idéal de société, leur texte bien sûr « fondamental » pour la discussion. Et qui empêchent, de fait, tout débat stratégique réel »³²²³.

Un autre militant, malheureusement anonyme, déplore également que cette réunion n'est pas été un moment de réflexion et d'union mais « au lieu de cela, le spectacle pénible d'hommes et de femmes, au demeurant sympathiques, mais faisant preuve d'une totale immaturité politique pour certains, d'un impatient arrivisme sous-jacent pour d'autres, et d'une sincère désolation pour le reste »³²²⁴.

Ainsi, Les assises de Dijon contribuent à construire une image par la suite récurrente des réunions des écologistes, faites d'idéalisme brouillon, de querelles byzantines accessibles aux seuls initiés et de machiavélisme politique³²²⁵. Au-delà de désaccords fondamentaux sur les structures à donner à la nébuleuse, la virulence des débats illustre la persistance d'une culture agonistique de l'assemblée générale, d'autant plus insupportable aux yeux des participants qu'ils l'associent généralement au champ politique. En outre, le fait que les militants de tendances différentes se connaissent finalement peu entre eux – Pierre Radanne souligne qu'il n'avait pas vu certains membres du Mouvement écologique depuis plus de deux ans³²²⁶ - ne facilite certainement pas la quiétude et la compréhension mutuelle.

Le climat peu irénique des assises de Dijon explique que la question de l'unification des écologistes reste largement en suspens. Lors de la dernière assemblée générale du dimanche après-midi, deux motions retiennent alors l'attention et confortent l'impression d'une division des écologistes.

La première annonce unilatéralement la création d'un Mouvement d'écologie politique (MEP) dont la stratégie et les structures doivent être déterminées ultérieurement³²²⁷. Son bureau provisoire est presque exclusivement composé de militants ayant figuré sur la liste Europe Ecologie, ce qui confirme la cohérence et la stabilité de cette tendance par delà la

³²²³ « Dijon par Cédric Philibert. Texte extrait de *Libération*, 27/11/79 », *Le Courrier de la Baleine*, n°50-51, décembre 1979-janvier 1980, p. 15.

³²²⁴ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Quelques flashes – personnels – sur les débats de Dijon les 24 et 25 novembre 1979 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 1^{er} février 1980, 80-1, p. 7.

³²²⁵ On peut lire des témoignages similaires dans les autobiographies de Cécile Duflot (*Apartés*, Paris, Les Petits Matins, 2010, p. 57) ou encore de Noël Mamère (*Mes vertes années*, *op. cit.*, p. 192).

³²²⁶ Pierre Radanne, « Le repli ou la démocratie. A Dijon, la moutarde m'est montée au nez ! », *L'envert du Nord*, n°19, décembre 1979, pp. 7-8.

³²²⁷ « Dijon par Cédric Philibert. Texte extrait de *Libération*, 27/11/79 », *Le Courrier de la Baleine*, n°50-51, décembre 1979-janvier 1980, p. 15.

succession des sigles³²²⁸. Au même moment, une seconde motion – dite motion « Isabelle » en référence à la journaliste de *La Gueule Ouverte* – préconise un moratoire sur la création de tout mouvement d'écologie politique et sur les candidatures à la présidentielle, précisant que quiconque ne s'y conformerait pas se mettrait de lui-même hors du mouvement³²²⁹. L'évidente contradiction entre ces deux motions, toutes deux votées dans la plus grande confusion, n'empêche cependant pas la désignation d'un Comité de liaison écologique tripartite composé de douze membres chargés de représenter les trois coalitions qui se sont structurées au fil des deux jours de débats : les Amis de la Terre, le MEP et ceux qui ne se reconnaissent pas dans les deux grands courants et désignés sous le terme de « diversitaires » ou encore de « troisième collègue »³²³⁰.

Les assises de Dijon apparaissent donc largement comme un échec mais il était probablement naïf d'espérer unifier l'ensemble des écologistes en deux jours. Néanmoins, pour la première fois depuis plusieurs années, les militants appartenant à des tendances différentes reprennent le dialogue dans le cadre du Comité de liaison écologique qui, en définitive, est la première instance de concertation pérenne mise en place depuis l'éclatement du Mouvement écologique en 1975.

Quelques mois plus tard, les assises de Lyon (2-4 mai 1980) sont supposées permettre la poursuite du processus d'unification à peine esquissé à Dijon. Dans l'intervalle entre les deux réunions, le Comité de liaison écologique, où dominent les Amis de la Terre et le MEP, s'est érigé en instance régulatrice des divergences et des convergences de points de vue³²³¹.

Venus pour discuter du processus d'unification des écologistes³²³², les deux à trois cents participants aux assises se saisissent surtout de la question de la position de

³²²⁸ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Réunion du Comité de liaison écologique le 06/01/80 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 1^{er} février 1980, 80-1, p. 12.

³²²⁹ « Dijon par Cédric Philibert. Texte extrait de *Libération*, 27/11/79 », *Le Courrier de la Baleine*, n°50-51, décembre 1979-janvier 1980, p. 15.

³²³⁰ *Ibidem*.

³²³¹ MV. Fonds Les Verts. « Carton MEP-VPE mouvance politique ». Compte-rendu des assises de Lyon. Matinée du 2 mai 1980 par Dominique Ronzani-Voynet ».

³²³² Le Comité de liaison écologique a prévu un programme de discussion en cinq points : convergences et divergences entre écologistes, thèmes d'action prioritaire, relations avec les partenaires extérieurs, organisation du mouvement et présidentielles. « Les assises de Lyon : vers l'unification », *Le Courrier de la Baleine*, n°54, juin 1980, p. 8.

l'écologie politique à l'approche des présidentielles³²³³. En effet, certains acteurs comme Roger Garaudy ou Jean-Claude Delarue, font part de leur intention de se présenter à la présidentielle sous les couleurs de l'écologisme, alors qu'ils ne sont pas considérés comme représentatifs par la plupart des militants³²³⁴. Ainsi, comme à l'époque de la campagne Dumont, l'élection présidentielle est un moment crucial pour exprimer ce qu'est l'écologisme. Dans cette perspective, affirmer la souveraineté des décisions prises à Lyon dans ce domaine est une question de première importance pour les principales organisations écologistes car chacune d'entre elles cherche à faire valoir son candidat.

Les Amis de la Terre de Paris veulent ainsi faire accepter la candidature de Brice Lalonde³²³⁵ tandis que le MEP a une position très différente et promeut une campagne collégiale, menée par une demi-douzaine de candidats potentiels dont l'un d'entre eux serait officiellement désigné le plus tard possible de manière à éviter toute personnalisation de la nébuleuse³²³⁶.

Néanmoins, en dépit de ce désaccord de fond, qui recouvre également des conflits personnels, ces deux tendances parviennent à s'entendre lors des assises de Lyon sur des points essentiels. Ainsi, lors de sa réunion des 1^{er} et 2 mars 1980, le RAT a officiellement accepté l'idée d'une neutralité du candidat dans l'entre-deux-tours, rejoignant ainsi les positions du MEP³²³⁷. Par ailleurs, les deux organisations s'accordent à reconnaître l'importance des convergences avec les autres mouvements sociaux, à condition de ne pas remettre en cause l'originalité de l'écologisme³²³⁸. Dans la perspective des prochaines présidentielles, ces deux déclarations impliquent essentiellement l'affirmation d'une autonomie politique de l'écologie politique française, sans alliance privilégiée à gauche ni volonté de faire du Parti socialiste le débouché des idées de la nébuleuse³²³⁹. Ainsi, en échange de la désignation rapide du candidat, les Amis de la Terre ont accepté l'idée

³²³³ Patrick Jarreau, « A Lyon, la souveraineté des assises écologistes est largement votée », *Le Monde*, 4-5 mai 1980, p. 8.

³²³⁴ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletins de liaison ». Les AT-Paris, « Les enjeux de Lyon », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 21 mars 1980, 80-4, p. 13.

³²³⁵ Patrick Jarreau, « Réunis en congrès à Lyon. Les écologistes veulent préparer l'élection présidentielle sans mettre en péril la cohésion de leur mouvement », *Le Monde*, 3 mai 1980, p. 10.

³²³⁶ *Ibidem*.

³²³⁷ *Ibidem*.

³²³⁸ *Ibidem*.

³²³⁹ MV. Fonds Yves Cochet, Carton « Bulletins de liaison ». Jean-Pierre Dupouy, « J'y étais pas, moi monsieur », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°52-53, 9 mai 1980, 80-5, p. 2.

d'indépendance de l'écologisme chère au MEP, en contradiction avec l'aspiration aux convergences manifestée au cours de la pétition nationale énergie³²⁴⁰.

Outre le fait de définir les relations de l'écologisme face au reste du champ politique, les assises de Lyon permettent également aux Amis de la Terre et au MEP de définir le périmètre militant de la nébuleuse. Au début des années soixante-dix, la promotion d'une participation des écologistes aux élections avait été l'occasion de marginaliser les membres des communautés et les éléments les plus réactionnaires. Une décennie plus tard, les assises de Lyon permettent d'écarter les diversitaires et plus généralement les militants les plus dubitatifs quant à l'importance du fait électoral.

Partisans d'une écologie de terrain, reposant sur des luttes spécifiques, les diversitaires n'avaient pu, faute de coordination, peser sur les discussions menées au sein du Comité de liaison écologique³²⁴¹. En outre, la décision d'organiser à Lyon des assises fermées, pour lesquelles une inscription préalable est nécessaire et l'appartenance à un groupe local obligatoire, a permis aux deux grandes organisations d'être en position de force dans les débats³²⁴². Ainsi, Hervé Le Nestour, l'un des chefs de file des diversitaires, dénonce dès l'ouverture des assises le fait que les écologistes copient le fonctionnement des partis politiques en cherchant à gommer les différences de sensibilités au profit de décisions à la majorité, qu'il juge contraire aux enseignements de l'écologie qui valorisent la diversité³²⁴³. Il n'est pas entendu et l'ordre du jour contre lequel il protestait est au contraire voté par cent cinquante-quatre voix contre vingt-neuf³²⁴⁴. De fait, parmi les neuf représentants élus à Lyon pour orchestrer la future campagne présidentielle, seul Alain de Swarte, de *Combat Nature*, peut être rattaché aux diversitaires ; encore n'a-t-il été élu qu'en dernière position³²⁴⁵.

Comme cela a déjà été le cas en 1974, l'élection présidentielle de 1981 devient un levier puissant pour redessiner les contours de l'écologisme, ce qui profite avant tout aux deux grandes organisations qui écartent les courants dissidents.

³²⁴⁰ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. « Editorial », *Bulletin d'information écologique. MEP*, n°2, 2^e trimestre 1980, p. 2.

³²⁴¹ « Clés pour le CLE », *Le Courrier de la Baleine*, n°52-53, mars-avril 1980, p. 17.

³²⁴² Gérard Wunsch, « C.L.E. pour l'écologie », *Le Courrier de la Baleine*, n°52-53, mars-avril 1980, p. 16.

³²⁴³ MV. Fonds Les Verts. « Carton MEP-VPE mouvançe politique ». Compte-rendu des assises de Lyon. Matinée du 2 mai 1980 par Dominique Ronzani-Voynet ».

³²⁴⁴ *Ibidem*.

³²⁴⁵ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. « Compte-rendu des Assises de l'écologie », *Bulletin d'information écologique. MEP*, n°2, 2^e trimestre 1980, p. 2.

Les représentants des mouvements écologistes présents à Lyon décident donc à une large majorité de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 1981 en avançant trois raisons. Il s'agit d'affirmer l'identité de ce courant politique, de proposer un autre type de société et de servir de caisse de résonance aux luttes menées sur le terrain³²⁴⁶. Il est également décidé que le candidat ne serait désigné qu'à l'issue d'assises régionales prévues pour le 15 juin 1980³²⁴⁷. A cette occasion, le vote est en principe réservé aux membres des groupes écologistes s'engageant par écrit à respecter les décisions des assises de Lyon, notamment en ce qui concerne l'indépendance politique de l'écologisme³²⁴⁸.

L'absence de structure partidaire rassemblant l'ensemble du courant amène donc les militants à opter pour un mode de désignation du candidat qui se rapproche de la primaire ouverte, dans la mesure où il est dans les faits impossible de contrôler l'appartenance d'un votant à tel ou tel groupe³²⁴⁹. De fait, un reportage de France 3 Rhône-Alpes donne à voir un bureau de vote assez fréquenté où même des personnes visiblement mineures peuvent voter³²⁵⁰. A notre connaissance, il s'agit des premières primaires ouvertes organisées par un courant politique pour désigner son candidat à l'élection présidentielle, bien avant celles organisées par le Parti socialiste et le Parti radical de gauche en 2012³²⁵¹. Ces dernières ont permis de pallier une relative dépolitisation du PS, devenu un parti d'élus et non de militants, en mettant en avant la mobilisation de l'ensemble du peuple de gauche³²⁵². En 1980, les primaires écologistes ont un objectif différent et visent à concilier les valeurs et aspirations des militants d'une part et la logique de l'élection présidentielle de l'autre.

Désigner sous le terme d'« assises » ce qui n'est qu'en réalité qu'un vote permet aux écologistes de présenter cette journée comme un moment de débat collectif, ouvert à toutes les personnes intéressées. Ils entendent ainsi se distinguer de la personnalisation des élections présidentielles au cours desquelles les candidats ne s'appuieraient que sur

³²⁴⁶ MV. Fonds Yves Cochet, Carton « Bulletins de liaison ». « Les assises de Lyon », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°52-53, 9 mai 1980, 80-5, p. 9.

³²⁴⁷ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. « Organisation des assises régionales », *Bulletin d'information écologique. MEP*, n°2, 2^e trimestre 1980, p. 15.

³²⁴⁸ *Ibidem*.

³²⁴⁹ Monique Leprince, « Elections présidentielles : Brice Lalonde candidat du mouvement écologiste », *JT FR3 Rhône Alpes*, France Régions 3 Lyon, 16/06/80, 01min 59 s., <http://www.ina.fr/video/LXC00023168/elections-presidentielles-brice-lalonde-candidat-du-mouvement-ecologiste-video.html>, consulté le 05/02/13.

³²⁵⁰ *Ibidem*.

³²⁵¹ Rémi Lefebvre, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'Agir, 2011, p. 8.

³²⁵² *Ibidem*.

les structures partidaires pour mener campagne. De même, la mise en avant du cadre régional – dans les faits inévitables dès lors que les militants sont appelés à voter sur l'ensemble du territoire – constitue une pétition de principe contre la tendance à la centralisation propre aux institutions de la V^e République.

Ces primaires, organisées en à peine plus d'un mois, sans grande publicité ni moyen, sont loin de susciter un énorme engouement chez les militants : seuls mille cinq cents d'entre eux y prennent part et se contentent bien souvent de voter, sans participer aux débats³²⁵³. Pierre Samuel relève ainsi avec dépit que dans de nombreuses régions, le score obtenu par Brice Lalonde au second tour est largement inférieur à la somme des effectifs des adhérents aux Amis de la Terre dans la zone³²⁵⁴. De ce point de vue, on ne saurait parler d'un dispositif participatif efficace. Néanmoins, les primaires permettent d'arbitrer la concurrence entre le MEP et les Amis de la Terre dans un cadre consensuel, préservant de ce fait la cohérence – toute relative – de l'écologisme.

Malgré ce faible succès, les assises régionales de l'écologie remplissent donc leur fonction première : la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle. Neufs candidats sollicitent les suffrages des militants et deux camps paraissent en mesure de l'emporter. Brice Lalonde est le candidat officiellement soutenu par les Amis de la Terre bien que d'autres membres de l'association se présentent également à titre individuel³²⁵⁵. Le MEP propose de son côté un dispositif original reposant sur une campagne collective composée de sept animateurs dont Philippe Lebreton. En cas de désignation par les militants, ce dernier s'engage à céder sa place au commandant Cousteau si celui-ci était disposé à se présenter³²⁵⁶.

Le déroulement et les résultats de la primaire montrent que le jeu des tendances au sein de la nébuleuse est largement structuré par les divisions entre le MEP et les Amis de la Terre. En effet, à l'issue du premier tour, le candidat ayant réalisé le troisième meilleur score, Didier Anger, qui se présente comme un diversitaire, ne recueille que 5 % des votes (il fallait atteindre 15 % pour pouvoir se maintenir au second tour), ce qui atteste

³²⁵³ « Les assises de Lille », *L'Envert du Nord*, n°25, septembre 1980, p. 3.

³²⁵⁴ Pierre Samuel, « Les primaires du 15 juin », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 3.

³²⁵⁵ Il s'agit notamment de Bertrand Julien, membre des Amis de la Terre de Paris et partisan d'une écologie libertaire, et d'André Hautot, du groupe des Yvelines, qui met en avant les liens à construire avec les autres mouvements sociaux ainsi que la lutte contre la technocratie. Cf. MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Pour une candidature écologiste non personnalisée », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°54, 1^{er} juin 1980, p. 18.

³²⁵⁶ « Candidat équipe d'union proposé par le MEP », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 5.

d'une certaine bipolarisation de l'écologisme français³²⁵⁷. Aucun candidat n'ayant obtenu 65 % des suffrages, un second tour est organisé le jour même, dans l'après-midi, opposant la candidature portée par Philippe Lebreton à celle de Brice Lalonde.

Ce dernier obtient finalement 53,2 % des voix et devient ainsi le candidat officiel des écologistes à l'élection présidentielle de 1981. La victoire de l'animateur des Amis de la Terre est donc relativement serrée et s'explique largement par la capacité des Amis de la Terre à mobiliser des votants. 1 561 personnes votent en effet lors du premier tour contre 1 811 au second : ce surcroît de mobilisation a indéniablement permis à Lalonde de l'emporter³²⁵⁸. Sur ce point, les résultats obtenus à Lille sont révélateurs puisque l'augmentation des suffrages exprimés profite presque exclusivement au candidat des Amis de la Terre.

Figure 34. Résultats des assises régionales à Lille (15 juin 1980)³²⁵⁹

	Premier tour	Second tour
Lalonde	31	68
Lebreton	22	24
Blancs ou nuls	5	4
Autres	12	-
Total	70	96

Interrogé sur cette question, Yves Cochet, alors membre des Amis de la Terre, confirme que les réseaux militants de l'association ont été mis à profit entre les deux tours de manière à assurer la victoire de Brice Lalonde³²⁶⁰. Philippe Lebreton qualifie même le score de son concurrent à Paris de « symptomatique...disons même curieux à certains égards... »³²⁶¹. Rien ne permet cependant de soupçonner une quelconque fraude: le résultat de la primaire, tout comme la mobilisation observable au second tour reflète avant tout l'extension et l'efficacité des réseaux des Amis de la Terre, au contraire du

³²⁵⁷ Pierre Samuel, « Les primaires du 15 juin », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 3.

³²⁵⁸ *Ibidem*.

³²⁵⁹ « Les résultats à Lille », *L'Envert du Nord*, n°25, septembre 1980, p. 4.

³²⁶⁰ Entretien avec Yves Cochet. 17/02/11.

³²⁶¹ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Bulletin du MEP par Philippe Lebreton. 17 juin 1980.

MEP, organisation plus jeune et principalement implantée en Rhône-Alpes et en Alsace³²⁶².

A posteriori, les trois étapes qui scandent cette saison des assises écologistes, depuis Dijon jusqu'aux primaires du 15 juin 1980, apparaissent comme une propédeutique à l'élection présidentielle de 1981. Si l'unification des écologistes reste l'objectif final, il n'en demeure pas moins que cette question passe au second plan des préoccupations derrière la nécessité de réguler la concurrence entre les Amis de la Terre et le MEP.

Ainsi, sur la scène de l'écologisme français, les acteurs jouent leur rôle et improvisent leur prestation à partir d'une trame similaire depuis le milieu des années soixante-dix, à l'époque où les Amis de la Terre s'opposaient au Mouvement écologique. Néanmoins, la persistance de ces deux tendances – qui s'entendent pour marginaliser les diversitaires – ne signifie pas la répétition à l'infini d'un même texte ni que les personnages mis en scène ne soient exactement les mêmes. A la fin des années soixante-dix, ce ne sont plus deux vagues sensibilités vaguement coalisées qui débattent mais deux organisations certes décentralisées mais cohérentes et apparemment réticentes à se fondre dans un ensemble plus grand. A cet égard, l'institutionnalisation des structures renforce les clivages au sein de l'écologisme français.

Dans cette perspective, la participation à l'élection présidentielle et l'unification des écologistes ne sont en définitive pas deux démarches strictement antithétiques. A l'image de la campagne de René Dumont en 1974, les élections apparaissent comme l'occasion pour les militants, du moins pour une partie d'entre eux, de s'accorder sur un programme commun et, au-delà, de mettre en place des structures pérennes de discussion.

b. De l'intérêt des candidatures avortées

Désigné comme le candidat des écologistes à l'issue des primaires du 15 juin 1980, Brice Lalonde et son équipe se préparent à une longue campagne, le premier tour de l'élection présidentielle étant prévu le 26 avril 1981. En adoptant une telle stratégie, les

³²⁶² Philippe Lebreton arrive ainsi en tête dans les trois bureaux de vote de la région Rhône-Alpes avec plus de cent cinquante voix d'avance sur Brice Lalonde. Monique Leprince, « Elections présidentielles : Brice Lalonde candidat du mouvement écologiste », *JT FR3 Rhône Alpes*, France Régions 3 Lyon, 16/06/80, 01min 59 s., <http://www.ina.fr/video/LXC00023168/elections-presidentielles-brice-lalonde-candidat-du-mouvement-ecologiste-video.html>, consulté le 05/02/13.

écologistes espèrent attirer l'attention des médias sur la durée pour ainsi populariser leurs thèmes de prédilection et évoquer des luttes sur le terrain³²⁶³.

En outre, la désignation précoce de Brice Lalonde est motivée par l'espoir de couper court aux velléités de candidatures concurrentes qui viendraient remettre en cause l'unité affichée de la nébuleuse. Dès avant la désignation de Brice Lalonde, plusieurs candidats dissidents se sont en effet fait connaître en dehors des structures de concertations mises en place par les organisations écologistes. De ce fait, jusqu'au mois de février 1981, la légitimité de la candidature de Brice Lalonde est régulièrement remise en cause et peine à s'imposer, manifestant au grand jour les divergences personnelles, politiques et idéologiques qui traversent ce courant politique.

Roger Garaudy, Jean-Claude Delarue ou encore Jacques-Yves Cousteau ont pour point commun d'envisager un temps de se présenter à l'élection présidentielle sous l'étiquette écologiste, allant parfois jusqu'à commencer à recueillir les signatures nécessaires. En s'intéressant à ces tentatives souvent marginales et dans tous les cas avortées, il ne s'agit pas d'étaler avec complaisance les divisions microcholines d'une nébuleuse au comportement parfois groupusculaire mais de s'interroger sur les vertus heuristiques de l'échec en politique³²⁶⁴. Alors qu'une victoire se prête à la reconstitution d'un parcours présenté *a posteriori* comme inéluctable, l'échec permet d'envisager la causalité historique sous un angle nouveau³²⁶⁵. Dans cette perspective, l'échec n'apparaît plus comme une catégorie figée condamnant ceux qui en sont victimes au purgatoire de l'histoire mais comme une notion permettant d'enrichir le raisonnement scientifique³²⁶⁶. En donnant de l'importance à ces candidatures avortées, c'est donc toute la complexité et la diversité de l'insertion politique de l'écologisme qui se trouve éclairée.

Philosophe et membre éminent du PCF avant de rompre avec lui dans la foulée de Mai 68, Roger Garaudy publie en 1979 l'*Appel aux vivants*³²⁶⁷ dont les principaux thèmes attirent l'attention bienveillante de certains militants écologistes.

³²⁶³ « En route pour la présidentielle », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 2.

³²⁶⁴ Fabienne Bock et alii (dir.), *L'échec en politique. Objet d'histoire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 8.

³²⁶⁵ A bien des égards, l'histoire contrefactuelle radicalise cette proposition pour remettre toute tentation déterministe en histoire. Cf. Quentin Deluermoz, Pierre Singaralelou, « Explorer le champ des possibles. Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2012/3, n°59, p. 86.

³²⁶⁶ C'est notamment le cas dans les controverses scientifiques étudiées par les *science studies*. Cf. Dominique Pestre, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 1995/3, n°50, p. 498.

³²⁶⁷ Roger Garaudy, *Appel aux vivants*, Paris, Seuil, 1979.

Dans cet ouvrage vendu à plus de 200 000 exemplaires³²⁶⁸, l'auteur se fait prophète et, constatant les impasses d'une civilisation matérialiste et aliénante reposant sur la croissance économique, en appelle à une renaissance spirituelle et humaniste s'inspirant aussi bien du bouddhisme que du catholicisme³²⁶⁹. Sans se réclamer explicitement de l'écologie scientifique, Roger Garaudy en reprend de nombreuses conclusions et fait surtout référence aux auteurs de prédilection des écologistes, évoquant la notion d'électrofascisme inventée par André Gorz³²⁷⁰, faisant allusion à René Dumont et Edward Goldsmith³²⁷¹ ou s'insurgeant contre l'importance faite à la voiture dans la comptabilité nationale³²⁷². Appelant à « une rencontre inédite du socialisme et de la foi »³²⁷³, faisant aussi bien référence à Mai 68 qu'au soufisme, prônant une refondation de la société sur des bases communautaires³²⁷⁴, l'*Appel aux vivants* incarne donc une forme de littérature *New Age* à la française qui n'est pas sans écho³²⁷⁵.

Dès le mois de mai 1979, Roger Garaudy annonce sa candidature à l'élection présidentielle et son message est relayé par des « groupes espérance » animé par Claude Richard-Mollard, militante chrétienne et féministe proche de Solange Fernex³²⁷⁶. Sa démarche suscite l'intérêt de militants qui ne se reconnaissent pas dans un écologisme se considérant comme un mouvement social aux références trop exclusivement politiques. L'Association pour l'équilibre naturel et l'environnement évoque par exemple un rassemblement organisé par ses soins en août 1979 mêlant des médecins partisans des thérapies naturelles, des cultivateurs investis dans l'agrobiologie et des représentants d'associations telles que Nature et Progrès ou la Vie Claire³²⁷⁷. Dans le même article, ils annoncent leur intention de faire venir Roger Garaudy pour qu'il « vienne nous parler de son plan pour une autre société, en faisant abstraction, bien entendu, de toute option politique³²⁷⁸. De même, dès 1976, *Nature et Progrès* salue les

³²⁶⁸ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse « Documentation. Environnement. Divers ». Coupure de presse non identifiée, « France. Présidentielles : la longue course des sans-grades », par Albert Du Roy. S.d. [1980].

³²⁶⁹ Roger Garaudy, *L'appel aux vivants*, Paris, Seuil, 1979, p. 10.

³²⁷⁰ *Ibid.*, p. 13.

³²⁷¹ *Ibid.*, p. 33.

³²⁷² *Ibid.*, p. 316.

³²⁷³ *Ibid.*, p. 304.

³²⁷⁴ Une telle perspective n'est pas sans rappeler les réflexions de Denis de Rougemont dans *L'avenir est notre affaire*. Cf. Roger Garaudy, *Appel aux vivants*, *op.cit.*, p. 369.

³²⁷⁵ Il est ainsi interviewé par le magazine *Ecologie*. Cf. entretien avec Jean-Luc Burgunder. 16 décembre 2011.

³²⁷⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Parcours militant de Claude Richard-Mollard. S.d.

³²⁷⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Divers canards écolos ». *Ecologie*, n°28, hiver 1980, p. 3.

³²⁷⁸ *Ibidem*.

idées de Garaudy, considérant qu'elles correspondent à la philosophie implicite de l'association, tout en reconnaissant que les adhérents ne souscriront pas forcément aux idées de socialisme et d'autogestion³²⁷⁹.

De tels soutiens montrent incidemment que les partisans d'une critique naturaliste du progrès, bien que marginalisés au sein de l'écologisme depuis 1974, n'ont pas disparu. Associant un message insistant sur la dimension spirituelle de la transformation de la société à une posture plus prophétique que militante, Roger Garaudy semble donc séduire ceux qui considèrent que les écologistes doivent être présents à la présidentielle pour diffuser des idées neuves, porter témoignage sans se préoccuper le moins du monde du score qu'ils pourraient réaliser³²⁸⁰.

Pour autant, l'auteur de l'*Appel aux vivants* suscite également de profondes réticences chez de nombreux autres militants investis depuis des années dans la définition de l'écologisme à partir de références proprement idéologiques³²⁸¹. Yves Lenoir voit par exemple dans sa volonté de recréer une communauté sur les bases d'une nouvelle spiritualité un retour aux courants millénaristes et autoritaires, également représenté par le GAZ (Grüne Aktion Zukunft) d'Herbert Gruhl en RFA. A ses yeux, cela reviendrait à nier la dimension politique de leur combat en considérant que toutes les libertés peuvent être abdiquées au nom de la préservation de l'environnement³²⁸². De même, certains craignent que son passé de membre du PCF – dont il a été député puis sénateur – ne soit rédhibitoire pour une partie de l'électorat écologiste et ne l'amène de surcroît à appeler à voter pour François Mitterrand au second tour³²⁸³.

Au-delà de ces débats, il est rapidement manifeste que faute de susciter autour de sa personne une structure militante efficace capable de recueillir les cinq cents signatures désormais nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle, cette candidature est

³²⁷⁹ « J'ai lu pour vous », *Nature et Progrès*, n°52, octobre-décembre 1976, p. 38.

³²⁸⁰ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Yves Lenoir, « Proposition pour une campagne collective », 4 décembre 1979.

³²⁸¹ Il faut préciser que Roger Garaudy n'a pas, à cette époque, prit les positions antisémites et négationnistes qui seront les siennes dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

³²⁸² CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Lettre d'Yves Lenoir et Jean Lévine. 7 janvier 1980.

³²⁸³ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Lettre de Philippe Lebreton aux participants de la réunion écologiste de Dijon (24-25 novembre 1979). S.d.

vouée à l'échec³²⁸⁴. Roger Garaudy se rallie alors à François Mitterrand et enjoint Brice Lalonde à faire de même au nom du combat contre la droite³²⁸⁵.

Parallèlement à l'hypothèse d'une candidature de Roger Garaudy, Brice Lalonde doit également faire face à la concurrence de Jean-Claude Delarue, qui annonce son intention de se présenter dès le 28 décembre 1979³²⁸⁶.

Fondateur de plusieurs associations de défense des usagers, animateur de SOS-Environnement, candidat à chaque élection depuis 1977, Jean-Claude Delarue a rompu à l'occasion des assises de Dijon avec ses anciens alliés écologistes avec lesquels il entretenait de toute manière des relations de plus en plus tendues³²⁸⁷. Comme Roger Garaudy, Jean-Claude Delarue commence donc sa campagne sans disposer d'une structure militante autour de lui³²⁸⁸ et choisit bientôt d'en tirer argument en se présentant comme un candidat indépendant des partis, indifférent aux idéologies et porte-parole des préoccupations quotidiennes des citoyens ordinaires³²⁸⁹.

Jean-Claude Delarue se pose alors en adversaire résolu de Brice Lalonde, avec lequel ses relations ont souvent été mauvaises. Il s'attache à remettre en cause la légitimité et le bien-fondé de la candidature de l'animateur des Amis de la Terre qu'il accuse d'utiliser la cause de l'écologie pour construire une « nouvelle gauche »³²⁹⁰. Dénonçant la très faible mobilisation des militants aux primaires du 15 juin 1980, il déclare que le seul moyen d'intéresser les Français aux enjeux environnementaux est de présenter des cas concrets et non de chercher à les politiser indument³²⁹¹.

Jean-Claude Delarue choisit ainsi de mener une campagne en dehors des clivages politiques, estimant que sa candidature permettrait de faire pression sur les pouvoirs publics pour faire avancer concrètement les dossiers. L'un des axes de sa campagne est par exemple la lutte contre le bruit. Au sein du Conseil économique et social, où il a été

³²⁸⁴ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse « Documentation. Environnement. Divers ». Coupure de presse non identifiée, « France. Présidentielles : la longue course des sans-grades », par Albert Du Roy. S.d. [1980].

³²⁸⁵ Roger Garaudy, « Evitons le pire », *Le Monde*, n°11 270, 24 avril 1981, p. 2.

³²⁸⁶ Paul Husson, « Les présidentielles », *Le Courrier de la Baleine*, n°57, février-mars 1981, p. 6.

³²⁸⁷ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Lettre de Philippe Lebreton aux participants de la réunion écologiste de Dijon (24-25 novembre 1979). S.d.

³²⁸⁸ Il crée néanmoins Ecologie 81 pour ne pas apparaître comme un candidat solitaire. CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Dossier « Ecologie ou nouvelle gauche » par Ecologie 81. S.d. [après le 15 juin 1980].

³²⁸⁹ Entretien avec Jean-Claude Delarue. 22 septembre 2011.

³²⁹⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. « M. Delarue accuse M. Lalonde de vouloir « construire une nouvelle gauche ». *Le Monde*, 10 septembre 1980.

³²⁹¹ *Ibid.* Jean-Claude Delarue, « Libres opinions. « Les écologistes et les partis », *Le Monde*, 21 juin 1980.

nommé en 1979 à l'instigation de Valéry Giscard d'Estaing, il publie un rapport sur le sujet et convoque dans la foulée un congrès des groupes locaux « anti-bruit »³²⁹². Parmi ses propositions, *France-Soir* mentionne l'idée de contraindre les constructeurs de deux-roues motorisés à rendre impossible toute modification du pot d'échappement ou encore de remplacer les sanctions pénales dans ce domaine par une réparation matérielle des dommages subis³²⁹³.

Cependant, dans la mesure où les ressorts de ces mobilisations se prêtent mal à une généralisation du discours, s'appuyer sur des injustices individuelles pour construire un discours politique est toujours périlleux. Lors du congrès « anti-bruit », le journaliste de *Libération* couvrant l'événement constate ainsi que près de la moitié des congressistes sont motivés par un problème de voisinage les touchant personnellement, sans qu'il soit toujours possible de s'assurer de la réalité des nuisances ni de canaliser des rancœurs parfois propices à l'expression d'une violence verbale sinon physique³²⁹⁴. Malgré ces difficultés, une telle stratégie électorale annonce la reconversion militante de Jean-Claude Delarue dans les années quatre-vingt ; il opte alors pour un mode de protestation relevant de l'infra-politique (dénonciation dans les médias, réparation individuelle des torts subis) et s'érige essentiellement en défenseur des droits bafoués et en redresseur de torts, défendant tour-à-tour les petits porteurs après la crise boursière de 1986 ou encore les victimes de bizutages³²⁹⁵.

L'importance des coupures de presse évoquant cette candidature conservées au sein des archives de la présidence de la République atteste de l'intérêt que lui porte l'exécutif³²⁹⁶. Un temps, les stratèges de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing semblent considérer qu'une telle candidature pourrait recentrer politiquement l'électorat écologiste et donc en faire une réserve de voix pour la droite au second tour. Cependant, Jean Sérisé et Jean Riolacci, conseillers du président, réalisent assez rapidement qu'une telle démarche serait vouée à l'échec et que, pour se concrétiser, la candidature de Jean-

³²⁹² CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. M Gheerbrant, « Les militants anti-bruit tiennent congrès », *Libération*, 4-5 octobre 1980.

³²⁹³ *Ibid.* « Bruit : bientôt des pots d'échappement « intrafiquables » », *France-Soir*, 8 septembre 1980.

³²⁹⁴ « Dans cette formule même quelque chose qui fait froid dans le dos : avec moi les agressés, les déprimés, les exaspérés, et tous en cœurs : « A bas le bruit ! ». CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Michel Gheerbrant, « Le bruit fait fureur auprès de la majorité silencieuse », *Libération*, 6 octobre 1980.

³²⁹⁵ Annie Collovald, « Défendre les gens. Entretien avec Jean-Claude Delarue, président de l'ADUA, présenté par Michel Offerlé », *Politix*, 1991/4, n°16, p. 23.

³²⁹⁶ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Dossier « Ecologie ou nouvelle gauche » par Ecologie 81. S.d. [après le 15 juin 1980].

Claude Delarue nécessiterait un soutien des partis de la majorité, ce qui en altérerait grandement la crédibilité³²⁹⁷. De toute manière, Jean-Claude Delarue, comme Roger Garaudy, est incapable de réunir les cinq cents signatures nécessaires et doit se résoudre à abandonner son projet³²⁹⁸.

A l'échelle de la campagne présidentielle, dominée par l'affrontement entre la gauche et la droite, les candidatures avortées de Roger Garaudy et de Jean-Claude Delarue ne sont que des épiphénomènes tout juste susceptibles d'illustrer combien la nouvelle législation électorale, qui fait passer le nombre nécessaire de signatures d'élus de cent à cinq cents, condamne nombre de candidatures folkloriques à l'échec. Pour Brice Lalonde lui-même, ces deux concurrents sont plus gênants. En effet, les médias évoquent régulièrement la multiplication des candidatures écologistes, parasitant ainsi le message du candidat officiel du mouvement³²⁹⁹. Les divisions de la nébuleuse apparaissent ainsi au grand jour, qu'elles soient fondées sur des questions personnelles ou, plus fondamentalement, sur la définition même de l'écologisme. Néanmoins, l'audience de Jean-Claude Delarue comme celle de Roger Garaudy reste marginale au sein du mouvement et ne remet donc pas directement en cause la légitimité de la candidature de Brice Lalonde. Il en va tout autrement de l'éventualité d'une candidature de Jacques-Yves Cousteau, soutenue par une partie des militants du MEP.

Explorateur des fonds marins, cinéaste, celui qui est plus familièrement surnommé le commandant Cousteau est une personnalité reconnue en France et peut-être plus encore aux Etats-Unis où il réside une grande partie de l'année³³⁰⁰. Partisan déclaré d'une exploitation des ressources marines, promoteur enthousiaste des progrès techniques³³⁰¹, il s'est progressivement engagé, à partir des années soixante, dans la protection de l'environnement en protestant notamment contre un projet d'immersion de déchets nucléaires dans la Méditerranée³³⁰². En 1973, il met sur pied une fondation américaine, la *Cousteau Society*, destinée avant tout à financer ses voyages d'exploration mais qui pratique également du lobbying auprès des pouvoirs publics américains sur les questions

³²⁹⁷ *Ibid.* Note de Jean Riolacci à Jacques Wahl. 21 mars 1980.

³²⁹⁸ *Ibid.* « Tout désistement serai catastrophique », *Paris-Normandie*, 28 octobre 1980.

³²⁹⁹ Jean-Claude Darrigaud, « Solange Fernex », *JA2 dernière*, Antenne 2, 27/11/80, 56 s.,

<http://www.ina.fr/politique/elections/video/CAB8001847401/solange-fernex.fr.html>, consulté le 18/09/12.

³³⁰⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Note « Les activités professionnelles du commandant Cousteau ». S.d. [1980].

³³⁰¹ Andrew G. Kirk, *Counterculture green*, *op. cit.*, p. 178.

³³⁰² Pierre Fournier, *Y'en a plus pour longtemps*, *op. cit.*, p. 23.

liées à la qualité de la vie³³⁰³. Un an plus tard, il rejoint le groupe Paul-Emile-Victor aux côtés Alain Bombard, d'Haroun Tazieff et de Louis Leprince-Ringuet qui entend sensibiliser le grand public aux enjeux environnementaux par le biais de vastes campagnes médiatiques reposant sur la notoriété de ses participants et sur du mécénat d'entreprise³³⁰⁴. En 1975, le groupe lance ainsi une grande opération intitulée « S eau S » mais les retombées concrètes de ces actions paraissent très limitées³³⁰⁵.

A l'image de Paul-Emile Victor, le commandant Cousteau incarne donc une forme particulière de sensibilité à l'égard de l'environnement qui s'apparente au conservationnisme³³⁰⁶. Envisageant les enjeux environnementaux sous l'angle de la gestion raisonnée des ressources naturelles dont l'exploitation doit avant tout satisfaire les besoins de l'homme³³⁰⁷, soucieux de ne pas donner une dimension politique à son action, Cousteau a longtemps entretenu des rapports lointains sinon distants avec les écologistes français. Sollicité en 1970 pour s'impliquer dans la création des Amis de la Terre en France, il décline l'invitation en déclarant qu'il entend être un témoin de son temps et faire connaître ses observations sans pour autant s'engager dans une association précise ou se limiter à la France³³⁰⁸. De fait, l'intérêt porté par le commandant Cousteau aux océans – où les polluants circulent librement et peuvent se diffuser sur de très grandes distances – l'amène à insister avant tout sur la nécessaire émergence d'une « conscience planétaire » des enjeux environnementaux³³⁰⁹ pour laquelle il considère qu'un environnementalisme du verbe est l'action la plus adéquate.

Au vu de son profil et de ses positions, il peut sembler à première vue étonnant que certains militants envisagent le recours à Jacques-Yves Cousteau contre Brice Lalonde, officiellement intronisé par les assises de juin. De fait, les soutiens du Commandant Cousteau forment une coalition hétéroclite d'opposants à la personne et à la ligne incarnée par l'animateur des Amis de la Terre.

³³⁰³ Roger Cans, *Les flibustiers de la science*, Paris, Sang de la Terre, 1997, p. 180.

³³⁰⁴ *Ibid.*, p. 161 *sqq.*

³³⁰⁵ *Ibid.*, p. 167.

³³⁰⁶ Paul-Emile Victor, *Jusqu'au cou...et comment s'en sortir*, Paris, Nathan, 1979, p. 23.

³³⁰⁷ « Des laboratoires orbitaux de la génération des Skylabs devraient permettre une gestion harmonieuse et rationnelle de la planète ». BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse « Documentation. Environnement. Divers ». Jacques-Yves Cousteau, « Pour une conscience planétaire », *Vision*, n°34, septembre 1973.

³³⁰⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Lettre de Jacques Bianchi, directeur des Requins Associés, à Alain Hervé. 31 décembre 1970.

³³⁰⁹ BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse « Documentation. Environnement. Divers ». Jacques-Yves Cousteau, « Pour une conscience planétaire », *Vision*, n°34, septembre 1973.

A la fin des années soixante-dix, Cousteau se rapproche des écologistes français. Il figure ainsi parmi les membres du comité national de soutien à Ecologie 78 aux côtés de Serge Moscovici et de Théodore Monod³³¹⁰. En 1979, à l'occasion des élections européennes, son fils Philippe le représente lors de la campagne télévisée et appelle en son nom à voter pour Europe Ecologie, insistant sur l'indispensable développement des énergies douces et la nécessité d'envisager les questions environnementales sur le long terme³³¹¹. L'appui de Cousteau aux écologistes n'est donc pas indifférencié car celui-ci s'investit uniquement dans des actions menées par les militants appelés à former par la suite le MEP. A l'approche de l'élection présidentielle, ces liens sont à nouveau mobilisés contre le candidat des Amis de la Terre.

Invité le 4 juin 1980 sur Antenne 2, soit quelques jours avant la primaire écologiste, le commandant Cousteau déclare qu'il est à ses yeux trop tôt pour désigner un candidat et que les écologistes devraient plutôt se consacrer à l'élaboration de leur programme³³¹². Jean Carlier, présent sur le plateau, presse alors Cousteau d'annoncer sa candidature et Jean-Claude Delarue, qui intervient également dans le cadre de cette émission, déclare qu'il se retirera à son profit si celui-ci saute le pas. Sur le moment, Cousteau décline cette proposition, refusant d'être l'arbitre des luttes de faction. Le lendemain, il adresse même une lettre à Brice Lalonde précisant qu'il ne souhaite pas être le candidat des écologistes et qu'il soutiendra avec force celui qui sera choisi, à condition qu'il fasse consensus³³¹³. Néanmoins, malgré la désignation de Brice Lalonde, la rumeur d'une hypothétique candidature Cousteau persiste et prend forme lorsqu'en novembre 1980, un comité d'appel à la candidature Cousteau est créé. Celui-ci est essentiellement animé par des membres du MEP, anciens candidats d'Ecologie 78 puis d'Europe Ecologie³³¹⁴, tels que Didier Anger, Solange Fernex, Laure Schneiter ou encore Jean-Marie Glantzen³³¹⁵.

Deux analyses complémentaires semblent unir les promoteurs de ce projet. Il est indéniable que certains d'entre eux sont animés par un clair rejet de la personne de Brice Lalonde. Il est probable que des controverses remontant aux législatives et aux européennes, où les Amis de la Terre se sont opposés à la sensibilité par la suite

³³¹⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Ecologie 78 ». Comité national de soutien à Ecologie 78. S.d.

³³¹¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Europe Ecologie. La presse ». Interview du Commandant Cousteau par Jean Carlier. 30 mai 1979.

³³¹² Laurent Samuel, « Comment les écologistes ont désigné leur candidat », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 5.

³³¹³ *Ibidem*.

³³¹⁴ Jean-Claude Darrigaud, « Solange Fernex », *JA2 dernière*, Antenne 2, 27/11/80, 56 s., http://www.ina.fr/politique/elections/video/CAB8001847401/solange-fernex_fr.html, consulté le 18/09/12.

³³¹⁵ « Vague à l'âme et forcing pour Cousteau », *Ecologie*, n°332, décembre 1980, p. 21.

rassemblée au sein du MEP, expliquent la volonté de promouvoir une autre candidature, notamment de la part de Solange Fernex³³¹⁶. Il serait cependant réducteur de ne voir dans l'hypothèse d'une candidature Cousteau que l'expression des rivalités personnelles entre écologistes, nouvel avatar des oppositions entre leurs deux principales organisations.

Le commandant Cousteau incarne en effet pour un certain nombre de militants ce que doit être la place de l'écologie en politique. Didier Anger et Jean-Marie Glantzen ont tous deux participé aux primaires écologistes en appelant à une candidature non personnalisée, reposant sur des équipes régionales, sans réelle tête d'affiche³³¹⁷. A leurs yeux, Brice Lalonde mène une campagne trop politisée en cherchant à évoquer des enjeux qui ne sont pas directement liés à l'écologie, marginalisant de ce fait l'écho des luttes de terrain. Soulignant que les Grünen viennent de subir un échec électoral cinglant en adoptant une telle stratégie³³¹⁸, ils estiment qu'une « personnalité prestigieuse, non engagée politiquement » pourrait rallier un nombre d'électeurs beaucoup plus important³³¹⁹. La promotion de la candidature de Jacques-Yves Cousteau témoigne donc à la fois de la recherche d'un homme providentiel mais aussi d'une personnalité qui incarnerait le refus d'une posture politicienne au profit d'une politisation noble, d'un homme se mettant au service d'une cause sans désir de parvenir. Dans cette perspective, l'unité des écologistes serait symbolisée par leur porte-drapeau détaché des luttes internes comme René Dumont en 1974.

Il peut pourtant sembler paradoxal de justifier la promotion d'une candidature alternative par le constat de divisions en partie suscitées par sa propre initiative, tout comme prétendre lutter contre la personnalisation de l'écologisme en mettant en avant une tête d'affiche. Ainsi, si le comité d'appel à la candidature Cousteau invoque la nécessité de se situer au-delà des controverses politiciennes, il souligne dans le même temps que, selon certains sondages, leur champion pourrait réunir jusqu'à 15 % des suffrages³³²⁰, ramenant ainsi le débat à une question d'arithmétique électorale au lieu d'évoquer uniquement la promotion désintéressée d'une cause universelle.

³³¹⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « 79-80. Adhérents. CR ». Compte-rendu de la réunion du Conseil national du MEP. 29-30 novembre 1980, p. 3.

³³¹⁷ Laurent Samuel, « Comment les écologistes ont désigné leur candidat », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 4.

³³¹⁸ Le 5 octobre 1980, les Grünen ont participé pour la première fois aux élections générales en RFA mais n'obtiennent qu'1,5 % des voix.

³³¹⁹ « Vague à l'âme et forcing pour Cousteau », *Ecologie*, n°332, décembre 1980, p. 21.

³³²⁰ *Ibidem*.

Pour Brice Lalonde, cette affaire est beaucoup plus embarrassante que les initiatives isolées de Jean-Claude Delarue ou de Roger Garaudy car Cousteau est une personnalité publique et médiatique reconnue et appréciée du plus grand nombre. Selon ses propres dires, celui-ci aurait reçu en quelques mois près de vingt-cinq mille lettres lui demandant d'être candidat³³²¹. Eprouvant de longue date une répugnance certaine à l'égard de la compétition électorale, Cousteau tergiverse et hésite durant de longs mois, déclarant qu'il n'est pas candidat mais qu'il voudrait contribuer à l'unité de l'écologisme, refusant un temps de soutenir explicitement Brice Lalonde³³²². De fait, l'explorateur semble écartelé et évoque sur ce point un « cas de conscience »³³²³.

Le silence et les atermoiements de leur champion placent en première ligne des militants tels que Didier Anger et Solange Fernex, ce qui suscite d'âpres débats au sein de la nébuleuse dans la mesure où, candidats à de nombreuses reprises, ils ont souvent obtenu des résultats appréciables et sont reconnus pour leur dynamisme. Le cas de Solange Fernex est particulièrement gênant pour le MEP, qui soutient officiellement Brice Lalonde, puisque celle-ci en est l'une des fondatrices après avoir été tête de liste des écologistes aux européennes. Sa démarche est cependant condamnée sans appel par les instances dirigeantes du mouvement qui font très rapidement le choix de soutenir totalement Brice Lalonde, « même en cas de candidature Cousteau » considérant que « faute de quoi ce serait l'explosion du mouvement écolo et pour longtemps »³³²⁴. Néanmoins, Brice Lalonde doit régulièrement faire face aux questions

³³²¹ Patrick Poivre-d'Arvor, « « Plateau Commandant Cousteau », *JA2 20H*, Antenne 2, 19/02/81, 9 min. 31 s., <http://www.ina.fr/video/CAB8100297701/plateau-commandant-cousteau-video.html>, consulté le 15/05/12.

³³²¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». Lettre du Commandant Cousteau aux maires de France. S.d. [mi-février 1981].

³³²² « Les vagues d'une campagne », *Le Courrier de la Baleine*, n°58, août-septembre 1981, p. 3.

³³²³ Patrick Poivre-d'Arvor, « « Plateau Commandant Cousteau », *JA2 20H*, Antenne 2, 19/02/81, 9 min. 31 s., <http://www.ina.fr/video/CAB8100297701/plateau-commandant-cousteau-video.html>, consulté le 15/05/12.

³³²³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». Lettre du Commandant Cousteau aux maires de France. S.d. [mi-février 1981].

³³²⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « 79-80. Adhérents. CR ». Compte-rendu de la réunion du Conseil national du MEP. 29-30 novembre 1980, p. 12.

des journalistes sur ce point³³²⁵, installant dans l'opinion l'idée que sa candidature n'est peut-être pas définitive et entravant le processus de recueil des signatures d'élus³³²⁶.

Au début du mois de février 1980, alors que la polémique enflé et que les médias se font pressants, Cousteau accepte de recevoir séparément les trois candidats se réclamant de l'écologisme, à savoir Brice Lalonde, Roger Garaudy et Jean-Claude Delarue, pour prendre une décision motivée. A l'issue de sa rencontre avec l'animateur des Amis de la Terre, Cousteau se contente cependant de déclarer son intérêt par son programme et de lui souhaiter bonne chance³³²⁷. Ce n'est que le 19 février 1980, soit deux mois avant le premier tour, qu'il annonce sur Antenne 2 sa décision de ne pas se présenter³³²⁸. Dans un entretien qui confirme son rejet des manœuvres politiques, il déclare que sa véritable vocation est de défendre les enjeux environnementaux à une échelle globale, tout en annonçant sa volonté de s'investir davantage dans les questions purement françaises³³²⁹. Il écrit par la suite une lettre de soutien à Brice Lalonde, adressée aux maires de France pour les appeler à lui adresser leur parrainage³³³⁰. Ainsi, près de neuf mois après avoir été désigné par les primaires du 15 juin 1980, Brice Lalonde est enfin le candidat unique des écologistes.

L'analyse détaillée des projets de candidatures alternatives en 1980 et 1981 a un intérêt qui dépasse la seule mise en évidence de la difficulté de la campagne de Brice Lalonde. En effet, chaque candidat représente, plus ou moins consciemment, une vision spécifique de l'écologisme et de son articulation avec le champ politique. Cette multiplication des candidatures révèle donc combien l'unité de la nébuleuse relève du mythe et combien l'élection présidentielle ne permet que très imparfaitement d'homogénéiser les positions internes des militants. Néanmoins, au terme d'une précampagne difficile, Brice Lalonde est en mesure de diffuser son programme fondé sur une volonté de transformer les institutions.

³³²⁵ Patrice Duhamel, avec la participation de Brice Lalonde et Michel Barnier, « Brice Lalonde sur la candidature à l'élection présidentielle », *Le Grand Débat*, TF1, 09/09/80, 4 min. 1 s., <http://www.ina.fr/video/I04168381/brice-lalonde-sur-les-500-signatures-video.html>, consulté le 25/03/12.

³³²⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « 79-80. Adhérents. CR ». Note « La recherche des signatures ». S.d. [mars 1981].

³³²⁷ *Ibidem*.

³³²⁸ Patrick Poivre-d'Arvor, « « Plateau Commandant Cousteau », *JA2 20H*, Antenne 2, 19/02/81, 9 min. 31 s., <http://www.ina.fr/video/CAB8100297701/plateau-commandant-cousteau-video.html>, consulté le 15/05/12.

³³²⁹ *Ibidem*.

³³³⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». Lettre du Commandant Cousteau aux maires de France. S.d. [mi-février 1981].

c. **Le pouvoir de vivre ou le programme de Brice Lalonde**

Lors des élections municipales puis des législatives, les écologistes se sont présentés devant les électeurs avec un projet structuré autour d'un enjeu spécifique, qu'il s'agisse de la gestion de la commune en 1977 ou de la question énergétique en 1978. Malgré l'évocation plus ponctuelle de nombreuses autres questions, les écologistes apparaissent alors comme les spécialistes des enjeux environnementaux investissant le terrain politique et non pas comme des militants se référant à une idéologie globale.

Déjà infléchie en 1979 à l'occasion des européennes, cette tendance est corrigée avec les présidentielles de 1981 où Brice Lalonde a pour ambition de défendre un programme abordant les domaines les plus variés, y compris les questions institutionnelles ou économiques. Dans ces conditions, loin de former un ensemble fini, cohérent et univoque, un programme politique est un objet complexe fait de plusieurs strates différentes, écrit à plusieurs mains et dont les interprétations peuvent varier en fonction de rapports de force complexes³³³¹.

En 1974, René Dumont n'a accepté d'être le candidat des écologistes qu'à la condition de pouvoir évoquer le sort du tiers-monde et de mener une campagne clairement marquée à gauche³³³². De fait, malgré les aspirations de certains militants à ce que les écologistes déclinent collectivement un programme déterminé de façon collégiale, la logique de l'élection, le rôle des médias et la personnalité du candidat sont autant de facteurs qui expliquent que ce dernier imprime largement sa marque sur le message de la campagne.

Outre son statut de candidat, Brice Lalonde dispose de plusieurs avantages politiques pour peser sur la définition de son programme de campagne. Editorialiste au *Sauvage* à partir de 1977, il a chaque mois eu l'occasion de développer, d'affiner et de diffuser ses considérations sur le monde politique et la place que les écologistes devraient y occuper³³³³. Il est par ailleurs l'auteur de deux livres parus en 1978³³³⁴ et 1981³³³⁵ qui confortent sa légitimité à tenir un discours réflexif général sur l'écologisme. Dans *Sur la*

³³³¹ Karim Ferkith, « Trois petits tours et puis s'en va... Marxisme et programme de Bad Godesberg du Parti social-démocrate allemand », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, p. 62.

³³³² Entretien avec Alain Hervé. 12/03/10.

³³³³ Brice Lalonde, « L'espace radical », *Le Sauvage*, n°45, 1^{er} septembre 1977, p. 4 ou encore « Le judo politique », *Le Sauvage*, n°48, 1^{er} décembre 1977, p. 1.

³³³⁴ Brice Lalonde, *Quand vous voudrez*, Paris, Pauvert, 1978.

³³³⁵ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981.

vague verte, Brice Lalonde établit ainsi d'incessants parallèles entre son parcours personnel et l'histoire du mouvement, créant un rapport d'équivalence entre ces deux dimensions, s'érigeant en quelque sorte en incarnation de l'écologisme³³³⁶. Plus largement, en tant que militant influent des Amis de la Terre, bien introduit dans de nombreux partis politiques de gauche et même de centre-droit, Brice Lalonde a proposé au fil des années différentes idées telles que la radio verte³³³⁷ ou la liste « Ecologie et liberté »³³³⁸ qui, malgré leur insuccès, ont assis sa réputation d'animateur de l'écologisme. Ainsi, bien que la légitimité de sa candidature soit régulièrement contestée au sein de la nébuleuse, Brice Lalonde est néanmoins en mesure de marquer le programme des écologistes de son empreinte, dans sa lettre comme dans son esprit.

L'axe fondateur de la démarche politique de Brice Lalonde est l'idée que l'écologisme peut constituer la matrice d'une recombinaison idéologique qui transformerait l'ensemble du paysage politique français, bouleversant les clivages – artificiels à ses yeux – entre la gauche et la droite, marginalisant les partis au profit d'une alliance plus ou moins stable entre les « libéraux » et les « autogestionnaires »³³³⁹ ou, comme il les désigne par ailleurs, entre « libéralisme social et socialisme libertaire »³³⁴⁰. Selon Brice Lalonde, seule la fusion de ces deux sensibilités serait en mesure de mettre fin au consensus gaullo-communiste né de la Libération reposant sur l'impératif industriel, l'importance de la nation et l'idée que seul l'Etat peut incarner l'intérêt général³³⁴¹. Or, pour le candidat des écologistes, une telle configuration politique empêche une extension de la démocratie revendiquée par les étudiants en Mai 68 puis relayée par l'écologisme³³⁴². Ce faisant, Brice Lalonde s'inscrit donc dans une lecture libérale de l'agitation sociale des années

³³³⁶ *Ibid.*, « Il me semble que c'est un point important qui ne concerne pas que moi, mais toute l'écologie » (p. 60) ; « Si nous n'avons pas encore pu stopper le nucléaire, nous avons réussi à rendre une grande partie de la population consciente du caractère dangereux et contraignant de ce choix énergétique pour la société et l'économie. Et je pense qu'à terme nous gagnerons cette lutte-là » (p. 146).

³³³⁷ Annick Cojean, Frank Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, *op. cit.*, p. 14.

³³³⁸ « Ecologie et liberté », *Le Courrier de la Baleine*, n°45, mai 1979, p. 20.

³³³⁹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Réunion des délégués régionaux des 4-5 octobre 1980 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°55, 21 octobre 1980, p. 9.

³³⁴⁰ Brice Lalonde, « Faut-il prendre les armes ? », *Le Sauvage*, n°64, avril 1979, p. 3.

³³⁴¹ Jean-Bernard Groslier, « Qu'est-ce qui fait courir Lalonde ? », *Ecologie*, n°333, janvier 1981, p.13.

³³⁴² Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 264.

soixante-dix, y voyant le symptôme d'une inadaptation de la société à son époque à laquelle il faut répondre par sa modernisation et sa libéralisation³³⁴³.

La pensée politique de Brice Lalonde est donc structurée par une dialectique perpétuelle entre l'ancien et le nouveau. Le marxisme est par exemple considéré comme une idéologie obsolète, héritée de la révolution industrielle, froide, artificielle et transformant les individus en « citoyens politiques abstraits »³³⁴⁴. Dans ce cadre, le raidissement doctrinal du PCF à la fin des années soixante-dix, à la suite de l'échec de l'eurocommunisme et la rupture de l'union de la gauche, qui se traduit notamment par un soutien appuyé de Georges Marchais à l'énergie nucléaire, conforte l'opposition de Lalonde à cette idéologie³³⁴⁵. A l'inverse, pour l'animateur des Amis de la Terre de Paris, les luttes sociales et les aspirations nouvelles auraient une dimension beaucoup plus subjective, concrète voire organique, reflet d'une société nouvelle reposant sur l'individu. Brice Lalonde estime ainsi que « depuis 10 ans, les Français sont attentifs à leurs corps. Cela va de pair avec l'amour de la nature, cette nature qui est une, de nos cellules jusqu'aux étoiles [...]. Je veux que notre environnement soit conçu en fonction de nos cinq sens, de notre corps »³³⁴⁶. Il n'est donc pas surprenant que Brice Lalonde fasse siennes les analyses envisageant les « nouveaux mouvements sociaux » comme le ferment d'une nouvelle culture voire de clivages politiques renouvelés³³⁴⁷. Ainsi, dans une certaine mesure, Brice Lalonde incarne la société postmatérialiste théorisée par Ronald Inglehart³³⁴⁸.

A défaut de marxisme, les sources d'inspiration de la pensée politique de Brice Lalonde sont multiples et variées, allant de l'histoire antique aux penseurs libéraux en passant par certains aspects de la contre-culture américaine.

Il déclare ainsi que « les Hellènes aimaient leur corps et n'avaient pas honte de l'exposer, à l'inverse de nos contemporains. Une partie de leurs loisirs était consacrée au jogging, qui n'est donc pas quelque chose de nouveau sous le soleil. Ni la sexualité

³³⁴³ Danielle Tartakowsky, « La gauche marxiste, le libéralisme économique et la libéralisation des mœurs », in Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky (dir.), *1968 entre libération et libéralisation*, op. cit., p. 319.

³³⁴⁴ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, op. cit., p. 124.

³³⁴⁵ « Les Soviétiques plus l'électricité », *Le Sauvage*, n°64, avril 1979, p. 18.

³³⁴⁶ *Ibid.*, pp. 77-78.

³³⁴⁷ « A partir de cette nébuleuse, les écologistes veulent reconstruire la politique, ouvrant leur famille à la communauté des mouvements autonomes dont l'action est voisine ». Brice Lalonde, *Quand vous voudrez*, op. cit., p. 150.

³³⁴⁸ Ronald Inglehart, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, op. cit.

tranquille, à voile et à vapeur »³³⁴⁹. L'ancien étudiant en lettres classiques évoque à plusieurs reprises la culture antique qui le fascine par son culte du corps, l'intensité de sa vie civique qu'il assimile à une participation politique directe sans médiation inutile, et son paganisme dans lequel il voit une proximité avec la nature à redécouvrir. Il considère en outre que l'étude de la société grecque permet d'aider à penser ce que pourrait être une société solaire où la production et la consommation de biens s'effectueraient essentiellement à l'échelle locale³³⁵⁰. Néanmoins, ces références à l'Antiquité tiennent davantage de l'analogie que de la nostalgie : Brice Lalonde n'est pas animé par une pensée réactionnaire et considère l'écologie comme la condition d'un véritable progrès pour l'homme et non la promesse d'un retour à un hypothétique âge d'or.

A plusieurs reprises, Brice Lalonde résume sa démarche à la volonté de susciter l'apparition d'une « troisième génération de liberté » qui, après les droits politiques puis sociaux, recouvrerait le droit au loisir, au plaisir, à l'information ou encore à l'air pur³³⁵¹. Cette expression est révélatrice de la diversité des sources d'inspiration de Lalonde. Il s'agit d'une part d'une expression utilisée par Raymond Aron, dont l'influence est alors à son zénith³³⁵². D'autre part, cette approche est inspirée par l'ouvrage d'Alvin Toffler, *La Troisième vague*, paru en France en 1980³³⁵³. L'auteur y promeut une société décentralisée, économe en énergie comme en matière première, où l'on pourrait travailler chez soi avec des horaires variables grâce aux progrès de l'informatique³³⁵⁴. La notion de troisième génération de liberté associe donc la pensée libérale et la contre-culture américaine enthousiaste à l'égard de la technologie dans une synthèse analogue à celle opérée à la même époque par Steward Brand aux Etats-Unis³³⁵⁵.

Le candidat écologiste participe donc à sa manière à une évolution intellectuelle, politique et économique de grande ampleur qui, à la faveur du déclin du marxisme et plus largement d'une culture de la régulation, se traduit par le renforcement d'un paradigme libéral prônant une nouvelle articulation entre l'individu et le collectif³³⁵⁶. Ainsi décliné,

³³⁴⁹ Brice Lalonde, « Le soleil se lève sur Athènes », *Le Sauvage*, n°66, juin 1979, pp. 8-9.

³³⁵⁰ Brice Lalonde, *Quand vous voudrez*, *op. cit.*, p. 128.

³³⁵¹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Ecologie et liberté », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 1^{er} février 1980, p. 26.

³³⁵² Nicolas Rousselier, « Raymond Aron », in Jacques Julliard, Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, *op. cit.*, pp. 99-100.

³³⁵³ Pierre et Laurent Samuel, « Vagues sur la 3^e vague », *Le Courrier de la Baleine*, n°56, novembre-décembre 1980, p. 21.

³³⁵⁴ *Ibidem*.

³³⁵⁵ Fred Turner, *Steward Brand*, *op. cit.*, p. 200.

³³⁵⁶ Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky, « Introduction », in Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky (dir.), *1968 entre libération et libéralisation*, *op. cit.*, p. 31.

l'écologisme, loin de ne se référer qu'aux questions liées à la défense de l'environnement, acquiert une dimension politique globale³³⁵⁷.

De fait, dans les déclarations de Brice Lalonde comme dans le programme du candidat, plusieurs formules et propositions paraissent de prime abord directement issues d'une matrice néolibérale alors tout juste émergente en France³³⁵⁸. Brice Lalonde préconise ainsi l'instauration d'un « Etat-minimum », où des administrations temporaires seraient chargées de missions ponctuelles en fonction des besoins et où les technocrates seraient remplacés par le civisme des individus³³⁵⁹. De même, l'un des chapitres du *Pouvoir de vivre* appelle à « borner l'Etat »³³⁶⁰. Dans un contexte où François Mitterrand fait campagne autour d'un programme économique keynésien privilégiant le rôle économique de l'Etat au travers des nationalisations³³⁶¹, un tel discours paraît de prime abord déporter les écologistes vers la droite de l'échiquier politique. Cette interrogation s'inscrit dans une réflexion plus large sur les reclassements idéologiques des années quatre-vingt dont la CFDT, qui passe du socialisme autogestionnaire à un syndicalisme réformiste, constitue l'exemple le plus souvent mobilisé³³⁶². Un tel jugement irait dans le sens des anathèmes lancés contre les « libéraux-libertaires » auxquels Brice Lalonde déclare se rattacher³³⁶³.

En contestant la synthèse gaullo-communiste hérité de la Libération, les écologistes ne font-ils pas sans le vouloir le jeu d'un renouveau idéologique de la droite ? Doit-on considérer Brice Lalonde comme le promoteur d'un écologisme néolibéral, fossoyeur des idéaux de Mai 68 et annonciateur, en tant que tel, de la configuration idéologique des années quatre-vingt³³⁶⁴ ? Une telle analyse, séduisante par certains aspects, occulte

³³⁵⁷ Brice Lalonde, « Diviser pour mieux régner », *Le Courrier de la Baleine*, n°43, mars 1979, p. 18. « Le choix militant devient : oui ou non les écologistes seront-ils la colonne vertébrale du mouvement qui posera (et tentera de résoudre) cette question écologique de fond [le choix d'une nature, donc d'une société] ? Ou se contenteront-ils d'en rester à une version édulcorée et de gérer benoîtement une spécialité écologique (un « marché », un « créneau » avec l'énergie, les matières premières, la désertification, la faune et la flore, etc.) que les experts, les partis, les appareils en tout genre grignoteront (« récupéreront ») petit à petit ? ».

³³⁵⁸ François Denord, « La conversion au néo-libéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements*, 2004/5, n°35, p. 18.

³³⁵⁹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 222.

³³⁶⁰ [Collectif], *Le pouvoir de vivre. Le projet des écologistes avec Brice Lalonde*, Montargis, Editions de la Surienne, 1981, pp. 245 *sqq.*

³³⁶¹ Mathieu Fulla, « Le programme commun de gouvernement : rupture économique ou artefact politique ? », in Danielle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité*, *op. cit.*, p. 82.

³³⁶² Nicolas Defaud, *La CFDT*, *op. cit.*, p. 13.

³³⁶³ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletins de liaison ». « Réunion des délégués régionaux des 4-5 octobre 1980 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, n°55, 80-9, 21 octobre 1980, p. 9.

³³⁶⁴ Dominique Allan-Michaud, *L'avenir de la société alternative*, *op. cit.*, p. 26.

pourtant la complexité du processus d'appropriation des idées par les militants. En effet, une idée étiquetée *a posteriori* comme libérale peut sur le moment être interprétée d'une toute autre manière. De fait, les propositions formulées dans le livre-programme, intitulé *Le pouvoir de Vivre*, sont le résultat de consensus – et parfois d'équivoques – entre des plusieurs courants.

Plus que tout autre, la question institutionnelle – et notamment la proposition de créer une « VI^e République »³³⁶⁵ – est révélatrice des multiples interprétations que les écologistes tirent d'une même idée. Le référendum d'initiative populaire³³⁶⁶ peut ainsi être envisagé comme une démarche strictement locale de contrôle des élus locaux, dont de nombreux écologistes critiquent la tendance à vouloir s'ériger en maire-bâisseurs³³⁶⁷, ainsi que des technocrates, en dotant la population d'un droit de veto sur les projets d'infrastructure³³⁶⁸. Cette mesure est alors présentée comme un élément essentiel d'une potentielle « démocratie technique » qui prenne acte de l'impact de la science sur la vie collective³³⁶⁹. Sur cette question, d'autres militants sont plus sensibles au fait que le référendum d'initiative populaire redonne une autonomie politique aux citoyens en dehors des procédures strictement bornées de la démocratie représentative, laissant espérer une déprofessionnalisation de la vie politique, comme certains intellectuels de la deuxième gauche l'appellent de leurs vœux³³⁷⁰. Sous la plume de plusieurs groupes Amis de la Terre, cette procédure devient même un instrument d'un possible dépérissement de l'Etat central de manière à assurer un meilleur contrôle de l'individu sur sa vie et son milieu³³⁷¹.

Par ailleurs, au-delà de la question institutionnelle, si les écologistes considèrent que le niveau de prélèvement étatique est trop élevé³³⁷², si l'entreprise est dépeinte comme un

³³⁶⁵ [Collectif], *Le pouvoir de vivre. Le projet des écologistes avec Brice Lalonde*, Montargis, Editions de la Surienne, 1981, pp. 248 sqq.

³³⁶⁶ *Ibid.*, p. 257.

³³⁶⁷ Dominique Bidou, « Initiative populaire », *Le Courrier de la Baleine*, n°50-51, décembre 1979-janvier 1980, p. 26.

³³⁶⁸ Pierre Radanne, « Les présidentielles. Quelle campagne ? », *Le Courrier de la Baleine*, n°56, novembre-décembre 1980, p. 15.

³³⁶⁹ Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, *op. cit.*, p. 112.

³³⁷⁰ Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977. Jacques Julliard, *Contre la politique professionnelle*, Paris, Seuil, 1977.

³³⁷¹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». Les AT-Grenoble, « Projet de manifeste », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°50, 1^{er} février 1980, p. 23. Voir également « L'expression politique autonome », *L'envert du Nord*, n°23, mai 1980, p. 13.

³³⁷² [Collectif], *Le pouvoir de vivre*, *op. cit.*, p. 192.

lieu de création³³⁷³, le projet économique de Brice Lalonde en 1981 diffère en de nombreux points de celui des néolibéraux pour poser les jalons d'une théorie écologiste de l'économie³³⁷⁴. Le chapitre « Domestiquer l'économie » du *Pouvoir de vivre* n'est en aucun cas animé d'une mystique du marché et de la libre-entreprise et, plus fondamentalement, refuse d'envisager la politique comme des problèmes avant tout économiques.

« Une véritable politique économique, ce n'est pas de plier la société aux exigences d'une logique artificielle imposée à l'homme. C'est la gestion d'un potentiel de ressources en fonction d'objectifs de société. C'est permettre à l'homme, pour reprendre l'expression de René Dubos, de « choisir d'être humain » »³³⁷⁵.

Ainsi, aux yeux des écologistes, une politique économique n'a de sens que dès lors qu'elle répond à des critères de stabilité et de maîtrise des besoins.

L'économie est donc subordonnée à l'écologie sans que cette démarche soit strictement assimilable au conservationnisme. En effet, il ne s'agit pas uniquement d'exploiter au mieux les ressources naturelles dans le cadre d'une économie marchande classique mais de repenser la définition même des problèmes économiques. Les écologistes estiment ainsi que la fiscalité devrait être repensée en fonction des critères d'équité – sur le modèle des pays socio-démocrates d'Europe – et d'efficacité en ne taxant plus l'emploi mais la consommation de manière à apporter à la fois une solution à la question de l'emploi tout en incitant à la mise en place d'une économie qui reposerait moins sur la production de biens³³⁷⁶. De même, le titre du programme – *Le pouvoir de vivre* – a été choisi à dessein pour prendre le contre-pied des propositions des autres partis, dont les écologistes estiment qu'elles n'évoquent que le pouvoir d'achat³³⁷⁷. Les écologistes considèrent en effet qu'il ne constitue qu'un instrument très grossier, en définitive inadéquat pour mesurer le bonheur d'un individu et d'une société. Dans la lignée des réflexions d'André Gorz, les écologistes considèrent donc que la réalisation d'un individu repose sur son autonomie individuelle et sa capacité de choix, dans son cadre de vie comme dans son travail ou sur les questions civiques³³⁷⁸.

³³⁷³ *Ibid.*, p. 181.

³³⁷⁴ François Denord, « La conversion au néo-libéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements*, 2004/5, n°35, p. 22.

³³⁷⁵ [Collectif], *Le pouvoir de vivre, op. cit.*, p. 143.

³³⁷⁶ [Collectif], *Le pouvoir de vivre, op. cit.*, p. 196.

³³⁷⁷ *Ibid.*, pp. 9-10.

³³⁷⁸ *Ibidem.*

Sur le rapport à l'économie, la stratégie promue par les écologistes pourrait se rapprocher de celle proposée à la même époque par Ignacy Sachs avec le concept d'écodéveloppement³³⁷⁹. Celui-ci insiste en effet sur la nécessité d'intégrer l'économie dans un ensemble plus vaste en prenant en compte les contraintes environnementales et les objectifs sociaux³³⁸⁰. Le programme défendu par Brice Lalonde n'est cependant pas réductible à une somme de réflexions annonciatrices de l'idée de développement durable. En effet, sous l'influence du MEP, l'idée de développement, fût-il alternatif, est regardée avec suspicion dans la mesure où elle s'apparente à un productivisme teinté de vert alors que l'écologisme se devrait d'incarner une alternative radicale³³⁸¹.

Si, comme le proclame *Le pouvoir de vivre*, « les écologistes abordent aujourd'hui tous les problèmes de société »³³⁸², il est bien évident qu'ils se doivent de consacrer des passages conséquents aux questions environnementales. Dans ce domaine comme dans celui de l'économie, les écologistes s'efforcent, dans un programme qui ne manque pas d'ambition, de transgresser les frontières établies pour poser les problèmes, à nouveaux frais. De manière significative, le premier chapitre du *pouvoir de vivre* s'intitule « Protéger la vie » pour affirmer la nécessité d'élargir les enjeux environnementaux au-delà de la seule question de la protection de la nature ou de la lutte contre la pollution, soulignant la nécessité d'une « approche globale »³³⁸³. Pour autant, une analyse approfondie révèle que cette globalité apparaît davantage comme la somme de plusieurs visions concurrentes des rapports entre l'homme et la nature, plutôt que comme une synthèse inédite.

Dans une première perspective, la nature n'est pas envisagée comme une forme d'altérité irréductible aux actions humaines, comme le MEP aime à la percevoir, elle est au contraire socialisée. *Le pouvoir de vivre* souligne en effet que l'écologie scientifique permet de porter un autre regard sur la nature voire de la transfigurer en l'envisageant comme la somme des interactions au sein d'un écosystème. En révélant la complexité mais aussi la fragilité des écosystèmes, l'écologie scientifique ouvre alors la voie à un nouveau mode de gestion des ressources naturelles³³⁸⁴. Citant Bertrand de Jouvenel, qui

³³⁷⁹ Ignacy Sachs, *Stratégie de l'écodéveloppement*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1980.

³³⁸⁰ *Ibid.*, p. 10.

³³⁸¹ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. *Appel aux écologistes*. 23-24 juin [1979].

³³⁸² [Collectif], *Le pouvoir de vivre*, *op. cit.*, p. 293.

³³⁸³ *Ibid.*, p. 13.

³³⁸⁴ *Ibid.*, p. 14.

mène depuis la fin des années cinquante une réflexion originale sur les liens entre économie et écologie³³⁸⁵, le programme de Brice Lalonde relève que toute forme de vie implique une exploitation de son milieu et qu'il faut dès lors en assumer les conséquences pour le faire avec intelligence³³⁸⁶. Ainsi entendue, la nature devient un patrimoine qu'il conviendrait de gérer de manière avisée³³⁸⁷. C'est dans cette perspective que le programme propose de renforcer le pouvoir des associations dans les instances consultatives, notamment sur la question des études d'impact, et de durcir les peines contre les pollueurs pour ainsi instaurer une nouvelle forme de gouvernance des enjeux environnementaux³³⁸⁸.

Dans le programme des écologistes, la nature apparaît également comme un objet politique qui ne se résume pas aux politiques publiques dont elle pourrait faire l'objet³³⁸⁹. Influencé par Serge Moscovici, Brice Lalonde constate que l'homme peut déterminer le milieu dans lequel il vit, « choisir sa nature », notamment par l'entremise de la technique³³⁹⁰. Or, une telle opération ne serait pas neutre sur le plan politique et anthropologique : la manière dont la nature est transformée influe sur la société et l'individu. Dès lors, Brice Lalonde considère qu'il faut prendre acte de cette situation pour mettre les individus en capacité de choisir la nature en toute connaissance de cause³³⁹¹. Pour reprendre la typologie de Bruno Latour, c'est poser la politique de la nature comme une question d'une procédure démocratique et, plus fondamentalement, un enjeu de gouvernementalité³³⁹².

Cette approche, loin d'être réductible à des enjeux gestionnaires, est bien davantage influencée par une approche existentielle des rapports de l'homme à la nature. L'approche des questions de santé est révélatrice de cette perspective. Tout en insistant sur la prévention des risques sanitaires liés à la dégradation de l'environnement, les écologistes appellent en effet, dans la ligne des réflexions d'Ivan Illich, à la mise en place d'un système de santé reposant sur la responsabilité de chacun dans la définition de ses

³³⁸⁵ Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008, pp. 319 *sqq.*

³³⁸⁶ [Collectif], *Le pouvoir de vivre*, *op. cit.*, p. 15.

³³⁸⁷ *Ibid.*, p. 16.

³³⁸⁸ *Ibid.*, p. 28.

³³⁸⁹ Bruno Latour, « Pour un dialogue entre science politique et *science studies* », *Revue française de science politique*, 2008/4, vol. 58, pp. 661 *sqq.*

³³⁹⁰ Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1968, pp. 10-11.

³³⁹¹ [Collectif], *Le pouvoir de vivre*, *op. cit.*, p. 252.

³³⁹² Bruno Latour, « Pour un dialogue entre science politique et *science studies* », *Revue française de science politique*, 2008/4, vol. 58, pp. 666-667.

besoins vitaux³³⁹³. Sur ce point, Brice Lalonde propose d'abroger les lois d'obligation des vaccinations ou encore de dissoudre l'ordre des médecins pour tolérer l'exercice illégal de la médecine sous certaines conditions³³⁹⁴. Il y aurait ainsi une nouvelle cohérence entre l'autonomie de l'individu et le caractère sain, renouvelé de l'environnement.

Elaboré durant plusieurs mois, s'appuyant sur les réflexions des militants mises en œuvre depuis le début des années soixante-dix et surtout sur les positions personnelles du candidat, le programme présidentiel de Brice Lalonde est incontestablement le plus ambitieux sur le plan intellectuel que les écologistes aient proposé depuis qu'ils participent aux élections.

Refusant de se cantonner aux questions environnementales *stricto sensu*, il aborde en effet avec précision des thèmes sur lesquels les écologistes tendaient généralement à se contenter de vues générales tels que la réforme des institutions ou l'économie. Dense et relativement long – près de trois cents pages – il s'apparente davantage à un bilan des réflexions d'une partie de la nébuleuse qu'à un ensemble de propositions destinées à être discutées telles quelles avec les électeurs.

d. De la campagne officielle aux lendemains du second tour.

En dépit des nombreuses difficultés rencontrées durant une première phase de la campagne, Brice Lalonde et son équipe affichent de grandes ambitions pour l'élection présidentielle. Il s'agit de montrer aux électeurs que face à des forces politiques sclérosées, la « vague verte » se lève³³⁹⁵. Dans leur esprit, une campagne efficace reposant sur la mobilisation de l'ensemble des groupes sur le terrain peut permettre d'atteindre les 10 % des voix³³⁹⁶.

La campagne présidentielle de Brice Lalonde est donc l'occasion pour les écologistes d'expérimenter un nouveau mode d'organisation, qui tend à devenir plus structuré et plus professionnel. Comment dès lors concilier cette transformation et l'aspiration à une approche purement citoyenne et militante de la politique ?

³³⁹³ [Collectif], *Le pouvoir de vivre, op. cit.*, p. 53.

³³⁹⁴ *Ibid.*, p. 54.

³³⁹⁵ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Brochure d'Aujourd'hui l'Ecologie, « Un candidat, Brice Lalonde, un mouvement, pour animer la politique ». S.d. [octobre 1980], p. 3.

³³⁹⁶ *Ibidem.*

En 1974, l'aventure de René Dumont avait laissé une large place à l'improvisation dans un climat à la fois joyeux et exalté où les fonctions des uns et des autres, souvent peu définies, se chevauchaient les unes les autres. Sept ans plus tard, la situation est très différente et la campagne de Brice Lalonde conduit à la mise en place de structures dans lesquelles les rôles sont mieux définis. La nécessité de respecter un délicat équilibre entre les deux principales organisations parties prenantes de la campagne, les Amis de la Terre et le MEP, est un premier facteur qui pousse à ne pas se contenter d'un fonctionnement informel. Ayant décidé, au terme de la saison des assises, de mettre en œuvre une candidature unique, ces organisations créent donc des structures bipartites de concertation et de décision de manière à réguler d'éventuels conflits et à préserver un consensus fragile³³⁹⁷.

Dans ce contexte, l'organigramme de la campagne de Brice Lalonde permet d'identifier des instances proprement politiques, destinées à arrêter la stratégie du candidat, à coordonner l'écriture de son programme et à déterminer son positionnement à l'égard des autres partis. Plusieurs structures se partagent cette tâche sans qu'il soit réellement possible de déterminer précisément le périmètre de chacune. La première est intitulée le « groupe des 9 » ; composé de militants élus lors des assises de Lyon, il doit préciser les organisations de la campagne et servir d'interface entre le candidat et les groupes sur le terrain et l'ensemble de ses décisions doivent être prises au consensus³³⁹⁸.

A cette première structure est bientôt adjointe une « commission d'animation » dont les attributions sont pour le moins floues puisqu'elle est décrite comme une sorte de « conseil constitutionnel »³³⁹⁹. Composée de quatre militants des Amis de la Terre et autant du MEP, ainsi que de deux représentants du troisième collège, elle doit prendre des décisions à la majorité qualifiée de 70 %³⁴⁰⁰. Ainsi, en dépit d'un mode de prise de décision différent sur le papier, le « groupe des 9 » et la commission d'animation fonctionnent tous deux sur le principe d'une concertation permanente dans la mesure où chaque organisation dispose d'une forme de droit de veto ; ces dispositifs confirment que la candidature de Brice Lalonde est avant tout la concrétisation d'un accord entre deux organisations aux objectifs convergents mais peu désireuses de fusionner.

³³⁹⁷ Pierre Samuel, « Les primaires du 15 juin », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 3.

³³⁹⁸ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Brochure d'Aujourd'hui l'Ecologie, « Un candidat, Brice Lalonde, un mouvement, pour animer la politique ». S.d. [octobre 1980], p. 3.

³³⁹⁹ « Des structures pour une campagne », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 3.

³⁴⁰⁰ *Ibidem*.

En outre, en octobre et novembre 1980, des assises régionales sont organisées pour désigner les correspondants départementaux de la campagne et impliquer les militants dans les tâches d'intérêt collectif, notamment le financement de l'opération et le recueil des signatures des élus³⁴⁰¹. Il est rapidement décidé que les participants à chacun de ces collectifs locaux désigneraient l'un des leurs pour siéger au sein d'un Conseil interrégional qui, dès sa création en décembre 1980, affirme sa volonté d'être un organe de décision politique, au même titre que le groupe des 9 et la commission d'animation.

La campagne de Brice Lalonde est donc marquée par une polyphonie des structures concurrentes autant que complémentaires, fruits de la nécessité de concilier les intérêts du MEP et des Amis de la Terre mais également d'impliquer les militants de terrain dans ce qui est présenté comme une démarche collective³⁴⁰². Ainsi, l'espace d'une campagne, les écologistes travaillent au sein de structures communes qui, dans une certaine mesure, annoncent les structures partidaires des Verts créées quelques années plus tard³⁴⁰³.

L'explication de cette structuration plus importante ne saurait cependant se réduire à la nécessité de prévenir les conflits entre les organisations jalouses de leurs prérogatives. A bien des égards, la campagne de Brice Lalonde participe des sorties des années 68 en ce qu'elle manifeste une recherche nouvelle d'efficacité et de crédibilité.

Lors de la campagne de René Dumont, la participation du candidat à la campagne officielle était jugée suffisante car l'objectif premier était de révéler aux Français l'existence de l'écologisme. Sept ans plus tard, les enjeux environnementaux sont beaucoup plus régulièrement évoqués tant par les pouvoirs publics que par les médias voire les entreprises ; dès lors, se contenter d'une campagne alarmiste est jugé insuffisant et l'équipe de Brice Lalonde décide d'insister sur la crédibilité de l'alternative offerte par les écologistes³⁴⁰⁴. Or, pour cela, l'improvisation joyeuse et enfiévrée à bord d'une péniche baignant sur les bords de Seine ne saurait suffire. C'est pourquoi un secrétariat technique en charge des tâches logistiques fondamentales (coordination de la récolte des

³⁴⁰¹ Pierre Radanne, « Les présidentielles. Quelle campagne ? Extrait du « rapport au mouvement » », *Le Courrier de la Baleine*, n°56, novembre-décembre 1980, p. 15.

³⁴⁰² Christophe Chelton, « De la gestation à l'exaltation », *Le Sauvage*, n°72, automne 1980, p. 65.

³⁴⁰³ Guillaume Sainteny, *Les Verts, op. cit.*, p. 43.

³⁴⁰⁴ Pierre Radanne, « Les présidentielles. Quelle campagne ? Extrait du « rapport au mouvement » », *Le Courrier de la Baleine*, n°56, novembre-décembre 1980, p. 15.

signatures, finance, contacts avec la presse) est créé et acquiert rapidement une grande influence³⁴⁰⁵.

Dans ce cadre, un secteur « communication » se met en place sous la houlette de Véronique Brachet et Serge Karsenty pour contrôler l'image et le style du candidat³⁴⁰⁶. Ses membres, qui travaillent pour l'essentiel dans les domaines du graphisme et du journalisme, proposent alors l'image de la « vague verte » censée porter le candidat, symbole d'une démarche réfléchie et profonde évoquant une « force tranquille »³⁴⁰⁷. De même, un calendrier de campagne est établi pour déterminer une chronologie des thèmes à évoquer et rendre le message du candidat plus cohérent : il est par exemple décidé que les mois de septembre et octobre 1980 seraient consacrés à l'idée que les écologistes n'ont qu'un seul candidat, Brice Lalonde³⁴⁰⁸.

Par ailleurs, comme la liste Europe Ecologie en a fait l'amère expérience en 1979, une campagne électorale nationale représente un coût important qui ne peut être couvert par des expédients. La gestion de la trésorerie est assurée par Jean-Pierre Mortreux, qui présente l'intérêt d'être membre des Amis de la Terre tout en ayant participé à la liste Europe Ecologie, occupant ainsi une position médiane entre les deux tendances³⁴⁰⁹. En novembre 1980, le budget prévisionnel de la campagne est évalué à 1,5 à 2,5 millions de francs dont 50 000 pour les seuls frais de fonctionnement mensuel – incluant les déplacements de Brice Lalonde, le secrétariat et la location du local de campagne³⁴¹⁰. Outre une contribution importante de Brice Lalonde lui-même, la campagne est financée par le biais de souscriptions militantes dont le succès semble très variable selon les régions³⁴¹¹. Gérée avec une certaine légèreté, si l'on en croit le témoignage d'Yves Cochet³⁴¹², au sein de l'association Aujourd'hui l'écologie, créée pour l'occasion, la question de la trésorerie de la campagne est par la suite particulièrement controversée au sein de la nébuleuse écologiste³⁴¹³.

³⁴⁰⁵ « Des structures pour une campagne », *Le Courrier de la Baleine*, n°55, juillet-août 1980, p. 3.

³⁴⁰⁶ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Brochure d'Aujourd'hui l'Écologie, « Un candidat, Brice Lalonde, un mouvement, pour animer la politique ». S.d. [octobre 1980], p. 12.

³⁴⁰⁷ Pierre Radanne, « Les présidentielles. Quelle campagne ? Extrait du « rapport au mouvement » », *Le Courrier de la Baleine*, n°56, novembre-décembre 1980, p. 15.

³⁴⁰⁸ *Ibidem*.

³⁴⁰⁹ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Brochure d'Aujourd'hui l'Écologie, « Un candidat, Brice Lalonde, un mouvement, pour animer la politique ». S.d. [octobre 1980], p. 12.

³⁴¹⁰ *Ibidem*.

³⁴¹¹ « Tiens ?.. on se connaît ! », *Le Sauvage*, n°72, automne 1980, p. 3.

³⁴¹² Entretien avec Yves Cochet. 17/02/11.

³⁴¹³ *Ibidem*.

Au cours de la campagne, il est une tâche incontournable qui relève tout autant de la gestion logistique que de la stratégie politique : le recueil des cinq cents signatures d'élus nécessaires à la validation de la candidature par le Conseil constitutionnel. Entravée pendant de longs mois par l'hypothèque Cousteau, cette opération s'annonce beaucoup plus difficile pour les écologistes qu'en 1974, du fait de nouvelles mesures décidées par les pouvoirs publics dans le but de restreindre le nombre de candidats.

Les règles ont en effet été durcies par la loi du 18 juin 1976 quand le nombre de signatures nécessaires est passé de cent à cinq cents, ce qui contraint les candidats à disposer d'un réseau d'élus ou, à défaut, de militants disposés à sillonner la France pour solliciter notamment les maires sans étiquette³⁴¹⁴. Par ailleurs, une circulaire du ministre de l'Intérieur Christian Bonnet datée du 30 novembre 1979 renforce les obstacles réglementaires en obligeant les élus désireux d'apporter leur parrainage à tel ou tel candidat à faire une demande en ce sens au préfet pour recevoir le formulaire idoine³⁴¹⁵. Ainsi, en février 1981, alors que plusieurs candidats potentiels se réclament encore de l'écologisme, il n'est toujours pas possible d'obtenir des signatures définitives et Brice Lalonde ne peut compter que sur deux-cents cinquante promesses de signatures³⁴¹⁶. Pour les écologistes, les opérations de collecte sont d'autant plus difficiles que les militants se mobilisent très inégalement sur cette question³⁴¹⁷ et que le Parti socialiste interdit – sous peine d'exclusion – à ses maires d'apporter leur parrainage à un petit candidat³⁴¹⁸.

Le 12 mars 1981, la question des parrainages devient explicitement politique lorsque André Diligent et Bernard Stasi, dirigeant du CDS, formation politique appartenant à la majorité présidentielle, demandent aux maires de leur parti d'apporter leur signature à Brice Lalonde, invoquant le pluralisme démocratique et la sympathie du CDS à l'égard des idées des écologistes³⁴¹⁹. Une telle déclaration s'inscrit dans une stratégie arrêtée dès 1980 par l'entourage de Valéry Giscard d'Estaing consistant à favoriser quand cela est possible la candidature de Brice Lalonde – allant jusqu'à envisager de lui apporter une aide financière – avec l'espoir que le score du candidat écologiste handicape François

³⁴¹⁴ En outre, les noms et qualités des élus parrainant un candidat sont rendus publics. MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». Catherine Bonnel, « Candidatures : la sclérose généralisée », *Combat Nature*, n°43, février 1981, p. 10.

³⁴¹⁵ *Ibidem*.

³⁴¹⁶ Catherine Bonnel, Armand Plas, « Collecte de signature des maires », *Le Courrier de la Baleine*, n°57, février-mars 1981, p. 8.

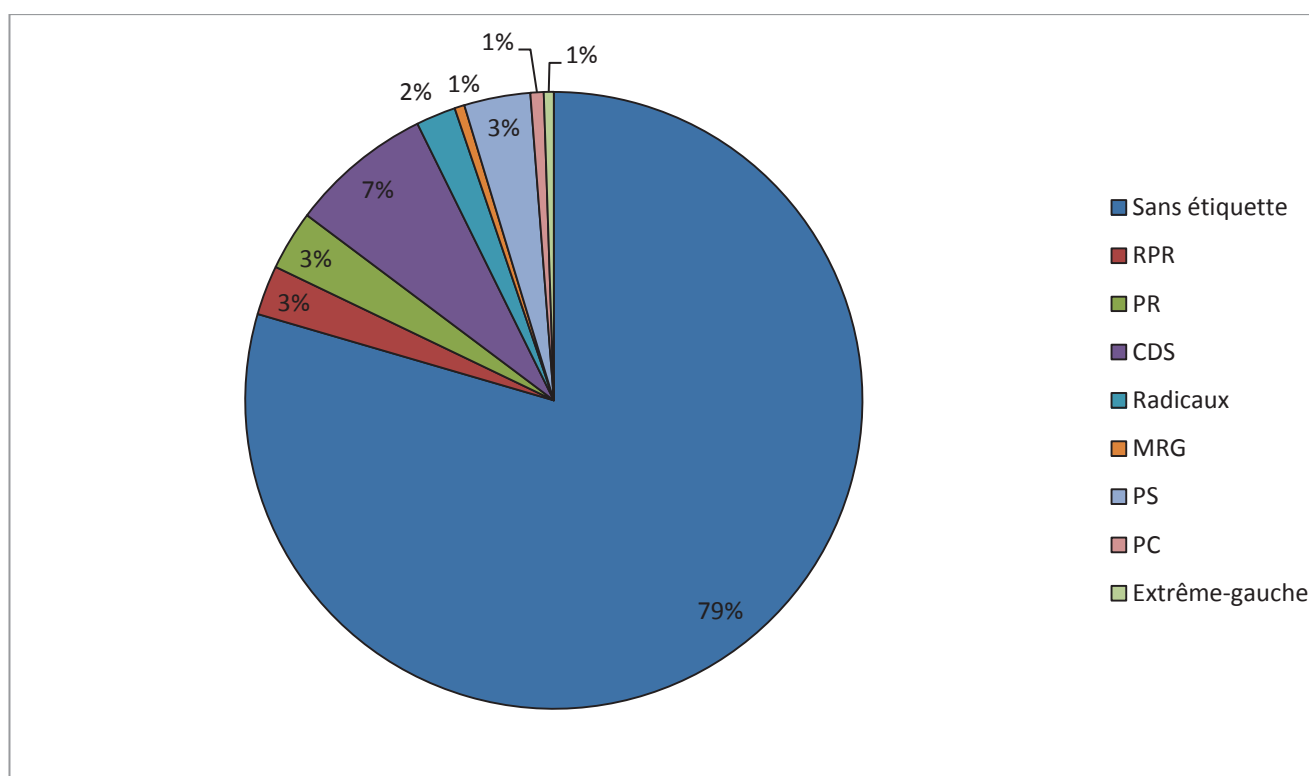
³⁴¹⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». Note « La recherche des signatures ». S.d. [février 1981].

³⁴¹⁸ « Les vagues de la campagne », *Le Courrier de la Baleine*, n°58, août-septembre 1981, p. 3.

³⁴¹⁹ *Ibidem*.

Mitterrand³⁴²⁰. L'initiative des dirigeants du CDS semble cependant poser à Brice Lalonde plus de problèmes qu'elle n'apporte de solution. Une circulaire est ainsi transmise aux comités écologistes locaux pour leur rappeler que leur candidat se considère comme un « opposant non aligné » à la politique menée par Valéry Giscard d'Estaing³⁴²¹. En définitive, comme le montre le graphique ci-dessous, la grande majorité des parrainages dont Brice Lalonde a profité proviennent d'élus sans étiquette politique.

Figure 35. Etiquette politique des élus parrainant Brice Lalonde en 1981³⁴²²



A la date du 7 avril 1981, Brice Lalonde dispose de cinq cents soixante-seize parrainages dont moins d'un quart provient d'élus membres d'un parti politique. Dans cet ensemble, le CDS constitue le contingent le plus important (quarante-trois signatures) sans que celui-ci soit, à lui seul, déterminant. Cependant, cette affaire illustre combien le vote écologiste peut constituer l'un des enjeux du second tour et attise donc l'intérêt des principaux concurrents.

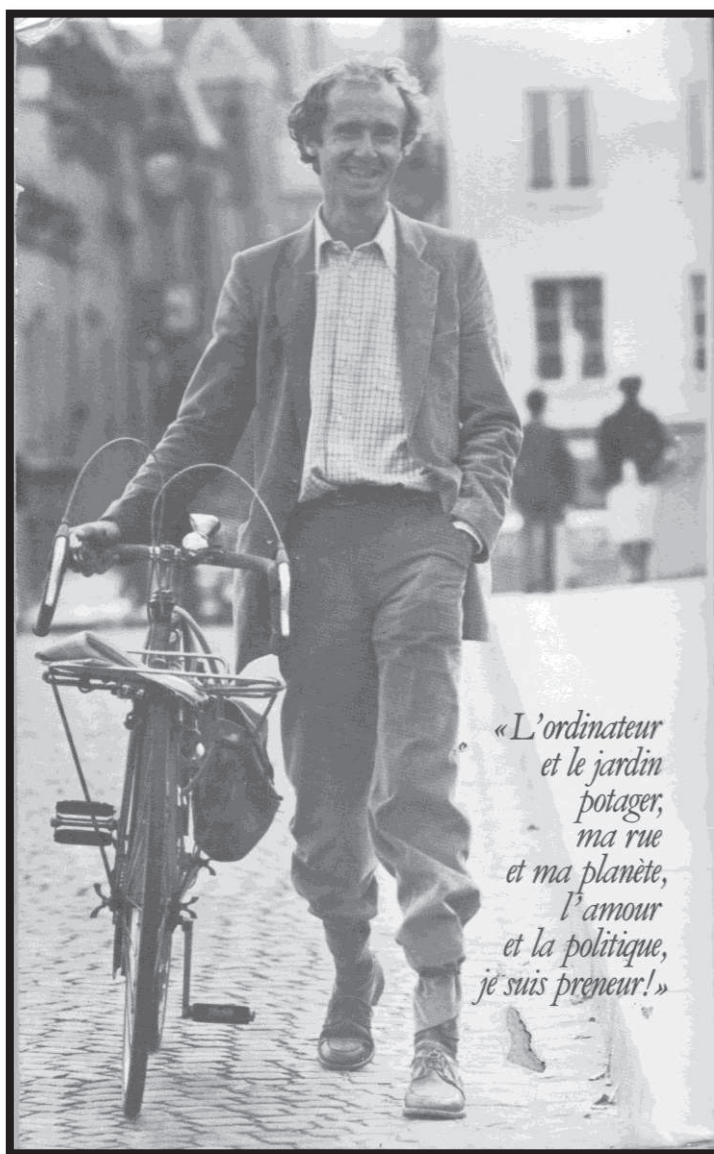
³⁴²⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 -2395. Note de Jean Riolacci à Jacques Wahl. 21 mars 1980.

³⁴²¹ « Les vagues de la campagne », *Le Courrier de la Baleine*, n°58, août-septembre 1981, p. 3.

³⁴²² MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». Communiqué d'Aujourd'hui l'Écologie. 7 avril 1981.

Au-delà de ces aléas proprement politiques, Brice Lalonde et les militants écologistes entendent mener une campagne dont le style et les pratiques trancheraient avec ceux des autres partis.

Illustration 15. Photographie de Brice Lalonde, s.d. [1980-1981]³⁴²³



La photographie de Brice Lalonde placée en quatrième de couverture de *Sur la vague verte*, son autobiographie militante parue en 1981, est révélatrice du message que le candidat cherche à délivrer. Souriant, un vélo à la main, ce trentenaire à l'allure légèrement dégingandée entend se distinguer des hommes politiques classiques en apparaissant plus décontracté, agissant comme un citoyen ordinaire. De fait, Brice

³⁴²³ Quatrième de couverture de *Sur la vague verte*, *op. cit.*

Lalonde met volontiers en avant son âge, sensiblement moins élevé que les autres candidats, pour affirmer sa différence³⁴²⁴.

Dans ses déplacements, Brice Lalonde s'efforce également d'imprimer à sa campagne un ton différent en se faisant ostensiblement le porte-parole des populations et des militants locaux, comme lors de son déplacement en Camargue au mois d'août 1980³⁴²⁵. De même, au cours des allocutions officielles, le candidat écologiste veut rompre avec la monotonie du discours préparé à l'avance pour s'essayer au dialogue avec des invités dont l'expertise spécifique doit appuyer certains points de son programme. Il partage ainsi l'une de ses émissions de campagnes avec le dessinateur Cabu et le pédiatre Guy Vermeil qui évoque à cette occasion l'importance du respect du rythme biologique de l'enfant³⁴²⁶.

Une telle posture n'est cependant pas exempte de maladresses et de points de crispation. Brice Lalonde est ainsi régulièrement amené à se vêtir d'un costume et d'une cravate à l'image de l'ensemble de la classe politique, notamment dans certains de ses spots de campagne³⁴²⁷. Anodine en elle-même, cette décision provoque la colère de certains groupes écologistes qui y voient le symbole d'une compromission intolérable avec le système³⁴²⁸. En outre, si la volonté de renouveler le message politique peut être considérée comme une démarche louable, elle conduit, au cours des allocutions officielles, à des moments de flottement susceptibles de décontenancer les téléspectateurs. Ainsi, le spot diffusé le 21 avril 1981 s'ouvre sur un plan silencieux montrant le dessinateur Cabu à l'œuvre avant de passer sur Brice Lalonde sans que l'on comprenne clairement la logique de la mise en scène³⁴²⁹.

³⁴²⁴ Henri Marqué, Patrice Duhamel, avec la participation de Brice Lalonde, Michel Barnier, Pierre Zarka, Gérard Longuet, Gérard Bapt, *Le Grand Débat*, TF1, 09/09/80, 1 h. 14 min. 36 s., <http://boutique.ina.fr/video/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/CAA8001962401/brice-lalonde.fr.html>, consulté le 09/12/12.

³⁴²⁵ « Brice Lalonde en Camargue », *Le journal de Provence Méditerranée – FR3 Marseille*, France Régions 3 Marseille, 07/08/80, 2 min. 34 s., <http://www.ina.fr/video/RAC01003545/brice-lalonde-en-camargue-video.html>, consulté le 25/03/12.

³⁴²⁶ Brice Lalonde, avec la participation de Cabu, Guy Vermeil, Christian Bougerol, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*, TF1, 21/04/81, 12 min. 51 s., <http://www.ina.fr/video/CAA81005729/brice-lalonde-video.html>, consulté le 08/09/12.

³⁴²⁷ Brice Lalonde, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*, France 3 Régions, 13/04/81, 5 min. 23 s., <http://www.ina.fr/presidentielles/spots-de-campagnes/video/CAC01036532/brice-lalonde.fr.html>, consulté le 08/09/12.

³⁴²⁸ MV. Fonds Yves Cochet. « La réunion des 10/11 octobre 1981 à grands traits », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, n°58, 19 octobre 1981, p. 11.

³⁴²⁹ Brice Lalonde, avec la participation de Cabu, Guy Vermeil, Christian Bougerol, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*, TF1, 21/04/81, 12 min. 51 s., <http://www.ina.fr/video/CAA81005729/brice-lalonde-video.html>, consulté le 08/09/12.

Enfin, malgré sa mise en avant de la vie quotidienne, Brice Lalonde entend délivrer un message complexe, ce qui, là encore, ne va pas sans difficulté. Le candidat a en effet une élocution rapide et a tendance à multiplier les longues phrases à la structure grammaticale complexe dans de longues tirades en plusieurs points qui peuvent dépasser la minute³⁴³⁰. Par ailleurs, Brice Lalonde cherche systématiquement à relier des problèmes particuliers – par exemple la protection de la réserve naturelle de la Camargue – à des enjeux généraux d'une part et à des propositions de l'autre³⁴³¹. Le ton et la complexité du message rompent donc indéniablement avec celui de la plupart de ses concurrents au risque de se couper d'une partie de l'électorat³⁴³². Néanmoins, en dépit de ces difficultés et des contraintes financières, Brice Lalonde parvient à mener une campagne crédible tout en paraissant suffisamment décalée pour ne pas susciter un rejet complet au sein de la nébuleuse.

Le 24 avril 1981, au soir du premier tour, Brice Lalonde recueille 3,88 % des voix, loin derrière les quatre grandes formations³⁴³³ mais nettement devant les candidats plus modestes, notamment Huguette Bouchardeau, pour le PSU (1.10 %) et Michel Crépeau, du MRG (2,21 %). Ce résultat constitue un motif de satisfaction pour les écologistes dans la mesure où ces trois candidats prétendaient chacun de leur côté incarner une démarche sensible aux enjeux environnementaux³⁴³⁴. Ainsi, comme lors des européennes de 1979, les écologistes arrivent en cinquième position et réalisent, avec Brice Lalonde, leur second meilleur score de leur histoire après Noël Mamère en 2002 (5,25 %). De fait, s'ils se situent bien en deçà des espérances initiales des écologistes, qui envisageaient d'attendre les 10 % des voix, les résultats de Brice Lalonde n'en reflètent pas moins une

³⁴³⁰ Bernard Joyeux, « Congrès écologiste. Brice Lalonde à Castelmauroux (Tarn) », *JT Toulouse – FR 3 Toulouse*, France Régions 3 Toulouse, 06/12/80, 01 min. 23 s. <http://www.ina.fr/video/RGC9607091477/congres-ecologiste-brice-lalonde-a-castelmauroux-tarn-video.html>, consulté le 25/03/12.

³⁴³¹ « Brice Lalonde en Camargue », *Le journal de Provence Méditerranée – FR3 Marseille*, France Régions 3 Marseille, 07/08/80, 2 min. 34 s., <http://www.ina.fr/video/RAC01003545/brice-lalonde-en-camargue-video.html>, consulté le 25/03/12.

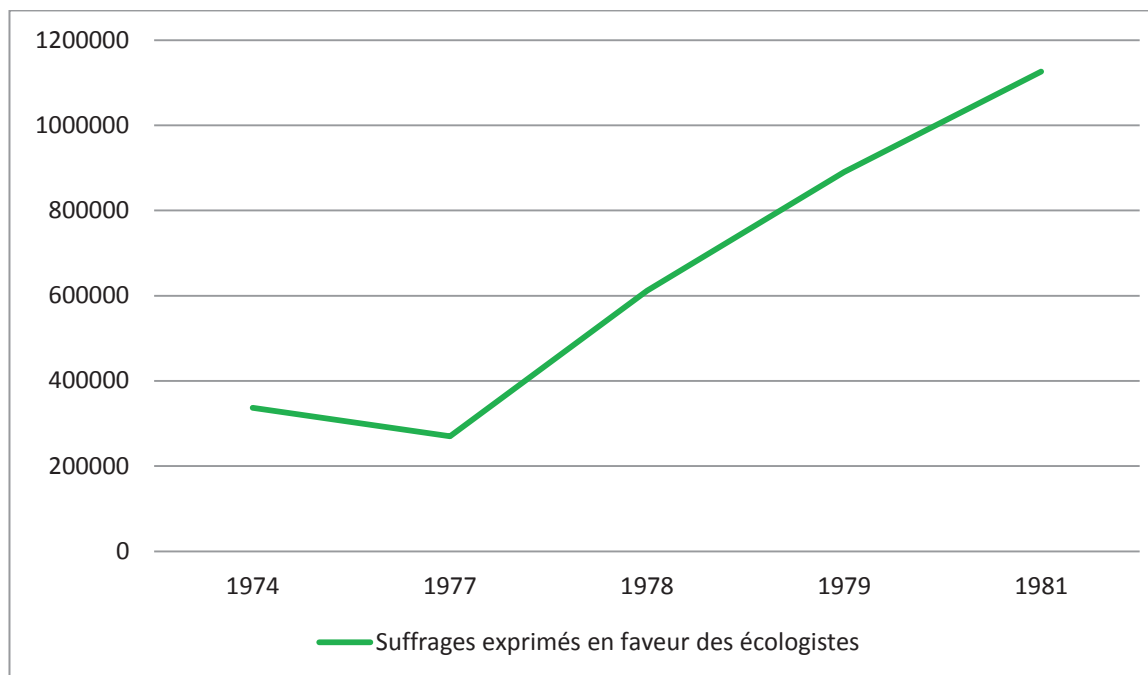
³⁴³² Bernard Joyeux, « Congrès écologiste. Brice Lalonde à Castelmauroux (Tarn) », *JT Toulouse – FR 3 Toulouse*, France Régions 3 Toulouse, 06/12/80, 01 min. 23 s. <http://www.ina.fr/video/RGC9607091477/congres-ecologiste-brice-lalonde-a-castelmauroux-tarn-video.html>, consulté le 25/03/12.

³⁴³³ Valéry Giscard d'Estaing : 28,32 % ; François Mitterrand : 25,85 % ; Jacques Chirac : 18 % ; Georges Marchais : 15,34 %. Cf. « Election présidentielle de 1981. Premier tour », Centre de données socio-politiques, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 22/11/2013.

³⁴³⁴ « La campagne de Mme Bouchardeau », *Le Monde*, n°11 264, 17 avril 1981, p. 10.

progression notable et quasi-continue de ce courant politique depuis 1974, toutes élections confondues.

Figure 36. Progression des suffrages exprimés en faveur des écologistes (1974-1981)³⁴³⁵

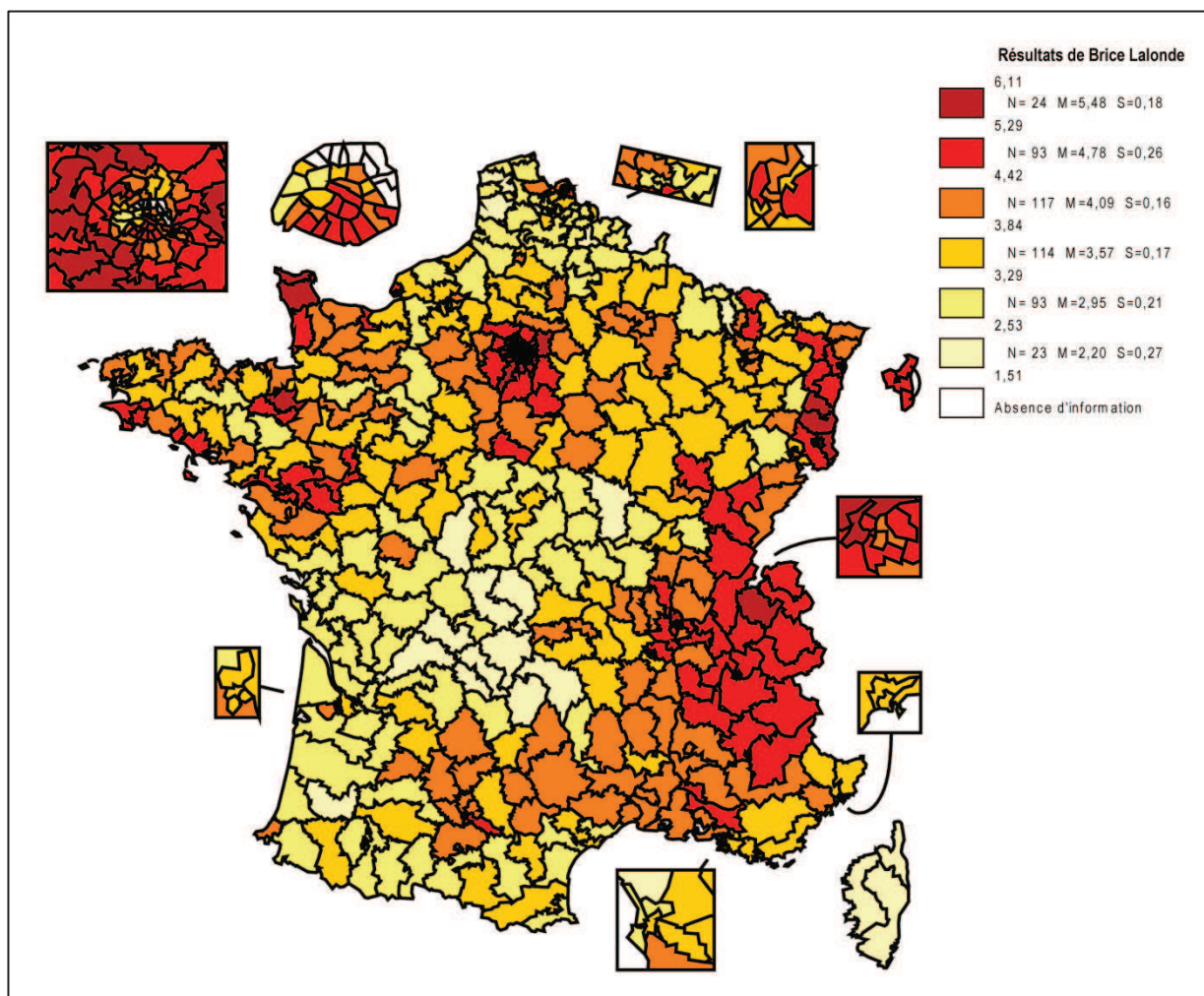


La carte des résultats électoraux des écologistes au niveau des circonscriptions permet de prendre la mesure de l'enracinement relatif du vote dans un certain nombre de territoires donnés, tout en manifestant des évolutions significatives sur le plan de la sociologie et de la géographie électorale.

Figure 37. Carte des résultats électoraux de Brice Lalonde (24 avril 1981)³⁴³⁶

³⁴³⁵ Marc Ambroise-Rendu, « L'attitude des écologistes », *Le Monde*, n°11 279, 6 mai 1981, p. 10.

³⁴³⁶ « Résultats électoraux – premier tour de l'élection présidentielle (24 avril 1981) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013.



Dans ses grands équilibres, la carte des résultats obtenus par Brice Lalonde en 1981 semble confirmer l'existence de zones d'influence privilégiées en Alsace³⁴³⁷, en Ile-de-France, en Basse-Normandie³⁴³⁸ ou encore en Rhône-Alpes. Il est remarquable de constater que malgré la sécession de Solange Fernex, particulièrement bien implantée dans le Haut-Rhin, et de Didier Anger, en pointe dans la contestation du nucléaire dans la Manche, les résultats de Brice Lalonde sont particulièrement bons dans ces deux régions, ce qui démontre que le vote écologiste s'y est enraciné et relève de l'adhésion politique et pas seulement d'effets de notabilité locale. Il faut néanmoins relever une tendance au tassement du vote écologiste par rapport aux européennes, principalement en Alsace mais

³⁴³⁷ Au niveau régional, Brice Lalonde se situe à moins de 10 000 voix derrière Georges Marchais (5,09 %).

³⁴³⁸ Brice Lalonde réalise son meilleur score national dans la cinquième circonscription de la Manche avec 6,11 % des voix qui correspond à la ville de Cherbourg et où se trouve l'usine de retraitement de La Hague.

aussi, dans un bien moindre mesure dans la Manche³⁴³⁹ : dans ces zones, l'écologisme ne progresse plus.

Figure 38. Comparaison des résultats de Brice Lalonde dans les quatre meilleures régions³⁴⁴⁰

Région	Score régional de Brice Lalonde	Ecart-type	Meilleur score (circonscription)
Alsace	4,94 %	0.44	5,42 % 4 ^e circonscription du Haut-Rhin
Ile-de-France	4.70 %	0.67	5.87 % 4 ^e circonscription de l'Essonne
Rhône-Alpes	4,64 %	0.50	5.52 % 1 ^{re} circonscription de Haute-Savoie
Basse-Normandie	4,33 %	0.85	6,11 % 5 ^e circonscription de la Manche

Dans les quatre régions où Brice Lalonde a réalisé ses meilleurs scores, la dispersion autour de la moyenne est relativement faible, à l'exception de la Basse-Normandie, où l'écart entre la Manche et les autres départements est plus important. Ces données attestent que les bons résultats obtenus dans ces zones ne sont pas uniquement imputables à quelques circonscriptions où des spécificités locales amèneraient un vote écologiste anormalement élevé. Les résultats obtenus en 1981 montrent au contraire une diffusion du vote écologiste à une échelle régionale, phénomène qui avait déjà été observé en 1979.

A l'inverse, certaines zones confirment lors de ce scrutin leur faible réceptivité à l'offre politique écologiste, qu'il s'agisse de la Corse (1,70 %)³⁴⁴¹, du Limousin (2,34 %)

³⁴³⁹ Les écologistes perdent ainsi 6 822 voix en Alsace entre 1979 et 1981 et réalisent un score stable dans la Manche.

³⁴⁴⁰ « Résultats électoraux – premier tour de l'élection présidentielle (24 avril 1981) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013.

ou encore de l'outre-mer où Brice Lalonde n'obtient en tout et pour tout que 3 405 voix³⁴⁴². Plus largement, si l'on excepte les circonscriptions urbaines, l'Aquitaine³⁴⁴³, la zone pyrénéenne ainsi que l'Auvergne³⁴⁴⁴ dans son ensemble ne semblent pas être des terres propices à l'implantation des écologistes. De même, au regard de l'influence locale des Amis de la Terre de Lille, les résultats dans le Nord-Pas-de-Calais sont décevants avec seulement 3,16 % des voix. En effet, au contraire de l'Alsace ou de la Basse-Normandie, les scores écologistes ne se situent au-dessus de la moyenne nationale que dans l'agglomération lilloise.

Figure 39. Evolution du vote écologiste (1974-1981)³⁴⁴⁵

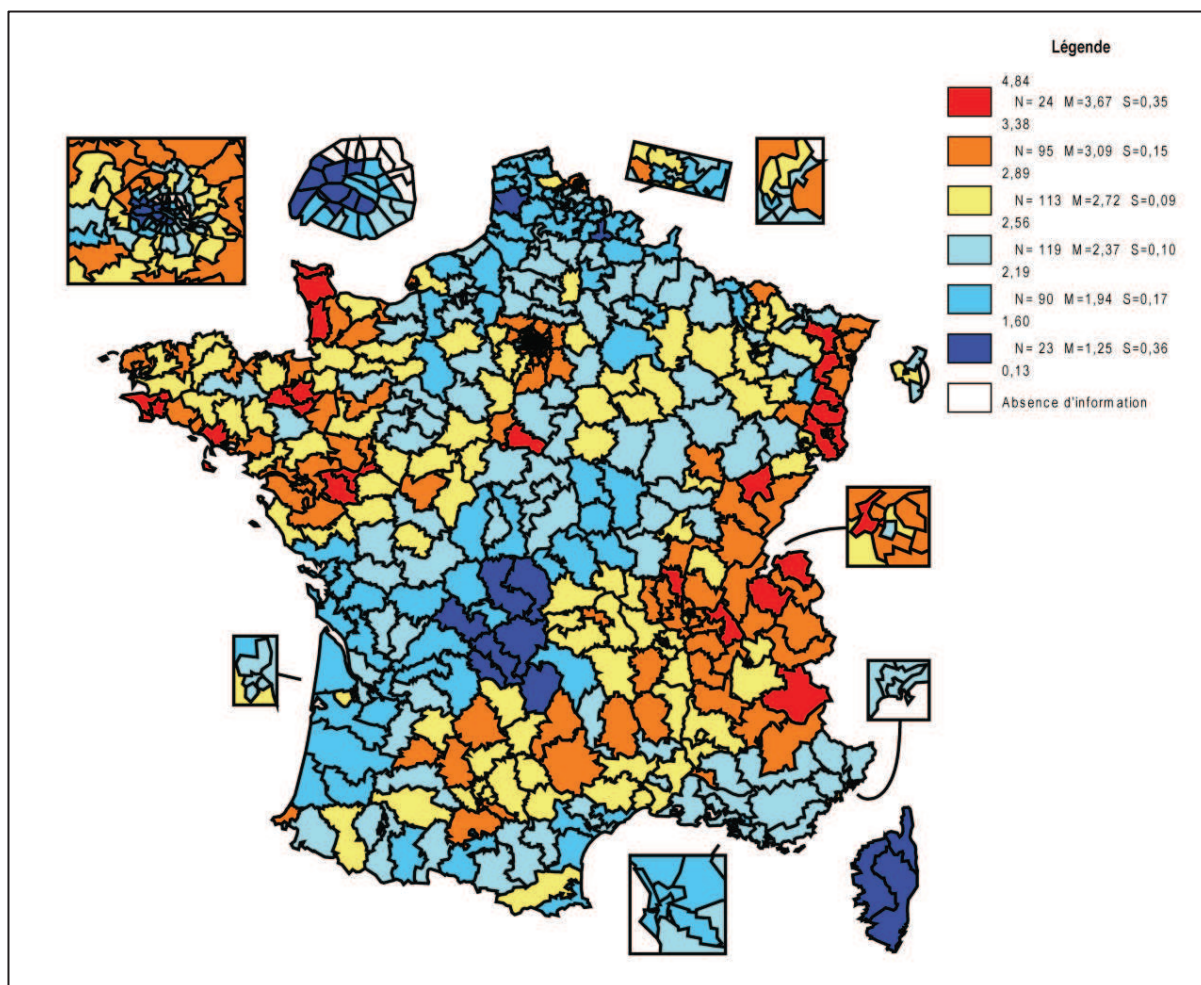
³⁴⁴¹ Brice Lalonde obtient son plus faible résultat à l'échelle des circonscriptions législatives dans la deuxième circonscription de Haute-Corse avec 1,51 % des voix.

³⁴⁴² « Résultats électoraux – premier tour de l'élection présidentielle (24 avril 1981) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013.

³⁴⁴³ Brice Lalonde obtient 3,29 % des voix.

³⁴⁴⁴ 3,34 % des voix se portent sur les écologistes.

³⁴⁴⁵ « Résultats électoraux – premier tour de l'élection présidentielle (24 avril 1981) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013.



L'évolution du vote écologiste entre 1974 et 1981, mesurée sur la carte par l'écart de point entre les scores respectifs de René Dumont et Brice Lalonde, permet là encore de mettre en lumière la constitution de zones d'influence privilégiées pour l'écologie française en Alsace, Franche-Comté ou dans la région Rhône-Alpes. L'examen de cette carte conduit par contre à nuancer l'idée que l'Ile-de-France constituerait un véritable bastion écologiste d'autant que la sociologie des électeurs paraît avoir évolué entre les deux élections présidentielles. Ainsi, Brice Lalonde obtient proportionnellement plus de voix dans des zones traditionnellement marquées à gauche, comme le XX^e arrondissement de Paris (4,30 %) ou Aubervilliers (3,54 %), que dans le VII^e (3,60 %) ou à Neuilly (3,14 %) ³⁴⁴⁶.

L'affirmation d'un vote écologiste dans l'ouest de la France, qui n'avait pas été observé lors des scrutins précédents, traduit une évolution similaire. Les circonscriptions littorales du Morbihan et du Finistère mais également en Ile-et-Vilaine et en Loire-

³⁴⁴⁶ Marc Ambroise-Rendu, « L'attitude des écologistes », *Le Monde*, n°11 279, 6 mai 1981, p. 10.

Atlantique sont ainsi marquées par une progression du vote écologiste analogue à celle observable en Alsace ou dans la Manche. Une telle évolution peut en partie être imputable aux conflits antinucléaires qui ont secoué ces territoires durant les années soixante-dix³⁴⁴⁷, à Plogoff (Finistère)³⁴⁴⁸ ou encore au Pellerin (Loire-Atlantique)³⁴⁴⁹. Néanmoins, la diffusion spatiale du phénomène, par exemple dans le Maine-et-Loire ou en Ille-et-Vilaine, départements qui ne sont pas directement concernés par ces questions, suggère que d'autres facteurs ont pu jouer. On peut donc faire ici l'hypothèse que l'affirmation du vote écologiste dans ces régions s'inscrit dans l'essor plus général de la gauche dans ces régions traditionnellement à droite³⁴⁵⁰. Dans certaines zones, il est probable que l'écologisme prend notamment le relais d'un vote PSU autrefois non négligeable³⁴⁵¹ et devenu largement résiduel en 1981.

En définitive, la concomitance de la progression du vote écologiste et de la gauche en Bretagne traduit un déplacement du centre de gravité de cet électorat qui est également observable au niveau national. Ainsi, en 1978, dans un sondage réalisé par la SOFRES pour le compte de la FNSP, en cas d'élection présidentielle anticipée, l'électorat écologiste aurait voté à 41 % pour Valéry Giscard d'Estaing et 27 % pour Mitterrand (32 % ne se prononçant pas)³⁴⁵². A l'inverse, selon un sondage IFOP du 15 avril 1981, 50 % des électeurs envisageant de voter pour Brice Lalonde se reporteraient sur François Mitterrand au second tour, 18 % choisiraient Valéry Giscard d'Estaing, 32 % pour ne se prononçant pas³⁴⁵³. Ces sondages, effectués par deux instituts différents ne sauraient constituer à eux-seuls une preuve du basculement à gauche de l'électorat écologiste mais ils n'en fournissent pas moins un indice que les résultats du premier tour viennent corroborer tant dans l'implantation géographique que dans la sociologie. Dans ce

³⁴⁴⁷ C'est l'hypothèse retenue par Tudi Kernalegenn dans *Luttes écologistes dans le Finistère, op. cit.*, p. 208, qui relève que le nombre de voix en faveur des écologistes a été multiplié par quatre entre 1974 et 1981.

³⁴⁴⁸ L'écart de point entre 1974 et 1981 dans la septième circonscription du Finistère, où se trouve le site de Plogoff, est le troisième plus important au niveau national.

³⁴⁴⁹ Le vote écologiste progresse de 3,29 points dans la huitième circonscription de Loire-Atlantique, où se trouve le site du Pellerin, soit l'une des progressions les plus importantes de la région Pays de la Loire.

³⁴⁵⁰ François Prigent, « Les élus socialistes en Bretagne : réseaux, trajectoires et identités des années 1930 aux années 1980 », in Christian Bougeard (dir.), *Un siècle de socialisme en Bretagne, de la SFIO au PS (1905-2005)*, Rennes, PUR, 2008, p. 212.

³⁴⁵¹ Christian Bougeard, « Origines et implantations du PSU en Bretagne : les fédérations des Côtes-du-Nord et du Finistère », in Tudi Kernalegenn et alii (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2010, pp. 53

sqq.

³⁴⁵² Marc Ambroise-Rendu, « L'attitude des écologistes », *Le Monde*, n°11 279, 6 mai 1981, p. 10.

³⁴⁵³ *Ibidem.*

contexte, la question du comportement des électeurs écologistes au second tour fait l'objet de nombreuses spéculations, de la part des deux camps encore en lice.

Dès les assises de Lyon, en mai 1980, les organisations écologistes ont décidé que leur candidat ne donnerait aucune consigne de vote pour le second tour et Brice Lalonde s'est engagé, lors de sa désignation, à se plier à cette décision. De fait, dans l'entre-deux-tours, comme il l'avait déjà déclaré pendant sa campagne, celui-ci déclare que l'écologisme a avant tout vocation à casser la logique des blocs pour susciter l'apparition de nouveaux clivages opposant les autoritaires et les dirigistes d'une part et les libéraux et les autogestionnaires de l'autre³⁴⁵⁴. Conformément à leurs habitudes, les écologistes adressent alors aux deux candidats du second tour, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, un questionnaire portant sur les enjeux qu'ils jugent essentiels tels que l'énergie ou encore le scrutin à la proportionnelle³⁴⁵⁵. Les réponses des deux compétiteurs reçus, Brice Lalonde déclare ne pas avoir été convaincu et dénonce les mensonges de Valéry Giscard d'Estaing comme la faiblesse des engagements précis de François Mitterrand³⁴⁵⁶. Si cette prise de position paraît ménager le candidat de la gauche, elle n'en permet pas moins à Brice Lalonde d'affirmer le statut d'alternative globale de l'écologisme, qui ne se situerait ni à gauche, ni à droite. Cette démarche démontre donc que la ligne politique suivie par Antoine Waechter dans la seconde moitié des années quatre-vingt³⁴⁵⁷ est bien antérieure à la création des Verts.

Dès lors, quel est le comportement des électeurs de Brice Lalonde lors du second tour ? Selon *Le Monde*, ils se seraient massivement ralliés à François Mitterrand car, dans les vingt-quatre départements où ni la gauche ni la droite ne dépassent les 50 % lors du premier tour, le candidat du PS prend systématiquement l'ascendant sur son concurrent³⁴⁵⁸. Néanmoins, un tel constat est insuffisant pour évaluer le choix des écologistes. Les élections présidentielles de 1981 sont en effet marquées par une participation sensiblement plus forte au second tour du fait de l'importance des enjeux politiques nationaux : le nombre de suffrages exprimés augmente ainsi de 4,52 % entre

³⁴⁵⁴ « M. Lalonde ne donnera pas de consigne de vote », *Le Monde*, n°11 276, 2 mai 1981.

³⁴⁵⁵ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Dépêche AFP. 7 mai 1981.

³⁴⁵⁶ *Ibidem*.

³⁴⁵⁷ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération verte, op. cit.*, pp. 120 *sqq.*

³⁴⁵⁸ « La progression de M. Mitterrand, favorisée par le PCF et les écologistes est particulièrement sensibles dans l'Ouest », *Le Monde*, n°11284, 12 mai 1981, p. 33.

les deux tours³⁴⁵⁹. De ce fait, l'augmentation du nombre de voix obtenues par François Mitterrand peut, *a priori*, aussi bien s'expliquer par la hausse de la participation que par le report des voix écologistes vers le candidat de la gauche.

Figure 40. Analyse du report de voix des écologistes au second tour des élections présidentielles de 1981³⁴⁶⁰

Département	1 ^{er} tour				2 nd tour		
	Total voix de gauche	Total voix de droite	Écologistes	Suffrages exprimés	Score de Mitterrand	Score de VGE	Suffrages exprimés
Essonne	241 484	213 506	25 736	480 726	280 795	216 022	496 817
Haute-Savoie	88 459	130 275	12 238	230 972	109 596	138 245	247 841
Haut-Rhin	110 594	194 897	16 953	322 444	137 585	203 973	341 558
Val d'Oise	209 041	188 088	21 802	428 931	252 475	191 724	444 199
Hautes-Alpes	26 498	28 673	2 935	58 106	32 236	30 697	62 933

L'analyse détaillée des résultats électoraux dans les cinq départements où les écologistes ont réuni le plus de voix suggère ainsi que le report des voix des électeurs de Brice Lalonde vers François Mitterrand, sans être automatique, est largement majoritaire. Une partie de l'électorat écologiste s'est toujours identifiée à la gauche, considérant que la rupture avec le capitalisme et l'avènement du socialisme permettraient la résolution de la crise écologique³⁴⁶¹. Les résultats électoraux de Lalonde montrent que cette tendance s'est renforcée au cours des années soixante-dix. Par ailleurs, à la suite de Gilles Richard, on peut supposer que le programme électronucléaire français, associé à la majorité de

³⁴⁵⁹ « Résultats électoraux – premier tour de l'élection présidentielle (24 avril 1981) », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 13/06/2013.

³⁴⁶⁰ *Ibidem*.

³⁴⁶¹ Mathieu Albouy, *Le Sauvage*, *op. cit.*, pp. 63 *sqq.*

droite, a été l'un des éléments qui ont déterminé le comportement des électeurs écologistes dans leur choix de François Mitterrand³⁴⁶².

A la suite du premier tour des élections présidentielles de 1981, Marc Ambroise-Rendu, journaliste au *Monde* spécialisé dans les questions environnementales, écrit qu'au vu des résultats de Lalonde « l'expression politique de l'écologie ne peut donc plus être tenue pour un accident ou une foudrude »³⁴⁶³. De fait, l'organisation de la campagne de Brice Lalonde et son score attestent qu'il n'est désormais plus possible de réduire le vote écologiste à une simple réaction de mauvaise humeur dans le cadre d'un conflit environnemental ou à une angoisse face à la crise écologique. Les élections présidentielles de 1981 traduisent bien plutôt l'épanouissement d'un nouveau courant politique en France qui, pour l'heure, profite de la progression de la gauche dans le pays plus qu'elle n'est pâtit, confortant ses bastions et progressant dans de nouveaux territoires.

En 1979, à la suite des élections européennes, les écologistes ont choisi de mettre de côté la question de leur unification au sein d'une même organisation au profit d'une candidature unique à l'élection présidentielle de 1981. Ainsi, comme en 1974, loin de constituer uniquement une démarche opportuniste visant à informer la population, le recours à la voie électorale représente une forme d'unification fonctionnelle pour une nébuleuse encore très divisée.

Pourtant, malgré la désignation de Brice Lalonde, soutenu par les deux principales organisations, les Amis de la Terre et le Mouvement d'écologie politique, plusieurs autres candidats se font connaître, qu'il s'agisse de Jean-Claude Delarue, de Roger Garaudy ou, dans une certaine mesure, de Jacques-Yves Cousteau. Chacun d'entre eux représente une certaine vision des rapports que l'écologisme pourrait entretenir avec le champ politique, depuis le groupe de pression jusqu'à l'interpellation messianique en passant par l'appel au dépassement des querelles politiciennes au nom d'une cause planétaire. En définitive, le soutien des Amis de la Terre et de MEP est déterminant pour permettre à Brice

³⁴⁶² Gilles Richard, « « L'expérience Barre » ou l'entrée de la France dans l'ère néolibérale », in Olivier Dard, Gilles Richard (dir.), *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve, 2011, p. 282.

³⁴⁶³ Marc Ambroise-Rendu, « L'attitude des écologistes », *Le Monde*, n°11 279, 6 mai 1981, p. 10.

Lalonde de véritablement s'imposer. Ce dernier développe alors un programme visant à poser l'écologisme comme une alternative politique globale, foncièrement différente des positions des autres partis.

Unitaire, la candidature de Brice Lalonde n'en traduit pas moins une prééminence temporaire des Amis de la Terre comme en atteste le programme du candidat dont la vision des institutions comme celle des rapports de l'homme à la nature s'inspire largement des positions de son association. Dans un contexte de poussée électorale de la gauche, les écologistes connaissent un succès au premier tour même si l'analyse détaillée des résultats montre la persistance de deux profils d'électeurs différents, l'un de gauche, l'autre de tendance centriste. Sur ce point, la difficulté à mettre en œuvre une structure partisane commune après 1981 est révélatrice de la profondeur des désaccords entre les tendances de l'écologisme.

2. Les écologistes dans une France socialiste

Pour expliquer les choix stratégiques des mouvements sociaux, les chercheurs en sciences politiques ont longtemps privilégié l'analyse des institutions et du système politique en ayant recours au concept de « structure des opportunités politiques ». Celui-ci vise à comprendre l'évolution des mouvements sociaux en s'intéressant à l'environnement politique auquel ils sont confrontés³⁴⁶⁴. Ainsi, la structure des opportunités politiques sera dite ouverte quand le contexte est favorable à un mouvement et que le système politique se montre réceptif à ses revendications. Inversement, celle-ci sera réputée fermée si un système refuse tout dialogue ou lui préfère la répression³⁴⁶⁵.

Guillaume Sainteny considère que ce concept est déterminant pour expliquer l'évolution de l'écologie politique dans les années quatre-vingt, estimant que la structure des opportunités politiques sous la V^e République est particulièrement fermée. Confrontés à un champ politique qui empêche efficacement de nouveaux courants de s'épanouir, les écologistes n'auraient d'autre choix que de s'institutionnaliser sous la forme d'un parti politique pour perdurer³⁴⁶⁶.

En portant la gauche au pouvoir pour la première fois depuis l'avènement de la V^e République, l'élection de François Mitterrand constitue un événement politique capital dans le pays et permet de mettre à l'épreuve le concept de structure des opportunités politiques. A première vue, la donne politique semble en effet notablement évoluer pour les organisations écologistes. Ces dernières se sont en effet structurées dans les années soixante-dix alors que la droite était au pouvoir. Le plan électronucléaire, les questions institutionnelles ou encore la défense constitueraient durant cette période autant d'enjeux essentiels qui amènent les écologistes à s'ériger en « opposants non alignés » à la politique menée par Valéry Giscard d'Estaing³⁴⁶⁷. Ils profitent alors de la dynamique électorale de la gauche comme en atteste leur progression constante dans les urnes tout au long de la décennie. Dès lors, dans quelle mesure l'arrivée au pouvoir des socialistes représente-t-elle un véritable changement pour les écologistes ? Les institutions et les mentalités restant inchangées, sont-ils en définitive placés dans une situation équivalente ?

³⁴⁶⁴ Lilian Mathieu, « Contexte politique et opportunités », in Olivier Fillieule et alii (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 39 sqq.

³⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 40.

³⁴⁶⁶ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français ?*, op. cit., pp. 12 sqq.

³⁴⁶⁷ « Les vagues de la campagne », *Le Courrier de la Baleine*, n°58, août-septembre 1981, p. 3.

Après avoir dressé un état des lieux des relations des socialistes avec les écologistes, de l'élection de François Mitterrand jusqu'aux premières tensions autour du nucléaire, il s'agit ensuite de s'interroger sur la manière dont cette nouvelle donne politique influe sur les tentatives d'unification de l'écologisme français.

a. Espoirs et désillusions face à la gauche au pouvoir

Au cours des années soixante-dix et durant sa campagne présidentielle, François Mitterrand a su s'approprier certaines revendications chères aux écologistes pour en faire des promesses de campagne³⁴⁶⁸. Ainsi, parmi les « 110 propositions pour la France », le candidat du Parti socialiste évoque plusieurs mesures dans le domaine énergétique, promettant notamment une loi-cadre destinée à imposer un contrôle citoyen sur les activités nucléaires ou s'engageant à favoriser l'essor des énergies nouvelles³⁴⁶⁹. Il annonce en outre sa volonté d'annuler le projet de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff et l'extension du camp militaire sur le Larzac, deux dossiers sur lesquels les écologistes s'étaient particulièrement mobilisés durant la décennie précédente³⁴⁷⁰.

De fait, à l'image de l'espoir soulevé au sein du peuple de gauche³⁴⁷¹, de nombreux écologistes semblent s'attendre à d'importants changements d'orientation dans des domaines cruciaux. Pourtant, très vite, la déception se fait jour et les écologistes se divisent quant à l'attitude à adopter à l'égard du pouvoir socialiste.

Conformément aux décisions arrêtées de longue date par les écologistes, Brice Lalonde s'est refusé à donner une quelconque consigne de vote durant l'entre-deux-tours. Néanmoins, le 8 mai, soit deux jours avant le scrutin, il déclare que les réponses de François Mitterrand au questionnaire soumis par les écologistes lui paraissent plus claires que celles de son concurrent³⁴⁷². De même, Didier Anger appelle explicitement à voter en faveur de François Mitterrand compte tenu de ses engagements de campagne, notamment dans le domaine du nucléaire³⁴⁷³.

³⁴⁶⁸ Laurent Jalabert, *Le 10 mai 1981*, *op. cit.*, p. 90.

³⁴⁶⁹ *Ibidem*.

³⁴⁷⁰ Gilles Simon, *Plogoff*, *op. cit.*, pp. 375 *sqq.*

³⁴⁷¹ Floran Vadillo, « Prendre le pouvoir : le joli mois de mai 1981 », *Note de la Fondation Jean-Jaurès*, n°88, 27 avril 2011, p. 1.

³⁴⁷² « L'attitude des écologistes », *Le Monde*, n°11 283, 10-11 mai 1981, p. 6.

³⁴⁷³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Acte de candidature de Didier Anger. S.d.

Une fois la victoire de François Mitterrand proclamée, de nombreux écologistes semblent partagés entre espoir et circonspection. Ainsi, l'éditorial de *La Vague Verte*, le journal de campagne de Brice Lalonde, daté du 14 mai 1981, reconnaît que si le Parti socialiste tient ses promesses, de nouveaux espaces de liberté pourraient s'ouvrir au sein de la société française ; dans ce contexte, l'article estime que les écologistes, tout en se montrant soucieux de leur indépendance, doivent être ouverts au dialogue, refusant de jouer la politique du pire sans pour autant se fondre dans la nouvelle majorité³⁴⁷⁴. De leur côté, les Amis de la Terre de Lille déclarent se réjouir d'une victoire de la gauche qu'ils n'espéraient pas³⁴⁷⁵. Dans leur esprit, l'autorisation des radios libres, l'arrêt du nucléaire ou encore l'instauration d'un scrutin à la proportionnelle peuvent devenir réalité à condition de rester vigilants et mobilisés³⁴⁷⁶. Si les Amis de la Terre de Lille estiment que les écologistes ne pourront rester dans l'opposition, sous peine de ne pouvoir se différencier de la droite, d'autres militants tels qu'Yves Lenoir (de la commission énergie) et Dominique Bidou (du groupe de Paris) rappellent que les institutions n'ont pas changé et que le nouveau pouvoir doit d'abord faire ses preuves. Dominique Martin (des Amis de la Terre de Dunkerque) résume donc l'état d'esprit de nombreux groupes en constatant que beaucoup d'entre eux se réjouissent, sans savoir comment militer désormais³⁴⁷⁷ : les déclarations embarrassées sinon ambivalentes des écologistes sont révélatrices de la difficulté pour les petits courants politiques à exister dans un système majoritaire tel que la V^e République.

A peine élu, François Mitterrand annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives anticipées. Prévues pour le mois de juin 1981, elles ont pour objectif de permettre au nouveau gouvernement socialiste de disposer d'une majorité lui permettant de mener à bien sa politique. Pour les écologistes, ce scrutin les oblige à déterminer leur position face au nouveau pouvoir et à trouver un moyen d'exister de manière autonome tout en s'efforçant de peser sur les décisions prises. De fait, à ces questions pressantes, les militants apportent des réponses variées.

³⁴⁷⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». « Editorial », *La Vague Verte*, n°25, 14 mai 1981, pp. 1-2.

³⁴⁷⁵ MP, « Editorial », *L'Envert du Nord*, n°29, juillet 1981, p. 2.

³⁴⁷⁶ *Ibidem*.

³⁴⁷⁷ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Et maintenant qu'on a Mitterrand face à nous ? », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°57, 20 juin 1981, p. 11.

Les Amis de la Terre et le MEP, coalisés au sein d'une association baptisée Aujourd'hui l'écologie durant la campagne de Brice Lalonde, optent ainsi pour une voie médiane en ne présentant qu'à peine plus de soixante-quinze candidats, soit le nombre minimal permettant d'apparaître dans les médias lors de la campagne officielle³⁴⁷⁸. Cette décision est dictée par la prévisible vague rose qui laisse augurer un notable recul du vote écologiste ; elle s'explique également par le manque d'enthousiasme et d'argent de nombreux groupes qui se montrent très réticents à l'idée de présenter des candidats³⁴⁷⁹. Après une campagne présidentielle difficile mais encourageante, la difficulté à mobiliser les militants pour les élections législatives est révélatrice de la faiblesse des organisations écologistes qui ne sont pas en mesure de faire face à un calendrier électoral fourni.

De fait, selon *La Vague Verte*, Aujourd'hui l'écologie est présent dans quatre-vingt une circonscriptions différentes et y recueille 3,57 %³⁴⁸⁰. A ces derniers s'ajoutent un très grand nombre de candidatures écologistes autonomes – près de soixante-treize selon les résultats mentionnés dans *Le Monde*³⁴⁸¹. Ainsi, 44.5 % des candidats écologistes ne se reconnaissent pas dans la démarche ou le message des principales organisations du courant. Pour le MEP et les Amis de la Terre, ce chiffre peut être considéré comme inquiétant dans la mesure où il traduit un reflux du contrôle des organisations écologistes sur l'expression proprement électorale de la nébuleuse. Néanmoins, les candidats autonomes obtiennent en moyenne 2,41 % des voix, soit un score sensiblement inférieur à celui des militants présentés par Aujourd'hui l'écologie.

Figure 41. Carte des résultats électoraux d'Aujourd'hui l'écologie (législatives du 14 juin 1981)³⁴⁸²

³⁴⁷⁸ *Ibid.* « Emission officielle », *La Vague Verte*, n°28, 5 juin 1981, p. 2.

³⁴⁷⁹ Dominique Bernard, Gérard Paget, « Enquête sur l'état du RAT dans une France socialiste (1^{er} dépouillement, avril 1982) », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 20.

³⁴⁸⁰ *Ibid.* Laurent Samuel, « Les scores verts au crible », *La Vague Verte*, n°30, 19 juin 1981, pp. 1-2. Selon nos propres relevés, quatre-vingt onze candidats se réclament de ce label et rassemblent 3,55 % des suffrages. Cf. « Les résultats du premier tour », *Le Monde*, n°11 314, 16 juin 1981, pp. 1 *sqq.*

³⁴⁸¹ *Ibidem.*

³⁴⁸² Base de données des résultats électoraux – législatives de 1981.

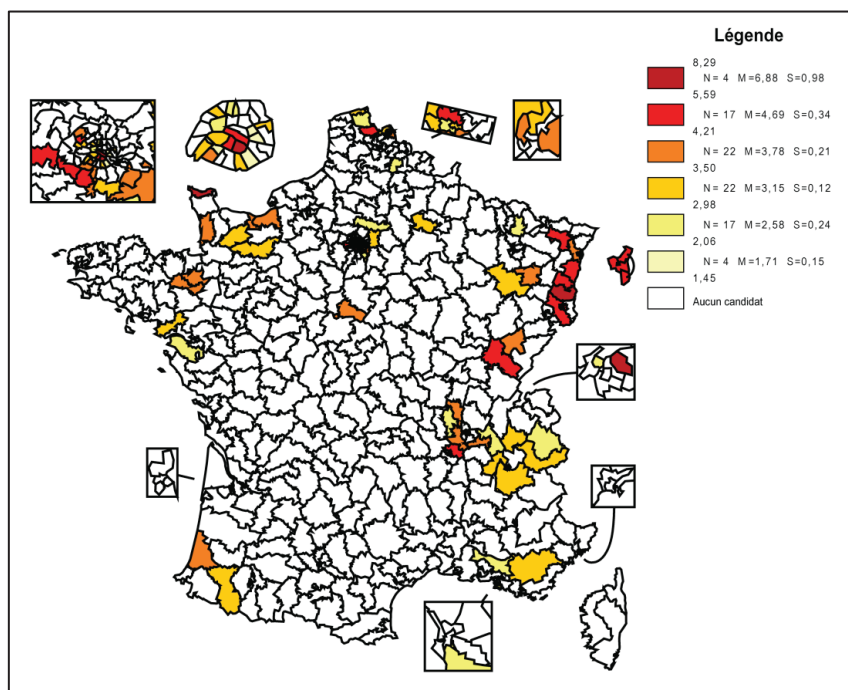
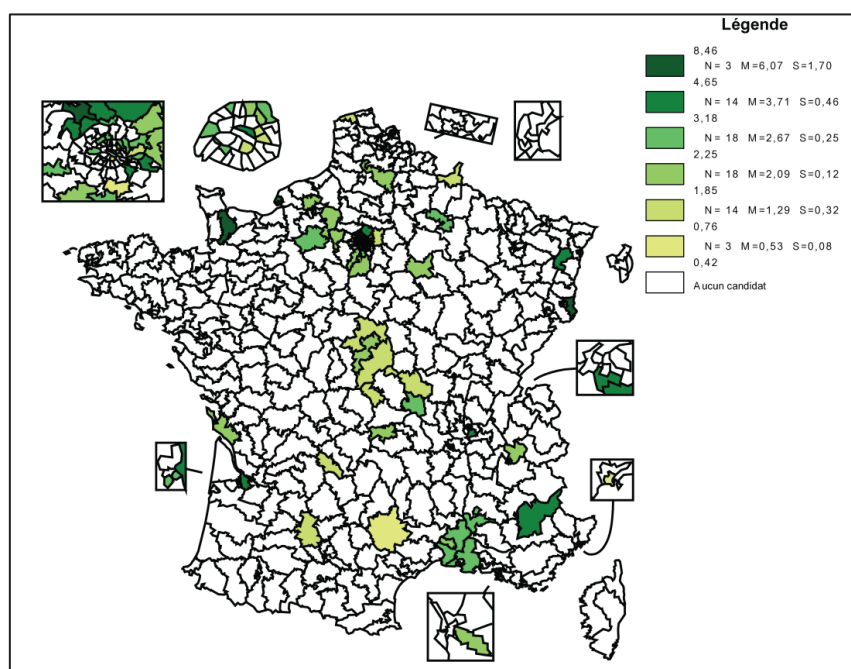


Figure 42. Résultats électoraux des candidats écologistes indépendants (législatives du 14 juin 1981)³⁴⁸³



En dépit de ces incertitudes et de cette dispersion, il n'en demeure pas moins que la baisse des résultats électoraux des écologistes est significative non seulement par rapport

³⁴⁸³ *Ibidem.*

au score de Brice Lalonde en avril mais aussi par rapport aux élections de 1978. De fait, si durant les années soixante-dix, la progression électorale de la gauche n'a pas entravé celle des écologistes, il semble qu'il en aille autrement en juin 1981, dans un contexte où le PS rassemble à lui-seul plus de 36 % des voix au premier tour³⁴⁸⁴. Pour les écologistes, ces résultats sont d'autant plus inquiétants que leurs candidats se sont présentés dans leur grande majorité dans les zones d'influence privilégiées de la nébuleuse, à savoir l'Alsace, les Alpes ou encore la Manche. Dans ces zones, les scores obtenus confirment une tendance à l'érosion des votes écologistes qu'il était déjà possible d'observer en avril 1981.

Figure 43. L'érosion du vote écologiste en Alsace (1978-1981)³⁴⁸⁵

Nombres de candidats écologistes		Moyenne des résultats		Nombre de suffrages obtenus	
1978	1981	1978	1981	1978	1981
12	9	6.6 %	4.9 %	31 173	21 644

Cette baisse des résultats touche également les militants les mieux implantés à l'exception de Brice Lalonde qui tire son épingle du jeu en recueillant 8,29 % des voix dans la troisième circonscription de Paris³⁴⁸⁶. Il est difficile de tirer de cette seule période électorale, si particulière du fait du contexte politique, des conclusions définitives sur l'évolution à moyen terme du vote écologiste. S'il est possible qu'une partie de l'électorat écologiste ait voté en faveur des candidats socialistes dès le premier tour, l'augmentation sensible du taux d'abstention, qui passe au premier tour de 16,75 % en 1978 à 29,67 % en 1981³⁴⁸⁷, semble constituer une explication au moins aussi convaincante. Les écologistes ont connu durant les années soixante-dix une progression quasi-continue de leurs scores électoraux dans un contexte de faible abstention. Il est possible que les élections

³⁴⁸⁴ Gérard Grunberg, « Le 10 mai 1981, une alternance tranquille », in Hubert Védrine et alii, *10 mai 1981 : retours sur une victoire tranquille*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, p. 82.

³⁴⁸⁵ Base de données des résultats électoraux – législatives 1978 et 1981.

³⁴⁸⁶ Dans la quatrième circonscription du Haut-Rhin, Antoine Waechter rassemble 5 316 voix (9,5 %) en 1978 et 2 371 en 1981 (5,52 %). De même, Solange Fernex, dans la troisième circonscription du même département obtient 4 650 voix (6,82 %) en 1978 et 2 909 (5,03 %) en 1981³⁴⁸⁶. Dans la quatrième circonscription de la Manche, Didier Anger rassemble 5 236 voix (12,63 %) en 1978 et 3 137 voix (8,46 %) en 1981.

³⁴⁸⁷ « Elections présidentielles de 1981 », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 26/04/14.

législatives de 1981 soit le premier indice d'un reflux, conséquence d'une participation moindre des électeurs.

Pour les écologistes, la période est d'autant délicate qu'à ces difficultés électorales s'ajoute la division dans leurs rangs puisqu'un certain nombre de groupes et de militants choisissent de soutenir explicitement le Parti socialiste.

Dès l'entre-deux-tours, le MRG comme le PSU, qui cherchent tous deux à incarner une certaine sensibilité écologiste, se sont ralliés à la candidature de François Mitterrand³⁴⁸⁸. Après le 10 mai, c'est l'unité politique toute relative du courant écologiste qui vole en éclat. Très rapidement, Jean-Claude Delarue appelle à voter en faveur des candidats socialistes au premier tour des législatives et fonde dans ce but un comité de soutien à la majorité présidentielle³⁴⁸⁹. Cette prise de position suscite des réactions ironiques ou agacées au sein de la nébuleuse écologiste car, lors de sa tentative de candidature à la présidentielle, Jean-Claude Delarue n'avait eu de cesse de proclamer son indépendance à l'égard de l'ensemble des partis politiques et de dénoncer la volonté supposée de Brice Lalonde de fonder une nouvelle gauche, se faisant quant à lui le chantre d'une écologie pragmatique et non politicienne³⁴⁹⁰.

De fait, en tant qu'ancien membre de la Convention des institutions républicaines dans les années soixante, Jean-Claude Delarue a gardé d'utiles contacts au sein du Parti socialiste, notamment avec Pierre Bérégovoy, qui lui permettent de mener à bien cette opération de reclassement politique³⁴⁹¹. Il est ainsi le seul écologiste officiellement invité au congrès du Parti socialiste à Valence en octobre 1981³⁴⁹². Jean-Claude Delarue anime par la suite un groupe baptisé l'Alliance écologique dont neuf membres – dont lui-même – figurent sur la liste PS à Paris menée par Paul Quilès lors des municipales de 1983³⁴⁹³.

Arrivé au pouvoir, le PS attire également dans son orbite un certain nombre de militants et de groupes écologistes essentiellement investis jusqu'alors aux Amis de la

³⁴⁸⁸ Huguette Bouchardeau, « L'écologie au tournant », *Le Monde*, n°11 279, 6 mai 1981, p. 10.

³⁴⁸⁹ Jean Carlier, « Le pas est franchi, les Verts Parti Ecologiste », n°348, décembre 1982, p. 32.

³⁴⁹⁰ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Dossier d'Ecologie 81 « Ecologie ou nouvelle gauche ». S.d. [2nd semestre 1980].

³⁴⁹¹ Entretien avec Jean-Claude Delarue. 22/09/11.

³⁴⁹² Jean Carlier, « Le pas est franchi, les Verts Parti Ecologiste », n°348, décembre 1982, p. 32.

³⁴⁹³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 83 – Paris ». Tract « L'Alliance écologique : oui à Paul Quilès ». S.d. [mars 1983].

Terre. Le 20 mai 1981, un appel intitulé « C'est l'heure » est publié dans *Le Monde*³⁴⁹⁴. Constatant que « l'espoir renaît », les signataires estiment que « ce qui n'était pas réalisable hier se fera peut-être demain »³⁴⁹⁵. A leurs yeux, la gauche est en mesure d'étendre les libertés individuelles et collectives et d'instituer une société de progrès pour peu que les mouvements sociaux jouent un rôle d'aiguillon permanent pour le nouveau pouvoir. Pour assumer ce rôle et incarner une gauche qui ne ferait pas de l'Etat le principal agent de la transformation sociale, les signataires appellent à constituer un réseau dédié à cette démarche³⁴⁹⁶. Outre Huguette Bouchardeau (PSU) et Thierry Jeantet (MRG), soixante-seize noms sont mentionnés au bas de cet appel dont vingt-deux appartiennent à des Amis de la Terre, parmi lesquels Pierre Radanne, et huit à d'autres groupes écologistes³⁴⁹⁷.

Motivé par l'arrivée au pouvoir de la gauche, cet appel s'inscrit également dans une concurrence entre deux sensibilités de gauche en germe depuis le début des années soixante-dix³⁴⁹⁸. A ce titre, « C'est l'heure » constitue une nouvelle tentative d'organisation d'une sensibilité parfois identifiée à l'autogestion, aux mouvements sociaux ou encore à la deuxième gauche³⁴⁹⁹. En 1974, les Assises du socialisme avaient laissé espérer à un certain nombre de militants du PSU et de la CFDT qu'ils pourraient faire de la politique autrement, en collaboration avec le PS mais en préservant leur originalité³⁵⁰⁰. De même, en 1978, le Front autogestionnaire a cherché à rassembler sous l'égide du PSU les mouvements sociaux hostiles à une culture étatiste de gauche. De nombreux groupes Amis de la Terre avaient alors pris part aux législatives sous cette étiquette et non sous celle d'Ecologie 78. Dans une certaine mesure, la pétition nationale énergie, dont Pierre Radanne a été l'un des plus fervents avocats, se situe également dans cette perspective d'une collaboration avec le PS qui se voudrait sans concession.

Cependant, à l'image du Front autogestionnaire, qui représente une expérience sans lendemain, « C'est l'heure » peine à se concrétiser autrement que par une participation aux élections, adoptant la démarche d'un parti politique classique dont les signataires cherchaient pourtant à se démarquer. En l'occurrence, le PSU qui, malgré son

³⁴⁹⁴ « C'est l'heure », *Le Monde*, 20 mai 1981, p. 10.

³⁴⁹⁵ *Ibidem*.

³⁴⁹⁶ *Ibidem*.

³⁴⁹⁷ *Ibidem*.

³⁴⁹⁸ Marc Lazar, « La gauche et l'Etat : le « moment programme commun », 1973-1978 », in Danièle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité, op. cit.*, pp. 109 *sqq.*

³⁴⁹⁹ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement, op. cit.*, pp. 153 *sqq.*

³⁵⁰⁰ François Kraus, *Les Assises du socialisme*, pp. 61 *sqq.*

affaiblissement continu depuis le milieu des années soixante-dix, reste la principale organisation politique souscrivant à cet appel, regroupe les partisans de « C'est l'heure » au sein d'un collectif électoral baptisé Alternative 81³⁵⁰¹. A ce titre, la défaite d'Huguette Bouchardeau, auquel le PS avait abandonné la première circonscription de la Loire, devant le candidat du PCF, apparaît comme le symbole de l'impasse de cette initiative³⁵⁰².

L'élection de François Mitterrand puis l'organisation de législatives anticipées au mois de juin 1981 suscitent des sentiments mêlés chez les militants écologistes, notamment chez les Amis de la Terre, les plus investis dès les années soixante-dix dans un dialogue avec le Parti socialiste. Comment exister politiquement sans se situer dans une opposition permanente ni dans un ralliement pur et simple ? A cette question délicate à laquelle de nombreuses forces politiques sont confrontées sous une V^e République, dont les institutions sont propices à la bipolarisation³⁵⁰³, les écologistes répondent en ordre dispersé et peinent à définir leur position politique. Cette circonspection teintée d'espoir, qui caractérise nombre de militants écologistes au début du septennat de François Mitterrand, cède cependant rapidement la place à une large déception.

b. Le nucléaire et les socialistes : consultations, concertations et tensions

En arrivant au pouvoir, la gauche proclame son intention de s'attaquer au capitalisme et de transformer le système économique par la démocratisation de l'entreprise et les nationalisations mais, dans le même temps, elle accepte le cadre institutionnel de la V^e République et notamment la primauté présidentielle³⁵⁰⁴. Comme le relève Gérard Grunberg, l'idée d'une VI^e République est absente de la pensée mitterrandienne³⁵⁰⁵.

De fait, si le dialogue entre les organisations de protection de la nature et de l'environnement, les écologistes et les pouvoirs publics prend un ton nouveau, si le

³⁵⁰¹ « Le PSU s'allie à d'autres groupes sous l'étiquette Alternative 81 », *Le Monde*, n°11 309, 10 juin 1981, p. 11.

³⁵⁰² *Ibidem*.

³⁵⁰³ Frédéric Fogacci, « La mouvance radicale et radicale-socialiste sous la V^e République, marge centriste ou centre marginalisé ? », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n°15, septembre-décembre 2011, www.histoire-politique.fr, p. 5.

³⁵⁰⁴ Gérard Grunberg, « Le 10 mai 1981, une alternance tranquille », in Hubert Védrine et alii, *10 mai 1981 : retours sur une victoire tranquille*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, p. 69.

³⁵⁰⁵ *Ibid.*, p. 74.

processus de décentralisation initié à partir de 1982 change progressivement la donne institutionnelle, il n'en demeure pas moins que certaines questions restent particulièrement sensibles sur le plan politique et donc sous le contrôle de l'exécutif. A bien des égards, le domaine du nucléaire relève encore d'une forme de domaine réservé dans lequel les innovations institutionnelles n'ont qu'une prise limitée, constituant bientôt un très important sujet de tensions entre les écologistes et le gouvernement socialiste.

A l'arrivée de la gauche au pouvoir, les écologistes saluent l'adoption par les pouvoirs publics d'un ton nouveau et leur volonté d'instaurer un dialogue plus constructif avec les associations. Une délégation des Amis de la Terre est très vite reçue par Alain Bombard, fugace secrétaire d'Etat à l'Environnement³⁵⁰⁶ et l'attitude de Michel Crépeau, son ministre de tutelle, est saluée comme une rupture avec le « mépris ornaniens [sic.] »³⁵⁰⁷.

Se situant sur ce point dans la continuité de réflexions commencées dans les années soixante-dix dans des milieux divers, les nouveaux pouvoirs publics entendent faire des associations un acteur à part entière dans la définition des politiques publiques, que ce soit dans le cadre de la décentralisation ou de la promotion du « temps libre »³⁵⁰⁸. Plusieurs grands cycles de consultations sont donc organisés par différents ministres pour manifester leur volonté d'associer le monde associatif à la définition des nouvelles orientations de leur action. Dans ce domaine, le gouvernement reçoit le soutien des écologistes et en particulier des Amis de la Terre qui y voient la reprise de thèmes longuement évoqués dans le programme présidentiel de Brice Lalonde³⁵⁰⁹.

Ainsi, les Assises nationales de la recherche donnent aux Amis de la Terre l'occasion d'insister sur la nécessité d'une science au service des citoyens et qui leur soit accessible³⁵¹⁰. De même, Michel Crépeau décide d'organiser des Etats régionaux de l'environnement dans le cadre desquels l'ensemble des associations sont invitées à réfléchir sur un certain nombre de thèmes déterminés à l'avance et à formuler leurs propositions dans le cadre d'un livre blanc³⁵¹¹. En Pays-de-la-Loire, les groupes de travail

³⁵⁰⁶ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Réunion des délégués régionaux, samedi 27 juin 1981 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°57, 15 juillet 1981, p. 2.

³⁵⁰⁷ Adjectif inspiré par Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie de 1978 à 1981. MV. Fonds Les Verts. Carton « Présidentielle 1981 ». « L'environnement qui décoiffe », *La Vague Verte*, n°30, 19 juin 1981, p. 2.

³⁵⁰⁸ Marion Fontaine, *Une politique du temps libre ? 1981-1983*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, p. 30.

³⁵⁰⁹ [Collectif], *Le pouvoir de vivre*, op. cit., pp. 275 sqq.

³⁵¹⁰ Gérard Wunsch, « Spécial recherche », *Le Courrier de la Baleine*, n°59, janvier 1982, p. 3.

³⁵¹¹ CHT. Fonds Marie-Françoise Gonin. Gon 5. Lettre de Nadine Franiatte. 4 janvier 1982.

rassemblent les comités de défense antinucléaire, la SEPNB ou encore certains Amis de la Terre³⁵¹². Ces démarches ne constituent pas une complète rupture avec les pratiques antérieures dans la mesure où, depuis 1974, les pouvoirs publics se sont efforcés d’instaurer un dialogue avec les associations dans le cadre, notamment, du Haut comité de l’environnement³⁵¹³. Néanmoins, dans l’esprit des pouvoirs publics de l’époque, il s’agissait d’informer les associations sur les projets en cours, parfois de les consulter sans jamais réellement mettre en œuvre une co-construction des politiques publiques, ce qui le gouvernement socialiste déclare vouloir faire évoluer³⁵¹⁴.

Dans la même perspective, plusieurs membres des Amis de la Terre sont appelés à siéger au sein d’organismes publics tels que la Commission nationale de planification, le Haut comité de l’environnement ou encore la commission du ministère de l’Environnement pour la préparation du IX^e Plan³⁵¹⁵. Contrairement au début des années soixante-dix, où une telle participation aurait été perçue comme une collusion inacceptable avec l’Etat, l’équipe dirigeante des Amis de la Terre se félicite de ces activités qui démontrent à ses yeux la crédibilité et la compétence reconnue de l’association, ce qui constitue un avantage certain dans la concurrence qui l’oppose aux autres tendances de l’écologisme français³⁵¹⁶.

Dans le reste de la France, le développement des institutions régionales dans le sillage de la décentralisation donne l’occasion à certains militants d’entrer dans les Comités économiques et sociaux régionaux (CES)³⁵¹⁷. Ainsi, Marie-Paule Labey, membre du MEP, particulièrement investie sur la question de l’amiante dans le Calvados, est nommée au CES de Basse-Normandie en 1982, tout comme Antoine Waechter en Alsace. Tous deux soulignent la qualité du dialogue qui prévaut dans ces instances avec les représentants syndicaux, patronaux et les fonctionnaires. En outre, ces fonctions leur permettent d’être informés des projets d’aménagement en cours pour éventuellement les modifier³⁵¹⁸.

³⁵¹² *Ibid.* Rapport de la commission « Qualité de vie – cadre de vie ». 30 janvier 1982.

³⁵¹³ CAC. Fonds Ministère de l’Environnement. 19810273/1. Note de présentation générale sur la vie associative dans le domaine de l’environnement et du cadre de vie. 5 mai 1980.

³⁵¹⁴ *Ibid.* Liste des associations invitées à la Journée d’information Pays-de-la-Loire. 3 juillet 1980.

³⁵¹⁵ « Rapport d’activité du secrétariat des Amis de la Terre », *Le Courrier de la Baleine*, n°62, novembre 1982, p. 8.

³⁵¹⁶ *Ibidem.*

³⁵¹⁷ « Des écologistes au sein des Comités économiques et sociaux », *Ecologie*, n°360, décembre 1984, p. 19.

³⁵¹⁸ *Ibidem.*

L'évolution idéologique des écologistes à la fin des années soixante-dix les amène ainsi à porter un autre regard sur les collaborations possibles avec les pouvoirs publics. Un temps bridés par la réticence à paraître cautionner la politique de Valéry Giscard d'Estaing, ces rapprochements se concrétisent à partir de 1981 : sur ce point, l'élection de François Mitterrand facilite des sorties des années 68 déjà en germe auparavant.

Au-delà de ces signes de bonnes volontés salués comme tels, les écologistes s'interrogent surtout sur la politique énergétique du nouveau gouvernement. Ce dernier, soucieux de se démarquer de son prédécesseur, a très rapidement pris la décision de ne pas construire la centrale nucléaire de Plogoff³⁵¹⁹. Plus largement, il annonce sa volonté de rompre avec une politique fondée sur le recours exclusif à l'énergie nucléaire pour prôner au contraire une plus grande diversification des sources d'énergie³⁵²⁰.

Le gouvernement de Pierre Mauroy annonce ainsi une relance de l'industrie charbonnière, décision à laquelle le PCF et la CGT sont particulièrement attachés³⁵²¹. Par ailleurs, François Mitterrand fixe comme objectif que 10 % de la production énergétique française soit d'origine renouvelable à l'horizon de l'an 2000, grâce au solaire, à l'éolien et aux économies d'énergie, chiffre supérieur à ce que le précédent gouvernement avait fixé³⁵²². Néanmoins, malgré les effets d'annonce, il n'est pas possible de parler de rupture totale avec la politique suivie par la précédente majorité. En effet, dès 1974, le gouvernement de Pierre Messmer a mis en œuvre un plan d'économie d'énergie en réponse à l'augmentation du coût des importations en hydrocarbures³⁵²³. De même, dans le domaine des énergies renouvelables, deux organismes publics ont été créés par Valéry Giscard d'Estaing, le Commissariat à l'énergie solaire et la Délégation aux énergies nouvelles³⁵²⁴. Soucieux d'apporter plus de cohérence à l'ensemble de ces projets, mais aussi de marquer symboliquement une rupture avec la politique menée auparavant, ces différentes institutions voient leur budget augmenté de 50 % et se trouvent bientôt

³⁵¹⁹ Gilles Simon, *Plogoff*, *op. cit.*, p. 388.

³⁵²⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/1. Lettre de François Mitterrand à Brice Lalonde. 8 mai 1981.

³⁵²¹ *Ibidem*.

³⁵²² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/43. Jean-Pierre Adine, Roland Mihaïl, Michel Richard, « Énergies : le nucléaire refait surface », *Le Point*, n°471, 28 septembre 1981, p. 84.

³⁵²³ La loi du 29 octobre 1974 sur les économies d'énergie a ainsi pour objectif de réguler la demande par des mesures incitatives en direction des industriels et crée par ailleurs l'Agence pour les économies d'énergie. Cf. Aurélien Evrard, *Contre vents et marées*, *op. cit.*, pp. 190-191.

³⁵²⁴ Laurent Ferri, « Le Commissariat à l'énergie solaire (1978-1982) », <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/20010454.pdf>, consulté le 28/03/13.

intégrés à l'Agence française pour les économies d'énergie rebaptisée fin 1982 l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Dès lors, les réseaux amicaux, partisans et professionnels forgés dans les années soixante-dix permettent à certains écologistes et aux spécialistes des questions énergétiques de faire valoir leur expertise auprès des pouvoirs publics. L'AFME est ainsi placée sous la direction de Michel Rolant, ancien n°2 de la CFDT dans les années soixante-dix, et Pierre Radanne, ancien animateur des Amis de la Terre de Lille, en devient le délégué régional pour le Nord-Pas-de-Calais³⁵²⁵. De même, Bernard Laponche, très investi au sein de la CFDT dans la contestation du programme nucléaire dans les années soixante-dix, devient directeur des programmes puis directeur général de l'AFME³⁵²⁶. En quelques mois, la commission énergie des Amis de la Terre constate que la plupart de ses interlocuteurs membres de la CFDT travaillent désormais dans les cabinets ministériels ou au sein des établissements publics chargés de mettre en œuvre la nouvelle politique énergétique³⁵²⁷. Au sein de l'association, le jugement porté sur cette situation est ambivalent. D'un côté elle offre la possibilité de faire plus facilement valoir leur point de vue auprès des pouvoirs publics et de bénéficier d'informations plus fiables sur les décisions à venir ; d'un autre côté elle risque de priver les mouvements sociaux d'une capacité d'expertise indépendante sur les questions énergétiques, accroissant de ce fait leur dépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Si la question des énergies renouvelables est propice à des prises de décision somme toute consensuelles, il n'en va pas de même de l'énergie nucléaire, dossier sur lequel le Parti socialiste s'est toujours efforcé de définir une position médiane, critique à l'égard du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing sans fermer la porte à un recours possible à cette énergie. Signataire de la Pétition nationale énergie en 1979, le Parti socialiste édite également à l'approche des élections présidentielles un livre-programme détaillant son projet dans ce domaine intitulé *Energie : l'autre politique*. Officiellement, le nucléaire n'est envisagé que comme une « énergie de transition » permettant de réaliser la soudure avec les énergies renouvelables³⁵²⁸. Dénonçant le déficit démocratique entourant ce

³⁵²⁵ MRES. Carton « Le 23 ». « Un emploi à la MNE – pourquoi pas vous ? », *L'écho des animateurs*, n°8, décembre 1982, p. 1.

³⁵²⁶ Aurélien Evrard, *Contre vents et marées*, op. cit., p. 84.

³⁵²⁷ « Les écologistes et l'énergie », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 33.

³⁵²⁸ Aurélien Evrard, *Contre vents et marées*, op. cit., p. 196.

dossier, le PS annonce également que la politique énergétique du pays devra être déterminée dans le cadre d'un grand débat national se concluant par un référendum³⁵²⁹.

Malgré cette ligne officielle, les positions des responsables du Parti socialiste restent dans ce domaine très diverses. Certains responsables assument en effet des convictions clairement antinucléaires, notamment Paul Quilès, député PS de Paris et directeur de campagne de François Mitterrand en 1981³⁵³⁰, ou encore Louis Darinot, député PS de la Manche et maire de Cherbourg de 1977 à 1980³⁵³¹. A l'inverse, le parti compte dans ses rangs des partisans convaincus du recours au nucléaire comme Jean-Pierre Chevènement³⁵³², Charles Hernu³⁵³³ et Michel Rocard³⁵³⁴. De fait, après quelques hésitations, il s'avère très rapidement que le nouveau gouvernement choisit la continuité en inscrivant sa politique nucléaire dans le sillage de la précédente majorité.

Dans le courant du mois de juin 1981, le gouvernement annonce le gel des travaux sur un certain nombre de sites où des centrales sont alors en projet voire déjà en construction dans l'attente d'un grand débat national annoncé pour le mois d'octobre de la même année³⁵³⁵. Dans ce cadre, les représentants de l'ensemble des comités antinucléaires du pays sont reçus par le directeur de cabinet d'Edmond Hervé, alors ministre de l'Énergie, et sont invités à décrire la situation de chaque site en prélude à une concertation plus formelle prévue ultérieurement³⁵³⁶.

Cette approche privilégiant la concertation avec les militants antinucléaires ne dure cependant qu'un temps et le gouvernement Mauroy choisit rapidement de privilégier la consultation aux seuls conseils régionaux sans même prendre directement en compte celles des communes directement concernées, pour la plupart opposées aux projets de construction³⁵³⁷. De même, au niveau national, l'exécutif abandonne l'idée d'un référendum sur la question énergétique et se borne à organiser un débat à l'Assemblée

³⁵²⁹ *Ibidem.*

³⁵³⁰ Polytechnicien, membre de la CFDT et spécialiste des questions énergétiques, Paul Quilès est l'interlocuteur des écologistes concernant la Pétition nationale énergie. Cf. MV. Fonds Les Verts. Carton « Cité Fleurie ». Lettre de Roger Fischer à Paul Quilès. 2 juin 1983.

³⁵³¹ Catherine Decouan, « La Hague et l'Assemblée », *La Gueule Ouverte*, n°132, 17 novembre 1976, p. 20.

³⁵³² Aurélien Evrard, *Contre vents et marées*, *op. cit.*, p. 197.

³⁵³³ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. Les Amis de la Terre, « Un socialisme nucléaire », *Le Nouvel Observateur*, 11 octobre 1976, p. 45.

³⁵³⁴ Entretien avec Alain Hervé. 12 mars 2010.

³⁵³⁵ CHT. Fonds Annick Bruneau. Brun 2. Compte-rendu de la réunion de la coordination des comités de la Basse-Loire. 30 juillet 1981. Cattenom, Golfech, Chooz et Le Pellerin sont gelés mais pas Penly, Nogent et Belleville.

³⁵³⁶ *Ibidem.*

³⁵³⁷ *Ibid.* Tract de la coordination des comités « Centrale nucléaire du Pellerin ». S.d. [début novembre 1981].

nationale³⁵³⁸. Sur cette question, pour couper court à toute velléité de fronde de la part de certains députés, le gouvernement a recours au vote de confiance lors du débat sur la politique énergétique. Cette procédure, normalement réservée au discours de politique générale, amène naturellement l'Assemblée nationale à valider des propositions qui reprennent largement les principes déterminés par les pouvoirs publics dans les années soixante-dix³⁵³⁹. Ainsi, six nouveaux réacteurs nucléaires sont commandés pour la période 1982-1983, la construction de Superphénix se poursuit, de même que l'extension de l'usine de retraitement de La Hague, destinée notamment à accueillir les combustibles irradiés en provenance de l'étranger³⁵⁴⁰.

Le recours à de telles procédures affirme la prééminence de l'exécutif sur la définition de la politique énergétique, et singulièrement sur la question nucléaire, loin des ambitions de co-construction des politiques publiques affichées par le ministère de l'Environnement en juin 1981. Cette nette inflexion des promesses de campagne s'explique en premier lieu par la volonté du gouvernement Mauroy de ne rien faire qui puisse porter atteinte à l'emploi dans le pays ou gêner l'industrie française³⁵⁴¹. Par ailleurs, comme dans les années soixante-dix, le nucléaire, même civil, est étroitement associé dans l'esprit des pouvoirs publics à la question de l'intérêt national et aux institutions de la V^e République. Dans une certaine mesure, la définition de la politique énergétique s'inscrit donc dans le cadre plus général d'une acceptation par la gauche de la primauté présidentielle et des institutions en place³⁵⁴².

Ainsi, dès les premiers mois de la présidence socialiste, les écologistes constatent amèrement combien, sur un tel dossier, leur influence sur les pouvoirs publics est limitée. Sur les sites, les militants réalisent rapidement que les travaux se poursuivent malgré leur gel officiel, notamment à Golfech et à Flamanville³⁵⁴³. Face à ces décisions, les militants écologistes et plus largement les opposants au nucléaire invoquent le respect des

³⁵³⁸ CHT. Fonds Annick Bruneau. Brun 2. Tract du comité Plogoff de Nantes, « Seules les mouches changent, la merde reste la même... ». S.d. [après novembre 1981].

³⁵³⁹ « Deuxième séance du mercredi 7 octobre 1981 », *Compte-rendu des débats au cours de la VIII^e législature (1981-1986)*, <http://archives.assemblee-nationale.fr/7/cri/1981-1982-ordinaire1/007.pdf>, p. 1573.

³⁵⁴⁰ Aurélien Evrard, *Contre vents et marées*, op. cit., p. 197.

³⁵⁴¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/43. Jean-Pierre Adine, Roland Mihaïl, Michel Richard, « Energies : le nucléaire refait surface », *Le Point*, n°471, 28 septembre 1981, p. 84.

³⁵⁴² Gérard Grunberg, « Le 10 mai 1981, une alternance tranquille », in Hubert Védrine et alii, *10 mai 1981 : retours sur une victoire tranquille*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, p. 82.

³⁵⁴³ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Réunion du 27 juin 1981 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°57, 15 juillet 1981, p. 6.

engagements pris à l'époque de la pétition nationale et placent tous leurs espoirs dans un sursaut de conflictualité sur les sites qui permettrait de faire pression sur le gouvernement³⁵⁴⁴. La dégradation des relations entre les pouvoirs publics et le gouvernement est donc rapide au niveau national comme local. Ainsi, dans la région nantaise, les opposants à la centrale du Pellerin avaient noué des liens avec les maires socialistes élus, pour beaucoup, en 1977, comme Alain Chenard à Nantes ou Jacques Floch à Rezé³⁵⁴⁵. Or, après 1981, les relations entre les élus socialistes et les comités antinucléaires se tendent rapidement d'autant qu'après l'abandon du site du Pellerin, celui du Carnet, situé sur la Loire à une vingtaine de kilomètres en aval, est proposé³⁵⁴⁶.

En définitive, les écologistes sont amenés à reprendre face au gouvernement socialiste les arguments utilisés dans les années soixante-dix, dénonçant notamment le retard des pratiques démocratiques françaises par rapport aux pays étrangers et l'emprise du lobby pro-nucléaire sur les pouvoirs publics³⁵⁴⁷. De fait, les commissions mises en place autour de chaque site reposent sur l'idée que les tensions autour du nucléaire ne s'expliquent que par une mauvaise transmission de l'information au public de la part d'EDF et des instances gouvernementales, diagnostic déjà émis durant la période précédente³⁵⁴⁸. Alors que les associations espéraient pouvoir disposer de moyens de contrôler la sécurité de la centrale, de mener des enquêtes indépendantes et d'organiser des débats contradictoires, les Commissions locales d'information ont donc des prérogatives beaucoup plus limitées³⁵⁴⁹. Dans le domaine du nucléaire, les militants restent cantonnés à l'impuissance.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la contestation antinucléaire se poursuive après l'élection de François Mitterrand. La situation est particulièrement tendue à La Hague, Chooz (Ardennes) et Golfech (Tarn-et-Garonne).

Centre de traitement du combustible radioactif usé administré à l'origine par le CEA et bénéficiant à sa création d'un statut militaire, l'usine de la Hague a été privatisée et cédée en 1976 à la Cogéma qui l'oriente vers l'accueil des déchets nucléaires en provenance des

³⁵⁴⁴ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Lettre envoyée au ministre de l'Énergie par les Amis de la Terre », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°58, 28 septembre 1981, p. 4.

³⁵⁴⁵ CHT. Fonds Annick Bruneau. Brun 2. Lettre d'Alain Chenard à Annick Bruneau-Julien. 7 février 1979.

³⁵⁴⁶ *Ibid.* Lettre de Jean Natiez [député PS de Loire-Atlantique] à Annick Bruneau. 4 mars 1982.

³⁵⁴⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/43. Intervention des Amis de la Terre au ministère de l'Environnement. 8 septembre 1981.

³⁵⁴⁸ « Le ministère Hervé », *Ionix*, n°52, janvier 1982, p. 5.

³⁵⁴⁹ *Ibidem*.

centrales nucléaires françaises et étrangères³⁵⁵⁰. Depuis 1978, les écologistes et les antinucléaires locaux avaient fait de l'opposition à une exploitation commerciale de l'usine un axe essentiel de leur combat et ils espéraient que l'arrivée au pouvoir de la gauche signerait la fin de cette politique³⁵⁵¹. Or, dès le 15 juillet 1981, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de l'Industrie, annonce à la suite d'une entrevue entre Helmut Schmidt et François Mitterrand que les contrats passés entre la Cogéma et la RFA seraient honorés³⁵⁵². Dès le 4 août 1981, des heurts éclatent entre forces de l'ordre et manifestants lorsque ces derniers tentent de s'opposer au transfert de déchets nucléaires japonais depuis le port de Cherbourg jusqu'à l'usine de La Hague³⁵⁵³. Sur le plan symbolique, cet épisode a son importance puisque c'est la première fois depuis son arrivée au pouvoir que la gauche doit s'appuyer sur les CRS pour une opération de maintien de l'ordre, affirmant involontairement la continuité des pratiques par delà la succession des majorités.

Le conflit à Chooz présente quant à lui un visage particulier car il traduit la conjonction d'une lutte sociale et de la contestation antinucléaire. Un premier réacteur, appelé Chooz A, avait été mis en service en 1967 et la construction d'un ensemble de deux autres réacteurs, logiquement baptisé Chooz B, est envisagée à la fin des années soixante-dix³⁵⁵⁴. De fait, alors qu'à cette date la contestation antinucléaire connaît globalement un reflux en France, elle prend au contraire de l'ampleur dans les Ardennes, où un Front commun antinucléaire est créé en novembre 1980³⁵⁵⁵. Les enquêtes d'utilité publique donnent lieu à des incidents sporadiques mais c'est surtout au cours de l'année 1982 que la situation se tend ; le dernier samedi de chaque mois, une manifestation est en effet organisée sur place et donne lieu à des heurts opposant les forces de l'ordre à des militants appartenant à la mouvance autonome ainsi qu'à des ouvriers protestant contre la fermeture des hauts-fourneaux de la Chiers à Vireux-Molhain³⁵⁵⁶. Ainsi, le 27 février 1982, près d'un millier de membres des forces de l'ordre sont mobilisés pour faire face à

³⁵⁵⁰ Didier Anger, *Chronique d'une lutte*, op. cit., p. 206.

³⁵⁵¹ Didier Anger, « La Hague de gauche déferle sur nous », *Ionix*, n°53, février 1982, p. 13.

³⁵⁵² *Ibidem*.

³⁵⁵³ *Ibidem*.

³⁵⁵⁴ [Anonyme], *Un récit de la lutte de Chooz*, Rimogne, Publications de l'En Dehors !, s.d., p. 2.

³⁵⁵⁵ *Ibid.*, p. 6. Celui-ci est composé du PSU, de l'UL CFDT, du PS, d'Ardennes Ecologie ou encore d'Epine Noire, association locale de protection de la nature.

³⁵⁵⁶ Sébastien Schiffre, *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, mémoire de maîtrise d'histoire et de sociologie sous la direction d'Anne Steiner et Gilles Le Béguet, Université Paris X Nanterre, septembre 2004, p. 16.

quelques centaines de manifestants³⁵⁵⁷. De même, à la fin du mois de mars 1982, les sidérurgistes dressent un barrage fait de lingots d'acier sur la route de Chooz en distribuant des tracts appelant à la défense de l'emploi et au refus du nucléaire³⁵⁵⁸. La région de Chooz connaît donc durant plus d'un an une agitation sporadique mais virulente qui se situe à la fois dans le prolongement des grands conflits de la sidérurgie de la fin des années soixante-dix tout en y ajoutant une dimension antinucléaire originale.

Dans ces différentes affaires, le Parti socialiste est directement mis en cause par les militants qui considèrent qu'il n'a pas tenu ses promesses de campagne en ne remettant pas en cause le programme nucléaire défini dans les années soixante-dix. Ainsi, le 4 février 1982, le local du parti à Charleville-Mézières est visé par une attaque au cocktail Molotov³⁵⁵⁹. De même, à Golfech, dans le contexte d'une mobilisation radicale mais minoritaire contre la construction de la centrale, des attentats contre du matériel de chantier ont lieu et plusieurs affrontements opposent les forces de l'ordre aux manifestants³⁵⁶⁰. Là encore, progressivement, les partis politiques sont visés après que les pouvoirs publics aient confirmé la poursuite du projet. Ainsi, dans la nuit du 15 au 16 novembre 1981, une charge explosive endommage le local du PCF dans le quartier du Mirail à Toulouse et l'action est revendiquée par le « Maran » (Mouvement action révolutionnaire antinucléaire)³⁵⁶¹. De même, le 14 octobre 1982, le siège de la Fédération du PS de Haute-Garonne est détruit par un attentat à la bombe. Si celui-ci n'est pas revendiqué, une inscription sur le mur de l'immeuble dénonce le fait qu'à « A Vireux, à Chooz, les CRS, en Pologne, la milice, sont contre les ouvriers et les travailleurs », laissant peu de doute sur la motivation antinucléaire de l'acte³⁵⁶².

A ces attentats s'ajoute un discours plus proprement politique mettant en cause le Parti socialiste et le gouvernement. Didier Anger, qui avait pourtant appelé à voter en faveur de François Mitterrand en mai 1981, déclare après les heurts autour de La Hague qu'« aujourd'hui, nous savons qu'il ne faut jamais faire confiance à un politicien, fût-il

³⁵⁵⁷ [Anonyme], *Actions directes contre le nucléaire et son monde, 1973-1996. Contribution à l'histoire de la lutte contre les nécrotechnologies*, vol. 2 (1982-1996), s.l., Black-star(s) éditions, février 2008, p. 7.

³⁵⁵⁸ *Ibid.*, p. 12.

³⁵⁵⁹ *Ibid.*, p. 7.

³⁵⁶⁰ [Collectif La Rotonde], *Golfech. Le nucléaire. Implantation et résistances*, Toulouse, CRAS, 1999, p. 195-199.

³⁵⁶¹ *Ibid.*, p. 215.

³⁵⁶² *Ibid.*, p. 249.

de gauche »³⁵⁶³. De même, la Coordination antinucléaire de Toulouse dénonce en novembre 1981 le fait que « six mois après sa victoire dite historique, le pouvoir met en place des structures qui en fait sont en continuité même des réalisations passées. Une fois élus [sic.], les promesses électorales garantes d'un pseudo changement s'entassent, comme à leur habitude, dans les poubelles ministérielles »³⁵⁶⁴. De son côté, Roger Fischer, membre de longue date du Mouvement écologique, propose à l'assemblée générale du MEP à Chamarande (novembre 1981) de transformer l'organisation en un véritable parti politique, arguant qu'après six mois de gouvernement de gauche, il lui semble évident qu'aucun changement profond ne pourra venir des formations politiques existantes³⁵⁶⁵.

Illustration 16. Couverture du Courrier de la Baleine, n°58, août-septembre 1981

³⁵⁶³ Didier Anger, « La Hague de gauche déferle sur nous », *Ionix*, n°53, février 1982, p. 13.

³⁵⁶⁴ « Communiqué de la CAN Toulouse. 29/11/1981 » cité in [Collectif La Rotonde], *Golfech, op. cit.*, p. 219.

³⁵⁶⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « AG Chamarande ». Roger Fischer, « Projet de manifeste politique pour la création d'un « Parti Ecologiste » ». S.d. [novembre 1981].



La couverture du *Courrier de la Baleine* paru quelques mois après la victoire de François Mitterrand est révélatrice des sentiments mêlés voire ambivalents des écologistes en 1981. Satisfaits d'avoir contribué à l'abandon des projets de Plogoff et du Larzac, ils se retrouvent comme désœuvré, dépourvu de cause emblématique donc mobilisatrice. Par ailleurs, le changement de ton des pouvoirs publics à l'égard des questions écologiques suscite dans un premier temps un sentiment d'espoir teinté de circonspection chez les écologistes. Les Amis de la Terre, bien introduits auprès du Parti socialiste depuis le milieu des années soixante-dix, profitent de cette situation pour se poser en experts, investissant les nouveaux organes de consultation créés ou refondus à cette occasion. Pourtant, très vite, les décisions prises dans le domaine énergétique sont la source d'une profonde désillusion.

La fin définitive des années 68 est souvent fixée en France au tournant de la rigueur de mars 1983 et l'adoption d'une politique économique conforme à celle des voisins

européens³⁵⁶⁶. Néanmoins, pour de nombreux militants écologistes, la reprise du programme nucléaire à l'automne 1981 est interprétée comme une forme de renoncement aux projets alternatifs mis au point à la fin des années soixante-dix, affirmant ainsi l'incapacité du pouvoir à changer concrètement de politique. Il en découle une méfiance voire une hostilité à l'égard de l'ensemble de la classe politique, précipitant les sorties des années 68 et les recompositions de l'écologisme français.

c. 1981-1982, l'unification des écologistes et ses apories

Sylvie Ollitrault a souligné combien dans le début des années quatre-vingt le registre d'action des militants engagés dans la protection de la nature et de l'environnement s'infléchit alors que ceux-ci délaissent progressivement les manifestations au profit d'activités d'expertise³⁵⁶⁷. Pour les écologistes, cette période se traduit également par une interrogation renouvelée sur la dimension politique de leur action et la manière dont celle-ci doit s'organiser. C'est dans ce contexte que les appels à l'unification de l'ensemble des écologistes au sein d'une structure commune se multiplient.

A première vue, en 1981, l'unité de la nébuleuse semble être à portée de la main. Bien que parfois difficile, la campagne présidentielle s'est conclue par un score loin d'être déshonorant. Par ailleurs, les Amis de la Terre et le MEP, les deux principales organisations de l'époque, ont pu travailler ensemble durant près d'un an et défendre un programme commun dont la mise en place d'une structure commune pérenne pourrait être l'aboutissement logique.

Comment dès lors expliquer que la création des Verts n'intervienne qu'en janvier 1984, soit près de trois ans plus tard ? Ce premier passage se concentre sur les obstacles et les difficultés de tous ordres qui expliquent qu'à la fin de l'année 1982, pas moins de trois organisations prétendent incarner l'écologie politique en France.

Au sortir de l'élection présidentielle, tous les écologistes semblent appeler de leurs vœux l'unification de leur courant. Pourtant, les communiqués tour à tour iréniques ou acrimonieux succèdent aux réunions de conciliation. En dresser un compte-rendu chronologique aurait tôt fait de brouiller les positions des différents acteurs, donnant

³⁵⁶⁶ Robert Frank, « Les temps de 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand, *Les années 68, op. cit.*, p. 58.

³⁵⁶⁷ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète, op. cit.*, pp. 61 *sqq.*

l'impression que les querelles personnelles expliquent à elles-seules l'échec des négociations. Pour éviter cet écueil, nous avons choisi de résumer ces épisodes sous la forme d'un tableau chronologique avant de nous intéresser plus précisément aux facteurs sociologiques et politiques qui sous-tendent les positions des uns et des autres.

Figure 44. Chronologie des tentatives d'unification des écologistes (1979-1982)

1979	24-25 novembre	Assises de Dijon
1980	2-4 mai	Assises de Lyon
1980	16-17 juin	Création officielle du Mouvement d'écologie politique
1981	28 mai	Création de la Coordination écologique et alternative du sud-est
1981	28-31 mai	Réunion nationale du RAT à Cirey-les-Bellevaux - Vote d'une motion engageant le processus d'unification des écologistes
1981	4-5 juillet	Réunion informelle de la Fédération écologique du Midi pour définir le processus d'unification
1981	15 septembre	Brice Lalonde forme un Comité d'initiative pour une fédération écologique (CIFE)
1981	12-13 décembre	Création de la Confédération écologiste (CE) à Couiza
1982	27-28 février	Réunion de la CE à Rennes : - Prise de distance du RAT
1982	8-9 mai	Premier conseil interrégional de la Confédération écologiste à Yenne
1982	29-31 mai	Réunion nationale du RAT à Sale-lès-Alpes : - Choix du renforcement du RAT
1982	Septembre	Pétition et appel pour l'unité du mouvement écologiste lancé par Yves Cochet
1982	24 octobre	Communiqué tripartite d'accord CE/RAT/MEP sur la création d'une structure politique commune
1982	1 ^{er} novembre	AG de Saint-Prix. Le MEP se transforme en « Les Verts – Parti écologiste »
1982	11-14	La CE devient « Les Verts – Confédération écologiste »

	novembre	
--	----------	--

Comme le montre ce tableau chronologique, les négociations autour de la création d'une structure commune paraissent en bonne voie durant l'année 1981, couronnée en décembre par la création de la Confédération écologiste. Une telle impression serait cependant trompeuse car, le MEP ne participe pas en tant que tel à cette réunion³⁵⁶⁸ et le RAT prend rapidement ces distances, la rupture étant consommée lors de la réunion de Rennes³⁵⁶⁹. Dès lors, tout en poursuivant des négociations d'unification, les trois organisations cherchent à se structurer et à se renforcer. Ainsi, le 24 octobre 1982, le MEP, le RAT et la Confédération écologiste produisent un communiqué commun annonçant leur fusion prochaine au sein d'une organisation d'écologie politique unique³⁵⁷⁰. Pourtant, très rapidement, le MEP rompt cet engagement en se transformant en « Les Verts – Parti écologiste », amenant les autres sensibilités à renforcer encore plus leur propre appareil³⁵⁷¹. Si les désaccords personnels sont un facteur de division dont il convient de ne pas sous-estimer l'importance, la difficulté à parvenir à un accord s'explique plus fondamentalement par de profonds désaccords sur le rapport que l'écologisme doit entretenir avec le champ politique.

Organisation majeure de l'écologisme française, les Amis de la Terre ne peuvent se permettre de rester à l'écart des négociations sur l'unification des écologistes ; dans ce domaine, les liens que le RAT entretient avec les pouvoirs publics ainsi que le refus de réduire l'écologisme à sa dimension politique déterminent la manière dont ce processus est envisagé au sein de l'association.

Brice Lalonde suggère ainsi d'unifier l'écologisme français selon le modèle de la nébuleuse travailliste au Royaume-Uni ; dans cette perspective, le courant serait partagé en trois secteurs agissant de concert et entre lesquels les militants pourraient circuler librement : un syndicalisme du cadre de vie, enraciné dans la vie quotidienne, un organe

³⁵⁶⁸ Bernard Larcher [Amis de la Terre de Paris], « Assises écolo, quelques réflexions », *Le Courrier de la Baleine*, n°59, janvier 1982, p. 32.

³⁵⁶⁹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Correspondance ». Pierre Samuel, « Compte-rendu d'activité du secrétariat du RAT ». 24 mai 1982.

³⁵⁷⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué tripartite du RAT, du MEP et de la Confédération écologiste. 24 octobre 1982.

³⁵⁷¹ *Ibid.* Communiqué final du Conseil interrégional de la Confédération écologiste (11-14 novembre 1982. Uzerche). 15 novembre 1982.

d'expression politique spécialisé dans la participation aux élections et une société de pensée, s'inspirant de la Fabian Society³⁵⁷².

Pierre Samuel plaide quant à lui pour une structure unitaire qui, pour être crédible, devrait compter au moins vingt mille membres, ajoutant que la campagne présidentielle a démontré qu'un budget conséquent, des permanents compétents et convenablement rémunérés sont indispensables pour gagner en efficacité³⁵⁷³. Dans son esprit, il s'agirait d'une confédération où les régions auraient l'essentiel des prérogatives et dont les activités, très diverses, ne se résumeraient pas à la seule participation aux élections. Pierre Samuel insiste sur le fait que la définition des structures doit primer sur les débats de fond, propices à la division des militants. Il propose donc de s'en tenir à la rédaction d'un texte simple, articulé autour d'une douzaine de mesures d'urgence (comme le scrutin à la proportionnelle ou le référendum d'initiative populaire) sur lesquels l'ensemble des écologistes ne peuvent selon lui que s'entendre³⁵⁷⁴. Le vocabulaire utilisé tout comme les structures proposées attestent que Pierre Samuel conçoit la future organisation comme une sorte d'élargissement du RAT à l'ensemble des militants écologistes, allant jusqu'à suggérer de conserver le nom « Amis de la Terre » dont il estime qu'il est beau, attirant et honorablement connu³⁵⁷⁵.

Ces deux propositions de membres des Amis de la Terre ont pour point commun une nette réticence à l'idée de limiter l'écologisme à une organisation politique toute entière dévolue à l'action électorale. Outre le rejet du concept de parti politique, enraciné de longue date dans la démarche des Amis de la Terre, ce point de vue est très probablement dicté par l'importance prise par les activités d'expertise auprès des pouvoirs publics au sein du RAT. Les principaux animateurs de l'association sont en effet membres de la Commission nationale de planification, du Haut comité de l'environnement ou encore de la commission du ministère de l'Environnement pour la préparation du IX^e Plan³⁵⁷⁶. Par ailleurs, les Amis de la Terre semblent sollicités près d'une dizaine de fois par semaine

³⁵⁷² *Ibid.*, Marc Thivolle, « Compte-rendu de la réunion « Après les présidentielles » », p. 6.

³⁵⁷³ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». Pierre Samuel, « L'après-présidentielle et l'avenir du mouvement », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, 13 mai 1981, n°57, p. 21.

³⁵⁷⁴ *Ibidem.*

³⁵⁷⁵ *Ibid.*, p. 24.

³⁵⁷⁶ « Rapport d'activité du secrétariat des Amis de la Terre », *Le Courrier de la Baleine*, n°62, novembre 1982, p. 8.

pour prendre part à des réunions ou des colloques, ce qui semble indiquer que l'organisation bénéficie d'une certaine notoriété³⁵⁷⁷.

De fait, la position du RAT à l'égard des pouvoirs publics induit une socialisation aux contraintes de la gestion administrative voire une proximité nouvelle avec les décideurs politiques dont les conséquences sur le discours officiel de l'association sont immédiates³⁵⁷⁸. Les mots d'ordre d'efficacité et de crédibilité paraissent ainsi aller de pair avec une certaine modération des positions de l'association et sans doute une plus grande réticence à se poser en concurrent politique direct des partis de gauche, de peur de remettre en cause ses positions acquises. Les propositions des Amis de la Terre concernant l'unification attestent donc de l'existence au sein de l'association d'un processus de dépolitisation et d'une certaine forme d'accession à la notabilité militante qui contrastent avec l'évolution d'autres fractions de la nébuleuse.

La situation du MEP est en effet très différente de celle des Amis de la Terre ce qui influe sur la manière dont chacun des deux groupes définit le processus d'unification à venir donc le positionnement de l'écologie à l'égard du champ politique.

Le MEP s'est progressivement constitué autour d'un noyau originel formé au milieu des années soixante-dix par les instances dirigeantes du Mouvement écologique, se renforçant et se structurant davantage à chaque élection, notamment à l'occasion des législatives de 1978 et des européennes de 1979. Formellement créé lors de la réunion de Versailles des 16 et 17 juin 1980, le MEP compte entre cinq cents et mille membres au début des années quatre-vingt³⁵⁷⁹. Après 1981, les déceptions nées des premières décisions du gouvernement socialiste dans le domaine de l'énergie confirment aux yeux des animateurs du mouvement la nécessité de faire de l'écologie une véritable alternative politique qui se distinguerait clairement des autres partis³⁵⁸⁰. Ainsi, dès le mois de novembre 1981, le MEP déclare que l'union des écologistes ne pourra à ses yeux se réaliser qu'autour d'une plate-forme détaillée et dans un but précis ; c'est dans cette perspective qu'il annonce son intention de se transformer en un Parti écologiste³⁵⁸¹. Face

³⁵⁷⁷ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Correspondance ». Pierre Samuel, « Compte-rendu d'activité du secrétariat du RAT ». 24 mai 1982.

³⁵⁷⁸ Carole Waldvogel, *Imposer l'« environnement »*, *op. cit.*, pp. 200 *sqq.*

³⁵⁷⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Adhérents. 79-80 ». Compilation des fiches départementales (1980-1982).

³⁵⁸⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Déclaration de presse du MEP. S.d. [début novembre 1981].

³⁵⁸¹ *Ibidem.*

à de telles prises de position, certains Amis de la Terre ont tôt fait de dénoncer dans le MEP une organisation dogmatique, centralisée, au service des ambitions électorales de ses animateurs³⁵⁸².

Pourtant, en définitive, la manière dont les structures sont envisagées par le RAT et le MEP ne sont pas si éloignées l'une de l'autre et les divergences sont avant tout d'ordre stratégique. En effet, face à un pouvoir de gauche décevant mais qui parvient à attirer à lui un certain nombre de militants écologistes, les responsables du MEP craignent une dilution de l'écologisme qui se transformerait en une vague sensibilité sans réelle influence sur l'évolution de la société³⁵⁸³. Dans cette perspective, la transformation en parti est effectivement perçue par le MEP comme une forme de renforcement voire de rupture avec d'autres courants pour affirmer l'originalité de l'alternative écologiste³⁵⁸⁴.

Il faut néanmoins relever que les animateurs du MEP n'entendent pas mettre en place un parti mêlant léninisme et stalinisme, quand bien même ils en auraient la possibilité. De fait, ses fondateurs prennent soin de préciser qu'ils ne conçoivent le rôle des politiques que comme des éclaireurs devant débayer le terrain des obstacles qui entravent le développement spontané de la société écologiste³⁵⁸⁵. Dans leur esprit, le ralliement à la forme partidaire n'implique aucune pétition de foi en faveur de la toute puissance de l'action politique mais bien davantage une volonté de distinguer les formes de militantisme. Par ailleurs, dans son organisation interne, le MEP se rapproche des autres formations écologistes en promouvant le principe de subsidiarité, insistant sur le fait que chaque région possède son autonomie politique et financière³⁵⁸⁶.

Ainsi, la principale différence entre les solutions préconisées par les deux organisations réside dans l'articulation entre l'action électorale et associative : aux yeux des Amis de la Terre, celles-ci devraient être coordonnées au sein d'une structure commune alors que le MEP considère que l'efficacité passe par la clarification des fonctions de chaque organisme.

³⁵⁸² MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Correspondance ». Lettre de Brice Lalonde (au nom du secrétariat du RAT) au MEP. 2 août 1982.

³⁵⁸³ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Lettre de Jean Brière au RAT. 5 octobre 1981.

³⁵⁸⁴ Sur ce point, la démarche du MEP n'est pas sans rappeler celle de l'Alliance démocratique républicaine qui se transforme en 1911 en Parti républicain démocratique. Cf. Rosemonde Samson, *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation de centre (1901-1920)*, Rennes, PUR, 2003, p. 209.

³⁵⁸⁵ *Ibid.* Déclaration de presse du MEP. S.d. [début novembre 1981].

³⁵⁸⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Projet d'organisation du MEP. S.d. [novembre 1981].

A première vue, les controverses opposant le MEP et le RAT pourraient donner l'impression d'une énième répétition des débats qui agitent les écologistes depuis les assises de Montargis (juin 1974), opposant les mêmes acteurs dans des discussions sans cesse recommencées. Cette impression est trompeuse car au début des années quatre-vingt de nouvelles organisations apparaissent et contestent le monopole des Amis de la Terre et du MEP sur l'expression nationale de l'écologisme, rendant les négociations d'unification plus complexes encore.

Commencé à la fin des années soixante-dix, le regroupement des groupes locaux au sein de structures régionales autonomes se poursuit au début des années quatre-vingt avec notamment la création de la Fédération écologique du Midi en 1980 et de Coordination écologique et alternative du sud-est (CEASE) en mai 1981³⁵⁸⁷. Ainsi, le CEASE s'étend sur six départements et regroupe des membres des Amis de la Terre, du MEP, de l'Appel aux vivants ainsi que de la Fédération des associations du sud-est pour l'environnement³⁵⁸⁸. Le statut de la CEASE est ambigu dans la mesure où son comité de liaison est composé des deux délégués des associations affiliées et deux autres pour les adhérents individuels. Cette structure est donc à mi-chemin entre un collectif classique et une organisation indépendante. En tout état de cause, ce type de regroupement s'opère sans que les organisations nationales soient directement impliquées : il existe donc un mouvement d'unification à la base dont les assises de Couiza (Aude) sont l'une des principales illustrations.

Organisées sous l'impulsion de ces fédérations régionales les 11 et 12 décembre 1981, celles-ci constituent en effet un premier aboutissement de ce mouvement³⁵⁸⁹. Treize régions sont présentes à cette réunion dont les organisateurs entendent faire une étape cruciale dans l'unification des écologistes. Une Confédération nationale des fédérations régionales est ainsi créée et repose sur le refus de faire du politique une activité coupée de la vie quotidienne³⁵⁹⁰. La cohérence de l'action militante est alors assurée par le « groupe de base [qui] est le lieu privilégié de la rencontre, du débat, de la réflexion et donc de

³⁵⁸⁷ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Qu'est-ce que la coordination écologique et alternative du sud-est ? », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°58, 28 septembre 1981, p. 24.

³⁵⁸⁸ *Ibidem*.

³⁵⁸⁹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la confédération bretonne ». « Une fédération écologiste bretonne pourquoi ? ». S.d. [1982].

³⁵⁹⁰ « Communiqué final des Assises de Couiza », *Le Courrier de la Baleine*, n°59, janvier 1982, p. 34.

l'action »³⁵⁹¹. La confédération refuse donc l'alternative opposant le parti politique à l'association, ce qui est illustré par l'autorisation de la double-appartenance. En cela, elle se distingue du RAT et du MEP qui proposent, chacun à leur manière, de distinguer ces deux dimensions.

Central sur le plan politique, le groupe local, fédéré sur le plan régional, l'est également dans le domaine organisationnel puisque le centre du dispositif est le Conseil interrégional, constitué de membres élus par chaque région, chacun d'entre eux disposant d'un nombre de voix proportionnel aux adhérents de sa région³⁵⁹². Ce Conseil interrégional désigne également sur proposition des régions un organe collégial d'expression national dont les membres sont élus pour deux ans et sont chargés d'être les porte-paroles du mouvement et de contrôler une agence de service technique qui doit se tenir à la disposition de l'ensemble des groupes³⁵⁹³.

Ainsi, bien que son organisation se rapproche de celle du RAT, il n'en demeure pas moins qu'avec la Confédération un nouvel acteur national émerge au sein de l'écologisme français. Celui-ci est porteur de sa propre vision de l'unification qui, à l'origine, se situe dans la droite ligne de la définition de l'action politique partagée par les écologistes dans les années soixante-dix³⁵⁹⁴. Celle-ci se distingue plus particulièrement du MEP qui dénonce le refus de choisir entre le mouvement social et le parti, contestant l'idée de faire du quotidien un terrain politique privilégié, présentant la structure partidulaire comme une forme de clarification³⁵⁹⁵.

Au début de l'année 1982, trois organisations prétendent donc d'une manière ou d'une autre incarner l'écologisme français et concourir à son unification. Une telle configuration ne doit cependant pas conduire à croire que trois camps homogènes et irréconciliables s'opposent sans merci. La complexité du processus d'unification tient au contraire au fait que beaucoup de militants, en particulier dans les groupes locaux, saisissent mal les raisons de ces divisions et sont prompts à n'y voir que des querelles d'appareils motivées par l'*ego* de quelques animateurs nationaux. Ainsi, Pierre Parreaux,

³⁵⁹¹ *Ibidem*.

³⁵⁹² *Ibidem*.

³⁵⁹³ *Ibidem*.

³⁵⁹⁴ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Correspondance ». « Prise de position par les membres du secrétariat national du RAT présents à Rennes (B. Lalonde, D. Martin, P. Samuel, C. Philibert, R. Carel) ». 2 mars 1982.

³⁵⁹⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Eléments de réponse du MEP au secrétariat provisoire de la Confédération écologiste. 19 février 1982.

journaliste à Besançon, se présente ainsi : « adhérent au MEP dès sa création, tout en restant AT et en se sentant moralement « 3^{ème} Collège » pour montrer que les querelles de chefs, ça ne l'intéresse pas »³⁵⁹⁶. De même, la Fédération écologiste bretonne qui se met en place durant l'année 1982 regroupe à la fois des membres des Amis de la Terre, dont Yves Cochet, du MEP et des militants qui ne faisaient jusqu'alors parti d'aucune structure nationale³⁵⁹⁷. Quant à la Fédération écologiste de Haute-Normandie, elle associe six groupes et se donne des structures relativement précises, considérant qu'il faut pallier les insuffisances des organisations nationales³⁵⁹⁸.

Par ailleurs, les responsables des différentes structures peuvent circuler entre les organisations selon les situations, les enjeux du moment et les affinités. Ainsi, les cadres de la Confédération écologiste sont pour une part des militants, notamment Hervé Le Nestour et Jacques Doucet, qui refusaient jusqu'à présent d'appartenir à une structure nationale et qui avaient tenté, sans succès, de fédérer les diversitaires aux assises de Lyon de mai 1980³⁵⁹⁹. D'autres sont des membres des Amis de la Terre particulièrement critiques à l'égard des évolutions récentes de cette organisation. C'est le cas des Amis de la Terre de Rennes, menés par Yves Cochet, qui publient une tribune sans appel en janvier 1982 dénonçant l'assemblée générale comme « un petit spectacle regroupant le club des penseurs(euses) [sic.] de haut niveau et quelques turbo-militants venus là pour servir leur public »³⁶⁰⁰.

Catherine Bonnel milite quant à elle d'abord dans les rangs du MEP dont elle assume la présidence en 1981 avant de quitter ce poste en mars 1982 pour rejoindre la Confédération³⁶⁰¹. Ainsi, les militants et les conceptions de l'écologisme circulent, infléchissant les positions des organisations et rebattant régulièrement les cartes. Paradoxalement, il est possible que cette fluidité rende plus complexe le processus d'unification des écologistes en multipliant les acteurs et en rendant les rapports de force entre les organisations plus incertains.

³⁵⁹⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Acte de candidature de Pierre Parreaux. S.d.

³⁵⁹⁷ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la confédération bretonne ». « Une fédération écologiste bretonne, pourquoi ? ». S.d. [1982].

³⁵⁹⁸ Les six groupes en question sont l'Association écologique cauchoise, les Amis de la Terre du Roumois-Lieuvain, le Collectif havrais d'écologie, Ecopol, le Groupe écologiste de la région rouennaise et enfin des inorganisés de la région d'Elbeuf. Cf. « La fédération écologiste de Haute-Normandie », *Le Canard Sauvage*, n°12, 2^e trimestre 1982, p. 6.

³⁵⁹⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « 82. Reçu. Sympathisants. Presse ». Note anonyme « Le MEP depuis Maltot ». S.d. [1982].

³⁶⁰⁰ D. Bernard, G. Paget [Amis de la Terre de Rennes], « La révolte des bonnets verts », *Le Courrier de Baleine*, n°59, janvier 1962, pp. 19-21.

³⁶⁰¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Acte de candidature de Catherine Bonnel. S.d.

La circulation des militants entre les différentes organisations montre que la question de l'unification des écologistes ne doit pas être uniquement abordée comme un débat rationnel confrontant différentes propositions clairement distinctes les unes des autres. La passion, les emportements, les amitiés et les antipathies sont des facteurs dont ils ne faut pas sous-estimer l'importance, tout particulièrement concernant la personne de Brice Lalonde.

Candidat des écologistes à la présidentielle de 1981, celui-ci n'a pourtant jamais fait l'unanimité au sein d'une nébuleuse où certains lui ont souvent reproché son ambition et son incapacité à se plier à la discipline collective³⁶⁰². Dans les instances du MEP, nombreux sont ceux qui paraissent considérer que la personne même de Brice Lalonde constitue un obstacle au processus d'unification. Ainsi, un rapport anonyme attaque directement l'animateur des Amis de la Terre en considérant que sa stratégie après 1981 est de modérer ses positions et son image sur les questions militaires voire sur le nucléaire pour se rapprocher des socialistes et devenir à terme ministre de l'Environnement³⁶⁰³.

L'animosité d'une partie des instances du MEP à l'égard de Brice Lalonde culmine lors de la controverse sur l'utilisation des fonds de la campagne présidentielle. Tout commence en février 1982 par une action judiciaire introduite par Jean Brière, membre fondateur du MEP, contre l'association Aujourd'hui l'écologie, créée en 1980 pour assurer la gestion matérielle de la campagne de Brice Lalonde³⁶⁰⁴. Jean Brière dénonce en effet l'opacité de la trésorerie et évoque à demi-mot l'hypothèse de malversations, notamment dans les relations avec les entreprises chargées d'imprimer les professions de foi et les bulletins de vote³⁶⁰⁵. Selon lui, aucune pièce comptable ne permet d'attester de la réalité des sommes dépensées – estimées à sept-cents millions d'anciens-francs – et il estime que les relations avec les imprimeurs, confiées au cabinet Olivier Bidou, sont entachées d'irrégularité³⁶⁰⁶. Or, ce dernier est le frère de Dominique Bidou, membre des

³⁶⁰² MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Correspondance ». Pierre Samuel, « Compte-rendu de la réunion de Rennes (Conseil Interrégional de la Confédération écologiste). 27/28 février 1982 ». 2 mars 1982.

³⁶⁰³ MV. Fonds Les Verts. Carton « 82. Reçu. Sympathisants. Presse ». Note anonyme « Le MEP depuis Maltot ». S.d. [1982].

³⁶⁰⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « 82 reçu mouvance ». Lettre de Brice Lalonde à Catherine Bonnel. 3 mars 1982.

³⁶⁰⁵ *Ibid.* Lettre de Catherine Bonnel à Brice Lalonde. 15 mars 1982.

³⁶⁰⁶ *Ibidem.*

Amis de la Terre et proche de Brice Lalonde, ce qui alimente les rumeurs et les soupçons sur l'utilisation des fonds³⁶⁰⁷.

Après la campagne présidentielle, Yves Cochet a été chargé de la vérification de l'ensemble des comptes et estime que la gestion a été honnête³⁶⁰⁸. Interrogé depuis lors, il reconnaît un manque de rigueur dans la tenue des comptes, parfois rédigés sur des cahiers d'écoliers³⁶⁰⁹. De fait, le 11 février 1982, un administrateur provisoire est désigné par le tribunal de la Seine pour faire la lumière sur ces opérations³⁶¹⁰. En définitive, après examen des pièces comptables, il semble que quelques litiges persistent, portant pour l'essentiel sur l'utilisation durant les élections législatives de juin 1981 de fonds à l'origine destinés à la campagne présidentielle et portant sur une somme inférieure à 100 000 F³⁶¹¹.

Il est indéniable qu'une partie du MEP se saisit de cette affaire par défiance à l'égard de Brice Lalonde, du RAT et des partisans de la conciliation avec lui. Ainsi, René Commandeur, membre du MEP, dénonce les « suppôts » de Lalonde au sein de sa propre organisation, en désignant nommément Catherine Bonnel et Jean-Pierre Mortreux, ancien membre des Amis de la Terre ayant participé à Europe Ecologie³⁶¹². Cet épisode élargit donc le fossé entre les Amis de la Terre et le MEP et contribue également à une crise au sein de ce dernier mouvement qui se déchire entre les intransigeants et ceux pour qui l'unification des écologistes passe avant tout. Ainsi, Catherine Bonnel quitte le MEP, soulignant que les clivages entre les différentes organisations sont devenus largement fictifs et dénonçant l'intolérance de certains³⁶¹³ ; il en va de même pour F. de Verdière, qui réagit vivement à l'accusation formulée à son encontre d'être un sous-marin des Amis de la Terre³⁶¹⁴. Ainsi, la personne de Brice Lalonde cristallise pour une certaine tendance du MEP un rejet d'un processus d'unification qui ne s'opérerait pas selon les modalités qu'ils ont déterminé, plongeant ainsi l'organisation, et plus largement l'ensemble de l'écologisme, dans une paralysie totale jusqu'à la fin de l'année 1982³⁶¹⁵.

³⁶⁰⁷ *Ibidem*.

³⁶⁰⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Compte-rendu de la CIR de Rennes. 27-28 février 1982.

³⁶⁰⁹ Entretien avec Yves Cochet. 17/02/11.

³⁶¹⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « 82. Reçu. Sympathisants. Presse ». Compte-rendu du Conseil national du MEP. 18-19 avril 1982.

³⁶¹¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Compte-rendu de la CIR de Rennes. 27-28 février 1982.

³⁶¹² MV. Fonds Les Verts. Carton « 82. Reçu. Sympathisants. Presse ». Lettre de René Commandeur à Jean-Noël Breuil. 25 mars 1982.

³⁶¹³ *Ibid.* Lettre de démission de Catherine Bonnel aux membres du Conseil national. 24 mars 1982.

³⁶¹⁴ *Ibid.* Lettre de F. de Verdière aux membres du Conseil national du MEP. 12 avril 1982.

³⁶¹⁵ *Ibid.* Guy Cambot, « Note sur le processus d'unification des écologistes ». 17 décembre 1982.

Après la campagne présidentielle de 1981, les débats autour de l'unification des écologistes absorbent les militants. Néanmoins, au-delà d'une posture fédératrice et consensuelle, ceux-ci ne s'accordent ni sur la définition ni sur les finalités d'un processus autour duquel plusieurs stratégies s'opposent. Sur cette question, les rivalités et les animosités personnelles ont leur importance mais ne doivent pas occulter des divergences profondément politiques.

L'un des enjeux de ce débat est en effet de savoir si les écologistes acceptent de considérer la politique comme une activité spécifique ou si, dans la continuité des années 68, ils doivent s'efforcer d'imaginer une nouvelle forme d'action militante, associant lutte au quotidien et action électorale. Ainsi, pendant plus d'un an, de la campagne présidentielle à la fin de l'année 1982, aucune des trois organisations nationales, le RAT, la Confédération ou le MEP, ne semble en mesure de s'imposer, figeant de ce fait le processus d'unification et alimentant un certain découragement parmi les militants.

Quoiqu'ils s'en défendent, les écologistes se sont dans leur grande majorité réjouis de la victoire de François Mitterrand ou du moins de la défaite de Valéry Giscard d'Estaing. De fait, le programme de campagne du nouveau président sur les questions institutionnelles comme énergétiques paraissait de nature à satisfaire certaines exigences capitales des organisations écologistes.

Pourtant, dans le domaine du nucléaire, les pouvoirs publics choisissent très rapidement de mener une politique se situant dans la continuité de celle suivie dans les années soixante-dix. La poursuite de la construction des centrales, à un rythme à peine moins élevé qu'auparavant, suscite alors une profonde déception chez les militants écologistes dès la fin de l'année 1981, annonçant avec près d'un an d'avance les désillusions d'une partie du peuple de gauche. Ce sentiment est déterminant dans la décision des écologistes de s'unir et de renforcer leur institutionnalisation.

Divisé, perdant une partie de ses forces vives qui se rapprochent du PS, les écologistes sont alors déterminés à s'unir pour constituer une alternative crédible et efficace. Ainsi, cette période apparaît essentielle dans les sorties des années 68 tant dans les désillusions à l'égard d'une action politique qui permettrait de changer la vie que dans l'ambition de mener une forme de militantisme totale, ancrée dans le quotidien mais efficace à l'échelle globale.

3. Les écologistes prennent parti

A l'issue des élections présidentielles de 1981, alors que l'unification semblait à portée de la main, les querelles personnelles et les divergences de fond ont raison des premières négociations entre organisations écologistes. Pourtant, comme l'a souligné Guillaume Sainteny, des contraintes structurelles inhérentes aux institutions françaises rendent peu envisageables la perpétuation d'une action électorale improvisée quelques mois avant chaque scrutin dans le cadre de collectifs instables souvent conflictuels et parfois peu efficaces³⁶¹⁶.

Cependant, il n'était pas écrit à l'avance que les écologistes se rallieraient au projet de création d'une structure partidaire certes atypique mais malgré tout tournée en priorité vers la conquête et l'exercice du pouvoir. Quelles sont alors, à court terme, les facteurs décisifs qui conduisent certains militants à se réunir à Clichy les 28 et 29 janvier 1984 pour constituer les Verts sous-titrés « Confédération écologiste – Parti écologiste » ?

Sur ce point, les questions proprement idéologiques, telles que la nécessité de réaffirmer le statut d'alternative de l'écologisme, s'ajoutent à des considérations plus pragmatiques, notamment à l'approche des élections européennes, pour rebattre les cartes des rapports de force entre les tendances de l'écologisme, signant le passage définitif des années 68 aux années quatre-vingt.

a. L'écologisme constitue-t-elle toujours une alternative globale ?

Dans les années soixante-dix, l'écologisme émerge à la confluence de plusieurs courants de pensée qui ont pour point commun de chercher à définir une alternative à la société de leur temps. En définitive, qu'ils s'agissent des courants naturistes ou des militants venus de l'extrême-gauche, tous sont imprégnés d'une démarche caractéristique des années 68 valorisant la transformation de la société.

Une décennie plus tard, cette aspiration est d'autant plus mise à mal³⁶¹⁷ que les écologistes sont confrontés au déclin relatif de la contestation contre les centrales nucléaires civiles ainsi qu'à la banalisation des questions environnementales, devenues

³⁶¹⁶ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français*, op. cit., p. 5.

³⁶¹⁷ Robert Frank et alii, « Crise et conscience de la crise. Les années grises de la fin du siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004/4, p. 77.

une catégorie de l'action publique plus que le ferment d'une pensée critique. Dès lors, est-il seulement possible pour les écologistes de réaffirmer la légitimité de leur démarche en tant qu'alternative globale à la société de leur temps ?

Deux facteurs rendent une telle approche souhaitable aux yeux des écologistes. D'un côté, cette montée en généralité est jugée nécessaire pour s'installer pleinement dans le champ politique. D'un autre côté, alors que les difficultés économiques s'aggravent en France sans que le gouvernement socialiste ne parvienne à enrayer la montée du chômage, il est stratégiquement intéressant pour les écologistes de chercher à se distinguer plus clairement de la gauche et de la droite dans l'espoir d'apparaître comme un recours. Dans ces conditions, deux enjeux d'actualité sont plus particulièrement mis en avant par les militants, les questions liées à la défense et au rôle de l'armée d'une part et la résolution de la crise économique de l'autre.

Durant les années soixante-dix, les questions liées à la défense et à l'armée occupent souvent une place secondaire dans les programmes des écologistes. Certes, dès 1973, Brice Lalonde part en croisière militante dans le Pacifique pour protester contre les essais nucléaires français et, durant toute la période, le combat contre l'extension du camp militaire du Larzac mobilise ponctuellement plusieurs dizaines de milliers de personnes. Cependant, d'une manière générale, la lutte contre les centrales électronucléaires constitue pour beaucoup de militants un enjeu plus immédiat et plus fondamental que les questions de défense.

Progressivement, les préoccupations des écologistes s'infléchissent, notamment à l'occasion de la contestation de la construction du surgénérateur Superphénix. En effet, l'un des principaux arguments des militants est que le plutonium produit lors du processus de surgénération constitue un facteur particulièrement grave de dissémination d'armes nucléaires dans la mesure où ce matériau peut servir de matière fissile susceptible de provoquer un phénomène de fission nucléaire³⁶¹⁸. Par ailleurs, les débats virulents suscités par la perspective de la manifestation du 31 juillet 1977 et les heurts survenus à cette occasion sensibilisent de nombreux militants aux questions de la non-violence et de la militarisation de la société³⁶¹⁹. Dans l'ensemble, les écologistes

³⁶¹⁸ Christian Jodon, « Témoignage d'un manifestant. Pourquoi nous étions à Malville le 31 juillet », *Le Courrier de la Baleine*, n°30, novembre 1977, p. 2.

³⁶¹⁹ « Les activités des AT Lille », *Légitime défense*, n°12, 4^e trimestre 1977, p. 16.

deviennent donc progressivement plus réceptifs aux réflexions de certains d'entre eux, investis parfois de longue date sur ces questions.

Ainsi, aiguillonnée par sa fusion avec *Combat non-violent*, *La Gueule Ouverte* cherche à partir de 1977 à tisser des liens toujours plus étroits entre écologie et non-violence en se faisant l'écho des actions antimilitaristes mais aussi en organisant des séminaires de réflexions sur ce sujet³⁶²⁰. De même, Solange Fernex, tête de liste Europe Ecologie en 1979 puis membre du MEP, est particulièrement engagée sur cette question³⁶²¹. Dès 1973, elle participe à l'association « Les Français contre la bombe » créée par Claude Richard-Mollard pour s'opposer aux essais nucléaires et à la course aux armements. En 1978, la militante alsacienne jeûne du 6 au 9 août pour commémorer l'explosion des bombes à Hiroshima et Nagasaki ; de même, à partir du 6 août 1983, elle commence un jeûne à durée indéterminée – qui durera finalement quarante jours – en compagnie de douze autres militants dispersés à travers le globe pour demander le gel de l'armement atomique et dénoncer le scandale de la faim dans le monde³⁶²². Solange Fernex s'impose donc comme un passeur d'idée essentiel des théories pacifistes vers les écologistes. Elle traduit et diffuse par exemple des textes pacifistes et antimilitaristes rédigés en RFA par les milieux proches des Grünen, qui se sont investis depuis le début des années quatre-vingt dans la lutte contre les euromissiles³⁶²³.

Au sein du MEP, d'autres militants rejoignent ce combat comme Jean Brière, ancien militant du PCF impliqué au début des années soixante dans le Mouvement de la paix et l'opposition à la guerre d'Algérie, qui déclare que les questions liées au nucléaire militaire et à la démographie ont motivé son ralliement aux écologistes³⁶²⁴. D'autres militants, comme Alex Néri, viennent à la contestation de la force de frappe par la lutte contre les centrales et le soutien aux paysans du Larzac³⁶²⁵.

De fait, au tournant des années soixante-dix et quatre-vingt, la dissuasion nucléaire et l'armée prennent une grande importance dans le discours et les programmes des écologistes. Alors que les tensions entre l'Est et l'Ouest connaissent un regain notable à

³⁶²⁰ Claire Colombat, *La Gueule Ouverte*, *op. cit.*, p. 28.

³⁶²¹ Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex*, *op. cit.*, p. 50.

³⁶²²³⁶²² Jean Carlier, « Solange, Gandhi et les autres », *Ecologie*, n°352, s. d. [3^e trimestre 1983], p. 20.

³⁶²³ MV. Fonds Les Verts. Carton « 83 reçu mouvance ». « Proposition des Grünen pour la paix ». Traduction de Solange Fernex. S.d.

³⁶²⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84 ». Acte de candidature de Jean Brière. 24 janvier 1984.

³⁶²⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier. Groupe. Presse ». *Paris-Echo. Supplément au Courrier de la Baleine*, décembre 1979.

partir de 1977 au travers de la crise des euromissiles³⁶²⁶, les écologistes renforcent leurs liens avec les organisations pacifistes : les Amis de la Terre et le MEP sont par exemple membres du CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe)³⁶²⁷. Fondé en février 1982, ce collectif d'associations, dans lequel le PSU est également impliqué, dénonce le caractère mortifère de la dissuasion nucléaire et combat plus généralement toute forme de recours à cette forme d'énergie, y compris pour des utilisations dites civiles³⁶²⁸. Par ailleurs, au-delà du contexte international propice à la mobilisation sur ces questions, le ralliement du PCF puis du PS à la force de frappe à partir de 1977 offre l'occasion aux écologistes d'affirmer la singularité de leurs positions dans ce domaine, affirmant ainsi leur statut d'alternative à l'offre politique existante³⁶²⁹. Néanmoins, si l'ensemble des militants écologistes sont interpellés par cette nouvelle vague pacifiste qui touche l'Europe³⁶³⁰, le MEP n'en reste pas moins à la pointe de la réflexion sur cette question notamment grâce à sa très active commission défense³⁶³¹.

De fait, aux yeux du MEP, les questions de défense deviennent rapidement un sujet essentiel voire vital dans la mesure où la dissuasion nucléaire fait peser un risque d'annihilation total à l'ensemble de la planète. En novembre 1980, lors de l'assemblée générale de Préfailles, les militants s'accordent pour souligner que leur mouvement ne peut se contenter de parler d'écologie et doit se lancer dans la recherche de solutions alternatives pour résoudre les conflits, qu'ils opposent les individus entre eux dans la vie de tous les jours ou les Etats³⁶³².

Cependant, au-delà de ce constat consensuel, plusieurs points importants sont à cette époque encore en débat. Ainsi, les partisans d'un démantèlement immédiat de la force de frappe, au motif que les principes ne se négocient pas, s'opposent à ceux pour qui ce processus ne pourra être que graduel pour avoir le temps de convaincre l'opinion par une

³⁶²⁶ Olivier Pottier, « GI's go home ! », *Outre-Terre*, 2003/4, n°5, p. 208.

³⁶²⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 83 ». Rapport de Bernard Daubigny au Conseil national élargi des VPE « De la nécessité d'élargir le mouvement de paix européen en France ». 28-29 mai 1983.

³⁶²⁸ *Ibid.* Note de Jean Brière « Quelques informations et réflexions sur la convention européenne de Berlin ». 23 mai 1983.

³⁶²⁹ « Questions à la gauche sur la « défense » nucléaire », *La Gueule Ouverte*, n°158, 18 mai 1977, p. 1.

³⁶³⁰ Marion Gaillard, « François Mitterrand et l'Allemagne (1981-1995) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°4, janvier-avril 2008, <http://www.histoire-politique.fr/documents/04/autresArticles/pdf/HP4-MarionGaillard-DEF.pdf>, p. 3.

³⁶³¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « 79-80. Adhérents. CR ». Compte-rendu des débats sur la défense de l'AG de Préfailles. 9 novembre 1980.

³⁶³² *Ibidem.*

action pédagogique³⁶³³. De même, si tous s'accordent à souhaiter la suppression de l'armée, les moyens à mettre en œuvre pour faire face à une éventuelle agression extérieure prêtent encore à discussion. Certains militants, comme Raymond Schirmer, ancien insoumis à l'armée, entendent promouvoir l'idée d'une défense populaire non-violente, reposant sur les principes de la désobéissance civile, dans le cadre de laquelle l'envahisseur est respecté en tant que personne ; d'autres considèrent que l'organisation de milices sur le modèle suisse pourrait être la solution, étendant ainsi le principe de l'autogestion aux questions de défense³⁶³⁴. En définitive, au sein du MEP puis des Verts, les partisans d'une ligne radicale l'emportent puisqu'à l'occasion des européennes de 1984, le programme écologiste exige un désarmement unilatéral en Europe, considérant que le témoignage d'une telle détermination érigerait le continent en autorité morale susceptible de peser en faveur de la paix dans le monde³⁶³⁵.

Il faut néanmoins relever que les positions du MEP sur les questions de défense sont loin de faire l'unanimité chez les écologistes. Ainsi, les « Verts Besançon » (ex-Confédération écologiste) refusent l'existence de la force de frappe tactique et stratégique mais plusieurs voix s'élèvent au sein de cette organisation pour condamner la mise en avant d'un désarmement unilatéral, craignant que les écologistes ne soient mal compris par l'opinion en passant pour des naïfs voire des défaitistes face à l'Union soviétique³⁶³⁶.

De même, les animateurs du RAT se montrent particulièrement critiques à l'égard des propositions du MEP. Ainsi, en janvier 1984, Laurent Samuel et Cédric Philibert indiquent qu'ils ne souhaitent faire acte de candidature sur la liste écologiste pour les européennes qu'à la condition que le désarmement unilatéral ne soit pas évoqué³⁶³⁷. Laurent Samuel regrette en effet que les écologistes se complaisent à ce sujet dans une posture manichéenne qui, à ses yeux, n'est pas réaliste alors que la paix serait indissociable de la liberté et des droits de l'homme³⁶³⁸. A mots à peine couverts, Laurent Samuel condamne donc au nom de la lutte contre le totalitarisme une position neutraliste qui placerait sur un pied d'égalité l'URSS et les Etats-Unis. Quelques années plus tôt,

³⁶³³ *Ibidem*.

³⁶³⁴ *Ibidem*.

³⁶³⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Européennes 84. Programme ». « Les candidats des Verts à Bayeux », *Ouest-France*, 4 mai 1984.

³⁶³⁶ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la Confédération bretonne ». *Bulletin de liaison – Fédération écologiste bretonne*, n°4, novembre 1983.

³⁶³⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Actes de candidature de Laurent Samuel et de Cédric Philibert. S.d.

³⁶³⁸ Laurent Samuel, « Les Verts de la dernière chance », *Ecologie*, n°353, s.d. [4^e trimestre 1983], p. 23.

Yves Lenoir a été plus loin en affirmant son opposition totale au système soviétique et en déclarant : « Qu'il faille transitoirement en appeler au renforcement de la solidarité militaire occidentale et à une prise en charge de la responsabilité stratégique par le seul Etat qui en ait les moyens, les USA, est à mon sens évident »³⁶³⁹.

Sur cette question comme sur d'autres, il existe donc une nette opposition entre deux tendances de l'écologisme. Au MEP, puis chez les « Verts – Parti écologiste » (VPE) qui en prennent la succession, la mise en avant du désarmement unilatéral permet d'appliquer une analyse binaire du monde déjà développée sur la question du productivisme. De la même manière que les modèles de développement américain et soviétique reposeraient sur une logique similaire d'expansion infinie, de bureaucratisation et de négation de la dignité de la personne, l'arme nucléaire rendrait ces deux systèmes politiques équivalents³⁶⁴⁰. Dès lors, aussi sûrement que l'écologisme s'oppose au productivisme, la proposition d'un désarmement unilatéral serait l'affirmation de la vie contre la mort. En outre, la crise des euromissiles, en faisant craindre une guerre nucléaire qui détruirait l'Europe, permet aux écologistes du MEP de renouer avec le catastrophisme de la contestation antinucléaire du début des années soixante-dix³⁶⁴¹. Dans ce cadre, l'importance des mobilisations contre l'installation des missiles Pershing II – tout particulièrement en RFA où 300 000 personnes manifestent à Bonn en octobre 1981 et près de 500 000 en octobre 1983 – fait espérer aux écologistes investis sur cette question l'entrée dans un nouveau cycle de contestation tel qu'ils ont pu le connaître dans les années soixante-dix avec la lutte contre les centrales nucléaires³⁶⁴².

A l'inverse, les Amis de la Terre et les « Verts Besançon » perçoivent l'écologisme avant tout comme la matrice d'une possible évolution de la société vers une extension de la liberté et de la responsabilité des individus : la mise en avant de la diversité est alors privilégiée par rapport à un raisonnement binaire et radicale propre au MEP. Par ailleurs, la proximité des animateurs des Amis de la Terre avec les milieux de la deuxième gauche

³⁶³⁹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/25. Note de Pierre Samuel « Quelle défense ? ». S.d. [fin 1980].

³⁶⁴⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Janvier 82 – décembre 82. VPE. Courrier, circulaire, adhérents ». « Une planète en péril ». S.d.

³⁶⁴¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Européennes 1984. Programme ». Carlos de Sa Rego, « Les pacifistes digèrent le déploiement des Pershing », *Libération*, lundi 14 mai 1984.

³⁶⁴² MV. Fonds Les Verts. Carton « 83 reçu mouvance ». « Proposition des Grünen pour la paix ». Traduction de Solange Fernex. S.d.

alors en pointe sur la mobilisation contre le totalitarisme soviétique ne les prédispose en aucune façon à une attitude neutraliste dans ce domaine³⁶⁴³.

Le traitement par les écologistes des questions liées à la défense et à l'arme nucléaire est donc révélateur des difficultés rencontrées par ce courant au début des années quatre-vingt. En promouvant ce thème, le MEP puis les « Verts – Parti écologiste » se situent dans la continuité des réflexions des écologistes dans les années soixante-dix sans parvenir à susciter un consensus dans une nébuleuse particulièrement divisée à ce sujet. Dès lors, malgré les espoirs de certains militants, le pacifisme radical ne permet pas aux écologistes de renouveler leur aspiration à incarner une alternative radicale à l'offre politique existante, d'autant plus que les mouvements pacifistes français sont moins influents que leurs homologues allemands et s'essouffent rapidement³⁶⁴⁴.

Il est un autre domaine dans lequel les écologistes renouvèlent leurs propositions et évoluent dans leur appréhension de la société : l'attitude à adopter face à la crise économique et sociale qui touche la France au début des années quatre-vingt. Entre 1981 à 1982, la gauche nouvellement au pouvoir met en effet en œuvre un programme volontariste de relance keynésienne par la consommation et de modernisation industrielle par le biais de nationalisations ; or, cette politique apparaît rapidement infructueuse comme en témoigne la dégradation des indicateurs macroéconomiques³⁶⁴⁵. Dans un contexte où le chômage atteint 7,2 % de la population active en 1983, alors que l'inflation dépasse les 10 % et que les déficits se creusent, les écologistes, toutes tendances confondues, mettent en avant de nouvelles pistes de développement pour affirmer l'originalité de leurs propositions et se poser ainsi en alternative.

Ces propositions dans le domaine économique sont d'autant plus frappantes que les écologistes n'avaient jusqu'alors pas cherché à creuser cette question au-delà de quelques réflexions générales³⁶⁴⁶. Ainsi, en 1983, les VPE lancent une campagne intitulée « 3E. Ecologie – Energie – Emploi » qui entend démontrer que l'environnement n'est pas une préoccupation réservée aux nantis et aux périodes de forte croissance mais peut

³⁶⁴³ Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche*, op. cit., p. 33.

³⁶⁴⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1983 ». Note de Jean Brière, « Quelques informations et réflexions sur la convention européenne de Berlin ». 23 mai 1983.

³⁶⁴⁵ Floriane Galeazzi, Vincent Duchaussoy, « 1983 : le « tournant » en question », *Note de la Fondation Jean-Jaurès*, n°90, 2 mai 2011, p. 3.

³⁶⁴⁶ Ainsi, la polémique autour du rapport du Club de Rome en 1972 n'a pas alimenté de réflexions d'ampleur et les travaux de Bertrand de Jouvenel sont à l'époque largement méconnus des militants. Cf. Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, op. cit., p. 374.

également constituer une solution à la crise économique³⁶⁴⁷. De même, il est significatif que les deux militants écologistes nouvellement élus au conseil municipal de Dunkerque proposent en 1983 de mettre en place une commission extramunicipale consacrée non pas à la protection de la nature ou à la démocratie locale mais aux problèmes économiques et à la décentralisation industrielle³⁶⁴⁸. A la même époque, les Amis de la Terre constatent que leurs membres sont de plus en plus nombreux à s'investir dans des actions liées à l'emploi³⁶⁴⁹. Ainsi, les Amis de la Terre du Forez participent aux côtés de l'UD-CFDT de la Loire à un comité de lutte pour l'emploi tandis que la contribution du groupe du Val de Bièvre aux Etats régionaux de l'environnement en Ile-de-France est un chiffrage du nombre d'emplois qu'une politique d'inspiration écologiste pourrait créer dans les domaines de l'isolation thermique, des énergies renouvelables ou encore de la prévention des pollutions³⁶⁵⁰.

Dès le début des années soixante-dix, les écologistes ont dénoncé les incohérences voire l'absurdité du système capitaliste³⁶⁵¹ ; par la suite, le Mouvement écologique a insisté sur la notion de productivisme pour mettre en avant les tendances mortifères de l'ensemble des économies industrielles³⁶⁵². Néanmoins, les questions économiques restaient souvent secondaires aux yeux de nombreux militants, bien davantage absorbés par la contestation antinucléaire ou une approche avant tout politique des problèmes. Le détail des propositions écologistes du début des années quatre-vingt permet donc de mesurer le chemin parcouru.

Aux yeux des militants, les solutions à la crise économique sont à chercher dans la mobilisation des acteurs locaux et régionaux : dans ce cadre, le terme « environnement » s'enrichit au point que la référence aux écosystèmes se fait presque métaphorique. A Dunkerque, dans un contexte où le chômage est presque deux fois plus élevé que la moyenne nationale (14,3 % en 1984), alors que les chantiers navals et la sidérurgie peinent à se reconverter, les écologistes locaux proposent ainsi un plan de développement local reposant sur la recherche de solutions diversifiées qui ne dépendraient pas de

³⁶⁴⁷ « Une action militante déjà en place », *Ecologie*, n°352, s.d. [3^e trimestre 1983], p. 19.

³⁶⁴⁸ Dominique Martin, « Restructurations industrielles. Dunkerque, l'exemple écologiste », *Ecologie*, n°356, s.d. [1^{er} semestre 1984], p. 17.

³⁶⁴⁹ « Quelques nouvelles des groupes des Amis de la Terre », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 23.

³⁶⁵⁰ *Ibidem.*

³⁶⁵¹ René Dumont, *L'écologie ou la mort*, *op. cit.*, p. 64

³⁶⁵² « Esquisse de programme », *Action écologique*, n°2, décembre 1975, p. 2.

l'Etat³⁶⁵³. A leurs yeux, la centralisation des institutions comme l'industrie lourde participent en effet d'un même modèle condamné tant par la concurrence internationale que par leur caractère anti-écologique. Estimant que « l'Etat-providence » doit céder la place à un « Etat-partenaire », ils proposent de mobiliser les acteurs locaux en réinvestissant des secteurs traditionnels délaissés tels que la pêche, le tourisme ou le transport de voyageurs vers le Royaume-Uni³⁶⁵⁴. Dans le même ordre d'idée, la brochure électorale présentée par Les Verts à Saint-Etienne à l'occasion des municipales de 1983 met en avant les « innovations et initiatives à la mesure de la crise » et entend par exemple favoriser l'épanouissement des compétences locales grâce à un réseau télématique accessible aux citoyens³⁶⁵⁵. Les militants considèrent par ailleurs qu'un « environnement créatif », autrement dit une politique promouvant un autre modèle urbanistique et le développement de la démocratie locale, sera de nature à encourager l'implantation d'activités porteuses d'avenir³⁶⁵⁶.

Si les militants insistent bien évidemment sur le fait que leurs propositions reposent sur une constante préoccupation à l'égard de la protection de la nature et de l'environnement, il n'en demeure pas moins que les critères de rentabilité et de crédibilité prennent de plus en plus d'importance dans leurs discours. Sur ce point, les Amis de la Terre, très investis dans la promotion du recyclage du papier dès la fin des années soixante-dix, font figure de pionniers et poursuivent sur cette voie.

Ainsi, Philippe Boucher, membre de cette association et par ailleurs gérant de la Société pour la promotion du papier recyclé, reconnaît certes l'importance de l'enjeu culturel du recyclage dans le changement des mentalités collectives mais insiste surtout sur l'idée que la rentabilité économique est un critère incontournable dans les entreprises de ce secteur, déclarant que toute société non rentable au bout de cinq ans ne peut que disparaître³⁶⁵⁷. Ce même état d'esprit inspire le Centre d'application et de promotion des énergies nouvelles et écologiques, créé à Montpellier en 1979³⁶⁵⁸. Organisme hybride à mi-chemin entre l'association et l'agence de développement, cette structure accueille un

³⁶⁵³ Dominique Martin, « Restructurations industrielles. Dunkerque, l'exemple écologiste », *Ecologie*, n°356, s.d. [1^{er} semestre 1984], p. 17.

³⁶⁵⁴ *Ibidem*.

³⁶⁵⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Municipales 83. Listes ». Brochure électorale des « Verts Saint-Etienne-Ecologie ». S.d. [fin février 1983].

³⁶⁵⁶ *Ibidem*.

³⁶⁵⁷ « Papier recyclé, choix économique et choix culturel. Entretien avec Philippe Boucher », *Ecologie*, n°358, s.d. [1984], p. 11.

³⁶⁵⁸ Jean-Luc Burgunder, « Ecologie, pratiques et société », *Ecologie*, n°359, s.d. [4^e trimestre 1984], p. 26.

public scolaire mais est également une entreprise qui expérimente des technologies douces (végétalisation d'une ancienne décharge, expériences sur le lombricompost)³⁶⁵⁹. Ainsi, la rectitude morale des actions menées n'est plus considérée par les écologistes comme une motivation suffisante pour les entreprendre : le témoignage doit céder le pas à l'action efficace. Plus qu'un ralliement, ces expériences traduisent une découverte de l'entreprise, que les militants et les programmes écologistes méconnaissaient jusqu'alors, et une prise en compte plus concrète et plus précise du cadre économique en vigueur. Si les écologistes se défendent de se rallier à la croissance économique, dont ils continuent à souligner les illusions³⁶⁶⁰, si le productivisme est toujours dénoncé comme l'adversaire à abattre³⁶⁶¹, ces nouvelles propositions sont néanmoins révélatrices d'une acceptation de l'idée de développement, ne serait-ce que sous une forme locale.

Il n'est dès lors pas étonnant que des réflexions remontant au début des années soixante-dix et considérant que la science écologique permet une « gestion rationnelle de l'écosphère » soient remises en avant une décennie plus tard par le MEP³⁶⁶² comme par les Amis de la Terre³⁶⁶³. L'écologisme français assume donc plus explicitement une position anthropocentrique déjà en germe auparavant³⁶⁶⁴. Dans ce processus, la sphère du politique semble se rétracter au profit de l'économie : dans ce domaine comme dans bien d'autres, l'écologisme sort des années 68 et participe à des réflexions qui conduisent à la formulation de la théorie du développement durable. A cet égard, la mise en avant des propositions économiques des écologistes est l'aspect le plus révélateur du tournant « réformiste révolutionnaire » pris par le courant³⁶⁶⁵. Dans cette perspective, la transformation globale de la société reste l'horizon final mais la promotion d'actions dans le cadre du système actuel et selon ses critères est de plus en plus admise.

³⁶⁵⁹ *Ibidem*.

³⁶⁶⁰ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». Cédric Philibert, « Travail, encore moins », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°62, 22 octobre 1982, pp. 6 *sqq.*

³⁶⁶¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Janvier 82 – décembre 82. VPE. Courrier, circulaire, adhérents ». « Une planète en péril » [manifeste des VPE]. S.d.

³⁶⁶² MV. Fonds Les Verts. Carton « Janvier 82 – décembre 82. VPE. Courrier, circulaire, adhérents ». « Une planète en péril » [manifeste des VPE]. S.d.

³⁶⁶³ Pierre Samuel, « Observation sur le rapport Duroure », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 6.

³⁶⁶⁴ Gérard Bertolini, « Ecologie sociale », *Ecologie*, n°348, décembre [1982], p. 28.

³⁶⁶⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier, groupe, presse ». Note du Mouvement écologique. 10 décembre 1978.

Cette nouvelle orientation prise par les écologistes ne s'explique pas uniquement par la situation économique et sociale du pays mais elle est plus fondamentalement le reflet des multiples formes d'institutionnalisation que connaît la nébuleuse écologiste au début des années quatre-vingt. Il est ainsi révélateur que les plus actifs partisans de cette démarche soient les premiers élus écologistes, tel Pierre-Etienne Vanpouille à Dunkerque³⁶⁶⁶, ou des entrepreneurs engagés, comme Gérard Straumann du CAPENE³⁶⁶⁷. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle concerne l'ensemble des tendances de l'écologisme français : Pierre-Etienne Vanpouille, conseiller municipal à Dunkerque, est membre des Amis de la Terre et proche de la Confédération écologiste alors que Christian Brodhag, qui se présente à Saint-Etienne en 1983 appartient aux VPE³⁶⁶⁸.

Par ailleurs, les militants sont aiguillonnés par les sollicitations des pouvoirs publics qui se font plus nombreuses à l'époque ; nommée secrétaire d'Etat à l'Environnement et au Cadre de vie en mars 1983, Huguette Bouchardeau insiste en effet sur l'idée que les politiques de l'environnement pourraient constituer une réponse à la crise et des expériences sont menées en ce sens par les pouvoirs publics³⁶⁶⁹. Ainsi, à Dreux, l'office HLM installe un chauffage solaire collectif dans la cité défavorisée de Prod'Hommes en cherchant à associer économies d'énergies, revalorisation de l'habitant et créations d'emplois³⁶⁷⁰.

Il serait donc réducteur de ne voir dans ces propositions qu'une réponse opportuniste aux difficultés économiques du moment ; la mise en avant des questions économiques s'inscrit plus profondément dans une volonté de donner une crédibilité nouvelle à l'écologisme tout en réaffirmant son statut d'alternative au modèle de développement en vigueur. Néanmoins, si les écologistes sont convaincus que leurs solutions permettraient de résoudre la crise économique et sociale, ils n'en font pas moins face à de récurrents procès en légitimité de la part de nombreux acteurs politiques et économiques qui considèrent qu'ils s'éloignent du seul domaine qui est le leur : l'environnement. Ainsi, à Dunkerque, le maire refuse la proposition des deux conseillers municipaux écologistes d'instaurer une commission extra-municipale dédiée à la décentralisation industrielle au

³⁶⁶⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Acte de candidature de Pierre-Etienne Vanpouille aux Européennes de 1984.

³⁶⁶⁷ Jean-Luc Burgunder, « Ecologie, pratiques et société », *Ecologie*, n°359, s.d. [3^e trimestre 1984], p. 26.

³⁶⁶⁸ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Divers ». Acte de candidature de Christian Brodhag aux Européennes de 1984.

³⁶⁶⁹ BDIC. Fonds PSU. F delta 703/46. Conférence de presse d'Huguette Bouchardeau. 14 avril 1983.

³⁶⁷⁰ Dominique Martin, « Paille et soleil pour mieux vivre à Dreux », *Ecologie*, n°353, s.d. [4^e trimestre 1983], p. 18.

motif que cela relève de l'économie qui n'est pas dans leurs prérogatives³⁶⁷¹. De même, malgré les encouragements du ministère de l'Environnement, les pouvoirs publics ont souvent tendance à refuser les projets proposés par les écologistes en se référant à des critères macroéconomiques dont les militants critiquent justement la pertinence³⁶⁷². De fait, élus de fraîche date et disposant de mandats sans prise directe sur les politiques menées, tels que conseiller municipal dans l'opposition, ou militants venus du monde associatif, les écologistes ne disposent pas des ressources politiques susceptibles de leur permettre de faire valoir leurs positions distinctes des théories admises³⁶⁷³. Ils se voient donc assigner une identité environnementaliste et des compétences sectorielles, ce qui permet au reste du champ politique de les maintenir en position marginale.

Les questions de défense et l'économie sont donc deux nouveaux thèmes mis en avant par les écologistes dans le début des années quatre-vingt. Si les militants ne parviennent que difficilement à faire entendre leur voix dans ces domaines, leurs propositions ont néanmoins le mérite de souligner que, contrairement à l'image que le reste du champ politique voudrait parfois leur donner, les écologistes ne sont pas uniquement focalisés sur les questions environnementales.

Bien que parfois évoqués par les mêmes acteurs, ces deux thèmes sont inspirés de champ de réflexion clairement distincts. En effet, sur bien des points, l'appel au désarmement unilatéral se situe dans la continuité des réflexions catastrophistes des années soixante-dix. A l'inverse, les réflexions autour du développement local et régional constituent une adaptation drastique à une nouvelle époque et à un « réformisme révolutionnaire »³⁶⁷⁴ qui touche toutes les tendances de l'écologisme français mais qui s'inscrit également dans une tradition ancienne de réflexions hétérodoxes mêlant économie et environnement.

Malgré leurs différences, ces thèmes sont liés : *a posteriori*, la radicalité de la proposition du désarmement intégral peut en effet apparaître dans certains cas comme un moyen de rendre plus acceptable une évolution réformiste dans d'autres domaines clés.

³⁶⁷¹ Dominique Martin, « Restructurations industrielles. Dunkerque, l'exemple écologiste », *Ecologie*, n°356, s.d. [1^{er} semestre 1984], p. 18.

³⁶⁷² « Quelques nouvelles des groupes AT », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 24.

³⁶⁷³ Delphine Dulong, « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la V^e République », *Politix*, 1996/9, n°35, pp. 122 *sqq.*

³⁶⁷⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier. Groupe. Presse ». Note du Mouvement écologiste. 10 décembre 1978.

Or, comme nous allons le voir, cette évolution idéologique accompagne une acceptation progressive des structures partidaires de la part des écologistes.

b. La création des « Verts – Parti écologiste – Confédération écologiste »

Cinq ans après les assises de Dijon, les écologistes parviennent lors du congrès de Clichy (28-29 janvier 1984) à s'accorder sur la création d'une formation politique unitaire. Pour autant, cet événement ne signifie pas que l'unification soit soudain devenue une cause consensuelle ou une évidence pour l'ensemble des militants. Le sous-titre du nouveau parti, « Confédération écologiste – Parti écologiste » est particulièrement révélateur d'un amalgame encore instable entre de deux sensibilités distinctes rassemblées autour d'une couleur symbolique³⁶⁷⁵. Au reste, une telle situation n'est pas une spécificité française : les Verts allemands s'unissent en 1980 lors du congrès de Karlsruhe tout en restant marqués par une grande diversité des tendances qui perdure dans les années quatre-vingt dix à la suite de la fusion avec les représentants du mouvement des citoyens, *Bündnis 90*³⁶⁷⁶.

Ce passage entend donc reconstituer les logiques politiques et sociologiques qui président entre 1982 et 1984 à l'unification des écologistes dans un processus qui atteste d'une acceptation croissante des règles classiques du jeu politique.

Durant l'année 1982, trois tendances se réclament de l'écologisme et négocient laborieusement les modalités et les finalités de leur unification : les Amis de la Terre, la Confédération écologiste et le MEP³⁶⁷⁷. Chacune de ces trois organisations incarne une déclinaison spécifique d'une même pensée écologiste et, dans les faits, les discussions achoppent avant tout sur les structures à donner à la future organisation ainsi que sur des questions de personnes.

Néanmoins, ces négociations ne sont pas vaines dans la mesure où, à la fin de l'année, les points de vue des trois organisations semblent se rapprocher. Ainsi, dans un communiqué commun publié le 24 octobre 1982, les délégués du RAT, du MEP et de la

³⁶⁷⁵ Patrick Jarreau, « Les deux organisations de l'écologisme politique fusionne », *Le Monde*, n°12 134, 31 janvier 1984, p. 10.

³⁶⁷⁶ Hélène Yèche, « *Die Grünen* : des Verts de toutes les couleurs », in Jérôme Grévy et alii, *op. cit.*, pp. 202-205.

³⁶⁷⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué tripartite du RAT, du MEP et de la Confédération écologiste. 24 octobre 1982.

Confédération écologiste constatent leurs convergences de vue sur des points essentiels³⁶⁷⁸. La future organisation reposerait ainsi sur des bases régionales dont ses instances nationales seraient largement issues même si ces dernières seraient dotées de moyens réels tant sur plan logistique que politique. En outre, chaque adhérent serait dans l'obligation de respecter les décisions prises à la majorité même si les courants minoritaires conserveraient le droit de s'abstenir – sans pour autant être en droit de pratiquer des manœuvres d'obstruction. Ces dispositions sont arrêtées dans le but d'éviter aux écologistes de connaître à nouveau des situations analogues à la présidentielle de 1981, lorsque Solange Fernex et Didier Anger avaient durant de longs mois contesté la légitimité de Brice Lalonde, allant jusqu'à appeler publiquement à la désignation du Commandant Cousteau pour le remplacer³⁶⁷⁹. Plus largement, ce subtil équilibre des prérogatives a pour objectif de satisfaire à la fois le MEP, soucieux de garantir l'efficacité de l'organisation, ce qui implique selon lui l'unité de sa direction, et d'autre part le RAT et la Confédération écologiste, tous deux attachés à l'autonomie des régions, qu'ils considèrent comme la garantie de la démocratie interne du futur ensemble³⁶⁸⁰.

Le communiqué du 24 octobre 1982 affirme par ailleurs que la future organisation accueillera uniquement des adhérents individuels et que, dans le but de préserver son indépendance politique, la double-appartenance sera interdite³⁶⁸¹. Le MEP a toujours insisté sur ces dispositions qui distinguent à ses yeux un parti politique d'une simple association ou d'un collectif tel que le Mouvement écologique a pu l'être en son temps. Son Conseil national semble particulièrement soucieux à ce sujet d'éviter que la future organisation ne soit noyauté par le PSU dont il se défie, dénonçant notamment son emprise sur le CODENE³⁶⁸². Il faut néanmoins souligner que le refus de la double-appartenance, qui constitue une rupture par rapport aux pratiques des écologistes durant les années soixante-dix, est bien accepté par la Confédération écologiste dès le début de l'année 1982. En effet, lors des assises de Couiza, celle-ci a rendu impossible la double-

³⁶⁷⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué tripartite du RAT, du MEP et de la Confédération écologiste. 24 octobre 1982.

³⁶⁷⁹ Jean-Bernard Groslier, « Qu'est-ce qui fait courir Lalonde ? », *Ecologie*, n°333, janvier 1981, p. 11.

³⁶⁸⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué de presse de la Confédération écologiste. 5 septembre 1982.

³⁶⁸¹ *Ibid.* Communiqué tripartite du RAT, du MEP et de la Confédération écologiste. 24 octobre 1982.

³⁶⁸² MV. Fonds Les Verts. Carton « Courrier 1983 ». Lettre ouverte des VPE à Claude Bourdet « Le CODENE, un mouvement de la paix bis ? » par Jean Brière, porte-parole national. 7 mars 1983.

appartenance pour les responsables, les porte-paroles et les candidats du mouvement, ne la tolérant que pour les adhérents de base³⁶⁸³.

En définitive, en octobre 1982, les trois organisations paraissent s'accorder sur les grands principes de la future structure et, de fait, les institutions des Verts élaborées à partir de 1984 les reprennent largement³⁶⁸⁴. Sur le moment, le seul point d'achoppement officiel dans ces négociations est d'ordre symbolique. Le MEP tient en effet absolument à ce que la future structure porte le nom de « parti », ce que les deux autres organisations refusent. La Confédération écologiste considère que ce terme est générateur de division sans pour autant refléter la diversité constitutive de l'écologisme et représente un abandon des positions constamment réitérées des écologistes durant les années soixante-dix³⁶⁸⁵. Sur ce point, cette tendance s'inscrit dans une défiance ancienne à l'égard du terme de « parti » perçu comme un repli sur une identité fermée, contraire à l'universalisme des grandes valeurs telle que le républicanisme et, plus tard, l'écologisme³⁶⁸⁶.

En dépit de ce désaccord, le communiqué du 24 octobre 1982 semble indiquer que l'unification des écologistes est à portée de main. De fait, les négociateurs des trois organisations s'engagent à proposer à leur assemblée générale respective le lancement du processus pour envisager une convention d'unification pour le mois de janvier 1983³⁶⁸⁷. Un tel calendrier présenterait l'avantage de permettre aux écologistes de présenter un front uni aux municipales du mois de mars, où ils espèrent réaliser de bons scores et avoir des élus. Outre le fait que le succès des élections de 1977 avait démontré selon eux que ce type de scrutin local était par nature favorable aux écologistes, l'introduction en 1983 d'une forme de proportionnelle laisse en effet espérer le maintien d'un certain nombre de listes écologistes au second tour³⁶⁸⁸.

Pourtant, le détail des positions respectives des différentes organisations montre que, encore en décembre 1982, chacune d'entre elles envisage l'unification selon des

³⁶⁸³ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. « Assises nationales de Couiza », *Aquitaine-Ecologie*, n°5, janvier 1982, p. 7.

³⁶⁸⁴ Guillaume Sainteny, *Les Verts*, *op. cit.*, p. 8.

³⁶⁸⁵ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué de presse de la Confédération écologiste. 5 septembre 1982.

³⁶⁸⁶ Rosemonde Samson, *L'Alliance républicaine démocratique*, *op. cit.*, p. 122.

³⁶⁸⁷ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué tripartite du RAT, du MEP et de la Confédération écologiste. 24 octobre 1982.

³⁶⁸⁸ *Ibid.* Lettre de Dominique Bidou, au nom du secrétariat du RAT, aux VPE et à la CE. 15 novembre 1982.

modalités très différentes. Ainsi, la Confédération écologiste considère que ce processus ne peut passer que par la dissolution des structures existantes tandis que le RAT se prononce pour le maintien des Amis de la Terre sous une forme en partie modifiée³⁶⁸⁹. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que chacun des trois partenaires mette en œuvre, parallèlement aux discussions communes, une stratégie alternative visant à renforcer son propre appareil. Ainsi, le MEP travaille à sa transformation en « Les Verts – Parti écologiste » et annonce, dans une lettre adressée à la Confédération écologiste datée du 17 octobre 1982, son intention de se consacrer en priorité à sa structuration interne, se disant échaudé par dix ans de dialogue infructueux³⁶⁹⁰. De fait, le MEP, devenu VPE à la suite de l'assemblée générale de Saint-Prix (1^{er} novembre 1982), se désengage rapidement des discussions organisées au cours du mois de décembre 1982 et destinées à préparer une hypothétique unification pour le mois de janvier suivant³⁶⁹¹, multipliant les demandes de conditions préalables et les propositions de modification de statuts provisoires³⁶⁹².

Ainsi, contre toute attente, à la fin de l'année 1982, la confusion la plus totale règne au sein de l'écologie politique française puisque deux organisations sont intitulées les Verts, l'une portant le sous-titre « Parti écologiste », l'autre « Confédération écologiste »³⁶⁹³. Cette situation, illisible pour les non-initiés et pour de nombreux militants, est probablement à l'origine de l'hémorragie militante que connaissent les différentes organisations entre 1980 et 1983.

Figure 45. Effectif des principales organisations écologistes (1980-1983)

	Amis de la Terre	Confédération écologiste	MEP/VPE ³⁶⁹⁴
Juillet 1980	1800 ³⁶⁹⁵	-	999

³⁶⁸⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Confédé Les Verts ». Commission d'unification inter-responsable PE-CE-RAT. S.d. [décembre 1982].

³⁶⁹⁰ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Lettre de Roger Fischer, au nom du Conseil national du MEP, à l'équipe confédérale de la Confédération écologiste. 17 octobre 1982.

³⁶⁹¹ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Lettre de Jacques Doucet. 12 décembre 1982.

³⁶⁹² CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué de presse commun du RAT et des VCE. 19 décembre 1982.

³⁶⁹³ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Communiqué final du Conseil interrégional des 11-14 novembre 1982 à Uzerche. 15 novembre 1982.

³⁶⁹⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Adhérents ». Fichier des adhérents. 1980-1983.

³⁶⁹⁵ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Note de l'Agence de service », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°54, 1^{er} juin 1980, p. 15.

Décembre 1982	-	654 ³⁶⁹⁶	433
Juin 1983	866 ³⁶⁹⁷	-	398

Ainsi, au milieu de l'année 1983, le total des effectifs des trois principales organisations se réclamant de l'écologisme ne représente guère plus de 2 000 membres. Tout entier absorbé par ses négociations internes, l'écologisme français est devenu groupusculaire. Comme le souligne Jacques Exbalin, en dépit du foisonnement des actions des écologistes en faveur de l'unification, il est rare qu'une réunion attire plus de vingt-cinq participants : « Où se trouvent les militants écolos ? Ils bronzent, ils cultivent leur jardin biologique, ou ils participent à de grands rassemblements de réflexion. Où sont les dizaines de milliers de manifestants du Larzac, de Malville, de Naussac, de Plogoff, etc. ? »³⁶⁹⁸. Dans ce contexte, l'unification, sans cesse repoussée, désirée tout autant que discutée, apparaît comme une ardente nécessité pour que l'institutionnalisation partidaire pallie la faiblesse de la mobilisation militante.

Cette équation aux multiples inconnues se trouve cependant simplifiée par le retrait progressif du RAT des discussions dans le cadre d'une stratégie de « recentrage associatif »³⁶⁹⁹. Initié en novembre 1982, ce processus complexe, dont l'intitulé est une référence explicite à la démarche de la CFDT³⁷⁰⁰, est le résultat de la pression conjointe d'acteurs aux objectifs distincts, dont le seul dénominateur commun est le refus de faire des Amis de la Terre une organisation explicitement politique.

Le principal acteur de cette inflexion est le secrétariat du RAT, véritable exécutif de l'association depuis l'échec de l'expérience des délégués régionaux. Celui-ci est composé à l'époque de Brice Lalonde et de ses proches, tels que Cédric Philibert, Pierre et Laurent Samuel ou encore Dominique Martin³⁷⁰¹. Constatant les piètres résultats obtenus par les candidats des Amis de la Terre lors des élections législatives partielles de janvier 1982 – le score le plus élevé est atteint à Châlons-sur-Marne avec 3,5 % des voix – le secrétariat

³⁶⁹⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/8. Note de Jean-Claude Tinet, des AT-Périgord. S.d. [juin 1983].

³⁶⁹⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Confédéré Les Verts ». Commission d'unification inter-responsable PE-CE-RAT. S.d. [décembre 1982].

³⁶⁹⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/5. Rapport de Jacques Exbalin destiné à la CIR de la Confédération écologiste « A l'écume des vagues vertes ». Été 1982.

³⁶⁹⁹ « Ordre du jour de l'assemblée générale annuelle du RAT (27-28 novembre 1982) », *Le Courrier de la Baleine*, n°62, novembre 1982, p. 3.

³⁷⁰⁰ Nicolas Defaud, *La CFDT*, op. cit., p. 43.

³⁷⁰¹ Pierre Samuel, « Compte-rendu d'activité du secrétariat du RAT », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 43.

des Amis de la Terre indique dans son rapport d'activité pour l'année 1982 que l'action politique ne lui semble plus payante et qu'il faut lui substituer une orientation purement associative³⁷⁰². Dans ces conditions, le rapport d'orientation, significativement écrit par Brice Lalonde, propose de renforcer les Amis de la Terre dans leur vocation associative, considérant que la constitution d'un parti ne ferait que confiner l'écologisme dans un isolement délétère³⁷⁰³. Outre cet argument stratégique, qui repose sur une réflexion sur l'avenir de l'ensemble de l'écologisme, des considérations plus pragmatiques pèsent dans la balance. La présence relativement forte des Amis de la Terre au sein des organismes consultatifs mis en place par l'Etat et les collectivités locales fournit en effet aux responsables de l'association un argument de poids en faveur de cette nouvelle orientation. Selon Brice Lalonde, le recentrage associatif permettrait en effet aux Amis de la Terre de conforter leur position d'interlocuteur auprès des pouvoirs publics, préservant ainsi un capital symbolique et politique précieux. Aux dires du secrétariat, une telle orientation n'implique pas que les Amis de la Terre se désintéressent de l'action politique ; néanmoins, l'appel à une « pause électorale » et l'idée que tout engagement politique d'un membre des Amis de la Terre ne pourra désormais relever que de sa volonté individuelle sont des signaux dépourvus d'ambiguïtés adressés aux autres organisations écologistes³⁷⁰⁴.

Cette idée suscite de vives critiques de la part de certains militants du RAT qui considèrent que cette transformation des Amis de la Terre a surtout pour objectif de conforter les positions acquises des membres du secrétariat. Catherine Costa dénonce ainsi « des remugles de lobbying bon chic, bon genre très parisien »³⁷⁰⁵ tandis Yves Cochet déplore la déliquescence du RAT et le fonctionnement purement circulaire du secrétariat national³⁷⁰⁶.

On ne saurait cependant réduire le recentrage associatif à une manœuvre politicienne destinée à conforter les positions acquises par son équipe dirigeante. Cette nouvelle

³⁷⁰² « Rapport d'activité du secrétariat des Amis de la Terre », *Le Courrier de la Baleine*, n°62, novembre 1982, p. 7.

³⁷⁰³ Brice Lalonde, « Rapport d'orientation proposé par le secrétariat sortant », *Le Courrier de la Baleine*, n°62, novembre 1982, p. 9.

³⁷⁰⁴ *Ibidem*.

³⁷⁰⁵ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Lettre de démission de Catherine Costa, ancienne membre du secrétariat du RAT, aux adhérents des AT. 26 mai 1983 », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°63, 11 juin 1983, p. 11.

³⁷⁰⁶ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Correspondance ». Lettre d'Yves Cochet à Brice Lalonde. 20 septembre 1982.

orientation constitue également un moyen de prendre acte de la déréliction du Réseau des Amis de la Terre car, comme le souligne Dominique Martin, membre du secrétariat, « Comment mener des campagnes quand le réseau s'effondre ? »³⁷⁰⁷. De fait, selon l'enquête menée par les Amis de la Terre de Rennes, les groupes locaux jugent l'orientation de l'association confuse et regrettent le manque de démocratie dans les décisions prises³⁷⁰⁸. De ces dysfonctionnements découle un faible investissement dans la vie quotidienne du réseau : en 1981, seuls quatorze groupes cotisent au RAT et neuf se rendent à l'assemblée générale à la fin de l'année³⁷⁰⁹. De fait, alors que dans les années soixante-dix les animateurs nationaux devaient constamment négocier avec les groupes locaux pour déterminer les orientations de l'association, la faible implication des adhérents, démotivés ou absorbés par des enjeux locaux, rend possible dans les années quatre-vingt le processus de recentrage associatif.

Les statuts de l'association sont alors refondus et le Réseau des Amis de la Terre est dissous au profit d'une association unique administrée par un secrétariat élu par l'assemblée générale des groupes locaux³⁷¹⁰. C'est prendre acte de l'impossibilité d'animer la structure par consensus : il s'agit donc d'une sorte de recentralisation, dont la réorganisation des Amis de la Terre lors de la campagne présidentielle – notamment la mise en place d'un secrétariat central doté d'une forte autonomie de décision – a été un prélude. Cette prise de distance à l'égard du jeu politique s'accompagne d'un recentrage des activités sur les questions purement environnementales, comme les pluies acides ou l'essence au plomb, en délaissant la réflexion sur la technocratie et les moyens pour libérer la société civile de son emprise. Le recentrage associatif établit donc un nouveau consensus entre les groupes locaux et les animateurs nationaux : la nouvelle centralité des questions environnementales s'accompagne d'une plus grande latitude laissée aux animateurs nationaux pour contrôler le mouvement.

Le recentrage associatif traduit donc le basculement d'une vision de la société civile comme lieu d'auto-organisation du corps social en dehors de l'Etat vers la volonté de

³⁷⁰⁷ « Réunion nationale des 29-31 mai », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 35.

³⁷⁰⁸ Dominique Bernard, Gérard Paget, « Enquête sur l'état du RAT dans une France socialiste », *Le Courrier de la Baleine*, n°61, juillet 1982, p. 21.

³⁷⁰⁹ *Ibidem*.

³⁷¹⁰ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». « Proposition de modification des statuts de l'association « Les Amis de la Terre », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°63, 30 mai 1983, pp. 4 *sqq.*

dialoguer es-qualité avec les pouvoirs publics pour faire avancer des projets précis³⁷¹¹. En cela, cet épisode signe aux Amis de la Terre la sortie des années 68 et l'affaiblissement de l'aspiration à organiser la politique ailleurs et autrement à partir de la base. On peut alors parler d'une dépolitisation de l'association qui ne se pense plus comme un acteur politique à part entière.

A l'été 1982, comme le relève plaisamment Jacques Exbalin, membre des Amis de la Terre avant de rejoindre la Confédération écologiste, « On pourrait résumer la situation par la phrase suivante : « Le MEP tient à son parti, Brice Lalonde tient à son pouvoir, et la Confédération tient à son unité »³⁷¹². Quelques mois plus tard, la défection des Amis de la Terre permet une clarification salutaire des positions de chacun au sein de l'écologisme français en ne laissant face à face que deux interlocuteurs, les « Verts Confédération écologiste »³⁷¹³ et les « Verts Parti écologiste », conduisant pour la première fois à une distinction entre l'écologisme en tant que courant et l'écologie politique en tant qu'organisation.

A la suite des élections municipales de mars 1983, les discussions reprennent entre les deux partenaires et, à l'approche des élections européennes de 1984, les militants français acceptent rapidement l'idée de faire liste commune³⁷¹⁴, encouragés en cela par d'amicales mais fermes pressions des partis verts européens, qui n'acceptent de soutenir financièrement leurs homologues français qu'à la condition que ceux-ci s'unissent³⁷¹⁵. Le scrutin européen fournit donc l'impulsion décisive qui amène à la tenue du congrès d'unification de Clichy, à l'occasion duquel les deux organisations fusionnent pour donner naissance aux « Verts – Confédération écologiste – Parti écologiste », appellation qui n'est acceptée qu'après des discussions « longues » et « houleuses »³⁷¹⁶. Associant les écologistes à la nature, la couleur verte est donc en quelque sorte un choix par défaut qui

³⁷¹¹ Cette typologie est analysée par Steve L. Kaplan et Philippe Minard in *La France malade du corporatisme ? XVIII^e-XX^e*, Paris, Belin, 2004, p. 8.

³⁷¹² MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Bulletin de liaison ». Jacques Exbalin, « Que se passe-t-il donc dans le mouvement écologiste ? », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre – Supplément au Courrier de la Baleine*, n°62, 22 octobre 1982, p. 10.

³⁷¹³ Surnommés les Verts Besançon à la suite du congrès de Besançon des 21-23 mai 1983 où le sous-titre « Confédération écologiste » est provisoirement abandonné. Cf. MV. Fonds Les Verts. Carton « Confédéré Les Verts ». Programme du congrès de Besançon. 21-23 mai 1983.

³⁷¹⁴ Il semble qu'Yves Cochet émette l'idée dès l'été 1983. Cf. MV. Fonds Les Verts. Carton « Confédéré Les Verts ». *Le feu vert – Bulletin des Verts*, n°2, novembre 1983, p. 26.

³⁷¹⁵ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la Confédération bretonne ». *Bulletin de liaison des Verts – Fédération écologiste bretonne*, n°8, avril 1984.

³⁷¹⁶ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la Confédération bretonne ». Compte-rendu de l'AG de Clichy. 28-29 janvier 1984.

permet d'éviter d'utiliser le terme « parti » tout en adoptant, dans les faits, une forme partidulaire. Pour autant, comme le démontre le déroulement de la campagne des européennes de 1984, l'unification des écologistes n'est encore que très relative.

c. Les élections européennes de 1984 ou l'unité imparfaite

Les périodes électorales ont souvent été propices à des accords entre les militants écologistes soucieux de présenter un front uni aux électeurs pour des raisons symboliques autant que stratégiques. Dès les municipales de 1983, les VPE comme les VCE se sont accordés pour utiliser le sigle commun « Les Verts », évitant autant que possible une concurrence préjudiciable à l'ensemble du courant³⁷¹⁷. Si les résultats sont en retrait par rapport à ceux de 1977 – les listes écologistes obtiennent 5 % des voix là où elles sont présentes –, ils sont néanmoins jugés encourageants dans la mesure où un score similaire permettrait, en juin 1984, l'élection de quatre députés européens³⁷¹⁸.

C'est dire si les élections européennes constituent un enjeu important pour les écologistes puisqu'elles sont l'occasion d'éprouver à la fois la cohésion de leur nouveau rassemblement et leur crédibilité auprès des électeurs français comme des autres partis verts en Europe. Pourtant, ce scrutin manifeste également la division de la nébuleuse et la persistance en son sein de deux courants politiques distincts, présents sur deux listes différentes.

Les élections européennes de juin 1984 font l'objet d'une préparation de longue date de la part des écologistes. Dès l'été 1983, Yves Cochet, alors membre des VCE, propose aux VPE de constituer une liste commune dans le cadre de procédures déterminées en amont permettant aux régions de désigner les trois-quarts des candidats³⁷¹⁹. Outre le fait que la présence de deux listes concurrentes décrédibiliseraient l'ensemble de la nébuleuse, les contraintes financières inhérentes à une telle campagne rendent de toute manière inévitables la collaboration des deux organisations³⁷²⁰. Très rapidement, les responsables des deux organisations acceptent l'idée de profiter de cette échéance pour

³⁷¹⁷ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Municipales Confédé ». Note de la Confédération écologiste « Bilan des élections municipales ». S.d. [mi-1983].

³⁷¹⁸ *Ibidem*.

³⁷¹⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Confédé Les Verts ». « Rubrique ping-pong », *Le feu vert – bulletin des Verts*, n°2, novembre 1983, p. 26.

³⁷²⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Confédé Les Verts ». « On nous prie d'annoncer les fiançailles de... », *Le feu vert – bulletin des Verts*, n°2.5, novembre 1983, p. 3.

fusionner, décision qui s'inscrit également dans le cadre plus large d'un approfondissement du dialogue entre les partis verts européens.

En 1979, les contacts établis entre organisations écologistes européennes à l'occasion des premières élections européennes n'avaient pas conduit à une entente pérenne entre les organisations notamment du fait des désaccords entre les groupes proprement écologistes et le Partito radicale italien³⁷²¹. En 1983, Ecolo, le parti vert wallon, est à l'origine de la mise en place d'une nouvelle coordination qui prend officiellement le nom de « Les Verts européens »³⁷²². A cette époque, en comparaison de leurs homologues des pays voisins, les Verts français apparaissent relativement faibles et peu argentés dans la mesure où ils ne bénéficient pas de financement public et n'ont que très peu d'élus. Pourtant, à peine créés, les Verts français doivent avancer près de trois millions de francs en frais d'imprimerie pour les professions de foi et les bulletins de vote, les pouvoirs publics ne remboursant cette somme qu'à la condition que la liste dépasse les 5 % des voix³⁷²³.

Ces contacts européens, loin d'être anecdotiques, sont donc cruciaux pour les Verts puisqu'Ecolo et les Grünen proposent aux Français un soutien financier indispensable à leur présence à l'élection européenne. Les deux partis belges, Ecolo et Agalev, offrent ainsi une caution bancaire de 450 000 francs cependant que les Grünen apportent 1 330 000 francs³⁷²⁴. Si une réelle solidarité existe entre les partis verts en Europe, il n'en demeure pas moins que de vives controverses manquent de remettre en cause cet accord. Ainsi, le 15 avril 1984, deux jours avant la date-limite du dépôt de la caution nécessaire à la validation de la candidature des Verts français, les Grünen subordonnent le versement des sommes promises au soutien de l'ensemble des écologistes européens au GPA (Groen Progressief Akkoord), collectif radical et écologiste hollandais, ce que les Français sont contraints d'accepter malgré leurs réticences³⁷²⁵. En définitive, à l'issue de ces échanges, les Verts français sont en mesure de se présenter mais ne disposent d'aucune trésorerie pour financer la campagne elle-même, dont la logistique repose donc en totalité sur les comités locaux³⁷²⁶.

³⁷²¹ Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Raymond Yans, Rudi Winzen, « Note sur les Verts européens », 24 octobre 1984.

³⁷²² *Ibidem*.

³⁷²³ Michel Delore, « Les Verts européens entrent en lice », *Ecologie*, n°356, s.d. [1^{er} semestre 1984], p. 26.

³⁷²⁴ *Ibidem*.

³⁷²⁵ MV. Fonds Les Verts. Carton « 109 ». Compte-rendu d'Yves Cochet à l'Equipe politique et au Collège exécutif, « Relations avec les partis verts européens depuis le congrès de Liège (31 mars – 1^{er} avril) ». 20 avril 1984.

³⁷²⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Européennes 84. Programme ». « Les candidats verts à Bayeux », *Ouest-France*, 4 mai 1984.

Obscures et sujettes à de multiples rebondissements, ces négociations soulignent la faiblesse du parti Vert français par rapport à leurs homologues européens les plus avancés ; cette situation est due à une structuration lente et conflictuelle, près de quatre ans après leurs homologues belges et allemands, et aux spécificités de la loi électorale française, qui rend l'accession à des mandats électoraux plus complexes que dans d'autres pays, privant les écologistes français d'utiles subsides.

Au-delà de ces difficultés financières et logistiques, le principal défi auquel les Verts sont confrontés durant cette campagne est la concurrence de Brice Lalonde qui, n'ayant pu s'imposer au sein du parti écologiste³⁷²⁷, participe à la création d'une autre liste baptisée Entente radicale écologiste pour les Etats-Unis d'Europe (ERE).

La genèse de cette démarche remonte au mois de janvier 1984 lorsqu'Edgar³⁷²⁸ et Maurice Faure³⁷²⁹ lancent un appel à la constitution d'une liste pro-européenne qui dépasserait les clivages partisans, rassemblant aussi bien le centre-gauche que le centre-droit³⁷³⁰. Ils créent pour cela un mouvement, Convergence démocratique, auquel Brice Lalonde adhère dès le mois de janvier 1984³⁷³¹. L'animateur des Amis de la Terre voit en effet dans ce projet une occasion de marginaliser les partis politiques au profit de majorités temporaires et fluides constituées en fonction des enjeux du moment, ouvertes aux citoyens et non pas seulement aux hommes politiques professionnels³⁷³². En cela, le ralliement de Brice Lalonde à « l'appel des deux Faure » se situe incontestablement dans la continuité de ses prises de position antérieures en tant que candidat à la présidentielle en 1981 lorsqu'il appelait au rapprochement des libéraux et des libertaires. Par ailleurs, sur un plan stratégique, il n'est pas étonnant que Brice Lalonde, qui n'a pu faire accepter sa prééminence au sein des Verts, cherche une forme de reconversion politique dans une démarche de dépassement des partis, tentant de faire de la faiblesse de son implantation partisane une force et un argument électoral.

³⁷²⁷ Dominique Martin, « Ni trahison, ni magouilles, mais un choix politique », *Ecologie*, n°355, s.d. [février 1984], p. 22.

³⁷²⁸ Edgar Faure, membre éminent du Parti radical sous la IV^e République avant de rallier la droite gaulliste au milieu des années soixante.

³⁷²⁹ Maurice Faure, membre du parti radical-socialiste dans les années soixante, plusieurs fois ministre, se situe au centre-gauche.

³⁷³⁰ Anne Chaussebourg, « La préparation des élections européennes. Deux « extrémistes du centre » », *Le Monde*, n°12 145, 12-13 février 1984, p. 11.

³⁷³¹ Patrick Jarreau, « Les deux organisations de l'écologie politique fusionnent », *Le Monde*, n°12 134, 31 janvier 1984, p. 10.

³⁷³² MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupures de presse ERE ». « Texte de candidature de Brice Lalonde », photocopie d'un périodique non identifié. S.d. [février 1984].

Si la proposition des deux Faure fait long feu, leur démarche n'en est pas moins reprise par le Mouvement des radicaux de gauche, allié à l'Union centriste et radicale, fondée au début de l'année 1984 par Olivier Stirn, ancien membre du Parti radical³⁷³³. Le principe de cette liste d'union des deux sensibilités radicales est accepté par les deux formations au milieu du mois de mars 1984. Bien que peu enthousiaste à l'idée d'être « la feuille de salade qui ferait passer le sandwich radical », Brice Lalonde est contraint d'accepter cette nouvelle donne, tout en apparaissant clairement comme le partenaire le plus modeste de ce trio³⁷³⁴. Néanmoins, sa présence au sein de ce triumvirat reflète ses liens tissés avec les radicaux depuis plusieurs années. Ainsi, en 1981, Thierry Jeantet, membre du MRG et sixième sur la liste ERE, avait imaginé un livre de politique-fiction, intitulé *Matignon c'est extra !*, où le leader d'une alliance des écologistes et des radicaux, baptisé « Tacre-Londy » devient premier ministre d'un président de gauche et transforme profondément le pays dans le cadre d'une politique réformatrice et progressiste³⁷³⁵. C'est ainsi que la liste ERE est menée par un trio issu de familles politiques différentes : François Doubin, Olivier Stirn et Brice Lalonde.

Pourtant, en dépit de la volonté proclamée de Lalonde de participer à une démarche de dépassement des partis, le MRG apparaît rapidement comme le moteur de cette liste dans la mesure où il est la seule formation à disposer d'une infrastructure partisane permettant de mener une campagne nationale, même si ses forces demeurent limitées³⁷³⁶. Ainsi, loin de constituer une tentative de marginaliser les appareils au profit d'une autre manière de faire de la politique, la liste ERE apparaît bien davantage comme un essai d'élargissement de la majorité présidentielle vers le centre, probablement avec la bénédiction de François Mitterrand. Il est en effet révélateur que Jacques Pilhan, conseiller en communication du président, se mette au service de la liste ERE et orchestre une campagne novatrice, imaginant par exemple une profession de foi en forme de dialogue entre les trois têtes de liste et réalisant à cette occasion le premier vidéo clip politique français en guise d'allocution télévisée³⁷³⁷.

³⁷³³ Anne Chaussebourg, « MM. Doubin et Stirn conduiront la liste de centre gauche », *Le Monde*, n°12 176, 20 mars 1984, p. 9.

³⁷³⁴ *Ibidem*.

³⁷³⁵ Thierry Jeantet, Michel Porta, *Matignon c'est extra !*, Paris, Editions Encre, 1981, p. 70.

³⁷³⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupure de presse, ERE ». « Pauvre ERE », *Magazine Hebdo*, n°32, 20 avril 1984.

³⁷³⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupure de presse, ERE ». Fabien Roland-Lévy, « La conquête de l'ERE », coupure de presse non déterminée, s.d. [mai 1984].

Sur le plan politique, la liste ERE apparaît également comme un ballon d'essai avant les élections législatives de 1986 dont le mode de scrutin à la proportionnelle sur liste départementale fait espérer une quarantaine de députés aux promoteurs de ce rapprochement³⁷³⁸. Ainsi, *a posteriori*, la participation de Brice Lalonde à cette campagne apparaît comme une première étape de son rapprochement avec la majorité socialiste, prélude à son ralliement de 1988, qui lui permettra de devenir secrétaire d'Etat puis ministre de l'Environnement du gouvernement de Michel Rocard³⁷³⁹.

Liste de centre-gauche, faisant l'éloge des valeurs d'efficacité et de pragmatisme, ERE s'affiche comme pro-européenne, antiautoritaire et opposée à un étatsisme trop envahissant³⁷⁴⁰. La liste des Verts, emmenée par Didier Anger, a donc beau jeu d'insister sur le fait que la liste ERE n'est pas écologiste tout en s'efforçant de ne pas attaquer trop violemment Brice Lalonde, qui fut leur candidat à l'élection présidentielle trois ans plus tôt, pour ne pas donner l'image d'une division irrémédiable des écologistes³⁷⁴¹. Un document interne aux Verts dresse ainsi la liste des candidats présents sur la liste ERE dont le parcours antérieur serait incompatible à leurs yeux avec l'écologie³⁷⁴². De fait, les barons radicaux du sud-ouest entretiennent rarement de bonnes relations avec les écologistes, à l'image de François Abadie, député-maire MRG de Lourdes, puis secrétaire d'Etat au Tourisme, récipiendaire du prix Charbon de la FFSPN, distinguant une personnalité qui s'est illustrée contre l'environnement, pour sa promotion du tourisme de masse dans les Pyrénées³⁷⁴³.

Il n'en demeure pas moins que sur les quatre-vingt un candidats présents sur la liste ERE, vingt-quatre sont des militants écologistes dont Brice Lalonde lui-même (n°2), Josette Benard (n°7), animatrice du CREPAN (Comité régional pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature), conseillère municipale à Caen depuis 1977, et Philippe Desbrosses (n°13), promoteur de l'agrobiologie³⁷⁴⁴. Parmi les vingt premiers noms de la liste, cinq sont identifiés comme des écologistes, alors que le MRG et l'UCR

³⁷³⁸ Anne Chaussebourg, « MM. Stirn, Lalonde et Doubin structureront leur alliance à l'automne », *Le Monde*, n°12 246, 10-11 juin 1984, p. 8.

³⁷³⁹ Brice Lalonde, *L'écologie en bleu*, *op. cit.*, p. 39-42.

³⁷⁴⁰ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupure de presse, ERE ». Coupure de presse non identifiée, « Jean-Michel Baylet (MRG) : « Notre liste ERE sera la plus européenne ». S.d. [mai 1984].

³⁷⁴¹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupure de presse, ERE ». Note « Liste ERE. Palmarès ». S.d. [mai 1984].

³⁷⁴² *Ibidem*.

³⁷⁴³ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupure de presse, ERE ». Lettre ouverte des Verts-Landes aux médias landais. 16 mai 1984.

³⁷⁴⁴ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupure de presse, ERE ». Liste ERE. S.d. [juin 1984].

en comptent chacun sept. La composante écologiste, bien qu'incontestablement présente sur la liste, est donc désavantagée par rapport à ces partenaires, ce qui n'est guère étonnant car en l'absence d'une organisation identifiée, la sélection des candidats écologistes est particulièrement dépendante des réseaux personnels de Brice Lalonde. La liste ERE ne peut donc être qualifiée d'écologiste à part entière mais elle comporte indéniablement une sensibilité qui la rattache à ce courant.

La parution d'un numéro spécial de *Combat Nature* est l'occasion de constater que les militants présents sur la liste ERE représentent bel et bien une sensibilité spécifique de l'écologisme français³⁷⁴⁵. Dans sa présentation générale, Brice Lalonde fait l'éloge d'une « écologie constructive, coopérant sans faiblesse avec économistes, techniciens et décideurs »³⁷⁴⁶. Les valeurs de « modernité »³⁷⁴⁷, de « solidarité »³⁷⁴⁸ et de « saine concurrence »³⁷⁴⁹ officiellement promues permettent de rattacher les écologistes présents sur la liste ERE à un courant modernisateur qui a émergé en France dans les années soixante, parfois résumé sous l'appellation de « forces vives » et incarné notamment par le Club Jean-Moulin ou encore par une partie de la CFDT³⁷⁵⁰.

Les écologistes de la liste ERE semblent avant tout percevoir l'environnement comme un ensemble de mécanismes dont il faut connaître le fonctionnement pour assurer la pérennité de la société. Josette Bénard souligne ainsi que

« La protection des sols, « outils de travail » des agriculteurs, est un impératif si l'on veut éviter des conséquences douloureuses pour cette activité économique déjà bien perturbée par les mutations récentes. Le changement des pratiques agricoles, une utilisation raisonnée des engrais et des pesticides doivent conduire à un développement agricole équilibré conformément à la stratégie mondiale de la conservation de la nature »³⁷⁵¹.

L'exemple de l'agriculture témoigne d'une perception de l'écologisme comme un moyen de limiter les dérives de l'économisme et l'illustration de la nécessité d'une autre forme de gestion des ressources naturelles comme l'indique l'emploi des termes

³⁷⁴⁵ Alain de Swarte, « Introduction », *Combat Nature*, n° spécial « De l'air ! », n°63, juin 1984, p. 2.

³⁷⁴⁶ Brice Lalonde, « Pourquoi la liste ERE-Européennes », *Combat Nature*, n° spécial « De l'air ! », n°63, juin 1984, p. 3.

³⁷⁴⁷ *Ibid.*, p. 4.

³⁷⁴⁸ Cédric Philibert, « Les frontières, on s'en fout ! », *Combat Nature*, n° spécial « De l'air ! », n°63, juin 1984, p. 5.

³⁷⁴⁹ *Ibidem.*

³⁷⁵⁰ Delphine Dulong, « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la V^e République », *Politix*, 1996/9, n°35, p. 122.

³⁷⁵¹ Josette Bénard, « Pour une politique communautaire de l'environnement dynamique et réaliste », *Combat Nature*, n° spécial « De l'air ! », n°63, juin 1984, p. 8.

« conservation », « développement » et surtout « « outils de travail » »³⁷⁵². Dans cette perspective, la nature n'est pas conçue comme une entité à préserver mais comme un ensemble de mécanismes à utiliser à bon escient dans la mesure où leur dérèglement entraînerait des conséquences préjudiciables pour les activités humaines. Il est donc possible de rattacher cette démarche au conservationnisme tel qu'il s'est développé aux Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale³⁷⁵³. Outre l'approche de la nature comme un ensemble de mécanismes, le parallèle entre les deux démarches est également visible dans la mise en avant du caractère mondial de ces enjeux qui conduit Josette Bénard à appeler à « une gestion réfléchie des ressources naturelles dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité »³⁷⁵⁴.

Les candidats écologistes d'ERE sont présentés comme des « battants et des gagnants, qui ont à leur tableau de chasse des victoires nombreuses sur le front de la défense de l'environnement et de la qualité de la vie »³⁷⁵⁵. Dans une rhétorique dont Brice Lalonde est coutumier, les hommes politiques, prisonniers de leurs appareils, qui se cantonneraient aux discours et à l'idéologie, s'opposeraient à des militants, investis sur le terrain, dans une approche privilégiant l'action et le pragmatisme. Il y a bien évidemment une forme d'exagération à insister sur le fossé qui séparerait des « écologistes de terrain plutôt que de parti » et des « politiciens »³⁷⁵⁶ alors que Brice Lalonde est depuis le milieu des années soixante-dix un militant qui vit de et par la politique. Néanmoins, pour la première fois l'existence de cette liste ERE conduit à véritablement distinguer l'écologie politique, caractérisée par une forme partidulaire et incarnée par les Verts, et un écologisme qui mêle environnement et transformation de la société mais qui refuse les contraintes inhérentes au champ politique.

L'ancien animateur des Amis de la Terre justifie ainsi le fait qu'il ne soit pas membre des Verts par son refus de laisser « l'écologie s'enfermer dans le sectarisme »³⁷⁵⁷. Sous le pseudonyme d'Olivier Forbes, qu'il utilisait lorsqu'il était journaliste au *Sauvage*, Brice

³⁷⁵² C'est notamment l'approche développée par Bertrand de Jouvenel. Cf. Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel, op. cit.*, pp. 319 *sqq.*

³⁷⁵³ Pierre Desrochers, Christine Hoffbauer, "The Post-War Intellectual Roots of the Population Bomb", *op. cit.*, p. 73.

³⁷⁵⁴ Josette Bénard, « Pour une politique communautaire de l'environnement dynamique et réaliste », *Combat Nature*, n° spécial « De l'air ! », n°63, juin 1984, p. 8.

³⁷⁵⁵ « Les gagnants de l'écologie », *Combat Nature*, n° spécial « De l'air ! », n°63, juin 1984, p. 11.

³⁷⁵⁶ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupures de presse, ERE ». Tract de Brice Lalonde, « Avons-nous raison ! ». 10 mai 1984.

³⁷⁵⁷ MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Coupures de presse, ERE ». Tract de Brice Lalonde, « Avons-nous raison ! ». 10 mai 1984.

Lalonde est encore plus virulent dans ses attaques déclarant que « l'écologisme partisan et l'écologisme intégriste s'unissent dans le sectarisme du parti vert. Ces deux courants n'ayant, en revanche, pas beaucoup de projets communs, le dogme est essentiellement négatif et l'extrémisme verbal remplace l'efficacité pratique »³⁷⁵⁸. Ce faisant, l'ancien animateur des Amis de la Terre contribue à enrichir la gamme des stigmates associés aux écologistes : à l'idéal du retour à la bougie, très répandu dans les années soixante-dix, s'ajoute désormais le repli sur soi au sein d'un parti au fonctionnement obscur, peuplé d'une poignée de militants dont le nombre serait inversement proportionnel au degré de leurs certitudes.

La concurrence de la liste ERE et les attaques de Brice Lalonde sont rudement ressenties par les Verts mais elles ont néanmoins le mérite de renforcer leur unité face à cet adversaire commun, au-delà des divergences persistantes entre anciens VCE et VPE. Ainsi, la constitution de la liste se déroule sans encombre malgré les difficultés à convaincre de potentiels candidats venus du monde associatif³⁷⁵⁹. Ainsi, Jean-Claude Demaure, universitaire nantais et animateur de la SEPNB, doit décliner l'offre qui lui est faite faute d'autorisation de son conseil d'administration³⁷⁶⁰. Lors de la réunion du Conseil national interrégional et du Collège exécutif à Draveil, les 24 et 25 février 1984, l'ordre des candidats sur la liste est adopté et c'est Didier Anger, animateur du CRILAN dans la Manche, qui s'est tenu à l'écart des discussions sur l'unification après 1981 tout en marquant son hostilité à l'égard des Amis de la Terre, qui est désigné³⁷⁶¹.

La campagne européenne des Verts s'organise autour de quatre axes se situant dans la continuité des réflexions antérieures des VPE comme des VCE. Les écologistes appellent ainsi à une Europe de la qualité de la vie, qui ferait le lien entre les luttes ponctuelles et les problèmes globaux³⁷⁶². Le programme des Verts insiste en outre sur le fait que la solution à la crise économique passerait par des initiatives locales et la création d'entreprises de petites tailles produisant des biens utiles socialement. Sur le plan institutionnel, les écologistes mettent classiquement en cause l'Etat-nation et se

³⁷⁵⁸ Olivier Forbes, « Vert ou ouvert, telle est la question », *Combat Nature*, n° spécial « De l'air ! », n°63, juin 1984, p. 18.

³⁷⁵⁹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la Confédération bretonne ». *Bulletin de liaison des Verts – Fédération écologiste bretonne*, n°7, mars 1984.

³⁷⁶⁰ *Ibidem*.

³⁷⁶¹ MV. Fonds Yves Cochet. Carton « Vie de la Confédération bretonne ». *Bulletin de liaison des Verts – Fédération écologiste bretonne*, n°8, avril, 1984.

³⁷⁶² MV. Fonds Les Verts. Carton « Euro 84. Presse. Fichiers. Communiqués ». Communiqué de presse des Verts. 4 mai 1984.

prononcent pour une fédération de régions à l'échelle du continent, seule solution envisageable à leurs yeux pour que chaque citoyen puisse avoir une influence réelle sur l'évolution de la société³⁷⁶³.

Ce programme reste général voire vague, sans propositions marquantes et la campagne des Verts paraît singulièrement manquer d'allant. Ainsi, le grand meeting national de Lyon, censé être le point d'orgue de la campagne, ne rassemble que cent-cinquante personnes dans une « petite salle » de la mairie du VI^e arrondissement où les « interventions se succèdent sous de tièdes applaudissements »³⁷⁶⁴. De même, le rassemblement parisien à la Mutualité n'attire que deux-cents personnes pour ce qui s'apparente, selon le journaliste du *Monde*, au « triste spectacle d'une soirée de patronage sans âme »³⁷⁶⁵.

Confrontés à la concurrence de Brice Lalonde, les Verts ont bien des difficultés à développer leur programme. Dans un grand entretien accordé au *Monde*, Didier Anger doit ainsi consacrer une bonne partie de ses réponses à expliciter les positions des Verts face à ERE, déclarant que son parti n'est pas dogmatique mais s'appuie au contraire sur des observations concrètes et soulignant qu'il n'existerait qu'une seule liste écologiste, la sienne³⁷⁶⁶.

Les élections européennes se tiennent le 17 juin 1984 et, alors que le Front national crée l'évènement en obtenant 10,95 % des voix et dix députés, les Verts, tout comme la liste ERE, essuient un échec cuisant en rassemblant respectivement 3,36 %³⁷⁶⁷ et 3,32 %³⁷⁶⁸.

Figure 46. Résultats de la liste ERE aux élections européennes de juin 1984 (France métropolitaine)³⁷⁶⁹

³⁷⁶³ *Ibidem*.

³⁷⁶⁴ Claude Régent, « Le « meeting national » des Verts à Lyon », *Le Monde*, n°12 245, 9 juin 1984, p. 8.

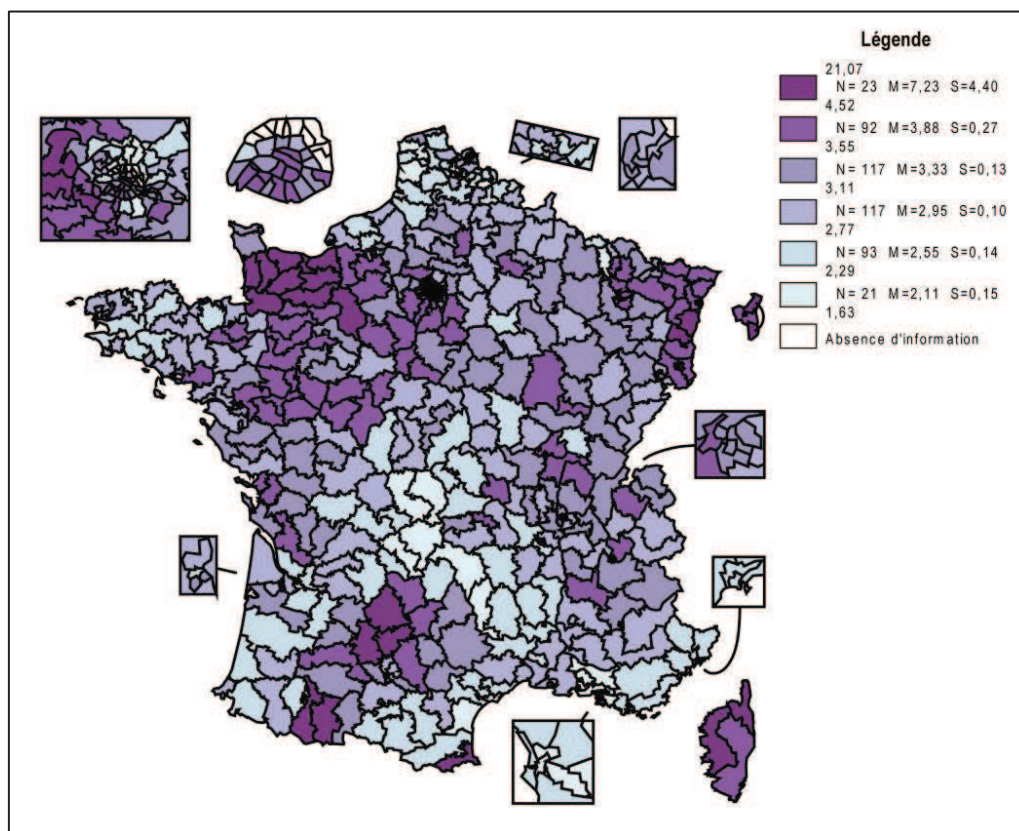
³⁷⁶⁵ RC, « Le « vert » est triste », *Le Monde*, n°12 249, 14 juin 1984, p. 9.

³⁷⁶⁶ Patrick Jarreau, « M. Didier Anger (les Verts) : ni à droite ni à gauche les écologistes ne sont pas non plus au centre », *Le Monde*, n°12 241, mardi 5 juin 1984, p. 9.

³⁷⁶⁷ « Didier Anger (Les Verts) : après demain », *Le Monde*, n°12 253, 19 juin 1984, p. 4.

³⁷⁶⁸ « Liste ERE : écarter les extrêmes », *Le Monde*, n°12 253, 19 juin 1984, p. 4.

³⁷⁶⁹ « Elections européennes de 1984 », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 15/05/14.



Comme le relève Anne Chaussebourg dans *Le Monde*, il s'agit incontestablement d'un pari perdu pour la liste ERE qui ne recueille que 670 474 voix, soit à peine plus que Michel Crépeau, candidat du seul MRG en 1981³⁷⁷⁰. François Doubin, Brice Lalonde et Olivier Stirn, expliquent cet échec par la difficile mise en place de cette alliance, qui n'a laissé que peu de temps à la liste pour faire passer son message aux électeurs³⁷⁷¹. Plus fondamentalement, le faible score recueilli par ERE témoigne de la faiblesse de l'implantation politique de Brice Lalonde et Olivier Stirn, à peine compensée par l'appui du MRG. De fait, la liste ERE recueille avant tout de bons scores dans les zones traditionnelles d'influence du radicalisme telles que le Tarn-et-Garonne³⁷⁷², fief de Jean-Michel Baylet, député-maire de Valence-d'Agen et président du MRG, ou dans les Hautes-Pyrénées, où François Abadie, ancien député-maire de Lourdes, reste influent³⁷⁷³. Par ailleurs, l'effet d'amitié locale joue en faveur de la liste ERE dans le Calvados, dont Olivier Stirn est l' élu³⁷⁷⁴ mais également dans l'Orne car François Doubin est conseiller

³⁷⁷⁰ Anne Chaussebourg, « ERE : pari perdu », *Le Monde*, n°12 253, 19 juin 1984, p. 2.

³⁷⁷¹ *Ibidem*.

³⁷⁷² La liste ERE obtient 6,29 % sur l'ensemble du département et 7,22 % dans la seconde circonscription, où se trouve Valence-d'Agen.

³⁷⁷³ La liste ERE recueille 5,46 % des voix dans le département et 5,74 % dans la seconde circonscription, dont François Abadie est l'ancien élu.

³⁷⁷⁴ La liste ERE obtient 8,63 % des suffrages dans l'ensemble du Calvados.

municipal de Soligny-la-Trappe, dans l'est du département³⁷⁷⁵. Dans ces conditions, contrairement à ce qu'espéraient les trois têtes de liste, la somme des trois composantes n'a pas constitué la matrice d'un phénomène politique³⁷⁷⁶.

Il serait néanmoins réducteur de s'en tenir à cette analyse qui laisse de côté la question du pourcentage d'électeurs écologistes qui se sont tournés vers la liste ERE. Ainsi, un sondage commandé par *Le Monde* à la SOFRES au début du mois de juin 1984 indique que 23 % des électeurs potentiels de la liste ERE se sentent proches de l'écologie politique³⁷⁷⁷. De fait, au soir des résultats, la physionomie des résultats de la liste centre-gauche ne peut être véritablement comprise sans prendre en compte ce vote écologiste. Ainsi, dans la Manche, où celui-ci est traditionnellement plus élevé que la moyenne nationale, la liste ERE dépasse la liste des Verts dans trois circonscriptions sur cinq. Il en va de même en Alsace où le trio Doubin, Lalonde, Stirn dépasse son score national dans l'ensemble des circonscriptions³⁷⁷⁸. Il est donc indéniable que la liste ERE a capté des électeurs qui se seraient, en son absence, reportés sur celle des Verts, privant ces derniers de suffrages précieux pour atteindre les 5 % des voix.

Figure 47. Résultats de la liste Les Verts aux élections européennes de juin 1984
(France métropolitaine)³⁷⁷⁹

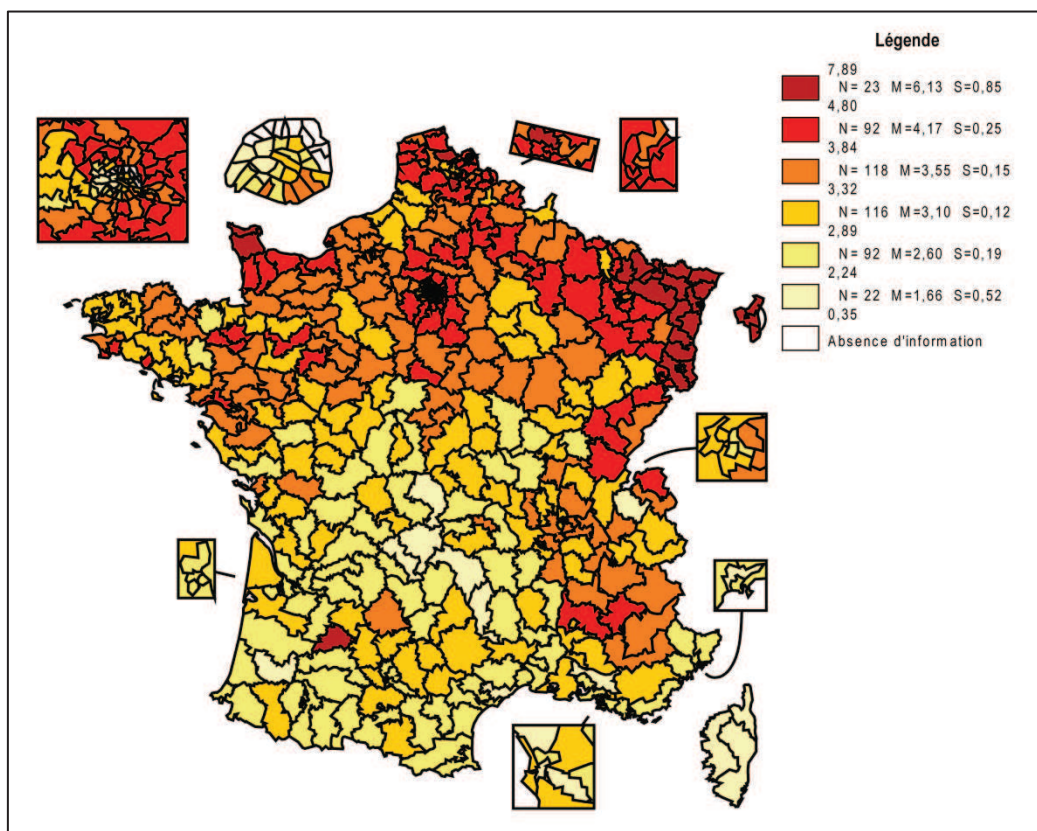
³⁷⁷⁵ ERE recueille ainsi 6,58 % dans la troisième circonscription de l'Orne

³⁷⁷⁶ *Ibidem*.

³⁷⁷⁷ Jérôme Jaffré, « Qui sont les électeurs des petites listes ? », *Le Monde*, n°12 242, 6 juin 1984, p. 8.

³⁷⁷⁸ La liste ERE obtient ainsi 4,93 % dans la première circonscription du Bas-Rhin.

³⁷⁷⁹ « Elections européennes de 1984 », *Centre de données socio-politiques*, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 15/05/14.



Si la liste des Verts a la satisfaction de réaliser un meilleur score que son concurrent direct, il n'en demeure pas moins que les résultats confirment une tendance au tassement électoral de ce courant déjà observée à l'occasion des élections législatives de juin 1981. Avec 680 080 voix, les Verts se situent bien en deçà des 900 000 suffrages recueillis par Europe Ecologie en 1979. Au niveau régional, les zones d'influences traditionnelles de l'écologisme des années soixante-dix poursuivent leur lente érosion, qu'il est possible d'observer dans la Manche ou encore dans le Haut-Rhin où les écologistes perdent respectivement 32 % et 37 % de leurs électeurs entre les deux scrutins européens.

Figure 48. Evolution des suffrages exprimés dans la Manche et le Haut-Rhin (1979-1981)³⁷⁸⁰

	Européennes (1979)	Présidentielle s (1981)	Législatives (1981)	Européennes (1984)

³⁷⁸⁰ « Elections européennes de 1984 », Centre de données socio-politiques, <http://cdsp.sciences-po.fr/AE.php>, consulté le 15/05/14.

Haut-Rhin	22 443	16 953	13 502	14 032
Manche	13 168	12729	-	9 029

Or, à la différence des élections présidentielles de 1981, où l'augmentation notable du vote écologiste dans l'ouest de la France avait permis de compenser la baisse observée dans d'autres zones, rares sont les régions où les écologistes semblent en 1984 dans une dynamique électorale positive³⁷⁸¹. La seule exception à ce panorama peu reluisant est la région Nord-Pas-de-Calais dans son ensemble où les résultats des écologistes, déjà en progrès en 1981, poursuivent cette trajectoire, notamment dans le Nord³⁷⁸². L'esquisse de recomposition de la carte électorale écologiste, déjà discernable en 1981, paraît donc se confirmer avec une nette orientation à gauche de son électorat, donnée confirmée par ailleurs par les enquêtes d'opinion du début du mois de juin 1984. Ainsi, selon la SOFRES, 58 % des électeurs potentiels des Verts ont voté Mitterrand en 1981, contre seulement 16 % pour Valéry Giscard d'Estaing³⁷⁸³.

Plus qu'une éventuelle baisse de la sensibilité des Français aux enjeux environnementaux, l'évolution de la sociologie politique des électeurs écologistes fournit donc une clé précieuse pour comprendre l'affaiblissement électoral des Verts dans les années quatre-vingt. Ainsi, dans certaines régions traditionnellement ancrées à droite, le repositionnement des écologistes à gauche peut être de nature à détourner certains électeurs. Par ailleurs, dans un contexte de désenchantement à l'égard de la gauche au pouvoir, ce nouvel électorat écologiste a probablement davantage tendance à se réfugier dans l'abstention qu'il ne le faisait dans les années soixante-dix. Alors que les écologistes ont été absorbés par leur difficile et partielle unification, ils n'ont pu, durant le début des années quatre-vingt, avoir l'activité soutenue qui leur aurait permis de mobiliser cet électorat déçu du socialisme en 1984.

Pour les écologistes, les élections européennes constituent donc incontestablement la fin d'un cycle. L'augmentation constante des suffrages exprimés observée durant les

³⁷⁸¹ Les Verts obtiennent ainsi une moyenne de 3,4 % en Bretagne (Loire-Atlantique comprise) soit un résultat conforme à la moyenne nationale contre 4,2 % en 1981.

³⁷⁸² La liste de Didier Anger obtient 4,18 % dans le Nord et jusqu'à 5,13 % dans la onzième circonscription (Armentières).

³⁷⁸³ Jérôme Jaffré, « Qui sont les électeurs des petites listes », *Le Monde*, n°12 242, 6 juin 1984, p. 1.

années soixante-dix est enrayée tandis que les zones d'influence de l'écologisme sur le territoire national paraissent évoluer.

A l'occasion de ces élections, les Verts sont parvenus à renforcer leur unité mais au prix de l'exclusion d'une sensibilité de l'écologisme dont le résultat de Brice Lalonde montre qu'elle n'est pas sans influence et qui, par la suite, se structurera au sein de Génération écologie en 1990. De fait, pour les Verts, une nouvelle période s'ouvre où il s'agira de concilier la construction d'un appareil partidaire et le renforcement des liens avec la société française dont les résultats des élections du début des années quatre-vingt montrent qu'ils se sont singulièrement distendus.

La période qui s'étend de l'élection de François Mitterrand à l'élection européenne de juin 1984 constitue pour les écologistes une sortie définitive des années 68. Au niveau idéologique, les militants s'efforcent de renouveler les bases de leur pensée alternative en insistant sur de nouveaux thèmes et surtout en adoptant une approche nouvelle de la transformation de la société, baptisée « réformisme révolutionnaire ». Sur ce point, l'âpreté des débats qui oppose les différentes tendances ne doit pas occulter le fait qu'un consensus s'installe progressivement autour de l'adoption de structures partidaires reposant sur l'interdiction de la double-appartenance, le respect des choix majoritaires ou encore l'autonomie de décisions des institutions nationales.

Comme il est de coutume chez les écologistes depuis le début des années soixante-dix, la perspective d'élections au mode de scrutin favorable donne l'impulsion nécessaire au rapprochement des tendances et c'est donc quelques mois avant les élections européennes de 1984 que les Verts sont créés. Certes, les structures ou les règles de fonctionnement de ce parti sont très loin du modèle canonique que le PCF pourrait incarner ; faiblement hiérarchisé, doté d'un appareil embryonnaire, les Verts semblent peu armés pour affronter des élections nationales mais ils présentent l'intérêt de tenter de concilier une forme partidaire avec les exigences de démocratie émises par les écologistes depuis les années soixante-dix.

Si les Verts prétendent être le seul représentant de l'écologie politique, il n'en demeure pas moins que tous les militants ne se rallient pas à cette nouvelle structure. Dès la fin de l'année 1982, les Amis de la Terre opèrent un recentrage associatif cependant que Brice

Lalonde commence un parcours personnel qui le conduira au ministère de l'Environnement durant le second mandat de François Mitterrand. A ce titre, le début des années quatre-vingt constitue un tournant déterminant dans la distinction entre l'écologisme et l'écologie politique que les Verts s'efforcent de combler depuis lors.

Vers l'unification des écologistes – conclusion

Dans son ouvrage, Guillaume Sainteny considère que les contraintes structurelles induites par le système politique français expliquent à elles seules la transformation de l'écologisme en parti politique³⁷⁸⁴. Une telle approche ne saurait être convaincante en elle-même dans la mesure où elle ne permet pas de comprendre pourquoi cette forme spécifique d'institutionnalisation intervient précisément au début des années quatre-vingt. Alors que les pouvoirs publics et les associations de protection de la nature et de l'environnement ébauchent une forme de cogestion des politiques environnementales dont les écologistes ne participent que par intermittence, la création d'un parti écologiste dument identifié comme tel apparaît comme un moyen de réaffirmer leur statut d'alternative globale et radicale.

Par ailleurs, à mesure que les militants participent à des campagnes électorales, le besoin d'avoir à disposition un appareil professionnalisé et hiérarchisé se fait sentir avec plus d'acuité et l'emporte sur les préventions à l'égard des partis exprimés depuis les années soixante-dix. Ainsi, la nouvelle place de l'environnement dans le champ politique durant cette courte période est aussi cruciale que les sorties des années 68 pour expliquer la création d'un parti politique écologiste.

Le début des années quatre-vingt s'était ouvert sur la volonté proclamée par l'ensemble des militants d'œuvrer à l'unification du mouvement. Celle-ci se révèle rapidement impossible tant les divergences personnelles, stratégiques et parfois doctrinales sont importantes. Dans ces conditions, la création des Verts apparaît comme une forme de substitut à une unification manifestement impossible. Les élections européennes, qui voient s'affronter deux listes se réclamant, à des degrés divers, de l'écologisme, se situent ainsi à la fois dans la continuité des débats passés tout en renouvelant notablement les termes, annonçant de nouvelles controverses qui ne seront closes qu'au milieu des années quatre-vingt dix.

³⁷⁸⁴ Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français*, op. cit., p. 5.

Les écologistes et les sorties des années 68 – conclusion

En janvier 1984, la création des Verts, premier parti politique écologiste véritablement pérenne en France, n'est que l'une des manifestations les plus spectaculaires des sorties des années 68 qui se traduisent par une transformation profonde du paysage politique, social et militant du pays.

Contrairement aux condamnations morales régulièrement émises, ce processus n'est pas uniquement synonyme d'un reniement des idéaux et d'affirmation des ambitions personnelles. Il s'agit plus fondamentalement d'un ensemble de réflexions, d'expériences et d'inflexions décidées ou subies par les militants et les organisations pour s'adapter à la nouvelle donne des années quatre-vingts. Dans ce foisonnement, plusieurs tendances lourdes se dessinent dans l'écologisme français et peuvent être rappelées ici.

Les choix différents effectués au début des années quatre-vingt reflète ainsi une nouvelle appréhension de la lancinante question de l'unité du mouvement. C'est en effet au nom de cet idéal que les écologistes organisent plusieurs assises successives destinées à rapprocher les points de vue puis à fonder une organisation commune voire unique. Pourtant, après 1981, les conflits personnels, les divisions politiques consécutives à l'arrivée de la gauche au pouvoir et la manière dont les associations de protection de la nature et de l'environnement prennent leurs distances à l'égard de l'écologisme ont raison de cette aspiration à l'unité. Paradoxalement, ce n'est qu'en sacrifiant cet idéal que les écologistes parviennent à élaborer une structure partidulaire unique.

Durant les années soixante-dix, pour certains militants qui gravitent par exemple autour de *Survivre et Vivre* ou de *La Gueule Ouverte*, l'écologie représente une nouvelle lecture de la société reposant sur les enseignements, voire les lois, de la nature. En s'appuyant sur la théorie des systèmes ou sur la thermodynamique, ces militants entendent alors promouvoir une nouvelle approche de la vie en société privilégiant la recherche de la diversité, la prise de décision au consensus ou encore l'éloge des complémentarités. Or, dans le contexte des sorties des années 68, ces porteurs d'une vision de l'écologie entendue comme alternative anthropologique radicale sont peu à peu marginalisés. Observable dès les Assises de Lyon de mai 1980, cette mise à l'écart dans

la réorganisation de l'écologisme tient autant à la volonté des Amis de la Terre et du MEP de s'assurer la mainmise sur le processus d'unification qu'à l'incapacité des militants alors appelés diversitaires à s'organiser de manière à peser véritablement sur les débats. A cet égard, la marginalisation des propositions d'Hervé Le Nestour au sein de la Confédération écologiste sonne définitivement le glas de l'influence concrète de cette tendance sur l'orientation de l'écologie politique.

Parallèlement, le regard porté sur la transformation de la société s'infléchit notablement chez les écologistes. Dans les années soixante-dix, l'urgence de la crise écologique commandait une action rapide pour amener l'avènement à très court terme d'une société nouvelle. Progressivement, l'affaiblissement relatif des luttes environnementales sur le terrain, l'installation du nucléaire et de la relative stagnation des résultats électoraux des écologistes conduisent les militants à reconnaître que le changement de société est un processus plus complexe qu'ils ne l'auraient cru. Dans ces conditions, une démarche pédagogique sur le long terme remplace alors l'espoir de voir surgir l'An 01. C'est ainsi que les militants commencent à penser les questions énergétiques en termes de transition et non plus seulement d'opposition à la construction des centrales nucléaires ; dans le même ordre d'idée, des groupes toujours plus nombreux se prennent de passion pour le recyclage du papier.

Ainsi, l'action concrète, immédiatement mesurable, inscrite dans le quotidien devient la norme, sans être nécessairement surdéterminée par des considérations idéologiques. Ainsi, le geste en faveur de la protection de la nature et de l'environnement connaît une dépolitisation relative à mesure qu'il gagne en importance pour lui-même. La mise en avant du réformisme révolutionnaire par les Verts constitue l'un des aboutissements de ce processus.

Dans les années soixante-dix, les écologistes ne consentaient à se présenter aux élections qu'à la condition de subvertir ce qu'ils considéraient comme les règles traditionnelles du monde politique. La spontanéité, l'amateurisme, la naïveté constituaient alors des titres de gloire pour les écologistes. Dans les années quatre-vingt, l'expérience politique aidant, d'autres principes sont désormais mis en avant par les animateurs des organisations écologistes. Le professionnalisme, la volonté d'inscrire leur action dans la durée, la recherche de crédibilité dans la relation aux électeurs viennent

ainsi s'ajouter aux normes héritées de la période précédente. Là encore, ce processus n'implique pas un reniement complet des idéaux propres aux années 68 – comme en attestent les statuts des Verts – mais plutôt une nouvelle hiérarchie des valeurs associées à l'action collective.

Cette nouvelle approche de l'écologisme est d'autant plus visible qu'elle incarne la démarche des Verts mais elle ne constitue que l'une des multiples déclinaisons de l'écologisme. De fait, alors que certains militants choisissent de créer un parti, espérant en faire un instrument pour faire de la politique autrement, d'autres choisissent de privilégier l'action associative, sans pour autant renier leurs convictions ou remettre en cause le bien-fondé d'une démarche écologiste, reflet de la nouvelle donne des années quatre-vingt.

Conclusion générale – De l'écologisme à l'écologie politique

En l'espace d'une quinzaine d'années, entre la fin des années soixante et le milieu des années quatre-vingt, la France assiste, à l'image de la plupart des pays industrialisés, à l'émergence et à la structuration de mouvements écologistes qui ont pour point commun de faire des questions environnementales un enjeu essentiel pour l'avenir des sociétés contemporaines. Le grand récit écologiste tendait à présenter ce processus comme une réaction essentielle contre une dégradation de l'environnement d'une ampleur inédite, portée par des classes moyennes postmatérialistes en rupture avec le marxisme. Dans cette perspective, l'écologisme apparaissait comme une catégorie définie une fois pour toute, dont l'étendue et la définition ne prêtaient pas à discussion.

A rebours de cette approche, ce travail s'est attaché à analyser la construction³⁷⁸⁵ progressive de ce courant politique sur le terrain en s'intéressant en priorité aux groupes et aux militants sur le terrain. A la croisée de l'histoire politique et de l'histoire environnementale, nous avons cherché à reconstituer la complexité d'un processus qui éclaire les paradoxes et les apories du tournant environnemental.

Au début de notre période, l'écologisme n'existe pas, sinon sous la forme d'une nébuleuse instable de petits groupes dont le principal – sinon unique – point commun est d'insister sur la gravité de la dégradation de l'environnement et sur l'impact potentiel de cette situation pour les sociétés contemporaines. Loin de se résumer à une explosion soudaine, l'émergence de l'écologisme français est au contraire le résultat d'une longue sédimentation historique de réflexions diverses au sein de milieux qui, longtemps, n'ont entretenu entre eux que des liens ténus.

Ainsi, les milieux naturistes, obsédés par la dégénérescence de l'homme dans la société industrielle, inspirés par l'anarchisme ou la droite réactionnaire, voisinent les militants de la protection de la nature et de l'environnement qui s'inquiètent de la destruction des écosystèmes par l'industrialisation et l'urbanisation. De même, les

³⁷⁸⁵ Nicolas Mariot, Philippe Olivera, « Constructivisme », in Christian Delacroix et alii, *Historiographies. Tome II, op. cit.*, p. 705.

fondateurs du personnalisme gascon en viennent à dialoguer avec les journalistes passés par *Charlie Hebdo*. De fait, des réflexions dont les origines remontent au XIX^e siècle se conjuguent aux apports les plus récents de la science écologique et les critiques hétérodoxes du progrès s'associent à des voix plus mesurées cherchant à amender les effets pervers de la croissance économique sans en remettre en cause le principe.

Il n'est donc pas étonnant que face à l'urgence de la crise écologique, les répertoires d'action varient, allant de la manifestation de rue jusqu'à l'organisation de congrès en passant par la participation aux élections, sans qu'une coordination d'ensemble ne soit mise en œuvre. Cette nébuleuse naissante ne saurait donc être réduite à l'étiquette de nouveau mouvement social, notion qui, en l'occurrence, entrave la compréhension d'un phénomène particulièrement diversifié tant d'un point de vue politique que dans l'approche de l'idée de nature. La déconstruction du grand récit écologiste montre donc que la nouveauté du début des années soixante-dix ne réside pas dans le surgissement de ces mouvements mais dans leur amalgame relatif et dans la résonance nouvelle qu'ils acquièrent dans la société.

L'ancien et le nouveau, le scientifique et le politique se trouvent ainsi mêlés dans une configuration inédite qui valorise les théories marginales, issues des contre-cultures ou des avant-gardes culturelles. Dans ce cadre, une approche cherchant à reconstituer la généalogie intellectuelle compte moins que l'analyse de la manière dont les références circulent, sont appropriées et transfigurées.

Cependant, s'en tenir au seul constat d'une diversité irréductible de l'écologisme en ferait une illusion sans réalité tangible, une étiquette commode mais dénuée de toute réalité. Ainsi, la structuration de tendances distinctes au sein de l'écologisme favorise la stabilisation de ce label en fournissant aux militants des points de repère dans les débats au sein de la nébuleuse et en favorisant l'institutionnalisation progressive d'organisations aussi bien alliées que concurrentes³⁷⁸⁶.

Trois tendances se distinguent dans l'écologisme des années soixante-dix même si, dans les faits, les militants peuvent prendre part à plusieurs démarches à la fois. D'une part, sur le plan local, une multitude d'associations et comités apparaissent, se réclament de l'écologisme et contribuent de ce fait à sa définition tant par leur discours que par leurs pratiques (notamment dans sa dimension associative). D'autre part, des

³⁷⁸⁶ Carole Waldvogel, *Imposer « l'environnement », op. cit.*, pp. 91 *sqq.*

organisations nationales, telles que les Amis de la Terre ou le Mouvement écologique, émergent et entrent en concurrence pour assoir leur propre définition de l'écologisme et leur prééminence sur la nébuleuse. Dans ce processus, les querelles personnelles – notamment liées à la personne de Brice Lalonde – ne font que s'ajouter à des divergences de vue sur la relation de l'homme à la nature ou le rapport au politique pour favoriser la constitution de cultures politiques distinctes jusque dans les années quatre-vingt dix dans les querelles opposant Génération écologie et les Verts³⁷⁸⁷.

Enfin, certains militants refusent cette bipartition de l'écologisme qui conduit à leurs yeux à corseter une réalité bien plus foisonnante dans des institutions artificielles. Durant les années soixante-dix, ponctuellement, cette troisième tendance tente de s'organiser pour incarner un écologisme libertaire, impliqué dans les luttes sur le terrain et soucieux de favoriser la diversité des positions en son sein. Pourtant, depuis le Collectif de Bazoches en 1974 jusqu'aux diversitaires en 1979-1980, ces initiatives ne semblent connaître au mieux qu'un éclat momentané.

Parce qu'elles se structurent sous la forme de groupes, d'alliances et de réseaux, ces tendances donnent progressivement corps à l'écologisme, le rendant en quelque sorte plus tangible. Par ailleurs, les réussites, les échecs et les divergences des diverses tendances ne doivent pas faire oublier que les clivages au sein de la nébuleuse ne sont jamais définitifs ni insurmontables ; les militants circulent entre les différents groupes et collaborent entre eux, contribuant ainsi à former une analyse commune qui fonde la cohérence de l'écologisme.

En parallèle à la structuration des tendances au sein de l'écologisme français, le processus de politisation est un autre facteur essentiel dans la construction de ce courant. Ses implications sont cependant paradoxales tant ses formes concrètes peuvent varier. Dans les faits, celles-ci peuvent être rangées en trois catégories distinctes.

La dimension la plus spectaculaire de la politisation de l'écologisme est sans nul doute la participation des militants aux élections. Si quelques candidats se réclament de la protection de la nature et de l'environnement dès les législatives de 1973, ce n'est véritablement qu'à l'occasion des élections présidentielles de 1974 que le grand public découvre les écologistes. A cette époque, il n'est évidemment pas question de faire de cet agronome défenseur du tiers monde un président de la République ; aux dires des

³⁷⁸⁷ Pierre Serne, *Les Verts ont vingt ans : Petite histoire de l'écologie politique en France*, Paris, Cédis : les Verts, 2004, p. 20.

militants, il s'agit tout à la fois de faire connaître leur courant et leurs propositions à l'ensemble des Français et de subvertir plaisamment les institutions de la V^e République pour les utiliser à leur profit. Pourtant, l'examen précis des motivations des acteurs suggère que l'utilisation pragmatique des élections à des fins de propagande n'est qu'une des facettes de cet événement.

A bien des égards, l'organisation de la campagne de René Dumont apparaît comme une réponse à la diversité de l'écologisme qui confine à la cacophonie. Loin de révéler aux Français un écologisme préexistant et clairement défini, il s'agit donc avant tout d'en dessiner les contours, d'en définir le programme voire d'en mesurer l'écho dans le pays au travers du score réalisé. Ainsi, en acceptant le temps d'une campagne d'être le porte-parole du « mouvement écologique »³⁷⁸⁸, René Dumont devient symboliquement l'incarnation de l'unité pourtant toute relative de cette nébuleuse.

Par ailleurs, en tant que processus de sélection des candidats et de définition du message, les élections peuvent être considérées comme un moyen d'exclusion des opposants, qui sont rejetés hors de ce qui est alors défini comme l'écologisme officiel – c'est notamment le cas des milieux naturistes. Après la campagne présidentielle de 1974, une telle démarche est portée par des entrepreneurs politiques tels que Brice Lalonde, Jean-Claude Delarue ou encore Solange Fernex, faisant de chaque élection un moment crucial de la construction de l'écologisme.

L'approche de la politisation par les élections n'épuise cependant pas ce concept aux diverses facettes. Pour faire face au procès en légitimité intenté par leurs adversaires, prompts à ne voir dans les conflits environnementaux que l'expression d'un égoïsme local ou d'une pulsion réactionnaire, les militants sont en effet amenés à insister sur les enjeux globaux et politiques de leurs actions. La construction de l'écologisme passe donc également par la fabrique intellectuelle de ce courant pour lui conférer une dignité idéologique face aux autres familles politiques dont il est dépourvu à l'origine, processus dans lequel la rédaction des programmes électoraux joue un grand rôle.

Il existe enfin une forme de politisation informelle³⁷⁸⁹ à laquelle nombre de militants sont très attachés. Celle-ci s'enracine dans un essor du fait associatif dans la France des années soixante et soixante-dix. Ce phénomène se manifeste par une hausse des effectifs

³⁷⁸⁸ René Dumont, *L'écologie ou la mort*, op. cit., p. 18.

³⁷⁸⁹ Michel Offerlé, Laurent Le Gall, « Introduction. La politique informelle entre incertitudes et inconstances », in Laurent Le Gall et alii (dir.), *La politique sans en avoir l'air*, op. cit., p. 9.

des partis politiques et des syndicats et par une augmentation du nombre de création d'associations mais aussi par une réflexion renouvelée sur ce que les « forces vives » ou encore « la société civile » peuvent apporter à la gestion des affaires de la cité³⁷⁹⁰. Dans cette perspective, l'inscription des enjeux environnementaux dans un registre politique s'opère par le biais de pratiques quotidiennes souvent peu spectaculaires mais fondamentales : les réunions d'information, la rédaction de tracts ou d'articles pour des périodiques à faible diffusion ou encore l'organisation de manifestations contre des projets de centrale nucléaire. Les militants développent ainsi une connaissance pratique des modes de fonctionnement des pouvoirs publics, des médias ou des partis politiques et sont amenées à traduire les questions liées à la protection de la nature et de l'environnement et à l'écologie dans un langage politique.

A l'échelle de la décennie, les trois dimensions de la politisation de l'écologisme – électorale, intellectuelle et informelle – cohabitent plus ou moins harmonieusement. Les militants sont tout particulièrement soucieux de préserver les acquis d'une politisation informelle contre la seule dimension électorale dont ils craignent qu'elle ne conduise à faire de l'écologisme un courant politique comme les autres, ce qui remettrait en cause à leurs yeux son potentiel de transformation de la société.

En cela, les écologistes participent d'un mouvement plus large dans les années 68 aspirant à « faire de la politique autrement » qui ne saurait donc être réduit à la seule constellation de la deuxième gauche³⁷⁹¹. Cette démarche passe avant tout par la volonté de se distinguer des partis politiques classiques dont les militants considèrent qu'ils sont uniquement tournés vers la conquête ou l'exercice du pouvoir sans se préoccuper des véritables enjeux. En outre, les structures partisans auraient un mode de fonctionnement hiérarchisé et autoritaire contraire aux aspirations des militants et aux enseignements de l'écologie scientifique qui valoriserait la diversité et l'auto-organisation.

L'aspiration à faire de la politique autrement se traduit également par une récusation, plus ou moins radicale selon les acteurs et les impératifs stratégiques du moment, du clivage gauche/droite. Là encore, diverses raisons sont avancées par les militants pour justifier cette prise de position. Pour certains, les clivages partisans seraient contraires à la

³⁷⁹⁰ Pierre Rosanvallon, *Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004, p. 417.

³⁷⁹¹ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS – Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 65.

recherche d'unanimité que dicterait l'urgence vitale de la crise écologique ; pour d'autres, ils seraient fondés sur des idéologies issues du XIX^e siècle industriel et, en tant que tels, périmés. Enfin, il ne faut pas négliger l'intérêt stratégique que peut représenter un positionnement non-partisan pour distinguer l'écologisme de ses concurrents politiques.

Ces diverses réflexions sur la non-pertinence des clivages partisans n'empêchent cependant pas un progressif ancrage électoral de l'écologisme à gauche et, dans certains cas, des collaborations avec des partis et des organisations appartenant à cette famille politique. L'ambiguïté du positionnement de l'écologisme est provisoirement tranchée dans les années quatre-vingt à la suite des déceptions nées de la politique menée par les socialistes à partir de 1981 par la réaffirmation de la vocation de l'écologisme à remplacer les anciens clivages³⁷⁹². La complexité du positionnement politique de l'écologisme ne saurait donc être réduite à une forme d'apolitisme³⁷⁹³ et doit donc être envisagée à la fois sur le plan stratégique et idéologique.

Concrètement, cette aspiration inlassable à préserver l'écologisme d'une dérive politicienne passe par la mise en avant de l'identité militante ancrée dans les luttes sur le terrain, par la recherche de pratiques électorales différentes des partis politiques ou encore la rédaction de codes de déontologie destinés à préserver la nébuleuse d'une confiscation du mouvement par d'éventuels élus. Cette démarche est particulièrement visible en 1977 dans le cadre propice des élections municipales où de très nombreuses listes écologistes sont issues d'associations de défense. Les programmes témoignent alors d'une volonté d'étendre le combat mené sur le terrain à la scène électorale comme si le champ politique ne devait bénéficier d'aucune prééminence dans la transformation de la société.

Malgré l'influence de cette aspiration à faire de la politique autrement, qui implique un refus de se reconnaître dans une structure partidulaire, les Verts sont créés en 1984. Notre travail de thèse s'est efforcé de comprendre les facteurs qui ont présidé à ce ralliement. A l'évidence, une interprétation uniquement morale qui ramènerait cet événement à l'expression d'ambitions personnelles et de reniements des idéaux de jeunesse paraît

³⁷⁹² Cette situation complexe explique en grande partie la prééminence de la ligne du « ni ni » incarnée par Antoine Waechter à partir de 1986. Cf. Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération verte, op. cit.*, pp. 120 *sqq.*

³⁷⁹³ Razmig Keucheyan, *La nature est un champ politique. Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2014, p. 5.

totallement insuffisante et il est préférable d'analyser comment, au fil des élections, les règles du jeu politique s'imposent aux écologistes³⁷⁹⁴.

Les législatives de 1978 apparaissent sur ce point comme un tournant crucial. La mise en place de mécanismes de régulation des candidatures et des conflits ainsi que la rédaction d'un programme national indiquent en effet que la politisation électorale prend progressivement le pas sur la politisation informelle. Malgré une remise en cause de l'opportunité de présenter des candidats régulièrement exprimée par certains militants, les collectifs électoraux en principe temporaires tendent à devenir permanents, l'organisation connaît une relative professionnalisation et l'aspiration à obtenir des élus est de plus en plus assumée. Peu à peu, la succession des élections impose sa logique aux écologistes, leur dicte leur calendrier et conduit à une marginalisation des militants qui ne se reconnaissent pas dans cette démarche sans que ceux-ci ne disparaissent totalement bien qu'ils tendent à insister sur l'importance de l'action associative. A terme, l'écologie politique en tant que démarche proprement électorale tend donc à se distinguer de l'écologisme.

En tant que telle, l'étude des mouvements écologistes permet donc de mesurer l'importance et la diversité des aspirations au renouvellement de la politique, dans ses finalités comme dans ses pratiques. Elle conduit également à jeter un regard plus complexe sur l'affaiblissement de ce courant dans un contexte général de « sortie des années 68 », à la conjonction d'un reflux militant, d'un ralliement aux institutions et d'une banalisation des questions environnementales dans la France des années quatre-vingt.

Outre ces considérations sur l'histoire politique des années 68, l'étude de l'émergence des mouvements écologistes éclaire également, sous un angle particulier, le rapport de la société française aux enjeux environnementaux durant cette période.

A l'issue de ce travail, il paraît ainsi nécessaire de nuancer, voire de remettre en cause, la pertinence de l'expression couramment employée de prise de conscience environnementale. Renvoyant *a priori* au cheminement intérieur d'un individu, celle-ci est souvent appliquée à des organisations spécifiques voire à l'ensemble d'une société. Il serait certes tentant de voir dans l'émergence de l'écologisme une étape décisive dans la prise de conscience environnementale entendue selon un schéma évolutionniste comme

³⁷⁹⁴ Erik Neveu, « Métier politique : d'une institutionnalisation à une autre », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 103-121.

un processus complexe, heurté mais néanmoins nécessaire et tourné vers la diffusion toujours plus grande de ces idées dans les mentalités et les politiques publiques. Cette perspective corroborerait l'idée d'une modernité réflexive, consciente des dégâts du progrès et soucieuse d'en gérer les conséquences dont Ulrich Beck situe l'avènement au tournant des années soixante et soixante-dix³⁷⁹⁵.

Une telle approche n'est pas sans poser de nombreux problèmes. S'il est indéniable que l'environnement s'installe alors comme catégorie d'action des pouvoirs publics voire – mais de manière plus limitée – comme enjeu politique et militant, ces évolutions n'impliquent pas en elles-mêmes une transformation radicale des catégories de pensée des sociétés. De fait, cette évolution ne doit pas être envisagée comme une rupture avec le passé inaugurant une nouvelle forme de modernité : la représentation de l'environnement ne succède pas brutalement à celle de la nature mais s'y superpose, infléchit parfois les attitudes, mais de manière progressive.

Dans ce cadre, il serait périlleux et sans doute vain de distinguer des archaïsmes – fatalement appelés à disparaître – et des innovations – destinées à s'épanouir et à se diffuser. Or, une telle démarche occulterait en effet le caractère conflictuel et polysémique d'une approche politique des enjeux environnementaux. La diversité des tendances au sein de l'écologisme – qui ne sont pas réductibles à des querelles personnelles – et les oppositions auxquelles ils doivent faire face malgré l'affirmation des politiques publiques démontrent que le tournant environnemental n'est en aucun cas un processus irénique qui viendrait mettre fin aux clivages antérieurs. Ainsi, le ralliement massif à la notion d'environnement à partir de la fin des années soixante structure un champ nouveau mais ne conduit pas, bien au contraire, à la disparition de la conflictualité en son sein³⁷⁹⁶.

En tant que telle, la prise de conscience environnementale apparaît donc avant tout comme un élément essentiel du « grand récit écologiste »³⁷⁹⁷ dont les militants sont les principaux constructeurs. Dans leurs programmes électoraux, dans leurs motions visant à expliciter les différences entre les tendances de leur mouvement, les militants n'ont en effet eu de cesse d'en poser les fondements.

³⁷⁹⁵ Ulrich Beck, *La société du risque, op. cit.*, pp. 35 sqq.

³⁷⁹⁶ Carole Waldvogel, *Imposer l'environnement. Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2011, pp. 13 sqq.

³⁷⁹⁷ Jean-Paul Bozonnet, « Les métamorphoses du grand récit écologiste et son appropriation par la société civile », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 39, n°3, juillet-septembre 2007, p. 311.

Celui-ci remis en cause, il devient nécessaire de repenser l'articulation entre les enjeux environnementaux et politiques qui tendent à se superposer de manière conflictuelle. L'étude des conflits environnementaux prend alors toute son importance. Accepter sans réserve l'idée que l'écologisme ne serait composé que de classes moyennes postmatérialistes reviendrait à réduire un message politique à ceux qui s'en font les porte-voix à un moment donné. De fait, les conflits environnementaux mobilisent en effet des individus et des groupes issus de l'ensemble des classes sociales du pays, depuis les marins-pêcheurs du Havre jusqu'aux paysans de Braud et Saint-Louis en passant par les ouvriers métallurgistes ardennais. L'analyse de l'émergence de l'écologie politique française invite donc à relire l'histoire des Trente Glorieuses en abandonnant l'idée simpliste selon laquelle une croissance durable et exceptionnelle serait un gage de bonheur pour le plus grand nombre. A ce titre, ce travail s'inscrit dans un courant historiographique récent qui entend proposer une « autre histoire des Trente Glorieuses »³⁷⁹⁸ tout en proposant une autre approche des rapports des sociétés à leur environnement en reposant non pas sur l'idée de prise de conscience mais sur l'analyse de processus conflictuels.

Au début des années soixante-dix, les premiers textes des écologistes frappent par leur radicalité. Confrontés à l'imminence d'une catastrophe écologique sans précédent, les militants en appellent à une transformation complète et rapide de la société dans le cadre d'une nouvelle forme de révolution. Dans cette perspective, la critique naturiste du progrès ou encore le discours du mouvement communautaire apparaissent comme les fers de lance de cette démarche radicale qui cohabite avec un courant critique plus mesuré dont l'influence s'intensifie jusqu'à devenir prédominante à la faveur du processus de politisation électorale. De fait, si l'idée de crise écologique reste sous-jacente chez la plupart des militants, les propositions formulées sont bien davantage marquées par les

³⁷⁹⁸ Christophe Bonneuil, Céline Pessis, Sezin Topçu, « Pour en finir avec les « Trente Glorieuses » », *in id., Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013. Cf. également Rémy Pawin, « Retour sur les « Trente Glorieuses » et la périodisation du second XX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60, pp. 155 *sqq* ; Vincent Porhel, « Introduction. L'Ouest dans l'historiographie des années 68 : nouvelle approche, nouveaux enjeux », *in* Christian Bougeard, Vincent Porhel, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, PUR, 2012, p. 14.

impératifs de réalisme ou de recherche de crédibilité gestionnaire : la radicalité s'est muée en un appel au « réformisme révolutionnaire » beaucoup plus consensuel³⁷⁹⁹.

A posteriori, une telle évolution interroge. Faut-il l'interpréter comme une évolution inévitable de l'utopie radicale vers le réalisme pragmatique ? Dans cette perspective, la promotion du « réformisme révolutionnaire » serait le reflet d'une saine prise en compte de l'inertie du réel et de l'impossibilité à transformer radicalement la société sur le court terme. Les écologistes seraient alors amenés à œuvrer à une réforme concrète des institutions en direction d'une démocratie technique avant tout attentive à la transformation des procédures de concertation³⁸⁰⁰.

Une autre interprétation est possible en s'interrogeant sur la manière dont les critiques à l'égard du processus de dégradation de l'environnement sont successivement désarmées à mesure qu'elles sont émises³⁸⁰¹. Deux procédés peuvent ainsi être identifiés. D'une part, les écologistes ont dû régulièrement faire face à une philosophie critique qui voit en eux le résultat d'une pulsion antimoderne et réactionnaire remettant en cause la liberté de l'homme en l'enchaînant à la nature, prétendant donner des droits aux arbres et aux animaux et qui, en dernière analyse, visant à installer une nouvelle forme de totalitarisme³⁸⁰². Dans leur très grande majorité, les écologistes n'ont eu de cesse de chercher à invalider ces critiques, ce qui a conforté en leur sein les courants partisans d'une approche réaliste de l'évolution des sociétés, conduisant à une déradicalisation du courant.

D'autre part, à mesure que la lutte antinucléaire se révèle infructueuse face à la détermination des pouvoirs publics et que les énergies nouvelles dans lesquelles tant d'espoirs avaient été placés voient leur efficacité remise en cause, l'idée d'un nécessaire temps de transition vers une société écologique se fait jour. Dans le contexte des sorties des années 68, cette notion permet aux militants d'accepter un tournant « réformiste révolutionnaire » et une relative dépolitisation de leur action dans une approche qui délaisse le conflit au profit de la concertation et d'une apologie d'une transformation de la vie quotidienne. En définitive, la notion de transition apparaît profondément

³⁷⁹⁹ MV. Fonds Les Verts. Carton « Mouvement Ecologique. Courrier. Groupe. Presse ». Note du Mouvement écologique. 10 décembre 1978.

³⁸⁰⁰ Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain*, op. cit., p. 33.

³⁸⁰¹ Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse*, op. cit., p. 45.

³⁸⁰² On peut consulter dans un ordre polémique croissant Jean Jacob, *Le retour de « l'ordre nouveau ». Les métamorphoses du fédéralisme européen*, Genève, Droz, 2000, Stéphane François, *L'écologie politique : une vision du monde réactionnaire ? Réflexion sur le positionnement idéologique de quelques valeurs*, Paris, Cerf, 2012 et enfin Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992.

ambivalente ; d'un côté, elle prend acte de l'inertie du réel et de la difficulté à transformer une société, de l'autre, elle conduit à une déradicalisation voire à une neutralisation de l'écologisme. Ces évolutions complexes posent donc de manière renouvelée la question de l'articulation entre réformisme et révolution dans les sociétés contemporaines³⁸⁰³.

A l'issue de ce travail, plusieurs pistes se dessinent pour en prolonger les conclusions dans d'autres domaines. De ce fait, la déconstruction du grand récit écologiste laisse apparaître de nouveaux territoires susceptibles d'être investis par les historiens. Dans la mesure où l'importance du tournant environnemental semble devoir être relativisée, il devient possible de s'intéresser à la période qui le précède et dont l'importance a sans doute été occultée par l'attention portée aux années soixante-dix. De fait, les conflits environnementaux, si déterminants dans l'émergence de l'écologisme, ont une histoire qui commence à être connue concernant le XIX^e siècle mais qui reste très largement à écrire pour la période de l'après-guerre. Si Gabrielle Hecht³⁸⁰⁴ et plus récemment Sezin Topcu³⁸⁰⁵ ont apporté de précieux éclairages sur les réactions des populations riveraines à la construction d'installations nucléaires, de nombreux sites – au premier rang desquels celui de La Hague – n'ont pour l'instant fait l'objet d'aucune enquête. Par ailleurs, d'autres types de conflits environnementaux liés à la transformation de l'économie après 1945, qu'il s'agisse du remembrement ou de diverses formes d'industrialisation, doivent être pris en compte.

De nombreuses sensibilités aux origines anciennes mériteraient un examen approfondi. La nébuleuse naturiste a d'ores et déjà fait l'objet de précieux travaux de la part d'Arnaud Baubérot³⁸⁰⁶. Consacrés au XIX^e siècle et à la première partie du XX^e siècle, ils n'ont pas encore d'équivalents pour la période de l'après-guerre. Ainsi, on sait encore peu de choses de la Vie Claire, de l'entreprise Lemaire-Boucher et plus généralement de l'ensemble des mouvements promoteurs de l'agrobiologie et de la recherche d'une vie

³⁸⁰³ Marc Lazar, « Le réformisme des socialistes français », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier&item=129>, pp. 1 sqq.

³⁸⁰⁴ Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France : énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 2004.

³⁸⁰⁵ Sezin Topcu, « Atome, gloire et désenchantement : résister à la France atomique avant 1968 », in Céline Pessis et alii, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, op. cit., pp. 120-135.

³⁸⁰⁶ Arnaud Baubérot, « Aux sources de l'écologisme anarchiste : Louis Rimbault et les communautés végétaliennes en France dans la première moitié du XX^e siècle », *Le Mouvement Social*, 2014/1, n°246, pp. 63-74.

saine. Dans un autre domaine, les associations de protection de la nature n'ont pour l'instant fait l'objet d'aucune étude pour la période de l'après-guerre.

Enfin, notre travail démontre qu'il est impossible de comprendre l'évolution de l'écologisme sans prendre en compte les réactions des autres formations politiques. Celles-ci se préoccupent bien évidemment de préserver leur positions acquises mais leur comportement ne peut être véritablement compris qu'en prenant en compte leur culture politique dans laquelle s'insère une certaine vision de l'environnement. Celle-ci mériterait d'être examinée, au-delà des caricatures, pour comprendre l'éventail des visions des rapports entre l'homme et la nature.

Annexes

Annexe 1. Modalités de constitution des bases de données

Tout au long de notre travail, nous avons constitué des bases de données sous Excel pour permettre une approche quantitative des mouvements écologistes et de leur participation aux élections.

Une première base de données a été bâtie par un relevé systématique des groupes mentionnés dans les publications militantes. Celui-ci ne saurait être exhaustif mais le nombre de groupes recueillis – plus de mille – permet d’espérer une certaine représentativité.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
	Associatif	Groupe	1re mention	Nom du resp	Ville de résidence du	Département	Région	Date de d	Responsa	Divers
2	Divers	Club des Aguilistes "Amis de la Vie"	janv-53	DUPONT André	Paris		75 IDF			
3	Comité anti	Comité antinucléaire d'Oyonnax	oct-76		Oyonnax		1 RA			
4	Comité anti	Comité antinucléaire de Bourg-en-Bresse	nov-76	PICARD Bruno	Bourg-en-Bresse		1 RA			
5	Groupe écol	Groupe écologique de Bourg-en-Bresse	nov-76	MORTEL Jean-Fr	Bourg-en-Bresse		1 RA			
6	Comité anti	Comité antinucléaire de Gex	nov-76	LUPKINS Paul	Gex		1 RA			
7	Groupe écol	Comité écologique Ambérieu	nov-77		Ambérieu		1 RA			MUC
8	APRI	APRI	janv-62	PIGNERO Jean	Vernell l'étang		77 IDF			
9	Groupe écol	Vie Naturelle	janv-63	ROUX André	La Seyne-sur-Mer		83 PACA			
10	Groupe écol	Jeunes Amis des Animaux et de la nature	janv-75	PEZARD Patrick	Laon		2 PIC			
11	Comité anti	Comité d'information nucléaire de Laon	févr-75	FOURNIER Jacqu	Laon		2 PIC			
12	Groupe écol	Vie et Avenir	janv-65	DURAND Claude	Verrières-le-Buisson		91 IDF			
13	Groupe écol	GESEV Laon	avr-75		Laon		2 PIC			
14	Comité anti	Comité antinucléaire de Saint-Quentin	juil-75	LEROY Jacques	Saint-Quentin		2 PIC			
15	Divers	SEPANSO	janv-69		Talence		33 AQU			
16	Groupe écol	Pollution-02	mars-76	SOUJALLE Bernai	Chauny		2 PIC			
17	Groupe écol	Comité de Défense de la Couloire-de-Laon	nov-76	DOUCHE Jean-M	Couloire-de-Laon		2 PIC			
18	Divers	Association pour la protection de la vie	janv-69	ROUSSEAU Pr	Millau		12 MD			

Cette base de données permet un tri des groupes par affiliation, date de première mention, département ou région d’implantation. En revanche, il est rare que nous connaissions la date de sa disparition.

Des bases de données ont en outre été constituées pour les élections pour lesquelles il n’existait jusqu’à présent aucun relevé précis du nombre de candidats ou de leurs résultats. Il s’agit notamment des élections municipales de 1977 et 1983, des législatives de 1978 et 1981 ainsi que des élections cantonales de 1976, 1979 et 1982. Pour ce faire, nous avons procédé à un relevé systématique des résultats mentionnés dans le journal *Le Monde*, le mardi suivant l’élection.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N
1	Clé	Région	Département	Num	Circo	Inscrits	Votants	Abstentio	Nom cand	Pourcent	Législativ	Etiquette lég	Lalonde	Divers
2	1	RA		1	2e	Belley, Nantua	87018	69800	80,2132892	4,21	2 937	Eco 78		3 170
3	2	RA		1	3e	Ambérieu-en-Buge	77029	61756	80,1724026	8,04	4 965	Eco 78		2 803 2 772 pr 1 lég
4	3	AUV		3	1re	Moullins	61269	51108	83,4157567	2,08	1 064	Div		1 513
5	4	PACA		4	1re	Digne	40281	32702	81,1846776	5,27	1 724	Div		1 566
6	5	PACA		4	2e	Manosque	42261	34835	82,4282435	5,20	1 813	Eco 78		1 478
7	6	PACA		6	1re	Nice 1, 2, 3	64959	52711	81,1450299	5,70	3 002	Div		1 829
8	7	PACA		6	2e	Nice 4, 5	87312	69570	79,6797691	6,10	4 247	Div		2 377
9	8	PACA		6	3e	Nice 6, Puget-Thér	98832	80186	81,1172258	4,49	3 597	Div		2 847
10	9	PACA		6	4e	Menton	78168	63830	81,6574557	4,01	2 557	Div		2 343
11	10	PACA		6	6e	Grasse	129959	105595	81,2525489	4,88	5 150	Autogestionnair		4 614 3 150/1800
12	11	PACA		6	6e	Grasse	129959	105595	81,2525489	1,70	1 800	Eco 78		4 614
13	12	RA		7	1re	Privas	65865	53758	81,618462	4,46	2 397	Div		2 128
14	13	RA		7	2e	Ammonay, Tournon	67370	56173	83,3798427	5,81	3 264	Div		2 196
15	14	CHA		8	2e	Charleville, Rocroi	66066	54933	83,1486695	2,83	1 557	Div		1 708
16	15	PACA		13	1re	Marseille 1 et part	44788	29445	65,7430562	4,25	1 251	Eco 78		894

Là encore, le logiciel Excel permet un traitement statistique simple et complet des données recueillies.

Annexe 2. Les principaux acteurs évoqués en quelques dates

La plupart des militants écologistes n'apparaissent que fugitivement dans les sources, qu'il s'agisse des périodiques ou des archives internes des mouvements. Sans méconnaître l'importance de leur action, nous avons estimé nécessaire d'indiquer ici quelques points de repères biographiques à propos des principales figures mentionnées dans ce travail. Pour alléger la lecture de cet outil de travail, nous avons choisi de ne mentionner que la principale source donnant accès à ces renseignements, étant entendu que ces faits sont développés et dument référencés dans le développement.

CARLIER Jean

1922-2011

Etudes à l'école normale d'instituteur. Journaliste

1969 : participe à la défense du parc de la Vanoise

1969 : rejoint l'Association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature

1974 : participe à la campagne de René Dumont

1979 : candidat sur la liste Europe Ecologie

Source : entretien avec l'auteur (08/03/2010)

COCHET Yves

Né en 1946

Etudes de mathématiques à l'université de Rennes. Enseignant-chercheur.

1973 : rejoint les Amis de la Terre en tant qu'adhérent individuel

1977 : fonde le groupe de Rennes des Amis de la Terre
 1982 : participe à la création de la Confédération écologiste
 1984 : participe à la fondation des Verts
 1997-2011 : député écologiste

Source : entretien avec l'auteur (17/02/11)

DELARUE Jean-Claude

Né en 1939.

Etudes de langue et civilisation anglaise. Enseignant

1968 : création de la Fédération des usagers des transports
 1974 : anime le Bureau de liaison des associations de défense
 1977 : fondation de SOS Environnement
 1977 : candidat écologiste aux élections municipales à Paris
 1978 : candidat écologistes aux élections législatives à Paris
 1979 : candidat sur la liste Europe Ecologie

1981 : candidature avortée à l'élection présidentielle. Fonde l'Alliance écologiste

Source : entretien avec l'auteur. (22/09/11).

FERNEX Solange

1934-2006

Etudes de sciences à Strasbourg. Formation en élevage.

1965 : lance la section Alsace de Terre des Hommes

1974-1978 : présidente de la section du Haut-Rhin de l'Association fédérative régionale de protection de la nature

1979 : tête de liste Europe Ecologie. Membre du MEP

1980-81 : promeut une candidature de Jacques-Yves Cousteau à l'élection présidentielle

1984 : participe à la fondation des Verts

1989 : élue députée européenne.

Source : Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, l'insoumise. Ecologie, féminisme, non-violence*, Barret-sur-Méouge, 2004.

FOURNIER Pierre

1937-1973

Etudes de dessin. Journaliste

1970 : lance la manifestation contre la centrale nucléaire de Bugey

1972 : fondateur de *La Gueule Ouverte*

Source : Stéphane Mazurier, *Bête, méchant et hebdomadaire. Une histoire de Charlie Hebdo (1969-1982)*, Paris, Bûchet Chastel, 2009.

HERVE Alain

Né en 1932

Etudes au Centre de formation des journalistes. Journaliste et écrivain

1963-1967 : tour du monde à la voile

1970 : fondateur de la section française des Amis de la Terre

1973 : rédacteur en chef du *Sauvage*

1983-1984 : responsable des grands reportages à *Géo*

Source : entretien avec l'auteur (12/03/2010)

LALONDE Brice

Né en 1946

Etudes de lettres classiques à l'université de Paris. Correcteur puis journaliste

1963 : militant à l'UNEF

1972 : rejoint les Amis de la Terre (groupe de Paris)

1976 : candidat écologiste lors d'une législative partielle dans le V^e arrondissement de Paris

1981 : candidat écologiste à l'élection présidentielle (3,88%)

1984 : candidat aux élections européennes sur la liste ERE (Entente radicale écologiste pour les Etats-Unis d'Europe)

1988-1992 : secrétaire d'Etat puis ministre délégué à l'Environnement

1990 : fondateur de Génération écologie

Source : Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Robert Laffont, 1981.

LEBRETON Philippe

Né en 1933

Etudes de chimie. Docteur en sciences naturelles. Enseignant-chercheur à l'université de Lyon

1963 : fonde le Centre ornithologique Rhône-Alpes

1963-1972 : mobilisation contre l'assèchement du marais des Echets

1970 : fonde la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA)

1977-1978 : artisan du collectif Ecologie 78

1980 : candidat à la candidature écologiste à l'élection présidentielle au nom du MEP

1992-1998 : conseiller régional Rhône-Alpes (en tant qu'écologiste indépendant)

Source : Isabelle Mauz, « Lebreton Philippe Alain Jean », *Dictionnaire en ligne des acteurs de la PNE*, <http://ahpne.fr/spip.php?article103>, consulté le 18/03/2012.

LENOIR Yves

Etudes d'ingénieur. Ingénieur de recherche

1973-1981 : membre des Amis de la Terre (groupe de Fontainebleau)

1978-1987 : membre de Greenpeace France

Source : entretien avec l'auteur (09/10/11).

RADANNE Pierre

Né en 1950

1971 : fonde le groupe de Lille des Amis de la Terre

1973 : permanent du groupe de Lille

1978-1982 : permanent de la Maison de la nature et de l'environnement (Lille)

1982 : directeur régional de l'Agence française de maîtrise de l'énergie (AFME)

Source : « Pierre Radanne, écolo de Lille à Copenhague », *Nordéclair*, http://www.nordeclair.fr/Rencontres/P_tits_dej_Nord_eclair/2010/02/20/pierre-radanne-ecolo-de-lille-a-copenhag.shtml, 20/02/2010

SAMUEL Laurent

Né en 1951

Institut d'études politique de Paris. Journaliste

1973 : rejoint les Amis de la Terre (groupe de Paris)

1979 : rédacteur en chef du *Courrier de la Baleine*

Source : Céline Pessis, *Les années 1968 et la science. Survivre...et Vivre, des mathématiciens critiques à l'origine de l'écologie*, master 2 sous la direction de Christophe Bonneuil, Centre A. Koyré, 2009.

SAMUEL Pierre

1921-2009

Ecole normale supérieure. Doctorat en mathématique (1947). Enseignant-chercheur

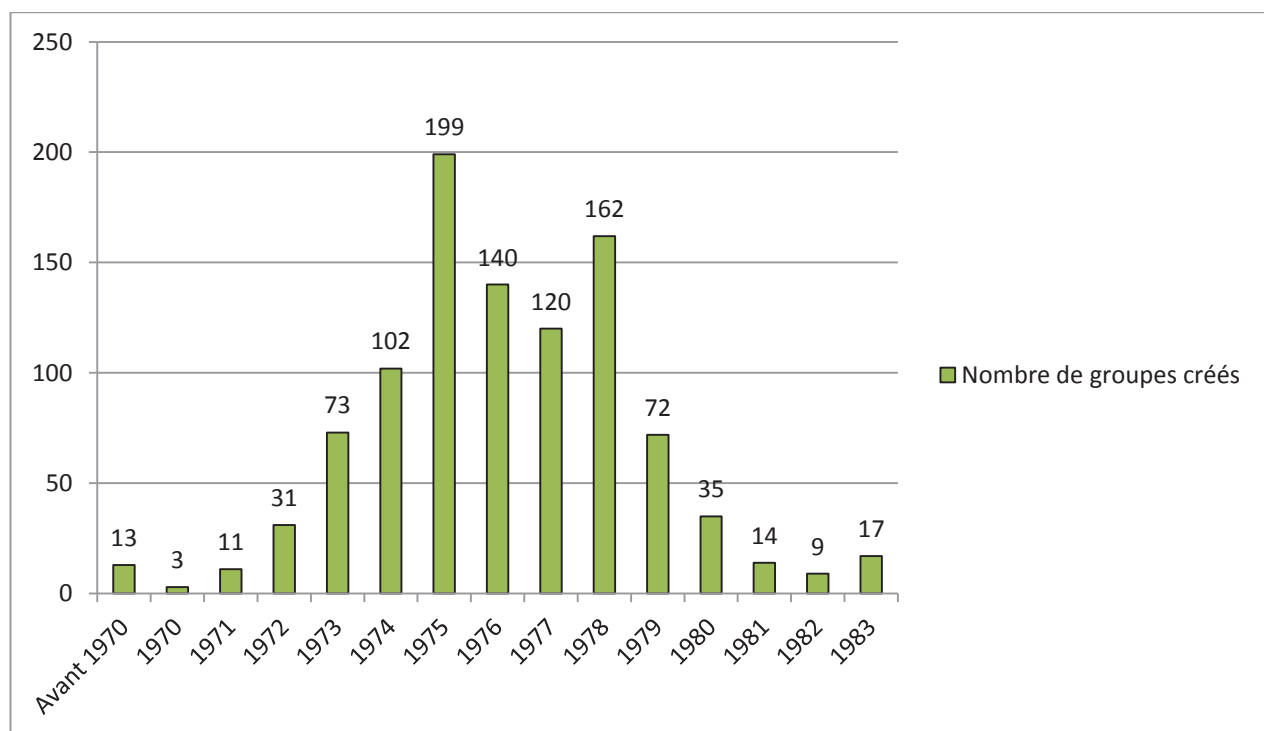
1970 : rejoint Survivre et Vivre

1973 : rejoint les Amis de la Terre (groupe de Paris)

1982-1989 : président des Amis de la Terre

Source : Céline Pessis, *Les années 1968 et la science. Survivre...et Vivre, des mathématiciens critiques à l'origine de l'écologie*, master 2 sous la direction de Christophe Bonneuil, Centre A. Koyré, 2009.

Annexe 3. Nombre de groupes écologistes créés durant les années 68 (France métropolitaine)³⁸⁰⁷



³⁸⁰⁷ Base de données des groupes écologistes.

Annexe 4. Les Amis de la Terre – nombre de groupes locaux

	Chiffres donnés par les Amis de la Terre	Chiffres relevés dans les listes de groupes
Janvier 1976 ³⁸⁰⁸	60	72
Septembre 1977 ³⁸⁰⁹	80	116
Juillet 1978 ³⁸¹⁰	130	162
Octobre 1980 ³⁸¹¹	130	182
Janvier 1983 ³⁸¹²	144	137
Octobre 1983 ³⁸¹³	80	100

Annexe 5. Les positions de l'électorat écologiste sur les grands enjeux de gauche³⁸¹⁴

Les nationalisations peuvent jouer un rôle positif pour résoudre la crise économique (pourcentage de réponses favorables)

PSU – Extrême-gauche	70 %
PCF	71 %
PS	53 %
Ecologistes	46 %

La classe ouvrière doit jouer un rôle d'avant-garde dans la transformation de la société française (pourcentage de réponses favorables)

PSU – Extrême-gauche	83 %
PCF	89 %
PS	73 %
Ecologistes	65 %

³⁸⁰⁸ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/2. Pierre Samuel, « Compte-rendu d'activité des Amis de la Terre ». 31 janvier 1976.

³⁸⁰⁹ « Editorial », *Le Courrier de la Baleine*, n°28, juin 1977, p. 1.

³⁸¹⁰ « Sommaire », *Le Courrier de la Baleine*, n°38, juillet-août 1978, p. 1.

³⁸¹¹ Pierre Samuel, « En vue de la réunion des délégués régionaux », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, n°55, 17 septembre 1980, p. 3.

³⁸¹² Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre*, op. cit., p. 53.

³⁸¹³ *Ibidem*.

³⁸¹⁴ Pascal Gollet, « Sondage Harris-France : qui vote PSU – extrême gauche ? », *Tribune Socialiste*, n°759, 27 octobre – 2 novembre 1977, pp. 6-7.

Un impôt sur le capital est souhaitable en France (pourcentage de réponses favorables)

PSU – Extrême-gauche	85 %
PCF	69 %
PS	65 %
Ecologistes	66 %

La suppression du droit de grève serait...

	...très grave	...grave	Total
PSU – Extrême-gauche	79 %	11 %	90 %
PCF	73 %	16 %	89 %
PS	62 %	25 %	87 %
Ecologistes	66 %	23 %	89 %

A l'alternative, « je suis partisan de la liberté la plus totale » ou « je suis partisan de l'autorité et de la discipline la plus stricte »

	1 ^{er} terme	2 nd terme	Position moyenne
PSU – Extrême-gauche	66 %	4 %	30 %
PCF	39 %	13 %	47 %
PS	29 %	14 %	56 %
Ecologistes	37 %	11 %	52 %

A l'alternative, « il faut conserver une assez grande inégalité de revenu, car cela crée une émulation » ou « il faudrait donner le même revenu à chacun, quels que soient son métiers et ses aptitudes »

	1 ^{er} terme	2 nd terme	Position moyenne
PSU – Extrême-gauche	68 %	6 %	26 %
PCF	25 %	17 %	57 %
PS	19 %	19 %	60 %
Ecologistes	16 %	22 %	59 %

A l'affirmation « Le maintien de la famille telle qu'elle a toujours existé est une des choses les plus importantes pour notre société », êtes-vous...

	...pas d'accords du tout	...plutôt pas d'accord	Total
PSU – Extrême- gauche	28 %	21 %	49 %
PCF	3 %	11 %	14 %
PS	3 %	9 %	12 %
Ecologistes	14 %	25 %	39 %

A l'affirmation « une fille doit pouvoir prendre la pilule avt sa majorité », êtes-vous...

	...tout à fait d'accord	...plutôt d'accord	Total
PSU – Extrême- gauche	62 %	19 %	81 %
PCF	34 %	25 %	59 %
PS	25 %	27 %	52 %
Ecologistes	30 %	38 %	68 %

Une transformation révolutionnaire de la société est nécessaire (pourcentage de réponse favorable)

PSU – Extrême-gauche	60 %
PCF	46 %
PS	19 %
Ecologistes	27 %

Annexe 6. Enquête d'opinion comparant l'électorat du MRG et celui des écologistes³⁸¹⁵

Répartition par sexe

	Ecologistes	MRG	France
Hommes	43	53	48

³⁸¹⁵ CARAN. Fonds Présidence Valéry Giscard d'Estaing. 5 AG/3 – 2395. *Le Matin de Paris*. 28 septembre 1977.

Femmes	57	47	52
--------	----	----	----

Répartition par âge

	Ecologistes	MRG	France
18-24	37	18	15
25-34	25	20	20
35-49	22	18	25
50-64	11	20	20
65 ans et +	5	24	20

Répartition par milieu socioprofessionnel

	Ecologistes	MRG	France
Agriculteurs	10	12	9
Petit commerçant, artisan	9	5	6,5
Cadre, industriel, gros commerçant	22	12	9
Cadre moyen	30	18	20
Ouvrier	16	20	28,5
Inactif	13	33	27

Répartition par catégories d'agglomération

	Ecologistes	MRG	France
Moins de 2000	20	25	28
2000 - 20 000	9	29	15
20 000 - 100 000	12	9	13
100 000 et +	37	23	28
Paris	22	14	16

Répartition selon la religion

	Ecologistes	MRG
Catholique pratiquant régulier	22	12
Catholique pratiquant occasionnel	12	15

Catholique non pratiquant	36	53
Autre religion	8	3
Sans religion	22	17

Leur intérêt pour la politique

	Ecologistes	MRG
Beaucoup	47	28
Un peu	19	44
Très peu	24	13
Pas du tout	10	15

Comment ils se situent eux-mêmes sur l'échelle gauche-droite

	Ecologistes	MRG
Extrême-gauche	6	2
Gauche	13	8
Centre-gauche	39	55
Centre	30	30
Centre-droit	8	2
Droite	2	-
Extrême-droite	1	2
Sans opinion	1	1

Comportement au second tour des élections en cas de duel PCF/majorité

	Ecologistes	MRG
Vote en faveur du PCF	33	28
Vote en faveur de la majorité	45	42
Sans opinion	22	30

Comportement au second tour en cas de duel PS/majorité

	Ecologistes	MRG
Vote en faveur du PS	66	83
Vote en faveur de la majorité	19	5

Sans opinion	15	12
--------------	----	----

Annexe 7. Les Amis de la Terre – nombre de groupes locaux

	Chiffres donnés par les Amis de la Terre	Chiffres relevés dans les listes de groupes
Janvier 1976 ³⁸¹⁶	60	72
Septembre 1977 ³⁸¹⁷	80	116
Juillet 1978 ³⁸¹⁸	130	162
Octobre 1980 ³⁸¹⁹	130	182
Janvier 1983 ³⁸²⁰	144	137
Octobre 1983 ³⁸²¹	80	100

³⁸¹⁶ CAC. Fonds Amis de la Terre. 20050521/2. Pierre Samuel, « Compte-rendu d'activité des Amis de la Terre ». 31 janvier 1976.

³⁸¹⁷ « Editorial », *Le Courrier de la Baleine*, n°28, juin 1977, p. 1.

³⁸¹⁸ « Sommaire », *Le Courrier de la Baleine*, n°38, juillet-août 1978, p. 1.

³⁸¹⁹ Pierre Samuel, « En vue de la réunion des délégués régionaux », *Bulletin de liaison des Amis de la Terre*, n°55, 17 septembre 1980, p. 3.

³⁸²⁰ Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre*, *op. cit.*, p. 53.

³⁸²¹ *Ibidem.*

Bibliographie

1. Instruments de travail et de réflexion programmatique

○ *Dictionnaires*

[AHPNE], *Dictionnaire en ligne des acteurs de l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement*, <http://ahpne.fr/spip.php?rubrique73>, 32 notices au 30/01/14.

DAUMAS Jean-Claude (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, 1614 p.

DELPORTE Christian, MOLLIER Jean-Yves, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, 2010, 900 p.

JULLIARD Jacques, WINOCK Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 2002, 1530 p.

SIRINELLI Jean-François, *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 2004, 1254 p.

○ *Outils méthodologiques*

BADARIOTTI Dominique, « De la comparaison des cartes électorales », *Cybergeog : European Journal of Geography*, 05/04/2005, <http://cybergeog.revues.org/3670#authors>, consulté le 05/10/2012.

DESCAMPS Florence (dir.), *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2006, 288 p.

GENESTE Pascal (assisté de Violaine Chatelain et Gabrielle Vitali), *Archives de la Présidence de la République. Valéry Giscard-d'Estaing*, Paris, Archives Nationales – Somogy, éditions d'art, 2007, 707 p.

GUIBERT Joël, JUMEL Guy, *La socio-histoire*, Paris, Armand Colin, 2002, 184 p.

JARRIGE François, « Discontinue et fragmentée ? Un état des lieux de l'histoire sociale de la France contemporaine », *Histoire, Economie et Société*, n°2-2012, pp. 45-59.

LAUREYS Dawinka, *Quelles sont les sources disponibles sur l'histoire de l'écologie politique en Belgique francophone ? Présentation des fonds et collections du centre d'archives privées d'Etopia*, avril 2009, 7 p.

http://www.etopia.be/IMG/pdf/Dawinka_archives.pdf consulté le 09/09/11.

LEMIEUX Cyril, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix*, 2012/4, n°100, pp. 169-187.

SOULET Jean-François, *L'histoire immédiate, historiographie, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2009, 238 p.

○ *Réflexions problématiques*

BANTIGNY Ludivine, « Le temps politisé. Quelques enjeux politiques de la conscience historique en Mai-Juin 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2013/1, n°117, pp. 215-229.

BOCK Fabienne, BUHRER-THIERRY Geneviève, ALEXANDRE Stéphanie (dir.), *L'échec en politique. Objet d'histoire*, Paris, L'Harmattan, 2008, 342 p.

BONNECASE Vincent, « Retour sur la famine au Sahel du début des années 1970 : la construction d'un savoir de crise », *Politique africaine*, 2010/3, n°119, pp. 23-42.

BOURDIEU Pierre, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre 1991, vol. 89, pp. 3-46.

BOURRICAUD François, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980, 271 p.

CARO Jean-Yves, « La sociologie de Pierre Bourdieu : éléments pour une théorie du champ politique », *Revue française de science politique*, 1980/6, vol. 30, pp. 1171-1197.

CHAUBET François, « Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle. Bilan provisoire et perspectives », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n°101, pp. 179-190.

DELUEMOZ Quentin, SINGARAVELOU Pierre, « Explorer le champ des possibles. Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2012/3, n°59, pp. 70-95.

DELALANDE Nicolas, « Une histoire de la confiance est-elle possible ? Remarques sur l'imaginaire historique de deux économistes », *La vie des idées.fr*, 24 juin 2008, 11 p, <http://www.laviedesidees.fr/Une-histoire-de-la-confiance-est.html>

FRANK Robert, « Une histoire problématique : l'histoire du temps présent », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2001/3, n°71, pp. 79-90.

GABORIAUX Chloé, « L'autre peuple », *La vie des idées.fr*, 20 décembre 2011, 10 p, <http://www.laviedesidees.fr/L-autre-peuple.html>

GARCIA Patrick, « Les régimes d'historicité : un outil pour les historiens ? Une étude de cas : la « guerre des races » », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2002, n°25, pp. 43-56.

FREMONT Armand, « Etat des lieux. A propos de l'espace vécu », *Communications*, n°87, 2010, pp. 161-169.

HAUCHECORNE Mathieu, « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, 2012/4, n°100, pp. 149-165.

INGRAO Christian, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010, 580 p.

INGLEHART Ronald F., *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993, 572 p.

LEVI-STRAUSS Claude, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, 389 p.

WIEVIORKA Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Seuil, 2013, 575 p.

2. Histoire et sociologie des écologistes

○ *Approches critiques du progrès*

[ANONYME], *Louis Rimbault et « Terre libérée », 1923-1949. Ecole de pratique végétalienne et Retour à la Terre*, Rimogne, Les Brochures de l'en dehors, 2005, 18 p.

BAUBEROT Arnaud, *Histoire du naturisme. Le mythe du retour à la nature*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, 348 p.

BAUBEROT Arnaud, « Aux sources de l'écologisme anarchiste : Louis Rimbault et les communautés végétaliennes en France dans la première moitié du XX^e siècle », *Le Mouvement Social*, 2014/1, n°246, pp. 63-74.

BAUBEROT Arnaud, BOURILLON Florence (dir.), *Urbanophobie. La détestation de la ville aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Editions Bière, 2009, 352 p.

BAYON Denis, FLIPO Fabrice, SCHNEIDER François, *La décroissance. 10 questions pour comprendre et en débattre*, Paris, La Découverte, 2010, 236 p.

BESS Michael, "Greening the Mainstream : Paradoxes of Antistatism and Anticonsumerism in the French Environmental Movement", *Environmental History*, 2000/1, n° 5, pp. 6-26.

BONNY Yves, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou postmodernité ?*, Paris, Armand Colin, 2004, 249 p.

BOULAT Régis, « Jean Fourastié ou le prophète repentant », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006/3, n°91, pp. 111-123.

DARD Olivier, « La Nouvelle Droite et la société de consommation », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2006/3, n°91, pp. 125-135.

DARD Olivier, « La Nouvelle Droite, le libéralisme et la décroissance », *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve, 2011, 365 p., pp. 85-108.

DURANTON-CABROL Anne-Marie, « La « nouvelle droite » entre printemps et automne (1968-1986) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1988/1, n°17, pp. 39-50.

FLIPO Fabrice, GAUDILLIERE Jean-Paul, « Inégalités écologiques, croissance « verte » et utopies technocratiques », *Mouvements*, publié le 10 novembre 2009, <http://www.mouvements.info/Inegalites-ecologique-croissance.html>

FRANÇOIS Stéphane, *L'écologie politique : une vision du monde réactionnaire ? Réflexion sur le positionnement idéologique de quelques valeurs*, Paris, Cerf, 2012, 162 p.

GOBBI Gérard, André-Henri Louis. *Un agronome anticonformiste de l'après-guerre. 40 ans de lutte et de passion au service de la nature et de l'environnement*, s.l.n.e., août 2011.

HERVIEU Danièle, « Apocalyptique écologique et « retour » de la religion », *Archives des sciences sociales des religions*, 1982/1, n°53, pp. 49-67.

JONES Rebecca, « Soil : A Real and Imagined Environment for Australian Organic Farmers and Gardeners in the 1940s », *Environment and History*, 2008/2, n°14, pp. 205-215.

MARCHAND Bernard, « La haine de la ville : « Paris et le désert français » de Jean-François Gravier », *L'information géographique*, 2001/3, n°65, pp. 234-253.

MOULIER-BOUTANG Yann, « Transformation/révolution/transition revisitée au tranchant de l'écologie politique », *Ecorev.org*, 20 novembre 2009, 5 p, <http://ecorev.org/spip.php?article825>

MUSSET Alain, *Le syndrome de Babylone. Géofictions de l'apocalypse*, Paris, Armand Colin, 2012, 355 p.

PAULL John, "From France to the World: The International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)", *Journal of Social Research and Policy*, 2010, n°2, pp. 93-102.

PAWIN Rémy, « Retour sur les « Trente Glorieuses » et la périodisation du second XX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60, pp. 155-175.

PESSIS Céline, TOPCU Sezin, BONNEUIL Christophe, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013, 309 p.

RASMUSSEN Anne, « Le progrès en procès », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 1996/1, n°14, pp. 5-14.

RASMUSSEN Anne, « « Critique du progrès, « crise de la science » : débats et représentations du tournant du siècle », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 1996/1, n°14, pp. 89-113.

RIVIERE-WEKSTEIN Gil, *Bio. Fausses promesses et vrai marketing*, Paris, Le Publieur, 2011, 249 p.

ROSENTAL Paul-André, « L'argument démographique. Population et histoire politique au 20^e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/3, n°95, pp. 3-14.

SUSSAN Rémi, *Les utopies posthumaines. Contre-culture, cyberculture, culture du chaos*, Sophia-Antipolis, Omniscience, 2005, 287 p.

TAGUIEFF Pierre-André, « Critiques du progrès et pensées de la décadence. Essai sur la clarification des visions de l'histoire », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 1996/1, n°14, pp. 15-39.

VANDEBORGHT Yannick, VAN PARIJS Philippe, *L'allocation universelle*, Paris, La Découverte, 2005, 128 p.

WEKSLER Marc E., « « Les rues de Paris : « L'affaire Alexis Carrel », *M/S : médecine sciences*, 2004/6-7, n° 20, pp. 707-709.

WINOCK Michel, *Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950)*, Paris, Seuil, 1975, 446 p.

- *L'écologie en France – ouvrages généraux*

ABELES Marc (dir.), *Le défi écologiste*, Paris, L'Harmattan, 1993, 188 p.

ALLAN-MICHAUD Dominique, *La Documentation française. La pensée politique des écologistes*, Paris, Ministère de l'Environnement, 1996, 66 p.

BENNAHMIA Jean-Luc et ROCHE Agnès, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo*, Paris, Albin Michel, 1992, 209 p.

BILLEMONT Hubert, *L'écologie politique : une idéologie de classes moyennes*, thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Jean-Pierre Durand, Université d'Evry Val d'Essonne, 2006, 374 p.

BOY Daniel, JACQUES LE SEIGNEUR Vincent, ROCHE Agnès, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1995, 278 p.

BOZONNET Jean-Paul, JAKUBEC Joël (dir.), *L'écologisme à l'aube du XXIe siècle. De la rupture à la banalisation ?*, Chêne-Bourg/Genève, Georg Editeur, 2000, 254 p.

CANS Roger, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, 318 p.

FAUCHER Florence, *Les habits verts de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, 313 p.

FREMION Yves, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, éditions Hoëbeke, 2007, 395 p.

GREVY Jérôme, MANIGAND Christine, TURREL Denise (dir.), *Vert et orange. Deux couleurs à travers l'histoire*, Limoges, PULIM, 2013, 226 p.

JACOB Jean, *Les sources de l'écologie politique*, Condé-sur-Noireau, Arléa-Corlet, 1995, 179 p.

JACOB Jean, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999, 361 p.

JARRIGE François, « De l'écologie politique en France », *La vie des idées.fr*, 13 décembre 2011, 9 p, <http://www.laviedesidees.fr/De-l-ecologie-politique-en-France.html>.

KEUCHEYAN Razmig, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2014, 176 p.

LECOEUR Erwan, *Des écologistes en politique*, Paris, Lignes de Repères, 2011, 225 p.

MOUHOT Jean-François, MATHIS Charles-François (dir.), *Ecologie et Politique*, « Dossier spécial : penser l'écologie politique en France au XXe siècle », 2012, n°44, 194.

PRENDIVILLE Brendan, *L'écologie. La politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris, L'Harmattan, 1993, 200 p.

PRONIER Raymond, JACQUES LE SEIGNEUR Vincent, *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992, 333 p.

RENS Ivo, GRINEVALD Jacques, « Jalons pour une historiographie de l'écologie politique », *Cadmos*, 1979/1, n°5, pp. 3-11.

SAINTENY Guillaume, *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, PUF, 2000, 538 p.

SALMON Patrick, *Les écologistes dans les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001, 256 p.

SIMONNET Dominique, *L'écologisme*, Paris, PUF, 1994, 128 p.

○ *L'écologisme en France – les années soixante-dix et quatre-vingt*

ALBOUY Mathieu, *Le Sauvage (1973-1980). Un mensuel pionnier de la culture écologiste*, mémoire de master en histoire sous la direction de Jean-François Sirinelli, IEP de Paris, 2013, 260 p.

ALLAN-MICHAUD Dominique, *Le discours écologique*, certificat international d'écologie humaine, université de Bordeaux 1, 1979, 1062 p.

ALLAN-MICHAUD Dominique, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan, 1989, 382 p.

BESSET Jean-Paul, *René Dumont. Une vie saisie par l'écologie*, Paris, Stock, 1992, 375 p.

BONNETAIN Philippe, BOY Daniel, « Electorat écologiste et risque industriel », *Revue française de sciences politiques*, 1995/3, n°45, pp. 454 – 475.

BOUCHER Yannick, VILLALBA Bruno, « Le militant, la compétence et l'éthique : les conditions de l'investiture chez les Verts », *Politix*, 1990/3, n°9, pp. 37-43.

BOY Daniel, « Le vote écologiste en 1978 », *Revue française de science politique*, 1981/2, n°31, pp. 394-416.

BOY Daniel, BLONDIAUX Loïc, COURTY Guillaume, « Comment devient-on un parti ? », *Politix*, 1990/3, n°9, pp. 15-17.

BOY Daniel, « L'écologie, une nouvelle culture politique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1994/1, n°44, pp. 45-50.

BOZONNET Jean-Paul, « Les métamorphoses du grand récit écologiste et son appropriation

par la société civile », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 2007/3, n°39, pp. 311-342.

BUSSI Michel, RAVENEL Loïc, « Ecologistes des villes et écologistes des champs : analyse spatiale de l'implantation en France des partis écologistes et "Chasse Pêche Nature et Traditions" », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 2001, consulté le 26/05/11, 23 p., <http://cybergeo.revues.org/4269>

CANS Roger, *Les flibustiers de la science : Bombard, Cousteau, Tazieff et Victor*, Paris, Sang de la terre, 1997, 262 p.

COLLOVALD Annie, « Défendre les gens. Entretien avec Jean-Claude Delarue, président de l'ADUA, présenté par Michel Offerlé », *Politix*, 1991/4, n°16, pp. 23-32.

COLOMBAT Claire, *La Gueule Ouverte (1972-1980)*, mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction de Mathias Bernard, Université Blaise Pascal – Clermont-Ferrand 2, 1998, 227 p.

DELEAGE Jean-Paul, « Écologistes et alternatifs », BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France, volume 2, XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Éditions La découverte, 2004, pp. 146-157.

DE RAVIGNAN Antoine, « Greenpeace, entre contestation et négociation », *Alternatives économiques – L'économie politique*, n°18, avril-juin 2003, pp. 86-96.

DUPRAZ Pierre, VERMERSCH Dominique, « Méditations environnementales autour du phénomène «Bové». La non-violence à l'épreuve de la nature », *Économie rurale*, 2002, n°271, pp.62-72.

DUVERGER Timothée, « « De Meadows à Mansholt : l'invention du « zégisme », *Entropia*, printemps 2011, n°10, pp. 114-123.

DUVERGER Timothée, « Ecologie et autogestion dans les années 1970. Discours croisés d'André Gorz et de Cornélius Castoriadis », *Ecologie et Politique*, 2013/1, n°46, pp. 139-148.

FRIOUX Stéphane, LEMIRE Vincent (dir.), *L'invention politique de l'environnement. Vingtième siècle. Revue d'histoire. Numéro spécial*, 2012/1, n°113, 272 p.

GALLOIS Anne, Mouna. *Gueule ou crève*, Paris, Clancier-Guénéaud, 1988, 185 p.

GRIPPON Alice, *Anjou Ecologie Autogestion. Entre le Parti Socialiste Unifié et les Verts (1986-1998)*, Angers, Presses Universitaires d'Angers, 2002, 113 p.

JACOB Jean, *Le retour de « l'ordre nouveau ». Les métamorphoses du fédéralisme européen*, Genève, Droz, 2000, 314 p.

KERNALEGENN Tudi, *Luttes écologistes dans le Finistère. 1967-1981. Les chemins bretons de l'écologie*, Fouesnant, Yoran Embanner, 2006, 317 p.

KITSCHOLT Herbert, « La gauche libertaire et les écologistes français », *Revue française de science politique*, 1990/3, n°40, pp. 339 – 365.

OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 1996/9, n°36, pp. 141 – 162.

OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, 2001/1, n°51, pp. 105-130.

OLLITRAULT Sylvie, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 224 p.

OLLITRAULT Sylvie, « Les ONG et l'alerte écologique », *La vie des idées.fr*, publié le 8 décembre 2009, 12 p, <http://www.laviedesidees.fr/Les-ONG-et-l-alerte-ecologique.html>

RIHOUX Benoît, « Faire le deuil de la « politique autrement » pour les Verts ? », *Cosmopolitiques*, janvier 2009, n°12, pp. 115-126.

SCHULTHESS Elisabeth, *Solange Fernex, l'insoumise. Ecologie, féminisme, non-violence*, Barret-sur-Méouge, Editions Yves Michel, 2004, 211 p.

SEJEAU Wilfrid, « René Dumont agronome », *Ruralia*, 2004, n°15, mis en ligne le 01 juillet 2008, consulté le 24 août 2012, 18 p, <http://ruralia.revues.org/1027>

SIBILLE Josselin, *Grenoble : les municipalités Dubedout face à l'environnement (1965-1983)*, mémoire de master 1 sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset, Université Pierre Mendès-France, Grenoble, 2011, 178 p.

SIMON Gilles, « Le pouvoir municipal saisi par l'écologie politique : les cas comparés d'Etel et de Plogoff à la fin des années 1970 », in Christian Bougeard, Vincent Porhel, Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp. 233-244.

VILLALBA Bruno, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1997/1, n° 53, pp. 85-97.

VILLALBA Bruno, « Les petits partis et l'idéologie : le paradoxe de la différenciation » in LAURENT Annie, VILLALBA Bruno, *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 204 p., pp. 65-89.

VILLALBA Bruno, « Que faire et comment faire (encore) de l'écologie politique ? », *Mouvements*, 2012/1, n°69, pp. 93-100.

○ *Pensées de l'écologisme*

[Collectif], *Bernard Charbonneau : habiter la terre. Actes du colloque du 2-4 mai 2011*, université de Pau et des Pays de l'Adour, 2012, 173 p., <http://web.univ-pau.fr/RECHERCHE/SET/CHARBONNEAU/>

DARD Olivier, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008, 526 p.

DUBOIS Alain, *Jean Rostand, un biologiste contre le nucléaire*, Paris, Berg International, 2012, 206 p.

GRANDMAISON Henri de, « Les leçons de Jacques Ellul », *Communication et langages*, 1995/1, n°106, pp. 56-68.

HERVIEU-LEGER Danièle, HERVIEU Bertrand, *Le retour à la nature, « au fond de la forêt...l'Etat »*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2005, 234 p.

JOURNES Claude, « Les idées politiques du mouvement écologique », *Revue française de science politique*, 1979/2, n°29, pp. 230 – 254.

MOSCOVICI Serge, « « Construire une nouvelle forme de vie. » Entretien avec Erwan Lecœur », *Multitudes*, 2006, n°24, mis en ligne le 12/03/2007, consulté le 22/05/12, 6 p, <http://multitudes.samizdat.net/Creer-une-nouvelle-forme-de-vie>

PESSIS Céline, *Les années 68 et la science. Survivre...et Vivre, des mathématiciens critiques à l'origine de l'écologisme*, master 2 sous la direction de C. Bonneuil, Centre A. Koyré, 2009, 234 p.

PETIOT Geneviève, « Les mots de l'écologie », *Mots*, 1994/1, n°39, pp. 69-78.

PORQUET Jean-Luc, *Jacques Ellul. L'homme qui avait (presque) tout prévu*, Paris, le cherche midi, 2003, 360 p.

RENS Ivo, « Bertrand de Jouvenel (1903-1987), pionnier méconnu de l'écologie politique », in CLAVIEN Alain, MULLER Bertrand (dir.), *Le goût de l'histoire, des idées et des hommes. Mélanges offerts au professeur Jean-Pierre Aguet*, Vevey, Editions de l'Aire, 1996, pp 205-227.

ROBERT Jean, PAQUOT Thierry, « Monument ou chantier ? L'héritage intellectuel d'Ivan Illich (1926-2002) », *Esprit*, 2010/8-9, pp. 116-124.

ROY Christian, « Aux sources de l'écologie politique : le personnalisme 'gascon' de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », *Annales Canadiennes d'histoire*, 1992, n°27, pp. 67-100.

ROY Christian, « Une critique du 'progrès' à contre-courant du mouvement personnaliste : Bernard Charbonneau face à Emmanuel Mounier au sortir de la guerre », *Encyclopédie de L'Agora. Pour un monde durable*, mis en ligne le 04/01/2012, consulté le 15/02/2013, 15 p., http://agora.qc.ca/documents/progres--une_critique_du_progres_a_contre-courant_du_mouvement_personnaliste_par_christian_roy

SAS Eva, *Philosophie de l'écologie politique*, Paris, Les petits matins, 2010, 133 p.

STENGER Nicolas, *Les intellectuels et l'identité européenne en débat. Le Parcours et l'œuvre de Denis de Rougemont*, thèse de doctorat en histoire, Université Paris 8 et Université de Genève, 2010, 429 p.

THISSIET Pierre, « Emmanuel Videcoq, une vie d'engagements », *Ecorev.org*, mis en ligne 02/09/11, consulté le 30/09/11, 3 p. <http://ecorev.org/spip.php?article897>

TROUDE-CHASTENET Patrick, « Jacques Ellul précurseur de l'écologie politique ? », *Ecologie et Politique*, 1998, n°22, pp. 105-119.

TROUDE CHASTENET Patrick (dir.), *Jacques Ellul, penseur sans frontière*, Paris, PUF, 2005, 370 p.

○ *Ecologisme dans le monde*

CARLSSON Chris, *Ten Years that Shook the City. San Francisco 1968-1978*, San Francisco, City Light Foundation Books, 2010, 327 p.

CHILBRET René-Pierre, « Une société civile en transition. L'exemple des mobilisations écologiques à l'Est de l'Allemagne », *Politix*, 1996/9, n°33, pp. 29-43.

DANN Christine R., *For Earth's Last Island. The global origins of Green politics*, PHD in Philosophy, Lincoln University, 1999, 476 p.

DARAS José, *Du passé à l'avenir. Ecolo : 30 ans d'évolution*, Namur, Editions Etopia, 2010, 34 p.

DESROCHERS Pierre, HOFFBAUER Christine, "The Post War Intellectual Roots of the Population Bomb. Fairfield Osborn's Our Plundered Planet and William Vogt's Road

to Survival in retrospect”, *The Electronic Journal of Sustainable Development*, 2003/1, n°3, pp. 73-98.

EGAN Michael, « Subaltern Environmentalism in the United States: A Historiographic Review », *Environment and History*, 2002/1, n°8, pp. 21-41.

EGAN Michael, *Barry Commoner and the science of survival*, PHD in philosophy in history, Washington State University, 2004, 327 p.

FIGUEIREDO Yves, « Aux sources du débat écologique contemporain : l’expérience américaine », *Revue française d’études américaines*, 2006/3, n°109, pp. 69-82.

GIUGNI Marco, « L’impact des mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes sur les politiques publiques. Le cas des États-Unis, de l’Italie et de la Suisse, 1975-1995 », *Revue française de sociologie*, 2001/4, n°42, pp. 641-668.

HERRING Horace, “The Conservation Society: Harbinger of the 1970s Environment Movement in the UK”, *Environment and History*, 2001/4, n°7, pp. 381-401.

HILTON Matthew, MOUHOT Jean-François, McKAY James, « Les ONG et les mouvements de protection de l’environnement au Royaume-Uni : une autre manière de faire de la politique », *Histoire & Sociétés*, janvier 2009, n°27, pp. 58-64 et pp. 78-89.

KELLER Thomas, *Les verts allemands. Un conservatisme alternatif*, Paris, L’Harmattan, 1993, 251 p.

KELLER Thomas, « Les Verts allemands, des troisièmes voies à l’Europe rhénane », *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, n°55-56, 1999, pp. 40-50.

LECHAT Benoit, « Les écologistes wallons et l’hiver 60 : une tradition critique », *Etopia*, décembre 2010, 5 p., <http://www.etopia.be/spip.php?article1713>

LE QUEAU Anna, *Nationalisme et écologisme en Galice (1975-1982). Lutttes, enjeux et convergences*, mémoire de Master 2 sous la direction de Luc Capdevila, université de Rennes II Haute Bretagne, dactylographié, septembre 2006, 160 p.

MANDRILLON Marie-Hélène, « Les voies du politique en URSS. L’exemple de l’écologie », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1991/6, n° 46, pp. 1375–1388.

MARCEL Mathieu, *Le mouvement écologique wallon et ses différentes tendances dans les années 1970. Démocratie Nouvelle, Les Amis de la Terre, Inter-Environnement-Wallonie*, mémoire de maîtrise en histoire sous la direction de Luc Courtois, Université Catholique de Louvain, août 2009, 243 p.

MATHIS Charles-François, *In Nature We Trust. Les paysages anglais à l’ère industrielle*, Paris, PUPS, 2010, 681 p.

MEINERS Roger, DESROCHERS Pierre, MORRIS Andrew (ed.), *The False Crises of Rachel Carson. Silent Spring at 50*, Washington D.C., Cato Institute, 2012, 349 p.

PICCIONI Luigi, “Forty Years Later. The reception of *The Limits to Growth* in Italy. 1971-1974”, *I quaderni di Altronovecento*, 2012, n°2, 57 p.

ROBIN Libby, « Radical Ecology and Conservation Science: An Australian Perspective », *Environment and History*, 1998/2, n°4, pp. 191-208.

ROME Adam, “‘Give Earth a Chance’: the Environmental Movement and the Sixties”, *The Journal of American History*, 2003/2, n°90, pp. 525-554.

ROOTES Christopher (ed.), *Environmental Protest in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 311 p.

ROOTES Christopher, “1968 and the Environmental Movement in Europe”, in KLIMKE Martin, SCHARLOTH Joachim (dir.), *1968 in Europe: A Handbook on National Perspectives and Transnational Dimensions of 1960/70s Protest Movements*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, pp. 295-305.

3. Histoire environnementale

○ *Synthèse*

BONNEUIL Christophe, FRESSOZ Jean-Baptiste, *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013, 320 p.

MCNEIL John R., *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010, 520 p.

RADKAU Joachim, *Nature and Power. A Global History of the Environment*, New York and Washington D.C., Cambridge University Press and German Historical Institute, 2008, 429 p.

○ *L'histoire environnementale - réflexions historiographiques*

BOCQUET Denis, FRIOUX Stéphane, « L'histoire environnementale comme histoire sociale : vers de nouveaux terrains de recherche », *Histoire et Sociétés*, 2009, n°27, pp. 4-9.

CHAKRABARTY Dipesh, "The Climate of History: Four Theses", *Critical Inquiry*, winter 2009, n°35, pp. 197-222.

CHOUQUER Gérard, « Nature, environnement et paysage au carrefour des théories », *Etudes rurales*, 2001/1, n°157-158, pp. 235-251.

CRONON William, « The Trouble with Wilderness; or, Getting back to the Wrong Nature », in CRONON William (ed.), *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, New York, W.W. Norton and Co, 1995, pp. 69-90.

INGOLD Alice, « Ecrire la nature. De l'histoire sociale à la question environnementale ? », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 2011/1, 66^e année, pp. 11-29.

LOCHER Fabien, QUENET Grégory, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009/4, n°56, pp. 7-37.

MASSARD-GUILBAUD Geneviève, De la « part du milieu » à l'histoire de l'environnement, *Le Mouvement Social*, 2002/3, n°200, p. 64-72.

○ *Ecologie scientifique*

CHAMAK Brigitte, *Le Groupe des Dix ou les avatars des rapports entre science et politique*, Paris, Editions du Rocher, 1997, 352 p.

DELEAGE Jean-Paul, *Une histoire de l'écologie*, Paris, Seuil, 1991, 330 p.

HAGEN Joel B., « Teaching Ecology during the Environmental Age, 1965-1980 », *Environmental History*, 2008/4, n°13, pp. 704-723.

LOCHER Fabien, « Les pâturages de la Guerre Froide : Garrett Hardin et la « tragédie des communs », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60, pp. 7-36.

MATAGNE Patrick, *La naissance de l'écologie*, Paris, Ellipses, 2009, 136 p.

○ *Philosophie et anthropologie de la nature*

ARLUKE Arnold, SANDERS Clinton, « Le travail sur la frontière entre les humains et les animaux dans l'Allemagne nazie », *Politix*, 2003/16, n°64, pp. 17-49.

CORTEN Philippe, « Le concept de qualité de la vie vu à travers la littérature anglo-saxonne », *L'Information Psychiatrique*, 1998, n°9, pp. 922-932.

COSGROVE Denis, « Contested Global Visions: One-World, Whole-Earth, and the Apollo Space Photographs », *Annals of the Association of American Geographers*, 1994/2, n°84, pp. 270-294.

DALLA BERNARDINA Sergio (dir.), *L'appel du sauvage. Refaire le monde dans les bois*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 214 p.

DESCOLA Philippe, « L'anthropologie de la nature », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2002/1, n°57, pp. 9 – 25.

DESCOLA Philippe, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005, 623 p.

DESCOLA Philippe, « A qui appartient la nature », *La vie des idées.fr*, 21/01/2008, 11 p., <http://www.laviedesidees.fr/A-qui-appartient-la-nature.html>

FERRY Luc, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992, 275 p.

FLIPO Fabrice, « Pour une écologisation du concept de capabilité d'Amartya Sen », *Natures Sciences Sociétés*, 2005, n° 13, pp. 68-75.

FLIPO Fabrice, « L'enjeu écologique. Lecture critique de Bruno Latour », *Revue du MAUSS*, 2006/1, n°27, pp. 481-495.

HESS Gérald, *Ethiques de la nature*. Paris, PUF, 2013, 422 p.

LANDRON Olivier, *Le catholicisme vert. Histoire des relations entre l'Eglise et la nature au XX^e siècle*, Paris, Cerf, 2008, 527 p.

LARRERE Catherine, « Ce que sait la montagne. Aux sources des philosophies de l'environnement », *La vie des idées.fr*, 30/04/2013, 11 p., <http://www.laviedesidees.fr/Ce-que-sait-la-montagne.html>

LARRERE Catherine et Raphaël, *Du bon usage de la nature*, Paris, Flammarion, 2009, 355 p.

LATOUR Bruno, « Les objets ont-ils une histoire? Rencontre de Pasteur et Whitehead dans un bain d'acide lactique. », in Isabelle STENGERS, *L'effet Whitehead*, Paris, Vrin, 1994, pp. 196-217.

LATOUR Bruno, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1997, 206 p.

- *Usages de la nature et régulation des nuisances*

ANDRIEU Bernard, *Bronzage. Une petite histoire du soleil et de la peau*, Paris, CNRS Editions, 2008, 128 p.

AGOSTINI Frédéric, CHIBRET René-Pierre, FABIANI Jean-Louis, MARESCA Bruno, *La dynamique du mouvement associatif dans le secteur de l'environnement. Etat de la question et monographies régionales*, 3 vol., Paris, CREDOC, 1995, 345 p.

AGULHON Maurice, « Le sang des bêtes. Le problème de la protection des animaux en France au XIX^e siècle », *Romantisme*, 1981/1, n°31, pp. 81-110.

BERNHARDT Christoph, MASSARD-GUILBAUD Geneviève (dir.), *Le démon moderne. La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002, 464 p.

BERTHO-LAVENIR Catherine, « La France défigurée : protection des sites ou pédagogie politique ? », Jean-Luc FRAY, Céline PEROL, *L'historien en quête d'espaces*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2004, 469 p., pp. 429-445.

BOURRIEAU Paul, *Le Monde de la chasse. Chasser en Anjou au XX^e siècle*, Rennes, PUR, 2011, 400 p.

CADORET Anne (dir.), *Protection de la nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1985, 245 p.

CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille : l'odorat et l'imaginaire social aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Seuil, 2001, 425 p.

GARNIER Christian, « De la nature au développement durable : la construction d'un concept opératoire. Essai de mise en perspective historique et socio-politique », communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, séance du 14 janvier 2002, <http://www.asmp.fr/travaux/communications/2002/garnier.htm>, consulté le 18/10/11.

LE DEMEZET Maurice, MARESCA Bruno, *La protection de la nature en Bretagne. La SEPNEB (1953-2003)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, 239 p.

LUGLIA Rémi, *L'émergence de la protection de la nature en France (1854-1939). La Société d'acclimatation, témoin et acteur du courant naturaliste*, thèse d'histoire sous la direction de Jean-Noël Jeanneney, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2012, 788 p.

MASSARD-GUILBAUD Geneviève, « La régulation des nuisances industrielles urbaines (1800-1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1999/1, n°64, p. 53 – 66.

MASSARD-GUILBAUD Geneviève, *Histoire de la pollution industrielle en France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 404 p.

MATAGNE Patrick, *Aux origines de l'écologie. Les naturalistes en France de 1800 à 1914*, Paris, Editions du CTHS, 1999, 300 p.

MICOUD André, « Aux origines des parcs naturels français (1930-1960) : ruralisme, naturalisme et spiritualité », *Ruralia*, 2007, n°20, consulté le 04 janvier 2013, 14 p., <http://ruralia.revues.org/1622>

ORY Pascal, *L'invention du bronzage. Essai d'une histoire culturelle*, Bruxelles, Editions Complexe, 2008, 136 p.

PASTOUREAU Michel, *Vert. Histoire d'une couleur*, Paris, Seuil, 2013, 240 p.

TRAÏNI Christophe, *Les braconniers de la République. Les conflits autour des représentations de la Nature et de la politique*, Paris, PUF, 2003, 207 p.

TRAÏNI Christophe, *La cause animale. 1820-1980. Essai de sociologie historique*, Paris, PUF, 2011, 233 p.

WALDVOGEL Carole, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2011, 256 p.

○

Action publique

BOUSARD Isabel, « Agriculture, environnement et protection de la nature : autour de la loi de 1976 », *Ruralia*, 1997-01, consulté le 10/06/2010, 14 p., <http://ruralia.revues.org/document8.html>

BOURG Dominique, WHITESIDE Kerry, « Pour une démocratie écologique », *La vie des idées.fr*, 01/09/09, 32 p., <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-democratie-ecologique.html>

CANS Roger, CHARVOLIN Florian, « Serge Antoine. Aux origines du ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement », *Pour Mémoire*, 2008, n°5, p. 9-18.

CARO Patrice, DARD Olivier, DAUMAS Jean-Claude (dir.), *La politique d'aménagement du territoire. Racines, logiques et résultats*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, 360 p.

CHARVOLIN Florian, *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*, Paris, Editions La Découverte, 2003, 134 p.

CHARVOLIN Florian, « Georges Pompidou et la création de la Direction générale de la Protection de la nature en 1970 », in NOEL Gilbert, WILLAERT Emilie (dir.),

Georges Pompidou et le monde des campagnes (1962-1974), Bruxelles, Peter Lang, 2007, 347 p., pp. 263-275.

CORCUFF Philippe, LAFAYE Claudette, « Une relecture critique du *Pouvoir périphérique* », *Politix*, 1989/2, n°7-8, pp. 35-45.

D'IRIBARNE Philippe, « Itinéraire », *Projet*, 2001/1, n°265, pp. 6-13.

FREMONT Armand, « L'aménagement régional en France. La pratique et les idées », *Espace géographique*, 1978/2, n°7, pp. 73-84.

GAXIE Daniel, *Luttes d'institutions: enjeux et contradictions de l'administration territoriale*, Paris, L'Harmattan, 1997, 301 p.

GUIGUENO Vincent, « L'aménagement du territoire en action », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2003/3, n°79, pp. 37-41.

GREMION Pierre, HEURTIN Jean-Philippe, SAWICKI Frédéric, « Autour du Périphérique », *Politix*, 1989/2, n°7-8, pp. 21-24.

HASSEUTEUFEL Patrick, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, 2010/1, n°157, pp. 50-58.

LASCOUMES Pierre (dir.), *Instituer l'environnement. Vingt-cinq ans d'administration de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1999, 233 p.

LAZZARATO Maurizio, « Du biopouvoir à la biopolitique », *Multitudes*, 2000/1, n°1, pp. 45-57.

LATOUR Bruno, « Biopouvoir et vie publique », *Multitudes*, 2000/1, n°1, pp. 94-98.

LE BEGUEC Gilles, « Pierre Mendès-France et la technocratie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2001/1, n°63, pp. 112 – 118.

PAYRE Renaud, POLLET Gilles, « Analyse des politiques publiques et sciences historiques : quel(s) tournant(s) socio-historique(s) ? », *Revue française de science politique*, 2005/1, n°55, pp. 133-155.

PEREIRA Victor, *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'Etat portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Science Po, 2012, 450 p.

SCOTT James C., *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998, 464 p.

- *Conflits environnementaux (hors nucléaire)*

FLONNEAU Mathieu, « Georges Pompidou, président conducteur, et la première crise urbaine de l'automobile », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1999/1, n°61, pp. 30-43.

FLONNEAU Mathieu, GENESTE Pascal, NIVET Philippe, WILLAERT Emilie (dir.), *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, Paris, Archives Nationales, Association Georges-Pompidou, Somogy, 2010, 255 p.

FRIOUX Stéphane, MALANGE Jean-François, « L'eau pure pour tous ! » Mobilisations sociales contre la pollution des eaux douces françaises (1908-années 1960) », *Histoire et Sociétés*, 2009, n°27, pp. 10-23.

HAYES Graeme, *Environmental Protest and the State in France*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, 246 p.

MARTINEZ-ALIER Joan, "The Environmentalism of the Poor", paper prepared for the conference on "The Political Economy of Sustainable Development: Environmental Conflict, Participation and Movements", August 2002, University of Witwatersrand, Johannesburg, consulté le 19/01/2013, [http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9%2F%28httpAuxPages%29%2F5EB03FFBDD19EA90C1257664004831BD%2F\\$file%2FMartinezAlier.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9%2F%28httpAuxPages%29%2F5EB03FFBDD19EA90C1257664004831BD%2F$file%2FMartinezAlier.pdf)

MASSARD-GUILBAUD Geneviève, RODGER Richard (dir.), *Environmental and Social Justice in the City. Historical Perspectives*, Isle of Harris, White Horse Press, 2011, 302 p.

NERI SERNERI Simone, « Environnement et industrie en Italie au temps du miracle économique (1950-1970) », *Histoire et Sociétés*, 2009, n°27, pp. 40-57.

NERRIERE Xavier, *Protection de l'environnement et syndicalisme. Pour une plus grande participation syndicale en matière de protection de l'environnement, l'exemple de la CFDT en région nantaise*, mémoire de maîtrise en droit public économique sous la direction de Raphaël Romi, Université de Nantes, 1997, 103 p.

NICOLON Alexandre, « Oppositions locales à des projets d'aménagement », *Revue française de science politique*, 1981/2, n°31, pp. 417 – 438.

RAINHORN Judith, « Le mouvement ouvrier contre la peinture au plomb. Stratégie syndicale, expérience locale et transgression du discours dominant au début du XX^e siècle », *Politix*, 2010/3, n°91, p. 10-26.

SABA Andrea, « La pollution en Val Lagarina (1928-1938) : une nouvelle voie pour l'histoire de l'environnement ? », *Histoire, économie et société*, 1997/3, n°16, pp. 463-470.

TERRAL Pierre-Marie, *Larzac. De la lutte paysanne à l'altermondialisme*, Toulouse, Privat, 2011, 459 p.

TROM Danny, « De la réfutation de l'effet NIMBY considéré comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 1999/1, n°49, pp. 31-50.

○ *Le nucléaire et autres formes d'énergie*

BELTRAN Alain, « La question énergétique en France de 1960 à 1974 : dépendance, crise et rôle de l'Etat », BUSSIÈRE Eric (dir.), *Georges Pompidou face à la mutation économique de l'Occident, 1969-1974*, Paris, PUF, 418 p., pp. 191-201.

BOUREILLE Patrick, « La campagne d'expérimentation nucléaire de 1968 », *Revue d'histoire maritime*, 2006, n°6, pp. 137-164.

CHEVALLIER Henry, *Histoire des luttes antinucléaires en France*, Angeville, La Brochure, novembre 2009, 18 p.

DAVIET Jean-Pierre, « Le nucléaire et l'indépendance nationale : défis, grands projets, décisions, 1969-1974 », BUSSIÈRE Eric (dir.), *Georges Pompidou face à la mutation économique de l'Occident, 1969-1974*, Paris, PUF, 418 p., pp. 243-259.

DESSE Michel, DESSE René-Paul, « Plogoff, territoire de lutte surprise contre le nucléaire », *Cahier d'histoire immédiate*, 2007, n°32, pp. 97-103.

EVRARD Aurélien, *Contre vents et marées. Politiques des énergies renouvelables en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, 268 p.

GARRAUD Philippe, « Politique électro-nucléaire et mobilisation : la tentative de constitution d'un enjeu », *Revue française de science politique*, 1979/3, n°29, pp. 448-474.

HECHT Gabrielle, « Rebels and Pioneers : Technocratic Ideologies and Social Identities in the French Nuclear Workplace, 1955-1969 », *Social Studies of Science*, 1996/3, n°26, pp. 483-530.

HECHT Gabrielle, « Peasants, Engineers, and Atomic Cathedrals: Narrating Modernization in Postwar Provincial France », *French Historical Studies*, 1997/3, n°20, pp. 381-418.

HECHT Gabrielle, « Enacting Cultural Identity : Risk and Ritual in the French Nuclear Workplace », *Journal of Contemporary History*, 1997/4, n°32, pp. 483-507.

HECHT Gabrielle, *Le rayonnement de la France : énergie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 2004, 398 p.

JALABERT Laurent, « Plogoff – Dossier photographique (janvier 1980) », *Cahier d'histoire immédiate*, 2007, n°32, pp. 93-95.

PLANCHAIS Jean, « Les réactions de l'opinion à travers la presse et les sondages », *L'Aventure de la Bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire (1958-1969)*, Paris, Plon, 1984, pp. 244-253.

SIMON Gilles, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 409 p.

TOPCU Sezin, « Nucléaire : de l'engagement des « savants » aux contre-expertises associatives », *Natures Sciences Sociétés*, 2006, n°14, pp. 249-256.

TOPCU Sezin, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, thèse de doctorat en histoire des sciences et des techniques sous la direction de Dominique Pestre, EHESS, 2010, 554 p.

○ *Réflexivité environnementale*

BARTHE Yannick, « Aux risques du passé », *La vie des idées.fr*, 19 octobre 2012, <http://www.laviedesidees.fr/Aux-risques-du-passe.html>, 6 p.

BECK Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2008, 519 p.

BERNSTEIN Mary et JASPER James M., « Les tireurs d'alarme dans les conflits sur les risques technologiques. Entre intérêts particuliers et crédibilité », *Politix*, 1998/11, n°44, pp. 109–134.

BESS Michael, *The light green society : ecology and technological modernity in France, 1960-2000*, Chicago, Chicago University Press, 2003, 366 p.

BONNEUIL Christophe, GAUDILLIERE Jean-Paul, « A propos de démocratie technique », *Mouvements*, 2001, n°18, pp. 73-80.

BOUDIA Soraya, FELLINGER Anne, « Radioactivité et santé au travail : trajectoire historique d'un problème », *Histoire et Sociétés*, 2007, n°23, pp. 32-43.

BOY Daniel, DONNET KAMEL Dominique, ROQUEPLO Philippe, « Un exemple de démocratie participative : la « conférence de citoyens » sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de science politique*, 2000/4-5, n°50 pp. 779-810.

BRUNET Philippe, « De l'usage raisonné de la notion de « concernement » : mobilisations locales à propos de l'industrie nucléaire », *Natures Sciences Sociétés*, 2008, n°16, pp. 317-325.

DUPUY Jean-Pierre, « D'Ivan Illich aux nanotechnologies. Prévenir la catastrophe ? », *Esprit*, 2007/2, pp. 29-46.

FRESSOZ Jean-Baptiste, « Circonvenir les *circumfusa*. La chimie, l'hygiénisme et la libéralisation des « choses environnantes » : France, 1750-1850 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009/4, n°56, pp. 39-76.

FRESSOZ Jean-Baptiste, LOCHER Fabien, « Le climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », *La vie des idées.fr*, 20/04/10, 15 p., http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20100420_climat.pdf

FRESSOZ Jean-Baptiste, « Les leçons de la catastrophe. Critique historique de l'optimisme postmoderne », *La vie des idées.fr*, le 13/05/11, 12 p., <http://www.laviedesidees.fr/Le-climat-fragile-de-la-modernite.html>

FRESSOZ Jean-Baptiste, *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil, 2012, 313 p.

FRIDENSON Patrick, « L'histoire de l'incertitude technique et ses enjeux », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2012/3, n°59, pp. 7-17.

GIDDENS Anthony, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 2000, 194 p.

GUENARD Florent, SIMAY Philippe, « Du risque à la catastrophe. A propos d'un nouveau paradigme », *La vie des idées.fr*, le 23/05/2011, 13 p., <http://www.laviedesidees.fr/Du-risque-a-la-catastrophe.html>

WALTER François, FANTINI Bernardino, DELVAUX Pascal (dir.), *Les cultures du risque (XVI-XXIe siècle)*, Genève, Presses d'Histoire Suisse, 2006, 207 p.

- *Technique, science et société*

CALLON Michel, LASCOUMES Pierre, BARTHE Yannick, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001, 358 p.

DAVID Christophe, « Günther Anders et la question de l'autonomie de la technique », *Ecologie & Politique*, 2006/1, n°32, pp. 179-196.

JARRIGE François, « « Des machines à l'infini ». Le communisme icarien et l'imaginaire utopique des machines (1830-1848) », *Hypothèses*, 2005/1, pp. 199-208.

JARRIGE François, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle*, Rennes, PUR, 2009, 368 p.

KIRK Andrew G., *Counterculture green. The Whole Earth Catalog and American Environmentalism*, Lawrence, University Press of Kansas, 2007, 303 p.

LEMIEUX Cyril et BARTHE Yannick, « Les risques collectifs sous le regard des sciences du politique. Nouveaux chantiers, vieilles questions », *Politix*, 1998/11, n° 44, pp. 7-28.

LEROSIER Thomas, *Culture technoscientifique et émergence d'une contre-culture dans la construction d'une capitale scientifique. Grenoble (1960-2011)*, mémoire de Master 2 sous la direction de Guillaume Lachenal, Université Paris 7 – Denis Diderot, 2011, 144 p.

PESTRE Dominique, « La politique des sciences studies », *La Revue des Livres*, n°1, août 2011, <http://www.revedeslivres.fr/la-politique-des-science-studies/>

TURNER Fred, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*, Steward Brand, un homme d'influence, Caen, C&F éditions, 2012, 427 p.

4. Histoire de la France après 1945

- *Approches générales*

BECKER Jean-Jacques (en collaboration avec ORY Pascal), *Nouvelle histoire de la France contemporaine, t. 19. Crises et alternances (1974-2000)*, Paris, Seuil, 2002, 944 p.

BERNARD Mathias, *Histoire politique de la V^e République : De 1958 à nos jours*, Armand Colin, 2008, 334 p.

BERSTEIN Serge, *La France de l'expansion. 1. La République gaullienne (1958-1969)*, Paris, Seuil, 1989, 371 p.

BERSTEIN Serge, RIOUX Jean-Pierre, *La France de l'expansion. 2. L'apogée Pompidou (1969-1974)*, Paris, Seuil, 1995, 332 p.

ECK Jean-François, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2000.

GARRIGUES Jean (dir.), *La France de la V^e République (1958-2008)*, Paris, Armand Colin, 2008, 625 p.

GUILLAUME Pierre et Sylvie, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2012, 239 p.

LEVEQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France. T. 3, de 1940 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1997, 512 p.

○ *Réflexions historiographiques et problématiques*

ABELES Marc, « De la communication en négatif : l'échec politique », *Le Temps des Médias*, 2006/2, n°7, pp. 151-160.

ANCEAU Eric, « Pour une histoire politique totale de la France contemporaine », *Histoire, Economie et Société*, 2012, n°2, pp. 111-133.

AUDIGIER François, « « Enjeu – le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007/4, n°96, pp. 123-136.

BERSTEIN Serge, « L'historien et la culture politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1992/2, n°35, pp. 67-77.

BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, [1999] 2003.

LATOUR Bruno, « Pour un dialogue entre science politique et science studies », *Revue française de science politique*, 2008/4, n°58, pp. 657-678.

MATONTI Frédérique, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2012/5, n°59, pp. 85-104.

RIEFFEL Rémy, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la Ve République*, Paris, Calmann-Lévy, 1994, 692 p.

ROSANVALLON Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003, 61 p.

ROSANVALLON Pierre, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004, 445 p.

ROSANVALLON Pierre, « L'universalisme démocratique : histoire et problèmes », *La vie des idées*, 17/12/2007, 17 p., <http://www.laviedesidees.fr/L-universalisme-democratique.html>

ROSANVALLON Pierre, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Seuil, 2008, 367 p.

SIRINELLI Jean-François, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998/1, n°57, pp. 121-131.

○ *Les forces politiques*

ANDRIEU Claire, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin (1958-1970)*, Paris, Fayard, 2002, 607 p.

BARROCHE Julien, « La subsidiarité chez Jacques Delors. Du socialisme chrétien au fédéralisme européen », *Politique européenne*, 2007/3, n°23, pp. 153-177.

BERSTEIN Serge, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Les années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007, 296 p.

BERSTEIN Serge, BIRNBAUM Pierre, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte, 2008, 346 p.

BESSON Alain, *Jean-Marc Ayrault, une ambition nantaise...*, Nantes, Coiffard Libraire Editeur, 2004, 442 p.

BOURSEILLER Christophe, *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Seuil, 505 p.

BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France. Volume I. L'héritage du XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, 584 p.

BUSSI Michel, FREIRE-DIAZ Sylviano, « Les nouvelles disparités des comportements électoraux français. L'exemple des élections présidentielles 1981-1995 », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 16 avril 2002, <http://cybergeo.revues.org/4136>, consulté le 06/02/12.

CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, PUR, Rennes, 2013, 336 p.

CONORD Fabien, *Rendez-vous manqués. La gauche non communiste et la modernisation des campagnes françaises*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010, 376 p.

DARD Olivier, *La synarchie. Le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998, 294 p.

DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF, 2002, 333 p.

DOSSE François, *Pierre Nora. Homo historicus*, Paris, Perrin, 2011, 657 p.

DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, 430 p.

FERKITH Karim, « Trois petits tours et puis s'en va... Marxisme et programme de Bad Godesberg du Parti social-démocrate allemand », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, pp. 61-79.

FERHAT Ismail, « Le syndical et le politique. Le cas du parti socialiste et de la FEN, des années 1970 au début des années 1990 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, janvier-avril 2011, n° 13, 18 p.,

<http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier&item=130>

FOGACCI Frédéric, « Depuis 1972, les radicaux de gauche » in BERSTEIN Serge, RUBY Marcel (dir.), *Un siècle de radicalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2004, pp. 204-216.

FOGACCI Frédéric, « Des réseaux locaux à l'épreuve de la Ve République : l'exemple d'André Maroselli et de la fédération radicale de Haute-Saône », *Histoire, économie et société*, 2006/1, n°25, pp. 109-129.

FOGGACCI Frédéric, « La mouvance radicale et radicale-socialiste sous la V^e République, marge centriste ou centre marginalisé ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, septembre-décembre 2011, n° 15, 16 p.,

<http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=15&rub=autres-articles&item=62>

GARRIGOU Alain (dir.), *Les sondages politiques*, Paris, La Documentation Française, 2003, 120 p.

GEORGI Frank, *L'invention de la CFDT. 1957-1970. Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, Paris, Les Editions de l'Atelier, CNRS Editions, 1995, 650 p.

GIRARDET Raoul, « L'héritage de l'Action française », *Revue française de science politique*, n°4, 1957/4, n°7, pp. 765-792.

GRUNBERG Gérard, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, 12 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier&item=124>

JALABERT Laurent, « La convention des institutions républicaines (1964-1971) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/4, n°104, pp. 123-139.

JALABERT Laurent, *Le 10 mai 1981 : Mitterrand président. Racines et sens d'une victoire*, Paris, L'Encyclopédie du Socialisme, 2010, 175 p.

JOUSSE Emmanuel, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n°13, janvier-avril 2011, 14 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier&item=127>

KERNALEGENN Tudi, *Drapeaux rouges et Gwenn-Ha-Du. L'extrême gauche et la Bretagne dans les années 1970*, Rennes, Editions Apogée, 2005, 223 p.

KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 373 p.

KRAUS François, « Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti », *Notes de la Fondation Jean Jaurès. Histoire et Mémoire*, n°31, juillet 2002, 84 p.

LAUNAY Marcel, *Robert Buron*, Paris, Beauchesne, 1993, 208 p.

LAURENT Yves, *Le cœur et la passion. Chronique du Parti Socialiste en Loire-Inférieure –Loire-Atlantique. 1936-1988. Les faits – les hommes*, Saint-Sébastien, ACL Edition, 1988, 318 p.

LAZAR Marc, « Le réformisme des socialistes français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier&item=129>

LE BEGUEC Gilles, « La représentation proportionnelle : cent ans de controverses », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1986/1, n° 9, pp. 67-80.

LEFEBVRE Rémi, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'Agir, 2011, 174 p.

MISCHI Julian, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 341 p.

NICOLAS Denis, « Les élections législatives de mars 1978 en métropole », *Revue française de science politique*, 1978/6, n°28, pp. 977-1005.

NICOLAS Fabien, « Identité partisane et revendication occitane : pour en finir avec une absence en Midi Rouge : le parti occitan », *Pôle Sud*, n°20, 2004, pp. 83-96.

OFFERLE Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 1984/4, vol. 39, pp. 681-716.

PASQUIER Romain, « L'Union Démocratique Bretonne ou les limites de l'expression partisane autonomiste en Bretagne », *Pôle Sud*, n°20, mai 2004, pp. 113-132.

PHELIPPEAU Eric, « Genèse d'une codification. L'apprentissage parlementaire de la réforme du financement de la vie politique française, 1970-1987 », *Revue française de science politique*, 2010/3, vol. 60, pp. 520-563.

SALLES Jean-Paul, *La ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 424 p.

SAINTENY Guillaume, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus », *Revue française de science politique*, 1994/3, n°44, pp. 424-461.

SAINTENY Guillaume, « Chronique politique. Le Parti communiste français face à l'écologisme », *Pouvoirs*, n°70, septembre 1994, pp. 149-162.

SAINTENY Guillaume, "François Mitterrand and Nature", *Environment and History*, 2003/1, n°9, pp. 77-100.

SAMSON Rosemonde, *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation de centre (1901-1920)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, 562 p.

SAPIRO Gisèle, « « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, n°111-112, pp. 3-35.

SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France, t. 2, Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, 777 p.

SOUILLAC Romain, *Le mouvement Poujade : de la défense professionnelle au populisme nationalisme (1953-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 415 p.

TARTAKOWSKY Danielle, BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche (1963-1978)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 307 p.

THOMAS Jean-Paul, « Le Parti social français (1936-1945). Une expérience de parti de masses et la préparation d'une relève », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2002/3, n°109, pp. 109-120.

TRISTRAM Frédéric, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard-d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°8, mai-août 2009, 23 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=08&rub=dossier&item=80>

WINOCK Michel, *Le socialisme en France et en Europe (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Seuil, 1992, 425 p.

○ *Les années 68*

ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p.

ARTOUS Antoine, EPSZTAIN Didier, SILBERSTEIN Patrick (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Editions Syllepse, 2008, 901 p.

BACQUE Marie-Hélène, VERMEERSCH Stéphanie, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2007, 175 p.

BENOIT Bruno, CHEVANDIER Christian, MORIN Gilles, RICHARD Gilles, VERGNON Gilles, *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, 389 p.

BRUNETEAU Bernard, « Le « mythe de Grenoble » des années 1960 et 1970, un usage politique de la modernité », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1998/1, n°58, pp. 111-126.

BUSQUET Grégory, *Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958-1981*, thèse en urbanisme et aménagement sous la direction de Jean-Pierre Frey, université Paris XII-Val de Marne, Institut d'urbanisme de Paris, 2007, 686 p.

COHEN Evelyne, « L'ombre portée de Mai 68 en politique. Démocratie et participation », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008/2, n°98, pp. 19-28.

COJEAN Annick, ESKENAZI Frank, *FM. La folle histoire des radios libres*, Paris, Grasset, 1986, 332 p.

DAMAMME Dominique, GOBILLE Boris, MATONTI Frédérique, PUDAL Bernard (dir.), *Mai-juin 1968*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2008, 442 p.

DRESSEN Marnix, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine*, Paris, Belin, 2000, 431 p.

DREYFUS-ARMAND Geneviève, FRANK Robert, LEVY Marie-Françoise, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000, 525 p.

DREYFUS-ARMAND Geneviève (dir.), *Les années 68 : Un monde en mouvement*, Paris, Editions Syllepse, 2008, 432 p.

FAUCHERRE Rémi, *Atypie-utopie. Vincennes, naissance d'une université. Mai 68-janvier 69*, maîtrise d'histoire sous la direction de Michelle Perrot, université Paris 7-Diderot, 1992. <http://www.ipt.univ-paris8.fr/hist/Atypie-Utopie.htm>

GEORGI Frank (dir.), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, 612 p.

GOBILLE Boris, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008, 120 p.

GRANJON Marie-Christine, « Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1968-1988) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1988/1, n°11, pp. 10-17.

HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *Génération. T.1. Les années de rêve. T.2. Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1987 et 1988, 615 et 694 p.

HATZFELD Hélène, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, ADELS – Presses Universitaires de Rennes, 2005, 328 p.

JALABERT Laurent, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997/2, n°55, pp. 69-81.

LACROIX Bernard, *L'utopie communautaire. Mai 68. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 2006, 225 p.

LECOMTE Patrick, BERNARD Jean-Pierre, BLANCHERIE Jean-Marc, « Les groupes d'action municipale dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry », *Revue française de science politique*, 1972/2, n°22, pp. 296-318.

LE GOFF Jean-Pierre, *Mai 68. L'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, 485 p.

LEMONNIER Bertrand, « Pour une histoire culturelle du rock », octobre 2007, 16 p., consulté le 19/01/13, <http://berlemon.net/articles/articles.html>

LINDENBERG Daniel, *Choses vues. Une éducation politique autour de 68*, Paris, Bartillat, 2008, 237 p.

LOUIS Jeanne-Henriette, « Le pacifisme des quakers américains, substrat d'une promesse presque évanouie ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2004, n°75, pp. 86-95.

LOYER Emmanuelle, « Introduction - Mai 68 dans le monde. Jeux d'échelles. », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, 8 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=06&rub=dossier&item=61>

MARTIN Jean-Philippe, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la Confédération Paysanne*, Paris, La Découverte, 2005, 312 p.

MARTIN Laurent, « Pourquoi lit-on *Le Canard Enchaîné* ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°68, octobre-décembre 2000, pp. 43-54.

MARTIN Laurent, *La presse écrite en France au XXe siècle*, Paris, Le Livre de Poche, 2005, 256 p.

MARTIN Laurent, « La « nouvelle presse » en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n°98, pp. 57-69.

MASSA Patrick, « Les classes moyennes vues par le PCF et le PSU (1962-1968) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1993/1, n°37, pp. 45-54.

MATHIEU Lilian, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2010, 126 p.

MENDRAS Henri, *La Seconde Révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, 464 p.

ORY Pascal, *L'entre-deux-Mai. Histoire culturelle de la France, mai 1968- mai 1981*, Paris, Seuil, 1983, 288 p.

PORHEL Vincent, *Ouvriers bretons. Conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 325 p.

RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 278 p.

ROLLIN Anne, « Utopies locales et laboratoire social : l'exemple du 13^e arrondissement de Paris », *L'année sociologique*, 2008/1, n°58, pp. 47-70.

SCOTT Marie, « Y eut-il un 'Mai 1968' en Angleterre ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, 18 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=06&rub=dossier&item=58>

SEMELIN Jacques, « Le « totalitarisme » à l'épreuve de la résistance civile », *XXe siècle. Revue d'histoire*, 1993/1, n°39, pp. 79 – 90.

SIRINELLI Jean-François, *Les Vingt Décisives. Le passé proche de notre avenir (1965-1985)*, Paris, Arthème Fayard, 2007, 323 p.

SOMMIER Isabelle, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, 13 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=06&rub=dossier&item=62>

SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime, « « L'idéologie tiers-mondiste ». Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en « crise » », *Raisons politique*, 2005/2, n°18, pp. 27-48.

VIDAL-NAQUET Pierre, « Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1986/2, n°10, pp. 3-18.

VIGNA Xavier, « Les luttes d'usines dans les années 68 », *Histoire et Sociétés*, n°10, avril 2004, pp. 48-64.

VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, 378 p.

VIGNA Xavier, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « Les rencontres improbables dans « les années 68 » », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n°101, pp. 163-177.

VIGNA Xavier, VIGREUX Jean (dir.), *Mai-juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2010, 306 p.

VIGREUX Jean, *Histoire de la France contemporaine. T. 9. Croissance et contestations (1958-1981)*, Paris, Seuil, 2014, 475 p.

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Le moment 68 : Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, 313 p.

- *Sortie des années 68*

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, 849 p.

CABANES Bruno, PIKETTY Guillaume, « Sortir de la guerre: jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, n° 3, 2007, 8 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=22>

[Collectif éphémère], *Retour sur les années de braise. Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, s.l. mai 2005, <http://cras31.info/textes.html>, consulté le 01/09/2010.

DENORD François, « La conversion au néo-libéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements*, 2004/5, n°35, pp. 17-23.

DULONG Delphine, « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la V^e République », *Politix*, 1996/9, n°35, pp. 109-130.

FONTAINE Marion, *Une politique du temps libre ? 1981-1983*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, 57 p.

FRANK Robert, DREYFUS-ARMAND Geneviève, LE PULOCH Maryvonne, LEVY Marie-Françoise, ZANCARINI-FOURNEL Michèle, « Crise et conscience de la crise. Les années grises de la fin du siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004/3, n°84, pp. 75-82.

GEORGI Frank, « « Le monde change, changeons notre syndicalisme ». La crise vue par la CFDT (1973-1988) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004/3, n°84, pp. 93-105.

GOBILLE Boris, « La parabole du Fils retrouvé. Remarques sur le « deuil de 68 » et la « génération 68 », *Mots*, n°54, 1998, pp. 27-41.

MARGAIRAZ Michel, TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *1968 entre libération et libéralisation. La grande bifurcation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 352 p.

MISCHI Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste », in HAEGEL Florence, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de science-po, 2007, pp. 61-101.

MONGIN Olivier, « Citizen July et *Libération* à travers les « trente bouleversantes » », *Esprit*, août-septembre 2006/8-9, pp. 6-15.

SCHIFRES Sébastien, *La mouvance autonome en France entre 1976 et 1984*, mémoire de maîtrise d'histoire et de sociologie sous la direction d'Anne Steiner et Gilles

Le Béguet, Université Paris X Nanterre, septembre 2004, 71 p., consulté sur <http://sebastien.schifres.free.fr/> le 01/10/11.

SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998, 252 p.

TISON Stéphane, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, 424 p.

VADILLO Floran, « Prendre le pouvoir : le joli mois de mai 1981 », Note de la Fondation Jean-Jaurès, n°88, 27 avril 2011, 11 p.

VEDRINE Hubert, JAFFRE Jérôme, MIQUET-MARTY François, GRUNBERG Gérard, MAUROY Pierre, *10 mai 1981 : retours sur une victoire*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, 99 p.

YON Karel, « Que faire de la théorie au Parti socialiste ? La carrière écourtée du marxisme de Convergences socialistes », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, pp. 81-105.

5. Sociologie des mouvements sociaux

○ *Le fait associatif et société civile*

ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, 723 p.

BRODIEZ-DOLINO Axelle, « Les trois âges du conflit associatif. Emmaüs et les associations de solidarité françaises depuis 1945 », *La Vie des idées*, 22/11/11, 11 p., <http://www.laviedesidees.fr/Les-trois-ages-du-conflit.html>

CHATRIOT Alain, « La société civile redécouverte : quelques perspectives françaises », *Discussion Papers*, Wissenschaftszentrum Berlin, SP IV, 2009-402, 29 p, consulté le 03/04/11., <http://crh.ehess.fr/document.php?id=551>

CHEVRIER Yves, « La question de la société civile en Chine et le chat du Cheshire », *Etudes chinoises*, 14-2, 1995, pp. 153-251.

COLOMBANI Antoine, « Le nouveau conservatisme britannique. La société contre l'Etat », *La vie des idées.fr*, publié le 10/07/09, 13 p., <http://www.laviedesidees.fr/Le-nouveau-conservatisme.html>

DE MURO Pasquale, HAMDOUCH Abdelillah, CAMERON Stuart, MOULAERT Frank, « Organisations de la société civile, innovation sociale et gouvernance de la lutte contre la pauvreté dans le Tiers-Monde », *Monde en développement*, 2007/3, n° 139, pp. 25-42.

FABRE Rémi, « Du personnalisme au militantisme européen : l'itinéraire de Denis de Rougemont », in Michel Catala (dir.), *Histoire de la construction européenne*, Nantes, Ouest Editions, 2001, pp. 119-132.

KAPLAN Steve L., MINARD Philippe (dir.), *La France, malade du corporatisme ? XVIII^e – XX^e siècles*, Paris, Belin, 2004, 556 p.

LEMERCIER Claire, « La France contemporaine : une impossible société civile ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2005/3, n°52-53, pp. 166-179.

ROWELL Jay, SAINT-GILLE Anne-Marie (dir.), *La société civile organisée aux XIX^e et XX^e siècles : perspectives allemandes et françaises*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, 373 p.

SOULET Jean-François, *La révolte des citoyens. De la guerre des Demoiselles (1830) à José Bové*, Toulouse, Editions Privat, 2001, 125 p.

TARTAKOWSKY Danielle, TETARD Françoise, *Syndicats et Associations. Concurrence ou complémentarités ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, 481 p.

○

Sociologie du militantisme

AGRIKOLIANSKY Eric, « Biographie d'institution et mise en scène de l'intellectuel. Les candidats au comité central de la Ligue des droits de l'homme », *Politix*, 1994/7, n°27, pp. 94-110.

AGRIKOLIANSKY Eric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001, n°1-2, pp. 27-46.

BELORGEY Nicolas, CHATEIGNER Frédéric, HAUCHECORNE Mathieu, PENISSAT Etienne, « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, pp. 5-25.

BOURDIEU Pierre, « « L'illusion biographique » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, n°62-63, pp. 69-72.

CARE Sébastien, *Les libertariens aux Etats-Unis. Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 314 p.

CHESSEL Marie-Emmanuelle, « Aux origines de la consommation engagée : la ligue sociale d'acheteurs (1902-1914) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2003/1, n°77, pp. 95-108.

DURIEZ Hélène, « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, 2004/17, n°68, pp. 165-199.

FILLEULE Olivier, TARTAKOWSKY Danielle, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 184 p.

FILLEULE Olivier, AGRİKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, 327 p.

ION Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, Les éditions de l'atelier, 1997, 124 p.

JUHEM Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 2001/1, n°51, pp. 131-153.

LEMERCIER Claire, « Analyse des réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2005/2, n°52, pp. 89-112.

MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 2002/1, n°52, pp. 75-100.

MATONTI Frédérique, « Editorial. Engagements : 68 et après ? », *Le Mouvement Social*, n°239, avril-juin 2012, pp. 3-8

MERCKLE Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004, 121 p.

NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005, 126 p.

PAGIS Julie, « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n°84, pp. 25-51.

SIRINELLI Jean-François, « Génération et histoire politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1989/1, n°22, pp. 67-80.

TARROW Sidney, « Charles Tilly and the Practice of Contentious Politics: From France to England and [Not quite] Back Again », *Histoire@Politique*, n°10, janvier-avril 2010, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=10&rub=autres-articles&item=51>

TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France (1918-1968)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, 869 p.

○

Participation politique

ARNAUD Lionel, GUIONNET Christine (dir.), *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 323 p.

CARU Vanessa, « Où se loge le politique ? Mouvements de locataires et politisation des subalternes : Bombay, 1920-1940 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2001/3, n°58, pp. 71-91.

FACCHINI François, « L'entrepreneur politique et son territoire », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2006/2, pp. 263-280.

GAYET-VIAUD Carole, « Est-il devenu indécent de parler politique ? », *La vie des idées.fr*, 08/12/10, 9 p., <http://www.laviedesidees.fr/Est-il-devenu-indecent-de-parler.html>

GUIONNET Christine, « Un vote résigné et sans signification politique ? Comportements électoraux paysans dans la première moitié du XIXe siècle », *Politix*, 1997/1, n°37, pp. 137-154.

KIRSZBAUM Thomas, « Vers un empowerment à la française ? A propos du rapport Bacqué-Mechmache », *La vie des idées.fr*, 12/11/13, 8 p., <http://www.laviedesidees.fr/Vers-un-empowerment-a-la-francaise.html>

LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, 564 p.

LE GALL Laurent, OFFERLE Michel, PLOUX François (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 415 p.

MICHELS Robert, *Les Partis Politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Ernest Flammarion, éditeur, 1914, 326 p.

MISCHI Julian, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 2003, n°63, pp. 91-119.

MISCHI Julian, « Observer la politisation des ruraux sous l'angle des sociabilités », introduction à Annie ANTOINE, Julian MISCHI (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, pp. 7-23.

MISCHI Julian, RENAHY Nicolas, « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, 2008/3, n°83, pp. 9-21.

NOVAK Stéphanie, « L'opacité du consensus. La prise de décision au Conseil de l'Union européenne », *La vie des idées.fr*, 25/06/09, 13 p.
http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20090626_novak.pdf,

OFFERLE Michel, ROUSSO Henry (dir.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 283 p.

PENNETIER Claude, PUDAL Bernard, « Ecrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) », *Genèse*, n°23, 1996, pp. 53-75.

PERRINEAU Pascal, « Les renouveaux de l'action politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998/1, n°60, pp. 112 – 117.

PIGENET Michel, TARTAKOWSKY Danielle, « Les territoires des mouvements sociaux. Les marches aux XIXe et XXe siècles », *Le Mouvement Social*, 2003/1, n°202, p. 3-13.

PINAULT Michel, « Usages politiques de la notoriété scientifique, le cas de Frédéric Joliot-Curie », *Histoire et Sociétés*, 2002, n°4, pp. 97-111.

PRIGENT François, « Les élus socialistes en Bretagne : réseaux, trajectoires et identités des années 1930 aux années 1980 », in Christian Bougeard (dir.), *Un siècle de socialismes en Bretagne, de la SFIO au PS (1905-2005)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 323 p., pp. 207-220.

SIRINELLI Jean-François, « Alain et les siens. Sociabilité du milieu intellectuel et responsabilité du clerc », *Revue française de science politique*, 1988/2, pp. 272-283.

SORBETS Claude, « Démocratie locale, citoyenneté et participation : des formes et des processus en question », *Annuaire des collectivités locales*, 2002, n°22, pp. 11-23.

TALPIN Julien, « L'essentiel n'est pas de participer. Engagement associatif et transformation personnelle », *La vie des idées*, 01/12/11, 12 p.,
<http://www.laviedesidees.fr/L-essentiel-n-est-pas-de.html>

TALPIN Julien, « Mobiliser les quartiers populaires. Vertus et ambiguïtés du *community organizing* vu de France », *La vie des idées.fr*, 26/11/13, 11 p.,
<http://www.laviedesidees.fr/Mobiliser-les-quartiers-populaires.html>

VIDAL Jérôme, « Agency et empowerment », *La revue des Livres*, n°1, 18/08/11,
<http://www.revuedeslivres.fr/agency-et-empowerment/>

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « Stratégie de distinction par la voix et le geste : provocations et violences symboliques des femmes dans les manifestations des « années 68 » », in BOURDIN Philippe, CARON Jean-Claude, BERNARD Mathias (dir.), *La voix et le geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2005, 381 p, pp. 245-271.

○ *Phénomènes transnationaux*

BERTRAND Romain, « Rencontres impériales. » L'histoire connectée et les relations euro-asiatiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/5, n° 54, pp. 69-89.

DARD Olivier, SEVILLA Nathalie (textes réunis par), *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Metz, Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire, 2011, 439 p.

DOUKI Caroline, MINARD Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? Introduction », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/5, n° 54, p. 7-21.

HAUCHECORNE Mathieu, « Le polycentrisme des marges. Les "filières" belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étasunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, 19 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=15&rub=dossier&item=150>

MARTIN Laurent, « Contribution à l'étude des circulations culturelles transnationales », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, 3 p., <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=15&rub=dossier&item=145>

RIOUFREYTH Thibaut, « Les passeurs de la « troisième voie ». Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, 2013/2, n°59, pp. 33-46.

SAUNIER Pierre-Yves, « Administrer le monde? Les fondations philanthropiques et la Public Administration aux États-Unis (1930-1960) », *Revue française de science politique*, 2003/2, pp. 237–255.

SAUNIER Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 2004, n°57, pp. 110-126.

SERNA Pierre, « Introduction. Le Directoire, miroir de quelle République ? », *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, pp. 7-20.

SUBRAHMANYAM Sanjay, « Par-delà l'incommensurabilité : pour une histoire connectée des empires aux temps modernes », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/5, n°54, pp. 34-53.

Etat des sources

I. Sources imprimées

1. Périodiques apparentés à la nébuleuse écologiste

Action écologique, 10 numéros plus un numéro hors-série, novembre 1975 à avril 1977, intégralement consultés.

APRE, Ecologie, Ecologie-Hebdo [dénomination successive], 382 numéros de 1973 à 1985, consultés de manière sélective.

La Gazette nucléaire, 45 numéros de 1976 à 1984, intégralement consultés.

La Gueule Ouverte, 314 numéros de 1972 à 1980, intégralement consultés.

Le Courrier de la Baleine, 62 numéros de 1971 à 1982, intégralement consultés.

Légitime Défense (devenu *L'envert du Nord* en août 1979), 30 numéros de janvier 1976 à décembre 1981, intégralement consultés.

Le Sauvage, 73 numéros parus de 1973 à 1980, intégralement consultés.

Nature et Progrès, 56 numéros, 1967-1981, intégralement consultés.

Survivre...et vivre, 19 numéros d'août 1971 au printemps 1975, intégralement consultés.

The Ecologist, 140 numéros, consultés pour la période 1970-1984.

2. Périodiques écologistes consultés de manière ponctuelle

Actuel, n°13, octobre 1971.

Actuel, n°17, décembre 1972.

Au soleil du Val d'Yerres, n°2. *Supplément au Courrier de la Baleine*, n°55, s.d. [fin 1980].

Au soleil du Val d'Yerres, n°3. *Supplément au Courrier de la Baleine*, n°57, s.d. [février-mars 1981].

[Ecologie et Survie], *Elections cantonales. Mars 1976. Une base pour les municipales de 1977*, diffusé par le Mouvement Ecologique en supplément à *Action Ecologique*, s.d. [1976].

Fissures, journal des Amis de la Terre de Dunkerque, deux numéros 1^{er} semestre 1980.

Don Quichotte, n°7, novembre 1978.

Don Quichotte, n°8, décembre 1978.

L'An vert, n°4, octobre 1983.

L'Arapède. Le journal qui colle au terrain [journal des Amis de la Terre de Marseille], n°1, été 1978.

L'Arapède. Le journal qui colle au terrain, n°2, novembre 1978.

La Pomme Verte, n°7, mi-septembre 1977.

La Pomme Verte, n°8, janvier 1978.

La vache enragée, n°13, mars-avril 1975.

La vache enragée, n°27, juillet-août 1977.

[LCR], *De la destruction des halles à la construction du grand Paris*, supplément à *Rouge*, n°134, novembre 1971.

Le Canard sauvage, n°8, 4^e trimestre 1979.

Le Canard sauvage, n°12, 2^e trimestre 1982.

Le Canard sauvage, n°20, 4^e trimestre 1982.

Le Courrier de la Baleine, spécial Projet Jonah, supplément au n°6, s.d. [c. mars 1974].

L'écho de l'Escaut. Revue d'écologie des Amis de la Terre-Denain-Aniche-Bouchain, n°3/4, 1979.

L'envers du décor, n°1, 1983.

Le Géranium enrichi, n°5, juillet 1980.

Le grain de sel, n°22-23, juillet-août 1987.

Le P'tit pollueur, n°2, automne 1974.

Le Vert luisant – Spécial Nogent-sur-Seine [édité par *Ecologie* et réalisé par les Amis de la Terre de Paris], février 1979.

Le Vert luisant, [bulletin trimestriel des Amis de la Terre Essonne-Sud], n°0, janvier 1982.

L'or vert. Ecologie libertaire, n°11, mars 1975.

Ionix [revue du CSFR], n°52 à 69, janvier 1982 – juin 1983.

Mieux Vivre, n°7-8, juillet-août 1973.

Nature et vie, n°5, 1^{er} trimestre 1971.

Nature et vie, n°10, 2^e trimestre 1972.

Nature et vie, n°11, 3^e trimestre 1972.

Pollu-Pont, n°1, janvier 1975.

Pollution Non, politique écologique – organe de presse du Mouvement Pollution Non, n°2, 4^e trimestre 1972.

Silence, n° indéterminé [probablement 42], s.d. [avril 1984].

Sud-ouest nature, « 1969-2009. 40 ans au service de la nature et de l'environnement », n°145-146, septembre 2009.

Vert. Le magazine de l'écologie, n°1, juillet-août 1979.

Vert. Le magazine de l'écologie, n°2, septembre 1979.

3. Périodiques non liés à la nébuleuse écologiste

Le Monde, 6 numéros par semaine, consulté pour la période 1974-1984.

L'unité, hebdomadaire publié par le Parti Socialiste de janvier 1972 à décembre 1986, 168 numéros intégralement consultés.

Tribune Socialiste, hebdomadaire publié par le Parti Socialiste Unifié de 1960 à 1979, consulté pour la période 1970-1979 (120 numéros)

4. Livres et brochures

AGUESSE Pierre, *Clefs pour l'écologie*, Paris, Seghers, 1971, 217 p.

[Amis de la Terre], *L'escroquerie nucléaire*, Paris, Stock, 1978, 477 p.

[Amis de la Terre du Morvan], *Histoires d'U. Propos sur les exploitations minières d'uranium en France*, Paris, Pauvert, 1977, 63 p.

[Anonyme], *Un récit de la lutte de Chooz*, Rimogne, Publications de l'En-Dehors !, La question sociale, 1998, 14 p, publié dans *La Gazette Nucléaire*, 203/204, janvier 2003, http://resosol.org/Gazette/2003/203_204.html#sommaire, consulté le 30/08/2011.

[Anonyme], *Actions directes contre le nucléaire et son monde, 1973-1996. Contribution à l'histoire de la lutte contre les nécrotechnologies*, vol. 1 (1973-1982) et vol. 2 (1982-1996), s.l., Black-star(s) éditions, février 2008, 96 et 92 p.

ANGER Didier, *Chronique d'une lutte. Le combat anti-nucléaire à Flamanville et dans la Hague*, s.l., Jean-Claude Simoën, 1978, 223 p.

AUDIBERT Pierre, *Les énergies du Soleil*, Paris, Seuil, 1978, 315 p.

BIEHL Janet (ed.), *The Murray Bookchin Reader*, Montréal, Black Rose Books, 1999, 244 p.

BIRRE André, *Une politique de la terre. Une espérance de nature biologique et humaine*, Lille, Vie et Action, 1967, 375 p.

BIRRE André, *Une autre révolution. Pour se réconcilier avec la terre*, Paris, Jean-Pierre Delarge éditeur, 1976, 392 p.

BOVE José (entretiens avec Jean Quatremer), *Du Larzac à Bruxelles*, Paris, Le cherche midi, 2011, 170 p.

BROWER David, *For earth's sake. The Life and Times of David Brower*, Salt Lake City, Peregrine Smith Books, 1990, 556 p.

CABUT Isabelle, CHESNEAUX Jean, SOULIE Jean-Louis, *En avant vers de nouvelles aventures. Dix années de luttes populaires en bandes dessinées (1970-1980)*, Millau, Larzac Université, 1980, 139 p.

CALLENBACH Ernest, *Ecotopie : Reportage et notes personnelles de William Weston*, Paris, Stock, 1978, 321 p.

CARLIER Jean, *Vanoise. Victoire pour demain*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, 250 p.

CHARBONNEAU Bernard, *Le Jardin de Babylone*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, [1969] 2002, 261 p.

CHARBONNEAU Bernard, *Le Feu vert*, Lyon, Parangon/Vs, [1980] 2009, 217 p.

CHARBONNEAU Simon, *Résister pour sortir du développement : le droit entre nature et liberté*, Paris, Editions Sang de la Terre, 2009.

CLAUDE Catherine, *Voyage et aventures en écologie*, Paris, Editions sociales, 1978, 218 p.

[Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France ! Livre noir*, Chaix, La pensée sauvage, 1978, 247 p.

[Collectif], *Le pouvoir de vivre. Le projet des écologistes avec Brice Lalonde*, Montargis, Editions de la Surienne, 1981, 294 p.

[Collectif], « Mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire. Plan Alter Breton », *Combat Socialiste – Vivre au pays*, décembre 1979, 35 p. [CHT. Fonds Thoraval. THO 52].

COLLIN Claude, *Ecoutez la vraie différence. Radio Verte Fessenheim, Radio SOS Emploi-Longwy et les autres...*, Claix, La pensée sauvage, 1979, 125 p.

COLLONGES Yann, RANDAL Pierre Georges, *Les autoréductions. Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie (1972-1976)*, Paris, Christian Bourgois, 1976, 185 p.

[Coordination des comités de défense de la Basse-Loire], *Le Pellerin – Cheix-en-Retz. Nous refuserons le nucléaire par tous les moyens*, 1978, 43 p. [CHT. Fonds Leroy/Judas. LE/JU 57].

COHN-BENDIT Daniel, *Quel faire ?*, Paris, Librairie Arthème Fayard/Pluriel, 2010, 221 p.

CORNICK Martyn (édité par), *Jean Paulhan – Armand Petitjean. Correspondance 1934-1968*, Paris, Gallimard, 2011, 752 p.

DE CAUNES Lison, *Les jours d'après*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1980, 179 p.

DE ROUGEMONT Denis, *L'avenir est notre affaire*, Paris, Stock, 1977, 375 p.

DECOUAN Catherine, *La dimension écologique de l'Europe*, Paris, Editions Entente, 1979, 143 p.

DEBORD Guy, *La planète malade*, Paris, Gallimard, 2004 [1971], 96 p.

DORST Jean, *Avant que nature meurt*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1970 [1965], 540 p.

DUMONT René, *L'utopie ou la mort !*, Paris, Editions du Seuil, [1973], 1974, 190 p.

DUMONT René, *Agronome de la faim*, Paris, Robert Laffont, 1974, 394 p.

DUMONT René, *L'écologie ou la mort, la campagne de René Dumont et ses prolongements, objectifs de l'écologie politique*, Paris, Pauvert, 1974, 142 p.

DUMONT René, *Seule une écologie socialiste...*, Paris, Robert Laffont, 1977, 285 p.

DUMONT René (avec Charlotte Paquet), *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Paris, Seuil, 1988, 215 p.

DUPONT Christian, *Osons l'utopie ! Le fol été des communautés*, Paris, Les Editions libertaires, 2011, 255 p.

[EDF], *La centrale du Pellerin. Mémento pratique*, Tours, Région d'Équipement Tours d'EDF, s.d. [1978], 22 p. [CHT. THO 53].

[Groupe pour un plan Alter Breton], *Mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire. Plan Alter Breton*, supplément au *Combat Socialiste – Vivre au Pays*, décembre 1979, 42 p.

FARRENY Henri, MORETTO Christian, *Toulouse. Chronique d'un désastre annoncé*, Toulouse, Cépaduès-Éditions, 2002, 222 p.

FAURE Lucie (dir.), *La NEF*, « Les objecteurs de croissance. Prospérité, oui...mais à quel prix ? », n°52, septembre-novembre 1973, 130 p.

FOURNIER Pierre, *Où on va ? J'en sais rien mais on y va*, Paris, Editions du Square, 1973, 96 p.

FOURNIER Pierre, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Editions du Square, 1975, 203 p.

GARAUDY Roger, *Appel aux vivants*, Paris, Seuil, 1979, 397 p.

GIROUD Françoise, *Leçons particulières*, Paris, Fayard, 1990, 260 p.

GORZ André/BOSQUET Michel, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, [1975], 1978, 245 p.

GORZ André, *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008, 159 p.

(de) GRAVELAINE Frédérique, O'DY Sylvie, *L'Etat EDF*, Paris, Editions Alain Moreau, 1978, 348 p.

GROTHENDIECK Alexandre, *Récoltes et semailles. Réflexions et témoignage sur un passé de mathématicien*, <http://www.math.jussieu.fr/~leila/grothendieckcircle/RetS.pdf>, 929 p.

JAUBERT Alain, SALOMON Jean-Claude, SEGAL Ian, WEIL Nathalie, *Guide de la France des luttes*, Paris, Stock, 1974, 455 p.

JEANTET Thierry, PORTA Michel, *Matignon c'est extra !*, Paris, Editions Encre, 1981, 233 p.

ILLICH Ivan, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973, 158 p.

[Institut d'économie et de politique de l'énergie (Grenoble)], *Alternatives au nucléaire : réflexions sur les choix énergétiques de la France : rapport préliminaire*, [Saint-Martin d'Hères], Presses universitaires de Grenoble, 1975, 95 p. [CHT. FDSEA 242].

LALONDE Brice (avec Dominique Simonnet), *Quand vous voudrez*, Paris, Pauvert, 1978, 234 p.

LALONDE Brice, *Sur la vague verte*, Paris, Editions Robert Laffont, 1981, 269 p.

LALONDE Brice, *L'écologie en bleu*, Paris, L'Archipel, 2001, 253 p.

LAMOUR Philippe, *L'écologie oui, les écologistes non !*, Paris, Plon, 1978, 218 p.

[La Vie Claire], *Péril Mortel. Les centrales nucléaires. Le vrai problème de l'énergie. Comment faire échec au programme. « Campagne 75 »*, Mandres-les-Roses, Editions CEVIC, 1975, 32 p. [CHT, LE/JU 28 bis]

LEBRETON Philippe, *L'ex-croissance. Les chemins de l'écologisme*, Paris, Denoël, 1978, 346 p.

LE HENAFF Yves, *La pollution radioactive. Supplément à Survivre et Vivre*, Paris, Survivre et Vivre, s.d. [vers 1972].

LENOIR Yves, *Technocratie française. La démarche technocratique de Louis XIV à l'atome*, Paris, Pauvert, 1977, 334 p.

LENOIR Yves (avec la collaboration de JP Marmorat et Brice Lalonde), *Rapport Poincaré. Possibilités et contraintes d'une économie du plutonium*, Paris, Almonde, 1977, 24 p.

LIPIETZ Alain, *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La Grande transformation du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 1999, 125 p.

MAMERE Noël (avec la collaboration de Claire Baldewyns), *Mes vertes années*, Paris, Fayard, 2002, 207 p.

MARQUER Pierre, *L'intervention de militants politiques lors d'une expropriation publique. Moteur ou obstacle en matière de changement social*, mémoire de maîtrise ès sciences humaines et sociales sous la direction de Maurice Parodi, université d'Aix-Marseille II, 1976-1977, 104 p.

MEADOWS Dennis et Donella, *Halte à la croissance ?*, Paris, Fayard, 1972, 315 p.

[Mouvement Ecologique], *Vers une société écologique aujourd'hui*, Paris, Le Sycomore, 1978, 183 p.

MORIN Edgar, *Journal de Californie*, Paris, Seuil, 1970, 267 p.

MOSCOVICI Serge, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1968, 606 p.

MOSCOVICI Serge, *La société contre nature*, Paris, Union générale d'édition, 1972, 404 p.

MOSCOVICI Serge, *Hommes domestiques et hommes sauvages*, Paris, Christian Bourgeois, 1979, 238 p.

MOSCOVICI Serge, *Chronique des années égarées. Récit autobiographique*, Paris, Stock, 1997, 569 p.

OCKRENT Christine, *Françoise Giroud. Une ambition française*, Paris, Fayard, 2003, 363 p.

PAULHAN Jean, PETITJEAN Armand, *Correspondance, 1934-1968*, édition établie et annotée par Martyn Cornick, Paris, Gallimard, 2011, 736 p.

POUJADE Robert, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, 278 p.

RENS Ivo, *Itinéraire d'un universitaire genevois*, Bruxelles, Editions Bruylant, 2009, 404 p.

RIBES Jean-Paul (entretiens avec), *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, éditions du Seuil, Combats, 1978, 188 p.

SAINT-MARC Philippe, *Socialisation de la nature*, Paris, Stock, 1971, 380 p.

SAMUEL Pierre, "Grothendieck's Environmental Inspiration", *Notices of the American Mathematical Society*, vol. 52, n°3, p. 322.

SCHAPP Alain, VIDAL-NAQUET Pierre, *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967-juin 1968*, Paris, Seuil, 1988 [première édition, 1969], 882 p.

SCHWAB Günther, *La danse avec le Diable*, Paris, La Colombe, 1963, 284 p.

STORA Benjamin, *La dernière génération d'Octobre*, Paris, Hachette, 2003, 273 p.

[THE ECOLOGIST], *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard, 1972, 158 p.

TOURAINÉ Alain, *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Paris, Denoël, 1969, 253 p.

TOURAINÉ Alain (avec HEGEDUS Zsuzsa, DUBET François, WIEVIORKA Michel), *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Editions du Seuil, 1980, 276 p.

VADROT Claude-Marie, *Déclaration des droits de la nature*, Paris, Stock, 1973, 349 p.

VADROT Claude-Marie, *L'écologie. Histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1977, 267 p.

VICTOR Paul-Emile, *Jusqu'au cou...et comment s'en sortir*, Paris, Fernand Nathan, 1979, 187 p.

WAECHTER Antoine, *Dessine-moi une planète. L'écologie maintenant ou jamais*, Paris, Albin Michel, 1990, 257 p.

5.

Sitologie

La mention de documents en ligne comme source reste délicate en raison des spécificités de l'internet qui remettent en question le rapport à l'archive tel qu'il a été défini depuis la fin du XIX^e siècle. La datation d'une page interne est rendue difficile par la pratique des mises à jour, la notion d'auteur identifié est brouillée par les pratiques

d'écritures collectives et l'utilisation très répandue des pseudonymes et, surtout, la stabilité de l'information n'est pas assurée. Ainsi, il n'est jamais certain qu'une page internet citée en note de page et clairement identifiée par son URL puisse être retrouvée par un lecteur dans la mesure où la durée de vie moyenne d'une page est inférieure à trois mois.

Néanmoins, en matière d'histoire du temps présent, le recours aux sources numériques devient de plus en plus précieux à mesure que les sites internet et les blogs se développent et que leur contenu s'étoffe. On peut ainsi y trouver des témoignages inédits et précieux ou encore des informations rares sur de petits groupes militants qui n'ont pas laissé d'archives sur le moment. Il faut souligner par ailleurs que les difficultés que peut rencontrer l'historien concernant l'utilisation des sources internet ne sont pas complètement inédites (les tracts politiques posent des difficultés similaires). Nous avons donc choisi de ne pas ignorer ce foisonnement d'informations mais de lui appliquer la démarche critique que l'historien doit mobiliser à l'égard de l'ensemble de ses sources.

« La petite histoire : 1975 », *editionalternatives.com*, <http://www.editionalternatives.com/site.php?type=P&id=320>, consulté le 18/03/13.

“The Origin of the Anti-Nuclear Emblem: ‘We Wanted a Logo that was Cheerful and Polite’”, *Spiegel Online International*, mis en ligne le 12/7/2011, consulté le 13/01/14, <http://www.spiegel.de/international/zeitgeist/the-origin-of-the-anti-nuclear-emblem-we-wanted-a-logo-that-was-cheerful-and-polite-a-773903.html>

« Témoignages », *Transversales. Sciences et culture*, http://grit-transversales.org/article.php3?id_article=205, consulté le 07/01/2012.

« Wouter van Dieren », http://www.imsa.nl/Het%20IMSA-team_Het%20team_pagina11_59.html, consulté le 24/01/14.

[Association pour la défense du site de Notre-Dame et de ses environs], « Premier Combat. Le parking sous le square Jean XXIII », <http://www.site-notre-dame.fr/parking-notre-dame.htm>, consulté le 25/03/12.

ANDREVON Jean-Pierre, « Une biographie éclair », *jp.andrevon.com*, <http://jp.andrevon.com/bio.htm>, consulté le 17/03/2013.

ARDITI Maryse, « Une autobiographie en douze dates », *Le blog de Maryse Arditi*, http://www.marysearditi.eu/?page_id=2, consulté le 10/01/14.

CARBONEL François, « Isabelle Monin-Soulié, le roman d'une vie », *Ricochets*, n°49, avril-mai 2013, pp 4-5, http://parolesdozoir.free.fr/IMG/pdf/ricochets_49.pdf, consulté le 02/09/2013.

CHANSON H., « Emile VIVIER ou la Mémoire Régionale pour la Défense de la Nature », <http://www.mres-asso.org/spip.php?breve510>, mis en ligne le 13/01/2011, consulté le 19/09/2011.

GALTIE Alain-Claude, *Naufrage planétaire ou restauration ?*, <http://naufrageplanetaire.blogspot.com>

GOFMAN John "Nuclear and antinuclear scientist", *The Mother Earth News*, march/april 1981, <http://ratical.org/radiation/CNR/PlowboyIntrv.html>, consulté le 04/10/2011.

GRINEVALD Jacques, « Goldsmith et Petitjean une amitié écologiste », *Reporterre*, 31 août 2009, <http://www.reporterre.net/spip.php?article542>, consulté le 11/03/13.

GRINEVALD Jacques, « Barry Commoner (1917-2012) », *Lesauvage.org*, paru le 18 octobre 2012, <http://www.lesauvage.org/2012/10/barry-commoner-1917-2012/>, consulté le 11/03/13.

HERVE Alain, « Pierre Samuel », *Le Sauvage.org*, publié le 16/04/10, <http://www.lesauvage.org/2010/04/pierre-samuel/>, consulté le 30/08/10.

HERVE Alain, « André Gorz/Michel Bosquet », *Le Sauvage.org*, publié le 29/04/11, <http://www.lesauvage.org/2011/04/andre-gorz-michel-bosquet/>, consulté le 18/09/12.

KEMPF Hervé, « Edward Goldsmith est décédé le 21 août. Il était un des pionniers de l'écologie », *Reporterre*, <http://www.reporterre.net/spip.php?article527>, 28 août 2009. <http://asbric.pagesperso-orange.fr/bibli/html>, consulté le 20/04/2012.

LE MAHO Yvon, « Jean Dorst (1924-2001) », *La Bibliothèque de l'écologie*, <http://asbric.pagesperso-orange.fr/bibli/e-dorst.html>, consulté le 22/04/2013.

LETITRE Jean-Luc, « Maryse Ardit, femme de combats », *La dépêche.fr*, <http://www.ladepeche.fr/article/2012/11/18/1491738-maryse-arditi-femme-de-combats.html>, 18/11/12, consulté le 10/01/14.

MON Jean-Pierre, « La galaxie distributive. Le contexte des débuts », *Association pour l'économie distributive*, <http://www.economiedistributive.fr/La-galaxie-distributive>, mis en ligne en octobre 2005, consulté le 03/10/2013.

MONIN SOULIE Isabelle, « Arthur...la vie perd un de ses amoureux », *Bakchich.info*, 24/07/2010, <http://www.bakchich.info/france/2010/07/24/arthur-la-vie-perd-un-de-ses-amoureux-58272>, consulté le 02/09/2013.

[Nord Eclair], « Emile Vivier, fondateur de Nord Nature est décédé », <http://www.nordeclair.fr/Actualite/Depeches/2011/06/13/nef-1417096.shtml>, mis en ligne le 13/06/2011, consulté le 19/09/2011.

ROBIN Jacques, « Du groupe des 10 à Transversales », *Transversales – Sciences et Cultures*, février 2007, http://grit-transversales.org/article.php3?id_article=195&var_recherche=%E9cologie, consulté le 06/01/12.

SAMUEL Laurent, « Un salut tardif à Arthur », *Le Sauvage.org*, publié le 23/05/11, <http://www.lesauvage.org/2011/05/un-salut-tardif-a-arthur/>, consulté le 13/06/11.

VIVIER Emile, « Ensemble pour la Nature. Naissance et développement de Nord Nature », http://www.nord-nature.org/la_federation/30ah/histoire_naissance.htm, consulté le 19/09/2011.

WHITEHEAD Rennie J., *Memoirs of a Boffin. A Personal Account of Life in the 20th Century*, 1995-2005, <http://www.whitehead-family.ca/drrennie/chap13.html>, consulté le 30/08/12.

6. Documents audiovisuels

1) Archives en ligne de l'Institut National de l'Audiovisuel (<http://www.ina.fr/>)

a) Elections présidentielles de 1974

« René Dumont à Fos sur Mer », *Actualités Méditerranée*, ORTF Marseille, 23/04/74, 2 min. 13 s., <http://www.ina.fr/video/RAF01002362/rene-dumont-a-fos-sur-mer-video.html>, consulté le 16/12/12.

« René Dumont à Tours », *JT 13H*, ORTF, 30/04/74, 1 min. 27 s., <http://www.ina.fr/video/CAF94054915/rene-dumont-a-tours-video.html>, consulté le 16/12/12.

« René Dumont en Bretagne », *JT 20H*, ORTF, 02/05/74, 1 min. 56 s.,
<http://www.ina.fr/video/CAF92004196/rene-dumont-en-bretagne-video.html>, consulté
le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*,
ORTF, 19/04/74, 8 min. 10 s., [http://www.ina.fr/video/CAF88000834/rene-dumont-
video.html](http://www.ina.fr/video/CAF88000834/rene-dumont-video.html), consulté le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*,
ORTF, 19/04/74, 35 s., [http://www.ina.fr/video/I09167743/rene-dumont-je-bois-devant-
vous-un-verre-d-eau-precieuse-video.html](http://www.ina.fr/video/I09167743/rene-dumont-je-bois-devant-vous-un-verre-d-eau-precieuse-video.html), consulté le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*,
ORTF, 22/04/74, 9 min. 47 s., [http://www.ina.fr/video/CAF88001063/rene-dumont-
video.html](http://www.ina.fr/video/CAF88001063/rene-dumont-video.html), consulté le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*,
ORTF, 24/04/74, 20 min. 19 s., [http://www.ina.fr/video/CAF94054911/rene-dumont-
video.html](http://www.ina.fr/video/CAF94054911/rene-dumont-video.html), consulté le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*,
ORTF, 26/04/74, 18 min. 38 s., [http://www.ina.fr/video/CAF92033886/rene-dumont-
video.html](http://www.ina.fr/video/CAF92033886/rene-dumont-video.html), consulté le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*,
ORTF, 30/04/74, 8 min. 22 s., [http://www.ina.fr/video/CAF94054916/rene-dumont-
video.html](http://www.ina.fr/video/CAF94054916/rene-dumont-video.html), consulté le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*,
ORTF, 03/05/74, 5 min. 35 s., [http://www.ina.fr/video/CAF94054917/rene-dumont-
video.html](http://www.ina.fr/video/CAF94054917/rene-dumont-video.html), consulté le 16/12/12.

DUMONT René, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*, ORTF, 08/05/74, 53 s., <http://www.ina.fr/video/CAF92006389/rene-dumont-video.html>, consulté le 16/12/12.

PITOEFF Georges, « Qui sont-ils ? René Dumont ? », *JT 20H*, ORTF, 22/04/74, 2 min. 1 s., <http://www.ina.fr/video/CAF92026296/qui-sont-ils-dumont-video.html>, consulté le 16/12/12.

b) Elections municipales de 1977

DAVIN Jacky, « Elections municipales : montée des listes écologistes », *JT FR3 Rhône-Alpes*, France Régions 3 Lyon, 1 min. 22 s., <http://www.ina.fr/video/LXC01026852/elections-municipales-montee-des-listes-ecologistes-video.html>, consulté le 04/03/13.

LALONDE Brice, « Conférence de Brice Lalonde », *JA2 20H*, Antenne 2, 27 octobre 1977, 1 min. 40 s., <http://www.ina.fr/video/CAB7701618701/conference-brice-lalonde.fr.html>, consulté le 04/03/13.

MANGEOT Jean-Claude, « Entretien avec Brice Lalonde », *JA2 20H*, Antenne 2, 25 juillet 1977, 27 min 17 s., <http://www.ina.fr/video/CAB04012365/ja2-20h-emission-du-25-juillet-1977.fr.html>, consulté le 06/10/11.

c) Elections présidentielles de 1981

« Brice Lalonde en Camargue », *Le journal de Provence Méditerranée – FR3 Marseille*, France Régions 3 Marseille, 07/08/80, 2 min. 34 s., <http://www.ina.fr/video/RAC01003545/brice-lalonde-en-camargue-video.html>, consulté le 25/03/12.

CLAUDE Hervé, « Le commandant Cousteau ne se présentera pas aux présidentielles », *JA2 dernière*, Antenne 2, 19/02/81, 1 min. 20 s.

<http://www.ina.fr/politique/elections/video/CAB00013370/le-commandant-cousteau-ne-se-presentera-pas-aux-presidentielles.fr.html>, consulté le 09/09/12.

DARRIGAUD Jean-Claude, « Solange Fernex », *JA2 dernière*, Antenne 2, 27/11/80, 56 s.,

<http://www.ina.fr/politique/elections/video/CAB8001847401/solange-fernex.fr.html>, consulté le 18/09/12.

DUHAMEL Patrice, avec la participation de Brice Lalonde et Michel Barnier, « Brice Lalonde sur la candidature à l'élection présidentielle », *Le Grand Débat*, TF1, 09/09/80, 4 min. 1 s., <http://www.ina.fr/video/I04168381/brice-lalonde-sur-les-500-signatures-video.html>, consulté le 25/03/12.

JOYEUX Bernard, « Congrès écologiste. Brice Lalonde à Castelmauroux (Tarn) », *JT Toulouse – FR 3 Toulouse*, France Régions 3 Toulouse, 06/12/80, 01 min. 23 s. <http://www.ina.fr/video/RGC9607091477/congres-ecologiste-brice-lalonde-a-castelmauroux-tarn-video.html>, consulté le 25/03/12.

LALONDE Brice, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*, France 3 Régions, 13/04/81, 5 min. 23 s.,

<http://www.ina.fr/presidentielles/spots-de-campagnes/video/CAC01036532/brice-lalonde.fr.html>, consulté le 08/09/12.

LALONDE Brice, avec la participation de Cabu, Guy Vermeil, Christian Bougerol, *Campagne électorale officielle : élection présidentielle 1^{er} tour*, TF1, 21/04/81, 12 min. 51 s., <http://www.ina.fr/video/CAA81005729/brice-lalonde-video.html>, consulté le 08/09/12.

LANZENBERG François, « Conférence de presse de Jean-Claude Delarue », *IT1 13h*, TF1, 31/07/80, 2 min. 4 s.,

<http://www.ina.fr/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/video/CAA8001125201/conference-delarue.fr.html>, consulté le 14/03/12.

LAURY Dominique, « Lalonde », *JA2 20H*, Antenne 2, 14/04/81, 2 min. 4 s.,
<http://www.ina.fr/politique/elections/video/CAB8100715401/lalonde.fr.html>, consulté le 08/09/12.

LECOQ Patrick, avec la participation de Brice Lalonde, « Brice Lalonde », *Midi 2*, Antenne 2, 29/04/81, 3 min. 16 s.,
<http://www.ina.fr/presidentielles/ecologie/video/CAB8100671101/brice-lalonde.fr.html>, consulté le 08/09/12.

LEPRINCE Monique, « Elections présidentielles : Brice Lalonde candidat du mouvement écologiste », *JT FR3 Rhône Alpes*, France Régions 3 Lyon, 16/06/80, 01min 59 s.,
<http://www.ina.fr/video/LXC00023168/elections-presidentielles-brice-lalonde-candidat-du-mouvement-ecologiste-video.html>, consulté le 05/02/13.

MARQUE Henri, DUHAMEL Patrice, avec la participation de Brice Lalonde, Michel Barnier, Pierre Zarka, Gérard Longuet, Gérard Bapt, *Le Grand Débat*, TF1, 09/09/80, 1 h. 14 min. 36 s.,
<http://boutique.ina.fr/video/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/CAA8001962401/brice-lalonde.fr.html>, consulté le 09/12/12.

PERRAUT Jean-Jacques, avec la participation de Jean Poperen, « Jean Poperen », *Soir 3*, France Régions 3, 12/03/81, 1 min. 30 s.,
<http://www.ina.fr/presidentielles/ecologie/video/DVC8108142601/jean-poperen.fr.html>, consulté le 28/09/12.

POIVRE-D'ARVOR Patrick, « Plateau Commandant Cousteau », *JA2 20H*, Antenne 2, 19/02/81, 9 min. 31 s.,
<http://www.ina.fr/video/CAB8100297701/plateau-commandant-cousteau-video.html>, consulté le 15/05/12.

PRADINAUD Bernard, « Assises du mouvement écologique à Lyon », *JA2 20H*, Antenne 2, 03/05/80, 03 min. 14 s.,

<http://www.ina.fr/presidentielles/ecologie/video/CAB8000910801/assises-du-mouvement-ecologique-a-lyon.fr.html>, consulté le 15/05/12.

PRADINAUD Bernard, « Congrès écologique », *JA2 20H*, Antenne 2, 04/05/80, 02 min. 28s.,

<http://www.ina.fr/video/CAB8000871601/congres-ecologique.fr.html>, consulté le 02/02/13.

RONGERE Anne, « Entretien avec Jean-Claude Delarue », *Soir 3*, France Régions 3, 07/03/81, 01 min. 15 s.,

<http://www.ina.fr/presidentielles/ecologie/video/DVC8108127601/jean-claude-delarue.fr.html>, consulté le 06/06/12.

SCHMITT Bernard, avec la participation de Bernard Stasi, « Bernard Stasi », *Soir 3*, France Régions 3, 12/03/81, 1 min 8 s.,

<http://www.ina.fr/presidentielles/ecologie/video/DVC8108142501/bernard-stasi.fr.html>, consulté le 12/12/12.

SCHMITT Bernard, avec la participation de Brice Lalonde, « Présidentielle 81 : plateau Brice Lalonde », *Soir 3*, France Régions 3, 07/04/81, 3 min. 20 s.

<http://www.ina.fr/presidentielles/ecologie/video/DVC8108178401/presidentielle-81-plateau-brice-lalonde.fr.html>, consulté le 12/12/12.

SERILLON Claude, avec la participation de Brice Lalonde, *JA2 20H*, « Brice Lalonde », Antenne 2, 27/04/81, 2 min. 10 s.,

<http://www.ina.fr/presidentielles/ecologie/video/CAB8101310801/brice-lalonde.fr.html>, consulté le 08/09/12.

d) Conflits environnementaux

BELLAY Jérôme, « Le Larzac », *JT 20H*, Office national de radiodiffusion télévision française, 25/08/73, <http://www.ina.fr/video/CAF91010639/le-larzac-video.html>, consulté le 14/12/12.

DUIGOU Daniel, « Creys-Malville », *Informations télévisées 20H*, TF1, 31/07/77, 5 min. 36 s., <http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAA7701118901/creys-malville.fr.html>, consulté le 14/12/12.

ELKABBACH Jean-Pierre, « Larzac – Lanza del Vasto », *JA2 20 H*, 15/08/77, 4 min. 36 s., <http://www.ina.fr/video/CAB7700859501/larzac-lanza-del-vasto-video.html>, consulté le 14/12/12.

GASSOT Philippe, « Qui sont les écologistes ? », *JA2 20H*, Antenne 2, 13/08/77, 4 min. 24 s., <http://www.ina.fr/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/video/CAB7700857001/qui-sont-les-ecologistes.fr.html>, consulté le 01/02/13.

MONTESSE Alain, « Bugey pour mémoire_muet », *Dailymotion.com*, 10/07/77, 6 min. 38 s., http://www.dailymotion.com/video/xjs52a_bugey-pour-memoire-muet_news, consulté le 03/09/13.

RODIER Alain, « Situation Larzac », *IT1 20H*, Télévision Française 1, 12/08/77, 4 min. 6 s., <http://www.ina.fr/video/CAA7700259401/situation-larzac-video.html>, consulté le 03/09/13.

RODIER Alain, « Larzac », *IT1 13H*, Télévision Française 1, 13/08/77, 13/08/77, 1 min. 28 s., <http://www.ina.fr/video/CAA7700970301/larzac-video.html>, consulté le 03/09/13.

RODIER Alain, « Larzac », *IT1 13H*, Télévision Française 1, 13/08/77, 1 min. 59 s., <http://www.ina.fr/video/CAA7700971601/larzac-video.html>, consulté le 03/09/13.

2) Témoignages recueillis par *Ecolibty*

Cette télévision à la carte sur internet consacrée à l'écologie et au développement durable est proposée par le Musée du vivant d'AgroParisTech.

« Brice Lalonde (1^{re} partie) », *ecolibtv*, 14/06/10, 13 min. 26 s., http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=ecolibtv_video&id_document=1489&id_article=440, consulté le 15/12/11.

« Brice Lalonde (2nde partie) », *ecolibtv*, 14/06/10, 4 min. 42 s., http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=ecolibtv_video&id_document=1491&id_article=441, consulté le 15/12/11.

Jean Carlier, le grognard auvergnat de l'écologie (chapitre 1) », 07/09/09, 7 min. 44 s., http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=ecolibtv_video&id_document=1423&id_article=399, consulté le 18/11/09.

« Jean Carlier, la bataille de la Vanoise (chapitre 2) », 08/09/09, 8 min. 25 s., http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=ecolibtv_video&id_document=1425&id_article=400, consulté le 18/11/09.

« Jean Carlier, la candidature de René Dumont (chapitre 3) », 28/09/09, 7 min. 24 s., http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=ecolibtv_video&id_document=1441&id_article=401, consulté le 18/11/09.

« Jean Carlier, écologie et politique (chapitre 4) », 28/09/09, 6 min. 47 s., http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=ecolibtv_video&id_document=1443&id_article=402, consulté le 18/11/09.

3) Podcast des Verts

« Témoignage de Gisèle Chaleyat, doyenne des Verts et cofondatrice du parti », *Sonothèque des Verts*, 12/02/08, 22 min. 34 s., <http://www.lesverts.fr/spip.php?article3764>, consulté le 22/02/12.

« Témoignage de Guy Marimot », *Sonothèque des Verts*, 04/02/10, <http://www.lesverts.fr/spip.php?article5018>, consulté le 22/02/12.

« Témoignage de Guy Philippon », *Sonothèque des Verts*, 09/05/08, 19 min. 59 s., http://www.lesverts.fr/spip.php?article3952&debut_listart=10, consulté le 22/02/12.

7. Sources archivistiques

1) Archives publiques

a) Centre des Archives Contemporaines (CAC), Fontainebleau.

o Fonds des Amis de la Terre. 20050521/

1	Organisation des Amis de la Terre Historique de l'association, organisation interne, réunions du groupe, correspondance avec le monde politique	1970- 1999
2	Actions, études et projets Campagnes, propositions, correspondance avec les partis politiques	1976- 1999
4	Agenda des Amis de la Terre Comptes-rendus des réunions des Amis de la Terre-Paris (1973-1980)	1973- 1980
5	Rapport avec les autres associations Correspondance avec le Mouvement d'Ecologie Politique et la Confédération Ecologiste en vue de l'unification de l'écologie politique	1981- 2000
8	Les groupes locaux des Amis de la Terre Compte-rendu de réunion, publications.	1979- 1998
15	Politique de l'environnement <i>Bulletin Presse Environnement</i> Questionnaire envoyé par les Amis de la Terre aux candidats aux législatives de 1973 avec échange de correspondance.	1972- 1978
25	Larzac Bulletins d'information. Correspondance	1972- 1981
29	Protection de la nature	1972-

	Rapports, campagnes menées, activité de la Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille	1998
30	Forêt Correspondance et documentation	1973- 1978
33	Parcs Note de Roland de Miller <i>Scandale à la Vanoise. Réflexions sur l'amputation du parc national</i> . 8 août 1969	1969- 1972
36	Démographie Documentation	1975- 1979
42	Nucléaire Rapport de l'AIEA sur l'historique de l'opposition au nucléaire aux Etats-Unis (1954-1972)	Années 1970
43	Nucléaire Relation des groupes antinucléaires avec le gouvernement socialiste	1975- 1982
47	Nucléaire Mise en place des Commissions Locales d'Information	1980- 1986
90- 98	Publication des Amis de la Terre et d'autres organisations	1971- 2000

○ Fonds du cabinet Michel d'Ornano – dossier d'Emmanuel Edou (1981 0273)

1	Associations – vie associative	1978- 1981
---	--------------------------------	---------------

○ Fonds du Haut Comité de l'Environnement (19950527)

1	Comptes-rendus des réunions. Réorganisation du haut comité.	1971- 1978
2	Liste des mb. CR des réunions (dont nuc).	1974- 1978
4	Rapports. La participation des associations aux organismes consultatifs du cadre de vie, 1977, 51 p.	1977

○ Fonds du ministère de l'Intérieur. Direction générale de la police nationale (19990044)

1	Manifestation antinucléaire de Creys-Malville. Comptes-rendus et conclusions des opérations de maintien de l'ordre.	1977
---	--	------

b) Centre d'Accueil et de Recherche des Archives Nationales (CARAN), Paris.

o Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing (5 AG 3), sous dérogation

16	Affaires politiques.	1976-
06	Mouvements écologistes : suivi des activités, notes.	1979
16	Dossiers particuliers classés par ordre alphabétique (Cons à M).	1977
30	Présidentielles de 74, municipales de 77, ministère de la qualité de la vie.	
23	Haut comité de l'environnement.	1975-
81		1980
23	Publication de la brochure <i>Pour un environnement à la française</i> ,	1977
88	étude sur la presse écologique (sondages, correspondance...).	
23	Environnement et politique.	1974-
95	Electorat écologiste : notes, correspondance, sondages. Programme écologique élaboré lors des présidentielles de 1981. Réponses aux questions de Brice Lalonde	1981
23	Associations écologistes.	1976
96	Rapport Delmon sur « La participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie ». Rapport des RG sur les définitions pol des associations écologiques (décembre 1976)	

o Fonds PSU (AP 581/), sous dérogation

43	Dossier 173-174 – Ecologie Documentation antinucléaire, commission « action urbaine/écologie »	1975- 1980
56	Dossier 228 Documentation rassemblée par Georges Gontcharoff, notamment sur l'environnement et la protection de la nature.	1972- 1977
65	Dossier 247 Elections législatives de mars 1978	1978

c) Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes.

2032 278	W	Environnement. Notes d'informations des RG. Coupures de presses. Correspondance concernant le référendum contre le nucléaire.	1969- 1990
2032 252	W	Centrale en Basse-Loire. Projet d'implantation. Avis et délibérations du conseil général. Documentation. Note de la gendarmerie sur les sondages effectués par EDF. Document sur l'impact socio-économique d'une centrale en Basse-Loire (1977)	1977- 1983
2032 254	W	Centrale du Pellerin. Projet d'implantation. Analyse de l'opinion de la population. Coupures de presse. Correspondance. Note d'information des RG.	1975- 1978
2032 255	W	Centrale du Pellerin. Demande de déclaration d'utilité publique. Dossier d'enquête publique. Plans.	1976- 1978
2032 256	W	Centrale du Pellerin. Etude. Consultation des mairies. Correspondance administrative. Note des RG. Comptes rendus de réunion. Statistiques des consultations.	1979- 1982
1167 60	W	Centrale nucléaire du Pellerin. Préparation de l'enquête publique. Correspondance	1976- 1978
1153 25	W	Elections législatives, 12 et 19 mars 1978. Propagande électorale.	1978
1226 432	W	Sureté générale. Mouvements sociaux. Manifestations contre la centrale nucléaire du Pellerin (dont photographies).	1970- 1980
1944 12	W	Election présidentielle. 1974. Situation pré-électorale. Notes d'informations, coupure de	1974

	presse.	
--	---------	--

2) Centres d'archive thématiques

a) Centre d'Histoire du Travail (CHT), Nantes

o Fonds PSU.

PSU 8bis	Archives de la direction politique nationale. Compte-rendu d'une rencontre sur l'écologie. Rapport sur Ecologie 78.	1976- 1978
PSU 9	Archives de la direction politique nationale. Conférences et dossiers de presse. Lutte antinucléaire à Nogent-sur-Seine. Délibération de la DPN sur Ecologie 78. Communiqué de presse sur la création d'un Comité national pour la suspension du programme nucléaire.	1976- 1979
PSU 10	Conférences et dossiers de presse. Position du PSU sur le nucléaire en 1981.	1981
PSU 16	Elections. Liste des candidats PSU et Front autogestionnaire aux élections législatives de 1978. Matériel de campagne	1978
PSU 17	Elections. Courrier reçu lors des élections législatives de 1978.	1978
PSU 25bis	Revue des fédérations PSU. <i>Autogestion, Occitanie, Ecologie</i> . Elections municipales à Toulouse (1977)	1971- 1985
PSU 29	Elections. Correspondance du Front Autogestionnaire (1978).	1977- 1985
PSU 32	Cadre de vie. Correspondance S. Depaquit. Courrier « cadre de vie ».	1977- 1985
PSUR 45	Brochures du PSU. Michel Mousel, <i>Ecologie et autogestion</i> , s.d.	S.d.

PSU 59	Relations avec les syndicats. Correspondance avec la CFDT (1973-1978).	1970- 1981
PSU 85	Agriculture, environnement. Défense du Larzac. Correspondance et brochure. Lutte contre le barrage de Naussac. Lutttes diverses.	1971- 1985
PSU 86	Agriculture et écologie. Correspondance avec Ecologie et Survie.	1975- 1981

○ Fonds Annick BRUNEAU.

BRUN 1	Centrale nucléaire du Pellerin. Lutte locale. Notes manuscrites. Réunion du comité technique.	1976- 1977
BRUN 2	Centrale nucléaire du Pellerin. Associations et collectifs antinucléaires.	1978- 1983
BRUN 3	Centrale nucléaire du Pellerin. Opposition politique au projet.	1977- 1982
BRUN 4	Centrale nucléaire du Pellerin. Revue et documentation.	1978- 1982
BRUN 5	Centrale nucléaire du Pellerin. Articles de presse.	1976- 1982
BRUN 8	Associations et collectifs antinucléaires. Coordination des comités de défense de la Basse-Loire. Fonctionnement interne et activités.	1981- 1996
BRUN 11	Associations et collectifs antinucléaires. Activités antinucléaires, correspondance.	1977- 1999
BRUN 12	Opposition politique au nucléaire. Mouvements écologistes et Verts.	1981- 1996
BRUN 13	Revue et documentation antinucléaire.	1982- 1997
BRUN 20	Ecologie et protection de l'environnement en Basse-Loire. Correspondance, revues.	1974- 1997

BRUN 22	Militantisme antinucléaire à Nogent-sur-Seine. Brochures, comptes-rendus de réunion.	1986- 2001
BRUN 24	Militantisme antinucléaire à Golfech. Bulletins de liaison.	1983- 2002
BRUN 26	Militantisme antinucléaire à La Hague. Revue et documentation de la CFDT et des comités antinucléaires.	1976- 1997
BRUN 28	Lutte contre l'exploitation minière de l'uranium. Tracts, bulletins des comités locaux, communiqués.	1976- 1990
BRUN 32	Généralités sur le nucléaire. Tracts, correspondance et bulletin d'information.	1980- 2002
BRUN 33	Risques et accidents nucléaires. Communiqués et bulletins d'information des associations antinucléaires.	1976- 1999

○ Fonds Marie-Françoise Gonin.

GON 3	Ecologie politique. Notes de réunion des Amis de la Terre. Municipales 1977. Brochures du CRIN de Nantes.	1975- 1987
GON 4	Nucléaire. Radioactivité, retraitement des déchets, accidents dans les centrales. Documentation diverse. Nucléaire, environnement. Risques autour du nucléaire (notamment affaire des fissures) Documentation technique, recours juridique.	1976- 1983
GON 5	Environnement, énergies nouvelles, écologie politique. Organisation des états généraux de l'environnement en Pays de Loire. Candidature à la présidentielle de Brice Lalonde (1981). Documentation écologistes sur les énergies nouvelles	1980- 1982

○ Fonds FDSEA.

FDSEA 242	Nucléaire. Actions contre la centrale du Pellerin.	1977- 1981
FDSEA 243	Nucléaire. Documentation sur le projet de centrale au Pellerin.	1975- 1982

○ Archives Martine Leroy et Francis Judas.

LE/JU 28 bis	Brochure de la vie claire	1975
LE/JU 57	Nucléaire. Tracts et brochures de la LCR antinucléaires 1975-1984	1975- 1984

○ Fonds Bernard Thoroval.

THO 52	Nucléaire. Brochures et tracts antinucléaires.	1975- 1979
THO 53	Nucléaire. Tracts et matériels édités par CRIN de Nantes.	1978- 1981

○ Fonds UD CGT 44.

UD CGT 318	Nucléaire. Position de la CGT sur la centrale du Pellerin.	1976- 1982
------------	---	---------------

b) Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), Nanterre.

○ Fonds PSU

F delta 703/28	Energie nucléaire. Dossier sur les luttes autour des centrales. Action du PSU sur le nucléaire.	1975-1981
F delta 703/46	Environnement. Ecologie. Mouvement écologiste.	1974-1979

c) Musée du Vivant, Grignon.

o Fonds Philippe Saint-Marc

FSM 1	Articles de Philippe Saint-Marc	1968-2004
FSM 7	Autour de <i>Socialisation de la Nature</i> Correspondance	1971-1972
FSM 16	Charte de la nature Correspondance, compte-rendu des réunions du collectif, relations avec les partis politiques	1972-1984
FSM 17	Charte de la nature Correspondance avec le CDS	1972-1981

o Fonds André Louis

Correspondance	Correspondance avec Matteo Tavera	1961-1969
----------------	-----------------------------------	-----------

o Fonds René Dumont (inventaire en cours)

PDUT13	Tapuscrit de « Famine au Mexique avant 1980 ou essai sur la réforme agraire et l'avenir agricole de ce pays » par René Dumont	1966
PDUT23	Tapuscrit de « L'agriculture biologique dans le Tiers-Monde : mais les paysanneries et les écologies y sont démolies »	1978
« Congrès Futuribles 15-18 octobre 1967 »	Lettre de Bertrand de Jouvenel à René Dumont	1967
PDUL8	Correspondance active de René Dumont	1970-1983
PDUM5	« Politiser l'écologie » par René Dumont	1974

o Fonds Les Verts (non inventorié mais pré-classé)

« Courrier 1974. 20 »	Correspondance adressée à René Dumont lors de la campagne présidentielle. Correspondance reçue par le collectif national provisoire du Mouvement Ecologique	1974
« Courrier 1974. 21 »	Idem	1974

« Courrier 1974. 22 »	Idem	1974
« Courrier 1974. 23 »	Idem	1974-1975
« Action Ecologique »	Correspondance et préparation d'articles pour la revue du Mouvement Ecologique <i>Action Ecologique</i>	1975-1976
« PIAF Environnement »	Périodique d'Information des Associations Françaises de l'Environnement	1976-1979
« Divers canards écolo »	Numéros épars de différentes revues écologistes de toute sensibilité	1974-1980
« Action Ecologique 2 »	Correspondance et préparation d'articles pour la revue du Mouvement Ecologique <i>Action Ecologique</i>	1973-1977
« Action Ecologique 3 »	Idem	1976-1977
« Action Ecologique devis »	Pièces comptables concernant la revue <i>Action Ecologique</i>	1975-1977
« Municipales 77 »	Participation des écologistes aux municipales de 1977 Professions de foi, brochures, liste des candidats	1976-1978
« Mouvement Ecologique. Courrier, groupes, presse »	Correspondance et compte-rendu autour de la mise en place de la CIME	1976-1979
« Ecologie 78 »	Correspondance Ph. Lebreton CAN La-Celle-Saint-Cloud Nice-Ecologie	1976-1978
« ME. Courrier »	Correspondance passive du ME	1978
« Europe Ecologie. Courrier »	Correspondance du secrétariat	1979
« Europe Ecologie. La confrontation des idées »	Textes de la plate-forme	1979
« Europe Ecologie. La presse »	Communiqués de presse et interviews	1979
Europe Ecologie. Les candidats »	Liste des candidats	1979
« Europe Ecologie. Propagande »	Professions de foi	1979
« Présidentielles 1981 »	Correspondance	1981

	Périodique <i>La Vague Verte</i> (février-juin 1981)	
« MEP. Adhérents. 80 »	Liste des adhérents classée par département	1980
« MEP. Adhérents. CR »	Compte-rendu des rencontres d'Uzès (7-11 août 1980)	1980
« MEP. AG Versailles 1980 »	Compte-rendu de l'AG	1980
« MEP. AG Paris. Mai 1980 »	Correspondance	1980
« Cité Fleurie »	Transformation du ME en MEP Correspondance	1980-1982
« Mouvance. Sympathisants. 1980-1983 »	Correspondance du MEP puis VPE	1980-1984
« MEP. AG Chamarande »	Plusieurs comptes-rendus de l'AG de Chamarande	1981
« MEP. AG Saint-Prix »	Correspondance Projets concurrents de manifeste	1982
« 82. Reçu. Sympathisant. Presse ».	Correspondance reçue par le MEP/VPE en 1982	1982
« 82. Reçu. Mouvance »	Correspondance reçue du MEP en 1982	1982
« Les adhérents »	Carte de la répartition des adhérents au MEP	1982
« MEP. AG Paris 82 »	Planning de l'AG. Evaluation des mandas	1982
« Janvier 82 – décembre 82. VPE. Courrier, circulaire, adhérents »	Manifeste municipal de septembre 1981 Charte des VPE (1982) Circulaires	1982
« Municipales 1983. Documents nationaux »	Brochures et tracts des listes VPE aux municipales de 1983. Correspondance.	1982-1983
« Municipales 1983. Textes de loi »	Compilation de textes législatifs	1983
« Municipales 1983. Partis : documents parisiens et nationaux »	Coupures de presse	1982-1983
« Munic 83. Presse »	Coupures de presse	1983
« MEP. Formalités. 80-83 »	Comptes-rendus de réunion du bureau	1982-1983

	Comptes-rendus de réunion de commission	
« Courrier 83 »	Relations des VPE avec le CODENE. Comptes-rendus de réunion. Correspondance	1982-1984
« 1983. Reçu. Mouvance »	Correspondance avec les associations environnementales. Comptes-rendus des rencontres des partis verts à l'échelle européenne.	1983
« 1983, reçu, politique »	Correspondance avec le collectif « Pour une gauche alternative »	1983
« 1983, reçu, politique, sympathisants »	Correspondance avec les militants	1983
« VPE. AG Montsouris. Nov 83 »	Feuille de présence. AG Montsouris.	1983
« Municipales 1983. Divers »	Correspondances. Notes	1983
« Municipales 1983. Paris »	Professions de foi Liste des candidats	1983
« Courrier interne. 1984 »	Comptes-rendus des rencontres des Verts Européens	1983-1984
« Vie Confédé »	Structuration interne de la Confédération Ecologiste puis des Verts-Besançon Correspondance, comptes-rendus	1983-1984
« Carton 109 »	Programmes électoraux des VPE Note manuscrite sur la stratégie à adopter dans le cadre des Verts européens	1983-1984
« Comité pour l'égalité électorale »	Correspondance avec le monde politique Comité de soutien pour la campagne des Européennes	1984
« Européennes 1984. Coupures de presse. Liste ERE »	Coupure de presse Correspondance <i>Courrier de la Nature</i> , n°63, spécial « ERE »	1984
« Européennes 1984. Vidal. 1 »	Correspondance	1984
« Européennes 1984. Vidal.	Professions de foi	1984

2 »		
« Européennes 1984. Vidal. 3 »	Correspondance Coupure de presse	1984
« Européennes 1984. Liste »	Profession de foi	1984
« Européennes 1984. Programme »	Liste détaillée des candidats	1984
« Européennes 1984. Divers »	Correspondance Coupure de presse	1984
« Euro. 1984. Divers »	Actes de candidature avec CV militants pour les élections européennes	1984
« Euro. 1984. Divers + réponse questionnaire »	Coupures de presse	1984
« Euro 1984. Presse. Fichiers. Communiqués »	Communiqués de presse Correspondance avec des militants et des associations	1984
« Courrier étudiants, courrier mouvance, 1984 »	Correspondance	1984

○ Fonds Yves Cochet (inventaire en cours)

Non coté	Unification des tendances écologistes Correspondance, compte-rendu de réunion	1981-1984
Non coté	Bulletins internes de liaison des Amis de la Terre	1978-1983
« Législatives 81 »	Préparation de la présidentielle de 1981 Correspondance, compte-rendu de réunion	1980-1981
« Vie de la Confédé bretonne »	Fonctionnement de la Fédération Ecologiste Bretonne Correspondance, manifestes, comptes-rendus de réunion	1981-1984
« Municipales 83 Rennes »	Constitution de la liste Comptes-rendus de réunion, brochures	1982-1982
« Rennes municipales 83 »	Campagne municipale de 1983 à Rennes Brochures et tracts	1983
« Municipales Rennes	Débat sur le positionnement politique de la	1983

bureaucratie »	liste Correspondance interne, brochure	
« Municipales Confédé »	Bilan des municipales de 1983 Brochures électorales, articles de presse, rapport interne	1983

○ Fonds Dominique Voynet (non classé)

Liasse « Besançon- Ecologie 83 »	Municipales 1983 Correspondance, brochures électorales, coupure de presse	1982-1983
-------------------------------------	---	-----------

d) Etopia, Namur (Belgique)

○ Collection des programmes électoraux du parti Ecolo

1 / 8	L'Europe des écologistes	1984
1 / 9	Elections européennes 1984 : propositions du mvt écolo (doc de travail)	1983

○ Papiers José Daras

5 62	Création d'Ecolo	1980
5 63	Manifeste commun des partis verts et radicaux des communautés européennes	1980-1981
Chapitre T. Groupes proches d'Ecolo		
1	Amis de la Terre (fédéral) et organisations proches	1977-1981
3 5	Amis de la terre, Jeunesse et Ecologie, Maisons de l'Ecologie	1977-1981
3 6	Idem	1981-1985

○ Papiers Martial Mullenders

1 / 7	Europe Ecologie. Txt, PV de réunions.	1979
2	Les Amis de la Terre, commission et groupe de travail « Emploi et	1979

/ 1	Ecologie »	
2 / 2	Idem	1979
2 / 6	Société d'Etudes et d'Expansion (asbl) : conférence sur le thème « Economie et écologie ».	1980
3 /1	Ecolo et Régionale Ecolo de Liège. Campagnes électorales et communales. Documents de provenance diverse dt AT-Paris	1977- 1982

○ Papiers Benoît Lechat

1	Groupe des Jeunes Protecteurs de la Nature Fichier des mb	S.d. (fin des années 70)
4	Historique par B. Lechat sur GJPN à l'occasion du 5 ^e anniv. Charte des AT (1977)	1970- 1981
5	Débuts d'écolo et de l'écologie pol. Relations extérieures (Nature et Progrès).	1973- 1979

○ Archives Jean Liénard

No n coté	Constitution des Verts Européens. Relation entre les différents partenaires.	1979- 1984
No n coté	Correspondances Pierre Samuel, Paul Lannoye.	1974- 1978
No n coté	APRE	1973- 1975
No n coté	Archives des Amis de la Terre-Belgique	1976- 1977

○ Archives Ecoropa // Europe Ecologie

Non côté	Documents Ecoropa et Europe Ecologie	1977- 1981
-------------	--------------------------------------	---------------

○ Fonds Europe-Ecologie

1	Brochures.	1979
---	------------	------

- Fonds Wallonie Ecologie

	Documents de travail de Wallonie Ecologie	1978
--	---	------

- Fonds Survie, APRI

	Documents divers	1972
--	------------------	------

e) Fondation Jean Jaurès – Centre d’Archives Socialistes

- Fonds PS. Série Secrétariat National aux Etudes

3 SN 6	Dossiers de Jean-Pierre Chevènement. Environnement : notes et rapports	1973-1975
-----------	---	-----------

- Fonds PS. Série Correspondance syndicats/autres formations politiques

3 78/19	EF Correspondance du PS dans le cadre des élections législatives de 1978	1978
------------	--	------

- Fonds PS. Série Documentation du PS

4.7.219 0	Colloque du PS « La protection de l’environnement au quotidien »	1980
--------------	---	------

- Fonds Robert Patillon.

8 FP 3 /123	Comité pour l’Environnement Dossiers, brochures.	1973-1979
----------------	---	-----------

f) International Institut for Social History (Amsterdam).

- Fonds World Information Service on Energy (WISE)

2 3	Correspondance avec la France	1980-1985
1 86	Documentation sur la contestation antinucléaire en France	1979-1986
3	Manifestations antinucléaires en France	1978-1983

77		
4	Fondation de WISE	1978
88		

g) Archives confédérales CFDT (Paris)

○ Série Cadre de vie

8 H 1455	Commission cadre de vie	1969 -1973
8 H 1457	Luttes pour le cadre de vie	1965 – 1971

○ Série Lutte contre le programme nucléaire

8 H 876	Pétition nationale énergie	1979 – 1980
8 H 1464	Politique de la CFDT sur l'environnement	1977 - 1982
8 H 1472	Groupe Energie	1973-1975
8 H 1473	Groupe Energie	1976 – 1979
8 H 1474	Groupe Energie	1980 – 1983
8 H 1477	Rencontre CFDT Energie et type de développement	1977

○ Série Politique

8 H 1612	Législatives de 1978	1978
-------------	----------------------	------

h) Bibliothèque Publique et Universitaire de Neuchâtel. Fonds Denis de Rougemont.

Liasse « Travaux Ecoropa »	Correspondance Notes sur le groupe de travail « Politiques » d'Ecoropa	1977-1978
Liasse « Ecoropa 1 »	Doubles de la correspondance d'Edouard	1978

	Kressmann, secrétaire général d'Ecoropa Projets de manifeste d'Ecoropa	
Liasse « Ecologisme. Articles rassemblés par DR/1 ».	Articles de presse Correspondance passive de Denis de Rougemont	1977-1978
Liasse « Ecologisme. Articles rassemblés par DR/2 ».	Idem	1975-1984
Liasse « Dossier Zep- Larouche »	Correspondance autour du livre <i>The Hitler Book</i> du Schiller Institute	1984
Liasse « Documentation environnement divers »	Documentation sur l'environnement et l'écologie politique	1973-1984

i) Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités, Lille.

Fonds d'archive non classé et non récolé.

Correspondances, compte-rendu de réunion, bulletins internes (1969-2010)

j) Archives privées.

Quelques documents consultés chez Jean Carlier, Annick Bruneau et Philippe Saint-Marc.

8. Entretiens

- Annick Bruneau, militante antinucléaire en Basse-Loire, 18 mars 2011
- Jean-Luc Burgunder, animateur de la revue *Ecologie*, 16 décembre 2011
- Jean Carlier, journaliste engagé dans l'écologie, acteur de la campagne de René Dumont, membre du Mouvement d'Ecologie Politique, 8 mars 2010
- Yves Cochet, animateur du groupe local des Amis de la Terre de Rennes, co-fondateur de la confédération écologiste puis des Verts, 17 février 2011
- José Daras, membre des Amis de la Terre-Belgique puis d'Ecolo, ministre des mobilités du gouvernement wallon, 18 avril 2012
- Philippe Delaye, militant écologiste contre la centrale du Pellerin, 16 mars 2011

- Jean-Claude Delarue, animateur de la Fédération des Usagers des Transports puis de SOS-Environnement, 22 septembre 2011
- Alain-Claude Galtié, militant des Amis de la Terre de 1972 à 1974, 20 octobre 2011
- Alain Hervé, fondateur des Amis de la Terre en France, rédacteur en chef du *Sauvage*, 12 mars 2010
- Yves Lenoir, membre des Amis de la Terre puis de Greenpeace, militant antinucléaire, 9 octobre 2011
- Jean Liénard, militant des Amis de la Terre-Belgique, 18 avril 2012
- Cédric Philibert, militant antinucléaire en Rhône-Alpes, membre des Amis de la Terre et journaliste à *La Gueule Ouverte* puis à *Libération*, 24 mars 2011
- Gérard Roy, animateur du groupe local des Amis de la Terre de Lillebonne, co-fondateur des Verts,
- Jean-Pierre Raffin, animateur de la FFSPN puis de la FNE, 31 mars 2011
- Philippe Saint-Marc, animateur du comité de la charte de la nature, membre du bureau du CDS chargé de l'écologie, 16 avril 2010
- Laurent Samuel, membre de Survivre et Vivre puis des Amis de la Terre de Paris, responsable du *Courrier de la Baleine*, 18 mars 2010

9. Sources non consultables

a) Archives du Parti Communiste Français conservées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis.

Parmi les structures de fonctionnement et de travail, la section consacrée à la santé, les archives de deux sections pouvaient contenir des informations intéressantes sur les relations entre le PCF et les écologistes. Malheureusement, ces archives ne sont pas classées et ne sont pas consultables en l'état.

261 J 16	Secteur « Sciences et technologie » et revue <i>Avancées</i>	1982-1994
261 J 17	Secteur « Santé, Protection sociale, cadre de vie »	1976-1994

b) Archives Nationales. Fonds Présidence Valéry Giscard-d'Estaing

Ce fonds n'est accessible que sous dérogation. L'accès à certains cartons nous a été refusé.

○ Dossiers de Pierre Emeury

5 AG 3/1514	Sécurité nucléaire Affaires concernant les centrales nucléaires françaises Retraitement des combustibles nucléaires irradiés Politique internationale du plutonium	1966-1981
5 AG 3/ 1515	Sécurité nucléaire Protection des centrales nucléaires contre les malveillances	1977-1981

○ Dossiers de François Polge de Combret

5 AG 3/1946-1948	Procès-verbaux des réunions du conseil de l'information sur l'énergie nucléaire	1974-1978
---------------------	---	-----------

○ Dossiers de Pierre Richard et Alain Lamassoure

5 AG 3/2417	Demande de remboursement de ses frais de propagande par Europe-Ecologie à l'occasion des élections européennes	1975-1981
5 AG 3/2421	Energie nucléaire Choix des sites des centrales nucléaires, information du public	1974-1976
5 AG 3/2423	Energie nucléaire Construction des centrales nucléaires, information du public, opinion du public (Fessenheim, Cattenom, Saint-Maurice-l'Exil)	1979

○ Dossiers de Jean Riolacci

5 AG 3/2537	Correspondance avec les préfets	1977-1979
5 AG 3/2540	Elections législatives de 1978 Note sur la campagne électorale, correspondance	1977-1978
5 AG 3/2553	Notes de synthèse des RG Elections et opposition	1977-1979

c) Archives nationales de Fontainebleau

Ces cartons ne sont accessibles que sous dérogation. Leur consultation nous a été refusée.

19930666/ 8	Ecologie et contestation antinucléaire Notes d'information, coupures de presse	1975-1984
19970375/ 74	Ecologie et contestation antinucléaire Etude, statistiques, notes (dont « anarchistes toulousains et contestation antinucléaire en Midi-Pyrénées » et « identification d'un auteur d'exactions commises à Chooz et Vireux-Molhain en 1981-1984 »)	1978-1988
19970375/ 75	Energie et contestation antinucléaire Notes, dossiers de procédures judiciaires pour attentats par explosifs, recensement de militants d'extrême gauche susceptibles d'actions violentes	1979
19970375/ 76	Ecologie et contestation antinucléaire Notes, fiches de renseignement, rapports, liste des antinucléaires et sympathisants identifiés aux frontières du département des Ardennes depuis le début de l'enquête d'utilité publique concernant la centrale de Chooz	1980
19970375/ 78	Ecologie et contestation antinucléaire Dossiers concernant l'assassinat d'un militant antinucléaire, des attentats contre la société Alsthom à Toulouse et les locaux de FR3 Toulouse	1982
19970375/ 79	Ecologie et contestation antinucléaire Dossiers d'affaires concernant des actes de malveillance et des attentats commis dans le contexte écologique	1979-1982
19810440/ 23	Ecologie Généralités et dossiers d'associations Notes d'information, coupures de presse	1974-1980
19950002/ 1-2	Contestations antinucléaire et écologique Notes, rapports	1975-1991
19950002/ 6	Presse écologique. Spécimens de journaux Notes des directions départementales dont relatives à la centrale nucléaire de Golfech	1971-1983
19950002/ 6	Centrale nucléaire de Plogoff Notes des directions départementales concernant des	1974-1985

	manifestations et des réactions publiques	
19950002/ 7	Centrales nucléaires du Pellerin, Chooz Projets, rapports, notes concernant les actes de malveillance Coordination nationale et internationale antinucléaire Liste des comités membres, comptes rendus d'assises	1977-1984
19950002/ 8	Exploitation des gisements d'uranium Notes générales, cartes, notes	1971-1978
19950002/ 9	Extension du camp militaire du Larzac Manifestations et rassemblements	1972-1978
19950002/ 10	Extension du camp militaire du Larzac Manifestations et réactions Constitution de groupements fonciers agricoles	1974-1980
19950002/ 11	Extension du camp militaire du Larzac Comptes rendus de réunions et bulletins de liaison des comités du Larzac	1972-1977
19950002/ 12	Extension du camp militaire du Larzac Notes, synthèse	1972-1983

Table des figures

Figure 1. Carte des principaux sites nucléaires français (années soixante-quatre-vingt)....	10
Figure 2. Evolution de la population mondiale au XX ^e siècle (en milliards).....	83
Figure 3. La floraison des associations de protection de la nature en France dans les années soixante.....	88
Figure 4. Evolution du nombre d'adhérents à Nature et Progrès (1968-1977).....	113
Figure 5. Questions évoquées dans les articles de La Gueule Ouverte (1973-1974).....	182
Figure 6. Carte des groupes écologistes actifs en France métropolitaine (1970-1974).....	199
Figure 7. Typologie des groupes écologistes apparus avant avril 1974.....	200
Figure 8. Tableau récapitulatif du positionnement politique des lecteurs du Sauvage en 1973 (choix multiple possible).....	270
Figure 9. Profil des groupes soutenant la candidature de René Dumont.....	293
Figure 10. Cartographie du vote écologiste au premier tour de l'élection présidentielle (5 mai 1974).....	305
Figure 11. Vote écologiste et militantisme. Comparaison cartographique.....	306
Figure 12. Répartition géographique des groupes appartenant au Mouvement écologique en 1975 (échelle départementale).....	330
Figure 13. Carte des groupes écologistes en France (1970-1978).....	334
Figure 14. Comparaison de la typologie des groupes écologistes (1970-1974 et 1974-1978).....	335
Figure 15. Evolution du nombre de groupes Amis de la Terre (France, 1974-1979).....	339
Figure 16. Cartographie de la répartition des groupes locaux des Amis de la Terre (1975-1978).....	340
Figure 17. Comparaison des deux systèmes énergétiques d'après Amory Lovins.....	459
Figure 18. Nombre de candidats écologistes aux élections (1976-1978).....	486
Figure 19. Répartition géographique des candidats de défense de l'environnement aux cantonales de mars 1976.....	496
Figure 20. Carte des listes écologistes aux municipales de mars 1977 (hors région parisienne).....	524
Figure 21. Carte des listes écologistes aux municipales de mars 1977 (Région parisienne).....	525

Figure 22. Profil des candidats écologistes aux élections législatives	573
Figure 23. Composition socioprofessionnelle de l'électorat écologiste (septembre 1977)	581
Figure 24. Répartition respective des électeurs écologistes et radicaux de gauche sur l'échiquier politique.....	582
Figure 25. Vote de second tour des électeurs écologistes de premier tour (législatives de 1978).....	587
Figure 26. Cartographie des résultats des écologistes aux législatives de mars 1978.....	588
Figure 27. Nombre de créations de groupes écologistes en France (1977-1982)	617
Figure 28. Nombre de groupes Amis de la Terre (1976-1983)	617
Figure 29. Résultats supérieurs à 10 % réalisés par les écologistes aux élections cantonales de mars 1979	659
Figure 30. Résultats de la liste Europe Ecologie aux élections européennes du 10 juin 1979 (France métropolitaine)	674
Figure 31. Cartographie comparée des résultats d'Europe Ecologie (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine).....	677
Figure 32. Cartographie d'une réussite électorale contrastée de l'écologisme (1974-1979)	679
Figure 33. Enracinement politique des candidats Europe Ecologie	681
Figure 34. Résultats des assises régionales à Lille (15 juin 1980)	701
Figure 35. Etiquette politique des élus parrainant Brice Lalonde en 1981	728
Figure 36. Progression des suffrages exprimés en faveur des écologistes (1974-1981)...	732
Figure 37. Carte des résultats électoraux de Brice Lalonde (24 avril 1981)	732
Figure 38. Comparaison des résultats de Brice Lalonde dans les quatre meilleures régions	734
Figure 39. Evolution du vote écologiste (1974-1981).....	735
Figure 40. Analyse du report de voix des écologistes au second tour des élections présidentielles de 1981	739
Figure 41. Carte des résultats électoraux d'Aujourd'hui l'écologie (législatives du 14 juin 1981)	745
Figure 42. Résultats électoraux des candidats écologistes indépendants (législatives du 14 juin 1981)	746
Figure 43. L'érosion du vote écologiste en Alsace (1978-1981).....	747

Figure 44. Chronologie des tentatives d'unification des écologistes (1979-1982).....	763
Figure 45. Effectif des principales organisations écologistes (1980-1983)	789
Figure 46. Résultats de la liste ERE aux élections européennes de juin 1984 (France métropolitaine)	802
Figure 47. Résultats de la liste Les Verts aux élections européennes de juin 1984 (France métropolitaine)	804
Figure 48. Evolution des suffrages exprimés dans la Manche et le Haut-Rhin (1979- 1981)	805

Table des illustrations

Illustration 1. Couverture de <i>Survivre... et Vivre</i> , n°11, mai 1972	167
Illustration 2. Couverture de <i>Survivre...et Vivre</i> , n°10, octobre-novembre 1971.....	169
Illustration 3. « A l'usage de ceux qui se demandent comment se déroulent les Comités de Rédaction de <i>Survivre</i> ».....	173
Illustration 4. Couverture de <i>La Gueule Ouverte</i> , n°1, novembre 1972	177
Illustration 5. « Dictionnaire des idées reçues écologiques ».....	254
Illustration 6. « Photographie de René Dumont durant la campagne présidentielle (avril 1974) ».....	290
Illustration 7. Couverture du <i>Sauvage</i> , n°34, 1 ^{er} octobre 1978	404
Illustration 8. Carte postale « Consultation démocratique de la population ». Le Pellerin. Juin 1977.....	433
Illustration 9. Carte postale « La population boycotte l'enquête ». Cheix-en-Retz, juin 1977.....	434
Illustration 10. Couverture de <i>La Gueule Ouverte</i> , n°196, 9 février 1978.....	453
Illustration 11. « « Quand vous voudrez » par Brice Lalonde (1976) ».....	499
Illustration 12. Tract, élections municipales La Celle Saint-Cloud « Réforme de la gestion municipale et protection du cadre de vie (1977) »	510
Illustration 13. Affiche électorale « Lons-Ecologie ». Elections municipales de mars 1977.....	518
Illustration 14. Dessin de Georges Wolinski paru dans <i>L'Humanité</i> , 30 juillet 1977	536
Illustration 15. Photographie de Brice Lalonde, s.d. [1980-1981].....	729
Illustration 16. Couverture du <i>Courrier de la Baleine</i> , n°58, août-septembre 1981	760

Résumés	2
Remerciements	5
Sigles et abréviations.....	8
Introduction	12
Première partie. L'insoutenable légèreté de l'écologisme (des années soixante à la campagne de René Dumont)	45
Chapitre 1. Le tournant environnemental des années soixante	47
1. Un vent venu d'Amérique ?	50
a. Une effervescence précoce, un contexte social, politique et culturel spécifique	51
b. Jeux de miroir. L'écho des débats américains en France	57
c. De l'écologisme américain à l'écologisme français.....	65
2. Science, écologie et société	72
a. Ecologie et protection de la nature. Une naissance dans le cadre de révolution industrielle	73
b. Dénoncer « La dégradation souvent irrémédiable de la nature »	79
c. Un militantisme renouvelé	85
3. Les critiques hétérodoxes du progrès.....	95
a. Une critique « personnaliste » du progrès	96
b. Les fondements d'une critique naturaliste du progrès	103
c. Nature et Progrès, entre naturisme et écologisme	111
d. « Dans le fond, Fournier, t'es de droite ».....	119
4. Les inventions politiques de l'environnement	128
a. Le consensus industrialiste des années soixante remis en perspective	129
b. Une France transfigurée ou défigurée ?	134
c. Concilier expansion et protection de la nature et de l'environnement.....	138
d. La deuxième gauche ou la politisation des questions urbaines.....	144
e. L'invention militante de l'environnement	151
Le tournant environnemental des années soixante – conclusion	159
Chapitre II. La formation de la nébuleuse écologiste	160
1. Le poing et la plume	161
a. <i>Survivre...et Vivre</i> , « laboratoire idéologique de la révolution écologique »	163
b. <i>La Gueule Ouverte</i> ou la subversion radicale par l'écologie ?	175
c. <i>Le Sauvage</i> ou la volonté de parler d'écologie au plus grand nombre.....	185
2. Un archipel de groupes écologistes	194
a. Qu'est-ce qu'un groupe écologique ?	195
b. Voyage au cœur d'une nébuleuse	202

3.	Deux sensibilités à la loupe, les Amis de la Terre de Paris et les écologistes alsaciens	212
a.	Brice Lalonde et les débuts des Amis de la Terre de Paris	212
b.	Les activités des Amis de la Terre de Paris jusqu'à la campagne Dumont 220	
c.	La nébuleuse de l'écologisme alsacien en pleine émergence	226
d.	L'écologisme alsacien, un naturalisme conservateur ?	232
	La formation de la nébuleuse écologiste – conclusion.....	240
	Chapitre III. L'écologisme au grand jour, la campagne de René Dumont.....	241
1.	La politisation de l'écologisme	242
a.	Le catastrophisme et ses apories	242
b.	Entre la communauté et la société.....	250
c.	L'écologie en débat	258
2.	Une candidature inattendue.....	265
a.	Les écologistes et les partis politiques	265
b.	Présenter un candidat	274
c.	Un agronome entre en campagne	279
3.	Le message et son impact	290
a.	Organiser la campagne	291
b.	Associer politique et écologie	296
c.	L'impact de la campagne auprès des Français	303
d.	Le second tour	310
	L'écologisme au grand jour, la campagne de René Dumont – conclusion.....	316
	L'insoutenable légèreté de l'écologisme - conclusion	317
	Seconde partie. L'invention de l'écologisme.....	319
	Chapitre IV. La structuration de la nébuleuse écologiste	321
1.	Entre structuration nationale et autogestion.....	323
a.	Le Mouvement écologique ou la recherche de l'unité des écologistes	324
b.	La nébuleuse vue d'en bas	333
c.	Les Amis de la Terre et le groupe de Paris, <i>primus inter pares</i> ?	338
d.	Vers la création du Réseau des Amis de la Terre.....	344
2.	La fabrique de l'écologie politique.....	353
a.	Ecoropa et les écologistes	355
b.	Le clerc et l'Ami de la Terre	364
c.	Un rapport pragmatique aux intellectuels	373
d.	L'écologisme, une coopérative intellectuelle ?	379
3.	La nature, les écologistes et la société	389

a.	Protéger la nature et l'environnement en écologiste	391
b.	L'homme, la technique et l'écologie.....	397
c.	La délicate politisation de la nature.....	407
	La structuration de la nébuleuse écologiste - conclusion.....	415
Chapitre V.	Sur le terrain de la contestation environnementale.....	416
1.	Une période propice à l'éclosion de conflits environnementaux.....	418
a.	Géographie des conflits environnementaux	420
b.	Voyage dans la France antinucléaire.....	426
c.	Une contestation qui reflète une « peur irrationnelle » du nucléaire ?.....	435
d.	Une crise des modes de régulation des conflits environnementaux.....	441
2.	De l'importance du terrain chez les écologistes	451
a.	L'antinucléaire, un combat contre la technocratie et le productivisme	451
b.	Combattre le nucléaire par l'information	462
c.	Combattre le nucléaire sur le terrain	469
d.	31 juillet 1977, Malville et ses conséquences	476
	Sur le terrain de la contestation environnementale - conclusion.....	485
Chapitre VI.	Les écologistes, le pouvoir et les urnes	486
1.	L'apogée des verts (1976-1977)?	488
a.	Les élections cantonales de mars 1976	489
b.	Une législative partielle dans le V ^e arrondissement.....	498
c.	Panorama des listes écologistes aux municipales de 1977.....	506
d.	Les raisons d'un succès	516
2.	L'écologisme face au champ politique	532
a.	Critiquer les écologistes	534
b.	Dialoguer avec les écologistes	541
c.	Valéry Giscard d'Estaing et l'écologie (1974-1978)	546
3.	Les élections législatives de 1978, la fin d'un cycle.....	557
a.	La mise en place laborieuse d'un collectif national	558
b.	La force d'une organisation faible	566
c.	Un programme composite	574
d.	Sociologie des électeurs écologistes et bilan de la campagne.....	580
	Les « verts » en campagne – conclusion.....	593
	L'invention de l'écologisme (1974-1978) – conclusion	594
Troisième partie.	Les écologistes et les sorties des années 68	596
Chapitre VII.	Les recompositions de l'écologisme	600
1.	Crises et recompositions de l'écologisme.....	601
e.	Les sorties des années 68	601

f.	Une crise de l'écologisme ?	609
2.	Les Amis de la Terre, entre convergences et antitechnocratie	621
a.	Convergences et ambiguïtés stratégiques chez les Amis de la Terre	621
b.	La pétition nationale énergie ou les apories de la convergence	628
c.	Les Amis de la Terre, le papier recyclé et le capteur solaire	637
3.	De la CIME au MEP, les européennes de 1979 et l'affirmation de la voie politique.....	652
a.	Recompositions politiques aux lendemains des législatives.....	652
b.	Quelle liste écologiste pour les européennes ?.....	658
c.	Europe Ecologie ou la remise en cause du productivisme	666
d.	Le 10 juin 1979 et ses suites	673
	Les recompositions de l'écologisme - conclusion	688
	Chapitre VIII. Vers l'unification des écologistes.....	689
1.	Les écologistes face au défi d'une seconde élection présidentielle	691
a.	Le temps des assises.....	691
b.	De l'intérêt des candidatures avortées.....	702
c.	<i>Le pouvoir de vivre</i> ou le programme de Brice Lalonde.....	714
d.	De la campagne officielle aux lendemains du second tour.	723
2.	Les écologistes dans une France socialiste	742
a.	Espoirs et désillusions face à la gauche au pouvoir	743
b.	Le nucléaire et les socialistes : consultations, concertations et tensions... 750	
c.	1981-1982, l'unification des écologistes et ses apories	762
3.	Les écologistes prennent parti.....	774
a.	L'écologisme constitue-t-elle toujours une alternative globale ?	774
b.	La création des « Verts – Parti écologiste – Confédération écologiste ».. 786	
c.	Les élections européennes de 1984 ou l'unité imparfaite	794
	Vers l'unification des écologistes – conclusion	809
	Les écologistes et les sorties des années 68 – conclusion	810
	Conclusion générale – De l'écologisme à l'écologie politique.....	813
	Bibliographie.....	837
	Etat des sources	877
	Table des figures	917
	Table des illustrations	920

Thèse de Doctorat

Alexis VRIGNON

Les mouvements écologistes en France (de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingt)

French Political Environmentalism (from the late 1960s to the mid 1980s)

Résumé

Cette thèse s'interroge sur l'émergence et la structuration de la nébuleuse écologiste en France entre la fin des années soixante et le milieu des années quatre-vingt en mêlant les apports de l'histoire politique et de l'histoire environnementale. A l'origine, l'écologisme est caractérisé par une grande diversité d'orientations, allant des groupes naturistes aux associations de protection de la nature en passant par des militants issus du gauchisme. Deux facteurs permettent à cette nébuleuse de gagner en cohérence, l'institutionnalisation des mouvements d'une part et la participation des écologistes d'autre part. Redoutant l'avènement d'une crise écologique d'une ampleur sans précédent, ces mouvements considèrent qu'il est impératif de réformer en profondeur la société pour y faire face. Etudier l'écologisme permet donc d'enrichir notre compréhension de la manière dont les militants des années soixante-dix envisagent la transformation de la société en faisant de la politique autrement. Enfin, les désillusions nées de l'échec de la lutte antinucléaire et des scores relativement modestes réalisés lors des élections amènent à la fin des années soixante-dix un profond mouvement de renouvellement des idéaux, des pratiques et des discours des militants. Ces sorties des années 68 conduisent alors à la création des Verts en janvier 1984.

Mots clés

France – Ecologisme - XXe siècle – Années 68 – Nucléaire – Militantisme – Géographie électorale – Histoire environnementale

Abstract

The aim of this thesis is to study the emergence of political environmentalism in France from the late sixties to the mid eighties by combining political history and environmental history perspectives. Originally, political environmentalism is characterized by a great variety of orientations, from naturist groups to conservationists including lefty activists. Two factors improves the coherence of this nebula: the institutionalization of movements on the one hand and participation of environmentalists on the other. Fearing the advent of an ecological crisis of unprecedented magnitude, these movements aim at reforming the whole society. Thus, studying political environmentalism enriches our understanding of how activists considered the transformation of society by doing politics differently. Finally, the failure of the anti-nuclear struggle and the relatively low election results lead at the end of the seventies to a profound renewal of movement's ideals, practices and discourses. These exits from the 68's years lead to the creation of the Greens in January 1984.

Key Words

France – Environmentalism – XXth Century – Nuclear – Activism – Electoral Geography – Environmental History